Université Panthéon-Assas

école doctorale de droit international, droit européen, relations internationales et droit comparé (Centre Thucydide)

Thèse de doctorat en Sciences Politiques
soutenue le 6 février 2016

Thèse de Doctorat / février 2016

Rivalités mimétiques et Transformations militaires au Levant : Une relecture du conflit israélo-arabe

Université Panthéon-Assas

Chloé Berger

Sous la direction de Serge Sur

Membres du jury :

Monsieur Hamit BOZARSLAN – Directeur d'études à l'EHESS

Monsieur Nicolas HAUPAIS – Professeur de Droit, Université d'Orléans.

Monsieur Louis GAUTIER – Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Monsieur Pierre RAZOUX – Directeur du domaine « Sécurités régionales comparées », IRSEM

Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Je tiens, tout d'abord, à remercier mon directeur de thèse, le Professeur Serge Sur, pour m'avoir donné la chance de mener ce projet de recherche qui semblait au départ atypique et m'avoir accompagnée de ses conseils et de ses encouragements pendant ces années.

Je souhaite également exprimer ma profonde gratitude à mes parents et à mon frère, avec une pensée toute particulière pour ma mère, qui s'est mobilisée sans compter pour m'aider à finaliser ce travail. Ce travail n'aurait pu voir le jour sans Waed, qui m'a accompagnée tout au long de ces années en Syrie, au Liban et en Egypte, où elle m'a constamment soutenue, aidée et fait partager ses réflexions sur ce monde oriental qu'elle sait si bien ressentir.

Mes plus sincères remerciements vont aussi au Professeur Jalbout, le « *feda'i* », qui m'a fait découvrir toute la complexité de l'histoire et de la société palestinienne et qui nous a fait vivre des aventures palpitantes ; à Sami et Yael pour nos longues conversations animées. Ils incarnent certainement, à eux deux, ce que la culture *kibbutznik* a produit de meilleur.

Je tiens également à remercier Jean-Baptiste, Bahous, Bernard et les amis de Damas, Rouba et Nicolas, pour leur fidélité et leur soutien.

Ma gratitude va également au Dr. Majida Homsi pour sa fidèle amitié, ainsi qu'au Dr. Ali el Meligui et à Mme Hala Kamel pour l'aide qu'ils m'ont apportée pendant ces trois dernières années.

Enfin, un grand merci à mon équipe de Venni, qui m'a sans cesse entourée et aidée à mener mes activités de recherche et mes obligations professionnelles de front.

Résumé:

Ce travail de thèse se présente comme une relecture du conflit israélo-arabe depuis ses origines (Palestine ottomane) à travers une analyse des transformations militaires mises en œuvre par les acteurs, parties au conflit. Ces transformations sont motivées par des effets de rivalités mimétiques. Au fil des affrontements, chaque adversaire adapte son système de défense en fonction de celui de son ennemi et inversement. Ainsi, sur le temps long du conflit on peut repérer des formes de continuité entre les différents acteurs armés en dépit des différences idéologiques et des circonstances historico-politiques.

Ces transformations, parce qu'elles visent le plus souvent à re-symétriser le différentiel de puissance avec l'adversaire, privilégient les stratégies alternatives ou dissymétriques. Elles impliquent des innovations qui touchent l'ensemble de la société, suggérant l'existence de mécanismes guerriers travaillant les sociétés dans la guerre et pour la guerre.

De ces mécanismes découle le caractère hautement polémique des sociétés de la région et la survivance en leur sein de différentes formes de combattants irréguliers. A partir de ces formes on peut proposer une typologie des figures contemporaines du partisan, de l'Etat islamique aux groupes armés palestiniens et libanais, en passant par la question de la violence des colons religieux-nationalistes des Territoires occupés.

Cette pluralité de figures de la guerre du partisan moderne fournit des clés pour analyser les évolutions des formes de violence dans la région (crises en chaîne, délitement des Etats-nations, soulèvements révolutionnaires, etc.).

Descripteurs : Transformation militaire, rivalités mimétiques, conflit israélo-arabe, guerre de partisan, société polémique

Title and Abstract:

Mimetic rivalries and military Transformations in the Levant: A re-reading of the Arab-Israeli conflict

This thesis consists in a re-reading of the Arab-Israeli conflict since its origins (in the Ottoman Palestine) through an analysis of the military transformations conducted by actors involved in this conflict. These changes are driven by mimetic rivalries processes. Over the clashes, each opponent adapts its defense system according to his enemy's one and vice versa. Thus, forms of continuity between the different armed groups are perceptible on the long-time conflict in spite of the ideological differences and historical-political circumstances.

These Transformations favor alternative or di-symmetrical strategies, because they aim mostly to symmetrically re-balance the differential of power with the opponent. They involve innovations impacting the whole society, suggesting the existence of war mechanisms which affect societies for and through the war.

The highly polemic nature of the region's societies ensues from these mechanisms as well as the survival of different forms of irregular combatants within them. Based on these forms, it could be proposed a typology of the partisan's contemporary figures, including the Islamic State, the Palestinian and Lebanese armed groups, as well as the issue of the religious-nationalist settlers' violence in the Palestinian Occupied Territories.

This plurality of the modern partisan warfare patterns provides tools for analyzing the evolutions of violence forms in the region (chain crisis, disintegration of nation states, revolutionary uprisings, etc.).

Keywords : Military Transformations, mimetic rivalries, Arab-Israeli conflict, partisan warfare, polemic society

Principales abréviations

- ALA : Armée du Liban Arabe
- ALL : Armée du Liban Libre
- ALP : Armée de Libération de la Palestine
- ALS : Armée du Liban Sud
- AMAL : *Afwaj Muqawamma al Lubnaniyya* (« Bataillons de la Résistance libanaise »)
- AP : Autorité Palestinienne
- ASL : Armée Syrienne Libre
- CAP : Commandement d'Action Palestinienne
- CAU : Commandement Arabe Unifié
- CHEN : *Chen Nashim* (« Corps féminin séparé »)
- CHIM : *Chel Mishmar* (« Force territoriale »)
- CHISH : *Chel Sadeh* ou (« Force de campagne »),
- CMI : Complexe Militaro-Industriel
- CNP : Conseil National Palestinien
- CPL : Courant Patriotique Libre
- DA'ECH : *Dawla al Islammiyya fil Iraq wa Bilad as Sham* (« Etat Islamique en Irak et au *Bilad as Sham* »)
- DCA : Défense Contre-Avions (Défense antiaérienne)
- FAD : Force Arabe de Dissuasion
- FAI : Force Aérienne d'Israël
- FATAH : *Harakat al-tahrir al-watani al-Filastini* (« Mouvement de Libération National Palestinien »)
- FDI : Force de Défense d'Israël
- FDLP : Front Démocratique de Libération de la Palestine (*Al-Jabha al-Dimuqratiya Li-Tahrir Filastin*)
- FDPLP : *Al-Jabha al-Dimuqratiya al sha'bia Li-Tahrir Filastin* (« Front Démocratique Populaire pour la Libération de la Palestine »)
- FINUL : Force Intérimaire des Nations Unies au Liban
- FL : *Al Quwwat al Lubnaniyya* (« Forces Libanaises »)

- FLP : *Al-Jabha Li-Tahrir Filastin* (« Front de Libération de la Palestine »)
- FLPP : *Al Jabha al Nidal al Cha'bi al Filastini* (« Front de Lutte Populaire Palestinien »)
- FM : Frères Musulmans (*Ikhwan al Muslimin*)
- FMSB : Force Multinational de Sécurité à Beyrouth
- FNUOD : Force des Nations Unies chargée d'Observer le Désengagement
- FOSH : *Plugot Sadeh* (« Compagnies de campagne »)
- FPLP : *Al-Jabha al-Sha'biyyah li-Tahrir Filastin* (« Front Populaire de Libération de la Palestine »)
- FPLP-CG : *Al-Jabha al-Sha'biyyah li-Tahrir Filastin – al Qiyada al 'Amma* (« Front Populaire de Libération de la Palestine – Commandement Général »)
- FPRLP : *Al Jabha al Sha'bia al Thawria li Tahrir Filastin* (« Front Populaire Révolutionnaire pour la Libération de la Palestine »)
- FPSL : Front des Palestiniens Socialistes Libres
- FUNU : Première Force d'Urgence des Nations-Unies
- GID : *General Intelligence Directorate* (« Direction Générale du Renseignement »)
- HAMAS : *Harakat al muqawamma al islammiyya* (« Mouvement de la Résistance islamique »)
- IMI : Groupement des Industries Militaires Israéliennes
- IRGOUN : *Irgoun Zvaï Leoumi* (« Organisation militaire nationale »)
- LEHI : *Lohamei Herut Israel* (« Combattants pour la liberté d'Israël »)
- MAJD : *Munazzama al Jihad wa al Da'wah* (« Organisation du Jihad et de la Prédication »)
- MJIP/Jihad : *Harakat al Jihad al Islami al Filastini* (« Mouvement du Jihad Islamique Palestinien »)
- MNA : *Hakarat al Qawmiyyin al 'Arab* (« Mouvement des Nationalistes Arabes »)
- MNL : Mouvement National Libanais
- MTR : *Military-Technical Revolution* (« Révolution Technico-Militaire »)
- NACHAL/NAHAL : *Noar Chalutsi Lochem* (« Jeunes pionniers combattants »)
- OACL : Organisation de l'Action Communiste au Liban

- OAS : Organisation de l'Armée Secrète
- OCP : Organisation Communiste Palestinienne
- OLP : Organisation de Libération de la Palestine
- OPEP : Organisation de Pays Exportateurs de Pétrole
- PALMACH : *Plugot Machdats* (« Compagnies de choc »)
- PCJ : Parti des Communistes jordaniens
- PCL : Parti Communiste Libanais
- PNL : Parti National Libéral
- PNR : Parti National Religieux
- POUM : *Plugot Meyuchadot* (« Compagnies spéciales »)
- PSNS : Parti Social Nationaliste Syrien
- PSP : Parti Socialiste Progressiste
- RAU : République Arabe Unie
- RMA : *Revolution in Military Affairs* (« Révolution dans les Affaires militaires »)
- *Sa'iqa* : *Al Tala'i Harb al Tahrir al Sha'biyya – Quwwat al Sa'iqa* (« Avant-garde pour la guerre de libération populaire » -Forces de la *Sa'iqa*)
- SAM : Surface-to-Air Missile (« Missile surface-air » : Sol-Air et/ou Mer-Air)
- SR : Services de Renseignement
- TSAHAL : *Tsva Haganah lé-Israël* (« Force de Défense d'Israël »)
- UNRWA : *United Nations Relief and Work Agency* (« Office de Secours et de Travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient »)

Sommaire

Thèse de Doctorat / février 2016 _____ 1

Introduction _____ ***17***

Problématique _____ **19**

Démarche méthodologique _____ **20**

Choix du corpus, outils d'analyse et sources _____ **24**

Chapitre I : Rivalités mimétiques et conflit israélo-arabe _____ ***28***

Introduction _____ **28**

1. Nature mimétique de la relation conflictuelle _____ 29
2. Rivalités mimétiques et conflit israélo-arabe _____ 34

Section I : Des origines des forces sionistes a la guerre des Six Jours _____ **39**

I. Aux origines du conflit israélo-arabe : la Palestine ottomane _____ 39

1. La Palestine et le déclin de l'empire ottoman _____ 39
2. L'éveil des nationalismes dans l'empire ottoman déclinant _____ 45
3. Mercenaires Tcherkesses et Ha-shomer _____ 49

II. La Haganah et le nationalisme arabe palestinien _____ 54

1. La naissance de la Haganah _____ 55
2. Naissance du nationalisme arabe palestinien _____ 57
3. La Transformation de la Haganah _____ 59

III. La marche vers l'indépendance : la régularisation des forces armées sionistes _____ 66

1. Baptême du feu _____ 66
2. La création de la Force de Défense d'Israël (Tsahal) _____ 72
   - 2.1. Stratégie et doctrine _____ 73
   - 2.2. Structures des forces _____ 77
   - 2.3. Naissance des industries de défense israéliennes _____ 79

IV. Une décennie de modernisation : 1956 – 1967 _____ 81

1. Guerre froide et recomposition régionale _____ 81
2. La FDI à l'épreuve de la guerre _____ 85
   - 2.1. Les infiltrations _____ 86
   - 2.2. La mise sous tutelle des groupes palestiniens _____ 91
   - 2.3. Campagne de Suez et réorientations stratégiques _____ 97
   - 2.4. Développement économique et essor du CMI israélien _____ 105
   - 2.5. Renforcement du poids de l'institution militaire au sein de la société _____ 108
3. Equilibre de la dissuasion et nouvelles menaces _____ 110
   - 3.1. Le contrôle des eaux du Jourdain _____ 110

3.2. Nucléaire et réarmement _____ 112
3.3. Les irréguliers palestiniens au cœur de la guerre froide arabe _____ 113

section 2 : La résistance palestinienne « laïque »: des origines à l'Opération Paix en Galilée _____ 117

I. Les origines du mouvement national palestinien _____ 118
1. Aux origines : les Frères musulmans _____ 118
2. Le mouvement des nationalistes arabes (MNA) _____ 120
3. Naissance du Fatah _____ 123
4. Création de l'OLP et de l'ALP _____ 126
5. La lutte armée comme tentative d'émancipation nationale _____ 129
II. La FDI et la « victoire empoisonnée » de la guerre des Six Jours _____ 141
1. Hubris de la victoire et stagnation doctrinale _____ 142
2. 1967 : une nouvelle donne géopolitique _____ 150
3. Innovation technologique et réarmement _____ 153
4. La guerre d'usure et l'aveuglement israélien _____ 155
III. La résistance palestinienne laïque prend les armes _____ 159
1. L'évolution vers la guérilla _____ 159
2. La base-arrière jordanienne _____ 166
3. Le terrorisme palestinien : publiciser la cause _____ 174
4. Déplacement au Liban _____ 177
IV. Le tournant de la guerre d'Octobre _____ 184
1. La guerre de 1973 : entre succès militaire et défaite politique _____ 184
1. Crise morale et colonisation _____ 190
2. Restructuration des FDI dans l'après-guerre du Kippour _____ 195
3. Réarmement et nouvelles technologies _____ 202
5. Portée et limites des changements doctrinaux et organisationnels _____ 206
V. La « République Fakhani » et la Transformation militaire de la Résistance « laïque » ___ 210
1. La Transformation militaire de l'OLP _____ 210
1.1. La guerre des camps _____ 211
1.2. L'opération Litani et la Transformation militaire palestinienne _____ 213
1.2.1. Evolutions des conditions opérationnelles _____ 214
1.2.2. Renforcement des capacités combattantes palestiniennes _____ 216
2. De l'Etat dans l'Etat à l'Etat en exil _____ 218
2.1. La personnalisation du pouvoir _____ 219
2.2. Bureaucratisation et contrôle social _____ 221
2.2.1. La « fonctionnarisation » des personnels militaires _____ 221
2.2.2. Fragmentation sociale et « banalisation » de la révolution _____ 224
2.3. Les limites de la régularisation des forces de la guérilla palestinienne _____ 226
VI. L'opération Paix en Galilée et l'effondrement de la République Fakhani _____ 230
1. Ariel Sharon et les « alliés libanais » _____ 230

2. Bilan de la campagne militaire israélienne _____ 234
2.1. Le piège de Beyrouth-Ouest _____ 236
2.2. Le retour de la Résistance dans le Sud Liban _____ 240
3. Le Sud Liban : un laboratoire de la guérilla révolutionnaire islamiste _____ 242

Section III : Enlisement israélien et luttes armées islamistes _____ 249

I. Le triple enlisement des forces israéliennes _____ 249
1. Crise générale en Israël _____ 250
2. Brutalisation de l'institution militaire _____ 253
3. La guerre révolutionnaire du Sud Liban _____ 256
4. Le Hezbollah : de la Résistance islamique chiite à la « résistance nationale » libanaise 258
4.1. L'affirmation de la Résistance islamique au Sud Liban _____ 259
4.2. La bataille pour le leadership de la communauté chiite _____ 264
II. Le retour de la lutte armée dans les Territoires _____ 270
1. La mouvance islamique révolutionnaire et la fin de l'aventure libanaise _____ 270
1.1 La dissidence islamique _____ 271
1.2. Le départ de Beyrouth _____ 273
2. L'armée israélienne prise entre deux feux _____ 275
3. Les Islamistes palestiniens prennent les armes _____ 280
3.1. Les origines du Jihad islamique palestinien _____ 280
3.2. Le passage à la lutte armée _____ 283
III. L'Intifada _____ 287
1. Situation économique et sociale dans les Territoires _____ 287
2. Eclatement de l'Intifada et nouvelles stratégies palestiniennes _____ 289
3. La Naissance du Hamas _____ 291
4. Les hésitations de la stratégie israélienne _____ 293
IV. Israël en quête d'une nouvelle stratégie _____ 297
1. Réévaluation doctrinale _____ 297
2. Une armée plus intelligente et plus petite _____ 303
3. Nouvelles technologies et restructuration du CMI _____ 306
4. Institution militaire et évolutions sociales _____ 309
4.1. Les brutalités de l'Intifada et les limites de la censure militaire _____ 309
4.2 L'enjeu « historique » d'Oslo _____ 312
4.3 La « sale guerre » des Territoires _____ 315
5. Nouvelles « règles du jeu » au Sud Liban et Transformation du Hezbollah _____ 316
6. La Palestine des années 1990 : une Transformation multiforme _____ 321
6.1. Marj al Zuhur et le rapprochement de la mouvance islamiste palestinienne _____ 322
6.2. Institutionnalisation du Hamas et recomposition de la scène palestinienne _____ 327
V. La seconde Intifada _____ 335
1. Le déclenchement de l'Intifada al Aqsa _____ 335
2. La Bataille des routes _____ 342

3. L'opération Rempart ____ 344
4. Le désengagement de Gaza ____ 346

CONCLUSION ____ 351

Chapitre 2 : Les Transformations militaires du conflit israélo-arabe ____ 354

Introduction ____ 354
1. Transformation militaire et « régularité » des forces armées ____ 355
2. « Transformation » militaire : définition du concept ____ 359
2.1. La révolution militaire ____ 360
2.2. La « Vague sociale » ____ 362
2.3. La « Transformation radicale » ____ 363
2.4. La « Révolution dans la Révolution » ____ 364
2.5. L' « Equilibre ponctué » ____ 365
2.6. La « Transformation militaire » ____ 367

Section I : Les Transformations militaires du conflit israélo-arabe ____ 369
I. Rivalités mimétiques et Transformations militaires au Proche-Orient ____ 369
1. La 1ère Transformation militaire israélienne ____ 370
2. Les Transformations militaires de la guérilla palestinienne « laïque » ____ 375
3. La 2ème Transformation militaire israélienne ____ 382
3.1. La guerre révolutionnaire des colons ____ 384
3.2. L'enlisement dans la contre-insurrection ____ 390
3.3. Les limites de la Transformation militaire palestinienne ____ 391
4. La Transformation militaire du Hezbollah ____ 394
4.1. Le modèle de la Révolution islamique en Iran ____ 395
4.2. La guerre révolutionnaire du Hezbollah ____ 397
4.3. Le Hezbollah : une techno-guérilla ? ____ 400
5. Les Transformations militaires des islamistes palestiniens ____ 405
5.1. La Transformation limitée du MJIP ____ 405
5.2. La guerre révolutionnaire du Hamas ____ 406
5.4. La révolution technico-militaire du Hamas ____ 409
II. Implications des Transformations dissymétriques levantines ____ 418
1. Stratégie compensatoire et Transformations militaires israéliennes ____ 419
1.1. Des alternatives à l'infériorité numérique ____ 419
1.1.1. Les origines « partisanes » de la culture militaire israélienne ____ 421
1.2 Conservatisme doctrinal ____ 422
1.2.1. Des contraintes stratégiques structurelles ____ 423
1.2.2. Réévaluation du rôle de l'arme aérienne ____ 427
1.3. La deuxième Transformation israélienne : une « révolution dans la continuité » ____ 430
1.3.1. Conservatisme doctrinal et missions de basse intensité ____ 431
1.3.2. L'innovation conservatrice de l'institution militaire ____ 433

2. L'approche opérationnelle israélienne de la contre-insurrection _____ 436
2.1. La répression _____ 436
2.2. La pacification _____ 437
2.2.1. Les effets contre-productifs de la pacification _____ 440
2.3. La défense de surface _____ 443
2.3.1. Le modèle « Rempart » _____ 446
2.4. Retour aux stratégies classiques d'interdiction et contre-mobilité _____ 447
2.5. Stratégies de contournement _____ 450
2.5.1. Contournement par le haut _____ 451
2.5.2. Contournement par le bas _____ 455
2.5.3. Contournements et contre-mesures _____ 457
2.6 Les limites de la défense de surface face aux acteurs asymétriques _____ 460
2.7. La paralysie stratégique et la guerre d'anéantissement _____ 462
3. Les Transformations militaires dissymétriques du Hezbollah et du Hamas _____ 466
3.1. Une stratégie compensatoire _____ 467
3.2 .L'inspiration syro-iranienne _____ 468
3.2.1. Le dispositif de défense du Sud Liban : un modèle d'inspiration _____ 470
3.3 Des modes opératoires qui tendent à s'exporter _____ 473
3.3.1. L'exportation vers la mer _____ 474

Section II : Mécanismes guerriers et sociétés polémiques levantines _____ 477

Sous-Section 1 : Mécanismes guerriers et sociétés levantines _____ 477
1. Les sociétés « polémiques » levantines _____ 480
2. La figure de l'ennemi et la psyché du combattant _____ 483
Sous-Section 2 : Modernité, révolution et nationalismes _____ 486
I. Les nationalismes pré-étatiques _____ 488
1. La révolution sioniste _____ 488
1.1. Le sionisme : entre émancipation sociale et réinvention de la Tradition _____ 489
1.2. L'émancipation sociale par le socialisme et le retour à la terre _____ 492
2. Une révolution socio-économique et technique _____ 494
2.1. Socialisation et développement économique _____ 494
2.2 .Croissance démographique et contrôle territorial _____ 498
3. Une réaction nationale à la modernité sioniste _____ 501
3.1. Une modernité déstabilisatrice _____ 501
3.2. Paupérisation et nationalisme arabe _____ 504
4. Réactions antioccidentales et nationalismes arabes _____ 507
4.1 Renaissance arabe et réforme islamique _____ 507
4.2. Le « maronitisme » : aux racines du confessionnalisme libanais _____ 509
4.3. Maronites et Sionistes : une communauté de destin ? _____ 512
5. L'institutionnalisation des déséquilibres communautaires libanais _____ 516
5.1. Le Pacte national libanais _____ 516

5.2. La marginalisation ancestrale des chiites libanais 519
II. Les nationalismes « étatisants » 523
1. Le nationalisme étatique israélien 523
1.1. Israël : un Etat juif aux multiples nationalités 524
1.2. Les Arabes israéliens, des citoyens à part 530
1.3. Tsahal et la construction nationale 533
2. La nakba et l'éclatement de la communauté arabe de Palestine 539
2.1. La disparition des élites 539
2.2. De la Palestine aux communautés palestiniennes 540
2.3. Marginalisation socio-économique de la classe moyenne 545
2.4. Les Palestiniens : à la recherche de la nation perdue 548
2.4.1. L'émergence d'un patriotisme nationaliste dans les camps 549
2.4.2. Marginalisation sociale et reconstruction politique 551
2.4.3. Le nationalisme des classes moyennes 553
2.5. L'unité par la lutte armée 555
2.6. Le feda'i : la figure de l'identité palestinienne retrouvée 559
III. Les nationalismes post-étatiques 565
1. Modernité et marginalité sociale 568
1.1. Emancipation sociale 569
1.2. Une relecture révolutionnaire du religieux 574
1.2.1. Un sionisme religieux « modernisé » 575
1.2.2. Emergence d'un chiisme « moderniste » 578
1.2.3. Une nouvelle génération de Frères musulmans palestiniens 584
1.2.4. Les Avant-gardes islamiques 588
1.3. Les multiples facettes de la crise sociale des années 1970 590
1.3.1. La modernité du Chah et la révolution khomeyniste 590
1.3.2. La réinvention du chiisme sur un mode révolutionnaire 593
1.3.3. Le mouvement des colons et la crise de la modernité israélienne 595
2. La guerre comme déclencheur 598
2.1. La guerre des Six Jours et la conquête de la Judée-Samarie 599
2.2. L'opération Paix en Galilée et le basculement dans la lutte armée 603
2.3. Occupation et retour de la lutte armée dans les Territoires 605
3. Sacralité du territoire, lutte armée et figure de l'ennemi 607
3.1. La libération du territoire par le jihad 608
3.1.1. La centralité de la figure de l'ennemi sioniste 612
3.1.2. Mémoire douloureuse et martyrs 614
3.2. Les soldats de Dieu 619
3.2.1. Les martyrs islamistes 620
3.2.2. Le martyr et les soldats de la Rédemption 627
3.2.3. La société de la résistance et les martyrs 629

4. Contre-sociétés résistantes _____ 631
4.1. L'individu au service la collectivité _____ 632
4.1.1. La société de la résistance : un espace clos _____ 632
4.1.2. Militants et dirigeants _____ 635
4.2. Structures organisationnelles _____ 637
4.3. Les institutions de la société de la résistance _____ 640
4.3.1. La « sphère » sociale du Hezbollah _____ 642
4.3.2. Les institutions sociales du Hamas _____ 645
4.3.3. La société des colons _____ 646
5. Pragmatisme et évolutions théologico-politiques _____ 652
5.1. L'« infitah » politique du Hezbollah _____ 655
5.2. La stratégie d'entrisme du Gush Emunim _____ 661
5.3. L'élan réformateur du Hamas _____ 667

Section III : Les multiples facettes moyen-orientales de l'irrégularité partisane __ 672

I. Caractéristiques de la guerre moderne de partisan _____ 672
1. L'aspect spatial _____ 673
2. La dimension révolutionnaire de la lutte du partisan _____ 675
3. Le contexte politique mondial et le tiers intéressé _____ 676
4. L'aspect technique _____ 678
5. Les multiples figures de la guerre de partisan _____ 679
II. La diversité des figures contemporaines de l'irrégularité _____ 683
1. Le Moyen-Orient : un laboratoire de l'irrégularité _____ 683
2. Pirate, Corsaire et Partisan internationaliste _____ 686
2.1. Jabhat al Nosra et Da'ech : entre corsaire et pirate _____ 686
2.2. Le Hezbollah : entre partisan et partisan internationaliste _____ 695
3. Irrégularité et pouvoir politique : les cas palestiniens _____ 709
3.1. L'indépassable modèle de la République Fakhani _____ 710
3.2. Les rivalités inter-palestiniennes _____ 712
3.3. La violence comme alternative à l'échec du Politique _____ 715
3.4. Le renforcement du Jihad islamique _____ 718
4. L' « Etat déchiré » israélien : une figure de l'irrégularité étatique _____ 722
4.1. La fin de l'idéal du « pionnier-combattant » et la banalisation du militaire _____ 724
4.2. Les religieux-nationalistes, figure de la division nationale _____ 729

Section IV : Evolution de la nature de la conflictualité dans la région _____ 735

I. Les évolutions des formes de violence sur le temps long du conflit _____ 735
1. Contestation de la modernité et violences nationalistes _____ 736
2. L'hyper-modernité de l'après-guerre froide et la violence « religieuse » _____ 737
3. Le tournant de l'année 1979 _____ 739
II. Polymorphisme de la violence : conflit, crise et violence hybride _____ 746
1. Le conflit et la crise _____ 746

2. Dilution du système moyen-oriental et violence « hybride » _____ 749
3. Individualisme moderne et nouvelles formes de violence au Moyen-Orient _____ 752

Conclusion _____ ***758***

Bibliographie _____ ***766***

Ouvrages généraux sur l'histoire du Moyen-Orient et le conflit israélo-arabe ____ **766**

Analyses militaires des conflits israélo-libanais et israélo-palestiniens depuis 2000 **767**

Ouvrages spécialisés sur les questions de stratégie et les guerres irrégulières ____ **768**

Ouvrages sur la Transformation, la Révolution dans les Affaires militaires et la Techno-guérilla _____ **768**

Ouvrages de réflexion générale sur les relations entre la guerre, le Politique et la violence _____ **770**

Ouvrages de réflexion sur la violence, le nationalisme et l'islamisme _____ **772**

Ouvrages sur l'histoire d'Israël, des forces israéliennes et des colons _____ **772**

Ouvrages sur l'histoire des Palestiniens, des factions palestiniennes et des Territoires occupés _____ **774**

Ouvrages sur l'histoire du Liban, du Hezbollah et du chiisme _____ **775**

Ressources sur Da'ech et le conflit syro-irakien _____ **777**

Table des annexes _____ ***778***

Index _____ ***865***

Introduction

Le 12 juillet 2006, des combattants du *Hezbollah* pénétraient en territoire israélien. Au cours de leur raid, huit soldats de Tsahal furent tués et deux autres capturés. En représailles, l'Etat-major israélien lança une opération de frappes aériennes massives sur le Liban. En dépit de cette attaque aérienne de grande ampleur sur les dispositifs de contrôle et de commandement et les lignes de réapprovisionnement du groupe armé libanais, rien ne semblait pouvoir arrêter les combattants chiites. Trente jours durant, ils continuèrent de tirer des salves de roquettes sur Israël. L'Etat-major israélien fut contraint d'engager des forces au sol dans l'urgence. En dépit de la disproportion de moyens entre les deux belligérants, le *Hezbollah* a survécu à la campagne militaire.

A l'issue de cette Seconde guerre du Liban, un certain nombre d'analystes s'accordèrent à parler d'un échec relatif de la stratégie adoptée par Israël. Ce constat fut aussi celui de la Commission *Winograd* constituée par le gouvernement à l'issue de la guerre. Pierre Razoux rappelle ainsi que *« la publication du rapport Winograd a stigmatisé l'échec subi par l'armée israélienne […] lors de la deuxième guerre du Liban qui s'est déroulée du 12 juillet au 14 août 2006. Cette guerre ratée contre le Hezbollah a suscité une grave crise politique en Israël, opposant la sphère gouvernementale à l'institution militaire»*[1].

Témoin privilégié des événements conflictuels de l'été 2006 au Liban, nous avons eu l'intuition, à l'instar d'autres observateurs, qu'un changement s'était opéré. Ce changement ne résidait non pas tant dans la « victoire » promise[2] par le Cheikh

[1] Voir Pierre Razoux, « Après l'échec. Les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban », *Focus Stratégique*, IFRI, n°2, octobre 2007, p.5

[2] Le 29 juillet 2006, en plein milieu de la guerre, le cheikh Hassan Nasrallah fait une « promesse sincère » à ses partisans et aux combattants du Hezbollah lors d'une allocation télévisée: « *Vous reviendrez dans vos maisons, très chers, la tête haute, dignes comme vous l'étiez et comme vous le resterez, nous n'avons qu'une seule promesse, celle de la victoire que vous aimez. Et je vous dis que Dieu vous récompense dans ce monde et dans l'autre, vous les gens les plus nobles, les plus courageux et les plus purs.*

Nasrallah à ses partisans, dont on peut discuter la nature et le sens, que dans les difficultés éprouvées par les forces armées israéliennes face aux combattants libanais. Pourtant, ce n'était pas la première fois que les forces israéliennes se trouvaient confrontées à la menace des combattants chiites libanais. Au cours des années 1990, les forces israéliennes avaient déjà mené deux opérations de haute intensité contre les forces de la Résistance islamique libanaise au Sud Liban.

Si la confrontation de l'été 2006 ne fut qu'un épisode de plus dans le conflit opposant le *Hezbollah* aux forces armées israéliennes, comment expliquer que cette fois-ci l'ensemble des observateurs, des deux côtés, s'accordèrent spontanément à parler de « guerre »[3] et non plus d' « opération armée » et pointèrent du doigt les moindres performances de l'armée israélienne[4].

Plus fondamentalement, la confrontation de l'été 2006 a retenu l'attention des observateurs car elle a donné le sentiment que le déséquilibre qui caractérise le rapport de force entre les deux belligérants s'était, en partie, rééquilibré. A l'issue de la confrontation, une nouvelle corrélation générale des forces sembla d'ailleurs s'installer à la frontière israélo-libanaise. La majorité des analyses identifièrent deux causes principales de cette évolution du rapport de force :

- D'une part, les forces armées israéliennes auraient perdu de leur allant et leurs savoir-faire combattants se seraient dégradés[5];

Quant aux combattants, je leur dis, votre message m'est parvenu et je vous ai entendus. Vous êtes comme vous l'avez dit, oui, vous êtes la promesse sincère, vous êtes la victoire qui arrive avec la permission de Dieu, vous êtes la liberté pour les prisonniers et la libération de la terre, vous êtes les défenseurs de la patrie, de l'honneur et de la dignité », voir la traduction française du discours d'Hassan Nasrallah, disponible sur http://www.voltairenet.org/article142581.html; la traduction est du Centre d'Information sur la Résistance en Palestine.

[3] Sur les différentes appellations de cette confrontation armée, voir l'article « Israël choisit un nom pour sa « guerre » de l'été 2006 au Liban », *Le Monde* du 22 mars 2007, consultable en ligne sur http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2007/03/22/israel-choisit-un-nom-pour-sa-guerre-de-l-ete-2006_886421_3218.html

[4] L'ancien général Ben Gal déclara ainsi :« *Dan Haloutz [le chef d'Etat-major] manque de professionnalisme et de charisme et se comporte comme un PDG ; il doit partir, car il est responsable de la défaite de Tsahal ! »,* voir *AFP Jerusalem*, 13 novembre 2006 cité par Pierre Razoux, op.cité, p.9 ; la Commission Winograd pointe la responsabilité du Premier Ministre Ehud Olmert : « *a agi avec précipitation sans prendre l'avis de spécialistes plus expérimentés que lui dans le domaine militaire ; il a présenté au public des buts que l'armée ne pouvait atteindre ; il a avalisé le déclenchement des hostilités sans avoir étudié les différentes options et sans avoir exigé que Tsahal lui présente d'autres options opérationnelles ; au final, le Premier ministre est responsable, tant sur le plan professionnel que personnel, de graves défaillances dans le processus décisionnel qui a conduit à l'échec de la deuxième guerre du Liban* », ainsi que la responsabilité du Ministre de la Défense, Amir Peretz : « *a échoué dans ses fonctions, qui n'a pas demandé à l'armée ses plans opérationnels, qui n'a pas examiné la cohérence entre les objectifs et les modes d'action, qui n'a pas vérifié le degré de préparation de Tsahal et qui a manqué à son devoir en ne prenant pas conseil auprès de spécialistes plus expérimentés que lui dans le domaine militaire* », extraits du rapport de la Commission cités par Pierre Razoux, op. cité, pp.9-10.

[5] Voir Pierre Razoux, op. cité, pp.7-12

- D'autre part, les combattants du *Hezbollah* auraient mis en œuvre des styles de combat efficaces et innovants[6], maximisant les possibilités offertes par le registre de la guérilla. Ils auraient démontré leur maîtrise des systèmes d'armes sophistiqués et révélé au cours du conflit l'ampleur et la variété de leur arsenal militaire.

PROBLEMATIQUE

Le conflit de l'été 2006 semble indiquer que les belligérants qui s'y sont affrontés ne sont plus exactement les mêmes que ceux qui s'affrontaient dans la zone de sécurité du Sud Liban. Ils auraient donc évolué et c'est la question de la nature et du sens de ces « Transformations » qui nous intéresse.

Nous faisons l'hypothèse que les performances des forces armées des belligérants lors d'une confrontation armée reflètent la manière dont celles-ci s'adaptent aux stratégies et formes de combat de leur adversaire. Elles suggèrent donc que la capacité des adversaires à comprendre leur ennemi et à évaluer la menace qu'il fait porter sur leur propre forme d'existence évolue dans le temps.

Notre travail de recherche s'intéresse donc à ce(s) processus de « Transformation » qui ont influencé et continuent d'influencer la nature et la posture des forces armées dans le cadre du conflit israélo-arabe. En effet, en recherchant les causes des évolutions mises en évidence par la guerre de l'été 2006, il nous est très vite apparu nécessaire de remonter aux origines du conflit entre les belligérants. Ce faisant, nous avons été amenés à nous intéresser aux causes de la première guerre du Liban et à ses liens avec le conflit israélo-palestinien. Afin de comprendre le rôle joué par la guérilla palestinienne dans le déclenchement de la guerre civile libanaise d'un côté et l'alliance entre Israël et les milices maronites libanaises de l'autre, nous avons été contraints de revenir aux origines du conflit israélo-arabe dans la Palestine mandataire d'une part et au contexte de création du Grand Liban d'autre part. Chaque époque a fourni des clés de lecture permettant d'interpréter les évolutions du rapport de force entre les belligérants. L'analyse historique du conflit a permis de

[6] Voir également Nicholas Blanford, *Warriors of God. Inside Hezbollah's Thirty-Year Struggle Against Israel*, Random House, New York, 2011, pp.408-414 et pp. 451-460

comprendre l'imbrication des différentes dynamiques conflictuelles sur le temps long du conflit israélo-arabe.

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Notre démarche vise à comprendre les causes et les conséquences de ce(s) processus de « Transformation » sur les rapports de forces dans la région du Levant tout d'abord, et par extension dans la région du Moyen-Orient, et d'autre part sur les sociétés au sein desquelles évoluent les forces armées considérées.

Nous pensons que le processus de « Transformation », qui renvoie à ce que les spécialistes des questions militaires et stratégiques désignent couramment par « Révolution dans les affaires militaires », n'est pas un phénomène circonscrit aux forces armées régulières. Nous soutenons qu'il peut être également appliqué aux groupes armés infra-étatiques. Nous faisons l'hypothèse que ces acteurs infra-étatiques peuvent, à certaines conditions, et dans certains contextes, mettre en œuvre des processus de « Transformation » de leurs forces armées afin d'essayer de compenser leur infériorité technique et matérielle. Ainsi, ils peuvent espérer re-symétriser le rapport de forces. Ces « Transformations » pourraient alors être considérées comme « alternatives » ou « dissymétrique ». Ce dernier point suggère qu'il existe une forme de mimétisme entre les belligérants. Le conflit serait sous-tendu par une forme de rivalité mimétique qui expliquerait pourquoi et comment les processus de « Transformation » modifient la nature de la conflictualité sur le temps long du conflit.

Notre démarche vise à décrypter les dynamiques qui sous-tendent ces « Transformations » - dynamiques que l'on appellera « mécanismes guerriers » - et à comprendre la manière dont elles s'insèrent dans un environnement social et économique particulier. Nous partons ainsi du principe que la guerre est un phénomène social total. Ceci implique que la manière de conduire la guerre d'une société ou d'une collectivité soit le produit d'interactions réciproques entre cette dernière et ses forces armées.

Ces mécanismes guerriers renvoient d'une part à des pratiques concrètes de violence collective et participent d'autre part à la formation des systèmes de représentations et de subjectivité qui façonnent les imaginaires collectifs et mobilisent les sociétés. A la suite de Gaston Bouthoul[7], nous considérons que la guerre en tant que construit social interpelle la notion de violence collective à plusieurs égards :

- Au sens le plus concret, la guerre s'appuie sur une violence technique, liée aux moyens de destruction et aux stratégies de combat. La notion de guerre renvoie à une forme de violence proprement militaire qui s'exerce à l'égard des combattants adverses (ou désignés comme tels) aussi bien que des populations civiles.
- A un second niveau, la guerre renvoie à une forme de violence imaginée : celle de l'anticipation du conflit, faisant appel avant l'ouverture des hostilités – ou dans la phase de *statu quo* qui sépare deux confrontations armées - à des mécanismes de réactivation de la mémoire des expériences de guerre précédentes. La guerre en tant que construit social modèle, d'une part les perceptions stratégiques qui s'expriment aussi bien dans la construction de la « figure de l'ennemi » que dans la définition des intérêts de puissance et d'autre part, les subjectivités particulières que reflètent la « psyché combattante » de chaque belligérant.
- A un dernier niveau, la guerre prend corps dans une temporalité et un espace définis, dessinant une sorte de géographie de la violence qui s'inscrit dans une représentation particulière du temps historique (le temps long du conflit). C'est dans ce temps long que s'ancre la mémoire des expériences collectives des violences antérieures.

A cette fin, nous avons inscrit l'étude de ces « Transformations » dans une perspective géopolitique et historique de l'antagonisme israélo-arabe. Une telle démarche nous a permis de confronter les représentations (stratégiques et identitaires) et les comportements des belligérants et d'en mesurer les évolutions. Pour ce faire, nous nous sommes attaché à rendre compte des aspects sociaux-culturels et politiques

[7] Pour un exposé de la démarche d'étude de Bouthoul, la « polémologie », on se reportera à son ouvrage *Le Phénomène guerre*, Petite Bibliothèque Payot, Ed. Payot & Rivages, Paris, 2006

propres à la région d'une part et des dimensions géographiques et stratégiques propres à ce conflit d'autre part.

Nous avons cherché à dépasser l'écueil des approches qui considèrent le conflit à partir de la dimension factuelle ou des justifications avancées par les belligérants; non point que ces dernières ne soient pas importantes, mais elles ne permettent ni de comprendre pourquoi le conflit perdure, ni d'analyser la manière dont le conflit influence et modèle les belligérants, leurs perceptions et leurs stratégies. Au-delà de la dimension purement stratégique et militaire, notre démarche a été guidée par la conviction que le conflit, par sa durée, ne peut être analysé de manière déconnectée des évolutions des sociétés auxquelles appartiennent les belligérants. C'est pourquoi, nous proposons de considérer le conflit comme un phénomène social total et partant de décrypter les mécanismes sociaux qui travaillent les sociétés en guerre et pour la guerre.

Notre approche vise ainsi à développer des instruments d'analyse qui permettent d'analyser le conflit dans sa globalité en rendant compte des structures sociales dans lesquelles évoluent les belligérants, loin de toute considération idéologique ou partisane. Pour ce faire, il nous a fallu développer des instruments d'analyse suffisamment compréhensifs afin de nous permettre de dépasser la dimension étatique ou non étatique des belligérants, sans toutefois nier les caractéristiques spécifiques de ceux-là. A partir de là, nous avons tenté de rendre compte aussi fidèlement que possible de la complexité des relations conflictuelles qui lient les multiples belligérants du conflit israélo-arabe.

Le conflit israélo-arabe fut, dès son origine, un conflit placé à la charnière entre l'interétatique et l'infra-étatique. Il est, en effet, né d'un affrontement guerrier dont l'enjeu même était la construction d'Etat-nations. Les affrontements de 1947-1948 qui aboutirent à la création de l'Etat d'Israël furent donc d'abord une opposition de forces armées infra-étatiques. Vouloir analyser ce conflit selon les catégories traditionnelles de la guerre étatique, c'est aussi oublier qu'à l'origine il n'existait pas d'Etat-nation dans la région du Levant. Les Etats et les sociétés qui y furent créés furent le résultat de la guerre. C'est pourquoi dès leurs origines, la guerre contribua à modeler et à influencer les évolutions de ces sociétés construites à la fois par la

guerre et dans la guerre, et partant pour la guerre. En dépit des différences propres à chacune de ces sociétés, il nous a donc semblé possible d'adopter une perspective comparative.

De la même manière, nous pensons que les groupes armés libanais et palestiniens doivent être analysés comme des phénomènes globaux, de la même manière que l'armée israélienne ne peut être analysée de manière déconnectée des institutions étatiques et sociales auxquelles elle appartient. Cela n'a pas plus de sens de réduire la partie israélienne à ses forces armées que de réduire les phénomènes sociaux que représentent le *Hezbollah* ou les organisations armées palestiniennes à des organisations purement militaires, voire « terroristes », déconnectées de tout ancrage social. Ceci entraîne *de facto* des jugements de valeurs ou des considérations partisanes dont nous souhaitons éviter l'écueil.

L'enjeu de notre problématique réside donc dans la définition d'instruments d'analyse qui permettent de rendre compte de la nature des belligérants et de la manière dont le conflit influence leurs évolutions et les sociétés auxquelles ils appartiennent. Puisque dans sa forme la plus simple, la guerre peut, selon Clausewitz, être ramenée à l'image d'un duel, nous soutenons qu'ils existent des formes d'interactions entre les belligérants. Au-delà de la violence armée, celles-ci suggèrent des formes d'influences croisées.

Nous considérons le conflit israélo-arabe comme un cas pratique sur lequel tester les outils analytiques et conceptuels élaborés au cours de cette recherche. Ce travail nous a permis de définir de nouveaux concepts qui permettent d'analyser l'évolution des groupes armés au fil du temps et en fonction des circonstances historiques, socio-économiques, politiques et géopolitiques. En partant du concept central de « Transformation », on a pu identifier des éléments structurants dans l'émergence et l'évolution des groupes armés. La manière dont ces éléments s'intègrent les uns aux autres au fil du temps influence l'évolution d'un groupe armé. Nous espérons que ces nouveaux outils méthodologiques pourront contribuer, à leur niveau, à une meilleure analyse des groupes armés et permettre d'anticiper leurs évolutions.

CHOIX DU CORPUS, OUTILS D'ANALYSE ET SOURCES

Notre démarche de recherche part du constat que bien souvent la compréhension des conflits et des acteurs de la région levantine, et plus généralement du Moyen-Orient, est construite sur l'analyse de sources soient « occidentales », soient « arabes », mais rarement à la croisée des deux. On peut légitimement s'interroger sur le caractère « cloisonné » de la sélection de ces sources. Est-ce pour des raisons linguistiques ? Ou cela reflète-t-il, de manière plus ou moins consciente, les partis pris idéologiques liés aux enjeux du conflit ? Plus généralement, il nous a toujours semblé étrange que les études concernant la société israélienne soient déconnectées de celles liées aux sociétés levantines ou arabes. En effet, comment imaginer, qu'après presque un siècle de conflit, celle-ci n'ait pas contribué à sa manière à former celles-là et inversement.

Gérard Chaliand nous rappelle à cet égard dans la partie introductive à son *Anthologie de la Stratégie*[8] que les perceptions de la guerre sont changeantes et multiples, variant au gré des conditions historiques et géographiques. Cette remarque pourrait expliquer les différences de perception entre les analyses « occidentales » et « arabes » quant aux résultats de la confrontation armée de l'été 2006 au Liban, alors même que les auteurs commentent *grosso modo* les mêmes sources et bâtissent leurs analyses sur les mêmes éléments factuels. Gérard Chaliand souligne à ce propos qu'il « *n'est pas possible d'analyser la guerre sur le plan historique à partir des seuls critères de sensibilité qui sont les nôtres.* »[9], c'est-à-dire d'une vision « occidentalo-centrée ». Pour le choix du corpus, nous avons essayé autant que faire se peut de croiser les sources « arabes » et « israéliennes/occidentales ». Maîtrisant bien la langue arabe et vivant en Syrie, tout ayant un accès régulier aux très nombreuses librairies beyrouthines, nous avons eu accès à de très nombreuses sources arabes. Celles-ci ont largement contribué à notre compréhension des conflits, des événements politiques et des perceptions collectives des sociétés de la région. Un grand nombre de ces sources ont dû, toutefois, être abandonnées à Damas lors d'un départ « très rapide » de la capitale syrienne fin décembre 2012. Elles y sont toujours et pourront

[8] Voir Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire*, Coll. Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1990
[9] Voir Gérard Chaliand, op.cité, p. XVI

peut-être un jour être mieux exploitées. En ce qui concerne les sources israéliennes, nous n'avons eu accès qu'à des sources traduites en anglais, ne maîtrisant par l'hébreu. Le choix du corpus a, par ailleurs, été guidé par un principe d'exemplarité, représentant le point de vue des acteurs sur eux-mêmes et sur leurs adversaires d'une part et le point de vue de leurs alliés ou de leurs opposants au sein de leur propre société d'autre part. Par ailleurs, nous avons essayé de croiser les sources représentant les points de vue des acteurs au moment même des événements et des ouvrages de recension permettant de remettre ces points en contexte. Pour des raisons logistiques, un grand nombre de ressources proviennent d'Internet. Du fait de la censure propre à la région, un grand nombre d'ouvrages ne sont, en effet, pas disponibles en librairie et ont pu être consultés sur format *Kindle*.

Notre étude s'est également appuyée sur des ouvrages d'histoire générale du conflit israélo-arabe ou des sociétés de la région, ainsi que sur des ouvrages spécialisés concernant l'histoire des forces armées des différents belligérants. Nous avons essayé de retracer à la fois l'histoire des militaires et celle des batailles qui ont jalonné le temps long du conflit israélo-arabe. Nous reconnaissons, toutefois, que la pertinence de nos analyses a pu être limitée. Comme tout civil, nous ne pouvons prétendre qu'à une partielle de la chose militaire. Nous avons tenté d'analyser les stratégies et les approches opérationnelles développées par les acteurs afin d'évaluer la portée des Transformations militaires mises en œuvre par ces derniers.

De manière générale, la conduite de la guerre israélienne fut évaluée en fonction des principes fondamentaux de la guerre (économie des forces, liberté d'action, sûreté-surprise, concentration, initiative-activité) et des principes spécifiques à la stratégie aérienne et à la guerre contre-insurrectionnelle. Les approches opérationnelles des groupes armés palestiniens et libanais ont, quant à elles, été évaluées en fonction des formes de l'innovation doctrinale définies par les théoriciens de la Révolution Technico-militaire soviétique (choix de la forme de combat, interdiction et contre-interdiction, compensation de l'infériorité technique), des principes de la guerre révolutionnaire ainsi que des grands principes de la stratégie indirecte. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur des ouvrages théoriques de référence concernant la stratégie et les guerres irrégulières.

Nous nous sommes également appuyés sur des analyses militaires arabes, israéliennes, françaises et anglo-saxonnes, des conflits, faites par des militaires, pour des militaires. Compte tenu du secret qui entoure les questions de défense et de sécurité, aussi bien en ce qui concerne Israël que les groupes armés palestiniens et libanais, les analyses se basent sur les analyses d'experts, ainsi que sur les déclarations des acteurs; tout en sachant que cela reste ce qu'ils ont bien voulu « officialiser ». Les réflexions de Carl Schmitt et Julien Freund sur la guerre de partisan et le Politique nous ont par ailleurs largement inspirée.

Enfin, les réflexions développées dans le cadre de cette étude sont plus généralement le reflet de presque dix ans de vie dans la région. Au cours de ces années, nous avons eu l'occasion de rencontrer de très nombreux acteurs, palestiniens, libanais, syriens, égyptiens, qui ont guidé et éclairé nos réflexions. Nous avons vécu à leurs côtés les événements qui ont bouleversé la région au cours de ces dix dernières années. L'observation de la vie politique arabe et des mutations régionales à partir de Damas nous a permis de mieux comprendre les grands ressorts du nationalisme arabe ainsi que les méthodes de contrôle d'un régime répressif.

La vie à Damas nous a, par ailleurs, permis de rencontrer un certain nombre d'acteurs libanais, proches du régime syrien mais pas seulement. Au cours de nos fréquents séjours au Liban, nous avons fait la connaissance d'acteurs liés au 14 mars et au 8 mars. Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de nous rendre au Sud Liban et de très nombreuses fois, visité la banlieue sud. Au cours de notre année de stage à l'ambassade de France à Damas en 2004-2005, nous avons été un témoin attentif des changements survenus suite à l'assassinat de Rafic Hariri et au retrait des troupes syriennes du Liban. Suite à notre départ de Damas, nous avons ensuite passé quelques mois au Liban, qui nous ont permis d'appréhender une partie des complexités du système confessionnel libanais.

Au cours de nos années de vie à Damas, nous avons eu l'occasion de découvrir la société palestinienne, l'histoire de ses combattants et ses tragédies. Les camps palestiniens du Yarmouk et Palestine étaient le reflet des multiples facettes de la société palestinienne. Pratiquement toutes les composantes du mouvement national y étaient représentées ainsi, bien sûr, que les mouvements islamistes.

Nous avons eu l'occasion d'être un spectateur « engagé » du printemps arabe syrien et de vivre au jour le jour, pendant plus de deux ans, le basculement de cette société dans une guerre féroce. Au cours de ces deux ans, nous avons eu l'opportunité de rencontrer et de partager le quotidien de très nombreux acteurs, militants pacifiques, miliciens, citoyens ordinaires, intellectuels, politiques, des deux côtés. Cette expérience nous a permis de nous familiariser avec ce que nous pourrions appeler une certaine « matérialité » de la guerre et d'analyser les mécaniques de l'effondrement de l'Etat et du basculement de la société dans le règne des milices.

Enfin, depuis 2013, les troubles révolutionnaires de l'Egypte post-Moubarak nous ont donné l'occasion de réfléchir de manière plus approfondie sur le sens du Politique dans la région et les mécaniques de la contestation révolutionnaire.

Chapitre I : Rivalités mimétiques et conflit israélo-arabe

INTRODUCTION

Le conflit israélo-arabe est un des conflits les plus passionnels du monde, du fait des nombreuses problématiques conflictuelles qu'ils rassemblent mais aussi par son rôle structurant dans les relations de force du Proche et du Moyen-Orient. De par sa longévité et les nombreux affrontements armés auxquels il a donné lieu, ce conflit israélo-arabe, qui renvoie aussi bien aux problématiques conflictuelles israélo-palestiniennes qu'israélo-libanaises, suscite également un fort pessimisme. On a, en effet, l'impression d'un conflit sans fin, où les affrontements se succèdent sans pour autant déboucher sur un quelconque règlement du conflit. Cette impression de répétition à l'infini de séquences conflictuelles qui, en dépit des différents théâtres d'opérations, se ressemblent plus ou moins, suggère deux choses : d'une part, il existerait des facteurs structurant le conflit sur le temps long; d'autre part, on peut remarquer d'indéniables similarités entre les différentes dynamiques conflictuelles. Toutefois, l'histoire des différents conflits israélo-arabes pris séparément révèle leurs spécificités et toute leur complexité. Les acteurs changent, certains disparaissent, de nouveaux apparaissent; des phases de montée aux extrêmes succèdent à des phases de relative accalmie, voire même de gel d'un front. Les lignes de front tendent à se déplacer au sein même de l'espace levantin.

On a ainsi le sentiment que les séquences historiques du conflit se répondent les unes aux autres, de même que les stratégies des acteurs; ceux-ci semblent, en effet, s'influencer mutuellement. Il existerait des phénomènes de mimétisme entre les adversaires que nous rassemblons sous le terme générique de *mimétisme conflictuel*.

1. Nature mimétique de la relation conflictuelle

Afin de définir le mimétisme qui caractérise les relations conflictuelles qui unissent, par un réseau complexe d'interactions, l'ensemble des acteurs du conflit israélo-arabe, il convient tout d'abord d'essayer de définir la nature de la relation conflictuelle qui unit deux belligérants. A cette fin, nous nous proposons de revenir à la définition proposée par Clausewitz, qui en dépit des deux siècles qui nous séparent du stratège prussien, conserve une certaine forme d'actualité. Clausewitz nous invite à ramener la guerre à sa plus simple expression, celle d'un « duel ». Clausewitz dit ainsi que :

> *« la guerre n'est rien d'autre qu'un duel à une plus vaste échelle. Si nous voulions saisir en une seule conception les innombrables duels particuliers dont elle se compose, nous ferions bien de penser à deux lutteurs. Chacun essaie, au moyen de sa force physique, de soumettre l'autre à sa volonté ; son dessein immédiat est d'abattre l'adversaire, afin de le rendre incapable de toute résistance. La guerre est donc bien un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté. »*[10]

Or, il faut tenir compte de l'objectif particulier qui guida l'écriture du De la Guerre par Clausewitz. Clausewitz, stratège et officier instructeur de l'académie militaire prussienne, a rédigé cet ouvrage afin de former les jeunes officiers de son temps. Ce qui explique, qu'après les défaites de l'armée prussienne face aux forces napoléoniennes, l'ouvrage de Clausewitz soit orienté par une quête d'efficacité, une recherche des facteurs ou des éléments qui permettrait à une armée de mener une guerre parfaite. Reconnaissant la dimension abstraite ou théorique de cette définition, Clausewitz rappelle ainsi que cet objectif théorique d'imposer sa volonté à l'adversaire et de le rendre incapable de toute résistance doit tenir compte d'un certain nombre de limites imposées par la réalité de l'environnement dans lequel se déroule l'affrontement armé.

[10] Carl von Clausewitz, *De la guerre*, trad. Denise Naville, Minuit, coll. « Arguments », 1995, p.51, cité par René Girard (coll. Benoît Chantre), *Achever Clausewitz*, Champs essais, Flammarion, Paris, 2007, p.30

Clausewitz définit ainsi ces limites qui renvoient à la « friction » du champ de bataille ou au « brouillard de la guerre » :

> *« tout prend une forme différente si l'on passe de l'abstraction à la réalité. Dans l'abstraction tout devrait être considéré avec optimisme, et il fallait concevoir que chacun des deux camps ne tendait pas seulement vers la perfection, mais aussi y atteignait. Pourra-t-il jamais en être ainsi dans la réalité ? Ce serait le cas si :*
> *1/ la guerre était un acte tout à fait isolé, surgi brusquement et sans connexion avec la vie antérieure de l'Etat ;*
> *2/si elle consistait en une décision unique ou en plusieurs décisions simultanées ;*
> *3/si elle entraînait une décision complète par elle-même, et si l'on n'avait pas tenu compte de la situation politique qui doit en résulter et rejaillir sur elle. »* [11]

Ces précisions sont intéressantes car elles mettent en lumière le fait qu'une guerre, ou qu'un affrontement armé au sens le plus large du terme, ne survient jamais de manière soudaine ou déconnecté d'un contexte politique. La décision de s'engager dans l'affrontement armé à un moment donné, ou de ne pas s'y engager, résulte toujours d'une série de décisions politiques et implique l'existence d'une relation conflictuelle antérieure à l'éclatement de l'affrontement armé. Ceci suggère que les conflits se présentent comme des cycles alternant phases de violence et phases de statu quo. Ce que confirme Clausewitz lorsqu'il affirme que :

> *« l'action militaire ne revêt que rarement, ou pas du tout, un caractère de continuité. Les opérations ne représentant souvent qu'une faible proportion de la durée du conflit, et les périodes d'inaction l'emportent. »* [12]

[11] Carl von Clausewitz, op.cité, p.55, cité par René Girard (coll. Benoît Chantre), *Achever Clausewitz*, Champs essais, Flammarion, Paris, 2007, pp.34-35
[12] Carl von Clausewitz, op.cité, p.54.

C'est pourquoi tout affrontement armé doit être replacé dans son contexte politique d'ensemble et dans une perspective de temps long. En effet, comment comprendre la décision du *Hezbollah* de mener un raid à la frontière israélo-libanaise à l'été 2006 sans tenir compte des épisodes précédents du cycle conflictuel entre Israël et le *Hezbollah*. Comment interpréter la décision de l'Etat d'Israël d'engager une offensive de grande ampleur à ce qui, dans les faits, ne correspond qu'à un incident frontalier et ne constitue certainement pas une menace existentielle pour l'Etat israélien.

C'est que comme le rappelle René Girard dans son analyse du *De la Guerre*, les guerres renvoient toujours à des cycles de représailles – contre représailles, ou offensive/contre-offensive, qu'il convient de prendre dans leur globalité afin d'en percevoir les dynamiques. René Girard souligne à cet égard que :

> *« l'agression n'existe pas. Chez les animaux, il y a la prédation, il y a sans doute la rivalité génétique pour les femelles. Mais avec les hommes, si personne n'a jamais le sentiment d'agresser, c'est que tout est toujours dans la réciprocité. Et la moindre petite différence, dans un sens ou dans un autre, peut provoquer une montée aux extrêmes. L'agresseur a toujours déjà été agressé. Pourquoi les rapports de rivalité ne sont-ils jamais perçus comme symétriques ? Parce que les gens ont toujours l'impression que l'autre est le premier à attaquer, que ce n'est jamais eux qui ont commencé, alors que, d'une certaine manière, c'est toujours eux. On va ainsi faire sentir à l'autre qu'on a compris les signes d'agressivité qu'il a envoyés. Lui, interprétera à son tour cette façon de s'en sortir comme une agression. Et ainsi de suite. Vient le moment où le conflit éclate, et où celui qui commence se met en position de faiblesse. Les différences sont donc si petites au départ, elles s'épuisent si rapidement qu'elles ne sont pas perçues comme réciproques, mais comme étant toujours à sens unique. […] Les hommes sont donc toujours à la fois dans l'ordre et dans le désordre, dans la guerre et dans la paix.»* [13]

[13] René Girard, op. cité, pp.53-54

Cette alternance de confrontations cacherait donc en réalité un processus de rivalité mimétique entre les deux adversaires, qui serait le ressort de la relation conflictuelle et permet d'expliquer la montée aux extrêmes. René Girard remarque ainsi à propos de l'analyse de Clausewitz que

> *« l'action réciproque provoque et diffère à la fois la montée aux extrêmes. Elle la provoque si chacun des deux adversaires se comporte de la même manière, répond aussitôt en calquant sur l'autre sa tactique, sa stratégie et sa politique ; elle diffère la montée aux extrêmes, si chacun spécule sur les intentions de l'autre, avance, recule, hésite, en tenant compte du temps, de l'espace, du brouillard, de la fatigue, de ces interactions constantes qui définissent la guerre réelle. Les individus ne cessent d'interagir entre eux, au sein de la même armée […], et bien évidemment d'une armée adverse à l'autre. L'action réciproque peut être donc à la fois source d'indifférenciation et créatrice de différences, fauteur de guerre et facteur de paix. Si elle provoque et accélère la montée aux extrêmes, les « frictions » propres au temps et à l'espace disparaissent […]. Si, au contraire, l'action réciproque diffère la montée aux extrêmes, elle vise à produire du sens, des différences nouvelles.»* [14]

Girard poursuit :

> *« Je définis ainsi la réciprocité comme la somme des moments non réciproques : elle ne peut donc être aperçue que par un regard extérieur au conflit, puisque de l'intérieur vous devez toujours croire à votre différence et répondre de plus en plus vite et de plus en plus fort. A ce regard extérieur, les adversaires apparaissent alors pour ce qu'ils sont : de simples doubles. »*[15]

Il existe donc une forme de polarité complexe au sein de la relation conflictuelle qui lie les deux adversaires : polarité qui renvoie aussi bien au couple dialectique attaque/défense, qu'au couple guerre réelle/montée aux extrêmes.

[14] René Girard, op. cité, pp.44-45

Clausewitz précise ainsi au chapitre VII du Livre VI, intitulé « Action réciproque de l'attaque et de la défense » :

> *« Si l'on réfléchit philosophiquement à la façon dont surgit la guerre, le concept n'apparaît pas proprement avec l'attaque, car celle-ci n'a pas tant pour objectif absolu le combat que la prise de possession de quelque chose. Ce concept apparaît d'abord avec la défense, car celle-ci a pour objectif direct le combat, parer et combattre n'étant évidemment qu'une seule et même chose. […] Il est donc naturel que celui qui met le premier en action le concept de guerre et qui conçoit l'idée de deux partis opposés, soit aussi le premier à dicter ses lois à la guerre, et qu'il soit le défenseur. »*[16]

C'est dans le primat de la défense que se situe le lien que la rivalité mimétique définie par René Girard entretient avec la guerre. Comme le rappelle Clausewitz, la guerre vise en effet à s'emparer de la possession d'autrui ou à tout le moins implique un tel désir.

Or, la rivalité mimétique est basée sur le désir d'un sujet du fait même de désirer d'un Autre. On peut donc faire l'hypothèse que c'est ce le défenseur perçoit comme le désir stratégique d'un autre qui le pousse à concevoir sa stratégie de défense et à lui-même élaborer un désir stratégique visant le désir stratégique de son adversaire. C'est pourquoi comme le fait remarquer Girard :

> *« Le défenseur est à la fois celui qui commence et celui qui achève la guerre. Il détermine, par la nature de ses forteresses, de ses armées, celle aussi de son commandement, ce que sera l'attaque. Il a le choix du terrain, le soutien du peuple et bénéficie de l'usure de l'attaque, dont l'élan premier finit par s'affaiblir ; enfin, il décide du moment de la*

---

[15] René Girard, op. cité, p.47
[16] Carl von Clausewitz, op. cité, p.424, cité par René Girard, op. cité, pp.49-50

contre-attaque. Il est donc maître du jeu, en fonction de l'axiome selon lequel il est plus facile de conserver que de prendre.»[17]

Mais l'attaque entraîne, de fait, une contre-attaque et ainsi de suite. Or, d'affrontement armé en affrontement armé, les adversaires s'observent et s'imitent, adaptant les uns aux autres leurs stratégies et appareils militaires. Ce mouvement les entraîne dans une course à une mobilisation toujours plus importante de ressources pour faire la guerre. Les périodes de calme relatif succèdent aux périodes armées, mais ne font en réalité que différer la montée aux extrêmes et, par-là, l'accélérer. Chacun des deux camps dans l'intervalle travaille à renforcer ses capacités militaires et à mobiliser des ressources croissantes en vue de l'affrontement.

Le processus de rivalité mimétique qui sous-tend la relation conflictuelle produit donc tout un système de relations d'influences/adaptations réciproques entre les belligérants en même temps qu'il conduit à une montée aux extrêmes.

2. Rivalités mimétiques et conflit israélo-arabe

Les différentes confrontations armées qui ont jalonné le conflit israélo-arabe démontrent cette alternance de « pauses » et de montées aux extrêmes identifiées par René Girard, à la suite de Clausewitz. Tout au long du conflit, un lien semble se dessiner entre les différentes confrontations armées. La guerre de 1948 entre les forces de l'Etat hébreu, tout juste créé, et les armées arabes coalisées a été suivie d'une nouvelle confrontation opposant les mêmes acteurs en 1967; puis d'une autre en 1973. Avec la sortie de l'Egypte du champ de la confrontation et le gel du conflit avec la Jordanie, le conflit s'est déplacé vers le Liban, où les forces israéliennes ont eu à combattre aussi bien les forces syriennes que les forces de la Résistance palestinienne. Puis, la sortie de la confrontation des forces palestiniennes, après leur défaite au Liban, a laissé la place à une confrontation entre les forces israéliennes, toujours appuyées par leurs alliés de l'Armée du Sud Liban, et celles du *Hezbollah*. La Syrie est restée présente en coulisses, rejointe plus tard par l'Iran. Parallèlement à l'enlisement du conflit au Sud Liban, un nouvel espace de confrontation s'est ouvert

[17] René Girard, op. cité, p.50

dans les Territoires occupés, opposant les forces israéliennes aux forces du *Jihad islamique palestinien* et du *Hamas*. Avec le temps, de nouvelles factions armées ont émergé au sein du *Fatah* et ont rejoint la lutte des islamistes palestiniens contre les forces israéliennes.

Les années 2000 ont été marquées par deux retraits unilatéraux des forces israéliennes des zones qu'elles occupaient au Sud Liban et à Gaza. En dépit de ces retraits, une 2è guerre du Liban a opposé les forces du *Hezbollah* aux forces israéliennes en 2006. Puis, trois séries de confrontations armées ont opposé les forces israéliennes à celles du *Hamas*, soutenues par d'autres factions armées palestiniennes, dans la bande de Gaza en 2008, 2012 et 2014.

Or, le conflit de l'été 2006 et la surprise qu'il créa du côté israélien semblent indiquer qu'au cours de ces enchaînements d'attaques-contre-attaques identifiés par René Girard, les belligérants adaptent leur manière de conduire la guerre à celle de leurs adversaires. Dans un article du journal *La Croix*[18], un soldat israélien interrogé à l'issue de la guerre de 2006 disait ainsi qu'Israël avait mené la guerre à laquelle le *Hezbollah* s'était préparé. Cette remarque est intéressante à plusieurs égards. Tout d'abord, elle semble confirmer l'idée que cette confrontation armée s'inscrit dans un cycle plus long de confrontations armées. Ensuite, elle suggère l'idée que les belligérants adaptent et modifient leur manière de conduire les opérations armées en fonction des situations conflictuelles. Ainsi, le cycle d'affrontements qui les opposent ne peut être considéré comme la répétition à l'infini d'une même séquence guerrière. Le *Hezbollah* aurait donc cette fois-ci modifié sa manière de conduire la guerre afin de prendre à défaut l'armée israélienne. De son côté, l'armée israélienne aurait modifié dans un sens inadéquate, ou n'aurait pas modifié sa manière de conduire les opérations, ce qui expliquerait les résultats décevants de la campagne militaire de l'été 2006.

C'est cette idée qu'un cycle conflictuel ne constitue pas la répétition d'une même séquence guerrière qui nous intéresse ici car elle suggère que les conflits pris sur le

[18]Le soldat se demandait ainsi : « *Pourquoi avons-nous fait la guerre à laquelle s'était préparé le Hezbollah ?*», propos recueilli par Joël David, « La colère des réservistes de Tsahal », *La Croix*, 24 août 2006, cité par Pierre Razoux, op. cité, p.7

temps long peuvent être analysés comme des phénomènes évolutifs. Les conflits constitueraient donc des ensembles systémiques en évolution.

Ceci suggère que des mécanismes sous-tendent ces évolutions et c'est ce qu'il convient d'analyser. Nous faisons à cet égard l'hypothèse que les forces armées des belligérants évoluent au cours du temps et se transforment pour s'adapter à la manière de conduire la guerre de l'un et de l'autre. La manière de conduire la guerre des belligérants pris à un instant « t » serait donc le produit de transformations antérieures, motivées par les expériences guerrières passées et résultats de la relation conflictuelle qui lie les belligérants. Les manières de conduire la guerre des belligérants seraient donc le produit d'influences réciproques sur le temps long du conflit. Ces influences réciproques pourraient être considérées comme une forme de mimétisme, que l'on pourrait qualifier de guerrier ou de conflictuel.

La dimension « temps » apparaît ici comme un élément structurant, c'est pourquoi nous suggérons que ces transformations peuvent être analysées comme le résultat d'un phénomène cinétique, au sens où le temps et la vitesse constituent des éléments affectant ce phénomène. Toutefois, ces transformations sont des phénomènes cinétiques irréguliers. Ces transformations sont en effet le produit de différentes étapes historiques, reflétant des conditions politiques, socio-économiques et technologiques différentes. Afin de rendre compte de leur irrégularité, nous avons fait le choix d'un plan historique et non chronologique. Celui-ci a l'avantage de mettre en évidence les éléments de continuité sur le temps long du conflit tout en soulignant les ruptures qui le jalonnent.

Ainsi, à la différence de l'approche classique de l'histoire militaire, nous n'avons pas décrit les campagnes militaires; nous avons, au contraire, sélectionné des moments particuliers représentant l'état des organisations militaires à certains moments précis de l'histoire du conflit. A partir de l'état des lieux des forces dans ces moments ruptures, nous avons cherché à identifier les effets de mimétisme et de rivalité qui jalonnent l'histoire des organisations militaires liées au conflit israélo-arabe (étatiques et infra-étatiques). Pour ces raisons, nous avons découpé le temps long du conflit israélo-arabe en quatre périodes principales :

- la première période remonte aux origines des forces sionistes dans la Palestine ottomane de la fin du XIXe siècle et s'étend jusqu'à la guerre de 1967. Au cours de

cette séquence, on analysera les facteurs qui ont concouru et influencé la transformation des forces sionistes de la *Haganah* en une armée structurée, *Tsahal*. La période s'étend jusqu'à la guerre des Six Jours en 1967, qui est considérée par les militaires israéliens comme l'archétype de la campagne militaire. Cette première séquence vise donc à retracer la montée en puissance des forces sionistes-israéliennes.

- la seconde partie retourne aux origines des factions palestiniennes avec la défaite de 1948 et la mise sous tutelle égypto-jordanienne de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. Cette deuxième séquence retrace la naissance et le développement des principales factions armées palestiniennes liées à l'OLP des années 1950 à la fin des années 1970, des territoires palestiniens au Liban, en passant par la Jordanie. Elle s'arrête en 1982 avec l'entrée des forces israéliennes au Liban en 1982 et l'évacuation du Liban des dernières troupes de l'OLP en 1983.

- la troisième partie met en lumière l'enlisement des forces israéliennes dans deux occupations, au Liban et en Palestine, qui minent gravement le moral de ses troupes et annoncent les premiers signes d'une « brutalisation » de *Tsahal*. Cette période couvre l'ensemble de la décennie 80 jusqu'au milieu des années 2000. Elle décrit la naissance et la montée en puissance des résistances islamiques au Liban et dans les Territoires occupés. Enfin, elle met en lumière en lumière le troisième conflit dans lequel sont engagées les forces israéliennes depuis les années 1980 : le conflit avec les colons.

Le choix de terminer ce panorama historique au milieu des années 2000 s'explique par une recherche de prise de distance avec les événements, d'autant plus difficile lorsqu'il s'agit d'une histoire « récente ». Les événements de la période postérieure, qui se sont déroulés en grande partie pendant notre recherche et dont nous avons pu être un témoin privilégié en résidant depuis dix ans dans cette région (Syrie, Liban, Egypte), seront analysés dans le chapitre deux. Parce que ces événements se rattachent à ce que l'on pourrait appeler une « histoire immédiate », ils seront abordés à partir d'une approche analytique.

SECTION I : DES ORIGINES DES FORCES SIONISTES A LA GUERRE DES SIX JOURS

Les origines du conflit israélo-arabe remontent à la fin du XIXe siècle et résultent d'une conjonction de facteurs. Le déclin de l'empire ottoman dont la configuration particulière, comme empire multiconfessionnel et multiethnique, favorisa l'émergence de mouvements nationalistes concurrents en Palestine : d'un côté, un mouvement sioniste qui visait l'établissement d'un Etat juif en Palestine ; de l'autre, et en réaction au premier, un nationalisme arabe palestinien.

I. Aux origines du conflit israélo-arabe : la Palestine ottomane

Les structures claniques et tribales de la société arabe palestinienne, héritées d'un modèle féodal qui n'avait pas changé *grosso modo* depuis l'établissement du pouvoir ottoman dans cette région, n'étaient pas préparées, ni culturellement, ni sociologiquement, ni même économiquement, à faire face au défi de l'arrivée d'une nouvelle population. A plus fortes raisons, car cette nouvelle communauté était porteuse de valeurs politiques et idéologiques radicalement différentes, mais aussi d'un projet à vocation nationaliste, dont l'essence même était totalement révolutionnaire pour les communautés vivant en Palestine.

De l'émergence du concept de construction nationale, porté par les mouvements sionistes, qui va déstabiliser durablement les structures traditionnelles de la société arabe de Palestine, va naître le conflit.

1. La Palestine et le déclin de l'empire ottoman

A la fin du XIXe siècle, la Palestine est une région de l'empire ottoman rattachée à la Grande Syrie (*Bilad as Sham)*[19] et divisée en plusieurs districts administratifs (*sandjaks*). Les *sandjacks* d'Acre et de Naplouse (nord de la Palestine) sont rattachés à la *wilayet* de Beyrouth alors que le Sud de la Palestine est rattaché à la *wilayet* de Jérusalem. Celle-ci est placée directement sous l'autorité du Ministre de

l'Intérieur à Istanbul. Enfin, le désert du Néguev dépend de la *wilayet* de Damas. Si la Palestine ne constitue pas un ensemble géographique et administratif unitaire pour le pouvoir ottoman, elle se rattache pour ses habitants à un espace culturel et identitaire plus important, donnant sa cohérence à l'ensemble: le *Bilad as Sham*. Comme dans le reste de cette région, la population est de très longue date pluriconfessionnelle, même si les habitants de la Palestine sont en majorité musulmans. Des communautés chrétiennes existent et résident en majorité en ville, de même qu'une petite communauté juive, l'ancien *Yishouv*.

Si le pouvoir central à Istanbul, est fortement institutionnalisé, reposant sur trois corps fondamentaux : l'administration civile, les corps militaires et les *ulémas ;* les provinces de l'Empire sont au contraire caractérisées par la faiblesse de leurs institutions. Cette différence structurelle entre le centre et la périphérie contribue à éloigner le pouvoir central des populations placées sous son autorité, d'autant plus, qu'avec le temps, la légitimité religieuse des sultans ottomans s'est affaiblie avec la sécularisation croissante qu'ont connue les institutions ottomanes. Très tôt, celles-ci ont contribué au développement d'une vaste législation séculière dans les domaines étrangers à la loi et à la jurisprudence islamiques. Les ingérences étrangères croissantes à partir du XIXe siècle, et les réformes qu'elles inspireront, accélèrent ce processus de sécularisation. Or, ce faisant, elles contribuent à déséquilibrer l'équilibre fondamental entre pouvoir politique et pouvoir religieux sur lequel repose le pouvoir ottoman, qu'incarnent la personne du sultan d'un côté et les institutions religieuses de l'autre. Ceci explique pourquoi dès le XIXe siècle, les autorités religieuses joueront un rôle particulier dans l'émergence d'aspirations nationales, qui seront par conséquent marquées par des référents identitaires confessionnels. Au sein même du pouvoir central, les *janissaires*[20], encouragés par les *ulémas*[21] tenteront à

[19] Pour plus de détails, voir Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict*, 7e Ed, Bedford/St Martin's, Boston, 2010, p.33

[20] Les janissaires (en turc ottoman, *yénitchéri* , littéralement « nouvelle milice ») constituait un corps d'élite de l'infanterie ottomane. Cette garde prétorienne était composée d'esclaves venus du caucase et convertis à l'islam. Ce corps fut créé au cours du XIVe siècle. Les janissaires occupaient la majorité des postes d'encadrement dans l'administration militaire ottomane.

[21] Les ulémas, docteurs de la loi, constituent la « magistrature » de l'empire ottoman. Ils sont chargés d'interpréter la loi coranique *shari'a)*.

plusieurs reprises de s'opposer aux réformes entreprises par les sultans à partir du début du XIXe siècle[22].

La Palestine ottomane est totalement étrangère au concept de souveraineté lié à l'Etat-nation européen. Les populations, du fait de leur attachement à leur province d'origine ou à leur ville natale, ne se perçoivent pas comme une communauté unique. A l'identité locale viennent s'ajouter une appartenance régionale, celle du *Bilad as Sham*, et une identité confessionnelle.

> Charles D. Smith rappelle ainsi que *: « Arab conceptions of identity varied. Beyond local and family ties, Muslims considered themselves to be Ottoman subjects and gave allegiance to the sultan/caliph as head of the Islamic community. Christians, especially the Greek Orthodox, seem to have been more aware of living in a specific region called Palestine, and it is among them that there emerges the dominant journalistic opposition to Zionism. Nevertheless, as noted, there seems to have existed a general conception of Palestine as an area distinct of Syria, even if considered part of it for administrative purposes, reflected in documents and in the Ottoman government's term « the Land of Palestine ». »*[23]

En effet, au sein de cette région qui avait connu de nombreuses invasions et de multiples brassages de populations depuis l'Antiquité, une pluralité de communautés confessionnelles existaient que l'Empire ottoman avait organisées en *millets*[24]. A côté de la majorité musulmane, identifiée à la pratique sunnite de l'islam à laquelle se rattache la Sublime Porte, existe une grande variété de communautés chrétiennes et

---

[22] Pierre-Jean Luizard rappelle ainsi dans son ouvrage *Laïcités autoritaires en Terres d'Islam*, Fayard, 2008, Paris, p. 16 que la « *résurrection de la fonction califale » provoquée par la signature du traité russo-ottoman de 1774, qui reconnait l'autorité religieuse du sultan ottoman sur les musulmans de Crimée, affaiblit le pouvoir des ulémas qui devinrent des auxiliaires du pouvoir politique ottoman. « La proclamation d'un « Ordre nouveau » en 1793, par lequel le sultan Selim III (1789-1807), admirateur de l'Europe, entendait moderniser l'ordre civil, après l'armée, fut le premier acte d'un bouleversement entre les sphères politiques et religieuses. Selim III fut déposé en 187 par les janissaires, soutenus par les ulémas, qui mettaient ainsi un terme provisoire au changement. Les réformes reprirent vingt ans plus tard avec Mahmud II (1808-1839) qui abolit, en 1826, les janissaires vieux de cinq siècles, et lança de grandes mesures de sécularisation qui amorçaient, dans le droit et l'éducation, la séparation du temporel et du spirituel. La révolte et l'écrasement des janissaires, corps militaire d'élite qui avait été utilisé par les ulémas contre certains sultans, préludaient à la constitution de la nouvelle armée moderne et à la centralisation de l'Empire.* ».

[23] Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict*, 7e Ed, Bedford/St Martin's, Boston, 2010, p.36

[24] Le *millet* « désignait à l'époque ottomane les communautés de l'Empire auxquelles était reconnue une certaine autonomie dans l'administration de leurs affaires internes. Leur institutionnalisation date du XIXe siècle, même si la notion était employée dans le langage administratif ottoman, pour trois groupes : les Grecs orthodoxes, les Arméniens et les Juifs. Le millet catholique fut institué en 1831, le millet protestant en 1847. » Pierre-Jean Luizard, *Laïcités autoritaires en Terres d'Islam*, Fayard, 2008, Paris, p. 279

juives. Les droits des individus sont définis en fonction du *millet* auxquels ils appartiennent. Le pouvoir ottoman entretient ainsi un rapport « patrimonial » avec les sujets de ses différentes provinces :

> *« Il était le garant d'un pluralisme limité et inégalitaire, accueillant dans le cadre des millets certaines communautés reconnues par l'islam comme Gens du Livre, chrétiennes et juives notamment (l'Empire reconnaissait la religion, mais pas les ethnies). »*[25]

Par ailleurs, du fait des capitulations successives, l'empire avaient concédé de nombreuses prérogatives aux consuls étrangers, qui possédaient prisons, police, postes, etc. et offraient leur protection à certaines minorités confessionnelles[26]. Les citoyens non-musulmans, protégés par les traités conclus avec les puissances européennes, russe et française en particulier, deviennent rapidement l'instrument des rivalités commerciales intereuropéennes et des tentatives d'ingérences de ces puissances dans les affaires ottomanes.

> Comme le rappelle Charles D. Smith, *« this set in motion a process that allowed dhimmis to escape Ottoman control by gaining the protection of a European power. Naturally, the French, and later other powers, awarded this status to Christians who represented their interests, often at the expense of other minorities."*[27]

La protection offerte par les puissances européennes aux Chrétiens renverse partiellement l'ordre social traditionnel ottoman, où les Chrétiens en tant que *dhimmi* bénéficient d'un statut inférieur. Ceci explique l'émergence de tensions entre Chrétiens et Musulmans au cours du XIXe siècle, qui accompagnent le déclin de l'empire ottoman. Face à la multiplication des tensions, la Sublime Porte promulgue un édit impérial, le *Hatti Humayun*[28] en 1856 qui affirme l'égalité entre les *dhimmi* et

---

[25] Pierre-Jean Luizard, *Laïcités autoritaires en Terres d'Islam*, Fayard, 2008, Paris, p. 14

[26] Au terme du traité de 1740, la France obtint la protection des citoyens Catholiques romains de l'Empire, dont elle représentait désormais les intérêts. De plus, les prêtres français obtinrent des privilèges dont celui de pouvoir construire des églises en Palestine. Enfin, par ce traité, les Maronites du Liban passèrent sous l'autorité du Vatican et devinrent les représentants des intérêts de la France au Liban, où la France avait de très importants intérêts commerciaux. Enfin, la France acquit par ce traité le droit d'attribuer à certains sujets ottomans des privilèges commerciaux et une immunité, normalement réservés aux étrangers (la *barat*).

[27] Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict*, 7e Ed, Bedford/St Martin's, Boston, 2010, p.14

[28] Voir le texte du *Hatti Humayun* rapporté en annexe 1.

les Musulmans en matière d'accès à l'éducation, la justice et la liberté de culte. Cet édit suscite toutefois des résistances dans les provinces arabes[29]. *A contrario*, les relations entre Musulmans et Juifs connaissent jusqu'à la fin du siècle une relative stabilité.

Dès le tournant des XVIIe et XVIIIe siècle, Istanbul commence à s'appuyer sur les notables locaux pour le maintien de l'ordre et la collecte des taxes. Certaines grandes familles que l'on retrouvera plus tard à la tête du mouvement national arabe palestinien des années 30 et 40 émergent à cette époque, comme les *Khalidi*, les *Nusayba*, les *Alami*, les *Husseini* ou les *Nashashibi*. Mais, dans la réalité, la faiblesse des institutions étatiques ottomanes, surtout regroupées dans les grandes villes – chefs-lieux des *sandjaks*, fait que le pouvoir ottoman ne s'applique guère qu'à ces villes, encore entourées de hauts murs. Les campagnes, quant à elles, restent sous l'influence de clans locaux.

Hors des villes, où se concentrent les minorités confessionnelles, la population est majoritairement musulmane. Les paysans[30] vivent sur les terres de grands propriétaires terriens qu'ils ont en fermage. En dehors de ces terres « privées » (*mulk*), les paysans cultivent des terres collectives (*musha'a*). Enfin, l'Empire ottoman détient un certain nombre de terres en propre (*miri*), sans compter les terres appartenant à des associations de charité et les lieux saints placées sous l'autorité des institutions religieuses musulmanes de Jérusalem (*waqf*). Au milieu du XIXe siècle, le pouvoir ottoman, qui a de plus en plus de mal à assurer la collecte des impôts en Anatolie et dans les provinces arabes, aussi bien du fait de la corruption qui règne dans la bureaucratie ottomane que de l'occupation égyptienne de la Syrie, réforme la propriété foncière et la culture des terres. Les lois de 1858 et de 1867 établissent un cadastre et des titres de propriété clairs, sur lesquels est basée la collecte des impôts. La loi de 1867 autorise les étrangers à acheter des terres en contrepartie de l'acquittement de l'impôt. A la suite de ces réformes, la paysannerie obtient le droit d'acheter les terres qu'elle cultivait, qu'elles relèvent du domaine foncier privé ou d'Etat. Un grand nombre de parcelles du *miri* sont ainsi mises en vente.

[29] Des milliers de Chrétiens furent massacrés à Damas en 1860 sur fond de tensions entre Maronites et Druzes au Mont Liban. De la même manière, des Chrétiens furent massacrés à Naplouse en 1850.

Mais la collecte des impôts continue de susciter des résistances parmi la paysannerie la plus pauvre, qui bien souvent cultive de manière illégale et ce depuis des générations, des parcelles du *miri*. Incapables de s'acquitter de l'impôt, la grande majorité des paysans font enregistrer les terres qu'ils cultivent sous le nom de notables de villages ou de grands propriétaires terriens. Ainsi, une grande partie des terres sont officiellement acquises par de grandes familles de Jérusalem ou par de riches commerçants, chrétiens arabes (la famille *Sursoq* par exemple) ou Européens, installés à Beyrouth. Lorsque les premiers immigrants sionistes arrivent en Palestine, les réformes foncières ottomanes ont déjà profondément modifié la structure des relations sociales. L'historien Charles D. Smith en dresse le tableau suivant:

> *« One estimate from the turn of the twentieth century is that « only 20 percent of the land in Galilee and 50 percent in Judea was in the hands of the peasants." Nevertheless, peasant and village holders retained possession of the two-thirds of the cultivable land, nine millions dunams, with other large tracts owned by tribes who cultivated the coastal plains of Gaza and Beersheba. This left one million dunams for the Sursuqs, the Sultans, and other great families. What had changed was the increase in the amount of Palestinian land under cultivation. Much of the property bought by the Sursuqs in the Marj ibn Amir had not been tilled for years because of local strife. »*[31]

Hors des villes, les campagnes sont livrées aux rivalités des clans. Chaque clan est placé sous l'autorité informelle d'une figure patriarcale : celle d'un *cheikh* ou d'un ancien. Les rivalités entre les différents clans, qui ne cessent de se déchirer, créent un climat d'insécurité permanent. Dans ce contexte, se développent les bandes *tcherkesses*[32], premières bandes armées, mercenaires, offrant leurs services aux voyageurs et paysans pour assurer leur sécurité ou celles de leurs biens.

---

[30] Sur la question de la propriété foncière et l'impact des réformes ottomanes sur les stuctures sociales en Palestine à cette époque, voir Charles D. Smith, op. cité, pp.20-22

[31] Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict*, 7e Ed, Bedford/St Martin's, Boston, 2010, p.22

[32] Les « *Tcherkesses* » sont des descendants des Circassiens qui ont été expulsés ou ont fui la Circassie historique au cours du long conflit qui l'oppose à la Russie de 1764 à 1864. La plupart ont trouvé refuge dans les provinces de l'empire ottoman et notamment dans celles du *Bilad as-sham*. On trouve ainsi des *Tcherkesses* en Syrie, au Liban et en Palestine. Sur les bandes armées *tcherkesses* en Palestine.

2. L'éveil des nationalismes dans l'empire ottoman déclinant

L'arrivée à la fin du XIXe siècle de plusieurs milliers d'immigrants juifs[33], venus en majorité de Russie, et fuyant les pogroms avec l'ambition de créer une nouvelle société, fondée sur des valeurs révolutionnaires et socialistes, va bouleverser le contexte aussi bien sociologique qu'économique de la Palestine ottomane.

La première vague d'immigrants (entre 20 000 et 30 000 personnes), arrivée après les *pogroms* de 1881-1884 en Russie, est en majorité constituée par des juifs dont le retour vers *Sion* était lié à des motifs religieux. Ceux-ci s'établissent de préférence dans les villes. Cependant, une minorité de quelque 3000 immigrants, liés aux mouvements *BILU* et *Hovevei Zion*, établissent des communautés agricoles, dont allaient s'inspirer les migrants de la 2è *alia* pour construire les *moshavim* et les *kibboutzim*[34]. Inspirés par les idées de *Léo Pinsker* (*Auto-émancipation*, 1881), ils avaient choisi la Palestine pour fuir les persécutions dont ils étaient victimes dans l'empire tsariste. Au départ les relations avec l'ancien *Yishouv* ne vont pas de soi. Si l'appartenance religieuse les réunit, leurs origines culturelles différentes, notamment la barrière de la langue, les rendent relativement étrangers les uns aux autres. Par ailleurs, les juifs de l'ancien *Yishouv*, dont les relations sont relativement bonnes avec leurs coreligionnaires musulmans, craignent que l'arrivée de ces nouveaux immigrants affecte ces relations. Enfin, les juifs de l'ancien *Yishouv* sont orthodoxes et à ce titre, perçoivent le sionisme, qui prétend mettre fin à la vie en diaspora, comme une hérésie.

Les immigrants qui arrivent entre 1904 et 1914 sont relativement différents de ceux de la première *alia*. Venus comme eux de Russie, ils ont cependant été largement influencés par les débuts de l'organisation sioniste et une grande part a participé aux mouvements socialistes[35] émergeant à cette époque dans cette région du

[33] Sur l'origine du mouvement sioniste et l'arrivée des premiers immigrants en Palestine, voir Charles D. Smith, op. cité, pp.27-33 ; sur les penseurs fondateurs de l'idéologie sioniste, voir Jonathan Adelman, *The Rise of Israel. A History of a Revolutionary State*, Coll. Israeli History, Politics and Society, Routledge, New York, 2008pp.122-128

[34] Sur les modèles du *moshav* et du *kibboutz*, qui sont tous les deux des modèles d'exploitation agricoles collectives, voir les analyses de Shlomo Sand, *The Invention of the Land of Israel*, Verson, Londres/New York, 2012, pp.225-228

[35] Jonathan Adelman rappelle à cet égard que « *The Zionists were a powerful force on the Jewish and Russian streets. During and after the 1905 Revolution, the two Zionist socialist parties (Poalei Zion and Zionist Socialist Workers Party) had 42 000*

monde. Ils arrivent en Palestine avec l'espoir de fonder une nouvelle société, dont les valeurs et les références idéologiques socialistes sont totalement étrangères à la culture locale. Deux groupes, le *Paole Zion* (« Travailleurs de Sion ») et le *Hapoel, Hatzair* (« Le Jeune Travailleur »), vont jouer un rôle moteur dans la création des communautés agricoles socialistes juives de Palestine. A la différence de leurs prédécesseurs de la première *alia*, ces exploitations collectivistes agricoles n'emploient pas de travailleurs arabes.

La constitution d'un secteur agricole exclusivement juif contribue à renforcer les craintes de la population arabe de Palestine vis-à-vis de ces nouveaux immigrants. L'acquisition des terres est d'autant plus mal ressentie qu'elle est soutenue par une organisation « étrangère », le Fond national juif[36]. En effet, le statut inférieur du *dhimmi* restait profondément ancré dans la mentalité collective en dépit du *Hatti Hamayun*. Par ailleurs, comme le rappelle Charles D. Smith, le sionisme était largement identifié à l'impérialisme européen :

> *le sionisme « as a European movement, appeared to be another attempt by Western imperialism to subordinate Muslims to Europeans. It became even more threatening once Palestinians, Christians as well as Muslims, realized that the Zionists wished to take part of what had been Arab lands for centuries and to remake it into a Jewish homeland. Arab opposition emerged before World War I in response to Zionist immigration and land purchase, shared by Muslims and Christians alike."*[37]

Au même moment, l'empire ottoman connaît de plus en plus difficultés à contenir les aspirations nationalistes qui apparaissent un peu partout dans l'empire, d'autant plus que celles-ci sont souvent instrumentalisées par les puissances

---

members, almost as many as the entire Bolchevik Party (46,000) and more than the Menshevik Party (33,000 members) and Bundists (33,000). In 1917 there were 300,000 Russian Zionists, compared to 23,500 Bolsheviks in February 1917 and 400,000 in October 1917.", voir Jonathan Adelman, *The Rise of Israel. A History of a Revolutionary State*, Coll. Israeli History, Politics and Society, Routledge, New York, 2008, p.129

[36] Charles D. Smith rappelle ainsi qu'en 1914, sur 44 colonies agricoles juives, 14 avaient reçu le soutien de l'Organisation sioniste mondiale. Les juifs de Palestine (ancien *Yishouv*, 1ère alia et 2è *alia*) détenaient à la veille de la Première guerre mondiale, 400 000 *dunams*, dont plus de la moitié était cultivée. Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict*, 7e Ed, Bedford/St Martin's, Boston, 2010, p.33

[37] Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict*, 7e Ed, Bedford/St Martin's, Boston, 2010, p.36

européennes (France, Grande-Bretagne, Russie). Les troupes de la Sublime Porte connaissent plusieurs défaites dans les territoires levantins de l'empire, notamment contre les forces russes. Le mouvement « Jeunes Turcs » de 1908 ne laisse pas indifférentes les élites arabes de Palestine, et plus généralement du Levant. Il existe déjà un frémissement nationaliste dans le monde ottoman du début du XXe siècle. Le mouvement « Jeunes turcs »[38] prolonge le mouvement de réformes institutionnelles et politiques initié par les *tanzimat*[39]. L'émergence d'un modèle concurrent, porté par les organisations sionistes, va lui servir de catalyseur. L'introduction de nouvelles pratiques sociales et économiques par les immigrants juifs en Palestine va déstabiliser les structures traditionnelles de la société palestinienne.

En 1908, les collectivités agricoles sionistes commencent à s'opposer, de manière beaucoup plus stricte, au travail des Arabes dans le secteur agricole juif et appellent à l'établissement d'une entité juive séparée en Palestine. Ces appels diffusés dans la presse sioniste sont traduits dans la presse arabe palestinienne dont les premiers titres voient le jour à cette époque (*Al Karmil, Filastin*). Les Grecs orthodoxes de Palestine jouent un rôle pionnier dans la dénonciation de l'acquisition des terres par les sionistes et de la discrimination à l'égard de la main-d'œuvre arabe. Ces débats prennent de l'ampleur et sont portés devant le parlement ottoman à Istanbul. Les parlementaires arabes reprochent aux autorités ottomanes le statut privilégié accordé aux Sionistes, qui en tant que juifs européens, bénéficient des

[38] Les Jeunes Turcs sont un mouvement réformateur, né en opposition à la suspension de la constitution ottomane de 1876 par Abdulhmid II. et au rétablissement d'un pouvoir autoritaire basé sur le panislamisme et l'autorité califale. La répression contraint les membres à l'exil, où ils se rassemblent sous l'ombrelle du Comité Union et Progrès, qui implique des éléments de l'armée stationnée en Macédoine. Face à la menace d'un coup d'Etat organisé par une partie des troupes de Macédoine qui ont fait sécession, le sultan rétablit la constitution en 1908. Cet événement est salué par l'ensemble de la presse de l'époque comme une victoire des forces révolutionnaires. La pensée réformatrice de ce mouvement en matière d'éducation et de libertés politiques inspirera les penseurs du nationalisme arabe.

[39] Les *tanzimat* renvoient à une série de réformes conduites par les sultans ottomans entre 1839 et 1856 pour moderniser l'empire. Les deux textes fondamentaux, le *hatti sherif* de *Gülhane* et le *hatti humayun*, sont emblématiques de cette réorganisation en profondeur de l'empire (réforme de l'impôt, recrutement militaire et de la magistrature). Au cours de cette période, le statut de *dhimmi* est aboli. En 1876, une constitution ottomane est promulguée. Les *tanzimat*, en prononçant l'égalité des sujets de toute confession devant la loi tout en préservant le statut d'autonomie des minorités confessionnelles en matière d'éducation et de statut personnel, introduisent une inégalité de statut entre la majorité musulmane et les minorités confessionnelles. Pour cette raison, elles sont, selon Georges Corm, à l'origine des aspirations nationales des communautés ethnico-confessionnelles levantines : « *les principes modernes de la démocratie représentative n'étant conçus que dans le cadre de la territorialité du groupe représenté, l'esprit des tanzimat puis de la Constitution ottomane de 1876 ne pouvait donc qu'entraîner la territorialisation des communautés et, à terme, leur désir de se réaliser en État. La vision des communautés comme « nations » par les puissances européennes et le contact direct fréquent et répété des chefs communautaires avec ces puissances vont pousser les communautés à élargir leur vocation temporelle à se regrouper sur un territoire, alors qu'elles étaient disséminées dans les différentes provinces de l'empire, bref, à se préparer à l'indépendance étatique*. », voir Georges Corm, *Le Liban contemporain*, éd. française, éd. Kindle, La Découverte/Poche, 2012, locations 1466-1471.

privilèges issus des capitulations. Neville J. Mandel rapporte ainsi les propos d'un candidat palestinien aux élections parlementaires de 1914 qui expriment très bien les craintes et le ressentiment de la population arabe à cette époque.

Les juifs seraient acceptés en tant qu'individus, et non comme communauté, s'ils acceptaient :

> *the « Ottoman nationality and [to] learn the language of the country ... [B]ut it the foreign subject comes to fight us with the weapons of his foreign nationality and despises our sons and brethren and breaks our statutes and laws, then it is our duty not to pass over this in silence."*[40]

Ainsi, juste avant la Première guerre mondiale, les nouvelles idées nationalistes qui se sont emparées des élites levantines identifient déjà le sionisme comme « *un ennemi qui, à l'avenir, n'hésitera pas à les chasser, eux, les Arabes, d'un territoire qu'ils considéraient comme leur»*[41]. C'est de cette peur de l'expulsion que va naître une conscience arabe, une conscience d'une communauté de destin entre les habitants de la Palestine arabe. Cette conscience collective est le fruit d'un commun attachement au territoire de la Palestine. Avant même la première guerre mondiale, des associations sont créées à Haïfa et à Jaffa pour s'opposer à la vente des terres aux immigrants juifs et faire pression sur les autorités ottomanes pour mettre un terme à l'immigration.

De ces changements radicaux dans les équilibres socio-économiques traditionnels de la Palestine vont naître des tensions communautaires qui, associées aux nouvelles idées révolutionnaires et nationalistes qui émergent à cette époque, vont créer les conditions favorables à l'émergence du conflit. Le conflit israélo-arabe n'est donc pas à l'origine un conflit confessionnel, mais bien un conflit socio-économique, dont les racines se trouvent dans les inégalités de statuts propres à la société ottomane d'une part et le rééquilibrage par « la bande » de ces déséquilibres par les ingérences des puissances européennes. L'appauvrissement d'une grande partie de la population arabe conjointement à l'épanouissement d'un secteur

[40] Neville J. Mandel, *The Arabs and Zionism before World War I*, Berkeley et Los Angeles, 1976, p.185, cité par Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict*, 7e Ed, Bedford/St Martin's, Boston, 2010, p.39

économique juif va contribuer au développement d'une lutte des classes. Celle-ci se révélera d'autant plus explosive qu'avec le temps ces rapports de domination qui coïncident avec des clivages confessionnels, vont prendre une tournure nationaliste.

3. Mercenaires Tcherkesses et Ha-shomer

C'est dans ce contexte de tensions croissantes liées à l'acquisition et à la propriété des terres, dont le développement est favorisé par l'absence d'institutions étatiques et de forces capables de maintenir l'ordre public, que vont naître des bandes armées dont la principale mission est de protéger les terres et les cultures des nouveaux immigrants. La menace des tribus arabes qui, en dépit de l'achat des terres par les immigrants juifs, continuent de considérer ces terres comme leurs propriétés, va pousser les pionniers sionistes à s'organiser en groupes d'auto-défense[42]. Ceux-ci vont s'inspirer à la fois de mythes issus de l'histoire juive ancienne et d'idées liées au sionisme naissant. Cherchant dans leur nouvel environnement l'image d'un groupe dont les faits d'armes et le prestige qu'il en retire lui donnent une forme de reconnaissance au sein de la société locale, les groupes d'auto-défense vont s'inspirer des bandes *tcherkesses*.

S'ils adoptent les codes vestimentaires et tentent de copier les modes opératoires des *Tcherkesses*, les immigrants sionistes se perçoivent dès le départ comme radicalement différents des populations locales. Les populations arabes, à la différence des pionniers sionistes, ne cultivent pas la terre sur laquelle ils vivent. Ils ne font qu'en récolter les fruits. Comme le rappelle M. Van Creveld, c'est « *afin d'empêcher les fils d'Ismaël « qui habitent sous la tente » de « détruire les semences et de déraciner les vignobles* »[43], que des immigrants russes créèrent en 1907 deux

---

[41] Voir Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Coll. L'Art de la guerre, Editions du Rocher, Paris, 1998, p.28

[42] Sur la formation de ces premiers groupes de défense sionistes, voir Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Coll. L'Art de la guerre, Editions du Rocher, Paris, 1998, pp.32-40 et Pierre Razoux, *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne*, 2e éd., Coll. Tempus, Perrin, 2008, pp.40-43

[43] Voir Martin Van Creveld, op.cité, p.29

groupes d'autodéfense : *Bar Giora* (du nom du leader de la Grande révolte contre Rome en 67-73[44]) et *Ha-shomer* (la Garde).

Cette différence de perception est fondamentale car elle permet de mesurer, dans la vision des premiers immigrants sionistes, l'attachement réel des uns et des autres à la terre et partant les revendications légitimes des uns et des autres sur celle-ci. En effet, l'attachement à la terre des clans arabes, qui étaient souvent résumés à « l'image d'Epinal » des Bédouins, était considéré comme relatif du fait du caractère nomade de leur mode de vie. Or, c'était oublié que les populations arabes de Palestine étaient bien loin de se réduire aux seuls Bédouins de la Galilée ou du Néguev.

Dès ses origines, le mouvement sioniste avait été porté par un désir de coloniser la terre, y compris par la force des armes (par une armée juive), mais aussi parce que le mouvement sioniste se rattachait en termes de références historiques et identitaires, à l'histoire ancienne du peuple juif et à ses grandes figures héroïques, comme les *Maccabées* ou *Bar Kokhba*[45]. Reflet du sionisme socialiste, ces groupes puisent leurs sources d'inspiration dans une histoire « laïcisée » du judaïsme. C'est d'ailleurs à cette époque qu'est remis à l'honneur l'épisode de *Massada*, qui devient un élément de l'héroïsme national, rompant avec la tradition religieuse de la diaspora qui l'avait passé sous silence du fait du suicide des assiégés.

Par ailleurs, dès les années 1880, une clause « légalisant » le port d'armes pour l'autodéfense avait été envisagée par la « proto-constitution » dont s'étaient dotés les pionniers (les *biyulim*). Comme le rappelle M. Van Creveld[46], le pionnier Yakov

[44] Après la conquête de la Syrie par les légions romaines, l'empereur Auguste laissa au roi Hérode le soin d'administrer la majorité du sud de la Syrie (incluant la Palestine) afin de faciliter les pèlerinages entre Jérusalem et Babylone, où était resté un grand nombre de Juifs. Une dispute émergea au sein de la population juive de Jérusalem vis-à-vis de la collaboration de leur souverain avec les autorités romaines. Les Zélotes, qui considéraient cette coopération comme une trahison, se révoltèrent en 66.Les Romains rasèrent Rome en 70 et notamment le Temple dont il ne resta que le mur occidental (aujourd'hui appelé Murs des Lamentations). La révolte prit fin avec la prise de la forteresse de Massada, en 73 après-JC, où les Zélotes choisirent de se donner la mort plutôt que de se rendre à l'ennemi. Cet épisode de l'histoire juive ancienne constitue une des figures fondatrices de l'héroïsme du peuple juif.

[45] La révolte des Maccabées renvoie à un épisode de l'histoire ancienne du peuple juif. Après le retour des juifs de leur exil babylonien en 530 avant Jésus Christ, les Séleucides tentèrent de leur imposer une hellénisation. En opposition à la transformation du Temple de Jérusalem en un temple dédié à Zeus, les juifs se révoltèrent en 165 av-JC et établirent à Jérusalem la dynastie hachmonéenne en 140 av-JC. En 63, la Judée passa sous le contrôle de l'Empire romain. Les zélotes, des éléments radicaux de la population juive qui s'opposaient à la présence romaine conduisirent plusieurs révoltes. De 132 à 135, *Bar Kokhba* mena une insurrection contre le pouvoir romain qui se termina par la destruction d'un certain nombre de villages en Palestine, la mort de milliers de Juifs et la concentration de la population survivante dans la région de la Galilée. A l'issue de cette révolte, la Judée devint une province officielle de l'empire romain, qui prit le nom de Palestine.

[46] Voir Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Coll. L'Art de la guerre, Editions du Rocher, 1998, Paris, p.30

Cohen souligna la « *nécessité de délivrer notre pays par les armes » dans un poème écrit quelques années plus tard. La Judée renaîtrait comme elle avait péri, « dans le feu et dans le sang* ». Herzl avait lui aussi envisagé la constitution d'une force militaire pour le nouvel Etat juif qui, en dépit de sa neutralité, devait se doter d'une « *armée de taille réduite, mais néanmoins dotée des équipements les plus modernes et apte à maintenir l'ordre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières.* »[47]. Il voyait, par ailleurs, dans l'esprit martial un moyen de rassembler et mobiliser les masses autour de la fondation du nouvel Etat. La constitution de moyens de défense est envisagée dès le départ sous forme de « milices » populaires, formées de volontaires et décentralisées, par opposition au modèle des forces armées étatiques, perçues comme agents de répression de l'Etat. Elles constituent un phénomène radicalement nouveau car les juifs avaient la plupart du temps été exclus du service militaire et de la carrière militaire.

C'est donc avec ce mélange de références idéologiques et historiques en tête, que les nouveaux immigrants qui, pour certains avaient eu l'expérience des bandes d'autodéfense créées dans le contexte des pogroms, créent ces forces d'autodéfense, qui devaient fusionner rapidement au sein de l'*Ha-shomer*.

> Cette organisation, révélant l'univers de sens marxisant de ses fondateurs, est dès le départ, comme le rappelle M. Van Creveld conçue comme une structure *« élitiste, clandestine, possédant ses propres rites initiatiques. […] Ha-shomer comptait au maximum un certaine de membres. Son noyau dur, fort de dix à douze individus tous apparentés par le sang par alliance, était originaire de Gomel, la ville de Chankin. L'organisation n'admettait pas d'individus « ordinaires »»*[48].

Compte tenu de l'absence d'infrastructures dans le pays et des nombreux clans arabes, l'organisation est, au départ, totalement incapable d'assurer la sécurité de l'ensemble des colonies. Celles-ci sont dispersées dans l'ensemble de la Palestine[49].

[47] Voir Martin Van Creveld, idem, pp.30-31
[48] Voir Martin Van Creveld, op.cité, p.33
[49] Voir en annexe 8 la carte des implantations juives en Palestine en 1917.

Afin de pallier leur faiblesse, les « glorieux gardes armés » engagent des supplétifs, qui ne sont pas parties intégrantes de l'organisation, et reçoivent un salaire.

Il est intéressant de noter que cette organisation, qui vise à combattre « la force par la force », et donc à protéger la communauté des immigrants de la menace des bandes arabes rivales et des pillards, s'attache à reproduire le modèle même de ces bandes armées, dont les plus respectées étaient celles des *Tcherkesses*. Ils en reproduisent la structure clanique en n'acceptant que des membres issus de la ville natale de leur leader, mais aussi et surtout, s'attachent à construire une figure du « Garde » largement inspirée de celle des *Tcherkesses*. Vêtus comme eux (*kefiya, djellaba*, cartouchière en bandoulière, dague courbe), ils agissent sur des modes similaires. Ceux-ci comprennent aussi bien des coups de main que la défense des colonies et des convois de voyageurs. Les *shomrim* (« gardes ») conduisent également des vendettas ou des pillages contre les bandes rivales. Par ce nouveau style de vie, les Gardes de l'*Ha-shomer* entendent ainsi rompre définitivement avec la figure du juif du *shtetel*[50] dont ils étaient issus.

En dépit de leur expérience armée très limitée, les gardes réussissent tout de même à assurer la sécurité des colonies. Les rivalités qui opposent les bandes armées arabes, dont les faits d'armes se limitent à des pillages, des vengeances entre clans et le détroussement de voyageurs, jouent en faveur des Gardes de l'*Ha-Shomer*. Fidèles à l'idéal du combattant-paysan, ils aident également les nouveaux immigrants à défricher la terre et participent ainsi « à la conquête de la terre », c'est-à-dire à la colonisation des nouvelles terres, acquises ou encore disputées. Dès cette époque, on retrouve des femmes dans l'*Ha-shomer*, même si celles-ci, comme plus tard d'ailleurs, sont reléguées à des tâches subalternes, assurant le confort et la nourriture des combattants. L'absence d'infrastructures et notamment de voies de communication reliant les différentes contrées du pays entre elles empêche pour l'instant la constitution d'une organisation centralisée.

[50] Les *shtetel* étaient les ghettos juifs d'Europe de l'Est. Cette figure du juif du *shtetel* renvoie chez les sionistes des premières années à l'image négative qu'ils ont des juifs de la diaspora qui, résignés à leur sort, acceptent les violences et les discriminations qui leur sont faites.

Le soutien financier des sociétés chargées de l'acquisition des terres en Palestine, ajouté aux soldes versées par les propriétaires des biens dont l'*Ha-shomer* assure la sécurité, permet à celle-ci d'acquérir progressivement des armes et de verser des salaires à ses membres, ou prendre en charge les familles et les blessés. L'entraînement aussi s'améliore et le recrutement croissant de supplétifs permet un meilleur maillage du territoire. A la veille de la première guerre mondiale (1912), l'*Ha-shomer* présente à l'Agence juive un plan pour créer une organisation de défense[51] qui aurait vocation à prendre en charge la sécurité de toute la communauté. Cette force serait constituée d'un noyau de forces régulières, supportées par des réservistes entraînés. Mais encore une fois, l'absence d'infrastructures rend ce projet difficilement réalisable.

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale va marquer la fin de l'*Ha-shomer*, qui sera bientôt remplacée par la *Haganah*. L'annonce de l'entrée en guerre marque en même temps la fin des capitulations et la mise en place de la loi martiale[52]. Le gouverneur ottoman, Jamal Pacha, démantèle l'organisation, soupçonnée d'activités pro-britanniques. En effet, certains au sein de l'organisation voient dans la collaboration avec les Britanniques le moyen de rallier ces derniers à leur projet d'Etat. Jamal Pacha fait exiler plusieurs milliers d'immigrants russes et arrête fin 1917 un réseau d'espionnage pro-britannique, dont une partie des membres sont liés à l'*Ha-shomer*. A la fin de la guerre, l'organisation est décimée.

Même si elle n'a jamais réussi à dépasser le stade de bande armée organisée, l'*Ha-shomer* aura marqué un tournant dans l'histoire des origines du conflit mais aussi du projet national juif en Palestine. Elle a posé les bases de la première organisation de défense de la communauté juive de Palestine et par-dessus-tout, elle a

[51] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.36

[52] Au moment de la déclaration de guerre allemande contre la Russie le 1er août 1914, les Turcs déclarent leur neutralité. Mais les forces de l'Entente, en particulier les Britanniques, ne cessent de s'inquiéter depuis les années 1880 des convoitises allemandes sur les provinces de l'empire. L'Allemagne a, par ailleurs, réussi à obtenir d'importantes concessions de la part de l'empire qui menacent les intérêts britanniques dans le sud de l'Irak (chemin de fer Constantinople-Bagdad-Golfe persique). L'empire ottoman abolit les capitulations le 9 septembre de manière unilatérale, mettant fin aux privilèges commerciaux des puissances européennes. L'Allemagne soutient le pouvoir ottoman entraînant la colère des Britanniques qui, en représailles, annulent la livraison de deux navires de guerre destinés à Istanbul. L'Allemagne équipe le pouvoir ottoman de deux nouveaux navires, dont l'un bombarde des installations militaires russes sur la mer noire. La Russie déclare alors la guerre aux Ottomans le 2 novembre et ceux-ci se rangent mécaniquement aux côtés de l'Allemagne contre la Triple Entente. Dans le contexte de l'annulation des capitulations, la loi martiale est décrétée en Palestine. Le pouvoir ottoman suspecte les immigrants sionistes de collusion avec les Britanniques ou la Russie.

donné naissance à une nouvelle figure, celle du « glorieux garde armé », combattant et paysan tout à la fois. Comme le rappelle M. Van Creveld,

> *« Aux yeux des générations israéliennes suivantes toutefois, l'organisation avait constitué une source d'inspiration et un vivier pour des chefs appelés à un plus grand destin. Par-dessus tout, ses membres avaient été les premiers à choisir la voie des armes, non pas tellement à des fins de règlement militaire de la situation mais surtout dans le but explicite de mettre un terme à la prétendue réputation du « Juif errant » et de la remplacer par un nouveau type d'homme, courageux, entreprenant et capable de défendre sa famille, sa colonie et son pays. Née dans les premières années du siècle et entretenue pendant des décennies, cette détermination constitua un des facteurs des succès remportés sur le moment et plus tard par les forces armées juives en Eretz Yisrael.»* [53]

II. La Haganah et le nationalisme arabe palestinien

Le nationalisme arabe naissant va être stimulé par l'effondrement de l'empire ottoman et le développement d'une véritable société juive en Palestine. La mise en place du mandat britannique et le développement des infrastructures qui l'accompagnent vont permettre l'épanouissement d'un secteur économique juif. Le décollage économique va permettre la construction d'institutions qui fourniront les bases du futur Etat juif en même temps qu'il va durablement déstabiliser les structures sociales arabes palestiniennes. L'appauvrissement concomitant de la population arabe constituera un des moteurs de la réaction nationaliste arabe palestinienne.

[53] Voir Martin Van Creveld, op.cité, p.39

1. La naissance de la Haganah

En 1917, la Déclaration Balfour[54] promet au chef de l'Organisation mondiale sioniste, Chaim Weizmann, son soutien pour l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. Au même moment, une troisième vague d'immigration juive, poussée par la révolution russe, arrive en Palestine. La mise en place des Mandats sur la Palestine et le Levant, qui partagèrent ces anciennes provinces de l'empire ottoman en zones d'influence française et britannique[55], provoque un soulèvement général arabe en 1919 qui touche aussi bien la Palestine, que la Syrie et l'Egypte. Pour la première fois, une conscience nationale arabe s'exprime à grande échelle et de manière violente, signalant la révolte des populations des provinces arabes tout juste libérées du joug ottoman face à la trahison des promesses faites à l'Emir Fayçal[56]. Cherchant le soutien des populations arabes dans leur combat contre l'empire ottoman, les puissances européennes avaient elles-mêmes contribué à créer le sentiment d'un destin commun entre les populations de ces régions qui rêvaient désormais à l'établissement d'un grand royaume arabe.

---

[54] Voir en annexe 2 le texte de la Déclaration Balfour ; cette déclaration est le résultat d'un intense effort de lobbying de certains dirigeants sionistes, en particulier Chaim Weizmann qui devient par la suite le premier Président de l'Etat d'Israël, auprès des officiels britanniques, notamment Mark Sykes. Cette déclaration s'inscrit dans le contexte du changement d'orientations stratégiques du gouvernement britannique à l'égard du Proche-Orient, où les Français soutiennent le projet de création d'un grand royaume arabe. Avec l'accession à la présidence du Conseil de Lloyd George en décembre 1916 et face aux pertes subies sur le front ouest, les Britanniques décident de lancer une offensive à l'est, et tout d'abord en Palestine à partir de janvier 1917. Conscients que le Président Wilson s'opposerait à tout projet d'occupation britannique de la Palestine, de même que les Français avec qui les Britanniques viennent de signer les accords de Sykes-Picot, les décideurs britanniques voient dans le soutien à l'établissement d'un foyer juif en Palestine une solution intermédiaire. L'appui à la communauté juive de Palestine, dont les Britanniques ont semble-t-il surévalué les capacités militaires, doit leur permettre aussi bien de sécuriser leur contrôle du Canal de Suez que d'empêcher l'extension de l'influence française dans la région. Sur les enjeux des négociations de la Déclaration Balfour et les rivalités franco-britanniques au Proche-Orient, voir Charles D. Smith, op. cité, pp.65-72

[55] Dans le contexte de la guerre, les Britanniques cherchent dès 1914 à s'assurer du contrôle du canal de Suez, de même que de leur mainmise après la guerre sur les champs pétroliers irakiens et la zone du golfe persique. Après avoir recherché l'appui des Arabes (correspondance Mac Mahon-Hussein), ils vont chercher une solution alternative et se rapprocher à la fois des Français et des dirigeants sionistes. Le rapprochement avec les Français donne lieu aux accords de Sykes-Picot en mai 1916, qui partagent la région entre deux zones d'influence. Dans ces zones, les puissances auront une influence indirecte mais exclusive sur les pouvoirs en place. Les Britanniques occuperont Bagdad jusqu'au golfe et ils auront une influence exclusive dans une zone allant de l'Egypte à l'est de la Palestine et du nord au sud de l'Irak. Les Français, de leur côté, occuperont le Liban et la côte syrienne et auront une influence directe sur la Cilicie et les régions syriennes, en remontant plus au nord à partir d'Alep, jusqu'à Mossoul et la frontière iranienne. Les Mandats sont pratiquement mis en place lors de l'armistice de Mudros, signé le 30 octobre 1918 suite à la capitulation des Ottomans. Lors de la conférence de San Remo, la France cède Mossoul aux Britanniques. Sur les enjeux des accords de Sykes-Picot, voir David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8-PLON, 2011, locations 172-245

[56] Les partisans de Fayçal, qui dirige la Grande Syrie de 1918 à 1919, n'acceptent pas le principe des mandats. Celui-ci va à l'encontre des promesses d'indépendance que lui ont faites les Français et les Britanniques au cours de la guerre. En Palestine, la majeure partie de la population qui est favorable à l'inclusion de la Palestine dans la Grande Syrie, est hostile au principe de l'établissement d'un foyer juif et à la perspective du mandat britannique. Des émeutes éclatent en Syrie et en Palestine à la fin du printemps 1920. Les Français matent la révolte de Damas de mai à juillet 1920 et déposent Fayçal. Les Britanniques, de leur côté, jouent des rivalités entre les grandes familles de Jérusalem pour réprimer la rébellion et établir un Haut-Commissariat de Palestine, dirigé par Herbert Samuel. La partie orientale de la Jordanie, la Transjordanie, devient une entité séparée, sous contrôle britannique, dirigée par le roi Abdlallah, le frère de Fayçal.

Ce soulèvement général se traduit, en Palestine, par des émeutes dans les villes et les campagnes, ainsi que des opérations de guérilla[57] sporadiques menées par divers clans. Du fait de leurs rivalités, instrumentalisées par les Britanniques, ceux-ci ne peuvent se constituer en un véritable mouvement structuré. L'échec de la guérilla avait fragmenté et localisé le soulèvement armé qui était devenu une sorte de chouannerie[58]. Dans ce contexte, des bandes armées arabes attaquent des colonies dans la partie Est de la Galilée, espace naturellement ouvert sur la Syrie et le Liban. Du fait de leur faible population et de leur éloignement des centres de pouvoir, ces colonies ne peuvent être protégées par les forces britanniques. C'est au cours d'une de ces attaques que Joseph Trumpeldor, la figure de proue du mouvement *Ha-shomer* trouve la mort, devenant ainsi le premier « martyr » des forces armées d'Israël.
Suite à sa mort, l'*Ha-shomer* est dissoute et remplacée par la *Haganah*[59] en juin 1920, alors que des émeutes arabes ont éclaté à Jaffa et menacent Tel Aviv. La *Haganah* fut donc créée pour protéger la population juive dans le contexte des violences intercommunautaires dont furent témoin les villes de Palestine au début de l'été 1920. Ces violences ont montré l'inefficacité ou l'insuffisance de la défense autonome des colonies. Devant l'ampleur des violences - les Anglais mettent pas moins de deux ans à ramener l'ordre - la communauté juive de Palestine décide de se doter d'un appareil de défense structuré et plus centralisé, ne pouvant compter sur la puissance mandataire pour assurer sa défense.

Le développement économique que permet par la modernisation des infrastructures menée par les Anglais, s'accompagne d'une très forte augmentation de

---

[57] La guérilla appartient aux approches tactiques de la guerre irrégulière menée par des partisans, c'est-à-dire des civils ayant fait le choix de la lutte armée. David Cumin en donne la définition suivante : « *La guérilla est une tactique de harcèlement visant les points faibles de l'adversaire régulier (postes isolés…). Elle requiert : connaissance du terrain ; dissimulation, furtivité, et mobilité ; faible logistique et coordination souple, afin d'alterner rapidement attaque et retraite, embuscades et accrochages, sabotages et attentats. Les partisans ont besoin de la population ; ils vivent chez elle et ils comptent sur elle : par la persuasion ou la coercition, ils doivent en tirer, au moins partiellement, leurs sources de financement, hébergement, ravitaillement, recrutement.* [la guérilla utilise] différentes techniques de mise au défi des forces de l'ordre, qui obligent les autorités, soit à une capitulation politique, soit à une répression impopulaire. », voir David Cumin, « La Théorie du partisan de Carl Schmitt », in Hervé Coutau-Bégarie (dir.), *Stratégies irrégulières*, Bibliothèque Stratégique, Economica, Paris, 2010, p.66. La guérilla cherche donc à entraîner la population dans l'action armée et à obtenir son soutien, plus ou moins actif. Ce fut-là, la limite du soulèvement général arabe.

[58] La chouannerie est une variante de la guérilla "*que l'on peut définir comme une micro-guérilla, menée avec des effectifs très restreints dans un périmètre réduit. Cette symbiose entre un terroir et les combattants interdira toute extension du phénomène, mais contribuera à sa pérennité.* », voir Hervé Couteau-Bégarie, « Guerres irrégulières : de quoi parle-t-on ? », in Hervé Coutau-Bégarie (dir.), *Stratégies irrégulières*, Bibliothèque Stratégique, Economica, Paris, 2010, p.28. Cette forme de micro-conflit est rattachée à l'épisode de la Révolte des Chouans vendéens. Le plus souvent, les divisions des clans rivaux ou des chefs empêchent le passage à un niveau national comme dans le cas de la guerre nationale (guérilla organisée au niveau d'un pays). Cette dernière renvoie à la guérilla espagnole du début du XIXe siècle.

[59] Sur le contexte de formation de la *Haganah*, voir Pierre Razoux, op. cité, pp.44-50 et Martin Van Creveld, op. cité, pp. 45-64

l'immigration. Cette immigration contribue au décollage économique du secteur juif en même temps qu'il favorise la paupérisation de la population arabe. Le développement économique juif, favorisé par des mesures incitatives de la part de la puissance mandataire, s'accompagne d'un nombre croissant d'acquisitions foncières. Or, la population arabe étant à cette époque majoritairement rurale, vit des revenus tirés de l'exploitation de terres, que bien souvent elle ne possède pas en propre.

Dans les années 1920, ce développement économique et démographique de la communauté juive s'accompagne de la mise en place de structures visant à encadrer et mobiliser cette population. L'*Histadrout,* le syndicat des travailleurs, atteint avec le temps la taille et les fonctions d'un véritable Etat. La structure d'autodéfense de la communauté, la *Haganah*, se développe à l'ombre de celle-ci. Elle ne constitue encore à cette époque qu'une force armée secrète, dont le noyau est constitué par les vétérans de l'*Ha-shomer*. Du fait du développement économique et des infrastructures de communication, elle réussit à s'implanter sur l'ensemble du territoire. Ses forces s'entraînent désormais à la lutte insurrectionnelle. Equipées d'armes rudimentaires, elles sont mobilisables sous la forme de petites unités autonomes réparties sur tout le territoire. Les forces reçoivent également une formation idéologique, dont les principes continueront d'influencer les Forces armées, une fois l'Etat créé. Toutefois, jusqu'à la fin des années 1920, la *Haganah* manque d'armes et de cadres bien formés.

2. Naissance du nationalisme arabe palestinien

En réaction au développement de la société juive de Palestine, un « protonationalisme » arabe palestinien émerge dans les années 1920-1930 autour d'un mélange de thématiques islamistes et pan-arabistes, qui constitueront plus tard les bases idéologiques des résistances palestiniennes, aussi bien « laïques » qu'islamistes. Le mouvement émerge donc en réaction à un contexte doublement colonial, celui du Mandat et du développement des mouvements sionistes en Palestine. Ce protonationalisme naît tout d'abord au sein des grandes élites citadines alors même que la société arabe palestinienne était en grande majorité constituée de paysans. Du fait des structures traditionnelles, tribales et claniques, ceux-ci ne peuvent encore prétendre à un rôle politique ou social.

Le développement des infrastructures par la puissance mandataire, mais aussi l'essor d'un secteur économique juif ou lié aux mouvements sionistes[60], encouragent l'émergence progressive d'une classe ouvrière arabe, rassemblant une main-d'œuvre non qualifiée. Les petits paysans sont contraints à l'exode vers les villes du fait de l'acquisition croissante de terres par les organisations sionistes. Les ouvriers arabes, déracinés par l'exode rural, se trouvent rapidement dans une situation précaire car la puissance mandataire favorise les entreprises juives, en accord avec l'*Histadrout*, dans l'accord des contrats de grands travaux d'infrastructure et l'exploitation de la mer Morte. Les revendications du mouvement ouvrier arabe, à la base sociales, prennent rapidement une couleur nationaliste. Cependant, celui-ci a du mal à se structurer, en dépit des tentatives de mobilisation et d'encadrement du parti communiste, fondé à Haïfa en 1925.

Le mouvement nationaliste arabe palestinien est renforcé par l'émergence d'une petite et moyenne bourgeoisie pendant la période du Mandat, constituée par les fonctionnaires et les commerçants ayant profité de la modernisation des institutions et de l'extension de l'enseignement pour développer leurs activités. Toutefois, ceux-ci ne participaient pas réellement au pouvoir. La société arabe palestinienne au long des années 1920 et 1930 reste polarisée par le pouvoir des grandes familles et des clans, qui du fait de leurs rivalités ne peuvent opposer une véritable résistance aux projets britanniques et sionistes. Ces rivalités handicapent l'émergence d'un mouvement national. Un premier parti, l'*Istiqlal* est formé en 1932 autour de thématiques nationalistes arabes. Par la suite, deux partis s'organisent autour des grandes familles jérusalémites : le *Parti arabe palestinien* est lié au clan *Husseini* de Jérusalem, le *Parti de la défense nationale* est, quant à lui, rattaché à la famille *Nashashibi*, de Jérusalem également. Des rivalités au niveau local viennent s'ajouter à ces rivalités des grandes familles. En parallèle, des groupes de jeunesse se développent (Scouts, Association des Jeunes hommes musulmans) pour organiser celle-ci face au *Bétar* de Jabotinsky.

[60] Sur les tensions socio-économiques entre les deux communautés, voir Charles D. Smith, op. cité, pp. 115-126

Hajj Amin al Husseini[61] et Ezzedin al Qassam[62] vont incarner les deux grandes figures de ce protonationalisme. Ils prennent part et mobilisent les deux grandes révoltes qui agitent la Palestine mandataire des années 1920 et 1930. A ces figures, il faut ajouter le mouvement des Frères musulmans qui émerge au début des années 1930 en Egypte, mais qui, dès le départ, entretient des relations étroites avec le *mufti* de Jérusalem. Toutefois, jusqu'en 1948, le mouvement se concentre surtout sur la prédication, conformément aux orientations idéologiques de son fondateur, Hassan al Banna.

3. La Transformation de la Haganah

Lors de la Grande révolte arabe de 1929, la *Haganah* se montre incapable de protéger les communautés juives installées dans les villes aussi bien que les colonies dispersées dans les campagnes de Palestine. L'absence de structure de commandement centralisée et de cadres véritablement formés l'empêche de planifier et de coordonner les opérations sur l'ensemble du territoire. Forte de cette leçon, elle met à profit la première moitié des années 1930[63] pour se renforcer et évoluer d'une structure d'autodéfense vers une force de guérilla structurée, offensive.

---

[61] Le Hajj Amin al Husseini, fils d'une des plus influentes familles de Jérusalem, rival du maire de Jérusalem Raghib al Nashashibi, prit la tête en 1922 du Conseil suprême musulman. Il capitalise sur le ressentiment de la population musulmane à l'égard de la présence sioniste pour s'opposer au parti de *Nashashibi*. Dès 1922, le Hajj al Husseini affirme la sacralité musulmane du *Haram al Sharif* afin de faire échouer les tentatives des leaders sionistes pour modifier les conditions d'accès des juifs au mur des Lamentations. Le 24 septembre 1928 (Yom Kippour – jour du grand Pardon), les juifs se rendant en prière au mur dresse un drap pour isoler les hommes des femmes. Le drap barre l'accès de la ruelle qu'empruntent les riverains, qui se plaignent aux autorités britanniques. Les fidèles juifs maintiennent le drap et les tensions augmentent entre les deux communautés. Le Hajj al Husseini profite de cette crise pour renforcer son assise au sein de la communauté musulmane et appeler celle-ci à résister. Des comités de défense de fidèles juifs s'organisent. Tout au long de l'année 1928, la tension persiste, mais ce n'est qu'en juillet 1929, suite à une provocation d'al Husseini qui réaffirme la propriété musulmane sur le site, que des affrontements éclatent. Les jeunes du *Bétar*, l'organisation de Jabotinsky, jouent un rôle déclencheur dans les émeutes hissant un drapeau sioniste sur le mur. Au cours du mois d'août, la population arabe attaque les quartiers juifs de Jérusalem, puis les émeutes s'étendent à Safad et Hébron. Les sionistes répondent et tuent 7 personnes à la mosquée de Jaffa. Après une semaine de violence, 133 juifs et 166 arabes ont été tués. Les Britanniques forment la commission Shaw pour enquêter sur les événements, qui situe les causes des émeutes dans l'immigration sioniste et les acquisitions de terres.

[62]Plusieurs sociétés secrètes sont créées au milieu des années 1930. Une première par Abdel Qader al Husseini et une seconde (Guerre Sainte) par son fils. Ce dernier commence à acheter des armes et organiser la résistance. Enfin, un dernier groupe est formé par le cheikh Izz al Din al Qassam et deux membres l'*Istiqlal*, qui s'inspirent des idées d'Hassan al Banna (réislamisation de la société musulmane, rejet des influences occidentales). Le cheikh et d'autres membres du groupe sont tués près de Jénine après avoir assassiné un policier. Le cheikh, dont les idées ont eu un certain écho chez la population musulmane affaiblie économiquement, devient tout de suite un symbole de la résistance. Il devient le premier « martyr » de la cause palestinienne.

[63] Sur l'évolution de la transformation de la *Haganah* au cours des années 1930, voir Martin Van Creveld, op. cité, pp.65-79 et Pierre Razoux, op. cité, pp. 48-53

Lors de la deuxième révolte arabe, qui agite la Palestine de 1936 à 1939, la *Haganah* connait un relatif succès, moins parce qu'elle a réellement réussi à se structurer en une force armée régulière, que parce que ses adversaires, de leur côté, n'arrivent toujours pas à se coordonner. Ils continuent de fonctionner comme des bandes armées, divisées par les rivalités claniques. Par ailleurs, la répression britannique oblige le Hajj al Husseini à trouver refuge au Liban[64], d'où il continue à organiser la résistance. Elle bénéficie par ailleurs du soutien et de l'expérience des Britanniques en matière de contre-guérilla, qui accueillent avec bienveillance l'appui de la communauté juive pour faire face à l'insurrection arabe. De petites unités autonomes sont formées, tout d'abord sous la forme des *Special Night Squads*[65], puis des *FOSH*[66] (*Plugot Sadeh* ou compagnies de campagne) lors de la bataille des routes en 1937-1938. Celles-ci agissent surtout dans le nord de la Galilée, où elles chassent les pillards et les combattants arabes venus du Jebel Amil qui tentent de s'infiltrer en Palestine.

Le développement de la *Haganah* a, d'autre part, été stimulé par l'émergence d'organisations concurrentes, qui choisissent délibérément le terrorisme[67], comme le groupe *Stern* ou l'*Irgoun*. Cette dernière s'inscrit dans la filiation du courant sioniste lié à Jabotinsky. Prônant la colonisation de la terre, celui-ci faisait une analyse réaliste du rapport de force en Palestine et considère l'affrontement avec la communauté arabe comme inévitable[68]. L'émergence de ce mouvement concurrent contribue à faire évoluer la *Haganah*, par contrecoup, vers une perspective plus offensive et à accepter le principe du conflit avec la communauté arabe.

---

[64] Sur la fuite au Liban du grand mufti de Jérusalem, voir David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8-PLON, 2011, locations 795-870

[65] Cette force de police auxiliaire juive est entraînée par un officier britannique, Orde Wintgate, qui devient un fervent défenseur de la cause sioniste. Ce dernier inculque à ces unités, selon David Hirst, « *il inculque les principes d'audace et de surprise offensives, de pénétration profonde et de grande mobilité qu'Israël développera plus tard à leur maximum*. », voir David Hirst, op. cité, locations 839-840

[66] Après le départ de Wingate en 1938, la *Haganah* constituent ces petites unités sous la direction de Yitschak Sadeh, qui avait combattu aux côtés de Trumpeldor en Russie.

[67] L'historien official de l'Irgoun n'hésitera d'ailleurs pas à revendiquer ces méthodes terroristes, comme le rappelle David Hirst, qui le cite : ces méthodes « ne visent pas ceux qui ont commis des actes de violence contre les juifs et n'ont aucun lien géographique avec les lieux où ils ont été perpétrés. Le critère principal dans le choix de la cible est d'abord son accessibilité, et ensuite le nombre [maximal] d'Arabes qui peuvent être atteints », voir David Hirst, op. cité, locations 772-775, citant David Niv, *The Campaign of the National Military Organization, 1931-1937*. Ces organisations font de très nombreuses victimes au cours de la campagne de terrorisme aveugle (bombes dans des lieux publics, transports de voyageurs mitraillés, etc.)

[68] Voir en annexe 3 le texte « La muraille de fer » de Vladimir Jabotinsky

La Grande révolte marque l'apogée et le début du déclin des relations de coopération entre la *Haganah* et les autorités mandataires. Dès 1937, les Britanniques, sur les recommandations de la Commission Peel, commencent à réduire l'immigration juive. A partir de cette date, les relations entre la communauté juive de Palestine et les Britanniques vont connaître un déclin inexorable qui mènera à la fin de la seconde guerre mondiale à une rupture définitive. Après deux années de sévère répression, au cours desquelles les troupes britanniques font preuve d'une brutalité toute particulière[69], elles ordonnent en 1939 le désarmement de toutes les milices, la *Haganah* comprise. La publication du *Livre Blanc* de 1939[70] conduit le mouvement sioniste à réorienter sa stratégie, prenant conscience que le sionisme politique, basé sur l'achat de terres et la recherche d'appuis diplomatiques, notamment britanniques, afin de faire avancer les aspirations nationales juives, n'est plus de mise. Cette réorientation stratégique se traduisit également par un changement d'équipe, voire de génération, à la tête du mouvement sioniste, avec l'arrivée de David Ben Gourion.

A la fin de la Grande révolte, le mouvement arabe a été décapité, les principaux leaders supprimés par les assassinats ciblés. Cette stratégie a été initiée par les Britanniques mais elle a été largement utilisée par la suite par la *Haganah*. La communauté arabe en ressort exsangue économiquement. Toutefois, la Grande révolte a montré la détermination de la résistance arabe palestinienne et son caractère massif. Au cours des trois années de révolte, certains groupes armés ont commencé à s'imposer tels que ceux dirigés par les membres de l'Istiqlal ou les partisans d'Abdel Qader al Husseini. Ils constitueront les groupes combattants palestiniens pendant les affrontements de 1947-48. La révolte a toutefois manqué de coordination et le départ du mufti al Husseini pour le Liban a laissé un vide.

---

[69] Charles D. Smith affirme ainsi que « *British forces were harsh in their treatment of the Arabs. Between 1937 and 1939, over one hundred were hanged, and many more killed by British troops in acts of unofficial retribution. The houses of families suspected of harboring guerillas were dynamited, a practice adopted by the Hagana and after 1948 by the Israeli government. But when the British tried to curb Irgun acts buy hanging a member of Betar for an attack on an Arab bus, it seemed to the Jews to be discriminatory, an attempt to demonstrate fairness to the Arabs rather than a penalty consonant with supposed crime. This in turn appears to have encouraged the Irgun to undertake more intensive actions against Arabs and to prepare for resistance to the British*.", voir Charles D. Smith; op. cite, p.141

[70] Dans le Livre Blanc de 1939, publié suite aux recommandations de la Commission Peel formée pour enquêter sur les événements de 1936-39, le gouvernement britannique réduit l'immigration juive en Palestine à 15 000 personnes par an pendant 5 ans, à l'issue desquels la question sera réglée par accord avec la partie arabe. Les transferts et achats de propriété par la communauté juive sont désormais limités aux régions littorales. Le livre prévoit la création d'un Etat indépendant à l'échelle de 10 ans, au sein duquel la population juive ne devra pas représenter plus du tiers de la population totale. En attendant la création de cet Etat indépendant, les Britanniques s'engagent à créer des institutions associant les deux communautés dans la direction des affaires courantes. Mais la proposition fut rejetée par les deux parties.

La Seconde Guerre mondiale va marquer la transformation de la *Haganah* d'un groupe de guérilla structuré en une force armée semi-régulière, c'est-à-dire l'évolution vers la guerre d'anéantissement qui caractérise la dernière phase de la guerre révolutionnaire. Cette transformation est amplifiée par l'institutionnalisation croissante des structures du futur Etat juif, qui permettent d'entraîner, d'organiser et d'armer une force régulière et permanente. En 1937, le comité de cinq membres qui dirigeait la *Haganah* est dissous et remplacé par un chef d'état-major (*Rosh Mifkada Artsit*).

> Ce dernier, *« membre de droit de l'Exécutif de l'Agence juive, le Rosh Mifkada avait sous ses ordres un chef d'état-major général (Rosh Mateh Klali) dont les services se composaient d'un bureau de planification, d'un bureau instruction, d'un bureau technique et d'un bureau renseignement. L'organisation n'était pas sans défauts ; il manquait notamment un bureau personnel et un bureau logistique. On était cependant à des années lumières de la structure palestinienne, encore exclusivement articulée en bandes locales. Financée en partie par l'Agence juive et en partie par la Histadrut, la Hagana employait désormais 2 ou 300 personnes – exclusivement de sexe masculin – à temps plein. Outre le commandement et les hommes de Sadeh, elle comprenait des techniciens qui fabriquaient des armes, des « magasiniers » responsables des slikkim (magasins clandestins ou « caches »), ainsi que de nombreux agents chargés de la collecte de fonds et des nombreux achats d'armes dans divers pays. Le nombre des membres s'élevait à 15000. Sans y inclure les armes détenues par les notrim*[71]*, son arsenal comptait 16 000 fusils, 1 million de cartouches, 600 mitrailleuses légères et pistolets-mitrailleurs, 24 000 grenades à main, ainsi que, 17 000 grenades à fusil. »*

Des milliers de combattants sont entraînés. Une chaîne de commandement existe désormais reliant les officiers aux hommes de troupes, aux transmetteurs et aux infirmiers. Les troupes de la *Haganah* sont désormais capables de mener des opérations aussi bien offensives que défensives.

[71] Les *notrim* désignent les combattants des unités montées par Wingate.

Au printemps 1941, les Britanniques, dont les positions au Moyen-Orient sont menacées par les forces allemandes, se rapprochent de la communauté juive et acceptent le soutien des forces d'élite du *POUM*[72] pour mener des opérations de sabotage contre les forces de l'Axe dans la région (Syrie, Liban, etc.). Une force militaire régulière juive, le *PALMACH*[73], est par ailleurs créée pour combattre les forces allemandes au cas où les forces britanniques seraient amenées à se retirer de Palestine. Dotées de 6 compagnies permanentes, les unités du *PALMACH* continuent d'opérer selon le mode opératoire des commandos *Night Squads*. Des hommes et des femmes s'engagent dans ces forces armées dont l'esprit ressemble davantage à celui d'un mouvement de jeunesse qu'à celui de forces militaires. Yitzhak Sadeh prend les commandes du *PALMACH* et nomme aux positions de commandement des anciens des *Night Squads* et *FOSH*. Certaines figures du futur *establishment* militaire israélien, Yigal Allon et Moshe Dayan notamment, sortiront des rangs du *PALMACH*.

Au cours de la guerre, les forces du *PALMACH* s'étoffent, comptant jusqu'à 1500 combattants, hommes et femmes, en 1944. Comme le rappelle Van Creveld, l'alliance temporaire avec les Britanniques permet aux combattants du *PALMACH* d'avoir une première expérience du combat de haute intensité ainsi que de bénéficier des savoir-faire militaires des Britanniques :

> *« Avec l'aval des Britanniques, ils s'engagèrent dans un entraînement intensif comprenant, outre l'instruction normale des fantassins, des cours de tir de précision, de reconnaissance, de sabotage, etc. Libérées au bout de deux ans, les recrues laissaient la place aux suivantes ; au lieu de rentrer dans leurs foyers, certains vétérans organisaient des hachsharot (groupes préparatoires) et se lançaient dans la colonisation de nouveaux kibbutsim où, bien entendu, ils restaient membres actifs de la Hagana. Organisation entreprenante s'il en fut, PALMACH, réussit même, avec le temps, à créer une unité navale (PALYAM) ainsi qu'un embryon d'armée de l'Air sous le couvert d'un club sportif.»*[74]

[72] POUM est l'abréviation de *Plugot Meyuchadot* (« compagnies spéciales ») qui, selon Martin Van Creveld, étaient des unités clandestines, agissant localement, qui servaient à la fois « *de police, [de] service de renseignement, [de] service de contre-espionnage et [de] commandement des opérations spéciales* », op. cité, p.77

[73] PALMACH est l'abréviation de *Plugot Machdats* (« Compagnies de choc »), sur la création du *Palmach*, voir Martin Van Creveld, pp.83-91.

Par ailleurs, les combattants sionistes profitent de la période de la guerre pour acquérir un important arsenal grâce à leurs contacts à l'étranger.

La phase de la seconde guerre mondiale marque indéniablement, avec la constitution du *PALMACH*, un saut, qualitatif aussi bien que quantitatif, dans le processus d'évolution des forces armées de la communauté juive de Palestine. A la sortie de la guerre, elles se sont transformées en forces armées quasi-régulières, capables d'alterner opérations de guérilla et guerre conventionnelle. Mais pour l'instant, le commandement sioniste est encore divisé sur la stratégie à adopter pour conquérir son Etat. Ben Gourion, pragmatique, est favorable à l'établissement de l'Etat par la force, alors que Chaïm Weizmann reste, quand à lui, attaché au plan de partition de la Commission Peel. Les Britanniques sont, de leur côté, favorables à la partition car ils souhaitent après la guerre pouvoir conserver leur accès au port d'Haïfa indispensable pour contrôler la route menant à Bagdad et le pipeline reliant ce port aux gisements de Kirkuk.

A la fin de la guerre, en dépit des pressions continues que subit le gouvernement britannique pour accueillir une partie des rescapés des camps de la mort, les Britanniques tentent de limiter au maximum l'afflux d'immigrants. Alors que Truman demande dès août 1945 demande au gouvernement Attlee d'autoriser l'entrée en Palestine de 100 000 juifs, ce dernier accepte le principe de la venue de 1500 immigrants par mois. L'attitude des Britanniques marque la rupture définitive des relations de coopération avec le commandement sioniste. A partir de ce moment-là, la *Haganah* rejoint le *Lehi* (*Lochame Cherut Israel*, « Combattants pour la liberté d'Israël ») et l'*Irgoun* dans leur lutte contre l'occupant britannique. Ces deux groupes[75] mènent depuis le milieu des années 1940 des actions terroristes à l'égard des forces britanniques. Ils appellent de leurs vœux la création d'un Etat d'Israël qui s'étendrait sur l'ensemble de la Palestine, incluant la Transjordanie et certaines parties du Sud Liban et de la Syrie. L'*Irgoun* mène une stratégie d'assassinats ciblés contre les personnels britanniques présents en Palestine. Le *Lehi,* quant à lui, conduit des attentats contre des installations civiles liées aux intérêts britanniques. Jusqu'à la

[74] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.85

fin de la guerre, la *Haganah*, qui coopère avec les Britanniques, tente de refreiner les activités de ces deux groupes, en particulier de l'*Irgoun* qui acquiert une certaine popularité au sein de la population juive de Palestine.

La politique de harcèlement à l'égard des Britanniques tient aussi à l'attitude que ces derniers adoptent à partir de 1939 vis-à-vis des leaders arabes palestiniens et régionaux. Cherchant des soutiens au plan de partition proposé dans le *White Paper* de 1939, les Anglais se rapprochent, en vain, du mufti al Husseini et d'Abdel Qader al Husseini. Ils offrent alors la possibilité à certains leaders nationalistes des partis *al Istiqlal* et du Parti de la Réforme (Khalidi) de rentrer en Palestine. En mai 1944, Anthony Edden encourage par ailleurs les dirigeants arabes à s'unir. La cause palestinienne constitue un sujet de rapprochement comme le prouve le Protocole d'Alexandrie qui donne naissance en octobre 1944 à la Ligue des Etats arabes.

> Celui-ci proclame ainsi : *« Palestine constitutes an important part of the Arab world and that the rights of the Arabs [Palestinian] cannot be touched without prejudice to peace and stability in the Arab world …*
> *The Committee also declares that it is second to none in regretting the woes that have been inflicted upon the Jews of Europe by European dictatorial states. But the question of these Jews should not be confused with Zionism, for there can be no greater injustice and aggression than solving the problem of the Jews of Europe by another injustice, that is, by inflicting on the Palestine Arabs of various religions and denominations."*[76]

A la fin de l'année 1944, les bases du conflit sont donc jetées.

---

[75] Sur ces deux groupes, voir Martin Van Creveld, op. cité, pp.93-102 ;
[76] Protocole d'Alexandrie, cité par Charles D. Smith, op. cité, pp.178-179

III. La marche vers l'indépendance : la régularisation des forces armées sionistes

A partir de la fin de la seconde guerre mondiale et les changements de la donne géopolitique internationale et régionale, les forces armées de la communauté juive, qui sont bien décidées à faire de l'Etat juif une réalité concrète, vont désormais mener un combat sur deux fronts : la lutte contre les groupes armés arabes d'un côté et contre les forces mandataires de l'autre. La période qui s'étend de 1945 à 1948 correspond ainsi à la phase de construction d'une « *structure de guerre à grande échelle.* » [77]

1. Baptême du feu

A la fin de la guerre, la situation devient rapidement intenable en Palestine. Les forces de la *Haganah*, du *Lehi* et de l'*Irgoun* attaquent les intérêts britanniques, civils et militaires. Les premiers affrontements avec les forces anglaises éclatent en octobre 1945. La couronne envoie 80 000 nouveaux soldats en renfort et un comité anglo-américain est mis en place pour étudier la situation. Les forces sionistes coalisées redoublent leurs actions, menant plusieurs raids contre les voies ferrées et attaquant des militaires britanniques. Les forces anglaises mènent en représailles une vaste campagne de répression contre la *Haganah*, arrêtant plus de 2500 personnes. En réaction, l'Irgoun fait exploser les bureaux de l'administration civile britannique installés dans l'Hôtel King. Le Haut-Comité arabe se reforme sous la direction du Parti arabe de Palestine et du mufti de Jérusalem, qui coordonne les actions à partir de l'Egypte. Du fait de son exil, il est devenu pour la paysannerie arabe un véritable symbole. Face à la situation qui dégénère, les Britanniques décident de remettre le sort du mandat entre les mains de l'ONU à partir de 1947. Le plan de partage, déséquilibré, est refusé par le camp arabe. Au contraire, pour les sionistes c'est une grande victoire; leur Etat obtient enfin une reconnaissance internationale.

Décidées à établir un Etat juif en Palestine en dépit de l'opposition du camp arabe, les forces armées liées à la *Haganah* sont désormais capables de livrer des

[77] Voir Martin Van Creveld, op.cité, p.109

combats à grande échelle, avec des forces structurées en unités combattantes au sein du *PALMACH*. Elles sont appuyées par les *CHISH,* le corps de bataille et la défense territoriale (*CHIM*[78]), regroupant les combattants en unités locales, plus ou moins entraînées. A côté de ces forces régulières, on trouve les forces de l'*Irgoun* et du *Lehi*, agissant sur des modes empruntant au terrorisme et à la guérilla. En face, on trouve les forces arabes d'Abdel Qader al Husseini (*al jihad al muqadas*, « le saint jihad »), renforcées par des volontaires arabes (*jaysh al inqadh al 'arabi, «*armée du salut arabe »), dont l'équipement est financé par la Ligue arabe[79]. Leur stratégie vise essentiellement à couper les lignes de communication entre les différentes implantations juives.

Les combattants arabes sont les premiers à faire le coup de feu. Ils attaquent des colonies juives et des convois. La *Haganah* reste au départ dans une position défensive, cherchant seulement à protéger les implantations juives et les voies de communication. De février à avril 1948[80], la *Haganah* reprend l'initiative. Au cours de cette période, les forces sionistes s'emparent de la majorité des zones urbaines du littoral, donnant lieu à une première vague de départ de la population arabe. A partir d'avril, la *Haganah* met en œuvre le plan *Dalet,* conçu par Yigal Yadin afin de créer une contiguïté territoriale entre la zone de l'Etat juif et les colonies restées en territoire « arabe ».

> Comme le rappelle Henry Laurens, le plan Dalet avait avant tout pour but *« la pacification des régions d'implantation juive, ce qui signifie la reddition des villages arabes, l'expulsion des populations et la destruction des maisons. Le sens fondamental du plan est l'élimination des forces hostiles à l'intérieur du territoire du plan de partage et dans les régions que l'on peut annexer en plus ; il faut assurer une continuité à l'espace juif en constitution et permettre l'établissement de limites de sécurité pour le futur Etat. Toutes les populations arabes sont considérées comme hostiles. Les accords de non-belligérance sont annulés. Tout en affirmant*

[78] Les *CHISH* (*Chel Sadeh* ou « force de campagne »), remplacent les *nodedot* et les *FOSH*, et comptent 3300 combattants. Le CHIM (*Chel Mishmar* ou « force territoriale ») compte un grand nombre de combattants, puisqu'il regroupe l'ensemble des milices chargées de la défense territoriale.

[79] Sur les oppositions entre la Ligue des Etats arabes et le mufti de Jérusalem, voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 695-730

vertueusement leur attachement au plan de partage, les responsables sionistes préparent des annexions supplémentaires justifiées par des raisons de sécurité.»[81].

Les forces sionistes progressent rapidement. Dans les principales villes du pays, Haïfa, Tel Aviv et Jaffa, elles terrorisent les populations arabes pour les pousser à la fuite. Ne rencontrant pas de réelle résistance au cours de l'offensive (opération *Nashon*), à la mi-mai, les forces sionistes contrôlent l'ensemble du territoire, sauf le corridor de Jérusalem et la vieille ville, où sont présents les Jordaniens. Le 9 avril, les forces de l'*Irgoun* et du *Lehi*, avec l'appui de l'artillerie de la *Haganah*, entrent dans le village de village de *Deir Yassin,* un village situé sur la route menant à Jérusalem, où ils tuent plus d'une centaine de villageois. La rumeur du massacre se répand rapidement et encourage les populations arabes à fuir. Le 14 mai 1948, lorsque l'Etat d'Israël est proclamé, plus de 300 000 personnes ont déjà fui vers les zones frontalières.

Le lendemain, les forces coalisées arabes envahissent la Palestine et enfoncent la ligne de défense des *kibbutzim* le long des frontières. Jusqu'au 11 juin, date du premier cessez-le-feu, les combattants du nouvel Etat tentent de contenir puis de repousser l'assaut des forces arabes. Le 6 juillet, les forces israéliennes lancent une contre-offensive et repoussent l'ensemble des forces armées arabes, à l'exception de la légion jordanienne qui se retire de la poche du Latrun vers la vieille ville de Jérusalem. Au cours de l'été[82], les forces israéliennes achèvent la conquête de la Galilée. En octobre, elles s'emparent du Néguev et repoussent les forces égyptiennes et une partie de la population vers la bande de Gaza.

Les affrontements avec les forces armées arabes ont fait la preuve de la supériorité au combat des forces sionistes. Si elles paraissent au départ désavantagées

---

[80] Sur les affrontements de 1947-48, voir Henry Laurens, idem, locations 1660-1940 ; sur la guerre avec les forces armées arabes et le sort des réfugiés palestiniens, idem, locations 2238-3463 ; voir en annexe 10 la carte des offensives de 1947/48 et la situation d'Israël en 1949 ainsi que la carte des mouvements de population en annexe 11

[81] Henry Laurens, *Paix et Guerre au Moyen-Orient*, 2e Ed., Armand Colin, Paris, 2005, p.85 ; voir également sur les opérations et l'exode de la population palestinienne, Henry Laurens, *La question de Palestine*, T.3, Fayard, 2007, pp.99-252

[82] Sur les opérations *Yoav* et *Hiram*, voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 3855-4400

par leur infériorité numérique, leur ardeur au combat et leur intelligence tactique vont leur permettre de renverser le rapport de force. Si les armements (armes automatiques légères et mortiers artisanaux), en grande majorité hérités de la Première guerre mondiale, sont largement surannés, voire obsolètes, en comparaison de ceux des forces armées qui avaient pris part aux combats de la seconde guerre mondiale, ils n'en constituent pas moins une puissance de feu bien supérieure à celle des combattants arabes. Par ailleurs, leur degré d'organisation, bien que beaucoup plus faible que celui des forces armées étatiques de l'époque, est sans commune mesure avec celui de leurs adversaires arabes. Les forces arabes palestiniennes sont handicapées par les rivalités de pouvoir entre le *mufti* al Husseini et le leader de la force panarabe de volontaires, Fawzi al Qawuqji. Le premier n'a pas mesuré les profonds changements opérés par la Seconde Guerre mondiale dans la région. Il pense qu'il peut refuser le plan de partage et engager une nouvelle révolte sur le modèle de celle de 1936. Pour cette raison, il va concentrer les efforts de ses forces, conduites par son neveu, Abdel Qader al Husseini, sur les voies de communication reliant les différentes colonies. Ce faisant, il démontre qu'il n'a pas pris la mesure de la profonde transformation qu'ont subie les forces adverses.

Ses quelques 3000 combattants, auxquels sont venus portés renfort 5000 volontaires arabes, dont une grande majorité de Frères musulmans, vont être rapidement balayés par les forces de la *Haganah*, beaucoup plus nombreuses (30 000 hommes), mieux structurées et mieux équipées. Les forces armées de la *Haganah*, dont la formation la plus importante ne dépasse pas la taille de la brigade, possèdent déjà quelques chars et jeeps équipées de mitrailleuses lourdes, ainsi qu'un embryon de forces navales et aériennes. Mais, la formation des fantassins et des autres unités restent relativement sommaires et leur expérience du feu très réduites, voire pour certains inexistantes. La qualité des officiers est plutôt une affaire personnelle que le reflet d'un véritable savoir-faire en matière de commandement.

Au cours des affrontements de 1947-48, puis de l'affrontement avec les forces armées arabes coalisées[83], l'arme blindée constitue un atout décisif pour les forces armées israéliennes. D'un rôle de protection et de soutien de l'infanterie lors de la

bataille des routes, pour parer aux embuscades, les chars évoluent au cours de la guerre d'indépendance vers un rôle beaucoup plus offensif. Vers la fin de la guerre, la 8e brigade de Sadeh commence à mener des raids dans la profondeur du territoire ennemi, en mettant l'accent sur la mobilité. Les forces arabes, au contraire, conservent l'emploi des blindés comme protection de l'infanterie.

L'enthousiasme de ces formes armées de la première heure et la perspective de la réalisation des aspirations nationales attendues depuis près d'un demi-siècle, permit à ces forces de remporter de réels succès face aux irréguliers arabes et aux armées arabes, à l'exception de la Légion jordanienne. Si le rapport de forces paraissait relativement peu favorable aux forces du jeune Etat hébreu lorsque les armées arabes entrèrent en Palestine, leur inexpérience du combat de haute intensité joua en leur défaveur[84]; ces Etats sortaient, eux aussi, tout juste de l'indépendance. Par ailleurs, ces forces armées se sont révélées incapables de se coordonner. Enfin, les forces arabes qui ont pris part aux combats étaient, en réalité, inférieures en nombre (24 000 hommes).

La défaite des forces armées arabes[85] est militaire mais surtout politique. Seule la Légion jordanienne a réussi à conserver sa position dans la partie orientale de Jérusalem. Entre 400 et 450 000 Palestiniens ont fui ou ont été expulsés de leurs foyers. Sur les 860 000 Palestiniens que comptaient la communauté arabe de Palestine, seuls restent 133 000 à l'intérieur du nouvel Etat israélien. 470 000 ont rejoint les camps installés dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Plus de 250 000 ont trouvé refuge dans les pays voisins.

> De leur côté, les Israéliens refusent de considérer la question comme le montre la réponse israélienne au gouvernement américain du 27 juillet 1948 :

---

[83] Pour une analyse des opérations de la guerre d'indépendance (1ère et 2e phases), voir Martin Van Creveld, op. cité, pp.129-153 et Pierre Razoux, op.cité, pp.63-99, voir également l'annexe 10

[84] Sur les faiblesses des armées et des commandements arabes, voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 560-594

[85] Sur le bilan de la guerre, voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 4410-4456

« Le gouvernement israélien décline toute responsabilité pour la création de ce problème. L'accusation que ces Arabes ont été expulsés de force par les autorités israéliennes est totalement fausse ; au contraire, tout a été fait pour empêcher un exode qui est le résultat direct de la déraison des Etats arabes qui ont organisé et lancé une guerre d'agression contre Israël. Le mouvement de départ des populations arabes civiles hors des zones de guerres, afin d'éviter d'être impliquées dans les hostilités, a été délibérément conçu par les chefs arabes pour des raisons politiques. Ils ne souhaitent pas que la population arabe continue de mener une existence pacifique dans les régions juives et ils souhaitaient exploiter l'exode comme une arme de propagande dans les pays arabes voisins et le monde extérieur. Cette politique inhumaine a maintenant placé les gouvernements concernés avec les problèmes pratiques dont ils doivent accepter la pleine responsabilité.

La question du retour des réfugiés arabes ne peut être séparée de son contexte militaire. [...] La question générale pourra seulement être considérée comme un élément du règlement global de paix avec les Etats arabes. »[86]

Avec la fin des combats se mettent donc en place les ressorts des conflits postérieurs qui opposeront Israël aux Etats arabes mais aussi un des mythes fondamentaux de l'histoire officielle israélienne. Au cours de ces épisodes du conflit israélo-arabe, les Palestiniens, pourtant principales victimes, continueront d'être absents des négociations. La quête d'une reconnaissance officielle du mouvement national palestinien et de sa légitimité à parler en son nom dans les négociations de paix avec Israël va devenir le fil rouge de la lutte palestinienne pendant plus d'un demi-siècle. A partir des années 1980, le courant des « nouveaux historiens » israéliens[87] remettra en cause la thèse du départ volontaire des réfugiés et mettra au

[86] Le texte de cette correspondance diplomatique est issu des archives du *Foreign Relations of United States*, 1948, T. V/2, p.1248-1249, Washington, 1976, cité par Henry Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, 2 éd., Fonds classiques Armand Colin Sedes, Armand Colin, Paris, 2005 p. 94 ;

[87] Sur le traitement de la question palestinienne par les nouveaux historiens israéliens, on pourra se reporter à l'excellent ouvrage d'Ilan Pappé, *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, trad. française, Fayard, Paris, 2008. Voir également l'article d'Avner Ben Amos, « La mémoire nationale », dans Alain Dieckhoff (dir.), *L'Etat d'Israël. Les grandes études internationales*, Fayard, Paris, 2008, pp.81-93

jour un certain nombre de violences commises pendant ce que les Israéliens appellent « la guerre d'indépendance ».

2. La création de la Force de Défense d'Israël (Tsahal)

Le retrait des troupes britanniques en mai 1947 va donc permettre l'établissement de l'Etat d'Israël[88]. A la suite de la défaite des armées arabes et de la signature des accords d'armistice[89], sont créées les forces armées régulières de l'Etat d'Israël[90] (*FDI*) dont le modèle est défini dans la loi de défense de 1949 (*Chok Sherut Bitachon* – loi de défense nationale). Reprenant *grosso modo* le modèle des forces armées étatiques qui virent le jour dans les Etats européens à la fin des guerres prussiennes, le nouvel Etat bâtit ses forces sur une division tripartite classique. Un noyau dur de forces professionnelles constitue l'encadrement permanent des conscrits et des réservistes. Les forces navales et aériennes sont, dès le départ, constituées majoritairement de forces professionnelles. Compte tenu du déséquilibre démographique très important qui existe entre Israël et ses voisins arabes et des contraintes financières qui pèsent sur le jeune Etat, qui doit au même moment absorber en un temps très réduit un grand nombre d'immigrants, il n'est pas envisageable de créer une armée exclusivement de métier. Des raisons idéologiques prêchent aussi en faveur du modèle de la nation en armes. La *FDI* fut conçue sur un modèle unitaire, c'est-à-dire qui ne distingue par les différents corps d'armée, afin de renforcer sa cohérence et son unité face au pouvoir politique. Cette unicité des forces doit faciliter le désarmement des groupes armés qui ont coexisté au cours de la période précédente (*PALMACH, Irgoun*, *Stern, Lehi*, etc.). Le modèle des forces de la *FDI* s'inspire fortement du modèle suisse de la milice armée. L'intégration de la défense territoriale dans les forces armées étatiques plaidait en effet en faveur de ce modèle.

[88] Voir en annexe 4 le discours de proclamation de la création de l'Etat d'Israël par David Ben Gourion.
[89] Les négociations d'armistice se tiennent à Rhodes de janvier à juillet 1949 et fixent les frontières d'Israël jusqu'à la guerre de 1967, ainsi que la tutelle de l'Egypte sur Gaza et celle de la Jordanie sur la Cisjordanie. Sur les négociations en vue de l'armistice, voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 3855-4400 et sur les enjeux des différents accords d'armistice, voir idem, locations 4457-5755
[90] Pour de plus amples détails sur la création de la *FDI*, voir Martin Van Creveld, op. cité, pp. 167-196 et Pierre Razoux, op. cité, pp. 130-131

La *FDI* est, dès sa naissance, constituée d'une majorité de troupes terrestres, considérées comme l'arme décisive, réparties en trois commandements de fronts : nord, centre et sud. En temps de paix, les commandants de ces fronts sont responsables de leurs régions respectives, mais en temps de guerre, ils passent sous le commandement opérationnel de l'état-major qui leur assigne leurs missions et leurs forces. Ce dernier est responsable aussi bien des forces terrestres que des forces aériennes et navales en temps de guerre, bien que ces derniers possèdent leurs propres états-majors.

La *FDI* est une force armée de taille modeste en comparaison de ses voisins arabes. Sa formation la plus importante ne dépasse pas la taille d'une brigade. Cependant, grâce à la conscription « universelle », s'étendant à l'ensemble des citoyens, hommes et femmes, les « pères » de l'Etat hébreu entendent bien compenser l'infériorité numérique vis-à-vis de leurs voisins arabes. Les religieux ultra-orthodoxes sont, toutefois, exemptés du service et certaines minorités (Arabes israéliens et druzes au départ) en sont exclues. La question démographique est dès le début au centre des préoccupations des responsables de l'Etat hébreu. Le déséquilibre dessine chez les fondateurs de l'Etat une perception obsidionale de l'environnement régional : Israël est comme une forteresse assiégée par une masse hostile. La conscription, même universelle, n'étant pas en mesure de combler complètement le différentiel numérique entre les forces israéliennes et leurs adversaires, les responsables militaires de l'époque choisissent, dès le départ, de mettre l'accent sur une supériorité qualitative dans tous les domaines. Ce primat du qualitatif sur le quantitatif va acquérir une place centrale dans la psyché combattante israélienne. La détermination des combattants au combat, leurs capacités d'initiative et d'improvisation, ainsi que leurs tactiques opérationnelles innovantes contribuèrent, dès le début, à faire de la *FDI* une petite armée, tenace et créative.

2.1. Stratégie et doctrine

Conscients que la « guerre d'indépendance » ne constitue qu'un *round* dans un cycle conflictuel qui promet de nouveaux épisodes, les dirigeants politiques et militaires israéliens assignent pour première mission à la *FDI* la défense des

frontières et du territoire. L'objectif prioritaire est, tout d'abord, d'assurer la survie de l'Etat tout juste créé face à la menace des armées arabes.

La stratégie de la *FDI*, aux premières heures de l'existence de l'Etat hébreu, se veut donc essentiellement défensive et orientée vers le combat de haute intensité contre des forces armées classiques. Dès 1950, le nouveau chef d'état-major, Yigael Yadin, tirant les leçons de la guerre d'indépendance, définit une doctrine opérationnelle offensive de type « guerre éclair ». Celle-ci fait une large place aux forces terrestres et s'appuie sur une manœuvre très rapide et une très grande puissance de feu pour faire jouer à plein l'effet de surprise. Si la stratégie se veut défensive, la posture opérationnelle est, quant à elle, offensive. C'est que les contraintes stratégiques, aussi bien démographiques qu'économiques (incapacité à supporter une longue guerre d'usure et infériorité numérique vis-à-vis des pays arabes) ou géographiques (absence de profondeur stratégique) qui pèsent sur le nouvel Etat, ne laissent guère d'autres options que de tenter le plus rapidement possible de transférer le combat sur le territoire ennemi.

La nouvelle doctrine de la *FDI* peut être analysée, selon M. Van Creveld, comme une combinaison des grandes principes stratégiques proches de la stratégie indirecte et des principes opérationnels, rappelant les « cinq facteurs opérationnels permanents», mis en œuvre par Staline. La doctrine de *Yadin* découle, selon lui, des considérations suivantes : « *l'état moral du pays constituait le facteur primordial » ; « il convenait d'utiliser tout le potentiel militaire de la communauté juive »* et Yadin soulignait *« l'importance capitale du commandement unifié »*[91], à la base de toute manœuvre de concentration. Enfin, la doctrine s'appuie sur les principes classiques de la guerre : surprise, offensive, mobilité, concentration et diversion. L'objectif de la nouvelle doctrine peut se résumer ainsi : porter la guerre sur le territoire ennemi, en portant un coup décisif à l'ennemi, par une offensive éclair. La finalité est moins la victoire totale que la destruction de la plus grande partie possible du corps de bataille adverse et la conquête de territoires qui serviront de monnaie d'échange dans les négociations. La doctrine opérationnelle israélienne renvoie donc à un modèle de guerre courte aux objectifs limités. A cet égard, le commandement militaire est, dès le

[91] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.169

début, conscient de l'impossibilité pour les forces israéliennes de prendre et d'occuper une capitale arabe. Au-delà des contraintes opérationnelles que cela pose, le contexte international plutôt favorable aux pays arabes, dont les ressources pétrolières constituent un atout de poids, hypothèque largement ce scénario. La rapidité de la manœuvre doit alors permettre de gagner du temps et de ménager un rapport de force avantageux avant la mise en place d'un cessez-le-feu par l'*ONU* (comme dans le cas de juillet 1948). Même si l'Etat hébreu considère que les équilibres de puissance ne lui sont pas vraiment favorables, toute entrée en guerre doit cependant recueillir l'assentiment au moins tacite d'une grande puissance. Au niveau opérationnel, la formation de combat idéale reste la « *brigade autonome dotée de son appui organique de chars et d'artillerie, c'est-à-dire le type d'unité employée à Stalingrad.* » [92]. Ainsi, en matière de structures des forces, les militaires israéliens restent fortement influencés par la période de la seconde guerre mondiale. Ceci explique leur préférence pour le modèle de la *blitzkrieg* et de l'action offensive décisive.

En dépit des contraintes opérationnelles et stratégiques décrites précédemment, certains responsables politiques envisagent à cette époque de donner à la *FDI* une mission offensive de conquête du reste du *Grand Israël*. Encouragés par les succès de la guerre d'indépendance, en particulier en Galilée et dans le Néguev, les anciens partisans de l'*Irgoun*, désormais rassemblés dans le *Herout*[93] dirigé par Menahem Begin, considèrent que la conquête de l'intégralité d'*Eretz Israël* est l'objectif ultime. Toute partition est selon eux un « crime historique » contre le projet sioniste. Même si la classe politique et l'opinion publique sont, dans leur très grande majorité, opposés à cette conception nationaliste intégrale, il n'empêche que certains éléments de la géographie naturelle de la région plaident en faveur d'une extension vers l'Est du Jourdain. La Cisjordanie et la Transjordanie appartiennent historiquement au même ensemble géographique et culturel, que les lignes d'armistice ont séparé.

[92] Voir Martin Van Creveld, op.cité, pp.239-240

[93] Lors de la proclamation de l'Etat en 1948, un conflit oppose le *Mapaï* de Ben Gurion à la gauche, incarnée par le *Mapam* (gauche marxiste) et à la droite, représentée par les héritiers de Jabotinsky (*Herout, Irgoun*). Les rivaux du *Mapaï* (Travaillistes), au-delà de leurs différences de conceptions concernant les orientations du futur Etat, s'opposent à Ben Gurion qui remet à plus tard la rédaction d'une constitution pour le nouvel Etat. Ben Gourion est, ainsi, obligé de rechercher le soutien des différentes variantes du courant orthodoxe et du sionisme religieux pour former une coalition gouvernementale. En échange de leur soutien, les religieux obtiennent le maintien du système hérité des *tanzimat* en ce qui concerne l'organisation des cultes, des institutions éducatives et le statut personnel. Pour de plus amples détails sur la scène politique

> Comme le souligne Van Creveld, *« le tracé de la frontière israélo-jordanienne, tel qu'il procédait de l'armistice, était totalement illogique ; non pas seulement en raison de la situation stratégique difficile qu'il impliquait pour Israël, mais aussi parce qu'il bouleversait l'économie du pays, coupait en deux son réseau de communication et créait des barrières là où il n'y en avait jamais eu. Ben Gourion lui-même décrivit la perte de ce territoire et de celui de Jérusalem comme « Bachia Le dorot » (un sujet de pleurs pour des générations).»*[94]

De la même manière, certains sionistes continuent de revendiquer le rattachement d'une partie du Sud Liban (jusqu'au Litani), qui constitue le prolongement naturel de la Galilée, à Israël.

Enfin, au-delà de ses missions classiques de défense du territoire, la *FDI* s'est vue dès le départ assigner un rôle de creuset de la nation, un rôle de ciment social. Elle assura ainsi le rapatriement des juifs irakiens et yéménites au cours de deux opérations majeures (*Tapis volant* et *Ali Baba*[95]); elle fut également chargée des chantiers de jeunesse et des travaux d'intérêts généraux. Ce rôle d'unificateur ou d'uniformisateur de la nation est d'autant plus crucial que la présence des juifs orientaux suscite des inquiétudes, teintées de mépris, de la part de la majorité ashkénaze. Le bulletin d'information officiel du mouvement sioniste de novembre 1950 illustre bien cette attitude de la majorité des autorités sionistes à l'égard de leurs coreligionnaires orientaux :

> *« Tous ceux qui ne sont pas effrayés par l'hypothèse que nous ne puissions pas dominer la situation et purifier nos frères de l'écorce orientale qu'ils*

---

israélienne à cette époque, voir Denis Charbit, « La vie politique : du parti dominant à la fragmentation », dans Alain Dieckhoff (dir.), *L'Etat d'Israël. Les grandes études internationales*, Fayard, Paris, 2008, pp.94-106

[94] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.168

[95] Entre 1949 et 1952, la population du nouvel Etat augmenta de plus de 650 000 personnes en quatre ans. Cette immigration fut encouragée par la promulgation du droit au retour en 1950 qui autorise tout juif à revenir en Israël et à y obtenir la nationalité. Pour moitié, ces nouveaux immigrants venaient des pays arabes, dont l'Irak (125 000 pers.) et le Yémen (45 000 pers.), mais aussi d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, de Libye ou encore d'Iran. Partout dans la région, le nationalisme arabe montant créait une menace pour les communautés juives locales. En Irak, les autorités accusaient la communauté juive d'activisme pro-sioniste et leur situation était devenue intenable. En Egypte et en Syrie, les coups d'états qui eurent lieu au début des années 1950 conduisirent à une rapide émigration de la grande majorité des communautés juives locales vers Israël. Pour de plus amples informations sur la question des juifs orientaux, voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 5933-6149

ont acquise involontairement doivent, néanmoins, s'en préoccuper. Car notre destin, dans l'avenir proche, dépendra beaucoup de notre qualité, c'est-à-dire de l'expansion des caractéristiques non orientales en vertu desquelles seulement cet État pourra se maintenir en face de dizaines de millions d'Orientaux hostiles ou inamicaux. […] Il est essentiel, actuellement, de se placer au point de vue de l'avenir de l'État et de veiller à garder la prépondérance des valeurs occidentales. Et le premier pas dans ce but est d'élever dans le plus bref délai nos frères venant d'Orient à un plus haut niveau de vie, à une vie plus occidentale, ou plus exactement au niveau de l'ancien Yichouv, afin que nous évitions nous-mêmes de tomber au niveau oriental. Cela n'est pas impossible. C'est en notre pouvoir et cela ne dépend que de notre volonté et de nos efforts. »[96]

2.2. Structures des forces

Dès le départ, l'armée de l'Air jouit d'une situation particulière, qu'illustre son attachement à conserver son autonomie. L'état-major, cependant, s'ingénie à nommer à sa tête des fantassins, et même des marins. Compte tenu de l'exiguïté géographique du pays et de la proximité de la menace, l'armée de l'Air se trouve dans une situation d'alerte permanente et doit donc dépendre d'un commandement unique et centralisé. Elle dispose d'aéronefs de tout type. Bien que de taille réduite en comparaison de l'armée de terre, elle est l'objet, dès sa création, d'un effort budgétaire particulier et d'une sélection particulièrement soignée des personnels, compte tenu des hautes qualifications requises. A la fin de la guerre d'indépendance, les pilotes étrangers qui avaient servi jusque-là dans l'embryon de force aérienne de la *Haganah*, rentrent au pays, et la nouvelle armée de l'Air fait face à une grave pénurie de personnels.

Au départ, les appareils de l'Armée de l'Air sont relativement éparses – mélange d'avions légers, de chasseurs et d'avions de transport -, issus des stocks de la Seconde guerre mondiale achetés à l'étranger par les intermédiaires de la *Haganah*. A cette époque, la direction militaire peut d'autant moins se montrer tatillonne sur la

[96] Voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 6124-6136

qualité des matériels que l'embargo international[97] imposé par les puissances occidentales limite les possibilités d'acquisitions. Elle ne compte à l'origine qu'une vingtaine d'aéronefs. A partir du milieu des années 1950, les bombardiers sont reclassés et la majorité du corps de bataille des forces aériennes est constitué de chasseurs-bombardiers, d'appareils de transport, de patrouilleurs maritimes et d'appareils légers destinés aux liaisons ou aux évacuations sanitaires.

La mission principale de l'armée de l'Air, qui n'a pas réellement changée depuis, consiste en la maîtrise aérienne du territoire national, mission qui est apparue cruciale lors du bombardement égyptien de 1948. Sa seconde priorité est d'assurer une couverture permanente du théâtre d'opérations. Doctrine opérationnelle résolument offensive, elle doit se traduire par des bombardements stratégiques. Ceux-ci seront progressivement abandonnés au profit de frappes sur les forces ennemies et leurs lignes de communication. La topographie désertique du front d'opération majeur, le front égyptien, empêche les forces de se mettre à couvert et rend d'autant plus aisée la conduite de ce type d'opérations.

La Marine, quant à elle, constitue indéniablement le « parent pauvre » de Tsahal, bien qu'elle dispose « sur le papier » d'un statut identique à celui de l'Air. Au début des années cinquante, elle dispose de deux ou trois corvettes et d'obsolètes torpilleurs et péniches de débarquement. Son autonomie opérationnelle est relativement limitée, *a fortiori* depuis la fermeture du Canal de Suez à la navigation israélienne en 1949[98]. Ses forces sont en conséquence divisées entre la Méditerranée et la mer Rouge, la Méditerranée restant le front principal, avec la base d'Haïfa.

La menace principale pour la marine israélienne est celle d'un blocus naval en Méditerranée ou en mer Rouge, qui affecterait fortement les relations commerciales du pays. Toutefois, compte tenu de la faiblesse des marines arabes, la menace d'un blocus de longue durée est peu probable. Les missions principales de la marine se

[97] En 1950, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis se mettent d'accord dans le cadre de la Déclaration Tripartite pour maintenir les lignes d'armistice existantes, limiter les livraisons d'armes aux deux camps à celles exigées par un strict besoin de défense et prohiber toute vente de matériels lourds pouvant altérer le rapport de force.

[98] A partir de 1949, l'Egypte interdit le passage des navires israéliens par le Canal de Suez, bien qu'elle autorise les navires d'autres nationalités se rendant en Israël à l'emprunter. Dans la première moitié des années 1950, l'Egypte bloque régulièrement le trafic maritime à destination du port d'Eilat dans le détroit de Tiran qui sépare le mer Rouge du golfe d'Aqaba.

concentrent donc sur des patrouilles le long des côtes, la collecte de renseignement, le débarquement de commandos, ou l'appui feu côtier.

2.3. Naissance des industries de défense israéliennes

Le développement des forces armées israéliennes est largement soutenu par la création d'un embryon de complexe militaro-industriel en Israël au début des années 1950. Cette politique industrielle est le fruit de la croyance des pères fondateurs de l'Etat d'Israël en la nécessité de maintenir une supériorité qualitative dans tous les domaines vis-à-vis de ses adversaires en même que du tropisme sioniste pour les technologies et les sciences dures. La création d'instituts scientifiques et technologiques dans les années 1930, tels que le *Technion*, illustra cette croyance sioniste dans le progrès technologique et scientifique.

La mise en place de la guerre froide au début des années 1950, convainc les dirigeants sionistes de la nécessité de doter le pays de capacités de production d'armement autonomes. C'est d'ailleurs suite à la signature de la Déclaration Tripartite, le 25 mai 1950, que David Ben Gourion prend la décision de créer les premières industries de défense nationales[99]. Shimon Pérès sera la cheville ouvrière de cette politique industrielle et des accords de coopération dans le domaine avec certains pays étrangers.

S'inspirant des modèles suisse et suédois, la direction politique israélienne cherche à doter le pays d'une capacité industrielle de taille réduite, mais autonome. A cette époque, l'économie israélienne reste encore très marquée par l'effort de guerre. Certains produits sont encore rationnés et la majorité du secteur économique dépend, d'une manière ou d'une autre, de l'Etat. Un premier pôle industriel de défense est créé avec le lancement du groupe *IMI* (*Israeli Military Industries*), spécialisé dans la production de munitions de toutes sortes. N'ayant pas la capacité de développer des véhicules de combat blindés, *IMI* conçoit des tracteurs blindés, qui sont utilisés sans violer les dispositions de l'accord avec les Syriens dans la zone démilitarisée du Lac de Tibériade. En quelques années, *IMI* obtient des licences pour produire des matériels d'artillerie français, américains et italiens (canons sans recul de 106mm,

mortiers légers, canons antiaériens de 30mm, mines). IMI connaît son premier succès en 1952 avec la production du fameux pistolet-mitrailleur *Uzi*.

En 1951, l'industrie aéronautique fait ses premiers pas avec la création de la société *Bedek Aviation* chargée de la maintenance des aéronefs de l'armée de l'air et de la compagnie *El Al*. Le gouvernement crée en 1953 un consortium, l'*IAI* (*Israel Aircraft Industries*) à partir de *Bedek*, preuve de la croissance rapide du tout nouveau secteur aéronautique qui, dès 1955, emploie plus d'un millier de personnes. Au-delà de la maintenance et de la production de pièces de rechange, *IAI* cherche désormais à obtenir des licences étrangères pour construire des aéronefs. En 1953, le Ministère de la Défense crée la société *Tadiran* pour la production de batteries électriques et de radio-transistors, qui jouera un rôle pionnier dans le développement de l'électronique dans les années 1960. La même année, le gouvernement crée la *National Weapons Development Authority* pour encadrer le développement des industries de défense et attirer les investisseurs privés.

Le militaire joua donc un rôle pionnier dans le développement du secteur industriel israélien, aussi bien du fait des capitaux substantiels qui lui furent alloués que du fait de son rôle moteur dans la recherche et développement. Dès cette époque, l'institution militaire israélienne jeta les fondamentaux d'une culture militaire de l'innovation qui perdure jusqu'à aujourd'hui. La politique d'innovation technologique fut, dès le départ, guidée par une recherche de segments technologiques permettant de démultiplier les performances des systèmes d'armes à disposition de l'institution militaire. Compte tenu des moyens limités du jeune Etat hébreu, celui-ci n'avait en effet pas les moyens de se lancer dans des projets de recherche scientifique fondamentale ou le développement de systèmes d'armes radicalement nouveaux sans le soutien financier d'un puissant allié. Le développement des systèmes d'armes nationaux fut donc dès le départ pensé selon une démarche pragmatique et une rationalisation des coûts. Pour cette raison, la politique industrielle des premières années concerna tout d'abord la modernisation des plateformes et des systèmes déjà en service dans les forces armées israéliennes.

---

[99] Voir Pierre Razoux, op. cité, pp.123-124

La politique d'innovation technologique en Israël fut donc dès le départ le fruit d'une dialectique contraintes-opportunités qui explique qu'elle ait fait montre, tout à la fois, d'une véritable créativité dans certains domaines de pointe et d'un fort conservatisme dans d'autres secteurs. Le développement d'un embryon de complexe militaro-industriel en Israël au tout début des années 1950 vise donc à préserver et à rentabiliser les acquis de la période pré-étatique (accumulation des efforts en matière d'éducation, de capitaux et la consolidation des structures institutionnelles de la période pré-étatique) et à s'adapter aux nouvelles conditions géostratégiques créées par le début de la guerre froide (recherche d'autonomie en matière de production d'armement).

IV. Une décennie de modernisation : 1956 – 1967

La guerre de 1948 a marqué un tournant dans l'histoire de la région et largement contribué à la formation du Moyen-Orient contemporain. Tout d'abord, parce qu'elle a donné naissance à l'Etat hébreu et à son corollaire, la question palestinienne. Mais aussi, parce qu'à cette époque se mettent en place les grandes lignes de force qui vont organiser les rapports de force régionaux dans la deuxième moitié du XXe siècle : la formation et la consolidation des Etats-nations indépendants, l'émergence d'un système arabe comme ensemble géopolitique distinct et le remplacement des puissances coloniales européennes par les deux superpuissances.

1. Guerre froide et recomposition régionale

Dès le début des années 1950, le Moyen-Orient devient un enjeu de l'affrontement bipolaire. Israël s'engage aux côtés des Etats-Unis dans la guerre de Corée, provoquant la rupture de ses relations avec l'*URSS*. Il existait pourtant une proximité idéologique évidente entre les deux pays. La fin de la relation entre Israël et l'*URSS* pousse cette dernière à se rapprocher des nouveaux dirigeants qui viennent

de prendre le pouvoir en Egypte et en Syrie[100]. Héraut du nationalisme arabe, Gamal Abdel Nasser devient rapidement le porte-parole des non-alignés. Ses positions anticoloniales et tiers-mondistes[101] favorisent son rapprochement avec les Soviétiques, d'autant plus que ceux-ci voient en l'émergence du leader égyptien une occasion d'affaiblir le camp occidental. Ce rapprochement se traduit en septembre 1955 par un premier contrat d'armement entre l'Egypte et la Tchécoslovaquie, qui fournit à l'armée égyptienne de nombreux avions à réaction, des bombardiers, des chars (*T 34* et *Joseph Staline III*), des centaines de pièces d'artillerie, des canons anti-aériens, et une dizaine de bâtiments de guerre.

Forte de ces nouveaux matériels, l'Egypte peut ambitionner de devenir la première force aérienne arabe et affichait une artillerie et une force blindée conséquentes. Quelques mois plus tard, l'Egypte tente de rallier des soutiens contre le Pacte de Bagdad[102], s'opposant désormais frontalement aux intérêts britanniques dans la région. Après avoir demandé l'évacuation des troupes britanniques des abords du Canal de Suez en 1954, le leader égyptien s'attaque désormais au réseau d'alliance des Britanniques au Moyen-Orient, et tout d'abord en Jordanie. Par l'intermédiaire des partis d'opposition, l'Egypte s'ingénie à faire pression sur la monarchie jordanienne pour pousser celle-ci à rompre ces liens privilégiés avec la Grande-Bretagne. En mars 1956, le roi Hussein démet le commandant britannique de la Légion Arabe, Glubb Pacha, de ses fonctions et ordonne l'arabisation de ce qui allait devenir l'Armée arabe jordanienne. La Jordanie et la Syrie acceptent en octobre 1956 de placer leurs forces sous un commandement unifié égyptien.

---

[100] Sur les transformations politiques dans les pays arabes, voir Henry Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, 2 éd., Fonds classiques Armand Colin Sedes, Armand Colin, Paris, 2005, pp.111-135 ; sur le réarmement des armées arabes et les rivalités de pouvoir entre les nouveaux régimes arabes, voir Yezid Sayegh, *Armed Struggle and the Search for State. The Palestinian National Movement, 1949-1993*, 2e éd, Institute for Palestine Studies, Oxford University Press, New York, 2011, pp.25-33

[101] Ces positions renvoient au concept des « trois cercles » définis par Nasser dans son ouvrage la Philosophie de la Révolution, où il expose le rôle interventionniste qu'il entend donner à l'Egypte au sein de son environnement régional : le cercle arabe, le cercle africain et le cercle musulman. Voir le passage des « trois cercles », cité par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen, Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe-XXIe siècle,* Coll. U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011, pp.142-143

[102] Dans le contexte de la guerre froide naissante, les Américains tentent de sécuriser leurs intérêts dans la région et d'y prévenir l'extension de l'influence soviétique. A partir de 1953, John Foster Dulles se rapproche de la Turquie, déjà membre de l'OTAN, afin de tenter de rallier autour d'elle les autres pays de la région favorables à une alliance occidentale. Cette stratégie d'alliance débouche en 1955 la signature du Pacte de Bagdad (ou Traité d'organisation du Moyen-Orient), qui rassemble au sein d'une même alliance militaire, la Turquie, l'Irak, le Pakistan, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Sur le Pacte de Bagdad et les réponses égyptienne et syrienne à ce dernier, voir Henry Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, 2 éd., Fonds classiques Armand Colin Sedes, Armand Colin, Paris, 2005, pp.134-140

Face à la nouvelle puissance égyptienne, les Israéliens allaient rechercher un nouvel allié à même de leur fournir des matériels capables de compenser le différentiel avec l'Egypte : la France. Dans le contexte du déclenchement de la guerre d'Algérie, la France qui partage une commune hostilité pour Nasser, se rapproche d'Israël, avec qui elle développa une véritable relation stratégique qui durera jusqu'en 1967. Le budget de la Défense israélien fut doublé, passant de 126 millions de *shekels* à 246 millions, afin de permettre de nouvelles acquisitions.

> Comme le rappelle M. Van Creveld, *« l'accord conclu permit à Israël d'acquérir 60 chars AMX13, 400 chars Sherman, 500 bazookas et 10 000 roquettes, ainsi que 1000 missiles SS10 antichars ; ces matériels auxquels s'ajoutèrent 200 camions 6x6, permirent d'équiper 14 brigades d'infanterie. Le seul élément qui manquait encore à la FDI pour lancer son offensive [préventive contre l'Egypte] était un avion de combat capable d'affronter le Mig 15. Cette lacune fut comblée par la livraison de 72 chasseurs Mystère IV, dont seuls 37 étaient cependant parvenus en Israël avant le début des hostilités. »*[103]

Les armées arabes profitent de la période de relatif calme qui précède la campagne de Suez pour reconstituer leurs ordres de bataille. Les forces armées égyptiennes passent ainsi de 65 000 à 90 000 hommes, répartis en cinq divisions d'infanterie et 3 brigades blindées, sans compter les 100 000 gardes-frontières répartis sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, la modernisation de l'armée égyptienne est soutenue par la présence de nombreux conseillers militaires soviétiques installés en Egypte.

La Jordanie, de son côté, reconstitue son ordre de bataille avec l'aide de la Grande-Bretagne qui, jusqu'à la rupture en 1957 de son traité de défense (de même que l'Irak), lui fournit des matériels modernes. La Légion arabe jordanienne est modernisée et transformée en armée régulière comptant quelque 25 000 Bédouins, regroupés en 5 brigades. L'armée de l'Air jordanienne tout juste créée, ne compte pour l'instant qu'un escadron. A ces forces régulières viennent s'ajouter 10 000

[103] Voir Martin Van Creveld, op.cité, p.213

miliciens d'origine palestinienne, équipés de matériels médiocres, car le roi Hussein doute de leur loyauté à l'égard de la monarchie. Bien que d'une taille réduite, l'armée jordanienne constitue une force crédible, qui oblige Israël à déployer de manière permanente 4 brigades le long de la Ligne verte.

L'armée irakienne, quant à elle, dispose de 50 000 hommes, regroupés en 5 divisions, presque entièrement motorisées, et équipées de matériels modernes fournis par la Grande-Bretagne. Mais ses forces sont pour la plupart cantonnées sur les frontières et dans le nord du pays où elles mènent une contre-guérilla contre les forces kurdes. Par ailleurs, l'éloignement des forces irakiennes du théâtre d'opération en fait une menace relative pour la FDI.

Enfin, les armées syriennes et libanaises constituent des menaces sporadiques. Même si les effectifs de l'armée syrienne ont été multipliés par trois depuis 1949, passant ainsi de 15 000 à 48 000 hommes, elles sont médiocrement équipées et les multiples coups d'état qui secouent le pays créent une désorganisation constante. L'armée libanaise, dont les effectifs sont très réduits, est principalement occupée à consolider le pouvoir de la communauté maronite.

Face aux armées arabes, l'armée israélienne aligne un corps de bataille plus réduit en termes d'effectifs. Celui-ci doit, cependant, être relativisé car seulement un cinquième des forces arabes sont mobilisables rapidement pour rejoindre le théâtre d'opération en cas de nouvel affrontement. Atteignant 125 000 hommes et femmes, auxquels s'ajoutent 100 000 réservistes, seulement la moitié de ces forces constitue le corps de bataille, le reste étant affecté à des tâches de soutien, de protection des villes ou des *kibbutzim* et des *moshavim*. Elle aligne 16 brigades pour les forces terrestres, la FAI compte désormais 200 avions de combat dont seulement la moitié sont opérationnels; la marine dispose de 4 navires de combat. Pour compenser sa faiblesse numérique, la diplomatie israélienne s'ingénie à tisser des alliances avec les pays non arabes situés à la périphérie de la région : Turquie, Iran, pays africains (Ethiopie, Ouganda, Kenya) qui soutiennent les minorités chrétiennes d'Egypte et du Soudan. En plus de son alliance avec la France, qui lui apporte renseignement, formation et armements, cette stratégie d'alliances périphériques doit permettre d'empêcher la constitution d'un front uni hostile à Israël.

Les années qui suivent la guerre de 1948 consacrent la prééminence des militaires sur la direction politique des jeunes Etats-nations de la région. Les militaires vont rapidement acquérir une place prépondérante au sein de ces sociétés, jouant un rôle moteur aussi bien dans la modernisation des infrastructures socio-économiques que des systèmes politiques. Du fait de leur surreprésentation dans la sphère publique, le militarisme va commencer à imprégner la vie quotidienne des sociétés du Moyen-Orient et le conflit israélo-arabe va occuper une place de plus en plus importante dans l'imaginaire collectif de ces sociétés. Dans ce contexte, les Palestiniens vont se retrouver dans une situation paradoxale, premières victimes du conflit de 1948, ils vont pourtant rester jusqu'à la fin des années 1960 exclus aussi bien des combats que des négociations. C'est que les Palestiniens, dispersés entre les pays arabes voisins et ce qui restait de l'ancienne Palestine mandataire, manquaient à cette époque d'une représentation politique et d'une force militaire pour les imposer comme partie à part entière au conflit. Pour l'heure, ils ne sont que les auxiliaires des rivalités qui opposent les pays arabes.

2. La FDI à l'épreuve de la guerre

Dans les années qui suivent la création du jeune Etat hébreu, l'institution militaire joue un rôle un moteur dans la consolidation des institutions étatiques ainsi que dans l'affirmation de l'existence d'Israël au sein de son environnement régional. La première décennie après la guerre d'indépendance est consacrée à consolider la défense des frontières d'Israël face aux infiltrations des irréguliers palestiniens. Cherchant à éviter tout choc frontal avec le nouvel Etat hébreu, les adversaires arabes mènent une guerre d'usure contre les forces israéliennes déployées aux frontières par le truchement de leurs auxiliaires palestiniens.

Toutefois, les rivalités de la guerre froide vont progressivement conduire à une escalade entre Israël et ses adversaires arabes. Lors de la campagne de Suez[104], Israël saisit l'opportunité de la campagne franco-britannique contre l'Egypte nassérienne pour affirmer la puissance de son nouvel outil militaire. Les succès opérationnels de

[104] Voir en annexe 12 la carte des opérations de la campagne de Suez

la campagne de Suez confirment le commandement militaire dans ses choix doctrinaux et confortent la confiance de la société dans ses forces de défense. La décennie qui suit la campagne de Suez sera ainsi dédiée à la préparation des forces armées israéliennes à une nouvelle confrontation avec les armées arabes. Ces dernières, pour des raisons aussi bien domestiques que régionales, procèderont également à une modernisation de leurs forces armées. La course aux armements régionale connaît une dangereuse escalade à partir du milieu des années 1960, les adversaires cherchant, de part et d'autre, à se doter de l'arme nucléaire. Face au risque d'éclatement d'un conflit majeur au Moyen-Orient qui aurait mis face à face les deux superpuissances, les adversaires font le choix d'une désescalade qui ne fait que reporter le conflit d'un ou deux ans. Des affrontements sporadiques reprennent aux frontières et vont fournir le prétexte au déclenchement de la guerre des Six Jours.

2.1. Les infiltrations

Ainsi au tournant des années 1940 et 1950, même s'il n'existe pas de véritable danger pour la survie de l'Etat autre que celui posé par les armées arabes, les forces armées israéliennes doivent, toutefois, faire face à de nombreuses infiltrations à partir des territoires frontaliers. Ces infiltrations vont mener au développement à la fois de nouvelles unités[105], comme les gardes-frontières, et à la pérennisation du rôle des colonies frontalières dans la défense du territoire.

Ces infiltrations sont surtout le fait de réfugiés[106], qui tentent de rejoindre leurs anciens foyers afin de récupérer quelques biens ou de retrouver des proches restés sur place. En effet, les nouvelles frontières issues des lignes d'armistice ne renvoyaient à aucune réalité géographique naturelle ou même culturelle. De fait, pour les populations de la région elles ne représentaient rien, ce qui favorisait leur franchissement, d'autant plus que les populations palestiniennes réfugiées dans des camps de fortune dans les pays voisins espéraient toujours rejoindre leurs foyers le plus tôt possible ; les conditions socio-économiques désastreuses dans lesquelles elles

[105] Sur le développement de capacités israéliennes pour répondre à la menace des infiltrations, voir Martin Van Creveld, op. cité, pp.206-210 et Pierre Razoux, op. cité, pp.134-140

[106] Pour de plus amples détails sur ces infiltrations, voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 6746-6873

se trouvaient, poussaient certains à franchir les lignes d'armistice pour tenter de récupérer quelques affaires ; mais c'est aussi, parce que ces populations avaient du mal à se résigner à la spoliation des leurs terres qui avaient été réattribuées à des communautés agricoles ou des familles israéliennes.

Si la majorité de ces infiltrations sont donc le fait d'individus miséreux et désespérés, certaines donnent lieu à des exactions violentes, motivées par la vengeance. Par ailleurs, certaines denrées alimentaires étant subventionnées en Israël, la contrebande se développe dans les zones frontalières. Au début des années 1950, on dénombre entre 10 000 et 15 000 infiltrations par an. Entre 2700 et 5000 « infiltrés » sont tués par les forces israéliennes entre 1949 et 1956 et entre 200 à 300 Israéliens sont tués au cours de ces infiltrations, en particulier des habitants des colonies frontalières; auxquels on doit ajouter entre 500 et 1000 blessés, sans parler des dommages matériels très importants.

Les nouvelles forces de défense israéliennes adoptent trois types de réaction pour faire face aux infiltrations : l'établissement de nouvelles colonies sur la frontière afin de créer une sorte de cordon de « *containment* » :

> *« la plupart de ces colonies étaient peuplées de nouveaux immigrants, mais quelques-unes avaient été fondées par des garinim (noyaux) de jeunes conscrits de la FDI ; ceux-ci avaient constitués un corps spécial connu sous le nom de NACHAL (Noar chalutsi Lochem) ou « Jeunes pionniers combattants ». Après leur formation commune de base, ils avaient accompli leur service militaire au sein de ces colonies et étaient généralement demeurés sur place une fois libérés de leurs obligations. »*[107].

Comme avant 1948, ces colonies étaient équipées de dispositifs de défense (barbelés, mines, pièges et armes, gardes). Or, ces nouveaux dispositifs ne font que renforcer la détermination des infiltrés en incitant ces derniers à recourir à des modes opératoires plus sophistiqués : explosions des installations agricoles, sabotage,

[107] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.201

embuscades le long des routes utilisées par les secours. La défense des colonies devient rapidement un fardeau pour leurs habitants, qui travaillent la terre le jour et défendent les colonies la nuit.

Elles avaient joué pendant la guerre d'indépendance un rôle de barrière contre les forces d'invasion, devant retarder la percée ennemie jusqu'à l'arrivée des forces régulières. Dans la pratique, elles avaient dû être rapidement évacuées, car il n'était pas acceptable de laisser des civils, même armés, affronter la menace de l'artillerie et des blindés ennemis. L'enjeu du maintien du système de défense des colonies relève donc à cette époque en grande partie de motivations idéologiques comme le rappelle Martin Van Creveld :

> *« la question des colonies et de leur défense fut, au cours de la période considérée, lourde de sous-entendus politiques et idéologiques. Aux yeux des partis socialistes au pouvoir, les colonies tout autant que la FDI, représentaient l'essentiel de la richesse de Erets Yisrael ; l'armée pouvait conquérir des territoires, mais seuls les kibbutsim et les moshavim pouvaient les faire vivre, les « libérer » de leur misère et en faire des terres juives. Ainsi, la gauche du gouvernement israélien, comme les partis qu'elle représentait, étaient enclins à exagérer le rôle joué par la Hagana merchavit (la défense territoriale) tant avant l'indépendance que durant la guerre de 1947-1949 et insistaient pour que ses unités demeurent un élément important de la défense du pays. »*[108]

En effet, à cette époque, un débat agitait les milieux politiques et de défense du jeune Etat autour du modèle de forces à adopter : certains penchants pour un modèle de type helvétique, accordant une place prépondérante aux forces miliciennes chargées de la défense des frontières, alors que les autres prônaient la constitution d'une force armée régulière. Ce débat ne fut réellement tranché en faveur des seconds qu'au milieu des années 1950, lorsque les infiltrations tendirent à décliner.

Face à la faiblesse des colonies pour assurer leur propre sécurité, la *FDI* créa une unité spéciale, les gardes-frontières pour assurer leur sécurité.

---

[108]Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.171

> *« Cette unité incorpora des volontaires dégagés de leurs obligations militaires; beaucoup d'entre eux appartenaient à des minorités – Bédouins, Druzes, Circassiens – et s'avérèrent particulièrement bien adaptés à ce genre de travail, maniant parfaitement des armes légères, bons pisteurs, maîtres dans l'art d'exploiter le terrain, connaissant bien la langue arabe et surtout peu délicats quant aux moyens utilisés. Administrativement, cette unité dépendait – et dépend toujours – de la police qui, théoriquement, était responsable des opérations de routine telles que patrouilles (siyurim) et embuscades (maaravim), tandis que la FDI se tenait en réserve opérationnelle. En pratique toutefois, ces organisations étaient interchangeables du fait qu'elles portaient toutes deux des uniformes, accomplissaient toutes missions (sauf que les gardes étaient censés ne pas franchir la frontière et poursuivre l'ennemi) et qu'elles étaient employées selon leurs disponibilités. »*[109]

Enfin, les forces de la *FDI* mènent des raids punitifs contre les villages arabes censés abriter les infiltrés. Ces raids doivent exercer une « dissuasion directe », sur les gouvernements autant que les populations arabes, accusés d'encourager ces infiltrations. Ces raids suivent à peu près toujours le même opératoire : une attaque du village ciblé à l'artillerie et à l'arme aérienne pour préparer l'assaut des troupes au sol qui ont, précédemment, encerclé la zone afin d'empêcher la fuite des habitants. Ce mode opératoire sera repris en de nombreuses occasions par l'armée israélienne au cours de ces campagnes de pacification dans les zones rurales du Sud Liban ou de Cisjordanie. Souvent, au cours de ces raids, les forces jordaniennes et égyptiennes tentent de s'interposer pour protéger les habitants et tombent dans des embuscades tendues autour de la zone par les soldats israéliens. Au cours de ces raids, les soldats de la *FDI* se laissent aller à des pratiques brutales qui nuisent à l'image du nouvel Etat[110].

[109]Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.202

[110] Martin Van Creveld décrit ainsi la violence des méthodes employées : « *la FDI vengeait les massacres de civils en abattant indistinctement les infiltrés, dont certains étaient parfois sans armes ou s'étaient déjà rendus, torturaient les prisonniers et mutilait les cadavres. Comme si elle voulait prouver qu'une guerre qui se prolonge tend à uniformiser les*

L'effet des raids est ambivalent : la réaction des forces jordaniennes et égyptiennes oscillant entre répression des infiltrés et raids de représailles contre les forces israéliennes et les colonies établies dans les zones frontalières. Les opérations, menées contre des civils, ont un effet néfaste sur le moral des troupes israéliennes. L'échec de certains raids (*Wadi Fukin*, *Beit Sira*, *Beit Awa*, *Idna*, *Rantis, Beit Jalla* et *Falameh*) décrédibilisent, par ailleurs, les forces israéliennes aux yeux de leurs ennemis. Devant ce désaveu, aussi bien politique que militaire, l'Etat-major décide en 1953 de mettre sur pied l' « unité 101 », commandée par Ariel Sharon, pour mener des opérations commandos contre les villages abritant les auteurs d'infiltrations (*Bureij*). Cette unité est par la suite intégrée à un bataillon de parachutistes. Ensemble, ces forces constituent l'« unité 202 », dont un des premiers faits d'armes est un raid particulièrement meurtrier contre le village jordanien de *Kibiya.* Les exactions de l'unité 202 ne tardent pas se retourner contre le gouvernement qui doit faire face aux critiques internationales.

En décembre 1953, Ben Gourion abandonne ses fonctions de Premier Ministre et de Ministre de la Défense. Moshe Dayan, sur ses recommandations insistantes est nommé chef d'Etat-major et Moshe Sharett devient, quant à lui, Premier Ministre. L'année 1954 est témoin d'une dangereuse escalade sur la frontière jordanienne : les patrouilles israéliennes y sont attaquées de plus en plus fréquemment; les infiltrés s'en prennent également à des cibles civiles (transports de voyageurs, paysans enlevés ou tués), sans compter les nombreux dommages matériels. En dépit des représailles systématiques, les gardes-frontières et l'unité 202 n'arrivent pas à enrayer la menace des infiltrations.

Moshe Sharett décide alors de tenter de briser le cycle de la violence en interdisant les raids punitifs contre les populations civiles. Les affrontements qui opposent désormais les forces israéliennes à des forces armées régulières, la Garde nationale jordanienne, redonnent du moral aux troupes. Les parachutistes acquièrent rapidement un grand prestige au sein de l'institution militaire et de la société

---

comportements des adversaires, la FDI avait aussi tendance à s'en prendre aux biens, à voler les troupeaux, arracher les poteaux électriques, etc. », voir op. cité, p.202

israélienne. Ceux-ci sont équipés du nouveau pistolet-mitrailleur *Uzi* et leurs effectifs triplent en quelques années, atteignant la taille d'une brigade.

2.2. La mise sous tutelle des groupes palestiniens

Dans l'immédiat après-guerre de 1948, les groupes armés palestiniens constituent également une menace pour les Etats arabes qui cherchent à tout prix à éviter une réouverture du conflit avec Israël. A peine remis de leurs défaites, les Etats arabes connaissent par ailleurs une série de coups d'état ou de changements de régimes politiques. Les rivalités idéologiques et de puissance qui opposent ces derniers qui se livrent une véritable « guerre froide arabe » contribuent à la recomposition des équilibres de puissance dans la région.

Dans ce contexte régional en pleine mutation, les nouvelles directions politiques arabes se méfient des électrons libres palestiniens, essayant aussi bien de les domestiquer que de retourner leur capacité de nuisance contre leurs rivaux arabes. Ainsi, jusqu'à la guerre des Six Jours, les Etats arabes encadrent étroitement les populations palestiniennes présentes sur leur territoire ou dans les territoires placés sous leur autorité. En fonction des situations et des opportunités, l'activisme palestinien est, tour à tour, réprimé et encouragé.

Dès mai 1948[111], le roi Abdallah ordonne la dissolution de l'Armée arabe du Salut, formée des volontaires venus de Syrie, de Jordanie, d'Irak et d'Egypte armés par les Etats de la Ligue arabe. Les autorités militaires jordaniennes démantèlent par ailleurs l'Armée de la Guerre sainte (*jaysh al muqadas* du mufti al Husseini), constituée des 2000 irréguliers qui avaient rejoints les armées arabes en décembre 1948. Les Egyptiens, de leur côté, procèdent à la dissolution des groupes d'irréguliers palestiniens à Gaza et rapatrient en Egypte les centaines de volontaires des Frères musulmans suite à l'armistice de février 1949. L'entité de pure forme que constitue le Gouvernement de toute la Palestine n'est pas invitée à participer aux pourparlers qui suivent les armistices, en dépit de sa reconnaissance officielle par la Ligue arabe.

Cherchant à éviter toute confrontation, les gouvernements arabes s'attachent par ailleurs à juguler le flot des infiltrations. Les raids de représailles des gardes-frontières israéliens menacent de dégénérer en confrontation ouverte. Par ailleurs, les Etats arabes craignent que les infiltrations ne mènent à de nouvelles expulsions de Palestiniens vers leurs territoires. C'est le cas entre 1949 et 1951, lorsqu'Israël s'empare des zones démilitarisées *d'al Awja* (Egypte) et de la colline dominant le Lac de Tibériade. En réaction, à partir de 1952 les opérations d'infiltrations sont de plus en plus souvent conduites par des irréguliers, notamment des vétérans des forces d'Al Husseini, équipés et soutenus par l'Egypte et la Syrie. Entre 1953 et 1954, les infiltrations augmentent (pas moins de 200 au cours des cinq premiers mois de 1953)[112], causant de plus en plus de pertes du côté israélien. D'autant plus qu'à cette époque, les autorités israéliennes entreprennent de créer de nouvelles implantations dans les régions frontalières, comme par exemple à Hébron.

Craignant une augmentation des raids et des violences, les autorités militaires jordaniennes forment une garde nationale[113] pour assurer la défense des villages frontaliers; mais celle-ci est équipée de matériels de seconde main et manque de moyens de communication et de transport. Elle offre toutefois un soutien significatif à la Légion arabe, qui réussit à infliger de sévères pertes aux gardes-frontières israéliens lors des raids menés par ces derniers en Cisjordanie entre 1953 et 1954. Le commandement militaire jordanien renforce par ailleurs le nombre de patrouilles en Cisjordanie et rétrograde les officiers suspectés de dissidence; des centaines de Palestiniens sont arrêtés, suspectés de vouloir s'infiltrer en Israël. Un calme relatif revient à partir de la mi-1954, à l'exception de 4 raids particulièrement meurtriers montés par les forces israéliennes, à l'affut d'un prétexte pour provoquer un nouvel affrontement. A partir de septembre 1955, les infiltrations armées reprennent, avec le soutien de l'Egypte et la Syrie qui cherchent à entraîner la Jordanie dans une nouvelle

---

[111] Sur le démantèlement des irréguliers palestiniens par la Jordanie et l'Egypte, voir Yezid Sayigh, *Armed Struggle and the Search for State. The Palestinian National Movement, 1949-1993*, 2e éd, Institute for Palestine Studies, Oxford University Press, New York, 2011

[112] Voir Yezid Sayigh, *Armed Struggle and the Search for State. The Palestinian National Movement, 1949-1993*, 2e éd, Institute for Palestine Studies, Oxford University Press, New York, 2011, p.60; voir également les pages 61 à 65 sur la formation des groupes d'irréguliers palestiniens, soutenus par l'Egypte et la Syrie.

[113] Yezid Sayigh, idem, p.60

confrontation au moment où cette dernière annonce son intention de rejoindre le Pacte de Bagdad.

Dans la bande de Gaza, désormais placée sous tutelle égyptienne, les autorités égyptiennes font tout pour empêcher un réchauffement du front avec Israël. L'armistice de 1949 interdisant le déploiement d'unités régulières dans la Bande, les Officiers libres, qui viennent de renverser la monarchie égyptienne, mettent en place des formations militaires palestiniennes afin de contrer les infiltrations et les représailles israéliennes. En décembre 1952, la Police des Frontières de Palestine est créée, sous le commandement d'un des membres du Conseil révolutionnaire, *Abdel Ra'uf*, qui appartient à la confrérie des Frères musulmans. Cette force de police compte quelques centaines de combattants; les officiers et sous-officiers sont tous égyptiens, réservistes de la Garde nationale. Celle-ci se révèle rapidement incapable d'enrayer le cycle infiltrations-représailles qui atteint un pic au début de 1954.

Afin de protéger les installations militaires égyptiennes à Gaza, le Caire y assigne une section de police de la taille d'un bataillon, placée sous le commandement d''Abdel 'Azim al Saharti. Le bataillon *Saharti* est rattaché au bureau du gouverneur militaire, ce qui crée un fort ressentiment parmi la population palestinienne. Cette dernière accepte mal les mesures mises en place pour limiter les raids contre l'ennemi israélien et ne comprend pas que les Palestiniens soient écartés de la lutte contre l'ennemi israélien. Au printemps 1954, des manifestations éclatent à Gaza demandant la conscription de la population locale et la distribution d'armes. Or, au même moment, au Caire, un bras de fer s'engageait entre 'Abdel Nasser, qui vient de remplacer Mohammed Neguib à la tête du Conseil révolutionnaire, et la confrérie des Frères musulmans. La branche de la confrérie à Gaza prend la tête des manifestations. Afin de ramener le calme, les autorités égyptiennes acceptent de transformer la Police des Frontières de Palestine en un bataillon de gardes-frontières palestiniens (le 11^{e} bataillon)[114]. Ses effectifs augmentent jusqu'à compter 700 hommes, équipés de mitrailleuses et de mortiers. Le commandement et les sous-officiers restent toutefois égyptiens et le Caire continue d'éviter soigneusement toute

[114] Voir Yezid Sayigh, op. cité, p.61

provocation à l'égard de la partie israélienne, qui sous l'impulsion de Moshe Sharett entreprend de faire retomber les tensions frontalières.

La tentative d'assassinat d'*'*Abdel Nasser par les Frères musulmans et la répression qui s'en suit changent la donne. Le commandant du 11e bataillon, *'Abdel Ra'uf,* est emprisonné mais réussit à s'échapper en Cisjordanie. Les sympathisants palestiniens lancent, en représailles à la répression de Nasser contre la confrérie, une série d'attaques contre des colonies israéliennes proches de la Bande à la fin 1954. Les autorités militaires égyptiennes mènent une sévère répression et imposent de nouvelles mesures de contrôle à la population. Au même moment, les Israéliens lancent un raid particulièrement meurtrier contre une base égyptienne dans la Bande en février 1955. Celui-ci a pour effet de raviver le mécontentement populaire au sein de la Bande contre les autorités égyptiennes qui refusent toujours la conscription des Gaziotes. Celles-ci ont même commencé à planifier la réinstallation des réfugiés dans des installations agricoles près de Suez. Mais au même moment, le Caire découvre que les livraisons d'armes françaises à Israël, précipitant ainsi la conclusion du contrat de livraison d'armes tchécoslovaques. Un commandement militaire conjoint est formé avec la Syrie en octobre de la même année.

Dans l'attente de la livraison effective des armements, le Caire veut répondre au raid israélien sur Gaza: l'armée égyptienne porte ses effectifs déployés dans le Sinaï et dans la Bande à 15 000 hommes; même si la plupart étaient des gardes nationaux mal équipés, l'augmentation des forces n'en constitue pas moins une violation des accords d'armistice. Le commandement militaire égyptien forme par ailleurs, au début 1956, deux nouveaux bataillons palestiniens (le 32è et le 43è) qui viennent renforcer le 11e bataillon au sein de la 86e Brigade de la Garde des Frontières de Palestine[115]. Le commandement militaire égyptien avait prévu d'augmenter le format de ces nouvelles forces jusqu'à atteindre la taille d'une division d'infanterie (12 000 hommes), dotée d'artillerie, de blindés et d'unités de soutien. Une structure de commandement est même créée avec des officiers de la 8è division. Des unités d'artillerie et de blindés sont entraînées dans les académies

[115] Voir Yezid Sayegh, op.cité, pp.62-63

militaires égyptiennes au cours de l'année 1956. La campagne de Suez éclate avant que le commandement égyptien n'ait le temps de mener à terme ce projet.

A partir du printemps 1955, les gardes-frontières palestiniens commencent à assister les infiltrés, les aidant à monter des embuscades et des opérations de sabotage. Ils prennent également part aux attaques contre des patrouilles israéliennes ou des colonies et minent le terrain dans la zone frontalière. Les autorités égyptiennes continuent toutefois de s'inquiéter d'une éventuelle émancipation des gardes-frontières. Elles décident ainsi en mars 1955 de former une force spéciale d'appui aux gardes-frontières qui se concentrent désormais sur les missions de représailles aux raids israéliens. Ces forces commandos, connues sous le nom de *fedayin*[116] (hommes du sacrifice), sont formées de Palestiniens ayant été employés dès 1949 par les services de renseignement égyptiens pour mener des missions de reconnaissance en territoire israélien. Après le raid israélien sur Gaza, un groupe de 50 hommes est entraîné et équipé d'armes légères et d'explosifs. A ce noyau dur, vient s'ajouter une cinquantaine de Palestiniens, jusque-là détenus par la sécurité militaire à Gaza. Après avoir reçu un entraînement militaire dans la Bande, puis en Egypte, les *fedayin*, encadrés par le commandement égyptien, lancent leurs premières opérations, conjointement avec les gardes-frontières, en avril 1955.

Après une série de raids israéliens particulièrement meurtriers à l'automne 1955, les Services de Renseignement égyptiens transforment les *fedayin* en une unité régulière, le 141^{e} bataillon. Dans les mois qui suivent, le bataillon atteint 1000 hommes. Les opérations de guérilla augmentent rapidement après la formation du 141^{e} bataillon, qui conduit pas moins de 180 opérations (tirs par-delà la frontière, minage, embuscades) entre décembre 1955 et mars 1956.

Entre temps, le contrat d'armes tchécoslovaque a convaincu Israël de l'imminence d'une nouvelle attaque arabe. Pressées par le temps, les forces israéliennes lancent une attaque préventive en décembre 1955 contre des positions syriennes pour forcer Damas et le Caire à dévoiler le degré de préparation de leurs forces. Le cycle d'attaques-représailles reprend de plus belle. Des barrages d'artillerie

[116] Voir Yazid Sayigh, idem, p.63

israéliens touchent le centre de Gaza en avril 1956, poussant le commandement égyptien à répliquer par une douzaine de nouveaux raids des *fedayin*. La communauté internationale intervient pour ramener le calme. Les Egyptiens décident alors de déplacer la lutte vers la Cisjordanie, où ils équipent le groupe *Khalid Ibn al Walid*, dirigé par un vétéran palestinien de la guerre de 1948. Ce groupe est rejoint par des *fedayin* de Gaza réfugiés en Cisjordanie. Pendant le seul mois d'octobre 1956, les *fedayin* conduisent 95 nouveaux raids à partir de la Cisjordanie, soutenus par les SR syriens et les *forces d'Al Husseini* qui ont de retour dans la confrontation. Les Egyptiens continuent d'empêcher les opérations à Gaza tout en soutenant la résurgence de la guérilla à partir de la Cisjordanie; en représailles, les Israéliens conduisent 4 raids particulièrement meurtriers contre la Bande. L'escalade se met en marche. La nationalisation du Canal de Suez[117] et le soutien du Caire à la rébellion algérienne menaçant directement les intérêts franco-britanniques vont fournir les motifs à une intervention franco-britannique sur le Canal[118], à laquelle se joignent les forces israéliennes.

La campagne de Suez[119] est lancée sous prétexte d'une vaste opération de représailles contre les *fedayin* à Gaza. Les autorités israéliennes menacent de punir la population pour l'assistance qu'elle leur apporte. Craignant les représailles, 1500 *fedayin* et gardes-frontières, ainsi que leurs familles, fuient vers la Cisjordanie. A leur arrivée, ils sont désarmés par la Légion arabe et remis à l'attaché militaire égyptien à Amman. Par ailleurs, au moins 4000 *fedayin* sont faits prisonniers par la *FDI* à Gaza

[117] Le canal de Suez est géré depuis la fin du XIXe siècle par une compagnie qui en la concession. Dans le cadre des discussions sur le retrait des forces britanniques d'Egypte, il est prévu que cette concession prenne fin au milieu des années 1950 et revienne au gouvernement égyptien. A la suite de la livraison d'armes tchécoslovaques, les Etats-Unis se rapprochent de Nasser afin de tenter de le rallier au Pacte de Bagdad. En échange, les Américains se disent prêts à soutenir la construction du grand barrage d'Assouan dont l'Egypte a besoin pour moderniser ses infrastructures. Après de multiples négociations, le leader égyptien comprend qu'il n'y a rien à attendre des Etats-Unis et envisage la nationalisation par la force du Canal. Le 26 juillet 1956, dans un discours mémorable, le leader égyptien annonce la nationalisation du Canal. Il annonce ainsi à la plus grande stupéfaction du peuple égyptien : « *je vous annonce qu'à cette heure même où je parle, le Journal officiel publie la loi nationalisant la Compagnie, qu'à cette même heure où je parle, les agents du gouvernement prennent possession des locaux de la Compagnie. […] Il y a quatre ans, ici même, Farouk fuyait l'Egypte : moi, aujourd'hui au nom du peuple égyptien, je prends la Compagnie, ce soir, notre canal égyptien sera dirigé par les Egyptiens.* » Au même moment, les forces égyptiennes s'emparent des installations de la Compagnie gérant le Canal. Les gouvernements français et britanniques sont révoltés et commencent à envisager une intervention militaire pour renverser le leader égyptien. Sur l'épisode de la nationalisation du canal et ses enjeux, voir Henry Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, 2 éd., Fonds classiques Armand Colin Sedes, Armand Colin, Paris, 2005, pp.164-177

[118] L'opération franco-britannique prend le nom de code « Mousquetaire ». Les forces franco-britanniques sont censées intervenir pour faire cesser les combats entre l'Egypte et Israël. Dans ce contexte, Israël doit lancer un assaut contre les forces égyptiennes stationnées à Gaza, puis rapidement sécuriser le détroit de Tiran. Sur les opérations de la campagne de Suez, voir Martin Van Creveld, op.cité, pp.213-226 et Pierre Razoux, op.cité, pp.149-171 ; sur le contexte précédant la crise et les opérations, voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 10229-11439

[119] Voir la carte des opérations en annexe 12

et lors du retrait des forces israéliennes de Gaza début mars 1957, plus de 900 *fedayin* ont été tués ainsi que 1200 civils. Les détentions et la fuite de nombreux combattants palestiniens expliquent la faible résistance que rencontrent les forces israéliennes dans la Bande au cours de l'année 1957. De plus, lors de l'invasion de Gaza, les forces israéliennes se sont emparées des dossiers de la sécurité militaire égyptienne contenant les noms de centaines d'activistes politiques palestiniens. Ceci n'empêche cependant pas les membres de la confrérie des Frères musulmans qui ont survécu à la répression nassérienne d'octobre 1954 et les membres des branches locales du Parti *Ba'th* et des partis d'obédience nassérienne de se regrouper dans le Front de Résistance populaire en décembre 1956. Les communistes et d'autres forces de gauche forment, de leur côté, le Front national, fort de 2000 à 3000 membres. Mais l'agitation menée par les fronts va être rapidement réprimée par la campagne d'arrestations menée par les forces israéliennes en janvier 1957.

2.3. Campagne de Suez et réorientations stratégiques

Si les nouvelles Forces de défense israéliennes avaient déjà eu à affronter la menace des infiltrations transfrontalières et celle des échanges d'artillerie sur la frontière syrienne, la campagne de Suez constitua toutefois son premier grand baptême du feu. Pour la première fois, depuis la création en 1949 de la *FDI*, celle-ci se trouve engagée dans un combat d'une telle intensité. Au cours de la guerre d'indépendance, seules les forces de la légion jordanienne leur avaient opposé une sévère résistance. Pour la première fois de leur histoire, les soldats israéliens montent au front organisés en forces armées régulières pour défendre l'existence de leur jeune Etat. Enfin, la conduite de cette campagne aux côtés des Français et des Britanniques a valeur de nouvelle reconnaissance internationale.

La campagne de Suez, durant laquelle les forces de la *FDI* bénéficient de l'appui décisif des forces aériennes franco-britanniques, conduit celles-ci à apporter certains ajustements à leur doctrine opérationnelle. Cette campagne confirme la capacité de la *FDI* à protéger le pays et la validité des fondamentaux de la doctrine

d'emploi de la jeune armée israélienne. Ayant fait la démonstration de leur efficacité et de leur ardeur au combat, les forces de l'armée israélienne acquièrent dans les années suivantes un rôle considérable au sein de la société israélienne. Paradoxalement, à mesure que croît la confiance de la société dans son institution militaire, le sentiment de vulnérabilité de la société israélienne augmente. La modernisation qui se développe dans tout le pays rend la perspective d'une nouvelle guerre d'autant plus difficile à supporter. La deuxième partie des années cinquante est tout d'abord consacrée à restructurer l'armée de Terre et à consolider l'armée de l'Air, aussi bien en ce qui concerne les forces que leurs équipements. La première moitié des années 1960 voit, quant à elle, une amélioration de la planification, de l'instruction et de la préparation des capacités combattantes. Une attention particulière est accordée à la formation et l'encadrement des personnels.

La campagne de Suez constitua un succès relatif pour la jeune armée israélienne si l'on tient compte du fait que sans l'appui décisif des forces franco-britanniques, elle n'aurait certainement pas obtenu ces résultats. La défaite de l'armée égyptienne est en grande partie due à l'action aérienne franco-britannique. Les groupes de *fedayin* à Gaza sont démantelés et le trafic maritime peut reprendre en direction d'Eilat. Enfin, une force de casques bleus, la première de l'histoire, est déployée le long de la frontière avec l'Egypte, contribuant à geler, pour un temps, les positions des adversaires et à limiter les risques de contact.

Au niveau politique, le gouvernement remporte une victoire significative sur la scène domestique. Comme le rappelle l'historien militaire israélien Martin Van Creveld,

> *« le public israélien connut l'ivresse de la victoire et ressentit cette campagne de cinq jours, dans laquelle deux divisions avaient été engagées, comme « l'une des plus brillantes de tous les temps » (Shimon Pérès), « inégalée depuis que Hannibal avait traversé les Alpes glacées et que Gengis Khan avait franchi les montagnes d'Asie. » »*[120].

[120] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.228

A l'extérieur, cependant, l'éclatante victoire a un revers. A la fin de l'année, à la suite d'intenses pressions internationales, les forces israéliennes ont été obligées de se retirer des territoires conquis. L'éclatante victoire eu un revers : elle renforce le sentiment de vulnérabilité de la population vis-à-vis de « l'océan arabe ». En dépit de la défaite militaire des armées arabes, le rapport de force n'a pas vraiment été modifié car les succès militaires ne se sont pas traduits en victoire politique. Au contraire, la victoire politique revient au leader égyptien qui obtient, avec le départ des troupes anglaises de leur base de Suez, l'indépendance complète du pays. Le demi-succès de Suez achève de convaincre la société et la classe politique israéliennes qu'il n'existe d'autre solution que le conflit avec ses adversaires arabes. Ces divers facteurs contribuent au renforcement du militarisme ambiant.

En termes opérationnels, les forces israéliennes ont démontré, au cours de la campagne, certaines faiblesses[121] en matière de commandement et de contrôle d'une part, et dans le domaine aérien d'autre part. Une grande partie des appareils de la *FAI* ont démontré leurs limites, de même que les frappes contre des objectifs fortement défendus, notamment par des défenses anti-aériennes.

L'innovation doctrinale de l'après-Suez est la centralité donnée aux blindés. La manœuvre devient prioritaire sur le choc. Désormais, les forces blindées sont placées en tête, menant l'offensive, pour ouvrir la voie aux fantassins. A la suite de Suez, les Israéliens redécouvrent les avantages de la *blitzkrieg*, qu'ils adaptent aux contraintes particulières de leurs théâtres d'opérations. Le nouveau chef d'état-major, Chaim Laskov, qui remplace Moshe Dayan en 1958, axe la nouvelle doctrine opérationnelle israélienne sur une action conjointe de l'aviation, des chars et des parachutistes. La priorité est donnée aux corps blindés et dans une moindre mesure aux unités chargées des opérations spéciales, les parachutistes et les brigades d'infanterie de choc[122].

[121] Moshe Dayan parla à cet égard d' "infortunes". Au cours de la campagne, des parachutistes furent largués par erreur sur une zone éloignée de leur cible ; lors de leur progression vers *Mlita*, les troupes de Sharon furent immobilisées par des problèmes mécaniques ; dans le secteur d'*Abu Geila*, les troupes de la 38e brigade semblent avoir manqué d'ardeur au combat; sur le front sud, les chars progressèrent de manière désordonnés et plusieurs d'entre eux furent mis hors de combat par des tirs amis ; enfin, la *FAI* ouvrit le feu sur l'unité *Crane* de la Marine britannique. Pour plus de détails sur ces « infortunes », voir Martin Van Creveld, op. cité, pp.226-227

[122] Voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, *'Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998, p.23

La doctrine opérationnelle des forces aériennes est confirmée: celles-ci doivent acquérir dès l'ouverture du conflit la supériorité aérienne en menant une action décisive, de préférence sous la forme de frappes préventives, contre les forces aériennes ennemies. Les frappes aériennes doivent cibler les aérodromes et les aéroports militaires ennemis, voire les aéronefs, afin de clouer les forces adverses au sol. A partir de-là, l'aviation peut appuyer la progression des troupes au sol, emmenées par les blindés. Ces derniers doivent ouvrir une brèche dans le dispositif ennemi. Regroupés en une masse compacte, les chars contournent les obstacles et les points de résistance afin de s'enfoncer le plus rapidement possible dans la profondeur du dispositif de défense adverse et prendre à revers le corps de bataille ennemi. En parallèle, les chars forment des bouchons pour ralentir l'arrivée des renforts adverses. Une fois le dispositif adverse enfoncé, les blindés poursuivent leur progression, suivis par l'infanterie qui nettoie les tranchées et détruisent les positions d'artillerie ennemies. Viennent ensuite le génie et l'artillerie. Les fantassins finissent de nettoyer les positions adverses, occupent le terrain et relèvent les unités d'infanterie mécanisées afin que celles-ci rejoignent à l'avant du dispositif les chars.

La doctrine opérationnelle israélienne se caractérise donc à cette époque par un emploi agressif des blindés. Compte tenu des modèles de chars lourds qui constituent le corps de bataille israélien (chars *Centurion*), le principal avantage des blindés réside dans leur résistance au feu ennemi. Ne disposant pas d'infanterie mécanisée moderne, l'armée israélienne peut les utiliser comme une sorte « bouclier » permettant de protéger l'avance des troupes du feu ennemi. La défense anti-char est relativement faible car le général Tal, qui fut l'artisan du développement de la force blindée israélienne depuis 1954, considérait que les spécificités topographiques des théâtres d'opérations sur lesquels l'armée israélienne était amenée à combattre n'offraient que peu de caches aux combattants adverses et limitaient les risques d'embuscades.

Au contraire, ces théâtres d'opérations ouverts – ce qui est vrai dans le cas du front égyptien, et dans une moindre mesure pour les fronts syrien et jordanien, mais pas du tout adapté au front libanais qui, à cette époque, n'est pas encore considéré comme une véritable menace – favorisent la détection rapide des forces adverses qui peuvent alors être neutralisées avant même qu'elles n'aient le temps de faire usage de

leurs armes. Le concept de « frappe blindée », défini par le général Tal (*helem ha-shiryon*), consiste ainsi en une combinaison de feu et de mouvement. La très grande mobilité des chars, qui ne cessent de se déplacer sur le champ de bataille, vise à compenser la supériorité de l'artillerie des armées arabes. Ce « chaos organisé » selon l'expression de Dayan contribue à la confusion des artilleurs du camp adverse qui ne savent où tirer.

En parallèle, les servants des canons dans les chars s'entraînent à frapper avec précision sur de longue distance afin d'éviter d'engager les blindés dans la zone de portée de l'artillerie ennemie. Les équipages sont entraînés à occuper tous les postes afin de pouvoir permuter au cas où l'un d'eux serait touché. Signe du courage des combattants de l'arme blindée, les commandants d'équipages occupent eux-mêmes la tourelle, qu'ils laissent ouverte afin de mieux anticiper les mouvements de l'adversaire et des troupes amies sur le champ de bataille. En cas d'attaque, les chars doivent réagir le plus rapidement possible pour lancer une contre-offensive et reprendre l'initiative. Du fait de toutes ces contraintes opérationnelles, les officiers du corps blindé doivent faire preuve aussi bien d'improvisation, que d'initiative et de ruse.

En ce qui concerne le combat de basse intensité, la doctrine opérationnelle israélienne continue de recourir à une approche classique de contre-insurrection pour traiter la menace des *fedayin*. Ceux-ci commencent à relever la tête, après le nettoyage de Gaza, et au tournant des années 1950 et 1960, ils multiplient les opérations de harcèlement contre les forces israéliennes à partir de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie. La contre-insurrection est prise en charge par des forces commandos, telles que la *Sayeret Golani* ou la *Sayeret Tzanhanim*. A ces missions « classiques », s'ajoutent des opérations secrètes visant à éliminer les cadres de groupes armés et à dissuader les régimes arabes de soutenir ou d'accueillir ces derniers. Pour ce type d'opérations clandestines, l'état-major a recours aux forces spéciales (*Sayeret Mat'kal* et *Unité 269*), ainsi qu'aux commandos-marine placés directement sous la tutelle de l'Etat-major.

Dans l'immédiat après-guerre, l'Etat–major s'attache à corriger les « infortunes » **:** qualité des communications, faiblesse de la chaîne logistique, prise en

compte insuffisante de l'artillerie, interférences des chefs remettant en cause des décisions ne relevant pas de leur responsabilité, rivalités interpersonnelles. Ce processus est accéléré par l'arrivée à la tête de l'institution militaire, en 1958, d'une nouvelle équipe. Moshe Dayan est remplacé par le général Chaim Laskov, qui entreprend de réformer l'institution militaire en mettant l'accent sur le tandem chars-avions et sur le professionnalisme des personnels. Il regroupe un peu plus de 300 chars en trois brigades et les 70 chars restants sont organisés en bataillons mis à la disposition des commandements de fronts. Il remet de l'ordre dans les services d'entretien des matériels, au sein desquels régnait un certain laxisme.

Le succès des blindés, et notamment de la 7e brigade lors de la campagne de Suez, encourage l'état-major dans les années suivantes à allouer de nouveaux budgets à ce corps. Les officiers les plus compétents y sont nommés. Ils parfont leur instruction afin d'acquérir une connaissance complète de cette nouvelle arme (mécanique, pilotage, commandement). Certains vont même suivre des stages de formation en Allemagne. La première division blindée est créée en 1960, dotées de chars *Centurion* (ainsi que de *M48 Patton*), plus lourds que les *Sherman* qui équipaient jusqu'à l'armée de Terre israélienne. Avec la nomination en 1964 du général Israël Tal, le corps des blindés connaître un essor sans précédent. En 10 ans, le nombre de chars est multiplié par deux et le nombre de brigades blindées passe de 3 à 8, avec des unités mécanisées capables d'accompagner les chars au cours de leur progression. En parallèle, l'état-major développe les forces parachutistes, qui pourront être larguées derrière les lignes ennemies ou en des points particulièrement sensibles du dispositif adverse afin de préparer l'avancée des blindés.

Le général Ezer Weizman prend, quant à lui, la tête de l'armée de l'Air en 1957. Il a occupé tous les postes, de pilote de chasse aux bureaux de l'état-major, en passant par l'entretien, le commandement. Cette vaste expérience lui donne une légitimité certaine auprès de ses troupes, dont il est proche. Il entreprend de construire une force tactique, dont la doctrine opérationnelle offensive s'inspire de celle de la *Luftwaffe*. Afin de renforcer les capacités d'attaque au sol de ses appareils, Weizman demande que les *Mirage* soient livrés avec des canons de 30mm à la place des missiles air-sol qui équipent normalement ces modèles. Il fait, par ailleurs, retirer une partie de l'électronique de bord afin d'agrandir le cockpit, obligeant ainsi ses pilotes à se

former à la chasse aérienne à vue. Cette formation va se révéler lors des futures campagnes militaires très efficace face à des pilotes arabes habitués à piloter à l'aide de leurs instruments de bord. L'amélioration des performances de pilotage se traduit également par une réduction de la durée de la boucle de rotation des équipages. Compte tenu des très courtes distances entre les bases et le théâtre d'opération, l'Armée de l'Air israélienne peut désormais mener pas moins de 6 sorties par jour et par appareil, compensant ainsi l'infériorité numérique de ses forces aériennes par rapport à celles des armées arabes à qui les Soviétiques fournissent de nombreux avions de chasse (*MIG*).

La France contribue de manière essentielle à la modernisation des appareils de l'armée de l'Air, notamment avec la livraison de 72 *Mystère*, puis plus tard de *Super Mystère*, de *Mirage* et de bombardiers légers *Vautour*. Les derniers appareils à hélice et les *Meteor* britanniques sont mis remisés. Ces nouveaux chasseurs sont extrêmement rapides et maniables. Le *Vautour*, moins rapide, a cependant un rayon d'action plus étendu qui doit permettre aux forces aériennes israéliennes d'atteindre les bases aériennes égyptiennes. Au cours de cette période, la FAI se dote, par ailleurs, d'avions plus légers et plus maniables, les *Ouragan*, dont les ailes droites permettent l'installation de systèmes d'appui feu et de roquettes. Enfin, l'armée de l'Air israélienne acquiert des *Fouga Magister*. Conçus à l'origine pour l'entraînement, ils sont, à la demande israélienne, améliorés par l'installation de canons et de roquettes pour l'appui-feu. Israël obtient, au cours de cette période, la licence pour construire ces modèles modifiés. Enfin, la société française Breguet conçoit pour l'armée israélienne une bombe anti-piste dite « *Durandal* ».

La Marine reste, quant à elle, le parent pauvre des forces armées israéliennes. Au tournant des années 1960, il est envisagé de corriger la faiblesse de la flotte de surface. Mais en dépit des acquisitions de nouveaux bâtiments - quelques vieux destroyers britanniques auxquels vinrent s'ajouter trois sous-marins allemands et une flottille légère en 1964 - les capacités opérationnelles de la Marine israélienne restent au milieu des années 1960 très limitées.

Au début des années 1960, l'état-major reprend les efforts initiés dès le milieu des années 1950 par Rabin, alors chef de l'instruction. Le système d'instruction est divisé

en plusieurs étapes : tout d'abord, une formation de base pour l'ensemble des combattants, suivie d'une formation spécialisée par arme, qui dure entre cinq semaines et six mois. Les chefs de groupes sont chargés de l'instruction de base, à laquelle s'ajoutent des cours spécialisés sur des sujets aussi divers que l'esprit pionnier ou la formation des infirmiers. Les meilleurs éléments, après avoir passé un examen, sont envoyés dans une école d'officiers, puis dans différentes écoles d'application en fonction de l'arme qu'ils choisissent.

Enfin, les officiers les plus brillants rejoignent le Collège de commandement et d'état-major pour l'armée de Terre; des cours spécialisés sont destinés aux officiers de l'armée de l'Air et de la Marine. Cette formation de trois à six mois est essentiellement pratique; les officiers israéliens parlant rarement une langue étrangère ne peuvent étudier les doctrines des autres pays. Dans ce contexte, ils ne reçoivent pas de réelles formations théoriques ou même de cours sur l'histoire militaire d'Israël. La préférence pour l'expérience acquise sur le terrain s'explique également par le fait que les élèves officiers sont souvent appelés pendant leur formation à participer à des opérations de sécurité, qui ne leur laissent que peu de temps à consacrer à leurs études. Au sein de l'institution militaire, les relations entre les hommes de troupes, les sous-officiers et les officiers sont caractérisées par la proximité. Au cours de ces formations, les élèves officiers rencontrent souvent des officiers supérieurs, qui deviennent leurs « mentors » et contribuent à leur avancement. Le prestige de l'institution militaire lui permet à cette époque d'attirer les meilleurs éléments de la jeunesse israélienne.

> Martin Van Creveld constate ainsi que *« dans les années soixante, les forces armées avaient largement surmonté leurs maladies infantiles. […] Disposant de cet outil exceptionnellement solide, Rabin put instituer – peut-être devrait-on institutionnaliser – son système de surveillance par délégation. […] Comme sous Dayan, chaque commandant se voyait désigner un objectif et une zone géographique à l'intérieur de laquelle ses troupes devaient opérer. Il était alors prié de se placer au sein de ses unités (et non à l'arrière comme dans d'autres forces armées), avec une*

marge de liberté d'autant plus grande qu'il pouvait confier les tâches relevant de fonctions administratives aux bureaux de l'arrière. »[123]

Ce nouveau style de fonctionnement au sein de la chaîne de commandement, plus flexible ou faisant une plus large part à l'initiative, n'empêche pas la rigueur du contrôle. En temps de guerre, le chef d'état-major reste à l'état-major afin de rester proche des autorités politiques pour les tenir informer des développements et transmettre à ses instructions aux divers commandants. Des unités spéciales chargées de l'écoute des liaisons radio entre les différentes unités lui fournissent un état des lieux complet et quotidien de la situation sur le théâtre d'opérations. Dans ce cadre, les unités sur le terrain jouissent d'une plus grande liberté de manœuvre, qui favorise l'initiative, mais elles doivent se conformer à un plan préétabli. Des manœuvres annuelles sont organisées par l'état-major afin de tester l'efficacité opérationnelle de la chaîne de commandement en contexte.

La sociologie des forces combattantes commencent à changer. Les *kibbutzinikim* commencent à céder leur place à une masse de réservistes venus des villes et des banlieues. Cette transformation sociologique reflète le début d'une mutation silencieuse de la culture qui règne au sein de l'institution militaire. Les *Ashkénazes* continuent de monopoliser les fonctions d'encadrement au sein de l'institution militaire et constituaient le gros des unités combattantes, alors même que les Séfarades sont assignés aux fonctions d'intendance (mécaniciens, chauffeurs, etc.)[124]. Pour l'instant cette hiérarchisation sociale ne pose pas encore de problème, au sein de l'institution militaire comme dans le reste de la société.

2.4. Développement économique et essor du CMI israélien

Au cours de la décennie 1957-1967, l'économie israélienne est encore marquée par l'hypertrophie des institutions de l'*Histadrout* qui a caractérisé la période antérieure à la fondation de l'Etat d'Israël. Au cours de la deuxième moitié des années 1950, la croissance économique permet le développement du secteur

[123] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.254

industriel et des infrastructures. Mais la croissance est trompeuse car l'inflation est galopante, due à des déficits publics en constante augmentation. Cette hausse est en partie liée l'accroissement des dépenses de défense n'est pas étranger. Au début des années 1960, la combinaison des déficits et de l'inflation pousse l'économie israélienne vers la récession.

Même si les industries privées commencent à se développer, le poids du secteur public et le périmètre des activités gérées par la *Histadrout* restent importants. Le pays connaît une croissance économique continue mais qui stagne autour de 4% alors qu'elle avait été de plus de 15% de la fin de la guerre à 1951. Après le rattrapage économique des premières années d'existence de l'Etat, la croissance commence donc à se stabiliser et l'économie connaît désormais une vitesse de croisière moyenne. L'écart de PNB entre Israël et ses voisins arabes tend à se réduire. Alors que l'écart avec le PNB égyptien au début des années 1950 reflétait un rapport de 1 à 4, en 1966, le rapport n'est plus que de 1,6 à 1. Si l'on tient compte de la différence démographique, la réduction du différentiel ne peut s'expliquer que par une croissance très soutenue du côté d'Israël au cours des années 1950 et 1960. Le revenu par habitant a plus que doublé, l'écart avec l'Egypte dans ce domaine est passé de 3 pour 1 à 7,5 pour 1. Mais, le développement économique reste handicapé par la dépendance vis-à-vis des importations et des approvisionnements extérieurs. Entouré de pays hostiles, Israël est obligé de s'approvisionner majoritairement en Europe ou aux Etats-Unis.

Au cours de cette période, la société et l'économie israéliennes commencent à récolter les fruits de la politique éducative mise en place dès la création de l'Etat. Celle-ci a permis, avec les apports récurrents de l'immigration, d'accumuler rapidement un capital humain bien formé et donc d'augmenter la productivité du travail. Le secteur industriel n'est pas encore assez développé au milieu des années 1950 pour permettre de rééquilibrer le déficit structurel de la balance commerciale. Les exportations ne comptent que pour 33,7% (1956) des échanges extérieurs, mais

[124]La répartition communautaire des rôles au sein de l'institution nous a été confirmée par un officier israélien en service à cette époque.

elles vont connaître une croissance rapide et continue au cours de cette décennie, atteignant 62,3% en 1966.

Le déficit commercial est donc financé par les transferts de la diaspora, en particulier américaine, ainsi que par l'emprunt et les aides américaines. Les transferts ont tendance, cependant, tendance à se réduire tout au long de la décennie, contribuant à gonfler la dette extérieure. L'inflation augmente de manière croissante sur la période à mesure que croissent les déficits. L'inflation atteint au début des années 1960 un pic. Le gouvernement est contraint à une première dévaluation et la mise en place d'une hausse tarifaire et d'une politique monétaire restrictive. Ces mesures n'arrivent toutefois pas à enrayer la hausse du déficit public ni même à relancer la croissance.

> Comme le rappellent Gilbert Benhayoun et René Teboul, *« La consommation publique était souvent dénoncée comme étant à l'origine des difficultés. Pourtant, en Israël en 1965, elle ne représentait que 16% de la consommation totale, ce qui est un chiffre comparable à celui des Etats-Unis ou du Royaume-Uni à la même date. La cure d'austérité entamée en 1965 conduisit directement l'économie israélienne à la récession. Celle-ci fut d'autant plus difficile à supporter qu'en 1964 le gouvernement allemand avait cessé de verser les réparations à l'Etat, tout en continuant à en faire bénéficier les personnes. La récession engendra des faillites en chaîne et le chômage atteignit en 1966 un taux de 12,5%. Le seul succès de cette crise d'austérité, douloureusement ressentie par les Israéliens, fut de réduire le déficit public qui, de 530 millions de dollars en 1965, passa à 445 millions de dollars en 1966. »*[125]

Sur la période, les dépenses militaires sont multipliées par trois, passant de 141 millions de dollars en 1957 à 458,5 millions de dollars en 1966. Ces chiffres ne rendent toutefois pas compte des fournitures d'armes détaxées en provenance d'Allemagne de l'Ouest entre 1959 et 1965.

2.5. Renforcement du poids de l'institution militaire au sein de la société

Le sentiment de vulnérabilité, mêlé à la fierté ressentie devant la brillante campagne militaire menée par l'armée israélienne en 1956, contribuèrent à renforcer le poids de l'armée dans la société. Celle-ci apparaît comme le dernier rempart de la nation contre l'environnement arabe hostile, garant de la survie d'Israël. Le sentiment d'*en brera* (« pas de choix ») devient plus aigu qu'auparavant, justifiant à la fois les efforts conséquents demandés à la population pour financer les dépenses militaires et le fait que l'institution militaire accapare les meilleurs ressources humaines du pays. Le sentiment de vulnérabilité renforce le rejet par la population de la mentalité pusillanime de la diaspora. Désormais, la jeunesse israélienne s'identifie aux héros de la campagne du Sinaï. Nés en Israël et profondément laïcs, ces *sabras* « *formaient une race de « Cosaques circoncis », selon les mots de l'écrivain bien connu Amos Oz.* »[126] Forts de ce nouveau prestige, les militaires se considèrent comme une caste à part, dont les éléments les plus prestigieux sont aux pilotes. L'uniforme devient un symbole de fierté pour les jeunes conscrits qui n'hésitent pas à le porter pendant leurs permissions.

Au cours de cette décennie qui voit l'arrivée de très nombreux immigrants, pauvres pour la plupart, arrivant d'Europe de l'Est, l'institution militaire est largement sollicitée pour « socialiser » les nouveaux arrivants[127]. L'armée, prend en charge ces derniers dès leur arrivée et leur inculque les valeurs de base de l'identité israélienne. Elle éduque et elle encadre également la jeunesse au travers des Bataillons de la jeunesse (*GADNA*). Ceux-ci accueillent les jeunes avant leur entrée à l'université et leur dispensent une formation visant autant à leur inculquer l'amour de la patrie qu'une formation rudimentaire aux maniements des armes. Il est à remarquer que des dispositifs similaires sont mis en place dans les régimes nationalistes arabes à

---

[125] Voir Gilbert Benhayoun et René Teboul, "Naissance et développement de l'économie, 1948-1977 », dans Alain Dieckhoff (dir.), *L'Etat d'Israël. Les grandes études internationales*, Fayard, Paris, 2008, p.226

[126] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.234

[127] Martin Van Creveld rappelle ainsi que l'armée dispensait « *des cours spéciaux à l'usage des conscrits – majoritairement venus de l'Est – qui ne connaissaient pas l'hébreu ou n'avaient pas terminé leur scolarité. Des cours semblables étaient réservés aux civils; il s'agissait souvent des mères ou des sœurs de ces soldats qui, outre une scolarisation encore plus rudimentaire que celle des hommes, étaient supposées ne pas avoir encore compris le sens du mot « israélien ». Leurs instructeurs étaient de jeunes femmes soldats brièvement formées et qui achevaient leur service militaire sous cette forme.*

la même époque. A l'instar des autres armées modernes, et peut-être plus que d'autres en raison de ses diverses missions *« sociales, l'armée israélienne disposait de moyens de propagande tant à usage interne qu'externe : « conférences, « événements culturels », spectacles, journées en plein air, publications diverses ainsi qu'une station de radio, populaire chez les jeunes »*[128].

Ces diverses missions sociales de l'armée visent autant à édifier la jeunesse et à lui inculquer une formation politique de base qu'à permettre une meilleure intégration des immigrants. Le passage par l'armée ou l'un des divers programmes liés à l'institution militaire constitue donc un processus d'intégration au sein d'une nation dont le périmètre est largement défini par la relation armée-société. En effet, ceux qui ne passent pas par ce moule rejoignent *de facto* la frange des exclus[129]. Les recalés du service ou bien les minorités qui ne servaient pas dans l'armée sont de fait confrontés à toute une série de mesures discriminatoires (accès barré aux emplois de la fonction publique, impossibilité d'obtenir le permis de conduire, etc.) qui contribuent à renforcer encore un peu plus leur exclusion. Tout ce système contribue à valider la théorie du militaire comme agent modernisateur de l'Etat, encore autrement appelée « théorie du développement » qui connaissait un réel succès à cette époque dans les milieux universitaires israéliens, et *« dont le principe essentiel stipulait que les forces armées constituaient l'institution privilégiée permettant aux nations nouvellement libérées de se développer et de se moderniser rapidement grâce à leur cohésion et à leurs connaissances techniques. »*[130]

L'arrivée au poste de Ministre de la Défense de Levi Eshkol, à la suite de la démission de Ben Gourion en 1963, marque un tournant. Rabin devient chef d'état-

---

Dans la mesure où leurs élèves n'étaient que des civiles, elles allaient souvent partager la vie de celles-ci dans leurs propres villes et villages. », voir op.cité, p.235

[128] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.235

[129] L'écrivain Yaël Neeman qui est née en Israël et a élevée toute son enfance dans un *kibbutz* raconte ainsi dans son autobiographie l'événement tragique que constitua sa démobilisation de l'armée. Après avoir essayé en vain de s'habituer au service, elle raconte ainsi l'épisode traumatique que constitue sa démobilisation, aussi bien pour elle que pour l'ensemble du *kibbutz* : « *Je me suis présentée devant la psychologue militaire de Tel HaChomer, à côté de ma base. Une haut gradée en uniforme et galons, et j'ai décrit en bégayant mon parcours décousu dans l'armée. Après m'avoir écoutée, elle m'a dit une seule phrase : « Laisse tomber, c'est pas pour toi, l'armée. J'ai eu très peur, j'ai cru qu'elle avait diagnostiqué une chose terrible, disons un genre de folie latente, et qu'elle ne voulait pas me le dire ou en prendre la responsabilité. Mais elle m'a assuré que non [...] que l'armée ne convenait pas à tout le monde. [...] Ma démobilisation n'a jamais été expliquée. C'était un événement dramatique pour l'époque et pour le kibboutz*. », voir Yaël Neeman, *Nous étions l'avenir*, Actes Sud, Paris, 2015, pp.242-243

[130] Martin Van Creveld, op. cité, p.237

major en 1964. Eshkol impose dès son arrivée un nouveau style de gouvernance plus souple et met fin au contrôle militaire des minorités. Il entend par ailleurs réduire le poids excessif prit par l'armée au cours de la dernière décennie. Il décide ainsi de réduire de quatre mois le service militaire, de restreindre le pouvoir des unités spéciales en matière d'écoute. Enfin, il décide la création d'un Collège de Défense national censé permettre le rapprochement et le dialogue entre les sphères civile et militaire.

3. Equilibre de la dissuasion et nouvelles menaces

La majorité de la décennie 1957-1967 est dominée par une double menace. Les forces israéliennes sont tout d'abord confrontées à une menace de faible intensité, constituée par l'essor des groupes armés palestiniens. Puis, à partir du milieu des années 1960, les fronts syrien, puis égyptien, se réchauffent, annonçant la guerre des Six Jours. Au sortir de la campagne de Suez, les groupes palestiniens ont été largement affaiblis, à la fois par la répression israélienne dans la bande de Gaza et celle des autorités égyptiennes. Au cours de cette décennie, les Palestiniens vont devenir l'instrument privilégié de la guerre d'usure menée par les Etats arabes contre Israël et des rivalités interarabes. De leur expérience d'auxiliaires, ils vont tirer des savoir-faire combattants mais surtout la conviction qu'ils doivent s'émanciper de la tutelle des Etats arabes pour mener leur propre lutte de libération nationale.

A partir du début des années 1960, les Etats arabes, qui avaient jusque-là fait le choix de la défensive, s'engagent dans une stratégie offensive à l'égard d'Israël. C'est que ce dernier, fort des succès opérationnels de la campagne de Suez, entend affirmer sa puissance face à ses adversaires arabes. La question du partage des ressources aquifères et la question nucléaire reflètent la confiance du jeune Etat dans son outil militaire.

3.1. Le contrôle des eaux du Jourdain

A partir du début des années 1960, le contrôle des eaux du Jourdain devient un enjeu majeur de tensions entre Israël et la Syrie. En réaction au projet de détournement des eaux du Jourdain par Israël afin d'irriguer le Néguev, le premier sommet arabe de janvier 1964 établit un plan de pompage des eaux du lac Tibériade. De là va naître une course contre la montre entre les adversaires pour le contrôle des ressources aquifères. Les belligérants s'affrontent par tirs d'artillerie interposés dans le Golan. Par ailleurs, les *kibbutzim*, qui sont en première ligne, continuent de grignoter des terres : ils défrichent et cultivent la terre dans les petites enclaves démilitarisées depuis 1948, situées sur la ligne de démarcation. La mise en valeur de la terre doit créer un fait accompli irréversible. Parallèlement, Israël continue de revendiquer les droits de pêche exclusifs en mer de Galilée.

Le 3 novembre 1964, une patrouille israélienne est attaquée à Tel Dan au nord de la mer de Galilée. Dix jours plus tard, un deuxième incident volontairement provoqué par les forces israéliennes provoque une riposte d'artillerie depuis les hauteurs du Golan sur les colonies situées en contrebas. D'autres incidents ont lieu en décembre 1964 et durant les six premiers moins de 1965 sous forme d'escarmouches et d'échanges d'artillerie entre les deux parties. Au cours de l'année 1965, les canonniers israéliens démontraient les premiers résultats de leur nouvelle technique de tirs à distance sur des objectifs mobiles. Ils sont désormais capables d'atteindre par des tirs de sécurité l'artillerie syrienne juchée sur les hauteurs du Golan. En représailles, les Syriens continuent à bombarder les colonies en contrebas. Alors que les travaux de détournement des sources du Jourdain avancent, les Syriens s'éloignent de la zone de démarcation et il devient désormais nécessaire de recourir à l'aviation afin de ralentir la construction des canalisations. Lors d'un bombardement aérien en juillet 1966, les forces aériennes israéliennes abattent leur premier avion syrien.

Au tournant de 1966 et 1967, la situation prend une tournure plus grave. L'escalade est provoquée et entretenue par la partie israélienne, alors même qu'elle sait que les Syriens ont abandonné leur projet de détournement des eaux du Jourdain.

> Comme le rappelle Martin Van Creveld, *« sous Rabin, plus forte et mieux préparée que jamais, la FDI brûlait d'en découdre et acceptait de prendre tous les risques pour provoquer l'embrasement. Les Israéliens ne faisaient*

pas mystère d'une possible attaque de grande envergure contre la Syrie ; attaque que les Soviétiques, à la fois leurs alliés et ceux de l'Egypte, ne firent rien pour décourager. »[131]

Les Israéliens continuent d'envoyer des « tracteurs » défricher les terres disputées afin d'affirmer leur souveraineté sur celles-ci. Cette stratégie jusqu'au-boutiste de la partie israélienne est révélée au grand jour en avril 1967 lors d'une nouvelle dispute autour de quelques mètres carrés de terre revendiqués par les Israéliens. Les Syriens proposent un compromis, refusé par l'autre partie. L'artillerie syrienne bombarde alors le *kibbutz Gaddot,* entraînant des représailles aériennes. 6 avions syriens sont abattus et la chasse israélienne poursuit les autres jusqu'à Damas. Après une brève période d'accalmie, les affrontements reprennent près du *kibbutz* de *Tel Dan*. A partir de cette date, les duels de chars se multiplient le long de la ligne de démarcation et les duels aériens reprennent. La tension monte d'un cran lorsque l'espion israélien Eli Cohen est arrêté et pendu en place publique à Damas.

3.2. Nucléaire et réarmement

A la même époque, les réalisations des industries de défense égyptiennes inquiètent Israël, qui vient de se lancer dans le développement d'un programme nucléaire avec le soutien de la France. Dans la deuxième moitié des années 1950, l'Egypte entreprend de développer ses industries de défense, notamment avec l'aide de savants allemands. L'Egypte réussit ainsi à développer des missiles mer-mer et un petit chasseur à ailes, le *Delta*, ainsi qu'une bombe au cobalt. L'élimination d'un certain nombre de ces savants par le *Mossad* met un coup d'arrêt au développement des industries de défense égyptiennes au moment même où les Israéliens cherchent à se doter de l'arme atomique. L'acquisition de la bombe par un des belligérants changerait radicalement les équilibres de forces dans la région. Les Etats-Unis, prudents, s'opposent à l'acquisition « officielle » de la bombe par Israël. Ils l'acceptent cependant le principe d'un développement « secret » du programme

[131] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.259

nucléaire israélien. Les Israéliens redoutent une attaque préventive arabe qui viserait à stopper l'avancement du programme. A partir du milieu des années 1960, la question de l'acquisition de la bombe par l'Etat hébreu est au cœur de l'actualité des pays arabes. On assiste à une escalade de déclarations agressives des capitales arabes à l'égard d'Israël, qui continue de nier l'existence de ce programme. Une course aux armements s'installe entre les armées arabes et Israël.

Au tournant de 1966 et 1967, les tensions prennent une tournure dangereuse et risque de déclencher un conflit majeur entre les grandes puissances. Les différentes parties s'accordent tacitement pour laisser la question nucléaire de côté. 'Abdel Nasser affiche une certaine passivité alors que les accrochages qui se multiplient sur la frontière syrienne et en Cisjordanie. Fortement critiqué, aussi bien par les Syriens que par les Jordaniens, il décide de jouer le coup de force en envoyant des forces dans le Sinaï en violation des accords de 1957. Héraut du nationalisme arabe, Nasser ne pouvait pas ne pas réagir. La perspective de l'ouverture d'une nouvelle crise avec l'Etat hébreu lui offre par ailleurs m'opportunité de retirer ses troupes enlisées au Yémen, sans perdre la face. Souhaitant se ménager la possibilité de brandir la légitime défense, pour conserver le soutien des Soviétiques, Nasser tente de pousser les Israéliens à la faute par une série de provocations. Il envoie tout d'abord des chasseurs égyptiens en Syrie. Puis, les divisions égyptiennes franchissent le canal de Suez pour venir se placer devant la frontière israélienne. Ce renforcement du dispositif militaire égyptien dans le Sinaï constitue un *casus belli* au regard des accords de cessez-le-feu de 1956. La mobilisation des réservistes et la fermeture du détroit du Tiran équivalent dans ce contexte à une déclaration de guerre.

3.3. Les irréguliers palestiniens au cœur de la guerre froide arabe

Israël se retire de la bande de Gaza après la signature de l'armistice israélo-égyptien, le 7 mars 1957. La Force d'interposition de l'ONU arrive à Gaza au même moment pour surveiller la zone tampon établie entre les deux armées sur la ligne d'armistice. Le 14 mars 1957, un nouveau gouverneur militaire arrive à Gaza après les manifestations de la population locale demandant le retour de l'administration égyptienne. Les 86e et 87e brigades des gardes-frontières palestiniens sont fondues au

sein de la 107e Brigade palestinienne, dont les effectifs atteignent entre 3000 à 3600 hommes. Interdits de rentrer à Gaza par les autorités égyptiennes, ils prennent position sur la rive orientale du Canal de Suez.

Les autorités égyptiennes hésitent sur l'attitude à adopter vis-à-vis des *fedayin*. La formation des groupes armés palestiniens s'est révélée une arme à double tranchant et a abouti à la défaite de Suez. Il est finalement décidé de les rapatriés de Jordanie à Gaza par la mer. 400 à 450 *fedayin*[132] reprennent ainsi pied à Gaza en avril 1957. Le 141e bataillon est officiellement transformé en force de police pour ne pas contrevenir aux termes de l'accord de retrait des forces israéliennes. Cette force est assignée à la protection des installations militaires et à la lutte contre les infiltrations. En réalité, sa mission première reste la collecte de renseignement sur Israël. 200 survivants du Bataillon *Saharti* viennent étoffer les rangs du 141e bataillon.

Les Palestiniens du 68e Bataillon de reconnaissance sont entraînés dans la guerre froide « arabe ». Le bataillon est formé d'éléments palestiniens utilisés depuis l'été 1953 par le deuxième bureau syrien pour collecter des informations sur Israël. Le bataillon de reconnaissance atteint 600 commandos palestiniens (*mughawir*) à son apogée, mais l'encadrement reste syrien. Les Services syriens refusent d'en faire une unité régulière, redoutant une possible émancipation de cette force, et leur interdisent strictement de mener des opérations contre Israël. A partir de 1957, les Services syriens les utilisent pour éliminer certains opposants au régime de Damas. Le bataillon s'attaque en particulier aux nationalistes syriens (Ghassan Jedid) en représailles à l'assassinat du chef d'état-major 'Adnan al Malki. Ils conduisent par ailleurs des actes de sabotage en Jordanie ou au Liban, en opposition à leur rapprochement du camp occidental à partir de 1957. Dans ce contexte, les commandos palestiniens sont engagés dans les combats de la guerre civile libanaise de 1958 aux côtés des milices pronassériennes. Ils apportent également leur soutien aux milices des partis pronassériens en Irak. A cette époque une rivalité féroce oppose Nasser au général Qassem pour le leadership de la région. Les deux invoquent largement la cause palestinienne pour renforcer leur position à la tête du camp nationaliste arabe. Entre 1960 et 1962, les Irakiens forment un éphémère Régiment de

[132] Voir Yezid Sayigh, op. cité, p.66

Libération de la Palestine. A la chute du général Qassem, les officiers palestiniens seront intégrés dans l'armée irakienne, où ils participeront en particulier à la lutte contre les nationalistes kurdes à partir de 1964. En réaction à la création du régiment irakien, Nasser autorise le retour du 20è bataillon à Gaza en 1960, qui prend le nom d'« Armée palestinienne ». A la fin de la même année, il autorisa la création d'une milice de 2500 hommes, la « Résistance populaire ». En 1961, Nasser qui ne ménage pas ses efforts de propagande autour de la cause palestinienne (création de la radio *Voix de la Palestine*) lance un appel aux volontaires pour reconstituer le 21è bataillon des Gardes des Frontières de Palestine. Le bataillon atteint rapidement la taille d'une brigade (1800-2000 hommes). La rivalité avec Qassem a indéniablement profité aux Palestiniens. Mais la fin de la République Arabe Unie en 1961, le début du conflit au Yémen et la chute de Qassem renvoient la question palestinienne au deuxième rang des préoccupations du leader égyptien.

Le 68è bataillon de reconnaissance, identifié comme pronassérien se retrouve pris au piège des coups d'état à répétition qui agitent la Syrie depuis la fin de la RAU. A partir de 1963, le nouveau pouvoir *baathiste* utilise les vétérans du 68è bataillon pour mener des missions de surveillance, notamment parmi les réfugiés, inquiet de l'influence croissante des idées nassériennes au sein de la population. Le Détachement palestinien (*al Mafraza al Filastiniyya*) et la Section palestinienne (*al Qism al Filastini*) sont rattachés directement au Ministère de l'Intérieur syrien. En août 1963, le 68e bataillon, ressuscité et désormais fort de plus de 500 hommes, est placé sous le commandement d'officiers palestiniens appartenant au parti *Ba'th*. Sous la férule du *Ba'th*, les agents palestiniens du 68^{e} bataillon deviennent les instruments d'une surveillance policière qui s'exerce avant tout sur leurs compatriotes des camps de réfugiés de Damas et d'Alep.

Les premières années de l'après campagne de Suez voient donc l'instrumentalisation des combattants palestiniens par les pouvoirs arabes dans le cadre de leurs rivalités de pouvoir. La cause palestinienne est également un argument de propagande des régimes arabes. Mais dans les faits, les Etats arabes promettent beaucoup plus qu'ils ne font, démontrant par-là leur incapacité autant que de leur

absence de volonté d'affronter Israël[133]. De ces promesses déçues par les calculs cyniques des rivaux arabes vont naître les premiers groupes de guérilla palestiniens autonomes.

[133] Sur la propagande des régimes arabes, voir Yezid Sayigh, op. cité, p.70

SECTION 2 : LA RESISTANCE PALESTINIENNE « LAÏQUE »: DES ORIGINES A L'OPERATION PAIX EN GALILEE

Alors que les forces des Frères musulmans, palestiniens et arabes, avaient courageusement participé aux combats de 1947 et 1948, elles furent dès l'entrée des forces armées arabes en Palestine marginalisées. Les gouvernements arabes, au premier rang desquels l'Egypte et la monarchie jordanienne, s'empressent dès 1948 de démanteler ces groupes armés, de même que les embryons d'organisations politiques arabes de Palestine[134].

Ainsi, avant même la campagne de Suez, des unités palestiniennes, régulières et irrégulières, avaient déjà été engagées dans des affrontements avec les forces israéliennes. De ces premiers groupes armés vont sortir les cadres du futur mouvement national palestinien qui naît au cours des années 1950. La victoire des forces israéliennes en 1967 va, paradoxalement, offrir l'opportunité aux factions palestiniennes de s'émanciper de la tutelle des Etats arabes et de lancer une lutte armée de libération nationale.

Au cours des années 1970, la guérilla palestinienne, après son expulsion de Jordanie et son installation au Liban, entreprend la construction d'un Etat en exil. L'affirmation d'une forme de « souveraineté palestinienne » au Liban contribue au déclenchement de la guerre civile libanaise et justifie l'invasion des forces israéliennes du Liban. L'opération Paix en Galilée marquera toutefois la fin de l'ère de la *République Fakhani* et de la résistance « laïque » palestinienne. L'aventure palestinienne au Liban se terminera dans un échec sanglant. Cependant, elle va profondément influencer les résistances islamiques, palestiniennes et libanaise, et marquera durablement les forces israéliennes.

[134] Sur le démantèlement des forces poliques et militaires palestiniennes par l'Egypte et la Jordanie à partir de 1948, voir Yezid Sayigh, op. cité, p.58

I. Les origines du mouvement national palestinien

Dans les années qui suivent la *nakba* (« catastrophe ») de 1948, émergent de nombreux mouvements clandestins, dont les plus influents sont le Mouvement des Nationalistes arabes (*Hakarat al Qawmiyyin al 'Arab*) et le Mouvement de Libération national palestinien (*Harakat al Tahrir al Watani al Filastini*), plus connu sous le nom de *Fatah*. De ces mouvements et de leurs rivalités émergeront les organisations qui prendront la direction politique et militaire du mouvement national palestinien au cours des années 1960. En dépit des différences sociologiques et culturelles, mais aussi géographiques (au sens d'un ancrage) qui traversent les sociétés palestiniennes à cette époque, les combattants liés à la confrérie des Frères musulmans qui ont pris part aux combats de 1948 exercent sur l'ensemble de la jeunesse palestinienne une fascination.

1. Aux origines : les Frères musulmans

Les membres de ce qui allait devenir à la fin des années 1950 le *Fatah* ont tous été liés à un degré ou à un autre à la branche gaziote de la confrérie des Frères musulmans (*FM*). Les futurs cadres de ce mouvements sont à quelques exceptions près issus de familles ayant trouvé refuge dans la bande de Gaza lors des affrontements de 1947-48. Certains de ces jeunes avaient rejoints la branche palestinienne de la confrérie dès 1946 et participé aux combats durant la guerre. Une grande majorité des cadres qui formeront plus tard le commandement politique et militaire de l'OLP ou des groupes de guérillas palestiniens se sont rencontrés pendant leur adolescence dans les écoles de la Bande ou dans les associations sportives et socio-culturelles liées à la confrérie. Au sein de ces associations, ils reçoivent un entraînement physique et quelques rudiments militaires de base.

Khalil al Wazir, le futur numéro 2 du *Fatah* et de l'OLP, explique des années plus tard l'attraction qu'exerçait la confrérie sur la jeunesse gaziote :

> *« After 1949, as a group of youths we sought out the mujahidin who had participated in the Palestine War, to learn from their personal experiences in combat … Most of them told us that they had fought in the ranks of the Muslim Brotherhood, which is in reality what deepened the ties between youth in the [Gaza] Strip and the mujahidin 'brethren'… The experience of the Brotherhood attracted us as a group of youths, especially as there were no political forces in the Strip besides the Muslim Brotherhood and the communists. But the communists were few and had a special view of matters that did not match the feelings of people, because at that time they were calling for coexistence [with Israel]… so they were limited to clandestine activity… [Whereas] the Brotherhood took the path of preparing and educating for armed struggle."*[135]

A ce groupe de Gaziotes, on doit ajouter le jeune Yasser Arafat qui, après avoir combattu avec le contingent des *FM* pendant la guerre, est retourné au Caire pour y poursuivre ses études d'ingénieur. Il rejoint le cours de préparation militaire pour les volontaires de l'université, et c'est comme cela qu'il établit des contacts avec les Officiers libres. Il participe à un certain nombre d'attaques des *FM* contre les Britanniques sur le Canal entre 1951 et 1954 et devient lui-même instructeur pour les volontaires de l'université. Il joue par ailleurs un rôle actif au sein de la Ligue des Etudiants palestiniens dont il prend la tête en 1952. Il y recrutera plus tard un certain nombre de membres du *Fatah*.

Face à cette jeunesse en quête de revanche, la confrérie fonde deux organisations armées : *Shabab al Tha'r* (« Jeunes de la Revanche ») et la *Katibat al Haq* (« Bataillon du Droit »), auxquels appartenaient Salah Khalaf et Khalil al Wazir. Mais le changement des relations entre la confrérie et le pouvoir égyptien, et la répression qui s'ensuit, mènent à un déclin de ces organisations. Wazir et quelques-uns de ses compagnons décident de monter leur propre groupe et conduisent une série

de sabotage fin 1954 et dans les premiers mois de 1955 au nom de la *Katibat al Haq*. Ils attirent dans leurs rangs quelques anciens des FM, qui leur apportent leur expérience militaire. Avec l'escalade des raids israéliens contre Gaza, la politique égyptienne à l'égard d'Israël change. Devant les protestations des Gaziotes demandant la conscription, les autorités égyptiennes étendent le programme d'entraînement militaire dispensé aux jeunes. C'est dans ce contexte, qu'Arafat se rend à Gaza comme instructeur et y fait la connaissance de Khalil al Wazir et de ses compagnons. Les futurs fondateurs du *Fatah* se lient d'amitié lorsque Wazir rejoint l'université du Caire quelques mois avant la campagne du Sinaï.

2. Le mouvement des nationalistes arabes (MNA)

En parallèle, à Beyrouth, se constitue au début des années 1950 le Mouvement des Nationalistes Arabes (MNA) à partir de Georges Habache et Hani al Hindi. Le premier, Georges Habache, est le fils d'une famille commerçante chrétienne relativement aisée, originaire de *Lydda*. Le second, Hani al Hindi, est issu d'une famille de notables damascènes. Son père a servi dans l'armée irakienne et a trouvé refuge à Damas après avoir participé au coup d'état raté de Rashid 'Ali al Kaylani en 1941. Les deux membres fondateurs du MNA se sont rencontrés lors de leur engagement dans l'Armée arabe du salut en 1948. La *nakba* et la conviction de la compromission des régimes arabes avec les Britanniques et les Sionistes, les poussent à participer à la formation des *Kata'ib al Fida al 'Arabi* (« Bataillons du sacrifice arabe ») avec des activistes syriens et un groupe de fugitifs égyptiens (les « chemises vertes » d'Hussein Tawfiq). Les Bataillons ont des références idéologiques et des modèles d'inspiration très variés, qui vont du *Mouvement jeune Italie* à Bismarck, en passant par Garibaldi et les Frères musulmans égyptiens. Les *Kata'ib* commettent une douzaine d'attentats à Damas et Beyrouth dans la période des pourparlers d'armistice à Lausanne, en 1949, contre des intérêts juifs, français et américains.

---

[135] Propos recueillis par Salwa al Ahmad, publiés à titre posthume dans le journal *Al Safir* du 25 avril 1988, cité par Yezid Sayegh, op. cité, p. 81

Mais Habache et al Hindi désapprouvent la stratégie du mouvement qui n'a pas d'objectifs clairs et veulent, quant à eux, passer à l'action armée contre Israël (opérations de sabotage, infiltrations en Israël). Ils sont, de leur côté, comme le rappelle Yezid Sayigh, plus inspirés par les modèles d'organisations clandestines de la confrérie ou de la *Haganah* à ses débuts:

> *« In their search for models, Habash and Hindi also looked to the 'secret apparatus' (al jihaz al sirri) of the Muslim Brotherhood and to the Haganah and the other Zionist underground organizations of the pre-1948 period."*[136]

Habache et Hindi rejoignent à l'Université américaine de Beyrouth le groupe "*al 'Urwa al Wuthqa*" (*The Firmest Bond*) à partir de 1949, dont certains membres, tels que Wadi' Haddad, Ahmad al Khatib and Muhsin Ibrahim compteront parmi les membres fondateurs du MNA. L'hôpital de l'université leur permet de rencontrer de potentiels nouvelles recrues parmi les Palestiniens, ou leurs proches, blessés pendant les affrontements de 48 ou les infiltrations au début des années 1950. Entre 1951 et 1952, le mouvement attire de nouveaux étudiants venus de Syrie, du Liban, de Jordanie.

Si la libération de la Palestine constitue le premier objectif du MNA, ce dernier considère qu'il ne pourra y arriver tant que les gouvernements arabes restant sous l'influence des puissances occidentales. Conscients des enjeux politiques régionaux, ils reconnaissent cependant que cet objectif ne pourra être atteint qu'au prix d'efforts politiques considérables; en attendant, ils se concentrent sur la mobilisation contre Israël à travers le Comité de Résistance à la paix avec Israël (*Hay'at Muqawamat al Suhl ma' Isra'il*). Ils mobilisent les réfugiés contre les plans de réinstallation proposés par l'UNRWA entre 1950 et 1953. Le Comité permet au mouvement d'établir de nombreux contacts dans les camps de réfugiés en Syrie et en Jordanie, à partir desquels ils organisent des cellules clandestines.

[136] Yezid Sayegh, op. cité, p. 72

Mais la capacité de mobilisation du mouvement est limitée par son obsession du secret et ses inspirations fascistes européennes. Dans les années suivantes, le mouvement travaille à étendre sa base aussi bien en Syrie, qu'en Egypte, au Liban et en Jordanie. Les institutions de l'organisation de l'organisation sont consolidées autour d'une structure compartimentée, pyramidale et hiérarchique, sur le modèle des organisations communistes. Le mouvement prend de l'ampleur. L'expulsion d'une dizaine de ses membres de l'Université américaine de Beyrouth pousse ces derniers à se rendre au Caire où ils font la connaissance de nationalistes arabes venus du Golfe ou du Maghreb. Une petite branche irakienne est même fondée au début 1959, qui tisse des liens avec des nationalistes du nord Yémen.

Au milieu des années 1950, le MNA se dote de plusieurs publications afin de faire connaître ses idées. A partir de 1952, la branche est très active au Liban, en particulier auprès des ouvriers libanais de Tyr et de Sidon et dans les camps de réfugiés adjacents. Mais le mouvement pâti, en termes de recrutement, du rapprochement entre le Parti nationaliste syrien et le *Ba'th*. Les effectifs du MNA commenceront seulement grossir à partir de 1956-57, à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. A cette époque, le MNA commence à nouer des contacts dans la Bande, notamment à avec d'anciens membres de la confrérie des Frères musulmans, tels que Sabbah al Thabit et Mohammad al Musallami. Le MNA recrute largement parmi les instituteurs des écoles de l'UNRWA dans les camps de réfugiés en Cisjordanie, en Syrie et au Liban, mais aussi parmi les lycéens. Il est particulièrement bien implanté dans les associations de jeunesse et les clubs de sport des camps de réfugiés (Club Jihad pour la Culture et le Sport à Sidon, les Scouts Arabes Palestiniens).

Alors qu'au départ le mouvement est plutôt suspicieux vis-à-vis de la révolution des Officiers libres en Egypte, il est par contre littéralement séduit par la personnalité de Nasser qui se révèle à partir de son opposition au Pacte de Bagdad en 1955. Ses positions anti-occidentales, notamment son soutien à la lutte de libération algérienne, plaisent également au mouvement. La nationalisation du Canal en 1956 achève de convaincre le MNA que le monde arabe a enfin trouvé son leader. A partir de ce moment-là, le MNA va s'aligner sur les orientations du Caire. Dans les années suivantes, du fait de son orientation pronassérienne, le MNA se trouve pris dans les rivalités de la guerre froide arabe, en Irak, mais aussi en Syrie et au Liban. Sa fidélité

affichée au leader égyptien lui permet cependant de bénéficier de soutiens – rapprochement avec le 68è bataillon de reconnaissance syrien – et de recruter plus largement pour atteindre. Il atteint quelques milliers de membres au début des années 1960. Mais cette expansion soudaine provoque des tensions au sein du mouvement. Des désaccords idéologiques, notamment sur les priorités du mouvement, se font jour. La question est de savoir comment concilier l'objectif nassérien de l'unité arabe tout en conservant la priorité de la cause palestinienne? Cette tension va persister au sein de l'organisation jusqu'au milieu des années 1960, où une partie de ses membres, las des débats idéologiques de la gauche arabe et pressé de s'engager dans la lutte armée contre Israël, vont sur pied une branche palestinienne du mouvement.

3. Naissance du Fatah

Le *Fatah* est né en réaction à la réticence des Etats arabes à soutenir le développement d'organisations armées et politiques palestiniennes autonomes. Suite à la campagne de Suez, il devient clair que les Etats arabes n'ont aucune intention de financer et de contribuer à la constitution d'une force armée palestinienne, régulière ou non. Alors que beaucoup de Palestiniens voyaient un hypothétique salut en Nasser, en particulier les mouvements liés aux nationalistes arabes, les futurs fondateurs du *Fatah* remarquent dès mars 1957 les mesures prises par les autorités égyptiennes à Gaza pour empêcher la reconstitution des groupes armés.

Convaincu que les Etats arabes ne permettront ou n'encourageront pas la formation d'une entité palestinienne indépendante, ni même une organisation politique et militaire proprement palestinienne pour lutter contre Israël, Khalil al Wazir fait appel à la confrérie pour l'aider à mettre en place une organisation armée indépendante. Devant le refus de celle-ci, Wazir et un certain nombre des futurs membres fondateurs du *Fatah*, dont Arafat, qui ont émigré dans le Golfe, se réunissent pour former une organisation clandestine à la fin de 1957 au Koweït. Deux documents fondateurs, le *Haykal al Bina' al Thawri* (« Structure de la construction révolutionnaire ») et le *Bayan al Haraka* (« Communiqué du mouvement »), jettent les bases idéologiques du mouvement ainsi que les grandes lignes de son

organisation. Fin 1959, le *Fatah* compte déjà plus de 500 membres. Une publication, *Filastinuna*, leur permet de se faire connaître parmi d'autres groupes d'activistes.

Déçus par l'échec de l'union entre l'Egypte et la Syrie (1961), des activistes du parti *Ba'th* rejoignent les rangs du *Fatah*. Ceux-ci avaient déjà eu une expérience combattante au sein de formations comme *al 'Asifa (« La Tempête ») ou 'Arab Filastin (« Arabes de Palestine »)*[137] et s'étaient essayés au militantisme au cours des années 1950 dans des formations liées ou proches des Frères. L'influence des FM sur cette jeunesse palestinienne en quête d'engagement s'explique moins par la piété et l'attirance pour les valeurs islamiques de ces jeunes que par leur envie d'appartenir à une organisation clandestine, à l'image *d'al Nizam al khas* (« l'ordre spécial ») ou des *Fursan Badr* (« chevaliers de Badr »), censés conduire des missions spéciales ou assurer l'entraînement des volontaires de la confrérie. La confrérie est, quant à elle, plus intéressée par la prise du pouvoir à Damas que par la cause palestinienne. Les calculs politiques de la confrérie pousse ainsi une parties des jeunes recrues palestiniennes à former un groupe indépendant, *Kata'ib Mohammad* (Bataillons de Mohammad). Jusqu'au début des années 1960, les seuls combats auxquels participent les jeunes palestiniens de Damas sont ceux avec la Sécurité syrienne. Les connexions avec les activistes de la Bande ouvrent au *Fatah* les réseaux de Gaza mais aussi de la diaspora palestinienne installée en Europe. Jusqu'en 1962, le *Fatah* correspond plus à une plateforme rassemblant divers groupes et mouvances qu'à une véritable organisation structurée.

Entre 1962 et 1964, le mouvement se structure, au Koweït, autour d'un noyau dur dirigé par Arafat. On y retrouve Khalil al Wazir, Mahmoud Abbas, Farouq al Qaddumi et 'Adil Abdel Karim, qui représentent la « filiation gaziote » du mouvement, Dannan, Khalid-al-Hasan, Munir Swayd et Za'nun pour la branche « koweitienne » du mouvement et enfin Mahmud al-Khalidi, Husam al-Khatib, et Mahmud Falaha pour la connexion syrienne. A l'exception de Qaddumi, qui vient de Cisjordanie, tous les membres du noyau historique du *Fatah* sont des réfugiés. C'est à

[137] Ce groupe, des rangs duquel sortira Hayil 'Abdeh Hamid, un des futurs cadres du *Fatah*, rassemblait au départ une quarantaine d'étudiants du camp de Yarmouk, près de Damas. Son rival, *Shabab al 'Aqsa* (« Jeunes d'al 'Aqsa ») était, quant à lui, lié à la confrérie. De ses rangs, sortira Hani al Hassan. Ce dernier formera quelque temps plus tard, toujours à Damas, *Ibna Filastin fi al Jami'a* (« Les Fils de Palestine à l'Université ») avec Mahmoud 'Abbas. Sur ces groupes organisant la jeunesse palestinienne de Damas, voir Yezid Sayigh, op. cité, pp. 84-85

cette époque que sont définies les grandes lignes directrices du mouvement: lutte armée pour la libération de toute la Palestine et destruction de l'entité sioniste ; indépendance du mouvement vis-à-vis des Etats arabes ; unité nationale.

La primauté est donnée dès le départ au recours à la violence armée, considérée comme le seul moyen de mobiliser la population palestinienne, tout en réaffirmant son identité et son unité nationale face aux Etats arabes. La « violence révolutionnaire » devait marquer une rupture radicale avec la figure du réfugié palestinien qui s'était résigné, après la *nakba*, à vivre dans des conditions misérables et à accepter son sort. La centralité de la violence dans la pensée du *Fatah* doit beaucoup aux écrits de Frantz Fanon sur la valeur « curatrice » ou purificatrice de la violence sur la psyché de l'opprimé. Le *Fatah* envisageait ainsi la violence révolutionnaire comme un moyen de mobiliser les masses en vue de l'unité nationale, en provoquant un choc psychologique tel que les Palestiniens prendraient leur destin en main.

Au début des années 1960, les *baathistes* sont les seuls parmi les nationalistes arabes à prôner la constitution d'une organisation politique autonome palestinienne. Ainsi, dès 1959, la branche libanaise du *Ba'th* qui comprend un grand nombre de Palestiniens, qui ont acquis une véritable expérience militaire lors de la guerre civile de 1958, réclame l'établissement d'une branche palestinienne distincte. Le commandement national et le commandement régional à Damas s'y opposent. La « scission » palestinienne va à l'encontre du principe fondamental d'unité arabe, central dans l'idéologie *baathiste*. Face à l'influence croissante du *Fatah*, du MNA et du Front de Libération de la Palestine d'Ahmad Jibril (FLP), moins connu, parmi les réfugiés en Syrie, les *baathistes* qui viennent de s'emparer du pouvoir à Damas (1963) autorisent les Palestiniens à se regrouper dans la Section des étudiants palestiniens de l'Université. Bien que l'audience de celle-ci reste limitée, elle attire tout de même un certain nombre de jeunes officiers qui participent, par ailleurs, au comité militaire secret du Parti *Ba'th*. Ces connexions se révèleront essentielles par la suite pour le développement de la lutte armée.

Le changement d'attitude des *baathistes* syriens reflète les changements de pouvoir et les rivalités qui agitent le monde arabe à cette époque, notamment

l'opposition entre le Caire et l'Arabie saoudite qui polarisent les relations politiques régionales alors que débute la guerre du Yémen (1962). L'annonce par Israël de son intention de détourner les eaux du Jourdain force cependant les « conservateurs » et les « progressistes » à mettre temporairement leurs rivalités entre parenthèses. Dans ce contexte, la « carte palestinienne » devient un nouvel enjeu des rivalités interarabes. Le Parti *Ba'th* accepte la formation d'une branche palestinienne séparée et accueille le *Fatah* sur le territoire syrien. Nasser, qui n'entend pas céder le leadership du monde arabe aux *baathistes*, encourage, de son côté, la création de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) au début 1964.

4. Création de l'OLP et de l'ALP

Au début des années 1960, les Palestiniens délaissent les grandes forces politiques du moment – mouvements islamistes, parti *Ba'th*, communistes et Nationalistes syriens - pour se tourner vers des mouvements, qui, bien que faiblement structurés et à l'audience politique limitée, font de la libération de la Palestine le point focal de leurs discours. C'est dans ce contexte qu'émergent au début des années 1960 de multiples groupes de libération, reflétant la déception des Palestiniens vis-à-vis des régimes arabes. A cette époque, beaucoup de Palestiniens, toutes classes sociales confondues, partagent la conviction du *Fatah* qu'il est temps pour les Palestiniens de reprendre leur destin national en main. Ce sentiment diffus n'a cependant pas encore trouvé un cadre structuré pour s'épanouir. Dans ce contexte, le *MNA*, clairement pronassérien tout en faisant de la Palestine sa raison d'être, fait exception. Toutefois, l'insistance de Nasser à refuser de s'engager dans une confrontation ouverte avec Israël place le mouvement dans une position délicate.

Le contexte régional évolue à l'automne 1963. Nasser se rapproche de l'Arabie saoudite afin de trouver une solution au conflit au Yémen, où les troupes égyptiennes sont littéralement enlisées. Au même moment, le contrôle des eaux du Jourdain devient un enjeu majeur de la confrontation avec Israël et fournit l'occasion aux Etats arabes de dépasser leurs rivalités. Les membres de la classe moyenne supérieure et les notabilités traditionnelles de la Palestine d'avant-1948 vont profiter

de cette ambiance de consensus pour tenter de donner naissance à une organisation pré-étatique avec le soutien des Etats arabes. Cette mouvance redonne vie aux anciennes élites du mouvement national. Lors du premier sommet arabe du Caire en janvier 1964, les Etats arabes avalisent le principe de la création d'un Commandement arabe uni, supervisé par l'Egypte afin de coordonner les préparatifs militaires arabes en vue d'une éventuelle confrontation avec Israël.

Il apparaît, dès le départ, que les chefs d'Etat arabes ne veulent pas prendre en charge le problème palestinien et encore moins soutenir la création d'une organisation politique et/ou militaire indépendante; le président égyptien, aussi bien le roi Hussein, n'envisagent pour l'instant pas de se séparer des territoires sous leur administration. Après la dissolution de l'éphémère Gouvernement de toute la Palestine en 1963, Shuqayri, qui en avait été membre, est choisi par Nasser pour représenter les Palestiniens à la Ligue arabe. Lors d'une conférence tenue en mai 1964 à Jérusalem-Est devant une large audience palestinienne (422 représentants de Cisjordanie et de la Bande de Gaza, composés de notables et élus locaux), il proclame la nécessité d'établir une entité étatique nationale palestinienne. La conférence approuve la création de l'Organisation de Libération de la Palestine[138] ainsi que sa charte et ses statuts fondateurs. La conférence s'auto-constitue en Conseil national de Palestine (CNP). Au sein de ce corps représentatif constituant la plus haute autorité de l'OLP est élu un comité exécutif qui a vocation, à terme, à se transformer en gouvernement. Shuqayri est naturellement élu président du comité exécutif. La conférence décide d'imposer un entraînement militaire à tous les Palestiniens, hommes et femmes, capables de porter des armes et de former des unités régulières et de guérillas, équipées d'armements modernes. Des représentants sont dépêchés auprès du Commandement arabe uni afin d'organiser la mobilisation. La conférence appelle pour finir les Etats arabes à reconnaître aux responsables de l'OLP les mêmes droits et privilèges que ceux accordés aux autres responsables arabes et à reconnaître les cartes d'identité délivrées aux Palestiniens par l'OLP.

Mais, l'OLP ne fait pas consensus. Les représentants du Conseil national représentent les notables et élites, intellectuelles, religieuses et politiques, de l'avant-

1948. Al Husseini s'oppose, par ailleurs, au projet considérant que, compte tenu de son rôle de leader historique, c'est à lui que revient la charge de diriger une organisation nationale palestinienne. Les représentants sont par ailleurs en majorité issus de la classe moyenne et une très faible minorité représente la paysannerie, le prolétariat et les réfugiés. Dès le départ, Shuqayri propose au MNA et au *Fatah* de rejoindre le CNP, même s'il se refuse officiellement à reconnaître leur existence. De son côté, le MNA s'oppose à cette construction qui va à l'encontre du principe de l'unité arabe et critique l'absence de représentation des groupes révolutionnaire ou du puissant Syndicat des Etudiants palestiniens. Le MNA dénonce enfin le caractère « bourgeois » de cette représentation « auto-proclamée », et non élue, qui n'est proche ni des masses ni des forces qui ont jusque-là menée la lutte armée révolutionnaire. Le MNA tente de réunir les forces révolutionnaires dans un contre-front, le *Politburo d'Action unifié des Forces révolutionnaires palestiniennes*; sans réel succès.

Le *Fatah*, de son côté, s'oppose autant à Shuqayri, que les membres n'aiment pas, qu'à ce qu'il considère comme un regroupement de notables et de « fils de bonne famille ». Mais le *Fatah* est plus pragmatique que le MNA et considère l'OLP comme un premier pas vers la formation d'une entité étatique palestinienne et d'un embryon d'armée, même si celle-ci est placée sous la tutelle des Etats arabes. L'existence du CNP remet en cause le rôle que le *Fatah* avait envisagé de se donner dans la conduite du mouvement national. Dès sa fondation, il avait prévu de transformer à terme son conseil révolutionnaire en une instance nationale représentative et son comité central en leadership palestinien. Conscient de l'inutilité d'une opposition frontale à l'OLP, qui a obtenu la reconnaissance officielle des Etats arabes au sommet du CNP[139] de Jérusalem de 1964 - de même que l'Armée de Libération de la Palestine (ALP) -, le *Fatah* adopte alors une stratégie d'entrisme afin de prendre le contrôle de l'OLP.

L'ALP est créée à partir des Gardes des Frontières de Palestine. Les combattants de l'ALP exercent une forte attraction sur la jeunesse palestinienne. La reconnaissance de l'OLP et de son bras armé en 1964 vont ainsi jouer un rôle

---

[138] Sur le contexte de création de l'OLP, voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 14359-14406 ; voir la Charte de l'*OLP* de 1964 en annexe 5.
[139] Voir la charte en annexe 5.

d'aiguillon dans le passage de la lutte armée du *Fatah*. Celui-ci va bénéficier du soutien de l'Algérie toute juste indépendante. Le gouvernement algérien entraîne à l'été 1964 entre 100 et 200 Palestiniens à la guérilla, mais plus important encore, ouvre au *Fatah* ses nombreuses connexions avec les autres mouvements de libération de l'époque : Front national de libération du sud Vietnam, Che Guevara, leaders des mouvements de libération nationale dans l'Afrique portugaise. A la même période, Arafat et Wazir se rendent en Chine, où ils rencontrent Mao Zedong, ainsi qu'en Corée du Nord. Enfin, ils vont bénéficier du changement de régime à Damas qui voit désormais dans le *Fatah* l'occasion de contrer les « desseins » nassériens.

5. La lutte armée comme tentative d'émancipation nationale

Au début de 1963, le *Fatah* est encore loin de pouvoir se lancer dans la lutte armée. Le mouvement a élargi ses rangs mais il reste peu structuré. Arafat quitte le Koweït pour Damas afin de développer l'organisation en Syrie, au Liban et en Jordanie. Il commence d'abord par rallier les membres de l'ancien mufti Husseini dans les camps de réfugiés. Certains ont déjà conduits des missions pour le compte des services de renseignement syrien, libanais, égyptien ou ont appartenu au parti *Ba'th*. A partir de Damas, Arafat établit des contacts avec d'autres organisations de libération au Liban, notamment avec l'Organisation révolutionnaire palestinienne de Zakariyya 'Abd al Rahim. Celle-ci rejoint le *Fatah* en 1963 et est chargée de construire la branche libanaise du mouvement. Les groupes libanais ont bénéficié de l'expérience de la guerre civile de 1958[140] et savent où se procurer des armes légères. En Jordanie, le *Fatah* bénéficie de l'appui d'un de ses membres, Muhammad Ghaneim, un ancien des *Jawwala* (*Rangers*), les scouts des Frères musulmans.

[140] Au milieu des années 1950, le Président Chamoun mène une politique pro-occidentale qui va à l'encontre de la tendance nationaliste arabe présente partout dans la région. Aux élections partielles de 1957, il manœuvre pour faire élire des candidats (PPS et Phalangistes) qui lui sont favorables, remettant ainsi en cause de manière tacite le pacte national basé sur la représentation des différentes communautés libanaises. Avec ce nouveau Parlement libanais acquis à sa cause, il tente d'introduire un amendement constitutionnel autorisant sa réélection pour un nouveau mandat de six ans. Ses adversaires sunnites et druzes menacent de rejoindre la République Arabe Unie qui se met en place au même moment entre l'Egypte et la Syrie. L'opposition mobilise les couches populaires sunnites de Beyrouth qui se mettent en grève en mai 1958, demandant le départ du Président Chamoun. Celui-ci renonce à son amendement mais refuse de démissionner. Le nord chrétien et *Zghorta* (le fief des Franjieh), Tripoli la capitale sunnite du Nord (Rashid Karameh), la Bekaa chiite, le Chouf druze (Kamal Joumblatt) rejoignent les quartiers sunnites des grandes villes dans la contestation qui prend un tour violent. Chamoun, craignant une intervention des troupes de la RAU, demande l'intervention des troupes américaine à Beyrouth. Les tensions retombent et le chef de l'Armée, le général Chehab, qui a maintenu la neutralité de l'armée pendant toute la période des combats, est élu président suite à Camille Chamoun.

Comme d'autres, il a quitté la confrérie après que celle-ci ait accepté tacitement le réalignement de la monarchie sur les vues américaines en 1962-63. Des *Baathistes* rejoignent également le mouvement en Jordanie. Mais, ce sont les contacts directs avec les autorités syriennes qui se révèlent les plus fructueux. Hafez al Assad, qui commande l'Armée de l'Air autorise ainsi la livraison des armes algériennes dans les bases syriennes et le chef des SR militaires syriens offre un certain nombre de facilités aux agents du *Fatah* basés en Syrie. Le mouvement essaie parallèlement d'élargir ses contacts à l'extérieur, notamment en Libye (sans grand succès toutefois), mais aussi en Arabie saoudite, où il bénéficie du soutien des comités de financement des travailleurs palestiniens émigrés.

Au cours de l'été 1964, de vifs débats éclatent au sein de la direction du *Fatah* à Damas et au Koweït, autour de l'opportunité de lancer la lutte armée. Le mouvement se scinde rapidement entre « rationnels » (*'aqlin*) et « fous » (*majannin*). Arafat et Wazir qui appartiennent à de la deuxième tendance, remuent ciel et terre pour achever au plus vite la préparation des groupes armés. Ils entreprennent, tout d'abord, de recruter des combattants, notamment parmi les vétérans du Détachement palestinien et du 68e bataillon de reconnaissance. Certains de leurs membres appartiennent aux clans bédouins comme les *Hayba* et les *Tillawiyya*, dont les membres sont dispersés entre le Nord d'Israël, le Sud Liban et les hauteurs du Golan. D'autres éléments sont recrutés parmi les réfugiés de Jordanie et du Liban. Arafat établit également des contacts avec les Bédouins du sud de la Jordanie, familiers du Néguev. Ainsi, très rapidement, le *Fatah* dispose d'éléments à même de lui fournir des renseignements sur la situation aux frontières et à l'intérieur d'Israël.

L'embryon de structure qu'Arafat et Wazir (tout au plus 50 combattants) ont réussi à constituer reste pourtant très loin du modèle théorique défini par le document « Structure d'une construction révolutionnaire ». Celui préconisait en effet l'établissement d'une importante base militante, organisée et structurée; l'accumulation de suffisamment d'armes et de fonds; l'établissement de bases et de systèmes de communication, de réseaux de soutien et d'un système de collecte d'information sur les cibles économiques et militaires stratégiques d'Israël. Il était aussi prévu de mettre en place un état-major, avec des comités centraux chargés des affaires politiques, de l'endoctrinement et de la mobilisation, de la planification et de

la supervision. Autant d'éléments qui devaient constituer des prérequis à la lutte armée. Or, celle-ci est dans les faits lancée le 31 décembre 1964. Deux opérations, montées depuis le Liban, sont conduites contre la zone du Lac de Tibériade. Si les opérations ont échoué, elles n'en ont pas moins marqué l'engagement officiel du *Fatah* dans la lutte armée, qui a un effet d'entraînement certain sur le MNA.

Ce dernier, conscient que le développement de la lutte armée palestinienne risque d'entraîner l'Egypte dans une guerre pour laquelle l'armée égyptienne n'est encore prête, s'oppose pour l'instant au recours à la violence armée. Mais les premières actions militaires du *Fatah* ont fortement impressionné la population palestinienne. Le MNA, au prix de multiples débats internes qui scindent le mouvement entre gauche et droite, forme un Commandement d'Action Palestinienne (*Qiyadet al 'Amal al Filastini*) autonome. Les membres palestiniens du MNA au Liban, en Syrie, au Koweït et en Egypte sont désormais rassemblés au sein de sections indépendantes (*aqsam*), directement liées au CAP. Certains Palestiniens refusent toutefois de rejoindre ces branches, fidèles au dogme pan-arabiste du MNA. Certaines branches se regroupent, notamment en Syrie et en Irak, suscitant l'inquiétude des autorités syriennes qui craignent une tentative de coup d'état pronassérien. Un certain nombre de membres du MNA sont emprisonnés. En Jordanie, la majorité de la branche s'oppose à la création d'une branche séparée, qui va à l'encontre du lien naturel qui existe entre Palestiniens et Transjordaniens. Au même moment le CAP approuve le principe de la création d'un appareil militaire dédié aux opérations contre Israël à partir de la section de Cisjordanie.

Georges Habache rencontre Nasser en 1964, qui lui promet une aide matérielle tout en restant vague sur le moment opportun pour déclencher la lutte. Haddad, l'homme d'action du MNA, a déjà pris des mesures à cette fin. Entre 1963 et 1964, une structure paramilitaire (*al jihaz al nidali* – *«* l'Appareil combattant ») et un appareil destiné à la collecte du renseignement voient le jour à Beyrouth. L'organisation militaire, placée sous la direction d'Haddad qui assure la liaison avec le comité central du MNA, a des membres dans les autres Etats arabes. L' « Appareil combattant » est constitué à partir de membres du MNA, en majorité de Beyrouth et de Jordanie, dont les activités sont tenues strictement secrètes. Dans les faits, celles-ci se résument surtout au recrutement et à l'entraînement des futurs combattants. Ces

derniers sont envoyés à l'école égyptienne de commandos d'*Inshas* dès 1962. Entre 300 et 400 combattants, dont Haddad, sont ainsi formés en Egypte entre 1962 et 1965. Une fois de retour au Liban ou en Jordanie, les combattants du MNA sont censés former de nouvelles recrues. Mais leur obsession de la clandestinité limite l'entraînement des nouvelles recrues aux aspects théoriques. Tout au plus, quelques principes militaires de base et un entraînement physique sont dispensés aux scouts du *MNA* lors de camps organisés dans les collines de Cisjordanie.

Pour le MNA, la création de l'OLP et de l'ALP soulève la question de l'opportunité de lancer de manière indépendante la lutte armée. Pour le mouvement, la question était d'autant plus problématique que l'OLP doit beaucoup à la volonté de Nasser. Le MNA parvient à un compromis : f*awq al sifr wa taht al tawrit* – « au-dessus de zéro et en-dessous de l'implication ». Pour l'instant, ses actions militaires se limiteront à des actions de reconnaissance et à la collecte de renseignement. Au-delà des dimensions idéologiques liées à la question de l'engagement dans la lutte armée, la structure militaire du MNA, comptant tout au plus une vingtaine de combattants entraînés, n'est en réalité pas en mesure de conduire autre chose que des missions de reconnaissance. Edifiés par leurs rivaux du *Fatah*, les membres de l'Appareil combattant font pression sur la direction du MNA pour lancer deux opérations à partie de la Cisjordanie au mois de novembre 1964. Au cours de la seconde mission, le MNA perd un combattant. Deux mois avant le *Fatah*, le MNA a déjà son premier « martyr ». A la différence de son rival, qui s'empresse de publiciser leurs premières opérations par des communiqués diffusés à partir de Beyrouth, le MNA garde le plus grand silence afin de ne pas embarrasser son « patron » égyptien.

A la fin de 1964, le MNA, le *Fatah* et l'OLP, ont tous les trois donné naissance aux premières organisations politiques réellement palestiniennes et entamé un virage vers la lutte armée. Au début de l'année 1965, le *Fatah* lance ses premières actions armées sous le nom *d'Al 'Asifa*. L'*OLP* condamne, jugeant que seule l'ALP est habilitée à mener la lutte armée contre Israël. Ces actions armées placent le président égyptien dans une position délicate et risquent de lui faire perdre le contrôle de la situation. Pour cette raison, Nasser ordonne au commandant du Commandement Arabe Unifié (CAU) de faire arrêter les membres du *Fatah* dans les Etats membres, arguant de leur collusion avec les Frères musulmans.

Lors du second sommet Arabe, l'ALP apparaît de plus en plus comme une « montagne qui aurait accouché d'une souris ». Les dirigeants arabes, dans leur ensemble, sont hésitants et Nasser, préoccupé par la situation au Yémen et son rapprochement avec l'Arabie saoudite, n'accorde qu'une attention secondaire à la question de la constitution d'une armée palestinienne, dont Hafez al Assad est le plus ardent défenseur. Le 2è sommet arabe finit par approuver la création de l'ALP, qui bénéficiera d'une première donation de 8,5 millions de £ pour sa fondation et de 2 millions de £ pour ses dépenses annuelles. La Jordanie et le Liban refusent, quant à eux, d'accueillir des troupes palestiniennes sur leur sol; l'Egypte s'engage à accueillir 2 brigades d'infanterie et un bataillon commando, pré-positionnés à Gaza; la Syrie recevra 3 bataillons de commando et un bataillon sera stationné en Irak.

Wajih al Madani est choisi par l'OLP pour commander l'ALP. Le 25 novembre 1964, après de longues négociations, les chefs d'état-major égyptien, syrien et irakien, finissent par ratifier les dispositions relatives à l'établissement de l'*ALP* dans leurs pays respectifs. Dès le départ, des tensions émergent entre l'ALP et le Commandement Arabe Unifié autour de la question du contrôle et du commandement opérationnels de cette armée ainsi que sur les aspects financiers et le recrutement des combattants. Un compromis est trouvé qui ne donne en réalité qu'un contrôle de forme à l'OLP sur son armée. Les questions liées au déploiement des forces de l'ALP dans les pays hôtes et aux opérations de combat restent du ressort du CAU. L'état-major égyptien, conscient des contraintes régionales, n'entend absolument pas laisser le contrôle de l'ALP à l'OLP, aussi bien en ce qui concerne l'entraînement que la nomination des officiers et des sous-officiers, ou encore son armement ou ses actions de propagande. En réalité, le commandement égyptien redoute les conséquences d'un engagement direct de l'OLP contre Israël, sans parler des risques qu'emporte la présence de l'ALP à Gaza. En dépit des appels répétés de Shuqayri à engager la lutte armée, l'état-major égyptien fera tout dans les années suivantes pour limiter l'autonomie de l'embryon d'armée palestinienne.

Les autorités égyptiennes procèdent en mars 1965 à la conscription de 3500 hommes à Gaza. Ces derniers sont regroupés dans la 19è brigade de la Garde nationale palestinienne qui est rattachée à l'armée égyptienne, et non à l'ALP. A la

fin 1965, l'ALP à Gaza compte 2 brigades (la 107e et la 108e Brigades des Gardes-Frontières de Palestine) et le 329e bataillon commando. Ces forces manquent d'armes et de véhicules, autant que de combattants. En 1967, la conscription est cependant portée à 3000 hommes par an et le nombre d'officiers palestiniens enrôlés dans les académies militaires égyptiennes doublé (moins d'une cinquantaine). Mais le commandement égyptien continue de fournir la majorité des officiers, refusant le rapatriement à Gaza des officiers palestiniens de Syrie et d'Irak. Par ailleurs, l'état-major égyptien traîne à livrer les armes promises à l'ALP. Ce dernier est resté fidèle à son projet de faire de l'ALP une force d'irréguliers sur le modèle du Front national de libération du Sud-Vietnam[141]. Cette force pourrait être envoyée derrière les lignes ennemies afin de désorganiser celles-ci et semer la confusion chez l'ennemi. Ce faisant, elle faciliterait l'avancée des armées arabes; le cas échéant, elle pourrait toujours servir d'auxiliaire à l'arrière.

Gamal 'Abdel Nasser, conscient que le maintien de l'ALP dans un état de faiblesse nuit à la crédibilité de l'OLP, offre un certain nombre de compensations à cette dernière afin de consolider sa position dans la Bande. En février 1965, le gouverneur général de Gaza dissout l'Union nationale palestinienne et transfert ses personnels et biens à l'Organisation populaire palestinienne (*al Tanzim al Sha'bi al Filastini*), qui dépend de l'OLP. Cette dernière est par ailleurs dotée d'une radio (*Sawt Filastin*); les revenus de la "taxe de libération" sur les activités économiques de la Bande lui sont également transférés. Enfin, lors de la deuxième session du CNP, Nasser affiche son soutien officiel à Shuqayri, proclamant le CNP représentant officiel du peuple palestinien.

En dépit des déclarations, le régime adopte, peu ou prou, la même attitude que l'Egypte. Des facilités sont accordées au commandement de l'OLP (achat d'armes soviétiques aux mêmes conditions avantageuses que l'armée syrienne). Mais si l'ALP bénéficie d'un certain nombre de droits formels en ce qui concerne la conscription, le paiement et la nomination de ses officiers, elle doit en pratique obtenir l'approbation des SR syriens et d'Hafez al Assad pour ses moindres faits et gestes. Les autorités

[141] Sur le modèle du *FLN* vietnamien, on pourra utilement se reporter à Jeffrey Race, « Le Viêt-Cong grignote Long An », extrait de *War Comes to Long An*, Berkeley, University of California Press, 1972, cité par Gérard Chaliand, *Les Guerres irrégulières. XXe-XXIe siècle. Guérillas et terrorismes*, Coll. Folio Actuel, Gallimard, Paris, 2008, 438-453

syriennes imposent la nomination d'officiers palestiniens *baathistes* à l'ALP en échange de l'intégration d'un certain nombre de vétérans de l'Armée arabe du Salut. Comme leurs homologues égyptiens, les militaires syriens le transfert d'officiers palestiniens d'Irak vers la Syrie. Dès mai 1964, le commandement syrien parvient à la conclusion que les bataillons palestiniens basés dans les pays hôtes peuvent, du fait des rivalités politiques interarabes, devenir des foyers potentiels de dissidence. Pour cette raison, les Syriens privilégient « l'option » *Fatah*. La rivalité avec Nasser les pousse tout de même, à partir de mai 1965, à confier le commandement des 120-150 hommes du 68e Bataillon de Reconnaissance à l'*ALP*; les *SR* syriens conservent toutefois l'unité *Jalal Ka'wash* pour leurs propres besoins. Le 68e Bataillon devient le 411è Bataillon Commando et 2 nouveaux bataillons (les 412 et 413è bataillons) sont formés après l'intégration de 600 volontaires et conscrits. Au cours de l'année 1966, les bataillons sont étoffés et dotés d'un état-major de brigade au printemps 1967.

Les forces basées en Irak, se résumant au 421è Bataillon Commando, étaient relativement modestes en comparaison de celles basées en Syrie et en Egypte. A l'opposé de ces rivaux arabes, l'Irak accepte à partir de 1965 d'entraîner quelques dizaines de cadets palestiniens venus d'autres pays arabes. A la mi-1965, 158 cadets palestiniens sont inscrits dans les académies militaires irakiennes. Les autorités irakiennes limitent, cependant, leur engagement au 421è bataillon commando, auquel ne sont intégrés que 600 volontaires sur les 3000 qui étaient venus du Koweït, du Liban et de Jordanie.

En 1966, l'ALP atteint sa pleine puissance. L'OLP espère encore élargir ses unités à Gaza et en Syrie et établir de nouvelles unités en Jordanie et au Liban. Mais, la contribution libanaise à l'effort de guerre palestinien se limite pour l'instant à l'ouverture d'une représentation de l'OLP et d'un centre de recherche à Beyrouth. La monarchie hachémite est encore plus intraitable en ce qui concerne la présence armée palestinienne. Elle avance que plus de la moitié des effectifs de l'armée jordanienne sont déjà constitués d'éléments palestiniens. A partir de mars 1966, les relations entre l'OLP et les autorités jordaniennes se dégradent, les deux parties se livrant une véritable guerre de propagande. Finalement, l'OLP est victime de son propre succès.

La reconnaissance des Etats arabes a suscité des espoirs considérables au sein de la population palestinienne, qu'elle n'est pas en mesure de réaliser.

Au même moment, le *Fatah* lance ses premières opérations[142], contribuant à décrédibiliser encore un peu plus l'OLP. Mais, au-delà des effets d'annonce, le *Fatah* rencontre, lui aussi, d'énormes difficultés à se structurer en une véritable organisation armée. Les premiers échecs ont démoralisé les combattants. La répression des services libanais et jordaniens a dégarni ses rangs. A Gaza, les SR égyptiens ont également arrêté, en février 1965, 15 de ses membres qui venaient de mener trois raids contre Israël. *Fatah* tente alors de mobiliser les opinions arabes. Il encourage les populations des villages frontaliers d'Israël à rallumer les tensions, espérant ainsi enclencher un nouveau cycle d'actions – représailles. Les pertes et les souffrances pousseront alors les opinions publiques arabes à faire pression sur leurs gouvernements afin d'armer les populations. Cette phase d'éveil des consciences, «*Al tawrit al wa'i* », constitue la première étape de la stratégie indirecte du *Fatah*, qui considère inutile tout affrontement frontal des armées arabes avec Israël. Les armées arabes doivent porter le coup final à "l'entité sioniste" après que celle-ci ait été dangereusement affaiblie par la guerre de libération (*harb al tahrir*) initiée par les masses.

Le *Fatah*, inspiré par le modèle le modèle castriste des petites bandes de guérilla agissant en milieu rural, plutôt que par celui de la guérilla urbaine des communistes cubains[143], envisage de mener une guerre révolutionnaire selon un principe de « détonation en chaîne » (*al tafjir al mutasalsil*), grâce auquel le *Fatah* arrivera à mobiliser de plus en plus de soutien dans sa lutte armée. Les Palestiniens se trouvent en effet au centre de plusieurs cercles d'influence, concentriques : les masses arabes, les gouvernements arabes et enfin, la scène internationale. Il s'agit donc de les mobiliser les uns après les autres derrière la lutte du *Fatah*. L'effet levier qu'exerce la

[142] Sur les premières opérations de la guérilla palestinienne, voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 14615-14700

[143] Pour une analyse et une critique de ces modèles, on pourra se reporter à Abraham Guillen, « La guérilla urbaine et les Tupamaros », extrait d'*Estrategia de la guerilla urbana*, Montevideo, 1971, cité par Gérard Chaliand, *Les Guerres irrégulières. XXe-XXIe siècle. Guérillas et terrorismes*, Coll. Folio Actuel, Gallimard, Paris, 2008, 454-462 ; dans ce texte, Abraham Guillen critique le choix de la stratégie de guérilla urbaine inspirée aux guérilléros Tupamaros uruguayens par le modèle des communistes cubains. Il démontre également les limites de la guérilla rurale de Guevara et de Castro. On pourra également se reporter au récit d'Ernesto Che Guevara racontant les difficultés de la guérilla castriste de l'année 1958 à nouer

violence sur la psychologie des masses et des dirigeants est central dans la stratégie armée du Fatah et trouvera son aboutissement dans les opérations « internationales » menées par les groupes armés liés à l'OLP au tournant des années 1970. Le résultat militaire réel compte ainsi moins que l'effet produit sur les masses, et tout d'abord sur la jeunesse palestinienne, qui devait venir fournir les rangs de la guérilla palestinienne. Chez le *Fatah*, la "conscientisation" des masses passe donc par leur acceptation de la violence armée comme un élément à part entière de la réalité sociale palestinienne. Mais, pour l'instant, le *Fatah* n'a, dans la réalité, ni appareil idéologique ni cadre organisationnel pour mobiliser les masses. Il ne peut qu'appeler celles-ci à se doter de moyens d'auto-défense dans un premier temps, et à rejoindre la guérilla révolutionnaire dans un second temps; l'étape finale étant la constitution de « l'armée du retour ». La lutte armée du *Fatah* se veut à la fois instrument de mobilisation des masses contre l'ennemi sioniste et contre la tutelle des Etats arabes. L'objectif de la lutte armée est aussi bien la libération de la Palestine que la conquête du pouvoir au sein de l'embryon d'organisation étatique que représente l'OLP. A cette époque, le *Fatah* va proposer deux options à Shuqayri : soit devenir le groupe de guérilla clandestin de l'OLP en appui à l'ALP, soit purement et simplement assurer la représentation politique et révolutionnaire de l'*OLP*. Shuqayri, qui perçoit rapidement les intentions réelles du *Fatah*, refuse la fusion entre les deux organisations.

L'échec du 3è sommet arabe en septembre 1965 va offrir au *Fatah* de nouvelles opportunités. Celui-ci s'est rapproché de Damas, où résident désormais les membres du « conseil d'urgence ». De son côté, le commandement national du *Ba'th* a invité toutes ses branches à se rapprocher des Palestiniens pour les aider à s'organiser en mouvements révolutionnaires. Cependant, la Syrie, qui appuie les opérations lancées depuis le Sud Liban ou la Jordanie, continue de refuser fermement toute action à partir de son territoire. Dans ce contexte, le Front révolutionnaire de libération de la Palestine de Youssef al 'Orabi (un officier *baathiste* de l'armée syrienne) fusionne avec le Front de libération de la Palestine (*Jabhat al Tahrir al*

---

des relations avec la paysannerie, voir « Cuba : Souvenir de la guerre révolutionnaire », extrait d'*Ecrits*, T.1 : *Souvenirs de la guerre révolutionnaire*, Maspero, 1967, cité par Gérard Chaliand, idem, pp.259-268

Filastiniyya[144]), formé en 1959 par des officiers de l'armée syrienne dirigés par Ahmad Jibril. Ce nouveau FLP se rapproche du *Fatah* autour d'une commune défiance vis-à-vis des partis politiques et notamment du nassérisme. Cette méfiance vis-à-vis des structures partisanes est une survivance de l'influence des Frères musulmans sur l'ensemble des cadres des mouvances politiques de cette époque.

L'idéologie du FLP repose principalement sur le nationalisme arabe et une forme de conservatisme social qui le place à équidistance entre l'islamisme et le laïcisme. En termes organisationnels, le mouvement est basé sur une structure militaire formée de cellules clandestines constituées par des civils recrutés en majorité dans les camps de réfugiés. Ces derniers reçoivent, au cours d'une période probatoire de six mois, une formation idéologique et une préparation physique et militaire. Le FLP, du fait de ses connexions dans l'armée syrienne, attire un certain nombre de membres du 68è Bataillon de reconnaissance ainsi que les Palestiniens que Jibril a formé avant 1959 à l'usage des explosifs. Grâce aux anciens du 68è bataillon, le FLP noue de très bonnes relations avec la sécurité syrienne[145]; en 1965, le FLP ne regroupe cependant pas plus de 150 à 200 membres. Les trois organisations sont regroupées dans le commandement général *d'Al 'Asifa*. Mais rapidement les rivalités interpersonnelles entre Arafat, 'Orabi et Jibril dégénèrent[146]. A la suite de la mort d''Orabi, la majorité des cadres du *Fatah* présents à Damas sont arrêtés et le FLP se sépare du *Fatah*. Un accord est trouvé entre Hafez al Assad et le *Fatah* pour permettre à ce dernier de rester en Syrie. En parallèle, les autorités syriennes encouragent au 9è congrès du *Ba'th* la reconstitution *d'Al Tala'i Harb al Tahrir al Sha'biyya – Quwwat al Sa'iqa* (« Avant-garde pour la guerre de libération populaire » -Forces de la *Sa'iqa*) en mai 1968[147]. Le commandement syrien fournit cependant un

[144] Le FLP a été fondé, en très grande majorité, par de jeunes officiers palestiniens de l'armée syrienne qui avaient été exclus de l'armée (à l'exception de Jibril) sur ordre de Nasser pendant toute la période de la République Arabe Unie.

[145] Il convient de noter qu'il existe depuis l'indépendance de l'Etat syrien, des rivalités entre les forces armées et les services de sécurité. Ce qui explique que dès les années 50, les uns et les autres appuient des franges différentes de la guérilla palestinienne.

[146] 'Orabi a été tué lors d'une bagarre entre des officiers de l'ALP et des membres du *Fatah* de Damas, fidèles à Arafat. Suite à des tensions entre Arafat et 'Orabi, la direction de Koweït décida de remplacer Arafat, trop indépendant, à la tête du conseil d'urgence à Damas par 'Orabi. Sur les rivalités entre 'Orabi et Arafat et la mort du premier, voir Yezid Sayegh, op. cité, pp.125-127

[147] *As Sa'iqa*, qui signifie en arabe « coup de tonnerre », est le nom sous lequel est couramment appelée l'*Avant-garde pour la guerre de libération populaire*. Cette organisation politique et militaire palestinienne fut fondée en Syrie en septembre 1966 par le Parti *Ba'th* syrien. Mais son existence ne devint réellement effective qu'à partir de décembre 1968 lorsque le commandement baathiste décida d'en faire une alternative au Fatah d'Arafat qui était en train de s'emparer de l'OLP. Jusqu'à au mouvement correctif de 1970, *As Sa'iqa* fut utilisée par les *baathistes* fidèles à Salah Jedid pour contrer les ambitions du Ministre de la Défense, Hafez al Assad. Après sa prise de pouvoir en 1970, la *Saïqa* fut purgée des éléments

camp d'entraînement au *Fatah*, situé dans les environs de Damas, où des anciens *mughawir* du 68è Bataillon de reconnaissance et des combattants du 141e Bataillon de Gaza entraînent les nouvelles recrues. Les Syriens les équipent également en armes légères et en explosifs ainsi leur offrent des facilités pour franchir les frontières.

Au même moment, les luttes intestines entre la direction du Koweït et le conseil d'urgence à Damas qui agitent le *Fatah* depuis un an sont résolues et le haut comité central déplacé à Damas. Le *Fatah* recrute largement dans les camps de réfugiés en Syrie, mais aussi dans la petite communauté de réfugiés en Irak. A la même époque, son audience s'accroit également parmi les étudiants palestiniens en Egypte. En Jordanie et au Liban, la situation du *Fatah* est beaucoup plus délicate. Ces infiltrés en Cisjordanie bénéficient de l'aide d'officiers ou de sous-officiers de l'armée jordanienne, le plus souvent d'origine palestinienne, mais la répression qui frappe les partis d'opposition en 1966 élimine un grand nombre d'activistes du *Fatah*. Beaucoup fuient vers le Liban, où certains d'entre eux rejoignent les rangs du *Ba'th*. Début 1966, le mouvement a quasi disparu au Liban.

****

Dans la première moitié des années 1960, les rivalités interarabes ont contribué à l'essor des premières structures politiques et militaires palestiniennes. A la même époque, les Etats arabes doivent faire face à de nouveaux défis – le contrôle des eaux du Jourdain, le conflit au Yémen – qui relèguent la question palestinienne au second rang de leurs préoccupations et ouvrent une fenêtre d'opportunité aux mouvances palestiniennes s'implanter dans la sphère publique. Après avoir été largement instrumentalisés par les Etats arabes au cours des années 1950, les Palestiniens commencent dans la première moitié des années 1960 à échapper à la tutelle de ces derniers. La lutte armée va ouvrir la voie à leur émancipation politique et ce faisant, à l'affirmation du mouvement national palestinien.

---

proches de Jedid qui furent remplacés par des proches d'Hafez al Assad. Zuhayr Muhsin fut désigné Hafez al Assad pour diriger la *Sa'iqa*, ce dernier voulant en faire une alternative à Yasser Arafat à la tête de l'*OLP*.

De leur côté, les Israéliens, préoccupés par la menace des Etats arabes, n'accordent qu'une attention très secondaire au problème sécuritaire palestinien. L'art de la guerre reste pour les Israéliens une affaire d'Etats et la « petite guerre » n'a pas de réelle place dans la doctrine opérationnelle israélienne. Pourtant les mouvements de libération nationale qui fleurissent partout dans le Tiers-monde depuis plus d'une décennie ont montré les avantages de la guerre révolutionnaire, forçant les forces armées occidentales, notamment françaises, britanniques et américaines, à définir des doctrines de contre-insurrection. Les stratèges israéliens restent, quant à eux, attachés à la conduite classique de la guerre et se révèlent peu innovants en matière doctrinale. Aveuglés par leurs succès, les militaires israéliens privilégient l'accroissement de la taille de l'outil militaire au détriment de l'innovation et entament, sans s'en rendre compte, une phase de stagnation-régression qui aboutira aux résultats mitigés de la guerre du *Kippour*.

II. La FDI et la « victoire empoisonnée » de la guerre des Six Jours

La guerre des Six-Jours a induit une rupture importante dans le conflit israélo-arabe, résultat de l'accumulation des innovations doctrinales, technologiques et organisationnelles menées par l'institution militaire israélienne depuis la fin de la guerre d'indépendance. Les données stratégiques du conflit et la corrélation générale des forces en sont profondément modifiées : les frontières d'Israël changent, les armées arabes ont subies une humiliante défaite, dont la démission de Nasser révèle l'ampleur. Une part importante des forces israéliennes est désormais consacrée à la gestion des Territoires occupés. Les organisations armées palestiniennes sont, quant à elles, obligées de trouver refuge en Jordanie, puis au Sud Liban.

La nouvelle donne stratégique créée par la guerre de 1967 (nouvelle géographie du *Grand Israël*) induit un sentiment de toute-puissance au sein du commandement militaire israélien mais renforce, paradoxalement, le sentiment de vulnérabilité de la société israélienne. L'institution militaire procède à des ajustements doctrinaux afin de prendre en compte la nouvelle configuration stratégique créée par la conquête des nouveaux territoires et les possibilités offertes par les technologies en matière d'armement. Toutefois, le choc de la guerre d'Octobre démontrera les limites de cette doctrine revisitée et du saut quantitatif opéré par l'institution militaire au cours des années qui séparent les deux guerres.

A bien des égards, la victoire de 1967 va se révéler, avec le temps, une « victoire empoisonnée ». En donnant à l'institution militaire un sentiment de toute-puissance, elle va favoriser au cours des décennies suivantes un conservatisme doctrinal qui empêchera les forces israéliennes de développer des réponses adaptées au développement de la guérilla palestinienne au Liban. Préoccupés par les menaces de haute intensité que représentent les armées arabes, égyptienne, syrienne et dans une moindre mesure irakienne, les militaires israéliens n'accordent qu'une attention limitée au problème palestinien, qu'ils continuent de considérer comme une question sécuritaire. Pour l'heure, ils ne semblent pas encore mesurer les conséquences dramatiques qu'aura l'occupation, aussi bien pour les populations palestiniennes que

pour la société israélienne et ses forces armées. L'heure est à la célébration de la victoire d'une petite armée, dont l'ardeur et la créativité, font l'admiration du monde.

1. Hubris de la victoire et stagnation doctrinale

Conforté par la victoire de la campagne de 1967, le commandement militaire confirme sa doctrine opérationnelle offensive basée sur le « tout blindé », qui donne une place centrale au tandem char-avion dans la conduite des opérations militaires. Les forces spéciales conservent un rôle particulier pour mener des raids dans la profondeur du territoire adverse. L'acquisition de nouveaux armements, plus sophistiqués, est censée permettre de mettre en œuvre de manière plus efficace, plus rapide et à plus grande échelle les stratégies et tactiques qui ont fait le succès militaire de 1967. Ce saut technologique ne s'accompagne pas d'une réflexion sur l'emploi de ces nouvelles technologies. L'accroissement des effectifs alourdit l'outil militaire alors même que celui-ci doit désormais couvrir de multiples fronts.

La conquête des nouveaux territoires[148] implique des changements aussi bien stratégiques qu'opérationnels. La défense des frontières semble, à première vue, devenue plus simple car l'« agrandissement artificiel » de la profondeur stratégique israélienne éloigne la menace du cœur d'Israël. Au niveau opérationnel, les forces israéliennes doivent cependant faire face à de nouveaux défis. Les théâtres d'opérations ainsi que la longueur des frontières et le nombre d'objectifs à défendre ont démultipliés. Ces nouvelles contraintes stratégiques obligent le commandement israélien à pré-positionnées une grande partie de ses troupes dans ces nouveaux territoires. L'allongement des distances rend en effet impossible le basculement des forces d'un théâtre à l'autre.

Le pré-positionnement des forces encourage une défense statique, basée sur la modernisation des installations abandonnées par les armées arabes ou la construction de nouvelles fortifications et de dispositifs d'interdiction. L'armée israélienne

[148] Sur l'état des lieux des différentes armées et les opérations de la guerre des Six Jours, voir Pierre Razoux, op. cité, pp. 207-246 et Martin Van Creveld, op. cité, pp. 269-294, voir en annexes 13 et 14 les cartes sur les opérations des fronts du Sinaï et du Golan

entreprend ainsi au cours de l'année 1968 la construction, dans le Sinaï, d'un vaste complexe fortifié, la Ligne Bar Lev, pour contenir la menace égyptienne. Cette « Ligne Maginot » israélienne est constituée d'une trentaine de positions fortifiées (*meozim*), réparties sur un axe allant de la côte méditerranéenne et Suez.

> Chacun de ces *meozim « pouvait abriter entre 15 et 60 soldats ; à proximité se dressaient des levées de terre destinées à servir d'alvéole aux chars. Tous étaient reliés aux arrières par un réseau routier susceptible d'acheminer les renforts nécessaires à une contre-attaque. »*[149]

Des travaux de fortification sont également menés dans le Golan. Ce nouveau dispositif inverse donc le rapport offensive-défensive qui caractérisait jusque-là l'approche opérationnelle israélienne, au risque d'exposer les forces à la puissance de feu de l'adversaire. La stratégie de défense israélienne devient statique et défensive alors même que la doctrine opérationnelle reste fondamentalement offensive. Les ouvrages fortifiés et le « tout blindé » démontrent que pour le commandement militaire israélien indiquent la priorité donnée au conflit interétatique, tout d'abord avec l'Egypte et dans une moindre mesure avec la Syrie.

Le commandement militaire fait donc le choix de « sanctuariser » ses nouvelles conquêtes. C'est qu'à partir de 1967, une partie de la classe politique se révèle en faveur de la conservation de ces nouveaux territoires. Désormais, les frontières de l'Etat hébreu tendent à s'identifier à celles du Grand Israël biblique. Cette nouvelle dimension symbolique tend à modifier les perceptions de la souveraineté israélienne et pose la question de la légitimité des revendications israéliennes sur ces territoires.

Mais, ces conquêtes impliquent de nouvelles problématiques sécuritaires. Afin d'y répondre, les forces israéliennes vont développer une stratégie de contrôle qui combine plusieurs volets. Elle constitue une voie médiane entre l'assimilation des populations occupées, impossibles parce qu'elle remettrait en cause le caractère juif de l'Etat d'Israël, et leur expulsion pure et simple, également inconcevable. Au-delà

[149] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.314

des opérations de sécurisation des Territoires face aux velléités de résistance qui se manifestent dans les premiers jours de l'occupation, notamment dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, l'armée administre désormais à travers les structures du gouvernement militaire la vie quotidienne des populations placées sous son contrôle. Les autorités israéliennes mettent un point d'honneur à parler d' « administration » et non d' « occupation », ce qui leur permet de ne pas respecter les dispositions des conventions de Genève, notamment en ce qui concerne le sort de personnes déplacées et leurs biens. Les expropriations se poursuivent. Dans les premiers mois qui suivent la guerre de 1967, les autorités israéliennes mettent en place des mesures visant à faciliter le départ des déplacés vers la Transjordanie et commencent à réorganiser l'état civil des populations sous occupation. Elles encouragent par ailleurs l'intégration économique entre Israël et les Territoires occupés, en y facilitant l'entrée des marchandises israéliennes ainsi que les va-et-vient des ouvriers palestiniens entre Israël et les Territoires.

Le gouvernement militaire est toutefois rapidement obligé de construire des infrastructures (routes, électricité, eau, téléphone, etc.) afin d'assurer le maintien de l'ordre en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et soutenir le développement des colonies. Cette politique de colonisation à Gaza, en Cisjordanie, dans le Golan et dans le Sinaï, s'inscrit dans le prolongement de la stratégie du « tour et enceinte » (*Homa u-Migdal*) des années 1930. L'objectif est de mieux quadriller le territoire et de créer des zones tampons, qui renouent avec la fonction d' « amortissement » d'une éventuelle attaque sur les frontières initialement dédiées *kibboutzim*. Cette « politique de la présence »[150] instaure une contiguïté territoriale et démographique avec le « cœur » d'Israël en même temps qu'elle isole les Territoires occupés de leurs voisins arabes.

> Comme le rappelle Jean-Paul Bruckhert, *« outre le peuplement de régions faiblement habitées (Golan), l'installation de colonies dans les territoires peuplés est destinée à pallier la faiblesse démographique, à remplir en même temps des fonctions de défense, de tampon avec Israël et de contrôle des villes palestiniennes (Naplouse contrôlée par la controversée Elon*

[150] L'expression est employée par Alain Dieckhoff dans son ouvrage *Les Espaces d'Israël*, 1989

Morah, Ramallah par Givon et Ofra, Béthléem par le Goush Etzion, Héron par Kyriat Arba). »[151]

Ainsi, les zones occupées du Sinaï[152] isolent Gaza de l'Egypte; la vallée du Jourdain sert de barrière naturelle contre les infiltrations venues de Transjordanie et les fortifications érigées sur le Golan protègent Israël de la menace syrienne.

A terme, le plan *Allon*[153] va conduire à un mitage des Territoires occupés du fait de la multiplication des implantations juives (*hitna'halout* – plantations en hébreu) et des routes de contournement. Ces faits accomplis permettront alors d'accrocher définitivement ces territoires au territoire israélien. La réunification («l'unification » dans la terminologie israélienne) de Jérusalem en 1967[154] et l'extension de certaines banlieues au cours des décennies suivantes serviront à étendre la souveraineté israélienne bien au-delà de la Ligne verte.

> Jean-Paul Bruckhert rappelle ainsi les différents aspects de cette stratégie d'extension de Jérusalem *: « Restauration du quartier juif de la vieille ville, achats dans les autres parties de la ville, construction en continuité avec la ville de nouveaux quartiers (Ramat Eshkol, Givat Ha Mitvar, Givat Shapira), marquage de l'espace par des colonies (Gilo ou Har Homa au Sud), édification plus loin d'une ceinture d'implantations délimitant un « Très Grand Jérusalem » (le Goush Etzion au Sud-Ouest, ou Maale Adoumim à l'Est). La population palestinienne se trouve ainsi enclavée dans un ensemble d'établissements juifs dont le nom même souligne qu'ils se situent en surplomb : Givat = colline, Maale = montée, Har = mont, Pisgat = sommet… . Les implantations israéliennes*

[151] Jean-Paul Bruckhert, « Israël et les territoires occupés : de la Guerre des six jours (1967) à Oslo (1993) », in Raphaël Porteilla, Jacques Fontaine, Philippe Icard, André Larceneux (dir.), *Quel Etat ? Pour quelle Palestine ?,* Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, Paris, 2011, p.90 ; voir en annexe 20 la carte de la progression de la colonisation en Cisjordanie entre 1967 et la première *Intifada*

[152] Les forces israéliennes occupent l'ensemble de la côte méditerranéenne jusqu'à *al Arich* et toute la bordure égyptienne du Golfe d'Akaba jusqu'à Charm al Cheikh.

[153] Voir Henry Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, 2 éd., Fonds classiques Armand Colin Sedes, Armand Colin, Paris, 2005, p.253

[154] Jérusalem-Est, la partie arabe de la ville, est annexée en juin 1967 par l'Etat israélien. La loi fondamentale de 1980 fera par ailleurs de Jérusalem la capitale « éternelle et indivisible » de l'Etat hébreu. Il faut toutefois préciser que dès 1949, Jérusalem fut proclamée capitale de l'Etat israélien ; le statut de la ville fut par ailleurs confirmé par une motion de la *Knesset* de novembre 1952.

ceinturent ainsi comme une sorte de herse, et surplombent le plus souvent, les villages ou villes arabes »[155].

En parallèle de cette stratégie de maillage et d'encerclement des zones de peuplement palestinien, l'attitude des autorités d'occupation oscille entre répression – notamment lors de la campagne de pacification de Gaza – et cooptation des notables locaux, notamment en Cisjordanie[156]. Le contrôle social prend la forme de mesures administratives qui complexifient à l'extrême la vie quotidienne des Palestiniens. Les activités économiques et sociales des populations locales sont drastiquement limitées. 250 gouverneurs locaux sont nommés dans les villes et campagnes de Palestine fin 1967. En parallèle, une sévère répression menée sur le modèle de la contre-insurrection britannique pendant les dernières années du Mandat, étouffe toute velléité de résistance. Des détentions, individuelles ou collectives, des couvre-feux, des démolitions de maisons, des interdictions de voyager ou de commercer, ainsi que de nombreuses expulsions vers la Jordanie contribuent à limiter les activités de résistance. Les forces israéliennes recrutent de nombreux collaborateurs au sein de la population palestinienne et les interrogatoires musclés permettent de collecter de nombreuses informations sur les mouvements de guérilla renaissants; les mesures de sécurité aux frontières sont également renforcées. La contre-insurrection se renforce avec l'annonce par le *Fatah* en septembre 1967 du lancement de sa guérilla. 180 guérilléros et sympathisants sont capturés en septembre, et une autre centaine d'activistes, du *Fatah*, du MNA et d'autres groupes, sont arrêtés d'octobre à décembre. Dans la lutte contre les groupes « terroristes » palestiniens, les services de renseignement israéliens vont donc jouer un rôle primordial. Grâce aux services

---

[155] Jean-Paul Bruckhert, « Israël et les territoires occupés : de la Guerre des six jours (1967) à Oslo (1993) », in Raphaël Porteilla, Jacques Fontaine, Philippe Icard, André Larceneux (dir.), *Quel Etat ? Pour quelle Palestine ?,* Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, Paris, 2011, p.91

[156] Jean-François Legrain explique ainsi l'attitude des notables cisjordaniens dans les premières années de l'après-guerre des Six Jours : « *Bien qu'ébranlée par la défaite éclair des armées arabes coalisées et déstructurée par le nouvel exil de milliers de familles, la population de la Rive occidentale du Jourdain demeure encore tournée vers la Rive orientale. Défendre le lien entre les deux rives du Jourdain apparaissait alors aux élites de Cisjordanie, favorables au trône hachémite ou dans l'opposition, comme le seul recours pour sauvegarder leur arabité. Israël encouragea une telle position : la normalisation de la vie quotidienne palestinienne et la défense d'une "option jordanienne" pour une solution globale du conflit israélo-arabe constituaient alors les deux principes de sa politique. Les résultats des élections municipales de 1972 ont d'ailleurs manifesté cette convergence : encouragés à poser leur candidature tant par Israël que par la Jordanie, les notables traditionnels pro-jordaniens ont remporté la majorité des sièges. », voir la partie « Un leadership éclaté de notables liés à la Jordanie* » dans Jean-François Legrain, *Les Voix du soulèvement palestinien, 1987-1988*, consultable en ligne : http://iremam.cnrs.fr/legrain/voix02.htm#Heading04 ainsi que Jean-Pierre Filiu, *Gaza. A History*, Oxford University Press, New York, 2014, pp.147-165

spéciaux (forces spéciales et commandos), ils organisent et coordonnent des actions décisives et clandestines pour éliminer les chefs palestiniens.

Mais l'occupation coûte chère et exerce une pression croissante sur les dépenses militaires, au détriment des ressources dédiées aux unités opérationnelles[157] Le délaissement relatif des ressources combattantes au profit de celles dévolues à l'administration militaire des Territoires occupés aura des conséquences importantes dans les suivantes sur les performances des forces israéliennes dans le combat de haute intensité.

Dès la fin des hostilités, la résistance palestinienne a, en effet, tenté de s'organiser en Cisjordanie et dans la Bande. Des éléments du *Fatah* se sont infiltrés en Cisjordanie à partir de la Transjordanie. Leur installation va cependant rester précaire du fait de la forte répression des autorités israéliennes et d'une certaine hostilité des notables cisjordaniens qui cherchent à vivre en bonne intelligence avec les autorités d'occupation. Ces derniers sont en effet persuadés que l'occupation ne sera que de courte durée et s'accommodent bien de la politique de « normalisation » israélienne. La population oppose une résistance silencieuse, le *sumud*, aux forces d'occupation. La population cisjordanienne reste largement liée à la Jordanie où se sont installés les mouvements armés liés à l'OLP. Par ailleurs, après avoir été partie intégrante de la Jordanie pendant 19 ans, des liens ont inévitablement été noués avec le royaume hachémite, qui continue de pourvoir aux traitements des fonctionnaires et des enseignants. Cette double tutelle de l'administration militaire et des autorités jordaniennes explique, qu'en dépit de quelques attentats ou d'attaques à l'arme blanche, il n'y eut jamais d'embrasement populaire en Cisjordanie. Il en fut autrement dans la bande de Gaza, où la surpopulation et l'exiguïté du territoire favorisa une renaissance de la résistance, bien que celle-ci ne fut qu'éphémère[158]. La débandade des troupes de l'ALP permet à la résistance palestinienne, dirigée par les factions de la gauche, de récupérer les stocks d'armes abandonnés et de bénéficier de l'expérience combattante des soldats de l'ALP restés sur place.

[157]Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.308

[158] Sur la renaissance de la guérilla à Gaza après 1967, voir Jean-Pierre Filiu, *Gaza. A History*, Oxford University Press, New York, 2014, pp.125-140

A Gaza, les forces égyptiennes avaient été rapidement balayée par l'attaque blindée israélienne: après 2 jours de combats à Rafah et Khan Younes, le gouverneur égyptien avait capitulé le 7 juin. L'*ALP*, de son côté, était la seule force palestinienne à avoir pris part aux combats de la guerre de 1967. Au début de l'année 1967, les *Forces 'Ayn Jalut* à Gaza, fortes de 5000 hommes, avaient été renforcées par la 19è Brigade des Gardes nationaux et 4000 réservistes. Le commandement égyptien et le commandement de l'*ALP* s'étaient mis d'accord en février 1967 pour former trois bataillons de « résistance populaire » forts de 420 hommes avec le reste des réservistes et pour faire appel à des volontaires pour constituer 5 autres bataillons. Les structures de commandement avaient été transférées à Gaza fin mai en vue de la guerre imminente. Les forces de la *Brigade Hittin* (411è, le 412è et le 413è bataillons commandos) en Syrie avaient, quant à elles, été regroupées près de *Dera'a* dans le Sud de la Syrie début juin.

Mais à Gaza comme en Syrie, les forces palestiniennes de l'ALP avaient confinées à des tâches de soutien aux armées arabes et à la protection de Gaza. Sur le front syrien, les forces de l'ALP furent envoyées dans les monts du Golan, puis rejoignirent dès l'arrêt des combats les forces syriennes à *Sheikh Miskin* après le 10 juin, où elles furent dispatchées le long des crêtes du mont Hermon pour créer un écran masquant les mouvements de recomposition de l'armée syrienne.

Dans l'immédiat après-guerre, l'ALP fut démantelée à Gaza par les forces israéliennes. Au cours des premières semaines de l'occupation israélienne, pas moins de 6000 officiers, soldats et réservistes de l'ALP furent capturés. 1000 d'entre eux furent emprisonnés au camp-prison d'*'Atlit* et les 5000 restants déportés en Egypte. Les *fedayin* du 141è bataillon furent emprisonnés à la prison centrale de Gaza. Plusieurs centaines d'entre eux fuirent vers l'Egypte ou la Jordanie, d'autres se cachèrent dans la Bande ou dans le Sinaï. Ces derniers réussirent à collecter des armes et des munitions abandonnées par l'armée égyptienne ou l'ALP.

A la fin des combats, une partie de l'ALP resta donc sur place, de même que le reste des groupuscules nationalistes. L'ALP, devenue autonome opérationnellement, se transforme en Forces populaires de libération. Les partis politiques présents s'accordent pour constituer le front le plus large possible contre l'occupant israélien

(communistes, *baathistes*, nationalistes arabes, syndicalistes arabes, personnalités patriotes). Le MNA de Georges Habache et Wadih Haddad connait alors un nouvel essor sous la forme du Front Populaire de Libération de la Palestine (*FPLP*). Cette organisation résolument révolutionnaire, inspirée par les guérillas des mouvements de décolonisation de l'époque, connaîtra par la suite plusieurs scissions. Dès 1968, s'en détachent le *FPLP-CG* (FPLP-Commandement Général) d'Ahmad Jibril et le *FDLP* (Front Démocratique de Libération de la Palestine) de Nayef Hawatmeh[159].

Les Frères Musulmans, de leur côté, refusent de participer au front de résistance, essayant de sauvegarder ce qu'ils peuvent des institutions de la confrérie. L'objectif de la résistance est double: s'opposer aux forces d'occupation et empêcher la population d'accepter le fait accompli en reprenant une vie normale. Pour cette raison, les groupes armés vont s'ingénier à empêcher les habitants de la Bande d'aller travailler en Israël en même temps qu'ils mènent une lutte féroce contre les collaborateurs. Les attaques contre les forces d'occupation se multiplient sous l'influence du FPLP entre 1969 et 1970. A partir de 1970, Ariel Sharon, qui commande le front Sud, s'attèle à la « pacification de Gaza »[160]. La violence de la répression, qui atteint son point d'orgue au cours de l'été 1971, va décapiter pour longtemps les factions palestiniennes de la Bande. Un grand nombre de combattants sont déportés dans le Sinaï, en Jordanie, ou tués; des centaines d'individus arrêtés. Une grande partie des installations des camps est détruite. La campagne de pacification voit la mise en œuvre d'une méthode de contre-insurrection urbaine, dont certaines approches seront reprises à la fois lors des opérations dans la capitale libanaise et au cours de l'*Intifada Al Aqsa*. La Bande est bouclée. Des patrouilles la quadrillent de manière incessante alors que des bulldozers élargissent les voies de communication et « aplanissent » le terrain pour améliorer la vision d'ensemble des opérations du commandement et priver la guérilla de ses caches. Par ailleurs, les services de renseignement vont apprendre au cours de cette campagne, qui va durer

[159] Le Front Démocratique de Libération de la Palestine (*Al-Jabha al-Dimuqratiya Li-Tahrir Filastin*), qui s'appela jusqu'en 1974, le Front démocratique populaire de Libération de la Palestine, fut fondé par Nayef Hawatmeh (ancien du MNA), qui se détacha en 1968 du FLP. Inspiré par un mélange d'idéologies maoïste, marxiste-léniniste et nationaliste arabe, le mouvement prône, à ses débuts, l'établissement d'un Etat binational, sans lutte des classes et offrant aux deux communautés la possibilité de conservant chacune leur culture nationale. Le *FDLP* obtint acquit une visibilité internationale avec la prise d'otage de l'école de *Ma'alot* (Israël) le 15 mai 1974, au cours de laquelle furent tués plus d'une vingtaine de personnes dont de nombreux enfants.

[160] Sur la pacification de la bande de Gaza, voir Jean-Pierre Filiu, *Gaza. A History*, Oxford University Press, New York, 2014, pp. 140-145

presque quatre ans, à décrypter les pratiques et les codes de la société palestinienne. La brutalité de la répression aura un effet inhibiteur pour longtemps sur la population gaziote. La majorité des leaders ont été éliminés[161] ou exilés dans le Golfe. Désormais, les Frères musulmans vont avoir le champ libre pour mener leur projet de réislamisation de la société.

2. 1967 : une nouvelle donne géopolitique

La guerre des Six Jours a créé une nouvelle donne géopolitique dans la région, en influençant notamment les jeux d'alliance du côté arabe. L'Egypte a subi une lourde défaite, son corps de bataille a été quasi anéanti. Le leader égyptien va alors chercher à internationaliser le conflit en se rapprochant de l'URSS pour renforcer sa position vis-à-vis d'Israël. L'URSS, qui a rompu ses rapports avec Israël depuis l'engagement de celui-ci aux côtés de l'armée américaine en Corée, cherche à rééquilibrer son déficit de puissance navale en Méditerranée face à aux forces américaines. L'Egypte fournit aux Soviétiques les infrastructures, terrestres et navales, nécessaires pour accompagner le déploiement de la *Ve Eskadra* dans cette région et y surveiller les mouvements de la VIe flotte. Ce faisant, les Soviétiques vont accroître leur potentiel de dissuasion nucléaire en renforçant leur présence sur tous les continents.

La guerre des Six Jours a également révélé la puissance de l'arme pétrolière, l'embargo mis en place par les pays producteurs de pétrole dès le 5 juin 1967 contre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, accusés de soutenir Israël, a eu des effets limités. L'absence de coordination des Etats entre eux et de structures permettant de réguler en commun ce marché ont permis aux pays anglo-saxons de le contourner. L'après-guerre des Six jours va être l'occasion d'y remédier avec le développement de l'OPEP. A partir de cette époque, les pétromonarchies vont subir des pressions croissantes des Etats arabes du camp progressiste qui entendent bien monnayer leur engagement armé dans le conflit. La manne pétrolière permet donc aux Etats du Golfe, et tout d'abord à l'Arabie Saoudite, de jouer un rôle grandissant dans les

[161] Deux chefs emblématiques de la résistance à Gaza, Ziad al Husseini des Forces populaires de libération et Mohamad al

rapports de force régionaux. Par ailleurs, l'annonce du retrait des Britanniques de ses protectorats du Golfe en janvier 1968 (effectif en 1971) attise les convoitises de l'Iran du *Chah*. Les nouvelles aspirations de puissance de l'Iran impérial contribuent également au renforcement de la place de l'Arabie saoudite dans le dispositif arabe.

La défaite de 1967 a sévèrement affecté les Etats de la confrontation : Egypte, Jordanie, Syrie. Le corps de bataille jordanien a été durement touché et la défaite syrienne n'a fait que renforcer l'impopularité d'un régime *baathiste*, déjà peu populaire. Hafez al Assad, ministre de la Défense, a ressenti la défaite comme une humiliation, dont l'origine tient, selon lui, au dogmatisme révolutionnaire et socialiste des dirigeants baathistes de la première génération. Peu à peu, Hafez al Assad, le « nationaliste », va installer ses hommes aux postes clés de l'armée et du Parti, pour finalement s'emparer du pouvoir en 1970 (*harakat al tasrihieh* – « le mouvement correctif »). Les trois premières années de l'après-guerre vont donc constituer, selon l'expression d'Henry Laurens, « *l'époque terminale de la formation des régimes arabes contemporains* »[162].

Israël, de son côté, emporté par son éclatante victoire, affirme, dès l'arrêt des hostilités, qu'il ne se considère plus tenu par les dispositions de l'armistice de Rhodes en ce qui concerne le tracé des frontières et les réfugiés. L'intransigeance israélienne, combinée au fort sentiment d'humiliation ressenti par les Etats arabes vaincus, conforte leur refus de toute négociation. Ce sera d'ailleurs le sens des trois « non » exprimés lors du sommet de Khartoum[163] en 1967 : non à la paix, non à la négociation et non à la reconnaissance. Avec la défaite de 1967 ou *naksa* (« revers »), les régimes

---

Aswad du *FPLP*, surnommé le « Guevara de Gaza », furent tués respectivement en novembre 1971 et en mars 1973.

[162] Voir Henry Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, 2 éd., Fonds classiques Armand Colin Sedes, Armand Colin, Paris, 2005, p.264

[163] La Ligue arabe organise un sommet à Khartoum du 29 août au 3 septembre 1967 pour définir une position commune aux membres de la Ligue suite à la guerre des Six Jours. Le 1er septembre, les pays présents au sommet officialisent une résolution définissant les grands axes de la politique arabe jusqu'à la guerre d'Octobre. La résolution appelle à :une lutte pour la reconquête des territoires perdus ; à l'utilisation du pétrole comme arme diplomatique ; à un renforcement de la solidarité arabe, qui doit tout d'abord se traduire par un règlement du conflit yéménite ; à un renforcement de la coopération militaire entre les pays arabes pour parer à « toute éventualité » d'une nouvelle confrontation armée ; à la défense des droits du « peuple palestinien » et au versement d'une aide économique à l'Egypte et à la Jordanie, qui ont particulièrement soufferts du conflit. Enfin, le paragraphe 3 de la résolution postule les « 3 non », qui doivent guider l'attitude des pays arabes vis à vis d'Israël. En dépit de l'apparente intransigeance, la résolution de Khartoum définit une ligne plutôt modérée, qui recherche avant tout une solution politique au conflit. C'est d'ailleurs cette option politique que refuse la Syrie qui boycotte le sommet. La modération de la résolution et certaines de ces résolutions expliquent également l'absence de l'Algérie, du Yémen et de l'OLP. Pour de plus amples explications sur les enjeux de Khartoum, voir Pierre Hazan, *1967, la guerre des Six Jours : la victoire empoisonnée*, Ed. Complexe, Paris, 1992, pp.109-115

nationalistes arabes ont été désavoués et entendent adopter une position maximaliste en vue d'une éventuelle ouverture des négociations, sous le patronage des grandes puissances. En parallèle, la monarchie jordanienne est mandatée par ses pairs pour entamer des négociations secrètes par l'intermédiaire des Etats-Unis.

La victoire israélienne et la défaite du camp arabe exacerbent la guerre froide au Moyen Orient. L'URSS voit la défaite du camp arabe, qu'elle avait soutenu à grands renforts de conseillers et de matériels, comme un camouflet de premier ordre. Elle va toutefois mettre à profit le sentiment d'humiliation des premiers mois de l'après-guerre pour renforcer son emprise sur le camp arabe, en les réarmant (Egypte, Syrie, palestiniens). Cette dépendance renforcée du camp arabe progressiste à l'égard des Soviétiques permettra à l'avenir à l'Union de faire prévaloir ses vues afin de préserver un *statu quo* régional qui sert ses intérêts dans la confrontation avec les Etats-Unis. Désormais, les résolutions onusiennes liées au conflit israélo-arabe vont devenir un enjeu de confrontation entre les deux Grands, comme le démontre les débats autour de la résolution 242[164].

La condamnation française de l'attaque préventive israélienne reflète également les changements de la géopolitique régionale[165]. A partir de ce moment-là, les relations entre Israël et la France entrent dans une période de gel durable. La France commence à rééquilibrer sa politique régionale au profit du camp arabe. Israël en profite alors pour officialiser sa relation avec les Etats-Unis, entamée dès 1964, et qui acquiert rapidement une dimension stratégique. Le blocus sur les armements imposé par la France à Israël après la victoire de 1967 va avoir l'effet paradoxal de permettre à ce dernier d'acquérir un très grand nombre auprès des Américains et de moderniser ses forces, notamment aériennes.

[164] Les débats entre les Soviétiques et les Américains portent sur la question du retrait des forces israéliennes : les premiers exigeant le retrait de « tous les territoires occupés », les seconds « de territoires occupés lors du récent conflit ». Les Israéliens, qui s'appuient sur la version anglaise de la résolution demandant « *the withdrawal from occupied territories* » alors que le camp arabe se fonde sur la traduction française qui exige le retrait « des territoires occupés ». Les deux textes ayant la même juridique au sein de l'enceinte onusienne, l'ambiguïté donne raison et tort tout à la fois aux belligérants. Pour une analyse de la résolution 242, du 22 novembre 1967, voir Henry Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, 2 éd., Fonds classiques Armand Colin Sedes, Armand Colin, Paris, 2005, pp.249-252

[165] Sur les explications sur la rupture de l'alliance avec la France et le renforcement de l'alliance avec les Etats-Unis, voir Henry Laurens, op. cité, pp. 243-245

En dépit de sa nouvelle alliance américaine, Israël n'en reste pas moins fortement isolée diplomatiquement. Il va ainsi chercher à tisser de nouvelles « alliances périphériques » avec les acteurs non arabes de la région (Iran du *Chah*, Turquie, Ethiopie, Ouganda, Kenya) pour contrer la constitution d'un éventuel front diplomatique pro-arabe. Cette nouvelle stratégique d'alliance prolonge au niveau régional l'alliance des minorités initiée dans les années précédentes avec les maronites libanais et l'Ethiopie.

3. Innovation technologique et réarmement

Confortée par la toute-puissance de son armée, la société israélienne prend ses distances avec le complexe de *Massada*. Les capitaux étrangers affluent, ainsi que les nouveaux immigrants, dans ce jeune Etat hébreu à qui rien ne semble impossible. La société évolue lentement vers la société de consommation et prend ses distances avec le modèle pionnier.

La croissance économique soutenue permet de financer l'augmentation très importante des dépenses militaires, qui représentent désormais pas moins de 20% du PNB. L'aide américaine permet de financer le développement de l'appareil militaire[166], dont les effectifs s'accroissent. L'arrivée de presque 200 000 immigrants entre 1967 et 1973 permet une croissance importante des effectifs incorporables. Le nombre de divisions passe ainsi de 4 à 7 et celui des brigades de 24 à 39.

Ce nouveau contexte de croissance permet à l'institution militaire de se doter de nouveaux matériels[167], plus sophistiqués et plus coûteux qu'auparavant. L'Armée de l'Air est le premier bénéficiaire du rapprochement avec les Etats-Unis. La fourniture de chasseurs *A-4 Skyhawk* et de chasseurs-bombardiers *Phantom F-4*, permet à Israël, à la veille de la guerre du *Kippour*, d'afficher une force aérienne de près de 400 appareils. En plus de ces aéronefs modernes, Israël réussit à entretenir les

[166] A la suite de Septembre noir, les Etats-Unis renforcent leur aide militaire à Israël. Les montants de l'aide américaine augmentent substantiellement entre 1967 et 1973 : elle passe de 25 millions de $ en 1968 à 85 millions de $ en 1969, à 545 millions de $ en 1971 et revient aux alentours de 300 millions en 1972 et 1973. Chiffres cités par Henry Laurens, op. cité, p. 275

[167] Sur la modernisation des forces israéliennes dans l'après-guerre des Six Jours, voir Pierre Razoux, op. cité, pp. 271-274

capacités opérationnelles de ses *Mirage* avec l'aide de l'Afrique du Sud et commence à fabriquer sa propre version du *Mirage V (Kfir)*.

L'Armée de Terre, quant à elle, acquiert des chars modernes (chars américains *M60*). Leur coût prohibitif encourage cependant le développement d'un modèle de char israélien, le *Merkava*. Par ailleurs, l'armée israélienne remet en état près de 200 chars *T54* et *T55* pris à l'ennemi au cours de la guerre. L'armée israélienne dispose ainsi au début des années 1970 d'environ 2000 blindés[168]. Bien qu'automotrices, les capacités opérationnelles de l'artillerie israélienne sont limitées en comparaison de celles de ses adversaires. L'artillerie est dotée des nouveaux canons automoteurs américains *M109* et *M107*, en plus de ses canons de 105 mm automoteurs. L'infanterie mécanisée reste le parent pauvre des forces terrestres. La majorité des troupes utilise encore des *half-tracks M3*, bien que quelques véhicules de transport blindés *M113* soient entrés en service. Enfin, à la veille de la guerre de 1973, alors que les combattants égyptiens et syriens sont équipés de *kalachnikovs*, la majorité des fantassins israéliens est encore équipée de carabines automatiques FN. Le nouveau fusil *Galil*, de fabrication israélienne (IMI), commence cependant à faire son entrée dans les arsenaux israéliens.

Pour compenser la très forte dépendance vis-à-vis de l'allié américain, désormais principal pourvoyeur d'équipements d'Israël, les autorités israéliennes encouragent le développement des industries de défense nationales. Les chantiers navals d'Haïfa construisent ainsi de nouveaux modèles de vedettes lance-missiles (*Reshef*) et des patrouilleurs légers (*Dabur*), qui serviront à la surveillance des côtes et à la lutte contre les infiltrations. Le groupement des industries militaires israéliennes (IMI) modernise les vieux chars *Centurion* et *Sherman M4* en les dotant de moteurs diesel et d'un canon obusier de 105mm (chars *Tiran*). En parallèle, les industries de défense adaptent les canons de 105mm sur des châssis de *Sherman* (*Priest*). L'industrie de défense israélienne fabrique également un modèle de mortier de 160mm. En parallèle, le secteur de l'électronique et des télécommunications prend son essor. Ces secteurs vont permettre le développement d'armes à guidage de précision et de nouveaux missiles (missile air-air à guidage infrarouge et missile mer-

[168] Sur le développement de l'arme blindée, voir Pierre Razoux, op. cité, pp. 185-186

mer *Gavriel*). Les sociétés *Elbit* et *Tiran* se spécialisent dans l'électronique à vocation militaire, alors qu'*El Op* se spécialise dans l'optique et l'optronique, indispensables au développement des technologies balistiques. L'industrie aéronautique connaît, quant à elle, de nombreux succès avec le développement de l'avion *Arava* par la société *IAI* et le *Nesher*, une version modifiée du *Mirage III*. Des réacteurs équipant les *Skyhawk* sont également montés sur les *Super Mystère* (*Saar*).

4. La guerre d'usure et l'aveuglement israélien

L'intransigeance israélienne et l'humiliation arabe vont toutefois pousser l'Egypte, et dans une moindre mesure la Syrie, à tenter de rechercher une nouvelle escalade militaire avec Israël afin d'améliorer leurs positions dans l'hypothèse de nouvelles négociations. L'armée égyptienne, forte du soutien des conseillers soviétiques et des matériels livrés par l'URSS, se sent prête à provoquer à l'adversaire israélien. Du fait de l'internationalisation du conflit, le régime égyptien sait que toute montée aux extrêmes provoquera l'intervention des grandes puissances et l'ouverture de nouvelles négociations. Or, cette volonté de revanche du camp arabe n'est pas accompagnée, du côté israélien, d'une réflexion sur les nouvelles contraintes opérationnelles régionales. Conforté dans son sentiment de toute-puissance et d'invincibilité, l'appareil militaire israélien se sent au contraire en sécurité derrière ses fortifications, sûr de pouvoir faire face à une attaque de grande ampleur des forces armées arabes.

Les incidents frontaliers reprennent dès 1967 mais désormais, compte tenu de la longueur des frontières, il devient difficile d'être partout à la fois. L'armée israélienne doit en permanence maintenir mobilisées un très grand nombre de troupes. Prenant acte du différentiel de force avec l'adversaire israélien, l'Egypte (et dans une moindre mesure la Syrie) aussi bien que les organisations armées palestiniennes adoptent une stratégie d'attrition pour affaiblir les forces pré-positionnées. Ainsi, les commandos palestiniens minent les zones frontalières du Golan et de la Cisjordanie et y attaquent les patrouilles israéliennes. Au Liban, les Palestiniens lancent leurs premières roquettes sur le nord de la Galilée. Dans le Golan et dans le Sinaï, des duels d'artillerie et de chars ont lieu de manière sporadique entre les forces

israéliennes et leurs adversaires syriens et égyptiens. Ces accrochages, bien que limités, obligent cependant l'arme aérienne israélienne, ou les forces navales, à intervenir pour mettre brutalement fin à l'escalade. Cette multiplication des missions[169], de plus en plus variées et mises en œuvre simultanément sur des théâtres d'opérations différents exigent une mobilisation permanente des forces. Pour y faire face, l'armée accroît ses effectifs, ce qui va contribuer avec le temps à affaiblir la cohésion interne des forces.

Dès 1967, les combats reprennent le long du Canal de Suez. L'armée égyptienne y pilonnait les positions israéliennes. En représailles, l'aviation israélienne bombarde des positions militaires égyptiennes le long du Canal et frappe les installations pétrolières près de Suez. Des accrochages ont lieu par ailleurs entre les marines des belligérants. C'est d'ailleurs la reprise des accrochages qui convainc le chef d'état-major Chaim Bar Lev d'entreprendre la construction en 1968 d'une ligne de positions fortifiées le long du Canal. La proposition de Bar Lev est fondée sur la nécessité, plus politique que militaire, d'empêcher les Egyptiens d'établir une tête de pont de l'autre côté du Canal qui, en cas de reconnaissance par l'*ONU*, modifierait les positions des belligérants. Le Conseil de sécurité serait alors fondé à faire pression pour le retrait des troupes du Sinaï.

Ce n'est qu'à partir de 1969 que les accrochages avec l'Egypte prennent une tournure plus sérieuse. Les bombardements israéliens frappent durement les villes d'Ismaïlia et de Suez, forçant le commandement égyptien à évacuer la population. Nasser annonce en mars 1969 vouloir mener une « guerre d'usure » contre Israël afin de neutraliser la ligne Bar Lev et d'épuiser Israël en lui imposant une mobilisation coûteuse et des pertes humaines intolérables. Pour les Egyptiens l'objectif est aussi de se préparer, dans l'hypothèse d'une offensive de grande ampleur, à franchir le Canal. Cette guerre limitée est faite de combats statiques de part et d'autre du Canal, appuyés par des opérations aériennes[170] et des raids de commandos menés dans la profondeur du territoire adverse. Les troupes égyptiennes attaquent les points d'appui et tendent des embuscades aux patrouilles israéliennes qui sillonnent les routes qui font la liaison entre les différents points d'appui.

[169]Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.309

Après une série de pertes, l'état-major israélien fait intervenir l'aviation contre les positions d'artillerie égyptiennes. Des duels aériens s'ensuivent, au cours desquels l'aviation israélienne obtient généralement l'avantage sur l'aviation égyptienne. Avec l'appui de l'aviation et l'appui feu côtier des forces navales, les fantassins et les commandos conduisent des raids contre les positions égyptiennes (île de Green, positions sur la rive orientale de la mer Rouge). En dépit des moyens déployés et de la multiplication des opérations, qui atteignent parfois des installations près de la capitale et dans le Delta, les forces égyptiennes ne se rendent pas. Nasser fait appel aux Soviétiques pour lui fournir des pilotes de chasse et des conseillers en matière de défense anti-aériennes. Cette guerre d'usure marque un tournant dans le cycle des conflits israélo-arabes. La guerre électronique fait son entrée sur le champ de bataille. Les missiles et les moyens de détection jouent désormais un rôle essentiel dans les affrontements.

Au cours de cette période, le mimétisme conflictuel joue à plein. La construction du dispositif Bar Lev, qui fixe les combats autour du Canal, incite les Egyptiens à construire au cours de l'année 1970 un « *périmètre défensif de 60 miles sur 20, comprenant plus de 1000 abris bétonnés destinés aux 30 régiments de missiles antiaériens qui avaient été déployés, sans parler des 1000 pièces d'artillerie aérienne.* »[171] Au moins d'avril 1970, l'armée égyptienne, soutenue par quelques 20 000 conseillers militaires soviétiques, continue d'étendre son dispositif défensif vers l'ouest en direction du canal. Les troupes soviétiques prennent désormais directement part aux combats[172], notamment comme servants des défenses anti-aériennes ou dans les missions de guerre électronique. Dans ces conditions, tout incident risquait d'entraîner une escalade et de mener à l'affrontement entre les deux super puissances. Face à la dangerosité de l'escalade, un cessez-le-feu est conclu le 7 août 1970, qui établit une zone tampon démilitarisée autour du canal. Les Egyptiens violent cependant le cessez-le-feu en installant leurs défenses antiaériennes dans la zone démilitarisée. Compte tenu du danger d'escalade, les Israéliens font finalement le choix de ne pas réagir.

---

[170] Sur le rôle de l'aviation israélienne dans la guerre d'usure, voir Pierre Razoux, op. cité, pp. 265-267
[171] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.318
[172] Van Creveld, p.318

****

Les forces armées arabes, conscientes de leur désavantage dans un scénario de choc frontal, ont donc opté pendant cette période pour des stratégies indirectes. Le soutien aux groupes armés palestiniens permet, en outre, aux armées arabes de maintenir une pression permanente sur Israël sans pour autant s'engager dans un conflit de haute intensité. Au début des années 1970, il devient clair que la guerre d'usure égyptienne, et dans une moindre mesure syrienne, n'est pas en mesure de changer la donne et que seule un nouvel affrontement interétatique peut pousser Israël à accepter le principe de la négociation. C'est la logique qui sous-tendra la marche à la guerre du *Kippour*/d'Octobre et c'est pour cette raison, qu'en dépit des pertes, celle-ci apparaîtra pour le monde arabe comme une victoire politique. Le camp arabe aura cette fois-ci été à la manœuvre pour entraîner Israël dans une guerre dont l'issue politique modifiera profondément les rapports de force dans la région, en aboutissant à la signature des accords de Camp David à la fin des années 1970 d'une part, et à l'invasion israélienne du Liban d'autre part. Au même moment, les *fedayin* palestiniens commencent à se constituer des bases arrières (en Syrie, à Gaza, en Jordanie puis au Liban) à partir desquelles ils mènent des opérations d'infiltrations et préparent des opérations « terroristes » contre des intérêts israéliens à l'étranger. En dépit de cette situation, dans les trois premières années de l'après-guerre des Six Jours, la menace principale reste celle d'un conflit interétatique avec les armées arabes coalisées.

III. La résistance palestinienne laïque prend les armes

L'après-guerre de 1967 marque un tournant dans le rapport de force entre Israël et les gouvernements arabes, qui ont été affaiblis par la défaite et la perte de leurs territoires. Ce sont désormais les groupes armés palestiniens qui vont mener la lutte contre l'ennemi israélien. L'occupation des Territoires met l'armée israélienne au contact direct de la population et des factions armées palestiniennes. Ce changement dans le rapport de force induit de nouveaux défis aussi bien sur le plan intellectuel que dans les pratiques de guerre.

Après la fin de la guerre d'usure, les frontières avec les adversaires étatiques connaissent un relatif calme. La menace palestinienne va prendre le relais et concentrer l'attention de l'armée israélienne. Présente depuis 1968, c'est surtout à partir de son déplacement au Liban qu'elle va prendre une dimension beaucoup plus sérieuse, avec le soutien de la Syrie. Parallèlement à la guérilla, les groupes armés palestiniens vont frapper toute une série d'intérêts israéliens à l'étranger, et tout d'abord les lignes aériennes desservants Israël. Les tentatives différentes stratégies qui s'expriment de 1967 à 1971, date de l'expulsion de Jordanie, signalent les sensibilités idéologiques qui traversent le monde militant palestinien dans ces années.

1. L'évolution vers la guérilla

La guerre de 1967 a eu un effet paradoxal sur les groupes armés, au premier rang duquel le *Fatah*. Elle marque à la fois la défaite des armées arabes et l'affaiblissement d'un grand nombre de groupes de *fedayin* dans l'immédiat après-guerre. La défaite va convaincre certains mouvements, comme le *Fatah*, de prendre en main la défense de la cause palestinienne. La défaite des armées arabes constitua une sorte de « divine surprise » pour le *Fatah*[173] qui y voit l'occasion d'échapper à la tutelle des armées arabes, première étape vers la création d'une entité palestinienne

[173] Sur le lancement de la guérilla du *Fatah* dans l'après-guerre de 1967, voir Yezid Sayegh, op. cité, pp. 155-164

autonome. Défaites les armées arabes ne sont plus en mesure d'empêcher l'autonomisation de la guérilla palestinienne. Le *Fatah* espère redonner une dimension israélo-palestinienne au conflit. Encore une fois, les accords d'armistice ont relégués les Palestiniens au statut de réfugiés et non de belligérants.

Inspiré par les modèles chinois et vietnamien, le *Fatah* envisage de créer une autorité révolutionnaire sur un territoire qu'elle contrôlerait, avec un embryon d'entité étatique dont les relations avec d'autres gouvernements auraient valeur de reconnaissance internationale. La construction de cette entité palestinienne passe nécessairement par la lutte armée et les territoires nouvellement occupés constituent des bases territoriales idéales (*qawa'id irtikazziyeh* – « bases de soutien sécurisées »). Les autorités arabes de tutelle n'y étant plus, il reste désormais à forcer les forces d'occupation israéliennes au retrait. En dépit d'une minorité au sein du mouvement qui craint que la lutte armée n'entraîne des représailles contre la population des Territoires, le Comité suprême du *Fatah* approuve le lancement d'une guérilla (*'amal fida'i* –« action de guérilla)[174] à partir de la Cisjordanie pour la fin de l'année 1967. La lutte armée doit permettre au mouvement de renforcer sa légitimité au sein de la population et encourager cette dernière à rester sur son territoire en dépit des difficultés liées à l'occupation. Un entraînement est mis en place au camp *Hama* (près de Damas) afin d'envoyer des renforts, que *Khalil al Wazir* nomme les « vagues de confiance et d'espoir », dans les Territoires occupés. *Fatah* était d'autant plus confiant que dans les Territoires, les premiers signes de résistance civile se font jour. Les forces d'occupation font face à des grèves, des *sit-in* et d'autres manifestations non-violentes (*sumud*), mais le mouvement n'était que très faiblement coordonné. Toutefois, l'afflux constant de nouvelles recrues conforte le *Fatah* dans son sentiment d'être l'organisation palestinienne dominante. A cette époque, Arafat devient commandant opérationnel en Cisjordanie, où il avait formé dès le début de l'année 1967, une équipe de 30 hommes, basée à Naplouse. Cette ville devient rapidement le foyer de la contestation nationaliste. Les bases secrètes du *Fatah* sont rapidement découvertes par les forces israéliennes lors de leurs opérations de pacification de la région.

[174] Voir en annexe la charte 5 amendée de l'OLP de 1968 sur la guerre révolutionnaire palestinienne

Entre temps, les relations avec la Syrie se sont dégradées. Juste après la fin des hostilités, Damas avait autorisé les équipes du *Fatah* à récupérer les équipements abandonnés par l'armée syrienne lors de sa retraite du Golan. 6000 armes, dont des matériels lourds, qui furent finalement confisqués par les Services syriens quelques semaines plus tard. Les Syriens souhaitent que le *Fatah* attende avant de reprendre ses activités. Face aux pressions croissantes de Damas, le *Fatah* fait le choix de transférer ses armes et ses hommes en Jordanie en juillet 1967.

La défaite des armées arabes fut pour le MNA, dont les volontaires s'étaient préparés au combat, une défaite encore plus grande que pour le *Fatah*. Des débats internes aboutissent finalement à la résurgence de la branche palestinienne du mouvement en Cisjordanie/Jordanie. Mais, sa direction formée de la « petite-bourgeoise » cisjordanienne est hésitante. Le MNA se tourne alors vers le *Fatah* afin d'étudier les opportunités de lancer conjointement la guérilla et d'échanger des armes et des personnels. Mais le *Fatah*, préfère faire cavalier seul et lance ses premières opérations le 28 août 1967, trois jours seulement avant la tenue du sommet de Khartoum. De nombreux membres ont déjà été arrêtés en Cisjordanie et à Gaza et le mouvement cherche à lancer l'insurrection avant que les forces israéliennes n'aient démantelé entièrement ses réseaux dans les Territoires occupés. Affaibli par les coups de la contre-insurrection en Cisjordanie, le *Fatah* se reporte sur Gaza, où l'Organisation communiste palestinienne (OCP), le parti *Ba'th* et le Front de Libération de la Palestine (FLP) ont constitué, avec des personnalités indépendantes, un Front national uni. Les Frères musulmans et le MNA coordonnent leurs actions avec le front mais refusent d'y participer. Ils sont persuadés que l'occupation des forces israéliennes ne durera tout au plus que quelques mois, comme après la campagne de Suez, et donc qu'il vaut mieux concentrer leurs efforts sur la désobéissance civile. Fragile à Gaza, le *Fatah* se retourne de nouveau vers la Cisjordanie, où il reste, en dépit des sévères coups qu'il a subis, la force la plus organisée depuis la répression menée par les autorités jordaniennes en 1966. Celle avait laminé les partis d'opposition. Il prend contact avec d'autres groupes et en absorbe certains, comme les Bataillons du Retour *(Kata'ib al 'Awda)*, le Mouvement des Révolutionnaires arabes et le Front des Palestiniens socialistes libres (*FPSL*). Certains transfuges de l'Organisation de Lutte populaire palestinienne (futur *FLPP*) se joignent au *Fatah*. Arafat leur fournit armes et financements en contrepartie de

caches à Jérusalem et Ramallah. Le *Fatah* est également aidé par son alliance avec le Front de Libération de la Palestine-Voie du Retour qui lui fournit les armes qu'il a reçu de l'ALP en 1966. Un certain nombre de ses membres rejoignent le *Fatah* après la dissolution du mouvement en septembre 1968.

Devant l'agitation tous azimuts du *Fatah*, le MNA est obligé de prendre position. Un certain nombre de ses membres et des recrues potentielles ont déjà rejoint les rangs du *Fatah* ou le Front de Libération de la Palestine de Jibril. En effet, ils sont les seuls à cette époque à disposer de camps d'entraînement, d'armes et de plans opérationnels. Le MNA a déjà entamé des contacts en juillet 1967 avec le FLP de Jibril[175]. Ce dernier compte déjà entre 150 et 200 hommes et presque deux cents sympathisants à cette époque. Dès la fin des hostilités, il a décidé de rétablir sa présence en Cisjordanie et ses cadres s'y sont rendus pour étudier le terrain et les tactiques israéliennes. Le mouvement a récupéré des armes et des munitions dans les monts du Golan et établit des caches et des cellules clandestines en Jordanie pour appuyer les infiltrations en Cisjordanie. Ses premières patrouilles de reconnaissance s'infiltrent en Cisjordanie en août et il lance sa première opération de combat mi-octobre 1967.

Le CAP se réunit en septembre 1967 à Beyrouth pour définir les bases d'une stratégie dans les Territoires occupés. Même s'il considérait que les Palestiniens ne sont pas en mesure de libérer seuls les Territoires, il accepte toutefois le principe de la conduite d'actions de guérilla sélectives et de désobéissance civile jusqu'à ce que l'Egypte soit en mesure de lancer une offensive de grande ampleur contre l'occupant israélien. La position du sommet de Khartoum d'août et les échanges d'artillerie incessants sur le Canal de Suez ont d'ailleurs conforté les membres du MNA dans leur certitude que les Egyptiens ne tarderont pas à passer à l'offensive. Dans ce contexte, ils se considèrent comme l'avant-garde qui va entraîner derrière elle les Etats arabes dans une guerre de libération contre Israël. Khalifa est envoyé en Cisjordanie pour y rebâtir l'organisation. Il établit cinq commandements locaux en Cisjordanie, reliés à un commandement central à Ramallah. Les cadres influents de Gaza restent cependant autonomes et se regroupent dans les Avant-gardes de la

[175] Sur la situation du FPL à cette époque, voir Yezid Sayegh, op. cité, pp. 164-167

Résistance populaire jusqu'en février 1968. A partir d'octobre 1967, le CAP envoie une quarantaine de membres s'entraîner dans les camps du FLP en Syrie et les deux mouvements formèrent un front uni, auquel vient se joindre les *Abtal al 'Awda*, ainsi que d'autres groupes d'exilés pronassériens en Syrie (Ahmad Zarur). Le commandement opérationnel est établit en Cisjordanie ainsi que des bases arrières en Syrie et en Jordanie.

La déclaration publique de Nasser, le 23 novembre, affirmant la rupture de l'Egypte avec sa position purement défensive, renforce encore le sentiment d'urgence chez les leaders du MNA. En privé, Nasser encourage le MNA à démarrer les opérations de combat dans les Territoires. Le MNA conscient qu'il risque d'être marginalisé par le *Fatah* et le FLP à force d'attendre, choisit de lancer un nombre réduit d'opérations. Cependant, celles-ci doivent être spectaculaires, comme sa première attaque contre l'aéroport de Lydda le 11 décembre 1967, afin de faire connaître le MNA. Il saisit l'opportunité du retentissement de l'opération pour annoncer la formation du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Un très grand nombre de ses cadres et membres sont arrêtés en décembre 1967 et janvier 1968. Mi-janvier, le MNA a ainsi perdu la majeure partie de son organisation et au début février un grand nombre de ses membres sont arrêtés à Gaza. Le commandement central du MNA est obligé, pour sauver ce qui reste de l'organisation, de demander à ses membres, non-résidents des Territoires, de se réfugier en Jordanie.

Les communistes[176], quant à eux, sont les seuls à refuser la militarisation, alors même – et peut être parce qu'ils – constituent le mouvement le plus expérimenté et le plus organisé des Territoires. Mais le parti est divisé entre le Parti des Communistes jordaniens (PCJ) en Cisjordanie et l'Organisation communiste palestinienne (OCP) à Gaza. Le PCJ est de loin beaucoup plus influent que l'OCP, mais la répression de 1966 a obligé la majorité de ses membres et le *Politburo* à rentrer dans la clandestinité à Amman ou à s'exiler à Damas. Son comité central est fermement opposé au lancement immédiat de la guérilla considérant que l'urgence est ailleurs. Les communistes s'attachent prioritairement à enrayer l'exode des réfugiés vers la

[176] Sur la situation des forces communistes palestiniennes après la guerre de 1967, voir Yezid Sayegh, op. cité, pp.167-169

Jordanie : entre 5000 par jour fin juin, puis encore 500 par jour mi-juillet et 250-300/jour en août. Les communistes veulent à tout prix éviter une répétition de la « tragédie de 1948 » et le retour de la violence armée avec le développement des actions de guérilla ne peut qu'encourager les populations à fuir les Territoires. Si en privé le comité directeur considère, à terme, la guérilla comme nécessaire et inévitable, pour l'heure, elle doit être ajournée. En l'absence d'une population acquise aux idées du parti sur laquelle s'appuyer, le Comité directeur préfère tenter de mobiliser ses supporters au sein de l'ALP. Selon eux, c'est à elle que revient naturellement la charge de conduire la guérilla. Ils envisagent de former une force de guérilla à partir des éléments communistes de l'ALP qui s'établira sur la rive est du Jourdain. L'occupation des Territoires permet pour la première fois aux deux mouvances communistes d'établir un contact direct. Mais leurs divergences politiques empêchent une fusion. Comme son homologue jordanien, l'OCP concentre pour l'heure ses efforts sur l'exode des réfugiés (300-400 en septembre, contre 100-200 en Novembre) d'autant plus que les forces israéliennes offrent des moyens de transport gratuits pour quitter la Bande. Il rejoint le Front national uni à la fin du mois de juillet, dont il adopte la stratégie de désobéissance civile pacifique.

L'ALP, de son côté, entame un lent déclin. Après d'âpres discussions avec le commandement égyptien, elle réussit à arracher le principe d'un regroupement des forces restant en Egypte et en Syrie au sein de 4 bataillons commandos (329è, 339è, 349è et 359è), constitués de 2000 hommes. La *Brigade 'Ayn Jalut* est dissoute et ses forces redéployées autour des Lacs Amers[177]. Mais le commandement général de l'ALP au Caire est interdit d'entrer en contact avec les bataillons. Empêchées de se reconstituer, les forces de l'ALP vont progressivement décliner dans les années suivantes. L'OLP, quant à elle, a rejoint le Front national uni. Devant le succès de la grève générale à Gaza en novembre et les déclarations de Nasser sur le réarmement quasi achevé de l'Egypte, l'OLP reconsidère son refus de principe de l'action armée. Dès décembre, elle appelle officiellement à la lutte armée, mais en coordination avec les armées arabes. Si l'OLP est épargnée par les vagues de répression qui touchent l'ALP, le MNA et le *Fatah*, elle pâtit des outrances verbales de son dirigeant qui

[177] Le Grand Lac Amer et son prolongement, le Petit Lac Amer, sont des étendues d'eau salée situées dans le Canal de Suez. Entre 1967 et 1975, du fait de la fermeture du Canal par les armées égyptienne et israélienne, 15 navires restèrent stationnés dans ces étendues d'eau. Cette flotte stationnée au milieu du désert fut surnommée la « flotte jaune ».

nuisent gravement à l'image de l'organisation. Mi-octobre, il déclare ainsi que la guérilla palestinienne s'est mue en une véritable révolution armée des masses sur le point de devenir une guerre de libération du peuple palestinien et fait connaître son intention d'intégrer l'ALP à une armée arabe unie. Shuqayri envisage même de libérer la Jordanie et d'établir un nouveau « Vietnam nord » afin de soutenir la lutte armée. La rupture est consommée avec le commandement de l'ALP lorsque le 16 novembre Shuqayri déclare que l'OLP dirige la lutte armée à partir de ses bases dans les Territoires occupés, redoublant la violence de la contre-insurrection israélienne. A cause des outrances rhétoriques de Shuqayri, l'organisation de l'ALP en Cisjordanie est laminée et l'opposition du *Fatah* et du MNA vis-à-vis de l'OLP ne fait que redoubler. Shuqayri est poussé à la démission et remplacé par Yehya Hammuda, un des leaders du Congrès général des Réfugiés de 1949. Shuqayri parti, le *Fatah* à la voie libre pour s'emparer du pouvoir au sein de l'OLP.

A la fin de l'année 1967, les espoirs palestiniens d'organiser une insurrection armée des masses se sont envolés, même si les différents groupes armés continuent de multiplier les déclarations, exagérées quand elles ne sont pas totalement imaginaires, autour de leurs faits d'armes. En privé, les groupes de guérilla palestiniens se consolent en pensant que la survivance à la contre-insurrection israélienne est déjà une demi-victoire et comme le dit Habache « *nous avons empêché Israël d'obtenir une victoire politique après son triomphe militaire* »[178]. Les concurrents du *Fatah* continuent de le blâmer d'avoir lancé de manière prématurée la lutte armée et de les avoir exposés aux représailles israéliennes qu'ils n'étaient pas encore prêts à affronter. *Fatah* a « tué la résistance dans l'œuf ». Toutefois, même les critiques les plus sévères doivent admettre que le *Fatah* a offert un modèle de résistance à l'ensemble du mouvement national palestinien et remis en cause la coexistence avec les forces d'occupation.

Les premiers mois de l'après-guerre sont donc marqués par le basculement vers la lutte armée des différentes organisations palestiniennes. Ce basculement indique, au-delà du lancement des premières opérations armées, la volonté des mouvements palestiniens de ramener sur le sol palestinien la lutte contre Israël en

[178] Voir Yezid Sayegh, op. cité, p. 173

même que le début d'une réflexion sur la construction d'une entité politique autonome. Le centre de gravité du mouvement de libération national se déplace du fait des contraintes rencontrées par ces organisations en exil vers la Jordanie. Pendant près de vingt ans, la mobilisation populaire et la résistance civile dans les Territoires vont être reléguées au second plan par les organisations en exil. Il faudra attendre l'éclatement de la première *Intifada* pour voir le foyer de la lutte pour la libération nationale revenir dans les Territoires.

2. La base-arrière jordanienne

L'échec du lancement de la lutte armée dans les Territoires laisse les groupes palestiniens face à de nombreuses incertitudes, d'autant plus qu'au même moment la légitimité de l'OLP à incarner le leadership national est remise en question. Mais de même qu'en 1948, la défaite va donner un nouvel essor au mouvement national palestinien. La défaite des Etats et des armées arabes, et tout particulièrement de l'Egypte de Nasser, l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et l'exode corollaire de 300 000 nouveaux réfugiés achèvent de détruire ce qui restait de la société palestinienne d'avant-48. Désormais, les Palestiniens n'ont plus rien à attendre des Etats arabes et doivent définir eux-mêmes les moyens d'affirmer leur identité nationale. La lutte armée, aussi bien comme registre déclaratoire que comme pratique, va devenir pour les organisations palestiniennes le moyen d'affirmer leur légitimité à incarner le mouvement national d'une part et de se constituer un sanctuaire à partir duquel elles pourront construire l'entité politique autonome.

Dans ce contexte, le *Fatah* se considère, dès le départ, comme la seule organisation « légitimement » en droit de prétendre à la direction du mouvement de libération nationale, par opposition à l'OLP qui s'est compromise avec les Etats arabes. Premier à avoir introduit la guerre révolutionnaire sur la scène palestinienne, le *Fatah* se considère, au début de l'année 1968, comme le seul à avoir assez d'expérience pour regrouper sous sa tutelle l'ensemble des factions palestiniennes. Avant-garde du peuple palestinien, il lui revient de conduire la résistance contre l'occupation israélienne. Plutôt que de réformer l'OLP ou de tenter d'y prendre le

pouvoir, le *Fatah* chercha dans un premier temps à constituer une contre-structure regroupant le plus grand nombre possible de factions. A la conférence du Caire de janvier 1968[179], sept organisations, dont certaines étaient membres de l'OLP, répondent à son appel. Le Front populaire palestinien de Libération, les Avant-gardes de la guerre populaire (qui étaient liées à la branche syrienne du parti *Ba'th*), *l'Organisation des Avant-gardes du Sacrifice* (nassériens) et *l'Organisation d'Action pour le Soutien à la Révolution,* toutes deux nassériennes, sont tous membres de l'OLP. Elles se joignent au *Fatah* pour former le Bureau permanent d'action de guérilla. Le MNA, de son côté, qui se considère comme le prétendant naturel au leadership palestinien refuse d'y participer et encourage ses alliés du FPLP et du FPSL à faire de même.

Entre temps, le contexte régional a changé et l'Egypte, qui s'est engagée dans une guerre d'usure contre Israël, est toute disposée à soutenir la guérilla palestinienne. Ces organisations vont lui permettre de faire des coups à l'adversaire sur de multiples fronts. Le commandement égyptien propose désormais armes et entraînement aux différences factions armées palestiniennes. Le Caire utilise par ailleurs le 141è bataillon *fedayin* pour infiltrer les lignes ennemies dans le Sinaï et conduire des missions de reconnaissance, voire de sabotage, en Cisjordanie. Or, le Fatah n'entend pas laisser les Etats arabes récupérer ses efforts et relance dès le début de 1968 ses opérations en Cisjordanie. Mais la présence des forces d'occupation complique l'implantation de cellules clandestines. Incapable de se mouvoir dans ces territoires trop quadrillés, le Fatah cherche alors à développer des bases-arrières dans les Etats arabes voisins. La Jordanie constitue la solution la plus évidente compte-tenu du grand nombre de réfugiés y résidant et de la longueur de la frontière commune avec Israël et la Cisjordanie. La rive orientale du Jourdain devient ainsi rapidement le point de départ des opérations d'infiltrations en Cisjordanie et le territoire où s'établissent les bases et les camps d'entraînement, plus ou moins clandestins, des organisations palestiniennes. Devant l'ampleur prit par le transfert des organisations armées de l'autre côté du Jourdain, le roi Hussein, inquiet, affiche publiquement son opposition, dès le 5 septembre 1967, à toute activité militaire indépendante d'un plan arabe.

[179] Voir la charte de l'OLP amendée en annexe 5.

Les réticences de la monarchie hachémite n'empêchent toutefois pas de nombreux officiers jordaniens d'aider, de manière plus ou moins directe, les combattants palestiniens. Ces officiers fournissent de précieux renseignements sur les positions israéliennes et les voies d'infiltrations et couvrent par leurs tirs le long de la frontière les mouvements des groupes d'infiltrations. Pour tenter de contrer l'essor très rapide des commandos en provenance de Jordanie, les forces israéliennes attaquent le camp de *Karameh*[180] (« dignité ») où le *Fatah* a établi une de ses principales bases. Les *fedayin* palestiniens, prévenus de l'imminence de l'attaque par l'armée jordanienne, opposent une sévère résistance aux forces israéliennes. Les blindés et l'artillerie jordanienne permettent aux combattants palestiniens de repousser l'attaque. Le retrait des forces israéliennes, qui ont subi de lourdes pertes, est accueilli comme une victoire par les opinions publiques arabes encore sévèrement marquées par la défaite de leurs armées un an plus tôt. Devant l'enthousiasme populaire suscité par le courage des commandos palestiniens, le roi Hussein va même jusqu'à déclarer que « *le jour viendra où nous serons tous des commandos* »[181].

La bataille hautement symbolique de *Karameh* va encourager de nombreux jeunes, Palestiniens et arabes, à rejoindre les rangs de la guérilla palestinienne qui incarne le dernier élan révolutionnaire du nationalisme arabe déclinant. La résistance palestinienne, encore balbutiante, n'a pas les moyens d'absorber cette masse de nouvelles recrues au sein de structures institutionnalisées. L'après-*Karameh* donne d'abord lieu à une phase de fragmentation de la résistance entre de multiples factions, qui reflètent les débats idéologiques qui traversent le mouvement national. A partir de cette époque, le *Fatah* et les autres factions qui l'ont rejoint au sein de l'OLP commencent à entraîner les nouveaux combattants, qu'ils organisent en unités semi-régulières, équipés des matériels fournis, en très grande partie, par l'Egypte.

Les forces du *Fatah* se développent très rapidement atteignant en 1968 presque 20 000 hommes. En dépit des facilités offertes par la monarchie à la résistance palestinienne, cette présence armée, qui s'affiche avec fierté jusque dans les rues de la capitale, ne va pas sans susciter des tensions. En novembre 1968, des affrontements

[180] Sur le récit de la bataille de *Karameh*, le 21 mars 1968, voir Pierre Razoux, op. cité, pp. 258-261 et Yezid Sayegh, op. cité, pp. 174-179

éclatent entre des éléments radicaux liés à la Syrie (*Sa'iqa* en particulier) et l'armée jordanienne lors de la commémoration de la déclaration Balfour. Pour faire retomber les tensions, l'OLP et la monarchie hachémite se mettent d'accord pour circonscrire la présence armée palestinienne aux camps, dont l'entrée est interdit aux forces militaires et de police jordaniennes. La fragilité de ce *modus vivendi* n'a pas échappé aux forces israéliennes qui multiplient les attaques contre le territoire jordanien pour encourager la population à se retourner contre la guérilla palestinienne. Par ailleurs, le comportement agressif, voire résolument hostile de certaines organisations palestiniennes à l'égard de la monarchie, est mal ressenti par l'armée jordanienne. Dans ce contexte, le *Fatah* s'ingénie à renforcer ses capacités militaires et son noyau fondateur radicalise ses positions en faveur de la lutte armée[182]. Fidèle aux principes de la guerre révolutionnaire, le *Fatah* organise en parallèle sa société de résistance.

Mais à mesure que se développe le mouvement entre 1967 et 1969, s'exacerbent les luttes internes. La guérilla palestinienne ne cesse de se fragmenter du fait des différents courants idéologiques qui s'y expriment. Par ailleurs, le départ de Shuqayri a permis aux factions résistances de devenir majoritaires au sein de *l'OLP* comme le montre le 4è sommet du Conseil National Palestinien en juillet 1968. Lors de ce sommet, le CNP amende la charte de 1964[183] en donnant la priorité à la lutte armée, mais rappelle également l'objectif de révolution sociale et la lutte contre l'impérialisme chers au *Fatah*, qui à partir de ce moment-là ne va cesser de dominer l'organisation[184].

Dans son article 9, la charte rappelle que :

> *« La lutte armée est la seule voie pour la libération de la Palestine. Il s'agit d'une ligne stratégique et non pas d'une ligne tactique. Le peuple arabe palestinien affirme sa détermination totale à mener la lutte armée et à lancer la révolution populaire pour la libération et le retour dans sa*

---

[181] Voir Henry Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, 2 éd., Fonds classiques Armand Colin Sedes, Armand Colin, Paris, 2005, p.255
[182] Voir Henry Laurens, idem, p.225
[183] Voir la charte amendée en annexe 5
[184] Voir Yezid Sayegh, idem, pp.238-239

> *patrie. Il affirme également son droit à mener une vie normale en Palestine et à y exercer le droit à l'autodétermination ainsi que sa souveraineté »185.*

A l'article 21, la charte affirme l'intransigeance des revendications territoriales palestiniennes :

> *« Le peuple palestinien, s'exprimant par sa révolution armée, rejette toute solution de remplacement à la libération totale de la Palestine. Il rejette également toutes les propositions visant à la liquidation ou à l'internationalisation du problème palestinien. »*[186]

Produit des idéologies de l'époque, la charte dénonce enfin, dans son article 22, le caractère colonialiste et impérialiste du projet sioniste :

> *«Le sionisme est un mouvement politique, organiquement lié à l'impérialisme mondial et opposé à tous les mouvements de libération ou de progrès dans le monde. Le sionisme est, par nature, fanatique et raciste. Ses objectifs sont agressifs, expansionnistes et coloniaux. Ses méthodes sont celles des fascistes et des nazis. Israël est l'instrument du mouvement sioniste. C'est une base géographique et humaine de l'impérialisme mondial qui, de ce tremplin, peut porter des coups à la patrie arabe pour combattre les aspirations de celle-ci à la libération, à l'unité et au progrès. Israël est une menace permanente pour la paix au Proche-Orient et dans le monde entier. »*

En parallèle, la guérilla palestinienne, constituée autour de la *Sa'iqa*, a commencé à se développer en Syrie. Cependant, les autorités syriennes n'ont aucune intention de donner une quelconque autonomie aux Palestiniens à l'intérieur du pays et encadre strictement leur présence sur le territoire syrien[187]. Damas encourage, au contraire, les activités palestiniennes en Jordanie et au Liban et notamment les

[185] Voir les articles de la charte amendée de l'*OLP*, cités par Henry Laurens, idem, p.257
[186] Voir les articles de la charte amendée de l'OLP l'annexe 5.
[187] Voir Yezid Sayegh, idem, pp.288-289

factions les plus révolutionnaires qui s'opposent à la prééminence du *Fatah* sur l'OLP. La guérilla palestinienne a par ailleurs commencé à s'implanter au Sud-Liban[188] dans les zones proches du Golan, où sont déjà présentes les forces de la *Sa'iqa*. Le MNA est de loin le groupe le plus important au Liban. La guérilla palestinienne va profiter des tensions entre la majorité musulmane de la population et la minorité maronite, qui s'est opposée lors de la guerre des Six jours à l'entrée en guerre du Liban. Dans la capitale libanaise, qui est un des plus vivants centres intellectuels et politiques du monde arabe à cette époque, les faits d'armes de la guérilla palestinienne suscitent également l'enthousiasme populaire. Mais c'est le raid israélien contre l'aéroport de Beyrouth, en représailles au détournement de plusieurs avions de ligne israéliens[189], qui va faire de la présence armée palestinienne un nouvel enjeu des tensions communautaires libanaises. La gauche libanaise et les communautés musulmanes libanaises vont trouver dans la question palestinienne un nouveau moyen de contester la prééminence maronite sur les institutions libanaise. Les accrochages au Sud Liban au printemps 1969 entre les factions palestiniennes et l'armée libanaise, qui veut juguler le développement de leurs activités dans cette zone, vont provoquer une véritable crise de gouvernement. Une médiation égyptienne, qui va aboutir aux accords du Caire du 3 novembre 1969, va permettre d'établir un *modus vivendi* entre les autorités maronites libanaises et la guérilla palestinienne au Liban. Les accords officialisent la présence armée palestinienne au Sud Liban et initient, ce faisant, un processus de fragilisation de l'Etat libanais qui aboutira quelques années plus tard au déclenchement d'une guerre civile.

Parallèlement, la situation a continué à se dégrader en Jordanie, notamment sous l'effet des fractions révolutionnaires palestiniennes les plus radicales qui considèrent que le renversement de la monarchie hachémite constitue la première étape de la libération de la Palestine. Les tensions dégénèrent en une situation de quasi-guerre civile au cours de l'année 1970-71, jusqu'à l'expulsion des forces

[188] Sur les conditions de l'implantation de la guérilla palestinienne au Liban et les rivalités entre le *Fatah* et la *Sa'iqa*, voir Yezid Sayegh, idem, pp.188-194

[189] Le FPLP commence à partir de 1969, sous l'influence de l'Appareil spécial de Haddad à mener plusieurs opérations contre des intérêts israéliens à l'étranger. La combattante Leila Khaled devient notamment célèbre pour les détournements du vol 849 entre Rome et Athènes en août 1969 vers Damas et du vol d'*El Al* entre Amsterdam et New York en septembre 1970. Cette radicalisation du FPLP s'explique également par les rivalités qui opposent Habache et Haddad et Arafat.

palestiniennes de Jordanie[190]. Par ailleurs, au même moment, la campagne de pacification de Gaza s'achève et laisse les forces palestiniennes dans la Bande laminées[191]. Ces différentes dynamiques conflictuelles avec les Etats arabes hôtes ont contribué à renforcer la détermination de la guérilla palestinienne à s'engager dans une lutte armée quel qu'en soit le prix à payer pour les régimes arabes et c'est d'ailleurs le sens du nouveau programme d'action politique et militaire adopté lors du VII[e] sommet du Conseil National Palestinien au Caire en mai 1970.

> Ce dernier proclame ainsi que désormais *« La résistance considère que le territoire des pays arabes voisins d'Israël est un champ d'action légitime pour la lutte palestinienne ; elle considère que toute tentative visant à interdire un pays arabe quelconque à la résistance palestinienne est une trahison de l'objectif palestinien et de la nation arabe, cet objectif étant de Libérer la Palestine.*
>
> *La résistance déclare qu'elle est totalement indépendante de tous les régimes arabes et rejette toutes les tentatives visant à l'isoler, lui imposer une tutelle, la museler ou al soumettre. »*[192].

Les tensions de l'immédiat après-guerre des Six Jours et l'élan de sympathie soulevé partout dans le monde arabe par les premiers faits d'armes de la guérilla palestinienne auront donc permis à celle-ci de s'émanciper de la tutelle des Etats arabes. Les heurts que suscite cette émancipation de la guérilla palestinienne avec les régimes arabes hôtes vont concourir à la réinstallation des différentes organisations palestiniennes au Liban. En juillet 1971, les forces palestiniennes entament leur réorganisation au Liban. Les *Forces Yarmouk*, transformées en forces régulières, renforcées par les *Brigades al Karama* et *al Thawra* (commandos), constituent

[190] Sur la dégradation des relations entre la monarchie hachémite et les factions palestiniennes jusqu'à Septembre noir et l'expulsion de celles-ci du territoire jordanien, voir Yezid Sayegh, op. cité, pp. 262-281; à cette époque, les combats opposent une armée jordanienne forte de 65 000 hommes, renforcées par 10 000 hommes de la police et des services de sécurité ; les forces jordaniennes disposent d'au moins 300 blindés, environ 450 véhicules d'infanterie blindés et plus de 1500 mortiers, sans compter les fusils d'assaut des combattants. En face, les combattants de la guérilla palestinienne représentent, selon les estimations, entre 10 000 et 20 000 hommes, dont seulement 9000 sont des combattants permanents (4000-4500 du *Fatah*, 1000-1500 du FPLP, 1000-1500 FLP/ALP, 500 de la *Sa'iqa*, 200-300 FPLP-CG, 200-300 FDPLP ; plus 1000 de la force de police de l'ALP). Les guérillas n'ont aucun armement lourd, disposent centaines d'armes antichars et de lanceurs de mortiers, en plus de leurs fusils d'assaut.

[191] Voir Yezid Sayegh, op. cité, pp.286-287

[192] Déclaration du 7[e] CNP réuni au Caire le 6 mai 1970, cité par Henry Laurens, op.cité, p.263

l'embryon de la future force armée du *Fatah*. Ainsi, au moment où s'éteint l'ALP, renaît un autre embryon d'armée palestinienne.

3. Le terrorisme palestinien : publiciser la cause

La bataille d'Ajlun[193], le renforcement du contrôle syrien sur l'*ALP*, la campagne de pacification de Gaza et les raids au Sud Liban, ainsi que les limites imposées par les autorités libanaises aux activités de guérilla au Sud Liban, constituent autant de coups durs pour le mouvement de libération national. Par ailleurs, au début de l'année 1972, le gouvernement civil autorise la tenue d'élections municipales en Cisjordanie, les autorités israéliennes espérant faire émerger à travers les maires nouvellement élus un leadership alternatif à celui de l'*OLP* en exil. Enfin, le 15 mars 1972, le roi Hussein propose l'établissement d'un royaume arabe uni regroupant la Jordanie et la Cisjordanie. Le monarque hachémite deviendrait ainsi le représentant officiel du peuple palestinien dans toute négociation de paix avec Israël. Des rapports faisant état de pourparlers secrets entre le roi et Golda Meir confirment les craintes du *Fatah*.

Les organisations armées palestiniennes vont alors chercher à faire entendre leur voix et à donner une résonnance internationale à la cause palestinienne[194]. Les organisations armées lancent une campagne de sabotage contre les intérêts jordaniens. La Syrie, de son côté, autorise la reprise des raids à partir de son territoire pendant trois mois, au cours desquels le *Fatah* et FDPLP sont particulièrement actifs. Les Jordaniens lancent une contre-offensive contre les factions armées palestiniennes au Liban et en Syrie, recourant aussi bien au sabotage qu'à la désinformation.

Le *Fatah* tente de redonner vie à son organisation clandestine en Jordanie et réorganise son appareil de sécurité interne. Le *Rasd* est remplacé par l'Appareil de sécurité et d'information (*Jihaz al Amn we al Ma'loumat*) et Mohamad Najjar succède à Salah Khalaf à la tête de l'appareil sécuritaire. Un des anciens lieutenants de Khalaf du *Rasd*, qui a été démis de ses fonctions, s'engage dans une stratégie d'assassinats ciblés contre les hauts dignitaires de la monarchie hachémite. Il crée l'Organisation Septembre noir, avec d'autres anciens du *Rasd*, qui conduit à partir de février 1972

[193] Bataille qui opposa les forces du Fatah resté en Jordanie en 1970 aux forces de l'armée jordanienne au nord de la ville d'Ajlun.
[194] Sur le terrorisme international palestinien, voir Yezid Sayegh, op. cité, pp.306-312 et Henry Laurens, *La question de Palestine : Le rameau d'olivier et le fusil du combattant (1967-1982)*, tome 4, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2011, locations 8843-8980 ;

des actions terroristes à l'international. Salah Khalaf entreprend, également dans le contexte de la révélation des pourparlers entre le roi Hussein et Golda Meir, une campagne de sabotage à l'aide de sa nouvelle base, le *Maktab Shu'un al 'Urdun* (Bureau des affaires de Jordanie). Dès octobre 1971, Salah Khalaf a redéfini les ennemis du peuple palestinien en traçant un *continuum* allant de l'impérialisme américain, en passant par les régimes arabes liés à ces derniers, à Israël. Ce *continuum* forme un front unique auquel il faut résister par tous les moyens, dans le monde arabe et en dehors.

En juin 1972, l'échec de la campagne contre la Jordanie, convainc Khalaf qu'il faut désormais faire porter l'effort de résistance sur la scène internationale et donc changer les tactiques opérationnelles. Le 8 mars 1972, un ancien membre de l'Appareil spécial de Haddad, 'Ali Taha, et 3 membres du *Fatah*, détournent un avion de la *Sabena* à destination de l'aéroport Ben Gourion, au nom de l'Organisation Septembre noir. Le *Fatah* décline toute responsabilité, mais remarque avec intérêt l'effet de surprise créé par l'attaque sur le sol israélien, sans parler de l'énorme résonnance médiatique de l'opération. La Faction Armée rouge japonaise, opérant pour le FPLP, ouvre le feu à l'aéroport Ben Gourion le 30 mai. Si le sensationnalisme des événements permet de donner corps et figure à la guérilla, de rappeler au monde le caractère dramatique de la cause palestinienne, il a un revers et les cadres du *Fatah* commencent à s'en inquiéter. La « geste terroriste » renforce le moral des Palestiniens et les recrues voulant s'engager dans *l'Organisation Septembre noir* ne cessent d'affluer. Mais la multiplication des opérations en marge du commandement du *Fatah* risque de leur échapper.

Les Jeux Olympiques de Munich fournissent l'opportunité au mouvement de frapper un grand coup. Le 5 septembre 1972, des anciens membres du *Rasd*, recrutés par Salah Khalaf, mais pilotés par le nouvel Appareil de sécurité et d'information dirigé par Najjar[195] depuis la Libye, s'introduisent dans le village olympique et assassinent un athlète israélien et prennent 10 autres personnes en otage. Le choc est immense. En représailles, Israël conduit des raids plus particulièrement brutaux

[195] Mohammad Najjar coordonne les opérations des anciens du *Rasd* avec Sabri al Banna (Abu Nidal), le représentant du *Fatah* basé à Bagdad depuis 1969. Au moment où *Septembre noir* s'éteint, le *groupe Abu Nidal* prend le relais. Celui-ci s'est

contre la Syrie et le Liban, qui font entre 200 et 300 morts. Les représailles israéliennes s'accroissent drastiquement; de nombreux attentats visent des cadres de l'OLP et du FPLP dans les pays arabes et en Europe. Les tensions augmentèrent au sein du *Fatah*, où l'autonomie croissante de Septembre noir ne cesse d'inquiéter. Finalement, en février 1973, 17 membres du *Fatah* qui avaient planifié une prise d'otage contre l'ambassade américaine et un attentat contre le parlement, ou le palais royal, jordanien sont arrêtés et condamnés à mort. 200 Palestiniens sont expulsés et un millier mis à l'index. Le PNC et l'OLP modèrent leurs discours à l'égard de la Jordanie et abandonnent tout appel au renversement de la monarchie. Alors que les rumeurs font état d'une possible reprise des négociations entre les Etats arabes et Israël au début 1973, Septembre noir lance une dernière action d'envergure contre l'ambassade saoudienne à Khartoum, le 8 mars 1973. C'est la fin de la geste terroriste du *Fatah*.

Mais la guerre de l'ombre entre services spéciaux israéliens et factions armées palestiniennes n'est pas encore terminée. Le 21 février des commandos israéliens ont attaqué les bureaux de la guérilla dans les camps de *Baddawi* et de *Nahr al Bared* dans le nord du Liban, tuant une quarantaine de Palestiniens, en majorité des membres du FPLP. Le 10 avril, un raid[196] particulièrement meurtrier frappe le centre de Beyrouth, au cours duquel sont tués Najjar, 'Udwan et le porte-parole de l'OLP, Kamel Nasser. Les Israéliens s'emparent de nombreux documents au domicile de 'Udwan contenant l'ensemble des détails sur l'organisation clandestine dans les Territoires occupés, où le *Fatah* et le *FPLP* ont commencé à coordonner leurs activités. Le coup est sévère. Khalaf, profite de la mort de Najjar, pour unir les appareils de sécurité au sein du *Jihaz al Amn al Muwahhad* (« Appareil de sécurité unifié »), qui va largement utiliser pour asseoir son pouvoir personnel au sein du *Fatah*. Ali Hassan Salama, son ancien lieutenant à la base de *l'Organisation Septembre noir,* devient, quant à lui, chef de la garde personnelle d'Arafat, noyau de la future *Force 17*. Les attaques et contre-attaques se poursuivent encore quelques mois, étant majoritairement le fait, du côté palestinien, de l'*Appareil spécial* de

---

rapproché du régime *baathiste* irakien et s'oppose à la nouvelle ligne politique du *Fatah*, de même que Wadih Haddad. Il bénéficie également du soutien de la Libye.

[196] L'opération est connue sous le nom de « Printemps de la jeunesse ».

Haddad[197] et d'une faction dissidente du *Fatah* (Abu Nidal) contrôlée par Mohammad 'Abdel Ghafour[198], basée en Libye. L'évolution de la position de l'opinion palestinienne sur le terrorisme permet à l'OLP de condamner officiellement les attentats, d'autant plus qu'elle se prépare à participer, pour la première fois, au sommet des Non-Alignés.

Depuis l'été 1972, Arafat a progressivement pris le contrôle des ailes militaire et civile de l'OLP. Afin de verrouiller son pouvoir sur les autres groupes armés, il convainc le CNP d'établir un Haut-conseil militaire qui chapeauterait l'ensemble de la guérilla palestinienne. Les attaques de la guérilla contre Israël connaissent un déclin drastique, passant de presque 700 en 1971 à environ 300 en 1972. En Syrie, la guérilla a été cantonnée loin des frontières après les frappes meurtrières de septembre 1972 et toute activité militaire leur est interdite depuis les affrontements entre les forces israéliennes et syriennes en janvier 1973.

4. Déplacement au Liban

Le Liban devient, au début des années 1970, le seul théâtre d'opérations où la guérilla palestinienne a encore une marge de manœuvre. Mais, dès 1972, l'engrenage de la guerre civile se met en place. Les premières tensions se font jour entre les factions palestiniennes et les milices maronites au pouvoir. Craignant une répétition de l'aventure jordanienne, l'OLP affiche une certaine retenue dans les premiers mois. Consciente des déséquilibres socio-économiques et politiques propres au système confessionnel libanais, l'OLP exerce une forme de chantage à l'escalade militaire sur les autorités maronites et met à profit la faiblesse de l'armée libanaise pour grappiller progressivement des concessions. Mais l'OLP va être rapidement dépassée par les velléités d'indépendance des différentes factions armées palestiniennes et les calculs de ses alliés libanais.

---

[197] Wadih Haddad (Appareil spécial), de manière quasi indépendante du FPLP, va encore continuer ses opérations terroristes quelques années par le truchement de militants (Carlos) ou de groupes étrangers (Brigades rouges). L'Appareil spécial de Haddad détourne, le 20 juillet 1973, un avion de la *Japanese Airlines* vers la Libye et commet un attentat à l'aéroport d'Athènes le 5 août, qui fait plusieurs dizaines de blessé et 3 morts. En représailles, des chasseurs israéliens contraignent un vol de la *Middle East Airlines* à se poser en Israël le 10 août croyant qu'Habache était à son bord

[198] Mohammad 'Abdel Ghafour est un ancien contrôleur financier du *Fatah*, qui a fait sécession en 1972 et s'est installé en Libye. Cette branche dissidente conduit deux attentats contre les aéroports de Rome et Athènes au printemps 1973.

A partir d'un raid israélien au mois de septembre 1972 dans le sud Liban, au cours duquel 30 guérilléros, 18 soldats de l'armée libanaise et plus d'une trentaine de civils sont tués, la position de l'OLP devient de plus en plus délicate. Le gouvernement libanais déclare l'état d'urgence et l'armée demande l'évacuation des bases illégales de la guérilla dans le sud et des bureaux des factions palestiniennes dans les villes frontalières de *Qana* et *Bint Jbeil*. Les partis de la droite maronite qui dominent la vie politique libanaise renouvellent leur opposition de principe à la présence des quelques 5000 combattants palestiniens que compte désormais le pays et appellent à l'abrogation de l'accord du Caire de 1969 qui encadre les relations Palestino-libanaises.

L'OLP craint qu'une dégradation des relations avec les autorités libanaises n'aboutissent à une répétition de la crise avec la Jordanie[199]. Elle obtempère, évacue les bases de la guérilla localisées le long de la frontière et promet de suspendre les attaques transfrontalières. En contrepartie, elle est autorisée à maintenir ses bases-arrières et ses dépôts d'armes dans les régions frontalières. Arafat rend visite aux leaders politiques et aux dignitaires religieux maronites en guise d'apaisement. Il offre même des armes légères aux Phalanges libanaises en geste de bonne volonté. Ce nouveau *modus vivendi* subsiste quelques mois en dépit des affrontements qui opposent des combattants palestiniens à l'armée libanaise les 8 et 9 décembre 1972. La reprise des attaques transfrontalières au début 1973 coïncide avec une aggravation de la crise sociale au Liban. Des affrontements opposent la police aux ouvriers et paysans grévistes. L'opposition commence à s'armer et à s'organiser en groupes paramilitaires. Face au risque de guerre civile, l'OLP fait profil bas, en évitant la confrontation avec les autorités libanaises. Mais, certains groupes de guérilla dissidents du FPLP, tels que le FPRLP, le FLPP[200] ou encore le FPLP-CG, essaient de

[199] Sur les affrontements entre l'armée libanaise et les factions palestiniennes de l'OLP, voir Yezid Sayegh, op. cité, pp.312-317 ; sur l'implantation des camps de réfugiés, voir la carte en annexe 17 sur la répartition géographique des différentes confessions au Liban.

[200] Le FPRLP (Front Populaire Révolutionnaire pour la Libération de la Palestine – *al Jabhat al Sha'bia al Thawria li Tahrir Filastin*) se sépare du FPLP en 1972 suite aux divisions apparues à l'intérieur du mouvement après les détournements d'avion du FPLP et les tensions avec la monarchie hachémite. Le FPRLP, qui représentait la gauche du FPLP, rendait responsable la direction majoritairement à droite de l'expulsion. Cette faction est dirigée par Abu Shihab. Le FLPP (Front de Lutte Populaire Palestinien - *Jabhat al Nidal al Cha'bi al Filastini*) s'est détaché du FPLP en 1969 sous la direction de Bahjat Abu Gharbiyya et Fariz Hamdan ; il s'oppose à Arafat et fait partie des organisations palestiniennes liées à la Syrie. A partir de 1992, une partie de l'organisation rompt avec le Front du refus soutenu par la Syrie et rejoint le Comité exécutif de l'OLP sous la direction de Samir Ghosha qui devient ministre du Travail de la nouvelle Autorité palestinienne. La frange pro-syrienne du mouvement est dirigée par Khalid 'Abdel Majid. A la mort de Samir Ghosha, Ahmad Majdalani lui succède à la tête de la fraction pro-OLP du mouvement.

s'autonomiser. Ce dernier déploie ainsi 150 hommes à *Bint Jbeil* en février 1973 en violation de l'accord entre l'OLP et le gouvernement libanais. Les combattants finissent par se retirer sous la double pression du *Fatah* et de l'armée libanaise.

Les Israéliens mènent un raid particulièrement meurtrier dans Beyrouth le 21 février 1973, qui creuse dangereusement le clivage qui traverse la scène politique libanaise. Gemayel met en garde contre une tentative d'émancipation des guérillas et les risques que cela entraînerait pour la souveraineté libanaise. Mais c'est le raid du 10 avril contre les leaders de l'OLP qui va marquer le début du basculement dans la guerre civile. Pas moins de 250 000 Libanais, soit 10% de la population libanaise assiste aux funérailles des trois dirigeants palestiniens. Sa'eb Salem, le Premier ministre de l'époque, accuse l'armée d'avoir failli à sa mission de protection de la capitale et démissionne. Le Président Franjié, embarrassé, annonce à l'OLP que les autorités libanaises ne sont plus en mesure d'assurer la protection des camps de réfugiés et concède à la centrale libanaise le droit d'acquérir des armes et de procéder aux fortifications nécessaires à leur défense. L'OLP augmente sa garde et met en place des patrouilles dans le district de *Fakhani* où se trouve un grand nombre de bureaux de l'OLP. Des armes antitanks, des mortiers et des mitrailleuses sont distribués dans les camps de réfugiés.

Les autorités maronites s'inquiètent de la solidarité populaire avec les Palestiniens. Dans les semaines qui suivent, la tentative de mise sous tutelle de la guérilla et des factions palestiniennes par les autorités et l'armée va faire basculer le pays dans la guerre civile. Les attentats et les prises d'otages se multiplient au Liban. Le gouvernement reprend sa campagne contre l'accord du Caire et exige la fin de la présence des armements lourds de l'OLP dans les camps. Les troupes de l'armée libanaise entrent dans les camps à plusieurs reprises et confisquent les armes des dépôts palestiniens situés le long de la frontière syrienne. Les attaques contre des intérêts libanais se multiplient, auxquelles répondent des arrestations parmi les membres du FPLP-CG et FDPLP. Le 30 avril, une patrouille de l'armée libanaise arrête des membres du FDPLP. En représailles, le groupe prend en otage deux Libanais. L'armée se déploie autour des 5 camps de Beyrouth, le 2 Mai, et fait feu sur les camps. Un cessez-le-feu est trouvé après le retour des otages. Il est désormais clair que le pouvoir maronite entend tout faire pour réduire le pouvoir de l'OLP et

ramener le statut de ce dernier à ce qu'il est dans les autres pays arabes. En Syrie, la *Sa'iqa* fait monter les tensions en critiquant les autorités libanaises, qu'elle traite de « valets de l'impérialisme américain » et menace d'une intervention armée. A cette époque, la Syrie et l'Egypte préparent leur offensive contre Israël et envisagent d'engager l'*OLP* sur le front du Sud Liban.

L'OLP, de son côté, ne veut pas aller au conflit et continue de négocier le cessez-le-feu, alors même que les autorités et l'armée libanaises, qui ne tiennent aucunement compte des mises en garde syriennes, renforcent leurs attaques contre les camps en faisant désormais entrer en action les blindés et l'infanterie. Pour la première fois de son histoire, forces aériennes libanaises bombardent les camps. Dans le Sud, l'armée libanaise tue plusieurs commandants du *Fatah* et de la *Sa'iqa* dans une embuscade et s'empare à la nuit tombée du camp de *Dbayyeh*. Le *Fatah* répond par l'attaque à la roquette de plusieurs bases aériennes de l'armée libanaise et trois bataillons de guérilla de la *Sa'iqa* arrivent de Syrie au Sud Liban le matin du 3 mai. Des miliciens de l'opposition libanaise s'emparent de certains quartiers de Sidon et de Tripoli alors que la guérilla palestinienne avance vers la route reliant Damas à Beyrouth et certaines positions de l'armée dans le centre de la *Bekaa*. Au cours de ces quelques jours d'affrontements, l'*OLP* a fait la démonstration de sa capacité à punir l'armée, bien qu'elle soit restée en position largement défensive de peur de provoquer une intervention israélienne. L'OLP met en avant l'assassinat de ses trois leaders pour justifier sa réaction armée et déclare qu'elle n'entend accepter aucune réduction de sa présence militaire ou de ses privilèges extraterritoriaux. L'OLP ne peut tolérer la réitération du scénario jordanien ; dans tous les cas, l'armée libanaise n'en a pas la force.

Le 5 mai, l'armée suspend ses opérations craignant que la démission du gouvernement d'Amin al Hafez ne pousse certains officiers et hommes du rang musulmans à déserter l'armée. L'état d'urgence est décrété et les hostilités reprennent dans la nuit du 7 mai, avec l'approbation de Franjié. Le 8 mai, des hommes armés de l'opposition descendent dans les rues de Beyrouth en soutien à l'OLP. Hafez démissionne, le Président Sadate rappelle son envoyé à Beyrouth, la Syrie ferme ses frontières. En dépit de l'acceptation par Franjieh d'un cessez-le-feu cette nuit-là,

l'armée continue de bombarder les camps et les bases de la guérilla. Une trêve intervient le 9 mai au soir.

La phase active des combats est terminée mais l'armée cherche toujours à améliorer ses positions en vue des négociations. Un inventaire complet des armements palestinien est demandé, de même que le retrait des armements lourds et des personnels extérieurs aux camps et la subordination des guérillas palestiniennes aux juridictions civiles libanaises. Une autre demande récurrente concerne le logement de 10 000 réfugiés libanais dans des camps autour de Beyrouth et la réduction de la force des guérillas au niveau qui prévalait dans le pays avant l'accord de 1969. Le 14 mai, le Président Franjié étend la liste des demandes en y ajoutant la question de la cessation des attaques transfrontalières contre Israël, le contrôle par le gouvernement des camps, la restriction des activités politiques et médiatiques de l'OLP et enfin, la limitation des relations entre l'OLP et l'opposition libanaise que les autorités maronites perçoivent comme une ingérence dans les affaires intérieures libanaises. L'opposition répond en remettant en cause la prédominance maronite dans le commandement de l'armée. L'OLP déclare de son côté qu'elle n'abandonnera pas ses alliés libanais et, tout en rappelant son droit à la légitime défense, elle menace de reprendre les affrontements en cas de remise en cause de l'accord du Caire.

Désormais, le retour au *statu quo ante* dans Beyrouth est impossible. L'*OLP* y a acquis une réelle profondeur stratégique au centre même de Beyrouth. Dans le district de *Fakhani*, elle a construit un imposant dispositif fortifié autour de ses bureaux et centres de commandement. Il en va de même dans le sud, où les renforts venus de Syrie ne sont pas prêts à repartir. L'*OLP* réaffirme tout de même aux autorités libanaises sa promesse de cesser les attaques contre Israël à partir du Sud Liban et accepte de respecter certaines dispositions concernant le nombre de personnels et les catégories d'armes présents dans les camps et ailleurs. Les dispositions sont consignées dans l'annexe dite *Protocole Melkart* à l'accord du Caire, signée le 17 mai. Finalement, l'OLP a obtenu des concessions significatives au prix d'un effort militaire et de pertes limités.

Le FPLP, le FPLP-CG et le FPRLP, de leur côté, trouvent l'attitude conciliante de l'*OLP* injustifiée et conduisent une nouvelle série d'attaques contre des

positions de l'armée. Le FDPLP finit, quant à lui, par adhérer à l'accord. De son côté, la frange de l'armée opposée à la guérilla palestinienne n'entend pas en rester là et continue encore d'harceler l'OLP et l'opposition libanaise, de même que les travailleurs syriens, pendant plusieurs semaines. La tension retombe progressivement. Le blocus syrien est levé début août. Les partis maronites reprennent leur entraînement militaire et continuent de s'armer avec l'accord tacite de Franjieh, qui ordonne au *Deuxième Bureau* libanais de les couvrir. De leur côté, les groupes de guérilla, au premier rang desquels le *Fatah*, renforcent leur assistance aux milices de l'opposition libanaise.

L'expulsion de Jordanie contribua donc indéniablement au développement de l'OLP. Les « événements de mai » ont créé une situation politique favorable au Liban, où la présence de l'*OLP* est assurée, avec le soutien de ses alliés libanais d'un côté et de l'Egypte et de la Syrie de l'autre. La suspension des attaques transfrontalières met temporairement fin aux représailles israéliennes contre le Sud Liban. Enfin, l'assassinat des trois leaders palestiniens a resserré les rangs palestiniens. Arafat a saisi l'opportunité de la crise pour affirmer plus encore son pouvoir sur l'OLP et la guérilla palestinienne. Les factions palestiniennes sont désormais encouragées à fusionner leurs services de sécurité, leurs milices et leurs agences d'information avec les nouveaux services de l'OLP. Le renforcement du *Fatah* au sein de l'OLP exacerbe la crise que traverse l'ALP à Damas. De nombreux officiers et soldats tentent de rejoindre l'OLP à Beyrouth depuis 1972.

Pour contrebalancer la montée en puissance de l'*OLP* au Liban, l'*ALP* a connu une forte expansion en 1972. Les *Forces Hittin* et *Qadissiyya* ont été dotées de bataillons de défense anti-aérienne (414^{e} et 423^{e} bataillons) et portées respectivement à 3000 et 1500 hommes. Ces nouvelles forces ont été constituées notamment à partir des forces de l'*ALP* entraînées en Irak, dont la majorité la majorité des soldats sont sympathisants du *Fatah* et anciens réfugiés de Gaza. Mais signe des temps, une nouvelle unité d'artillerie, qui deviendra en 1975 le 415è bataillon d'artillerie est entraîné par le *Fatah*. L'expansion de l'ALP encourage son commandement à défier ouvertement le *Fatah* en juillet 1972. En réponse, le comité exécutif de l'OLP crée un poste de « conducteur des affaires militaires » (*mussayir umur al jaysh*) auquel est nommé un officier de l'ALP loyal au *Fatah*. Ce poste est un défi direct lancé au

commandement en chef de l'ALP, Budayri, dont le statut et les prérogatives sont remis en cause lorsque le *Fatah* et les groupes de guérilla de gauche demandent le retrait des dernières forces de l'*ALP* restées. En réaction, la Syrie ferme la station de radio du *Fatah* émettant depuis *Dera'a*. Le ressentiment des autorités syriennes est également visible dans le refus du Président Assad d'informer l'OLP de l'imminence de l'offensive syro-égyptienne contre Israël.

En septembre, le Président Sadate demande à Arafat de contribuer par des unités de guérilla et de l'ALP à l'effort de guerre égyptien. Le commandement syrien, quant à lui, a assigné des missions de combat aux unités de l'ALP basées en Syrie mais n'a pas demandé l'assistance du *Fatah*. Les Syriens ont eu pour partie raison de se méfier du *Fatah* car l'information révélée par Sadate sur l'imminence de l'offensive se répand en quelques jours parmi les autres groupes de guérilla. Ces derniers sont d'ailleurs partagés sur l'opportunité de cette offensive. Certains y voient l'occasion d'en finir avec Israël, les autres considèrent, au contraire, qu'il s'agit là d'un prétexte de plus de la part des Etats arabes pour provoquer de nouvelles négociations qui se feront aux dépens des Palestiniens.

****

L'OLP a donc sciemment engagé le bras de fer avec le gouvernement libanais pour s'implanter au Liban et s'affirmer à mesure que les autorités maronites se crispaient. A mesure que les tensions augmentaient, l'OLP s'est préparée à l'éventualité d'un conflit, en sanctuarisant ses bases. La consolidation des structures de l'OLP s'approfondira à mesure que s'effriteront et se déliteront les structures de l'Etat libanais. L'effondrement de l'Etat libanais correspondra d'ailleurs à la proclamation officielle de l'Etat en exil palestinien lors de la conférence de Rabat en 1974. L'implantation palestinienne au Liban est avant tout une victoire contre la prééminence maronite, ce qui explique que, dès les premiers jours de la guerre, les forces maronites vont rechercher le soutien d'Israël.

IV. Le tournant de la guerre d'Octobre

La guerre du *Kippour* (ou « guerre d'Octobre » pour le camp arabe) a marqué un tournant par rapport aux guerres précédentes du conflit israélo-arabe. Pour la première fois, l'armée israélienne n'emporte pas une victoire décisive. Les forces armées israéliennes ont été prises par surprise, ce qui explique que l'initiative fut du côté arabe pendant les trois premiers jours de l'opération. Les services de renseignements israéliens, bien qu'alertés par leurs homologues américains, n'ont pas cru à la possibilité d'une attaque arabe. Les services israéliens croyaient en effet que les armées arabes n'oseraient pas se lancer dans une nouvelle aventure militaire après les lourdes pertes subies en 1967. Les services israéliens avaient, semble-t-il, sous-estimé la rancœur née de l'humiliation.

1. La guerre de 1973 : entre succès militaire et défaite politique

Au matin du 6 octobre 1973[201], il devient clair que les troupes syriennes et égyptiennes concentrées aux frontières vont lancer l'assaut. Le commandement israélien est obligé de mobiliser en toute hâte, mais les trois jours nécessaires à l'organisation des troupes laissent aux forces syriennes et égyptiennes le temps de regagner du terrain dans le Golan et sur le canal de Suez. Prise par surprise, l'aviation n'a pas réussi à clouer ses adversaires au sol en détruisant les aérodromes ou les missiles adverses, et a dû par conséquent livrer de nombreux duels. Elle a toutefois réussi à conquérir la supériorité aérienne grâce aux performances de ses pilotes et à ses missiles *Shafrir* ; mais a subi de lourdes de pertes du fait de la *DCA* arabe, très dense et performante.

[201] Sur les opérations de la guerre du *Kippour*/d'Octobre, voir Pierre Razoux, op. cité, pp. 285-319 et Martin Van Creveld, op. cité, pp.331-348 ; pour le point de vue arabe, voir Mohammad Fawzi (Chef d'Etat-major égyptien), *Harb October 1973. Dirassa w Drouss* (« La guerre d'Octobre, 1973. Etude et leçons »), (en arabe), Dar al Karama, Le Caire, 2014, pp.161-182 (campagne terrestre), pp.189-204 (opérations navales), pp. 230-238 (opérations aériennes) ; pp. 321-335 (évaluation des campagnes égyptienne et syrienne) ; voir en annexes 15 et 16 les cartes sur les opérations dans le Sinaï et dans le Golan.

En effet, les approches opérationnelles et les solutions tactiques mises en œuvre par les forces égyptiennes, et dans une moindre mesure syriennes, sur le terrain ont fait la preuve de l'efficacité du soutien soviétique. Plutôt que de chercher à pénétrer la profondeur du Sinaï, les forces égyptiennes, après avoir atteint l'autre rive du canal et fait tomber quelques positions fortifiées de la Ligne Bar Lev, ont établi une défense en profondeur sur la rive orientale du canal. L'infanterie égyptienne entraînée aux tactiques de lutte antitank a repoussé l'assaut des blindés égyptiens. Les manœuvres de l'aviation israélienne se sont trouvées contraintes par la menace des missiles *SAM*, désormais présents en grand nombre dans les arsenaux des forces égyptiennes et syriennes. En trois jours, les forces israéliennes ont perdu 900 blindés et de 20 aéronefs dans le Sinaï. Parallèlement dans le Golan, les blindés syriens ont rapidement progressé vers la vallée du Jourdain et le lac de Tibériade, pendant que les commandos attaquaient les observatoires et les stations de transmission dispersées sur les crêtes du mont Hermon. Les forces armées israéliennes n'auraient pu reprendre la main sans les nombreux matériels fournis par le pont aérien américain. Ils leur ont permis de lancer une contre-offensive sur le canal et d'encercler la troisième armée égyptienne. Dans le Golan, les forces israéliennes reprennent la main grâce à l'arme aérienne qui inflige de sévères pertes aux forces syriennes ainsi qu'aux infrastructures stratégiques du pays.

A partir du 10 octobre, les Soviétiques mettent en place un « contre » pont aérien pour ravitailler l'Egypte et la Syrie en matériels militaires. Les jours suivants, il devient rapidement évident que les adversaires ne peuvent continuer le combat sans l'appui logistique de leurs puissants alliés qui entament des négociations à Moscou le 20 octobre. Les négociations aboutissent le 22 octobre au vote la résolution 338[202] qui demande l'arrêt des hostilités qui doivent être suivies de négociations « *en vue d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient* ». Les deux Grands ne veulent pas réitérer l'erreur de l'après-guerre de 1967, où le pourrissement du *statu quo* a mené à l'ouverture d'une nouvelle confrontation armée. Le non-respect du cessez-le-feu par les Israéliens, qui ont terminé la manœuvre d'encerclement de la 3è armée égyptienne, a failli mener à un conflit nucléaire entre les deux Superpuissances. La

[202] La résolution 338 exige l'application de la « problématique » résolution 242 et appelle à la tenue de négociations « entre les parties en cause ». Cette dernière mention renvoie à l'exigence israélienne de dialogue direct et unilatéral avec chacun de

résolution 340 réitère d'ailleurs l'obligation des forces israéliennes de retourner à leur position initiale et crée une force d'observation pour surveiller les lignes de front (FUNU)[203].

A l'issue de la guerre, le bilan apparaît mitigé. Les deux côtés ont subi de lourdes pertes, aussi bien en termes humains que de matériels. Deux tiers de l'aviation israélienne et la moitié des blindés ne sont plus opérationnels. Les forces israéliennes ne sont par ailleurs pas parvenues à refouler les têtes de pont égyptiennes dans le Sinaï. La ligne Bar Lev s'est révélée inefficace. Les blindés, engagés sans soutien d'infanterie, ni d'artillerie, ont subi de lourdes pertes. Cependant, la 3è armée égyptienne est encerclée et elle va servir de prétexte à l'ouverture de négociations[204] entre les Egyptiens et les Israéliens sous les auspices des grandes puissances. La marine israélienne s'est, quant à elle, distinguée : elle a coulé et capturé pas moins de 15 navires et n'a perdu que deux patrouilleurs-légers. Les performances des nageurs de combat des commandos *Yami* ont confirmé leur efficacité.

Le camp arabe, de son côté, a subi d'importantes pertes, mais a remporté une grande victoire politique comme le montre la position ferme du VIe sommet arabe d'Alger[205]. Il a su joué parfaitement de l'arme du pétrole[206] pour donner une résonnance internationale au conflit et a exacerbé les tensions entre les deux grandes puissances. Les armées égyptiennes[207] sont de nouveau présentes dans le Sinaï et elles n'ont pas été anéanties. Au terme de l'accord de désengagement, les forces israéliennes ont été obligées de se retirer une vingtaine de kilomètres en arrière, à

---

ses adversaires. Sur les négociations des résolutions 338, 339, 340 et 341, on pourra se reporter à Henry Laurens, op. cité, pp. 294-295

[203] Sur la mise en place de la FUNU, voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 11500-11520

[204] Le 11 novembre 1973, un accord « technique » permettant de fixer les modalités de ravitaillement de la 3è armée et un échange de prisonniers est signé entre les Egyptiens et les Israéliens au kilomètre 101 de la route Suez-Le Caire.

[205] Lors du VIe sommet arabe qui se tient du 26 au 28 novembre 1973 à Alger, les pays arabes réaffirment les objectifs de la nation arabe : « *libération totale des terres arabes conquises à la suite de l'agression de 1967, sans renoncer ou abandonner une quelconque parcelle de ces terres* », « « *la libération de Jérusalem et le refus d'accepter une situation quelconque qui puisse porter atteinte à la souveraineté arabe totale sur la Ville sainte* », « *l'engagement de restituer les droits nationaux du peuple palestinien suivant les décisions prises dans ce domaine par [l'OLP], représentant unique du peuple palestinien* », *« le problème palestinien est le problème de tous les Arabes* ». Voir la déclaration du sommet dans Henry Laurens, op.cité, p. 296

[206] Sur l'utilisation de l'arme du pétrole, voir Mohammad Fawzi (Chef d'Etat-major égyptien), *Harb October 1973. Dirassa w Drouss* (« La guerre d'Octobre, 1973. Etude et leçons »), (en arabe), Dar al Karama, Le Caire, 2014, pp. 276-278

[207] Les 2è et 3è armées égyptiennes, la 1ère armée restant l'armée syrienne. Cette division tripartite est héritée de la période de la *RAU* et la terminologie n'a pas été abandonnée depuis.

l'est du canal, et ont renoncé à anéantir la 3è armée égyptienne. Entre les deux, la zone tampon est tenue par la FUNU et fixe les positions des adversaires dans des zones où l'armement est limité. Sous la pression de l'Arabie saoudite, qui menace de poursuivre l'embargo pétrolier, les forces israéliennes sont obligées d'accepter la mise en place d'une zone tampon dans le Golan[208]. Si l'armée égyptienne n'a pas vaincu militairement, la stratégique politique d'Anouar al Sadate semble cependant avoir fonctionné. L'Egypte est désormais en position d'engager des négociations bilatérales avec l'adversaire israélien qui aboutiront quelques années plus tard à la signature des accords de Camp David.

En dépit du bilan militaire mitigé, les conditions stratégiques israéliennes s'améliorent. Dans l'après-guerre du *Kippour*, la principale menace arabe est progressivement neutralisée : un premier accord de désengagement est signé le 18 janvier 1974 qui redonne le contrôle du Canal aux Egyptiens; Sadate se rend à Jérusalem en 1977, les accords sont signés en 1978, mais il faut attendre 1982 pour voir les troupes israéliennes quitter définitivement le Sinaï (évacuation de la colonie de *Yamit* et des installations militaires du Sinaï). La menace d'un conflit interétatique majeur s'efface donc progressivement à partir de 1974. Les Syriens, qui ont tenté de rouvrir les hostilités dès janvier 1974, sont parvenus à un accord tacite de gel du front avec la démilitarisation de la zone de Quneitra et l'installation des observateurs. La Jordanie ne constitue plus une menace depuis qu'elle a expulsé les groupes palestiniens. Enfin, la menace irakienne reste lointaine, en dépit du développement du programme nucléaire irakien. Le front sud est sécurisé avec l'extinction de la menace égyptienne et la pacification de Gaza a éradiqué la menace palestinienne de la Bande. Le commandement israélien peut concentrer son attention sur ses frontières nord et nord-est.

Mais, la guerre a renforcé l'isolement diplomatique régional d'Israël. Pendant la phase chaude du conflit, la Turquie a laissé les armes soviétiques transiter par son espace aérien et l'Iran du *Chah* s'est rangé du côté arabe au nom de la solidarité musulmane sur la question de Jérusalem. L'Ethiopie de Sélassié a rompu ses relations

[208] Au terme de l'accord de mai 1973, les forces israéliennes se retirent au niveau de la ligne d'armistice de 1967. La ville de Quneitra en ruines est rendue aux Syriens mais les terres exploitées par les implantations israéliennes dans le secteur sont

avec Israël, par peur des représailles. Enfin, le pont aérien a prouvé la nécessité vitale pour Israël d'obtenir le soutien d'une grande puissance pour s'engager dans une confrontation armée de grande ampleur.

Les perceptions de la guerre d'Octobre, semi-défaite pour les forces israéliennes et grande victoire du camp arabe, démontrent que les protagonistes, de part et d'autre, ont intégré la perception israélienne de la guerre. Ainsi, pour les Israéliens pour qui la campagne de 1967 est devenue le modèle « ultime » de la campagne militaire, la guerre d'Octobre et ses débuts difficiles apparaissent comme une semi-défaite que les Israéliens appellent « *balagan* » (« désordre »). Du côté arabe également, les opinions publiques aussi bien que les commandements politico-militaires ont fait leur la perception israélienne d'une petite armée tenace, capable de relever les défis les plus ardus. Cette fois-ci, les armées arabes ont emporté une « victoire » qui vient laver l'affront des guerres précédentes et restent jusqu'à aujourd'hui un motif de fierté nationale en Egypte et en Syrie. S'ils n'ont pas emporté la victoire, ils n'ont pas non plus subi une défaite écrasante. Ils ont été pendant les premiers jours à la manœuvre. La guerre d'Octobre ravive une dernière fois l'élan révolutionnaire du nationalisme arabe moribond. Pour lancer l'attaque, Sadate a choisi le très symbolique jour du Ramadan commémorant la victoire de *Badr*[209].

La guerre d'Octobre clôt un cycle du côté arabe, celui des révolutions arabes, et marque la fin d'une génération. Nasser s'est éteint en 1970 et Anouar al Sadate, le dernier membre du conseil révolutionnaire resté à la tête du régime, lui a succédé. En Syrie comme en Irak, si les régimes sont restés *baathistes*, la première génération du *Ba'th* a été remplacée par ses rivaux, plus jeunes, et dont l'affiliation idéologique relève plus d'une stratégie rhétorique que d'une profonde conviction. Partout, la nouvelle classe politique qui parvient au pouvoir au début des années 1970, si elle reste issue des cercles militaires, s'appuie sur des politiciens et des technocrates qui

---

conservées. Des zones d'armement limité sont établies dans des côtés de la zone tampon. En 1974, la résolution 350 de l'ONU établit la FNUOD, déployée dans la zone tampon et chargée de surveiller l'application de l'accord de mai 1973.

[209] Lors de la victoire de *Badr*, les partisans du Prophète Mohammad remportèrent une victoire sur les forces *quraïshites* de la Mecque, qui avait contraint le prophète à s'exiler à Médine en 624. Elle est considérée comme la première victoire des forces musulmanes. Au cours de cette bataille, les forces du Prophète très inférieures en nombre par rapport à celles des *Quraïsh* auraient bénéficié de l'intervention de trois milles anges envoyés par Dieu. L'histoire de la Bataille de *Badr* est rapportée dans le Coran, dans la section intitulée « La famille d'Imran », III, lignes 119-121.

n'hésitent pas à remettre en cause l'héritage politique de leurs prédécesseurs. Le militaire qui fut depuis les années 1950 l'agent modernisateur des sociétés du Proche-Orient et le consolidateur des jeunes Etats-nations tend à rentrer dans ses casernes à partir des années 1970. L'éloignement de l'éventualité d'un conflit interétatique de grande ampleur dans les années suivantes confirmera cette tendance.

> Comme le rappelle Henry Laurens, à partir du début des années 1970, l'armée *« se retire du champ politique. La guerre contre Israël a conduit à la constitution d'appareils militaires sans proportion avec ceux du passé récent des pays arabes. Au début des années 1970, ils disposent d'effectifs de 20 à 50 fois supérieurs à ceux du premier conflit israélo-arabe. Cette hypertrophie du militaire s'accompagne d'une dépolitisation relative : bien des responsables arabes jugent qu'une des causes essentielles de la défaite de 1967 repose sur l'intervention permanente des militaires dans la vie politique, qui les a conduits à négliger les entraînements nécessaires pour la guerre. La revanche implique une professionnalisation accrue et donc un retrait de la lutte politique. »*[210]

Ecartés de la politique, les militaires s'ingénieront à défendre leur pré-carré à la fois en réclamant des budgets conséquents pour moderniser leurs appareils militaires et en s'investissant le champ économique. Ils deviendront progressivement une sphère à part, fermée sur elle-même, qui servira principalement de garant à l'ordre postrévolutionnaire. Selon les situations, le poids des forces armées sera plus ou moins contrebalancé par celui des services de sécurité.

Dans l'après-guerre d'Octobre, l'institution militaire israélienne entame une mutation qui, par certains aspects, ressemble à celle des adversaires. Sa place au sein de la société, de même que son prestige, tendent à partir de cette époque à se réduire, à se « normaliser ». La guerre d'Octobre a été un véritable choc pour la société israélienne. Elle a découvert que son armée n'était pas invincible. La guerre d'Octobre a ainsi fait chuter l'institution militaire de son piédestal.

[210] Voir Henry Laurens, op. cité, pp.276-277

1. Crise morale et colonisation

La guerre du *Kippour* a largement échaudé la confiance de l'armée et encore plus celle de la société. Deux mythes ont été renversés : l'invincibilité de l'armée et l'infaillibilité des services de renseignement. La surprise de l'attaque arabe a créé un tel choc que le gouvernement que le gouvernement doit, devant les manifestations populaires et les vives critiques de l'opinion publique, mettre sur pied une commission d'enquête (commission *Agranat*) qui, si elle préserve soigneusement l'élite politique, fait porter la responsabilité de l'échec au commandement militaire. Même si les élections de décembre 1973 reconduisent l'équipe en place, le sionisme de gauche a subi un coup majeur, qui se traduit par l'éviction des Travaillistes du pouvoir en 1977 et l'arrivée de la droite. Le déclin du sionisme de gauche laisse place à l'émergence des mouvements radicaux de droite, les colons religieux-nationalistes. La difficulté à constituer des coalitions nationales solides va donner dans la seconde partie des années 1970 une importance surdimensionnée aux partis religieux. Ce faisant, le projet d'implantation de colonies juives dans les Territoires occupés va progressivement changer de sens, notamment sous l'influence du *Gush Emunim*. Ce mouvement, qui voit dans la colonisation de la Judée-Samarie (nom biblique de la Cisjordanie) un premier pas vers la Rédemption du peuple juif, va entamer un bras de fer avec le gouvernement travailliste dans l'immédiat après-guerre d'Octobre pour créer des implantations juives dans certains lieux hautement symboliques pour le judaïsme, tel qu'Hébron. Certains, parmi les Travaillistes, éprouvent une certaine sympathie à l'égard de ces jeunes colons religieux, dont les manières et l'enthousiasme leur rappellent celui des pionniers fondateurs d'Israël. Mais plus encore, ces colons font écho à l'élan nationaliste, teinté de références bibliques, qu'a soulevé la conquête des Territoires en 1967 dans l'ensemble de la classe politique israélienne. La gauche va dans l'immédiat après-guerre se diviser entre « faucons » et « colombes » autour de l'enjeu du futur des Territoires occupés, clivage qui contribuera à son affaiblissement.

> Comme le rappelle Jean-Paul Bruckhert, *« A Yitzhak Rabin*[211] *avouant « le rêve est devenu réalité », fait écho Moshe Dayan qui déclare le 7 juin [1967], « nous sommes de retour dans les plus saints de nos lieux, nous sommes revenus pour ne plus ne nous en séparer ». Le même, pénétrant dans la grotte de Makpela à Hébron (i.e. le tombeau de patriarches), ne cache pas son émotion « à l'idée que les juifs allaient de nouveau pouvoir se rendre dans l'un de leurs anciens lieux saints dont l'accès leur avait été interdit pendant si longtemps ». Plus explicite encore, ou plus politique, le général Ezer Weizmann qui avoue : « comprenez pourquoi Israël a été construit sur cette terre, et non en Ouganda ou au Canada : nous n'aurions jamais pu combattre comme nous l'avons fait […] dans aucune autre partie du monde. Jérusalem, la Cisjordanie, en fait la Palestinien toute entière, revêt[ent] à nos yeux la plus profonde des significations. Telle est la base du sionisme. » »*[212].

Ces nouvelles implantations fonctionnent donc comme des marqueurs de souveraineté au moment où l'Etat israélien entame les pourparlers avec l'Egypte. Une ville est alors créée dans le Sinaï, *Yamit*.

Ainsi, en dépit de l'opposition officielle du gouvernement, la colonisation des Territoires occupés progresse. Mais pour l'instant, la classe politico-militaire israélienne ne s'en inquiète pas outre mesure ; l'éventualité d'un règlement définitif de la question israélo-palestinienne, à travers une négociation avec la Jordanie ou avec l'OLP, restant très lointaine. La colonisation va connaître un essor rapide à partir de 1977 avec l'arrivée au pouvoir du *Likoud*. Au sein du parti, Matityahu Drobless, qui travaille par ailleurs pour l'Agence juive, va définir les grands axes de ce projet :

> il s'agit selon lui *« de « mener une course contre le temps », de « commencer un assaut large et global par des colonies », de « créer des faits établis sur le terrain », ceci afin « qu'étant séparées par des colonies*

[211] A la tête du gouvernement de 1974 à 1977, il a succédé à Golda Meir.

[212] Voir Jean-Paul Bruckhert, « Israël et les territoires occupés : de la Guerre des six jours (1967) à Oslo (1993) », dans Raphaël Porteilla, Jacques Fontaine, Philippe Icard et André Larceneux, *Quel Etat? Pour quelle Palestine ?,* Coll. Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, Paris, 2011, p.86 ; voir la carte en annexe 20 de la progression de la colonisation en Cisjordanie entre 1967 et la première *Intifada*

juives, il sera difficile pour la population minoritaire (sic) de créer une unification et une unité territoriale » »[213].

Menahem Begin, qui a besoin du soutien du *MAFDAL* pour constituer son gouvernement, ne peut qu'approuver le développement des colonies. Mais à la différence de ses prédécesseurs travaillistes, il est par ailleurs convaincu de la souveraineté du peuple juif sur les territoires de l'*Eretz Israel*. Ainsi, dès son accession au pouvoir, il s'engage à soutenir le développement des colonies, avec l'aide de son ministre de la colonisation, qui n'est autre qu'Ariel Sharon. Dans la seconde moitié des années 1970, on assiste à un développement massif des colonies, aussi bien en zones rurales qu'urbaines. Cet accroissement de la population juive au cœur des Territoires occupés donne naissance à une véritable société de colons, à la sociologie diverse. Jean-Paul Chagnollaud a ainsi identifié quatre types de colons : « *le pionnier, le religieux, le militant et le petit-bourgeois* »[214].

Entre 1977 et 1982, pas moins de 205 nouvelles implantations[215] voient le jour en Cisjordanie et à Gaza, dans lesquelles résident 85 000 colons, sans compter le 120 000 autres habitant Jérusalem-Est et ses banlieues. L'essor de cette nouvelle société s'explique aussi bien par des motivations religieuses que par des raisons beaucoup plus pragmatiques, telles que la crise du logement qui accompagne la crise économique qui touche Israël à partir de la deuxième moitié des années 1970. L'Etat offre dans les territoires des logements à prix modiques qui attirent la classe moyenne. Vidal-Naquet dénonce à cette époque les prémisses de ce qu'il analyse comme une « pied-noirisation » de la société israélienne, c'est-à-dire une certaine tendance à la revivification des propensions coloniales qui préexistaient depuis le début du siècle, mais qui les avaient marginalisées par la création de l'Etat en 1948. La confiscation des terres s'accroît et une véritable bureaucratie de la colonisation se développe[216].

[213] Propos de Matityahu Drobless rapportés par Jean-Paul Bruckhert, idem, pp.93-94
[214] Voir Jean-Paul Bruckhert, idem, p.89
[215] Voir Jean-Paul Bruckhert, op. cité, p.103
[216] Sur les expropriations par l'armée et les législations mises en place par l'administration des Territoires, voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Lords of the Land. The War Over Israel's Settlements in the Occupied Territories, 1967-2007*, trad. anglaise, Nation Books, New York, New York, 2007, pp.337-355

Les coûts du conflit de 1973 et les dépenses militaires considérables pour reconstituer le corps de bataille israélien entrainent une crise économique sans précédent, qui marquera durablement le tissu industriel israélien. Toutefois, les gouvernements successifs continueront de brandir le spectre de la menace pour justifier les dépenses militaires considérables tout en trouvant un dérivatif utile à leur incapacité à régler la crise économique (comme dans le cas d'*Osirak*). Par ailleurs, l'intégration économique croissante avec les Territoires palestiniens et la présence des journaliers palestiniens contribuent à la paupérisation du bas des classes moyenne et ouvrière israéliennes. Un grand nombre d'activités manufacturières de base sont délocalisées dans les Territoires et les emplois non qualifiés sont désormais en majorité occupés par les journaliers palestiniens. Cette concurrence économique qui s'installe entre la main-d'œuvre palestinienne et les couches les plus faibles de la société israélienne renforce l'hostilité envers l'« Autre », l'Arabe, dont la présence est désormais visible en plein cœur d'Israël. La vision de cet Autre, jusque-là menace extérieure, se transforme à son contact en même temps qu'elle suscite des interrogations. Si à terme, l'Etat hébreu ne peut pas absorber l'ensemble de ces populations occupées dont le poids démographique menacerait l'identité juive de l'Etat, il n'est pas pour l'instant prêt à rendre les Territoires.

Or, la multiplication des attentats spectaculaires fomentés par les groupes armés palestiniens au tournant des années 1970 prêche plutôt en faveur d'une séparation. A l'heure où Israël entame des pourparlers de paix avec l'Egypte, les représentations de l'adversaire semblent de plus en plus se brouiller. La défaillance des services de renseignement à interpréter les intentions de leurs adversaires en 1973 insinuent un doute sur la capacité de ceux-ci à protéger efficacement la population alors même que désormais l'ennemi est présent partout, tous les jours, en Israël. Cette situation induit une forme de schizophrénie de la société israélienne quant à la figure de l'ennemi : l'ouvrier Arabe s'oppose à l'ennemi, le nationaliste palestinien.

De manière plus profonde, c'est la perception de la guerre qui tend à évoluer dans ces années et avec elle, celle de l'institution militaire. La guerre n'est plus cette aventure « romantique », qui soulevait l'enthousiasme des masses et exaltait la jeunesse. Les lourdes pertes humaines de la guerre d'Octobre ont rappelé la matérialité crue de la guerre. Les blessés ont acquis une visibilité dans la sphère

publique à laquelle la société doit s'adapter. L'image ternie de l'institution militaire, et cette nouvelle perception de la guerre, font que la carrière militaire et le service n'attirent plus. Servir sous les drapeaux n'est plus un facteur de prestige : « *dans un pays où traditionnellement, les parents éprouvaient quelque fierté de voir leurs enfants servir sous les armes, il s'avéra nécessaire de punir les soldats qui refusaient de rejoindre une école d'officiers.* »[217] Ce désamour pour la carrière militaire annonce les prémisses des mouvements *refuzniks* dans les années 1980. L'armée a du mal à recruter et tente donc d'attirer les recrues en relevant le niveau des soldes. L'armée devient une échappatoire au chômage ou un moyen d'épargner avant de retourner à la vie civile.

Au même moment, apparaissent les premiers signes d'un changement sociologique entamé depuis le milieu des années 1960 au sein de l'institution militaire. De plus en plus de soldats religieux nationalistes, issus de *yeshivot* paramilitaires, rejoignent les rangs de l'armée. Ces établissements religieux permettant aux jeunes d'accomplir leur service militaire tout en continuant leurs études théologiques ont été créés au milieu des années 1960 (fondées en 1964 mais reconnues légalement en 1966) et ont pris leur essor dans l'immédiat après-guerre du *Kippour*. Ces établissements ont marqué une rupture avec le système de conscription qui excluait jusque-là les religieux orthodoxes et ont eu un rôle intégrateur pour les jeunes religieux nationalistes. Grâce à l'accomplissement du service militaire, cette frange de la population sort désormais de sa marginalisation sociale. Plus fondamentalement, le malaise qui traverse la société et ses forces armées dans ces années-là traduit des interrogations de fonds sur la politique de défense : que faut-il défendre ? Comment et contre qui ? La question de la conservation des Territoires occupés et des frontières légitimes d'Israël deviennent des enjeux clivant. Le gouvernement Rabin incarne la revanche de toute une partie de la société sur les élites travaillistes et le mouvement *kibbutznik*, tous deux en déclin.

Pour l'heure, l'institution militaire reste préoccupée par la menace d'un conflit interétatique alors même que les pourparlers de paix avec l'Egypte vont faire sortir du cercle de la confrontation le principal acteur étatique arabe. Parallèlement, la menace

[217] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.383

palestinienne se renforce au Liban. En dépit de ces changements dans l'horizon de la menace, l'institution militaire israélienne, obnubilée par les « ratés » de la guerre de 1973, entreprend de restructurer ses forces pour renforcer la puissance de son outil militaire et maintenir une certaine parité avec les corps de bataille des armées arabes. La réforme est initiée par Pérès et Gour mais sera approfondie par Weizman, Begin et Eytan à partir de 1977. Cette réorganisation de l'appareil militaire israélien sur un mode quantitatif se place en rupture avec la priorité qualitative traditionnelle de l'institution militaire israélienne. Cette mutation aura des conséquences structurelles de long terme sur l'appareil militaire israélien. Au début des années 1980, l'armée israélienne devient ainsi un véritable « mastodonte » selon l'expression de Martin Van Creveld.

2. Restructuration des FDI dans l'après-guerre du Kippour

A bien des égards, la structure actuelle des forces armées israéliennes et sa doctrine d'emploi sont issus des changements menés suite à la guerre du *Kippour* afin de préparer la FDI à un conflit majeur avec la Syrie. Dans l'après-guerre de 1973 et dans le contexte des négociations de paix avec l'Egypte, l'institution militaire israélienne développe une variété de réponses techniques et opérationnelles pour faire face au défi d'une guerre dans le Golan, centrée autour de ce que les militaires israéliens appellent le « champ de bataille saturé ». Alors qu'auparavant Israël avait défait ses ennemis en misant sur la mobilité et l'attaque indirecte sur un théâtre d'opérations ouvert, il fait désormais face sur le Golan à un front statique, équipé de nombreuses défenses antitank et anti-aériennes modernes, installées dans la profondeur. Les possibilités de contournement des forces syriennes, du fait de l'étroitesse et de la densité des dispositifs sur la ligne de front, sont limitées et risquées.

Ce nouveau scénario est modelé en grande partie par les « ratés » de la guerre de 1973**.** Le système complexe de fortifications de la ligne Bar Lev s'est révélé inefficace et invite le commandement militaire israélien a délaissé cette posture défensive statique au profit d'une attitude plus offensive. L'attaque surprise sur

plusieurs fronts simultanément des armées arabes, renforcées par les corps expéditionnaires d'Etats arabes du deuxième cercle, convainc Israël de la nécessité de modifier sa doctrine, notamment dans le domaine aérien, et de revoir son plan d'attaque sur le Golan. Du fait de l'afflux massif de pétrodollars dans les Etats du cercle de la confrontation, l'*establishmen*t militaire envisage une répétition du scénario de 1973 mais avec des forces, cette fois-ci, beaucoup plus larges et disposant de systèmes d'armes modernes.

Les retours d'expérience de la guerre de 1973 concentrent tout d'abord l'attention des militaires israéliens sur les dispositifs d'alerte précoce. Les difficultés des premiers jours du conflit ont mis en lumière les risques d'un échec à mobiliser à temps, faisant la preuve des limites des systèmes d'alerte précoce lorsque des considérations politiques entrent en jeu et empêchent les forces armées d'engager une action aérienne préventive, nécessaire pour remporter une victoire décisive et rapide. Après 1973, le nombre des forces pré-positionnées s'accroît drastiquement pour réduire les risques dus au retard de la mobilisation des réservistes. Les forces terrestres sont ainsi réorganisées en corps permanents mis à la disposition des commandements de front. Enfin, les systèmes pré-positionnés pour les réserves (entrepôts, véhicules, armes, etc.) sont modernisés.

Les systèmes d'alerte précoce doivent permettre d'anticiper l'attaque pour donner le temps suffisant au commandement de mobiliser ses troupes et organiser la riposte ou l'attaque préemptive. La guerre de 1973 démontre que les forces aériennes et blindés conservent une place essentielle sur le champ de bataille mais que leur sécurité n'est pas garantie. Ce faisant, le rôle de l'infanterie est réévalué, de même que celui des parachutistes. Les opérations aéroportées, qui visent à transporter rapidement les troupes en territoire ennemi, acquièrent une nouvelle place dans la doctrine d'emploi israélienne, de même que l'hélicoptère, clé des missions aéroportées aussi bien que du combat antichar. Désormais, chaque bataillon de chars sera accompagné d'une compagnie mécanisée afin de renforcer la sécurité des blindés. Le « tout blindé » est donc remplacé par une trinité « char-fantassins de choc – parachutistes » que l'arme aérienne accompagne et soutient sur le théâtre d'opérations, en particulier dans la phase offensive.

Mais surtout le retard de la mobilisation en 1973 et la certitude d'avoir à faire face lors de toute nouvelle confrontation armée à des forces arabes plus larges et mieux équipées, convainc le commandement militaire de doubler son ordre de bataille[218]. En, effet, même après mobilisation en 1973, le différentiel numérique est toujours de 1 pour 2,5-3 entre Israël et les armées arabes. L'Etat-major reconnaît que la qualité ne peut seule compenser, au-delà d'un certain point, le différentiel numérique. Les forces régulières (conscrits et forces d'active) passent ainsi de 115 000 hommes en 1973 à 164 000 en 1977, puis atteignent finalement 170 000 hommes en 1982. Le nombre des réservistes augmente de 300 000 hommes en 1973 à 400 000 en 1977 pour atteindre 540 000 en 1982. En 1982, le corps de bataille israélien n'aligne pas moins de 16 divisions. Entre 1973 et 1977, le nombre des blindés double; le nombre des véhicules de transport de troupes blindés augmente de 80%, l'artillerie de 100% et les aéronefs de 30%.

Le développement des capacités de longue portée reflète la nouvelle analyse de la menace faite par les militaires israéliens. Désormais, la menace sera constituée par de larges forces expéditionnaires, ce qui implique pour la FDI de se doter de capacités de frappe de longue portée pour dissuader les Etats du deuxième cercle de prendre part aux hostilités. En dépit de la transformation radicale de l'environnement stratégique israélien au tournant des années 1970-80, avec la signature du traité de paix avec l'Egypte et le début de la guerre Iran-Irak, la nature de la problématique opérationnelle israélienne reste *grosso modo* la même. Les menaces posées par la Syrie et dans une moindre mesure la Jordanie demeurent, même si le rapprochement avec l'Irak est source d'inquiétude pour Israël. Mais l'Irak reste largement préoccupé par son conflit avec l'Iran.

La Syrie reste la menace principale, d'autant plus que les Soviétiques continuent de lui fournir des armements de première main. Les stratèges israéliens craignent une attaque surprise syrienne pour tenter de reconquérir le Golan. Dans l'hypothèse d'une telle confrontation, les Syriens pourraient tirer avantage de leur supériorité

[218] Sur l'accroissement des effectifs de la FDI, voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, *'Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998, p. 82 ; voir également Pierre Razoux, op. cité, pp.334-335 et Martin Van Creveld, op. cité, pp.381-382

numérique[219] pour conquérir très rapidement du terrain dans la zone disputée, en attendant que les Israéliens se mobilisent et qu'un accord de cessez-le-feu imposé par l'*ONU* intervienne. En parallèle de la campagne terrestre, les Syriens pourraient faire intervenir leurs commandos, procéder à des frappes aériennes et de missiles pour neutraliser les dispositifs de contrôle et de commandement ainsi que les installations des forces aériennes israéliennes et désorganiser la mobilisation des réservistes. Israël se trouverait ainsi dans une situation de semi-paralysie, éprouvant les plus grandes difficultés à analyser les mouvements de l'ennemi. Enfin, les salves de missiles sur les centres israéliens pourraient achever d'éroder la détermination des décideurs politiques et de la population, sans parler de l'effet de démoralisation que cela aurait sur les combattants au front.

Dans l'hypothèse où cette phase initiale des opérations ne permettrait pas aux Syriens de dégager des gains territoriaux suffisants, ces derniers pourraient tenter d'utiliser les Territoires occupés pour faire pression sur l'arrière israélien. Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, voire même les Arabes israéliens, seraient encouragés à se soulever pour désorganiser encore un peu plus la mobilisation israélienne et créer une situation de saturation. La désorganisation sur le front intérieur pourrait être aggravée par le renfort de corps expéditionnaires arabes.

La problématique opérationnelle est d'autant plus complexe pour Israël que le théâtre d'opérations ne permet pas la mise en œuvre de la doctrine opérationnelle traditionnelle israélienne (offensive précoce et approche indirecte) du fait de la topographie de la région, de l'étroitesse du front et de la densité de forces syriennes pré-positionnées et des dispositifs fortifiés dans cette région. Ces contraintes limitent les possibilités de manœuvre et une victoire ne pourrait être obtenue qu'au prix de très lourdes pertes. Le champ de bataille saturé pose donc au début des années 1980 un problème majeur pour les stratèges israéliens qui s'ingénient tout au long de la décennie à développer des réponses opérationnelles et des solutions techniques pour répondre à une éventuelle guerre sur le Golan. Les débats autour du primat de

[219] 5 à 6 divisions syriennes déployées près du Golan pour une division israélienne renforcée, voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, *'Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998, p.82

l'offensive sur la défensive mettent en lumière deux écoles : les « traditionnalistes » (ou conservateurs) s'opposant aux réformistes.

Les « traditionnalistes » continuent d'affirmer que l'offensive a fait ses preuves et résument leur position comme suit :

> *« Israel's strategic position ... demands placing the offensive at the forefront of our strategy… In this category, preemptive war and the offensive are preferable (to) even the shortest possible defensive with a quick transition to the counteroffensive…The answer to the question [which form of war is preferable for Israel] is unequivocal : the offensive in the air, on land, and at sea. »*[220] Pour les traditionnalistes, le rôle premier des forces armées est toujours d' « amortir » et de *« casser la première frappe arabe au moyen de forces terrestres permanentes accrues et de l'aviation. Puis, une fois les réserves mobilisées et incorporées, elle [l'armée israélienne] pense passer à l'offensive, à écraser autant de troupes ennemies que possible avant que le Conseil de sécurité n'impose un cessez-le-feu, et s'emparer de gages territoriaux susceptibles de devenir une monnaie d'échange. »*[221]

De l'autre côté, l'école réformiste tend au contraire à remettre en cause l'efficacité de l'offensive et de la manœuvre pour tenir compte des particularités du théâtre d'opérations du Golan. La proximité de la capitale syrienne risque de provoquer l'intervention des grandes puissances pour imposer un cessez-le-feu avant même que la FDI n'ait le temps de réaliser ses objectifs et donc d'affaiblir la position israélienne dans les négociations. Les réformistes voient ainsi dans les nouvelles technologies qui apparaissent dans ces années-là (munitions de précision, systèmes de commandement et de contrôle automatisés, capacités d'acquisition des cibles jour/nuit) l'opportunité d'éviter une bataille frontale avec les forces syriennes. La guerre du *Kippour*, après la guerre du Vietnam, a confirmé l'importance du concept *C4I*[222], c'est-à-dire de l'intégration des différents systèmes de contrôle,

[220] Voir Israel Tal, « The Offensive and the Defensive in Israel's Campaigns', in *Jerusalem Quarterly* (Summer 1989), p.47, cité par Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, op. cité, p.84
[221] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.371
[222] C4I: "Command, Control, Communication, Computers and Intelligence"

commandement, communication, renseignement et numérisation, dans la gestion des opérations.

La doctrine opérationnelle proposée par l'école réformiste se présente comme suit :

> *« 1. Deployment for defensive combat. Instead of plastering its forces against an almost impenetrable wall, the main force could be deployed for an economical defense for a period of time while using the air force, navy, and airmobile forces for long-range guerilla operations against vital systems deep in the enemy's rear. Perhaps that kind of war will not bring about an impressive victory, but we will be able to assure the preservation of our strength for later stages or as a basis for negotiations without absolute dependence on our superpower patron;*
>
> *2. Vertical envelopment;*
>
> *3. The use of ground or aerial envelopment maneuvers to force the enemy to redirect his armored forces and anti-aircraft batteries from the front toward the threat, and implementation of the offensive on the front after acquiring air superiority over it and weakening the enemy's forces. »*[223]

Un tel scenario signifierait un remplacement du primat de la manœuvre par le feu, de l'action offensive par une défense active sur le terrain, au moins pendant la phase initiale de la campagne, même si au niveau stratégique le primat de l'action préventive demeure. La majeure partie des forces terrestres israéliennes resteraient tout d'abord dans une position défensive pendant que les forces aériennes et navales pilonneraient massivement les concentrations de troupes syriennes et les défenses aériennes. En parallèle, des opérations aéroportées et des raids des commandos de la marine permettraient d'attaquer des zones vulnérables de l'arrière syrien. L'objectif opérationnel est d'infliger le maximum de pertes aux unités sur la ligne de front tout en désorganisant les deuxième et troisième lignes syriennes chargées de la protection

[223] Colonel S., « Who Needs a Pyrrhic Victory? The Principle of Economy of Force – the Basis for a Change in Israeli Doctrine", in *Ma'arachot* (February 1983), p.37 (Hebrew), cité par Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, op. cité, p.85

de l'arrière. La force aérienne serait parallèlement chargée de frapper les capacités balistiques de longue portée syriennes et d'interdire l'avancée de tout corps expéditionnaire arabe vers le front. Après cette phase de préparation du terrain, le commandement pourrait lancer la phase initiale des opérations terrestres[224] avec l'appui des forces aériennes. L'artillerie et les forces aériennes cibleraient une pluralité d'objectifs en différents endroits du théâtre d'opérations pour créer des trous dans le maillage du terrain par les systèmes de défense syriens.

La phase de manœuvre débuterait dès que les forces déployées sur la ligne de front auraient été suffisamment affaiblies – au moins à certains points du front – et les forces déployées sur les deuxième et troisième lignes partiellement détruites par les systèmes de frappes, ou désorganisées, et incapables de protéger efficacement les points sensibles de l'arrière. Les forces israéliennes engagées dans le Golan ou dans la *Bekaa* pourraient alors percer des brèches dans la défense syrienne grâce à la manœuvre et au combat rapproché, avec des pertes limitées.

Le nouveau concept d'emploi du « champ de bataille saturé » développé par les réformistes s'appuie donc sur un meilleur équilibre entre puissance de feu, mobilité et protection. Un renforcement de l'infanterie, du génie militaire et des capacités d'artillerie s'avèrent rapidement nécessaires afin de permettre aux tanks d'opérer de manière plus efficace et plus sécurisé dans cet espace cloisonné et risqué. Par ailleurs, afin de faciliter la position défensive des forces dans la phase initiale visant à casser l'attaque adverse, de lourds investissements sont consacrés à la construction de points d'appui fortifiés, de champs de mines, de fossés antichars, etc., sur le front du Golan et long du Jourdain. Le commandement militaire restaure par ailleurs le système de la *Haganah Merchavit* en la dotant d'armes antichars, redonnant aux colonies un rôle dans la défense des frontières. Cette «réactivation » de la défense territoriale et la militarisation de certaines colonies auront par la suite des conséquences inattendues pour l'armée israélienne.

Les nouvelles contraintes opérationnelles mettent en lumière l'intérêt des militaires israéliens pour les capacités de projection des forces et les capacités de

[224] Voir l'article du Chef Artilleur, le Brigadier Général Oded Tira, "Artillery: Weapon of Destruction", in *Ma'arachot*

frappe à longue distance qui permettent de mener des raids ou des frappes dans la profondeur du territoire adverse aussi bien que contre les pays du deuxième cercle (*Osirak*), ou n'importe quel endroit du monde où les groupes palestiniens et leurs alliés menacent des intérêts israéliens (Entebbeh/Tunis par exemple).

Les changements dans le concept d'emploi des forces dans l'après-guerre du *Kippour* reflètent une combinaison d'innovations techniques et opérationnelles s'inscrivant dans la continuité de la doctrine d'emploi traditionnelle des forces israéliennes. La doctrine est moins radicalement nouvelle que « restaurée », ou remise au goût du jour, et illustre bien le caractère conservateur de la culture militaire israélienne vis-à-vis de l'innovation.

3. Réarmement et nouvelles technologies

Ces nouvelles contraintes opérationnelles requièrent le développement et l'acquisition de nouveaux matériels, plus sophistiqués[225]. Les conditions particulières du « champ de bataille saturé » imposent de donner la priorité au feu par rapport au choc et à la manœuvre et se traduisent par un emploi massif par les forces terrestres, l'aviation et la marine des missiles et de l'artillerie[226]. Ces capacités ont également l'avantage, dans un environnement très cloisonné, de rallonger les distances d'engagement et de permettre des tirs de sécurité. On en verra les avantages lors des combats dans Beyrouth-ouest. L'étroitesse du champ de bataille nécessite toutefois d'agir très rapidement et renforce l'intérêt des militaires israéliens pour les technologies de renseignement et de détection et leur pendant tactique, les contre-mesures et les moyens de guerre électronique. Le radar devient un élément central de la conduite des opérations.

(September 1983), pp.15-17 (*Hebrew*), cité par Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, op. cité, p.86

[225] Voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, op. cité, pp.86-87 ; sur la modernisation des capacités de la *FDI*, voir également Martin Van Creveld, op. cité, pp.373-379 et Pierre Razoux, op. cité, pp. 336-337 et 345-355 ; sur les développements du CMI israélien dans l'après-guerre de 73, voir Martin Van Creveld, op. cité, pp. 401-406

[226] L'artillerie est dotée de nouveaux canons automoteurs (*M109* de 155mm ; *M107* de 175 mm ; *M110* de 203 mm). Le *CMI* développe parallèlement le lance-roquette automoteur *MAR-160*. Au début des années 1980, la *FDI* dispose de plus d'un millier de pièces d'artillerie lourde.

Le besoin de détruire rapidement de grandes formations pour permettre le début des manœuvres des forces terrestres contribue par ailleurs au développement des munitions de précision[227] et des systèmes de commande et de contrôle sophistiqués[228]. De manière générale, ces nouvelles contraintes opérationnelles vont encourager l'essor des technologies réseaux et informatiques en Israël ainsi que les premiers pas du programme spatial israélien visant à doter Israël de satellites militaires indépendants[229]. Profitant des avancées technologiques réalisées par le secteur militaire, l'économie israélienne va opérer un tournant vers les secteurs à haute valeur ajoutée avec une forte composante technologique et délaisser les secteurs manufacturiers de base qui seront au cours du temps de plus en plus délocalisés vers les Territoires occupés[230]. Les années 1980 contribuent aussi bien à préparer l'intégration d'Israël dans l'économie mondiale qu'à renforcer l'intégration verticale des économies israélienne et palestinienne.

La nécessité de supprimer les défenses anti-aériennes syriennes vont encourager le développement de différents missiles[231] et de drones tactiques[232]. Le génie militaire acquiert un rôle significatif et est doté de nouveaux matériels : des bulldozers (*Nagmasha*)[233], le véhicule d'assaut *Puma*, ainsi que des capacités blindées

---

[227] Le CMI développe des armes de précision de longue portée et l'armée acquiert des systèmes de contrôle d'ouverture du feu modernes, des roquettes et des tubes autopropulsés

[228] Comme les systèmes « tout temps » et jour/nuit, les systèmes d'acquisition des cibles utilisant des capteurs terrestres et des capteurs aériens (aéronefs, drones et systèmes de reconnaissance par satellite)

[229] Au milieu des années 1980, le CMI lancent ses premiers satellites de reconnaissance (*Ofeq*); ils seront par la suite suivis du développement de satellites de communication (*Amos* – 1996) et de satellite d'observation à haute définition (*Eros A1 – B1 - 2000*).

[230] Adel Samara rappelle à cet égard que : « *In the mid-1960s, Israel started to transform its industries towards specialization in electronics and sophisticated military industries so as to accommodate with the world division of labor that pushed developed countries towards technological specialization. This was the reason Israel decreased its emphasis on many of its traditional industries such as textiles, footwear and chemicals. The occupied territories faced a process of re-allocation of industries to their detriment. While Israel concentrated on industries with a future, the occupied territories were left with branches of production of lower technological level and with fewer prospects of growth, a situation which perpetuated the economic gap between them*.", voir *Adel Samara, Palestine: From Historical De-classing to a Stand-by Regime*, août 2007, accessible en ligne sur http://www.kanaanonline.org/articles/01244.pdf

[231] Le CMI développe en 1973, un premier missile balistique sol-sol, le *Jéricho* ; suivent ensuite en 1982, le missile air-air à guidage infrarouge (*Python*), en 1985, le missile air-sol téléguidé (*Popeye)* et le missile surface-air à courte portée, *Barak*, en 1991 ; au cours des années 1990, dans le cadre du nouveau concept du « champ de bataille du futur », de nombreux missiles sont développés par le *CMI* : le *Shipon* (missile antichar à courte portée) en 1997, le *Spike* (missile antichar à longue portée) en 1998 ; le *Derby* (missile air-air à guidage radar à longue portée) en 1998, le *Popeye* (missile de croisière) en 2000, le *Hetz/Arrow* (missile anti-missiles) en 2002, le *Spice* (missile air-sol à guidage *GPS*) en 2005 et le *Manat* (missile de croisière à courte portée) en 2005. Toutes ces capacités n'auraient pu voir le jour sans les développements dans l'électronique et l'informatique que connaissent le *CMI* et l'économie israélienne au tournant des années 1980.

[232] A la fin des années 1970, le *CMI* commence à développer ses premiers drones tactiques (*Scout* – 1979) ; le secteur des drones connaîtra son essor dans les années 1990 avec le développement d'un large éventail de capacités aussi bien tactiques (*Searcher/Hunter*, puis *Skylark* et *Orbiter*), que de surveillance (*Hermes*) ou de combat antiradar (*Heron*). Les drones se révéleront particulièrement important dans les opérations de contre-insurrection au Sud Liban et dans les Territoires.

[233] Le *Nagmasha* sert aussi de véhicule de transport de troupes blindé.

contrôlées à distance (*RPV*[234]), en plus des matériels destinés au déminage. Les blindés sont dotés de nouvelles capacités : le *Merkava* (char), de fabrication israélienne. Lors de la bataille de Beyrouth-ouest, ils joueront un rôle essentiel pour assurer la protection des troupes et élargir les voies d'accès, mais se révéleront peu adaptés à la topographie montagneuse du *Chouf* et du Sud Liban.

Pour menacer l'arrière syrien, les Israéliens développent des forces aéroportées, amphibies et des capacités de frappe navale. A cette fin, les forces militaires israéliennes lancent un programme de modernisation de leur flotte de *CH-53* au milieu des années 1980 pour permettre à ces aéronefs de conduire des missions de basse altitude, de nuit, sur des longues distances pour pénétrer de manière furtive dans la profondeur du territoire adverse et ainsi déposer les forces spéciales et commandos en territoire ennemi. Les opérations au Liban renforcent l'intérêt de ces capacités aéroportées. En 1983, le commandement militaire israélien réactive la Brigade d'infanterie *Givati* dont la mission première doit être les missions amphibies. Avec la menace des commandos armés qui s'infiltrent en Israël par la mer, ce sont les commandos marine *Yami* qui assument désormais ces missions amphibies. Parallèlement, la marine est rééquipée pour être capable de détruire des objectifs à haute valeur ajoutée le long des côtes syriennes. Par ailleurs, la menace d'infiltration des commandos palestiniens est devenue une réalité au tournant des années 1980 et la marine se doit d'assurer un contrôle efficace du littoral israélien. Au début des années 1980, elle est devenue une force navale crédible, comptant pas moins de 10 000 hommes et 25 navires de combat[235]. Elle peut désormais maintenir un blocus hermétique des côtes libanaises et syriennes, tout en tenant à bonne distance la marine égyptienne.

En 1973, les forces israéliennes avaient attaqué le corps expéditionnaire irakien, l'avait désorganisé et retardé mais n'avaient pu l'empêcher de parvenir au Golan. Cette fois-ci, les Israéliens entendent bien, *a fortiori* du fait des nouvelles conditions stratégiques décrites précédemment, empêcher tout corps expéditionnaire arabe de parvenir au front. Dans ce contexte, l'institution militaire, soutenue par le CMI, s'ingénie à développer des capacités de longue portée aériennes (transport de

[234] *RPV : Remotely Piloted Vehicle*

troupes[236] et de frappe aérienne). La flotte des *CH-53* est améliorée et l'armée acquiert de nouveaux *F-15* et *F-16* ainsi que des *E-2 Hawkeye* de veille radar. Les vieux *B-707* sont transformés en ravitailleurs en vol. L'armée de l'air acquiert par ailleurs des ravitailleurs en vol *KC* (97, 130 et 707). Les chasseurs de la flotte israéliennes sont dotés de capacités de frappe de précision de nuit, de longue portée et à basse altitude (acquisition de systèmes de navigation *Lantirn* et *Litening*, de systèmes de ciblage pour les *F-16* et *F-15*). Le *CMI* développe par ailleurs une version israélienne du *Mirage V*, le *Kfir*.

La politique industrielle militaire de l'après-guerre du *Kippour* est largement orientée par la reconstitution du corps de bataille et les nouvelles contraintes opérationnelles issues des changements politiques régionaux. Le tournant des années 1980 est marqué par une sévère crise économique qui rend les autorités militaires plus dépendantes pour leurs acquisitions des aides américaines. Celles-ci deviennent un levier de pressions croissantes pour Washington et encouragent les autorités israéliennes à rechercher les moyens de renforcer l'autonomie de leurs industries de défense. Afin de soutenir les ventes du secteur industriel militaire – le marché intérieur israélien n'étant pas en mesure d'absorber l'ensemble de la production – les autorités israéliens vont rechercher de nouveaux débouchés à l'export. Dans ces années, Israël noue des relations avec certains pays à la marge de la communauté internationale, tels que l'Argentine, le Chili, les Philippines, ou encore l'Afrique du Sud. Cette politique donnera parfois lieu à des scandales retentissants comme l'affaire des *Contra*[237].

---

[235] Sur le renforcement de la marine, voir Pierre Razoux, op. cité, pp. 350-351

[236] L'armée acquiert des avions de transport pour déposer les commandos en territoire adverse, des *C-30*.

[237] Au début des années 1980, dans le cadre de la lutte contre les régimes communistes, l'administration Reagan soutient les Contras, un mouvement contre-révolutionnaire nicaraguayen qui s'oppose au gouvernement marxiste de Daniel Ortega. Pour contourner l'*amendement Boland* de 1982 qui interdit le financement d'opérations secrètes de soutien militaire à des groupes étrangers, l'administration Reagan demande aux Israéliens (Shimon Pérès) d'assurer la fourniture des armes aux Contras. Les armes sont financées par les ventes d'armes américaines au gouvernement révolutionnaire iranien. En contrepartie, celui-ci est censé faire pression sur le *Hezbollah* pour qu'il relâche une trentaine d'otages américains. Les otages ne sont pas relâchés et l'affaire est révélée en novembre 1986 par le journal libanais *al Shiraa*. Reagan sera contraint de se justifier officiellement et plusieurs membres de son administration sont condamnés.

5. Portée et limites des changements doctrinaux et organisationnels

Cette réforme profonde de l'institution militaire, du fait des changements doctrinaux mais aussi technologiques qu'elle emporte, peut être considérée comme la deuxième révolution dans les affaires militaires menée par Israël depuis sa création. Les solutions opérationnelles et technologiques induites par le concept du « champ de bataille saturé » continuent jusqu'à aujourd'hui d'influencer le style opérationnel des forces israéliennes dans les conflits de haute intensité. Ainsi, en dépit de l'évolution de la nature des adversaires, les solutions opérationnelles développées à cette époque conservent leur actualité comme le montrent les récentes guerres au Liban et dans la bande de Gaza.

La transformation de l'appareil militaire israélien dans ces années se traduit par une augmentation importante des effectifs et un accroissement de la haute technologie dans les systèmes d'armes, deux facteurs qui vont contribuer à créer une armée à deux vitesses : le noyau professionnel de l'armée (aviation, marine et forces d'élite), très bien équipé, s'oppose au reste du corps de bataille qui devient de plus en plus lourd à manœuvrer et à entraîner à mesure que croissent les effectifs. Les effectifs deviennent pléthoriques et l'appareil militaire se bureaucratise. Moins flexible, il est plus lourd à manœuvrer, *a fortiori* sur des théâtres d'opérations comme le Sud Liban ou la capitale libanaise, avec beaucoup de végétation et très cloisonnés par les reliefs montagneux ou l'urbanisation. En effet, depuis la fin de la guerre du *Kippour* et ce, en dépit des analyses de la menace faites par les militaires israéliens, la majorité des tensions se concentrent désormais sur la frontière israélo-libanaise. Par ailleurs, la doctrine d'emploi des forces reste orientée uniquement vers le combat de haute intensité et n'apporte aucune réponse aux menaces de basse intensité qui vont devenir, au cours des années 1980, le lot quotidien des forces armées israéliennes, aussi bien dans la zone de sécurité du Sud Liban que dans les Territoires occupés. En outre, l'accroissement du nombre de formations est dans une certaine mesure contradictoire avec la priorité donnée au feu. Pendant la guerre du *Kippour*, l'usage intensif des missiles et de l'artillerie avait gêné les manœuvres sur le champ de bataille.

L'accroissement général des effectifs a par ailleurs mené à une hypertrophie du corps des officiers supérieurs et du sommet de la hiérarchie militaire. Le refus de l'adoption du concept multi-armes reflète les luttes intestines qui en agitent le sommet. La mise en place d'un état-major semi-autonome pour les forces terrestres est l'enjeu d'âpres querelles ; les rivalités vont bon train entre le corps des blindés et des paras. Le développement de capacités de recherche et de planification autonomes et la mise en place d'un Conseil national de sécurité suscitent également des débats à la tête de l'armée. De nombreux doublons et une certaine désorganisation caractérisent désormais les états-majors alors même que les dépenses budgétaires de défense entament une réduction structurelle. M. Van Creveld situe la cause de ces changements dans l'introduction des systèmes d'armes technologiques au sein de l'armée :

> *«qui conduisit à un renforcement des échelons logistiques et de maintenance, à une spécialisation accrue, à la rotation des personnels (le « barattage ») ainsi qu'à l'atomisation des carrières qui ne cessèrent de perdre de leur homogénéité »*[238]

La masse croissante des personnels à gérer oblige d'ailleurs l'institution militaire à renforcer le contrôle et à créer de nouvelles inspections, ce qui tend à renforcer le poids des administratifs au détriment des combattants au sein de la structure. Afin de rapidement accroître les effectifs, la sélection devient moins tatillonne sur les compétences et les profils des candidats. Le commandant politico-militaire qui entend trouver un palliatif à la crise socio-économique très dure qui touche Israël aussi bien que redorer le blason de l'institution militaire renforce le rôle social et éducatif de *Tsahal*; l'armée intègre désormais les jeunes à la dérive. Mêmes ceux connaissent des problèmes de drogue et des antécédents judiciaires mineurs sont désormais incorporés. Il en résulte des problèmes aussi bien de discipline qu'une moindre compétence des personnels. Or, l'accroissement de l'importance des systèmes de haute technologie dans la conduite des opérations requiert logiquement une formation et des compétences plus poussées.

[238] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.382

Une place plus large est faite aux femmes, même si celles-ci continuent d'occuper des fonctions relativement subalternes par rapport à leurs alter-egos masculins. Elles peuvent désormais occupées de nouvelles fonctions, mais toujours dans le cadre du *CHEN*[239], notamment comme instructeurs ; mais leur absence d'expérience combattante réduit leur crédibilité face à des recrues masculines qui n'acceptent pas toujours très bien cette relation de subordination. Par ailleurs, on peut faire l'hypothèse que l'accroissement du rôle des femmes a conduit, dans une certaine mesure, à la « banalisation » de l'institution militaire. Les femmes restent cependant exclues des corps d'élite (des forces aériennes notamment) et des fonctions proches du théâtre d'opérations.

La pyramide des âges tend à changer, car le commandement, qui vient d'ouvrir une deuxième école de formation pour les cadets, veut imposer la signature d'un contrat pour une année supplémentaire d'engagement comme condition d'entrée à l'école d'officiers. Les meilleures recrues continuant d'être sélectionnées parmi les soldats du rang, les officiers de carrière sont donc désavantagés dès le départ. Ceci explique pour une part la pénurie de jeunes cadres de la deuxième moitié des années 1970. Avec les mesures financières (soldes relevées) pour attirer les jeunes officiers, l'âge des officiers continue de s'abaisser pour compenser la pénurie de la deuxième moitié des années 1970. La régression qualitative des forces de la FDI s'accentue. Les officiers, dont la majeure partie des années de formation se passe sur le terrain (missions de sécurité aux frontières, lutte anti-terroriste dans les Territoires, etc.), ne consacrent qu'une minorité de leur temps aux études. Les cadres de *Tsahal* ont évolué par rapport à la génération d'avant-1948 : moins cultivés, n'ayant connu que le métier des armes, ils sont également peu portés sur les études académiques et très peu parlent l'anglais. Ces officiers deviennent aussi plus spécialisés (complexité technologique des systèmes d'armes), ce qui explique que l'on retrouve chez eux une certaine étroitesse d'esprit.

A la fin des années 1970, le chef d'Etat-major introduit certaines mesures correctives. Il resserrer la discipline et améliore l'organisation interne en mettant en place un système de gestion informatisée des stocks. Enfin, au niveau opérationnel, il

[239] Le *CHEN* (*Chen Nashim* – « Corps féminin séparé ») regroupe les recrues féminines. Il comprend des officiers et des

développe un projet de numérisation du champ de bataille afin d'améliorer la coordination et le traitement des données. Toutefois, ces mesures vont se révéler insuffisantes pour enrayer la perte de cohésion d'allant des forces qui iront en s'accroissant au cours des décennies suivantes.

****

La figure de l'officier de la FDI des années 1970 et 80 n'a rien plus en commun avec celle des pionniers du *PALMACH* et de la *Haganah*. M. Van Creveld constate ainsi que :

> *« la féminisation croissante, le déclin de la qualité, de la cohésion et de l'expérience – conséquences inévitables d'une expansion trop rapide – ainsi que les problèmes organisationnels inhérents, donnèrent naissance à une force armée qui, homme pour homme, valait moins que celle qui l'avait précédée et ne jouissait certainement pas d'un prestige aussi élevé.»*[240]

Toutefois, le commandement israélien n'est pas encore prêt à accepter les critiques, *a fortiori* quand elles viennent de l'intérieur de l'institution elle-même, comme le démontre la mise à l'écart de l'officier *Wald*. L'enlisement au Sud Liban et l'éclatement de l'*Intifada* obligeront toutefois le commandement militaire à envisager certaines évolutions au sein de l'institution militaire pour s'adapter aux mutations du contexte régional d'un côté et au caractère de plus en plus asymétrique des menaces de l'autre.

---

sous-officiers qui instruisent les conscrites.
[240] Voir Martin Van Creveld, op.cité, p. 388

V. La « République Fakhani » et la Transformation militaire de la Résistance « laïque »

La Transformation menée par le commandement militaire israélien va se révéler en partie inadaptée à la nouvelle menace que constitue le développement des groupes armés palestiniens au Liban. Le commandement israélien, encore traumatisé par la surprise de l'attaque de 1973, reste « obnubilé » par la menace que représenterait une nouvelle coalition des armées arabes. L'institution militaire est aussi, en grande partie, aveuglée par la puissance que lui confèrent son réarmement et l'augmentation de ses effectifs. Le raid sur Entebbe[241] contribuera à conforter le commandement militaire, mais aussi les leaders politiques et l'opinion publique, dans l'idée que *Tsahal* a renoué avec la puissance. Les forces de la FDI atteignent ainsi la taille d'une « superpuissance militaire » selon l'expression d'Ariel Sharon au début des années 1980. C'est fort de cette formidable machine de guerre que les militaires israéliens vont se lancer dans l'aventure libanaise qui va se révéler à bien des égards désastreuse.

1. La Transformation militaire de l'OLP

Au cours de l'offensive de 1973, l'OLP joua un rôle militaire mineur, mais fut largement payée en retour lors du sommet arabe de novembre 1974 qui reconnut son rôle de représentant légitime et unique du peuple palestinien, en dépit des fortes réserves jordaniennes. L'OLP reçoit alors une reconnaissance similaire de la part des Non Alignés et étend rapidement ses relations avec les pays du bloc communiste. La guerre de 1973 offre une opportunité historique en même temps qu'elle pose des défis majeurs au mouvement de libération national. L'OLP peut désormais envisager de rejoindre le processus de paix, en prenant avantage de la démonstration de force politique, militaire et financière du camp arabe pour obtenir des gains territoriaux. Mais il lui faut encore se doter d'un outil militaire et d'une base sociale et politique

crédible avant d'envisager d'entrer dans tout processus de négociation. L'effondrement de l'Etat libanais, auquel elle va largement contribuer va lui en fournir l'occasion.

1.1. La guerre des camps

La présence palestinienne va être un des moteurs de l'engrenage de la guerre civile. Les affrontements qui eurent lieu à *Aïn Remmaneh*, le 13 avril 1975, entre des Palestiniens revenant du camp de Sabra et des Phalangistes sont d'ailleurs considérés comme le début de la guerre civile libanaise. A partir de cette date, les accrochages et les incidents armés se multiplient entre factions chrétiennes du Front libanais et militants palestiniens et de la gauche libanaise. A partir de la fin de l'année, les milices chrétiennes encerclent les principaux camps palestiniens situés autour de Beyrouth[242]. Le 4 janvier 1976, les combattants des *Tanzim*[243] et du groupe *Khoury Maroun*[244] assiègent le camp *Tel Za'atar*, situé au nord de Beyrouth. En représailles, les forces de l'OLP attaquent la ville chrétienne de *Damour*, dont elles se rendent maître par la force. Elles y installent leur quartier général. Au cours du mois de janvier 1976, les milices chrétiennes (Gardiens des Cèdres[245], Tigres[246], *Kataeb*[247],

---

[241] Sur le raid sur Entebbe contre le détournement du vol d'Air France 139 par le FPLP en juin 1976, voir Pierre Razoux, op. cité, pp. 337-345

[242] Sur la guerre des camps, voir Henry Laurens, *La question de Palestine : Le rameau d'olivier et le fusil du combattant (1967-1982)*, tome 4, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2011, locations 12396-12471 ; voir la carte en annexe 17 de l'implantation des camps de réfugiés au Liban

[243] Les *Tanzim* sont une milice de l'extrême-droite maronite, qui s'est séparée des *Kataeb* en 1969 ('Obad Zouein) en opposition aux accords du Caire. La milice se dote d'une aile politique, le Mouvement des Cèdres en 1970 et commence à entraîner la jeunesse maronite dans ses camps du *Kesrouan*.

[244] Le Groupe Maroun Khoury (*Harakat al Shabab al Lubnaniyya* – « Mouvement de la jeunesse libanaise »), est une milice de l'extrême droite maronite libanaise, fondée en 1975 par Bachir Maroun al Khoury. Elle prit part aux combats (500-1000 miliciens) contre les Palestiniens et les forces de l'opposition libanaise dans le district de *Dekwaneh* et à la *Karantina*. Le groupe reçoit des armes d'Israël dès 1976. Il est absorbé par les Forces Libanaises (FL) en 1978.

[245] Les Gardiens des Cèdres sont un parti de la droite maronite fondé en 1975 par Etienne Sakr (Abu Arz), doté d'une milice. Bien que le parti se déclare laïc, il s'inscrit dans la mouvance du maronitisme radical, opposé à l'identité arabe du Liban. Le mouvement s'oppose dès sa création à la partition du Liban et à la présence palestinienne au pays du Cèdre. Le parti rejoint en 1976 le Front libanais regroupant les partis de la droite maronite. Les milices des Gardiens du Cèdre prirent part aux combats contre les camps palestiniens et les principales forces de l'opposition libanaises de 1976 à 1978, puis affrontèrent les forces syriennes lors de la bataille de *Zahleh*. A partir de 1984, ils combattent les forces du Front de la Résistance libanaise et rejoignent les miliciens de l'Armée du Liban.

[246] Dès le début de la guerre libanaise, le Parti national libéral (*al Ahrar*) de Camille Chamoun et sa milice, les Tigres (*al Numur*), dirigé par son fils Dany, rejoignent le Front libanais. Ils participent aux combats contre les camps et les forces de l'opposition libanaise. En 1980, les Forces libanaises lancent une attaque contre la base du PNL et Dany Chamoun se retire de la vie politique libanaise. Les Tigres sont absorbés par les FL. En 1982, Dany Chamoun s'allie à Bachir Gemayel dans le Front dirigé par les FL.

[247] Le Parti *Kataeb al Lubnaniyya* (« Phalanges libanaises ») a été fondé en 1936 par Pierre Gemayel et d'autres partisans du maronitisme libanais. A partir de 1975, le parti se dote d'une milice, notamment après l'attentat d'*Aïn Remaneh*, au cours duquel des éléments PSNS (Parti Social Nationaliste Syrien), pro-palestiniens, ont tenté d'assassiner Pierre Gémayel lors de

Marada[248]) donnent l'assaut contre les quartiers de la *Karantina*, ou de *Naba'a*, où résident en majorité des Palestiniens et des chiites pauvres et où sont établis un grand nombre de bureaux de la gauche libanaise. L'armée libanaise s'effondre et le chef druze, Kamel Joumblatt, un des principaux représentants des forces « palestino-progressistes », constitue l'Armée du Liban Arabe (ALA). Cette armée regroupant les éléments musulmans de l'ex-armée libanaise, renforcée par les forces palestiniennes, attaque les positions chrétiennes dans Beyrouth et au Mont Liban. Dans la montagne, de très violents affrontements opposent les forces du Mouvement national[249] aux milices chrétiennes dans les régions de peuplement mixte (chrétien et druze). Les forces de la *Sa'iqa*[250] entrent au Liban au début du mois d'avril 1976 pour soutenir les milices chrétiennes, qui établissent un blocus contre les ports du Mouvement national.

Face à la dégénérescence de la situation, la Syrie se pose tout d'abord en médiatrice, tout en intervenant de manière indirecte au travers de la *Sa'iqa* et de l'ALP. Au début du mois de juin 1976, après les appels répétés du Front libanais (Franjieh), les forces syriennes interviennent au Liban. Lors des violents combats qui opposent les forces syriennes et les forces palestino-progressistes sur la route entre Damas et Beyrouth, une partie de la *Sa'iqa* et de l'ALP fait défection, renforçant l'exclusivisme de la relation entre Damas et les milices chrétiennes. Les forces

---

l'inauguration d'une église. Son fils, Bachir, forme une milice indépendante, les Forces libanaises, qui réunit la majorité de la jeunesse des *Kataeb* et devient rapidement la principale force de la droite maronite.

[248] Les *Marada* (*Liwa al Marada* – « Brigade Marada »), la milice du Président Soleiman Franjieh, a été créée en 1975 et basée à *Zghorta*, le fief de la famille Franjieh. En mars 1976, les *Marada* repoussent les attaques du MNL et l'ALA contre le palais présidentiel. En 1978, les *Marada* refusent de rejoindre le *Front libanais* qui propose une partition en cantons confessionnel et s'allient à Rachid Karameh. En représailles, les FL assassinent son fils (commandant des *Marada*) et sa famille en 1978 (massacre d'Ehden) ; Soleiman Franjieh s'allie ensuite à la Syrie et se retire dans son enclave de *Zghorta*.

[249] Le Mouvement national, fondé en 1969, regroupe les principales forces d'opposition à la droite maronite et est dirigé par Kamal Joumblatt, le leader du Parti Socialiste Progressiste (PSP). La coalition rassemble, outre le PSP, l'Organisation de l'Action Communiste au Liban (OACL – Mohsen Ibrahim), le Parti Communiste Libanais (PCL), le Parti Social Nationaliste Syrien (PSNS), les factions pro-syrienne et pro-irakienne du *Ba'th* libanais, les *Morabitun* (nassériens) et *Amal*. FPLP et le FDLP ont également rejoint le MNL au départ de la guerre, qui comptait 25 000 miliciens libanais. Le Front libanais, lui, regroupait 18 000 miliciens.

[250] Au cours de la guerre civile libanaise, les unités combattantes de la *Sa'iqa* furent engagées dans les combats contre l'OLP aux côtés des troupes syriennes, conduisant à leur expulsion de l'OLP en 1976. La *Sa'iqa* fut réintégrée en décembre de la même année au sein de l'OLP après des tractations entre l'OLP et la direction syrienne. Cet engagement de la *Sa'iqa* contre l'OLP et les brutales exactions dont elle s'était rendue coupable, notamment à *Damour*, entraînèrent un certain nombre de défections dans ses rangs. En 1979, 'Issam al Qadi prit la tête de la *Sa'iqa* après l'assassinat de Muhsin. Au cours de l'épisode de la guerre des camps qui opposa entre 1984 et 1985 les forces de l'OLP aux forces d'*Amal* et du *Fatah al Intifada* (Abu Moussa), soutenus par la Syrie, la *Sa'iqa* se joignit à l'alliance d'obédience syrienne. Ceci entraîna de nouvelles défections dans les rangs de la *Sa'iqa* qui comptaient désormais de nombreuses recrues syriennes. En dépit de la faiblesse politique structurelle de la *Sa'iqa* dans l'arène palestinienne, le soutien militaire syrien lui conférait un poids militaire considérable au sein de l'OLP. Au cours des années 1970, les dirigeants de la *Sa'iqa* occupèrent, chacun à leur tour, la

syriennes établissent un blocus autour de Beyrouth-Ouest. La partie orientale de la ville est majoritairement occupée par les forces musulmanes et les factions palestiniennes, dont le quartier général est installé dans le district de *Fakhani*. Après sept mois de siège, les *Kataeb* attaquent le 22 juin, avec le soutien des forces syriennes, le camp de *Tel Za'atar*. Au cours du siège, les factions palestiniennes amassent un grand nombre d'armements dans le camp et réussissent à opposer une résistance de plus d'un mois aux assauts des forces maronites et syriennes. Le 11 août, les forces maronites entrent dans le camp et y massacrent près de 3000 Palestiniens. En dépit de la défaite, le siège de *Tel Za'atar* devient un symbole de la lutte nationale palestinienne. La présence palestinienne est devenue un facteur de déstabilisation et inquiète même au sein du MNL. Le mouvement *Amal* de l'Imam Sadr soutient ainsi l'intervention syrienne.

A peine la guerre des camps terminée, les forces israéliennes lancent en 1978 l'opération *Litani*, au cours de laquelle elles envahissent le Sud Liban pour tenter de détruire les bases de la guérilla palestinienne installées dans cette région. La conjonction de tous ces facteurs, dans le contexte de la « milicianisation » du système libanais, incite les Palestiniens à eux aussi se doter de leurs propres institutions paraétatiques. Les attaques israéliennes répétées à partir du printemps 1979, la menace croissante d'un affrontement majeur avec les forces maronites et le souvenir de l'intervention syrienne contre le camp de *Tel Za'atar* encouragent le commandement de l'OLP a accéléré sa transformation militaire.

1.2. L'opération Litani et la Transformation militaire palestinienne

La transformation militaire l'OLP, qui se traduit par une régularisation des forces armées, s'inscrit dans le processus plus d'institutionnalisation de l'ensemble du mouvement national. L'évolution vers un modèle de forces semi-régulières a commencé dès 1971, mais elle était jusque-là restée plus nominale que concrète. Jusque-là, la transformation s'était surtout traduite par l'acquisition de matériels

---

fonction de Chef du Département militaire de l'OLP. Le commandement de la *Sa'iqa*, ainsi que ses forces, sont toujours présents en Syrie. Leurs installations sont situées dans la périphérie nord de Damas, à côté de celle des forces spéciales.

lourds et la mise en œuvre de tactiques défensives statiques durant les affrontements des années 1975-76[251]. L'invasion israélienne de mars 1978 et la résurgence du danger maronite dans le centre et le nord du pays changent la donne et forcent l'OLP à procéder à un saut qualitatif, et non plus seulement quantitatif.

1.2.1. Evolutions des conditions opérationnelles

L'opération *Litani*[252] modifie les conditions stratégiques de l'OLP au Liban en même temps qu'elle scelle l'alliance entre Israël et les forces maronites, envisagée dès 1950 par Moshe Dayan. Dans son journal, Moshe Sharett raconte que le chef d'état-major Moshe Dayan envisage dès 1954 la création d'une armée libanaise alliée d'Israël et l'extension de la souveraineté israélienne sur le Sud Liban. Moshe Sharett résume ainsi la teneur de la conversation qu'il eut avec Dayan :

> *« Selon lui [Moshe Dayan], il serait seulement nécessaire de trouver un officier, fût-ce un simple major. Nous pourrions gagner sa sympathie ou l'acheter pour l'inciter à se proclamer sauveur des maronites. Alors l'armée israélienne entrerait au Liban, occuperait le territoire nécessaire et installerait un régime chrétien qui s'allierait à Israël. Les territoires au sud du Litani seraient totalement annexés par Israël et tout irait pour le mieux. »*[253]

L'opération *Litani* s'inscrit dans le prolongement de la création de l'Armée du Liban Libre (ALL) en 1976, avec le soutien du ministre israélien de la Défense, Shimon Pérès, et dirigée par le major Saad Haddad. L'opération *Litani* vise à créer

---

[251] Sur les transformations (fortifications des camps et achats d'artillerie lourde, armes de points, etc.), voir Yezid Sayegh, op. cité, pp. 358-391 et pp. 392-423 sur la situation des forces palestiniennes dans les deux années précédant l'opération *Litani*.

[252] L'opération *Litani* a été déclenchée le 14 mars 1978 à la suite de l'exécution de 37 civils israéliens, trois jours plus tôt, par un commando palestinien s'étant infiltré en Israël à partir du Liban. Les forces israéliennes (entre 25000 et 30 000 hommes) envahissent le Sud Liban jusqu'à la rivière *Litani*, espérant détruire la majeure partie des forces palestiniennes installées dans cette région. Mais la guérilla palestinienne s'est retirée de l'autre côté de la rivière au moment où le Conseil de sécurité fait pression sur Israël pour mettre fin à son opération. Les forces israéliennes se retirent le 13 juin en conservant une zone de sécurité de 5 à 10km de large en territoire libanais, où sont déployées les forces de l'Armée du Liban Libre. Presque 2000 civils libanais ont été tués, 25 000 personnes déplacées, plus de 90 villages du Sud ont été touchés, dont 6 ont été totalement détruits. Voir Yezid Sayegh, op. cité, pp. 424-429 ; voir en annexe 18 la carte de la zone occupée après l'opération *Litani*.

[253] Voir « Un vieux rêve israélien : « Fût-ce un simple major… », *Le Monde Diplomatique*, Septembre 1982. L'article fait référence à Moshe Sharett, *Journal* (huit tomes), éditions Maariv, Tel-Aviv 1978, dont les extraits sont tirés de Livia Rokach, *Israel's Sacred Terrorism*, Aaug Information Paper Series, Assn of Arab-Amer Univ Graduates, 3e Ed. August 1985

une zone de sécurité pour protéger le nord d'Israël des roquettes de la guérilla palestinienne installée au Sud Liban, en détruisant au passage le maximum d'infrastructures palestiniennes dans cette région. L'opération a un effet paradoxal. La guérilla palestinienne est désormais protégée des attaques israéliennes et de l'ALL par la zone de sécurité tenue par la FINUL[254]. De plus, dans le Sud, du fait des exigences sécuritaires israéliennes, les Palestiniens sont à l'abri des menaces des forces syriennes et de l'Etat libanais.

Les Israéliens ont fait clairement savoir qu'ils ne toléreraient aucune intervention syrienne ou de l'armée libanaise dans la zone allant du *Litani* à la frontière. De plus, comme le rappelle Henry Laurens, Israël est à nouveau dans le piège du rapport du faible au fort que pose la sécurisation des frontières:

> *«Dans la question du Sud, Israël se retrouve dans la même inconséquence que dans les autres zones frontalières. Si l'Etat arabe voisin est faible, il laisse se développer une action de commandos contre Israël ; s'il est fort, il interdit l'action des commandos mais devient alors un danger militaire. Après avoir largement contribué à la déstabilisation du Liban afin de forcer l'Etat ou les partis chrétiens à combattre les Palestiniens, Israël interdit la mise en place de moyens de contrôle arabes sur sa frontière. Il laisse ouvert le Liban-Sud aux Palestiniens puisque ce sera la seule région du pays à ne pas être sous l'autorité de la FAD et permet la continuation de la guerre au Liban. »*[255].

Elle va mettre à profit cette nouvelle marge de manœuvre pour renforcer son appareil militaire.

L'OLP partage son contrôle sur la région côtière jusqu'à Beyrouth, où elle a encore une présence considérable, avec la Force arabe de dissuasion[256], dominée par

[254] La FINUL a établie en 1978 par les résolutions 425 et 426 du Conseil de Sécurité afin de surveiller le retrait des forces israéliennes du Sud Liban et permettre au gouvernement libanais de recouvrer sa souveraineté sur cette région. La FINUL compte, au départ, 4000 hommes.

[255] Henry Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours,* 2 éd., Fonds classiques Armand Colin Sedes, Armand Colin, Paris, 2005, p.322

[256] La Force arabe de dissuasion fut créée par la Ligue arabe lors du sommet réuni à Ryad en 1976, qui légitima l'intervention militaire syrienne de juin 1976. Cette force de 30 000 hommes, était majoritairement composée des forces syriennes déjà sur

les Syriens, et les unités de l'armée libanaise et les forces de sécurité. Elle a également accès aux zones sous contrôle syrien de la *Bekaa* et du nord, où elle a maintenu des bases, des camps d'entraînement, des dépôts d'armes et de matériels, ainsi que des bureaux. Pour le reste, en matière économique et sociale, elle laisse le soin aux autorités libanaises de pourvoir à ces questions, même si elle reste largement présente dans Beyrouth-Ouest, où elle côtoie les forces de la Force arabe de dissuasion (FAD). Elle y a des services de sécurité, ses représentants à l'aéroport international ainsi qu'un réseau indépendant de communication reliant l'ensemble des bureaux de l'OLP. Ce complexe inspirera d'ailleurs dans les décennies suivantes le *Hezbollah*.

1.2.2. Renforcement des capacités combattantes palestiniennes

Le renforcement de l'appareil militaire de l'OLP[257] dans les années qui séparent l'opération *Litani* de l'opération *Paix en Galilée* se traduit par une augmentation substantielle de son arsenal et de son infrastructure, ainsi que par la compartimentation croissante entre ses structures combattantes et ses services de soutien. L'OLP se considère comme responsable de la défense des zones qu'elle a sous son contrôle au Liban, mais les combats de mars 1978 révèlent, de l'aveu du chef d'Etat-major de l'OLP, Sa'd Sayil, les capacités limitées de l'OLP à faire face à l'invasion, les différentes forces palestiniennes n'étant pas suffisamment intégrées. Ce dernier est conscient de l'impossibilité pour l'OLP d'opposer une défense statique, pied à pied, aux forces israéliennes, dont le différentiel technologique et de moyens est flagrant ; c'est pourquoi, les guérillas palestiniennes doivent mettre tout en œuvre pour tirer un avantage maximal de leur puissance de feu et de leurs forces, en tirant avantage de la concentration du feu et des forces sur les points faibles de l'ennemi.

Dès cette époque, l'OLP décide de doubler sa posture défensive statique d'une posture offensive. A l'été 1980, Sayil pose la question des moyens pour atteindre une

---

place (25 000 soldats), auxquelles vinrent s'ajouter des forces d'autres pays arabes (notamment saoudiennes et libyennes). La Force fut mise sur pied avec l'assentiment du Président libanais Soliman Franjié et de Yasser Arafat. Au printemps 1979, la Ligue arabe prolongea le mandat de la Force, mais celle-ci, après le départ des contingents soudanais, émirati, saoudien et libyen, n'était plus constituée quasiment que de forces syriennes (40 000 hommes). Après l'invasion israélienne du Liban en 1982, le président Amine Gemayel dissout la Force en 1983.

force et une taille d'armée régulière, mais aussi le niveau de combattivité. Dans le cadre de cette tentative de définition d'une doctrine opérationnelle pour les forces armées palestiniennes, le commandement palestinien continue de percevoir la guerre classique et régulière, l'affrontement direct comme le moyen d'emporter rapidement une victoire décisive. Toutefois, le commandement palestinien est conscient que ses moyens sont limités ; ainsi, le développement d'un système de défense anti-aérien pour faire face aux attaques aériennes israéliennes à l'échelle du Liban ou même seulement des bases de la guérilla n'est pas envisageable. La réponse la plus pragmatique en l'état actuel des forces et des ressources palestiniennes est l'acquisition d'armements lourds mobiles ou faciles à transporter, qui seraient déplacés lors des combats, faciles à cacher et à disperser sur le théâtre d'opérations. Ceci signifie que l'OLP n'a pas besoin de construire une structure militaire très développée, en termes à la fois d'effectifs et de technologie ; celle-ci serait ainsi moins vulnérable aux tentatives de destruction de ses moyens de communication et de ses liaisons logistiques et de ses structures de commandement. La nouvelle doctrine opérationnelle s'appuie sur une concentration ponctuelle, qui doit faire jouer à plein l'effet de surprise, de la puissance de feu, puis se disperser une fois la frappe terminée. Les principes d'autonomie et de dispersion de la guérilla seraient ainsi adapter à des forces dotées d'armements lourds. Ce dispositif serait utilisé dans les enclaves de la guérilla palestinienne au Sud Liban et tirerait profit de la protection offerte par la zone tampon.

En parallèle, les groupes plus petits comme le FP-CG, entreprennent un effort de régularisation de leurs forces. Jibril est opposé depuis le début des années 1970 à l'acquisition d'armes de plus longue portée, préférant multiplier le nombre de canons de plus gros calibres qu'il est capable d'aligner face aux positions de l'ennemi. Toutefois, il reconnait qu'après l'invasion de mars 1978, l'établissement de la zone tampon avait entravé les mouvements de la guérilla au Sud Liban et qu'il devenait désormais nécessaire d'acquérir des armements de plus longue portée. L'invasion de 1978 a donc paradoxalement poussé les guérillas palestiniennes à se doter de matériels plus perfectionnés et donc entrainé une montée en puissance de ces groupes.

---

[257] Sur le renforcement de l'appareil militaire de l'OLP, voir Yezid Sayegh, op. cité, pp. 595-514

Désormais, les groupes de guérilla considèrent qu'ils doivent être capables à la fois de protéger le Sud Liban des attaques israéliennes mais aussi d'y répondre. Dans les deux cas, l'artillerie de longue portée et les roquettes sont les seuls moyens de toucher Israël. Ce saut qualitatif dans les armements des guérillas oblige celles-ci à passer des tactiques de guérilla à des tactiques de guerre semi-régulière. Les factions armées se dotent de canons mobiles, de lanceurs de roquettes multiples, de moyens de défense contre les attaques aériennes israéliennes et l'artillerie des bâtiments israéliens, ainsi que des moyens blindés et des tanks.

Le renforcement des capacités militaires des guérillas palestiniennes se traduit également par une augmentation du nombre des unités de combat. Le *Fatah* forme 3 nouveaux bataillons à l'automne 1976 (*Suqur al Tal, Ras al 'Ayn et Jarmaq*). Les deux premiers sont regroupés en 1977 au sein d'une brigade : les *Forces Ajnadayn*, qui constituent la réserve stratégique du *Fatah*. Le *Bataillon Jarmaq* constitue la force d'active. En parallèle, la *Force 17*, unité de protection personnelle d'Arafat est transformée d'un bataillon à une brigade regroupant 7 bataillons, équipée de tanks, d'artillerie et de missiles antitanks et anti-aériens à partir de 1980. L'ensemble des forces du *Fatah* passent ainsi à 5 brigades engerbant 26 bataillons, dont 7 sont indépendants. Les troupes de l'ALP, qui avaient été rappelées d'Egypte pour faire face à la croissance de la menace maronite à partir de 1978-79, constituent désormais 7 bataillons, dont au moins 3 unités d'artillerie conjointe avec le *Fatah*. Mais la majorité des bataillons ont en réalité la taille d'une compagnie. Les forces militaires ne sont pas épargnées par la bureaucratisation en cours dans les autres institutions de l'OLP à cette époque.

2. De l'Etat dans l'Etat à l'Etat en exil

Cette époque voit la constitution d'une élite bureaucratique militaire et paramilitaire, mais aussi l'expansion des nombreux personnels et cadres dans les institutions civiles et politiques de l'OLP. La militarisation ou la régularisation des forces armées palestiniennes n'illustre ainsi qu'une des facettes de la bureaucratisation des institutions de l'OLP, d'autant plus indispensable qu'elle

garantit la survie du proto-Etat**.** L'approfondissement de la bureaucratisation facilite une meilleure gestion politique du mouvement national ainsi que la transformation étatique. Toutefois, la mainmise d'Arafat sur l'ensemble des institutions, si elle facilite par certains aspects la prise de décision et accélère la transformation, est aussi source de concentration des pouvoirs et d'une centralisation excessive qui favorisera le patronage et le clientélisme.

2.1. La personnalisation du pouvoir

En plus d'avoir la haute-main sur tous les processus de décision, Arafat décide de l'ensemble des nominations et exerce un contrôle sur les affaires militaires à travers son beau-frère, Mutlaq Hamdan qu'il a placé à la tête de l'administration militaire du Fatah. Dans ce cadre de pouvoir très polarisé autour de la figure d'Arafat, Wazir est le seul membre du comité central à conserver encore une autorité notable au sein des forces armées. Sayil, le chef d'état-major, est de son côté plutôt chargé des aspects logistiques et de planification. Tous les chefs d'administration et les commandants ou officiers supérieurs militaires ou paramilitaires sont obligés d'adresser leurs demandes directement à Arafat, qu'ils viennent rencontrer en personne dans ses bureaux de Beyrouth.

Par ailleurs, dès la fin des années 1970, Arafat renforce son emprise sur les finances du *Fatah* et de l'OLP qui, après le sommet arabe de Bagdad en novembre 1978, profitent de flux constants et considérables en provenance de la diaspora ou d'Etats arabes. Ces fonds vont renforcer le caractère patrimonial du système proto-étatique et permettre à Arafat de consolider encore un peu plus son pouvoir personnel, en termes d'autonomie politique et organisationnelle. A partir de 1979, Arafat a la mainmise sur l'ensemble des dépenses budgétaires et la *Force 17* est là pour faire taire les critiques émanant du comité exécutif central. Arafat distribue des fonds aussi bien à ses alliés libanais, qu'à des Palestiniens de la diaspora ou encore à des officiels étrangers. Seul Arafat avait connaissance de l'ensemble de la comptabilité et pouvait ainsi répartir les fonds à sa guise, en fonction de considérations personnelles, entre les différentes structures du mouvement national. L'attribution des fonds dépend ainsi largement des relations personnelles entre Arafat

et les cadres des structures concernées et de leur degré de loyauté. Même si dans le cadre des mouvements de guérilla, l'opacité et le secret entourant la question des financements sont monnaie courante, dans le cas du *Fatah*, le secret complet qui interdit les membres du comité central d'avoir même une estimation globale du budget, permet à Arafat de se placer en arbitre unique et de distribuer les fonds de manière mensuelle, en fonction des besoins que nécessite la construction d'alliances contre ou avec les différents membres du comité central.

Ceci lui permet également d'instaurer une sorte de corruption planifiée, et d'acheter la loyauté des subordonnés, notamment en fermant les yeux sur les dépenses opérationnelles exagérées ou sur le développement d'emplois fictifs, ou bien l'approbation de dépenses de santé ou de sécurité sociale, voire même l'allocation de prêts. La corruption permet de renforcer la cohésion du système, dont les différentes structures sont organisées de manière pyramidale et concurrente autour de la personne d'Arafat. La corruption est présente à tous les niveaux du système : les supérieurs établissent des contrats frauduleux avec des fournisseurs, dont ils partagent les bénéfices avec leurs subordonnés; sans parler des salaires fictifs, qui permettent aussi d'acheter l'allégeance de leurs supporters. Certains commandants militaires à Sidon, Tyr ou dans d'autres villes libanaises extorquent taxes pour leurs comptes, mais s'adonnent aussi à la fabrication de faux ou à la contrebande ou bien les personnels en poste à l'étranger à la revente de produits détaxés. Le rétrécissement ou le déclin de la souveraineté voire même de la présence de l'Etat libanais dans certains espaces géographiques ou certaines sphères sociales offre la possibilité à des réseaux criminels et à certaines agences de l'OLP de remplir le vide. Par exemple, certaines agences de l'OLP revendent des armes à des trafiquants locaux ou bien pratiquent le recèle de voitures volées, ou encore la contrebande de biens tels que cigarettes, drogues, fausse monnaie ou faux papiers, mais aussi équipements électroniques ; ceci crée un réseau d'intérêts mutuels entre les différents groupes de guérilla palestiniens, certaines milices maronites et musulmanes et les unités syriennes de la Force de dissuasion arabe, un réseau dont les ramifications s'étendent aussi bien en Syrie, qu'en Israël ou au-delà.

2.2. Bureaucratisation et contrôle social

Afin de verrouiller son contrôle sur l'ensemble des institutions de l'OLP, Arafat entreprend de doubler les institutions officielles de corps parallèles, tout d'abord dans le domaine militaire et du renseignement, mais pas seulement. Le dédoublement des institutions permet de détourner une part des fonds vers ces institutions parallèles, fidèles à Arafat. Ceci est particulièrement prégnant dans la branche de sécurité militaire et la *Force 17*. Celle-ci a atteint 1500 hommes en 1980 en inscrivant sur les registres de paie de la force des centaines de membres du *Fatah* des camps de réfugiés, dont seulement une minorité travaille de manière réelle. Ce système connu sous le nom de « *tafrigh* » contribue largement à l'inflation bureaucratique rapide. En effet, tous les cadres ont intérêt à gonfler leurs effectifs de base sur les registres de paie afin d'augmenter le poids de leur structure dans le système et de capter ainsi plus de ressources. Même si le salaire de base versé par le *Fatah* (200$) est inférieur à ceux proposés par tous les autres groupes de guérilla et même à la solde de l'armée libanaise, tous les autres bénéfices permettent d'attirer un grand nombre de membres. Entre 1980 et 1982, on estime que pas moins de 10000 personnes sont salariées des agences paramilitaires du *Fatah,* les forces de combat, en incluant les fonctions administratives et de soutien doivent atteindre environ 15 000, auxquels s'ajoutent quelques 25 000 miliciens. Les forces du *Fatah* comprennent 1200 hommes à plein temps : officiers, canonniers, administratifs, communications et soutien.

2.2.1. La « fonctionnarisation » des personnels militaires

Les personnels militaires et des agences de sécurité, comme le reste de la population des camps placée sous le patronage du *Fatah* et de l'OLP, bénéficient des nombreux services offerts par les institutions sociales de l'OLP : hôpitaux, couvertures médicales, avances sur salaires, facilités de crédit, remboursements de frais de voyage, mise à disposition de logements ou de matériaux de construction qui permettront la construction des nombreux logements illégaux qui se sont développés dans la banlieue sud de Beyrouth à partir de 1980. Les officiers et les cadres peuvent passer leurs vacances dans certains établissements hôteliers des partis communistes

de pays de l'Est; pour les personnels des bas échelons, ils peuvent suivre des cours dans des organisations de jeunesse communistes. Par ailleurs, des milliers de places dans des universités arabes ou européennes, de professeurs ou d'étudiants boursiers, sont mis à la disposition des cadres de l'OLP et du *Fatah* ou de leurs protégés. A la fin de leurs études, les jeunes diplômés sont censés servir un certain nombre d'années dans les institutions du *Fatah* ou de l'OLP ; mais là encore, beaucoup obtiennent des exemptions de service de la part d'Arafat lui-même. Les officiers des unités combattantes peuvent être libérés temporairement de leurs obligations pour assister à des cours à l'Université Arabe de Beyrouth. Cet effort de formation des cadres des unités combattantes et de l'appareil militaire de manière plus générale aurait dû avoir un effet positif, en réalité il révèle le déclin de la cohésion au sein de forces ayant crues de manière très rapide, et dont les hommes sont plus attirés par les distractions de la capitale que par le front du Sud, et l'engagement croissant des officiers dans les réseaux politiques et luttes internes à la *République Fakhani*.

A l'aide de ces institutions parallèles, Arafat consolide son pouvoir personnel sur la *République Fakhani*, ordonnant parfois l'arrestation de membres dissidents dans certains quartiers de Beyrouth Ouest. En 1980, Arafat crée un service de Sécurité politique et un poste de président des agences de sécurité, afin de placer sous sa tutelle les différents commandants des appareils de sécurité, tel que l'Appareil de sécurité unifié (Khalaf) ou l'Appareil de sécurité central (Hayil 'Abd al Hamid). Afin d'affaiblir le pouvoir de ces commandants rivaux, il les réunit dans un comité de sécurité dont il prend la direction en tant que « délégué général » (*Mufawwad 'Am*).

Le processus de régularisation des forces armées connaît des limites en dépit du nombre officiel des forces. Les capacités combattantes des officiers et des hommes du rang, pour les raisons expliquées précédemment, sont médiocres. Ceux-ci, plutôt que de s'entraîner aux tactiques de guérilla, sont par ailleurs souvent envoyés à l'étranger pour y suivre des programmes d'entraînement des niveaux de bataillon ou de brigade. Ceci un problème d'adéquation entre les qualifications acquises pour les entraînements et la taille des unités combattantes, car la croissance des unités est souvent nominale. Par ailleurs, les entraînements sur place sont souvent dispensés par des officiers ayant servi toute leur carrière dans des forces régulières alors même qu'ils doivent commander à des forces de guérilla. La structure de commandement et

de planification des opérations du *Fatah*, la direction chargée des entraînements, le renseignement militaire et les *forces Karameh*, sont ainsi contrôlés par d'anciens officiers de l'armée jordanienne. Au sein de la structure militaire du *Fatah*, les postes de commandement sont en majorité occupés par des officiers loyaux de l'ALP, originaires de Gaza. La direction de l'OLP, largement influencée par le *Fatah*, entend conserver un contrôle de tous les instants sur la structure militaire, pour éviter notamment toute escalade au sud Liban. La relation étroite entre le *Fatah* et l'ALP est cimentée administrativement en 1979 par la confirmation du rôle unique de l'Instruction des Affaires sociales de l'OLP comme seul fournisseur des forces armées palestiniennes, et par la subordination de fait des services d'ingénierie et de construction du *Fatah* à ceux de l'OLP. L'élite militaire et sécuritaire est prioritairement, voire exclusivement, choisie parmi les officiers originaires des Territoires et arrivés au Liban après *Septembre noir*. Cette discrimination s'étend à l'ensemble des structures de l'OLP et créée une déconnexion entre la base, représentée par un petit salariat venu des camps de réfugiés du Liban, et les cadres qui étaient arrivés de Jordanie en 1971.

Lorsque le *Fatah* et l'OLP s'étaient déplacés de Jordanie, ils avaient réinstallé au Liban les structures telles quelles, avec leurs employés. Les Palestiniens venus des Territoires avaient peu d'espoir d'y retourner donc toute leur carrière dépendait de leurs capacités à évoluer au sein des institutions de l'OLP au Liban. Pour cette raison, ils avaient d'autant plus de raisons de cultiver l'entre soi et de résister à la promotion de personnels locaux. Par ailleurs, les réfugiés et les résidents étrangers avaient souvent accès à des marchés du travail étrangers et beaucoup d'entre eux partirent travailler dans les pays du Golfe ou en Libye après 1973. L'engagement dans la guérilla devient finalement un choix par défaut pour ceux qui n'ont pas d'autres moyens de subsistance. Tel est le cas des survivants du camp de *Tel Za'atar*, des étudiants ou des veuves, qui sont employés à temps partiel dans des fonctions administratives, en plus de la pension qu'ils perçoivent des Affaires sociales de l'OLP.

Par ailleurs, les agences paramilitaires au sein desquelles les obligations de service sont minimales attirent de nombreux employés des organisations civiles, ceci permettant à ces derniers continuer en parallèle leurs études et d'avoir un autre

travail. Les commandants militaires sont ainsi devenus familiers des hausses et des baisses dans le cycle de recrutement, les fluctuations correspondant aux besoins de main d'œuvre saisonnières pour les travaux des champs en Syrie. Il existe donc un très important taux de renouvellement des personnels dans le petit salariat de ces organisations. On estime ainsi que pas moins de 25 000 personnes ont changé dans les unités combattantes du *Fatah* en 1978 et 1981. En dépit des pertes de guerre, le taux de remplacement est insuffisant pour que les personnels continuent de migrer entre les différentes institutions. Ainsi, il n'existe pas réellement d'homogénéité, ni même de cohésion entre les personnels de ces structures.

2.2.2. Fragmentation sociale et « banalisation » de la révolution

Les clivages qui divisent la société palestinienne au Liban n'épargnent pas les structures militaires et sécuritaires, et viennent s'ajouter à des différences de formations militaires. Si dans le gros des troupes, les expériences combattantes des années 1970 et les entraînements poussés ont fini par lisser ces clivages, des différences persistent dans la structure des commandements, où les officiers sont souvent regroupés en fonction d'une même origine régionale ou d'une même formation militaire. On trouve des clivages Naplouse/Hébron ; Gaza/Cisjordanie ; diplômés d'académie militaire ou sortis des rangs de la guérilla ; ALP/*Fatah*. Le commandement des *Forces Yarmouk* est ainsi dévolu à des officiers originaires d'Hébron, alors que les officiers originaires de Naplouse occupent des postes de commandement dans les unités de guérilla et les unités de miliciens. Les Gaziotes sont peu présents dans les unités de combat du *Fatah* alors qu'ils composent la majorité des *Forces 'Ayn Jalut* (ALP). L'ALP continue de se sentir marginalisée politiquement et en termes de moyens par rapport au *Fatah*.

Comme dans le reste de la société palestinienne au Liban, les clivages qui traversent les personnels militaires et sécuritaires ont des raisons historiques et socio-culturelles. Si les Gaziotes du *Fatah* sont nombreux à occuper des postes dans les organisations civiles, ils sont minoritaires dans les forces armées. Ils y occupent par contre des postes clés aux commandements de la *Force Kastel*, du *Bataillon Beit al Maqdis* ou encore du Service Spécial. Le regroupement d'officiers de même origine

dans les mêmes structures reflète une tendance naturelle à nommer des connaissances avec lesquels existe une communauté de valeurs et de visions politiques, forgées dans les mêmes contextes sociaux (villes natales, écoles, cours d'entraînement). Un des exemples les plus frappants est celui des officiers gaziotes de l'appareil de sécurité unifié dirigé par Khalaf et les anciens officiers de l'armée jordanienne et les cadres venus de Naplouse regroupés autour de Sayil, qui dirigeait le centre d'opérations et le comité de ravitaillement du Secteur occidental (formé en 1980). Ces concentrations reflètent l'importance accordée à la loyauté et aux relations personnelles, qui encourage en contrepartie la fragmentation institutionnelle et partant, le développement de cliques et de népotisme, et donc affaiblit la cohésion d'ensemble du système.

Le véritable patriotisme des premières années n'est plus là et a laissé place à une « fonctionnarisation » de la guérilla. Une sorte de désillusion s'est installée avec l'absence de réalisation concrète dans les Territoires ou de construction d'un Etat souverain, même en exil. Une indifférence résignée s'est emparée du petit salariat de l'OLP et des sympathisants de base alors que le cynisme règne dans les classes supérieures. Par ailleurs, le développement de la bureaucratie a banalisé, voire galvaudé, le statut de la résistance. La figure héroïque du combattant palestinien a été remplacée par celui du cadre supérieur de l'OLP, dont le train de vie reflète un modèle de réussite sociale. Au sein du *Fatah*, ces tendances sont bien plus affirmées que dans n'importe quelle autre faction palestinienne du fait de la concentration des moyens humains et financiers qui caractérisent le *Fatah* mais aussi du fait de ses liens particulièrement étroits mais étendus avec l'ensemble des institutions de l'OLP. Toutefois, la tendance à la bureaucratisation et à la « fonctionnarisation » de la résistance, qui limitent l'approfondissement de la régularisation des forces du *Fatah*, sont présentes dans les autres factions, bien que dans des proportions moindres.

2.3. Les limites de la régularisation des forces de la guérilla palestinienne

Même si les plus petits groupes de guérilla[258] continuent de mettre en avant la guérilla comme seul moyen de lancer une guerre populaire totale, ils n'en adoptent pas moins les dénominations et les standards des forces régulières et cherchent à acquérir des compétences militaires sophistiquées. Comme le *Fatah*, ils l'accent sur la dimension quantitative de leur Transformation : entraînement, acquisition d'armements et augmentation des effectifs. Le FDLP dispose désormais de 13 bataillons : 8 d'infanterie, 2 de canonniers, 1 de roquettes, 1 défense aérienne et 1 de sécurité, qui sont regroupés en quatre commandements de brigades (Galilée, Centre, Est, Ouest). En 1980-81, le FPLP dispose de 10 bataillons et le FPLP-CG de 6. L'ensemble de ces forces a subi une régularisation et n'est ainsi plus en mesure de lancer une guerre de guérilla. Chaque bataillon est composé de 60 à 150 hommes. Toutes les factions mettent en place des services de soutien spécialisés et des départements militaires pour gérer le nombre croissant des unités de guérilla régularisées. En 1978, le FPLP et le FPLP-CG mettent chacun de leur côté en place une académie militaire pour former leurs combattants.

En ce qui concerne les armements, le *Fatah* acquiert des capacités blindées : 30 T-34 du Yémen en mai 1979, et les équipages sont entraînés en Syrie dans un premier temps, puis au Pakistan en 1979 et en Hongrie. Mais pour des combattants habitués à la guérilla, le passage vers l'arme blindée ne va pas de soi et constitue une véritable révolution culturelle. L'idée est de faire des tanks une force de feu mobile pour protéger les côtes des infiltrations par mer de commandos israéliens. Le *Fatah* déploie également des pièces d'artillerie le long des côtes et 4 radars acquis entre 1978 et 1979 afin de prévenir les attaques navales israéliennes. Ce déploiement de force a surtout une fonction dissuasive vis-à-vis des forces maronites et de l'armée libanaise. Au début 1980, le *Fatah* acquiert 60 nouveaux tanks *T-34* en Hongrie, et 60 de plus en 1981, ainsi qu'une douzaine de véhicules de reconnaissance *BRDM-2* et des véhicules de transport blindés *BTR-60* avec l'aide de la Libye et de l'Algérie.

[258] Sur la transformation militaire des autres factions palestiniennes, voir Yezid Sayegh, op. cité, pp. 484-492

La politique d'acquisition du *Fatah,* largement dominée par Wazir, se veut pragmatique, cherchant en permanence à développer les capacités combattantes dans tous les domaines et en fonction des opportunités. L'entraînement et l'organisation des unités combattantes sont ainsi adaptés au fur et à mesures des acquisitions et des retours d'expérience. A partir de 1978, le *Fatah* commence à mettre sur pied une force aérienne, la *Force 14*, constituée de 32 pilotes et de 60 mécaniciens, formés dans les différents pays du bloc soviétique. 150 autres personnels sont formés au cours des deux années suivantes.

Afin de former ses personnels, le *Fatah*, de même que plus généralement l'OLP, est obligé de développer d'étroites relations avec les responsables militaires et politiques de certains Etats arabes, de pays du bloc soviétique ainsi que des Non Alignés, tels que la Chine, Cuba, la Yougoslavie, la Corée du Nord, le Vietnam ou encore l'Inde et le Pakistan. Environ 5000 personnes sont formées à l'étranger entre 1978 et 1982. Les personnels formés permettent au *Fatah* de disposer d'un vaste spectre de compétences militaires et techniques, allant du combat antitank, au combat blindé, en passant par des formations d'artillerie, d'ingénierie, de défense antiaérienne ou encore des formations dédiées aux forces navales ou aériennes. Le *Fatah* ouvre par ailleurs une académie militaire à partir de 1978 dans le camp de *Chatila*. Fort de toutes ces compétences, le *Fatah* a la conviction à la fin des années 1970 qu'il est désormais en mesure de prendre en charge la formation d'une armée populaire de libération.

Mais au-delà des relations purement militaires, ces nombreuses coopérations avec les pays de l'Est et du Tiers monde permettent à l'OLP de renforcer son statut international comme représentant « quasi-étatique » du peuple palestinien. L'acquisition d'armes et l'assistance à de nombreux entraînement, sans parler de la présence fréquente de représentants palestiniens dans les ambassades et les académies militaires permettent d'accroitre la visibilité des institutions palestiniennes. Par ailleurs, la consolidation de l'expertise des personnels de l'OLP et l'accumulation d'armes et de fonds permettent à l'OLP en retour d'assister certains pays du Tiers Monde, qui soutiennent en contrepartie ses positions dans les grandes enceintes multilatérales auxquels ils participent (Non Alignés, Nations Unies, Organisation de l'Unité Africaine, etc.). Le *Fatah* et dans une moindre mesure, le FPLP et le FDLP

fournissent par ailleurs une précieuse assistance à différents mouvements révolutionnaires. Ces coopérations sont directement supervisées par Wazir par le truchement du « Bureau des mouvements de libération ». Le *Fatah* assiste ainsi les groupes d'opposition au Shah d'Iran, aussi bien islamistes que marxistes, le *Montoneros* argentins, le FMLN au Salvador, les Tigres marxistes Sri Lankais, les Musulmans thaï du Sud (*Fatanis*), le Congrès National Africain.

Ces soutiens peuvent parfois entrer en contradiction avec les relations diplomatiques qu'entretient l'OLP avec certains pays et servent alors de moyens de pression contre ces Etats qui ont tendance à appuyer les positions israéliennes. Le *Fatah* prête ainsi main-forte aux forces ougandaises lors de l'invasion tanzanienne de mars 1979 ou encore à la rébellion sandiniste contre les *Contras* au Nicaragua à qui il fournit des armes et des pilotes (*Force 14*). La *Force 14* joue ainsi un rôle particulier dans le dispositif diplomatique ou d'alliances de l'OLP, permet à cette dernière de fournir à ses alliés du Tiers Monde des pilotes et des équipages, sans lesquels ces derniers attendraient des années afin de bâtir leurs propres forces aériennes. Cette capacité à fournir des personnels « aériens » aux pays du Tiers monde est une source de prestige mais aussi de crédibilité pour l'OLP à un moment où elle cherche à affirmer son image « étatique » au sein de la communauté internationale et à apparaître ainsi dans l'éventualité de négociations comme un partenaire crédible et de même niveau. La volonté de se doter des apparences d'un Etat se montre jusque dans les plus petits détails, comme les uniformes des forces armées palestiniennes ou encore la garde quasi-présidentielle d'Arafat à ses bureaux de *Fakhani*. De manière plus stratégique, ces atouts militaires qui consolident le caractère proto-étatique de l'OLP doivent permettre en attendant la tenue de négociations de défendre sa base territoriale au Liban. A la faveur des négociations, l'Etat en exil pourra se transformer en Etat souverain régnant sur la Cisjordanie et la bande de Gaza.

****

Les années 1970 reflétèrent ainsi l'évolution du mouvement de libération national d'une phase d'ascension révolutionnaire du mouvement de libération national (1967-1970) à une phase postrévolutionnaire de construction d'un Etat néo-

patrimonial. Pour ces raisons, le proto-Etat qu'incarnait la *République Fakhani* ne peut réussir à réaliser les aspirations du mouvement de libération national. L'opération *Paix en Galilée* va précipiter son effondrement.

VI. L'opération Paix en Galilée et l'effondrement de la République Fakhani

L'opération *Paix en Galilée* est à la fois le produit de l'impact des changements régionaux sur le conflit libanais et des évolutions de la scène politique israélienne au tournant des années 1970-80. La modification des équilibres internationaux qu'entraîne l'intervention soviétique en Afghanistan permet à la Syrie de rompre son isolement régional. En octobre 1980, elle signe un traité d'amitié avec l'URSS, qui se traduit par la livraison d'armements sophistiqués, notamment des missiles antiaériens qui seront installés quelques mois plus tard dans la *Bekaa*. La Syrie, forte de sa nouvelle position régionale, réunit autour d'elle un front du refus, constitué des pays arabes refusant la « capitulation » de Camp David. Ce contexte permet un rapprochement de l'OLP et de la Syrie qui s'ingèrent de plus en plus dans les affaires libanaises et menacent les positions du camp maronite. Face à cette double menace et pressé par la dégradation de la situation dans les Territoires occupés, le gouvernement israélien se lance dans une opération militaire de grande ampleur qui doit permettre d'éliminer une fois pour toute l'OLP et ses factions armées.

1. Ariel Sharon et les « alliés libanais »

Avec l'arrivée de Sharon au Ministère de la Défense en 1981, l'institution militaire est confortée dans son sentiment d'avoir atteint une puissance sans précédent. La victoire que représentent les *accords de Camp David* – Sadate n'était-il pas venu lui-même proposer la paix à Jérusalem ? – peut être réitérée au Liban, d'autant plus facilement que les Israéliens y disposent déjà d'alliés[259] qu'il suffit d'appuyer pour qu'ils s'emparent du pouvoir. Sharon est, en effet, convaincu qu'il suffit de faire du Liban un Etat chrétien homogène pour provoquer la recomposition, par contrecoup, du Moyen-Orient en entités communautaires homogènes. Dans cette perspective, un Etat israélien, juif, aurait toute sa place, *a contrario*, du projet « chimérique » d'Etat unitaire palestinien défendu par l'OLP dans ces années. Or, le développement des affrontements à partir de l'été 1978 entre les forces chrétiennes et

l'armée syrienne va obliger les Israéliens à intervenir de manière croissante au Liban pour appuyer leurs alliés. Damas cherche à saper l'alliance entre Israël et les miliciens chrétiens, ce qui l'amène à se réconcilier avec l'OLP. Les forces syriennes prennent prétexte de la signature des *accords de Camp David* pour s'attaquer de manière directe au secteur tenu par les milices chrétiennes. Pendant près d'un mois, du 23 septembre au 24 octobre 1978, l'artillerie syrienne bombarde sans répit Beyrouth-Est. La Syrie et l'OLP, qui partagent une commune opposition à la « trahison » égyptienne, se rapprochent. L'OLP tient son XIVe CNP à Damas en janvier 1979 et lorsque les forces syriennes se replient dans la *Bekaa* au cours de l'année, elles remettent leurs positions autour de Beyrouth aux forces de l'OLP.

Au même moment, Bachir Gemayel achève l'unification politique et militaire du camp chrétien par la force[260]. Ses positions assurées dans Beyrouth-Est et dans le réduit chrétien du nord, il ne lui reste plus qu'à reconquérir Zahleh. Or, du fait de la proximité de la ville avec la frontière syrienne, cette perspective constitue une menace directe pour la Syrie, d'autant plus que la présence des forces chrétiennes à Zahleh risque de couper les lignes logistiques des forces syriennes déployées dans la Bekaa[261]. Après plusieurs mois de tensions, les affrontements entre les forces syriennes et les forces chrétiennes débutent en mars 1981. A partir du 1er avril, les forces syriennes assiègent les forces chrétiennes dans *Zahleh* et les combats reprennent autour de Beyrouth. A la fin du mois d'avril, les Syriens réussissent à

---

[259] Sur l'histoire des contacts entre la droite maronite libanaise et Israël, voir Alain Ménargues, *Les Secrets de la guerre du Liban*, Tome I, Librairie Internationale, Beyrouth, 2012, pp. 71-86

[260] A partir de 1976, il unifie progressivement l'ensemble des milices sous la tutelle des *Kataeb*. Celles-ci installent des camps d'entraînement et des casernes partout dans la montagne au nord du Liban ; fief des Franjieh. La présence des *Kataeb* dans la zone suscite des tensions croissantes avec les *Marada* ; des vendettas et des enlèvements s'en suivent. Après l'assassinat d'un membre local des *Kataeb* par les *Marada*, Bachir Gemayel ordonne à Samir Geagea qui commande les forces des *Kataeb* dans la zone de mettre à sac le palais d'été des Franjieh. L'opération se termine par un massacre au cours duquel sont tués Tony Franjieh et sa famille (Ehden). La bataille d'Achrafieh au cours de l'été 1978 qui opposa les milices chrétiennes aux forces syriennes acheva de conforter sa prééminence sur les autres leaders chrétiens. Les relations se dégradèrent avec les *Numur al Ahrar* à partir de l'été 1980, en particulier à propos du partage des armes israéliennes entre les deux milices. Les *Kataeb* détruisent la base des *Ahrar*. Camille Chamoun et Pierre Gemayel s'accordèrent sur une « unification » du fusil chrétien au sein des FL. Dany Chamoun s'exila. Voir Alain Ménargues, *Les Secrets de la guerre du Liban*, Tomes I, Librairie Internationale, Beyrouth, 2012, pp. 46-57

[261] *Zahleh* était le point faible du dispositif de défense syrien dans la *Bekaa*, qui constitue une voie naturelle assez large pour contourner le Golan avec de larges forces blindées. Le chef d'Etat-major syrien, Hikmat Chehabi avait déployé un ensemble de lignes défensives (85e brigade motorisée, 78e brigade blindée) barrant le sud de la *Bekaa* de *Jezzine* jusqu'aux contreforts du Mont Hermon. Les trois brigades palestiniennes (*Yarmouk*, *Kastel* et *'Ayn Jalout*) s'étaient déployées entre les rivières *Litani* et *Zahrani* et avaient été équipées de nombreux matériels lourds par les Syriens (47 chars *T54*, lance-roquettes, véhicules blindés et artillerie). Comme le rappelle Alain Ménargues : «*située derrière ce dispositif, [Zahleh] pouvait servir de tête de pont de la poche chrétienne, elle-même éventuel réceptacle des forces israéliennes. […] En passant par Zahlé, les Israéliens prenaient les défenses syriennes à revers et coupaient la vallée de la Bekaa en deux. [Zahleh était situé] à 6km du*

s'emparer des crêtes qui surplombent la *Bekaa* et le réduit chrétien du nord. De là, ils peuvent sans difficulté bombarder les forces chrétiennes. Face à la menace d'écrasement de ses alliés, Israël fait intervenir son aviation dans la *Bekaa*[262], où elle abat deux hélicoptères syriens. Les « lignes rouges » fixées quelques années auparavant sont franchies. En représailles, la Syrie déploie un dense dispositif de batteries antiaériennes dans la *Bekaa*, privant l'aviation israélienne de sa supériorité sur l'espace aérien libanais. Devant le risque de l'ouverture d'un conflit direct entre les forces syriennes et israéliennes, le médiateur américain Philip Habib tente de raisonner la partie israélienne.

Dans cette période électorale, Begin entend montrer sa détermination vis-à-vis du camp arabe, d'autant plus qu'il a besoin de la droite du *Likoud* pour l'emporter. L'aviation israélienne multiplie ainsi les raids contre le Sud Liban et les positions de l'OLP à Beyrouth-Ouest alors que les miliciens de l'ASL bombardent les positions de la guérilla palestinienne au Sud. En représailles, des salves de roquettes d'une rare intensité touchent la Galilée, forçant une partie de la population à s'enfuir. Devant les risques d'une montée aux extrêmes, Philip Habib (médiateur américain) négocie un cessez-le-feu entre le gouvernement libanais, représentant officieusement l'OLP, et Israël, qui pour la première fois, est forcé de reconnaître de manière implicite l'existence de l'OLP. Mais l'accord donne en réalité lieu à un *quiproquo* sur la portée et le sens du cessez-le-feu : les Israéliens exigent l'arrêt de toute activité hostile contre Israël partout dans le monde alors que les Palestiniens restreignent le périmètre de l'accord au Liban. Le plan de paix saoudien pour le Proche-Orient[263] (*plan Fahd*) formulé au début du mois d'août 1981 ne fait que renforcer le malentendu et divise profondément le camp arabe. Le premier ministre Begin profite de cette confusion et de la crise polonaise pour annexer le Golan fin 1981[264]. Les « Faucons » du nouveau gouvernement Begin (Yitzhak Shamir, le Ministre des Affaires étrangères et Ariel Sharon, le Ministre de la Défense) se sentent en position de force pour imposer leurs vues à un Premier ministre israélien manquant totalement d'expérience militaire.

---

grand quartier général syrien au Liban et du poste de commandement de la 5e division installés à Chtaura ; à 14km de la frontière syrienne et à 50km de Damas », voir Alain Ménargues, op. cité, p.107 ;

[262] Pour la première fois, Israël intervient sur un territoire étranger alors qu'aucune menace ne pèse directement sur Israël ou sur des vies juives, voir Alain Ménargues, op. cité, pp.126-145

[263] Voir les dispositions du plan citées par Henry Laurens, *Paix et Guerre au Moyen-Orient*, pp.362-364

Begin n'a en effet jamais servi dans l'armée. Or, le nouvel outil militaire israélien lui offre l'occasion de conduire une prestigieuse campagne qui promet de mettre fin de manière rapide et décisive à la menace palestinienne.

Par ailleurs, l'institution militaire a hâte de conduire une campagne qui tournerait définitivement la page des ratés de la guerre du *Kippour*. La priorité donnée au quantitatif sur le qualitatif au cours des années 1970, combinée à l'acquisition de nouveaux systèmes d'armes sophistiqués, avait créé un prisme déformant dans l'analyse des contraintes et des opportunités stratégiques par le commandement militaire israélien. Les errements du passé étaient dus, selon Sharon, au laxisme, voire à la faiblesse, des gouvernements israéliens successifs vis-à-vis du camp arabe. A partir de 1981, Sharon et le chef d'Etat-major Eytan s'emploient à exploiter tout incident qui peut servir de prétexte à l'ouverture d'un conflit au Liban. L'attaque contre l'ambassadeur israélien à Londres le 3 juin 1982, dont la responsabilité revient probablement au groupe *Abu Nidal* (et non à l'OLP), fournit le prétexte tant attendu. Sharon ordonne le bombardement aérien des bases palestiniennes près de Beyrouth pour provoquer une escalade. Les représailles ne se font pas attendre. Les factions palestiniennes tirent plusieurs salves de roquettes sur la Galilée. Les chars israéliens pénètrent en territoire libanais le 6 juin 1982.

L'objectif officiel de la campagne est de dépasser les points d'appui de l'OLP pour les faire reculer sur une ligne située à 40km au nord de la frontière afin d'éloigner la menace des roquettes (ce qui était déjà bien au-delà de la portée des *Katiouchas*). Officieusement, l'opération doit permettre la jonction avec les forces Phalangistes pour briser l'OLP (décapiter ses structures militaires au Liban). Par ailleurs, sachant que les positions avancées syriennes sont situées à environ 20 km de la frontière, les forces israéliennes vont forcément se trouver, à un moment ou à un autre, face aux forces syriennes. Les objectifs officieux de l'opération *Paix en Galilée* semblent donc beaucoup plus vastes que ceux annoncés officiellement. *Paix en Galilée*, première guerre « choisie », et non plus imposée par les adversaires arabes, doit permettre, en une sorte de « coup de poker », de venir à bout aussi bien de la

[264] Une loi d'annexion unilatérale est votée le 14 décembre 1981 par la *Knesset*.

menace palestinienne que de la menace syrienne. Plutôt que d'attendre une hypothétique guerre avec la Syrie, le commandement israélien a l'occasion d'engager de manière « tacite » une campagne contre les forces syriennes à ses conditions. Enfin, en détruisant la menace palestinienne au Liban, *Tsahal* assure du même coup l'avenir des faits accomplis créés par les colonies dans les Territoires occupés.

2. Bilan de la campagne militaire israélienne

Les performances des FDI[265] pendant cette guerre varient en fonction des adversaires. Pendant les trois premiers jours de l'opération, les forces israéliennes progressent rapidement et sans réelles difficultés selon trois axes comme le rappelle Henry Laurens :

> *« 1) le long de la côte avec le soutien de la flotte israélienne qui procède par petits débarquements ; 2) le secteur central afin de nettoyer la région des poches de résistance et de faire la jonction avec le littoral ; 3) le secteur oriental face à la Bekaa et aux troupes syriennes. »*[266].

Les forces israéliennes n'ont aucun mal à progresser au Sud Liban et dans le Chouf (axe central), où les combattants et les populations chiites et druzes ne leur opposent aucune résistance. Au Sud Liban, la FINUL ne s'oppose pas non plus au passage des troupes israéliennes.

Face aux troupes syriennes, l'aviation et les missiles israéliens obtiennent de bons résultats, notamment contre les batteries de missiles de la *Bekaa* ou les avions de combat syriens. Les forces terrestres se révèlent également performantes grâce à leurs nouveaux *Merkava* équipés d'obus-flèches, même si elles subissent un échec majeur à *Sultan Yakoub*. Les forces blindées et l'infanterie de choc israéliennes réussissent ainsi à détruire un certain nombre de chars *T72*, à repousser l'armée de Terre syrienne dans la profondeur de la *Bekaa* et à s'emparer d'un grand nombre d'équipements. Un

[265] Sur les opérations et l'évaluation de la campagne, voir Martin Van Creveld, op. cité, pp. 423-435 et Pierre Razoux, op. cité, pp. 385-402 ; sur la situation des forces israéliennes avant l'entrée en guerre, voir également Pierre Razoux, op. cité, pp. 380-384 ; voir la carte en annexe 20 de l'offensive israélienne.

cessez-le-feu met fin aux très durs combats entre les blindés israéliens et syriens sur la route Damas-Beyrouth le 11 juin.

Les forces israéliennes ont cependant beaucoup plus de difficultés pour traiter la menace des groupes armés palestiniens et de leurs alliés libanais. En effet, l'efficacité des systèmes d'armes est souvent limitée par les contraintes topographiques et l'environnement urbain. Par ailleurs, les populations civiles constituent une autre contrainte de taille. L'opération *Paix en Galilée* ne fait que réaffirmer l'évolution vers la guerre irrégulière qu'avait induite l'opération *Litani*. Les blindés israéliens démontrent leur inadaptation face aux irréguliers de l'OLP. La doctrine opérationnelle de la FDI se trouve en partie invalidée par la nature irrégulière des adversaires palestiniens. Il est en effet difficile pour les blindés d'amortir puis de casser les guérillas palestiniennes, de même que de leur porter un coup décisif sachant que celles-ci font tout pour éviter le choc frontal. Ainsi, même si les brigades de l'OLP sont rapidement dispersées, elles ne sont pas pour autant « balayées » ou affaiblies de manière grave. Tant qu'elles sont groupées et rassemblées, elles peuvent être facilement ciblées par l'artillerie et les blindés ; mais dès qu'elles se dispersent, et *a fortiori* dans un environnement comme le théâtre d'opérations libanais, il devient presque impossible de faire usage de la puissance de feu des blindés et de l'artillerie. Dispersées, et bien que privées de leurs équipements lourds, leurs capacités de harcèlement et donc d'attrition augmentent.

Par ailleurs, la doctrine opérationnelle israélienne appuyée sur l'idée d'une course contre la montre en attendant un cessez-le-feu imposé par l'ONU est invalidée par le non-respect par les parties de ces trêves. L'indiscipline des factions palestiniennes et leur autonomie rendent en outre difficile la conclusion d'un accord solide. Sharon, lui-même, va profiter des violations de cessez-le-feu pour continuer à grignoter du terrain et se rapprocher de Beyrouth. Ainsi, les 13 et 14 juin, les forces israéliennes font la jonction avec les Forces libanaises aux environs de Beyrouth. Après avoir expulsé les forces syriennes des abords de la capitale[267], les forces

[266] Voir Henry Laurens, op. cité, p. 367

[267] En dépit du cessez-le-feu signé le 11 juin entre les forces israéliennes et syriennes, une nouvelle bataille les oppose entre le 22 et le 25 juin sur les hauteurs de Beyrouth (*Hadath*).

israéliennes assiègent Beyrouth. Dès lors, les forces israéliennes se retrouveront prises au piège des rivalités intra-palestiniennes aussi bien qu'interlibanaises et s'enliseront dans une guerre d'usure, dans laquelle des forces armées régulières sont forcément désavantagées, voire condamnées à l'échec.

2.1. Le piège de Beyrouth-Ouest

Aux portes de Beyrouth, se pose alors la question de savoir s'il faut risquer d'entrer dans la capitale libanaise, d'autant plus que les Forces libanaises ne veulent pas s'afficher aux côtés des Israéliens dans Beyrouth. Les Israéliens ont encore le souvenir des pertes et des âpres combats de la prise de Suez pendant la guerre de 1973. Craignant d'importantes pertes, le commandant militaire (certainement poussé par les politiques) fait le choix de pilonner Beyrouth à l'artillerie et par d'incessants bombardements aériens afin de préparer le terrain. L'objectif officiel est de viser les centres des « terroristes »[268], mais c'est bien souvent les populations civiles qui en font les frais. La majorité des infrastructures militaires mais aussi civiles de l'OLP sont détruites. Une grande partie des camps sera rasée. Plusieurs milliers d'habitants des camps sont regroupés dans des centres de détention, d'autant plus facilement qu'en l'absence d'une représentation politique reconnue par leurs adversaires, ils ne sont pas considérés comme des prisonniers de guerre. L'ensemble de ces mesures mises en œuvre par les forces israéliennes et les Forces libanaises visent avant tout à favoriser le départ des Palestiniens du Liban.

Le siège de Beyrouth conduit ainsi à l'évacuation des combattants de l'OLP hors de Beyrouth (grâce à une médiation franco-américaine) par l'intermédiaire d'une force multinationale[269]. 14 500 hommes et leurs familles quittent Beyrouth pour Tripoli, alors que 3500 soldats syriens se replient dans la *Bekaa*. En contrepartie, les Israéliens s'engagent à ne pas entrer dans Beyrouth-Ouest. Or, l'assassinat de Bachir Gemayel, le 14 septembre 1982, change la donne. Au prétexte d'empêcher des

[268] Le 27 juin 1982, suite à la réunion du cabinet israélien discutant de l'opportunité d'intervenir dans Beyrouth-Ouest (intervention prévue dans le cadre de l'opération « *Spark* »), le porte-parole de l'armée déclara à la presse : « *Le gouvernement propose que l'armée régulière libanaise pénètre dans Beyrouth-Ouest. Les 15 organisations terroristes qui y sont présentes lui remettront leurs armes, après quoi tous les membres de ces organisations quitteront le Liban […] sous l'égide de la Croix-Rouge*», voir Alain Ménarges, op. cité, p.317

[269] Cette force multinationale était constituée de 2000 soldats, américains, français et italiens.

massacres interconfessionnels[270] dans Beyrouth-Ouest, les forces israéliennes y entrent le 15 septembre afin de « nettoyer » définitivement Beyrouth de toute présence palestinienne selon les mots du général Eytan :

> *«Nous allons nettoyer Beyrouth-Ouest, ramasser toutes les armes, arrêter les terroristes, exactement comme nous l'avons fait à Saïda et à Tyr et partout ailleurs au Liban. Nous retrouverons tous les terroristes et leurs chefs. Ce qu'il faut détruire, nous le détruirons. Nous arrêterons ceux qu'il faut arrêter. Nous quitterons Beyrouth lorsqu'un accord sera conclu et que nos objectifs auront été atteints dans tout le Liban. Lorsque nous nous retirerons de tous les territoires libanais où notre armée est aujourd'hui installée, alors nous nous retirerons aussi de Beyrouth. Mais tant que n'auront pas été expulsées du Liban toutes les forces étrangères, nous ne bougerons pas d'un pouce, y compris à Beyrouth. »*[271]

Les forces israéliennes pénètrent dans la zone sans y rencontrer de véritable opposition, suivies par les Forces libanaises. Ces dernières, commandées par Elie Hobeika, s'occupent de « nettoyer » les camps de *Sabra* et de *Chatila* du 16 au 18 septembre[272]. A la suite de ces massacres, au cours desquelles les Forces Libanaises tuent entre 1500 et 2570[273] civils palestiniens ou de chiites libanais, Ronald Reagan exige d'Israël le retrait immédiat de ses troupes de Beyrouth-Ouest. La communauté internationale est scandalisée par les premières images qui parviennent des camps le

---

[270] Alain Ménargues rappelle ainsi que le matin du 15 septembre 1982, « *A Tel-Aviv, un porte-parole militaire confirma officiellement l'opération « Cerveau de fer » en précisant qu'Israël « prenait des mesures militaires pour prévenir une effusion de sang entre les communautés libanaises à la suite de l'assassinat de Bachir Gémayel*. » », voir *Les Secrets de la guerre du Liban*, T.I, Librairie Internationale, Beyrouth, 2012, p.463 ; sur le déroulement de l'opération « Cerveau de fer », idem, pp. 459-494 et Pierre Razoux, op. cité, pp. 406-412

[271] Les propos du général Eytan sont rapportés par Amnon Kapeliouk dans son ouvrage Sabra et Chatila, enquête sur un massacre, Paris, 1982, p.21 et cités par *Henry Laurens, Paix et Guerre au Moyen-Orient*, p.372

[272] Le 15 septembre, Alain Ménargues rappelle que des hommes de la *Sayaret Met'kal* entrèrent tout d'abord dans les deux camps à la recherche d'activistes palestiniens identifiés de longue date qu'ils exécutèrent : « Dans le milieu de la matinée du mercredi 15 septembre 1982, alors que *Sabra* et *Chatila* n'étaient pas encore totalement coupés du reste de la ville, « *des forces israéliennes pénétrèrent dans les camps palestiniens », malgré les assurances données par Ariel Sharon à Begin et à son gouvernement. Après que les Merkava en position au sud de Chatila eurent tiré au canon sur les camps « pour faire baisser les têtes », plusieurs groupes d'une dizaine d'hommes chacun, en tenue de combat, ne portant aucun signe distinctif apparent, et appartenant à l'unité d'élite dite de « reconnaissance » Sayeret Mat'Kal, commencèrent à se glisser discrètement dans le labyrinthe des ruelles désertes. […] Ces soldats, dont plusieurs étaient blonds et avaient les yeux bleus, exécutèrent ainsi 63 intellectuels palestiniens, hommes et femmes, de toute évidence fichés.* », voir son ouvrage *Les Secrets de la guerre du Liban*, T.I, Librairie Internationale, pp.469-470. C'est qu'à cette époque, les services de renseignement israélien considéraient le mouvement national palestinien comme « leurs plus dangereux ennemis » selon l'expression d'un responsable sécuritaire occidental interviewé par Alain Ménargues : « *Au nom de quoi ces services [les services israéliens] ne seraient-ils pas entrés dans le « cœur du terrorisme » qu'étaient les camps de Sabra et Chatila, pour éradiquer* le « mal » avec les renseignements précis qu'ils avaient recueillis depuis le 6 juin ? », op. cité, pp.470-471

18 septembre. En Israël même, de très importantes manifestations ont lieu et l'opinion publique exige des comptes du gouvernement. La commission d'enquête *Kahane* sera formée en mars 1983 pour évaluer la part de responsabilités israéliennes dans les événements de *Sabra* et *Chatila.*

Une nouvelle force multinationale dite « de sécurité à Beyrouth » (FMSB)[274] arrive au Liban le 20 septembre pour assurer le retrait des forces israéliennes de Beyrouth, effectif le 26 septembre, et aider le gouvernement libanais à restaurer son autorité. C'est dans ce contexte très tendu, mais où règne pour la première fois depuis longtemps une sorte d'union nationale, qu'est élu Amine Gemayel, le 21 septembre, président de la République. Manquant de légitimité auprès des Forces libanaises, il va tenter de s'imposer dans le jeu libanais à travers l'armée libanaise, dont il accélère la reconstruction. Il tente par ailleurs de consolider sa position politique grâce à la présence de la FMSB et à l'appui politique des Américains. En effet, Amine Gemayel cherche à desserrer l'alliance avec les Israéliens et trouver de nouveaux soutiens au sein du monde arabe.

> Comme le fait remarquer Henry Laurens *« Plus encore que l'Egypte, le Liban dépend de son environnement arabe. Son économie, fondée surtout sur les services, est liée directement à l'ensemble des économies arabes, aussi bien en raison de ses cadres et de ses hommes d'affaires expatriés dans les pas pétroliers que par la place prépondérante que les Libanais occupent dans les échanges entre les pays arabes et les pays industrialisés. La politique israélienne, tendant à isoler le Liban du monde arabe, conduirait à un véritable suicide économique. »*[275]

---

[273] Le CICR estime le nombre de victimes à 1500 alors que la commission indépendante conduite par le juge Germanos évalue à plus de 2500 les victimes.

[274] La Force multinationale de sécurité à Beyrouth était composée de contingents américain, français, italien et britannique. Les troupes américaines assuraient la sécurité de l'aéroport ; les Italiens sont déployés à *Mezra'a* aux environs de l'Hippodrome ; les Italiens sont déployés près de la manufacture de tabac et les Français assurent la sécurité dans le Grand Beyrouth. La force sera dissoute en mars 1984, après les attentats contre les forces françaises et américaines. Elle est remplacée par la FINUL.

[275] Henry Laurens, *Paix et Guerre au Moyen-Orient*, p.373. Il faut souligner en ce qui concerne l'économie libanaise, qu'en dépit de la guerre civile, le système bancaire continue de fonctionner et la Banque centrale verse le traitement des fonctionnaires. Une véritable économie, en grande partie « milicienne » continue de fonctionner au Liban en dépit des affrontements. Les différentes milices, pour financer leurs armements et la solde de leurs combattants, lèvent des impôts, en même qu'elles assurent une prise en charge des besoins des populations vivant dans les secteurs sous leur contrôle. Le contrôle des ports et notamment les bassins de celui de Beyrouth est l'enjeu d'âpres affrontements entre les milices. L'eau et l'électricité restent toutefois sous la tutelle de l'Etat. Henry Laurens constate ainsi que « *Le miracle libanais repose sur cette*

Au mois d'août 1982, du fait du siège, le manque de nourriture, d'eau, d'électricité, pousse les milices à se déplacer vers le centre du pays. Alors même qu'au départ ces régions en majorité chrétiennes et druzes avaient bien accueilli la présence des troupes israéliennes, désormais les jeux d'alliances propres à la guerre civile vont se retourner contre les Israéliens. Les Forces libanaises ont commencé à tenter d'étendre leur contrôle sur les villages druzes du centre. Or, la présence de Druzes dans l'armée israélienne complique la situation car ceux-ci menacent de déserter. Les forces israéliennes sont prises en otage par les logiques confessionnelles libanaises et se trouvent contraintes de soutenir alternativement et en fonction des endroits, Druzes et Maronites. Par ailleurs, dans le camp chrétien, la succession à Bachir Gemayel suscite des tensions croissantes au sein des Forces libanaises. Mais, c'est désormais le Sud Liban qui va devenir le principal théâtre d'opérations de la résistance à Israël. Les combats y ont également repris entre les miliciens chrétiens et les forces d'*Amal* et du Mouvement national libanais[276].

C'est dans ce contexte que va émerger la Résistance islamique à partir de 1982 dans la *Bekaa* nord, à partir d'un groupe de partisans chiites regroupés autour de deux clercs, Sobhi al Tufayli et Abbas al Moussawi. Ces derniers sont issus de la mouvance des déshérités qui depuis quelques années mobilisent la communauté chiite aussi bien autour d'une thématique de justice sociale que de la lutte contre Israël. Tufayli, qui entretient des liens avec l'Iran[277], sera à l'origine de l'aide logistique des *Pasdarans* et de la mise en place des camps d'entraînement dans la *Bekaa* nord, alors qu'Abbas al Moussawi, prêcheur, va recruter quant à lui les jeunes qui viendront former les rangs de la Résistance islamique. Ils vont être rejoints par Hussein al Moussawi, à l'origine de la branche dissidente d'Amal, *Amal al Islamiyya*. Le point

---

volonté de maintenir une vie quotidienne normale en dépit de tous les dangers et d'assurer par-là la continuité du territoire national », op. cité, p.357

[276] Après avoir été accueillis en « libérateurs » par la population du Sud, les militaires israéliens déployés au Sud Liban, où *Amal* est toujours présent, étendent la zone sous le contrôle de l'ASL de la rivière *Awali* jusqu'au nord de *Sidon*. L'ASL recrute des centaines de combattants chiites et impose de nouvelles taxes à la population. Les troupes israéliennes mettent sur pied une milice chiite indépendante de l'ASL, *al Haras al Watani li Qorat al Janoub* (« La garde nationale des villages du Sud) », composées de plusieurs unités (Armée des Partisans, Forces de *Kerbala* et les Fils du Cèdre). En parallèle, les Israéliens bâtissent de nouvelles fortifications et de nouvelles positions dans le Sud. A partir de l'insurrection chiite, ces unités vont se dissoudre avec la défection de la majorité des combattants qui rejoignent *Amal* ou le *Hezbollah* naissant ; ce qu'il en reste, sera intégré dans l'ASL.

[277] Sur le contexte de l'intervention des *Pasdarans* au Liban dans le contexte de la guerre Iran-Irak, voir David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8-PLON, 2011, locations 3895-3945 et Nicholas Blanford, *Warriors of God. Inside Hezbollah's Thirty-Year Struggle Against Israel*, Random House, New York, 2011, pp. 43-48;

de désaccord porte notamment sur la décision de Nabih Berri, qui a succédé à Moussa al Sadr à la tête d'*Amal* en 1980, de se joindre au Front du salut national libanais afin de mettre un terme à la guerre civile. Pour Berri, la menace principale est moins celle des milices chrétiennes et d'Israël que celle des Palestiniens dont la présence dans le Sud met en danger les populations chiites. Déçus d'*Amal* et refusant de laisser entraîner dans les affrontements confessionnels intra-libanais qui détournent la lutte de l'ennemi principal, Israël, les cadres et les militants d'Amal islamique rejoignent leurs villages d'origine de la *Bekaa*. Ces combattants décident de prendre les armes pour provoquer le départ des forces étrangères du Liban, israéliennes aussi bien qu'internationales (américaines et françaises)[278]. Les combattants chiites mènent leurs premières opérations à Beyrouth et dans sa banlieue au cours de l'année[279], répondant à l'appel du Front de la résistance nationale libanaise[280]. Mais la première opération majeure de la Résistance islamique, un attentat-suicide, est conduite le 11 novembre 1982 contre le QG israélien à Tyr[281].

2.2. Le retour de la Résistance dans le Sud Liban

Dès la fin de 1982, lorsque l'étau israélien autour de Beyrouth se desserre, des combattants appartenant au Comité des cadres beyrouthins, de l'Union libanaise des étudiants musulmans et d'autres associations moins connues ont rejoint la résistance dans le Sud. En parallèle, la préparation militaire continue dans les camps de la *Bekaa*. Dans les premiers mois, un conseil de 5 représentants issus des principales formations constitutives de la Résistance islamique au Liban forme le pendant civil

[278] Sur le retour des dissidents d'*Amal* dans la *Bekaa* et le début de la résistance chiite, voir David Hirst, idem, locations 3400-4050

[279] Le cheikh Naïm Qassem, le vice-Secrétaire général du *Hezbollah* rappelle ainsi dans son ouvrage sur le mouvement qu'à l'automne 1982, les combattants du futur *Hezbollah* conduisent une embuscade dans le district de *Msaitbeh* et plusieurs opérations le long de la route menant de *Sa'adiya*t au vieux boulevard de *Sa'ida* à Beyrouth. Par ailleurs, les combattants chiites affrontent une patrouille d'infanterie israélienne dans le quartier du Parlement. En parallèle, les combattants chiites s'engagent aux côtés du Front de la Résistance nationale libanaise dans des opérations de guérilla au Sud Liban, voir Naïm Qassem*, Hizbullah. The Story from Within,* version actualisée, Saqi, Londres/Beyrouth, 2010*,* p.169

[280] Le Front de la Résistance nationale libanaise appela dès le 20 septembre 1982 à la résistance contre Israël. Il fut fondé par le Parti communiste libanais et l'Organisation d'action communiste libanaise, deux organisations à majorité chiite. Se joignent à eux par la suite, le Parti Syrien National et Social (ex-PPS), les combattants du *Fatah* et du FPLP, ainsi que d'autres factions libanaises proches de la gauche palestinienne.

[281] L'attentat est conduit par Ahmad Kassir dont l'identité ne sera révélée qu'en 1985 après le départ des forces israéliennes de son village natal de *Deir Kanoun al Nahr*. Il est considéré comme le premier « martyr » de la Résistance islamique libanaise. Sur Ahmad Kassir, le « prince des martyrs », et l'attentat du QG israélien de Tyr, voir David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8-PLON, 2011, locations 4195-4211

de l'organisation, qui sera remplacé à partir du printemps 1984 par le *Hezbollah*, qui regroupe aussi bien des institutions sociales que de mobilisation.

Ces partisans, qui constitueront quelques années plus tard le *Hezbollah*, considèrent, dans une perspective anti-impérialiste et tiers-mondiste propre à l'idéologie de la révolution iranienne, comme ennemies toutes les forces qui assistent Israël dans son projet d'invasion du Liban : forces multinationales et alliés libanais d'Israël. Les partisans du proto-*Hezbollah* s'opposent ainsi à l'accord du 17 mai 1983 qui est un quasi-traité de paix entre le gouvernement libanais et Israël. Ils prennent part à une manifestation organisée le jour de la signature de l'accord à *Bir al 'Abed*, violemment dispersée par l'armée libanaise. En 1982 et 1983, toutefois ces partisans représentent plus une mouvance, liée par de communes références idéologiques qu'un véritable mouvement structuré : on y trouve des anciens partisans d'*Amal*, des partisans du Jihad islamique ou encore des combattants issus des mouvements de gauche. Au départ, le registre de lutte de ces partisans est très restreint et les oblige à recourir à des modes opératoires terroristes ou à des enlèvements. Les forces de la future Résistance islamique conduisent dès 1983, sous divers noms, une série d'attentats-suicides et d'enlèvements d'étrangers[282] dans la capitale. Une attaque à la voiture piégée vise le QG des forces américaines et françaises à Beyrouth le 23 octobre 1983. L'attentat revendiqué par l'Organisation du Jihad islamique tue 241 Américains et 58 paras français. Les forces multinationales évacueront finalement le Liban le 31 avril 1984.

A partir de février 1984, suite au départ partiel des troupes de la FSMB, l'armée libanaise tente le coup de force pour reprendre en main la capitale et bombarde massivement les banlieues sud de Beyrouth, à majorité chiite. Les miliciens chiites du *Hezbollah* affrontent dans Beyrouth-Ouest, aux côtés des forces d'*Amal* et des forces du PSP[283], l'armée libanaise au cours du « soulèvement du 6 février ». Ils réussissent à s'emparer des casernes de l'armée libanaise, infligeant un

[282] Le sociologue Michel Seurat et Jean-Paul Kauffmann ont par exemple été enlevés par l'Organisation du Jihad islamique le 22 mai 1985. Michel Seurat n'a jamais été relâché et sa mort a été annoncée en 1986. L'Organisation du Jihad islamique a perpétré un premier attentat en mars 1983 contre l'ambassade américaine à Beyrouth, tuant 6 officiers des renseignements américains, dont le chef d'antenne de la CIA au Proche-Orient. A la suite de l'attentat, les Etats-Unis tentèrent d'accélérer les négociations entre les parties, qui débouchèrent sur l'accord du 17 mai 1983. En pratique, il n'a jamais été mis en œuvre. Voir Alain Ménargues, *Les Secrets de la guerre du Liban,* Tome II, Librairie Internationale, Beyrouth, 2012, pp.255-260

[283] Forces du Parti Socialiste Progressistes du leader druze Walid Joumblatt.

coup sévère à l'image de son armée. Les banlieues sud échappent désormais au contrôle de cette dernière.

Entre temps, la dégradation de la situation sur le terrain a obligé le commandement israélien à réévaluer sa stratégie. Un retrait complet est impensable car il donnerait l'impression d'une défaite, mais un repli tactique semble nécessaire. Les 2 objectifs initiaux soutenus par Begin n'ont pas été atteints : les Syriens sont toujours présents au Liban et l'alliance avec les Phalangistes n'a pas abouti à la création d'un Etat chrétien inféodé à Israël. Le 2 septembre 1983, les forces de la FDI quittent Beyrouth pour se replier à 30 km au sud, sur une ligne allant de l'embouchure de l'*Awali* au *Jebel al Cheikh* (frontière syrienne). Elles laissent ainsi les Forces libanaises, seules, aux prises avec les forces druzes dans le *Chouf*[284].

3. Le Sud Liban : un laboratoire de la guérilla révolutionnaire islamiste

Au Sud Liban, les opérations de guérilla ont repris depuis le printemps 1983. Les forces de la FDI vont y être confrontées à une guérilla révolutionnaire[285], d'inspiration chiite, dont les nouveaux modes opératoires vont profondément déstabiliser les soldats. La politique du « poing d'acier » de Begin va s'y révéler un échec et faire basculer la population chiite du côté de la Résistance islamique. Les forces israéliennes commencent à s'enliser dans une campagne contre-insurrectionnelle qui va durer jusqu'à la fin des années 1990.

En octobre 1983, les forces israéliennes commettent une bavure qui poussera la communauté chiite dans la résistance. Lors des commémorations de l'*Achoura*[286],

[284] Les Forces libanaises y sont progressivement écrasées par les forces druzes du PSP. Des milliers de chrétiens sont déplacés au cours de cet épisode connu sous le nom de *guerre de la Montagne*. Voir Ménargues, idem, pp. 274-296

[285] Sur le basculement progressif de la population chiite du Sud dans l'insurrection, alors même qu'elle avait accueilli avec enthousiasme l'entrée des troupes israéliennes au Liban en juin 1982, voir David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8-PLON, 2011, locations 4263-4315

[286] L'*Achoura* commémore pour les chiites, le martyr de l'imam Hussein et de 72 membres de sa famille et de ses partisans à *Kerbala*. L'*Achoura* symbolise la lutte des opprimés contre la tyrannie et est célébrée le 10e jour du mois de Ramadan et le deuil se poursuit les 40 jours suivant. En souvenir du martyre de Hussein, les fidèles se flagellent ou se frappent le crane avec un sabre. En parallèle de ces processions rituelles, des mises en scène théâtrales rejouent le martyr d'Hussein. Sur les pratiques rituelles des célébrations de l'*Achoura*, voir Sabrina Mervin, « Les larmes et le sang des chiites : corps et pratiques rituelles lors des célébrations de '*Âshûrâ'* (Liban, Syrie) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 113-114 | novembre 2006, mis en ligne le 10 novembre 2006, consulté le 29 février 2012. URL : http://remmm.revues.org/2973

un convoi israélien pénètre par erreur dans Nabatiyeh au milieu de dizaines de milliers de pénitents, dont quelques-uns vont ouvrir le feu sur le convoi israélien. Paniquées, les forces israéliennes ouvrent le feu à la mitrailleuse lourde et à la grenade sur la foule, tuant une personne et faisant plusieurs blessés.

La mobilisation populaire prend clairement un tour religieux, avec le retour sur le devant de la scène des religieux chiites, qui avaient historiquement été marginalisés. La révolution khomeyniste encourage certains d'entre eux à rompre avec la tradition quiétiste qui avait influencé pendant des siècles la société du *Jebel Amil*. Parmi ceux-là, le cheikh Ragheb Harb qui mobilise la population à travers ses prêches aux accents révolutionnaires. Avec certains cadres du futur *Hezbollah*, il s'est rendu plusieurs fois au cours de l'année 1982-1983 à Téhéran pour y rencontrer l'*Ayatollah* Khomeini. Ce dernier les exhorte à faire des mosquées au Sud des bases pour lancer le *jihad* contre l'ennemi israélien. Face à l'hostilité grandissante de la population chiite, qui avait pourtant accueillit avec bienveillance l'entrée des forces israéliennes au Liban un an plus tôt, les forces israéliennes procèdent à de nombreuses arrestations. Un grand nombre de Libanais et Palestiniens sont ainsi déportés au centre d'internement d'*Al Ansar*. Le cheikh Ragheb Harb, lui-même, est arrêté plusieurs fois par les forces israéliennes. Face au mouvement de protestation populaire qui s'organise dans les villages du Sud pour demander sa libération, les forces israéliennes le libèrent. Il est accueilli en véritable héros par la population. Harb continue d'exhorter la population à la révolte en mobilisant des thématiques propres à la théologie chiite:

> *« When Harb, a stirring orator, preached he was listened to by much of the South. And what he preached as steeped in the cult and imagery of suffering and martyrdom which lay at Shiism's heart. But this no longer served – in the quietist tradition – as an argument for fatalism, and the acceptance of oppression; it served as an argument for its opposite, for self-assertion, and the confronting of it. Harb would dwell on the passion of Shiism's original martyr, Hussein, grandson of the Prophet, at the hands of the Caliph, and Sunni usurper, Yezid. This was a drawn which, in its khomeynist interpretation, had furnished inspiration for the Islamic*

revolution, and now did so for the Lebanese Shiite uprising against Yazid's contemporary manifestation, the Zionists. »[287].

Pour la première fois, les chiites, qui avaient largement participé aux mouvements de résistance palestiniens ou sunnites, voire chrétiens, combattent pour eux-mêmes et trouvent une fierté particulière à défendre leur communauté et un courage, voire une propension au sacrifice, qui dépasse souvent de loin celle des Palestiniens ou des mouvements de la résistance libanaise. Le Cheikh Qassem souligne ainsi la stupeur des Israéliens qui découvrent l'existence de ce chiisme révolutionnaire:

« Following the removal of a number of clerics from South Lebanon, Israel began focusing on the sudden Islamic State that had grown in its hatred and which was moving in two concurrent directions: one marked by clerical mobilization, and the other represented by military training in the Bekaa camps. The enemy discovered it was confronting a new force that only grew by the day.»[288]

C'est ainsi, l'assassinat du Cheikh Harb en février 1984, puis celui du Cheikh 'Abdel 'Atif al Amine, qui font basculer le Sud dans une véritable révolution.

Dès la fin 1983 et le début de l'année 1984, les incidents se multiplient à mesure que la population chiite commence à résister aux forces d'occupation israéliennes, notamment à partir d'éléments dissidents d'*Amal*. En effet, on passe de 25 opérations en 1982 à 47 en 1983, pour atteindre 90 par moins à l'automne 1984. Au cours de ces trois années, les opérations menées par les partisans chiites tendent également à devenir de plus en plus sophistiquées :

« At first – part from the suicide-bombers – they had mainly consisted of individual attacks with mines, rocket-propelled grenades or dynamites ; then they developed into a large-scale engagements with telecommanded

[287] Voir David Hirst, *Beware of Small States. Lebanon, Battleground of the Middle East*, Nation Books, New York, 2011, p.199-200
[288] Voir Naïm Qassem, op. cité, p.176

explosives, automatic-fire, bazookas or Katyushas. Dozens of villages were attacked, and blockaded with barbed wire, in battles that went on for days. In the fore front were those – like Jibsheet, or Bazouriyah, where Nasrallah were born – which had formerly led the fighting against the PLO."[289]

A la fin de l'automne 1984, les Israéliens lancent une campagne de répression contre les meneurs de la résistance chiite, arrêtant un grand nombre d'hommes dans les villages du Sud et assassinant également un certain nombre de religieux. Les forces israéliennes reprennent certains principes de contre-insurrection mis en œuvre par le général Sharon lors de la campagne de pacification de Gaza : les troupes évitent les centres urbains très peuplés, ne circulent qu'en véhicules blindés et ratissent les villages et bourgades du sud Liban à la recherche de suspects. Cette répression d'une très grande brutalité, qui se traduit par des pillages, la destruction des maisons censées abritées les « terroristes » mais aussi certaines mosquées, va à la fois radicaliser la population et renforcer son identité religieuse[290]. Au cours de cette période, les opérations de résistance au sud Liban prennent de l'ampleur, avec les efforts conjoints de la Résistance islamique, de la Résistance nationale et d'*Amal*.

Le commandement israélien, face à la recrudescence des opérations de guérilla[291], procède à l'aménagement de nouveaux dispositifs sécuritaires dans la zone du Sud-Liban :

« Face à la recrudescence des actes de guérilla et de terrorisme, les Israéliens prennent des mesures défensives et décident d'accroître la protection de leurs militaires. La surveillance de la frontière nord est renforcée. La clôture de sécurité qui sépare les deux pays est transformée en une véritable ligne défensive, équipée de casemates, de miradors, de systèmes de surveillance électronique, de mortiers et de mitrailleuses lourdes. Sur le terrain, les soldats sont systématiquement équipés de vestes pare-éclats et de casques plus modernes. Les plus exposés sont

[289] Voir David Hirst, idem, p.201
[290] Voir David Hirst, op.cité, p.201

également pourvus de gilets pare-balles en Kevlar. Le nombre d'infirmiers et de brancardiers augmente au sein de chaque section de combat. Les derniers Half-tracks sont retirés du service. Les M-113 sont pour leur part équipés de kits de blindage réactif augmentant sensiblement leur protection.»[292]

En parallèle, le CMI israélien a développé deux modèles de véhicules blindés, fabriqués à partir de châssis d'anciens chars, le *Puma* et l'*Achzarit*, pour le transport des fantassins. Ces innovations du secteur industriel de défense israélien démontrent que désormais la priorité est à la sécurité des troupes. Le nouveau contexte libanais, où les forces de la FDI doivent faire face à une guerre révolutionnaire particulièrement dangereuse, implique un renversement de perspective dans la conception des matériels. Lors des guerres précédentes, la modification des matériels avait souvent pour objectif une amélioration de la puissance de feu ou de la mobilité, au détriment parfois de la protection des combattants. Désormais, la priorité est à la protection des troupes sur un terrain qu'elles doivent occuper.

Tout ceci annonce le retrait dans la zone du Sud Liban des forces israéliennes car, en dépit des mesures de protection, le commandement israélien se révèle incapable de protéger ses soldats. Le nombre des pertes continuent d'augmenter. Les opérations de « pacification » dans les villages chiites du Sud Liban ne font que renforcer la résistance. La répression touche les populations civiles qui se retournent contre les forces israéliennes et offrent à la résistance caches, viviers de recrutement, etc. A l'hiver 1985 (14 janvier), Pérès décide, en dépit de l'opposition de Shamir, de retirer les forces dans la zone du Sud Liban. Le retrait s'effectue en trois étapes de février à juin 1985[293] : la FDI évacue Sidon et se replie derrière la rivière *Zahrani*, puis derrière le *Litani*. L'armée restera présente dans une zone de sécurité pour éviter les infiltrations en Israël mais aussi pour protéger les populations locales qui coopèrent avec la FDI depuis 1978.

---

[291] Entre 1983 et 1984, on assiste à une forte augmentation des activités de la Résistance islamique, qui viennent s'ajouter aux opérations conduites par la Résistance nationale libanaise et les forces d'*Amal*.
[292] Voir Pierre Razoux, op. cité, p. 420

Le 29 avril 1985, les forces de la FDI abandonnent leur QG de Tyr pour se retirer de l'autre côté de la frontière. Début juin 1985, le retrait est terminé. Si la guerre du Liban est « officiellement » terminée, les forces israéliennes n'en ont pourtant pas fini avec le « bourbier » libanais. La campagne de pacification au Sud Liban s'est révélée contreproductive puisqu'elle a contribué à la création d'une guérilla déterminée, à l'identité islamique affirmée, qui va s'incarner l'année suivante dans le *Hezbollah*. Les officiers israéliens ne cessent de s'inquiéter de l'émergence de cette nouvelle menace, craignant une exportation de son modèle vers les Territoires occupés, où les FDI tentent d'empêcher la réinstallation des guérillas.

> Le Cheikh Naïm rappelle ainsi qu'à cette époque *« Israel's concern was not limited to resistance on the Lebanese front, but extended into a growing fear of transferring this experience to the Palestinian mainland. This came following many jihad operations undertaken by Palestinian fighters in Qalqilia, Jerusalem and Gaza. Minister of Defense Yitzhak Rabin declared his concern that so-called "terrorist" tactics employed by Lebanese revolutionaries might be transferred across the border to the Gaza Strip and West Bank."*[294]

****

Au début 1985, 600 soldats ont été tués, dont 300 depuis la fin officielle de l'opération *Paix en Galilée* et l'armée compte pas moins de 3600 blessés. L'occupation coûte 1,2 million dollars par jour, alors même que l'armée a déjà procédé à trois replis successifs. *Paix en Galilée* n'a pas été réellement une guerre de haute intensité, à l'exception de quelques jours de combat dans la *Bekaa* contre les Syriens. Guerre de basse intensité, la victoire n'a jamais été indécise, les forces aériennes israéliennes ayant toujours la supériorité aérienne sur leurs adversaires syriens et les troupes au sol l'avantage sur l'OLP.

---

[293] Le retrait s'effectue du 16 février au 30 avril 1985. Les forces israéliennes se retirent de Sidon, Tyr, Nabatiyeh et de certains villages de la *Beka*a. 55% du Sud reste occupé par les forces israéliennes et leurs alliés de l'ALS, c'est-à-dire 11% de la surface totale du Liban.

[294] Voir Naïm Qassem, *Hizbullah. The Story from Within,* version actualisée, Saqi, Londres/Beyrouth, 2010, p.177

Cette guerre va cependant profondément marquer l'institution militaire et la société israéliennes. Pour la première fois, cette « guerre de choix » a projeté les forces loin d'Israël, en plein cœur d'un pays arabe. Les troupes israéliennes ont été engagées dans des opérations longues, imposant une défense statique, qui avec le temps s'est transformé en enlisement. Au sein de la capitale arabe, les forces israéliennes ont découvert la dureté et la pluri-dimensionnalité du combat urbain. Croyant pouvoir manipuler les hostilités confessionnelles pour détruire le « ventre mou » du monde arabe, les forces israéliennes se sont en réalité laissées prendre au piège de celles-ci et ont assisté, avec plus ou moins d'impuissance, à un certain nombre de massacres. Au Sud Liban, les soldats israéliens ont découvert, avec stupeur, les nouveaux modes opératoires de l'islamisme révolutionnaire chiite.

Les quatre années passées dans le « bourbier libanais » n'ont pas laissé les forces israéliennes indemnes comme le montrent les premiers cas de chocs post-traumatiques diagnostiqués par les services médicaux militaires. Les traumatismes de cette guerre révèlent une déstabilisation de la psyché du combattant israélien face aux multiples figures de l'ennemi au Liban. Au cours du conflit, la menace n'a cessé d'évoluer. Avec l'émergence de la guérilla islamique chiite, sa nature est devenue plus insaisissable et a brouillé les repères des combattants.

SECTION III : ENLISEMENT ISRAELIEN ET LUTTES ARMEES ISLAMISTES

L'armée israélienne au tournant des années 1980 se trouve enlisée dans la zone de sécurité du Sud Liban, harcelée en permanence par les forces du *Hezbollah* qui ne cessent de se perfectionner tout au long de la décennie. A mesure qu'elle se sophistique, la guérilla chiite impose des pertes de plus en plus lourdes aux forces israéliennes, prises au piège d'une défense statique qui les prive de la mobilité et de l'initiative qui avaient fait leur succès.

Parallèlement, la situation dans les Territoires occupés tend à se dégrader. De nouvelles factions armées y sont apparues au tournant des années 1980 qui s'attaquent de plus en plus fréquemment aux forces israéliennes. A partir de 1987, le scénario libanais semble se répéter : la répression du soulèvement populaire de l'*Intifada* fait basculer peu à peu les Territoires dans une véritable fièvre révolutionnaire. En parallèle, la frange la plus extrémiste des colons, qui n'a cessé de se radicaliser depuis le milieu des années 1970, se révolte elle-aussi contre l'armée qui tente de s'interposer dans les accrochages avec la population arabe.

I. Le triple enlisement des forces israéliennes

Au fil des années 1980, les forces israéliennes vont donc se trouver progressivement prises au piège d'un triple enlisement, au Liban et dans les Territoires occupés. L'évolution vers des missions militaro-policières au contact des populations, au détriment du combat de haute intensité, minent le moral des combattants et elle émousse leur savoir-faire militaires. Plus généralement, le malaise qui traverse l'institution militaire reflète la crise morale qui taraude la société israélienne. L'occupation pose des questions de fonds sur l'avenir d'Israël et des Territoires.

1. Crise générale en Israël

Dès l'été 1982, l'opinion publique commence à émettre des doutes sur le bien-fondé de l'opération *Paix en Galilée*, dont les objectifs finaux apparaissent de moins en moins à mesure que les forces israéliennes durcissent leur siège sur Beyrouth. Pour la première fois, le commandement militaire a sciemment choisi d'entraîner le pays dans une guerre.

> Pour cette raison, comme le rappelle Martin Van Creveld, *« L'opération « Paix en Galilée » fut dénoncée comme une « guerre de choix » (milchemet brera), quasiment criminelle par nature, dont les implications contrevenaient à toutes les traditions de l'Etat hébreu en matière de défense.»*[295]

Cette fois-ci, le mouvement de contestation publique partit de la masse[296] et non pas des élites, politiques ou médiatiques. Or, dans un pays où l'armée est formée en très grande majorité de conscrits et de réservistes, on comprend mieux les conséquences politiques d'un tel mouvement.

Comme le reste du monde, l'opinion israélienne, est horrifiée et révoltée par les témoignages des massacres commis dans les camps de *Sabra* et *Chatila* par les Phalangistes chrétiens. La société israélienne est également choquée de la passivité des troupes israéliennes présentes dans la zone. Le gouvernement est contraint de former une commission d'enquête[297] (Commission *Kahane*) et le soutien à cette

---

[295] Voir Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Coll. L'Art de la guerre, Editions du Rocher, Paris, 1998, p.435. Il signale d'ailleurs que cette rupture avec un des principes fondamentaux de la doctrine stratégique poussa Rabin à essayer de se justifier en réinterprétant le sens du principe de l' «*en brera* ». Lors d'un discours prononcé devant les officiers élèves de l'Ecole Supérieure de guerre, il soutint que « *la plupart des guerres antérieures menées par Israël avaient elles aussi été des « guerres de choix », il affirma que plus la notion de « choix » était présente, moins de pertes il y avait. De cette manière, elles constituaient moins les épisodes séquentiels d'un long combat, souvent désespéré, pour l'existence qu'une série d'agressions visant à promouvoir tel ou tel objectif politique*. », voir M. Begin, « Milchemet En Brera Ve-milchemet Brera » [No Choice War and Choice War], *Yediot Acharonot*, 20 août 1982, p.2, cité par M. Van Creveld, op. cité, p.436

[296] Le Mouvement de la Paix Maintenant qui critique les politiques menées par le gouvernement dans les Territoires occupés organise une manifestation réunissant plus d'un millier de personnes devant la résidence du Premier Ministre derrière les slogans de « *Begin terroriste, Begin assassin, Beyrouth – Deir Yassine 1982* », sur l'ampleur de la contestation populaire et les réactions de la presse israélienne et internationale, voir David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8-PLON, 2011, locations 3423-3449.

[297] En réponse aux virulentes critiques de l'opinion publique israélienne et de la communauté internationale, le gouvernement Rabin lança une contre-offensive médiatique visant à justifier la présence des forces israéliennes aux portes du camp tout en les désolidarisant de l'action des Phalangistes. La campagne ne parvint pas à convaincre et le gouvernement fut obligé de former une commission d'enquête qui conclut à une responsabilité indirecte des forces israéliennes, qui n'ont pas pris la

guerre, que Pérès qualifie publiquement de « bourbier », continue de baisser dans l'opinion publique. Au début de l'année 1983, la crise de confiance atteint même les milieux militaires, qui avaient pensé que le Liban ne serait que l'affaire de quelques jours pour une armée aussi puissante que *Tsahal*. En février 1983, les conclusions de la Commission *Kahane* sont publiées : les forces israéliennes sont reconnues coupables de négligence et à ce titre, assument une responsabilité indirecte. Amir Yaron, le commandant de la place, démissionne, de même que le major-général Saguy, le commandement des SR. Ariel Sharon, qui est en fin de poste, est remplacé par Moshe Arens. Il en est de même pour le général Raphaël Eytan qui est remplacé par son adjoint, Moshe Levy.

En dépit des changements à la tête de l'institution militaire et de l'arrivée en mai 1983, pour la première fois, d'un ancien général d'*Amman*, Chaïm Herzog, à la présidence d'Israël, la défiance entre l'armée et la société israélienne reste bien présente. L'opinion publique compare de plus en plus cette guerre à celle du Vietnam (absence d'objectifs clairs, coûts considérables). Par ailleurs, la société reproche au commandement militaro-politique, les longueurs dans le processus de négociations visant à échanger des prisonniers avec les Syriens d'un côté, et Ahmad Jibril de l'autre[298]. La société israélienne est partagée sur la stratégie à adopter vis-à-vis des adversaires d'Israël, au premier rang desquels les Palestiniens qui continuent de mener des attaques en territoire israélien[299].

Ces divergences reflètent l'influence croissante du *Gush Emunim* dans la sphère publique israélienne. Celui-ci s'est lancé depuis le début des années 1980 dans un véritable bras de fer avec le gouvernement sur la question des colonies. La partie la plus radicale du mouvement des colons s'est lancée dans une stratégie de violence à l'égard des populations arabes voisines de colonies. Parallèlement, en juillet 1982,

---

mesure de l'état de fureur dans lequel l'assassinat de Bachir Gemayel avait placé les Phalangistes. Pour de plus amples détails, voir David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8-PLON, 2011, locations 3451-3535

[298] Un échange de prisonniers est conclu entre la Syrie et Israël le 28 juin 1984 au terme duquel 291 soldats syriens et 13 membres des services syriens sont relâchés ; en échange, Damas 3 soldats et 3 civils israéliens sont libérés par Damas. Dans de cet accord, Jérusalem et Damas échangent, par ailleurs, les dépouilles de soldats tués lors de l'opération Paix en Galilée et détenues jusque-là par la partie adverse. En 1985, le FPLP-CG obtient la libération de 1150 de ses combattants contre 3 soldats israéliens. Voir Pierre Razoux, *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne*, 2e éd., Coll. Tempus, Perrin, Paris, 2008, p.423

le Parti *Tehiya* d'extrême droite a rejoint le gouvernement d'Alignement formé par le *Likoud* et les Travaillistes. Son leader, Yuval Ne'eman, qui a pris la présidence du Comité des colonies, réussit en deux ans à arracher au gouvernement son approbation pour la création de 82 nouvelles colonies[300].

Dans ce contexte, les manifestations pacifistes contre la guerre au Liban suscitent l'ire des mouvements nationalistes et religieux pour qui Sharon est un héros. Le 10 février 1983, un proche de la mouvance du *Gush Emunim* assassine même un officier de réserve qui participe à une de ces manifestations. Le mouvement, de plus en plus virulent, crée une scission au sein de la société. Les élections de septembre 1984 vont d'ailleurs révéler au grand jour le clivage qui partage la société. La question des colonies devient le principal enjeu des négociations pour la formation de la coalition gouvernementale entre les Travaillistes et le *Likoud*. Les Travaillistes sont partagés sur l'implantation de nouvelles colonies. Ils ont une certaine sympathie pour les colons, mais leurs exigences emportent un coût politique considérable pour l'Etat israélien[301]. En avril 1985, le *Shin Beth* démantèle un réseau clandestin de Juifs extrémistes (Réseau Juif) responsable de plusieurs dizaines d'assassinats et d'attentats contre des civils arabes. Le réseau est dirigé par des ultra-nationalistes, mais on y trouve aussi des officiers de l'armée, reflétant la progression silencieuse des religieux-nationalistes au sein de l'institution militaire.

Ce nouveau gouvernement d'union nationale, dirigé par le binôme Pérès/Shamir, fait du retrait des troupes du « bourbier libanais » et de la restauration de la confiance à et dans l'institution militaire ses priorités. La première initiative

---

[299] Le 13 avril 1984, un commando palestinien prend en otage un bus reliant Tel Aviv à *Ashkalon*. Les membres du commando sont tués après l'assaut.

[300] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Lords of the Land. The War Over Israel's Settlements in the Occupied Territories*, 1967-2007, trad. anglaise, Nation Books, New York, New York, 2007, p.97

[301] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Lords of the Land. The War Over Israel's Settlements in the Occupied Territories*, 1967-2007, trad. anglaise, Nation Books, New York, New York, 2007, pp.101-102. A cette époque, le gouvernement israélien d'union nationale négocie avec l'administration Reagan qui vient de relancer un processus de négociations avec la Jordanie et l'OLP en vue de la constitution d'une confédération palestino-jordanienne. Le rapprochement de l'OLP et de la Jordanie est concrétisé par l'accord jordano-palestinien du 11 février 1985 qui marque la reconnaissance officielle de la résolution 242 par l'OLP, qui signifie une reconnaissance tacite de l'existence d'Israël. Le gouvernement Pérès est divisé entre les membres du *Likoud* qui veulent conserver les Territoires et les Travaillistes qui s'inquiètent, dans une telle perspective, de l'explosion démographique palestinienne. Dans la perspective d'un Etat binational, la population juive se retrouverait en minorité. Sur la question démographique, voir en annexe l'évolution de la démographie palestinienne et israélienne depuis le mandat

pour redonner confiance à l'armée est l'opération *Moïse*[302], visant à rapatrier les *Falachas*, juifs éthiopiens, en Israël. Ce projet se heurte dans la réalité, certainement en partie pour des raisons liées aux conditions économiques difficiles qui touchent notamment les couches moyennes, à une certaine opposition. Une partie de la population accepte mal, par ailleurs, ces nouveaux immigrés. La deuxième étape de cette reconquête passe par l'élimination d'une partie des cadres dirigeants de l'OLP. L'assassinat de trois touristes israéliens à Chypre en septembre 1985 par des agents palestiniens amène le commandement israélien à mener une spectaculaire opération de représailles contre le nouveau quartier général de l'OLP à Tunis[303].

2. Brutalisation de l'institution militaire

Après l'échec du nettoyage de Beyrouth-ouest, au début de l'année 1983, l'institution militaire traverse une grave crise de confiance. Au cours des deux années suivantes, l'image de la guerre du Liban dans l'opinion publique ne cesse de se dégrader et lors du siège de Beyrouth-ouest, l'institution militaire a vu ses premiers cas d'officiers refusant d'obéir aux ordres[304]. L'expérience libanaise a également révélé les premiers signes de brutalisation de l'armée. Israël s'est d'abord laissé entraîner dans une guerre fratricide, poussé par ses alliés libanais (*Sabra* et *Chatila*) ; puis, *Tsahal* a doucement glissé vers des modes opératoires de plus en plus répressifs, donnant lieu à certain nombre de comportements répréhensibles et de bavures au Sud Liban, qui vont mettre fin au mythe de la pureté des armes. Pour la première fois, l'armée israélienne va avoir affaire à une résistance de partisans « religieux » à

[302] Pour de plus amples détails sur l'opération *Moïse*, voir Pierre Razoux, op. cité, pp.424-426

[303] L'opération « Jambe de bois » est conduite le 1er octobre 1985. Cette opération confirme les capacités de frappe de l'aviation israélienne. Le QG palestinien est situé à *Hammam as-Shat*, près de Tunis, c'est-à-dire à plus de 2000 km d'Israël. 65 personnes sont tuées dans le bombardement et 86 blessés, dont des cadres du *Fatah* et de la Force 17. En représailles, Yasser Arafat organise la prise d'otage d'un navire de croisière, l'*Achille Lauro*, près de port Port Saïd. Le raid échoue et le désaveu politique est sévère pour l'OLP. Les deux événements marquent un tournant dans la stratégie de l'OLP : le projet de confédération jordano-palestinienne est définitivement abandonné ; l'OLP perd sa dernière carte dans les négociations (renoncement à la violence). A partir de cette date, elle va entreprendre des négociations secrètes avec Israël. Pour de plus amples détails sur l'opération « Jambe de bois », voir Pierre Razoux, op. cité, pp.427-430

[304] Le Colonel Eli Geva commandait la 211è brigade blindée et était un des officiers les plus prometteurs de son époque. Il fut démis de ses fonctions pour avoir cessé les tirs, arguant que des risques des manœuvres en zones urbaines pour les populations civiles. En protestation, le mouvement pacifiste organisa une très importante manifestation, regroupant 400 000 personnes à Tel Aviv, le 25 septembre 1982. Sa démarche influença les premiers refuzniks. Voir Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Coll. L'Art de la guerre, Editions du Rocher, Paris, 1998, pp.436-437

laquelle ses soldats n'ont pas été préparés. Les soldats apeurés[305], par ces partisans qu'ils considèrent comme fanatiques et qui n'hésitent pas à recourir à l'attentat-suicide, ne savent pas comment traiter la menace. Démoralisés et déstabilisés dans leurs représentations de la guerre, les soldats vont faire preuve d'une particulière brutalité dans leur application de la politique du « poing d'acier ». Au cours de certains raids punitifs[306], certaines bavures sont commises comme à *Sour al Gharbiyah*[307] où les forces israéliennes vont exécuter sept jeunes en présence des autres habitants. L'ardeur au combat n'est plus-là et désormais, les soldats attendent avec impatience, à l'abri dans leurs positions protégées, de terminer leurs obligations et de rentrer en Israël. Des groupes de réservistes se constituent en mouvements *ad hoc* pour refuser de servir au Liban[308]. Bien que limités, ces mouvements reflètent l'ampleur des doutes qui traversent la société israélienne quant au bien-fondé de cette guerre. Pour la première fois dans l'histoire de la FDI, plusieurs centaines de réservistes, dont 170 seront jugés (et condamnés à la prison), refusèrent de servir. Entre 26 et 32 ans, ils étaient de manière générale éduqués, issus d'un milieu urbain. Parmi eux, 1/5è étaient des officiers; sans parler de ceux qui réussissent à échapper au service. Si ces mouvements ne sont pas suffisants pour influencer la politique du gouvernement, ils laisseront cependant des traces durables dans la société.

Les chocs post-traumatiques, que l'institution militaire désigne par le terme péjoratif de *deggim* (dégénérés), se multiplient. Les premiers cas avaient été

---

[305] Zeev Schiff, le correspondant militaire du journal *Haaretz*, déclara à cet égard au New York Times du 20 février 1985 : «*You see the change first of all in the eyes of the soldiers. […] It's a look that reminded me of the look in the eyes of the American soldiers I saw in the final stages of Vietnam. It is the look of soldiers and officers who know that their chances of winning in Lebanon are less than zero. In Lebanon you can see an army that has experienced firsthand how military might is rendered impotent*.", cité par Nicholas Blanford, op. cité, p.67

[306] Nicholas Blanford décrit ainsi le mode opératoire de ces raids punitifs: « *A mechanized battalion would surround and cordon off the targeted village, blocking all approach roads. Troops accompanied by sniffer dogs and plainclothes Shin Beth (Israeli Security Agency) officers would round up all males between the ages of fourteen and seventy and hold them for interrogations, while houses were searched for militants and weapons. The homes of suspected resistance fighters were bulldozed, and there were repeated incidents of deliberate vandalism. Troops took dogs into mosques and husseiniyahs knowing that it was a grave insult to Muslims. Copies of the Koran were torn up and the pages scattered on the ground for the dogs to walk over. Sacks of lentils, rice, and wheat were split open and mixed together, making the content inedible.[…] Israeli troops made use of civilians as "human shields' to protect them when passing through hostile villages. […] Dozens of men were handcuffed, blindfolded, and taken away during the raids. Some were shot, their bodies left in the rubble of bulldozed homes or found later lying on the side of the road, victims of executions, according to the villagers*.", voir Nicholas Blanford, *Warriors of God. Inside Hezbollah's Thirty-Year Struggle Against Israel*, Random House, New York, 2011, p.68

[307] Un rapport du *MERIP* raconte ainsi que « *Sept jeunes hommes ont été tués. Six d'entre eux avaient entre quinze et vingt ans. Selon les habitants, les sept ont été écartés du rassemblement des hommes du village. Ils ont été mitraillés dans les jambes, deux d'entre eux ont reçu des coups de baïonnette à l'abdomen. Les gens m'ont dit que Youssef Mohammed Dira, dix-sept ans, qui saignait abondamment, a demandé un verre d'eau. Les Israéliens l'ont ramassé et lui ont enfoncé la tête dans un bassin jusqu'à ce qu'il se noie. Les six autres ont eu le droit de saigner jusqu'à la mort sur le sol, devant les villageois* », cité par David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8-PLON, 2011, locations 4346-4351.

diagnostiqués après la guerre de 1973 (entre 700 et 2300 cas). Les psychiatres de la FDI situaient la cause de ces traumatismes dans le passage rapide de l'état de paix à l'état de guerre et à l'intensité des combats.

> *« Toutefois,* comme le rappelle Martin Van Creveld, *l'absence de cohésion au sein des unités joua également un rôle non négligeable : c'est ainsi que 40% des pertes psychiatriques étudiées révélèrent que leur unité connaissait des problèmes de moral »*[309].

En 1982, au sein de chaque division, sont mises en place des équipes de médecins psychiatres (*KABANIM*), dont la présence est à double tranchant. Ces équipes sont efficaces pour déceler et prendre en charge les cas susmentionnés, mais leur présence contribue également à émousser la volonté combattante. Les soldats savent qu'ils peuvent désormais échapper au front en se faisant déclarer inaptes pour raisons « médicales » et être rapatriés à l'arrière.

La guerre durant, l'institution militaire a de plus en plus de mal à trouver des effectifs[310]; la situation économique très difficile que connaît Israël à cette époque a obligé l'état-major à démobiliser et à recourir à des mobilisations partielles pour assurer la présence des forces au Sud-Liban. L'institution militaire doit accroître drastiquement ses effectifs, notamment dans les unités de fantassins de choc. L'unité *Givati* est recréée pour mener en coopération avec les commandos *Yami* des opérations amphibies contre les bases côtières des groupes armés du Front de la résistance libanaise. Elle est par ailleurs engagée aux côtés de l'unité *Golani* et des paras dans la campagne de « pacification » du Sud Liban.

La FDI accroît fortement les postes ouverts aux personnels féminins. Le nombre des postes qui leur sont offerts s'élargit et se diversifient : elles sont désormais autorisées à servir le long de la ligne de cessez-le-feu, mais toujours pas dans des unités de combat; seules les volontaires peuvent intégrer les gardes-

---

[308] Sur les *refuzniks*, voir Martin Van Creveld, op. cité, pp.436-437
[309] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.438
[310] Voir Pierre Razoux, op. cité, pp.421-422

frontières et servir sur le front libanais, où elles se retrouvent souvent proches des combats. De fait, le corps des officiers va tendre à se féminiser[311] et ainsi contribuer à revaloriser l'image des femmes à l'intérieur de l'institution militaire.

L'ouverture plus large au recrutement va amener l'institution militaire à incorporer des éléments moins compétents et plus indisciplinés. Le moral des troupes est encore un peu plus affecté sur le théâtre d'opérations. L'élargissement des effectifs encourage mécaniquement la baisse qualitative des capacités combattantes. Pour beaucoup, la FDI devient également une échappatoire au chômage.

3. La guerre révolutionnaire du Sud Liban

Si les forces armées israéliennes avaient déjà été confrontées dans leur lutte contre les factions armées palestiniennes à des modes opératoires relevant aussi bien du terrorisme que de la guerre irrégulière, c'est pour la première fois au Sud-Liban, qu'elles vont devoir affronter une véritable guerre de type révolutionnaire. C'est que le Liban du milieu des années 1980 présente des conditions tout à fait favorables au développement d'une guerre révolutionnaire. Les changements d'alliances constants des différentes milices libanaises créent une situation de chaos politique et sécuritaire qui vient s'ajouter à la nature relativement hostile du théâtre d'opérations libanais. La topographie montagneuse et la très longue frontière avec la Syrie avantagent la Résistance libanaise.

En dépit d'un contexte opérationnel hautement défavorable aux forces armées israéliennes, le commandement israélien maintient ses troupes dans la zone de sécurité[312]. A l'arrière de ce dispositif, se trouvent les moyens du Commandement de la Région nord (artillerie, chars, forces navales et aériennes) prêts à intervenir pour protéger la clôture érigée sur la frontière. Celle-ci est équipée de projecteurs, de

[311] Selon Pierre Razoux, les personnels féminins constituent désormais 20% des capitaines, 10% des lieutenants colonels mais seulement 2% des colonels ; voir Pierre Razoux, op. cité, p.422

[312] L'armée israélienne est déployée le long de ligne de crête, le long de la frontière et contrôlent certains promontoires stratégiques. L'ALS, déployée dans la zone de sécurité proprement dite et sur la ligne de front, est en première ligne des combats. Elle constitue une sorte de « tampon », qui protège les forces israéliennes. A l'intérieur de la zone, l'ALS contrôle une cinquantaine de positions et dispose de 5 casernes. Ce rôle « tampon » explique pourquoi, au cours des années 1990, elle

capteurs électroniques, de fortifications et de radars. Cette zone s'étend sur 10% du territoire libanais et courre tout le long de la frontière, incluant une zone montagneuse qui s'étend jusqu'à la ville chrétienne de *Jezzine* au nord. Désormais, Sidon, le camp de réfugiés d''*Ain Helweh* et les forces syriennes pré-positionnées dans la *Bekaa* sont à portée d'artillerie. 150 villages et villes se trouvent au sein de la zone de sécurité, habitées par 6% de la population libanaise, en majorité des chiites.

La présence de cette zone tampon n'empêche pas les tirs de *Katiouchas* sur le nord de la Galilée. Les forces qui y sont déployées sont confrontées à une guerre d'usure menée par les forces de la Résistance libanaise. Celle-ci rassemble principalement des combattants appartenant aux mouvements *Amal* et *Hezbollah*, ainsi que les combattants palestiniens revenus au Liban. La zone de sécurité va vite se révéler une impasse. Qu'elle quitte le Liban ou pas, la FDI reste sous la menace des forces syriennes déployées dans la *Bekaa*. Même si les infiltrations transfrontalières ont pratiquement cessées depuis la mise en place de la zone de sécurité, à part quelques tentatives de franchissement de la frontière en deltaplane, celle-ci a le gros désavantage stratégique de fixer le front et donc d'ancrer la guérilla dans un territoire. La guérilla va pouvoir s'y développer à l'ombre de cette population « amie », qui lui sert de vivier de recrutement aussi bien qu'elle lui donne une légitimité. Alors qu'au départ les forces de la Résistance islamique ne sont qu'un avatar de plus du système milicien libanais, avec le temps, elles vont acquérir une reconnaissance nationale.

Au départ, les troupes ont l'ordre d'utiliser tous les moyens à leur disposition (aviation, tanks, artillerie, appui-feu rapproché des hélicoptères) pour lutter contre ce que Rabin considère encore comme du « terrorisme ». Les forces israéliennes conduisent de temps en temps des incursions terrestres au-delà de la zone de sécurité contre les villages abritant les forces du *Hezbollah*. Mais avec les pertes qui augmentent, les forces israéliennes vont progressivement se replier derrière leurs fortifications et définir une approche de contre-insurrection, appuyée par des moyens aériens, des équipements de surveillance électroniques et de l'artillerie de précision,

---

perdit près de la moitié de ses effectifs, obligeant les forces israéliennes à se substituer aux miliciens de l'ALS dans certains

qui leur permet de rester à distance et d'éviter tout engagement sur le terrain avec les combattants chiites. Dans ce contexte, l'hélicoptère devient rapidement un élément clé des opérations, se substituant au chasseur-bombardier, plus rapide et moins maniable.

De manière générale, l'approche opérationnelle au Sud Liban consiste à « retourner le feu contre le feu », entraînant de nombreuses pertes civiles du fait de la densité de population au sud Liban. Les combattants du *Hezbollah* et leurs alliés choisissant des zones d'opération situées à proximité des villages pour y trouver refuge une fois leurs *Katiouchas* lancées ou leurs attaques menées. Le moral des troupes qui servent au Sud Liban s'affaiblit progressivement et devient à la fin des années 1980 franchement mauvais. Les soldats s'interrogent sur le bien-fondé de leur mission. Les combattants du *Hezbollah* sont insaisissables. Les opérations « martyrs »[313] et les enlèvements[314] ont des effets désastreux sur le moral des troupes.

4. Le Hezbollah : de la Résistance islamique chiite à la « résistance nationale » libanaise

Au cours de cette première période qui s'étend de 1985 à 1991, le *Hezbollah* va affirmer son emprise sur le Sud Liban, au prix de l'élimination de ses concurrents, tout d'abord dans le sud puis dans la capitale, afin de devenir le principal héraut de la résistance contre Israël. Cette position dominante dans la lutte contre l'ennemi lui permettra d'obtenir le statut de « résistance nationale » dans le cadre des accords de *Taëf*, qui mettent fin à une guerre civile qui aura duré plus de quinze ans au Liban.
De 1985 à 1991, la Résistance islamique continue de combiner les opérations irrégulières (attentats-suicides et enlèvements) et les opérations de guérilla, mais les

---

endroits de la zone de sécurité.

[313] Il faut cependant noter qu'à cette époque le *Hezbollah* n'est pas le seul à mener des opérations-suicides. Il n'en conduit qu'un tiers, le reste étant le fait de nationalistes et de patriotes liés, plus ou moins directement au Front de la résistance libanaise. A ce titre, il convient de se rappeler que la première opération martyre dans le Sud fut conduite en 1983 par Sanan Muhaidily du PSNS, la « fiancée du Sud ». Son opération fut conduite en opposition à l'accord du 17 mai 1983; voir David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8-PLON, 2011, locations 4683-4698 ; voir également Nicholas Blanford, op.cité, pp.64-65

[314] L'opération dite des "Deux captifs" reste l'opération emblématique en matière d'enlèvement du *Hezbollah*; sans parler de celle du Colonel Higgins des *Bérets bleus* mais dont le *Hezbollah* a toujours nié la responsabilité en tant qu'organisation.

proportions entre les deux modes opératoires vont tendre à s'inverser au fur et à mesure que le *Hezbollah* conforte son ancrage au sud Liban. Le basculement définitif vers la guérilla nécessite son ancrage dans des territoires, qu'il contrôle et où il bénéficie du soutien de la population. Jusqu'à 1985, la *Bekaa* est la seule zone sur laquelle il exerce une influence sans partage. Au Sud, il n'est pas seul à opérer; *Amal* et la Résistance nationale occupant le terrain depuis déjà depuis plusieurs années. Puis, par la suite, c'est à Beyrouth, au cours de la guerre des camps où il va affronter *Amal*, qu'il va affirmer son emprise sur le sud Liban. Le basculement vers la guérilla comme mode opératoire unique va refléter ainsi l'affirmation progressive de son emprise sur la communauté chiite et le Sud Liban, aux dépens d'*Amal* et de la Résistance nationale.

4.1. L'affirmation de la Résistance islamique au Sud Liban

Le retrait des forces israéliennes dans la zone de sécurité est interprété par les combattants du *Hezbollah* comme une victoire, leur victoire. En réalité, les combattants d'*Amal*[315] et ceux de la Résistance nationale ont largement contribué au retrait des forces israéliennes en menant la majorité des opérations contre les forces d'occupation depuis la fin des années 1970[316]. Les partisans chiites ont le sentiment d'avoir réussi ce qu'aucune armée arabe n'avait réussi jusque-là en détruisant le mythe de l'invincibilité de *Tsahal*. D'autres groupes similaires ont précédé la venue de ce mouvement.

Les forces du *Hezbollah* s'empressent de remplir le vide laissé par les forces israéliennes à Sidon, à Nabatiyeh et dans certains villages du Sud, d'autant plus

[315] L'action d'*Amal* dans le Sud commence à décliner en 1985 après la mort de Mohamad Sa'ad et Khalil Jerardi, deux commandants locaux d'*Amal*. Ceux-ci furent à la base de la « résistance des sept villages », dans la zone autour de *Marakeh* dans les collines à l'est de Tyr. Ils conduisirent une grande partie des attaques et des attentats contre les collaborateurs et les forces israéliennes dans la zone. Ils ont été tués dans l'explosion de leur poste de commandement en mars 1985 à *Marakeh* ; pour de plus amples détails, voir Nicholas Blanford, op. cité, pp.60-64 et pp.69-70

[316] Une des militantes du *Hezbollah* dont Kinda Chaïb a retracé le parcours explique ainsi que lorsque celle-ci est arrivée dans le Sud en 1985 avec son mari : « « *la résistance [à l'occupation], c'est devenu le Hezbollah ». Son village était, au début des années 1980, essentiellement PSNS, PCL, puis Amal, mais la résistance s'est peu à peu identifiée au Hezbollah. D'ailleurs, quand elle parle de son père qui soutenait la résistance, elle ne parle pas du Hezbollah, mais des mouvements laïcs du début des années 1980.* », voir Kinda Chaïb, « Parcours de militantes », dans Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah, état des lieux*, 1ère éd., éd. Sindbad, Actes Sud, Paris, 2008, p.301; voir également David Hirst sur le PSNS et Amal dans *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8-PLON, 2011, locations 3905-3917

facilement que la Résistance nationale libanaise observe une trêve. Maintenant que les forces israéliennes et leurs alliés se sont retirés dans la zone de sécurité, il n'y a aucune raison de les provoquer et d'exposer les populations civiles à de nouvelles représailles. Les combattants du *Hezbollah* sont eux, *a contrario*, déterminés à continuer la lutte[317]. Ils apparaissent dans les villes et les villages du Sud, célébrant leur victoire par des rafales d'armes automatiques. Les combattants du *Hezbollah* gagnent rapidement une certaine popularité auprès des populations civiles, se distinguant par leur probité et leur discipline qui contrastent avec l'arrogance et la corruption des certains combattants palestiniens ou d'*Amal*[318]. A la différence de ce dernier, leurs armes sont entièrement tournées vers l'occupant.

Consécutivement au retrait, la Résistance islamique annonce son existence officielle[319]. Si elle est un mouvement d'inspiration islamiste, elle se veut avant tout un mouvement de libération nationale. La psyché combattante de cette guérilla islamo-nationaliste repose sur trois piliers principaux : l'Islam, le *Jihad* et la guidance du *Wilayet al Faqih*. La force du *Hezbollah* repose sur sa capacité à fournir un cadre d'interprétation religieux à la violence que les populations du Sud subissent, ainsi qu'une protection[320]. Un habitant du Sud Liban explique ainsi le rôle que joua la rhétorique religieuse du *Hezbollah* dans son engagement au sein de la Résistance islamique :

> *« Being evicted from my village and having my village occupied left a strong impression upon me. It made me very angry. I wanted to do something about it. I was very young then. All the factors of anger and*

---

[317] David Hirst, *Beware of Small States*. Lebanon, Battleground of the Middle East, Nation Books, New York, 2011, p.217

[318] Une militante interviewée par Kinda Chaïb justifia ainsi son passage d'*Amal* au *Hezbollah* au début des années 1980 : « *J'ai « traîné » à quitter Amal. [...] Je ne suis pas partie après l'accord du 17 mai [1983], mais ce sont des choses que j'ai vues, de mes yeux, au Sud ... qui m'ont fait partir. J'ai vu des choses qui ne me plaisaient pas, des relations entre les gens d'Amal et les gens de Haddad [...] C'est ce qui m'a fait quitter Amal, mais les principes d'Amal [et du Hezbollah] sont les mêmes, la lutte contre l'injustice, la défense des opprimés* », voir Kinda Chaïb, « Parcours de militantes », dans Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah, état des lieux*, 1ère éd., éd. Sindbad, Actes Sud, Paris, 2008, p.296

[319] Le *Hezbollah*, et sa branche armée, la Résistance islamique libanaise, annonce leur existence officielle dans une charte publiée le 16 février 1985 lors de la commémoration de la première année du « martyr » du Cheikh Ragheb Harb. Voir en annexe la Lettre Ouverte aux opprimés du Liban et du monde.

[320] Une des militantes interviewées par Kinda Chaïb explique ainsi : « *Un fait explique tout : avec ces gens, tu te sens protégée, en sécurité [...] Je sais parfaitement que personne ne viendra me voler, m'attaquer en pleine nuit, ou me tuer. Je n'ai plus peur. Avant, ce genre de choses arrivait. Des gens de 'Abbassiyeh, ou d'autres villages se sont faits tuer la nuit dans leurs maisons par des Israéliens. Cela arrivait beaucoup. Depuis que le Hezbollah existe, ça ne peut plus se passer. Il y a un œil qui veille.* », voir Kinda Chaïb, article cité, p.305 ; une autre de ces militantes explique le rôle qu'a joué le modèle religieux du *Hezbollah*, la « vraie religion » (*al dîn al haqîqî)*, dans son engagement au sein de la société de la résistance : « *Moi j'ai commencé à travailler avec Amal pour faire sortir la religion des coulisses et j'ai continué avec le Hezbollah [...] Dans les années 1970, les gens vivaient dans l'ignorance, personne ne savait rien sur Husayn ... les gens ne savaient même pas prier* », explique-t-elle. A l'époque, poursuit-elle, « *A l'époque, « les villages étaient dominés par les za'im, la religion*

youth were polished by an Islamic upbringing. I was motivated to read – especially the Koran. I watched events unfold between 1979 and 1982 like the Islamic revolution in Iran, which meant a great deal to me because it was related to my religious beliefs. I wanted to be a resistance fighter anyway, but when Hezbollah appeared on the scene I was naturally drawn to it because of its culture and ideology."[321]

Le retrait des forces israéliennes dans la zone de sécurité imposent de nouvelles contraintes. Désormais, les combattants doivent d'abord arriver à pénétrer dans la zone, sans se faire repérer, avant de pouvoir planter des mines ou de tendre des embuscades. En même temps, les combattants disposent désormais d'un arrière sécurisé d'où ils peuvent planifier leurs opérations et organiser les forces. Le *Hezbollah* implante une de ces premières bases à *Mlita* dans la région de *Jezzine*. Au cours des trois premières années, les combattants de la Résistance islamique entreprennent de creuser leur premier bunker souterrain[322].

Le *Hezbollah* organise le Sud selon un modèle de défense territoriale. La zone limitrophe de la zone de sécurité est divisée en quatre secteurs : *Iqlim al Toffah* (*Jezzine*), Nabatiyeh (nord), *Tibnine* (centre) et Tyr (ouest). Chaque canton est découpée en sections (*qita'at*) regroupant chacun une douzaine de villages. Dans ces villages, la défense territoriale, constituée de « réservistes », appuie les combattants professionnels du Hezbollah. La défense territoriale ne constitue qu'une des missions de l'unité « *ta'biyya* »[323] (mobilisation). Celle-ci est également chargée de diffuser la culture de la résistance dans les villages du Sud. Dans chaque village, un officier (*ra'bet*) assure la liaison avec le commandement du front Sud.

---

aurait été une arme pour lutter contre les injustices […] mais les gens pensaient que la religion, c'était la cause du sous-développement de la région, qu'on était arriérés à cause de la religion », voir Kinda Chaïb, article cité, pp.296-297

[321] Propos d'un vétéran du *Hezbollah* rapportés par Nicholas Blanford, dans son ouvrage, *Warriors of God : Inside Hezbollah's Thirty-Year Struggle Against Israel*, Random House, New York, 2011, p.84;

[322] Voir Nicholas Blanford, op.cité, p.78

[323] Nicholas Blanford rappelle ainsi: « *Among the duties of the **tabbiyya** was to help expand Hezbollah's influence in the villages through such activities as hanging up posters, banners, and flags and distributing Hezbolllah's literature, including the weekly **Al-Ahad** newspaper. Twice a week, the **tabbiyya** organized prayer sessions at the local mosque, which would be followed by religious lessons. The village guards each received a month or two of military training to prepare them, mainly for fire support roles in attacks on Israeli and SLA compounds. They could be farmers, schoolteachers, or mechanics during the day only to exchange their plows, books, and wrenches for rifles, RPGs, and mortars at night. The village guard units also were responsible for the nighttime **haras**, or guardian, duties in their respective villages to protect against Israeli commando raids. Over the years, the village guard units gained considerable combat experience, regularly topped up with refresher training courses.*", voir Nicholas Blanford, op.cité, p.80

Les opérations des premières années sont particulièrement audacieuses et coûteuses en hommes.

> Comme le rappelle Frédéric Domont et Walid Charara*, « les combattants de la résistance se lancent, parfois à plus de cent, à l'assaut des positions et fortins juchés sur les collines, réussissant à de multiples reprises à les occuper et les détruire*[324]*. Ces opérations spectaculaires, filmées, ont un double effet psychologique. D'une part, elles contribuent à saper le moral des soldats barricadés dans leurs positions et qui subissent les assauts continuels de combattants déterminés. D'autre part, elles renforcent grandement l'estime du public libanais pour la Résistance islamique. »*[325]

Ces combattants, qui se jettent à l'assaut des positions ennemies couverts par des tirs de mortiers, compensent la faiblesse de leurs moyens par une ardeur au sacrifice qui rappelle celle des jeunes iraniens se lançant à l'assaut des lignes irakiennes, minées, avec leur clé ouvrant la porte du paradis autour du cou.

Les combattants parviennent, par ailleurs, à enlever deux soldats israéliens la première année au cours de l'opération dite des « Deux captifs »[326], qui reste un des hauts faits d'armes du mouvement. Dans le contexte des tensions croissantes avec la France, liées au contexte de guerre entre l'Iran et l'Irak, les combattants tuent trois soldats français de la FINUL. Ces assassinats reflètent aussi bien l'influence de l'Iran sur le mouvement qu'un prolongement des attentats contre la FMSB. En dépit du retrait des forces israéliennes du Sud, les forces étrangères, bien qu'agissant sous la bannière onusienne, continuent d'être perçue comme des instruments visant à

---

[324] D'après Naïm Qassem, le Secrétaire-général adjoint du *Hezbollah*, les forces de la Résistance islamique détruisent une position à *Huqban* et attaquent les positions israéliennes et de l'ALS à *Sujud*, *Bir Kallab*, *Toumat Niha*, *Barasheet*, *Tall'at Ali Al Taher*, '*Alaman al Shomariya*, *Saidoon*, et *Rimat*. Voir Naïm Qassem, *Hizbullah. The Story from Within*, version actualisée, Saqi, Londres/Beyrouth, 2010, p.182.

[325] Walid Charara, Frédéric Domont, *Le Hezbollah : un mouvement islamo-nationaliste*, Nelle éd., Fayard, Paris, oct. 2006, p. 157

[326] Les combattants du *Hezbollah* réussirent à enlever deux soldats israéliens le 16 février 1986 dans le village de Kounin dans le Sud Liban. En représailles, l'armée israélienne réoccupa 17 villages en dehors de la zone de sécurité et entreprit une sévère campagne de répression contre les cadres et les villageois suspectés de sympathie avec le parti. Les corps des deux soldats furent rendus le 21 juillet 1996 en contrepartie de 45 hommes et femmes détenus par Israël au Sud Liban, ainsi que les dépouilles de 123 combattants; voir le commentaire d'Hassan Nasrallah sur cette opération dans un article d'Al Khaleej du 11 mars 1986, cité par Nicholas Noe (dir.), *Voice of Hezbollah. The Statements of Sayyed Hassan Nasralla*h, Verso, Londres/New York, 2007, p.24-25

protéger Israël. Le contingent sera ainsi à de maintes reprises la cible des attaques du *Hezbollah* ou d'anciens membres d'*Amal*[327] ralliés à ce dernier. La FINUL aura, également, au cours de ces années à subir le harcèlement des troupes de l'ALS.

Au quotidien, les forces de la Résistance mènent une guerre d'attrition classique contre les forces ennemies. Elles bombardent les positions adverses aux mortiers et tendent des embuscades aux troupes de l'ALS. Les miliciens chrétiens sont victimes de jets de grenades ou de tirs de snipers. Elles réussissent même lors de l'opération Grand *Badr* à stopper l'avance des forces ennemies vers la partie ouest de la *Bekaa* (*Loueizeh* et *Iqlim al Toffah*). Ces opérations entraînent des représailles sévères contre la population et démontrent que la violence n'est pas encore véritablement maîtrisée par le commandement de la Résistance islamique. Ne tenant pas à réitérer les erreurs de la guérilla palestinienne et d'*Amal*, qui avaient fini par s'aliéner la population du Sud Liban à force de représailles ennemies, le commandement de la Résistance islamique revient à une lutte dirigée strictement contre les forces militaires ennemies occupant le territoire libanais.

Au moment du retrait israélien dans la zone de sécurité, un certain nombre de combattants d'*Amal*, mais aussi des communistes libanais, principalement positionnés au pied du Mont Hermon, ainsi que d'autres groupes pro-syriens comme le PSNS ou le parti *Ba'th* libanais, continuent d'occuper le terrain au Sud Liban. A partir de 1985, les Palestiniens font leur retour au Sud Liban[328], atteignant presque 10 000 combattants en 1987, selon les estimations israéliennes. Edifiés par le modèle des combattants du *Hezbollah*, ils mènent de plus en plus d'opérations dans la zone de sécurité mais aussi en Israël. En 1989, les forces israéliennes tuèrent ainsi pas moins de 30 infiltrés palestiniens. Si le *Hezbollah* se méfie des Palestiniens, il n'en noue pas moins des liens avec le FPLP-CG d'Ahmed Jibril qui joua un rôle particulièrement actif dans la guérilla au Sud Liban. La majorité des opérations aériennes de contre-insurrection (chasseurs ou hélicoptères) israéliennes sont par ailleurs toujours dirigées contre les Palestiniens. Mais c'est aussi parce qu'au même moment l'*Intifada* place sur le devant de la scène les Islamistes palestiniens du Jihad islamique, qui

[327] Le contingent irlandais fut ainsi à plusieurs reprises la cible d'attaques de ce groupe dissident d'Amal, la Résistance des Croyants. Sur les attaques contre la FINUL, voir Nicholas Blanford, pp.86-88

contribueront à populariser la « culture de libération de Jérusalem » promue par Khomeini et ses disciples, notamment du *Hezbollah*.

Entre 1988 et 1991, les opérations de la Résistance décroissent drastiquement car la majorité du Sud Liban est encore sous le contrôle d'*Amal*, à l'exception des zones de *Loueizeh, Jabal Safi* et de l'ouest de la *Bekaa*. Si les opérations sont moins nombreuses, elles n'en sont pas forcément moins meurtrières. Le *Hezbollah* n'hésite pas à recourir à des attentats-suicides à la voiture piégée[329]. La première opération est menée par Haitham Dbouk à *Tel al Nahhas* dans la région de *Marjayyoun* le 19 août 1988 et fait 30 victimes du côté des soldats israéliens. Une deuxième est menée par Abdallah Atwi le 19 octobre 1988 à *Kfar Kila* près de la *Porte de Fatima*, tuant et blessant une quarantaine de soldats israéliens. Enfin, une troisième opération est conduite par le Cheikh Assaad Berro, le 9 août 1989, à l'entrée de *Quleya'a*, toujours dans la région de *Marjayoun*. 20 soldats israéliens furent tués.

4.2. La bataille pour le leadership de la communauté chiite

Le *Hezbollah* va profiter que les milices libanaises sont occupées à s'affronter[330] pour étendre son influence sur le théâtre d'opérations du Sud Liban et diversifier ses modes d'action. Toutefois, cette montée en puissance signifie de fait une extension de son influence sur la communauté chiite du Sud Liban, sans le soutien de laquelle il ne peut mener sa guérilla.

Avec le retrait des forces israéliennes de la majeure partie du Sud Liban, le *Hezbollah* a commencé à imposer sa « vision-modèle » aux populations du sud. Fidèle à sa perspective anti-impérialiste et islamiste, il entend contrer la diffusion des pratiques occidentales au sein de la population. Les combattants venus de la *Bekaa* et de la banlieue Sud imposent progressivement de nouvelles pratiques sociales plus conformes à leur vision d'une société islamique. Les jeux et l'alcool sont interdits, les

---

[328] Voir Yezid Sayigh, A*rmed Struggle and the Search for State. The Palestinian National Movement, 1949-1993*, 2e éd, Institute for Palestine Studies, Oxford University Press, New York, 2011, pp.581 et suivantes
[329] Sur ces opérations, voir Naïm Qassem, op. cité, p. 188
[330] Voir David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8-PLON, 2011, locations 4405-4501.

hommes comme les femmes tenus de porter une tenue « décente ». Cette mise en conformité « islamique » des populations du Sud et de la banlieue sud, qui tend à un moment à s'étendre à l'ensemble de Beyrouth-Ouest, s'accompagne d'enlèvements d'étrangers, notamment des personnels ou des étudiants de l'Université américaine de Beyrouth.[331]

Ces nouvelles pratiques, diffusées au sein de la société de résistance par des groupes de réflexion et des associations religieuses, visent à inculquer à la population la culture de la résistance (*thaqafa al muqawamma*)[332].

> Comme le rappelle le Cheikh Qassem, le Secrétaire-général adjoint du Hezbollah, *« a resistance society is not one in which arms are randomly distributed to all people, but such a community governs energies and capacities into an integrated process of confrontation. »*[333]

En contrepartie de leur engagement dans la société de la résistance (*mujtamma' al muqawamma*), les combattants et leurs familles, et plus généralement les populations des régions sous l'influence du *Hezbollah*, bénéficient des services sociaux, éducatifs, sanitaires, techniques offerts par ses institutions. Comme les autres milices libanaises avant lui, le *Hezbollah* pallie les carences de l'Etat[334] dans les zones à majorité chiite. Mais celui-ci, grâce aux subsides iraniens significatifs, bâti un réseau dont la taille et la variété des institutions dépassent de loin celui des autres milices libanaises. Par ailleurs, la discipline et l'honnêteté qui caractérisent ces institutions forcent l'admiration et le respect bien au-delà des frontières de la communauté chiite.

---

[331] David Hirst, *Beware of Small States. Lebanon, Battleground of the Middle East*, Nation Books, New York, 2011, p.239; voir également Nicholas Blanford, op.cité, pp.73-77; pour un panorama détaillé de l'ensemble de l'action sociale du Hezbollah, voir Myriam Catusse et Joseph Alagha, « Les services sociaux du Hezbollah. Effort de guerre, ethos religieux et ressources politiques », dans Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah, état des lieux*, 1ère éd., éd. Sindbad, Actes Sud, Paris, 2008, pp.117-146

[332] Sur les dispositifs de diffusion de la culture de la résistance, on pourra se reporter à Catherine Le Thomas, « Formation et socialisation : un projet de (contre)-société », dans Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah, état des lieux*, 1ère éd., éd. Sindbad, Actes Sud, Paris, 2008, pp.147-172

[333] Interview de Naïm Qassem dans le journal *As Safir* du 24 août 2009, cité par Nicholas Blanford, *Warriors of God : Inside Hezbollah's Thirty-Year Struggle Against Israel*, Random House, New York, 2011, p.83

[334] David Hirst, *Beware of Small States. Lebanon, Battleground of the Middle East*, Nation Books, New York, 2011, pp.239-240

Amal, jusqu'alors le premier mouvement chiite libanais, n'entend pas céder sa place au *Hezbollah* à la tête de la communauté[335]. La montée en puissance du Hezbollah, aux dépens d'Amal, renverse les équilibres de force entre leurs soutiens respectifs, l'Iran et la Syrie. *A fortiori* à partir de 1985, où ayant achevé leurs objectifs communs d'expulsion des forces israéliennes et américaines, les deux puissances vont s'affronter par le biais de leurs alliés libanais respectifs pour imposer leur influence sur le Liban et son futur modèle étatique.

La dernière période de la guerre des camps voit ainsi s'affronter le *Hezbollah* et *Amal* pour le leadership de la communauté chiite. *Amal*, poussé par son allié syrien, entreprend à partir de 1984 d'empêcher les factions armées palestiniennes, liées à l'OLP, de se reconstituer dans les camps de Beyrouth[336], notamment ceux de *Sabra* et *Chatila* et de *Bourj al Barajneh*. Les Palestiniens ont, en effet, saisi l'opportunité du soulèvement contre Amine Gemayel, pour se réinstaller au Liban[337], où ils risquent de redevenir une force politique majeure. Entre 1985 et 1987, le *Hezbollah* ne fait qu'apporter un soutien logistique et des armes aux mouvances palestiniennes liées à l'OLP, assiégées dans les camps[338]. Si le *Hezbollah* éprouve une réelle sympathie pour la guérilla palestinienne, il cherche surtout à pousser son rival dans une guerre coûteuse.

Le *Hezbollah* a vu juste. La guerre des camps se termine par une défaite aussi bien militaire que politique d'*Amal*, qui a subi de lourdes pertes et est fortement critiqué aux niveaux national et régional. Le siège final de la guerre des camps vient

---

[335] Dans un entretien accordé au journal émirati *al Khaleej*, Nasrallah expose les enjeux de la confrontation avec *Amal*: « *The party started developing and growing by virtue of the Islamic Resistance's confrontation with Israel, and it was therefore only natural to see developing on the Islamic scene in general – and in particular the Shia scene – an entity called the Amal Movement and a current called Hezbollah. Our disagreement with Amal revolves around the vision, methodology and the fundamental, serious need to unconditionally follow al Khomeini's leadership. We believe, however, that our relationship with the Amal Movement should be based on a dialogue that aims at crystallizing a common vision and at finding a way of dealing with one another as brothers; we reject the notion of a potential conflict between us, regardless of whether is is political or non-political. At the same time, this does not mean that there is no rivalry between us, for both of us claim to work in order to further the interests of Islam and the Muslims. Therefore, let there be competition between us, in both the political and military spheres, for the sake of the wretched in Lebanon.*
On the domestic front, and concerning the rumored potential armed conflict between us, we say that we have already overcome this [situation] and will undoubtedly be able to overcome it again in the future. In the past, the psychological and military situation lent itself to a potential armed clash, but the people in charge and the Iranian government managed to contain the situation. Any talk now about a future clash is nothing but a fanciful dream on the part of the enemy [Israel].", voir l'extrait de l'article, paru le 11 mars 1986 dans *al Khaleej*, dans Nicholas Noe (dir.), *Voice of Hezbollah. The Statements of Sayyed Hassan Nasralla*h, Verso, Londres/New York, 2007, p.27

[336] Voir Yezid Sayegh, *Armed Struggle and the Search for State. The Palestinian National Movement, 1949-1993*, 2e éd, Institute for Palestine Studies, Oxford University Press, New York, 2011p.585

[337] Voir Yezid Sayegh, op. cité, p.598; voir également David Hirst, op. cité, pp.233-234

[338] Voir Yezid Sayegh, op. cité, pp.591-592

clore le cycle de guerres des camps, commencé à *Tel Zaatar* et poursuivit avec les massacres de *Sabra* et *Chatila*. Les autres milices libanaises se sont par ailleurs coalisées contre *Amal*, qu'il s'agisse de ses ex-alliés sunnites, du Front de la Résistance nationale, des druzes, ou même des Phalangistes. Enfin, de nombreux combattants d'*Amal* ont déserté ses rangs pour rejoindre ceux du *Hezbollah*. Le désastre est tel qu'en 1987, Damas déploie 7000 hommes[339] à Beyrouth-Ouest pour sauver son allié de l'effondrement[340]. Au cours des affrontements, l'armée syrienne tue 23 personnes liées au *Hezbollah*, dont 5 femmes. Les soldats syriens arrachent les portraits de Khomeiny dans les rues. L'Iran menace la Syrie de rendre sa position intenable à Beyrouth-Ouest. La Syrie assure son allié qu'elle n'a aucune intention d'investir la *Dahiyeh,* qui est devenue le fief du *Hezbollah*.

Si *Amal* a dû céder la place au *Hezbollah* dans la capitale, il entend, *a minima*, conserver son influence sur les villages du Sud. L'enlèvement du Lieutenant-Colonel Higgins, le commandant du Groupe d'Observateurs au Liban, le 17 février 1988, par des combattants du *Hezbollah*[341] va provoquer l'affrontement entre les deux forces chiites rivales. *Amal*, en coopération avec la FINUL, lance une vaste campagne dans le Sud pour tenter de localiser Higgins. Les accrochages se multiplient un peu partout dans le Sud alors qu'*Amal* tente de reprendre le contrôle de la région. En avril et mai 1988, *Amal* lance une attaque contre les fiefs du Hezbollah de Nabatiyeh et *Jezzine*. Après trois jours d'intenses combats, *Amal* s'empare d'un des derniers bastions du *Hezbollah* dans le sud, *Siddiqin,* et expulse les *Pasdarans* de leurs positions à *Jibsheet* et *Sharqiyah*. Les cadres du *Hezbollah* se réfugient dans leur fief montagneux d'*Iqlim al Toffah*, à l'est de Sidon. Les Israéliens profitent de cette opportunité pour lancer une attaque de grande ampleur contre le village de *Meidoun*, tenu par le *Hezbollah* et situé dans le sud de la *Bekaa*. Finalement, trois jours plus tard, *Amal* lance un assaut contre la *Dahiyeh*, dernier bastion réellement autonome du *Hezbollah*.

[339] Voir Yezid Sayegh, op. cité, p. 595
[340] Yezid Sayegh, op. cité, p.584
[341] Bien que l'enlèvement fut revendiqué par l'Organisation des Opprimés de la Terre, au motif qu'Higgins était un agent sous couverture de la CIA, il était de notoriété publique dans le Sud qu'ils avaient été enlevés par des miliciens locaux du *Hezbollah*. Voir Nicholas Blanford, op. cité, pp.88-89

Amal, soutenu par son allié syrien, espérait que, déstabilisé par ces pertes précédentes, le *Hezbollah* serait facilement défait dans la capitale. Mais, réalisant qu'il est au bord de l'effondrement, le *Hezbollah* reprend l'initiative, appelant en renfort ses troupes de la *Bekaa*, qui comptaient un certain nombre de *Pasdarans*. Par un renversement d'alliances contre nature, dont les milices libanaises étaient coutumières, le *Hezbollah* reçoit même des armes des Forces libanaises de Samir Geagea. Le *Hezbollah* combat avec une grande détermination, considérant, selon l'aveu du Cheikh Qassem lui-même, que la survie de la résistance est en jeu[342]. Les *Pasdarans* s'infiltrent dans Beyrouth par le port druze de *Khaldeh* et lance une contre-offensive, minutieusement planifiée, libérant en six jours 80% de la *Dahiyeh*.

Le président Hafez al Assad sauve *in extremis* son allié libanais en invitant les leaders du *Hezbollah* à venir le rencontrer dans son palais de Lattaquié. Ils conviennent d'un déploiement de 3000 soldats syriens dans la banlieue sud, où le *Hezbollah* conservera l'intégralité de ses positions. L'accord signifie implicitement la reprise des opérations du *Hezbollah* dans le Sud. Nabih Berri, désavoué, dissout sa milice à Beyrouth. Cet accord entre le président syrien et le *Hezbollah* marque un tournant dans les équilibres de pouvoir au Liban dont les conséquences persistent jusqu'à aujourd'hui. La Syrie renforce ses relations avec le *Hezbollah* au détriment d'*Amal*, avec qui elle veille toutefois à conserver des liens, pour ne pas laisser le champ totalement libre au *Hezbollah*. L'accord de Damas, négocié avec le soutien des Iraniens, aboutit à la formation d'une cellule de coordination commune des opérations. Mais le *Hezbollah* n'entend pas se contenter d'avoir éliminé *Amal* de Beyrouth, il s'attaque désormais à ses dernières positions dans le Sud.

Le *Hezbollah*, dont trois cadres viennent d'échapper à une tentative d'assassinat[343], lance une violente offensive dans les villages contrôlés par *Amal* à l'ouest d'*Iqlim al Toffah*. Cette offensive, suivie d'une contre-offensive d'*Amal* contre les villages *Jbaa* et d''*Ain Boussoir* tenus par le *Hezbollah*, donnent lieu à de véritables massacres. Le Cheikh Abdel Amir Qabalan, lié à *Amal*, dénonce même « suicide de masse » de la communauté chiite.

[342] Voir Naïm Qassem, *Hizbullah. The Story from Within*, version actualisée, Saqi, Londres/Beyrouth, 2010, pp.186-187

L'Iran et la Syrie négocient un cessez-le-feu en janvier 1989, qui achoppe autour de l'enjeu du Sud Liban, qu'*Amal* ne veut à aucun prix laisser au *Hezbollah*. Les combats reprennent de plus belle. En trois semaines, les affrontements ont fait pas moins de 300 morts et 1000 blessés, sans compter les 400 000 personnes qui ont fui la banlieue sud. Les accords de *Taëf* et la démilitarisation des milices rendent d'autant plus précaire la situation des rivaux chiites. A partir de juillet 1990, les miliciens d'*Amal* assiègent pendant trois mois les combattants du *Hezbollah* dans leur fief d'*Iqlim al Toffah*[344]. Le deuxième *Accord de Damas* met fin en novembre 1990 à cette guerre fratricide chiite, qui aura causé plus de pertes que la décennie d'occupation israélienne du Sud. Elle aura par ailleurs offert une période de répit aux forces israéliennes et de l'ALS.

Dans le nouveau contexte créé par les accords de *Taëf*[345], l'armée libanaise entend désormais se redéployer dans le Sud. Pour sauver ses armes, la Résistance islamique va devoir, dans un premier temps, affronter ce nouvel acteur et dans un second temps, opérer une transformation interne pour s'adapter au nouveau contexte politique national et régional. Or, la « nationalisation » de la Résistance implique une prise de distance avec la rhétorique islamique révolutionnaire des débuts et une « politisation » du mouvement qui ne vont pas sans susciter des tensions à l'intérieur du mouvement.

---

[343] En novembre 1988, en représailles à la mort de trois importants leaders d'Amal dans une embuscade montée pardes combattants du *Hezbollah*, une explosion vise les cheikhs Nasrallah, Tufayli et Mussawi ; voir Nicholas Blanford, op. cité, p.91

[344] Voir Naïm Qassem, *Hizbullah. The Story from Within*, version actualisée, Saqi, Londres/Beyrouth, 2010, pp.186-187

[345] Voir David Hirst, *Beware of Small States. Lebanon, Battleground of the Middle East*, Nation Books, New York, 2011, p. 236. Au titre des accords de *Taëf*, signés le 22 octobre 1989 et qui mettent fin à la guerre civile libanaise, les milices sont désormais à l'exception de l'ASL, du *Hezbollah* et de certains groupes palestiniens présents dans les camps. Les forces étrangères devaient se retirer (Israël et Syrie) et l'armée libanaise devait se redéployer sur l'ensemble du territoire libanais; dans les faits, dans le Sud son déploiement a été limité du fait de la zone de sécurité d'un côté et de la présence du *Hezbollah* de l'autre; dans la *Bekaa*, du fait des troupes syriennes, qui ne se sont retirées du Liban qu'en 2005. Les accords sont suivis en 1991 d'un Traité de fraternité syro-libanais qui entérine dans les faits la présence syrienne au Liban. Après son retrait unilatéral en 2000, Israël a conservé des troupes dans la zone de fermes de *Cheba'a* et dans le village du *Ghajar.*

II. Le retour de la lutte armée dans les Territoires

L'expérience de la guérilla palestinienne au Liban va durablement influencer le développement d'autres groupes armés de la région au cours de la décennie suivante. Son élan révolutionnaire et ses faits d'armes ont profondément marqué les combattants des guérillas islamo-nationalistes qui se développent dans les années 1980 au Liban et dans les Territoires occupés. Pour beaucoup[346], les camps de la guérilla palestinienne du Sud Liban ont été une véritable école de la guerre révolutionnaire.

De cette formation militaire et politique issue de l'expérience de la guérilla palestinienne « laïque » au Liban vont naître différentes mouvances armées palestiniennes. L'effondrement de la *République Fakhani* et le départ de l'OLP de Beyrouth d'un côté, l'expérience carcérale dans les prisons égyptiennes ou israéliennes de l'autre, créeront les conditions favorables à la rencontre de ces différentes mouvances dans les Territoires occupés au début des années 1980. De ce climat particulier sortiront les mouvances armées islamistes palestiniennes que sont le Jihad islamique palestinien et le *Hamas*.

1. La mouvance islamique révolutionnaire et la fin de l'aventure libanaise

Au sein même du *Fatah,* va se développer une faction sensible aux idées révolutionnaires de la révolution islamique iranienne. Celle-ci va fournir à la fin des années 1970 le terreau idéologique et militant favorable au développement d'un islamisme combattant en Palestine.

[346] Des combattants d'origines aussi variées que ceux d'*Amal* ou les partisans de Khomeiny en exil (dont son fils) mais aussi certains cadres du *Hezbollah* tels qu'Imad Moughniyeh, ainsi qu'un Anis Naqqash (quitte le *Fatah* en 1978 et fonde le *Harakat al Lubnan al 'Arabi*), sont tous passés par les camps de la guérilla palestinienne dans les années 1970. Par ailleurs, en 1974, les Américains se sont adressés à Yasser Arafat pour former la Brigade du Jihad islamique, formée de chiites proches de l'OLP pour assurer la sécurité de l'ambassade américaine à Beyrouth. L'attentat-suicide contre l'ambassade américaine en 1983 est commis par un des membres de cette brigade.

1.1 La dissidence islamique

A la gauche du *Fatah*[347], des membres du *Markaz al Takhtit* (OLP-*Fatah*) comme Munir Shafiq (Abu Fadi) et des responsables militaires du *Fatah* (Marwan al Kayali, Bassam Sultan Tamimi, Mahmoud al Alloul) prennent leur distance avec le *Fatah* dont ils ne cautionnent pas la nouvelle stratégie suite à la guerre du *Kippour* et fondent la *Katiba al Tullabiyya* (« Brigade Etudiante »). Ils recrutent dans les branches étudiantes du *Fatah* au Liban et à l'étranger et dans les mouvements maoïstes (Organisation de l'Action Communiste Libanaise, Parti d'action socialiste arabe ou Noyau du peuple révolutionnaire) de l'opposition libanaise. Inspirés par les modèles vietnamien et chinois, la brigade veut sortir des divisions internes à l'OLP et des conflits miliciens et se concentrer sur l'implantation de la guerre révolutionnaire au Sud Liban. Fidèle au principe maoïste de la « contradiction principale », ce groupe armé concentre ses efforts sur la lutte contre Israël et refuse de diluer ses efforts dans des conflits internes à la nation arabe.

Après l'opération *Litani* et la régularisation des forces du *Fatah*, la Brigade étudiante devient la Brigade *Jamarq*. Elles intègrent des combattants venus du Maghreb et du Levant, qui la familiarisent avec les expériences militaires du FLN et du Vietnam. Des combattants iraniens et irakiens rejoignent également les rangs de la Brigade et sensibilisent ses militants aux idées chiites révolutionnaires. A cette époque, les *moudjahidin* iraniens s'entraînent dans les camps de la Brigade au Sud Liban. De cette expérience va naître une connexion libano-palestinienne, qui en dépit des évolutions politiques et militaires, a continué de perdurer jusqu'à aujourd'hui. De ce creuset va émerger un mélange de tendances marxisantes et islamistes dont les principales références -Khomeiny, Lénine, Mao et Ali Shariati – contribueront à l'élaboration d'une espèce de théologie de la libération.

[347] Cette prise de distance avec le *Fatah* intervient après le départ de Jordanie et la défaite de 1973 qui impose au mouvement de redéfinir sa stratégie. Cette tendance maoïste, hostile au principe des négociations avec Israël, prend ses distances avec Arafat tout en conservant des liens avec Wazir. Par ailleurs, la ligne maoïste est privilégiée à la ligne soviétique, l'URSS ayant condamné fermement les actions terroristes du FPLP et de l'Organisation Septembre noir. Sur le contexte de divisions au sein du *Fatah* et la tendance maoïste, voir Yezid Sayegh, op. cité, pp.352-353 ; sur les origines de la Brigade *Jamarq*, voir Wissam al Haj, Nicolas Dot-Pouillard, Eugénie Rébillard, *De la théologie à la libération ?*, éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2014, locations 1341-1391

En 1978, la Brigade s'illustre lors de la *Bataille de Bint Jbeil* aux côtés des combattants chiites libanais et lors de la défense du Château de Beaufort (*Qala'a al Shafiq*), avec sa tactique des systèmes de tunnels, empruntée aux Vietnamiens et qui sera reprise par *Amal* et le *Hezbollah*. Pendant l'invasion de 1982, la Brigade s'illustre également par quelques faits d'armes qui resteront dans l'histoire de la Résistance palestinienne. La capture de 6 soldats israéliens à *Bahmdoun* en 1982 donnera notamment lieu à un échange de 4600 prisonniers palestiniens et libanais contre les soldats israéliens, qui reste jusqu'à ce jour le plus important de ce type. A partir du retrait de Beyrouth, la *Brigade Jamarq* va initier un tournant vers l'islamisme révolutionnaire. Les membres de la *Saja* ne sont pas les seuls, parmi la tendance dure qui a émergée à partir de 1974 au sein de l'OLP[348], à évoluer de l'extrême gauche palestinienne à l'islamisme politique. Le leader du quartier de *Bab al Tebbaneh*, Khalil Akkawi (qui avait fait ses armes au *Fatah*), se convertit également à l'islam politique après la révolution iranienne. Il fonde, à la fin des années 1970, le Mouvement de la Résistance populaire d'extrême gauche, qui s'allie au mouvement du Liban arabe (*Ismat Murad*), maoïste, et à *al Tawhid*, pour former le Mouvement de l'unicité islamique. Ce dernier s'alliera au *Fatah* et à l'OLP en 1984 contre les Syriens qui assiègent ces derniers dans Tripoli.

Au même moment, à la prison d'*Ashkelon*, des officiers gaziotes de l'ALP forment *al Jama'a al Islamiyya*[349] (« groupe islamique »). Ce groupe entreprend de mobiliser les détenus autour de l'islam politique. On trouve dans ce groupe des membres des Forces de Libération Populaires arrêtés lors de la pacification de Gaza (Jaber 'Ammar), ainsi que des membres du PLF (Misbah al Suri) ou de FPLP-CG (Hafez al Dalqamuni et Yussef al 'Ajjuri). Ces anciens combattants trouvent dans l'islam un réconfort à la défaite de 1967. Entre 1974 et 1976, le mouvement organise plusieurs grèves à l'intérieur des prisons. Ils acquièrent rapidement une certaine réputation dans le milieu carcéral sous le nom de « qassémites » ou « d'indépendants ». Une autre figure importante de ce courant que l'on retrouvera dans les connexions du Jihad islamique palestinien quelques années plus tard est

[348] A partir de 1974, en opposition à la nouvelle ligne définie par la direction de l'OLP sur la solution des deux Etats et au lancement des pourparlers avec l'Egypte, qui contiennent un volet sur l'autonomie de Gaza et de la Cisjordanie, une tendance dure se dégage au sein de l'OLP. Elle refuse la voie diplomatique et prône la guerre à outrance contre Israël. Les factions qui la composent ont bénéficié de l'appui de la Syrie et de la Libye.
[349] Voir Yezid Sayegh, op. cité, pp. 625-627

'Abdallah Ahmad Hassan Mhanna (ancien des FPL). Après avoir rejoint le *Fatah*, il crée en 1977 un courant islamique nommé *al Munfalishun* (« laxistes ») à la prison de *Beer-Sheva* à la fin des années 1970.

1.2. Le départ de Beyrouth

Le départ de Beyrouth des troupes de l'OLP suite aux massacres de *Sabra* et *Chatila* va favoriser le déplacement de la confrontation dans les Territoires. La fin de l'épisode libanais marque aussi la fin de la guérilla palestinienne « laïque », celle liée aux factions de gauche et à l'OLP. Le départ de la capitale libanaise a été très mal vécu par le mouvement national. Certains, au sein du *Fatah*, l'ont ressenti comme une capitulation d'Arafat, d'autant plus que celui-ci vient d'accepter le *plan Fahd* proposé lors du sommet de Fès. En octobre 1982, Arafat, qui s'est réconcilié avec la monarchie hachémite, a accepté le principe d'une confédération jordano-palestinienne. La dialogue jordano-palestinien achoppera toutefois sur la question de la représentation palestinienne lors d'éventuelles négociations avec Israël. Yasser Arafat, qui subit de multiples pressions au sein du *Fatah* et de l'OLP, ne peut accepter que les intérêts palestiniens soient défendus par la monarchie. La Syrie, qui s'oppose au principe d'un rapprochement de l'OLP avec la Jordanie et d'un découplage des dossiers syrien-libanais et palestinien, soutient l'opposition à Arafat, qui se transforme en véritable rébellion en mai 1983[350]. Les forces dissidentes, constituées par certaines troupes de l'OLP stationnées dans la *Bekaa*, ont capitalisé sur le sentiment de frustration qui s'est emparée des combattants déplacés en Syrie après l'évacuation de Beyrouth[351].

L'effondrement de la *République Fakhani* pousse certains cadres du *Fatah* et des factions de la gauche de l'OLP une certaine introspection. Les causes de la défaite sont attribuées au système de pouvoir personnel construit par Arafat et à la

[350] La rébellion est dirigée par des cadres dissidents du *Fatah* (Maragha, 'Amla, Salih et Abu Kwaik) et d'anciens officiers de l'armée jordanienne. Les 40 officiers dissidents reçurent l'aide de la Syrie, à la fois politique et militaire (60 tonnes d'armements) ainsi que le soutien financier de la Libye. L'ex-commandement régional du *Fatah* au Liban se rallia à la rébellion avec presque 10 000 hommes. Les dissidents reçurent également le soutien de la faction *Abu Nidal*, du FPLP-CG, du PPSF et de la *Sa'iqa*. Le FPLP et le FDLP refusèrent quant à eux le principe de la rébellion armée contre Arafat.
[351] Yezid Sayegh, op. cité, pp.558-559

corruption rampante[352] dans l'ensemble des institutions de l'OLP. Dans un document interne, évaluant la politique du *Fatah* depuis 1967, une dizaine de cadres du mouvement dénoncent ainsi cette situation :

> *« « the policy of relying on the support of Arab regimes has led to sabotage of the internal structure of [Fateh] », and criticized the narrow, parochial focus on Palestinian concerns, disregard for the Arab dimension of the struggle, and lack of progress towards national unity. Action in the occupied territories lacked seriousness and suffered from inadequate budgets. The spread of the « bureaucratic disease »; the result was an acute clan and regional loyalties and « appaling bourgeoisification of a certain stratum of Fateh leaders and cadres… in full sight and hearing of the leadership ». A root of many afflictions was the « domination of autocracy in decision-making in political, military, and financial affairs, which has led to the marginalization of organizational bodies. » »*[353]

Expulsées par la force de la *Bekaa*, les forces loyales à Arafat se replient sur Tripoli, où elles se rapprochent de certains mouvements islamistes hostiles à la Syrie[354]. Les forces dissidentes acculent dans Tripoli les forces loyalistes, avec l'aide de la Syrie et de contingents libyens. La marine israélienne assure un blocus autour de la capitale du nord du Liban. Les dissidents ont perdu toute crédibilité, en recevant le soutien indirect d'Israël. Les Palestiniens des Territoires prennent fait et cause pour Arafat qui, à la différence des factions d'obédience syrienne, veut mettre fin le plus rapidement possible aux souffrances de l'occupation, quitte à faire des concessions diplomatiques. A la suite d'une médiation saoudienne, les forces syriennes acceptent l'évacuation d'Arafat et de ses 4000 combattants vers Tunis[355] et le Yémen.

---

[352] Les cadres de la gauche de l'OLP, Nazih Nidal et 'Abdel Hadi al Nashnash situaient une des causes de la défaite dans l'affaiblissement des forces du *Fatah* par « *the ethical decline and corruption that spread among the rank-and-file. The problem « is no longer limited to [certain] individuals, but now stretches to entire agencies whose members perpetrate corrupt acts, thievery, smuggling, [criminal] trade, and protection rackets with utter impunity [thanks to] the support and protection of the senior influential leaders in the revolution, for whom many previously worked as firsthands aides* » », propos rapportés par Yezid Sayegh, op. cite, p.559

[353] Mémorandum interne au *Fatah* cité par Yezid Sayegh, op. cité, p.559

[354] Après les événements de Hama en 1982, au cours desquels Hafez al Assad a fait pilonner la ville où s'était réfugiée la rébellion armée des Frères musulmans syriens, ceux-ci ont trouvé refuge dans le nord du Liban (Tripoli).

[355] La direction politique, le comité exécutif et les organes de presse de l'OLP se réinstallent à Tunis, alors que la direction militaire et l'appareil sécurité trouvent refuge au Yémen Nord, à *Sana'a*. Quelques troupes restent, cependant présentes dans les camps du Nord du Liban (*Nahr al Bared*, *Baddawi*) et dans la *Bekaa* ; sans parler des factions palestiniennes d'obédience syrienne qui disposent de bureaux et de camps d'entraînement en Syrie (*as Sa'iqa* et FPLP-CG).

Le tournant vers l'islamisme révolutionnaire de certains combattants venus du *Fatah* signale la fin d'une époque, celle de la guérilla palestinienne laïque-nationaliste. Pendant que le mouvement national, réfugié à Tunis, tente de tirer les leçons de l'aventure libanaise, les Territoires palestiniens connaissent une profonde mutation sous l'influence de forces contradictoires.

2. L'armée israélienne prise entre deux feux

Après les vagues de répression du tournant de la fin des années 1960 en Cisjordanie et du début des années 1970 à Gaza, l'administration militaire israélienne dans les Territoires tentent de s'adapter aux évolutions diplomatiques tout en essayant de circonscrire les troubles croissants[356]. A partir du milieu des années 1970, les Territoires sont témoins de mouvements de protestation répétés de la population palestinienne contre les expropriations croissantes de terre et l'installation de nouvelles colonies dans les zones de peuplement arabe. En dépit des mesures répressives, la contestation reprend sans cesse, alimentée par les violences de la frange radicale des colons emmenées par Meir Kahane[357] dans la région d'Hébron tout d'abord, puis à partir de 1977, dans la région de Naplouse. L'opposition de la population locale prend la forme d'action de désobéissance civile, le *sumud*, encadré par le Front national palestinien, auquel succède à partir de 1978, un nouveau Comité de Guidance nationale. Celui-ci est composé de nombreux maires nationalistes, élus lors des élections de 1976. A mesure que croissent la colonisation et l'asphyxie corollaire des activités économiques palestiniennes, les organisations liées au *sumud* prennent de plus en plus d'importance dans la vie quotidienne des Palestiniens. Elles assurent les services essentiels à la population et pallient l'absence d'Etat. Ce faisant, elles arrivent à mobiliser la population autour d'actions de désobéissance civile qui prennent de plus en plus d'importance au cours de la fin des années 1970.

---

[356] Sur la situation dans les Territoires dans la deuxième partie des années 1970, voir Jean-François Legrain, Les Voix du soulèvement palestinien, 1987-1988, consultable en ligne : http://iremam.cnrs.fr/legrain/voix02.htm#Heading04 et Chapitre 2 : « Status of the Palestinian TErritories and the Palestinian Society under Israeli Occupation », *Arij (Applied Research Institute of Jerusalem) Atlas*, consultable en ligne : http://www.arij.org/atlas40/chapters.html

[357] Meir Kahane a formé un groupe de colons extrémiste au milieu des années 1970, le « Terror Neged Terror » (Terreur contre la Terreur, TNT) qui s'attaque aux populations arabes dans la région d'Hébron.

L'option jordanienne est « enterrée »[358] en 1977 avec la *proposition Carter* de paix entre l'Egypte et Israël. Sadate, lors de son discours devant la *Knesset*, avait affirmé le droit des Palestiniens à leur propre Etat, sans toutefois faire référence à l'OLP ou à la bande de Gaza. Le refus d'Arafat de la proposition égyptienne lui redonne une certaine popularité auprès de la population des Territoires. En représailles, les Egyptiens suspendent les facilités accordées aux étudiants gaziotes pour étudier dans les universités égyptiennes. En juillet 1978, le président égyptien fait une nouvelle proposition à Menahem Begin par l'intermédiaire des Etats-Unis. Il demande le retrait des Territoires occupés en contrepartie de garanties de sécurité offertes par l'Egypte sur Gaza et par la Jordanie sur la Cisjordanie. La proposition égyptienne ne propose finalement qu'un retour à la situation prévalant avant 1967. De son côté, Begin, fervent défenseur du *Eretz Israël*, refuse, par principe, tout retrait des Territoires occupés, même partiel, et le démantèlement des implantations juives. Il offre à la place la création d'une administration palestinienne autonome dans les Territoires. En 1978, Begin affirme dans un discours devant la *Knesset*:

> *« There will be no referendum in Judaea, Samaria and Gaza, and on no condition will there be a Palestinian state. Thirdly… the murderous organization known as the PLO is not and will not be a factor in the negotiations."*[359]

La population des Territoires fait, en quelque sorte, les frais des pourparlers de paix israélo-égyptiens. Convaincus qu'il n'y a rien à attendre du côté égyptien, l'ensemble des représentants du mouvement syndical et les élus de la Bande, à l'exception des membres de la confrérie des Frères musulmans, tiennent un congrès entre le 16 et 18 octobre 1978 à Gaza. Ils y affirment leur rejet de l' « autonomie » proposée par les Israéliens :

> *« Autonomy, in the sense in which the word is used in the Camp David Accords, is devoid of meaning and content, as it does not measure up to even the minimal demands of the Palestinian Arab people, nor to their*

[358] La proposition de confédération palestino-jordanienne redonnera vie temporairement et pour une dernière fois à l'option jordanienne.

rights. Nor will it facilitate the proper exercise by this people of their right to liberty and self-determination. This is the result of the obscurity, ambiguity and complexity of the text."[360]

Face à cette position de rejet ferme, qui revenait à un soutien tacite de l'OLP, le gouverneur israélien de Gaza interdit, dès lors, toute réunion politique, syndicale, associative et restreignit les activités du Croissant Rouge et d'autres organisations nationalistes.

En parallèle, la proposition d'établissement d'une administration autonome palestinienne dans les Territoires se traduit par le déplacement de l'administration militaire en Israël à laquelle succède une « administration civile ». Celle-ci est censée prendre fin dès que l'autorité administrative autonome palestinienne aura été élue démocratiquement. Cette stratégie s'incarne dans la constitution des Ligues de villages[361], créées d'abord dans la région d'Hébron en 1978. Cette nouvelle stratégie doit permettre de faire émerger une classe de notables fidèles à Israël pour faire contrepoids aux leaders nationalistes locaux et maintenir l'ordre. Plusieurs maires nationalistes sont d'ailleurs arrêtés, démis de leurs fonctions ; certains sont mêmes expulsés au Liban. Ces mesures répressives ne font qu'encourager la contestation populaire qui exprime à la fois un refus de l'occupation aussi bien que du développement des colonies.

Fin mars 1980, le gouvernement israélien approuve la rénovation et le développement du quartier juif d'Hébron en dépit de la campagne de résistance pacifique menée par les élus d'Hébron. Des manifestations s'étendent rapidement à toute la Cisjordanie alors même que les accrochages avec les colons à la périphérie d'Hébron se multiplient. Ces derniers ont commencé à s'organiser en milices populaires (*Haganah Merchavit*), qui ont été intégrées au sein de l'armée, qui leur fournit entraînement et armes. Mais celles-ci ont tendance à s'autonomiser à mesure

---

[359] Discours prononcé par Menahem Begin à la *Knesset* le 25 septembre 1978, cité par Jean-Pierre Filiu, *Gaza. A History*, Oxford University Press, New York, 2014, 168

[360] La traduction anglaise de la déclaration originale est tirée du *Journal of Palestine Studies*, 8, 4 (Summer 1979), pp.126-127 et citée par par Jean-Pierre Filiu, *Gaza. A History*, Oxford University Press, New York, 2014, 169

[361] Les Ligues de villages sont créées par le décret militaire n°572 du 5 mars 1978.

que leurs exigences augmentent. Au printemps 1980, suite aux violences à Hébron, les colons d'*Elon Moreh* forment un Comité de sécurité central afin de coordonner leurs actions. En parallèle, le groupe terroriste, le « Réseau juif » est formé au sein de la mouvance de Meir Kahane et entreprend ses premières actions terroristes à l'égard des civils palestiniens[362]. A partir de 1981, Sharon, qui devient Ministre de la Défense, invite le comité à participer aux discussions opérationnelles du commandement militaire; ceci marque le début de l'intégration des colons dans les processus de décision de l'armée. Mais à l'état-major, on s'inquiète de la présence de ces civils armés, dont le poids et l'influence politique sont totalement disproportionnés par rapport à leur nombre, et qui de fait risqueraient de se transformer en une milice autonome, incontrôlable. Mitzna, conscient du danger, les interdira et les confinera aux limites des colonies et aux routes dédiés aux colons. L'armée se déploiera dans les zones qu'ils occupent. Mais Mordechaï, qui lui succèdera, reviendra sur cette position. Ces allers-retours illustrent les hésitations structurelles du commandement israélien vis-à-vis de la manière de juguler la violence des colons. Ainsi, à partir du printemps 1980, se mettent en place les «règles » de la relation triangulaire conflictuelle qui lie les colons, les civils palestiniens et l'armée israélienne. Plus les colons font preuve de violence et plus les forces israéliennes accroissent la pression à l'encontre de la population.

A la fin de l'été 1980, l'administration civile gèle les élections municipales afin de tenter d'affaiblir la contestation menée par les élus nationalistes. A partir de l'été 1981, une administration «civile » est établie à Gaza et en Cisjordanie. Sharon, qui est devenu entre-temps Ministre de la Défense, a la charge d'administrer les Territoires par le truchement de cette administration civile, à la tête de laquelle il nomme Menachem Milson. A Gaza, c'est le Colonel Yossef Lunz, un fervent supporter de la ligne dure du chef d'état-major Rafael Eytan, qui assure la direction de l'administration « civile ». Plusieurs mouvements de grève ont lieu en protestation aux mesures prises par la nouvelle administration « civile »[363] dans le cadre de sa politique des Ligues de villages. Milson est persuadé que cette nouvelle politique va

[362] Après les accrochages dans les environs d'Hébron au printemps 1980, au cours desquels 6 colons ont trouvé la mort, le Réseau Juif posent plusieurs bombes à Hébron mais aussi à Naplouse et à Ramallah. Celles-ci visent en priorité les élus nationalistes locaux, tels que Bassam Shak'a et Karim Khalaf.

permettre de développer une classe de « collaborateurs », qui associée à la politique du « poing d'acier », permettra de maintenir l'ordre dans les Territoires.

Les mesures répressives de l'administration civile visent tout particulièrement les membres du Comité de guidance nationale et les intellectuels nationalistes. Au cours d'une manifestation, un enfant est tué à Rafah. Les troubles s'étendent en quelques jours à l'ensemble de la Bande et les autorités d'occupation sont obligées d'établir un couvre-feu. Les manifestations populaires reprennent au printemps 1982 et s'étendent, cette fois-ci, à la Cisjordanie. Les forces israéliennes, qui achèvent au même moment leur retrait du Sinaï, répriment violemment les manifestations. Rashad Shawa, qui joue un rôle significatif dans ce mouvement populaire que les Palestiniens commençaient à nommer « *intifada* », est déchu de ses fonctions et l'administration de la ville de Gaza passe sous l'autorité directe du Ministère de l'Intérieur israélien.

> Finalement, comme le fait remarquer Jean-Pierre Filiu*, « Neither the 'civil administration' nor the idea of Palestinian 'self-government' had ever taken any concrete form. On the contrary, the transfer of Gaza's administration from the Ministry of Defence to the Ministry of Interior had only served to further entrench the long-term nature of the occupation."*[364]

En Cisjordanie, Milson démissionne suite aux massacres de *Sabra* et *Chatila*. Il est remplacé par le Colonel Yigal Karmon, qui entreprend en vain, avec le soutien d'Ariel Sharon, de développer les Ligues de village.

A l'été 1983, lorsque le gouvernement Shamir succède à celui de Begin, Moshe Arens, le nouveau Ministre de la Défense, ordonne la dissolution des Ligues de villages. Il est rapidement apparu que la fidélité de celles-ci exigeait des contreparties en matière de délégation de pouvoir que le gouvernement israélien n'était pas prêt à concéder. Mais certaines résistent, retournant parfois leur violence contre les colons et les forces d'occupation. Certains leaders prennent fait et cause

---

[363] De nouvelles taxes furent notamment imposées aux professions libérales ; de même, le maire de Gaza, Rashad Shawa décréta une grève générale des services municipaux. Pour plus de détails, voir Jean-Pierre Filiu, *Gaza. A History*, Oxford University Press, New York, 2014, p.176

désormais pour la cause nationaliste. La dernière, la Ligue d'Hébron, est démantelée en 1987 dans le contexte de l'éclatement de la première *Intifada*. C'est dans ce contexte très détendu que les mouvements islamistes palestiniens vont émerger et ramener la lutte armée dans les Territoires occupés.

3. Les Islamistes palestiniens prennent les armes

Au moment où la *République Fakhani* s'effondre, les membres de la *Saja* et des Avant-gardes islamiques se retrouvent autour de leur volonté commune de rapatrier le « flambeau de la résistance » dans les Territoires. Désormais, la lutte armée sera conduite de l'intérieur des Territoires par les organisations liées à la mouvance islamiste naissante.

3.1. Les origines du Jihad islamique palestinien

En Egypte, a émergé dès le milieu des années 1970, un nouveau mouvement islamique, anti-impérialiste et tiers-mondiste. De cette mouvance qui, au départ n'a aucun lien avec la lutte armée palestinienne, sortira quelques années plus tard, à la faveur du retour de ses membres dans la bande de Gaza, le Mouvement du Jihad Islamique palestinien (MJIP). Celui-ci jouera un rôle de premier plan dans le déclenchement de la première Intifada et contribuera à la réorientation stratégique des Frères musulmans palestiniens en faveur de la lutte armée. A partir du milieu des années 1980, ces derniers vont rompre avec le quiétisme et l'attentisme qui caractérisent traditionnellement la confrérie pour s'engager dans la lutte armée. Le *Hamas* sera le produit de cette réorientation stratégique des Frères palestiniens.

Inspiré par la Révolution islamique en Iran, Shiqaqi a publié, dès février 1979, un opuscule intitulé *Khomeiny : la solution islamique et l'alternative*[365]. Le livre de Shiqaqi suscite un certain malaise au sein de la confrérie des Frères musulmans

---

[364] Voir Jean-Pierre Filiu, *Gaza. A History*, Oxford University Press, New York, 2014, p.176
[365] Voir Wissam al Haj, Nicolas Dot-Pouillard, Eugénie Rébillard, *De la théologie à la libération ?,* éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2014, locations 837-900

palestiniens qui, si elle reconnaît le tournant que représente la révolution iranienne, reste embarrassée par son caractère chiite. Le livre est interdit en Egypte. Le Président Sadate est hostile à la révolution iranienne, qu'il voit comme une manipulation soviétique. Arrêté, Shiqaqi est emprisonné quatre mois et sort fin 1979. Mis à l'index par la confrérie, Shiqaqi va progressivement déménager les Avant-gardes à Gaza au cours entre 1980 et 1981. L'assassinat de Sadate va mettre un terme définitif aux activités des Avant-gardes au Caire. Shiqaqi est de nouveau arrêté, suspecté d'entretenir des liens avec le Jihad islamique égyptien responsable de l'assassinat du président égyptien. Il se réfugie à Gaza en 1981.

Avec le départ pour Gaza, les Avant-gardes islamiques entame leur évolution vers le militantisme armé. Les années « égyptiennes » ont joué un indéniable rôle dans la formation idéologique de la mouvance mais il faut désormais mettre cet appareil idéologique à l'épreuve de la réalité. Le mouvement est d'abord implanté dans la Bande. Grâce à son poste de médecin à l'hôpital de Jérusalem, Shiqaqi réussit à nouer des liens avec d'autres groupes en Jordanie. En 1982, les Avant-gardes islamiques deviennent le Courant islamique révolutionnaire. Inspiré par le *Que Faire ?* de Lénine, le Courant se dessine tout d'abord comme une avant-garde révolutionnaire. La première étape est de doter le mouvement d'une base populaire, notamment au sein de la jeunesse. Les mosquées et les universités, en particulier l'Université islamique de Gaza, deviennent les lieux de recrutement du mouvement. Même si le *Fatah* et les Frères restent majoritaires aux élections étudiantes, le Courant commence progressivement à obtenir des voix, notamment à travers le Bloc islamique fondé en 1981-82 par des « indépendants » proches du mouvement. Leur progression dans le milieu estudiantin, mais aussi syndical, ne pas sans créer des tensions avec les Frères. Ces derniers s'opposent, parfois *manu militari*, à certaines manifestations étudiantes organisées par le Bloc islamique.

La présence de cette tendance concurrente au sein des mosquées de la Bande est mal accueillie par la confrérie qui y a progressivement étendu son influence depuis 1967. Le Courant s'implante dans quelques mosquées, notamment à la

mosquée *al Qassam* de *Beit Lahiyya*, où prêche le cheikh 'Abdel 'Aziz Al Awda[366]. L'enjeu du contrôle des mosquées est aussi révélateur d'une différence de conception de la prédication : pour les FM, les mosquées sont des centres éducatifs et sociaux qui leur permettent de sensibiliser la population à l'idéologie islamique. Pour le Courant, fidèle au dogme révolutionnaire khomeyniste, elles sont le lieu de la mobilisation des masses et du recrutement pour le *jihad*. C'est d'ailleurs d'un incident en avril 1982 à la mosquée d'*al Aqsa* (un soldat israélien tire dans l'enceinte de la mosquée) que va naître la première contestation organisée par le Courant. Les mosquées contrôlées par le Courant appellent la population à se mobiliser par des tracts signés de différents noms : « Fils du soulèvement islamique en Palestine », « mouvement des fils du Coran », « Fils d'al Aqsa ». Le cheikh 'Abdel 'Aziz Al 'Awda dirige le rassemblement de la mosquée *al Umari,* située dans la vieille ville de Gaza. Les forces israéliennes sont déroutées par ce qui ressemble plus à une « galaxie jihadiste »[367] qu'à un véritable mouvement structuré. Le Courant et les Frères s'accusent mutuellement : les premiers de complaisance vis-à-vis des autorités d'occupation et de collusion avec le camp des conservateurs (Jordanie, Arabie), les seconds de tentative de « chiitisation » de la population des Territoires.

L'influence croissante du Courant inquiète les autorités israéliennes d'autant plus qu'au même moment, en Jordanie, un autre Jihad islamique, le Mouvement du Jihad islamique – *Beit al Maqdis* (*Harakat al Jihad al Islami – Beit al Maqdis*)[368] prophétisait la disparition à terme d'Israël. Les autorités israéliennes arrêtent plusieurs fois Shiqaqi. Le cheikh al 'Awda et Ramadan Shallah, qui enseignent tous les deux à l'Université islamique de Gaza, sont privés d'enseignement, ce qui n'est pas pour déplaire aux FM. D'autres partisans du Courant sont arrêtés. Au même moment, Fathi Shiqaqi rencontre Munir Shafiq de la *Saja* à Londres. A partir de cette date, une collaboration opérationnelle s'installe entre les deux mouvances.

[366] Le cheikh 'Abdel 'Aziz Al 'Awda est un ancien membre de la confrérie. Il en a été expulsé en 1974 suite à un différend avec un proche de Yassin.
[367] L'expression est empruntée à Wissam al Haj, Nicolas Dot-Pouillard, Eugénie Rébillard, op. cité, location 1459
[368] Le Mouvement du Jihad islamique – Beit al Maqdis a été fondé en 1980 à Amman par le Cheikh Assad Bayud al Tamimi. Voir Jean-Pierre Filiu, *Apocalypse in Islam*, University of California Press, Berkeley (CA), 2005, pp.100-101 et voir Yezid Sayegh, op. cité, p.626

3.2. Le passage à la lutte armée

Dès le départ, ce mouvement non structuré, fonctionnant comme une nébuleuse, constitue un problème de taille pour les Israéliens qui ne savent pas où frapper son centre de gravité, de même que les Jordaniens, qui arrêtent à plusieurs reprises le cheikh Tamimi. En 1984, cette nébuleuse revendique ses premières opérations au nom du Jihad Islamique, qui n'est pas encore le Mouvement du Jihad islamique palestinien. Le 8 juin 1984, des militaires israéliens sont touchés par une grenade à Gaza; deux autres opérations à la grenade ont lieu en 1984. Du fait de l'occupation et du contrôle des points d'entrée dans les Territoires, il est difficile pour les groupes armés, surtout ceux comme le Jihad qui n'ont pas de branche à l'extérieur de se procurer des armes. Le Jihad lance donc une guerre des couteaux (*Ma'araka al Sakakin*) contre les forces israéliennes à Gaza d'abord, puis en Cisjordanie, à partir de 1983 (Hébron et Jérusalem). Les forces israéliennes mènent une sévère répression, en particulier à Naplouse. En prison, les militants recrutent de nouveaux membres qui viennent élargir le périmètre de la sphère djihadiste nationaliste dans les Territoires. Le séjour carcéral va paradoxalement favoriser le basculement du Courant vers la lutte armée. Dans les prisons israéliennes, les « intellectuels » rencontrent les membres de la *Jama'a al Islamiyya* et des *Munshalifun* ainsi que des transfuges de la gauche palestinienne (Abd al Aziz al Minawi – FPLP et Muhammad Jamal, *Fatah*).

A cette époque, les Frères Musulmans sont absents de la scène politique palestinienne. Depuis les années 1970, leur stratégie se concentre sur la prédication et la réislamisation autoritaire de la société palestinienne[369]. Obnubilés par la menace « communiste », les Frères musulmans s'abstiennent de prendre part à la résistance, même pacifique, contre l'occupant israélien. Le déficit de légitimité politique de la confrérie, qui reste en marge du mouvement de libération national, ne l'empêche pas de développer au fil des années son réseau d'associations caritatives, en particulier dans la bande de Gaza. Le *Mujamma' al Islami* et le cheikh Yassin sont les points focaux de la mouvance dans les Territoires. Au cours de cette période, les Frères

[369] Sur l'implantation des Frères musulmans dans la Bande, voir Yezid Sayegh, op. cité, pp. 627-629 et Sara Roy, Chapitre 4 « The Evolution of Social Institutions in the Gaza Strip : Before and During Oslo (A Sociopolitical History », *Hamas and Civil Society in Gaza. Engaging the Islamist Social Sector*, Princeton University Press, Princeton, 2011, pp.70-78

étendent leur influence sur la majorité des mosquées de la Bande et prennent le contrôle de l'Université islamique de Gaza. C'est paradoxalement le *Fatah*[370] qui aide la mouvance du Cheikh Yassin à parachever sa stratégie de monopolisation des institutions de la société civile en détruisant le Croissant Rouge, dirigé par Haydar Abdel Shafi, proche du FPLP. En Cisjordanie, en dépit de la multiplication des associations pieuses, ils échouent cependant à mettre en place un réseau structuré et à faire émerger un leader. Les seuls lieux où les Frères acquièrent une certaine influence sont les universités.

L'émergence d'un mouvement rival va pousser le cheikh Yassin à revoir le positionnement des FM vis-à-vis de la lutte contre Israël[371]. A l'époque, les FM sont partagés entre deux tendances, qui reflètent un conflit générationnel. La tendance favorable à la participation à la lutte l'emporte. Des combattants sont envoyés en Jordanie pour s'entraîner et des armes sont achetées. Yassin est arrêté par les Israéliens en 1984 et condamné; il sera relâché en 1985 dans le cadre d'un échange de prisonniers entre Israël et le FPLP-CG. En 1985, un appareil sécuritaire est formé, la *Munazzama al Jihad wa al Da'wah* (« Organisation du Jihad et de la Prédication », *Majd*)[372], auquel vient s'ajouter un appareil militaire, *al Mujahidun al Filastiniyyun* (« Les *Moudjahidin* palestiniens »), en 1987. Mais pour l'instant, ces structures, dont l'objectif premier est la lutte contre l'occupant et les collaborateurs, sont peu actives. Le mouvement continue de se concentrer sur le recrutement de nouveaux membres dans les Territoires et dans la diaspora. Ce virage en direction de la lutte armée oblige par ailleurs le mouvement à redéfinir ses objectifs et son discours. Ce faisant, des tensions émergent au sein du mouvement, notamment entre les branches gaziote et

[370] Au milieu des années 1970, le *Fatah*, qui avait dû subir les attaques des forces syriennes contre ses camps au Liban, s'était rapproché de la confrérie jordanienne qui soutenait la campagne d'attaques des Frères contre le pouvoir syrien. Certains membres du Fatah comme Salah Khalaf, un des cadres de l'OLP à Beyrouth, avait conservé de ses années de jeunesse des liens avec la confrérie. Assad Saftawi, le dirigeant de la branche locale du *Fatah* à Gaza, était resté proche de certains membres de la confrérie. La confrérie jordanienne avait offert son soutien au *Fatah* pour recommencer ses activités dans les Territoires. Au tournant de l'année 1979-80, les partisans de Yassin, aidé par Saftawi, avaient, tout d'abord, tenté d'expulser Abdel Shafi de la direction du Croissant Rouge, puis avaient fini par le mettre à sac. Pendant les quelques jours qui suivirent, les partisans de Yassin avaient fermé, *manu militari*, les établissements de la Bande qu'ils jugeaient non conformes à leur politique d'islamisation.

[371] Sur le passage à la lutte armée de la confrérie et du MJIP, voir Yezid Sayegh, op. cité, pp.629-630 et Wissam al Haj, Nicolas Dot-Pouillard, Eugénie Rébillard, op. cité, locations 1477-1564

[372] D'après Jean-François Legrain, cet appareil sécuritaire a été formé en 1986 aussi bien pour donner la chasse aux collaborateurs et aux « déviants », qu'assurer la diffusion des publications de l'Association islamique et mettre en garde la population contre les tentatives de recrutement des services israéliens. Les *Mujahidun al Filastiniyyun* avaient, quant à eux, une vocation beaucoup plus militaire. Ils étaient chargés du recrutement et de l'entraînement des combattants ainsi que de la collecte de renseignements sur les forces israéliennes et de la planification des opérations. Voir Jean-François Legrain, *Les Voix du soulèvement palestinien, 1987-1988,* consultable en ligne http://iremam.cnrs.fr/legrain/voix03.htm#Heading11

jordanienne, dont dépend la Cisjordanie. Alor que la confrérie est préoccupée par ces débats internes, le MJIP, de son côté, intensifie la lutte.

Le 18 février 1986, une opération à la grenade est menée à Gaza, 11 soldats sont blessés. Les autorités israéliennes arrêtent de nombreux partisans de Shiqaqi afin de porter un coup décisif au mouvement. Shiqaqi est arrêté et condamné à 4 ans d'emprisonnement, qu'il va mettre à profit pour diffuser ses thèses dans les prisons israéliennes. Ces textes seront regroupés en 1989 dans un recueil intitulé *La Méthode : Introduction sur la centralité de la Palestine et sur le projet islamique contemporain.*

Le 15 octobre 1986 une opération de grande envergure frappe l'armée israélienne au cours d'une cérémonie officielle : l'attaque de la Porte des Maghrébins située à côté du Mur des Lamentations. 3 membres de la *Saja* sont tués et 60 soldats israéliens blessés. La *Saja* et le Jihad se disputent la responsabilité de l'opération. Au cours des années 1986 et 1987, on note une sensible augmentation du nombre d'opérations armées. Le 5 juillet 1987, 6 membres du groupe de Shiqaqi s'échappent de la prison centrale de Gaza. Le responsable de la police militaire israélienne de Gaza, le colonel Ron Tal, est assassiné le 2 août; puis un membre des Services de renseignement. En Cisjordanie, les services israéliens déjouent une tentative d'attentat à la voiture piégée contre le bureau des FM organisée par une femme palestinienne liée au Jihad (mais qui avait été formée dans un camp du *Fatah* au Liban) et un membre de la *Saja*.

Le 6 octobre 1987, 6 membres du Jihad islamique, qui seront tués dans l'opération, attaquent un poste de l'armée israélienne dans le quartier de *Shuja'iyya* dans le nord-est de la Bande. Cette attaque constitue pour le Jihad islamique l'événement déclencheur et fondateur de la première *Intifada*, dans l'histoire de laquelle le Jihad s'accorde une place centrale. Suite à cette attaque, le mouvement annonce officiellement son existence par un tract diffusé le 9 octobre 1987 et appelant à la mobilisation au nom du « Mouvement du Jihad islamique palestinien ». Même si le nom officiel est lancé, pour l'instant celui ne reste qu'une bannière derrière laquelle se rallient les combattants et les intellectuels liés à cette mouvance. En représailles, les autorités d'occupation arrêtent le 14 octobre de nombreux

militants; des émeutes éclatent à l'Université islamique. Parallèlement, une jeune palestinienne est tuée dans des heurts avec des colons, entraînant une série de manifestations dans les camps de la Bande (*Jabaliya*, *Khan Younis*, *al Shati*) qui s'étendent en quelques jours à ceux de Cisjordanie (camp de *Balata* à Naplouse)[373].

Le 23 octobre, le MJIP fait paraître un nouveau communiqué qui interpelle directement les autorités d'occupation: « *Gaza vous demande : que voulez-vous ? Allez en enfer* ». De nouvelles manifestations ont lieu lors de la commémoration du massacre de *Kafr Qassem*[374] de 1956. La répression fait un mort palestinien à l'Université de Bethleem, qui est fermée pour 3 mois. Le 16 novembre, le cheikh 'Abdel 'Aziz 'Awda est arrêté. Suite à son arrestation, un nouveau tract est diffusé: « *Nous sommes tous 'Abdel 'Aziz 'Awda* » paraît au nom du « *Mouvement islamique dans la patrie occupée* ». Le tract appelle à la grève générale de tous les Palestiniens pour le 21 novembre, invitant les Arabes israéliens à se joindre au mouvement.

****

En dépit de tous ces accrochages, les forces israéliennes ne semblent pas s'en inquiéter outre mesure. Les Territoires ont eu d'autres « poussées de fièvre » et les forces israéliennes sont sûres de pouvoir une nouvelle fois juguler la contestation.

[373] Voir Azzam Tamimi, *Hamas. Unwritten Chapters*, 2e éd, C. Hurst and Co, India, 2009, p.54

[374] A la veille du lancement de la campagne de Suez, la police des frontières israélienne tirent sur des villageois du village de Kafr Qassem situé sur la Ligne verte qui, à cette époque, délimite la Cisjordanie de la Transjordanie. Une cinquantaine de personnes sont tuées. En décembre 2007, Shimon Pérès présentera des excuses officielles pour le massacre.

III. L'Intifada

Les représailles des forces d'occupation israéliennes ont joué un rôle de catalyseur dans le déclenchement de la lutte armée palestinienne dans les Territoires. La dégradation de la situation sécuritaire, combinée à celle des conditions socio-économiques dans lesquelles vivent les populations des Territoires, a créé les conditions favorables au déclenchement d'un soulèvement populaire. La répression israélienne n'a fait que renforcer, depuis le début des années 1980, les groupes armés et affermir leur volonté combattante. En expulsant successivement la résistance palestinienne de Jordanie, puis du Liban, les forces armées israéliennes ont finalement contraint celles-ci à se replier sur les Territoires. Ce sont désormais les Islamistes qui se retrouvent à l'avant-garde de la lutte armée révolutionnaire et populaire qui avait été le thème de prédilection des factions laïques palestiniennes depuis les années 1960.

1. Situation économique et sociale dans les Territoires

En 1987, la situation économique et sociale dans les Territoires occupés a atteint un degré de dégradation jamais vu auparavant. Cette situation est le résultat d'une double cause : les restrictions imposées par les autorités d'occupation et la croissance parallèle des colonies. Entre 1977 et 1987, le nombre de colons augmente, de même que le nombre d'expropriations. La population des colonies passe de 4200 habitants en 1977 à environ 100 000 personnes en 1987[375]. En 1987, du fait des expropriations pour des raisons de sécurité et de la « croissance naturelle » des implantations juives, 52% de la Cisjordanie et 42% de la bande de Gaza sont sous contrôle israélien direct (colons et installations militaires). Les expropriations encouragent l'exode rural des paysans palestiniens vers les zones urbaines. Dans la bande de Gaza, la densité de population dans certains camps, comme celui de *Jabalya*, atteint des records. Or, l'exode rural se conjugue à une croissance

[375] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Lords of the Land. The War Over Israel's Settlements in the Occupied Territories, 1967-2007*, trad. anglaise, Nation Books, New York, New York, 2007, p.102-103 et "Status of Palestinian Territories and Palestinian Society under Israeli Occupation", Chap.2, *Atlas de l'Arij*, consultable en ligne: http://www.arij.org/atlas40/chapter2.4.html; voir la carte en annexe sur la progression de la colonisation entre 1947 et la première *Intifada*

démographique très forte, qui fait qu'au milieu des années 1980, la moitié de la population des Territoires a moins de 15 ans.

Par ailleurs, du fait des restrictions imposées par l'administration des Territoires sur les activités économiques, une grande partie de ces paysans déracinés sont obligés d'aller travailler en Israël, créant un sous-prolétariat urbain miséreux. Le taux de chômage est particulièrement important reflétant l'affaiblissement continu de l'économie des Territoires depuis les années 1950. Après 1967, les autorités israéliennes ont poursuivi, par d'autres moyens, la politique d'affaiblissement des activités économiques cisjordaniennes. Dans l'ensemble des Territoires, les activités économiques palestiniennes sont désavantagées par l'imposition de quotas, des restrictions sur l'accès à l'eau, aux importations, aux licences de création d'entreprise et privées des mesures de soutien financier dont bénéficient leurs concurrents des colonies. La politique de la « porte ouverte » de Moshe Dayan, qui a encouragé l'installation d'activités économiques israéliennes dans les Territoires et les migrations journalières des travailleurs palestiniens vers Israël a abouti vingt ans plus tard à ce que Sara Roy nomme le « dé-développement »[376].

Enfin, la politique du « poing d'acier » a eu de lourdes conséquences pour la population. Depuis la fin des années 1970, des milliers de Palestiniens ont été arrêtés, des centaines de maisons détruites, sans parler des cultures (oliviers et citronniers en particulier). Au cours de la première moitié des années 1980, une centaine d'institutions publiques ont été fermées dans le cadre de la campagne contre les organisations du *sumud* et contre le Comité de guidance nationale, ainsi que plus de 400 magasins. Les multiples couvre-feux ont désorganisé la vie dans les Territoires et les bouclages à répétition à partir de 1986, en réaction aux attaques lancées par le Jihad islamique palestinien et aux manifestations qui ne cessent d'agiter les Territoires[377], ne permettent plus aux travailleurs journaliers de se rendre en Israël. Dans ce contexte délétère, il va suffire d'un accident de la route anodin fin décembre 1987 pour déclencher un soulèvement général et spontané de la population.

[376] Sur la situation de l'économie des Territoires, voir Sara Roy, « The Gaza Strip : A Case of Economic De-Development », *Journal of Palestine Studies*, Vol. 17, n°1, 1987, pp.56-88
[377] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.503

2. Eclatement de l'Intifada et nouvelles stratégies palestiniennes

Le 8 décembre 1987[378], un accident entre un camion militaire transportant des soldats israéliens et des Palestiniens fait 4 morts. En deux jours, les émeutes s'étendent à l'ensemble des Territoires. La désobéissance civile s'organise autour de comités populaires (*lijan sha'biyya*) issus des organisations du *sumud*. La politique du « poing d'acier » a habitué la population aux mesures répressives et celle-ci ne craint désormais plus d'affronter directement les forces israéliennes. Au cours du seul mois de décembre 1987, les accrochages entre la population et les forces israéliennes ont déjà fait 26 morts et 179 blessés; 1200 personnes ont été arrêtées. A partir du début de l'année, la majorité des centres urbains sont paralysés par des grèves alors que dans les campagnes, les insurgés dressent des barrages sur les routes où ils attaquent les véhicules israéliens. Jérusalem-Est bascule elle-aussi dans le soulèvement.

Ces actions sont coordonnées par la Direction patriotique unifiée de l'Intifada, qui réunit les dirigeants locaux du *Fatah*, du FPLP, du FDLP et du PPP (Communistes). Progressivement l'OLP est intégrée dans la Direction comme le démontre le troisième communiqué publié par celle-ci et qui affirme les revendications du soulèvement :

> *« La direction patriotique unifiée du soulèvement […] réaffirme que les fruits politiques du soulèvement seront la liberté et l'indépendance. Elle fait part de sa résolution à vaincre le siège et la politique visant à affamer [la population] ; elle demande au Conseil de sécurité de reconnaître la nécessité d'une intervention immédiate, rapide et efficace pour garantir la protection internationale de notre peuple sur la base d'une conférence internationale dotée de toutes les prérogatives, avec la participation de*

[378] Sur l'éclatement de l'*Intifada* et le rôle des mouvements islamiques, voir Jean-François Legrain, «Le soulèvement comme rupture avec l'occupation normalisée, l'émergence des leaderships : les données de l'historiographie », *Les Voix du soulèvement palestinien, 1987-1988*, consultable en ligne : http://iremam.cnrs.fr/legrain/voix03.htm#Heading09 et Chap.2 « Status of Palestinian Territories and Palestinian Society under Israeli occupation », section V, *Atlas de l'Arij*, consultable en ligne : http://www.arij.org/atlas40/chapter2.5.html

l'OLP, représentant unique et légitime de notre peuple, en tant que patrie propre et indépendante. »[379]

Cette Direction rassemble des dizaines de sous-comités populaires comme les Comités de secours unifiés (médiaux et agricoles), les comités de quartiers et les Forces de frappe. Si ces comités sont dirigés par des personnalités appartenant aux quatre factions principales de l'OLP présentes dans les Territoires, ils ne reflètent pourtant pas les orientations politiques de ces formations partisanes. Ceci reflète la dimension populaire du soulèvement de l'*Intifada* qui est avant tout une mobilisation par « le bas » de la population palestinienne, une mobilisation venue de la « société civile ». Elle s'oppose aux stratégies de lutte par « le haut » menées par l'OLP au cours des deux décennies précédentes. Ceci explique pourquoi lorsqu'éclate l'*Intifada*, la direction de l'OLP à Tunis est littéralement prise de court. Depuis la fin des années 1960, elle s'est ingéniée à affaiblir les dirigeants locaux des factions palestiniennes dans les Territoires et s'y trouve désormais privée de relais.

L'OLP est d'autant plus prise au dépourvue qu'à cette époque elle tente de promouvoir une image « pacifique » afin d'entamer des négociations de paix. Les premiers contacts secrets indirects entre l'OLP et Israël ont lieu au milieu des années 1980. Mais les Etats-Unis posent comme condition la reconnaissance préalable de l'existence d'Israël et la fin de toute violence. L'*Intifada* est une aubaine pour l'OLP qui y voit l'occasion de se faire reconnaître comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. Il reste toutefois à prendre le contrôle de la situation. La chose n'est pas aisée car sur le terrain, d'autres mouvements, tels que le FDLP, le FPLP, le Jihad islamique et les Frères musulmans, sont mieux implantés. Le MJIP multiplie les communiqués appelant à la mobilisation populaire dans un mélange de références islamiques et gauchisantes qui lui permettent de toucher un large public. Ses faits d'armes lui ont par ailleurs donné une certaine popularité.

Les Frères musulmans aussi bien que l'OLP vont rapidement comprendre les bénéfices qu'ils peuvent retirer du soulèvement et procéder, en fonction, à des réajustements stratégiques. Dans le contexte de la mobilisation populaire qui se

[379] 3è communiqué de la Direction patriotique unifiée du soulèvement rapporté par Jean-François Legrain, « Les Islamistes

développe dans les Territoires au mois de décembre 1987, les Frères Musulmans rejoignent la lutte nationale mais aussi partisane craignant d'être dépassés par les autres mouvements liés à la sphère islamiste, à la société civile ou aux partis traditionnels liés à l'OLP. Face à l'ampleur de la mobilisation populaire, les Frères ont ainsi peur de perdre un soutien populaire acquis au prix de longues années de travail social et de prédication. Alors que l'heure est à la contestation et à la mobilisation résistante et révolutionnaire, le conservatisme de la stratégie traditionnelle dela confrérie risque de la disqualifier. Au sein de la confrérie, la tendance du cheikh Yassin s'autonomise pour donner naissance au *Hamas* (*Harakat al muqawamma al islammiyya* – le Mouvement de la Résistance islamique) dont la naissance est annoncée le 15 décembre 1987 par un tract.

3. La Naissance du Hamas

Le premier communiqué du *Hamas* est publié en novembre 1987 et distribué à la population afin de la mettre en garde contre les collaborateurs. Le communiqué exhorte ainsi la population des Territoires au :

> *« Rejet des solutions capitulardes et [à la] rupture avec la ligne déviationniste de Camp David; rejet du projet d'autonomie et de l'idée de conférence internationale ; lutte permanente pour mettre fin à l'occupation et libérer la patrie et les Lieux saints de leurs profanations et souillures ; lâches juifs rira bien qui rira le dernier.*
> *Pour atteindre ces objectifs, les moyens sont multiples et variés, et ils évoluent. Nul doute que l'utilisation de tous les moyens possibles et de toutes les voies possibles mènera à la réussite, le besoin étant la mère de l'invention ; notre peuple réalisera lui-même les miracles et lui-même percera la route de sa libération de l'empire des juifs nazis. Bientôt vous en entendrez parler!"*[380].

palestiniens à l'épreuve du soulèvement », *Maghreb-Machrek*, n°121, 1988, p.123

[380] Le contenu du tract du *Hamas* est rapporté par Jean-François Legrain, « Les Islamistes palestiniens à l'épreuve du soulèvement », *Maghreb-Machrek*, n°121, 1988, p.128

Le *Hamas* considère le 14 décembre 1987, comme le rappelle Azzam Tamimi, le moment fondateur de son histoire: « *This was regarded as the day the movement was created and was associated with the eruption of the 1st Intifada* »[381].

Ce communiqué s'inscrit dans le sillage des efforts du cheikh Yassin et de ses partisans au sein de la confrérie depuis 1983 pour organiser la lutte armée. Pour la confrérie, le soulèvement populaire offrait l'occasion rêvée pour se replacer au sein de la scène politique palestinienne mais aussi pour redorer son image auprès de la population en prenant la tête de la lutte contre l'occupant : « *the Ikhwan had the intention, the will, the infrastructure and the global logistical support to keep the flame of the intifada light for as long as it could be maintained*. "[382] Désormais, les Frères vont agir sous le nom de *Hamas* et lancer la lutte armée contre l'occupant israélien[383].

Une première vague d'arrestations touche les rangs du *Hamas* après qu'un des fondateurs, Ibrahim al Yazuri, ait semble-t-il révélé les noms d'une partie des cadres du mouvement au cours d'un interrogatoire musclé. Un « *Shadow cabinet »* avait été mis en place pour combler tout vide en cas d'arrestations. Celui-ci prend donc le relais. En août 1988, une nouvelle vague d'arrestations touche le mouvement, après la publication de sa charte[384] qui affirme son intention de conduire le *Jihad* jusqu'à la destruction de l'Etat d'Israël. La plupart des membres fondateurs sont arrêtés. Yassin est laissé libre à dessein, mais mis sous surveillance permanente. 2 membres des cellules militaires de *Jabalya* et *Beit Hanoun* sont arrêtés après avoir attaqué des collaborateurs et mené 5 opérations militaires contre des patrouilles israéliennes en Cisjordanie et à Gaza le 24 juillet 1988, jour de l'*Aid al Adha*.

Pendant que le *Shadow Cabinet* du *Hamas* assure la gestion quotidienne des activités du mouvement liées à la contestation populaire, le cheikh Yassin et ses conseillers établisse une nouvelle structure militaire, la Cellule 101, dirigée par Mohammed Sharatiha, reconnu pour son expérience militaire et sa résilience aux

[381] Voir le Document de Bureau Politique du *Hamas* datant de 2000 et présentant, selon le *Hamas*, l'histoire du mouvement, Azzam Tamimi, annexe II, op. cité, p.275
[382] Voir Azzam Tamimi, op.cité, p.52
[383] Voir Azzam Tamimi, op.cité, p.53
[384] Voir la charte du *Hamas* en annexe 7.

interrogatoires musclés. Cet embryon de commandement militaire et la mise sur pied d'un commandement politique en exil permettent au mouvement de survivre aux différentes vagues d'arrestations qui le touchent entre 1989 et 1991. Après la répression de 1989, le mouvement procède à une réorganisation complète de son fonctionnement sous la direction d'Abu Marzuq, qui reprend la direction du mouvement dans les Territoires[385], avec le soutien des cellules du mouvement installées dans certains pays arabes.

Le passage à la lutte armée exprime un double refus : celui de la répression israélienne et celui des pourparlers avec l'ennemi israélien. C'est paradoxalement, la violence de la répression israélienne qui fournit le déclencheur du passage à l'action armée. Le 8 décembre 1990, l'armée israélienne investit la mosquée *al Aqsa* et ouvre le feu sur les fidèles. 22 Palestiniens sont tués et 200 blessés. En représailles, un proche du *Hamas* poignarde trois Israéliens à Jérusalem. Une deuxième attaque au couteau a lieu le 14 décembre 1990 à l'usine d'aluminium de Jaffa en « commémoration » de la deuxième année d'existence du mouvement. Une vague de répression sans précédent s'abat sur les Territoires, relançant de plus belle le cycle de violences. Le rythme des opérations du *Hamas* atteint son pic au cours de l'année 1993 avec pas moins de 20 opérations militaires revendiquées par les *Brigades al Qassam* (32 soldats et colons tués). Dans ce contexte de répression, la ligne « dure » du *Hamas*, qui s'oppose aux pourparlers de paix engagés depuis la conférence de Madrid lui apporte une certaine popularité. Rien ne semble affecter le mouvement qui bénéficie d'un flux « quasi » inépuisable de nouvelles recrues.

4. Les hésitations de la stratégie israélienne

Le commandement politico-militaire israélien, confronté à une situation inédite, dont il ne comprend pas tout de suite la portée ni même la nature, va osciller entre répression et laisser-faire. Les autorités militaires sur place pensent pouvoir réprimer le soulèvement en quelques-jours comme les mouvements de contestation précédents. Dès les premiers jours du soulèvement, les autorités militaires procèdent à la fermeture des établissements d'enseignement supérieur (universités, écoles

[385] Voir Azzam Tamimi, op. cité, p.60

supérieures, établissements techniques). Ce faisant, elles libèrent dans les rues des masses de jeunes révoltés qui ne cherchent qu'à s'opposer aux forces israéliennes. A ces jeunes, viennent très vite s'ajouter les élèves des classes primaires et secondaires qui sont également fermées. Très rapidement, les forces israéliennes se retrouvent à gérer des foules en colère, constituées majoritairement d'adolescents, de jeunes enfants, de femmes et de vieillards. Au cours de ces manifestations, plus de 1200 civils palestiniens sont tués, sans compter les blessés, entre 1987 et 1994.

Les forces israéliennes n'arrivent pas à circonscrire ce mouvement insurrectionnel[386] qui, du fait de la multiplicité des comités populaires sur lesquels il s'appuie, n'offre pas de centre de gravité à frapper. Le *Shin Bet* continue de mener des opérations classiques de lutte anti-terroriste afin de détecter et éliminer les dirigeants de l'insurrection. Les unités du *Shin Bet* furent renforcées par deux unités spécifiques, d'arabisants, qui avaient pour objectif de se fondre dans la population. Ces derniers tentent de recruter des collaborateurs, qui deviennent la principale cible des actions armées des groupes palestiniens dans les deux premières années de l'*Intifada*. Dans la lutte contre les collaborateurs, le Jihad islamique, utilise son Appareil sécuritaire (*Jihaz Amni*), qu'il avait déjà mis sur pied avant l'insurrection. Le *Fatah*, quant à lui, crée la Panthère noire (*Fahd al aswad*), à laquelle succéderont les Faucons du *Fatah* (*Suqur Fatah*); le FPLP fonde l'Aigle rouge (*al Nisr al Ahmar*) et le *Hamas*, le *Majd* (la Gloire).

En parallèle des manifestations, les militants nationalistes et islamistes font, quant à eux, les frais des multiples campagnes d'arrestations conduites par les forces israéliennes dans les villes et les villages des Territoires. Plusieurs centaines de cadres des différentes factions palestiniennes et des comités populaires sont arrêtés et déportés au Liban. Au cours des sept années de l'*Intifada*, pas moins de 175 000 personnes sont arrêtées, dont 23 000 sont interrogées par les services de la Sécurité générale. La brutalité des violences commises par ces services, qui n'hésitent pas dans bien des cas à recourir à la torture, et par les contingents déployés dans les Territoires choquent profondément la société israélienne et l'opinion internationale.

[386] Sur les opérations, voir Pierre Razoux, op. cité, 446-450

La répression se traduit également par des mesures de punition collective à l'égard des centres de population arabe. Au cours des sept années de l'*Intifada*, 2 237 jours de couvre-feux ont été recensés dans les Territoires. Des maisons censées abriter des « terroristes » sont détruites et les commerçants qui refusent d'ouvrir leurs magasins mis à l'amende. Les bulldozers et les véhicules de troupes blindés détruisent une partie des infrastructures en « aplanissant » le terrain.

Le gouvernement est sommé de se justifier car l'*Intifada* choque à l'international, mais aussi et surtout en Israël. Dans un entretien au *Jerusalem Post* en janvier 1988, Rabin déclare à ce propos:

> *«This style [breaking demonstrators' bones] is far more efficient than arrestment, for an arrested person would spend 18 days in a prison like Far'a for example, and then he would go out on the streets throwing stones and demonstrating; whereas, if the soldiers broke both his hands, then he won't be able to go on the streets at least one and a half month afterwards"*[387].

En dépit des déclarations du gouvernement, la stratégie israélienne révèle ses failles. L'alternance des forces déployées – appelés, réservistes, gardes-frontières (8000 hommes) – reflètent les incertitudes du commandement israélien sur l'attitude à adopter. Le commandement finit par définir des règles d'engagement[388] mais compte tenu de la non-préparation des forces à ce type de missions, des bavures (*chariggim* – « excès ») sont commises. Les forces ne sont pas équipées pour le contrôle des foules et il est souvent difficile, dans le feu de l'action, de définir les limites entre les

[387] Déclaration rapportée par Jawad El- Hamad (dir.), *Introduction to: The Palestinian Cause*, (en arabe) Dar Al Bashir, Amman, 1997, p. 407

[388] Martin Van Creveld rappelle ainsi que le commandement établit des « *règles d'engagement qui précisaient ce que les unités pouvaient – ou ne pouvaient pas – faire selon les circonstances : ainsi, selon que les soldats recevaient des pierres ou des cocktails Molotov lancés par des « adultes » de plus de 12 ans, ou pas des enfants « moins âgés », à courte distance ou à longue distance, la réaction « adaptée » de la troupe serait la matraque, le gaz lacrymogène, les balles de caoutchouc, les balles plastiques ou la munition de guerre. Cette munition elle-même serait utilisée d'abord en l'air, puis en direction du sol et des jambes des manifestants, puis enfin, en dernier recours, en tir à tuer direct. Les émeutiers devaient être fermement traités, dispersés par une réaction adaptée et proportionnée, mais toute brutalité inutile et inconsidérée envers la population était à proscrire. C'est à ceux qui résistaient encore, après cette escalade de moyens, qu'il convenait de donner enfin une leçon, si encore ils avaient l'âge et le sexe requis. Mais ensuite, toute résistance ayant cessé, les Palestiniens prisonniers ne devaient subir aucune exaction*.», voir op. cité, pp.509-510

différents stades de l'escalade. Les industries de défense développement rapidement de nouveaux matériels, non létaux[389], plus adaptés à ce nouveau contexte sécuritaire.

En parallèle, les milices des colons profitent de ce contexte d'anarchie pour faire justice elle-même, d'autant qu'elles se sentent littéralement trahis par le gouvernement qui a entamé des pourparlers avec la partie palestinienne. Ces milices armées attaquent de plus en plus fréquemment les villages arabes situés près des colonies afin d'en terroriser les populations. Ainsi, au cours de l'*Intifada*, les tensions ne cesseront d'augmenter entre les colons et les populations palestiniennes, obligeant l'armée à s'interposer de plus en plus souvent pour protéger les colons.

[389] Comme le *chatsatsit*, véhicule blindé qui peut être équipé avec des graviers pour repoussser les foules ou de la peinture indélébile pour marquer les manifestants. Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.507

IV. Israël en quête d'une nouvelle stratégie

En dépit de la situation insurrectionnelle dans les Territoires occupés, qui mine sévèrement les moral des troupes israéliennes, le commmandement, quant à lui, reste préoccupé par l'hypothèse de l'ouverture d'un conflit avec les forces syriennes sur le Golan. Depuis la fin des années 1970, les militaires israéliens se sont ingéniés à bâtir un outil militaire puissant, à certains égards surdimensionné. Ils disposent de systèmes d'armes modernes et de solutions opérationnelles leur permettant aussi bien d'affronter les Syriens dans le Golan que de traiter des menaces hors du périmètre levantin. L'institution militaire reste cependant incapable de venir à bout des guérillas libanaise et palestinienne. Par ailleurs, l'impuissance du commandement militaire israélien face aux tirs de scuds irakiens lors de la Guerre du Golfe et la faiblesse de la défense civile ont sévèrement échauddé la confiance de la population dans l'institution militaire.

Or, au tout début des années 1990, l'environnement régional subit les contrecoups de l'effondrement de l'URSS et de l'émergence corollaire de l'hyperpuissance américaine, en même temps que les implications de la fin de la guerre Iran-Irak. Ces changements contribuent à une forme de détente dans la région. La menace irakienne tend à se réduire alors que la conférence de Madrid, qui reconnaît le droit des Palestiniens à un Etat ainsi que le droit à la sécurité d'Israël, marque le début des pourparlers de paix entre Israël et l'OLP.

Dans ce contexte, le commandement militaire israélien reconnaît que les évolutions de l'environnement régional prêchent en faveur d'une réévaluation des contraintes opérationnelles israéliennes et par conséquent, de certains aspects de la doctrine opérationnelle de la FDI.

1. Réévaluation doctrinale

La guerre du Golfe aurait vu, selon les théoriciens américains de la *guerre du futur*, les premiers pas d'une Révolution dans les Affaires militaires (RMA), faisant une large place aux nouvelles technologies dans la conduite de la guerre (« système

de systèmes », munitions de précision, etc.). Les militaires israéliens restent, quant à eux, relativement sceptiques face au concept américain de RMA et aux capacités des nouveaux systèmes d'armes à forte composante technologique à éliminer le « brouillard de la guerre ». A rebours de la majeure partie des experts et militaires occidentaux, ils considèrent *Desert Storm* comme une sorte de « non-événement ». Les militaires israéliens considèrent que les défaillances du commandement irakien et la folie de Saddam Hussein expliquent en grande partie la défaite des forces irakiennes. La « fulgurante » victoire américaine tiendrait donc moins à une conduite de la guerre radicalement nouvelle qu'aux faiblesses irakiennes.

> Comme le rappelle Ariel Levite *: « For [Israelis], American conclusions derived from the Gulf War are not so much erroneous as uncorroborated. They cite, moreover, the unique character of the adversary and President Saddam Hussein's adherence to a war strategy that rendered the Iraqi army "not only impotent offensively, but also otherwise largely defenseless." They dismiss the ground war as an unnecessary afterthought, "more like a march to collect prisoners and booty, than a combat operation."*[390] *»*

Par ailleurs, les militaires israéliens ne se sentent pas véritablement concernés par les enseignements de la guerre du Golfe. Les conditions opérationnelles dans lesquelles ont agi les forces américaines et le reste de la coalition n'ont en effet pas grand-chose à voir avec les contraintes opérationnelles des militaires israéliens. Yitzhak Rabin le dit d'ailleurs très clairement dans un discours en juin 1991 : « *The Iraq-US confrontation has little relevance for, or, can teach us little about, the Arab-Israeli conflict*. » [391]. Les vastes manœuvres des forces terrestres de la coalition et les frappes aériennes dans un théâtre ouvert, ni même la structure des forces irakiennes, ne correspondent à la nature très asymétrique des menaces auxquelles l'armée israélienne fait face.

---

[390] Voir Ariel Levite, « The Gulf War : Tentative Military Lessons for Israel », in *War in the Gulf : Implications for Israel* (Boulder, Colo. : Westview, 1992), p.148, cité par Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, *'Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution,* Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998, p.88

[391] Voir Yitzhak Rabin, "After the Gulf War: Israeli Defense and Its Security Policy", reprinted in *Yitzhak Rabin and Israeli National Security* (Ramat Gan, Israel: Bar-Ilan University, the BESA Center), 1996, p.8, idem, p.88

En dépit de leur scepticisme, qui reflète peut être une certaine arrogance ou une forme de frustration vis-à-vis de l'immobilisme imposé par les Américains face aux tirs de *scuds* de Saddam[392], les militaires israéliens retiennent cependant de *Desert Storm* les enseignements qui confirment les ajustements doctrinaux des années 1980. La campagne irakienne a, tout d'abord, confirmé les avantages des systèmes d'arme sophistiqués face à des forces armées classiques. Ensuite, *Desert Storm* a rappelé les leçons tirées de la guerre de 1973 quant à l'importance des systèmes d'alerte précoce. Dès 1991, lorsque qu'Ehud Barak succède à Dan Shomron à la tête de l'institution militaire, il redonne la priorité au renseignement « humain » sur les systèmes d'analyse et de traitement de l'information électroniques. Mais plus encore, les militaires israéliens retiennent de leur propre expérience de *Desert Storm* la nécessité de renforcer les dispositifs de la défense civile car, désormais avec la menace des missiles balistiques, le front tend à se déplacer vers l'arrière. Ehud Barak crée un nouveau commandement dédié au front intérieur[393], en plus des trois commandements de front régionaux. Cette structure de commandement vise à coordonner l'ensemble des capacités de protection civile (défense civile, gardes-frontières et police). Cette centralité du front ira d'ailleurs en s'accroissant dans les décennies suivantes.

Ainsi, même si les militaires israéliens ne croient à la RMA américaine, ils reconnaissent cependant, au tournant des années 1980-90, la nécessité d'apporter certains ajustements à la doctrine opérationnelle du « champ de bataille saturé » afin prendre en compte les évolutions de la nature de la conflictualité dans la région. Dès 1988, Ehud Barak attirait l'attention de la communauté de défense israélienne sur la nécessité de mener dans les années à venir « une révolution ». Selon lui, « *this revolution would yield « partial results » in « 3-5 years » and would « ripen » when the IDF "produce(d) the weapons and prepare(d) the battle doctrine for the future battlefield" in "8-10 years"*"[394].

La nature et l'ampleur des transformations à mener soulèvent toutefois des débats dans la communauté de défense israélienne, mettant en lumière différentes

[392] Sur la crise du Golfe et l'impuissance des forces israéliennes, voir Pierre Razoux, op. cité, pp. 452-459
[393] Voir Pierre Razoux, op. cité, p. 465

positions que l'on peut résumer en quatre écoles de pensée. Une première école met l'emphase sur le changement doctrinal, tout en conservant la structure des forces et les systèmes d'armes intacts (blindés, infanterie mécanisée et forces aériennes). Cette école prône un rééquilibrage au niveau opérationnel entre l'offensive et la défensive.

Une deuxième école suggère, quant à elle, des changements aussi bien doctrinaux qu'organisationnels. Ce courant cherche à remettre en cause le primat de l'offensive, qui requiert d'importantes forces blindées, au profit d'une structure plus équilibrée cherchant la déstructuration du corps de bataille ennemi. La désorganisation des forces adverses serait atteinte par une combinaison de forces blindées et aériennes, combinant mobilité et puissance de feu. Cette seconde école promeut l'idée d'une doctrine opérationnelle « universelle » qui permettrait de répondre à l'ensemble des contraintes opérationnelles (menace à longue distance et conflit de basse intensité).

Une 3è école propose une approche proche de la théorie du « système de systèmes » de l'Amiral Owen et donc de la conception américaine de la RMA. Cette école envisage la guerre du futur comme dominée par les tactiques de destruction ciblées rendues possibles par les munitions de précision guidées par les systèmes C4I. Dans les guerres du futur, la victoire tiendrait à la capacité des parties à identifier et à traiter le plus rapidement possible les cibles ennemies. Un tel scénario nécessiterait une forte intégration des différents systèmes de contrôle et de commandement pour pouvoir agir de manière simultanée et en temps quasi réel sur une pluralité d'objectifs. Toutefois, la difficulté réside dans la création même de ce « système de systèmes » à partir des systèmes et des armes existants. Ce courant, dans le sillage des théoriciens de la RMA américaine, espérait réduire drastiquement le « brouillard de la guerre ».

Une dernière école, que l'on pourrait qualifier de « pragmatique », mise sur l'intégration des systèmes d'armes sophistiqués et une rationalisation de l'organisation des plateformes existantes au sein des forces armées actuelles. Ceci

---

[394] Voir E. Barak, "Davar", April 21, 1988, pp.16-17, FBIS-NES, April 22, 1988, p.32, cité par Eliot A. Cohen, Michael J.

implique la création d'une architecture capable d'intégrer l'ensemble des systèmes de contrôle et de commandement afin de raccourcir les cycles de collecte et de traitement des données émanant de sources variées d'une part et la boucle détection-frappe d'autre part. Interconnectés, ces systèmes permettraient de conduire une guerre classique de manière plus rapide et plus efficace. Outre les systèmes de commandement et de contrôle, cette approche faisait une large place aux hélicoptères de combat et aux plateformes de feu indirect. L'approche opérationnelle de contre-guérilla mise en œuvre à partir du milieu des années 1990 au Sud Liban et dans une moindre mesure dans les Territoires occupés s'inscrira dans le droit fil de cette approche conservatrice, typique de la culture militaire israélienne.

Ainsi, c'est la démarche proposée par cette 4ème école qui semble avoir influencé les évolutions doctrinales et organisationnelles mises en œuvre dans les années 1990 autour du concept central de « champ de bataille du futur » (*sdeh hakrav ha'atidi*)[395]. Les ajustements sont menés à la marge pour prendre en compte les nouvelles menaces de l'après-guerre froide tout en conservant les fondamentaux de la doctrine opérationnelle israélienne. Israël doit désormais faire face à un spectre plus étendu et plus diversifié de menaces. Si les forces de la FDI continuent de faire face à des menaces de basse intensité dans leur environnement proche, elles doivent également se préparer à affronter des menaces, conventionnelles et non conventionnelles, émanant de pays périphériques, tels que l'Iran. La doctrine opérationnelle conserve sa pertinence mais doit être adaptée pour prendre en compte ces nouvelles problématiques d'un côté et les conséquences politiques des opérations israéliennes de l'autre. La victoire ne s'obtient plus uniquement à travers une action offensive décisive sur le champ de bataille. Désormais, le commandement israélien doit aussi gagner la bataille des cœurs et des opinions. La FDI est entrée dans une ère « post-héroïque », celle des « guerres sales » où les frontières entre les sphères civile et militaire tendent à s'effacer. Les missions sécuritaires, de contre-terrorisme ou de contre-insurrection, sont dorénavant le lot quotidien des soldats israéliens. L'usage de la force devient donc contraint par ces considérations politiques et Israël doit développer des stratégies alternatives, notamment d'alliance.

Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, op. cité, p.118

Israël chercha ainsi à profiter du nouveau contexte géopolitique régional pour rompre son isolement diplomatique en devenant un allié « attractif » ou en prenant part à des coalitions régionale ou internationale. Israël envisageait à cette époque de jouer un rôle de base d'opérations dans la région pour l'allié américain ou les troupes britanniques, ou de prolonger au niveau régional sa politique d'alliance des minorités. Ceci impliquait donc de « normaliser » ses relations avec au moins une partie de ses voisins, notamment avec les acteurs périphériques non arabes, tels que la Turquie. Israël initia ainsi à partir de 1996 une coopération militaire approfondie avec la Turquie[396].

Toutefois, l'échec d'Oslo et la montée en puissance de l'Iran vont rapidement mettre un terme à ces espoirs de « normalisation » des relations entre Israël et ses voisins. Par ailleurs, la recherche par les Etats-Unis d'une plus grande stabilité qui se traduit notamment par une consolidation de leurs relations avec leurs alliés arabes réduit mécaniquement l'intérêt américain pour un allié comme Israël. Le rééquilibrage du système d'alliances américain dans la région intervient au moment même où la dépendance de l'institution militaire israélienne en matière d'acquisitions (capacités antibalistiques et de frappe à longue distance) et de coopération technologique s'accroît. L'approfondissement de l'assistance américaine dans les domaines de la lutte anti-terroriste et anti-prolifération augmente logiquement le levier de pression américain sur les politiques israéliennes, notamment en ce qui concerne les Territoires occupés. A cette même époque, on observe un rééquilibrage du poids des lobbys juif et arabo-musulman à Washington, aussi bien pour des raisons démographiques que parce que certains juifs américains ne sont pas reconnus comme « juifs » par les autorités rabbiniques israéliennes. Enfin, les années 1990 voient l'émergence de tensions entre Tel Aviv et Washington sur la vente d'armes à des pays comme la Chine.

---

[395] Voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, op. cité, p.91
[396] Voir Pierre Razoux, op. cité, p.476

2. Une armée plus intelligente et plus petite

Au début des années 1990, l'institution militaire se trouve donc dans une situation singulière. Alors que les conditions stratégiques n'ont jamais été plus favorables à Israël depuis sa création, le sentiment d'insécurité au sein de la société israélienne n'a jamais été aussi fort. La prolifération des armes non conventionnelles qui accompagne la fin de la guerre froide et l'exposition croissante du front intérieur contribuent à éroder la capacité de résilience de la population. Celle-ci est devenue beaucoup plus sensible aux pertes, mêmes militaires; cette évolution n'échappe d'ailleurs pas à ses adversaires d'Israël. Mais c'est aussi parce que le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication offre de nouvelles possibilités en matière d'opérations psychologiques.

Au tournant des années 1990, le chef d'Etat-major, Dan Shomron, appelle de ses vœux la constitution d'une force plus petite en taille et plus « intelligente » (« *slimmer and smarter* »)[397]. Mais c'est à Ehud Barak, qui prend les rênes de l'institution militaire en 1991, que va revenir la mission de mener à bien cette restructuration partielle de la FDI. Sa mission consistait en deux volets principaux : préparer les FDI à faire face aux nouvelles menaces issues de l'évolution de l'environnement régional tout en définissant de nouvelles solutions opérationnelles pour mettre fin aux enlisements dans la zone du Sud Liban et dans les Territoires occupés. A cette fin, il redonna la priorité au qualitatif sur le quantitatif, revenant ainsi à un des fondamentaux de la culture militaire israélienne. Il commença tout d'abord par définir de nouvelles règles d'engagement pour les gardes-frontières déployés dans les Territoires occupés pour tenter de rehausser le moral de ces forces miné par la multiplication des « bavures ». Par ailleurs, l'état-major durcit les conditions de sélection et l'entraînement des unités spéciales qui acquirent un rôle croissant dans les missions de sécurité dans les Territoires. Enfin, les effectifs d'active dans l'armée de Terre et l'armée de l'Air furent en partie réduits. C'est qu'avec l'arrivée d'une masse importante de nouveaux immigrants venus d'ex-URSS et d'Ethiopie, au moment où la population incorporable dans l'armée s'accroît, l'institution militaire n'est plus en mesure d'absorber l'ensemble des recrues potentielles. Si le principe de la conscription universelle découlant du modèle de la

nation en armes reste officiellement de mise, dans les faits, la conscription devient sélective du fait des exemptions croissantes accordées par l'armée. L'institution militaire n'a plus les moyens, ni financiers, ni même matériels, d'entraîner et d'occuper la masse des jeunes israéliens en âge de servir sous les drapeaux. Cependant, l'institution militaire se refuse à remettre en cause de manière officielle le modèle de la nation en armes, en particulier à un moment où son rôle et sa place au sein de la société israélienne sont de plus en plus ouvertement critiqués.

Ainsi, en dépit des débats qui agitent tout au long des années 1990 la communauté de défense israélienne autour de la question de la professionnalisation des forces de la FDI, le programme « Catapulte 2008 », mis en œuvre à partir de 1999 et qui vise à moderniser la doctrine et le fonctionnement de l'armée, continue de refuser l'abandon de la conscription et du recours aux réservistes. Si l'Etat-major diminue le nombre des conscrits (moins 7000 hommes), il se refuse à d'en supprimer le principe, aussi bien pour des raisons politiques que pour des contraintes opérationnelles. L'armée de Terre continue de reposer sur un grand nombre de conscrits et de réservistes, qui sont particulièrement sollicités pour les missions de sécurité dans la zone de sécurité du Sud Liban et dans les Territoires. Les missions complexes ou risquées sont toutefois de plus en plus prises en charge par des forces spécialisées dans la contre-insurrection (gardes-frontières et unités clandestines de renseignement).

Au niveau de la structure des forces, l'Etat-major procède à un rééquilibrage entre les différentes armes. Les différences hiérarchiques entre les différentes structures de commandement (Aviation, Marine, Commandements régionaux de front) sont supprimées. Les forces aériennes et navales voient leur rôle revalorisé avec la nécessité de frapper des cibles ou de projeter des forces sur des théâtres d'opération éloignés. L'Etat-major, délesté du contrôle opérationnel au profit des commandants de front, peut désormais se consacrer entièrement aux tâches de conception, de planification et de contrôle. Deux nouvelles directions sont créées au sein de l'Etat-major (« Logistique et technologie » et « Division des relations

[397] Sur la restructuration de la FDI, voir Pierre Razoux, op. cité, pp. 479-485

internationales ») ainsi qu'une académie militaire chargée de la formation universitaire des officiers supérieurs.

Ces évolutions au sein du commandement confirment les rôles des systèmes d'artillerie sophistiqués, des hélicoptères de combat et des drones de reconnaissance envisagés dès les années 1980 dans le cadre du concept d'emploi du « champ de bataille saturé ». La réduction partielle de la taille des forces armées se fait donc aux dépends des blindés et au profit des hélicoptères de combat et des systèmes d'artillerie sophistiqués. Le rôle précédemment dévolu aux tanks dans la manœuvre est progressivement transféré sur les hélicoptères de transport et de combat. Les missions aéroportées acquièrent un rôle central, en particulier dans les opérations de contre-guérilla. Les unités d'élite de l'armée de Terre sont équipées, à cette fin, d'armes antitanks modernes et peuvent désormais attaquer des objectifs sensibles dans la profondeur du territoire ennemi. Les drones de reconnaissance et d'attaque assument désormais une partie des missions précédemment remplies par les forces aériennes. En plus de leur rôle traditionnel de soutien aux forces terrestres, ces dernières acquièrent une autonomie croissante dans la chasse contre les missiles sol-air. Enfin, les forces aériennes et les forces navales deviennent des capacités de frappe stratégique contre des objectifs à haut risque, comme les sites suspectés d'abriter des armes non conventionnelles. Les forces navales conservent par ailleurs leurs missions traditionnelles de protection du littoral et d'artillerie.

L'équipement de certaines branches de l'armée (Air, Marine, unités d'élites de l'Armée de Terre) en système d'armes très sophistiqués a renforcé le fossé entre ces forces et le reste de l'armée. Ce double standard au sein des forces de la FDI a un effet très négatif sur le gros des troupes constituées de conscrits et de réservistes, équipés de matériels vétustes ou manquant des équipements les plus élémentaires, comme on l'a vu lors de la guerre au Liban en 2006. Au final, le plan « Catapulte 2008 », qui visait à réviser la doctrine opérationnelle israélienne afin de préparer les forces israéliennes à la guerre du futur n'a fait que confirmer les fondamentaux de cette doctrine : alerte précoce, dissuasion, recherche d'effets militaires décisifs et riposte systématique en cas de franchissement des lignes rouges.

3. Nouvelles technologies et restructuration du CMI

La guerre du Golfe a confirmé l'ampleur du fossé technologique qui sépare les armées arabes, équipées de matériels soviétiques vieillissants et appuyées sur des concepts d'emploi des forces dépassés, de l'armée israélienne. Mais les opérations au Liban et dans les Territoires occupés ont aussi fait la preuve des limites de certains matériels, parfois très anciens[398], encore en service dans l'FDI, notamment dans l'infanterie. D'autant plus que la prolifération des armes antitanks à guidage, des munitions d'artillerie de précision, des munitions air-sol à guidage de précision emportent des risques majeurs pour la sécurité des soldats sur le champ de bataille. Même les véhicles d'infanterie de combat modernes, tels que le *M2 Bradley* américain ou le *Warrior* britannique, ne peuvent garantir la survie des soldats.

Les armées arabes ont par ailleurs acquis au cours des années 1990 des systèmes d'armes sophistiqués. Les Américains ont ainsi équipés certains de leurs alliés arabes[399] avec des capacités blindées modernes, des hélicoptères de combat et toutes sortes de missiles et de pièces d'artillerie modernes. Par ailleurs, la Russie, dans l'après-guerre froide, a vendu à des prix très attractifs certains de ses meilleurs équipements à l'Iran, l'Irak ou la Syrie[400]. En service dans les armées arabes, ces nouveaux matériels pourraient changer à terme la corrélation générale des forces; même si bien souvent, la formation des servants dans les armées arabes n'est pas à la hauteur de la sophistication de ces matériels. Dans les armées des pays du Golfe, il n'y a même bien souvent pas de personnels formés pour utiliser ces matériels et les armées sont obligées de se reposer sur des personnels étrangers.

Au début des années 1990, en dépit de leur méfiance quant à l'optimisme excessif des tenants de la RMA des capacités des technologies modernes à réduire le « brouillard de la guerre », les militaires israéliens n'en restent pas moins intéressés par les avantages offerts par celles-ci pour maintenir leur supériorité vis-à-vis de leurs adversaires. Toutefois, l'acquisition de tous ces nouveaux matériels emporte un

[398] Certains véhicules de transport de troupes, tels que les M-113, bien qu'ayant subis des améliorations, datent des années 1950 ; sur cette question, voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, op. cité, pp.97-98

[399] Sur l'équipement des armées arabes, voir voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, op. cité, pp.94-95

[400] Sur les ventes d'armements russes (sous-marins, torpilles, chasseurs, missiles), voir voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, op. cité, pp.94-95.

coût significatif pour la communauté israélienne qui, depuis les années 1980, accepte de moins en moins bien les dépenses budgétaires énormes en matière de défense. Cette décennie a été marquée par une sévère crise économique qui a conduit les autorités israéliennes à mener des réformes structurelles majeures. Les coupes budgétaires ont réduit de manière structurelle les dépenses de défense et le CMI, qui bénéficiait de très importantes subventions publiques, a connu une restructuration générale. Alors que ce secteur employait au début des années 198 presque 70 000 personnes, c'est-à-dire environ 20% des employés du secteur industriel, il ne compte plus au début de la décennie suivante que 40 000 employés. Le secteur a été rationnalisé. Les doublons qui existaient dans les capacités de production ont été supprimés. Des fusions-acquisitions et des *joint-ventures*[401] ont permis de regrouper les structures et ouvert certains marchés étrangers aux entreprises israéliennes. Après les crises de liquidités et de dettes qui avaient touché la majorité des pays développés au début des années 1980 et les changements de régimes en Iran et en Afrique du Sud, les ventes d'armes israéliennes à l'étranger s'étaient effondrées. L'après-guerre froide offre aux exportations israéliennes de nouveaux débouchés en Europe de l'Est et en Asie de l'Est. La production nationale s'est quant à elle réorientée vers des secteurs de pointe et la modernisation/amélioration des matériels en service dans les FDI[402]. Les efforts du CMI se concentrent désormais moins sur la production des systèmes d'armes et des plateformes, lourds et peu rentables compte tenu de l'importance des investissements de *R&D* (*Merkava IV*, système *Arrow*, satellite *Ofeq*). Le CMI tend à se spécialiser dans les systèmes agissant comme des multiplicateurs de puissance (systèmes de vision nocturne, de commande et de contrôle, système de guerre électronique, munitions de précision).

Le CMI israélien a continué à développer les systèmes de frappe de précision de longue portée (les armes antitank de la catégorie *Spike* ; le missile *anti*-tank à guidage laser *Nimrod,* le missile air-mer *Popeye*). Ces systèmes permettent d'allonger les distances de frappe et d'augmenter la protection des soldats israéliens, tout en renforçant l'attrition des forces adverses dans des temps très réduits.

[401] 180 mouvements de regroupement ou fusions-acquisitions ont été recensés dans le secteur au cours de cette période. IAI et Tadiran ont par exemple formé une compagnie commune pour la fabrication des drones, *Mazlat*, et le développement des transferts technologiques vers le secteur civil.

[402] Le CMI continue ainsi à moderniser et à améliorer les plateformes telles que le tank *M-60*/*Magach* 7, l'avion de chasse *F-4/Phantom 2000* ou l'hélicoptère *CH-53/Puffin 2000*.

Les industries de défense israéliennes ont par ailleurs confirmé leur place de leader dans le domaine des drones et développé les capacités de ces engins en matière de reconnaissance et de combat. Les capacités des drones de courte et moyenne portée, déjà utilisés par la FDI, ont été améliorées, de même que celles des drones de combat (comme le *Harpy*) qui permettent désormais l'attaque de lanceurs de missiles balistiques et de missiles lors de la phase initiale de vol. Par ailleurs, l'armée et le CMI ont continué à travailler au développement de drones terrestres pour les environnements à hauts risques ainsi que sur des systèmes de contrôle et de commande permettant la collecte, l'analyse et le traitement automatisés de données (« *Combat Vehicle Integration System for Israeli combat vehicle crews* », comparable au projet de « digitalisation du champ de bataille » américain).

Le CMI a, en outre, poursuivit ses efforts dans le domaine des technologies laser, notamment avec le système *THEL* (*Tactical High Energy Laser*), développé en coopération avec les Américains. Ce système permet la détection et la destruction d'une grande variété de cibles, aussi bien des drones, que des roquettes de courte portée, ou des missiles de croisière de longue portée et des hélicoptères de combat.

Enfin, les efforts de la FDI et du CMI ont porté sur les dispositifs de guerre électronique et de guerre informationnelle. Dès la guerre de 1973, les dispositifs de guerre électronique fournirent des résultats probants dans les opérations navales, de même que dans la neutralisation des capacités aériennes et de défense anti-aériennes syriennes dans la *Bekaa* en 1982. Des dispositifs pour neutraliser les capteurs ennemis, brouiller les communications, introduire des virus dans les systèmes d'armes ou les systèmes de commande et de contrôle ont été mis au point. Autant de réalisations qui contribuent au dynamisme des secteurs de haute technologie israéliens.

Compte tenu du rôle croissant que ces différents domaines occupent dans les conflits contemporains, Israël, avec son secteur informatique et électronique très dynamique, était bien placé pour se tailler la part du lion dans le domaine. Le CMI israélien a ainsi profité de la forte croissance économique que connut Israël au cours des années 1990 (plus de 6%/an). Ce dynamisme économique est d'autant plus remarquable si l'on prend en compte l'important afflux d'immigrants en provenance

de l'ex-URSS au cours de cette période. Si ces nouvelles populations ont au départ pesé sur le budget de l'Etat israélien, leur jeunesse et leur bon niveau d'éducation en firent par la suite un moteur de la croissance israélienne. Le CMI a également contribué au dynamisme de l'économie israélienne. Son rôle de pionnier dans les technologiques informatiques et électroniques a sans nul doute encouragé le développement du secteur industriel civil des technologies de pointe. Pas moins de 1800 entreprises ont été créées dans ce secteur pendant cette période dans les centres industriels autour de Haïfa et Tel Aviv. En 1996, le revenu par tête atteignait 15 000 dollars par an, plaçant Israël parmi les premières économies mondiales. Israël est devenue une économie de marché, libérale et capitaliste. La société est devenue plus consumériste mais aussi plus matérialiste et individualiste. Ce sont autant de changements sociétaux qui exigent, à terme, de repenser la place et le rôle du militaire dans la société israélienne.

4. Institution militaire et évolutions sociales

Le tournant des années 1980-90 fut témoin d'une profonde mutation au sein de la société israélienne, résultant aussi bien du choc créé par l'*Intifada*, que des évolutions de la scène politique israélienne avec le processus d'Oslo et les changements de modes de vie induits par le passage à l'économie de marché libérale. Ces évolutions contribuèrent, chacune à leur manière, à remettre en cause la place et le rôle occupés jusque-là par l'institution militaire.

4.1. Les brutalités de l'Intifada et les limites de la censure militaire

Le déclenchement de l'*Intifada* a créé un profond malaise dans la société israélienne, en mettant fin au mythe de la pureté des armes. Les images des soldats israéliens affrontant des foules de civils palestiniens mettent en lumière la réalité des « guerres sales », à la charnière des missions policières et militaires dans lesquelles sont désormais engagées les forces armées israéliennes. Désormais, avec la diffusion des chaînes satellitaires et des téléphones portables, la censure exercée par le militaire n'est plus en mesure de museler une presse qui se fait de plus en plus critique à l'égard de l'institution militaire. Les images sont retransmises en direct et il devient

de plus en plus difficile de filtrer l'information. Par ailleurs, la censure se limite aux médias nationaux. Or, du fait de la globalisation et du développement des nouvelles technologies de l'information, l'information fait désormais le tour du monde en quelques minutes. Faisant face à une concurrence croissante de la part des médias étrangers, les médias israéliens font alors pression sur les autorités pour réduire le pouvoir de la censure. En 1988, la loi sur la censure est généralisée, même si, dans la pratique, elle reste en grande partie inapplicable du fait des possibilités offertes par les nouvelles technologies. En 1989, l'affaire *Shnitzer contre Etat d'Israël*[403] marqua un tournant. La Cour suprême rappela à cette occasion au Censeur les limites de son pouvoir. Si les pouvoirs du Censeur n'ont pas été réduits en droit, celui-ci a dans les faits dû s'adapter au nouveau contexte, faisant preuve de plus de souplesse dans l'application quotidienne de ses prérogatives.

En dépit de ces évolutions dans le domaine médiatique, la majorité des brutalités commises par l'armée dans les Territoires n'ont toutefois pas été retransmises à la télévision. Les médias, aussi bien du fait de la force de l'habitude que par crainte d'affaiblir la position israélienne dans les pourparlers de paix, n'accordent souvent qu'une attention secondaire aux événements se déroulant dans les Territoires. Mais c'est aussi parce que comme dans tout conflit, l'opinion publique finit par s'y habituer et à ressentir une forme de lassitude, a fortiori lorsque celle-ci n'est pas directement touchée par les violences. La libéralisation économique, qui n'épargne par le milieu des médias, favorise par ailleurs une compétition féroce entre les médias, toujours à la recherche de nouveautés et de sensationnel pour accroître leurs parts d'audience. Ainsi, même si de nombreux faits ont été dénoncés, peu de cas ont débouché sur des enquêtes et encore moins sur des procès[404]. Les rares cas portés devant les juridictions israéliennes ont pour cette raison eu un retentissement médiatique national, voire international. Toutefois, jamais un officier supérieur (colonel ou plus gradé) n'a été déclaré coupable de violences envers les Arabes. C'est que l'institution militaire continue de chercher les moyens de protéger sa réputation et de conserver son prestige. Ne pouvant plus censurer, l'armée s'arc-

[403] Voir Martin Van Creveld, op. cité, pp. 511-512
[404] Voir Martin Van Creveld, op. cite, pp. 512-513

boute sur sa politique de communication « militaire », la « *Hasbara* »[405], qui expose « sa » version des événements se déroulant dans les Territoires.

La crise du Golfe achèvera de ternir l'image de l'institution militaire au sein de la société israélienne. Celle-ci a dévoilé l'impuissance de l'armée à contrer la menace, ressentie de manière très aigüe, des missiles balistiques irakiens, au moment où la défense civile s'est révélée inefficace et non préparée. Dans un pays, où la population est depuis plusieurs décennies en permanence mobilisée et sollicitée pour participer à l'effort de guerre, l'opinion publique est littéralement choquée par l'absence de réaction militaire alors que les missiles irakiens atteignent plusieurs grandes villes israéliennes. La doctrine stratégique israélienne n'est-elle pas basée sur l'idée que tout franchissement des « lignes rouges » entraîne des représailles systématiques ? La population s'est sentie trahie par cette armée pour qui elle a fait tant de sacrifices, aussi bien humains que matériels, et qui s'est révélée, à l'heure de vérité, incapable de les protéger de la menace irakienne. La population a vécu d'autant plus mal l'épisode des *scuds* irakiens qu'elle a cru, à la suite du commandement militaire, à l'hypothèse d'une attaque chimique, dont les conséquences auraient été considérables en matière de pertes civiles. Or, il apparut, après coup, que les masques à gaz distribués à la population n'étaient pas en mesure de la protéger efficacement. Au même moment, plusieurs scandales[406], dont l'affaire *Kalmanovitch*, éclaboussent l'armée. La population découvre avec effarement que cet homme d'affaire israélien a transmis pendant plusieurs années de nombreux secrets militaires au KGB.

[405] Sylvain Cypel expose ainsi les mécanismes de la communication officielle de *Tsahal* : celle-ci s'appuie sur la « *konceptzia* », interprétation officielle des faits et ligne directrice de la communication de l'armée à destination du public israélien. Pour les médias étrangers, la « « *hasbara* » - littéralement « explication » […] désigne l'argumentaire officiel, la version des faits fournis par les pouvoirs publics. […] Les Israéliens ont de tout temps entretenu une attitude paradoxale vis-à-vis de leur « *hasbara* ». Pour résumer, alors que tous les pouvoirs lui ont toujours prêté une attention particulière et conféré d'imposants moyens, dabn les moments difficiles, lorsqu'Israël est internationalement critiqué pour ses actes, le citoyens lui reprochent alternativement d'être soit « inefficace » (notre bon droit est si évident, et nos services ne savent pas l'expliquer), soit au contraire « inutile » (personne ne veut nous comprendre ». », voir Sylvain Cypel, *Les Emmurés. La Société israélienne dans l'impasse*, La Découverte, Paris, 2005, pp.268-270.

[406] Voir Pierre Razoux, op. cité, pp.450-451

4.2 L'enjeu « historique » d'Oslo

Le choc de l'*Intifada* et les débuts des pourparlers avec les Palestiniens ont suscité deux positions contradictoires au sein de la société israélienne. On voit, d'un côté, l'émergence d'une tendance dite « post-sioniste », favorable au processus de paix avec les Palestiniens; de l'autre, une réaction de défense de la part des tenants du nationalisme intégral.Ces positions ne reflètent d'ailleurs pas un clivage « gauche »/ « droite » mais plutôt l'idée que les individus se font des chances sérieuses de parvenir à une paix équitable et à une réconciliation durable avec les Palestiniens. Or, cette perspective soulèvent des questions de fond pour la société israélienne, en remettant notamment en cause une partie des logiques justificatrices sur laquelle s'est fondée la société pendant près de cinquante ans. Sylvain Cypel résume ainsi les enjeux que soulève le défi «historique » d'Oslo :

> *« comprendre l'enjeu, c'est comprendre pourquoi, après avoir si longtemps prétendu que « jamais » on ne reconnaîtrait l'OLP, on a fini par le faire. Comprendre qu'on s'était fourvoyé toutes ces années en niant la réalité de l'autre. […] Comprendre qu'une fois l'accord « intérimaire » signé, les Palestiniens, dans une position de totale dépendance, n'avaient rien d'autre à offrir aux Israéliens qu'une paix « finale », seule réelle garantie de leur sécurité. […] Qu'aucun accord «final » ne serait conclu sur la base du seul rapport des forces ; au contraire, que seule la générosité […], seule la reconnaissance du dol, de la souffrance infligée, peuvent permettre la « réconciliation historique ». »*[407]

Pour le camp de la paix, la perspective de nouer des pourparlers avec les Palestiniens signifie l'espoir de mettre un terme au conflit israélo-arabe et de voir Israël devenir un Etat « normal », un Etat « post-sioniste ». Sylvain Cypel résume ainsi l'argumentaire du « camp de la paix » :

> *« maintenant que la paix est à portée de main, Israël peut accéder à la « normalité ». La peur de l'anéantissement recule – on peut se regarder*

[407] Voir Sylvain Cypel, op. cité, p. 227

dans le miroir, sans « donner des armes à l'adversaire ». [...] Le sionisme a eu sa grandeur et ses terres. Mais il a gagné : Israël existe, fort et enfin reconnu par son ennemi historique. Place à un nouvel Israël, décomplexé, honnête avec lui-même, donc plus fort encore Ainsi pensent les « post-sionistes ». Ils symbolisent le recul de l'ethnicisme et son pendant, l'ouverture à l'autre. »[408]

Ce courant est d'autant plus optimiste qu'il trouve chez les Palestiniens des homologues avec qui discuter. Ce rapprochement change également les perceptions de l'Autre. Les Palestiniens sont désormais envisagés comme un peuple ayant une identité propre et non plus comme une composante indifférenciée du peuple arabe. Au même moment, les travaux des nouveaux historiens israéliens prennent de l'ampleur et démontent un certain nombre de mythes de l'histoire officielle israélienne[409]. Finalement, la main tendue à l'Autre passe aussi par la reconnaissance d'une des caractère fondamentales de l'identité palestinienne : le statut de réfugiés. De l'autre côté, la majorité des factions palestiniennes regroupées dans l'OLP reconnaît l'existence légitime de l'Etat d'Israël et ne le considère plus uniquement comme un avatar du colonialisme européen. De la même manière, ce courant chez les Palestiniens reconnaît le fait national que représente Israël et ne réduit plus la société israélienne à son caractère confessionnel.

Dans le camp opposé au processus d'Oslo, on trouve en les tenants du nationalisme intégral et les colons religieux-nationalistes. Pour eux, l'émergence d'une tendance favorable aux pourparlers de paix est une véritable menace. Le processus de paix signifie en effet, à plus ou moins long terme, le retour des Territoires aux Palestiniens. Les colons réagissent violemment à la conférence de Madrid,se considérant désormais engagés dans un conflit pour la conservation de ce qu'ils considèrent comme le territoire légitime et inaliénable du *Grand Israël*. Se sentant trahie par le gouvernement et l'armée, dans le contexte de l'*Intifada* et de l'anarchie qui s'est emparée des Territoires, la frange la plus extrémiste des colons considère qu'elle peut désormais faire justice elle-même. Des attaques sont ainsi

[408] Voir Sylvain Cypel, op. cité, p.226
[409] Sur les mythes de l'histoire officielle israélienne et les « principaux éléments du déni initial israélien », voir Sylvain Cypel, op. cité, pp. 51-76

menées contre les populations arabes résidant près des colonies afin de terroriser ces dernières et de les pousser au départ. Les tensions augmentant, l'armée est de plus en plus souvent amenée à s'interposer pour, *a minima*, protéger les colons. Les conscrits sont de plus en plus mobilisés pour assurer des missions de sécurité des colons, missions bien éloignées de ce qu'ils ont appris à l'entraînement et qui prennent parfois une tournure carrément humiliante[410]. Une grande partie de l'opinion publique désapprouve les exactions des colons, d'autant plus que ces derniers menacent le gouvernement d'entraîner le pays dans une guerre civile à partir de la mi-1989.

Entre 1988 et 1991, avec l'appui d'Ariel Sharon, les spoliations[411] continuent, en dépit des pressions américaines pour mettre fin à la construction de nouvelles implantations. L'extension des colonies permet également de faire face à l'arrivée de plus d'un million d'immigrants venus d'URSS qui pose à Israël un défi considérable en matière de logement. Le Gouvernement Rabin[412] se retrouva face à un dilemme : poursuivre le processus de paix ou abdiquer face aux colons. Mais Rabin, pour qui la « guerre entre les Juifs » constitue une perspective catastrophique et taboue, préfère temporiser avec les colons et raffermir sa politique à l'égard de l'*Intifada* alors même qu'au même moment l'institution militaire traverse une crise de confiance.

Dans le contexte de l'*Intifada*, la place de l'armée dans la société est remise en question. Le réduction du modèle des forces, notamment dans l'armée de Terre, et les exemptions croissantes accordées par l'institution militaire laissent entrevoir dans les années à venir un abandon progressif du modèle de la nation en armes. Les forces de la FDI ne sont déjà plus l'école et le creuset de la nation. Désormais, les unités du *Nahal,* pur produit de la culture sioniste, forment les jeunes « pionniers » à l'entrepreneuriat plutôt qu'aux métiers agricoles utiles aux *kibbutzim*. Pourtant, au tournant des années 1980-90, Israël doit intégrer un nombre considérable d'immigrants venus de l'ex-URSS, auxquels s'ajoutent les Falachas éthiopiens. Les questions de fond que posent la remise en cause du rôle unificateur et social de

[410] On pourra voir certains exemples de ces missions où les soldats assurent la protection rapprochée de certaines familles de colons et sont soumis aux caprices de ces derniers, devant les accompagner partout et à n'importe quelle heure.
[411] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Lords of the Land. The War Over Israel's Settlements in the Occupied Territories, 1967-2007*, trad. anglaise, Nation Books, New York, New York, 2007Lords of the Land, p.113
[412] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, op. cité, p.112

l'armée sont d'autant plus problématiques qu'elles émergent à un moment où le processus de paix divise la société.

4.3 La « sale guerre » des Territoires

Les revers que subit l'institution militaire dans les Territoires font craindre la répétition du bourbier libanais, dans lesquelles les formes armées israéliennes sont toujours enlisées. L'image de l'institution sera durablement affectée par l'*Intifada*, et dans une moindre mesure, le Liban. Certains refusent même désormais de remplir leurs obligations militaires et de prendre part à des opérations dont ils ne voient plus très bien la raison-d 'être. Dans les années 1990, on dénombre ainsi 200 cas de refus de servir dans les Territoires. Le phénomène des *refuzniks* s'accroît, encouragé par le prestige que ceux-ci acquièrent dans l'opinion publique qui commence à les considérer comme des héros. On mesure dans ces années, le degré de défiance de la société à l'égard de l'institution militaire[413]. Face aux critiques qui se multiplient, l'armée et les responsables politiques gardent le silence sur le problème des *refuzniks*. Afin de ne pas amplifier le phénomène, l'institution militaire ferme les yeux sur le nombre croissant de conscrits qui se débrouillent pour échapper au service et sur les réservistes qui n'assument plus leurs obligations. L'institution militaire se retranche dans son mutisme et cautionne le mensonge.

Cette perte de prestige et de confiance dans l'armée minent le moral des troupes, dont la majorité sont constituées de conscrits et de réservistes. Comme le rappelle, à juste titre M. Van Creveld,

> *« dans ce contexte, le moral de Tsahal qui, depuis des décennies constituait le principal facteur de ses succès face à des adversaires plus nombreux, commença de flancher. Il est toutefois surprenant de constater que des sondages effectués entre 1988 et 1991 révélaient toujours la confiance qu'une écrasante majorité de jeunes avaient encore dans le professionnalisme des forces de Défense (87% à 90%), que ceux-ci se disaient volontaires pour effectuer leur service militaire même en cas de*

[413] Voir la « confiance trahie », Martin Van Creveld, op. cité, 521-535

disparition de la conscription et voulaient servir dans des unités d'élite (78%). »[414]

Quelques années plus tard, la détérioration de la situation sécuritaire dans les Territoires et au Liban va susciter deux attitudes contradictoires vis-à-vis de l'armée : d'un côté, le sentiment d'insécurité contribue à resserrer les rangs autour de l'armée et favorise les tenants du « tout sécuritaire »; de l'autre, l'incapacité de celle-ci à mettre fin aux menaces que représentent le *Hamas* et le *Hezbollah* ne cesse de ternir son prestige et confirme les limites du militaire à traiter des problématiques qui impliquent des décisions cruciales pour l'avenir de la société israélienne.

A la fin des années 1990, le constat est rude : les forces israéliennes ont perdu l'allant et l'esprit combattif qui leur avaient permis de remporter des victoires successives depuis la fin du mandat britannique et de s'imposer comme une puissance militaire de premier ordre dans un environnement hostile. En dépit des changements conduits au sein de l'institution militaire, les menaces asymétriques demeurent ; elles ont même tendance à se sophistiquer tout en retournant à leur profit le différentiel de puissance avec l'ennemi israélien. Ses adversaires se replient sur des modes de combat (terrorisme, insurrection) pour lesquels les technologies de pointe n'apportent pas de réelles réponses opérationnelles.

5. Nouvelles « règles du jeu » au Sud Liban et Transformation du Hezbollah

Avec la fin de la guerre civile libanaise, la guerre d'attrition que les combattants de la Résistance islamique menaient à l'encontre des forces présentes dans la zone de sécurité se renforce. Les accords de *Taëf* consolident le statut de la Résistance islamique et offrent au *Hezbollah* les conditions propices pour transformer son appareil militaire et renforcer son rôle au sein de la scène politique libanaise.

Les accords de *Taëf*[415] reconnurent « en creux » un statut de « Résistance nationale » à la Résistance islamique, ce qui lui permet de conserver ses armes et ses

[414] Voir Martin Van Creveld, op. cité, p.515
[415] Sur l'attitude du *Hezbollah* vis à vis des accords de *Taëf*, voir Nicholas Blanford, op. cité, pp.92-96 et sur les relations entre l'armée libanaise et le *Hezbollah*, voir Naïm Qassem, op. cité, pp.189-195

combattants en dépit de la décision gouvernementale de désarmement générale des milices libanaises. L'armée libanaise se déploie sur l'ensemble du territoire libanais, à l'exclusion des zones du Sud où les combattants de la « Résistance » affrontent l'ALS et les forces israéliennes. Si la Résistance est partout présente dans le Sud, ses armes doivent toutefois restées cachées. Les cadres du *Hezbollah* sont par ailleurs autorisés par les agences de sécurité libanaise à conserver des armes sur l'ensemble du territoire libanais pour assurer leur propre défense contre d'éventuelles attaques israéliennes. Si le gouvernement libanais cautionne le principe de la résistance aux forces d'occupation, il refuse toutefois d'endosser une quelconque responsabilité vis-à-vis de la communauté internationale et d'Israël pour les actions du *Hezbollah*. En contrepartie de ce soutien tacite du gouvernement libanais, qui s'engage à ne pas interférer dans les opérations de la Résistance, le *Hezbollah* s'interdit de faire usage de ses armes dans tout différent entre partis libanais. Au cours des deux premières suivant les accords de *Taëf*, des tensions persistent toutefois entre le *Hezbollah* et l'armée libanaise, qui n'accepte pas toujours très bien l'existence de cette force concurrente. Des affrontements opposent les combattants de la Résistance aux soldats de l'armée libanaise le 13 septembre 1993.

Si le processus de « nationalisation » de la Résistance islamique renforce indéniablement la place du *Hezbollah*, et par contrecoup celle de la communauté chiite, au sein de la société libanaise, celui-ci soulève néanmoins la question de l'évolution de ses structures et de ses fondements idéologiques. Réuni en conclave à Téhéran, les principaux cadres du parti, au premier rang desquels, le Cheik Sobhi al Tufayli, le secrétaire général de l'époque, se divisent autour de la question de la poursuite du *jihad* jusqu'à l'établissement d'un « ordre islamique » au Liban. La majorité des cadres du parti, pragmatiques, désapprouvent l'islamisation par la force de la société libanaise. En effet, compte tenu de la nature multiconfessionnelle de cette société, la position « jusqu'au-boutiste » du Cheikh al Tufayli paraît difficilement tenable et risquerait d'aliéner le soutien d'une partie de la population aux actions de la Résistance, qui a réussi du fait de son nouveau statut à dépasser le périmètre de la seule communauté chiite. Par ailleurs, après la fin de la guerre Iran-Irak et les multiples destructions qu'elle a entraînées, le nouvel *Ayatollah* Ali Khamenei, qui succède à Khomeiny après sa mort, ne veut entrer en confrontation avec l'Occident. Enfin, l'*Intifada* et la déportation des cadres du Jihad islamique et du

Hamas à *Marj al Zuhur* ont créé un large élan de sympathie au sein des opinions publiques dans la région, et dans une moindre mesure à l'international, pour les mouvements résistant à l'occupation israélienne.

Ce contexte favorable va permettre au *Hezbollah* de tirer profit des « nouvelles règles du jeu » qui se mettent en place sur la frontière israélo-libanaise à cette époque. Les villages du Sud Liban deviennent les cibles privilégiées des frappes aériennes et des pilonnages à l'artillerie que mène l'armée israélienne en représailles aux attaques des combattants de la Résistance contre ses positions et celles de l'ALS dans la zone de sécurité. Cette stratégie de représailles systématique qui vise à « graver les consciences » ne fait en réalité que renforcer la détermination et la popularité des combattants de la Résistance. Ces derniers répondent désormais aux attaques contre les villages libanais par des tirs de *Katiouchas* sur le nord d'Israël.

En parallèle de leurs opérations de contre-guérilla, les forces israéliennes conduisent par ailleurs une politique d'assassinats ciblés à l'encontre des cadres de la Résistance et du *Hezbollah*. En février 1992, elles réussissent ainsi à assassiner le cheikh Abbas Moussawi, qui vient juste d'être élu secrétaire-général du *Hezbollah*. Un drone a suivi ses déplacements depuis Beyrouth jusqu'à son fief de *Jibsheet* dans la *Bekaa* et retransmet les informations en direct à deux hélicoptères *Apache*. Ces derniers détruisent la voiture à l'aide de leurs missiles *Hellfire*. Ce mode opératoire, qui démontre les nouvelles possibilités offertes par les drones, l'hélicoptère et les munitions de précision, se veut « un message », selon les mots du Ministre de la Défense israélien, à toutes les organisations terroristes partout dans le monde[416]. Ce mode opératoire sera repris ensuite dans la majeure partie des assassinats ciblés menés par Israël dans les Territoires occupés à partir de la fin des années 1990.

L'élection d'Hassan Nasrallah, à la suite de cet assassinat, au poste de Secrétaire général, va marquer un tournant crucial pour la Résistance qui va développer sous sa direction des modes opératoires d'une grande efficacité et des capacités combattantes (humaines et matérielles) considérables. La Résistance, qui ne compte à cette époque pas plus de 1500 combattants, dont seulement un tiers de

permanents,[417] va sérieusement affecter le prestige et la capacité de dissuasion des forces israéliennes. Si la propension au sacrifice, même ultime, reste un élément central de la doctrine opérationnelle de la Résistance, l'ardeur des combattants est désormais démultipliée par leurs savoir-faire militaires. L'entraînement des combattants et les capacités de conception/planification du commandement se sont drastiquement améliorés. Les combattants de la Résistance savent désormais manier des systèmes d'armes sophistiqués, développés et mettre en œuvre des tactiques de combat complexes. La collecte du renseignement et le recrutement se sont professionnalisés. Parallèlement, au cours de cette période, des structures de sécurité internes[418] sont mises en place pour protéger le parti aussi bien que la Résistance des tentatives d'intrusion étrangère. Un commandement militaire autonome est créé dans le Sud visant aussi bien à réduire les possibilités d'intrusion dans la chaîne de commandement entre le théâtre d'opérations et le QG de la banlieue Sud qu'à accroître les capacités de mobilité et surprise des unités combattantes dans le Sud. Du fait de ces contremesures, les forces de la Résistance sont devenues très difficilement identifiables, la majorité des combattants n'étant mobilisés qu'au coup par coup et au dernier moment sous formes de petites unités autonomes qui, une fois leur opération réalisée, retournent à leur vie civile.

Le rythme opérationnel s'accélère à mesure qu'augmente la sophistication des modes opératoires : le nombre des opérations menées par la Résistance passant de moins d'une vingtaine en 1990 à 187 en 1994. Au milieu des années 1990, les forces de la Résistance n'ont plus rien à voir avec l'image de « terroristes » des premières

---

[416] Voir David Hirst, *Beware of Small States. Lebanon, Battleground of the Middle East*, Nation Books, New York, 2011, p.243

[417] Ahmad Nizar Hamzeh explique que les forces combattantes du *Hezbollah* sont divisées en 4 grandes catégories. Les combattants reçoivent tous au départ le même entraînement puis, en fonction de leurs capacités personnelles, rejoignent une des 4 catégories : "*The combat section, on the hand, provides training in martial arts, marksmanship, medical support, and weaponry. The outcome of training determines one's position in one of the four organs of Hizbullah's combat section. The first organ consists of what are known as the martyrs (istishadiyyun), individuals who are willing to lead a suicide operation even when they are convinced that chances of escaping death are zero percent. The second organ includes the commandos or the special forces. This organ consists of Hizbullah's elite fighters who have distinguished themselves in guerilla warfare. The third organ consists of the rocket launchers and fighters with experience in operating all kinds of weapons, in particular, surface-to-surface or surface-to-air rockets or mortars. The fourth organ is composed of regular fighters who also have sufficient skills to lead attacks but who are mainly in charge of surveillance, logistics, and medical support*.", voir Ahmad Nizar Hamzeh, *In the Path of Hizbullah*, Syracuse University Press, New York, 2004, p.65; voir également sur le recrutement et l'entraînement des combattants, Nicholas Blanford, op. cité, pp. 115-122. Les structures militaires du *Hezbollah* sont placées directement sous la direction de l'organe exécutif du parti (*Majlis el Shoura*) et du Secrétaire-général. Les opérations doivent recevoir l'approbation du *wali al faqih* iranien (*Ayatollah* Khamenei).

[418] L'appareil de sécurité intérieure (*Amn al Hezb*) et la sécurité (*Jihaz Amn al Muddad*).

années, même si elles continuent de temps à autre à avoir recours aux attentats-suicides. Mais à la différence de leurs homologues palestiniens, les forces de la Résistance libanaise n'attaquent que des cibles « strictement » militaires dans la zone occupée. A partir du milieu des années 1990, la Résistance a semble-t-il défini une nouvelle approche opérationnelle[419] qui démontre qu'il a parfaitement intégré les principes de la guérilla et du rapport du faible au fort. Par ailleurs, à cette époque, les savoir-faire des combattants en matière d'explosifs, de communication et de guerre électronique se perfectionnent. De même, leurs armements et leurs équipements [420]deviennent de plus en plus sophistiqués.

L'armée israélienne est prise au piège d'une guerre d'usure dont elle ne peut qu'essayer de limiter les coûts. Les pertes augmentent : 13 soldats israéliens sont tués en 1992 contre 21 en 1994. Le rythme des opérations s'accélère et atteint plus de 900 opérations contre la FDI et l'ASL en 1995. Confinée dans sa position défensive, l'initiative est désormais du côté des forces de la Résistance. Cependant, par deux fois, en 1993[421] et en 1996, l'armée israélienne tente de briser le cycle vicieux de l'attrition en laissant des actions offensives de grande ampleur. Pressée d'en finir et contrainte par le front palestinien, l'institution militaire a alors recours à une puissance de feu excessive qui conduit à des résultats politiquement embarrassants et

---

[419] Nicholas Blanford cite ainsi un document intitulé « Les Grands principes de la conduite de la guerre », rédigé par le commandant du front ouest, Khalil Harb, découvert par les troupes israéliennes en 1995. Le document ordonne ainsi aux combattants : « *1/Avoid the strong, attack the weak – attack and withdraw !; 2/Protecting our fighters is more important than causing enemy casualties!; 3/Strike only when success is assured!; 4/Surprise is essential to successs. If you are spoted, you've failed; 5/Don't get into a set-piece battle. Slip away like smoke, before the enemy can drive home his advantage! 6/ Attaining the goal demands patience, in order to discover the enemty's weak points!; 7/Keep moving, avoid information of a front line! 8/ Keept the enemy on constant alert, at the front and in the rear! 9/The road to the great victory passes through thousanfs of small victories!; 10/Keep up the morale of the fighters, avoid notions of the enemy's superiority! 11/The media has innumerable guns, whose hits are like bullets. Use them in the battle; 12/ The population is a treasure – nurture it!; 13/ Hurt the enemy, and then stop before he abandons restraint!",* document cité par Nicholas Blanford, op. cité, p.121

[420] Nicholas Blanford rappelle ainsi que c'est au cours des années 1990 que le *Hezbollah* accroît ses capacités de furtivité pour mieux camoufler ses manœuvres et surveiller celles de l'adversaire sans être repéré (postes de surveillance cachés dans la végétation, tenues camouflés, matériels de vision nocturne, système de surveillance vidéo, etc.). Par ailleurs, les combattants sont désormais d'armes modernes et puissantes (fusils d'assaut, grenades à main, vision nocturne, pistolets, explosifs improvisés, missiles antitanks et RPG). Au cours des années 1990, le *Hezbollah* développe également ses savoir-faire en matière d'explosifs télécommandés. Les combattants utilisent une tactique pour piéger les routes dites de la « bombe 7 minutes » qui consiste à faire exploser un premier engin explosif lors du passage d'une patrouille, puis d'attendre 7 minutes le temps que la patrouille se remette pour en faire exploser une seconde. De la même manière, certains engins explosifs installés au bord des routes étaient à dessein visibles pour attirer les patrouilles de la FDI ou de l'ASL. Au moment du déminage, un second engin explosif bien caché était activé. Enfin, à partir de 1992, le *Hezbollah* commence à utiliser des missiles antitanks *Sagger* et des missiles sol-air portable *SAM-7*. Sur les modes opératoires utilisés par le *Hezbollah*, voir Nicholas Blanford, op. cité, pp. 125-134

[421] Opération *Accountability* lancée 24 juillet 1993. Après plusieurs mois d'escalade entre les forces du *Hezbollah*, qui a harcèlent la zone de sécurité de se *Katiouchas* (7 soldats israéliens sont tués) et des représailles à l'arme aérienne et à l'artillerie contre les villages situés à proximité de la zone de sécurité, Yitzhak Rabin approuve l'opération *Accountability*. Pendant 7 jours, l'armée bombarde le Sud Liban, faisant 130 morts civils du côté libanais, 500 blessés et 3000 déplacés. De son côté, le *Hezbollah* réussit à tirer plus de 300 *Katiouchas* en une semaine sur la zone de sécurité et le nord d'Israël. 2 civils israéliens sont tués. Voir Nicholas Blanford, op. cité, pp. 152-160

militairement contreproductifs. L'opération *Raisins de la colère*[422] lancée au printemps 1996 pour éliminer la menace des *Katiouchas* et les tirs de mortiers à partir du Sud Liban a mis en évidence les dangers de cette approche. L'action offensive s'appuie sur des hélicoptères de combat et l'artillerie. Les systèmes de détection radar et les drones de reconnaissance permettent aux unités israéliennes d'identifier un certain nombre de villages dans le Sud Liban, suspectés d'accueillir des combattants de la Résistance.

Or, en dépit des discours sur la précision « chirurgicale » des frappes, les dégâts sont importants et l'usage de la force apparaît parfois disproportionné. Au final, cette action offensive qui devait réaffirmer la capacité de dissuasion de l'armée israélienne en rappelant les « lignes rouges » à ne pas dépasser place Israël dans une position diplomatique politique délicate. L'institution militaire est la cible de virulentes critiques, aussi bien en Israël qu'à l'international. La nouvelle approche « musclée » de contre-guérilla n'empêche pas les pertes et les tirs d'artillerie contre le poste de l'ONU à *Qana* eurent un effet désastreux. 100 réfugiés furent tués, dont des femmes et des enfants. « Raisins de la colère » s'achève sur un désastre politique, qui contribua à encore un peu plus à ternir l'image des soldats israéliens en Israël à un moment où la situation dans les Territoires commence à se réchauffer.

6. La Palestine des années 1990 : une Transformation multiforme

La menace palestinienne perdure tout au long des années 1990, en dépit et pour beaucoup du fait des accords d'Oslo. La formation du Front du refus reflète le refus d'une partie des factions palestiniennes du tournant historique opéré par l'OLP à la fin des années 1980. A cette époque, Arafat, en tant que leader historique du mouvement national palestinien, a entamé des négociations secrètes qui mèneront à la signature des accords d'Oslo quelques années plus tard. Pris de court par l'éclatement de l'*Intifada* et ne voulant pas rester en marge de ce soulèvement populaire sans précédent, Arafat proclame à Alger en octobre 1988 l'indépendance de la Palestine. La déclaration qui reste floue sur les contours de cette Palestine indépendante – les

[422] Sur l'opération *Raisins de la colère*, voir Nicholas Blanford, op. cité, pp.161-185

frontières de 1967 ou celles de la « Palestine historique » - ouvre la voie à la reconnaissance de l'Etat d'Israël et divise, *de facto*, les factions palestiniennes.

La signature des accords d'Oslo[423] voit la création d'institutions « étatiques » palestiniennes, sur lesquelles règne sans partage Arafat, qui a redonné le pouvoir aux anciens de la *République Fakhani*. Ceux-ci reproduisent les travers de l'expérience libanaise. Les promesses des accords d'Oslo se révèlent rapidement illusoires et la corruption et le népotisme qui caractérisent le « système Arafat » suscitent des oppositions croissantes au sein de la population palestinienne. La nouvelle Autorité palestinienne perd peu à peu sa crédibilité à mesure qu'Israël se décharge sur celle-ci du fardeau sécuritaire de la lutte contre les mouvances islamistes palestiniennes.

La période qui s'étend du début de l'*Intifada* jusqu'à la fin des années 1990 voit une transformation significative des résistances islamiques palestiniennes. Leur montée en puissance, aussi bien militaire que politique, entraîne une recomposition fondamentale de la scène politique palestinienne aux dépends de l'OLP et du *Fatah*.

6.1. Marj al Zuhur et le rapprochement de la mouvance islamiste palestinienne

La répression de l'*Intifada* en 1988 marqua l'émergence d'une nouvelle génération de combattants : ceux des *Brigades Izzedine al Qassam* (*Hamas*) et des Brigades *al Qods* (MJIP). La *Saja* disparaît en 1988 avec l'assassinat de ses 3 derniers leaders à Limassol par les services israéliens. A partir de là, le MJIP devient le seul représentant du Jihad islamique palestinien. Or, ses leaders spirituels et politiques - Abdel 'Aziz 'Awda, Fathi Shiqaqi, Ahmad Mhanna -, eux aussi menacés d'élimination par les forces israéliennes, sont obligés de s'exiler au Liban en 1988. Comme ses prédécesseurs des années 1960-70, c'est en exil que le MJIP va entamer sa reconstruction. Son séjour libanais va ainsi lui permettre de lier une collaboration

[423] Les accords d'Oslo (Déclaration de principe) sont signés le 13 septembre 1993 par Yitzhak Rabin, Yasser Arafat et Bill Clinton. Ils définissent les étapes du processus de négociations en vue d'un règlement final du conflit. Ils posent le principe d'une autonomie administrative limitée des Territoires par la nouvelle Autorité palestinienne et du Conseil législatif palestinien pour une période intérimaire de cinq ans. En 1994, l'accord Jéricho-Gaza investit l'AP d'une autorité limitée et divise le territoire cisjordanien entre 3 zones A, B et C (voir la carte en annexe). Dans la zone A (18% de la Cisjordanie) et B (21% du territoire cisjordanien), l'AP administre les institutions civiles et politiques mais la compétence de son appareil sécuritaire est limité à la zone A, d'où se retirent les forces israéliennes. Dans la zone C (61% de la Cisjordanie), l'AP

étroite avec le *Hezbollah* d'un côté et la gauche et les nationalistes de l'ancien Front de la résistance nationale libanaise de l'autre.

Cette parenthèse libanaise lui est d'autant plus profitable que le MJIP se trouve à cette époque concurrencé aussi bien par le *Fatah* que par le *Hamas*. Le premier a commencé à développer une aile militaire combinant valeurs islamiques (Brigades des *Martyrs d'al Aqsa*) et nationalisme alors que le second a clairement pris un tournant nationaliste. Or, la profonde mutation du contexte géopolitique régional et international (fin de la guerre en Afghanistan et effondrement de l'URSS) désavoue les idéologies tiers-mondistes et révolutionnaires de gauche. Le mouvement national palestinien est en pleine mutation. Le MJIP, qui consistait jusque-là en un rassemblement lâche de groupes armés autour de références et de thématiques communes (révolution iranienne, « mystique de la lutte armée », libération nationale), doit donc se transformer pour survivre.

Fidèle à ses racines idéologiques, le MJIP fait le choix d'une restructuration un parti politique sur le modèle de parti d'avant-garde léniniste. Toutefois, la construction d'un appareil partisan ne suffit pas à faire disparaître les contradictions idéologiques du MJIP. Il appelle de ses vœux l'unité du mouvement national tout en se lançant au milieu des années 1990 dans une série d' « opérations martyrs », dénoncées par le *Fatah* et l'AP. Le MJIP, du fait de son engagement au sein du Front du refus, se retrouve à participer aux rassemblements de la gauche palestinienne. Dans le même temps, fidèle à sa priorité de résistance à l'occupation israélienne, il adopte une position de rassembleur et d'arbitre sur la scène palestinienne. Enfin, il reste un fervent partisan de la République islamique iranienne et du *Hezbollah* alors même qu'il affirme son identité palestinienne, sunnite. Ces contradictions idéologiques et ce mélange de références complexe qui structurent son idéologie islamo-nationaliste en font un acteur à part de la mouvance islamiste palestinienne.

---

n'exerce aucun pouvoir. Voir en annexe 22 la carte sur la nouvelle organisation territoriale en Cisjordanie et à Gaza après la signature des accords d'Oslo.

Le *Hamas* connaît également au cours des années 1990 une transformation sans précédent de son appareil militaire et politique[424]. Comme le MJIP, c'est dans l'exil, forcé par la répression des forces israéliennes, que le mouvement va se reconstruire. Les vagues de répression qui s'abattent sur le Hamas entre 1988 et 1991 encouragent une partie de ses membres, les *mutaradun* (fugitifs) à entrer dans la clandestinité ou à fuir vers la Jordanie, où ils rejoignent la direction politique du parti qui s'est refugiée à Amman. Les *mutaradun*, restés dans les Territoires, sont poussés quant à eux vers la lutte armée par leur statut de fugitifs. Ils vont former les premières cellules clandestines qui donneront naissance aux *Brigades du Martyr Izzedine al Qassam* (*Kata'ib al Shahid Izzedin al Qassam*).

Ces petits groupes autonomes sont nés, en marge des unités d'*Al Mujahidun al Filastiniyun*, dont les cadres avaient été arrêtés (aile sécuritaire du *Hamas*). Les *Mujahidun* avaient été créées au début des années 1980 pour incarner une alternative islamique aux factions armées de la gauche palestinienne. Les *Brigades al Qassam* ont au contraire surgi de l'*Intifada*. La volonté de vengeance qui anime ces jeunes combattants explique en grande partie les modes opératoires « primitifs » des premiers mois. La « guerre des couteaux » lancée par les *Brigades al Qassam* à la fin 1991 consiste surtout à attaquer à l'arme blanche des soldats israéliens. En décembre 1992, les Brigades lancent ce qu'ils appellent la "guerre des 7 jours". Le 7 décembre 1992, les combattants des Brigades tendent une embuscade à une patrouille israélienne sur la route entre *al Shuja'iyya* et *Beit Lahya*. 3 soldats sont tués. Le 12 décembre, ils montent une nouvelle embuscade, à Hébron, qui fait 3 morts. Le 13 décembre, les Brigades kidnappent le sergent-major Toledano, qu'ils espèrent échanger contre la libération du Cheikh Yassin. L'état d'urgence est décrété en Israël pour la première fois depuis 1973.

Dans ce contexte, Yassin accorde de sa prison une interview à la télévision israélienne. Pour la première fois, le monde découvre la figure du *Hamas*. La vue de cet infirme en chaise roulante tend à humaniser le mouvement. A la suite de l'exécution du sergent Toledano, Rabin ordonne une vaste campagne de répression : 2000 Palestiniens sont arrêtés; 415 cadres du *Hamas* et du Jihad islamique sont

[424] Sur le lancement de la guerre des couteaux et l'épisode de *Marj al Zuhur*, voir Azzam Tamimi, op. cité, pp. 62-70

déportés à *Marj al Zuhur*, situé dans le *no man's land* entre Israël et le Liban, en plein mois de décembre. Abandonnés au beau milieu de ce nulle part montagneux, dans des conditions proprement inhumaines, les cadres de la mouvance islamiste palestinienne deviennent en quelques jours l'objet d'une intense couverture médiatique.

La situation se retourne contre Israël. La résolution 799 du Conseil de sécurité condamne les conditions de déportation de ces hommes qui violent les articles 33 et 49 de la 4è convention de Genève. L'opinion publique internationale découvre, avec étonnement que les cadres de la mouvance islamiste palestinienne appartiennent à l'élite de leur société : imams, ingénieurs, professeurs d'universités, médecins, hommes d'affaires, journalistes, ou encore étudiants. Ceux-ci reçoivent de nombreux soutiens ou messages de solidarité, aussi bien individuels, qu'émanant d'organisations ou de gouvernements arabes. Le *Hamas* réussit à cette époque à établir des contacts avec des représentants de l'Union européenne et d'institutions onusiennes. Les déportés de *Marj al Zuhur* comprennent rapidement le levier politique que leur donne cette situation.

Marj al Zuhur renverse le rapport de force en faveur des déportés au moment où les forces politiques opposées aux accords d'Oslo se regroupent dans l'Alliance des forces palestiniennes (*Tahaluf al Quwa al Filistinia*) : *Hamas*, Jihad islamique, forces pro-syriennes et de gauche (FPLP, FDLP), avec le soutien de la Syrie. La première conférence se tint d'ailleurs à Damas. Dans ce contexte, les autorités israéliennes proposent le 15 août 1993 à la moitié des déportés de rentrer dans les Territoires; l'autre moitié rentrera en décembre 1993.

Hamas, comme lors des répressions précédentes, sort régénéré de cette aventure. Peu avant la déportation de la majorité de ses cadres et leaders, la répression avait déjà encouragé l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants en exil (Jordanie). *Marj al Zuhur* est une aubaine pour le mouvement puisqu'il permet aux leaders de l'Intérieur et de l'Extérieur de se rencontrer pour la première fois et de dresser l'inventaire des ressources matérielles et humaines à leur disposition. Les plus jeunes parmi les déportés ont l'occasion de se former à diverses techniques de combat et à la fabrication d'explosifs sous l'influence du Hezbollah et du FPLP-CG. Ces rencontres permettent enfin à la direction de consolider sa structure tout en

approfondissant la définition du système idéologique du mouvement. Des contacts sont pris avec des organisations caritatives en Palestine et dans la diaspora ainsi qu'avec d'autres factions palestiniennes.

Après le tournant de *Marj al Zuhur*[425], le *Hamas* va progressivement s'imposer comme le principal acteur dans la lutte armée contre Israël (opérations martyrs, prisonniers). Au cours de cette période, le mouvement subit une intensive et continue répression aussi bien de la part des forces israéliennes que de des forces de sécurité de l'AP et des services jordaniens. La campagne de répression contre le mouvement atteint son apogée en 1996. Dans le contexte du Sommet de Charm al Cheikh, qui réunit des acteurs internationaux et locaux au sein d'une alliance anti-terroriste, les forces israéliennes assassinent l'« Ingénieur » artificier du *Hamas*, Yehya Ayyash. Au même moment, les services israéliens asssasinent Fathi al Shiqaqi à Malte. En représailles, les deux mouvements lancent une de leurs plus féroces campagnes d'attentats-suicides en Israël.

Le mouvement sort renforcé politiquement et militairement des différentes vagues de répression qu'il affronte au cours des années 1990. Les désillusions qui accompagnent Oslo semblent, à la fin dans années 1990, donner raison au mouvement. Tout au long de la décennie, il s'est rapproché du Jihad islamique et ce faisant, il a commencé à nouer des liens avec l'Iran et la Syrie, où il a désormais des représentations politiques. A travers le *Hamas*, c'est donc la mouvance des Frères musulmans qui s'est rapprochée de l'Iran, dépassant ainsi l'*a priori* de « chiitisation » qu'ils avaient à l'égard du Jihad islamique au début des années 1980. Ces évolutions reflètent de manière plus générale le renversement d'alliances qui s'est opéré sur la scène politique palestinienne. Désormais, le Jihad islamique est un allié objectif des Frères contre le *Fatah* et l'OLP.

Affaibli par l'émergence de son concurrent islamiste, le *Hamas*, et ne disposant pas d'une solide implantation populaire comme le *Fatah*, le MJIP préfère, quant à lui, jouer le rôle de médiateur entre ces deux pôles de la scène politique palestinienne. L'exil au Liban des leaders du Jihad a permis le développement de

[425] Sur les attentats-suicides après *Marj al Zuhur*, voir Azzam Tamimi, op. cité, pp. 70-90

relations étroites avec le *Hezbollah*, l'Iran et la Syrie. Ramadan Shallah, qui prend la tête du MJIP après la mort de Shiqaqi, s'installe d'ailleurs à Damas à partir de 1995.

6.2. Institutionnalisation du Hamas et recomposition de la scène palestinienne

Comme le *Fatah* à la fin des années 1960, le *Hamas* profite au tournant des années 1980-1990 de son exil jordanien[426] pour construire son appareil politique et militaire. Sévèrement affecté par les vagues de répression israélienne, le *Hamas* rassemble en 1990-1991 ce qui restait de sa direction et s'installe en Jordanie. Le mouvement vient par ailleurs de subir un coup dur avec l'expulsion des Palestiniens du Koweït (du fait de la prise de position de l'OLP dans la guerre du Golfe), privant le mouvement d'une importante manne financière. A cette époque, la majorité des comités de soutien à l'*Intifada* se trouvent au Koweït.

La monarchie hachémite et l'opinion publique jordanienne ont, au contraire, pris fait et cause pour Saddam Hussein qui n'hésite pas à défier Israël et les Etats-Unis. L'installation *du Hamas* en Jordanie est facilitée, au-delà du contexte politique favorable, par les très nombreux contacts qui existent entre le *Hamas* et les Frères musulmans jordaniens. Ces derniers constituent la première force d'opposition du pays et disposent de plusieurs portefeuilles dans le gouvernement. A son arrivée en Jordanie, les Frères jordaniens fournissent un important soutien logistique au *Hamas*, de même qu'un grand nombre de nouvelles recrues, qualifiées et expérimentées.

Avec l'imminence du début de la guerre du Golfe, les appels au *jihad* reçoivent un écho de plus en plus favorable au sein de la population jordanienne, car celle-ci, au-delà de la solidarité avec le voisin irakien, craint des représailles de la part d'Israël. Les autorités jordaniennes encouragent la population à s'armer et à se préparer à un éventuel conflit. L'armée jordanienne ouvre ses camps d'entraînement aux volontaires. Le *Hamas* profite du militarisme ambiant pour se procurer des armes et constituer un arsenal qui sera le moment venu introduit dans les Territoires.

[426] Sur la consolidation du *Hamas* en Jordanie et ses relations avec la monarchie hachémite, voir Azzam Tamimi, op. cité, pp. 71-99

La fin de l'Opération *Desert Storm*, le 3 mars 1991, change soudain l'atmosphère. A l'euphorie, succède l'humiliation de la défaite irakienne, qui rejaillit sur les Jordaniens et les Palestiniens. Les services jordaniens ressèrent la surveillance et désarment la population. Ils découvrent alors le réseau d'armes du *Hamas*. Des agents du Hamas sont arrêtés et les principales figures du Conseil exécutif (*Majlis al Tanfidhi)* quittent le pays pour rejoindre Abu Marzouq aux Etats-Unis. Son adjoint, Khaled Mesh'al, alors en charge du soutien logistique à l'intérieur de la Palestine, se rend de son côté à Londres. Les Frères jordaniens interviennent auprès des autorités jordaniennes pour désamorcer la crise. En 1992, le *Hamas* obtint le pardon de la monarchie en échange de son engagement à ne pas interférer dans les affaires intérieures jordaniennes.

Cet incident marque profondément les autorités jordaniennes, notamment les agences de sécurité, dont l'attitude va osciller dorénavant entre manipulation et répression. A partir de cette date, les relations entre le *Hamas* et la confrérie jordanienne connaîtront également une détérioration structurelle. Les Frères jordaniens jouèrent les intercesseurs auprès de la monarchie et du gouvernement pour préserver les intérêts de ce qu'ils croient encore être une des branches de l'organisation mère. Or, ils vont découvrir avec le temps que le *Hamas* ne l'entend pas de la sorte. Organisation indépendante, il échappe désormais à la tutelle de la confrérie.

Les deux années qui séparent la conférence de Madrid de la signature des accords d'Oslo renforcent l'intérêt de la monarchie hachémite et de l'OLP pour le *Hamas*. Des contacts sont établis vers la fin de 1992. Après l'épisode de *Marj al Zuhur*, le *Hamas* a acquis une visibilité internationale et une certaine popularité auprès des opinions publiques de la région. L'OLP ne peut plus l'ignorer. De son côté, le *Hamas*, conscient des nouvelles opportunités ouvertes par la crise de *Marj al Zuhur*, se dote d'une représentation politique, *al Maktab al Siyassi* (Bureau Politique), dirigé par Abu Marzouq. Le roi Hussein, fin connaisseur du monde politico-militaire palestinien, perçoit très rapidement l'alternative que pourrait constituer le moment venu le *Hamas*. Début 1993, les relations sont renouées entre Amman et le *Hamas*, qui obtient l'autorisation d'installer son QG à Amman. En lui offrant une représentation politique et médiatique sur son territoire, la monarchie

hachémite espère empêcher le *Hamas* de lancer ses opérations à partir du territoire jordanien et par conséquent, décourager les jeunes Jordaniens de se lancer dans la lutte armée. Enfin, le *Hamas* offre un sérieux avantage au royaume hachémite dans sa concurrence avec l'OLP.

Pour le *Hamas*, l'établissement d'une représentation permanente en Jordanie fut une véritable aubaine comme le rappelle Azzam Tamimi :

> *« the agreement with Jordan is still regarded by Hamas leaders as having been one of the most important accomplishments in the early history of the movement. From that time one, Hamas, whose leadership on the inside was repeatedly ravaged by mass detention and deportation, for the first time has a headquarters with an address, and a leadership whose figures were identifiable and able to be contracted. For the Hamas leadership, the arrangement represented a transformation from the condition of having no location to that of possessing a well-defined geography with a well-resourced decision-making center. It was a transition from secrecy to openness, an from an existence eked out underground to an overt presence. »*[427]

A partir de ce moment-là, le *Hamas* peut entreprend d'établir des relations extérieures avec d'autres pays. Alors que jusque-là le mouvement n'avait de représentations officielles qu'au Soudan et à Téhéran. Désormais, il noue des liens avec la Syrie, le Liban, le Yémen. Il développe également des contacts avec les monarchies du Golfe, le Maghreb, et l'Egypte. Le *Hamas* établit enfin des contacts avec des diplomates européens et américains en poste à Amman. La capitale jordanienne lui ouvre une porte sur le monde.

La signature des accords d'Oslo (13 septembre 1993) change la donne. Les Jordaniens sont pris de court par l'annonce de la signature des accords. Pour la Jordanie, c'est un choc, une « trahison » de la part de l'OLP. Les Jordaniens s'empressent alors d'ouvrir leur propre volet de négociations avec les Israéliens qui

[427] Voir Azzam Tamimi, op. cité, p.77

aboutissent à la signature de la Déclaration de Washington le 25 juillet 1994. La Jordanie subit à cette époque de très fortes pressions des Etats-Unis, d'Israël et de l'OLP, pour mettre un terme aux activités du *Hamas* sur son sol. L'attentat-suicide conduit à *Afula* par le *Hamas* le 6 avril 1994, en représailles au massacre perpétré par Baruch Goldstein à Hébron, marque un tournant définitif dans les relations avec le *Hamas*. Un second attentat à la bombe perpétré à *Hedera* décide les services jordaniens à pousser par tous les moyens les agents du *Hamas* à quitter le pays. Les activités du Hamas sur le territoire jordanien sont difficilement conciliabes avec les clauses du traité de paix de *Wadi Araba*, signé le 26 octobre 1994 par Israël et la Jordanie qui pose explicitement que :

> *« the tow parties will refrain from any acts of belligerency or hostility, will ensure that no threats of violence against the other party originate from within their territory, and will undertake to take necessary and effective mesures to prevent acts of terrorism. They will also refrain from joining any coalition whose objectives includes military aggression against the other party ... […] will abstain from hostile propaganda and will repeal all discriminatory references and expressions of hostility in their respective legislation. »*[428]

Les pressions israéliennes, américaines et de l'AP sur les autorités jordaniennes ne cessent d'augmenter à partir de l'été 1994 et atteignent leur paroxysme début octobre 1994, lorsque les Brigades *al Qassam* revendiquent l'enlèvement de Nachso Vaxman, un soldat de la brigade *Golani*. Les ravisseurs exigent la libération de Yassin et de prisonniers du *Hezbollah*. Le roi Hussein pense pouvoir faire pression sur les cadres du mouvement à Amman, mais ceux-ci n'ont, ni le pouvoir, ni la volonté, de faire relâcher l'otage. L'otage, les ravisseurs et le commandement de l'unité sont tués dans l'assaut mené par les forces spéciales israéliennes le 14 octobre.

La nouvelle Autorité palestinienne qui vient de prendre le pouvoir à Gaza en juillet 1994 doit faire la preuve de sa capacité à assumer les responsabilités du

[428] Voir Azzam Tamimi, op. cité, p.80

pouvoir, notamment en matière sécuritaire. Incapable d'empêcher la poursuite des attentats en Israël, l'AP cherche alors à se dédouanner de ses responsabilités en accusant les autorités jordaniennes de soutenir le *Hamas*. L'AP suspecte par ailleurs à cette époque la Jordanie de vouloir fomenter un coup contre elle pour récupérer la Cisjordanie. Mais c'est surtout qu'Arafat se méfie de la popularité croissante du *Hamas* dans la bande de Gaza. Cependant, ce dernier, en dépit de ses positions très radicales vis-à-vis des accords d'Oslo, n'a aucun grief personnel à l'encontre du leader palestinien.

La nouvelle Autorité palestinienne a pour mission première, à son arrivée dans la Bande, de désarmer les milices afin de prévenir toute action hostile contre Israël. La police de l'AP réprime les manifestations organisées par les factions palestiniennes opposées au processus d'Oslo à la mosquée *Filastin*, le 18 novembre 1994. 14 partisans du *Hamas* sont tués ce jour-là. Des émeutes s'ensuivent au cours desquelles le *Hamas* appelle la population au calme, rappelant que la force doit être dirigée contre l'occupant et non contre les Palestiniens. Ces tensions des débuts reflètent aussi bien les objectifs antagonistes des parties que les difficultés de l'AP à communiquer avec le *Hamas*, dont la majorité des cadres sont détenus dans les prisons israéliens ou exilés en Jordanie.

En avril 1995, Arafat envoie un émissaire en Jordanie pour tenter de convaincre le *Hamas* de mettre fin à toute forme de violence et de prendre part aux élections du Conseil législatif palestinien. Devant le refus de la direction en exil, deux responsables du *Hamas* non jordaniens (Abou Marzouq et Imad al Alami) sont priés, en mai 1995, de quitter le territoire jordanien. L'arrestation brutale d'un agent du Hamas par le GID jordanien (service de sécurité jordanien) met définitivement fin à la coopération entre le GID et le Bureau politique du *Hamas*. Abou Marzouq et Imad al 'Alami quittent la Jordanie, pour les Etats-Unis et la Syrie. Le premier est arrêté dès son retour aux Etats-Unis par le FBI. Khaled Mesh'al lui succède alors.

En décembre 1995, l'Autorité Palestinienne persuade les autorités israéliennes de laisser une délégation du *Hamas*, composée de cadres de Gaza et de Cisjordanie, se rendre à Khartoum pour rencontrer les cadres du *Hamas* de l'extérieur afin de définir une position commune en vue de leur rencontre au Caire avec une délégation

de l'AP. Contrairement aux attentes des représentants de l'AP, le *Hamas* refusent de mettre fin à la lutte armée aussi bien que de participer aux élections. Les opérations doivent toutefois être plus circonstanciées. Les cadres du Hamas refusent par ailleurs le principe d'une participation électorale à un processus institutionnel institué par les accords d'Oslo. La rencontre du Caire se solda logiquement par un échec. Sur le terrain l'AP continue à réprimer les forces du *Hamas* présentes dans les Territoires. En 1995, les forces de sécurité de l'AP détiennent pas moins de 1000 Palestiniens proches du *Hamas* pour des motifs politiques; nombre d'entre eux sont torturés et condamnés lors de procès expéditifs. Mais au-delà des points de divergence idéologique et des tensions sur le terrain, c'est la question de la légitimité de l'AP à incarner le mouvement national palestinien qui divise les parties; chacune des deux revendiquent la paternité de l'*Intifada* et la direction du mouvement national.

Pendant ce temps, la Jordanie continue de harceler les cadres jordaniens du *Hamas* qu'elle ne peut expulser. La campagne de répression contre le *Hamas* se fait plus systématique à partir de l'arrivée à la tête du GID de Samih al Batikhi (février 1996). C'est que le sommet de Charm al Cheikh en mars 1996 a donné carte blanche aux forces jordaniennes et aux forces de sécurité de l'AP pour réduire, par tous les moyens, les forces du *Hamas*. En parallèle des moyens de représsion classique (arrestations, intimidations, etc), la tactique du nouveau directeur du GID consiste également à museler le *Hamas*. A la fin de mai 1996, l'AP a de son côté arrêté des centaines de membres du *Hamas* en Cisjordanie et à Gaza pour faire pression sur le mouvement afin qu'il mette fin aux opérations martyrs. Des associations caritatives proches du Hamas sont fermées. Le 4 septembre 1997, 3 nouveaux attentats sont commis à Jérusalem et revendiqués par le *Hamas* depuis la capitale jordanienne. Son porte-parole réaffirme le droit des Palestiniens à résister à l'occupation par tous les moyens.

Incapables d'empêcher le *Hamas* de s'exprimer, les services jordaniens changent de stratégie et s'ingénient à partir de ce moment-là à créer des tensions entre le *Hamas* et les Frères jordaniens. La confrérie est à cette époque divisée sur l'opportunité d'un boycott des élections de 1997. Un amendement avait réduit en 1993 le nombre de circonscriptions dans lesquelles la représentation politique de la confrérie, le Front d'Action islamique au Parlement (créé par le FM en 1989) peut se

présenter. Le nouvel amendement vise à réduire le poids de l'opposition au sein du Parlement. Celle-ci accuse de fraude les partis de la coalition gouvernementale, notamment dans la province de Zarqa, fief de la confrérie. Mais c'est surtout le refus du traité de *Wadi Araba* qui motive le boycott par les Frères des élections de 1997. Par ailleurs, des luttes de pouvoir internes opposent à cette époque la confrérie et sa représentation politique, qui prend de plus en plus de poids au risque de marginaliser le Bureau exécutif, l'autorité suprême de la confrérie. La direction de la confrérie voit dans le boycott l'occasion de rédurie la visibilité du Front. Ces tensions illustrent également la lutte qui oppose les « progressistes » et les conservateurs au sein de la confrérie, les premiers étant favorables à un rapprochement avec la monarchie alors que les seconds restent fidèles à une ligne idéologique et théologique conservatrice et à la centralité de la cause palestinenne.

Le *Hamas* se trouve ainsi involontairement embarqué dans les disputes internes à la confrérie. Il est gré au Front d'action de l'avoir toujours soutenu publiquement, ce qui déplaît à la direction de la confrérie. Certains leaders de la confrérie tentent alors de pousser le *Hamas* à retourner dans les Territoires. Motivés avant tout par des calculs de pouvoir, ils pensent pas moins sincèrement que c'est l'occasion pour le *Hamas* d'influencer le cours des choses avant que l'AP n'ait véritablement étendu son autorité sur l'ensemble des Territoires. Mais c'est naïveté que de penser qu'Israël autorisera tout simplement le retour du *Hamas* dans les Territoires.

****

Entre temps, le pouvoir a changé de main en Israël. Après le massacre perpétré par Baruch Goldstein et l'assassinat de Rabin, Netanyahu se trouve désormais pris entre le « marteau et l'enclume ». D'un côté, il veut mettre fin aux attentats-suicides en ne provoquant pas le *Hamas* ; de l'autre, il subit les pressions des colons qui, depuis Oslo, se sont engagés dans une véritable stratégie de « reconquête » par tous les moyens de la Cisjordanie. L'assassinat de Yehya Ayyash, le 5 janvier 1996, donne lieu à plusieurs vagues d'attentats entre le 25 février et le 4 mars, à Jérusalem ouest, *Ashkalon* et Tel Aviv. Une féroce répression s'abat alors sur les rangs du *Hamas* et du Jihad islamique palestinien. La population palestinienne reste hostile au principe des

attentats-suicides contre des civils mais cautionne de moins en moins la politique de répression de l'AP. Dans ce contexte, la déradicalisation des discours et des pratiques du *Hamas* et du Jihad offre aux islamistes palestiniens une popularité croissante. Le *Hamas* délaisse au niveau politique la lutte armée pour l'engagement social. Cette nouvelle orientation va lui permettre de pallier les défaillances progressives de l'AP et de renforcer sa base sociale. C'est cet engagement social qui fera la clé de sa victoire électorale de 2006.

Constatant les effets contreproductifs de la répression, Arafat cherche à la fin des années 1990 à intégrer les islamistes palestiniens dans le système politique. Il pressent bien que ceux-ci sont en passe de devenir une alternative politique crédible à l'AP et au *Fatah*. En 1999, il invite ainsi le cheikh Yassin à assister à la conférence du Conseil central de l'OLP à Gaza afin de discuter de la déclaration d'indépendance unilatérale de l'Etat palestinien. Yassin accepte l'invitation contre l'avis du leadership du *Hamas*. Le geste de Yassin est interprété par la direction d'Amman comme une étape vers la reconnaissance de l'OLP comme représentant légitime du peuple palestinien et provoque des tensions entre les directions de l'Intérieur et de l'Extérieur.

V. La seconde Intifada

A la fin des années 1990, les conditions de vie dans les Territoires se sont beaucoup dégradées. Après les émeutes du Mont du Temple en 1996, les forces israéliennes ont recommencé à occuper certaines villes palestiniennes. Le processus d'Oslo commence progressivement a révélé ses limites et les frustrations se sont accumulées de part et d'autre. La scène politique palestinienne a subit une profonde mutation sous l'effet conjugué de l'émergence de l'Autorité palestinienne et des islamistes palestiniens.

En Israël, la période est également le témoin de profondes mutations sociologiques qui posent des questions de fonds sur modèle israélien : quelle place pour l'armée ? Quel devenir pour un processus de paix qui divise dangereusement la société ? Le moral et le prestige de l'institution militaire israélienne ont été sérieusement malmenés dans les années 1990. Parallèlement l'enlisement au Liban a atteint un point de non-retour qui force les forces israéliennes au retrait en mai 2000. Autant de facteurs qui créent au tournant des années 1990 un climat délétère favorable à l'éclatement d'une deuxième *Intifada*[429]. Cette fois-ci, elle va prendre la forme d'une véritable guerre, les deux parties recherchant la confrontation pour des raisons aussi bien domestiques que liées au contexte géopolitique régional.

1. Le déclenchement de l'Intifada al Aqsa

L'élection d'Ehud Barak au poste de Premier ministre en mai 1999 est un soulagement pour la population autant que pour le pouvoir palestiniens. Un certain optimisme remplace l'ambiance délétère des années Netanyahu. Dans ces années, une violence sans précédent a surgi au sein de la société israélienne aussi bien du côté des extrémistes religieux-nationalistes que des attentats-suicides.

[429] Sur l'éclatement de la seconde *Intifada*, voir Pierre Razoux, op. cité, pp.486-494 et Chapitre 2 « Status of Palestinian Territories and Palestinian Society under Israeli Occupation », section 6, *Atlas de l'Arij*, consultable en ligne : http://www.arij.org/atlas40/chapter2.6.html; sur la chronologie des affrontements, voir *Coulée de plomb. L'opération militaire israélienne contre Gaza*, Institut des études palestiniennes, Sinbad/Actes Sud, France, 2010 ; sur les opérations du *Hamas* et du Jihad islamique pendant la Seconde *Intifada*, voir Beverley Milton-Edwards, Stephen Farrell, *Hamas: The Islamic Resistance Movement*, éd. Kindle, Wiley, 2013, pp.86-105; sur les relations entre les islamistes et le *Fatah* pendant la Seconde *Intifada*, voir Azzam Tamimi, op.cité, 198-207

Constatant l'échec de l'outil militaire à neutraliser les guérillas libanaise et palestinienne, Ehud Barak est décidé à parvenir à un règlement final de la question palestinienne (frontières, réfugiés, colonies et Jérusalem) et à sortir les forces israéliennes du « bourbier libanais ». L'armée israélienne se retire du Liban en mai 2000 après vingt plus de vingt ans de présence dans la zone de sécurité, offrant au *Hezbollah* une « victoire » historique qui lui donne un prestige sans précédent dans le monde arabo-musulman.

En 2000, E. Barak demande au Président Clinton d'organiser la tenue d'un nouveau sommet. Mais Yasser Arafat est hésitant car jusqu'ici, les dispositions des premiers volets des accords d'Oslo n'ont pas été mises en œuvre (échange des 350 prisonniers, retour des trois villages de la municipalité de Jérusalem à l'AP)[430]. Parallèlement, ces dernières années, les colonies ont continué de s'étendre autour de Jérusalem.

Le sommet Camp David, qui se tient du 11 au 25 juillet 2000, s'achève sur un échec, les deux parties manquant d'une légitimité politique suffisante pour prendre des décisions engageant l'avenir de leurs sociétés respectives. Dans les Territoires, l'échec du sommet est accueilli avec soulagement car un règlement définitif du conflit aurait exigé de la part du camp palestinien des concessions majeures, en particulier en ce qui concerne le droit au retour des réfugiés et de leurs descendants. A son retour de Camp David, Arafat est accueilli en héros. Son refus de céder sur les droits « historiques » des Palestiniens (droit au retour et Jérusalem) favorise un rapprochement inattendu avec le *Hamas*, suscitant des tensions au sein du *Fatah*. De son côté, la société israélienne se divise entre ceux qui veulent encore croire à la paix et les tenants de la manière forte. Ces derniers n'hésitent pas à accuser de trahison le camp de la paix[431]. Progressivement, la société israélienne se polarise entre ces deux extrêmes. Entre les deux, la masse silencieuse a du mal à trouver sa place, fatiguée des tensions et des violences qui empêchent la société de se normaliser. Beaucoup parmi les jeunes cadres choisissent dans ces années-là la solution de l'émigration. En

[430] Sur les différents volets des accords d'Oslo et les négociations après l'éclatement de la Seconde *Intifada*, voir chapitre 3 « Israeli-Palestinian Peace Process », sections 2 et 3, *Atlas de l'Arij*, consultable en ligne : http://www.arij.org/atlas40/chapter3.2.html et http://www.arij.org/atlas40/chapter3.3.html

[431] Sur la radicalisation du camp nationaliste et la campagne de dénigrement contre le camp de la paix, voir Sylvain Cypel, op. cité, pp. 342-384

réalité, la faute est à rejeter sur les deux camps : la faiblesse est patente des deux côtés vis-à-vis de leurs opinions publiques respectives.

Dans ce contexte extrêmement tendu, la visite d'Ariel Sharon, le 28 septembre 2000, sur l'esplanade des Mosquées, entouré d'un déploiement militaire considérable (1500 soldats) ne pouvait que mettre le feu aux poudres. C'est qu'à l'approche des élections générales, le leader de la droite cherche à réaffirmer la détermination de son parti vis-à-vis des Palestiniens après l'échec du dernier sommet de Camp David. Compte tenu de la valeur symbolique et religieuse du lieu pour les Palestiniens et de manière générale, pour l'ensemble du monde arabo-musulman, la visite apparaît comme une provocation insupportable. Elle va servir d'exécutoire aux frustrations accumulées de la jeunesse palestinienne déçue par le processus d'Oslo et privée de toute perspective d'avenir par la corruption de ses dirigeants. Pendant une dizaine de jours, les Territoires sont le théâtre de nouveaux affrontements entre la jeunesse palestinienne, aiguillonnée par le Jihad islamique et le *Hamas*, et les forces de l'ordre israéliennes. Ces dernières réagissent avec violence et plusieurs civils palestiniens sont tués. Certains de ces incidents sont filmés par des médias étrangers et scandalisent les opinions publiques du monde entier.

Cette fois-ci, la direction palestinienne n'entend pas rester en marge et laisser les Islamistes palestiniens prendre la direction de la nouvelle *Intifada al Aqsa*. L'AP décrète alors une grève générale. La violence qui s'est emparée des Territoires va paradoxalement ressouder la population autour d'Arafat. La nouvelle *Intifada* reflète un moment d'unité exceptionnelle entre les différentes factions palestiniennes. Les Israéliens s'inquiètent de la présence d'ailleurs de la soudaine « réconciliation » entre les dirigeants de l'OLP et les Islamistes palestiniens. Les services de renseignement israéliens craignent une reprise des attentats-suicides en Israël. Quelques jours plus tard, l'Autorité palestinienne relâche des prisonniers du *Hamas* et du Jihad islamique en représailles aux bombardements israéliens sur la Cisjordanie et Gaza. Les autorités israéliennes font savoir à l'AP qu'elle sera désormais tenue responsable de toute attaque contre Israël.

L'unité palestinienne se ressoude ainsi face à l'ennemi commun et les factions palestiniennes se préparent à affronter ensemble les forces israéliennes. Face à ce qui

prend de plus en plus la tournure d'une « guerre », et non d'un soulèvement populaire comme lors de la première *Intifada*, les généraux commandant les forces déployées dans la Bande et en Cisjordanie demandent à l'état-major de définir de nouvelles règles d'engagement. Les troupes doivent désormais circulées uniquement en véhicules blindés et sont autorisées à tirer dans les jambes des lanceurs de pierres et de cocktails *Molotov*. Des brigades sont, en outre, envoyées en renfort dans les Territoires. Malgré les mesures prises par l'Etat-major, les accrochages se poursuivent de manière quotidienne. Les factions palestiniennes tendent des embuscades aux patrouilles israéliennes le long des voies de communication et attaquent les installations de l'administration militaire. La foule assiège ainsi le poste israélien placé à l'entrée du site du tombeau des patriarches à Naplouse le 7 octobre 2000. Débordés, les gardes-frontières demandent à être évacués par les forces aériennes. Le corps d'un garde-frontières, tombé dans l'affrontement, est oublié sur place dans la panique. Le choc est dur pour les gardes-frontières, d'autant plus qu'ils sont en permanence en première ligne de ces affrontements avec les Palestiniens. En dépit du malaise qui s'empare de l'institution militaire, Ehud Barak veut continuer à temporiser et ordonne à l'armée de ne pas intervenir dans les zones placées sous l'autorité de l'AP. Le Premier ministre israélien craint plus que tout l'effondrement de l'Autorité palestinienne qui plongerait les Territoires dans un chaos indescriptible.

Le 12 octobre, le point de non-retour est franchi : 2 réservistes sont lynchés à mort à Ramallah. La brutalité de l'attaque renforce la position des tenants de la force en Israël, d'autant plus que désormais les Arabes israéliens prennent part aux manifestations organisées par les Palestiniens. Cette ambiance générale conforte le chef d'Etat-major, le général Mofaz, dans sa conviction que l'armée israélienne doit cette fois-ci emporter une victoire militaire décisive. Ehud Barak, affaibli par les « faucons » qui l'accusent d'avoir fait preuve, à Camp David, d'une faiblesse qui a enhardi les Palestiniens, doit lui aussi montrer sa détermination. Il autorise ainsi les forces israéliennes à faire emploi de toute leur puissance de feu afin d'impressionner les Palestiniens. Les chars s'emparent des positions stratégiques dans les Territoires alors que des frappes aériennes visent les sites, civils ou militaires, censées abriter des « terroristes ». Des hélicoptères de combat attaquent diverses installations de l'Autorité palestinienne (postes de police, aéroport de Gaza) alors que la Marine israélienne coulent plusieurs navires dans le port de Gaza.

Les factions palestiniennes, avec le feu vert de l'Autorité palestinienne, attaquent les positions de l'armée israélienne. L'émergence des *Brigades des Martyrs d'Al Aqsa,* liées au *Fatah*, démontre la volonté de ce dernier de ne pas se laisser marginaliser par les organisations islamistes, qui conduisent leurs propres opérations. Le *Fatah*, comme l'Autorité palestinienne, entendent bien assumer leur part de responsabilité dans la lutte armée[432]. Les Brigades sont formées de marginaux issus des *Tanzim*, parfois même de délinquants, qui voient dans la lutte armée un moyen de se racheter une conduite ou de rehausser leurs positions dans la société. Le conflit s'enlise : d'octobre à décembre 2000, on dénombre 5 à 6 morts Palestiniens par jour. Les forces israéliennes ont perdu 40 soldats depuis le début de l'*Intifada* et comptent plusieurs centaines de blessés. Cette situation place Ehud Barak dans une position délicate à l'approche des élections générales, renforçant son inflexibilité vis-à-vis des Palestiniens.

En dépit de l'escalade militaire, les négociations se poursuivent sous les auspices du Président Clinton qui espère terminer son mandat sur un accord historique au Proche-Orient. Le sommet de *Charm el Cheikh* du 16 octobre 2000 s'achève sur un nouvel échec. Les négociateurs israéliens, bien que n'ayant pas respecté les clauses des accords intérimaires, accusent l'AP de ne pas respecter ses engagements en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme islamiste et la sécurité d'Israël. A partir de ce moment, Arafat s'enferme dans une logique d'affrontement qui vise avant tout à conserver son propre pouvoir. Un sommet de la « dernière chance » se tient à *Taba* du 21 au 27 janvier 2001 et se clôt encore une fois sur un échec. Les parties sont trop faibles politiquement pour s'engager à faire des concessions historiques. Le mandat du Président Clinton est terminé et Arafat ne veut pas s'engager sans la caution des Etats-Unis. A l'approche des élections générales, l'avenir politique d'Ehud Barak est quant à lui très incertain. Le climat de violence et d'insécurité générale qui règne en Israël et dans les Territoires a donné le vent en

[432] Dans une interview accordée par un officier des SR israéliens en 2002 à Beverley Milton-Edwards et Stephen Farrel, ce dernier suggère même que ce sont les services de sécurité de l'Autorité palestinienne qui ont déclenché l'*Intifada* : « *It started in April 2000 when we had some tough events, some terror activities, in the Gaza Strip. It was around seven or eight events that until mid-August or the end of August we didn't know who was behind them. After the fourth or fifth one we thought maybe some combatants of Hezbollah had come into the Gaza Strip and were behind the terror activities. It took four months before we learnt that behind these terror activities were people from the Preventive Security Organization, the Palestinian Authority's equivalent of Shin Bet, or MI5*", voir Beverley Milton-Edwards, Stephen Farrell, *Hamas: The Islamic Resistance Movement*, éd. Kindle, Wiley, 2013, p.88

poupe aux « faucons » de la droite israélienne. La nouvelle vague d'attentats-suicides qui frappe Israël au début 2001 emporte Ehud Barak.

Sharon est élu Premier ministre le 6 février 2001 et forme un gouvernement d'union nationale. Il charge le nouveau Ministre de la Défense, Benyamin Ben Eliezer, de corriger un certain nombre de travers des forces israéliennes (lenteur, absence d'initiative, rigidité dans la manœuvre). Le Général Mofaz, dont le penchant pour les actions offensives décisives n'est pas pour déplaire à Sharon, est maintenu à la tête de l'état-major. Sharon l'encourage à continuer de faire preuve de fermeté vis-à-vis des Palestiniens (poursuite de la destruction des infrastructures des organisations armées palestiniennes, politique d'assassinats ciblés), sans s'inquiéter des conséquences d'une telle politique. Le Premier ministre rappelle en effet aux officiers supérieurs de l'armée que « *la hiérarchie militaire n'a pas à s'accrocher à des considérations politiques qui ne la regardent pas et lui permettent de justifier son inaction. Je suis là pour vous octroyer une plus grande liberté de manœuvre, sachez en tirer parti.* »[433] En contrepartie de cette nouvelle liberté d'action, le chef d'état-major devra faire preuve d'une loyauté inconditionnelle à l'égard du Politique et couvrir l'institution militaire quoi qu'il arrive. Parallèlement, le Premier ministre crée des gardes-fous pour encadrer l'action de l'institution militaire et du Ministre de la Défense. Il place ainsi un de ses fidèles, Amos Yaron, au poste de directeur général du Ministère de la Défense et crée une structure interministérielle, la Direction de Affaires stratégique (dirigée par Amos Gilad, l'ancien chef d'*Aman*), pour faire le lien entre le Premier ministre, le Ministre de la Défense et le chef d'état-major. Si Sharon a refusé lors de son arrivée au pouvoir de cumuler les fonctions de Premier ministre et de Ministre de la Défense, il conserve, dans la pratique, la haute main sur tout ce qui touche à la défense nationale.

Pendant les deux premiers mois qui suivent la formation du nouveau gouvernement, les Territoires connaissent un calme relatif. Les deux côtés fourbissent leurs armes, alors que Sharon, fort du soutien inconditionnel que lui accorde Georges W. Bush, tente de reprendre les négociations avec Mahmoud Abbas et Mohamad Dahlan. Yasser Arafat s'y oppose toutefois, n'y voyant qu'une manœuvre pour tenter

[433] Propos de Sharon rapportés par Pierre Razoux, op. cité, p.492

de le décrédibiliser aux yeux de la population palestinienne. Pendant que les responsables politiques israéliens tentent de reprendre contacts avec leurs homologues palestiniens, l'armée israélienne se concentre sur des actions de guerre électronique et le renforcement de ses capacités de renseignement. Les lignes idéologiques et les clivages politiques bougent très vite sous la pression des événements et il faut pouvoir suivre la scène combattante palestinienne qui ne cesse de se recomposer. En quelques mois, les Brigades *des Martyrs d'Al Aqsa* se sont rapprochées du *Hamas*, avec qui elles coordonnent désormais leurs opérations. Les capacités de l'*Aman* sont renforcées pour lui permettre de mieux cerner ces évolutions. Enfin, deux nouvelles unités (l'*Unité 504* et la *Sayeret Chadlag*) sont créées pour infiltrer des agents au cœur de la société combattante palestinienne, qui, le moment venu, joueront un rôle essentiel dans le montage des assassinats ciblés.

La nouvelle marge de manœuvre donnée par le Premier ministre aux commandants sur le terrain donne lieu à des approches opérationnelles différents à Gaza et en Cisjordanie[434]. A Gaza, le général Yom Tov Saruya, qui arrive en fin de mission, n'hésite pas à employer l'ensemble des moyens à sa disposition, dans un style qui rappelle celui du commandant Sharon pendant la pacification de Gaza : opérations punitives et reconfiguration de l'environnement opérationnel (destructions des maisons et plantations pour dégager les abords des voies de communication et prévenir les embuscades). En Cisjordanie, le nouveau commandant du front central, le général Ytzhak Eytan, est plus mesuré. La topographie de la Cisjordanie, montagneuse, avantage au contraire l'ennemi. La guérilla palestinienne a tout le loisir, sur ce théâtre d'opérations qu'elle connaît et maîtrise, de tendre des embuscades très meurtrières aux patrouilles israéliennes. Conscient des effets contreproductifs d'un usage excessif de la force qui ne fait que renforcer la détermination de la guérilla, le général Eytan interdit par conséquent l'emploi des matériels les plus meurtriers (« obus fléchettes » anti-personnel par exemple).

[434] Sur les modes opératoires (répression et dispositifs de quadrillage du territoire) mis en œuvre par les forces israéliennes dans les Territoires au cours de la Seconde *Intifada*, on pourra se reporter aux témoignages des militaires rassemblés par le

2. La Bataille des routes

Au début de mai 2001, l'*Intifada al Aqsa* entre dans une nouvelle étape, celle de la « Bataille des routes », qui signale une évolution des modes opératoires des groupes armés palestiniens vers la guerre révolutionnaire. Ces derniers cherchent à faire sortir les forces israéliennes de leurs positions installées en périphérie des villes et aux carrefours des principales voies de communication pour désorganiser le maillage territorial israélien et isoler les colonies les unes des autres. Agissant en petites unités autonomes, les combattants palestiniens tendent des embuscades aux forces israéliennes le long des routes puis se fondent dans la population une fois l'attaque terminée. Dans la Bande, où l'exiguïté du territoire ne permet pas un tel mode opératoire, les groupes armés palestiniens percent des tunnels pour contourner « par-dessous » les positions israéliennes et se ravitailler en armes à partir du Sinaï. Ces techniques opérationnelles font leur preuve et les combattants palestiniens réussissent plusieurs fois à pénétrer des fortins de la Brigade *Givati*. Harcelée par ces forces qui restent en grande partie insaisissables, l'armée israélienne fait le choix d'une défense offensive. Les dispositifs de protection des colonies et des fortins de l'armée dans la Bande sont renforcés. En parallèle, l'armée tente de stopper les livraisons d'armes à partir du Sinaï en détruisant les tunnels qui relient Gaza à l'Egypte. Les unités du génie sont mobilisées pour construire une barrière de sécurité afin de tenter de contenir la menace dans la Bande. En effet, à cette époque, les attentats-suicides se multiplient en Israël, encouragés par le Cheikh Qardhawi qui « légalise » les opérations martyrs contre les civils israéliens. La *fatwa* du Cheikh Qardhawi supprime toute discrimination entre civils et militaires israéliens arguant qu'Israël est « *une société militaire dans laquelle les hommes et les femmes servent dans l'armée. Dès lors, il ne saurait agir de civils innocents. Tous sont des cibles légitimes du Djihad*. »[435]

La multiplication des attentats-suicides, qui démontre l'incapacité des combattants palestiniens à surmonter le différentiel de puissance avec l'armée israélienne, signale également l'effritement de l'unité palestinienne avec la poursuite

---

Collectif « Breaking the Silence », voir les 2è et 3è parties Collectif « Breaking the Silence », *Le Livre noir de l'occupation israélienne: Les soldats racontent*, Coll. Essais-document, éd. française, éd. Kindle, Autrement, 2013

des assassinats ciblés dans les Territoires. Arafat, prenant acte des conséquences des attentats du 11 septembre 2001, cherche à prévenir tout amalgame entre ces événements et la cause palestinienne. Il ordonne ainsi l'arrestation de deux activistes du *Hamas* impliqués dans l'attentat-suicide de Jérusalem du 9 août 2001, mené en représailles à l'assassinat de deux cadres du *Hamas* à Naplouse le 31 juillet 2001. Le 23 novembre 2001, Israël assassine un important cadre militaire du *Hamas*, Mahmoud Abou Hannoud. En représailles, le *Hamas* conduit une nouvelle série d'attentats particulièrement meurtriers en Israël, le 1er et le 2 décembre. Arafat fait alors arrêter près de 200 membres du *Hamas* dans la bande de Gaza. La tentative d'arrestation du Cheikh Yassin se termine en bataille rangée entre les forces du Hamas et les forces de sécurité de l'AP, qui subissent un sérieux camouflet. En tentant de porter atteinte au leader politique et spirituel du *Hamas*, l'AP a franchi la ligne rouge et déclenché la colère de la population, qui promet de défendre le Cheikh « *de leur sang et de leurs âmes* ». On assiste aux mêmes scènes de révolte lorsque les forces de sécurité de l'AP viennent arrêter Rantissi, le 19 décembre 2001.

Ainsi, l'AP se trouve acculée à se défendre chaque fois qu'elle tente de réprimer le *Hamas* pour satisfaire aux pressions américaines et européennes et tenter de renouer le dialogue avec les autorités israéliennes. Arafat est contraint d'imposer un cessez-le-feu aux factions palestiniennes le 16 décembre 2001, sous la pression des Occidentaux. Début janvier 2002, les Israéliens se servent de l'affaire du *Karine A* pour rompre les liens avec l'AP jusqu'à ce que celle-ci se dote d'un nouveau leader. Il ne sera toutefois difficile de trouver un interlocuteur alternatif à Arafat : celui-ci dispose de tous les pouvoirs au sein de l'AP, il n'a jamais nommé de second ou laissé émerger au sein du *Fatah* ne serait-ce qu'un cadre qui pourrait lui succéder ; par ailleurs, personne au sein du *Fatah* ne dispose de sa légitimité historique et de sa popularité.

---

[435] Cité par P. Razoux, op. cité, p. 495

3. L'opération Rempart

L'affaiblissement du leader palestinien et de l'Autorité palestinienne renforcent l'autonomie opérationnelle des factions palestiniennes, dont les modes opératoires et les armements se perfectionnent. Ainsi, le 14 février 2002, les combattants palestiniens réussissent à détruire un char *Merkava 3*, dont le blindage est pourtant réputé à toute épreuve. Ce mode opératoire sera réitéré à plusieurs reprises par les commandos des *Tanzim*. Parallèlement, les *Brigades des Martyrs d'al Aqsa* continuent d'harceler les barrages israéliens, infligeant des pertes de plus en plus importantes à l'armée israélienne. Un nouvel attentat perpétré à Netanya, le jour de la Pâque juive, fournit le prétexte à l'institution militaire pour lancer une opération de grande ampleur en Cisjordanie. L'opération *Rempart*[436] qui se déroule du 3 au 20 avril 2002 rappelle par beaucoup d'aspects l'opération *Paix en Galilée*. Comme au début des années 1980, le prestige de l'institution militaire est mis à mal depuis plusieurs années par les revers qu'elle subit face aux guérillas palestiniennes. Par ailleurs, les militaires israéliens sont pressés de tester les capacités des nouveaux systèmes d'armes sophistiqués acquis tout au long des années 1990 et veulent détruire, une fois pour toutes, les infrastructures combattantes palestiniennes ; celles-ci exercent une menace croissante sur le front intérieur israélien. Enfin, comme lors de l'opération *Paix en Galilée*, Ariel Sharon, qui supervise la conception de l'opération, a consciemment maintenu le flou sur les objectifs finaux de l'opération.

L'opération *Rempart* va par ailleurs confirmer les savoir-faire développés lors de la campagne libanaise et mis en pratique par la suite lors de l'*Intifada*. Comme en 1982, l'objectif est de parvenir à couper les liaisons logistiques entre les camps palestiniens et le commandement central. Le but est donc pour les huit brigades engagées dans l'opération d'occuper l'ensemble des villes palestiniennes (sauf Hébron et Jéricho) et de parvenir le plus vite possible jusqu'à la capitale de l'Autorité palestinienne. Les forces israéliennes dès les premiers de l'opération mettent le siège sur Ramallah et le quartier-général d'Arafat, la *Mouqata'*. Le leader palestinien doit son maintien en vie aux pressions américaines.

[436] Sur l'opération *Rempart*, voir Pierre Razoux, op. cité, 499-504 et Beverley Milton-Edwards, Stephen Farrell, op. cité, pp.105-106

A Naplouse, les forces israéliennes encerclent également les forces palestiniennes dans la ville. Retenant les leçons du Liban, les forces israéliennes ont préféré cette fois-ci la manœuvre au choc frontal afin de ne pas disperser les combattants palestiniens. Les forces israéliennes se sont adaptées aux styles opérationnels de leurs adversaires et attaquent désormais « en essaim », menant une pluralité d'attaques simultanées, en différents endroits de la ville. Ayant par ailleurs retenu les leçons du siège de la capitale libanaise, les fantassins israéliens progressent désormais à l'abri des tirs de snipers, protégés par des plaques de blindage portables. Les chars placés en première ligne servent aussi bien à attirer les tirs de snipers qu'à percer des brèches dans le bâti pour permettre aux fantassins de progresser à couvert par l'intérieur des bâtiments. Comme à Beyrouth, les chars, appuyés par les unités du génie, nettoient le théâtre d'opérations en dégageant les voies d'accès pour permettre aux fantassins de progresser plus aisément. Les chars acquièrent donc au cours de cette opération un rôle central dans les opérations de contre-insurrection en milieu urbain. Les opérations sont conduites de préférence la nuit pour maximiser l'effet de surprise et limiter les risques de contact avec la population civile. Les Américains s'inspireront largement de ces modes opératoires lors de l'assaut contre Bagdad l'année suivante.

Enfin, comme lors du siège de Beyrouth en 1982, un déluge d'artillerie s'abat sur les positions des combattants palestiniens. Les drones et les hélicoptères maintiennent une surveillance constante du théâtre d'opérations. Ecrasées par le différentiel de puissance, les factions palestiniennes se rendent à Naplouse après quatre jours d'intenses combats. Dans le nord de la Cisjordanie, les forces israéliennes utilisent la même manœuvre concentrique en essaim pour attaquer le camp de *Jénine*, qui est un des principaux foyers de recrutement des candidats au suicide. Toutefois, du fait de la densité du bâti dans ce camp surpeuplé, la progression des forces est plus lente et plus dangereuse. Compte tenu du risque important de pertes civiles, l'état-major interdit l'artillerie et les frappes aériennes ; les fantassins progressent dans les ruelles du camp uniquement équipés de roquettes et de missiles antichars. Un bataillon de réservistes tombe dans une embuscade très meurtrière. Cette fois-ci, l'état-major fait intervenir les blindés et l'aviation pour redonner l'initiative aux forces israéliennes. Après quelques jours de combats féroces, le camp

n'est plus qu'un champ de ruines. Les images de *Jénine* suscitent une forte désapprobation à l'international. Le Secrétaire général de l'ONU annonce la création d'une commission d'enquête le 19 avril 2002 dont les conclusions blanchiront les forces israéliennes de tout soupçon de massacre. Toutefois, comme lors de l'opération *Raisins de la colère*, les succès militaires des forces de la FDI se transforment en une débâcle politique et médiatique et les forces israéliennes sont obligées de quitter le camp et d'assouplir le siège autour de la *Mouqata'*. Si les forces israéliennes n'ont pas réussi briser la détermination de la résistance palestinienne, elles sont toutefois parvenues à détruire une partie de l'infrastructure combattante et ont porté un sérieux coup à la direction politique palestinienne. Arafat, malade, est assigné à résidence dans la *Mouqata'* et Marwan Barghouti est arrêté par les Israéliens.

Ainsi, l'opération *Rempart*, comme *Paix en Galilée*, s'achève sur des résultats mitigés. Comme en 1982, la direction politique palestinienne a survécu à l'opération, mais ses jours sont comptés. La mort d'Arafat, deux ans plus tard, marquera le début de l'éclatement du mouvement national palestinien qui aboutira à la constitution de deux gouvernements palestiniens opposés dans la deuxième partie des années 2000. A l'instar de *Paix en Galilée*, en portant un coup majeur à l'OLP, l'opération *Rempart* a créé les conditions favorables à la transformation, aussi bien militaire que politique, du *Hamas* au sein de la scène palestinienne. La poursuite des assassinats ciblés contre les leaders du *Hamas* va, comme au milieu des années 1980 avec le Hezbollah, renforcer la détermination de la guérilla palestinienne islamiste et obliger les forces israéliennes à se retrancher derrière un « mur de sécurité » pour tenter de contenir la menace hors des frontières d'Israël.

4. Le désengagement de Gaza

Deux mois après la fin de l'opération *Rempart*, le *Hamas* commet un nouvel attentat-suicide à Jérusalem, qui conduit les forces israéliennes à réoccuper pendant quelques semaines certaines villes de Cisjordanie. Or, cette opération, baptisée « Voie déterminée », se révèle contre-productive car elle renforce la détermination du *Hamas* dans sa guerre d'attrition contre le front intérieur israélien. En dépit de l'élimination croissante des cadres du mouvement, le *Hamas* semble toujours plus agressif et

efficace. Le cycle attentats-suicides/représailles se poursuit au détriment de l'institution militaire israélienne. Les frappes aériennes menées contre des installations appartenant au *Hamas* dans la bande de Gaza font de plus en plus de dommages collatéraux et suscitent la réprobation de la communauté internationale ainsi que d'une grande partie de la société israélienne. Au sein même de l'institution militaire, des critiques se font jour. 27 pilotes, dont le général de réserve Yiftah Spector, qui a participé à *Osirak*, font savoir au gouvernement, dans une lettre ouverte, qu'ils refuseront dorénavant de conduire ce type de missions qui visent avant tout les civils. Par ailleurs, dans le contexte de la préparation de l'invasion en Irak, les Etats-Unis, qui recherchent des soutiens au sein du monde arabe, exercent des pressions significatives sur Israël en vue du gel de la colonisation, condition *sine qua non* au lancement de la *Feuille de route*.

Comme au Liban, trente ans auparavant, le commandement militaire israélien fait le choix d'éloigner une menace qu'il ne peut supprimer[437]. Cette fois-ci, il ne s'agit pas d'une zone tampon, mais d'un mur de séparation. Ariel Sharon reprend l'idée, déjà avancée par Rabin quelques années plus tôt, de la construction d'une barrière, munie de capteurs et de divers dispositifs de défense, isolant la Cisjordanie « palestinienne » des colonies et d'Israël. Par ailleurs, pragmatique, Sharon anticipe les coûts à long terme de l'occupation de la bande de Gaza. Avec le lancement de la *Feuille de route*, le Premier ministre israélien est conscient qu'il faudra tôt ou tard faire des concessions territoriales et préfère sacrifier les colonies de Gaza plutôt que celles de Judée-Samarie. Le contrôle de la bande de Gaza est une tâche sans fin. La très forte densité de population de la Bande offre aux groupes palestiniens une couverture pour mener leurs activités (fabrication d'explosifs et de roquettes) en toute discrétion. Les raids conduits périodiquement par les forces israéliennes pour tenter de détruire les ateliers de fabrication de roquettes *Qassam* exposent les forces à des risques de plus en plus importants. Par ailleurs, la destruction des tunnels[438] qui ravitaillent Gaza en armes se révèle un travail de Titan. Le Premier Ministre reconnaît ainsi fin 2003 qu' «*it is not in our interest to govern you. We will not remain in all*

[437] Sur les étapes du désengagement de Gaza, voir *Coulée de plomb. L'opération militaire israélienne contre Gaza,* Institut des études palestiniennes, Sinbad/Actes Sud, France, 2010, pp.73-91 ; sur la construction du mur et le désengagement, voir Beverley Milton-Edwards, Stephen Farrell, op. cité, pp.105-109 ; voir la carte en annexe 27 sur l'état des lieux de Gaza avant le désengagement.
[438] Voir en annexe 29 la carte sur la localisation des tunnels reliant la bande de Gaza au Sinaï.

the places where we are today. »[439] et annonce le retrait unilatéral des forces israéliennes de la Bande et l'évacuation des colonies. En contrepartie du geste israélien, le Président Bush, déclare le 14 avril 2004 :

> *« In the light of new realities on the ground, including the already existing major Israeli population centers, it is unrealistic to expect that the outcome of final status negotiations will be a full and complete return to the armistice line of 1949.»*[440]

Ainsi, le calcul du Premier ministre israélien se révèle juste : en sacrifiant la bande de Gaza, il a confirmé l'emprise d'Israël sur la Cisjordanie.

Afin de ne pas offrir une victoire historique au *Hamas*, comme les forces israéliennes l'avaient fait en mai 2000 au Sud Liban avec le *Hezbollah*, Ariel Sharon va chercher à affaiblir le plus possible les groupes armés dans la période précédant le désengagement effectif de Gaza. Si la politique d'élimination vise avant tout le *Hamas*, dont les deux principaux leaders sont assassinés au printemps 2004[441], elle va en réalité affaiblir durablement l'Autorité palestinienne et le *Fatah* au profit du *Hamas*.

> Ainsi comme le rappelle Azzam Tamimi, *« Fatah had lost some of its best field commanders either through liquidation, as in the example of Ra'id Karmi, or through detention Marwan Barghouti. Now, many of Fatah's prominent figures had become discredited, and their loyalty to the Palestinian cause had been called into question. In addition, Fatah the movement had been afflicted with a plague of rampant corruption and wracked by corrosive rivalries that sickened many Palestinians, including some of Fatah's own members. "*[442]

Les tensions qui traversent le *Fatah* s'étendent même à son aile militaire, qui doit dorénavant compter avec la présence des nouveaux concurrents que sont les

---

[439] Annonce d'Ariel Sharon à la 4e conférence d'Herzeliya, 18 décembre 2003, accessible en ligne : mfa.gov.il
[440] Discours de Bush rapporté par Azzam Tamimi, op. cité, pp.205-206
[441] Le cheikh Yassin a été assassiné avec d'autres leaders du Hamas le 22 mars 2004 lors de l'opération *Arc en ciel* ; un mois plus tard, Abdel Azziz Rantissi, qui lui avait succédé à la tête du *Hamas*, est lui aussi assassiné, remplacé par Khaled Mesh'al.

Brigades al Qods, les *Phalanges de la Résistance nationale palestinienne* et la *Phalange du martyr Ezz-Din al Qassam*.

****

L'évacuation de la Bande se déroule du 15 août au 12 septembre 2005. Les forces palestiniennes, au premier rang desquelles le *Hamas*, célébrèrent la « libération de Gaza » et la défaite de l'armée israélienne. L'évacuation tombe à point nommé. Elle offre une « victoire historique » au *Hamas*, lui donnant une légitimité incontestable au sein du mouvement national palestinien, au moment même où le *Fatah* traverse une période délicate, celle de la succession d'Arafat. La mort d'Arafat laisse le *Fatah*, et plus généralement l'ensemble du mouvement national palestinien, orphelins. Avec la fin de la Seconde *Intifada*, le spectre de l'effondrement de la *République Fakhani* ressurgit.

Au même moment, les premières vagues de conscrits libérées de leurs obligations militaires révèlent les exactions commises par certains de leurs camarades lors de la seconde *Intifada*. Comme lors de la pacification du Sud Liban, la recherche des « terroristes » palestiniens cachés au milieu d'une population hostile a conduit à des bavures. Mais cette fois-ci, la prégnance de la menace, qui frappe de manière indiscriminée les civils israéliens, a conduit les soldats et la société à fermer les yeux sur ces débordements de violence. Ainsi, en dépit de l'expérience traumatisante que constitue le service dans les Territoires, la motivation des conscrits reste forte, comme l'atteste le faible nombre de *refuzniks*. Enfin, la séparation avec les Palestiniens, effective depuis quelques années, contribue à la diabolisation de l'Autre et au renforcement de l'hostilité de la population à l'égard des Palestiniens.

De manière plus générale, les attentats-suicides et le chaos de la 2nde *Intifada* ont joué en faveur des thèses des religieux-nationalistes et de la droite israélienne. A cette époque, l'institution militaire commence d'ailleurs à s'inquiéter de l'accroissement du nombre de religieux-nationalistes au sein de ses rangs. Cette mutation silencieuse de la sociologie des forces israéliennes avait commencé à la fin des années 1980, mais le renforcement des unités de colons dans les Territoires au

---

[442] Voir AzzamTamimi, op.cité, p.206

cours de la seconde *Intifada* en fait désormais un facteur de risque pour la cohésion israélienne. Lors de la bataille des routes, les combattants palestiniens se sont ingéniés à couper les liaisons entre les positions de l'armée et les colonies. L'armée, qui n'avait pas la capacité d'accéder à toutes les colonies, avait alors rehaussé les capacités combattantes (entraînement, armements) des unités formées de colons au point d'en faire des quasi-forces spéciales. Cette réévaluation du rôle des unités de colons[443] dans la défense territoriale illustre les relations complexes, aussi bien idéologiques que politiques, qui sous-tendent les relations entre les colons et l'institution militaire et que certains analystes n'hésitent pas à comparer à celles de l'OAS avec une partie de l'armée française en Algérie.

[443] Sur les relations ambiguës entre les colons et l'armée et la militarisation des colons, voir la 4e partie « Application d'un double régime », dans Collectif « Breaking the Silence », *Le Livre noir de l'occupation israélienne: Les soldats racontent*, Coll. Essais-document, éd. française, éd. Kindle, Autrement, 2013.

CONCLUSION

Au tournant des années 2000, l'armée israélienne doit faire face à des contraintes stratégiques qui ressemblent, par certains égards, à celles que connurent les forces britanniques au cours de la dernière période du mandat. Après avoir encouragé l'émergence des aspirations nationales sionistes, les Britanniques ont été dépassés par l'affirmation de celles-ci et leurs conséquences pour la communauté arabe de Palestine. Les autorités mandataires se sont ainsi trouvées prises au piège d'un jeu à somme nulle, incapables d'enrayer la montée des nationalismes, qui se renforçaient l'un, l'autre, sous l'effet d'une rivalité mimétique.

Par la suite, la structuration des forces sionistes en une force armée étatique a encouragé les armées arabes à se moderniser et à s'armer pour tenter de re-symétriser le rapport de force avec l'adversaire israélien. Ce faisant, les Etats arabes, au premier rang desquels, l'Egypte et la Syrie, ont encouragé *Tsahal* à développer quantitativement ses forces. Jusqu'à 1967, c'est la priorité donnée au qualitatif sur le quantitatif qui avait fait la force de l'armée israélienne, son invincibilité légendaire. Dans l'après-guerre des Six Jours, Tsahal a emboîté le pas à ses adversaires avec le soutien de l'allié américain qui lui a fourni un nombre considérable de matériels. En cherchant à rééquilibrer son infériorité numérique, *Tsahal* est devenue, comme ses adversaires, une armée « mastodonte », lourde à manœuvrer.

L'échec des forces palestiniennes au Liban a illustré les limites de la « régularisation » des forces de la guérilla. En choisissant le quantitatif pour se doter d'une force conséquente à même de rééquilibrer le différentiel de puissance avec leur adversaire, les forces palestiniennes ont connu les mêmes défaillances que les forces israéliennes. Elles sont devenues trop lourdes, trop bureaucratiques, manquant d'allant. Le processus de construction de la *République Fakhani* est intéressant car il reflète un autre aspect de la rivalité mimétique. Les factions palestiniennes liées à l'OLP avaient bien identifié que la clé du succès militaire des forces sionistes avait été la construction des institutions pré-étatiques. Au cours des années 1970, les irréguliers de l'OLP ont tenté de reproduire l'expérience au Liban.

Paix en Galilée a marqué le début des guerres d'occupation d'Israël. *Tsahal* s'est, à partir des années 1980, progressivement enlisée dans des situations d'occupation où elle a eu à affronter des approches opérationnelles ressemblant à celles que les forces sionistes avaient mises en œuvre contre les Britanniques (terrorisme, guérilla). Les forces armées israéliennes ont, comme les Britanniques avant elles, encouragé l'émergence d'aspirations nationalistes inconciliables avec le reste de la population. Ce faisant, elles ont ravivé les aspirations nationales des Palestiniens de l'Intérieur et rapatrié la lutte armée dans les Territoires. Ce renouveau du nationalisme palestinien a pris la forme d'un nationalisme teinté de religieux, qui répond à celui des colons religieux-nationalistes.

Ce « retour de l'Histoire » ne fait que souligner la force des rivalités mimétiques qui poussent les acteurs à se transformer pour mieux s'affronter sur le temps long du conflit. Sur ce siècle de conflit, les évolutions des belligérants et des dynamiques conflictuelles n'ont cessé de révéler des formes de mimétisme entre les adversaires. Chacun cherchant à se hisser au rang de l'autre en adaptant ses modes opératoires aux faiblesses de son adversaire. Ces effets de rivalités mimétiques expliquent donc les transformations des forces armées des belligérants sur le temps long du conflit en même temps que les oscillations entre conflits de haute intensité et guerres d'usure. Ces phénomènes prouvent la capacité des acteurs armés à se réinventer sans cesse en fonction des innovations mises en œuvre par leurs adversaires. C'est à ces phénomènes de transformation réactifs qu'il convient de nous intéresser désormais.

Chapitre 2 : Les Transformations militaires du conflit israélo-arabe

INTRODUCTION

A partir de cet état des lieux « historique », qui a permis de mettre en évidence les effets de la rivalité mimétique sur le temps long du conflit israélo-arabe, il convient désormais d'essayer de qualifier la nature des évolutions militaires des belligérants et d'en mesurer la portée.

Afin d'analyser ces évolutions, nous nous proposons de nous appuyer sur les concepts de *« révolution »* et de *« transformation »* militaires. Nous parlons, à dessein, de concepts au pluriel car ces expressions, ***« révolution » et « transformation »*** militaires, renvoient, en réalité, à une pluralité de concepts et d'approches méthodologiques. Il convient tout d'abord de souligner les différences et les points communs de ces approches afin de définir une approche de la « Transformation » à même de rendre compte de la nature et du sens des « Transformations » militaires jalonnant le temps long du conflit israélo-arabe. La difficulté est, en effet, définir une approche qui permette de prendre en compte l'ensemble des dimensions des « Transformations » (doctrinale, organisationnelle, technologique, socio-économique, idéologique, etc.) des différents acteurs armés, étatiques aussi bien qu'infra-étatiques, tout en rendant compte des caractéristiques propres à chacune d'elle.

1. Transformation militaire et « régularité » des forces armées

De prime abord, la logique voudrait qu'on applique des critères et définisse des concepts d'analyse de la « Transformation » différents pour les forces armées régulières, telles que les forces armées israéliennes, et les forces dites « irrégulières » ou infra-étatiques, comme le *Hezbollah* ou le *Hamas*. Toutefois, comme le rappelle Hervé Coutau-Bégarie, « *la diversité des situations historiques est trop grande pour qu'il soit possible de définir un critère universel qui permettrait de caractériser l'irrégularité à la guerre* »[444].

On peut tout d'abord s'appuyer sur un critère juridique pour qualifier la régularité des forces. Celle-ci renvoie à un critère de souveraineté, c'est-à-dire au cadre légal[445] dans lequel elles font usage de la force. En effet, comme le rappelle Carl Schmitt, ce critère de régularité apparaît avec la constitution des Etats-nations modernes :

> *« Le partisan combat en irrégulier. Mais la différence entre combat régulier et combat irrégulier est fonction de la nette définition de ce qui est régulier, et une antinomie concrète, donnant lieu à une délimitation du concept, n'apparaît qu'avec les forces d'organisation modernes nées des guerres de la Révolution française. »*[446].

Les forces armées « régulières » font donc référence aux forces armées étatiques, au sein desquelles les soldats portent un uniforme signalant leur appartenance à cette force étatique. Les forces « irrégulières », de leur côté, renvoient à la figure du « partisan », c'est-à-dire au combattant « *qui n'appartient pas à une armée régulière (ce que traduit le fait qu'il ne revêt pas l'uniforme et ne porte pas les armes ouvertement) et qui utilise des moyens non conventionnels pour parvenir à ses fins (armes non conventionnelles, intimidations, terrorisme, séquestration, etc.).* »[447] Cependant, au titre du Règlement de la Haye de 1907 et des Conventions de Genève

---

[444] Hervé Coutau-Bégarie, « Guerres irrégulières : de quoi parle-t-on ? », in Hervé Coutau-Bégarie (dir.), *Stratégies irrégulières*, Bibliothèque Stratégique, Economica, Paris, 2010, p.14

[445] Ce cadre légal renvoie à la notion de guerre juste et aux règles encadrant l'usage de la force par les Etats lors de l'entrée en guerre des Etats (*jus ad bellum*), dans la conduite de la guerre (*jus in bello*) et la fin de la guerre ou l'établissement de la paix (*jus post bellum*). Sur les débats qui entourent la notion de guerre juste, voir Daniel R. Brunstetter, Jean-Vincent Holeindre, « La guerre juste au prisme de la théorique politique », *Raisons politiques*, n°45, 1/2012, pp.5-18

[446] Voir Carl Schmitt, *La Notion de Politique. Théorie du Partisan*, Champs classiques, Flammarion, Paris, 1992, p.227

de 1949, les partisans peuvent être assimilés à des forces régulières à condition d' « *avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ; avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ; porter ouvertement les armes ; se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre* »[448]. Ces caractéristiques impliquent avant tout une forme de reconnaissance entre les adversaires qui ne va pas toujours de soi, notamment dans le cas de mouvements de libération nationale ou de mouvements considérés comme « terroristes ».

Au-delà du critère juridique, on peut s'appuyer sur un critère technique renvoyant à l'art militaire. Hervé Coutau-Bégarie nous rappelle ainsi que :

> *« sur le plan stratégique, la guerre irrégulière s'oppose à ce que l'on a appelé, depuis le XVIIIe siècle, la grande guerre, et que l'on appelle aujourd'hui la stratégie conventionnelle, avec un lien étroit, sinon indissoluble, entre armée régulière et stratégie fondée sur des principes. On peut la caractériser par deux faits majeurs, généralement cumulatifs, même si l'on trouve souvent des exceptions : l'évitement du combat frontal et une échelle spatiale réduite. Mais les choses peuvent être beaucoup plus compliquées : si les armées régulières recourent prioritairement à la grande guerre, elles ne dédaignent pas le recours à d'autres formes de guerre, que l'on peut appeler stratégies alternatives et qui peuvent être regardées, du fait de leur opposition à la stratégie conventionnelle, comme des guerres irrégulières. »*[449]

Cette approche opérationnelle indirecte, puisqu'elle cherche à éviter le choc frontal, peut donc être aussi bien mise en œuvre par des forces régulières que par des

---

[447] Marie Goupy, « La Notion de « Criminalisation » de l'ennemi dans la Théorie du Partisan de Carl Schmitt », in *Aspects*, n°4, 2010, p.39

[448] Se reporter au Protocole I additionnel aux Conventions de Genève de 1949, voir le **Titre III : Méthodes et moyens de guerre; statut de combattant et de prisonnier de guerre**, consultable en ligne : https://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/Comment.xsp?action=openDocument&documentId=23552EE0852AD10AC12563BD002D6D2E

[449] Hervé Coutau-Bégarie, « Guerres irrégulières : de quoi parle-t-on ? », in Hervé Couteau-Bégarie (dir.), *Stratégies irrégulières*, Bibliothèque Stratégique, Economica, Paris, 2010, p.15

irréguliers comme le prouve l'«approche indirecte »[450] théorisée par Liddell Hart, dont les principes renvoient aussi bien aux opérations des forces de la *Haganah* dans la dernière période du mandat, que dans une certaine mesure à celles de l'armée israéliennes, une fois constituée, ou encore à la bataille des routes que conduisirent les combattants palestiniens lors de la seconde *Intifada*. L' « approche indirecte », qui est l'opposé de la stratégie d'anéantissement qui caractérisa les combats de la Première guerre mondiale, est selon les mots de Liddell Hart « *calculée pour rompre l'équilibre de l'adversaire*. ».

> Selon lui, le véritable but du stratège *« ne sera pas tant de chercher la bataille que de rechercher une situation stratégique si avantageuse que si elle ne produit pas elle-même la décision, sa poursuite par la bataille permettra à coup sûr d'y parvenir. En d'autres termes, l'objectif de la stratégie, c'est la dislocation : sa conséquence sera soit la dissolution de la force ennemie, soit sa rupture plus facile dans le combat.» La dislocation est obtenue au niveau « physique » par « un mouvement qui (a) bouleverse le dispositif ennemi et, en le contraignant à un brusque « changement de front », disloque la distribution et l'organisation de ses forces, (b) divise ses forces ; (c) met en danger son ravitaillement ; (d) menace la ou les routes par lesquelles il pourrait battre en retraite en cas de besoin et se reformer soit sur ses bases soit sur son territoire. » Au niveau psychologique, « la dislocation résulte de l'impression que font sur l'esprit du chef les effets physiques que nous avons énumérés. Cette impression est fortement accentuée s'il se rend compte brusquement qu'il était en état d'infériorité et s'il se sent incapable de s'opposer au mouvement de l'ennemi. La dislocation psychologique découle fondamentalement de cette impression d'être pris au piège. »*[451]

[450]Le stratégiste anglais Sir Basil Henry Liddell Hart a élaboré dès 1929 son « approche indirecte » dans son ouvrage *The Decisive Wars of History*, qu'il approfondit en 1954 dans l'ouvrage *Strategy : The Indirect Approach*, qui fut traduit en français par Lucien Poirier (*Histoire mondiale de la stratégie*, Perrin, Paris, 1998).

[451] Voir le texte intitulé « La Stratégie d'approche indirecte » de Basil Liddell Hart, *Strategy*, Londres, 1960, traduit en français par Catherine Ter Sarkissian, dans Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire*, Coll. Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1990, pp.1183-1184 ; voir également pour une analyse de cette approche, Martin Motte, article « LIDDELL HART », in Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de Stratégie*, Quadrige/PUF, 2e Ed, 2007, Paris, p.329

Ainsi, si l'on prend du champ et que l'on se replace dans une perspective de temps long pour analyser les processus de « Transformation » de ces différents acteurs, on constate que les forces israéliennes ont, jusqu'à la proclamation de l'Etat d'Israël en 1948, été des forces irrégulières selon les critères défini par Carl Schmitt dans sa *Théorie du Partisan*. *Tsahal* est née de la réunion et de l'institutionnalisation des diverses forces irrégulières sionistes qui avaient conduit la lutte contre les forces britanniques d'un côté et les combattants arabes palestiniens de l'autre. Ces origines « irrégulières » des forces armées israéliennes nous invite à penser que la « régularisation », c'est-à-dire le passage d'une guérilla à une armée structurée et agissant dans un cadre défini par le Politique, n'est qu'un moment de la « Transformation ».

> Julien Freund rappelle ainsi *« qu'après la victoire les partisans forment ou bien les cadres d'une nouvelle armée régulière ou bien ceux de la nouvelle administration, étant entendu que les chefs des partisans deviennent les chefs d'un nouvel Etat légitime. Le destin de l'irrégularité n'est donc pas l'irrégularité permanente »*[452].

Pour cette raison, le partisan est selon l'expression de Freund « *une instance en formation* ». C'est pourquoi la régularité des combattants, qui est avant tout liée à la légitimité politique de leur combat, reste liée à un moment historique donné avec ses conditions socio-politiques particulières. Le partisan d'un jour peut devenir le dirigeant politique de demain.

Ces différents éléments nous invitent à penser qu'il est possible de discerner des facteurs structurants dans les processus des « Transformation » des différents acteurs en dépit de leur différence de nature et du contexte historico-politique. La nature étatique ou infra-étatique des acteurs, qui renvoie à une dichotomie forces régulières/irrégulières, ne serait finalement que le reflet d'un moment historique particulier ou d'un contexte conflictuel particulier. Ainsi, dans l'absolu, il n'existe pas de forces qui, par nature ontologique, appartiendraient à la guérilla ou, au contraire, à la catégorie des forces armées institutionnalisées. L'exemple israélien

tend, en effet, à nous prouver que la régularisation des forces est moins liée à leur nature même qu'à la nature de l'environnement politique dans lequel elles évoluent et à la séquence historique considérée.

2. « Transformation » militaire : définition du concept

On se propose tout d'abord de recourir au concept de « Transformation » que l'on inscrit dans la lignée des débats liés à la révolution militaire. Nous préférons l'expression de « transformation » à celle de « révolution militaire » ou de « révolution dans les affaires militaires » ou encore de « révolution technico-militaire » afin de dépasser les limites et les clivages liés aux débats suscités par ces différents concepts. L'expression « Transformation » permet ainsi d'adopter une perspective systémique, tenant compte de la dimension sociale « totale » du phénomène conflictuel et, à ce titre, de dépasser la dichotomie historique/militaro-stratégique des débats liés au concept de « révolution militaire ». Notre démarche vise, en effet, à intégrer les multiples dimensions, aussi bien socio-économiques, que politiques ou militaro-stratégiques mises en avant par les différents concepts liés à la « révolution militaire », au sein d'une même grille d'analyse.

Jacques Sapir rappelle dans son article sur la « Révolution dans les Affaires militaires (Concept soviétique) »[453] qu'avec l'introduction des nouvelles technologies dans la conduite de la guerre, dont la guerre du Golfe a certainement été l'une des premières démonstrations publiques et « publicisée », une nouvelle attention a été accordée à la notion de « Révolution dans les Affaires militaires ». Celle est pourtant beaucoup plus ancienne. Du fait de l'ampleur et de la couverture donnée à la démonstration de force de la première guerre du Golfe, la notion de « révolution dans les affaires militaires » a acquis une certaine familiarité mais, comme le rappelle J. Sapir, elle est le plus souvent réduite :

---

[452] Julien Freund, Préface à l'ouvrage de Carl Schmitt, *Notion de Politique. Théorie du Partisan*, Champs classiques, Flammarion, Paris, 1992, p.33

[453] Jacques Sapir, « Révolution dans les Affaires militaires (Concept soviétique) », Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de Stratégie*, Quadrige/PUF, 2e Ed, 2007, Paris, p.455

« aux conséquences immédiates de l'émergence et de la diffusion de nouveaux moyens techniques, en particulier dans le domaine du traitement de l'information en temps réel. En fait, cette notion doit s'intégrer dans un cadre plus vaste, celui des évolutions historiques de l'art militaire conçu alors comme la résultante des dimensions matérielles (techniques, scientifiques et économiques), sociales et organisationnelles qui concourent à la manière dont un pays donné conduit des opérations militaires.» [454].

2.1. La révolution militaire

Le concept de « révolution militaire » fut, à l'origine, développé par l'historien Michael Roberts[455] dans les années 1950 afin d'analyser les changements survenus dans la manière de conduire la guerre au XVIe siècle. Puis, dans les années 1960, les stratèges soviétiques analysèrent l'influence des leçons tirées de la première guerre mondiale sur le développement de nouvelles techniques militaires au cours de l'entre-deux-guerres. Selon les stratèges soviétiques, le *Blitzkrieg* conduit par les Allemands au début de la seconde guerre mondiale fut le résultat d'innovations doctrinales issues des leçons tirées par le commandement à la fin de la première guerre mondiale. Dans les années 1970, les stratèges soviétiques développèrent le concept de « révolution technico-militaire »[456] basé sur l'idée que les avancées technologiques dans le domaine de la balistique, de l'informatique et des télécommunications autorisaient désormais la possibilité de remettre en cause l'équilibre de force Est-Ouest. Dans la conception soviétique, le changement militaire se base sur une combinaison d'innovations qui concernent aussi bien la doctrine militaire (opératique), que l'organisation des forces et les technologies. Le concept de « révolution technico-militaire » fut ensuite repris par les stratèges américains au début des années 1990 sous le nom de « révolution dans les affaires militaires » pour démontrer les

[454] Jacques Sapir, « Révolution dans les Affaires militaires (Concept soviétique) », Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de Stratégie*, Quadrige/PUF, 2e Ed, 2007, Paris, p.455

[455] Voir Michael Roberts, *The Military Revolution, 1560-1660 : An inaugural Lecture Delivered Before the Queen's University of Belfast*, M. Boyd, 1956, p.32; voir également, Michael Roberts, "The Military Revolution, 1560-1660", in Clifford J. Rogers (dir.), *The Military Revolution Debate. Readings on the Military Transformation of Early Modern Europe*, Westview Press, Boulder-Colorado, 1995, pp.13-35

[456] Sur l'origine de la Révolution Technico-Militaire dans la pensée stratégique soviétique, voir Jacques Sapir, « Le discours stratégique soviétique. Elaboration et pertinence d'un language stratégique », *Mots*, Vol. 51, n°1, 1997, pp.22-40

possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication sur le champ de bataille.

L'intérêt de la démarche de Roberts fut de poser la question des facteurs qui motivent et orientent le changement militaire mais aussi, et surtout, de questionner la forme de ce changement. Ce dernier prend-il la forme de ruptures radicales, suscitées par des événements révolutionnaires, ou est-il, au contraire, le résultat d'évolutions incrémentales ? Le concept de Roberts a, pour nous, le mérite, d'une part, de replacer les évolutions de la manière de conduire la guerre dans une perspective historique et, d'autre part, de souligner les liens entre ces évolutions de l'art militaire et les processus de construction nationale et étatique. En effet, la thèse de Roberts repose sur l'idée que la consolidation des Etats s'est accompagnée, au XVIe siècle, de la construction d'armées plus disciplinées, professionnelles et organisées en petites unités standardisées. Les besoins croissants en hommes et en matériels entraînèrent un développement de la bureaucratie et partant un renforcement de l'autorité étatique centrale. Selon Roberts, l'Etat-nation, centralisé, organisé et bureaucratique est né dans le sillage des réformes tactiques menées à cette période. George Sir Clark contribua à développer la thèse de Roberts en soulignant par ailleurs le rôle joué par les évolutions des technologies militaires, notamment avec le développement de la guerre de siège qui nécessita des évolutions dans les techniques de fortification.

Dans son article « *Revolutions in Warfare : Theoretical Paradigms and Historical Evidence: The Napoleonic and First World War Revolutions in Military Affairs*"[457], Andrew Liaropoulos souligna l'existence d'un consensus sur le fait que la « révolution militaire », ou la « révolution dans les affaires militaires », induisit des changements majeurs dans l'histoire de la guerre. Cependant, il démontra que les auteurs de ces différents concepts divergent en ce qui concerne la chronologie et les causes de ces évolutions. Au sein de la littérature spécialisée, Liaropoulos a retenu quatre grands « paradigmes » d'interprétation principaux du phénomène de révolution militaire : la « Vague sociale » (*Social wave*), la « Transformation radicale » (*Radical*

[457] Voir Andrew Liaropoulos, « Revolutions in Warfare : Theoretical Paradigms and Historical Evidence: The Napoleonic and First World War Revolutions in Military Affairs", in Gary Sheffield (dir.), *War Studies Reader: From the Seventeeth Century to the Present Day and Beyond*, Continuum, New York, 2010, pp.129-157; voir également Michael J. Thompson, "Military Revolutions and Revolutions in Military Affairs: Accurate Descriptions of Change or Intellectual Constructs?", in *Strata,* Vol. 3, Sept. 2011, University of Ottowa, pp.82-109

Transformation), la « Révolution dans la Révolution » (*Revolution in the Revolution* ou *MR, RMA, MTR Theory*) et enfin la théorie de l'Equilibre Ponctué (*Punctuated Equilibrium*), caractérisée par un mouvement action-réaction.

2.2. La « Vague sociale »

La théorie de la « Vague sociale » s'intéresse aux changements sociaux, politiques et économiques qui influencent les transformations militaires et la manière dont les sociétés organisent et conduisent la guerre. Ce concept est en général attribué à Alvin et Heidi Toffler, concept qu'ils ont notamment développé dans leur ouvrage *War and Anti War* (1993)[458]. Ils identifient trois vagues de civilisations – agraire, industrielle et informationnelle – et démontrent la manière dont ces vagues ont modifié la manière de conduire la guerre des sociétés. Leur principal argument repose sur l'idée que les vagues socio-économiques sont chacune caractérisées par des systèmes productifs et de création de richesses particuliers. Chaque système crée des moyens de puissance qui modifient la manière de conduire la guerre des sociétés considérées. Les révolutions militaires seraient donc le produit des évolutions des systèmes de production[459]. L'approche des Toffler est intéressante en ce qu'elle souligne l'existence de facteurs sociaux, politiques et économiques qui influencent la manière de conduire la guerre des sociétés. Elle nous semble particulièrement pertinente dans le cas du conflit israélo-arabe puisque celui-ci trouve ses origines dans le conflit socio-économique provoqué par l'arrivée des immigrants sionistes en Palestine à la fin du XIX siècle. Les déséquilibres socio-économiques entre les deux communautés et les tensions qu'ils générèrent illustrent parfaitement les frictions du passage de la révolution agraire à la révolution industrielle dont parlent les Toffler.

---

[458] Alvin et Heidi Toffler appartiennent au courant de la futurologie qui s'est développé aux Etats-Unis dans les années 1970. Leur ouvrage *War and Anti War* visait à apporter des éléments de réponse sur les évolutions de la guerre dans le nouveau contexte créé par la fin de la guerre froide. Les Toffler reprennent le postulat fondamental d'un de leurs ouvrages précédents, *The Third Wave*, dans lequel ils avaient distingué l'existence de trois vagues : agraire, industrielle et informationnelle, caractérisant trois types de sociétés. Au cours des années 1980, les Etats-Unis, et une partie du monde occidental, seraient entrés dans la société de l'information, caractérisée par les changements de la « troisième vague ». Le militaire comme les autres institutions de la société aurait été influencé par ces changements. Les conflits du futur verraient ainsi une utilisation croissante de systèmes d'armement sophistiqués, reposant sur une utilisation intensive des technologies informatiques et de réseau. Voir *War and Anti war*, Little, Brown and Co., Boston, 1993, 302 p. et la traduction française, *Guerre et contre guerre*, Fayard, 1994.

[459] Voir Andrew Liaropoulos, « Revolutions in Warfare : Theoretical Paradigms and Historical Evidence: The Napoleonic and First World War Revolutions in Military Affairs", in Gary Sheffield (dir.), *War Studies Reader: From the Seventeeth Century to the Present Day and Beyond*, Continuum, New York, 2010, p. 136

Au cours de chacune des quatre séquences du conflit, on a constaté l'existence d'une corrélation entre les conditions économiques et le développement des innovations technologiques du complexe militaro-industriel et d'autre part, l'influence du contexte socio-politique sur les perceptions de la menace et la décision d'entrée en guerre. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer, à la suite de François Géré, que :

> *« La relation des Toffler au monde militaire s'est amorcée, en 1982, alors que l'US Army faisait évoluer sa doctrine sur la base de conceptions faisant appel à des capacités technologiques nouvelles fondées sur l'électro-informatique, et fortement influencées par les expérimentations israéliennes de la guerre de 1967, particulièrement dans le Golan. Ainsi naissaient au TRADOC, créé en 1973, les deux documents fondamentaux de la doctrine opérationnelle de l'Air Land Battle and Corps 86 et le Field Manual 100-5 d'août 1982. »*[460]

2.3. La « Transformation radicale »

La théorie de la "Transformation radicale" met l'accent, quant à elle, sur la technologie, les doctrines et les organisations, et la manière dont ces facteurs influencent la manière de conduire la guerre. Les tenants[461] de ce paradigme conçoivent les révolutions militaires comme une série de transitions radicales ou majeures qui renvoient à l'élaboration de nouvelles doctrines utilisant les possibilités offertes par les innovations technologiques. Ici encore, les ruptures et les continuités des approches doctrinales et techniques que l'on a pu discerner au cours de quatre périodes du conflit israélo-arabe – les barrières chronologiques ayant été elles-mêmes choisies en fonction de ces évolutions – tendent à confirmer la pertinence de ce paradigme pour notre étude. L'innovation technologique et la vitesse seraient donc à la base des révolutions militaires dont la mise en œuvre serait caractérisée par des changements dans la doctrine d'emploi des forces. L'approche de la « Transformation

[460] Voir François Géré, « Alvin et Heidi Toffler. War and Anti War », Compte-rendu, in *Politique étrangère*, vol.59, n°3, 1994, p.867

[461] Pour plus de détails sur cette approche, on se référera aux références suivantes : Andrew F. Krepinevich, « Cavalry to Computer. The Patterns of Military Revolutions », in *The National Interest*, n°37, Fall 1994, pp.30-43; Daniel Goure, "Is there a Military-Technical Revolution in America's Future?", in *Washington Quarterly*, n°16, Autumn 1993, pp.92-175; James R. Fitzsimonds et Jan Van Tol, "Revolutions in Military Affairs," in *Joint Force Qarterly*, Spring 1994, pp.24-31; Eliot A. Cohen, "A Revolution in Warfare", in *Foreign Affairs*, n°75, Mars-Avril 1996, pp.37-54. On pourra également se reporter à Martin Van Creveld, *From 2000 B.C. to the Present*, The Free Press, New York, 1989.

radicale » est intéressante en ce qu'elle attire l'attention sur le rôle central que joue l'innovation, tout d'abord technologique, puis doctrinale et organisationnelle, dans les évolutions de la conduite de la guerre.

2.4. La « Révolution dans la Révolution »

Le paradigme de la "Révolution dans la Révolution" propose quant à lui une typologie des évolutions militaires par ordre d'importance et en fonction des facteurs qui les sous-tendent. Selon Williamson Murray[462], qui peut être considéré comme le théoricien majeur de ce courant, les "révolutions militaires" (MR) sont le produit d'une combinaison d'évolutions de moindre importance, couramment appelées « révolutions dans les affaires militaires » (RMA) et « révolutions technico-militaires » (MTR). Ces « sous-révolutions » peuvent être considérées comme des chocs qui préparent ou accompagnent les révolutions militaires. Murray et Knox rappellent à cet égard que le concept de MTR est né de la prise de conscience au tournant des années 1960-70 des nouvelles possibilités offertes par les armes de haute technologie (missiles, munitions à guidage de précision, capacités de déception) développées par les Etats-Unis au cours de cette période. Leur usage sur le champ de bataille allait radicalement modifier la corrélation des forces comme allaient le constater les officiers supérieurs soviétiques lors de la guerre de 1973, où les chasseurs israéliens firent un large usage des missiles et des munitions à guidage de précision pour éliminer la menace des défenses anti-aériennes arabes. Pour Moscou, les nouvelles performances de l'Armée de l'Air israélienne eurent un goût d'autant plus amer que les Soviétiques avaient fourni un grand nombre de missiles *SAM* de toutes catégories à leurs alliés arabes. Le Maréchal Orgakov, le chef d'état-major soviétique, réaffirmera le changement révolutionnaire qu'induisent ces nouvelles technologies sur le champ de bataille quelques années plus tard. Ces nouvelles armes « *sharply increase (by at least an order of magnitude) the destructive potential of conventional weapons, bringing them closer, so to speak, to weapons of mass destruction in terms of effectiveness*. »[463]. Les nouvelles possibilités offertes avaient

[462] Voir Williamson Murray et MacGregor Knox, « Thinking about Revolutions in Warfare », in Williamson Murray et MacGregor Knox (dir.), *The Dynamics of Military Revolution, 1300-2050*, CUP, New York, 2001, pp. 1-14

[463] Interview du Maréchal Nikolaï V. Orgakov, « The Defense of Socialism : Experience and History and the Present Day », *Krasnaya zvezda*, 1ère édition du 9 mai 1984, cité par Williamson Murray et MacGregor Knox, « Thinking about Revolutions

des conséquences fondamentales pour les forces soviétiques puisqu'elles remettaient en cause les bases de l'art opérationnel (l'opératique) et de la stratégie soviétiques : une armée de masse, déployées dans la profondeur et qui pouvaient manœuvrer rapidement pour submerger les armées de l'Otan, numériquement inférieures.

Ces chocs, à l'image de la surprise que constitua la destruction des défenses antiaériennes arabes lors de la guerre du *Kippour*, peuvent être le résultat d'un grand nombre de facteurs: innovations technologiques (qui renvoient à la MTR), stratégiques, doctrinaux ou tactiques (qui constituent des RMA). Murray rappelle que les MR peuvent également avoir des causes liées aux changements économiques et sociaux affectant de manière plus générale les sociétés. L'intérêt de la théorie de Murray réside d'une part dans son caractère systémique, qui permet une grande flexibilité d'analyse en mettant en évidence la très grande variété des facteurs pouvant influencer les évolutions de l'art militaire, et d'autre part, dans la distinction qu'il opère entre RMA et MTR, qui doivent permettre de qualifier de manière plus fine la nature des « transformations » militaires.

2.5. L' « Equilibre ponctué »

Le paradigme de l'Equilibre ponctué a été développé par Clifford J. Rogers en 1993 dans son article "*The Military Revolutions of the Hundred Years' War*"[464]. Il y soutient que le concept de « révolution » est flexible renvoyant selon les auteurs et les périodes à une grande diversité de sens et de faits. Pour Rogers par exemple la « transformation » militaire de l'Occident ne renvoie pas à un changement révolutionnaire mais à une série de révolutions[465] qui se sont succédées et combinées

---

in Warfare », in Williamson Murray et MacGregor Knox (dir.), *The Dynamics of Military Revolution, 1300-2050*, CUP, New York, 2001, p.3

[464] Voir Clifford J. Rogers, "The Military Revolutions of the Hundred Years' War", in Clifford J. Rogers (dir.), *The Military Revolution Debate. Readings on the Military Transformation of Early Modern Europe*, Westview Press, Boulder-Colorado, 1995, pp.55-94

[465] Il identifie quatre révolutions majeures qui ont permis de gagner au XVIIIe siècle une supériorité militaire incontestable : « *initially so small and so deficient in natural resources [to] become able to compensate for what it lacked through superior military and naval power*" entre 1300 et 1800: tout d'abord, une révolution de l'Infanterie au XVIe siècle, puis une révolution de l'artillerie, suivie d'une révolution des ouvrages fortifiés (« *Artillery Fortress Revolution* »). Enfin, la « révolution militaire » qui renvoie à des changements socio-organisationnels dans la structure du pouvoir paracheva la construction de forces armées structurées en armées nationales. Comme le rappelle Rogers, « *We are, thus, dealing not with one revolutionary change, but with a whole* series *of revolutions which synergistically combined to create the Western military superiority of the eighteenth century.*", Clifford J. Rogers, op. cité, pp.76-77

à travers l'histoire et permettent aujourd'hui d'expliquer la supériorité militaire occidentale. Selon Rogers, le changement dans la manière de conduire la guerre renvoie plutôt à une évolution qu'à une révolution.

L'intérêt du paradigme de Rogers est qu'il permet d'envisager les différentes étapes de la « Transformation » militaire. Pour l'auteur, l'évolution militaire se déroule selon le modèle de l' « équilibre ponctué » (*punctuated equilibrium*)[466], qui propose une synthèse des changements incrémentaux et révolutionnaires. Clifford J. Rogers rappelle ainsi les différentes étapes de l'évolution militaire de l'Europe occidentale :

> *« After a long period of near-statis, infantry began to evolve very rapidly around the beginning of the fourteenth century. Cannon appeared at about that time, evolved incrementally for a century, then in a burst of rapid advancement revolutionized war in Europe. Artillery fortifications began to develop at about the same time as artillery reached its height ; evolved gradually over the course of a century ; then in their turn effected a military revolution."*[467]

L'évolution est donc précédée de multiples changements brefs, qui s'accumulent jusqu'à créer une sorte de masse critique de l'évolution, à partir de laquelle une rupture s'opère. Ces phases d'évolutions sont séparées par de longues périodes de quasi-stagnation. Dans la phase précédant l'évolution, on note une accélération du fait de la survenance de multiples petits changements. Au final, les évolutions dans l'art militaire seraient le produit d'une longue chaîne causale d'actions et réactions. Clifford J. Rogers résume ainsi sa théorie: "*I argue that Western military dominance derived from a series of sequential revolutions, each an*

---

[466] Clifford J. Rogers, comme il le rappelle lui-même, a emprunté ce modèle de l'équilibre punctué aux biologistes Stephen J. Gould et Niles Eldredge, dont la conception de l'évolution des espèces biologiques s'oppose à celle de Darwin, qui concevait l'évolution comme une succession de changements infinitésimaux sur le temps long : « *There is a paradigm […] which may be able to provide a conceptual framework broad enough and sturdy enough to support analysis of the diverse events which must go into an explanation of the growth of Western military superiority. In 1972, Stephen Jay Gould and Niles Eldredge proposed a new model for the evolutionary formation of species, which they dubbed "*punctuated equilibrium*". They argued that evolution proceeded by short bursts of rapid change interspersed with long period of near stasis rather than constant, slow alteration. […] This newer conception of punctuated equilibrium evolution, combining both incremental and "*revolutionary change*", seems to describe the process of military innovation extraordinarily well*."voir Clifford J. Rogers, "The Military Revolutions of the Hundred Years' War", op. cité, p.77

[467] Voir Clifford J. Rogers, "The Military Revolutions of the Hundred Years' War", op. cité, p.77

attempt to reverse a disequilibrium introduced by the previous one, rather from a single "Military Revolution"."[468]

Par ailleurs, le paradigme de Rogers nous semble d'autant plus intéressant qu'il permet de dépasser la distinction entre forces armées étatiques et infra-étatiques. Le paradigme de Rogers semble confirmer l'existence d'un *continuum* entre les forces armées, régulières et structurées, et les forces armées marquées, à un degré ou un autre, par l'irrégularité.

2.6. La « Transformation militaire »

Nous faisons l'hypothèse que la synthèse de ces différentes théories va nous permettre d'identifier les causes structurelles des « révolutions/transformations » militaires qui expliquent les évolutions de la manière de conduire la guerre des belligérants sur le temps long d'un même cycle conflictuel. De l'analyse de ces différents paradigmes, il ressort que les changements dans l'art militaire, s'ils peuvent avoir une portée radicale ou « révolutionnaire », sont de manière plus générale le résultat de l'intégration de séries d'innovations de différentes natures (technologies, organisationnelles, socio-économiques, etc.). Les changements militaires peuvent être d'une plus ou moins grande ampleur (MR, MTR, RMA), selon les innovations qui les sous-tiennent et sont le produit d'actions/réactions visant à compenser des différentiels de puissance entre les belligérants. Le fonctionnement de la « Transformation » militaire semble donc valider le principe de la rivalité mimétique. La « Transformation » est le résultat du mimétisme guerrier qui caractérise la relation entre les adversaires, sens où les actions influençant la conduite de la guerre du belligérant A impliqueraient des réactions affectant la conduite de la guerre du belligérant B.

Sur le temps long, les évolutions militaires sont séparées par des phases de stagnation. Les changements qui caractérisent les évolutions militaires peuvent se traduire par des « *changements radicaux dans la structure et la posture des forces,*

[468] Voir Clifford J. Rogers, "The Military Revolutions of the Hundred Years' War", op. cité, p.57

dans la nature du système économique et social assurant le soubassement de ces forces armées, enfin dans le rapport entre offensive et défensive, et la nature de la corrélation générale de ces forces. »[469] Elles sont précédées par des phases où l'intégration des innovations de différentes natures et dans différents domaines permet une accélération et une amplification du processus jusqu'à atteindre un point critique à partir duquel une rupture s'opère. Nous faisons l'hypothèse que dans le domaine militaire cette rupture de l'équilibre se traduit par une modification de la corrélation générale des forces. La « Transformation » militaire a donc un caractère cinétique, au sens où le temps et la vitesse constituent un des facteurs clés de cette dynamique. Cette dimension cinétique de la « Transformation » procède d'un mécanisme logique. La puissance de destruction que portent en eux les adversaires lors du processus de montée aux extrêmes est en effet fonction du temps. On pourrait dire, pour le formuler plus simplement, que plus la montée aux extrêmes est ajournée, plus les adversaires ont de temps pour « fourbir leurs armes ».

A partir des différentes caractéristiques de la « Transformation » militaire mises en évidence ci-dessus, nous allons désormais pouvoir rendre compte des évolutions des forces armées des belligérants dans le temps et de manière dynamique, afin de montrer comment la rivalité mimétique influence l'organisation et la définition des moyens de violence. Or, comme le rappelle, à juste titre Jacques Sapir, « *la manière de faire la guerre ne saurait être indépendante de la manière d'exister d'une société.* » [470]. Nous nous attacherons, dans un second temps, pour cette raison, à réinscrire ces évolutions de leur contexte socio-économique, culturel et politique.

[469] Jacques Sapir, « Révolution dans les Affaires militaires (Concept soviétique) », in Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de Stratégie*, Quadrige/PUF, 2e Ed, 2007, Paris, p.456
[470] Jacques Sapir, « Révolution dans les Affaires militaires (Concept soviétique) », in Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de Stratégie*, Quadrige/PUF, 2e Ed, 2007, Paris, p.456

SECTION I : LES TRANSFORMATIONS MILITAIRES DU CONFLIT ISRAELO-ARABE

L'oscillation entre montée aux extrêmes et phases de *statu quo* renvoie à la dynamique propre à la Transformation, qui selon le modèle de l'équilibre ponctué, est caractérisée par des phases de quasi-stagnation et des phases d'accélération au cours desquels les changements s'accumulent jusqu'à atteindre un point critique à partir duquel l'équilibre est rompu. Dans ce cadre, nous faisons l'hypothèse que la montée aux extrêmes reflète la phase d'accélération de la Transformation. L'oscillation entre les phases de *statu quo* et de montée aux extrêmes permet donc d'identifier différentes étapes de Transformation sur le temps long du conflit.

I. Rivalités mimétiques et Transformations militaires au Proche-Orient

Les Transformations des forces armées sont donc le résultat sur le temps long d'un cycle d'actions-réactions. Les belligérants modifient leur manière de conduire la guerre en fonction de leurs adversaires et chaque nouvelle confrontation armée vient valider ou invalider les Transformations entreprises au cours de la période précédente. La Transformation est achevée lorsque l'accumulation/incrémentation des changements au fil du temps parvient à modifier la nature des forces armées de manière suffisamment radicale qu'elle invalide le modèle de forces de l'adversaire, de manière totale ou partielle. L'accumulation des innovations atteint alors un point critique à partir duquel un mouvement de balancier s'opère, qui modifie la corrélation générale des forces entre les adversaires. La Transformation militaire, sous-tendue sur le temps long du conflit par la rivalité mimétique qui lie les acteurs, expliquerait ainsi les oscillations entre *statu quo* et montée aux extrêmes qui jalonnent le cycle conflictuel.

1. La 1ère Transformation militaire israélienne

La première période, qui s'étend de la fin du XIXe siècle à 1948, est caractérisée par une Transformation des forces irrégulières sionistes en des forces armées régulières et structurées, la Force de Défense d'Israël (FDI). Cette Transformation impliqua des changements radicaux et des innovations dans le domaine militaire (doctrine, organisation des forces, technologie) aussi bien que dans l'ensemble de la société. La période fut, en effet, caractérisée par l'émergence d'un projet nationaliste, en rupture à la fois avec son environnement d'origine, la diaspora juive d'Europe de l'Est et plus largement les sociétés européennes, et l'environnement dans lequel il prend corps, la Palestine ottomane. Ce projet traduit la volonté de construire une nouvelle société, une nouvelle nation, centrée sur une identité juive nouvelle qu'incarne la figure du pionnier sioniste. Combattant, paysan, laïc et socialiste, le pionnier sioniste se place en complète opposition avec la figure du juif « traditionnaliste » et pieux de la diaspora. Révolution identitaire, la « révolution » sioniste est également un changement radical dans le rapport à la terre, quand on sait que les juifs de la diaspora n'avaient pas accès à la propriété foncière.

Le projet sioniste constitue également une rupture radicale pour la Palestine ottomane, dont il bouleverse les structures sociales traditionnelles. Dans l'espace ottoman, le rapport entre nation et religion n'était pas envisagé dans une perspective nationaliste. Par ailleurs, l'univers socio-culturel, ou les références, de ces nouveaux immigrés sont complètement différents de ceux des communautés vivant en Palestine. La conception du monde des pionniers sionistes est très éloignée de celle des Juifs du Vieux *Yishouv* de Palestine, aussi bien en ce qui concerne le lien entre religion et identité nationale que le sens fort donné au Politique par les sionistes. Enfin, la différence d'éducation aussi bien que de capital culturel (langue d'origine par exemple) ont une importance toute particulière.

De ces différences culturelles et sociales vont naître des situations socio-économiques différentes. Une sorte de lutte des classes va se mettre en place qui va tourner à l'avantage des nouveaux immigrants. Mieux éduqués, bénéficiant de soutiens extérieurs, politiques et financiers, plus politisés et dotés d'une conscience de groupe, les sionistes sont plus aptes à s'organiser en une contre-société structurée

autour d'institutions qui fourniront les bases du futur Etat hébreu. Dans le registre économique, les sionistes jetèrent les fondations d'une économie rationnelle et productive, centrée sur le modèle des fermes collectivistes. Au cours des années 1930, la contre-société sioniste se structure autour d'institutions pré-étatiques, regroupées autour de l'*Histadrout*.

Au-delà des aspects socio-organisationnels, il faut souligner le rôle catalyseur que va jouer le climat de violence et d'instabilité qui caractérise la Palestine pendant la période mandataire et qui pousse les nouveaux immigrés à se doter de moyens de défense afin de protéger la communauté naissante. A partir de là, va s'installer un processus progressif de montée aux extrêmes entre les deux camps, chacun se dotant d'armes et de tactiques de plus en plus perfectionnées. Cette rivalité mimétique entre les deux communautés confirme l'affirmation de Clausewitz sur la primauté de la défensive. Comme l'a bien montré René Girard, c'est la construction de mesures défensives par un camp qui entraîne l'escalade en poussant l'adversaire à se doter lui aussi de nouveaux moyens, aussi bien défensifs qu'offensifs. La définition de moyens de défense et d'une stratégie a contribué à renforcer le sentiment d'une communauté de destin et d'un bien commun à protéger du côté de la communauté juive de Palestine qui, avec le temps et les tensions croissantes, allait se traduire dans un projet politique concret, la construction d'un Etat national juif en Palestine.

La période du mandat correspond donc à une sous-révolution de type RMA, basée sur des innovations doctrinales et tactiques, qui ont permis une régularisation des forces irrégulières sionistes en forces armées, structurées et renvoyant au modèle de la « nation en armes ». Les années 1920 marquèrent le début de cette Transformation ; les années 1930, une phase d'accumulation des innovations et d'intégration des innovations militaires et socio-économiques. La Seconde Guerre mondiale constitua, quant à elle, une phase d'accélération avec le développement rapide et croissant des capacités combattantes (effectifs, armements). L'éclatement des affrontements à partir de 1947 constitua le point de rupture. L'équilibre des forces fut rompu, démontrant que la communauté juive de Palestine avait atteint une taille critique en termes d'institutionnalisation politique aussi bien que de structuration de ses forces armées, modifiant *de facto* la corrélation des forces avec le camp arabe.

Celui-ci fut, de son côté et en dépit du nationalisme arabe naissant, incapable de se structurer du fait des multiples rivalités entre les clans et les grandes familles de la communauté arabe palestinienne. Au niveau militaire, les forces irrégulières arabes restaient largement marquées par les faiblesses qu'avait mises en évidence T. E Lawrence dans ses écrits sur la révolte arabe contre les Turcs[471], c'est-à-dire une armée sans discipline et divisée par les rivalités tribales. Or, si ces faiblesses avaient pu se révéler des forces contre l'armée ottomane structurée, dans l'affrontement avec les forces sionistes, qui agissaient elles aussi comme des irréguliers, elles ont conduit à la défaite des irréguliers arabes. En effet, le dispositif sioniste n'avait pas de centre de gravité clair comme l'armée turque et les attaques sporadiques de la guérilla arabe ressemblaient ainsi à des coups d'épée dans l'eau. Comprenant mal l'organisation à laquelle ils avaient affaire, les forces irrégulières arabes n'arrivèrent pas à distinguer les points du dispositif sioniste à frapper. Par ailleurs, lors des affrontements de l'année 1947-48, les forces irrégulières arabes, sur la défensive, furent acculées à vouloir défendre des positions fixes, ce qui les priva de la mobilité qui leur avait permis d'infliger des pertes aux forces sionistes lors de la Grande révolte de 1936-39.

La proclamation de l'Etat d'Israël et l'immédiat après-guerre vont marquer une phase de radicalisation de la RMA de la période mandataire. Aux innovations doctrinales et socio-organisationnelles de la période pré-étatique va s'ajouter une révolution technico-militaire au cours des années 1950. Celle-ci correspond aux premiers pas des industries de défense israéliennes et à l'acquisition de matériels et technologies à l'étranger. Le développement d'alliances avec des pays étrangers va permettre au jeune Etat de faire un bond technologique dont les premiers résultats se font sentir lors de la campagne de Suez. Les effets de ce saut technologique vont toucher plus largement la société et l'économie israéliennes au cours de la décennie

[471] T.E. Lawrence décrit ainsi les travers de l'Armée arabe qui en firent son succès dans la campagne contre les Turcs: « *La répartition des coups de main ne fut pas orthodoxe. Il était impossible de mêler ou de combiner plusieurs tribus car l'antipathie et la méfiance les divisaient. Pour la même raison, on ne pouvait pas employer des hommes d'une tribu dans le territoire d'une autre, de sorte qu'une autre règle de la stratégie orthodoxe se trouvait violée par l'adhésion au principe de la plus large distribution des forces afin de permettre le plus grand nombre de coups de main en même temps, et on ajoutait la fluidité à la vitesse en employant un district le lundi, un autre le mardi et un troisième le mercredi. Cela renforçait la mobilité naturelle de l'armée arabe, lui donnant des avantages sans prix dans la poursuite, un groupe se renforçant par de nouvelles recrues dans chaque zone tribale, ce qui lui permettait de conserver son énergie initiale. Le désordre maximum constituait réellement en fait l'équilibre de cette armée. […] Chacun pouvait rentrer chez lui lorsque la conviction lui manquait. Le seul contrat qui les unissait était l'honneur. En conséquence, l'armée arabe n'avait pas de discipline au sens où la discipline restreint et étouffe l'individualité et où elle constitue le plus petit commun dénominateur des hommes*.», voir l'extrait de T.E. Lawrence, article « Guérilla » in Encyclopedia Britannica, vol.X, Londres, 14e éd. 1926, cité par Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire*, Coll. Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1990, p.1143

suivante et expliquer la modernisation importante que connaît le pays du milieu des années 1950 jusqu'à la guerre des Six Jours. La modernisation générale du pays, et plus particulièrement des forces armées israéliennes au cours de cette période, reflète une phase accélération du processus de Transformation résultant de l'accumulation et de l'intégration de ces deux sous-révolutions au cours de cette période, qui expliquent la victoire de la guerre des Six Jours. La première Transformation israélienne a atteint son point d'équilibre lors de la campagne de 1967, ce qui permit à *Tsahal* d'infliger une défaite fulgurante aux forces armées coalisées. La conduite de la guerre israélienne, notamment dans le domaine aérien, créa une surprise technique qui invalida, pour partie, les stratégies et les modèles des forces armées adverses.

> Jacques Sapir souligne, en effet, que la combinaison d'innovations socio-industrielles, doctrinales et technico-scientifiques, *« quand elle est maîtrisée au niveau politique se traduit des changements fondamentaux dans la construction des forces armées. Elle est alors susceptible de produire, en cas de conflit avec un adversaire qui n'a pas perçu les implications d'une révolution dans les affaires militaires, un phénomène de surprise technique. Ce dernier concept signifie que l'ensemble des paramètres de l'appareil militaire adverse, c'est-à-dire non seulement son équipement, mais aussi la structure de ses forces, son système de commandement et de contrôle et sa doctrine sont brutalement invalidés. »*[472]

La rupture provoquée par l'accumulation de ces deux sous-révolutions a donc provoqué une surprise technique qui allait modifier profondément, et pour longtemps, la corrélation des forces, expliquant le tournant que constitue cette guerre dans l'histoire du conflit israélo-arabe.

La surprise technique résulta, du côté arabe, dans l'incapacité des dirigeants arabes à percevoir les implications fondamentales du projet national sioniste sur les équilibres de force de la région. Les forces armées arabes, qui furent créées dans le contexte des indépendances, étaient correctement équipées mais manquaient

d'expérience et de cadres professionnels. En matière doctrinale, elles restaient largement influencées par la Seconde Guerre mondiale et les concepts d'emploi des forces de l'époque : la *blitzkrieg* au niveau opératique, qui donne la priorité au tandem char-avion ; la *déferlante mécanisée* au niveau tactique, qui doit permettre de créer un choc frontal pour enfoncer la défense adversaire. Ces modèles donnaient la priorité au quantitatif sur le qualitatif. Cette tendance découlait, tout d'abord, de la supériorité numérique des armées arabes vis-à-vis d'Israël ; elle fut encouragée à partir de la deuxième partie des années 1950 par l'appui logistique et militaire fournis par les Grandes puissances et tout d'abord, l'URSS. La course aux armements et l'influence soviétique encouragea par ailleurs la constitution de vastes corps de bataille privilégiant les postures défensives. L'importance des forces, au sein desquelles les blindés occupaient une place centrale, devait permettre de submerger la défense adverse.

Par ailleurs, la nécessité de consolider les nouveaux régimes en place fait des forces armées à la fois un agent de modernisation autant que le garant de l'ordre intérieur. A cette époque, les groupes armés palestiniens, qui constituent un risque de subversion, restent largement exclus de la confrontation. Par ailleurs, les officiers supérieurs arabes, s'ils sont rompus à la technique du « coup d'Etat », conservent le mépris traditionnel des officiers des armées modernes pour la « petite guerre ». Pour les commandants arabes, la guerre est avant tout une affaire d'Etats et d'anéantissement. Relégués au rang d'auxiliaires et de supplétifs des armées arabes, les irréguliers palestiniens sont utilisés par les services de renseignement (les fameux « *Deuxième Bureaux* ») arabes pour des missions d'infiltration, de subversion et de collecte du renseignement. Les *fedayin* palestiniens, qui sont souvent des repris de justice, sont utilisés pour les « basses œuvres » de la guerre froide arabe.

Le rôle marginal des forces armées palestiniennes dans la confrontation s'explique également par le processus de déstructuration de la société arabe palestinienne pendant la période mandataire. La création de l'Etat d'Israël et la dispersion de la population dans les territoires, à la fois sous contrôle égyptien et

---

[472] Jacques Sapir, « Révolution dans les Affaires militaires (Concept soviétique) », in Thierry de Montbrial et Jean Klein

jordanien, et dans les pays arabes voisins, vient parachever le processus de marginalisation des Palestiniens. A partir de la rupture que constitue la *nakba*, on assiste à un lent et long processus de stagnation des forces nationalistes palestiniennes, qui s'explique aussi bien par la fragmentation de la société palestinienne que par les rivalités des Etats arabes au cours des années 1950. Les élites politiques ont été laminées par la défaite et la mise sous tutelle jordano-égyptienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. La confrérie des Frères musulmans, qui avait fourni une grande partie des volontaires arabes et palestiniens lors de la guerre de 1948, s'est repliée sur sa stratégie d'islamisation de la société. Elle entame une sorte de « traversée du désert » qui va durer jusqu'au début des années 1980. Cette sortie de la confrontation, au cours de laquelle la confrérie saura s'accommoder des différentes autorités politiques qui règneront sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, constitue pour l'historiographie « officielle » des mouvances islamistes palestiniennes une période occultée.

2. Les Transformations militaires de la guérilla palestinienne « laïque »

A la fin des années 1950, des groupes armés commencent à émerger marquant le début d'une renaissance d'un mouvement national palestinien. L'instabilité qui caractérise la situation des Etats arabes, et le rôle d'auxiliaires des Palestiniens, vont permettre paradoxalement l'émergence d'une lutte armée palestinienne. Les changements organisationnels et sociaux issus de la disparition de la société arabe palestinienne en Palestine en tant qu'entité constituée et cohérente vont aboutir à la création des premiers groupes armés (*Fatah*/MNA) au tournant des années 1950-60. La rupture majeure géopolitique que constituent la guerre des Six jours, et la défaite corolaire des armées arabes coalisées, va accélérer le processus de Transformation du mouvement national palestinien. Les années qui séparent la guerre de 1967 de celle de 73 marquent le lancement de la lutte armée, tout d'abord en Jordanie et à Gaza. La lutte armée du *Fatah* en Cisjordanie-Jordanie prend les allures d'une guerre révolutionnaire puisqu'elle cherche, avant tout, la conquête du pouvoir politique : à l'intérieur de l'OLP d'un côté, en Cisjordanie de l'autre. Les autres factions

---

(dir.), *Dictionnaire de Stratégie*, Quadrige/PUF, 2e Ed, 2007, Paris, p.459

palestiniennes, quant à elle, MNA, FPLP, FDPLP, suivent plutôt le modèle de la guerre révolutionnaire marxiste-léniniste[473] conduite par une avant-garde. Le *Fatah* s'inspire, quant à lui, du modèle de la guérilla rurale guévariste[474]. Les années qui séparent la guerre des Six Jours de la guerre du *Kippour*, au cours desquelles les factions palestiniennes lancent la lutte armée, vont voir la mise en œuvre d'une guerre révolutionnaire qui oscille, en fonction des moments, des lieux et des factions entre les deux modèles de stratégie d'insurrection décrits par David Galula dans son ouvrage *Contre-insurrection. Théorie et pratique.* Ces deux modèles, le modèle dit « orthodoxe » qui renvoie à la guerre révolutionnaire des communistes chinois[475] et le modèle « nationaliste bourgeois », qu'on peut rapprocher de l'expérience de la guerre de subversion menée par le FLN, diffèrent essentiellement sur le but de la guerre révolutionnaire.

> Comme le rappelle David Galula*, « pour les communistes, la révolution ne consiste pas simplement à renverser l'ordre existant, mais aussi à mener une transformation complète du pays, pour y implanter une société collectiviste. »*[476]

Pour cette raison, la constitution d'un parti révolutionnaire, pour « éduquer » et encadrer les masses, notamment la paysannerie[477], constitue un prérequis au

---

[473] La théorie des « cinq phases » de la guerre révolutionnaire théorisée par Trotsky s'inscrit dans la lignée de l'approche indirecte. Elle vise à une attrition lente et prolongée de l'adversaire qui doit mener à sa dislocation par une subversion généralisée. Quand l' « infection » selon l'expression de Lénine est généralisée, la guérilla révolutionnaire porte le coup de grâce à son adversaire. La théorie trotskyste nécessite toutefois la constitue d'une avant-garde révolutionnaire capable de mobiliser les masses autour du projet révolutionnaire et de mener la subversion contre le pouvoir contesté, l'occupant ou le capitalisme mondial. Pour une description des « cinq phases », voir Pierre Dabezies, « Guerre révolutionnaire », in Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de Stratégie*, Quadrige/PUF, 2e Ed, 2007, Paris, p.303

[474] Le modèle de la guérilla révolutionnaire guévariste renvoie à la théorie du foquisme, élaborée par Che Guevara et théorisée par Régis Debray dans son ouvrage de 1967, *Révolution dans la Révolution*. A la différence de la théorie trotskyste qui fait du développement d'une structure partisane un prérequis au lancement de la guerre révolutionnaire, le foquisme prône le développement de foyers (*foco* – dont tire son nom cette théorie) insurrectionnels en milieu rural à partir desquels les révolutionnaires pourront progressivement rallier la population à leur cause. Les petits groupes armés, installés en milieu rural, pourraient mener des actions de harcèlement et créé un contexte de troubles favorables au développement de la révolution. Avec l'extension de la révolution, la guérilla, appuyée par la population rurale, déborderait les villes, devenant ainsi une guerre révolutionnaire de masse. Le foquisme n'est donc qu'une variante de la guerre révolutionnaire de masse développée par Mao Zedong.

[475] Les grands principes de ce modèle ont été défini par Mao Zedong, voir les extraits de ces écrits majeurs réunis par Gérard Chaliand dans son *Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire*, Coll. Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1990, pp.395-411 ; Liu Shao-ch'i a défini, à partir de ces principes, une doctrine de la guerre révolutionnaire dans les pays du tiers-monde colonisés qu'il a énoncée dans un discours prononcé à la conférence de l'organisation commerciale des pays asiatiques et australiens à Pékin en 1949. Le discours de la conférence est rapporté par David Galula dans *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Coll. Stratégies et doctrines, Economica, Paris, 2008 (trad. française), pp.68-69

[476] Voir David Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Coll. Stratégies et doctrines, Economica, Paris, 2008 (trad. française), p. 70

[477] Pour Mao Zedong, le peuple est le "*grand océan dans lequel l'ennemi se noiera* ». La perspective chinoise de la guerre révolutionnaire implique donc une relation intime entre le peuple et la guérilla. « *En Chine, dit Mao Zedong, c'est le peuple armé qui se dresse contre l'adversaire […] sa puissance est comparable à celle de vents en furie […] sans l'appui de la population, l'armée est un guerrier manchot.* », C'est le rôle des organisations politiques et sociales adossées à la guérilla

lancement de l'insurrection armée. David Galula identifie cinq étapes dans la guerre révolutionnaire « orthodoxe » : 1) la création d'un parti, 2) la constitution d'un front uni le plus large possible autour de ce parti minoritaire, 3) le combat de guérilla, 4) la guerre de mouvement et enfin 5) la campagne d'annihilation. Le modèle « bourgeois nationaliste » constitue, quant à lui une variante simplifiée du modèle orthodoxe.

> *Comme le dit David Galula, « le but que poursuit l'insurgé dans ce second modèle est en général limité à la prise du pouvoir ; les questions relatives à l'après-insurrection sont des préoccupations secondaires, mises de côté au départ. L'objectif immédiat et précis des fondateurs de l'insurrection, un groupe résolu mais nécessairement restreint d'hommes, ne disposant pas d'une large organisation sur laquelle s'appuyer, est d'établir rapidement un parti révolutionnaire. »*[478]

Les conditions physiques et socio-économiques dans lesquelles se trouvaient les factions palestiniennes dans l'immédiat après-guerre de 1967 ne leur permettaient pas d'appliquer le modèle orthodoxe. En Cisjordanie, la paysannerie a été largement disloquée par la *nakba*, puis par les nouveaux déplacements de population vers la Transjordanie lors de la guerre des Six Jours. Par ailleurs, en raison des multiples clivages idéologiques qui traversent le paysage de la guérilla palestinienne à cette époque, celle-ci a bien du mal à s'accorder sur une stratégie révolutionnaire unifiée.

A Gaza, l'exiguïté territoriale de la Bande et la surpopulation empêchent le développement de cette guerre populaire qui s'enracine avant tout dans un espace rural. Privées de ce soutien populaire et ayant conservé de l'expérience des *fedayin* au sein des services de renseignement arabes le goût de la conspiration et de l'action clandestine, les factions palestiniennes construisirent tout d'abord des cellules révolutionnaires pratiquant une stratégie de harcèlement ou montant quelques attentats contre les forces d'occupation. Les années 1967-68 correspondirent ainsi à la

---

que d' « instruire » le peuple pour l'entraîner dans la guerre révolutionnaire. Au niveau opérationnel, la guerre révolutionnaire est une guerre rurale; elle s'appuie sur la paysannerie qui lui fournira refuge, ravitaillement, renseignement et combattants. Voir Pierre Dabezies, « Guerre révolutionnaire », in Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de Stratégie*, Quadrige/PUF, 2e Ed, 2007, Paris, p.303

[478] Voir David Galula, op.cité, p.89

première étape du modèle nationaliste bourgeois, caractérisée par le terrorisme aveugle dont le but « *est d'obtenir de la publicité pour le mouvement et pour sa cause et, en focalisant l'attention du public, d'attirer des supporters potentiels*. »[479] Pour les factions palestiniennes, cette phase se traduisit surtout par quelques tentatives d'infiltration en Israël ou en Cisjordanie, plus symboliques qu'efficaces. Le but était surtout, à travers leur publicisation dans les médias arabes, d'annoncer le lancement de la lutte armée palestinienne et de rallier le soutien de la population. Dans la bande de Gaza, les factions qui s'étaient reconstituées dans les semaines après la victoire entreprirent, quant à elle, de monter une véritable insurrection, à laquelle mit fin la campagne de pacification du commandant Sharon.

L'installation de bases-arrières dans les camps palestiniens à partir de 1969 permit aux factions palestiniennes d'évoluer vers les 3è et 4è étapes du modèle orthodoxe, c'est-à-dire l'établissement de la guérilla et les prémisses d'une guerre de mouvement. La *bataille de Karameh* qui opposa les forces israéliennes aux forces de la guérilla palestinienne, soutenues par l'armée jordanienne, confirma la vulnérabilité identifiée par Galula au cours de la 3è étape.

> Ce dernier souligne, en effet, qu'au moment du lancement de la guérilla, la *« puissance militaire [de l'insurgé] est toujours nulle ou faible, alors que son adversaire peut concentrer l'ensemble de sa force contre lui. C'est donc à ce point que la vulnérabilité de l'insurgé augmente rapidement jusqu'à son plus haut degré et qu'il court le risque d'être détruit. »*[480]

La *bataille de Karameh*, à laquelle les forces de la guérilla palestinienne avaient survécu, devint ainsi un véritable symbole pour l'ensemble du mouvement national. De très nombreux combattants rejoignirent à ce moment-là la guérilla palestinienne. De plus, cette bataille fit prendre conscience aux factions palestiniennes de la nécessité de renforcer leurs points d'appui, en sanctuarisant leurs bases-arrières et en développant des contacts à l'étranger afin de sécuriser les approvisionnements en armement. La guérilla put alors commencer à lancer des actions offensives depuis les régions qu'elle contrôlait (camps de réfugiés) et tentait

[479] David Galula, op.cité, p. 89

d'arracher à la souveraineté jordanienne. La sanctuarisation des bases de l'OLP met aux prises cette dernière avec les forces armées jordanienne, d'autant que certaines factions du mouvement national palestinien appellent au renversement de la monarchie.

Ces factions radicales du mouvement palestinien continuèrent, quant à elles, de suivre le modèle bourgeois nationaliste en tentant d'évoluer vers sa deuxième étape, le terrorisme sélectif. Cette deuxième étape vise tout d'abord à « édifier » autant qu'à terroriser la population pour la rallier, de gré ou de force, à la lutte insurrectionnelle. Elle cherche tout d'abord à gagner le soutien matériel la population en même temps que l'action doit permettre d'isoler cette dernière des loyalistes. Or, dans le cas des factions palestiniennes, ils n'avaient qu'un accès restreint aux Territoires occupés. C'est pourquoi, en attendant de viser les forces d'occupation ou les collaborateurs (certaines factions s'en étaient toutefois chargé à Gaza), les factions palestiniennes telles que le FPLP, la faction *Abu Nidal* ou l'organisation Septembre noir, s'attaquèrent aux intérêts israéliens dans le monde. Ces opérations spectaculaires donnèrent une visibilité internationale à la cause palestinienne mais embarrassèrent le pouvoir jordanien, qui ressentait d'autant plus mal la présence armée palestinienne que celle-ci commençait progressivement à s'autonomiser dans les zones sous son contrôle[481].

La poursuite des deux stratégies au cours de ces années démontre les divisions qui traversaient le mouvement national palestinien et l'incapacité de l'OLP, jusqu'à la prise de contrôle de ses instances par le *Fatah*, à constituer un front uni et solide. L'épisode de *Septembre noir* traduisit le passage d'une guérilla à une guerre

---

[480] David Galula, op. cité, p.92

[481] Dans l'ouvrage *Mon métier de Roi*, le roi Hussein de Jordanie expliqua en 1975 le problème sécuritaire majeur que constituait pour la monarchie la présence militaire palestinienne, qui bénéficiait du soutien de Damas et de Bagdad : « *Les représailles israéliennes furent sanglantes en février 1968 et certains de mes chefs militaires insistaient pour que je contrôle plus efficacement ces commandos qui commençaient à agir un peu trop à leur guise en Jordanie. Mon ministre de l'Intérieur d'alors, Hassan al Khayed, déclara notamment à l'époque : « La Jordanie est résolue à frapper avec un poing d'acier ceux qui, par leur action, fourniront à Israël les prétextes nécessaires pour agresser notre patrie. » […] Mois après mois, les commandos d'Arafat se firent de plus en plus nombreux en Jordanie et dans les villes, et Amman devint leur bastion. Ils se promenaient dans les rues de ma capitale les armes à la main, défiant la population et mon armée. En octobre 1968, la tension entre mon armée et les fedayin atteint son point culminant. Accrochages, discours, communiqués de radio incitaient à l'effervescence et – hélas – ce qui devait arriver et que je redoutais arriva.* », voir Hussein de Jordanie, *Mon métier de Roi*, propos recueuillis par Freidoune Sahebjam, Robert Laffont, Paris, 1975, p.239, extrait cité par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen, Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe-XXIe siècle*, Collection U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011, pp.171-172

révolutionnaire, visant à conquérir un Etat indépendant pour les Palestiniens. C'est pourquoi, elle se traduit par une recherche déterminée d'émancipation vis-à-vis de la tutelle des Etats arabes quitte à en passer par l'affrontement armé. Mais plus encore, cet épisode a marqué le dépassement des deux modèles concurrents de stratégie d'insurrection, « orthodoxe » et « bourgeois nationaliste » grâce à la fois à la constitution d'un front uni au sein de l'OLP sous la houlette de Yasser Arafat et par le passage à la guerre de mouvement lors des affrontements avec l'armée jordanienne.

A la suite de l'expulsion de Jordanie et de la pacification de Gaza, la constitution du *Fatahland* au Sud Liban et l'implantation des factions palestiniennes dans les camps du pays entérinèrent définitivement le passage de la guérilla à la guerre de mouvement. Les accords du Caire de 1969, par lesquels l'OLP obtient une forme de souveraineté sur les camps de réfugiés du Liban et le droit de conduire sa lutte armée à partir du Liban, vinrent officialiser ce passage à la 4è étape de la guerre révolutionnaire. Désormais, les factions palestiniennes, réunies au sein de l'OLP, allaient pouvoir organiser territorialement leur guerre révolutionnaire. David Galula rappelle en effet que la 4è étape, celle de la guerre de mouvement, est caractérisée par l'établissement d'un maillage territorial au sein duquel on distingue quatre types de zones. Dans la période qui va de l'installation au Liban à la guerre des camps de 1976, on en distingue deux formes.

> Tout d'abord, *« les bases de la guérilla, comprenant quelques troupes régulières d'active en plus des autres, totalement contrôlées par l'insurrection, avec des organismes administratifs dédiés à des fonctions précises, de façon ouverte ou clandestine selon les circonstances. Ces bases sont sujettes à des intrusions plus fréquentes, mais l'ennemi est généralement incapable de s'y maintenir. »*[482].

L'installation de la guérilla palestinienne au Liban permit le développement des services sociaux et des organisations politiques dans les camps, en même temps que le renforcement de la fonction militaire des camps. Au fur et à mesure des affrontements avec l'armée libanaise (1972-73), ceux-ci étaient devenus de véritables

[482] David Galula, op. cité, p.85

forteresses, équipées de matériels d'artillerie lourde. Les reculades du pouvoir maronite et de l'armée libanaise avaient laissé croire à la direction de l'OLP que ces derniers avaient fini par accepter la présence armée palestinienne au Liban. Les attaques de l'armée libanaise et des forces chrétiennes, soutenues par les forces syriennes, contre les camps palestiniens au cours de l'été 1976 démontrèrent, au contraire, les ressentiments accumulés par le camp maronite et les écueils d'une régularisation trop rapide des forces de la guérilla.

> D. Galula avait ainsi constaté que *« si elle est prématurée, la création de cette armée régulière, qui sera nécessairement moins facile à dissimuler que les bandes de guérillas, pourra conduire au désastre. Elle ne doit donc pas être entreprise avant que des zones refuge n'aient été établies et que l'ennemi n'ait été dissuadé de les envahir trop fréquemment, et avant qu'une solution n'ait été trouvée au problème de l'armement. »*[483].

Le bras de fer entre les factions palestiniennes et l'armée libanaise au tout début des années 1970 avaient donné l'illusion aux forces de l'OLP qu'elles avaient réussie à sécuriser leurs bases refuge et leurs armements. Le siège de *Tel Za'atar* et le massacre qui s'en suivit prouvent qu'il n'en était rien. Les forces palestiniennes ne s'étaient pas encore transformée en forces semi-régulières et la question de leurs approvisionnements n'étaient pas assurée. En parallèle, au Sud Liban, les factions armées palestiniennes contrôlaient une région, dans laquelle elle avait installé leurs camps d'entraînement et leurs bases d'opérations. A partir du *Fatahland*, les guérillas palestiniennes menaçaient le nord de la Galilée à l'aide de leurs roquettes et de leurs Katiouchas et lançaient des commandos en Israël. La zone du Sud Liban renvoyait donc aux *zones de guérillas,* décrites par Galula, comme les zones « *dans lesquelles les forces loyalistes sont constamment aux prises avec celles de l'insurrection* »[484].

Les années qui suivirent virent une transformation en profondeur de l'appareil militaire et des institutions de l'OLP. Le début de la guerre civile libanaise et l'effondrement de l'Etat libanais allaient favoriser l'enracinement de la guérilla

[483] David Galula, op. cité, p.83
[484] David Galula,op. cité, p.85

palestinienne. Ainsi, dans cette période on vit l'apparition d'un troisième type de zone :

> les *« bases régulières, qui sont les garnisons des troupes régulières (au repos, à l'entraînement, ou en cours d'organisation) avec une administration fonctionnant au grand jour et dirigeant l'économie, les impôts, la justice, l'enseignement et les services publics de la région, à l'abri des intrusions ennemies sauf si les loyalistes mobilisent des forces dans d'autres régions du pays pour une campagne de grande ampleur. »*[485].

L'approfondissement de l'organisation territoriale de la guérilla palestinienne se traduisit dans l'après-guerre d'Octobre par la construction et le développement d'un Etat en exil et d'une société de résistance dans les camps de réfugiés. L'émergence de ce pouvoir quasi-souverain en plein Beyrouth allait profondément déstabiliser les équilibres politico-confessionnels libanais et constituer un des moteurs du déclenchement de la guerre civile libanaise. De là, allait découler l'apparition d'un quatrième type de zone que Galula nomme « *les zones occupées, sous le contrôle politique et militaire des loyalistes, dans lesquelles les insurgés ne peuvent opérer que de façon clandestine*. »[486] Après 1976-77, au cours desquelles les forces maronites s'emparèrent des quartiers de Beyrouth-est qui abritaient les forces « palestino-progressistes ». Après l'établissement de la Ligne verte qui séparait Beyrouth en deux, l'opération *Litani* vint parachever, avec la zone de sécurité, la constitution de ces zones occupées.

3. La 2ème Transformation militaire israélienne

Au début des années 1970, alors que la frontière israélo-libanaise se réchauffait pour la première fois depuis plusieurs décennies, les officiers israéliens restaient cependant préoccupés par la menace syro-égyptienne. Celle-ci s'était traduite dans le Sinaï par une guerre d'usure et de récurrents accrochages avec les forces syriennes dans le Golan. Le soutien apporté par l'URSS à ces deux armées constituait par ailleurs une source d'inquiétudes. Cependant, les militaires israéliens

[485] David Galula, op. cité, p.85

étaient sûrs de leur puissance. Après la défaite magistrale qu'ils avaient administrée aux armées arabes en 1967, celles-ci ne prendraient pas le risque de s'engager dans un nouveau conflit. L'armée s'était repliée derrière la Ligne *Bar Lev*, où elle s'est, d'une certaine manière, enlisée. Elle a adopté une attitude défensive statique qui la privait de la mobilité et de l'initiative qui avaient fait la victoire de 1967. Le rapport offensive-défensive tendit donc à s'inverser dans les années qui séparent la guerre des Six jours de la guerre de 1973 et explique les difficultés des forces israéliennes dans les premiers jours du conflit d'Octobre. Pour la première fois, pendant quelques jours, la possibilité d'une défaite est apparue. La possibilité d'un renversement de la corrélation générale des forces au profit des armées coalisées arabes choqua profondément l'institution militaire et la société israéliennes. Leur confiance quasi-aveugle dans l'invincibilité de l'outil militaire israélien en fut ébranlée.

L'après-guerre fut mis à profit par le commandement militaire pour mener une réflexion sur les erreurs de 1973 et définir un concept d'emploi des forces plus adapté aux nouvelles contraintes opérationnelles. En effet, les pourparlers avec l'Egypte tendirent à faire de la Syrie le principal front de la menace. Cependant, le concept du « champ de bataille saturé » ne remit pas en cause les fondamentaux de la doctrine opérationnelle israélienne; au contraire, il tenta d'adapter ceux-ci aux contraintes opérationnelles particulières du théâtre d'opération du Golan. A la même époque, l'institution militaire, pour qui la menace principale restait celle des Etats du premier et du deuxième cercle de la confrontation, doubla la taille du corps de bataille israélien afin de maintenir une parité avec une éventuelle coalition armée arabe. La dialectique qualitatif-quantitatif s'inversa au profit du second terme de l'équation. L'armée israélienne avait désormais atteint la taille et le niveau d'armements d'une armée occidentale moderne. Fort de cette impressionnante armée, le commandement militaro-politique s'enhardit et y virent l'occasion d'infliger une défaite définitive à la guérilla palestinienne qui ne cessait d'harceler le nord de la Galilée. Pour la première fois, avec l'opération *Paix en Galilée*, les forces armées israéliennes s'engageaient dans une guerre « choisie ».

---

[486] David Galula, op. cité, pp.85-86

3.1. La guerre révolutionnaire des colons

L'impressionnante démonstration de force de l'opération *Paix en Galilée* a cependant bien du mal à cacher la crise de confiance que traverse l'armée israélienne dans ces années. Elle est, plus généralement, le reflet des interrogations qui agitent la société israélienne quant à l'avenir des Territoires occupés qui ont été témoin d'un soulèvement populaire au cours de la même année. Les pourparlers de paix avec l'Egypte ont soulevé la question de l'abandon, à terme, d'une partie ou de la totalité des territoires conquis en 1967 et des colonies. Ces interrogations sont le reflet de l'évolution de la scène politique israélienne à la fin des années 1970. Pour la première fois aux élections générales de 1977, la droite a remporté le pouvoir. La défaite des Travaillistes marque la fin d'une époque: celle du sionisme pionnier et de l'orientation économique socialiste. Avec cette victoire du « nationalisme intégral », la colonisation tend à changer de sens et prend une tournure religieuse qu'incarne dans sa version la plus radicale le *Gush Emunim*. Le mouvement émerge dans la sphère publique israélienne au milieu des années 1970 comme une force à la fois politique et sociale, prétendant incarner un renouveau religieux et nationaliste. Il accompagne l'essor de la colonisation dans les Territoires occupés. Celle-ci, qui avait jusque-là était justifiée par des motifs sécuritaires (*Nahal*), se double désormais d'une conquête du *Grand Israël* biblique. Le développement de nouvelles implantations commence à empiéter sur les zones de peuplement arabe et suscite les premières tentatives de révolte de la population arabe. Cette concurrence pour la terre recrée une situation, par certains aspects, comparable à celle de la Palestine mandataire, sauf que cette fois-ci, c'est l'armée israélienne qui se trouve en position d'arbitrer les conflits entre les deux populations. Comme l'armée britannique avant elle, l'armée israélienne a d'abord été plutôt favorable aux colons ; puis avec le temps, leur jusqu'au-boutisme a contraint l'armée à s'interposer entre les deux populations. L'essor des colonies s'accompagne d'un approfondissement de l'intégration économique verticale entre Israël et les Territoires occupés qui ne cessera de paupériser la population des Territoires occupés.

A la fin des années 1970, les pourparlers israélo-égyptiens soulèvent la question du devenir des Territoires occupés et le retour du Sinaï à l'Egypte constitue pour la frange radicale des colons un dangereux précédent. Au tournant des années 1980, ceci s'engage dans une lutte armée pour la préservation des Territoires. Ils adoptent une stratégie qui se rapproche du modèle «nationaliste bourgeois » et mènent une guerre sur deux fronts : d'un côté, contre le gouvernement israélien ; de l'autre, contre la population palestinienne. La frange la plus radicale du mouvement des colons religieux incarnée par la mouvance de Meir Kahane a commencé dès 1976 à mener des exactions violentes contre la population. Désormais, la menace d'un hypothétique retrait de Judée et Samarie pousse le mouvement à définir un établir un équilibre de la terreur, selon les mots d'un des fondateurs du *Gush*, avec le gouvernement israélien d'un côté, la population palestinienne de l'autre. Hanan Porat, qui était par ailleurs député à la *Knesset* à cette époque, suggéra ainsi à la veille de l'évacuation de la colonie de *Yamit* de créer :

> *« an acute, large and weighty balance of terror. A balance of terror that will force the government to come to the realization that evacuation is impossible. Only such a realization will guarantee the prevention of a civil war. However, taking a lukewarm path could lead to a clash."*[487]

La menace existentielle que font peser les pourparlers de paix sur le projet de reconquête d'Israël pousse ainsi les colons à se doter d'une structure organisationnelle, le Conseil de *Yesha*, afin de mobiliser la société des colons et ses sympathisants pour faire pression sur le gouvernement. Parallèlement, la frange la plus radicale de ce mouvement, incarnée par Meir Kahane, poursuit et amplifie la campagne d'attaques contre la population arabe initiée depuis 1976. A l'approche de l'évacuation de *Yamit*, la formation du « Réseau Juif », qui reprend le combat du *Terror Neged Terror*, signale une tentative d'évolution de la phase du terrorisme aveugle à celle de la phase du terrorisme sélectif. Les premiers attentats conduits au cours de l'année 1980-81 contre certains maires nationalistes de Cisjordanie ne sont que des « coups d'essai » en attendant de mettre à exécution un projet beaucoup plus ambitieux : la reconquête du Mont du Temple et la destruction symbolique du *Haram*

al Sharif (mosquée d'*al Aqsa*), le troisième lieu saint de l'Islam. Or, face à l'embarras créé au sein de la communauté des colons par les premières attaques contre les maires palestiniens et la difficulté de recruter des militants, le mouvement fut contraint de revenir à des cibles plus « ordinaires ». Entre 1982 et 1984, le mouvement commet plusieurs attentats contre des écoles palestiniennes et un bus. Le mouvement est arrêté par le *Shint Bet* le 2 mai 1985. La fin de l' « aventure terroriste » des colons se traduit par une fragmentation de la société des colons. Certains n'approuvent pas les méthodes du Réseau, tout en n'étant pas opposés sur le fond à leurs motivations. De la même manière, les membres du Réseau embarrassent les autorités judiciaires et politiques israéliennes[488], qui font preuve à leur égard d'une exceptionnelle clémence.

En parallèle, le *Gush Emunim* n'a cessé depuis 1982 de tenter d'influencer la vie politique israélienne en faveur de son combat. Alliant tour à tour, menaces et séduction, le *Gush Emunim* a tenté, par diverses stratégies d'entrisme dans les institutions partisanes de la droite, de l'Etat et de l'armée, de pousser le gouvernement à développer de nouvelles colonies. Or, cette stratégie de noyautage tous azimuts a paradoxalement conduit à un effritement du noyau dur du mouvement. Certains font le choix de créer des partis politiques ou de rejoindre la vie politique israélienne alors que d'autres s'engagent plus avant dans la lutte armée contre l'ennemi « arabe » sur le terrain. Depuis le début des années 1980, les protestations des Palestiniens et leurs actions de désobéissance civile à l'égard de l'administration d'occupation ont progressivement créé une situation d'anarchie dont les colons extrémistes ont profité pour s'armer et mener leur propre lutte contre l'ennemi arabe. Avec le développement des violences dans les Territoires, l'armée a tout d'abord pensé utiliser les milices armées des colons dans son dispositif d'occupation ; mais, peu à peu, celles-ci se sont autonomisées et sont devenus un véritable problème sécuritaire pour les forces israéliennes déployées dans les Territoires, qui ont eu *de facto* à combattre sur deux fronts lors de l'*Intifada*. En effet, les pourparlers de paix évoluant avec l'OLP, les colons finissent par se révolter contre l'armée et mènent un

---

[487] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Lords of the Land. The War Over Israel's Settlements in the Occupied Territories*, 1967-2007, trad. anglaise, Nation Books, New York, New York, 2007, p.71

[488] Sur l'attitude des juges israéliens et les interférences du politique dans le traitement judiciaire de la question des prisonniers du Réseau, voir Idith Zertal et Akiva Eldar, op.cité, pp.91-96

harcèlement permanent contre les habitants palestiniens[489]. Dans le contexte des pourparlers, le gouvernement prend une position ferme contre les colons, amenant la direction du Conseil de *Yesha* à se désolidariser de ces « éléments extrémistes ».

Avec la signature des accords d'Oslo, le mouvement subit une rude défaite qui va encore une fois le pousser à la radicalisation. Les violences des colons extrémistes, spectaculaires, à l'image du massacre commis par Baruch Goldstein à Hébron ou de l'assassinat de Rabin, visent tout d'abord à ramener la question du *Grand Israël* au centre du débat public. Parallèlement, les violences sur le terrain continuent et ne font que renforcer la détermination des groupes islamistes palestiniens. Ainsi, le gouvernement israélien se trouve pris dans une logique de violence triangulaire entre les colons et les islamistes palestiniens. Les colons profitent de la faiblesse des gouvernements successifs pour continuer à pousser en faveur du développement des colonies et empoisonnent les négociations de paix. La dégradation de la situation sécuritaire dans les Territoires et l'éclatement de la seconde *Intifada* va leur permettre de transformer leurs milices armées en véritables unités combattantes, sur lesquelles l'armée s'appuie lors de bataille des routes.

Or, si l'armée, acculée, intègre les colons dans son dispositif de défense lors de la seconde *Intifada*, cette « régularisation » des forces armées des colons, qui disposent désormais de matériels de combat perfectionnés et d'un entraînement digne des forces spéciales ne cesse d'inquiéter l'institution militaire ; à plus fortes raisons car celle-ci commence à prendre acte de la mutation silencieuse qui s'est opérée au sein de l'armée depuis la fin de la guerre du *Kippour* : une grande partie des unités d'élite et des officiers comptent désormais un nombre significatifs d'éléments nationalistes-religieux.

La stratégie d'entrisme pratiquée par les colons dans les années 1980 et 1990, combinée à la constitution de milices armées dans les Territoires, qui ont fait la preuve de leurs savoir-faire combattants au cours de la seconde *Intifada*, a permis au mouvement de constituer un mouvement insurrectionnel d'avant-garde sur le modèle de l'OAS. Dans l'hypothèse où le gouvernement israélien serait prêt à rendre les

[489] Sur les violences des colons durant l'*Intifada* et les accrochages avec l'armée, voir Idith Zertal et Akiva Eldar, op.cité,

Territoires occupés, on peut se demander dans quelle mesure cette avant-garde extrémiste, que représente la mouvance de Meir Kahane, les jeunes des collines, ne tenterait pas de mobiliser autour d'elle la société des colons d'une part, et ses contacts au sein de l'institution militaire de l'autre. En effet, comme le général Salan en Algérie, les colons, population isolée au milieu de la masse palestinienne, pourraient être tentés de s'engager dans un vaste mouvement insurrectionnel, à la fois contre les forces légales du gouvernement israélien et contre la population palestinienne de l'autre. Le désengagement de 2005 a tendu à prouver, pour l'instant et en dépit des inquiétudes qui entourèrent l'opération, que les officiers israéliens religieux-nationalistes étaient, en dernier ressort, fidèles à la légalité. Le désengagement de 2005 tendit ainsi à confirmer la remarque de Carl Schmitt sur le fait que la régularisation est un processus à sens unique pour les partisans ; la « dérégulation » des forces régulières étant selon impossible pour la raison suivante :

> *« On peut disparaître dans l'ombre, mais transformer l'ombre en un espace stratégique d'où partiront les attaques qui détruiront le lieu où jusqu'ici l'imperium s'est manifesté, qui démantèleront la vaste scène de la vie publique officielle, voilà ce qu'une intelligence technocratique ne saurait organiser. »*[490]

Or, les milices des colons n'appartiennent pas à cet ordre technocratique dont parlent Schmitt. Au contraire, depuis sa création le mouvement des colons n'a cessé de remettre en cause les décisions gouvernementales et de contourner la législation israélienne pour faire avancer son projet de colonisation de la Judée-Samarie[491]. Par ailleurs, les violences à l'égard de la population arabes, et parfois même à l'égard de l'armée, tendent à prouver que la fraction la plus radicale des colons ne perçoit pas les Territoires occupés comme un lieu où règne une forme d'ordre public à préserver. Bien au contraire, avec le temps, les Territoires occupés sont devenus une sorte de Far-West, où les colons n'hésitent pas à détruire les cultures des paysans palestiniens,

---

pp.104-111

[490] Carl Schmitt, *La notion du Politique. Théorie du Partisan*, Flammarion, Paris, 1992, p.297

[491] Sur le contournement de la législation par les colons et leurs soutiens dans l'administration israélienne pour développer la colonisation, voir le chapitre 7 « Everything is Legal in the Land of Israel », dans Idith Zertal et Akiva Eldar, op.cité,

voire s'attaquer à leurs habitations ou harceler les habitants des quartiers arabes limitrophes des colonies. Enfin, l'occupation elle-même a transformé au fil des années les Territoires occupés en un espace où règne l'anarchie, comme l'a démontré la Seconde *Intifada*. Pour toutes ces raisons, nous faisons l'hypothèse que la société des colons recèle en son sein des partisans « en puissance » que la perspective d'un règlement définitif du conflit israélo-palestinien pourrait faire basculer dans l'action armée organisée. Toutefois, pour l'instant, la frange la plus radicale semble avoir du mal à mobiliser à une vaste échelle la société des colons.

Dans un tel scénario, qui apparaît pour l'instant fort peu probable du fait même de l'impasse dans laquelle se trouvent les relations israélo-palestiniennes, la frange radicale des colons se trouverait alors confrontée à une situation de « double hostilité » similaire à celle du général Salan et décrite par Schmitt en ces termes : le passage à l'action armée du général Salan constitua :

> *« une double déclaration d'hostilité : face au front algérien, la poursuite de la guerre régulière et irrégulière ; face au gouvernement français, l'ouverture d'hostilités civiles et illégales »*[492].

Le général se trouva face à un double front, dont il avait peu de chances, sans appui extérieur, de pouvoir sortir vainqueur. Mais plus encore, la défaite du général Salan symbolisa son dilemme face à la double figure de l'ennemi : qui faut-il combattre en priorité ? Carl Schmitt a bien résumé le dilemme qu'impose la dualité de la figure de l'ennemi dans le cas des partisans-colons :

> *« Toute guerre sur deux fronts amène à se demander lequel est l'ennemi réel. N'est-ce pas un signe de déchirement intérieur d'avoir plus d'un seul ennemi réel ? L'ennemi est la figure de notre propre question. Si notre*

---

pp.333-399 et et la 4e partie « Application de la loi : un double régime » dans Collectif « Breaking the Silence », *Le Livre noir de l'occupation israélienne: Les soldats racontent*, Coll. Essais-document, éd. française, éd. Kindle, Autrement, 2013

[492] Voir Carl Schmitt, *La notion du Politique. Théorie du Partisan*, Flammarion, Paris, 1992, p.300

personnalité est définie sans équivoque, d'où vient alors la dualité des ennemis ? »[493].

Or, le *Gush Emunim* est confronté depuis sa création à ce dilemme récurrent. Le désengagement de *Yamit*, puis de Gaza en 2005, ne firent que raviver ces interrogations si fondamentales qu'elles expliquent en grande partie les fragmentations successives qu'a subi le mouvement depuis les années 1980.

Or, le dilemme du double front et de la double figure de l'ennemi se pose également de l'autre côté de la Ligne verte. En effet, la violence des colons et l'existence même des colonies posent un véritable dilemme sécuritaire pour l'institution militaire. Les violences de ces derniers, qui n'ont cessé de croître depuis les années 1990 ont souvent placé les forces déployées dans les Territoires dans une position de « tampon ». La question pour l'institution est de savoir comment gérer la menace que représentent les colons pour le maintien de l'ordre dans les Territoires. Comble du paradoxe, dans certains cas, l'armée a été obligée d'intervenir pour protéger la population palestinienne. La violence des colons pose des questions fondamentales pour l'avenir d'Israël que la société ne pourra éluder très longtemps. Les interrogations du *Gush Emunim* ne font que répondre à celles de la société et démontre l'absence de stratégie claire et consensuelle depuis les années 1980 sur l'approche à adopter vis-à-vis du problème palestinien : négociations ou recours à la force ?

3.2. L'enlisement dans la contre-insurrection

L'institution militaire, arc-boutée sur sa doctrine opérationnelle destinée au combat de haute intensité, ne semble pas avoir de solution opérationnelle claire. Elle n'a depuis les années 1980 cessé d'alterner les phases de répression dure et de laisser-faire. Les forces engagées dans les opérations de maintien de l'ordre et de contrôle des foules dans les Territoires connaissent la même brutalisation que celles engagées depuis le début des années 1980 au Sud Liban dans les opérations de contre-insurrection contre le *Hezbollah*. Ces forces, formées idéologiquement et entraînées techniquement au combat de haute intensité, se révèlent inadaptées à ces opérations à

[493] Idem, p.301

la frontière du militaire et du sécuritaire. L'enlisement causé par l'absence de stratégie claire du commandement mine le moral de ces troupes engagées dans des « guerres sales », qui n'ont plus rien à voir avec les guerres « imposées » (*en brera*) mais « héroïques » des vingt premières années d'existence de l'Etat hébreu.

Le triple enlisement des années 1980-90 (*Hezbollah*, islamistes palestiniens et extrémistes religieux-nationalistes), est le résultat du conservatisme doctrinal[494] qui a marqué la Transformation des forces israéliennes engagée dans l'après-guerre du Kippour, que nous appelons par commodité « deuxième Transformation militaire israélienne ». En effet, nous allons voir, à la lumière des évolutions mises en œuvre et subies par les forces armées israéliennes de l'après-73 jusqu'à nos jours, que s'il y a un effort d'innovation ou d'adaptation doctrinale, il n'a pu être mis en œuvre. De la même manière, dans l'après-guerre du Golfe, certains parmi les officiers supérieurs israéliens ont ressenti la nécessité d'une transformation en profondeur de *Tsahal*. Mais pour des raisons qui tiennent aussi bien aux évolutions de l'environnement stratégique israélien qu'à certains traits particuliers de la culture militaire israélienne, aucune réforme de grande ampleur de l'institution militaire, en matière doctrinale ou organisationnelle, n'a pu réellement être mise en œuvre.

Dans l'après-guerre du *Kippour*, l'attention des militaires reste centrée sur un éventuel conflit avec la Syrie. La guérilla palestinienne reste une problématique relevant de la contre-insurrection, qui n'a pas de place à part entière au sein de la doctrine opérationnelle israélienne. "Formatés" par le modèle des guerres passées et sûrs de la puissance de leur nouvel outil militaire qui atteindra au début des années 1980 une taille considérable, les officiers supérieurs israéliens continuent de traiter la menace de la Résistance palestinienne "laïque" comme un problème sécuritaire, ce qui explique la taille réduite des forces engagées dans l'opération *Litani*.

3.3. Les limites de la Transformation militaire palestinienne

[494] Sur le conservatisme doctrinal israélien, voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, *'Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998, pp. 17-80

Le mouvement national palestinien, quant à lui, avait profité de ce contexte en pleine mutation pour accélérer la Transformation de son « appareil d'Etat ». L'opération *Litani*, première invasion israélienne au Liban, avait créé un sentiment d'urgence au sein du commandement palestinien et l'avait encouragé à multiplier les efforts pour transformer son appareil militaire. En dépit d'une tendance à la régularisation des forces, la montée en puissance des forces de la résistance palestinienne s'était surtout appuyée sur une politique d'acquisition de systèmes d'armements de plus en plus puissants. La bureaucratisation et la corruption qui caractérisaient les institutions de la *République Fakhani* ont par ailleurs contribué à la « fonctionnarisation » et l'accroissement important des effectifs de guérilla. Toutefois, ces forces étaient pour beaucoup constituées de soldats du rang, sans véritable motivation ni entraînement. Les forces n'étaient par ailleurs pas épargnées par les clivages sociaux qui touchaient de manière plus générale la société des réfugiés.

L'extrême centralisation du pouvoir par Yasser Arafat avait favorisé le népotisme parmi les officiers supérieurs des forces armées et des agences de renseignements. Mais il faut dire que ces travers étaient également perceptibles chez d'autres milices présentes au Liban à la même époque. Sauf que dans le cas palestinien, les ressources financières dont dispose l'OLP atteignirent des proportions sans commune mesure avec celle des autres milices libanaises. Du fait du procédé du *tafrigh*, les effectifs des forces palestiniennes atteignirent à la fin des années 1970 la taille de ceux d'une petite armée. L'organisation des forces, leurs uniformes et les matériels dont elles disposaient ne suffisaient pas pour autant à en faire une armée structurée et efficace. Les forces étaient faiblement entraînées ou leurs formations militaires n'étaient pas adaptées aux types de combat qu'elles devaient mener, à l'exception de certaines unités d'élite. Enfin, le *tafrigh* avait contribué à la composition de troupes peu motivées et elles souffraient largement des travers de « l'esprit partisan »[495] décrit par Trotski dans les passages sur l'organisation de l'Armée rouge dans ses mémoires.

[495] Dans le chapitre XXXIV de *Ma Vie*, Lev Davidovitch Bronstein, plus connu sous le nom de Trotski et qui fut l'architecte de l'Armée rouge à partir de 1918, décrit les difficultés qu'il rencontra, en tant que Commissaire de la guerre, à organiser les différents de groupes de partisans qui avaient pris part à la guerre révolutionnaire contre l'Etat tsariste en une force armée structurée. Il raconte ainsi : « *La lutte contre l'esprit du partisanat fut par conséquent une bataille menée par nous, sans interruption, de jour en jour, et exigea la plus grande persistance, une intransigeance qui alla parfois jusqu'aux mesures de*

Au final, les forces de la résistance palestinienne laïque sont restées un amalgame de forces de guérilla, et n'ont pas réussi à se fondre en un modèle de forces unitaire et cohérent, obéissant à un commandement central unique. Les limites de cette transformation militaire sont aussi dues aux limites logiques d'un Etat en exil, dont la population est fragmentée et dispersée. Ses forces politiques restent divisées et ne sont pas à l'abri de dissidences comme le montrera la révolte contre Arafat en 1983. Cet Etat en exil n'avait qu'une souveraineté relative et d'une certaine manière parasite, puisqu'il avait profité de l'effondrement des institutions étatiques libanaises et des rivalités de la guerre civile libanaise pour s'insérer dans les interstices de souveraineté créées par les rivalités miliciennes. *Paix en Galilée* marqua donc, tout à la fois, l'apogée de la Transformation de la résistance laïque palestinienne et son point rupture. Lors du siège de Beyrouth, l'équilibre a été rompu et la corrélation des forces s'est renversée au profit des forces armées israéliennes. Pourtant, au début de l'opération *Paix en Galilée*, les forces palestiniennes, semblaient avoir réussi, en dépit du différentiel de puissance, à re-symétriser le rapport de force. A la suite de la percée par les blindés israéliens en territoire libanais au cours des trois premiers jours du conflit, les forces palestiniennes se sont dispersées et ont retrouvé instinctivement leurs tactiques de partisans.

Leur erreur a été de se laisser enfermer dans Beyrouth-ouest pour protéger le centre névralgique de l'OLP. Le déluge d'artillerie que les forces israéliennes firent s'abattre sur Beyrouth-ouest et la rupture des liaisons logistiques due au siège obligèrent les combattants palestiniens à se rendre. Mais c'est aussi parce que Yasser Arafat cherchait avant tout une reconnaissance internationale du fait national palestinien et donc s'engagea très vite dans une stratégie de négociations. Au final, les forces palestiniennes s'étaient comportées comme des forces armées régulières,

---

rigueur. Le chaos des entreprises de partisans était l'expression des dessous ruraux de la révolution [et] les méthodes et les us des partisans trouvaient leur reflet même dans les rangs du parti.
L'opposition, dans les questions militaires, s'était formée dès les premiers mois de l'organisation de l'Armée rouge. Dans l'essentiel, cette opposition défendait le principe de l'élection des chefs, protestait contre l'emploi de spécialistes, contre l'établissement d'une discipline de fer, contre la centralisation des pouvoirs de l'armée, etc. [les oppositionnels arguaient que la force de la force de] la révolution est toute construite sur sa propre mobilité, sur la hardiesse des coups qu'elle porte, sur les manœuvres qu'elle fait. Sa force combattive consiste dans des détachements indépendants, peu nombreux, combinés avec toutes les sortes d'armes, ne se rattachant pas à une base, s'appuyant sur les sympathies de la population, attaquant librement l'ennemi par ses derrières, etc. En un mot, la tactique de la révolution devait être celle de la petite guerre. Tout cela était extrêmement abstrait et, au fond, c'était une idéalisation de notre faiblesse. », extrait cité par Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie*, Coll. Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1990, p.1127.

sans toutefois en avoir la cohésion ni même la base-arrière, politique, sociale, économique. Finalement, l'échec de la guerre révolutionnaire palestinienne au Liban démontre le biais fondamental de la guerre de libération nationale palestinienne : la guérilla palestinienne a combattu au Liban pour y conquérir un Etat en exil dont la légitimité reposait sur une lutte de libération nationale pour des territoires auxquels elle n'avait pas accès. L'absence de lien avec la population locale dans les zones de guérilla comme le Sud Liban priva la guérilla palestinienne d'un solide appui. La guérilla palestinienne, qui s'y était conduite en terrain conquis, avait oublié que le modèle de la guerre révolutionnaire sur lequel elle s'appuyait reposait avant tout sur la capacité de la guérilla à se fondre comme un « poisson dans l'eau » au milieu de la population locale. Le départ des forces palestiniennes du Liban permit ainsi une recomposition des équilibres de force au Sud Liban dont allait profiter le *Hezbollah*.

4. La Transformation militaire du Hezbollah

L'invasion israélienne et l'affaiblissement concomitant des forces palestiniennes laïques ont donc contribué à l'émergence d'une avant-garde islamique et nationaliste, le *Hezbollah* – et son aile militaire, la Résistance islamique libanaise - , en même temps que le déplacement du théâtre d'opération principal vers le Sud Liban. L'apparition de ce nouvel acteur signale une reprise du "flambeau" de la lutte armée palestinienne par les islamistes libanais. En effet, une partie des cadres de ce nouveau mouvement, de même que les futurs Gardiens de la Révolution islamique, ont été formés dans les camps d'entraînement palestiniens du Sud Liban dans les années 1970. La Résistance islamique libanaise, en dépit des différences idéologiques qui caractérisent les deux mouvances, conservera un certain nombre de modes opératoires et d'infrastructures créés par la résistance palestinienne laïque (guérilla, modes de fonctionnement de l'appareil militaire, infrastructures militaires au Sud Liban, système de communication). En dépit d'une certaine méfiance qui caractérisa toujours l'attitude du *Hezbollah* vis-à-vis des Palestiniens, celui-ci conserve jusqu'à aujourd'hui des liens avec certaines mouvances palestiniennes de cette époque, telles que le FPLP-CG d'Ahmad Jibril. La branche *Amal* dont sortiront une partie des combattants de la Résistance islamique fut elle aussi largement influencée par la guérilla palestinienne. Ses vétérans avaient combattu dans les rangs de la guérilla

palestinienne au *Fatahland* d'une part, et c'est, d'autre part, en grande partie en réaction aux souffrances de la population chiite du Sud du fait de la présence palestinienne qu'est né le mouvement *Amal*.

4.1. Le modèle de la Révolution islamique en Iran

A la différence d'*Amal*, qui suivit le modèle « orthodoxe », puisque la constitution du Mouvement des Déshérités précéda la création du bras armé, le développement du *Hezbollah* suivit plutôt une trajectoire proche du modèle « bourgeois nationaliste ». Dans la situation pré-insurrectionnelle, la Révolution islamique iranienne et l'invasion des forces israéliennes au Liban ont joué chacun dans leur registre un rôle de catalyseur. La révolution iranienne a constitué une forme d'« islamisation » de l'action armée révolutionnaire de masse théorisée par Lénine[496]. La révolution vit la mise en œuvre d'une théorie chiite du gouvernement révolutionnaire, centrée autour de la figure du Juriste-Théologien (*wali al faqih*)[497] incarné par Khomeyni. L'avant-garde révolutionnaire qui s'était construite en exil autour de Khomeyni, mêlant combattants et intellectuels, forma, après la prise du pouvoir par les révolutionnaires islamistes, le Parti de Dieu – le « *Hezbollah* ».

---

[496] Dans ses écrits sur la révolution de 1905, Lénine souligne les rôles essentiels joués par le gouvernement révolutionnaire, appuyé par les détachements révolutionnaires, dans le développement de l'insurrection armée. Il déclare ainsi : « *Emeutes, manifestations, batailles de rues, détachements de l'armée révolutionnaire, telles sont les étapes de développement de l'insurrection du peuple. […] Ces détachements ont pour mission de proclamer l'insurrection, de fournir aux masses la direction militaire indispensable à la guerre civile comme à toute autre guerre, de créer les points d'appui à l'action ouverte du peuple tout entier, de propager l'insurrection dans les localités avoisinantes, d'assurer, ne fût-ce tout d'abord que sur une minime partie du territoire de l'Etat, une complète liberté politique, de commencer la transformation révolutionnaire d'un régime autocratique entièrement pourri, de déployer dans toute son ampleur l'activité créatrice révolutionnaire des couches inférieures du peuple, qui ne participent à cette activité que faiblement en temps de paix, mais qui deviennent dans les époques de révolution un facteur de premier plan. Ce n'est qu'après avoir pris conscience de ces nouveaux objectifs, ce n'est qu'après les avoir définis hardiment et largement que, que les détachements de l'armée révolutionnaire peuvent remporter une complète victoire et servir d'appui à un gouvernement révolutionnaire. […] Le gouvernement révolutionnaire est nécessaire pour assurer la direction politique des masses du peuple […]. Le gouvernement révolutionnaire est nécessaire pour procéder immédiatement aux transformations politiques au nom desquelles se fait la révolution, pour établir l'auto-administration révolutionnaire du peuple […]. La création immédiate d'une direction politique du peuple insurgé n'est pas moins indispensable à la victoire complète du peuple sur le tsarisme que la direction militaire des forces populaires.* », extrait des *Œuvres choisies* de Lénine, T.VII, Moscou, 1941, cité par Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie*, Coll. Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1990, p.1113-1114.

[497] Exilé à Najaf dans la deuxième partie des années 1960, Khomeyni y rédigea une série de cours regroupés dans un recueil intitulé « *Le Gouvernement islamique » (Hukoumat-e Islami). La doctrine du Juriste-Théologien (wali al faqih) obéit à l'idée suivante selon Vali Nasr: « Khomeini argued that God had sent Islam for it to be implemented. No one knew religion better than the ulama, who were trained in its intricacies and who carried the Twelfth Imam's mandate to safeguard its interests. God had commanded an Islamic government, and the ulama had to rule if that command was to be executed. Shia ulama had always been the guardians; Khomeini argued that that function could now be properly performed only if they ruled. With this theory of "guardianship of the jurist" (velayat-e faqih), Shiism would look to its ulama as a class— and among them the most respected cleric— rather than its shahs to rule and protect its interests and identity*.", voir Vali Nasr, *The Shia Revival: How Conflicts within Islam Will Shape the Future*, éd.Kindle, W. W. Norton & Company, 2007, locations 1524-1529; sur la théorie du Juriste-Théologien voir également Sabrina Mervin, "La religion du Hezbollah", dans Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah, état des lieux*, 1ère éd., éd. Sindbad, Actes Sud, Paris, 2008, pp.181-206

> Il s'agit d'un *« ensemble plus ou moins informe, financé par l'Etat comme un mouvement paramilitaire destiné à intimider, voire supprimer physiquement les opposants tout en instaurant au nom de l'islam un néopuritanisme religieux qui se réclame de Khomeyni et de sa prétention à islamiser radicalement la société iranienne. »*[498].

Il encadre les couches inférieures de la jeunesse, ceux qu'on appelle les déshérités (*mustaz'afin*). A côté du Parti, furent établi deux corps révolutionnaires à vocation militaire : tout d'abord, le Corps des Gardiens de la Révolution islamique, les *Pasdaran*[499]*s*, indépendant de l'Armée iranienne et chargée d'en purger les rangs des officiers monarchistes ; ensuite, les *Bassidji (« mobilisation »)*, intégrés au corps des *Pasdarans*, dont le rôle était de mobiliser (voire de fanatiser) une partie de la jeunesse pour préserver les acquis de la révolution. Cette organisation recrute près de 400 000 jeunes, qui se distinguent par :

> leur *« dévouement total et [leur] absence de crainte face à la mort. [Ce corps] sert souvent dans la stratégie de chair à canon de l'Iran, dans des attaques à fort taux de perte en vie humaine contre une armée irakienne mieux équipée mais moins motivée que la jeunesse révolutionnaire iranienne »*[500].

La figure du combattant *Bassidji*, le soldat-martyr de la Révolution iranienne, inspirera les combattants du *Hezbollah*.

---

[498] Voir Farhad Khosrokhavar, « Le modèle Bassidji (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30, automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 28 octobre 2012. URL : http://conflits.revues.org/680, p.5

[499] Le Corps des *Pasdarans* (*Sepah-e Pasdaran-e Enghelab- Islami*) a été créé le 5 mai 1979 par un décret de Khomeyni. Ses missions sont consignées dans la constitution iranienne du 15 novembre 1979 à l'article 150 : « *The Islamic Revolutionary Guards Corps, organized in the early days of the triumph of the Revolution, is to be maintained so that it may continue in its role of guarding the Revolution and its achievements. The scope of duties of the Corps, and its areas of responsibility, in relation to the duties and areas of responsibility of the other armed forces, are to be determined by law, with emphasis on brotherly cooperation and harmony among them.*"; par le même décret a été institué le corps des Bassidji, dont les missions sont fixées à l'article 151 de la constitution: "*The government is oblige[d] to provide a program of military training, with all requisite facilities, for all its citizens, in accordance with the Islamic criteria, in such a way that all citizens will always be able to engage in the armed defense of the Islamic Republic of Iran. The possession of arms, however, requires the granting of permission by the competent authorities*.", voir Frederic Wehrey (dir.), *The Rise of the Pasdaran. Assessing the Domestic Roles of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps*, Rand, Santa Monica, 2009, pp.21-22

[500] Voir Farhad Khosrokhavar, « Le modèle Bassidji (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30, automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 28 octobre 2012. URL : http://conflits.revues.org/680, p.6 ; l'auteur distingue trois types de figures au sein des *Bassidji :* le martyropathe, le combattant « ludique » ou l'aventurier, l'opportuniste ou le carriériste ; on peut penser que ces trois figures types sont également présentes parmi les combattants de la Résistance islamique libanaise.

Les dimensions anti-impérialistes et tiers-mondistes de la doctrine révolutionnaire khomeyniste donnaient une portée internationale à cette guerre insurrectionnelle et tendaient ainsi à la rapprocher du modèle de l'expérience chinoise de la guerre révolutionnaire. La guerre avec l'Irak permit de prolonger, à l'extérieur, l'élan révolutionnaire qui commençait à s'éteindre à l'intérieur. Les grands principes de la théorie khomeyniste de la révolution inspireront la guerre révolutionnaire du *Hezbollah*. Nous parlons de guerre révolutionnaire au sujet du *Hezbollah* car sa stratégie insurrectionnelle armée visait, avant tout, à affirmer les droits politiques de la communauté chiite au Liban à travers une guerre de libération nationale[501].

Khomeyni, avait exhorté, dès l'année 1982, certains intellectuels et religieux chiites libanais, à faire des mosquées et des centres religieux des bases du *jihad*. Entre 1982 et 1984, les grands principes révolutionnaires khomeynistes vont venir fournir un cadre théorique et idéologique aux combattants, associations et personnalités qui vont constituer le futur *Hezbollah*. Comme son modèle iranien, le futur *Hezbollah* représente une sorte de rassemblement aux contours peu formels, rassemblant une élite intellectuelle chiite moderniste et une avant-garde militaire. La constitution d'un front uni par ces différentes composantes fut causée et facilitée par l'invasion israélienne tout d'abord, puis l'effondrement de la résistance palestinienne laïque lors du siège de Beyrouth-ouest ensuite, qui contribua au déplacement du principal front de résistance à Israël dans le Sud Liban. La campagne de pacification israélienne, avec l'appui des miliciens de l'ASL, allait, quant à elle, souder la population autour de l'avant-garde militaire.

4.2. La guerre révolutionnaire du Hezbollah

La guerre révolutionnaire du *Hezbollah*, à ses débuts, oscillait entre le modèle orthodoxe et le modèle bourgeois nationaliste, du fait de la fragmentation des forces

[501] Dans son manifeste de 1985, le *Hezbollah* prônait, comme le rappelle Rodger Shanahan, « *a general overhaul of the sectarian political system [that Hizbullah perceives] as « a fundamentally oppressive structure that no reform or patchwork improvement would do any good and that must be changed from the roots." Until it is changed, the manifesto continues, "[we] are not at all interested in any projection for political reform within the framework of the rotten sectaria system, just exactly as we are not interested in the formation of any cabinet or the participation of any figure in any ministry representing a part of the oppressive regime*.", extrait de La Lettre ouverte aux Oppressés du Liban et de la Terre, cité par Rodger Shahanan, *The Shi'a of Lebanon. Clans, Parties and Clerics*, Tauris, New York, 2005, p.115, voir en annexe 6 le texte de la Lettre.

(Beyrouth-Ouest, la *Bekaa* et le Sud Liban) et de la multiplicité des théâtres d'opérations et des ennemis. A Beyrouth, la forte présence de multiples forces ennemies (milices chrétiennes, forces israéliennes, forces internationales) font que les noyaux du futur *Hezbollah* agissent plutôt selon le modèle bourgeois nationaliste. Les attentats spectaculaires contre l'ambassade américaine et les contingents français et américain de la FMSB correspondent à la phase du terrorisme sélectif. Au cours de cette période, certains religieux chiites dont les prêches étaient largement écoutés au Sud Liban et dans les milieux chiites de la banlieue sud commencèrent à encourager l'organisation de la résistance à l'occupant israélien. Mais ce fut le début des opérations de la campagne de pacification du Sud par les forces israéliennes qui unifia le front autour de l'avant-garde militaire, constituée par les combattants de la branche islamique d'*Amal*, qui avaient été entraînés par les *Pasdarans* dans la *Bekaa*.

Au cours des années 1984-85, le Sud Liban connut une véritable fièvre insurrectionnelle chiite. Le noyau dur de la Résistance islamique reçut de plus en plus de nouvelles recrues. Le recrutement et l'armement des premières troupes de la Résistance furent facilités par les sept ans de guerre qui avaient précédé celle-ci. La majorité des hommes du Sud avaient déjà eu une expérience combattante dans les milices d'*Amal*, du Front de résistance libanais ou aux côtés de la guérilla palestinienne. De très nombreuses armes étaient présentes dans le Sud Liban et on pouvait facilement s'en procurer au marché noir. L'économie milicienne alimentait, en effet, un large trafic d'armes, au sein duquel les Druzes et *Amal* jouaient un rôle particulièrement important.

Dans le cas du *Hezbollah*, le Parti et sa branche militaire se sont structurées de manière parallèle entre 1982 et 1985. Très tôt, le noyau dur du mouvement eu conscience de la nécessité de constituer une société de la résistance autour de la guérilla. Ce n'est qu'avec le retrait des forces israéliennes dans la zone de sécurité et sur la frontière, pouvant désormais agir plus librement dans un environnement où la population lui apportait soutien, refuge, combattants, que la Résistance islamique put passer à la phase de la guerre de mouvement. La proto-guérilla que constituait la Résistance islamique libanaise avant 1985, agissant à la fois sur le registre de la guerre des partisans et le mode terroriste (attentats-suicide, enlèvements, sabotage, etc.), délaissa ce dernier registre pour se concentrer sur les opérations de guérilla.

Du début des années 1980 au milieu des années 1990, la Résistance islamique libanaise mit en œuvre une sous-révolution dans les affaires militaires (RMA), qui combina aussi bien des innovations organisationnelles que tactiques. Au niveau tactique, la Résistance islamique adopta les principes classiques de la guérilla (mobilité, surprise, furtivité). Les combattants de la Résistance islamique agissent par petites unités, se constituant temporairement, très mobiles et disposant d'armes légères (RPG, roquettes portatives, fusils d'assaut, etc.). Elles attaquant par surprise les positions des forces de l'ASL ou des force israéliennes ou leur tendent des embuscades, puis disparaissent aussitôt au sein de la population et dans environnement géographique qu'elles connaissent bien. En parallèle, elles continuent de tirer sur les positions de ces forces au mortier ou avec des roquettes. Au fil des années, le recrutement et l'entraînement des combattants se perfectionnent (notamment sous la direction d'Hassan Nasrallah) et les opérations de la guérilla se perfectionnent (explosifs, embuscades, précision des tirs), de même que ses armements.

Avec la fin de la guerre civile libanaise, on assiste au développement progressif d'une contre-société *Hezbollah* appuyée sur des institutions socio-éducatives qui permettent d'encadrer la communauté chiite. Toutefois, il faudra attendre l'entrée du Hezbollah en politique pour voir ce dernier élargir les limites de la communauté au-delà de la communauté chiite libanaise. Les accords de *Taëf* ont effet permis au *Hezbollah* d'acquérir un statut de "résistance nationale", qui le met à l'abri des dispositions concernant le démantèlement des milices libanaises. Dès le début des années 1990, les institutions politiques libanaises recommencent à fonctionner, se pose alors la question pour le Hezbollah de prendre part à la vie politique libanaise. Dès lors, il deviendra nécessaire pour le *Hezbollah* d'élargir ses soutiens à d'autres franges de la société libanaise (Brigades de la Résistance libanaise, composées même de chrétiens) afin d'affirmer et de conforter son étiquette de résistance nationale libanaise. A cette époque, la dimension islamique tend à s'effacer derrière la dimension nationaliste.

Les années 1990 sont marquées par deux opérations israéliennes majeures au Liban qui reflètent l'incapacité croissante des FDI et de leurs supplétifs de l'ASL à

faire face à la guerre d'attrition que mène la Résistance islamique libanaise. Ces dernières commencent exercer une pression constante sur le nord de la Galilée par les tirs de *Katiouchas*. Les forces israéliennes, fidèles au principe des "lignes rouges" et à leur impératif de dissuasion, lancèrent ses deux opérations (*Accountability* en 1993 et *Raisins de la Colère* en 1996) dans l'espoir de décapiter les infrastructures d'un *Hezbollah* dont la puissance ne cesse de croître. En effet, en dépit des tentatives d'assassinat contre certains de ses cadres, rien ne semblait affecter la capacité d'action du mouvement.

4.3. Le Hezbollah : une techno-guérilla ?

Dans la seconde moitié des années 1990, la Résistance islamique, qui a retenu les leçons des deux opérations israéliennes, va chercher à développer une approche opérationnelle permettant de compenser la supériorité que l'arme aérienne donne à Israël dans ses opérations de contre-insurrection. Pour cette raison, le *Hezbollah* développa une approche opérationnelle sous formes d'unités interarmes, autonomes les unes des autres et vis-à-vis du commandement. Très mobiles, elles sont équipées d'artillerie polyvalentes (missiles antichars, RPG de toutes sortes), qui peuvent même être utilisées comme moyens de défense antiaériennes portables. Leur style tactique très offensif est décentralisé et fond sur l'ennemi comme un essaim (*swarming*). Ces unités utilisent aussi bien des technologies de détection et de communication très sophistiquées (systèmes radar, systèmes de géolocalisation, etc.), civiles et militaires, que des moyens de communication rustiques, comme les estafettes. Les unités du *Hezbollah* ont fait la preuve, pendant le conflit de 2006[502], qu'elles maîtrisaient parfaitement les moyens et les techniques de guerre électroniques, offensives et défensives. Elles ont ainsi réussi à percer les systèmes de communication israéliens, tout en utilisant des systèmes de protection (brouillage électronique, pare-feux, etc.) pour les leurs. Par ailleurs, les unités du *Hezbollah* se sont révélées particulièrement efficace dans la lutte antichar et dans la maîtrise des explosifs (engins explosifs improvisés, systèmes de commande à distance). Plusieurs blindés israéliens se sont

[502] Sur les modes opératoires mis en œuvre par le *Hezbollah* au cours de la guerre de 2006, voir Pierre Razoux, « Après l'échec. Les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban », *Focus Stratégique*, IFRI, n°2, octobre 2007, p.5 et le chapitre 10 « Birth Pangs » dans Nicholas Blanford, *Warriors of God. Inside Hezbollah's Thirty-Year Struggle Against Israel*, Random House, New York, 2011, pp.372-416

ainsi trouvés pris dans des embuscades mortelles. Enfin, les combattants du *Hezbollah* utilisent des systèmes de contrôle et de commande modernes, ainsi que des systèmes de vision nocturne, qui démontrent leur maîtrise des technologies guerrières modernes, auparavant réservées aux forces armées étatiques.

L'approche opérationnelle rappelle celle de la « techno-guérilla », concept développé dans les années 1970-80, notamment par l'officier français Guy Brossolet et l'officier allemand Horst Afheldt. Dans son ouvrage *Essai sur la non-bataille*, paru en 1975, qui suscita de vives controverses au sein de la communauté de défense française mais suscita des émules en Allemagne de l'Ouest, en Suisse et en Suède, le Lieutenant-Colonel Brossolet réfléchissait sur un scénario d'invasion des forces du Pacte de Varsovie en Europe de l'Ouest, suite à un échec du dispositif de dissuasion. Dans ce scénario, les forces du Pacte menaceraient les frontières nord-est de la France, alors même que l'armée française ne pourrait compter sur le soutien américain. Dans ce scénario, il s'agit tout d'abord pour les forces françaises d'éviter un choc frontal avec les forces du Pacte. La « non-bataille » consisterait en des opérations de harcèlement et de retardement pour laisser le temps au Politique de décider de l'attitude à adopter.

> A cette fin, Brossolet proposait de *« dissocier le combat classique de l'emploi éventuel de l'arme nucléaire tactique et [suggérait] de mettre sur pied à cet effet des forces conventionnelles de test et d'informations [pour mieux identifier les intentions de l'adversaire] ; celles-ci pratiqueraient une défense en surface grâce à un maillage serré d'unités (des « modules ») dont la puissance de feu serait suffisante pour placer les forces assaillantes en porte à faux et les contraindre, soit à se retirer, soit à faire monter les enchères. Ainsi, le recours à l'arme nucléaire tactique aurait pour objet le rétablissement d'une situation compromise sur le champ de bataille, mais apparaîtrait comme le signe explicite d'une mutation*

qualitative du conflit et un ultime avertissement avant le recours aux armes stratégiques. » [503].

Cette approche « défensive non-offensive » pourrait être mise en œuvre par :

« des multiplicités de modules synchrones, à base de cellules légères [équipées d'armes antichars et d'armes antiaériennes], nombreuses mais indépendantes, ne comportant qu'un minimum de pouvoir central et de relais hiérarchiques. Ces modules, déployés en profondeur, en réseaux, sur le territoire à défendre, permettant d'éviter de « chercher la bataille avec les mêmes moyens que l'adversaire... et permettant d'opposer à la vitesse de ce dernier, la profondeur du dispositif, à sa masse, la légèreté, au nombre, l'efficacité..., ce système devrait avoir quatre capacités et à chacune d'elles correspondrait un type différent de module : capacité de présence, (surveillance, harcèlement, renseignement, freinage), capacité de destruction par intervention ponctuelle, capacité de choc et de désorganisation, capacité de liaison et de transmission des informations » [504].

Horst Afheldt s'inspira du modèle de Brossolet en insistant sur la décentralisation du dispositif afin de n'offrir aucun centre de gravité à la puissance de feu de l'adversaire. Il proposait à cette fin :

« un système purement défensif avec des forces classiques dont le taux de dispersion serait tel qu'elles n'offriraient pas de cibles optimales à des frappes nucléaires mais dont l'articulation serait suffisamment étroite pour permettre au pays qui aurait opté pour cette formule de faire face à une attaque terrestre d'envergure. La dissuasion en serait renforcée

[503] Pour une analyse critique de l'*Essai sur la non-bataille*, voir Jean Klein, « Guy Brossolet. Essai sur la non-bataille », Compte-rendu, in *Politique étrangère*, Vol.40, n°5, 1975, pp.561-562

[504] Voir Jean-Max Noyer, « De la notion de guérilla à la notion de techno-guérilla - Évolution technologique et transformation des machines de guerres », *Études internationales*, vol. 21, n° 2, 1990, p. 302, consultable en ligne : URI: http://id.erudit.org/iderudit/702662ar

> *puisque l'agresseur n'aurait aucune chance d'arriver à ses fins et verrait fondre ses unités combattantes sous le feu d'armes guidées avec précision grâce à une liaison efficace entre les éléments défensifs de l'avant et les artilleurs dispersés à l'arrière. Ceux-ci disposeraient en permanence d'informations fiables sur le mouvement des forces assaillantes et pourraient ajuster leur tir en conséquence. »*[505]

Même si l'on peut douter que les combattants du *Hezbollah* aient eu accès aux travaux de ces auteurs qui s'insèrent dans un contexte stratégique très différent, il semble toutefois avoir mis en œuvre une approche opérationnelle très similaire. Ils ont peut-être été inspirés dans l'élaboration de cette approche par les enseignements iraniens de la guerre contre l'Irak sur l'utilisation des armes balistiques et des roquettes comme dispositifs anti-aériens, d'interdiction et de harcèlement, déployés dans les zones d'habitat, en milieu aussi bien rural qu'urbain.

Le mouvement chiite a ainsi mis sur pied une formation de lancement de roquettes de faible signature (les *Katiouchas*), décentralisée et autonome, donc sans véritable de centre de gravité identifiable, appuyée par des formations d'artillerie de longue portée, dont le but est de maintenir la pression sur le front intérieur israélien en le plaçant dans une situation d'alerte permanente.

Cette formation se compose de quatre lignes d'artillerie[506] qui quadrillent le territoire libanais dans toute sa profondeur :

- une ligne d'artillerie de courte portée (*Katiouchas*) pour contrer la puissance de feu israélienne sur la frontière ;
- une formation d'artillerie de moyenne portée installée au Sud du *Litani*, qui a lancé la plupart des roquettes qui ont touché le territoire israélien

[505] Voir Jean Klein, « Horst Afheldt. Defensive Verteidigung », Compte-rendu, *Politique Etrangère*, Vol.49, n°1, 1984, p.148

[506] Sur le système de défense du *Hezbollah* voir M. Khawagé, *Dirassat al Harb 'ala Lubnan*, « Les leçons de la guerre du Liban », in *Shu'un al Awsat* (Arabe), n°125, printemps 2007, Markaz al Dirassat al-Istratigieh, Beyrouth et M. Khawagé, *Al Sharq al Awsat. Tahawlat Istratijieh*, « Le Moyen-Orient, transformations stratégiques », (en arabe), Dar al Farabi, Beyrouth, 2008 ;
Voir également CDEF, « Le *Hezbollah* face aux armées conventionnelles. Perspectives historiques des modes d'action. », in *Les cahiers de la recherche doctrinale*, oct. 2008 et Matt. M. Matthews, « We Were Caught Unprepared : The 2006 Hezbollah-ISraeli War », *The Long War Series Occasional Paper*,n°26, US. Army Combined Arms Center, Combat Studies Institute Press, Kansas, 2008 ; voir en annexe 24 la carte du système de défense du *Hezbollah* au Sud Liban.
Voir également sur les modes opératoires et les dispositifs souterrains développés par le mouvement après le retrait israélien du Sud Liban, le chapitre 9 « Sponfuls of Cement », Nicholas Blanford, op. cité, pp.328-371

(Haïfa et plus au sud) : des *Katiouchas* dont la portée a été améliorée et des missiles de 220 mm ;

- deux formations additionnelles d'artillerie de longue portée (+ de 250 km) déployées entre le *Litani* et Beyrouth, comme armes stratégiques de dissuasion.

Au niveau tactique, le mouvement a déployé une formation combattante en appui à la ligne d'artillerie à la frontière, dispersée sur toute la zone et agissant de manière autonome, composée de forces de guérilla entraînées à la lutte antitanks, protégées par des dispositifs fortifiés souterrains, en zones ouvertes et urbaines. Cette deuxième formation vise avant tout la contre-mobilité puisqu'elle sert à occuper le terrain et à freiner la progression des troupes israéliennes en territoire libanais. Elle assure par ailleurs la sécurité et le bon fonctionnement des liaisons logistiques entre les différents éléments du dispositif défensif de la milice chiite et l'arrière. Enfin, elle offre aux combattants d'indéniables capacités de furtivité, au milieu d'un espace dont le relief et la nature contribuent déjà naturellement à l'invisibilité des combattants. Le *Hezbollah* a cependant largement investi depuis le retrait des forces israéliennes dans des dispositifs pour cacher ce dispositif souterrain (leurres, camouflage, etc.). L'enracinement de ce dispositif au sein d'une population dont sont issus les combattants permet, comme l'appelait de ses vœux Guy Brossolet de « *mener sur de larges zones une guérilla scientifique d'autant plus efficace que le combattant serait d'une discrétion presque absolue* »[507].

Après le retrait israélien de 2000, le *Hezbollah* poursuivit cette révolution technico-militaire en développant la puissance et l'ampleur de son arsenal. La combinaison de ces deux sous-révolutions (RMA et RTM), ajoutée à des changements majeurs de types socio-organisationnels et politiques, auront permis au *Hezbollah* de mener en moins de trente ans une « transformation militaire » dissymétrique. Les années 1980 et 1990 auront constitué une phase d'accumulation des innovations alors que le changement de l'équilibre des forces à partir du retrait israélien en 2000 va permettre d'accélérer le processus de changement et constituer un démultiplicateur. L'éloignement de la menace israélienne et le déplacement du champ de bataille vers

[507] Voir Jean-Max Noyer, « De la notion de guérilla à la notion de techno-guérilla - Évolution technologique et transformation des machines de guerres », *Études internationales*, vol. 21, n° 2, 1990, p. 302, consultable en ligne : URI: http://id.erudit.org/iderudit/702662ar

une zone qui ne met directement en danger les intérêts vitaux du mouvement ont permis à ce dernier de procéder à un saut à la fois qualitatif et quantitatif à l'abri des regards adverses. On peut considérer que le point rupture est atteint lors du conflit de l'été 2006[508], au cours duquel le *Hezbollah* réussit à opposer une résistance efficace aux forces israéliennes. Les résultats mitigés de la campagne israélienne au Liban prouvent ainsi que la corrélation des forces a évolué et le différentiel de puissance tend à se re-symétriser. La révolution technico-militaire conduite par le *Hezbollah* à partir de la deuxième moitié des années 1990 signale une volonté de dépasser la guerre de mouvement pour évoluer vers la guerre d'anéantissement.

5. Les Transformations militaires des islamistes palestiniens

La Transformation militaire du *Hezbollah* a, sans nul doute, inspiré la Transformation militaire des résistances islamiques palestiniennes dont les origines remontent à la fin des années 1970. A cette époque, on assista à une reprise du "flambeau de la résistance" palestinienne par les Avant-gardes islamiques, dont les combattants furent eux aussi largement influencés par l'expérience combattante libanaise. Le Liban constitua pour le futur Mouvement du Jihad islamique palestinien un creuset d'expériences idéologiques et guerrières, qui explique les liens qu'entretient jusqu'à aujourd'hui le mouvement avec l'Iran et le *Hezbollah*.

5.1. La Transformation limitée du MJIP

La Transformation du MJIP va rester limitée à des aspects tactiques et technologiques car celui-ci s'est toujours refusé à abandonner le modèle de l'avant-garde léniniste. En dépit de la mise en œuvre de quelques institutions sociales, le MJIP s'est refusé à se transformer en un parti de masse ou à développer un réseau social afin d'encadrer sa base. En l'absence de ces transformations organisationnelles qui agissent comme des multiplicateurs de puissance, la base du mouvement est restée limitée et principalement orientée vers les activités liées à la lutte armée.

[508] Voir les cartes en annexes 25 et 26 des frappes israéliennes et des opérations israéliennes au Sud Liban.

Dans la deuxième partie des années 2000, marquée par le développement des rivalités inter-palestiniennes, et plus encore à partir de la prise de pouvoir du *Hamas* à Gaza, on assista à quelques timides gestes en direction d'une plus grande intégration du mouvement au sein de la scène politique palestinienne. Toutefois, en dépit des annonces du MJIP sur sa volonté de participer aux élections palestiniennes, il reste confiné dans une position d'arbitre, continuant de donner la priorité à la lutte armée. Ainsi, la guerre révolutionnaire du MJIP a suivi le modèle « nationaliste bourgeois » en dépit du très important travail de construction idéologique réalisé par ses fondateurs dans la deuxième partie des années 1970. L'avant-garde qu'est le MJIP ne s'est réellement structurée, toujours sur un modèle léniniste, qu'en 1992 et n'a guère évolué depuis. Au niveau de la lutte armée, la stratégie du MJIP reflète une position à mi-chemin entre la phase du terrorisme aveugle et celle de la guerre de mouvement. Le mouvement, qui n'a pas conduit d'attentats-suicides depuis quelques années, a participé aux confrontations armées aux côtés des combattants du *Hamas* et tire régulièrement des roquettes contre le front israélien[509]. Toutefois, au-delà de quelques installations militaires dans la Bande et de ses représentations politiques, le mouvement ne dispose pas d'une véritable organisation au niveau territorial, avec des zones bien définies sous son contrôle.

En dépit de ces limites, le MJIP a, cependant, exercé une influence significative sur le *Hamas*, aussi bien en encourageant le passage des Frères musulmans à l'action armée que dans l'adoption du mode opératoire de l'attentat-suicide. De par ses liens idéologiques et organisationnels avec le *Hezbollah* et l'Iran, le MJIP va permettre de transférer dans le monde de lutte armée palestinienne certains savoir-faire combattants propres au monde chiite. C'est le MJIP qui va, le premier introduire dans le contexte palestinien sunnite la figure du « martyr » chiite et transformer le partisan palestinien en un « partisan sacrificiel ».

5.2. La guerre révolutionnaire du Hamas

Le *Hamas* est né d'une aspiration au sein de la confrérie des Frères musulmans palestiniens à rejoindre la lutte armée qu'a entamée le MJIP au sein des Territoires.

[509] Sur les opérations militaires du MJIP dans la bande de Gaza, voir International Crisis Group, « The Next Round in Gaza », *Middle East Report n°149*, 25 mars 2014 et International Crisis Group, « Israel and Hamas : Fire and Ceasefire in a

Le *Hamas*, qui se présentait également comme une avant-garde militante des Frères musulmans, fit tout d'abord son apparition sur la scène palestinienne dans le registre de la lutte armée. Ses actions furent au départ confinées à des actions de guérilla urbaines, visant à harceler les forces israéliennes présentes dans les Territoires. Le *Hamas* va capitaliser sur le chaos et la révolte qui s'exprime au cours de la première *Intifada* pour gagner des sympathisants. Il profite par ailleurs du réseau d'institutions sociales et éducatives créées par les Frères musulmans.

Ainsi, le *Hamas* va entamer son processus de Transformation tout d'abord par des innovations socio-organisationnelles ; à partir de cette base « sociale » et institutionnelle, il va progressivement constituer des forces de guérilla, dont la stratégie va évoluer vers la guerre de mouvement à partir du retrait des forces israéliennes de la Bande en 2005. La démarche insurrectionnelle du Hamas fut donc l'inverse de celle du *Hezbollah* puisque le *Hamas* a émergé de l'appareil social et partisan des Frères musulmans. La construction des institutions sociales des Frères musulmans, autour du *Mujamma'*, au cours des années 1970 reflète donc la première phase du modèle « orthodoxe », celui de la construction du Parti. Les années qui précèdent l'*Intifada* voit déjà une évolution vers la phase de la guérilla, puisque les forces du proto-*Hamas* (*Majd* et *al Mujahidun al Filestiniyun*)[510] donnent la chasse aux collaborateurs dans les Territoires. Mais c'est le contexte insurrectionnel de la première Intifada qui va permettre la réunion au sein d'une même structure de l'avant-garde militaire des Frères et de leurs institutions sociales et politiques d'un côté, et leur rencontre avec le peuple palestinien. Il faudra toutefois attendre 1991 pour voir la création des *Brigades Ezzedin al Qassam* et le lancement proprement dit des opérations de guérilla contre les forces de l'occupant.

Ce tournant de la guérilla de mouvement est repérable dans la combinaison de l'accélération et de la multiplication des attaques, mais aussi de la diversification des registres de lutte, dont certains reflètent une forme d'innovation doctrinale au niveau militaire (attentat-suicide notamment) alors qu'en parallèle le mouvement commence

---

New Middle East », *Middle East Report n°133*, 22 novembre 2012

[510] Sur l'histoire du développement de l'appareil militaire du *Hamas*, voir le chapitre 7 « The Qassam Brigades », Beverley Milton-Edwards, Stephen Farrell, *Hamas: The Islamic Resistance Movement*, éd. Kindle, Wiley, 2013, pp.111-133

à se doter à partir du milieu des années 1990 d'une stratégie politique pour élargir les soutiens de la société de résistance. Cette phase reflète donc la 3ème phase du « combat de guérilla », au cours de laquelle les forces insurgées affirment progressivement leur puissance militaire. Du fait de l'affrontement avec l'ennemi, elles gagnent en expérience et se renforcent à mesure qu'elles survivent aux différentes campagnes de répression. David Galula rappelle que dans cette phase le « parti » et la société de résistance, la « population de la guérilla », jouent un rôle essentiel. Le parti s'affermit au fil des expériences de combat et des vagues de répression, celles-ci l'aidant à *« élimine[r] les maillons faibles et permet[tent] aux meilleurs, aux vrais chefs, de se distinguer.* »[511] Les différentes vagues de répression décimèrent les rangs du *Hamas* à ses débuts et l'obligèrent à se reconstruire de manière plus solide à partir de son exil jordanien. Enfin, comme le rappelle Galula, au cours de cette période,

> *« seule la complicité de la population rend possible la survie et le développement des guérillas. [Mais] le fait que la cause de l'insurgé soit populaire est insuffisant pour s'assurer de la complicité de la population. L'implication de la population dans le conflit s'obtient avant tout par l'action d'une organisation politique (le parti) et vivant en son sein, s'appuyant sur la force armée (les bandes de guérilla) et sur certains éléments actifs au sein de la communauté, éliminant les ennemis déclarés et dissuadant les ennemis potentiels. »*[512].

Il est d'ailleurs intéressant de noter que les débuts "militaires" des groupes islamistes palestiniens furent marqués par des modes opératoires inspirés de la guérilla (harcèlement et attrition), puis ont évolué vers les "opérations martyrs"[513] dans les années 1990. La mise en place de l'Autorité palestinienne et le retrait des forces israéliennes de certaines zones des Territoires ont progressivement réduit le champ de la lutte dans les Territoires et empêché l'organisation territoriale de la guérilla. Celle-ci fut incapable de sanctuariser des bases à l'intérieur des Territoires comme le montre la reconstruction du *Hamas* en Jordanie et le déplacement du

[511] Voir David Galula, op.cité, pp.75-76
[512] Voir David Galula, op. cité, p.77

commandement du MJIP à Damas. Privés de marges de manœuvre dans les Territoires, les combattants islamistes ont cherché à porter la lutte sur le territoire adverse, en recourant de manière privilégiée aux attentats-suicides, pour exercer une pression continue sur le front intérieur israélien.

Le déclin progressif de l'intensité des activités militaires du *Hamas* dans les Territoires correspondit à l'accélération de la politisation et de l'institutionnalisation du mouvement. Dans la deuxième partie des années 1990, marquée par la répression des groupes islamistes par les forces de l'Autorité palestinienne, on a pu, en effet, remarquer une dé-radicalisation du discours et des pratiques du *Hamas*, ce dernier cherchant à élargir sa base militante. Le *Hamas* travaillait à cette époque à construire une société résistante, qui va fonctionner, comme dans le cas du *Hezbollah*, comme un multiplicateur de puissance, qui lui permettra quelques années plus tard de s'emparer du pouvoir.

5.4. La révolution technico-militaire du Hamas

Fort de cette nouvelle puissance, le *Hamas* s'engagea au tournant des années 2000 dans une révolution technico-militaire sur le modèle de la « techno-guérilla », avec le soutien de l'Iran, de la Syrie et du *Hezbollah*. Ces derniers, par l'entremise du Hezbollah et du FPLP-CG, lui permirent d'acquérir de nouvelles armes aussi bien que de maîtriser les explosifs et les technologies balistiques. Le retrait des forces israéliennes de la bande de Gaza en 2005, puis l'affrontement avec les forces du *Fatah*, allaient lui donner la possibilité de mieux organiser territorialement sa guérilla. Au cours de ces affrontements, que les forces israéliennes firent tout pour aggraver, 3000 combattants de la Force exécutive (*Hamas*), appuyés par des combattants des Comités de résistance[514], affrontèrent les forces de police et la Force préventive de sécurité de l'Autorité palestinienne. Les combattants dressèrent partout des checkpoints et des barricades, qui délimitaient clairement le territoire de chaque force. En parallèle, les forces des deux côtés conduisirent des enlèvements et des

[513] Sur les opérations « martyres », voir Beverley Milton-Edwards, Stephen Farrell, *Hamas: The Islamic Resistance Movement*, éd. Kindle, Wiley, 2013, pp.134-156

attentats contre leurs cadres réciproques. Les affrontements connaissent un regain d'intensité en février 2007 dans le contexte des pourparlers de la Mecque et commencent à ressembler à :

> *« un combat militaire de grande envergure, chaque camp passant à l'assaut et détruisant (souvent aux mortiers et aux RPG) les bureaux des services de sécurité de l'autre et ses bases d'entraînement, confisquant les armes et essayant de s'emparer du contrôle du territoire. Le 4 février, le Hamas a indéniablement la haute main sur presque tout le nord de la bande de Gaza et sur de larges secteurs de Gaza-Ville, le Fatah, dans cette dernière, étant seulement en mesure de défendre ses principaux bâtiments. Le contrôle des zones centrales et sud de Gaza est plus aléatoire, mais on estime généralement que le Hamas y est dominant. »*[515].

Ainsi, dès le mois de février 2007, le *Hamas* contrôle déjà la plus grande partie du territoire de la Bande, mais il faudra attendre les nouveaux affrontements du début juin 2007 pour le voir prendre définitivement contrôle de la Bande. A l'issue de ces combats, il a verrouillé son contrôle sur le territoire de la Bande[516]; les fonctionnaires de l'AP fidèles à Abbas et les membres du *Fatah* ont réussi à prendre la fuite par la mer vers l'Egypte ou à rejoindre la Cisjordanie par le passage d'*Erez*. Toutefois, il doit désormais établir un *modus vivendi* avec le reste des factions armées présentes dans la Bande, qu'elles soient liées au *Fatah*, au Jihad islamique ou aux groupes armés salafistes[517] qui ont tiré profit de l'anarchie régnant dans la Bande entre 2006 et 2007 pour se développer.

---

[514] Les Comité de résistance populaires (*al Lijan al Muqawamma al Sha'biyya*) ont été créés en 2000 par Jamal Abu Samhadana, un ancien des *Tanzim du Fatah*. Les Comités regroupent des anciens du *Fatah*, du *Hamas*, du MJIP et des *Martyrs des Brigades d'al Aqsa*. Les *Brigades Al Nasser Salah Al Din* sont la branche armée des Comités.

[515] Voir *Coulée de Plomb. L'opération militaire israélienne contre Gaza*, dossier établi par l'Institut des études palestiniennes, trad. française, Sinbad, Actes Sud, oct. 2010, p. 111

[516] Voir *Coulée de Plomb. L'opération militaire israélienne contre Gaza*, dossier établi par l'Institut des études palestiniennes, trad. française, Sinbad, Actes Sud, oct. 2010, pp. 119-120

[517] Ces groupes sont apparus dans la Bande entre août et septembre 2005, juste avant le retrait israélien de la Bande mais ils ont pris leur essor au cours des deux années d'affrontements entre le *Hamas* et le *Fatah*. Ces groupes s'attaquent principalement à ce qu'ils considèrent comme des symboles d'occidentalisation de la société gaziote (cafés internet, magasins de musique, coiffeurs, etc.). Les deux principaux groupes de cette mouvance sont *Jund Allah* (« Soldats de Dieu ») et *Jaysh al Islam*. A côté, on trouve d'autres groupes moins influents tels que *Suyuf al Haq* (« Sabres du Droit »), *Jaysh al Quds al Islami –Tanzim al Qaïda fi 'Ard al Ribat* (« Armée de Jérusalem – Organisation Al Qaïda en Palestine »), *Fatah al Islam fi 'Ard al Ribat* (« Triomphe de l'Islam en Palestine »), *Jund Mohamad* (« Soldats de Mohamad »), *Ansar Beyt al Maqdis* (« Supporters de Jérusalem »). La majorité ont disparu, ou ont fui dans le Sinaï. Si le *Hamas* a noué une relation de coopération/subordination avec *Jaysh al Islam*, il s'est opposé à *Jund Allah* qui a dans l'immédiat après-guerre de 2009 tenté de mobiliser les militants salafistes de la Bande contre le gouvernement du *Hamas*. *Jund Allah* refusant de respecter les trêves et gagnait en popularité auprès de soldats du rang des *Brigades al Qassam* était devenu une menace pour le *Hamas*.

Disposant d'un territoire qu'il contrôle, même si d'autres factions palestiniennes, telles que les Comités de Résistance, les *Brigades al Qods* ou des groupes salafistes y sont également présents, le *Hamas* va pouvoir s'employer à professionnaliser ses forces (amélioration de l'entraînement, coordination, armements). La structuration des forces au sein d'une organisation centralisée et placée directement sous la direction politique du *Hamas* sont le produit de deux évolutions survenues au cours de cette période et qui sont étroitement liées : d'un côté, le *Hamas*, désormais au pouvoir, peut déléguer la question du harcèlement journalier des forces israéliennes aux autres forces de guérilla, et tout d'abord au MJIP. D'un autre côté, les forces du *Hamas* tirent les leçons des multiples opérations que lancent l'armée israélienne contre la bande de Gaza entre 2005 et 2008.

Au cours de cette période, les factions palestiniennes liées au *Fatah*, aux Comités et au Jihad islamique tirent des roquettes ou des mortiers sur Israël, entraînant des représailles à l'artillerie lourde contre la Bande, des frappes aériennes contre les sites de lancement et de brèves incursions dans la zone le long de la clôture de sécurité. Cette combinaison de moyens aériens et d'artillerie (terrestre et navale), conjuguées à des « sous-opérations » à terre dans la zone proche de la barrière de sécurité – les forces israéliennes ne s'aventurant pas encore dans la profondeur de la Bande – deviennent le modèle de l'approche opérationnelle israélienne en matière de contre-insurrection urbaine[518]. En parallèle, Israël continue d'assassiner certains cadres des factions islamistes palestiniennes, provoquant en réaction des attentats-suicides. Les forces des factions palestiniennes continuent, également, d'harceler les patrouilles israéliennes le long de la clôture (tirs de snipers, engins explosifs improvisés, etc.). C'est d'ailleurs lors d'une attaque conjointe des forces du *Hamas*

Aujourd'hui, on estime qu'il reste deux autres groupes influents dans la Bande, en plus de *Jaysh al Islam* : *Jaysh al Umma* (« Armée de la Nation ») et *Tawhid w Jihad* (« Unification et Jihad »). Les estimations sur le nombre de militants salafistes-jihadistes dans la Bande varient entre 500 et quelques milliers (2000-3000°). Voir International Crisis Group, « Radical Islam in Gaza », *Middle East Report*, n°104, 29 mars 2011

[518] Entre fin septembre 2005 et fin janvier 2006, trois opérations successives fixent les « règles » de la confrontation entre les factions palestiniennes et les forces israéliennes dans l'après-désengagement de Gaza. La gradation progressive de l'intensité de ces opérations reflète une escalade que l'on va retrouver dans chaque période précédant une des quatre opérations de grande envergure que les Israéliens vont mener contre la Bande entre 2006 et 2014. L'escalade commence avec l'opération *Première pluie*, qui se déroule du 24 septembre au 2 octobre 2005, suivie de l'opération « Tout redémarre » du 26 au 30 octobre 2005, puis de l'opération « Ciels bleus », qui se déroule du 22 novembre 2005 au 25 décembre 2005.

des Comités de résistance et de *l'Armée de l'islam* (*Jaysh al Islam*)[519] contre le point d'entrée de *Kerem Shalom* que sera enlevé le caporal Shalit. Suite à cet enlèvement et dans le contexte de l'aggravation des tensions entre les forces du *Hamas* et du *Fatah*, les forces israéliennes lancent une opération majeure, l'opération *Pluie d'été*, qui va servir de modèle aux trois opérations militaires menées par Israël à partir de 2008.

Les multiples opérations israéliennes qui se sont déroulées de la période allant du retrait de Gaza jusqu'à la prise du pouvoir pour le *Hamas*, ainsi que les affrontements entre les *Brigades al Qassam* et celles du *Fatah*, ont certainement contribué à l'accélération du développement des innovations tactiques et techniques, tout en retardant ou en limitant l'ampleur de leur mise en œuvre. Depuis le début des années 2000, les factions palestiniennes ont indéniablement amélioré leurs arsenaux et leur maîtrise de ces technologies[520]. Leur degré d'attrition contre les forces israéliennes s'est accru du fait de l'augmentation de la précision des tirs et de la portée des projectiles. Le *Hamas* et le MJIP furent à la pointe de ces développements technologiques et on peut penser qu'ils bénéficièrent de l'aide de l'Iran, de la Syrie et du *Hezbollah* dans cet effort. L'arme des roquettes tend toutefois à atteindre ses limites aujourd'hui face aux nouveaux systèmes de défense terminaux développés par Israël.

A partir de sa prise de pouvoir de la bande de Gaza, le *Hamas* va capitaliser sur les deux sous-révolutions successives qu'il a connues depuis la fin des années 1980 (révolution dans les affaires militaires puis révolution technico-militaire) et les

---

[519] Le groupe *Jaysh al Islam* est apparu à Gaza après la victoire électorale du *Hamas* en 2006 et affiche sa proximité avec *al Qaïda*. Le mouvement a été formé par Mumtaz Dughmush, un ancien membre de la Sécurité Préventive de l'AP et regroupe majoritairement des anciens des Comités de Résistance populaires du quartier de *Sabra* (Gaza-ville). Jusqu'à 2008, date à laquelle le *Hamas* a commencé à faire pression sur le mouvement, ce dernier avait souvent été utilisé par les cadres des *Brigades al Qassam* pour les « basses œuvres », notamment les enlèvements. Sur les relations entre *Jaysh al Islam* et le *Hamas*, voir International Crisis Group, « Radical Islam in Gaza », *Middle East Report*, n°104, 29 mars 2011

[520] Toutes les factions palestiniennes ont leurs propres roquettes de fabrication artisanale, qui en dépit des noms différents sont toutes similaires aux *Qassam*, les premiers modèles fabriqués par le *Hamas*. Il existerait désormais 3 classes de *Qassam*, dont la portée la plus importante atteint 10-12km ; à cela, on doit ajouter les roquettes *Grad* ou *Katiousha*, dont la portée atteint 18-20 km. Voir *Coulée de Plomb. L'opération militaire israélienne contre Gaza*, dossier établi par l'Institut des études palestiniennes, trad. française, Sinbad, Actes Sud, oct. 2010, pp. 201-202. L'opération semble d'ailleurs avoir stimulé le développement et l'acquisition de ces capacités par le *Hamas* et le Jihad islamique comme le rappelle un rapport d'International Crisis Group de novembre 2012 : « *In 2010, the year after Cast Lead, Palestinian militants in Gaza shot some 360 projectiles (rockets and mortars) into Israel. Since then, that number has steadily increased. In 2011, more than 675 landed in Israel, a number that, even before Jaabari's assassination, was on pace to be exceeded in 2012. During the past ten months, the more than 500 that hit Israel included a higher percentage of rockets, which travel farther, so are a more significant military and political threat.In parallel, Hamas acquired Grad and anti-tank missiles (as did Islamic Jihad) and, for the first time, smuggled in and developed long-range missiles (Fajr-5 and M-75), putting a wider swathe of Israel within its range. By late 2012, the situation had worsened further. Whereas previously Hamas at times had done more to prevent Islamic Jihad and other groups from attacking, it now appeared to Israel that its efforts had weakened*.", voir

profonds changements socio-organisationnels et politiques qui ont accompagnés l'évolution du mouvement dans les années 1990 et 2000. Cette Transformation aboutit à une tentative multiforme de régularisation du mouvement. Tout d'abord, au niveau militaire, où il tente de mieux encadrer ses forces pour en faire une « mini-armée »; puis au niveau politico-institutionnel et social, avec sa transformation en parti de gouvernement. Cette Transformation fut largement stimulée par la concurrence/rivalité des autres factions palestiniennes, en particulier du MJIP et du *Fatah*. Au niveau opératique, le *Hamas* semble s'être largement inspiré de l'approche opérationnelle de la « techno-guérilla » développée par le *Hezbollah*.

Comme son homologue libanais, le *Hamas* a développé un dispositif combinant des capacités d'artillerie de longue portée[521], installées dans la profondeur de son territoire, au cœur des quartiers très peuplés de la Bande (banlieues de Gaza-Ville). A cela s'ajoute des capacités d'artillerie légère[522] installées sur les toits des immeubles qui permettent un appui feu direct à son infanterie de choc déployée sur la ligne de front ou le bombardement du territoire israélien. Cette capacité combattante est constituée sous forme de petits modules autonomes, à l'image de ceux du *Hezbollah*, déployés sur plusieurs lignes dans la zone proche de la barrière de sécurité. Ces fantassins, entraînés à la lutte antichars et au combat rapproché en milieu urbain, sont équipés de matériels de vision nocturne, de fusils d'assaut, de missiles antichars portatifs et de *RPG*. Comme leurs homologues du *Hezbollah*, ces combattants professionnels (presque 10 000), auxquels s'ajoutent des volontaires, ont attaqué les forces israéliennes en essaim. Leur approche très décentralisée, leur permet ainsi une grande mobilité, d'autant plus que la structure propre à la bande de Gaza, très densément peuplée, leur permet de disparaître très rapidement. A la

---

International Crisis Group,"Israel and Hamas: Fire and Ceasefire in a New Middle East", *Middle East Report* n°133, 22 novembre 2012, p.8

[521] D'après le Colonel Michel Goya, le Hamas disposerait d'un large arsenal de roquettes à longue portée de différents modèles (*M-75, Fajr 5, M-302* ou *R-160*), dont la portée oscille entre 80 et 150 km. Le *Hamas* a donc la capacité de potentiellement frapper l'ensemble du territoire israélien. Ces armes auraient été acquises avec le soutiende l'Iran. Voir Michel Goya, « Les enseignements militaires de la guerre de Gaza », *Lettres du RETEX- Recherche*, n°20, CDEF-DREX, 3 novembre 2014, p.2

[522] Cette artillerie légère serait composée de missiles antichars *AT-4 Fagot* (2 500 m de portée), *AT-5 Spandrel* (4 000 m), d'*AT-14 Kornet* (5 500 m) ; le *Hamas* disposerait également de fusils de tireur d'élite à grande distance (*Steyr 50* de 12,7 mm). Le *Hamas* aurait acquis ces armes auprès de milices libyennes, via l'Egypte, à l'époque de la période Morsi. Voir Michel Goya, « Les enseignements militaires de la guerre de Gaza », *Lettres du RETEX- Recherche*, n°20, CDEF-DREX, 3 novembre 2014, p.2. L'acquisition d'armements en provenance de Libye nous a été confirmée dès 2012 par une source proche du *Hamas* à Damas.

manière des combattants libanais, ils ont cherché à entraîner les forces blindées dans des couloirs menant à des goulots d'étranglement débouchant sur des culs-de-sac, minés. Les forces sont alors prises au piège et se retrouvent prises sous le feu des combattants adverses cachés dans le bâti environnant. L'environnement urbain a contribué à la furtivité des combattants, de même que les systèmes de mise à feu à distance.

Cette approche opérationnelle rappelle à de nombreux égards les modèles de l'approche alternative, et notamment celui de la « toile » élaboré par le SAS. Dans ce système, les modules autonomes de l'infanterie de choc constituent des « araignées » qui prennent leurs adversaires dans une « toile », qui représente le terrain qu'elles ont savamment préparé.

> Dans ce modèle « *spider and web* », *l' « infanterie s'attaque à l'adversaire sur ses voies de communication et respecte les principes de la guérilla (combat hit and run, considérations du rapport de forces initial, combat à distance dans la mesure du possible, puis rupture immédiate du contact). »*[523]

Plusieurs unités de l'infanterie *Golani* qui, à la différence des opérations de 2008 et 2012 s'étaient, cette fois-ci, enfoncées profondément dans les quartiers densément peuplés de la banlieue de Gaza-Ville, ont été prises dans ce type d'embuscade très meurtrière[524]; les fantassins du *Hamas* attaquant les fantassins israéliens à l'aide de roquettes antichars. Enfin, l'emploi de drones *Ababil*-1, de fabrication iranienne, armés d'explosifs pourrait constituer une première étape vers la constitution de modules, dotés d'une puissance de feu plus important, qui accompagnaient les modules d'infanterie de choc dans les systèmes de Brossolet et du SAS[525]. Ces drones, dont l'efficacité est pour l'instant très limitée, pourraient dans le

---

[523] Voir Joseph Henrotin, "Les adaptations de la guerre irrégulière aux nouvelles conditions technologiques: vers la techno-guérilla", in Hervé Coutau-Bégarie (dir.), *Stratégies irrégulières*, Bibliothèque Statégique, Economica, Paris, 2010, pp.748-749

[524] Le Colonel Michel Goya rapporte ainsi que: "Le 19 juillet, une section de la brigade d'infanterie *Golani* a été canalisée vers une zone d'embuscade où elle a perdu sept hommes dans la destruction d'un véhicule M113 par une roquette RPG-29. Six autres soldats israéliens ont été tués aux alentours dans cette seule journée qui s'est ainsi avérée plus meurtrière pour elle que les deux opérations *Plomb durci* et *Pilier de défense* réunies. Cinq hommes sont encore tombés le lendemain dans le quartier de *Tuffah*, en grande partie par l'explosion de mines, et le nombre de tués et blessés de la brigade *Golani* s'est élevé à plus de 150 dont son commandant. », voir Michel Goya, « Les enseignements militaires de la guerre de Gaza », *Lettres du RETEX- Recherche*, n°20, CDEF-DREX, 3 novembre 2014, p.5

[525] Comme le rappelle Joseph Henrotin, "*dans les deux modèles, des unités mobiles et disposant d'une puissance de feu plus importante sont mis en place. Brossolet comme le SAS envisagent ainsi de « modules » de forces blindées et d'hélicoptères*

futur venir appuyer les unités commandos du Hamas. Celles-ci ont réussi, à partir de leurs réseaux de tunnels à s'infiltrer à plusieurs reprises en territoire israélien et à attaquer les forces déployées dans la zone.

Ces souterrains ne sont que la partie « immergée » de l'important réseau de tunnels et de fortifications souterraines que le *Hamas* a construit dans la bande de Gaza depuis quelques années. Le *Hamas* a consolidé, depuis sa prise de contrôle de la Bande, le réseau de tunnels reliant la bande de Gaza à l'Egypte, servant aussi bien à approvisionner le mouvement en armes qu'à protéger les combattants des attaques israéliennes ou encore à tenter de s'infiltrer en Israël[526]. De fait, depuis 2012, le mouvement a largement diversifié ses sources d'approvisionnements en munitions, tout en contournant le blocus des forces navales israéliennes au large de la Bande de Gaza. De plus, la construction d'un certain nombre d'habitations à la frontière entre Israël et la bande de Gaza offre désormais une meilleure protection des snipers du *Hamas* et a amélioré les capacités de renseignement du mouvement. L'aménagement d'un quartier général à *Khan Younis* sur le modèle de celui du *Hezbollah* dans la banlieue sud de Beyrouth permet à celui-ci de coordonner ses opérations, tout en restant protégé des frappes aériennes israéliennes.

****

Les différents affrontements avec Israël depuis 2008 démontrent les premiers résultats de cette Transformation qui, si sur le plan militaire a indéniablement porté ses fruits, reste limitée par les difficultés du mouvement à assumer les responsabilités du gouvernement de la bande de Gaza. Les 3 affrontements majeurs avec Israël entre 2008 et 2014 ont montré une progression relative des pertes israéliennes : de 10 morts lors de l'opération *Plomb Durci* en 2008-2009 à 66 morts en 49 jours en 2014 lors de l'opération *Bordure défensive*, en passant par 2 morts en 7 jours lors de l'opération

---

de combat qui permettront d'épauler l'infanterie légère sur les principaux axes de progression adverses, mais aussi de donner des coups de grâce aux à des unités adverses déjà affaiblies par l'attritition dûe à leur passage dans le « filet ». Par ailleurs, dans le cas du SAS, les « arraignées » doivent être positionnées dans la profondeur du territoire à défendre pour être ensuite engagées en direction de la menace. » ; voir Joseph Henrotin, "Les adaptations de la guerre irrégulière aux nouvelles conditions technologiques: vers la techno-guérilla", in Hervé Coutau-Bégarie (dir.), *Stratégies irrégulières*, Bibliothèque Statégique, Economica, Paris, 2010, pp.749

[526] Les Comités de Résistance Populaires ont ainsi profité du changement de direction politique dans la bande de Gaza après la victoire du *Hamas* en 2006 pour commencer à creuser un tunnel vers en Israël, aidés par les *Brigades al Qassam*. Le tunnel a été utilisé pour l'enlèvement du caporal Shalit. Voir International Crisis Group, « Radical Islam in Gaza », *Middle East Report*, n°104, 29 mars 2011, p.8; voir la carte en annexe 29 de l'implantation des tunnels reliant Gaza au Sinaï.

Pilier de Défense en 2012 (7 jours). L'affrontement de 2014 a marqué une rupture car il fut, sans nul doute, la plus longue campagne ayant jamais opposé les forces de défense israéliennes aux forces palestiniennes, mais aussi parce que le nombre de pertes atteignit un niveau comparable à celui qu'avait connu les forces israéliennes au Liban en 2006[527].

Le cycle décrit par ces trois confrontations armées démontre une évolution de la corrélation générale des forces entre Israël et le *Hamas* similaire à celle entre Israël et le *Hezbollah*. L'évolution du rapport de force de l'Opération *Plomb Durci* à l'opération *Rempart* correspond dans l'environnement stratégique propre au conflit entre le *Hamas* et les forces israéliennes à l'évolution du rapport de force entre Israël et le *Hamas* de l'opération « Justice rendue » (*Accountability* en 1993) à la guerre du Liban de l'été 2006. Au cours de ces deux cycles conflictuels, la corrélation générale des forces a tendu à se rééquilibrer ou plutôt à se re-symétriser. Nous faisons l'hypothèse que cette re-symétrisation des rapports de force dans le conflit libanais et dans le conflit « gaziote » (pour distinguer avec le conflit palestinien en général) signalent l'aboutissement des Transformations militaires du *Hezbollah* et du *Hamas* et démontrent les avantages que les acteurs armés non-étatiques peuvent tirer des approches alternatives.

Ce serait donc au moment où Israël a abandonné les guerres imposées, et s'est engagé dans des guerres choisies, que la dialectique offensive-défensive s'est inversée ; de fait, ses adversaires se sont également trouvés pris dans la même dialectique entre offensive-défensive. La 1ère phase de leur Transformation a d'abord été influencée par ces guerres imposées. Nous parlons de guerres « imposées » au sens où le rapport de forces au niveau stratégique est fixé par Israël, même si au niveau tactique, les groupes armés peuvent prendre l'initiative de la provocation. Lorsque le *Hezbollah* et le *Hamas* ont achevé leur Transformation, la dialectique entre offensive et défensive s'est inversée, comme l'ont montré les guerres de 2006 au Liban et de 2014 à Gaza. Cette inversion de la dialectique au profit d'une stratégie offensive a par ailleurs été mise en évidence par le choix du *Hezbollah* de faire usage

[527] Au cours des combats de 2006, 118 soldats israéliens ont été tués contre 250-500 combattants (selon *Hezbollah*/ONU) du *Hezbollah* ainsi que 1100 civils libanais et 120 civils israéliens. Pour mémoire, en 1993, 1 soldat israélien a été tué au cours des affrontements contre entre 8 et 50 combattants du *Hezbollah* (estimations gouvernement libanais/*Tsahal*) et 132 morts civils libanais contre 2 civils israéliens.

de ses armes contre les autres groupes libanais à partir de 2008 et son engagement en Syrie. Dans les deux cas, on a affaire à des guerres de choix.

Le coup de force contre la bande de Gaza a illustré la même tentation du côté du *Hamas*. Celui-ci a d'abord fait usage de ses armes pour éliminer les forces armées du *Fatah* présentes dans la Bande, puis pour contrôler la menace des groupes *jihadistes-salafistes* qui ont émergé sur la scène gaziote à partir de 2006-2007. On ne cependant pas encore mesurer pleinement les conséquences de cette inversion du rapport offensive/défensive dans le cas du *Hamas*. Cette lutte contre la menace salafiste qui se développe des deux côtés de *Rafah* pourrait pousser le Hamas à s'engager dans une intervention de grande envergure dans le Sinaï.

Ces mouvements, comme Israël dans les années 1990, connaissent une amélioration de leur situation stratégique, alors même qu'ils ressentent une plus grande insécurité ; maintenant que leur existence n'est plus réellement menacée par la menace israélienne, ils ont tout réellement « tout à perdre » à la destruction de leur corps de bataille. Ceci fut clairement une des raisons qui motiva le choix du *Hamas* de s'engager dans une confrontation ouverte avec Israël à l'été 2014. Finalement, on remarque que, dans les deux cas, la « victoire » du retrait israélien s'est traduite par un renversement de la dialectique défensive/offensive au niveau stratégique. Cette inversion s'accompagne logiquement d'une perte de légitimité pour les mouvements. Puisque le territoire est libéré, il n'y a désormais plus lieu de poursuivre la lutte armée. Renversant le précepte clausewitzien, ces mouvements entendent désormais continuer la lutte par d'autres moyens et sur d'autres terrains.

II. Implications des Transformations dissymétriques levantines

Au final, sur le siècle du conflit israélo-arabe, on peut repérer plusieurs processus de Transformations militaires que nous qualifions de dissymétriques[528] car elles portent toutes la marque de la recherche d'une compensation d'un différentiel de puissance. Elles suivent toutes, plus ou moins, une même séquence : à la base, on trouve un groupe de partisans portés par une idéologie révolutionnaire, aux accents nationalistes, et visant à affirmer un nouveau projet de société autant qu'une nouvelle identité, en lien avec un territoire revendiqué. Profitant d'un contexte d'instabilité institutionnelle et d'insécurité, qu'il a plus ou moins contribué à créer, le groupe va évoluer en suivant *grosso modo* les différentes étapes de la guerre révolutionnaire, en fonction de ses capacités à mettre en œuvre des changements organisationnelles et doctrinaux, qu'illustrent les différentes sous-révolutions de types RMA et MTR. L'accumulation au fil du temps des différentes séries d'innovations, dans les registres militaire, socio-économique, organisationnel et politico-institutionnel, va aboutir à la transformation de ce groupe de partisan en un modèle de forces plus ou moins régulières, adossé à une forme de collectivité sociale.

Or, les partisans sont par nature toujours placés dans une situation d'infériorité numérique et matérielle vis-à-vis de leurs adversaires. C'est pourquoi, la guerre moderne de partisans et l'évolution des irréguliers vers des modèles de forces structurées reflètent obligatoirement une recherche de solutions opérationnelles et techniques permettant de compenser cette infériorité structurelle. Pour cette raison, les transformations militaires des acteurs levantins ont toutes été le résultat d'une accumulation progressive d'innovations doctrinales, organisationnelles et technologiques. La régularisation progressive de ces forces n'implique pas

[528] Nous qualifions la Transformation de « dissymétrique » au sens de la **dissymétrie** mise en évidence par le Général Beaufre. L'utilisation des nouveaux moyens de guerre que sont le char et l'avion ont permis d'échapper au dilemme entre puissance de feu/choc et mobilité en permettant une combinaison de la manœuvre, du feu et du choc. Sous l'effet de cette synthèse des trois grandes modalités du combat, le cadre du théâtre d'opérations tend à s'élargir ou permet de fondre plusieurs théâtres en un seul et le rythme des opérations s'accélère. Selon le général Beaufre, « *Il en résulte là un phénomène nouveau qui est* ***la dissymétrie absolue de l'offensive et de la défensive*** *: celui qui attaque possède l'initiative et, par un plan préconçu, il peut développer sans délai une série de manœuvres, tandis que le défenseur, qui subit l'initiative de l'adversaire, ne peut réagir, même avec une grande mobilité, que lorsqu'il a connaissance des actions ennemies. Dès lors, l'escrime des partis opposés dépend étroitement du rapport des « agilités » des deux adversaires. Le phénomène que l'on a pu constater en France en 1940 s'est reproduit à une échelle agrandie en 1967 pendant la guerre des Six Jours, où chacune des trois batailles s'est trouvée en fait décidée dès le premier jour*.», extrait d'André Beaufre, *Stratégie pour demain*, p. 75, cité par Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de Stratégie, Bibliothèque Stratégique*, 5e éd., Economica, Paris, 2006, p.382

nécessairement un abandon de cette stratégie compensatoire, ce qu'illustre le cas israélien.

Toutes ces Transformations peuvent s'analyser comme des processus graduels et accumulatifs, qui s'étendent sur plusieurs décennies et ont permis aux acteurs de dépasser leur infériorité numérique et matérielle en créant, au cours du temps long des conflits, des effets de surprise technique qui déstabilisent leurs adversaires. L'appareil militaire de ces derniers s'en est trouvé partiellement ou totalement invalidé et ce faisant, la corrélation générale des forces a tendu à s'inverser. Les Transformations militaires des acteurs levantins sont toutes, pour cette raison, dissymétriques puisqu'elles ont permis au cours du conflit de re-symétriser un différentiel de puissance entre les adversaires.

1. Stratégie compensatoire et Transformations militaires israéliennes

La 1ère Transformation militaire israélienne a ainsi permis à Israël de compenser son infériorité numérique et matérielle vis-à-vis des armées coalisées arabes. La culture militaire israélienne reste profondément marquée par une recherche de supériorité qualitative, et dans une moindre mesure quantitative, dans tous les domaines. Cette recherche continue de moyens compensatoires reflète les origines « partisanes » de l'armée israélienne et la marque laissée par la guerre fondatrice de 1948. C'est que les forces des partisans, même régularisées, sont toujours placées, de manière et/ou perçue, dans un rapport du faible au fort vis-à-vis des forces armées structurées.

1.1. Des alternatives à l'infériorité numérique

Dans l'après-guerre de 1948, les vagues d'immigration successives ont permis d'augmenter le corps de bataille. Les technologies acquises à l'étranger et développées par les industries de défense ont démultiplié la puissance de l'outil militaire. Par ailleurs, on est passé d'une structure des forces basée sur les brigades

dans les années 1950 à une organisation des divisions par tâches (*ugda misimati)*[529] dans les années 1960. Toutefois, le différentiel numérique perdure jusqu'à la guerre des Six Jours, au cours de laquelle les Israéliens compensèrent leur faiblesse numérique par une meilleure organisation des troupes, des forces aériennes mieux entraînées et une chaîne de commandement et des lignes de communication entre le front et l'arrière plus efficaces. La recherche de supériorité qualitative s'est toutefois inversée au profit du quantitatif à partir de la guerre du Kippour, le commandement israélien préférant doubler son corps de bataille plutôt que de le réorganiser différemment. L'organisation par divisions permanentes des forces armées dans les années 1970 reflètent ce primat du quantitatif, que maintient la nouvelle organisation en corps (*gayis*)[530] des années 1980.

Parallèlement, l'institution militaire a toujours cherché à maintenir une supériorité technologique vis-à-vis de ses adversaires, qu'il s'agisse des équipements[531] ou de la formation de servants. Depuis 1967, les forces aériennes n'ont ainsi cessé de raccourcir la boucle détection-frappe et leurs préparatifs logistiques afin d'augmenter le nombre de leurs sorties et leur présence sur zone. Par ailleurs, la reconstitution du corps de bataille n'a cessé de s'accélérer après chaque conflit. La politique d'acquisition de l'armée israélienne s'est ingéniée à rechercher des matériels permettant d'augmenter le différentiel technologique dans des segments où ses adversaires étaient particulièrement faibles[532]. La compensation numérique reste donc au centre de la culture militaire israélienne. Le complexe du « petit nombre » face à la masse hostile arabe reste largement présent dans l'imaginaire collectif militaire israélien et continue de justifier les efforts consentis par l'institution militaire pour acquérir de nouveaux systèmes d'armes et entraîner les forces au combat de haute intensité.

[529] Sur l'évolution de la structure des forces armées israéliennes, voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, *'Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998, p.51
[530] Idem, p.51
[531] Idem, pp. 93-99,
[532] Idem, pp.86-87

1.1.1. Les origines « partisanes » de la culture militaire israélienne

La relation particulière qu'entretient la culture militaire israélienne avec ses origines « partisanes » explique certainement la persistance de cette obsession de la supériorité qualitative et technologique en dépit de la supériorité qu'a acquise au fil des années l'armée israélienne sur ses adversaires. En effet, en dépit de la taille imposante acquise par le corps de bataille israélien, l'institution militaire se perçoit toujours comme une petite armée par la taille, une très grande armée par la puissance. Ce paradoxe central dans les perceptions que les militaires israéliens ont de leurs propres forces s'explique par cette perception originaire du « petit nombre » face à la masse, qui renvoie également à la figure de l'avant-garde militaire. C'est que l'expérience de la guerre des partisans des anciens des forces irrégulières sionistes a contribué à créer ce qui est perçu, en Israël comme à l'étranger, comme une « exception culturelle » militaire israélienne. Le modèle des forces armées israéliennes s'est ainsi largement inspiré du modèle de la milice armée helvétique, qui reste relativement proche de celui des forces armées sionistes à la veille de la guerre d'indépendance.

La volonté farouche d'indépendance des FDI remonte à la période du mandat, pendant laquelle le *Palmach* chercha à se distinguer des Britanniques. La créativité tactique, l'ardeur et la détermination au combat, l'improvisation et l'absence de formalisme au sein de la hiérarchie militaire sont sans nul doute des produits de ces années. Il rappelle les principes défendus par les partisans communistes s'opposant aux premiers efforts de centralisation de l'armée révolutionnaire :

> comme le dit Trotski, *« cette opposition défendait le principe de l'élection des chefs, protestait contre l'emploi de spécialistes, contre l'établissement d'une discipline de fer, contre la centralisation des pouvoirs de l'armée, etc. […] Une armée centralisée, affirmaient-ils, c'est l'armée d'un Etat impérialiste »*[533].

[533] Voir notre précédente note sur Trotski, *Ma Vie*, chapitre XXXIV, éd. Gallimard, 1953, extrait cité par Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie*, Coll. Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1990, p.1127

La similarité de cet « esprit partisan » critiqué par Trostki avec le « style *Palmach* » tient certainement au fait que les premiers combattants sionistes étaient en grande majorité des militants des différentes mouvances marxistes qui s'étaient exprimées en Russie au tournant du siècle. La culture militaire israélienne reste très empirique et marquée par une diversité de styles tactiques, qui viennent de la diversité des origines des officiers des premières années et de leurs expériences combattantes au sein des diverses forces sionistes.

Par ailleurs, le culte du secret, qu'illustrent à la fois la culture de la censure qui existe jusqu'à aujourd'hui en Israël autour des questions de défense et les limites que l'institution militaire a toujours veillé à conserver dans ses coopérations, technologiques et de renseignement, même avec ses plus proches alliés, rappelle les origines « partisanes » des forces israéliennes. Cette volonté d'indépendance, presque d'insularité, s'explique également par l'expérience réellement traumatique qu'a constitué la rupture de la collaboration technologique avec la France et a encouragé le développement d'une base industrielle de défense auto-suffisante.

1.2 Conservatisme doctrinal

La culture militaire israélienne a dû mal à se départir de sa doctrine opérationnelle traditionnelle, celle que les pères fondateurs donnèrent à l'institution militaire lors de sa création. Ainsi, en dépit de la profonde mutation du contexte opérationnel, les militaires israéliens restent arc-boutés sur une doctrine opérationnelle conçue pour les conflits avec les armées arabes coalisées. On peut penser qu'une certaine forme de nostalgie de l' «âge héroïque » des forces armées israéliennes explique l'absence de remise en cause fondamentale de la doctrine opérationnelle des fondateurs. Mais au-delà de la nostalgie, c'est parce que cette doctrine opérationnelle qui renvoie à la 1ère Transformation israélienne a offert à Israël ses plus belles victoires. Pour l'institution militaire, la campagne de 1967 est ainsi devenue le modèle « archétypique » de la campagne militaire vers lequel tout commandant doit tendre. C'est pourquoi, en dépit de l'évolution des formes de la menace dans l'après-guerre du *Kippour* les militaires israéliens vont continuer de rester fidèle à la doctrine opérationnelle qui a fait la victoire de la guerre des Six

Jours. Les campagnes menées après 1967 n'ont fait, pour les militaires israéliens, que confirmé la validité de la doctrine opérationnelle israélienne lorsque celle-ci est appliquée correctement. La guerre de 1973 a ainsi confirmé la validité de l'attaque préemptive qu'il aurait fallu mener contre l'Egypte et la Syrie ; les échecs de l'opération *Paix en Galilée* et la « non-campagne » du Golfe sont, quant à eux, dus à une application défaillante de la doctrine.

La 2e Transformation militaire israélienne, initiée dans l'après-guerre de 1973 s'est, par conséquent, inscrite dans la continuité de la doctrine opérationnelle et stratégique de la 1ère Transformation. Jusqu'à aujourd'hui, la doctrine israélienne a conservé les mêmes postures de force : défensive au niveau stratégique, défensive-offensive au niveau opératique et très offensive au niveau tactique. C'est qu'en dépit des évolutions du contexte régional, les contraintes stratégiques israéliennes sont restées les mêmes.

1.2.1. Des contraintes stratégiques structurelles

Israël manque toujours cruellement de profondeur stratégique, même si les territoires conquis en 1967 ont donné temporairement l'illusion d'éloigner la menace du front intérieur israélien. En créant une sorte de zone « tampon », qui agrandit artificiellement la profondeur stratégique israélienne, les forces israéliennes ont, au contraire, mis le front intérieur directement au contact de la menace libanaise et palestinienne. La longueur de la côte et l'occupation rendent les frontières difficiles à sécuriser, d'autant plus que deux tiers de la population vit dans l'étroite plaine côtière qui s'étend entre Tel Aviv et Haïfa. Par ailleurs, la présence des colonies complexifie la sécurisation du territoire. Les raids transfrontaliers ou les infiltrations par la mer mettent directement en danger la population civile. Ceci explique pourquoi Israël n'a pas les moyens, au niveau opérationnel, d'adopter une position défensive, le temps et la proximité de la menace jouant en sa défaveur. La défensive n'est qu'une position transitoire qui doit permettre d'encaisser le choc initial et donner au commandement le temps de mobiliser pour lancer la contre-offensive contre le territoire adverse.

De cette problématique opérationnelle découle deux principes cardinaux de la doctrine stratégique israélienne : le transfert du combat sur le territoire adverse, qui permet de rallonger artificiellement la distance entre le front intérieur israélien et le théâtre d'opérations d'une part ; la préférence pour les guerres courtes aux objectifs limités d'autre part. Israël n'a ni les moyens de supporter une longue période de mobilisation, compte tenu de la désorganisation qu'entraîne la mobilisation des réservistes, ni les capacités d'occuper un pays adverse. Par ailleurs, la société israélienne supporte de moins en moins bien les pertes aux combats. Dans ce contexte, les actions offensives menées par Israël doivent être suffisamment décisives et coûteuses pour dissuader ses adversaires de s'engager dans une nouvelle confrontation armée.

C'est qu'en dépit des accords signés avec certains de leurs voisins arabes, les stratèges israéliens restent convaincus de l'hostilité de leur environnement régional. Si l'Egypte et la Jordanie sont sortis au cours des années 1980 et 1990 des pays de la confrontation, ils ont été remplacés par l'Iran et dans une moindre mesure l'Irak. La menace syrienne est, quant à elle, restée structurelle. Ainsi, si la menace d'un conflit interétatique est restée bien présente, elle a, toutefois, tendance à s'éloigner et a pris, de plus en plus, la forme de menaces non conventionnelles.

Pour que la dissuasion fonctionne, il faut qu'Israël fixe clairement les « lignes rouges » au-delà desquelles les adversaires doivent s'attendre à une action offensive majeure. On a vu par exemple dans le contexte du conflit syrien, l'aviation israélienne procéder à plusieurs frappes impressionnantes dans la proche périphérie de Damas pour rappeler au régime syrien que le transfert de matériels de guerre perfectionnés au *Hezbollah* constituait toujours une violation des « lignes rouges ». Mais le principe des « lignes rouges », dont la violation constitue un *casus belli,* nécessite de pouvoir mener des représailles rapides et directes pour prouver la détermination à combattre. Or, dans le contexte de l'après-guerre-froide, l'usage de la force est de plus en plus contraint par des considérations politiques. Du fait du poids des opinions publiques et des accords de paix signés par Israël avec certains Etats de la région, les frappes doivent être plus précises afin de réduire au maximum le risque de pertes civiles. Par ailleurs, du fait de la prolifération des armes non conventionnelles dans la région, les adversaires d'Israël, étatiques et non étatiques,

pourraient être tentés d'en faire usage. Israël doit donc veiller à maintenir un certain équilibre de la dissuasion pour ne pas pousser ses adversaires à faire le choix de la « stratégie du pire ». C'est certainement, au-delà de la « faisabilité » militaire d'une telle opération, ce qui explique la retenue israélienne vis-à-vis de l'Iran depuis quelques années. Le cas iranien met en évidence le revers de la stratégie de dissuasion : celle ne fonctionne que tant qu'elle reste au stade de la menace. La difficulté est donc de trouver le juste équilibre, en fonction des circonstances, entre menace et démonstration de force.

La liberté d'action des forces armées s'est donc réduite du fait des conséquences politiques significatives de toute action militaire dans la région. Si les forces israéliennes conservent toutes leurs options - préventive et de représailles -, elles doivent toutefois prendre en compte le risque d'escalade régionale qu'emporte toute action militaire de haute intensité dans le contexte de l'après-guerre froide. Ces considérations invite à modérer le « tout offensif » au profit d'une séquence défensive active – contre-offensive. Par ailleurs, le principe des « lignes rouges » nécessite une mobilisation et une préparation permanente des forces dont le coût social et financier est de moins en moins bien accepté par une société israélienne qui aspire à une certaine « normalité ».

Au niveau stratégique, le concept d'emploi des forces israélien est donc resté appuyé sur une combinaison d'actions préemptive, préventive et de représailles, censée dissuader les adversaires arabes, ou non, de l'inutilité d'une confrontation armée, dont ils sortiraient vaincus. Pour cette raison, le concept d'emploi des forces israélien est défensif au niveau stratégique et s'inscrit dans le registre de la « guerre d'usure » dont Yves Boyer donne la définition suivante :

> *« Dans le cadre d'une guerre d'usure, le but des opérations défensives consiste à détruire suffisamment d'hommes et de véhicules pour convaincre l'ennemi des coûts excessifs d'une attaque et de la nécessité d'y mettre rapidement un terme. Quant à la manière d'atteindre cet objectif, la puissance de feu en constitue un élément clé. Cependant, l'intensité que doit atteindre cette puissance de feu pour repousser une attaque, dans le*

cadre d'une guerre d'usure de type défensif, n'a jamais été déterminée de façon unanime. »[534].

La dimension dissuasive de la doctrine israélienne démontre donc la conviction du commandement israélien que le conflit israélo-arabe ne peut être résolu par les armes et explique, en l'absence de négociations politiques, le maintien volontaire des situations conflictuelles à un niveau de basse intensité.

Au niveau opérationnel, le modèle des forces a été conservé. Le tandem char-avion continue d'occuper une place essentielle dans la conception des opérations, puisque les forces terrestres adverses restent la principale menace pour les forces israéliennes. Le concept d'emploi des forces israélien défensif-offensif au niveau opérationnel continue donc, quant à lui, de s'inscrire dans la lignée de la guerre de manœuvre qui vise à :

« ralentir, voire gêner considérablement, les vagues de blindés de l'agresseur. Cet objectif ne saurait être atteint, dans l'esprit d'une guerre de manœuvre, qu'en respectant trois principes. Premièrement, une armée de haut niveau n'est pas censée se mesurer numériquement à l'adversaire et subir la loi du plus grand nombre. Deuxièmement, le secret de la victoire ne passe pas par la destruction des forces adverses, mais par leur désorganisation. Enfin, la guerre de manœuvre ne saurait être menée par une armée traditionnelle, mais suppose une armée conçue pour ce type de stratégie. »[535].

La manœuvre et la puissance de feu conservent leur place essentielle dans la doctrine opérationnelle israélienne. Les chars, avec l'appui de l'artillerie et des frappes aériennes, permettent ainsi de percer des brèches et de contourner les dispositifs ennemis, ou d'enfoncer la défense adverse s'il n'est pas possible de la contourner. Une course de vitesse s'engage alors pour pénétrer le plus profondément

[534] Yves BOYER, « Les forces classiques américaines: structures et stratégies », Paris, *FEDN* (cahier n° 34), 1985, pp. 124-127, cité par Harold P. Klepak et William L. George, « Les tendances de la stratégie conventionnelle de l'OTAN », *Études internationales*, vol. 20, n° 3, 1989, p.580, consultable en ligne URI: http://id.erudit.org/iderudit/702542ar

[535] Voir Harold P. Klepak et William L. George, « Les tendances de la stratégie conventionnelle de l'OTAN », *Études internationales*, vol. 20, n° 3, 1989, p.582, consultable en ligne URI: http://id.erudit.org/iderudit/702542ar

possible dans le territoire adverse. Au niveau tactique, le style reste très offensif car la, guerre d'usure à laquelle est condamnée stratégiquement Israël requiert pour le défenseur, en infériorité numérique, une ardeur au combat, une créativité et une endurance bien supérieurs à celles de son adversaire s'il veut espérer survivre. Comme le rappelle Luttwak :

> *« Si des forces numériquement inférieures sont limitées par la tradition et par une attitude à prendre peu de risques ou par des méthodes qui empêchent la guerre d'usure, caractérisée par la destruction massive des forces rangées les unes contre les autres, les forces numériquement inférieures seront inévitablement les premières à capituler. »*[536].

1.2.2. Réévaluation du rôle de l'arme aérienne

Le corps de bataille israélien reste donc structuré autour des forces terrestres, même si le rôle des forces aériennes n'a cessé de croître depuis 1973. A la suite de la guerre du Kippour, le concept de « champ de bataille saturé » a réévalué le rôle des forces aériennes dans la conduite des opérations, notamment en ce qui concerne l'attrition des forces adverses et les missions dites de « *Close Air Support »,* dans lesquelles les hélicoptères de combat jouent un rôle crucial. Le commandement israélien entendait par ailleurs tirer avantage des possibilités offertes par l'arme aérienne pour se soustraire aux contraintes opérationnelles liées à la configuration du champ de bataille (étroitesse de la ligne de front du Golan, densité des défenses anti-aériennes). Le concept de « champ de bataille du futur » des années 1990 n'en constitua qu'une radicalisation. Désormais, les développements technologiques dans les domaines des munitions à guidage de précision, des systèmes de Commande et de Contrôle et des drones, devaient permettre, non plus de dépasser les contraintes, mais de tout simplement s'en abstraire en mettant le champ de bataille à distance. L'arme aérienne a également acquis une place croissante dans les opérations de contre-insurrection dans la deuxième partie des années 1990.

---

[536] Voir Edward Luttwak, «The American Style of Warfare and the Military Balance», *Survival*, vol. XXI, n° 2, mars/avril 1979, p. 58

Les forces aériennes assurent désormais un rôle crucial dans la phase initiale du conflit en créant les conditions favorables à l'engagement des forces à terre. La première mission de l'Armée de l'Air israélienne reste donc la conquête de la supériorité aérienne par la neutralisation des forces aériennes et des défenses aériennes adverses dès l'ouverture du conflit. On voit tout ce que cette approche opérationnelle doit aux retours d'expérience de la campagne de 1973. La doctrine opérationnelle des forces aériennes israéliennes reste basée sur l'interdiction et doit permettre la destruction et/ou la désorganisation des forces adverses au sol. Cette doctrine s'inscrit dans la lignée des concepts d'emploi aériens *Air Land Battle* et *Follow-on Forces Attacks (FOFA-doctrine Rogers)*[537], élaborés dans les années 1980 par des officiers américains pour compenser l'infériorité numérique des forces de l'Alliance atlantique face à celle du Pacte de Varsovie par une supériorité qualitative. Une attaque dans la pronfondeur (*concept deep strike*) du système adverse[538] sur ses réserves – attaque rendue possible par des technologies de détection, systèmes de contrôle et commande munitions à guidage de précision – retardait sa mobilisation et l'avance de ses troupes pré-positionnées vers le front. La désorganisation créée par l'attrition des forces à l'arrière doit être suffisamment grande pour empêcher l'adversaire de lancer une contre-offensive. Celui-ci est atteint par la *paralysie stratégique*[539], qui représente une forme de radicalisation de la « dislocation stratégique »[540], l'effet final de la stratégie indirecte de Liddell Hart.

---

[537] Ces deux concepts d'emplois renvoient à une stratégie d'usure impliquant la manœuvre au niveau opératique. L'*Air Land Battle* trouve son point d'achèvement dans la conduite américaine des opérations lors de la Guerre du Golfe de 1990-91. Pour une présentation critique de ces deux concepts, voir Harold P. Klepak et William L. George, « Les tendances de la stratégie conventionnelle de l'OTAN », *Études internationales*, vol. 20, n° 3, 1989, p.587-592, consultable en ligne URI: http://id.erudit.org/iderudit/702542ar

[538] Jacques Sapir rappelle toutefois que l'attaque en profondeur trouve ses origines dans la théorie soviétique des opérations en profondeur développée par Toukhatchevsky au cours des années 20-30. Voir Jacques Sapir, « Le discours stratégique soviétique. Élaboration et pertinence d'un langage stratégique », *Mots*, vol.51, n°1, p.33-35, 1997

[539] Le concept fut tout d'abord employé, comme le rappelle Hervé Coutau-Bégarie, par le colonel John Boyd dans son « *modèle de décision stratégique OODA (Observation-Orientation-Decision-Action), qui met l'accent sur les dimensions morales et mentales du conflit. A partir d'une démarche théorique très complexe […], il recommande de maximiser les frictions chez l'ennemi par une combinaison d'actions variées effectuées avec la plus grande rapidité qui doivent rendre l'ennemi incapable d'agir*. ». L'approche systémique du colonel John Warden (*The Air Campaign*, 1988) reprend cette idée que l'effet final des opérations militaires doit être la paralysie de l'ennemi, qu'il analyse comme « *un système composé de nombreux sous-systèmes* ». Son approche repose sur « *cinq cercles : direction, fonctions organiques essentielles (réseaux électriques, installations pétrolières), infrastructures (système de transport), population, forces déployées, ces dernières étant moins vulnérables aux attaques directes parce qu'elles ont été conçues pour cela. La stratégie va déterminer les points vulnérables de chaque sous-système à attaquer afin de provoquer la paralysie stratégique de l'ennemi, jusqu'à ce que celui-ci reconnaisse sa défaite ou soit hors d'état de continuer à résister.* », voir Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie*, 5 éd, Bibliothèque stratégique, Economica, Paris, 2006, p.656 ; il est intéressant de remarquer que l'on retrouve chez Warden de très nombreux éléments ressemblants au concept de « champ de bataille saturé » développé par les Israéliens.

[540] Basil Liddell Hart explique à cet égard que « ***la dislocation psychologique découle fondamentalement de cette impression d'être pris au piège***. *C'est la raison pour laquelle elle a si fréquemment découlé d'une action physique sur les arrières de l'ennemi. Tout comme un homme, une armée ne peut effectivement se défendre par derrière sans faire volte-face pour utiliser ses armes dans la nouvelle direction. La volte-face déséquilibre temporairement une armée comme un homme et dans ce cas, la période d'instabilité est inévitablement beaucoup plus longue. Il en résulte que celui qui dirige est beaucoup*

La force aérienne doit permettre ainsi de neutraliser, de manière préemptive ou dès les premières heures du conflit (avant le déploiement final des forces adverses sur le front), des objectifs situés dans la profondeur du territoire adverse (défenses anti-aériennes, capacités balistiques, centres commandement et de contrôle, lignes de communication, centres logistiques). La nomination du général Halutz à la tête de l'état-major, de même que les premiers jours de la guerre de l'été 2006 au Liban[541], ont démontré la croyance que cette stratégie d'interdiction aérienne pouvait, à l'aide de technologies modernes, se substituer totalement à la bataille au sol en obtenant dès les premières heures du conflit une « domination »[542] qui détermine l'issue du conflit. Ainsi, cette approche aérienne poussée à son extrême sous le modèle des «*Effects-Based Operations* »[543] devait permettre non plus de s'abstraire des contraintes opérationnelles du champ de bataille, mais de la bataille elle-même. Elle devait arriver une guerre sans risque de pertes (« zéro mort »).

Cette tentation de substituer le « tout aérien » au tandem classique char-avion fut vite abandonnée[544], rappelant la dure réalité de la « friction » de la guerre au commandement militaire israélien. Le fantassin conserve toute sa place sur le champ de bataille, en particulier lorsqu'il s'agit de combattre des « partisans », pour les raisons que nous verrons par la suite. Ainsi, en 2006 au Liban, puis de nouveau en

---

plus sensible à toute menace arrière. », voir Basil Liddell Hart, *Strategy*, Londres, 1960, extrait cité par Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie*, Coll. Bouquins, Robert Laffont, 1990, p.1183

[541] Voir en annexe la carte des frappes aériennes israéliennes au Liban.

[542] Cette croyance dans la supériorité qu'offriraient les systèmes d'armes modernes sur le champ de bataille s'est traduite dans le concept « *shock and awe* » utilisé par les Américains au cours de l'invasion de l'Irak en 2003. Il avait été théorisé dès 1996 par Harlan K. Ullmann et James P. Wade dans leur ouvrage *Shock and Awe. Achieving Rapid Dominance*, Washington, National Defense University Press, 1996.

[543] Les ***Effects-Based Operations*** **(EBO)** ont été conceptualisés par le brigadier-général David Deptula dans son ouvrage *Effects-Based Operations : change in the Nature of Warfare* en 2001. Comme le rappelle Coutau-Bégarie le but de cette approche est « *d'obtenir « un résultat stratégique à travers l'application cumulative de tout l'éventail des capacités militaires et non militaires à tous les niveaux de conflit ». Le cumul des effets directs, indirects et induits (**cascading**) doit mettre l'ennemi hors d'état d'utiliser ses moyens, même s'ils ne sont pas détruits. Sous une phraséologie un peu pompeuse, les E-BO sont surtout une reformulation de la paralysie stratégique.* », voir Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie*, 5 éd, Bibliothèque stratégique, Economica, Paris, 2006, p.659,

[544] Pierre Razoux signale ainsi que « *Depuis l'échec de l'été 2006, l'état-major semble avoir renoncé à l'option du « tout aérien » pour revenir à une vision plus équilibrée du combat aéroterrestre qui repose sur l'action combinée de l'ensemble des moyens. Un nouveau schéma de bataille vient d'être élaboré en cas de reprise des hostilités contre le Hezbollah. Celui-ci prévoit l'emploi massif de formations blindées et mécanisées censées atteindre très rapidement le Litani, puis poursuivre en direction du nord, afin de bloquer la retraite des combattants chiites déployés désormais près de ce fleuve. Ceux-ci ont en effet reconstitué un réseau de positions fortifiées le long du Litani. Une partie des unités israéliennes qui viendraient à être engagées dans une telle opération devrait en revanche redescendre vers la frontière israélienne pour « nettoyer » le Liban-Sud de toute présence adverse. Parallèlement, des parachutistes et des fantassins d'élite pourraient être héliportés à proximité des principales bases du Hezbollah, y compris dans la vallée de la Bekaa et dans la banlieue de Beyrouth, pour décapiter la branche militaire de la milice chiite.* », voir Pierre Razoux, « Après l'échec. Les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban », *Focus Stratégique*, IFRI, n°2, octobre 2007, pp.17-18

2008 à Gaza[545], l'incapacité des frappes aériennes à faire cesser les tirs de missiles sur Israël et les destructions très importantes provoquées par les bombardements ont obligé le commandement à se résoudre à engager les forces terrestres dans la bataille, prouvant que les chars et l'infanterie mécanisée conservent une place essentielle dans les opérations.

1.3. La deuxième Transformation israélienne : une « révolution dans la continuité »

Ainsi, si la doctrine opérationnelle israélienne a évolué au cours des deux dernières décennies vers une conduite de la guerre plus centralisée, appuyée sur l'arme aérienne et l'artillerie de précision, elle a, cependant, conservé les principes fondamentaux et le modèle de forces traditionnel de *Tsahal*. La 2ème Transformation militaire israélienne est donc plus une évolution qu'une révolution. Elle n'a pas abouti à la mise en œuvre de changements radicaux, aussi bien en matière doctrinale, qu'organisationnelle ou technologique. Au contraire, elle correspond à une accumulation de changements qui résultent de l'interaction des mesures et contremesures déployées par les adversaires. Les militaires israéliens pensent en effet moins en termes de rupture radicale que de transformation sur le long terme, qui reflète une démarche plus proche de la « révolution dans les affaires militaires soviétique » que de la RMA américaine.

Cette conception du « changement dans la continuité » fut d'ailleurs très clairement exposée par le général Tal dans les années 1990 :

> *« The transformation of an arsenal is a very lenghty and costly process. When these new means have proved themselves in practice, they are already considered regular and "old", and on their doors even newer ideas and means are knocking and threatening their positions. Thus the*

[545] Voir la carte en annexe 28 des bombardements israéliens sur Gaza fin 2008-début 2009

new and the old are continually swirling about one another and refashioning the art of war. This is, so to speak, the dialectic of war."[546]

Les militaires israéliens pensent donc les évolutions dans le domaine de l'art de la guerre sur un mode accumulatif, résultant des effets de rivalités mimétiques qui sous-tendent les rapports entre les adversaires.

1.3.1. Conservatisme doctrinal et missions de basse intensité

Cette démarche particulière, pragmatique et très empirique, aurait dû rendre les militaires israéliens particulièrement sensibles aux méthodes opérationnelles alternatives développées par les groupés armés libanais et palestiniens – guérilla, terrorisme, résistance populaire, etc. – pour compenser le différentiel de puissance avec les forces israéliennes.

Pourtant, jusqu'à aujourd'hui, les menaces asymétriques ne sont considérées que comme des problèmes sécuritaires et ne font pas l'objet d'une approche doctrinale à part entière. Les militaires israéliens restent préoccupés, en matière de doctrine, par les questions opérationnelles liées au combat de haute intensité en dépit de l'importance croissante prise par les menaces de basse intensité. L'armée a conservé sa classification traditionnelle des opérations, divisée entre sécurité courante (*bitachon shotef* ou *batash*) et sécurité fondamentale (*bitachon yisodi*). La première catégorie regroupe les opérations de représailles aux attaques terroristes, raids punitifs et missions de sécurité aux frontières. La seconde catégorie, catégorie « reine » des opérations, concerne la préparation et les opérations de combat de haute intensité, c'est-à-dire les guerres réelles ou potentielles.

Alors que les opérations de *batash* sont devenues à partir de la fin des années 1980 le lot quotidien des forces israéliennes, les efforts doctrinaux des années 1990 ont surtout porté sur la modernisation du concept de « champ de bataille saturé » pour intégrer les possibilités offertes par les nouvelles technologies sur le champ de

[546] Voir Israel Tal, *National Security: The Few against the Many* (Tel Aviv: Dvir, 1996), p.226 (Hebrew), cité par Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, *'Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998, p.91

bataille. Le nouveau concept d'emploi des forces, le « champ de bataille du futur » reflète ainsi une révolution technico-militaire, qui tient autant à la faiblesse structurelle des militaires israéliens en matière de réflexion doctrinale qu'à la place disproportionnée qu'occupe le combat de haute intensité dans la culture militaire israélienne. Des officiers supérieurs israéliens écrivaient ainsi à la fin des années 1990 : « *The accumulated experience in batash – at least in part – is not relevant to the IDF's preparation for war. More than this, the different commands are likely to draw from batash operational lessons whose application in war would lead to severe errors.* »[547] L'attitude de l'*establishment* militaire israélien est, à cet égard, quelque peu schizophrénique, les militaires israéliens continuant de s'entraîner au combat de haute intensité alors que les opérations de sécurité tendent à occuper la majorité partie de leur quotidien. Les trois commandements régionaux (Nord, Sud, Centre) sont pourtant engagés quotidiennement dans des missions de sécurité. Si les opérations de sécurité n'occupent qu'une place marginale dans la routine des forces navales et aériennes, celles-ci sont toutefois, depuis la fin des années 1980, mobilisées de manière quotidienne par les missions de survol du Liban et des Territoires, la protection du littoral israélien et le blocus autour de Gaza.

Le fardeau que représentent ces missions, fortes consommatrices en hommes, influence fortement le fonctionnement de l'institution militaire, et tout d'abord l'entraînement des forces au combat de haute intensité. Par ailleurs, ces missions tendent de plus en plus à évoluer vers le combat de haute intensité du fait de la sophistication des modes opératoires et des armements des adversaires asymétriques. Cette déconnexion entre la formation des soldats et les réalités du terrain affecte par ailleurs très négativement le moral des combattants. Ceux-ci ne sont pas entraînés psychologiquement à faire face au stress de la gestion des foules hostiles qui requière un usage contraint de la force à l'opposé du style tactique, offensif et agressif, qui caractérise traditionnellement les forces israéliennes.

Au tournant des années 1990-2000, avec l'aggravation de l'enlisement au Liban et le déclenchement de l'*Intifada al Aqsa*, l'institution militaire a fini par se doter d'un centre spécifique d'entraînement à la contre-insurrection. Toutefois, la

[547] Idem, p.72

contre-insurrection continue de renvoyer à une palette de solutions techniques et opérationnelles, développées et mises en œuvre en fonction des nécessités tactiques. Si de plus en plus d'officiers supérieurs tendent à reconnaître que la dialectique entre opérations sécuritaires et opérations de haute intensité tend à s'inverser au profit des premières[548], la « petite guerre » n'a toujours pas fait son entrée « officielle » dans la doctrine opérationnelle israélienne. Pourtant, l'expérience de la zone de sécurité du Sud Liban et les deux *Intifada* ont prouvé que ces menaces « secondaires » pouvaient avoir des conséquences politiques significatives, voire « historiques », comme l'ont illustré le retrait en mai 2000 du Liban, les accords d'Oslo et le désengagement de Gaza.

1.3.2. L'innovation conservatrice de l'institution militaire

Le conservatisme doctrinal de l'institution militaire s'explique également par les réactions corporatistes et les résistances que suscite l'évolution de la place et du rôle de l'armée au sein de la société israélienne à partir des années 1980. L'institution est en effet de plus en plus ouvertement critiquée et ses membres subissent une forme de déclassement social. L'armée, comme dans d'autres pays, tente d'étouffer les voix discordantes en son sein, d'autant plus que la politique de censure atteint ses limites avec le développement des nouvelles technologies de l'information. L'introduction de nouvelles technologies suscite également des résistances au sein de l'institution car elles pourraient modifier à terme la hiérarchie entre les armes (drones, capacités aéroportées renforcent le rôle des forces aériennes et navales au détriment des forces terrestres). De manière plus générale, les militaires israéliens restent sceptiques quant aux capacités des nouvelles technologies à remplacer le rôle de l'homme sur le champ de bataille, bien que leur volonté de conserver la supériorité sur leurs adversaires les pousse à rester à la pointe du progrès technologique. Le psychologue militaire israélien, Reuven Gal, a très bien décrit cette attitude de défiance mêlée d'envie des militaires israéliens vis-à-vis des technologies de pointe:

> *« The IDF's senior officers' approach to new technology is nonetheless somewhat ambivalent: on the one hand, they are always eager to acquire*

[548] Idem, p.73

the latest equipment, always be one step ahead of other militaries, particularly those of their adversaries who historically have always received the latest technology. On the other hand, however, there is a certain amount of skepticism concerning overreliance on technology, seen as a possible threat to the importance of the essential human component. When these officers finally to decide to acquire a new weapon system, they will, most always, modify it slightly so that it better suits the 'Israeli mind'. "[549]

Si les militaires israéliens sont indéniablement tournés vers l'innovation, ils n'en restent pas moins très pragmatiques vis à vis des possibilités offertes par les technologies sur le champ de bataille. Le caractère pragmatique de la politique technologique israélienne s'explique également par des contraintes financières. Israël ne s'est ainsi jamais lancé dans de vastes programmes de *R&D* sans le soutien substantiel d'une puissance étrangère, qu'il s'agisse du programme nucléaire développé avec le soutien de la France ou des projets *Lavi*[550] et *Arrow*, menés en coordination avec les Etats-Unis. Le projet *Merkava*, symbole de l'innovation militaire israélienne, n'aurait pu être mené à bout sans le soutien financier considérable des Etats-Unis. Le programme *Merkava*[551] est d'autant plus symbolique qu'il illustre parfaitement la conception israélienne de l'innovation, qui se caractérise avant tout par une recherche d'améliorations technologiques à partir d'éléments existants.

Les militaires israéliens, « clausewitziens » convaincus, restent donc très conservateurs en matière d'innovation, aussi bien technologique que doctrinale, en dépit de leur créativité tactique sur le terrain. C'est que le fardeau sécuritaire, ajouté à la préparation des forces au combat de haute intensité, ne laisse que peu de place pour un travail de réflexion doctrinale qu'apprécient peu les militaires israéliens. Par

[549] Idem, p.64

[550] Le programme *Lavi* a été entrepris en 1980 par IAI avec l'aide des Etats-Unis. Il s'agit d'un prototype de chasseur, inspiré du *SAAB 37 Viggen* suédois et du *Chengdu J-9* chinois. Le projet a été arrêté en 1987, les Etats-Unis ne souhaitant pas continuer à soutenir le développement d'un modèle concurrent au F-16. Le *Arrow* est un missile antibalistique développé en coopération avec les Etats-Unis. Depuis 2003, le programme bénéficie également d'un soutien financier indien.

[551] La production du *Merkava IV* a été accélérée après la guerre de 2006 et améliorée avec un blindage renforcé et doté du système « poing d'acier » (détection et destruction des missiles antichars à distance) pour faire face à la menace croissante des missiles antichars. Enfin, les leçons tirées des combats de la guerre du Liban ont encouragé la reprise du programme *Namer,* un véhicule blindé de transport de troupes très lourd, équipé d'un canon. Voir Pierre Razoux, op. cité, p.13

ailleurs, l'expérimentation et la réorganisation des forces restent des tâches risquées dans un contexte où la menace est permanente. De manière plus générale, la méfiance vis-à-vis des grandes théories et du travail intellectuel dans les affaires militaires est un trait caractéristique de la culture militaire israélienne, qui reste très imprégnée par l'idéologie sioniste pionnière. C'est pourquoi les promotions au sein de l'institution militaire récompensent d'abord et avant tout les autodidactes et les hommes qui ont fait leurs preuves sur le terrain, plutôt que les diplômés. La majorité des officiers israéliens sont d'ailleurs généralement peu diplômés et l'institution militaire, elle-même, ne dispose pas de réelles structures d'instruction supérieure militaire pour ses officiers, ni même de centres de réflexion sur la doctrine. Les formations de l'Ecole de guerre (*Mabal* ou *michlala Vbitachon leumi*) portent principalement sur des questions politiques, sous formes de conférences dispensées par des civils. Les orientations particulières des cours du *Mabal* reflètent ainsi le rôle qu'entend jouer le haut commandement militaire dans les affaires politiques israéliennes[552].

Par ailleurs, les publications militaires israéliennes sont relativement rares et leur qualité a tendance à décliner ces dernières années, à la fois parce que leurs contenus se résument de plus en plus à des traductions d'articles étrangers que parce que les hauts gradés s'y expriment de moins en moins, laissant la place à de jeunes officiers et à des chercheurs. Or, du fait de la professionnalisation des carrières et les compétences très poussées requises par les nouvelles technologies, les officiers israéliens d'aujourd'hui ne connaissent que le métier des armes et n'ont plus la variété de parcours et de cultures du corps des officiers des premières années des IDF. Ces derniers étaient devenus des officiers supérieurs par la force de l'histoire et non par la carrière. Toutefois, la communauté de défense tend à s'élargir depuis les années 1990, avec la création de *think tanks* et d'instituts de recherche spécialisés, dont les analyses sont parfois contradictoires ou concurrentes à celles de l'institution

[552] Samy Cohen rappelle à cet égard que « *l'armée israélienne, en dépit d'un prestige en baisse, dispose d'un poids politique non négligeable. […] Les généraux sont des figures respectées et promises aux plus hautes fonctions au sein du gouvernement dès l'instant où ils retrouvent la vie civile, même si leur statut d'« intouchables » est de plus en plus contesté par une partie de la société civile. […] Les généraux israéliens jouent un rôle prépondérant dans le débat public. Ils n'hésitent pas à faire part de leur point de vue même quand il s'oppose à celui du Premier ministre. Face à Tsahal, les instruments de contre-expertise civils sont très faibles. […] Par sa nature et par ses fonctions, l'armée est un « groupe de pression » qui tend à préserver sa sphère de compétence du regard des civils. Cet état de fait ne rend pas pour autant le pouvoir politique impuissant. L'armée de l'Etat hébreu n'est pas une caste fermée*. », voir Samy Cohen, « Tsahal : Un Etat dans l'Etat ? », dans Alain Dieckhoff (dir.), *L'Etat d'Israël. Les grandes études internationales,* Fayard, 2008, pp.74-75

militaire. Au sein de cette communauté, de plus en plus de voix s'élèvent pour critiquer le conservatisme doctrinal de l'institution militaire.

Ainsi pour toutes ces raisons, en dépit du développement continu et croissant des menaces asymétriques depuis la guerre d'Octobre, les forces israéliennes continuent de mettre en œuvre les mêmes solutions opérationnelles utilisées depuis plus de trente ans, en les adaptant de manière empirique aux évolutions des différents théâtres d'opérations et de la technologie.

2. L'approche opérationnelle israélienne de la contre-insurrection

Le traitement des menaces asymétriques par les forces israéliennes s'est caractérisé au cours des trente dernières années par les mêmes solutions opérationnelles de contre-insurrection ; les évolutions technologiques permirent cependant de développer de nouvelles solutions techniques et d'améliorer les approches tactiques. Les opérations mises en œuvre par les forces israéliennes pour répondre aux Transformations menées par la guérilla palestinienne « laïque », le Hezbollah ou les islamistes palestiniens (MJIP et *Hamas*) démontrent une approche contre-insurrectionnelle en 4 temps, qui reprend les étapes décrites par les généraux Maurice Prestat et Saint-Macary dans leur *Essai sur la guerre révolutionnaire*[553], c'est-à-dire **1/ la répression** ; **2/la campagne de pacification** ; **3/la défense de surface** ; **4/la guerre d'anéantissement**. Toutefois, en fonction des époques et des conditions opérationnelles du théâtre d'opérations, la séquence a pu comporter, ou non, la première étape. En effet, en fonction de la force de la menace, les réponses 1 et 2 peuvent parfois être intégrées.

2.1. La répression

La réponse opérationnelle à la phase 1 du développement de la guerre révolutionnaire correspond à la « répression *pure et simple, policière, judiciaire,*

[553] L'article est paru sous le pseudonyme Ximenès, dans le numéro spécial « La guerre révolutionnaire » de la *Revue militaire d'information*, n°281, février-mars 1957, cité par Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières, XX-XXIe siècles. Guérillas et terrorismes*, Ed. Gallimard, Paris, 2008, pp.652-667

administrative, militaire, qui a pour but d'éliminer les meneurs et de supprimer les noyaux d'opposition ouverte ou clandestine»[554]. C'est la réponse qui correspond au développement des activités des factions palestiniennes dans les années 1960, aux arrestations et tentatives d'intimidation des religieux chiites du Sud Liban vers la fin de l'année 1982 et au cours de l'année 1983 ; enfin, la répression fut largement utilisée par les Israéliens avant et pendant la première *Intifada* contre les forces islamistes palestiniennes. Cette étape, qui peut temporairement affaiblir la guérilla, ne fait en général que renforcer la détermination de ses combattants. Elle restreint le registre d'action de la guérilla et l'oblige à entrer dans la clandestinité et le plus souvent à recourir au terrorisme, notamment « publicitaire »[555]. Ce fut particulièrement évident à partir de 1968 avec le FPLP et Septembre noir, mais aussi avec l'Organisation du Jihad islamique au Liban en 1982 (attentats-suicides à la voiture piégée) et enfin, les islamistes palestiniens qui eurent recours, en représailles, à la méthode de l'attentat-suicide (opération martyre). Les campagnes de répression mises en œuvre par les forces israéliennes face à leurs différents ennemis au cours de ces quarante dernières années ont donc suscité des formes d'innovation « terroristes ».

2.2. La pacification

La deuxième étape correspond à la « *« pacification » au cours de laquelle tente de se réimplanter une administration « new look » ayant mission de restaurer l'ordre social ébranlé et de promouvoir les réformes les plus urgentes* »[556]. Cette réponse correspond à la tentative de passage à la guérilla par les insurgés, bien souvent qualifiés de « terroristes ». Après s'être organisées à Gaza au cours des années 1967-68, les factions palestiniennes conduisent leurs premières attaques contre les forces d'occupation et les collaborateurs incitant les forces israéliennes à mener une brutale campagne de pacification. Les solutions techniques et

[554] Voir Maurice Prestat et Saint-Macary, "Essai sur la guerre révolutionnaire", Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières, XX-XXIe siècles. Guérillas et terrorismes*, Ed. Gallimard, Paris, 2008, p.657

[555] Gérard Chaliand est à l'origine de cette expression qu'il a particulièrement associée au terrorisme palestinien et notamment aux opérations du FPLP (détournements d'avion) ou de l'Organisation Septembre noir. Ce terrorisme se traduit par des opérations spectaculaires, à l'international, qui permettent d'attirer l'attention médiatique et politique internationale sur une cause locale ou nationale. Ce terrorisme est un substitut à une guérilla impossible.

[556] Voir Maurice Prestat et Saint-Macary, "Essai sur la guerre révolutionnaire", Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières, XX-XXIe siècles. Guérillas et terrorismes*, Ed. Gallimard, Paris, 2008, p.657

opérationnelles mises en œuvre par le commandant Sharon (bouclage, « tourbillon », encore appelé « nomadisation », actions locales) seront ensuite reprises à Beyrouth-ouest, partiellement au Sud Liban du fait de l'environnement rural, puis lors de l'*Intifada al Aqsa* dans les camps de réfugiés (*Jenin*). Le cas de la première *Intifada* fut plus complexe du fait de la nature véritablement civile du soulèvement. En l'absence de directives et de règles d'engagement claires, les gardes-frontières et les conscrits eurent le plus grand mal à trouver les réponses adaptées à la violence des foules palestiniennes.

La « pacification » s'est accompagnée dans la plupart des situations de nouvelles mesures administratives de contrôle de la population et de mesures économiques. Dans les Territoires, la mise en place de l'administration d'occupation fut ainsi accompagnée de la politique de la « porte ouverte » de Moshe Dayan qui incitait les journaliers palestiniens à aller travailler en Israël. L'ingérence de l'administration militaire dans l'ensemble des aspects socio-économiques de la vie quotidienne prit rapidement la forme de multiples règlements qui ne firent que complexifier la vie des populations locales et rendre l'occupation d'autant plus impopulaire. Cette administration d'occupation reprit les missions des « bureaux arabes »[557] de Bugeaud mais en changea l'esprit. C'est que, dès le départ, à la différence de Bugeaud, Moshe Dayan ne voulait pas voir les forces israéliennes prendre en charge les besoins vitaux de la population ; c'est d'ailleurs, le sens du refus israélien d'assumer les responsabilités de la puissance occupante. A la différence de Bugeaud en Afrique du nord, les forces israéliennes intervinrent au

[557] Comme le rappelle Etienne de Durand, les ***bureaux arabes*** furent mis en place par le général Bugeaud qui devint gouverneur général de l'Algérie à partir de 1840. Ses méthodes, souvent brutales, lui permirent d'écraser la guérilla de l'Emir Abdel Kader. Elles s'inspirèrent des leçons tirées de la guerre napoléonienne contre la guérilla espagnole. Ces bureaux, dispersés sur le territoire, constituaient « *une organisation civile chargée de cartographier la vie politique locale, d'administrer la population, y compris dans ses besoins socio-économiques, et de coordonner les activités civiles de l'action militaire afin que celle-ci s'insère convenablement dans le contexte local. Les razzias sont ainsi le pendant coercitif des bureaux arabes dans la conception stratégique de Bugeaud, qui vise toujours à associer conquête et colonisation – c'est-à-dire mise en valeur et développement*. », voir Etienne de Durand, « Francs-tireurs et Centurions – les ambiguïtés de l'héritage contre-insurrectionnel français », *Focus stratégique*, n°29, mars 2011, pp.10-11

départ pour maintenir l'ordre de manière « temporaire » dans des Territoires. L'occupation n'était pas censée s'accompagner du développement des colonies et se perpétuer. Il devint rapidement clair que les populations étaient dans l'incapacité de se prendre en charge. Le manque d'infrastructures et l'absence d'administrations locales capables d'assumer ce rôle obligèrent le gouvernement militaire qui dû s'en charger, avec un zèle bureaucratique marqué. Dans le cas du Sud Liban, les mesures furent de deux ordres : d'une part, un renforcement du contrôle des religieux chiites et de leurs activités ; de l'autre, des mesures « incitatives » en direction de l'ALS et de sa population, notamment à travers la réglementation des relations commerciales entre le Sud Liban et Israël. La différence entre la stratégie de Bugeaud et celle du contrôle social israélien réside dans la conquête des « cœurs et des esprits » ; bien qu'avec le recul on puisse douter du rôle « civilisateur » de la conquête coloniale en Algérie.

La période précédant la campagne de pacification fut dans l'ensemble des cas précédés par le recrutement de collaborateurs, nécessaires à l'identification des cellules clandestines. J. Hogard rappelle, à cet égard, que :

> *« l'œuvre de pacification doit être menée le plus possible avec la participation de représentants du milieu où elle s'exerce, aussi bien pour des raisons psychologiques que par souci de renseignement et d'efficacité militaire. Si nos troupes doivent s'adapter au maximum (connaissance de la langue, mœurs, etc.), elles ont tout de même besoin, pour achever de combler le fossé qui les sépare de la population, d'auxiliaires tirés de cette population. Il est important de ne pas recourir systématiquement aux « notables », parce qu'il est souvent facile aux rebelles de les isoler et de les déconsidérer, et parce que nous avons tout intérêt à susciter des hommes nouveaux, tirés du peuple. »*[558]

Au Liban, par deux fois, les forces israéliennes ont eu recours à des auxiliaires (Forces libanaises et ASL), mais celles-ci, si elles étaient libanaises, n'en étaient pas moins complètement étrangères à la société palestinienne des camps d'un côté, et à la

population chiite du Sud de l'autre. L'hostilité des miliciens chrétiens des Forces libanaises à l'égard des Palestiniens conduisit les forces israéliennes à assister, sans intervenir, aux massacres de *Sabra* et *Chatila*. Dans le sud, l'hostilité marquée de la population à l'égard des miliciens de l'ASL ne fit que renforcer l'isolement des forces israéliennes. De la même manière, après la campagne de pacification de la Cisjordanie à la fin des années 1960, l'administration des Territoires s'ingénia à coopter les notables. En réalité, la politique des municipalités contribua, au contraire, à faire émerger une nouvelle génération de militants nationalistes en Cisjordanie. De la même manière, la bienveillance à l'égard des Frères musulmans d'un côté et la nomination à la tête de la mairie de Gaza de Rashad Shawa de l'autre, se retournèrent au début des années 1980 contre les forces israéliennes, les deux côtés encourageant, chacun dans leur registre, la révolte contre l'occupant. Enfin, la politique des Ligues de villages initiée à la fin des années 1970 pour recruter des notables locaux à même de maintenir l'ordre dans les bourgades de Cisjordanie s'acheva, encore une fois, sur un échec. Ces échecs successifs tiennent en grande partie au fait que les forces d'occupation n'ont pas grand-chose dans la durée à ces milices locales, à l'exception de quelques avantages matériels.

Pour ces raisons, dans la plupart des cas, à l'exception de la pacification de Gaza de 1970-74 qui décapita la résistance pour longtemps, les campagnes de pacification furent suivies d'un basculement de la population aux côtés de la résistance. Ainsi, la pacification du Sud Liban fut suivie d'une véritable fièvre révolutionnaire au Sud Liban, de même que dans les Territoires la politique du « poing d'acier » de Begin contribua au déclenchement de la première *Intifada*.

2.2.1. Les effets contre-productifs de la pacification

Les effets contre-productifs des différentes campagnes de pacification menées par les forces israéliennes au cours des quarante dernières années démontrent l'actualité des réflexions de Carl Schmitt sur la contre-insurrection en Algérie. Pour

---

[558] J. Hogard, « Guerre révolutionnaire et pacification », *Revue militaire d'information*, n°280, janvier 1957, extrait cité par Gérard Chaliand, *Les Guerres irrégulières, XXe-XXIe siècle. Guérillas et terrorismes*, Gallimard, Paris, 2008, pp.676-677

assurer ces missions à la charnière du policier et du militaire, l'armée comme le politique doivent, comme le rappelle David Galula, adapter leurs esprits à la contre-insurrection :

> *« Si l'armée doit s'adapter à ses nouvelles missions, il est tout aussi important que les esprits de ses dirigeants et des hommes – ceci inclut aussi bien les civils que les militaires – s'adaptent également aux exigences particulières de la guerre contre-insurrectionnelle. […] Un soldat sur lequel on tire dans une guerre conventionnelle et qui ne riposte pas serait coupable de manquement à son devoir ; à l'inverse, dans la contre-insurrection la règle est de recourir le moins possible aux coups de feu. « Pas de politique » est une réaction enracinée chez le soldat conventionnel, dont la tâche est seulement de défaire l'ennemi ; dans la guerre insurrectionnelle, le devoir du soldat est d'aider à gagner le soutien de la population et en le faisant, il doit s'engager dans une politique adaptée à ce but. »*[559].

Ainsi, Galula nous rappelle, à la suite de Schmitt, que la réussite de la pacification réside dans la préparation du soldat à assumer ses nouvelles missions[560] au contact d'une population qui lui est, au départ, hostile. Cette situation le place dans une situation d'incertitude sur l'attitude à adopter qui est une source de très grand stress et peut conduire à des bavures. C'est pourquoi, l'institution militaire doit « préparer » ses troupes à supporter moralement ces environnements hostiles et à adapter leurs savoir-faire combattants à ces nouvelles situations (règles d'engagement, règles d'ouverture du feu).

Le soldat doit, par ailleurs, rompre avec sa neutralité traditionnelle pour devenir un « être politique » afin de gagner le cœur et la confiance des populations. Cette seconde dimension renvoie à la guerre psychologique, qui est souvent un des aspects les plus délicats de la contre-insurrection.

---

[559] David Galula, *Counterinsurgency Warfare*. Theory and Practice, New York, 1964, extrait cité par Gérard Chaliand, *Les Guerres irrégulières, XXe-XXIe siècle. Guérillas et terrorismes*, Gallimard, Paris, 2008, p.735

[560] Galula ajoute à ce propos que « *le soldat doit alors être préparé à se transformer en propagandiste, en travailleur social, en ingénieur civil, en instituteur, en infirmier, en boy-scout.* », idem, p.734

Elle est, par ailleurs, selon le colonel Trinquier, souvent négligée par les militaires :

> *« Attirés par vocation par l'aspect purement militaire de la guerre, c'est-à-dire par la poursuite et la destruction des bandes en combat sur le terrain, les commandants d'opérations espèrent inlassablement parvenir à les manœuvrer comme des unités régulières et obtenir un succès rapide et spectaculaire ; mais ils portent peu d'intérêt au travail moins noble, pourtant essentiel, qui réside dans l'action en profondeur sur la population et dans la destruction de l'organisation clandestine qui permet toujours aux bandes de survivre malgré les quelques échecs locaux que leur infligent épisodiquement les forces de l'ordre. Mais, seule, une longue occupation du terrain permettant de conduire au sein même des populations une opération policière [...] nous permettrait d'y parvenir. »*[561]

On vit ainsi une évolution dans la stratégie d'infiltration de la population israélienne entre les deux *Intifada*. Lors de la première *Intifada*, les forces israéliennes avaient été prises par surprise et se sont révélées tout au long du soulèvement populaire incapable d'anticiper les mouvements de colère de la population. Lors de la seconde *Intifada*, inspirées par les enseignements de la bataille d'Alger, elles ont créé un certain nombre de nouvelles unités (*Unité 504*, *Sayaret Chadlag*, *Sayaret Maglan*), liées au *Shin Bet*, pour infiltrer la population palestinienne et les groupes armés palestiniens. Le nombre des assassinats ciblés menés depuis le début des années 2000 à l'encontre des cadres des factions armées palestiniennes démontre les résultats de ces forces clandestines, tout en soulignant leurs limites sur les infrastructures combattantes palestiniennes. En effet, la plupart des assassinats n'a pas réellement entravé la capacité d'action de ces factions, à la différence des vagues d'arrestations lors de la première *Intifada* qui avaient laissé le commandement naissant du *Hamas* littéralement décimé. Au contraire, la direction du mouvement éclatée entre Amman, les Territoires occupés, Damas et Beyrouth a tiré avantage de sa fragmentation, n'offrant que des centres de gravité «locaux » aux coups de la répression.

2.3. La défense de surface

La troisième étape renvoie à :

> la *« défense en surface consistant, d'une part à occuper solidement certains môles, à meubler les intervalles avec des milices d'autodéfense ou des unités territoriales, d'autre part à regrouper les réserves instruites et mobiles dans l'espoir d'assener aux forces révolutionnaires des coups « décisifs ». »*[562]

Dès la période mandataire, les forces de la *Hagana Merchavit* (défense territoriale) incarnèrent cette défense de surface avec les colonies érigées aux frontières. Lors de la création de l'Etat d'Israël, le *Nahal* prolongea cette fonction de défense de surface. Le plan *Allon* inscrivit la construction des colonies dans le nouveau contexte de l'occupation dans cette perspective de la défense de surface. Enfin, la constitution de milices de colons, qui seront d'ailleurs utilisées par l'armée au cours de l'*Intifada al Aqsa* illustre la forme la plus récente de cette défense de surface.

Au-delà de ces dispositifs pré-positionnés, le passage à cette réponse opérationnelle correspondit dans les différents cas à l'échec de la pacification. Dans le cas de la guérilla palestinienne « laïque », l'installation des forces en territoire libanais empêcha la mise en œuvre d'une pacification et obligea les forces israéliennes à adopter une réponse opérationnelle de plus haute intensité. La pacification des camps palestiniens fut menée, pourrait-on dire par procuration par les forces chrétiennes, l'armée libanaise et les forces syriennes qui s'en chargèrent au cours de l'année 1976. L'accélération de la guerre civile permit toutefois aux forces de guérilla palestiniennes de se reconstruire et de continuer à harceler le nord de la Galilée.

---

[561] Roger Trinquier, *La Guerre moderne*, La Table ronde, 1961, extrait cité par Gérard Chaliand, *Les Guerres irrégulières, XXe-XXIe siècle. Guérillas et terrorismes*, Gallimard, Paris, 2008, p.687

[562] Voir Maurice Prestat et Saint-Macary, "Essai sur la guerre révolutionnaire", Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières, XX-XXIe siècles. Guérillas et terrorismes*, Ed. Gallimard, Paris, 2008, p.657

La réponse de la *défense de surface* se composa de deux volets : elle commença tout d'abord par l'établissement d'une alliance avec l'Armée du Liban libre, déployée dans le Sud ; parallèlement, les forces israéliennes recouraient à des tirs d'artillerie et à des raids aériens contre le Sud Liban. Devant l'échec de cette réponse opérationnelle appuyée sur l'artillerie et les moyens aériens, le commandement israélien décida d'une réponse de plus grande ampleur, l'opération *Litani*, au cours de laquelle elle établit une zone de sécurité le long de sa frontière avec le Liban. L'Armée du Liban Sud (ex-Armée du Liban Libre) s'y déploya alors que les crêtes et la frontière étaient tenues par les forces israéliennes. De manière similaire, l'échec de la pacification du Sud se traduisit par un repli des forces israéliennes de l'autre côté de la frontière. Elles conservèrent, toutefois, le dispositif de la zone de sécurité.

Lorsque les réponses de la *défense de surface* –raids aériens, artillerie, positions fortifiées le long de la frontière et sur les hauteurs stratégiques, forces de l'ALS déployées dans la zone – se révélèrent insuffisantes pour enrayer la montée en puissance des opérations de la Résistance islamique, le commandement israélien déclencha l'opération *Accountability* en 1993. A partir de 1995, le commandement israélien développa une approche opérationnelle de contre-insurrection aérienne (« *Vulture and snakes* »), adaptant la combinaison de frappes aériennes et d'artillerie de la fin des années 1970 aux nouvelles possibilités offertes par les munitions à guidage de précision, l'hélicoptère et les systèmes électronique de surveillance et de contrôle.

En Cisjordanie, les forces israéliennes connurent deux échecs successifs dans leur approche de la défense de surface. Tout d'abord, au tournant des années 1980, avec la mise en place des Ligues de villages qui se solda par un échec. La tentative de constituer une classe de « collaborateurs » ne fit en réalité qu'accélérer le passage à la lutte armée des mouvances islamistes palestiniennes. Parallèlement, la constitution de milices armées chez les colons aboutit à leur autonomisation et la multiplication des accrochages avec les populations palestiniennes. Avec l'*Intifada*, ces milices finirent pas se révolter contre l'armée. Les forces israéliennes connurent un second échec dans la *défense de surface* à la fin des années 1990 avec l'affaiblissement de l'Autorité palestinienne dans le contexte du renforcement des mouvances islamistes

palestiniennes. La répartition militaro-policière des rôles entre les forces israéliennes (contrôle des points de passage, frontières et espaces aériens et maritimes ; lutte anti-terroriste) et les forces de l'Autorité palestinienne, chargées des de la lutte contre les islamistes, conduisit à partir de 1997 à un retour aux méthodes classiques de pacification[563] face à une guérilla qui se meut vers la guerre de mouvement : « bouclage », « tourbillon »[564], « actions locales »[565].

Suite au contexte tendu créé par les émeutes du Mont du Temple, la réaction israélienne prend tout d'abord la forme d'opérations de bouclage. En représailles à des attentats-suicides, répondant généralement à l'assassinat de cadres du *Hamas* ou du Jihad islamique, les forces israéliennes bouclent à plusieurs reprises entre 1997 et 1998 la majorité des villes palestiniennes de Cisjordanie, ferment les points de passage et arrêtent des centaines de militants islamistes. A la fin du mois de septembre 2000, le déclenchement de la seconde *Intifada* va voir une montée en intensité de cette approche du bouclage, qui reprend en réalité le modèle de l'opération *Bronze* menée par Ariel Sharon à Gaza en 1970-71. Les forces israéliennes bouclent les Territoires dans leur intégralité et déploient des blindés autour des villes et aux barrages qui jalonnent les routes (opération *Bouclier défensif*). Désormais, comme au Liban, les hélicoptères assurent des missions d'appui feu direct (et des missions d'élimination des cadres), en plus de l'artillerie et des raids aériens, aux forces de l'infanterie israélienne déployée à terre et les bulldozers contribuent à aplanir les éléments « gênant » du relief. Certaines zones sont transformées en zones interdites, où les bulldozers détruisent les habitations et les cultures. C'est en réponse à cette « stratégie de siège » imposée aux territoires palestiniens que les factions palestiniennes ont, pour la première fois, recours aux tirs de roquettes *Qassam* contre Israël.

[563] Voir J. Hogard, « Guerre révolutionnaire et pacification », *Revue militaire d'information*, n°280, janvier 1957, extrait cité par Gérard Chaliand, *Les Guerres irrégulières, XXe-XXIe siècle. Guérillas et terrorismes*, Gallimard, Paris, 2008, pp.678

[564] L'approche tactique du « tourbillon » consiste à déployer des unités très mobiles, qui patrouillent en permanence le terrain. Elle est encore appelée « nomadisation » dans le contexte de la contre-insurrection en Indochine ou en Algérie.

[565] Les actions locales correspondent à des opérations « coup de poing » menées par des forces spéciales. Les commandos peuvent, notamment s'ils sont héliportés, être déposés dans la profondeur du territoire de l'adversaire pour y porter un coup sévère à l'ennemi au niveau local.

2.3.1. Le modèle « Rempart »

L'opération *Rempart*, conduite par les forces israéliennes en Cisjordanie du 3 au 22 avril 2002, constitue l'aboutissement de ce modèle du bouclage, qui avec le temps et la montée en puissance des moyens déployés, s'est transformé en « guerre de siège ». Au cours de cette opération de grande envergure[566], de nombreuses forces de l'Armée de terre investissent la Cisjordanie (huit brigades), appuyés par les blindés, et réoccupent toutes les villes de Cisjordanie, à l'exception d'Hébron et Jéricho. Au cours de l'attaque de la ville de Naplouse, les forces de l'infanterie de choc israélienne adoptent un style de combat en « essaim » qui rappelle celui des forces du *Hezbollah*. Reprenant des tactiques de guérilla urbaine anciennes, les petites unités israéliennes progressent, de manière autonome, chacune dans leur secteur, à travers les immeubles à l'abri des tirs adverses et traquent les combattants palestiniens jusqu'au cœur de la ville. Leur progression est facilitée par les blindés et les bulldozers qui dégagent les axes de communication. L'artillerie et les hélicoptères fournissent un appui feu direct aux forces à terre, en plus des frappes aériennes.

L'opération s'achève sur l'attaque du camp de Jenin, au cours de laquelle, les bulldozers détruisent la majeure partie du camp afin de faciliter la progression de l'infanterie et des blindés au cœur des ruelles denses du camp. Au cours des violents combats, les fantassins israéliens ont utilisé des roquettes et des missiles antichars pour détruire les immeubles et les maisons qui servent de refuge aux combattants palestiniens. Cette opération, qui constituera le modèle opérationnel des trois confrontations dans la bande de Gaza entre 2008 et 2014, signale le passage de la défense de surface vers la guerre d'anéantissement, c'est-à-dire lorsque le bouclage atteint ses limites face à une guérilla qui évolue vers la guerre de mouvement.

[566] Pour une description détaillée de l'opération, voir Pierre Razoux, *Tsahal. Nouvelle histoire de l'Armée israélienne*, 2e éd., Perrin, Paris, 2008, pp.497-503

2.4. Retour aux stratégies classiques d'interdiction et contre-mobilité

La réponse opérationnelle de la *défense de surface* renvoie donc à la stratégie d'interdiction et aux dispositifs de contre-mobilité, puisqu'elle cherche avant tout à empêcher la guerre de mouvement des forces adverses.

> La stratégie d'interdiction vise, en effet, *« à empêcher tout mouvement de l'ennemi, à défaut de pouvoir le détruire ou de l'expulser définitivement de l'espace qu'il occupe. L'interdiction vise un but négatif, à la différence de la maîtrise, et relève de la stratégie d'usure puisqu'elle ne procure pas de résultat définitif : l'ennemi n'est pas détruit mais simplement neutralisé ; que la pression exercée sur lui cesse et il retrouve presque aussitôt sa capacité combattante.»*[567]

Son but est donc comme dans l'approche indirecte de Liddell Hart la paralysie stratégique de l'adversaire et non pas l'anéantissement. Son pendant tactique est la contre-mobilité qui :

> *« désigne des dispositifs passifs (obstacles naturels, infrastructures) ou actifs (fortifications, mines) permettant d'entraver les mouvements de l'ennemi. […] Dans l'affrontement de deux adversaires, la contre-mobilité peut compenser des faiblesses de mobilité et à dispositifs de contre-mobilité équivalents, la plus grande mobilité de l'un fige l'autre dans une relative immobilité.»*[568]

La mobilité et la contre-mobilité sont donc dialectiques et s'évaluent en fonction des approches opérationnelles mises en œuvre par les adversaires.

La guerre de mouvement des forces de la guérilla prend la forme d'une attrition qui peut être réalisée grâce aux tirs d'artillerie (missiles et roquettes de toutes sortes) contre les forces pré-positionnées et le front intérieur d'une part et par

---

[567] Voir Hervé Coutau-Bégarie, « Interdiction », in Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, 2e éd, Quadrige/PUF, Paris, 2007, p.319

[568] Voir André Thiéblemont, « Mobilité et contre-mobilité », in Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, 2e éd, Quadrige/PUF, Paris, 2007, p.354

les opérations de guérilla contre les forces pré-positionnées d'autre part. L'interdiction permet donc un double objectif : protéger les forces et la population par des fortifications et des systèmes de défense terminaux d'une part; priver la guérilla de sa mobilité en l'enfermant, notamment par des dispositifs de blocus ou de bouclage.

Afin de réduire la liberté de manœuvre d'adversaires qu'elles ne peuvent éliminer définitivement, les forces israéliennes ont tenté de les éloigner du front intérieur ou de les enfermer dans des espaces bien délimités. Ce faisant, elles sont revenues à la logique de la « muraille de fer » de Jabotinsky. Avec presque un siècle d'écart, la problématique stratégique n'a donc pas beaucoup évolué du côté des forces sionistes/israéliennes. Les acteurs asymétriques font d'autant plus peur qu'ils cherchent à saper les fondements mêmes de la société en remettant en cause l'ordre établi. C'est pourquoi, le retour aux stratégies classiques d'interdiction et de contre-mobilité fut le fruit d'une décision aussi bien politique que militaire. Dès les années 1990, Yitzhak Rabin prônait la séparation d'Israël des territoires palestiniens et la suppression de tous les points de friction entre les deux territoires et leurs populations. Mais il a fallu attendre le début de la deuxième *Intifada* en 2000, pour voir la mise en application de cette politique de séparation.

Dès 2002, l'armée israélienne a procédé au bouclage de la bande de Gaza afin d'affaiblir le *Hamas*. Cette stratégie de blocus a été renforcée à la suite du retrait de Gaza et de la victoire du *Hamas* aux élections début 2006. Le blocus de la marine israélienne au large de Gaza empêche également l'accès de ce territoire par la mer, comme l'a montré l'épisode de la flottille humanitaire turque en 2010[569].

En Cisjordanie, l'érection de la clôture de sécurité est venue parachever l'ensemble de *checkpoints*, de postes de contrôle gardés par des patrouilles et de routes de contournement reliant les colonies de Cisjordanie au territoire israélien[570].

[569] Le 31 mai 2010, la marine israélienne avait donné l'assaut contre six navires civils acheminant des aides pour Gaza. Dix turcs avaient tué dans l'assaut entraînant une grave crise diplomatique entre Israël et la Turquie. Le 29 juin 2015, trois navires partis de Grèce et tentant de franchir le blocus ont de nouveau été interceptés par la marine.

[570] A l'émiettement du territoire cisjordanien par le découpage en trois zones A, B et C, s'ajoute un système de maillage territorial qui comprend plus de 500 obstacles physiques (blocs de ciment, buttes de terre, tranchées, barrages fixes), des barrages volants et des patrouilles (plus de 160 personnes) qui jalonnent les routes secondaires laissées aux Palestiniens. Sur

Ce dispositif isole définitivement les Israéliens des Palestiniens. Le modèle de cette clôture de sécurité qui semble avoir permis de réduire le nombre des infiltrations de kamikazes en territoire israéliens a été repris par les Américains pour sécuriser la zone verte à Bagdad ainsi que certains quartiers abritant des membres de la minorité sunnite.

A la frontière israélo-libanaise, la barrière de sécurité érigée tout le long de la frontière n'a pas été démantelée en dépit du retrait israélien du Sud Liban. Or, le raid du *Hezbollah* contre les positions israéliennes à la frontière le 12 juillet 2006 a montré, qu'en dépit des nombreux systèmes de capteurs électroniques, l'étanchéité d'une barrière n'est jamais garantie. A l'issue de la guerre de l'été 2006, la résolution 1701[571] a par ailleurs décrété un blocus de la frontière syro-libanaise afin d'empêcher le réarmement du *Hezbollah* et ordonné le déploiement des troupes de la FINUL II, renforcée, et de l'armée libanaise dans la zone allant de la frontière israélo-libanaise à la rive sud du fleuve *Litani*.

Ces dispositifs de sécurité s'accompagnent de systèmes de surveillance (capteurs, réseaux de renseignement humain, surveillance aérienne) qui fonctionnent comme des système d'alerte précoce à l'encontre de tout mouvement hostile de la part de l'adversaire. L'intégration des différents systèmes de collecte et de traitement du renseignement doit permettre aux forces spéciales, aux unités d'infanterie et aux hélicoptères d'attaque de mener des actions offensives ciblées, qui peuvent prendre la forme de missions de sécurité aux frontières ou bien de raids punitifs. L'alerte précoce permet ainsi aux forces israéliennes d'agir par surprise et donc de prendre l'initiative.

Les stratégies de blocus et les dispositifs de contre-mobilité passifs, comme les murs et les clôtures de sécurité, restent efficaces, au niveau tactique, pour entraver la capacité d'action de l'adversaire. Ces dispositifs semblent, en effet, à l'heure actuelle être la seule solution efficace pour protéger le territoire des risques

---

les dispositifs de contrôle. Sur les conséquences humanitaires de la construction de la barrière de séparation, voir https://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_barrier_factsheet_july_2012_english.pdf et les annexes 23 et 30.

d'infiltration adverses ou empêcher les trafics d'armes permettant le renforcement des capacités combattantes de l'adversaire. L'Arabie saoudite, de même que la Jordanie, ont ainsi entrepris de construire des dispositifs[572] pour se protéger de la menace posée par l'Etat islamique à leurs frontières, et de manière plus générale, par les groupes armés issus de la militarisation des printemps arabes.

Si ces dispositifs conservent leur pertinence, il faut toutefois en souligner les limites. Ces dispositifs obligent le déploiement de forces à leur proximité qui peuvent devenir des cibles pour les opérations de guérilla (tirs de snipers, accrochages, tirs de roquettes, enlèvements). Les opérations de bouclage ou d'encerclement, qui visent à isoler la menace en un point fixe du territoire, sont très coûteuses en hommes et font jouer à plein la dialectique espace/temps qui avantage la guérilla. Les dispositifs d'interdiction ne sont que des pis-aller car ils ne font que renforcer la détermination combattante des adversaires en même temps que le sentiment d'insécurité des populations. Aucune séparation n'est jamais véritablement « étanche » dans la durée car elle encourage l'adversaire à développer des moyens pour la contourner.

2.5. Stratégies de contournement

Les dispositifs d'interdiction et de contre-mobilité israéliens font aujourd'hui l'objet de tentatives de contournement par « le haut » et par « le bas » des acteurs libanais et palestiniens. Les solutions techniques mises en œuvre par les combattants libanais et palestiniens reprennent des approches opérationnelles anciennes en les adaptant aux nouvelles possibilités que leur offre les développements technologiques contemporains. Ces approches de contournement constituent des adaptations à la

---

[571] Sur la FINUL renforcée et l'embargo à la frontière syrienne, voir International Crisis Group, « Israël/Hezbollah/Liban : éviter un regain de violence », *Rapport Moyen-Orient* n°59, 1er novembre 2006

[572] Ainsi, l'Arabie saoudite a entrepris, avec l'aide d'EADS, la construction d'un système de surveillance courant sur l'ensemble de la frontière avec l'Irak depuis 2006. A terme, la barrière devra couvrir les 9000 km des frontières saoudiennes. Comme le rappelle un journaliste de l'Express, « *La clôture mesure actuellement 900 km, occupe 3397 soldats, huit postes de commande, 32 centres de réponse rapide, trois escouades d'intervention rapide, 38 portes, 78 tours de surveillance, 50 radars et 1450 kilomètres de fibre optique en réseau.* », Nicolas Brouste, « En Arabie Saoudite, 900 km de barrière anti-jihadiste », 08/09/2014, *L'Express*, voir article accessible en ligne : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/en-arabie-saoudite-900-km-de-barrieres-anti-djihadistes_1573985.html.
De même, la Jordanie a aménagé une zone tampon de 10km sur sa frontière avec l'Irak lors de la progression des troupes de *Da'ech* au début de l'été 2004. De nouvelles unités ont été déployées le long de cette frontière depuis l'exécution du pilote

stratégie d'interdiction qu'Israël met en œuvre grâce à des blocus (siège ou blocus naval) et des dispositifs de contre-mobilité (barrières et zones tampons).

Les stratégies de contournement des blocus et des dispositifs de contre-mobilité ont suscité deux types de contre-mesures chez les combattants palestiniens et libanais : le contournement par le haut, par les roquettes et les drones ; le contournement par le bas, par les réseaux de tunnels permettant des infiltrations en territoire adverse.

2.5.1. Contournement par le haut

Le contournement des dispositifs d'interdiction et de contre-mobilité se fait également par le « haut » grâce à des toutes sortes de projectiles de plus ou moins longues portées permettant de dépasser les obstacles créés par les ouvrages fortifiés (murs, barrières, zones minées, fossé) et les zones interdites par les stratégies de blocus (zones tampons) pour atteindre la zone située derrière ces dispositifs de défense. Grâce à ces projectiles, la guérilla peut désormais exercer une attrition sur l'arrière des forces et le front intérieur. Cette approche opérationnelle permettant de contourner l'interdiction exercée par l'adversaire, que l'on peut qualifier pour cette raison de contre-interdiction, n'est pas nouvelle puisqu'elle fut utilisée dès la fin des années soixante par la guérilla palestinienne installée au Sud Liban. Par ailleurs, dans les années 1980, les combattants d'Ahmad Jibril ont conduit plusieurs infiltrations en deltaplane[573] en Israël à partir du Sud Liban. Les Pasdarans iraniens ont par ailleurs, dès cette époque, équipé leur base de Zabadani, située à la frontière syro-libanaise, pour utiliser des deltaplanes.

Dans les années 1990, le *Hezbollah*, suivi au début des années 2000 par les factions palestiniennes, commença à utiliser les tirs de roquettes pour contourner les dispositifs de défense israéliens au Sud Liban et atteindre le front intérieur israélien.

---

jordanien. Voir « Point de la situation géopolitique de la Jordanie », 16/07/2015, MEDEA, accessible en ligne : http://www.medea.be/2015/07/point-de-situation-geopolitique-de-la-jordanie-en-2015/#_ftn15

[573] Le 25 novembre 1987, deux combattants du FPLP-CG ont conduit une attaque contre un *kibboutz* situé près de *Kiryat Shmona* en deltaplane. Le raid, connu sous le nom de « nuit des deltaplanes », a fait 5 morts et sept blessés.

A partir de la mise en place de la zone de sécurité, les tirs de *Katiouchas* sur le nord de la Galilée devinrent réguliers. Les forces du *Hezbollah* utilisèrent par ailleurs des mortiers et toutes sortes de roquettes pour contourner les fortifications construites par les forces israéliennes et leurs alliés de l'ALS. Enfin, à partir du début des années 1990, les combattants du *Hezbollah* tirèrent des *Katiouchas* sur le nord de la Galilée en représailles aux raids aériens et aux frappes d'artillerie israéliens sur le Sud Liban. Mais c'est à partir du retrait israélien que les forces du *Hezbollah* ont commencé à accumuler un puissant arsenal de missiles et de roquettes[574], dont le conflit de l'été n'a semble-t-il dévoilé qu'une partie. De la même manière, après le bouclage des Territoires au début des années 2000, les factions palestiniennes de la bande de Gaza commencèrent à tirer des mortiers et des roquettes sur les colonies et les forces israéliennes situées de l'autre côté de la barrière de sécurité. Les trois dernières confrontations dans la bande de Gaza ont d'ailleurs démontré une amélioration des capacités de ces derniers, au premier rang desquels le *Hamas*, en la matière.

Suite à la guerre du Liban de 2006, les groupes armés palestiniens ont ainsi entamé un véritable effort pour améliorer la production locale des roquettes de courte portée et acquérir un nombre considérable de roquettes et de missiles de courte, moyenne et longue portée[575]. Le *Hamas* a même réussi, semble-t-il, à développer une nouvelle génération de *Qassam*, d'une portée d'une vingtaine de kilomètres, comme l'ont démontré les tirs qui ont touché *Ashkelon* en février 2008. Les roquettes et mortiers sont devenus des éléments de base des approches combattantes des combattants irréguliers comme le montre les conflits en Libye, Irak, Syrie, Afghanistan[576].

---

[574] Anthony Cordesman estime ainsi qu'au moment de l'ouverture du conflit au Liban, le *Hezbollah* disposait d'entre 10000 et 16000 *Katiouchas* (40km de portée), de missiles de moyenne et longue portées *Zelzal 1* (115-220km), 2 (220 km) et 3 (1500 km) ainsi que d'un import stock de mortiers, d'armes antichars (*AT-3, MkII, Konkurs, Kornet, Metis-M, RPG-29*), de missiles anti-aériens de courte portée (*SA-7, SA-14, SA-16*) ainsi que différentes versions de missiles TOW (antitank à guidage de précision). Voir Anthony Cordesman (dir.), « Lessons of the 2006 Israeli-Hezbollah War », *Issues Series*, vol.29, n°4, CSIS Press, 2007, accessible en ligne: http://csis.org/files/publication/120720_Cordesman_LessonsIsraeliHezbollah.pdf

[575] Voir M. Khawagé, « Les leçons de la guerre du Liban », in *Shu'un al Awsat* (Arabe), n°125, printemps 2007, Markaz al Dirassat al-Istratigieh, Beyrouth. D'après Yiftah S. Shapir, les groupes palestiniens disposeraient principalement de *Grad* 107mm et 122mm (20-40km). Au cours de l'opération Pilier de Défense, le *Hamas* a utilisé des missiles *Fajr-3* et *5* (*M-75* version locale) contre Tel Aviv. Voir Shlomo Brom, « In the Aftermath of Operation Pillar of Defense. The Gaza Strip, November 2012", *Memorandum 124, INSS*, décembre 2012

[576] Voir sur le sujet Joseph Henrotin, « Les adaptations de la guerre irrégulière aux nouvelles conditions technologiques : vers la techno-guérilla », dans Hervé Coutau-Bégarie (dir.), *Stratégies irrégulières*, Bibliothèque Stratégique, Economica, Paris, 2010, pp.750-756

En Syrie, la majeure partie des factions armées de l'opposition a entreprit de développer des roquettes artisanales sur le modèle des *Qassam* avec plus ou moins de succès. Les roquettes sont utilisées par ces factions armées en ville, à Damas ou à Alep, pour rompre l'isolement que leur impose les forces blindées du régime syrien qui assiègent la banlieue est de Damas (la *Ghouta*) ou dépasser les dispositifs de défense placées sur les lignes de démarcation (Alep). A l'aide des roquettes, les factions armées exercent une attrition sur les forces du régime autant que sur certains quartiers considérés comme favorables au régime (partie Est de la ville de Damas, partie ouest de la ville d'Alep).

Toutefois, les factions palestiniennes et le *Hezbollah* restent certainement parmi les organisations les mieux équipées, avec *Da'ech* qui a récupéré une grande partie de l'arsenal abandonné par l'armée irakienne au cours de l'invasion de la fin d'année 2014. Désormais, ces mouvements disposent de missiles antichars puissants qu'ils peuvent utiliser contre les hélicoptères qui sont une des composantes essentiels de la supériorité aérienne des forces armées étatiques, l'usage de l'hélicoptère. De plus, on a vu au cours des nouveaux conflits libyen et syro-irakiens que les factions armées disposaient de larges stocks de missiles *Grad* et même de *Stingers*.

Ainsi, depuis les années 1970, le recours des forces de guérilla libanaise et palestinienne aux roquettes fut le signe d'une tentative d'émancipation des contraintes imposées par les stratégies d'interdiction israéliennes. Mais elle est également le reflet d'une stratégie de guerre psychologique qui vise à créer la surprise chez l'adversaire en même temps qu'elle cherche à semer la terreur au sein de la population adverse. Les menaces du secrétaire-général du *Hezbollah* ont illustré le rôle d'instruments de guerre psychologique que jouent les capacités balistiques pour le mouvement. Les missiles permettent d'installer un équilibre de la terreur entre les adversaires[577]. La guerre de 2006 au Liban vit une innovation puisque pour la première fois le *Hezbollah* tira un missile sol-mer (*C802/Noor*) sur un des navires

[577] Le 14 juillet 2006, répondant aux frappes aériennes israéliennes, Nasrallah déclara dans une allocution télévisée (*Al Manar*) : « *You wanted an open war, an open war is what you will get. It will be a full-scale war. To Haifa and – believe me – beyond Haifa and beyond beyond Haifa* », cité par Nicholas Blanford, op.cité, p.372; de la même manière en février 2010, Nasrallah répondant à une rumeur de frappe israélienne contre la Dahiyeh, déclara ainsi: "*They [Israel] think they can demolish Dahiyah's buildings as we barely "puncture their walls". But I tell them today: You destroy a Dahiyah building and we will destroy buidings in Tel Aviv … If you [Israel] target Beirut's Rafik Hariri International Airport, we will strike*

israéliens qui assuraient le blocus des côtes libanaises. Les dommages infligés à la corvette *Hanit*, qui n'avait pas enclenché ses systèmes de protection radar, démontrent que l'Etat-major israélien n'avait pas envisagé cette éventualité.

Enfin, les dispositifs d'interdiction et de contre-mobilité peuvent être contournés « par le haut » par des drones (armés ou pas) et le recours à des positions en hauteur (promontoires stratégiques naturels, toits des immeubles). Dans les deux cas, ces contre-mesures peuvent être utilisées pour exercer une attrition sur les défenses adverses ou l'arrière, aussi bien que pour collecter du renseignement afin de rompre l'isolement qu'impose le blocus. On a ainsi vu le *Hezbollah*, mais aussi le *Hamas*, utiliser à plusieurs reprises des drones iraniens (*Ababil*)[578], parfois armés d'explosifs, survolés les défenses adverses. A chaque fois, ils ont rapidement été abattus par la chasse israélienne. Enfin, suite au retrait des forces israéliennes du Sud, le *Hezbollah* s'est emparé des promontoires stratégiques et autres sites d'éperons du sud Liban (*Mont Sassinne*, château de Beaufort, etc.) jusque-là contrôlés par les Israéliens. Il y a installé des capacités radars et des systèmes de communications à l'épreuve de la guerre électronique.

Le *Hezbollah* a, par ailleurs, installé une partie de ses lanceurs de roquettes dans les zones les plus élevés du Sud afin de maximiser la portée de ses projectiles. De la même manière, on a vu, lors de la guerre de l'été 2014, que le *Hamas* avait installé une série de ses lanceurs de roquettes et des fusils de snipers de longue portée sur les toits des immeubles de la Bande afin de rallonger la portée de ses tirs et contourner par le haut les systèmes de défense à terre. Dans la banlieue de Damas, les factions armées liées à *Jabhat al Nosra* ou à *Da'ech* souvent profité des hauteurs offertes par les immeubles (notamment la tristement célèbre *Bourj al Mo'alimin* dans le quartier de *Jobar*) pour y installer les pads de lancement de leurs roquettes afin d'en accroître la portée ou de tenter d'atteindre les positions de l'armée syrienne

---

Tel Aviv's Ben Gurion International Airport. If you target our electricity stations, we will target yours. If you target our plants, we will target yours.", idem, p.437

[578] Sur les drones du *Hezbollah*, voir Anthony Cordesman, op. cité, pp.105-106 et sur l'emploi de ces capacités par le *Hamas*, voir Michel Goya, « Les enseignements militaires de la guerre de Gaza », *Lettres du RETEX- Recherche*, n°20, CDEF-DREX, 3 novembre 2014

située en hauteur sur la barrière naturelle que constitue le Mont *Qassioun* situé dans la partie nord de la ville.

2.5.2. Contournement par le bas

Depuis les années 1990, le percement de tunnels et d'infrastructures souterraines est devenu un des moyens privilégié des groupés armés libanais et palestiniens pour contourner les dispositifs de blocus et les barrières de sécurité mis en œuvre par les forces israéliennes. Si cette stratégie de contournement par le bas n'est pas nouvelle, puisqu'elle fut employée par les combattants de l'OLP au Sud Liban dès les années 1970, elle a acquis ces dernières années une sophistication et une ampleur sans précédent.

Creusés sous les frontières, les tunnels permettent d'acheminer toutes sortes de matériels, militaires mais aussi civils, puisqu'ils restent l'unique voie d'approvisionnement des populations enfermées dans ces espaces clos. Au niveau purement militaire, ils facilitent l'infiltration et le camouflage des combattants et donc accroissent indéniablement leur mobilité et leur furtivité, ce qui les rend d'autant plus difficiles à identifier.

Dans les Territoires palestiniens, on ne compte plus le nombre de tunnels qui relient la bande de Gaza au Sinaï[579] et permettent ainsi de contourner le blocus imposé par les forces israéliennes. Ces tunnels, qui servent aussi bien à la contrebande d'armes et d'explosifs qu'au ravitaillement général de la population gaziote, alimentent un tel trafic dans le Sinaï que les autorités égyptiennes ont entrepris, dès la fin des années 2000, la construction d'une barrière de métal souterraine le long de la frontière avec la Bande de Gaza. Depuis l'arrivée au pouvoir du général Sissi, les forces égyptiennes ont entamé une campagne de vaste ampleur pour détruire les tunnels reliant la Bande au Sinaï et mettre fin aux trafics d'armes et à la contrebande dans cette région. Depuis, les forces égyptiennes sont engagées dans une vaste campagne de contre-insurrection dans le Sinaï ; certains groupes armés

[579] Voir la carte des tunnels reliant le Sinaï à la bande de Gaza en annexe 29.

palestiniens, d'obédience salafiste, alliés aux contrebandiers égyptiens, n'entendant pas se laisser déposséder de l'outil stratégique que représente ces tunnels.

De la même manière, depuis la fin de la guerre de juillet-août 2006, le *Hezbollah*, aurait, quant à lui, réussi à percer quatre tunnels reliant le Sud Liban à Israël afin de contourner le « tampon » que constitue le déploiement des forces internationales de la FINUL II et de l'armée libanaise dans la zone au sud du *Litani* et atteindre la ligne de front. De la même manière, la guerre à Gaza de l'été 2014 a révélé l'existence de tunnels permettant aux combattants de contourner la barrière par en-dessous pour s'infiltrer en Israël. En Syrie, à Alep ou Damas, on ne compte plus les réseaux de tunnels percés par les factions armées de l'opposition pour se déplacer d'un point à un autre d'un quartier ou dans les zones semi-rurales (*Douma* et '*Adra* dans la Ghouta par exemple) à l'abri des tirs de l'artillerie, des blindés et des missiles antichars des hélicoptères du régime. Ces tunnels, qui sont parfois prolongés par des tranchés qui courent le long des lignes de front, permettent également aux combattants de se ravitailler de manière discrète ou de franchir les défenses adverses pour attaquer sur les arrières.

Plus récemment, certains développements de la marine israélienne semblent signaler des tentatives d'infiltrations des combattants palestiniens et libanais par la mer. Les exercices conduits par les forces navales israéliennes depuis le début de l'été 2015 semblent confirmer l'intérêt du *Hezbollah* et du *Hamas* pour les approches opérationnelles asymétriques navales. Depuis la fin de l'opération *Bordure protectrice*, les forces israéliennes se préparent à affronter des attaques menées contre le littoral israélien par des commandos de plongeurs du *Hezbollah* ou du *Hamas*[580]. La menace est devenue une réalité depuis août 2015 lorsque des plongeurs du *Hamas* ont réussi à débarquer sur une plage israélienne à partir de la mer.

La Marine israélienne a d'ailleurs annoncé avoir récemment mis au point de nouvelles solutions opérationnelles pour faire face à ces nouvelles menaces asymétriques sur mer. Elle a, par exemple, redéfini dans un sens plus offensif les

[580] Voir i24news, « L'armée israélienne s'entraîne à faire face à la guerre asymétrique en mer », 3 septembre 2015.

missions de l'Unité *Snapir*[581]. En plus de sa mission traditionnelle de surveillance des ports et des bases navales, l'Unité est désormais chargée de la défense contre les tentatives d'attaque à partir de la côte gaziote. Equipée de petites frégates, légères et rapides (*Tzar'a*), cette unité peut désormais attaquer les embarcations tentant de violer le blocus et mener des actions offensives contre les bateaux tentant de s'infiltrer dans les eaux territoriales israéliennes pour y déposer des commandos. Ces tentatives de contournement des barrières terrestres par la mer ne sont pas nouvelles. C'est d'ailleurs l'équipée meurtrière d'un commando palestinien parti de *Dammour* et s'étant infiltré en Israël par la mer qui avait provoqué en 1978 le déclenchement de l'opération *Litani* et la mise en place de la zone de sécurité du Sud Liban.

2.5.3. Contournements et contre-mesures

Afin de traiter la menace croissante des tirs de roquettes et de missiles sur Israël, les forces armées israéliennes, avec l'aide du CMI, ont développé des solutions techniques : les systèmes de défense terminale terrestre et les drones de combat. Même si ces systèmes restent très coûteux et ne sont pour l'instant déployés que sur une partie du territoire israélien, ils présentent des avantages indéniables : ils permettent une capacité d'alerte et de réaction très rapide, fonctionnant 24 h/24, de manière autonome et s'étendant à l'ensemble du territoire. Représentant une fonction de défense passive, ces systèmes intégrés ne nécessitent pas de déploiement en territoire ennemi et restent donc le cadre de la stricte légitime défense. Or, eu égard aux velléités croissantes des groupes armés du Levant à se doter d'armes de plus en plus puissantes, ces systèmes de défense terminale conservent leur pertinence, même s'ils ne peuvent que minimiser les dommages une fois les missiles lancés. Lors de la guerre de l'été 2014, le système « dôme d'acier »[582] a démontré que la menace des roquettes palestiniennes était désormais plus symbolique que réelle. Les drones armés peuvent également se révéler très utiles en matière de localisation et de destruction de

[581] Voir i24news, « Israël : une unité de la marine chargée des tirs à courte portée contre Gaza », 1er juin 2015

[582] Le système « dôme d'acier » est entré en service en 2011 et s'est révélé depuis très efficace contre la menace des roquettes et des missiles de courte portée des groupes palestiniens. Yiftah Shapir rappelle ainsi que pendant l'opération Pillier de la Défense : « *During Operation Pillar of Defense, 1,506 rockets were fired at Israel. Of these, 152 were failed launches, 875 fell in unpopulated areas, and 421 were successfully shot down by the Iron Dome system, which achieved a success rate of 85 percent. Only 58 rockets fell in built-up areas*. », voir Shlomo Brom, « In the Aftermath of Operation Pillar of Defense. The Gaza Strip, November 2012", *Memorandum 124, INSS*, décembre 2012, p. 41. En parallèle, la défense israélienne dispose du système *Arrow* pour les missiles de moyenne et longue portée.

ces capacités balistiques de courte portée et leur rôle devrait certainement être renforcé dans les conflits futurs[583].

Pour faire face au développement croissant des dispositifs fortifiés enterrés, les armées occidentales, et tout d'abord les Israéliens, travaillent au développement de nouvelles techniques de localisation et de destruction des infrastructures souterraines, qui peinent toutefois à voir le jour. La technique la plus utilisée de nos jours, le *Ground Penetrating Radar* - notamment par les troupes de l'OTAN dans le *Philadelphia Corridor* - était déjà utilisée par les Américains au Vietnam contre les dispositifs souterrains *Viêt-Cong*.

En matière de destruction, jusqu'aux années 1970, les armées occidentales disposaient d'unités spécialement dédiées aux combats souterrains. Mais eu égard au taux très important de mortalité dans ces combats, les armées occidentales ont progressivement délaissé ce type de combat. Seule l'armée israélienne dispose encore d'une unité dédiée à la destruction des souterrains ; mais aujourd'hui, les soldats se contentent de détruire l'entrée des tunnels à la surface à l'aide d'explosifs.

Pour les ouvrages plus solidement fortifiés et profondément enterrés, leur destruction est assurée par des bombes à forte capacité de perforation, dont certaines ont été utilisées lors de l'opération à Gaza à la fin de l'année 2008. En dépit de leurs capacités de frappe, l'effet de ces bombes reste limité par le manque de précision de la localisation des tunnels et entraîne des dommages collatéraux très importants.

A partir de 2010, des travaux importants ont été menés conjointement par l'Egypte et Israël, avec le soutien d'ingénieurs français, pour développer une sorte de barrière métallique souterraine. Celle-ci constitue une sorte de filet dont les rets bloquent le passage dans les tunnels. En parallèle, et déjà depuis le milieu des années

[583] Philippe Gros analyse une augmentation progressive de l'emploi des drones par les forces israéliennes depuis 2004. Au départ, ils étaient essentiellement employés dans les opérations d'assassinat ciblé contre les cadres militaires palestiniens. A partir de l'opération Plomb Durci, Philippe Gros remarque une augmentation progressive du recours aux drones pour les missions de surveillance et d'élimination de cibles (notamment roquettes, missiles, entrepôts stockage). Lors de l'opération Pillier de défense, il parle même d'une « noria de drones ». Les principaux drones utilisés par les forces israéliennes pour les missions de frappe sont les drones *Hermes 450/900* et pour la surveillance les *MALE Heron* et *Heron TP*. A l'horizon 2030, les drones devraient un acquérir un rôle équivalent à celui des forces aériennes, qui pourront alors se concentrer sur les missions à longue distance. Voir Philippe Gros, « Les drones armés israéliens : capacités, bilan de leur emploi et perspectives », *Recherches & Documents* FRS, n°9 ,2013.

2000, les forces israéliennes avaient construit des fossés visant à empêcher l'infiltration des combattants palestiniens en direction des colonies (Gaza). De la même manière, en septembre 2015, les forces égyptiennes ont détruit une grande partie des habitations de Rafah, qui constituent souvent le point d'entrée/sortie des tunnels de la bande de Gaza, qui ont laissé la place au percement d'un immense fossé sur la frontière entre Gaza et l'Egypte. La mise en eau de ce fossé a permis d'inonder la majeure partie des tunnels, condamnant la base à un isolement d'une telle rudesse que même le gouvernement Netanyahu a protesté.

Ces contre-mesures démontrent que la destruction des ouvrages fortifiés, enterrés, reste une affaire complexe, aussi bien du fait des difficultés à les localiser que du fait des dommages collatéraux importants qu'elles entraînent. En attendant le développement de nouvelles technologies de localisation ou de munitions de précision à forte capacité de pénétration/perforation, le renseignement humain, les barrières souterraines et le percement de fossé continuent restent les moyens les plus efficaces dont disposent les forces armées. Ainsi, lors de l'opération *Cast Lead* en décembre 2008, les agents du *Shin Bet* ont réussi à localiser une quarantaine de tunnels entre l'Egypte et Gaza. Mais la séparation entre les populations du fait de l'érection de barrières, de murs ou de zones tampons, réduit *de facto* les capacités de renseignement humain, aussi bien en ce qui concerne le recrutement d'agents locaux que l'infiltration d'agents. La mise à distance du champ de bataille réduit donc la compréhension des intentions et des modes de fonctionnement de l'adversaire.

Les dispositifs d'interdiction et de contre-mobilité ne sont donc jamais efficaces par eux-mêmes et ne peuvent seuls emporter la décision sur le théâtre d'opérations. Les adversaires cherchent toujours à mettre leur intelligence stratégique et tactique au service du contournement de ces dispositifs. Ceci démontre que la fortification n'a aucune valeur en elle-même si elle ne tient pas compte des conditions géographiques aussi bien que socio-politiques dans lesquelles elle est mise en œuvre. Pour répondre efficacement aux menaces dites asymétriques, le génie militaire contemporain doit donc intégrer l'ensemble des dimensions de l'univers dans lequel il opère. Sa problématique n'est donc pas uniquement une affaire de technicité.

Le développement de ces contre-mesures entraîne, semble-t-il, une sorte de course à l'enfouissement chez les acteurs asymétriques. Ceux-ci tendent à enterrer toujours plus profondément leurs tunnels, ce qui entraîne des problèmes d'éboulement ou de glissement de terrain mais pose aussi la question des combattants à survivre dans ces espaces confinés où l'air tend à se raréfier. Ces contre-mesures poussent donc les combattants asymétriques à s'enfoncer toujours plus profond au cœur de leur territoire. Cet enkystement géographique est aussi un enkystement au sein d'une réalité humaine, la société de résistance, sans le soutien de laquelle il ne pourrait mener sa guérilla. Les limites de ces contre-mesures tendent donc à démontrer l'actualité des réflexions de Carl Schmitt sur la guerre de partisan.

2.6 Les limites de la défense de surface face aux acteurs asymétriques

Les limites de l'approche opérationnelle de la *défense de surface* tiennent à la nature dissymétrique du rapport que adversaires entretiennent vis-à-vis de la dialectique espace/temps. Plus les forces armées gagnent de terrain sur la guérilla, plus elles s'engagent dans une occupation de longue durée ; or, l'occupation de longue durée est coûteuse matériellement et politiquement. La population « loyaliste » finit par s'interroger sur la raison d'être de l'occupation à mesure que les coûts augmentent et la population locale se lasse de la présence des troupes étrangères. L'occupation de longue durée finit toujours par donner raison à la guérilla et souligne le caractère essentiellement politique du partisan. La guérilla n'a donc qu'à attendre que le temps face son œuvre et retourne la population contre les forces d'occupation. Les limites de la défense de surface réside donc en grande partie dans l'incapacité des forces armées d'occupation à faire la démonstration de la justesse de leur cause aux yeux de la population face à un partisan, dont la cause apparaît « naturellement » légitime. Cette dialectique temps/espace renvoie à une autre dialectique, celle de la légalité du recours à la force/légitimité politique de la cause. Ces couples dialectiques sont particulièrement difficiles à gérer pour le commandement politico-militaire car ils soulignent les différences de priorités entre

le militaire et le politique fait que la *défense de surface* s'apparente souvent au mythe de Sisyphe[584] pour l'armée menant la contre-insurrection.

La stratégie du bouclage permet ainsi rarement de dégager des résultats de long terme car sa mise en œuvre réclame une conjonction de nombreux facteurs comme le rappelle J. Hogard :

> *« L'expérience prouve qu'il exige, pour réussir, les conditions suivantes :*
> *- situer les forces rebelles (importance du renseignement frais) ;*
> *- mettre le dispositif en place à temps (mobilité, conservation du secret) ;*
> *- disposer des forces suffisantes pour réaliser un véritable « bouclage » (effectifs)*
> *- disposer d'autant plus de temps pour fouiller le terrain que la population est plus contaminée ou terrorisée par les rebelles, et qu'elle nous aide moins ;*
> *- conduire l'affaire de façon très souple ; être prêt en permanence à transformer ou à déplacer le dispositif. »*[585]

Pour cette raison, la *défense de surface* est très difficile à mettre en place de manière efficace et se révèle très coûteuse en hommes, en énergie, en matériels et peu avoir de dangereux effets contreproductifs comme le rappelle J. Hogard :

> *« L'expérience montre que toutes ces conditions sont rarement réalisées simultanément. En dehors du cas d'un terrain peu couvert, et de l'utilisation de moyens très mobiles (hélicoptères), ce genre d'opérations est en général assez décevant. Il a aussi l'inconvénient d'employer des troupes étrangères à la région qui commettent par conséquent des fautes psychologiques. Enfin, si elles échouent les rebelles ne manquent pas de montrer l'inanité de notre force aux populations ; celles-ci perdent respect et confiance en notre puissance, et nos troupes se lassent. On ne*

[584] L'expression est empruntée à David Galula.
[585] J.Hogard, op.cité, p.678

doit donc recourir aux actions de ce genre que le moins possible, et seulement si les conditions favorables sont remplies.» [586]

A la lumière de cette mise en garde, les facteurs du double enlisement israélien au Liban et dans les Territoires palestiniens, en particulier à Gaza, apparaissent plus clairement. Tout d'abord, le relief boisé et montagneux du Sud Liban d'un côté et l'environnement urbain très densément peuplé de la bande de Gaza de l'autre sont à l'opposé des espaces ouverts préconisés par J. Hogard. Dans les deux cas, les capacités de détection/identification des cibles sont handicapées par la topographie des lieux. Par ailleurs, l'hostilité qui caractérisent les relations entre les forces israéliennes et les populations du Sud Liban et des Territoires palestiniens font qu'il est très difficile pour les soldats israéliens de se mouvoir dans ces environnements sans risquer de déclencher des réactions hostiles de la part des habitants. Or, dans ces conditions, toute réaction disproportionnée de la part d'un soldat, toute panique, peut mener à des bavures, qui sapent le moral des troupes.

Au vu de la complexité des conditions requises pour la mise en œuvre d'une défense de surface réussie, on comprend mieux que le commandement militaire, dont la patience est éprouvée, soit régulièrement tenté de mener des opérations de grande envergure pour anéantir une fois pour toute la guérilla.

2.7. La paralysie stratégique et la guerre d'anéantissement

La quatrième phase est celle de la guerre d'anéantissement et qui a reflété dans les deux cas, l'échec de la troisième phase, qui s'est achevée sur des retraits unilatéraux du Liban et de la Bande et qui ont offert aux adversaires des victoires politiques majeures. Dans les deux cas, on a observé au cours de la phase de l'enlisement, au moment où l'adversaire passe à la guerre de mouvement, une réponse opérationnelle israélienne qui tend à signaler une « usure » et une volonté d'en finir en passant très rapidement à une réponse opérationnelle de haute intensité, qui indique le passage à la guerre d'anéantissement. L'approche opérationnelle reste

[586] Voir J. Hogard, « Guerre révolutionnaire et pacification », *Revue militaire d'information*, n°280, janvier 1957, extrait cité par Gérard Chaliand, *Les Guerres irrégulières, XXe-XXIe siècle. Guérillas et terrorismes*, Gallimard, Paris, 2008, pp.678

basée sur la doctrine opérationnelle israélienne classique pour les conflits de haute intensité.

Les forces armées israéliennes continuent de s'inspirer de l'approche développée pendant la guerre de 1973 – et utilisée avec succès contre les défenses anti-aériennes syriennes dans la *Bekaa* en 1982 – pour neutraliser les défenses anti-aériennes ennemies. Cette approche, basée sur un principe d'interdiction, intègre les différentes composantes des forces armées. Les capacités balistiques et d'artillerie de longue portée de l'ennemi sont neutralisées dès les premières heures du conflit par un très grand nombre de frappes aériennes (chasseurs et drones de combat), combinées à des actions ponctuelles des forces spéciales et des hélicoptères de combat, contre les points sensibles situés dans la profondeur de la défense adverse. Les forces navales assurent, quant à elle, la défense côtière contre les missiles de croisière et le blocus des côtes.

Les munitions à guidage de précision et les drones permettent ainsi de maintenir les forces à bonne distance du champ de bataille et de réduire les pertes. La multiplicité des actions offensives ciblées contre le dispositif de l'adversaire, conduite dans un très court temps et sur l'ensemble du territoire grâce à une intégration des différents systèmes de commandement et de contrôle, doit permettre de désorganiser les forces ennemies au point de les paralyser. Les moyens de guerre électronique et informationnelle (brouillage, cryptage, etc.) doivent amplifier la paralysie du système adverse. Lorsque l'attrition des forces ennemies est suffisamment avancée, le système de défense adverse s'effondre.

C'est l'approche opérationnelle qui a guidé les forces israéliennes aussi bien au Liban (1993, 1996, 2006) qu'à Gaza (2008, 2012, 2014). Or, la répétition quasi à l'identique des mêmes opérations prive Israël de toute capacité de surprise. Au cours de la séquence libanaise, les trois confrontations armées ont démontré une montée en puissance des moyens mobilisés par les forces israéliennes qui accompagne une extension de la stratégie de bombardement stratégique à l'ensemble du territoire. Or, cette extension s'accompagne inévitablement de destructions majeures, de déplacements de population et de pertes civiles. Si ces effets collatéraux dramatiques sont inhérents à toute guerre d'anéantissement, ils atteignent dans le cas des

opérations de grande envergure contre des adversaires irréguliers des proportions considérables, du fait de l'implantation de ces derniers au cœur d'une population amie. La nature même du partisan, civil ayant pris les armes, rend la discrimination entre combattants et civils très difficile et entraînent les armées étatiques dans des actions de force particulièrement brutales, souvent jugées disproportionnées.

Or, celles-ci ne semblent avoir que des effets limités sur la capacité combattante des adversaires irréguliers. Le bombardement stratégique ne permet pas d'obtenir la « soumission » ou la « paralysie générale »[587] des combattants irréguliers car ceux-ci ne dépendent pas d'infrastructures et d'une économie organisée, avec ses industries et ses administrations, comme une armée étatique. Ainsi, lors de la guerre du Liban de 2006 et de la dernière guerre à Gaza, elles n'ont pas empêché les combattants du *Hezbollah* et du *Hamas* de continuer jusqu'à l'arrêt des hostilités de tirer des roquettes sur le front israélien. Par ailleurs, les bombardements qui touchent surtout les civils ne font que renforcer leur solidarité vis-à-vis des partisans. Même dans un pays toujours prompt aux tensions communautaires tel que le Liban, la guerre de l'été 2006 n'a pas réussi à retourner la population libanaise contre le *Hezbollah*. En dépit de certaines condamnations aux niveaux des dirigeants politiques, les différentes communautés libanaises ne se sont pas désolidarisées vis-à-vis du *Hezbollah* ou de la communauté chiite. Dans la bande de Gaza, le siège hermétique imposé à la Bande ne laisse, en toute hypothèse, aucun autre choix à la population que de serrer les rangs derrière les factions armées palestiniennes. Pourtant, c'est la rupture du lien entre la population et les forces combattantes que vise la paralysie stratégique. Dans les différents cas libanais et palestinien, le bombardement stratégique n'a fait que renforcer les liens entre les populations et les organisations

[587] Les deux expressions sont empruntées à William Mitchell qui fut un des premiers théoriciens, avec Giulo Douhet et Hugh Trenchard, de l'emploi stratégique de l'arme aérienne. Dans son ouvrage *Winged Defence. The Development and Possibilities of Modern Air Power-economic and military* publié en 1925, il met en avant le rôle révolutionnaire de l'aviation dans la guerre et les avantages du bombardement stratégique qui doivt permettre d'emporter la bataille sans livrer de combats : "*Autrefois, afin d'atteindre le cœur d'un pays et remporter la victoire, il fallait toujours défaire les armées de terre sur le territoire même et contre elles tout un long processus d'avances militaires successives. Pour couper des lignes de chemin de fer, faire sauter des ponts et détruire des routes, il fallait des mois de dur labeur, des milliers de vies sacrifiées, et une dépense incroyable. Aujourd'hui, une attaque par une force aérienne utilisant des bombes explosives et des gaz peut provoquer l'évacuation totale et la paralysie générale. Voilà qui priverait les armées, les forces aériennes et même les forces navales de leurs moyens de maintenance. Plus encore, les torpilles aériennes […] peuvent être dirigé[e]s sur 150 kilomètres d'une manière suffisamment précise pour toucher des grandes villes. De sorte qu'à l'avenir, la seule menace du bombardement d'une ville par la force aérienne contraindra à l'évacuation et à la cessation de tout travail* », extrait cité par Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie*, Coll. Bouquins, Robert Laffont, Paris 1990, p.1149

combattantes, comme l'ont montré les regains de popularité du *Hezbollah* et du *Hamas* dans l'immédiat après-guerre.

Ainsi, la composante aérienne de la guerre d'anéantissement atteint ses limites du fait des contre-mesures déployées par les combattants irréguliers et de l'avantage que leur donne le terrain physique et humain dans lequel ils évoluent. Parce que les combattants irréguliers sont des êtres « telluriques », ils ramènent le combat sur la terre ferme. Pour cette raison, lors des opérations *Changement de Direction* et *Bordure protectrice*, l'armée israélienne a été obligée d'engager ses troupes dans une vaste campagne à terre. Les forces furent obligées de s'enfoncer dans le territoire adverse, ne pouvant plus se contenter de mener des opérations dans la zone « frontalière ». Or, en pénétrant dans la profondeur du territoire adverse, que les combattants irréguliers ont préparé et connaissent bien, les chars et les fantassins doivent s'exposent à de dangereuses embuscades et des combats rapprochés d'une grande violence. Dans ces derniers, les systèmes d'armes modernes ne leur sont que de peu d'utilité (à l'exception des drones) et seuls les savoir-faire combattants « rustiques », du corps à corps, font la différence.

Ainsi, loin des images des combats futuristes qu'envisageaient les théoriciens des guerres du futur, les opérations de haute intensité de contre-insurrection ramènent souvent le combat à sa plus simple expression : le corps à corps. Les forces de contre-insurrection, lourdement équipées par leurs systèmes d'armes sophistiqués, sont désavantagées dans ces environnements hostiles, face à des combattants qui se meuvent avec une grande flexibilité[588]. C'est d'ailleurs le constat que dresse David Cumin qui souligne le manque d'adaptation des forces conventionnelles à la contre-insurrection.

La nature différente des opérations de contre-insurrection implique :

> *« d'adapter les personnels, les matériels et les logistiques, mais aussi des tactiques et des principes conçus pour des conflits armés conventionnels. […] Il importe, d'une part, d'alléger les soldats afin qu'ils renouent avec*

les vertus de la frugalité et de la rusticité, d'autre part, de moduler les règles d'ouverture de feu dans le sens de la retenue. Dans le plus grande mesure du possible, seuls les partisans doivent être ciblés, non pas les groupes au nom desquels ils disent agir, sous peine d'identifier ceux-ci à ceux-là. Or, le souci de limiter les pertes conduit les forces régulières (occidentales) à lourdement s'équiper, donc à perdre furtivité et mobilité ; à éviter le contact avec la population locale (dans laquelle se dissimulent les partisans), donc à renoncer à la séduire ou à la connaître ; à privilégier les tirs à distance de sécurité, donc à élever la probabilité de dommages collatéraux, à moins d'utiliser des armes de haute précision ou des armes non létales. »[589]

La 2ème Transformation israélienne fut, elle aussi, dissymétrique puisqu'elle consista en majeure partie à adapter les forces israéliennes aux désavantages inhérents à toute force armée structurée dans lutte contre-insurrectionnelle ; cette dissymétrie s'est ainsi exprimée dans l'adaptation au fil des opérations de l'approche opérationnelle israélienne orientée vers le combat de haute intensité à la désescalade qu'impose le passage du conflit de haute intensité à des opérations de basse intensité.

3. Les Transformations militaires dissymétriques du Hezbollah et du Hamas

Les Transformations militaires conduites depuis les années 1980 par le *Hezbollah* et le *Hamas* reflètent, elles aussi, des Transformations dissymétriques puisqu'elles ont été guidées par le développement d'approches opérationnelles et de solutions techniques permettant de compenser l'infériorité naturelle du partisan vis-à-vis d'une armée étatique. Elles ont abouti à une approche opérationnelle et un modèle de forces qui rappellent par de nombreux aspects la défense non-offensive et le modèle de la techno-guérilla. Le *Hezbollah* a joué un rôle pionnier alors que le *Hamas* semble s'être contenté d'adapter à ses propres contraintes opérationnelles ce

---

[588] Voir Christian Malis, "(Re)-Thinking The Relationship Between Conventional and Unconventional Forms of War », dans Julian Lindley-French et Yves Boyer, *The Oxford Handbook of War*, Oxford University Press, 2012, p.188

système de défense. On peut penser que le système de défense bâti par les Syriens sur le Golan et les retours d'expérience iraniens de la guerre avec l'Irak ont largement contribué à l'élaboration des systèmes de défense du *Hezbollah* et du *Hamas*.

3.1. Une stratégie compensatoire

Placé dans une situation d'infériorité naturelle du fait de la nature irrégulière de ses forces et du contexte qui a présidé à sa création, le *Hezbollah* a, comme son adversaire israélien avant lui, bâti une stratégie visant avant tout à compenser son infériorité par une supériorité qualitative dans les domaines de faiblesse de son adversaire. Comme son adversaire, son approche au niveau stratégique s'apparente à une guerre d'usure et à une guerre de manœuvre au niveau opérationnel.

La force de son approche repose dans l'ardeur et de la détermination au combat de ses combattants d'une part, dans la mise en œuvre d'innovations doctrinales et technologiques d'autre part. Le *Hezbollah* s'est ainsi employé à développer des approches opérationnelles tirant partie des faiblesses du dispositif de son adversaire : rigidité et lourdeur des forces, moral des combattants, forte utilisation des technologies modernes dans la conduite de la guerre. Son dispositif repose ainsi sur un style de combat très agressif au niveau tactique, une très grande mobilité et furtivité des combattants, une décentralisation très poussée du système de défense et l'utilisation d'un mélange de technologies rustiques et sophistiquées.

L'action en réseau, qui combine décentralisation et autonomie des combattants sur le terrain, de même que le cloisonnement et le secret qui caractérisent le *Hezbollah* et le *Hamas*, ont permis à ces mouvements de survivre aux actions offensives israéliennes. L'utilisation des armes antichars comme artillerie polyvalente et portable, combinée à des capacités de furtivité et à une puissance de feu relative, constitue la base de l'approche opérationnelle du *Hezbollah*[590] et du *Hamas*. Ces

---

[589] Voir David Cumin, « La théorie du partisan de Carl Schmitt », in Hervé Coutau-Bégarie (dir.), *Stratégies irrégulières*, Bibliothèque stratégique, Economica, Paris, 2010, p.81

[590] Sur les modes opératoires du *Hezbollah*, voir « Le Hezbollah face aux armées conventionnelles. Perspectives historiques des modes d'action. », in *Les cahiers de la recherche doctrinale*, oct. 2008, CDEF.

derniers réussissent à compenser leur infériorité technologique, numérique et de puissance de feu en déployant, avec parcimonie, leurs forces sur des secteurs limités, mais stratégiques, tout en saturant le front intérieur israélien de tirs. La faible précision des capacités balistiques étant compensée par leur nombre.

Lors des dernières confrontations au Liban et dans la bande de Gaza, le *Hezbollah* et le *Hamas* ont créé des configurations opérationnelles très contraignantes pour les forces israéliennes. En évitant un engagement risqué à terre et en privilégiant l'arme aérienne pour traiter la menace, le commandement militaire expose le front intérieur israélien à une guerre d'attrition. Mais en engageant les forces dans une campagne à terre, le commandement prend le risque de perdre un grand nombre de soldats et de matériels dans des embuscades ou des combats au corps à corps féroces.

Comme les Israéliens avant eux, les combattants libanais et palestiniens tentent de compenser leur infériorité de puissance par une créativité tactique et une ardeur au combat qu'illustre leur style tactique offensif agressif. Comme les forces israéliennes de l' « âge héroïque », la détermination de leurs combattants à résister à ce qu'ils perçoivent comme une menace existentielle, qui justifie leur propension au martyr, doit permettre de compenser leur infériorité. Les transformations conduites par le *Hezbollah* et le *Hamas* représentent donc une recherche d'adaptation aux évolutions des conditions opérationnelles et de la culture militaire israélienne.

Ces évolutions de la doctrine opérationnelle israélienne et la moindre résilience des forces armées et de la société à l'attrition n'ont pas échappé au *Hezbollah* et au *Hamas*. Parce que la conduite de la guerre israélienne vise de plus en plus l'interdiction (paralysie stratégique) et la contre-mobilité, elle a encouragé les adversaires d'Israël à développer des approches opérationnelles alternatives, basées sur la contre-interdiction et la mobilité.

3.2 .L'inspiration syro-iranienne

Dans les années 1990 et 2000, le *Hezbollah*, puis le *Hamas*, se sont dotés de capacités d'artillerie afin de compenser la supériorité aérienne israélienne. Ces

capacités servent aussi bien de défenses anti-aériennes que de moyens d'attrition contre le front israélien. En parallèle, ces groupes armés ont adopté un style tactique offensif, très mobile et décentralisé. Les forces sont organisées en petites unités interarmes autonomes, entraînées à la guérilla et à la lutte antichar, qui agissent dans un espace qu'elles connaissent et maîtrisent.

Or, ces dispositifs rappellent à de très nombreux égards le dispositif de défense conçu par les Syriens dans le Golan au début des années 1970. Ce dispositif visait lui-même à compenser la supériorité aérienne israélienne. Or, il ne faut pas oublier que la doctrine opérationnelle israélienne contemporaine reste largement inspirée par le concept de « champ de bataille saturé » développé par les militaires israéliens dans l'après-guerre du *Kippour* pour faire face à la menace d'une guerre avec la Syrie sur la ligne de front du Golan. Après la guerre des Six Jours, au cours de laquelle l'aviation syrienne a été clouée au sol dès les premières minutes du conflit, le commandement syrien, fortement inspiré par les Soviétiques, a développé un système de défense reposant sur une très forte densité de défenses anti-aériennes. Concept dont la profondeur soviétique avait également inspiré le dispositif de défense égyptien lors de la guerre du *Kippour*. Ceux-ci avaient, contre toute attente, déployé une défense dans la profondeur, avec une ligne de fantassins de choc équipés et entraînés à la lutte antichars, appuyée en arrière par les blindés et l'artillerie.

Le dispositif syrien repose[591], quant à lui, sur trois lignes de défense, combinant des défenses anti-aériennes (*SAM*), des pièces d'artillerie et des dispositifs fortifiés, couvrant densément l'ensemble du front du Golan. Par ailleurs, des unités de défense antichars sont déployées sur la ligne de front, protégées par les dispositifs fortifiés et appuyés par l'artillerie et les chars situés plus en arrière. Des roquettes de 220 mm furent déployées le long de la ligne d'armistice du Golan, appuyée elle-même par des roquettes de 302 mm pouvant atteindre la ville d'Haïfa et ses

[591] Sur le dispositif syrien, voir M. Khawagé, *Al Sharq al Awsat. Tahawlat istratijieh* (« Le Moyen-Orient, transformations stratégiques »), (en arabe), Dar al Farabi, Beyrouth, 2008, Général Hassan Turkmani, *Al Harb al Sadissa. Hala istratijieh jedida* (« La Sixième guerre. Un nouvel environnement stratégique »), (en arabe), Oula for Publishing and Distributing, 2008, Mohammad Fawzi (Chef d'Etat-major égyptien), *Harb October 1973. Dirassa w Drouss* (« La guerre d'Octobre, 1973. Etude et leçons »), (en arabe), Dar al Karama, Le Caire, 2014 et Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, *'Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution,* Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998, pp. 81-87

installations portuaires et pétrochimiques. Une deuxième ligne de défense, faite de rampes de roquettes sol-sol *FROG*, a été mise en place à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Damas afin de protéger les ouvrages fortifiés du Golan d'une éventuelle action de l'infanterie israélienne. La troisième ligne de défense syrienne est constituée par les missiles *Scud* déployés dans la région de Homs, à environ 200 km de la capitale, où se trouvent les installations de production d'armement syriennes. Certains sites de production et de déploiement de missiles ont d'ailleurs été enterrés. Enfin, les missiles *shehab* déployés sur le territoire iranien constituent une quatrième et dernière ligne de défense qui donne une profondeur stratégique au dispositif syrien et est venue compenser la perte du « parapluie » soviétique avec la fin de la guerre froide. A ce dispositif, s'ajoute une défense côtière, combinant forces navales et missiles sol-mer, et des forces aériennes (avions de chasse, bombardiers et hélicoptères) qui se sont révélées une arme redoutable depuis le début de la guerre en Syrie.

3.2.1. Le dispositif de défense du Sud Liban : un modèle d'inspiration

Ce dispositif semble avoir largement influencé celui du *Hezbollah* avec ses quatre lignes de défense qui s'étendent désormais jusqu'à Beyrouth. La similarité de la topographie du Golan et du Sud Liban a certainement contribué au choix de ce modèle par le *Hezbollah*. Le *Hezbollah* a construit depuis le retrait des Israéliens en 2000 un important réseau de positions fortifiées[592], pour la plupart souterraines, qui assurent aussi bien des fonctions de protection que sa logistique et permet au mouvement de soutenir une campagne de longue durée. Le *Hezbollah* a ainsi bâti au sud du *Litani* deux lignes de défense fortifiées, faites de tunnels, de bunkers et de zones de stockage. Ce réseau de bunkers sert également à coordonner les opérations sur le terrain comme le démontrent les « *control-rooms* » découvertes par les forces israéliennes au cours de la bataille de *Bint Jbeil*.

[592] Sur le dispositif fortifié du Hezbollah, voir Matt. M. Matthews, « We Were Caught Unprepared : The 2006 Hezbollah-ISraeli War », *The Long War Series Occasional Paper*,n°26, US. Army Combined Arms Center, Combat Studies Institute Press, Kansas, 2008 et Anthony Cordesman (dir.), « Lessons of the 2006 Israeli-Hezbollah War », Issues Series, vol.29, n°4, CSIS Press, 2007, accessible en ligne: http://csis.org/files/publication/120720_Cordesman_LessonsIsraeliHezbollah.pdf et Stephen Biddle et Jeffrey A. Friedman, "The 2006 Lebanon Campaign and The Future of Warfare: Implications for Army and Defense Policy", *Strategic Studies Institute*, Septembre 2008. Voir la carte du dispositif de défense du Hezbollah au sud Liban en annexe 24.

Le mouvement a également miné l'ensemble des axes de progression possibles des blindés israéliens, avec des engins explosifs placés aux croisements stratégiques et à proximité des positions d'embuscades et le long des routes. La milice chiite a, de son coté, aménagé des positions urbaines au Sud Liban, reliées entre elles par des tunnels. Ces positions ont autant vocation à protéger et à cacher les combattants qu'à assurer la logistique des opérations. A cet effet, de petits dépôts sont disséminés sur l'ensemble du territoire, camouflés par les couvertures offertes par le milieu naturel ou urbain. Enfin, le mouvement a installé des dispositifs de collecte du renseignement (radar, écoutes) et de guerre électroniques sur les positions à hauteur du Sud Liban comme les Syriens l'ont fait sur le Mont Hermon, qui lui aussi surplombe des colonies et des installations militaires israéliennes.

Ces différents dispositifs tendent donc à faire du Sud Liban une véritable base d'opérations, c'est-à-dire une :

> *« zone pivot à partir de laquelle une armée va monter une opération ou une campagne. Elle y trouvera les approvisionnements de toute nature dont elle a besoin ainsi qu'un abri pour le reconditionnement des troupes et, éventuellement, en cas de retraite. »*[593]

Le *Hezbollah* a organisé territorialement le Sud Liban et sa population (système de réserves mobilisables par échelons territoriaux) et interdit l'accès à certaines zones dans lesquelles se trouvent l'entrée de ces réseaux souterrains ou ses lanceurs de roquettes. Toutefois, pour faire face à la stratégie d'interdiction aérienne israélienne, le mouvement, comme son allié syrien, a été obligé de bâtir son système de défense sur la toute profondeur du territoire libanais, en étendant ses lignes logistiques jusqu'à ses bases arrières situées dans la zone de la Bekaa et la banlieue sud de Beyrouth, quadrillant ainsi l'ensemble du territoire.

[593] Voir Hervé Coutau-Bégarie, Article « Base d'opérations », dans Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), Dictionnaire de stratégie, 2e éd., Dicos Poche, Quadrige/PUF, Paris, 2007, p.61

Ce système de défense n'aurait pu être construit sans le soutien logistique syro-iranien et les transferts de savoir-faire des combattants des *Pasdarans*[594], notamment en matière de génie[595], d'artillerie et d'explosifs. Le *Hamas* a, lui aussi, semble-t-il largement profité du soutien de l'Iran et de la Syrie, sans oublier les transferts d'expériences du Hezbollah et du Jihad islamique. Il est intéressant de remarquer qu'à la suite de la guerre du Liban de l'été 2006, l'armée syrienne, qui semblait s'attendre au réchauffement de la ligne de front du Golan, y a rénové et agrandi ses ouvrages fortifiés avec l'aide du génie iranien. A la même époque, le commandement syrien a modernisé ses systèmes d'armes (défenses anti-aériennes, les missiles et roquettes - notamment les missiles antichars). Au niveau tactique, les forces syriennes, qui avaient eu tendance à évoluer vers des missions sécuritaires du fait du gel du conflit avec Israël et la nature répressive du régime, ont modernisé leur entraînement à la lutte antitank.

Cet effort de modernisation de l'armée syrienne, tant sur le plan des matériels que de la doctrine, a été largement soutenu par la Russie. La pensée militaire soviétique, et désormais russe, reste le modèle de référence pour l'appareil militaire syrien. Le conflit en Syrie a d'ailleurs démontré l'ampleur des matériels fournis à l'armée syrienne et la solidité de la coopération russo-syrienne. La Syrie reste le dernier bastion de la Russie dans cette région et elle n'entend clairement pas l'abandonner comme le prouve son intervention militaire directe depuis le début du mois de septembre 2015. La base de Tartous (transmissions russes) a été rénovée et d'importants travaux ont été réalisés pour transformer le port de Lattaquié en port d'eaux profondes pour accueillir les bâtiments de l'*Armada* russe. L'Iran, de son côté, a poursuivi et accéléré ses efforts en matière de défense anti-aérienne et de capacités balistiques, aussi bien en ce qui concerne les acquisitions que les productions locales.

---

[594] Matt. M. Matthews suggère que le *Hezbollah* aurait pu bénéficier du soutien de conseillers nord-coréens pour bâtir son dispositif fortifié : « *Intelligence sources concluded that Hezbollah was "believed to be benefiting from assistance provided by North Korean advisers, according to a July 29 report in al-Sharq al-Awsat. The report quotes a high-ranking Iranian Revolutionary Guard officer, who stated that North Korean advisers had assisted Hezbollah in building tunnel infrastructure, including a 25-kilometer underground tunnel*.", voir op.cité, p.21

[595] Le génie militaire désigne l'ensemble des techniques d'attaque et de défense des places, des postes, et de construction des infrastructures nécessaires aux armées au combat. De manière générale, le génie doit permettre de faciliter le mouvement des forces (mobilité) et le soutien aux forces amies tout en gênant la progression et la manœuvre des forces ennemies (contre-mobilité).

De manière plus générale, la montée en puissance de l'alliance Syrie-Iran-*Hezbollah-Hamas* a déstabilisé les équilibres de forces des années 1990 au profit d'une bipolarisation pro/anti « alliance occidentale » et forcé les acteurs « pro-occidentaux » (alliés arabes de Washington) du Moyen-Orient à poursuivre, mais avec certains ajustements, l'effort de construction/modernisation de leurs forces armées entamé dans les années 1990. Les Etats du Golfe, directement menacés par la montée en puissance de l'Iran et hantés par la peur d'une dissension chiite intérieure, se sont engagés dans une course à l'acquisition de systèmes d'armes ultra-modernes censés pallier leur manque d'effectifs. Or, cette nouvelle course à l'armement ne fait qu'exacerber la lutte entre les prétendants au statut de puissance dans la région et crée une forme de guerre froide sunnito-chiite, qui cache en arrière-plan un conflit de puissance entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Les conflits en Syrie et au Yémen démontrent les premiers effets de cette dangereuse course à l'armement entre les deux puissances régionales. Du fait du soutien apporté par la Russie d'un côté, qui entend reprendre pied dans la région après sa « traversée du désert » des quinze premières années de l'après-guerre froide, et par les Etats-Unis de l'autre, ces conflits acquièrent une dimension internationale qui les rend d'autant plus explosifs.

3.3 Des modes opératoires qui tendent à s'exporter

L'intérêt porté par les groupes armés en Palestine aussi bien qu'en Irak, en Syrie, en Libye ou encore au Yémen, pour la lutte antitank, le combat en petites unités très mobiles, les roquettes et les réseaux souterrains démontrent une forme de « démocratisation » de ces approches opérationnelles et de ces solutions techniques. Ceci s'explique certainement par le fait que partout ces groupes armés affrontent des forces armées régulières, dont les modèles de force et les doctrines opérationnelles se rapprochent de ceux des forces armées israéliennes ou de ce que l'on pourrait appeler plus généralement le modèle et la doctrine des forces armées occidentales. C'est-à-dire une conduite de la guerre largement appuyée sur l'arme aérienne, les munitions à guidage de précision et les technologies « réseau ». Les approches opérationnelles du *Hezbollah* semblent donc s'être largement diffusées dans l'ensemble de la région. Le *Hezbollah* fut d'ailleurs surpris lors de la bataille de *Qseir* en Syrie, en 2014, de voir ses adversaires reprendre ses modes opératoires. De manière générale, les groupes

armés de l'opposition syrienne ont fait un large usage des roquettes et des *Katiouchas* pour compenser leur différentiel de puissance avec les forces armées du régime, en ciblant les zones contrôlées par le régime à Damas et à Alep. Par ailleurs, les combats dans les quartiers périphériques de ces deux grandes villes ont montré un intense usage des systèmes souterrains.

3.3.1. L'exportation vers la mer

Mais au-delà des théâtres de conflit de la région, on remarque aujourd'hui une exportation de ces approches vers la mer. Les menaces asymétriques en mer ne sont pas nouvelles mais elles tendent toutefois de nos jours à augmenter et à se sophistiquer, comme le démontre la recrudescence de la piraterie dans le Golfe d'Aden et le long des côtes somaliennes. La longue ligne côtière somalienne, située à proximité d'une des principales routes du commerce maritime mondial, sert à la fois de cache et base aux pirates somaliens. Ainsi, en dépit de la présence de différentes forces navales dans la région, les pirates somaliens restent insaisissables et leur capacité de nuisance ne cesse d'augmenter. De même, leurs modes opératoires tendent à se perfectionner et ressemblent par certains aspects à ceux des guérillas opérant sur terre dans la région. Leurs armements sont de plus en plus sophistiqués, de même que leurs bateaux. Ils sont désormais capables d'opérer à plus de 1000 nautiques des côtes somaliennes, grâce à des « bateaux-mères » qui leur servent de base d'opérations pour lancer une pluralité d'attaques simultanées et assurer leurs besoins logistiques. Ces bases d'opération mobiles permettent aux pirates d'allonger leurs lignes logistiques sans jamais rompre les liens avec leurs bases-arrières en Somalie. Ce dispositif leur permet d'opérer à partir d'une multiplicité de points fixes temporaires. La mer, milieu fluide par excellence où ne peut s'établir de front fixe, démultiplie la mobilité.

De manière comparable aux partisans sur terre, les pirates profitent ainsi du camouflage qu'offre le milieu marin pour lancer des attaques surprise, puis disparaître sans laisser de trace. L'étroitesse des détroits de *Bab al Mandeb* ou du *Golfe d'Aden* avantage les pirates face aux forces navales classiques. Leur mobilité et l'absence de centre de gravité unique rendent leur traçabilité d'autant plus complexe.

Enfin, les pirates profitent de la déliquescence de l'Etat somalien et de la pauvreté de la population locale pour recruter et agir en toute impunité.

La nouveauté réside dans le fait que l'exportation des approches opérationnelles asymétriques vers la mer intéresse également des forces navales étatiques. Dans l'après-guerre du Liban de 2006, les Pasdarans iraniens se sont ainsi dotés d'une doctrine de guérilla navale, baptisée « Iran 2025 »[596]. Se préparant à l'éventualité d'un conflit sur mer contre les Etats-Unis et leurs alliés dans le Golfe, les stratèges iraniens ont modernisé les forces navales du Corps des Gardiens de la Révolution sur un mode asymétrique. Dotées de petites embarcations très rapides, armées de missiles mer-mer et de torpilles, les forces navales iraniennes ont désormais la capacité de mener des opérations de guérilla navale qui pourraient trouver leur aboutissement dans des opérations navales suicides. Cette nouvelle stratégie a fait la preuve de son efficacité lors de la capture de 5 marins britanniques en 2007. Désormais, l'Iran disposerait d'une véritable capacité d'action sur mer, avec des moyens rapides et modernes, à large spectre de manœuvre et des capacités balistiques modernes (missiles de croisière et torpilles) capables de détruire des objectifs maritimes dans les eaux territoriales sud où croisent les 5è et 6è flottes américaines.

Ces développements sont d'autant plus inquiétants qu'ils accompagnent la course au développement des capacités navales des puissances asiatiques. Les nouvelles acquisitions asiatiques, notamment en matière de sous-marins, et la construction de nouvelles bases navales dans cette région. Avec le temps, ces développements risquent de contribuer à un glissement progressif de la partie orientale de la région vers l'Asie alors que sa partie occidentale continuerait d'être liée à des dynamiques méditerranéennes et nord-africaines. Or, compte tenu de l'importance des puissances régionales présentes en Asie (Chine, Inde), le déplacement progressif du centre de gravité des tensions de la Péninsule arabique vers l'Est risque de complexifier les rapports de force dans l'océan indien et dans la partie occidentale de l'Asie.

[596] Voir Faribord Haghshenass, « Iran's Asymetric Naval Warfare », *Policy Focus*, n°87, Washington Institute for Near East Policy, septembre 2008

SECTION II : MECANISMES GUERRIERS ET SOCIETES POLEMIQUES LEVANTINES

Les processus de Transformations dissymétriques repérés sur l'ensemble du temps long du conflit israélo-arabe sont le résultat de l'accumulation de séries d'innovations qui touchent aussi bien le domaine militaire que l'ensemble du corps social. Pour cette raison, nous soutenons que ces Transformations suggèrent l'existence de mécanismes guerriers influençant la formation et les évolutions des sociétés.

Sous-Section 1 : Mécanismes guerriers et sociétés levantines

La persistance de la guerre dans l'espace levantin, compris comme la région englobant Israël, les Territoires palestiniens occupés, le Liban et la Syrie, imprègne et modèle les sociétés de cette région. Depuis plus d'un demi-siècle, la guerre est présente au quotidien, aussi bien par la mobilisation de moyens qu'elle entraîne que dans la construction des perceptions collectives ou encore la récurrence des affrontements. La permanence du conflit entre Israël et ses voisins a fait de la guerre une réalité de la vie quotidienne de ces sociétés. Le fait que la guerre imprègne l'ensemble des aspects de la vie de ces sociétés suggère l'existence de mécanismes travaillant le social pour la guerre et dans la guerre. Pour cette raison, nous qualifions ces mécanismes de « guerriers ».

Simone Weil nous rappelle, à cet égard, dans ses écrits sur la guerre d'Espagne que :

> *« la guerre constitue, à chaque époque, une espèce bien déterminée de violence, et dont il faut étudier le mécanisme avant de porter un jugement quelconque. La méthode matérialiste consiste avant tout à examiner n'importe quel fait humain en tenant compte bien moins des fins poursuivies que des conséquences nécessairement impliquées par le jeu même des moyens mis en usage. On ne peut résoudre ni même poser un*

> *problème relatif à la guerre sans avoir démonté au préalable le mécanisme de la lutte militaire, c'est-à-dire analysé les rapports sociaux qu'elle implique dans des conditions techniques, économiques et sociales données. On ne peut parler de guerre en général que par abstraction ; la guerre moderne diffère absolument de tout ce que l'on désignait par ce nom sous les régimes antérieurs »*[597]

La réflexion de la philosophe semble donc confirmer l'existence des séries d'innovations militaires, technico-scientifiques et socio-organisationnelles qui sous-tendent les Transformations militaires des belligérants du conflit israélo-arabe. C'est un constat que fait également Max Weber qui affirme dans *Le Savant et le Politique* que *« c'est la structure de la société qui a produit la guerre* »[598]. Il existe donc au sein des sociétés des « structurants » qui modèlent l'ensemble de l'espace social - les pratiques, les institutions, les perceptions – et régulent les rapports sociaux en vue de la guerre et dans la guerre.

L'analyse de Max Weber sur les sociétés antiques démontre par ailleurs que l'institution militaire et son organisation influencent le développement des cités et de leurs formes de pouvoir politique. Il distingue au sein deux modèles-types de « constitution militaire », cette dernière pouvant être définie comme le « *mode global d'organisation de l'armée (mode incluant des aspects politiques et socio-économiques, mais aussi techniques et tactiques*) » : d'une part, des forces équipées par le pouvoir politique, renvoyant aux modèles des armées régulières étatiques ou de la nation en armes ; de l'autre, des forces disposant de leurs propres moyens de combat et renvoyant au modèle des mercenaires ou des partisans.

Les idéaux-types de Weber suggèrent l'existence d'une relation entre mécanismes guerriers et construction étatique et posent la question de la manière dont ils influencent le politique et la société en vue de servir les intérêts dont ils sont porteurs. Ce sont ces mécanismes d'influence et les contraintes organisationnelles que font peser la constitution militaire sur le politique et la société et inversement qu'il

[597] Voir Simone Weil, "Réflexions sur la guerre", *Oeuvres Complètes, écrits historiques et politiques*, Gallimard, 1988, p. 292
[598] Voir Max Weber, *Le Savant et le Politique*, p.187

convient d'analyser. Ainsi, on s'intéressera aussi bien au rôle de l'appareil militaire dans la société israélienne qu'à son mode de recrutement ou à ses ressources (Complexe militaro-industriel) ou encore aux relations qu'il entretient avec le pouvoir politique. On s'attachera également à identifier les relations qu'entretiennent le *Hezbollah* et les organisations armées palestiniennes avec leurs sociétés respectives et le pouvoir politique, la manière dont ils recrutent leurs partisans et les ressources dont ils disposent.

Au-delà de ces mécanismes influençant les structures de la société, Weber identifie des mécanismes guerriers spécifiquement liés au politique : l'aspiration au « prestige » et à la « puissance », qui conditionne les comportements d'une société vis-à-vis de l'extérieur. Aurélien Berlan rappelle ainsi que :

> *« l'impérialisme est certes relié à des mécanismes sociaux globaux, mais il est aussi lié, dans l'optique de Weber, à un mécanisme interne à la sphère politique des grandes puissances, réglé selon la logique du prestige. Cette aspiration au prestige doit être articulée à la question politique fondamentale de la légitimité. Selon Weber, il est quasiment impossible d'asseoir une domination durable sans que les individus dominés croient en la légitimité de cette domination : « Le fondement de toute domination, et donc de toute docilité, est une croyance, croyance au « prestige » du ou des gouvernants. » (W et G, p.153, E et S I, p.345) La croyance en la légitimité d'un ordre politique est donc toujours associée à la croyance au prestige de ceux qui sont à la tête de cet ordre, et la quête du prestige est plus fondamentalement une quête de légitimité. »*[599]

Afin d'analyser ces mécanismes guerriers en tenant compte de la dimension liée à l'aspiration au prestige et aux intérêts de puissance, il convient de s'interroger sur la nature même du politique au sein de ces sociétés organisées en vue de la guerre et dans la guerre.

1. Les sociétés « polémiques » levantines

Le fait que l'ordre social soit modelé par la guerre et pour la guerre nous invite à réfléchir sur la nature du politique dans ces sociétés. Le militarisme a influencé la formation de ces sociétés dont les Etats-nations, quel que soit leur degré d'institutionnalisation et leur forme, sont nés et se sont construits dans la guerre et pour la guerre. C'est le fait que la guerre modèle l'ordre politique et non pas l'inverse qui nous invite à penser que ces sociétés sont des sociétés « polémiques » plutôt que politiques. Afin de rendre compte de la nature spécifique de ces « sociétés polémiques », nous proposons de revenir aux travaux de Julien Freund, qui accorde une place essentielle au conflit dans la construction du politique.

Par essence, l'activité politique « *n'a pas, selon Julien Freund, de vocation universaliste comme la religion, la science, la morale ou l'art. Elle unifie un groupe en l'opposant à d'autres groupes.*» [600]. La possibilité d'un conflit entre ce groupe et d'autres groupes est donc toujours possible.

Freund postule ainsi que :

> la *« divergence d'intérêts, qu'ils soient de nature religieuse, économique ou autre, peut à tout moment tourner à la rivalité et au conflit, et ce conflit, dès qu'il prend l'aspect d'une épreuve de forces entre les groupements qui représentent ces intérêts, c'est-à-dire qu'il s'affirme comme une lutte de puissance, devient politique.»*[601]

Ici, on retrouve une confusion qui existe de manière plus radicale encore chez Schmitt entre société politique et ce que l'on pourrait appeler une « société polémique ». Freund ne se représente pas la paix comme une absence de lutte, mais plutôt comme un équilibre entre des forces qui n'en continuent pas moins de s'opposer. Ainsi, un monde pacifié n'en devient pas pour autant un monde sans lutte.

---

[599] Voir Aurélien Berlan, « Structures sociales et mécanismes : la guerre dans la sociologie wébérienne », *Sens Public*, 2005/03, p.19, accessible en ligne : http://www.sens-public.org/spip.php?article44
[600] Voir Julien Freund, *L'Essence du politique* – Postface de Pierre-André Taguieff, 3è éd., Dalloz, Paris, 2004, p. 37
[601] Idem, p.481

Freund fait ainsi de la relation ami-ennemi le « *présupposé existentiel de toute politique* »[602], mais à la différence de Carl Schmitt, il n'en fait pas l'unique présupposé. La théorie de Carl Schmitt nous semble à cet égard trop restrictive pour rendre compte de la multiplicité des facteurs qui composent la réalité du contexte politique et social au sein duquel le conflit prend corps. En effet, en s'appuyant sur une classification « classique » des éléments caractéristiques des systèmes politiques, on nie la spécificité du caractère structurant de la guerre et de la relation à l'ennemi qui est au fondement de ces sociétés. La théorie du politique de Freund ouvre au contraire la porte à l'idée de sociétés polémiques, c'est-à-dire de sociétés qui oscillent entre « anarchie » (au sein de l'idéal type de Hobbes) et politique en fonction du rôle plus ou moins prépondérant que joue le critère ami-ennemi dans la définition du politique à leur base.

Freund, reprenant Schmitt, postule que :

> *« Dire d'une chose qu'elle est politique, c'est dire qu'elle est polémique. […] ce n'est pas la lutte qui engendre la politique, mais au contraire la politique porte en elle le conflit qui peut, dans les cas extrêmes, dégénéré en guerre. »*[603]
>
> *« S'il en est ainsi, poursuit Freund, il ne saurait y avoir de décision politique objective au sens scientifique du terme. Elle est, elle aussi inévitablement polémique. Cela veut dire que la guerre est toujours latente, non pas parce qu'elle serait une fin en elle-même ou le but de la politique, mais le recours ultime dans une situation sans issue. La possibilité de trancher en dernier ressort les conflits par la guerre définit justement l'existence politique d'une collectivité. »* [604]

Cette dialectique société polémique/société politique nous semble bien plus à même de rendre compte de la complexité des réalités politiques de la région que la dialectique démocratie/autoritarisme. Entre la société guerrière radicale décrite par

[602] Idem, p.442
[603] Idem, p.446
[604] Idem, p. 446

Schmitt et la société politique, ontologiquement « juridique » de Kelsen[605], le concept de « société polémique » que décrit Freund permet de rendre tout le champ des possibles qui existe entre ces deux pôles. En effet, Freund, à la différence de Schmitt accorde une place prépondérante à la concorde intérieure et à l'amitié :

> *« Bien que le politique soit de nature polémique, son but dans l'économie générale de la société n'est pas de susciter des hostilités, mais de vaincre l'ennemi intérieur et extérieur pour faire régner la concorde et apporter aux membres des unités politiques la sécurité et la protection qu'ils exigent d'elle. L'homme ne veut pas vivre sans cesse en guerre ; il désire la paix. L'Etat ne recherche pas l'inimitié intérieure ; son rôle est précisément de l'étouffer, de la supprimer. Le fait est que la politique ne parvient à réaliser son but qu'au prix d'une lutte contre des hostilités incessantes et toujours renaissantes. Au regard de la finalité du politique, l'amitié semble avoir la priorité, de sorte que la notion d'inimitié ne reçoit sa pleine signification que parce qu'elle constitue l'obstacle à la réalisation souhaitée de la fin du politique. »*[606]

Au final, on peut faire l'hypothèse que la distinction entre société polémique et société politique reflète la manière dont le militarisme et les mécanismes guerriers qu'il implique imprègnent une société. C'est le militarisme, parce qu'il introduit la rivalité au cœur des structures sociales, qui permet la mobilisation des ressources et de la population en vue de l'affrontement et prépare la montée aux extrêmes en radicalisant les perceptions collectives. Or, parce que la collectivité est toujours, dans le contexte levantin, dans un rapport de rivalité ou de « réciprocité » violente avec une ou plusieurs collectivités, la figure de l'ennemi occupe une place structurante dans ce qui fonde la collectivité.

---

[605] Hans Kelsen est le fondateur de l'école « normativiste » et à l'origine de l'idée de la hiérarchie des normes (théorie pure du droit). Chez Kelsen, tout système juridique découle d'une loi fondamentale, une *Grundnorm*, qui établit les principes fondamentaux du système juridique sur lequel s'appuie l'Etat et régit le fonctionnement de la société. A partir de cette *Grundnorm*, le système juridique s'organise logiquement selon le principe de la hiérarchie des normes et de la conformité. De cette organisation juridique découle un système constitutionnel qui encadre d'une part le recours à l'usage de la violence et définit des moyens pour régler juridique, et politiquement, les conflits sociaux d'autre part. Voir Hans Kelsen, *Théorie générale du droit et de l'État suivi de La doctrine du droit naturel et le positivisme juridique*, coll. La pensée juridique, LGDJ - Bruylant, Paris, 1997

[606] Voir Julien Freund, op.cité, p.449

2. La figure de l'ennemi et la psyché du combattant

La figure de l'ennemi et son corollaire, la psyché du combattant, s'enracinent dans des imaginaires collectifs particuliers, qui traduisent aussi bien les peurs de ces sociétés que la manière dont elles se perçoivent par opposition à leur ennemi. De la figure de l'ennemi découle donc celle du combattant. Ces deux figures sont le produit d'un univers de sens particulier, de valeurs et de mythes fondateurs, liés aux mémoires des expériences de guerre précédentes. C'est aux rôles que jouent ces mythes et ces perceptions dans les processus de construction nationale qu'il convient de nous intéresser. Ceci nous invite à envisager la relation ami-ennemi comme une relation triangulaire impliquant Israël, le *Hezbollah* et les organisations palestiniennes. Nous soutenons, en effet, qu'il existe une imbrication étroite des dynamiques conflictuelles *israélo-hezbollahie* et israélo-palestinienne. Le *Hezbollah* est né en réaction à l'invasion israélienne du Liban, elle-même motivée par la menace que faisait peser les organisations armées palestiniennes établies au Liban Sud sur Israël. Dans une perspective de temps long, la triangularité de la relation tient aussi à la rupture fondamentale qu'a constituée l'émergence du mouvement sioniste dans la Palestine mandataire. Ce changement radical a modifié les équilibres de forces dans la région et contribué à en remodeler les contours.

Puisque les relations d'hostilité impliquent tout un champ d'influences réciproques, on démontrera comment l'évolution des rapports de forces contribue, selon les périodes et la dynamique des affrontements armés, à modérer les discours diabolisant à l'égard de « l'Autre » en direction d'une reconnaissance implicite de son existence ou au contraire à radicaliser les perceptions des acteurs à l'égard d'un « Autre » menaçant, encourageant les processus de victimisation et justifiant le recours à l'usage de la force brute. Cette diabolisation de l'ennemi s'accompagne, par effet de miroir inversé, d'une revalorisation de sa propre psyché combattante, parée de toutes les vertus.

Julien Freund nous rappelle à cet égard le lien étroit qui existe entre ennemi politique :

> *« c'est l'autre que l'on combat non en tant qu'il est un individu ou une personne particulière, mais en tant qu'il appartient à une unité politique ; nous dirons que l'ennemi politique est constitué par l'ensemble des membres d'une collectivité que les membres d'une autre collectivité combattent au nom des intérêts de leur collectivité, avec la possibilité d'user dans certaines conditions de la violence physique. Les deux notions caractéristiques de cette définition sont d'une part celle de collectivité ou plutôt de rapport entre collectivités et d'autre part celle de violence réciproque, généralement sous la forme de la lutte armée. L'inimitié n'est donc ni une relation d'homme à homme ni la relation entre un être singulier et une collectivité, mais uniquement une relation de collectivité à collectivité. »* [607]

C'est pourquoi,

> *« politiquement l'ennemi est, selon Freund, une collectivité qui met en question l'existence d'une autre collectivité. Nous ne sortons pas du problème du rapport de puissance. Les Etats aux idéologies prétendument pacifistes n'échappent pas à cette règle, car l'un devient immanquablement l'ennemi de l'autre, dès que la puissance de l'autre représente une menace pour son existence. C'est une nécessité vitale pour une puissance de conserver sa puissance, sinon elle tombera tôt ou tard sous le joug de son ennemi.»* [608]

Freund envisage la construction du Politique dans la perspective de la rivalité mimétique; c'est pourquoi afin de décrypter les mécanismes guerriers qui ont structuré ces sociétés polémiques sur le temps long du conflit israélo-arabe et continuent de les mobiliser en vue de la guerre et dans la guerre, on se propose de recourir aux présupposés du politique définis par Julien Freund dans l'*Essence du politique*. L'analyse du politique chez Freund renvoie à trois présupposés, qui

[607] Voir Julien Freund, op.cité, p.491
[608] Voir Julien Freund, op.cité, p. 492

« *constituent donc toujours des paires de notions opposées ou contraires.* [609]». La tension interne à chaque présupposé en fait une relation dialectique antithétique, qu'il faut considérer comme la forme sociale sous laquelle coexistent « par équilibre ou pas compromis », les contraires constitutifs d'un présupposé. La relation ami/ennemi, la relation public/privé et enfin la relation commandement/obéissance constituent les variables qui donnent à la théorie de Freund sa capacité à rendre compte de la complexité du contexte politique en interrogeant l'ensemble des aspects sociétaux qui y sont liés.

[609] Idem, op.cité, p.32

Sous-Section 2 : Modernité, révolution et nationalismes

Le temps long du conflit israélo-arabe révèle un enchaînement de projets nationalistes et révolutionnaires, antagonistes et mimétiques : le projet national porté par les immigrants sionistes des trois premières *alias* a suscité d'abord l'éveil d'une conscience nationale au sein de la population arabe de Palestine ; puis le Sionisme « étatique » triomphant a catalysé l'émergence et l'affirmation des nationalistes palestiniens laïcs de l'OLP, du *Fatah* et du MNA; l'apparition du *Gush Emunim* est, quant à elle, concomitante de l'émergence des mouvements islamo-nationalistes libanais et palestiniens. A chaque époque, un projet politique répond à un autre, l'émergence de l'un suscitant l'apparition de l'autre par réaction; les deux projets rivaux s'influençant de manière réciproque à travers le conflit qui les oppose.

Sur le temps long du conflit israélo-arabe, on remarque que ces différents projets politiques ont tous en commun d'être le produit de crises sociales liées aux difficultés des sociétés levantines à faire face aux défis de la modernité. Tous ces projets politiques se veulent une réaction qui prétend corriger les facteurs qui ont contribué à la crise que leurs sociétés d'origine traversent. Dans les différentes situations, on retrouve à la fois une crise identitaire, des déséquilibres socio-économiques et politiques structurels ainsi qu'une défaite militaire ou une situation sécuritaire menaçant le destin de la communauté. Dans les différents cas, les groupes non étatiques porteurs de ces nouveaux projets politiques entendent faire la démonstration que l'ordre des choses peut changer et se veulent donc porteurs d'une rupture. Cette rupture prend la forme d'une refondation identitaire visant à rompre avec la figure avilissante de la relégation sociale. Cette irruption d'un groupe prétendant contester l'ordre établi déstabilise les structures sociales et engendre une crise générale du système social.

C'est pourquoi ces projets, en dépit des époques et des idéologies ont tous en commun de soulever la question de la souveraineté nationale et de la définition de la nation dans un environnement post-ottoman où la définition du périmètre de la nation et de ses rapports à la construction étatique, entendue au sens de l'Etat-nation moderne, ne vont pas de soi. L'histoire du conflit israélo-arabe reflète ainsi le

processus d'effondrement continu et inachevé de l'empire ottoman, multiethnique et multiconfessionnel, qui du fait de son délitement a ouvert la porte à des multiples aspirations nationalistes. Parce que les acteurs du conflit israélo-arabe sont tous issus, d'une manière ou d'une autre, des structures sociales traditionnelles de l'empire ottoman, ils ont tous en commun d'entretenir une relation particulière à la religion comme élément identitaire.

Enfin, ces mouvements nationalistes ont tous en commun de porter un projet révolutionnaire. Or, cette dimension révolutionnaire renvoie autant à l'idée d'une nouvelle société, fondée sur de nouvelles normes et valeurs, qu'à une nouvelle psyché qui, en creux, dessine les traits d'un Autre, considéré comme menaçant. De là découle la constitution de mouvements armés, qui se conçoivent tous comme « résistant » à une oppression, une marginalisation, un déclin, une menace existentielle. De cette menace, réelle ou perçue, de disparition de la communauté découle une légitimation du recours à la violence armée. La permanence de l'instabilité et de la violence, effective ou latente, explique le militarisme qui imprègne l'ensemble de ces sociétés. Pour toutes ces raisons, nous soutenons que les sociétés levantines sont des sociétés polémiques et non des sociétés politiques.

I. Les nationalismes pré-étatiques

La phase pré-étatique, c'est-à-dire celle qui précéda la proclamation de l'Etat d'Israël, fut marquée par une forme de violence qui exprima les tensions engendrées par l'irruption de la modernité politique dans un espace marqué par la Tradition et le féodalisme.

1. La révolution sioniste

Le projet sioniste renvoie, en effet, à une modernité politique qui était totalement étrangère à la Palestine ottomane. Cette modernité s'exprima aussi bien dans le but du projet sioniste (la construction d'un Etat-nation) que dans la formation idéologique de ses militants ou encore les structures socio-économiques qu'ils développèrent. Cette modernité politique sioniste était révolutionnaire au sens où elle prétendait fonder une nouvelle société, centrée sur la figure du nouvel homme juif, le pionnier sioniste. Il se voulait une rupture radicale avec la figure du juif de la diaspora, figure de la relégation sociale qu'incarnait l'univers du *shtetel*. Ce que Johnathan Adelman appelle la « première révolution israélienne »[610] fut donc le produit de la marginalisation sociale et des violences dont étaient victimes les juifs en Europe de l'Est. Tout en se plaçant en rupture avec ce monde de la Tradition qu'incarnait la société ultraorthodoxe d'Europe de l'Est, la révolution sioniste en conserva toutefois de nombreux éléments. Elle constitua donc une forme réinvention de la Tradition[611] sur un mode radicalement révolutionnaire.

[610] Voir Jonathan Adelman, *The Rise of Israel. A History of a Revolutionary State*, Coll. Israeli History, Politics and Society, Routledge, New York, 2008

[611] Nous nous empruntons l'idée de «Tradition réinventée » à Eric Hobsbawm. Celui-ci définit le concept de la manière suivante: "*'Traditions' which appear or claim to be old are often quite recent in origin and sometimes invented. […]The term 'invented tradition' is used in a broad, but not imprecise sense. It includes both 'traditions' actually invented, constructed and formally instituted and those emerging in a less easily traceable manner within a brief and dateable period – a matter of a few years perhaps – and establishing themselves with great rapidity*.", voir Eric Hobsbawm, *The Invention of Tradition*, éd. Kindle, Canto Classics, Cambridge University Press, 2012, p.1

1.1. Le sionisme : entre émancipation sociale et réinvention de la Tradition

Les Juifs avaient vécu depuis plus de deux mille ans, dispersés, marginalisés et discriminés, et à certaines époques et dans certains pays, persécutés. Après les espoirs d'émancipation déçus de la période des Lumières et du « printemps des peuples » européens, émergea au sein de la diaspora européenne l'idée de rassembler les Juifs en nation, au sein d'un Etat juif.

Le projet sioniste se présente donc dès ses origines comme une révolution aussi bien sociale, qu'économique et culturelle. Cette « révolution sioniste » s'appuie sur un mélange de références et de justifications aussi bien religieuses que socialistes et nationalistes. Même si le sionisme socialiste, fortement imprégné des valeurs laïques, plonge ses racines dans le fond culturel et religieux juif. C'est que l'idéologie sioniste visait moins à nier la Tradition en elle-même que son caractère piétiste, qui avait conduit les Juifs depuis plus de mille ans à accepter de manière fataliste les violences qui leur étaient faites. Le sionisme socialiste ne prétendait pas faire table rase du passé. C'est pourquoi, il inscrivit le projet de construction nationale dans l'histoire plurimillénaire du peuple juif consignée dans la Bible et le royaume. Il se présente comme une version « laïcisée » du retour vers la Terre promise après l'exil. Il se veut ainsi une tentative de réinterprétation de l'identité juive sur un mode séculaire et national.

Le sionisme socialiste fit ainsi largement usage dans son discours de symboles issus de la tradition religieuse afin de mobiliser les populations juives de la diaspora. La terre d'Israël, Jérusalem et le Temple constituent des thèmes majeurs du judaïsme. Le calendrier des fêtes religieuses ainsi que la liturgie sont intimement liées à Jérusalem et à la terre d'Israël. Par ailleurs, dans la tradition religieuse, la venue du Messie est censée être précédée par le retour du peuple juif sur la Terre promise et se dérouler dans la vieille ville de Jérusalem. C'est d'ailleurs de la souveraineté revendiquée par la communauté juive de Palestine sur le mur des Lamentations qu'émergèrent les premiers affrontements en 1929 entre populations juives et arabes.

Avant le début d'émancipation que permirent aussi bien la révolution française que les révolutions de 1830 et 1848 dans l'Europe occidentale, les Juifs européens étaient liés par une forte culture religieuse et une organisation communautaire, ainsi qu'un fort attachement à une tradition ancienne de liberté intellectuelle. Le sionisme moderne émergea de l'échec de l'émancipation des juifs européens du *ghetto* et de leur statut de citoyens de seconde classe. Si les aspirations à l'émancipation se réalisèrent dans la partie occidentale de l'Europe au cours du XIXe siècle par l'assimilation des juifs dans les différentes sociétés où ils vivaient, en Russie, en Roumanie et en Pologne, les aspirations furent vite déçues. En France, les Juifs français acquirent, sous Napoléon, les mêmes droits individuels et la citoyenneté comme les autres citoyens français mais la communauté perdit son autonomie traditionnelle. Le retour à Sion devait être abandonné au profit de la loyauté à l'Etat français.

La dissolution des *ghettos* fut accélérée par la révolution de 1848 et la diffusion du libéralisme, du socialisme et du nationalisme. Les juifs acquirent une pleine égalité de droits dans les années 1850 et 1860 en Angleterre, dans l'empire austro-hongrois et en Italie. Même en Russie, le Tsar Alexandre II procéda à quelques gestes en direction des juifs de Russie. En Russie, le mouvement *Haskalah* (les Lumières) était le pendant oriental du mouvement de la réforme du judaïsme en Europe occidentale. Du fait, du processus d'assimilation des juifs européens, le sionisme était à cette époque un courant minoritaire, d'autant plus qu'il était condamné par un grand nombre de rabbins orthodoxes.

Mais l'affaire Dreyfus, l'élection de Lueger[612] à Vienne et les pogroms en Russie dans les années 1880 et 1890 mirent en évidence les limites du processus d'assimilation et la progression de l'antisémitisme. Dans ce contexte, plusieurs penseurs, fondateurs, tels que Moses Hess, Leo Pinsker, et enfin Theodor Herzl appelèrent à la fondation d'un Etat pour accueillir les juifs en Palestine. Alors qu'à l'ouest, l'identité juive des communautés tendait à s'effacer comme déterminant identitaire du fait de l'assimilation, à l'Est, les populations juives étaient attirées par

[612] Karl Lueger est le fondateur du Parti chrétien-social autrichien en 1896. Violemment antisémite, il est exclu à plusieurs reprises du parlement autrichien. Il est élu maire de Vienne en 1897, puis réélu en 1903 et 1909.On considère généralement que la rhétorique antisémite de Karl Lueger serait un des fondements de l'antisémitisme hitlérien.

le socialisme et ses promesses de justice sociale. L'idéologie marxiste avait un caractère égalisateur qui permettait aux juifs de dépasser leur statut d'opprimés.

Les sionistes représentèrent une force influente durant la révolution de 1905 en Russie : les deux partis sionistes (*Poalei Zion* et Parti des Travailleurs socialistes sionistes) avaient presque autant de membres que le Parti *Bolchevik* et plus que les *Mensheviks* et les *Bundists*. En 1917, les sionistes russes comptaient 400 000 membres alors que les *Bolsheviks* n'en comptaient que 23 000. Les Sionistes russes adaptèrent les idées révolutionnaires socialistes à leur projet de construction nationaliste en Palestine. Ils arrivèrent ainsi en Palestine avec l'espoir de fonder une nouvelle société mais aussi un nouvel individu, le pionnier sioniste, à la fois combattant et paysan, antithèse du juif de la diaspora, pleutre et pieux ; comportement qu'il l'avait amené à accepter l'oppression dont il était victime. Donc le sionisme est né avant tout d'une réaction contre le statut d'exclusion dont les juifs étaient victimes depuis des siècles en Europe.

Comme le rappelle J. Adelman, dans la Russie tsrariste:

> *« 650 anti-Jewish laws, repeated pogroms, expulsions, massive social, economic and administrative discrimination, creation of the Pale of Settlement, Black Hundreds, blood libels and popular slogans ('Beat the Jews and Save Russia'), left the Jews powerless without national communal organizations to defend themselves. Antisemitism was deep and pervasive. […] The authorities banned formal Zionist organizations, and in 1907 the Zionist Organization was declared illegal. In 1908 there were numerous arrests of Zionists and the stopping of their fundraising. In 1910, in an empire of 5-6 million Jews, there were only 70 000-100 000 members of Zionist organizations. By 1913 there were 150 trials of Zionists. During World War I hundreds of thousands of Russian Jews were expelled form areas into the interior. Hundreds of Russian Jews were*

executed of charges of treason; others were taken hostages or subjected to pogroms."[613]

Or, il est intéressant de noter que les persécutions et l'opprobre dont étaient victimes ces communautés avaient des motivations religieuses et/ou politiques totalement étrangères au monde ottoman et plus généralement islamique. Certes, les juifs vivaient avec un statut de *dhimmi*, mais les justifications de la *dhimma* n'ont rien à voir avec l'hostilité raciale et religieuse de l'antisémitisme européen. C'est en réaction à cet antisémitisme violent européen que fut défini le sionisme, proposant une forme d'échappatoire aux violences que subissaient les communautés juives dans la Russie tsariste et par la suite, dans l'Europe travaillée par les idéologies fascistes.

Ceci explique aussi la perception obsidionale du monde des pionniers sionistes. Or, cette perception de la nation juive, isolée, et contre tous, est un fil rouge que l'on retrouvera tout au long de l'histoire du conflit, et qui sera un des thèmes centraux de l'idéologie du *Gush Emounim*. Cette perception s'appuyait, par ailleurs, sur un fondement théologique, la prophétie du *Balaam*, qui postule que le peuple juif sera toujours une nation à part entre les nations; une nation seule entre les nations. Alors que les autres nations se sont bâties sur une terre, une religion, une culture et une histoire, le sionisme appelait de ses vœux la création d'une nation sur une terre que le peuple juif avait quittée depuis presque deux mille ans, et qu'ils avaient largement imaginée. Le peuple juif devenait ainsi une nation au sens moderne du terme.

1.2. L'émancipation sociale par le socialisme et le retour à la terre

Les premiers penseurs sionistes voyaient dans le socialisme le seul moyen de réunir au sein d'une même nation des populations juives de langues et de cultures très différentes. Des idéologies socialistes et marxistes, les pionniers sionistes tirèrent des modèles d'organisations collectivistes comme le *moshav* ou le *kibbutz*. On retrouve par ailleurs une certaine proximité idéologique avec le *Manifeste* de Lénine de 1902 appelant à la constitution d'un parti d'avant-garde, compris comme une élite

[613] Voir Jonathan Adelman, *The Rise of Israel. A History of a Revolutionary State*, Coll. Israeli History, Politics and Society, Routledge, New York, 2008, p.60

intellectuelle capable d'éveiller la classe ouvrière au socialisme et d'initier une transformation sociale radicale. De même que l'on retrouve chez les pionniers sionistes les valeurs démocratiques et de sacrifice qui caractérisaient les *Mensheviks* et les Sociaux-démocrates allemands ou encore le retour à la terre prôné par les premiers mouvements socialistes russes du milieu du XIXe siècle (*narodniki*).

A. D. Gordon, qui émigra en Palestine dès la fin du siècle et deviendra plus tard l'idéologue du parti travailliste, accordait une place centrale au travail de la terre et manuel comme moyen de salut national, par opposition à la culture urbaine et petite-bourgeoise des juifs de la diaspora. La relation à la terre, et notamment au travail de la terre, jouait un rôle essentiel dans le projet sioniste parce que les juifs, en diaspora, avaient le plus souvent été privés d'accès à la propriété foncière et exclus des métiers liés à l'exploitation agricole. C'est pourquoi, le sionisme se présentait avant tout comme une révolution agraire, qui voulait enraciner les immigrés juifs d'origine urbaine dans une terre et créer une classe productive. En effet, dans la société juive traditionnelle d'Europe de l'Est, les métiers manuels étaient dépréciés au profit des activités intellectuelles, au premier titre desquelles les études talmudiques. A travers la figure du pionnier sioniste, s'opérait une inversion majeure[614] : le travail physique était privilégié au travail mental. La Bible permettait désormais de relire les événements du présent, et la terre d'Israël devenait une réalité concrète, d'où l'importance accordée dans la culture israélienne aux randonnées qui permettent à la jeunesse de découvrir le pays, de même que les activités physiques. En se réappropriant la terre au sens le plus concret du terme, par la colonisation et la culture de celle-ci, les pionniers sionistes affirmaient leur opposition radicale au modèle du *shtetel*, urbain.

Seule une révolution aussi bien socio-économique que culturelle pouvait changer radicalement l'étant-juif et partant, donner naissance à un vivre-ensemble juif. Désormais, le point focal de la communauté juive serait la Palestine, où le pouvoir passerait des mains des sionistes de la diaspora au mouvement travailliste juif en Palestine. Le sionisme fut donc dès ses origines conçu comme un projet révolutionnaire, qui voulait transformer radicalement la vie des populations juives qui

[614] Voir Jonathan Adelman, op.cité, pp.133-134

avaient jusque-là vécues en diaspora. La révolution sioniste voulait être le moyen d'émanciper les juifs des *ghettos*, ces espaces de la marge.

La transformation radicale portée par le sionisme tient au fait qu'il a fait du retour à Sion une force de mobilisation politique et sociale. Il a repris le langage et les symboles de la tradition religieuse juive ultra-orthodoxe pour en faire les références d'une identité nationale, correspondant à un Etat-nation moderne, séculaire. Le sionisme constitue une rupture radicale en ce qu'il se veut une quête d'auto-détermination du peuple juif, en le faisant sortir de sa marginalité politique et sociale. Le sionisme privilégie l'ordre publique, la communauté au dépend des conditions de vie personnelles, du confort petit bourgeois.[615] Lorsque les premiers immigrants arrivèrent, ils étaient donc porteurs de valeurs et d'idéaux totalement étrangers à l'univers de sens « ottoman », où les juifs étaient considérés comme un groupe confessionnel, non-musulman, et avaient le statut de *dhimmi*. Ces nouvelles idées étaient donc radicalement étrangères aux Juifs du vieux *Yishouv*, qui étaient par ailleurs de culture et de langue arabes par opposition aux nouveaux immigrants russophones.

2. Une révolution socio-économique et technique

La modernité sioniste s'incarna également dans une révolution socio-économique et technique qui allait avoir des conséquences majeures sur les équilibres socio-économiques traditionnels de la Palestine ottomane. En effet, dès la fin du XIXe siècle, les Sionistes entreprirent la construction d'institutions sociales pour conduire le processus de transformation radicale de la société. Des structures sont tout d'abord créées pour permettre l'acquisition des terres en Palestine: la banque Anglo-palestinienne et le fonds national juif, qui sont liés à l'Organisation sioniste mondiale ainsi que les premiers *kibbutzim* et *moshavim*.

2.1. Socialisation et développement économique

[615] Voir Jonathan Adelman, op.cité, p.132

Au tournant du siècle et avec l'afflux des immigrants, sont mises en place des structures locales pour former la nouvelle société et jeter les bases du futur Etat[616]: l'*Histadrout*, la *Youth Aliyah*, l'Université hébraïque (1925) et le *Technion* (1924), l'Institut Weizman (1934). Les universités devaient, en effet, permettre de former la main-d'œuvre qualifiée que nécessiteraient la création et la consolidation de l'Etat et jouaient un rôle essentiel dans la création des symboles et des discours qui sous-tendaient le projet national. Ces structures, qui contribuaient à l'épanouissement d'une modernité technique en Palestine, devaient également permettre grâce à la technologie de compenser l'infériorité démographique des juifs de Palestine.

La mise en place de ces structures permit, avec le développement des partis politiques, de « socialiser » les nouveaux immigrants des années 1920-30 qui, pour la plupart issus des classes moyennes polonaise et allemande, étaient peu attirés par le socialisme. Le parti travailliste joua un rôle d'avant-garde dans la constitution des structures politiques du futur Etat. Formé sur le modèle du parti élitiste léniniste, il regroupait 6000 membres en 1930 et atteint 41 000 membres dès 1948. En l'absence d'autorité étatique, le parti travailliste représentait les nouveaux immigrants qui entendaient mobiliser la société d'une manière révolutionnaire et démocratique. Ce nouveau modèle s'opposait à celui de la société traditionaliste du vieux *Yishouv* et du courant ultra-orthodoxe.

L'économie traditionnelle en Palestine s'était jusque-là appuyée sur un mélange de petites entreprises privées et plantations néocoloniales, exploitant les travailleurs arabes, et d'aides venues de l'étranger par le truchement d'associations de charité. Le faible degré d'institutionnalisation qui caractérisait la société et le secteur économique permit d'autant plus facilement au parti travailliste d'introduire une forme d'autorité, des objectifs idéologiques communs ainsi que des pratiques de mobilisation politique et d'institutionnalisation. Le parti travailliste introduisit ainsi une économie de type socialiste, de même que des organisations permettant d'encadrer les différentes franges de la société (villages de jeunes, *Alia* pour la jeunesse, *Nahal*, *kibbutzim*, *moshavim*, les organisations syndicales et entreprises publiques liées à l'*Histadrout*). Le Parti travailliste jeta ainsi en deux décennies les

[616] Sur la situation économique dans la Palestine mandataire, voir Jonathan Adelman, op. cité, pp.114-118 et Henry Laurens,

bases d'une société rurale socialiste qui fournirait les cadres au mouvement révolutionnaire. Les *kibbutzniks* révolutionnaires dominaient le parti, quand bien même ils constituaient à peine 10% de la population juive de Palestine dans les années 1930. En effet, comme le rappelle très justement Henry Laurens :

> *la « surface agricole utilisée par les Arabes au début des années 1920 [représente] un peu plus de 5 millions de dunams, l'extension de l'agriculture arabe en surface est donc en 20 ans de plus de 2 millions de dunams alors que le total du domaine foncier juif (agricole, urbain et réserve foncière) en 1920 est de 650 000 dunams pour atteindre en 1945, 1 585 365 dunams. »*[617]

Ainsi, en dépit de l'image du pionnier sioniste du *kibbutz*, la nouvelle société sioniste reste largement urbaine.

Dans cette société majoritairement urbaine, ces représentants du monde rural représentaient plus des deux tiers du parti. L'ethos de cette nouvelle société s'appuyait sur un renouveau national, un égalitarisme, une suprématie de la collectivité sur l'individu. Dans les *kibbutzim*, les enfants étaient élevés dans des maisons d'enfants par des éducateurs choisis parmi les membres du *kibbutz* et non par leurs parents au sein de la maison familiale. La préférence était donnée à l'expertise technique et à la technologie moderne, à la base d'une forme d'ingénierie sociale qui permettrait de remodeler au sein du creuset national l'ensemble des immigrants. Seuls l'éducation, le sacrifice, le service militaire universel et la technologie conçus sur un mode socialiste permettraient de donner un caractère véritablement nouveau, révolutionnaire, à la société sioniste et éviterait une simple recréation de la société de la diaspora.

Durant la période mandataire, le Parti travailliste, bien qu'il représentât plus de 50% de la population juive de Palestine, n'était toutefois pas la seule organisation

---

op. cité, pp.63-70 ; sur le développement des structures sionistes, voir Jonathan Adelman, op.cité, pp.131-138

[617] Voir Henry Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours,* 2 éd., Fonds classiques Armand Colin Sedes, Armand Colin, Paris, 2005, p.67

politique présente dans la société juive de Palestine. Son principal concurrent était le courant révisionniste incarné par Vladimir Jabotinsky[618] (Union mondiale des juifs révisionnistes) principale force d'opposition au *Mapaï*. Le mouvement des Révisionnistes, formé en 1925, opposait le nationalisme au socialisme et la nation à la classe ouvrière et à la paysannerie socialiste. Il recrutait parmi les petits commerçants, la classe moyenne, les artisans et les colonies privées. Il représentait finalement les intérêts et les valeurs de la première *alia* auxquels s'opposaient l'ethos des sionistes socialistes. Mais surtout, il défendait une politique d'opposition par la force aux aspirations nationales arabes.

La révolution sioniste suscitait donc des tensions au sein même de la communauté juive de Palestine, en particulier chez les religieux. Ceux-ci étaient en général hostiles au sionisme qu'ils considéraient comme une hérésie nationaliste, tentant de créer un Etat juif sans attendre la venue du Messie et galvaudant dans le registre profane les symboles et la langue sacrés du judaïsme. Il existait toutefois au sein de la communauté religieuse, une tendance minoritaire, incarnant un sionisme religieux défendu au niveau politique par le Parti national religieux. Le rabbin Abraham Kook (1865-1935) fut le promoteur de ce sionisme religieux rénové. Alors que le sionisme religieux voyait le sionisme socialiste comme un faux mouvement messianique, le rabbin Kook mis au contraire au centre de sa vision religieuse la Terre sainte terrestre et non plus seulement spirituelle, de laquelle viendrait la rédemption du peuple juif. Sa vision, qui inspirera le mouvement du *Gush Emunim*, repose sur une sainte trinité entre le peuple d'Israël, la Torah et la terre d'Israël. Ainsi, sans le savoir, les sionistes socialistes faisaient œuvre divine en reconquérant la terre d'Israël. La théologie complexe du rabbin Kook et ses prophéties obscures sur l'avènement de l'Etat juif firent toutefois de ce courant un courant minoritaire jusqu'à la fin des années 1970.

Toutefois, les sionistes socialistes avaient bien conscience de l'influence dominante qu'exerçaient les religieux au sein du Vieux *Yishouv* et de leur stature morale au sein de la nouvelle société sioniste. Le compromis de 1947 incarna cette reconnaissance pragmatique par Ben Gourion du rôle particulier des religieux ultra-

[618] Sur la pensée de Jabotinsky, voir en annexe 3 l'extrait de son article de 1923 la « Muraille de fer ».

orthodoxes et confirma leur haute-main sur les juridictions rabbiniques et le Grand rabbinat.

2.2 .Croissance démographique et contrôle territorial

L'arrivée des immigrants sionistes et l'installation des premières communautés agricoles collectivistes entraînèrent une concurrence dans la possession des terres entre les pionniers sionistes et la paysannerie arabe palestinienne. C'est que depuis la fin du XIXe siècle, la population arabe de Palestine connaît une croissance démographique sans précédent**.** Comme le rappelle Henry Laurens,

> *« depuis le dernier tiers du XIXe siècle, la population arabe [était] en croissance rapide. La compétition avec le sionisme a renforcé le phénomène et fait de la croissance de la population musulmane l'une des plus fortes, voire la plus forte du monde (un doublement de 1922 à 1945) »*[619].

La croissance démographique naturelle de la population arabe, ajoutée à l'afflux des immigrants juifs qui fait passer la population juive de Palestine de 83 790 personnes en 1922 à 528 702 personnes en 1944, induit une pression croissante sur le domaine foncier. Dès les années 1930, les Britanniques prennent conscience des conséquences intenables à terme de cette double croissance démographique et tentent à diverses reprises de limiter l'immigration juive en Palestine. La dégradation progressive de la situation dans la Palestine mandataire signale ainsi l'échec des forces d'occupation britanniques à réguler ces déséquilibres démographiques, à défaut de les éliminer, et à trouver une formule satisfaisante pour faire coexister les différentes communautés au sein d'un même creuset national.

Ceci ne fit que renforcer la détermination de la communauté sioniste et contribua au développement du bras armé de l'Histadrout. La surpopulation posait, à terme, un problème vital que Jabotinsky avait déjà envisagé dès le milieu des années

[619] Voir Henry Laurens, op.cité, 2e éd., Armand Colin, Paris, 2005, p.64

1920. Dans un article de 1923 intitulé « *La Muraille de fer. Les Arabes et nous* », Jabotinsky affirmait ainsi :

> *« Il est inutile d'espérer en aucune façon, un accord entre nous et les Arabes qu'ils accepteraient de leur plein gré, ni actuellement ni dans un avenir prévisible. […] Mis à part les aveugles de naissance, tous les sionistes modérés ont compris qu'il n'y a pas le moindre espoir d'obtenir l'accord des Arabes de Palestine pour transformer cette « Palestine » en un Etat juif où les juifs seraient en majorité. […] Toute nation autochtone, qu'elle soit civilisée ou primitive, considère son pays comme son « foyer national » où elle veut vivre et dont elle veut rester éternellement le propriétaire exclusif. Elle n'acceptera jamais de son plein gré, non seulement d'autres propriétaires, mais encore le droit de partager son droit de propriété avec d'autres. […] Notre action d'immigration en Palestine doit cesser, ou se poursuivre sans s'arrêter à la position des Arabes ; de telle sorte que notre établissement puisse s'y développer sous la tutelle d'une puissance qui ne soit pas dépendante de la population locale, à l'abri d'une muraille de fer que cette population ne pourra jamais forcée. »*[620]

En dépit des oppositions[621] de principe de la majorité du camp sioniste à cette position de force, la révolte de 1929 puis celle de 1936-39 firent la preuve de la validité des vues de Jabotinsky. Les Arabes de Palestine ne renonceraient jamais à leur terre et l'Etat juif ne pouvait absorber cette population. Dans les dernières années du mandat britannique, les sionistes se trouvèrent donc face à deux options: le transfert de la population arabe ou le partage du territoire.

Celle du transfert de la population arabe avait été envisagée très tôt et avait accompagné le développement du nationalisme arabe. Le transfert de la population locale, qui n'était qu'un segment de la nation arabe, ne posait donc pas *a priori* de

[620] Voir l'extrait de la « La Morale de la muraille de fer » de Vladimir Jabotinsky, dans Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe – XXIe siècle*, Coll. U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011, pp.117-118

[621] Sur les débats idéologiques à l'égard de la « question arabe » qui agitent la communauté sioniste au début du XXe siècle, voir David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8 – Plon, 2011, locations 378-392

problème. C'était d'ailleurs la thèse défendue par Israël Zangwill dans son ouvrage *La Voix de Jérusalem* où, comme le rappelle David Hirst,

> *« il plaide pour un « exode arabe », qu'il voit comme une « redistribution raciale » et qu'il compare à une « marche similaire à celle des Boers depuis la colonie du Cap ». Il s'agit « littéralement, écrit-il, de la seule manière d'éliminer la difficulté à créer un Etat juif en Palestine ». « Après tout, ajoute-t-il, ils [ont] toute l'Arabie avec ses millions de mètres carrés » vers où « marcher ». Les Palestiniens n'ont donc « pas de raison particulière de s'accrocher à ces quelques kilomètres [de Palestine]. Ils ont l'habitude proverbiale de "plier leur tente" et de "se retirer en silence": qu'ils la mettent donc en pratique maintenant». »*[622]

Le pays d'accueil qui fut le plus sérieusement considéré fut l'Irak, qui avait l'avantage de ne pas partager de frontières directes avec la Palestine, ce qui réduirait les menaces sécuritaires liées aux infiltrations.

La persistance et la croissance des tensions liées à la propriété de la terre ont donc créé au cours du mandat une instabilité, puis une anarchie, qui ont empêché la création d'une unité politique cohérente. Au contraire, l'absence d'ordre public a favorisé l'extension du périmètre des institutions sociales, économiques et politiques de la communauté juive en Palestine. L'affirmation de cette collectivité de plus en plus structurée, institutionnellement et politiquement, a bouleversé les structures sociales traditionnelles de la Palestine, qui n'avaient quasi pas changé depuis la mise en place de l'Empire ottoman. La Palestine en tant qu'entité collective s'est progressivement effritée à partir du début des années 1940 pour laisser place à une anarchie croissante qui a débouché sur les affrontements de 1947-48 et la proclamation de l'Etat d'Israël.

[622] David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8 – Plon, 2011, locations 391-397. Les citations sont extraites d'Israël Zangwill, *Voice of Jerusalem*, Heinemann, Londres, 1920, pp.93, 103, et tirées de Nour Masalha, *Expulsion of the Palestinians*, Institute for Palestine Studies, Washington, 1992, pp.13-14

3. Une réaction nationale à la modernité sioniste

L'expansion des terres à mettre en culture atteignit ses limites dès les années 1920 et poussa une partie de la paysannerie arabe à l'exode rural. Or, dans les villes, le meilleur niveau d'éducation des immigrants et les structures de l'*Histradrout* facilitent le développement du secteur industriel et des petites activités manufacturières juives. Ainsi, jusqu'à la proclamation de l'Etat d'Israël en 1948, le secteur économique juif en Palestine ne constituait qu'une économie de marché pré-émergente, handicapée par la faiblesse du secteur privé et par une forme de dirigisme économique.

3.1. Une modernité déstabilisatrice

Les paysans arabes, déracinés par l'exode rural, se trouvèrent en position de faiblesse dans cette compétition économique urbaine, où ils vinrent grossir les rangs d'un sous-prolétariat urbain. L'expansion du secteur industriel et foncier juifs commence à empiéter sur les zones de peuplement arabes et engendre des réactions hostiles de la part de la population arabe. Ainsi, comme le rappelle Henry Laurens,

> *« la distribution spatiale va donc dans le sens d'un éparpillement en « cantons » juifs et arabes sans qu'aucune des deux communautés puisse établir des ensembles territoriaux homogènes »*[623].

Cette absence de contiguïté territoriale allait rendre tout plan de partage difficilement acceptable pour les deux communautés.

Par ailleurs, l'irruption de cette modernité sioniste dans l'univers traditionnel de la Palestine mandataire contribuait à déstabiliser les représentations sociales et remettait en question les pratiques traditionnelles de la société arabe. Ainsi, l'écrivain Jurji Zaydan souligne dans un article de 1914 son admiration de la technicité de la société sioniste en Palestine :

[623] Voir Henry Laurens, op. cité, p.69 ; voir la carte des implantations juives en Palestine mandataire en annexe 8.

> *« il faut remarquer que ces colons utilisent des techniques de pointe dans tous leurs travaux, à la maison comme à l'usine, au champ et au magasin. Les propriétaires de plantations d'oranges (d'orangeraies) recourant ainsi aux techniques d'agriculture les plus modernes pour agencer leurs arbres, laisser la distance nécessaire entre les arbustes, irriguer et cueillir. Ils se servent d'outils qui les dispensent de main-d'œuvre. C'est pourquoi ils peuvent produire à moindre coût que l'autochtone qui en reste au procédé ancien. »*[624]

La modernité sioniste avait contribué à changer le paysage de la Palestine traditionnelle : Degania, fondé en 1909, représentait le modèle du kibbutz socialiste ; Haïfa, le nouveau port international, illustrait le sionisme ouvrier et la puissance industrielle montante de la communauté juive de Palestine ; enfin Tel Aviv, se voulait une Vienne méditerranéenne, symbole du sionisme urbain. Cette modernité technique et l'aisance qu'elle semblait apporter à la communauté juive de Palestine engendrèrent un fort ressentiment du côté de la population arabe. Les effets de ces déséquilibres socio-économiques étaient déjà perceptibles en 1914 comme le signale l'article de Jurji Zaydan :

> *« D'une manière générale, la victoire des Juifs en Palestine est éclatante. Ils sont riches et disposent des plantations les plus prospères, des rues les plus propres et des maisons les plus luxueuses. Les autochtones qui constatent cette situation ont beau se plaindre, le gouvernement ne fait pas le plus petit geste parce que ses propres affaires ou ses guerres l'empêchent de s'occuper de pareilles questions. »*[625]

Cette modernité déstabilisatrice engendrera ainsi une forme de prise de conscience collective du côté de la population arabe. Abandonnée à son sort, d'abord par les autorités ottomanes, puis par les Britanniques, la population arabe de Palestine commence à s'organiser en un mouvement national. Il semblait, en effet, que la force du sionisme reposait dans son organisation communautaire à vocation nationale.

---

[624] Voir l'extrait de « Al-musta'marât al-yahûdiyya fî Filastîn » (« Les colonies juives en Palestine »), extrait du récit de voyage de Jurjî Zaydân en Palestine, *Al Hilâl*, XXII, n°7, 1er avril 1914, pp.518-520, extrait cité par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, op.cité, p.61

C'est pourquoi, il convenait d'y répondre par un contre-projet national qui envisageait la construction d'un Etat sur le territoire de toute la Palestine, et où les juifs étaient considérés comme une communauté confessionnelle. Jusqu'au déclenchement de graves hostilités entre les deux communautés, il existait une différence de perceptions entre les sionistes, population allogène, et les juifs de Palestine, qui appartenaient à la société palestinienne.

La construction de structures socio-économiques séparées, encadrant la population juive de Palestine, et l'acquisition de terres avaient fait prendre conscience à la population arabe de Palestine du caractère « nationaliste » du projet sioniste. Pour le combattre, il fallait donc l'imiter et moderniser la Palestine. Dès 1914 Jurji Zaydan soutenait qu'il ne suffisait pas de dénoncer l'existence des déséquilibres socio-économiques entre les deux communautés, il fallait les corriger. La clé résidait dans la volonté de la communauté arabe de Palestine et dans celle de ses élites :

> *« Il appartient aux esprits sensés de dénoncer cette situation et de trouver les moyens d'y remédier. Il ne suffit pas seulement de dénoncer. Il faut encore imiter ces colons dans la mise en valeur de la terre grâce à des méthodes scientifiques, et sauver le paysan de l'usurier par des moyens appropriés, par exemple en fondant des syndicats agricoles. Si le gouvernement voulait bien examiner cette question, il serait plus apte à trouver une solution. Mais il est occupé ailleurs et chancelant. Quant aux autochtones, les plus riches d'entre eux, ceux qui constituent la classe supérieure s'adonnent généralement à la politique. Ils se battent pour des postes et des mandats et réclament la réforme. S'ils mettaient leur intelligence et leur ardeur au service de l'économie en empêchant que leur pays ne devînt la propriété d'autrui, voilà qui s'approcherait le plus du patriotisme et de la vraie indépendance. »*[626]

A partir des années 1910, la population arabe commence à s'organiser. Ceci sera particulièrement visible dans le cas des organisations de jeunesse et syndicales,

---

[625] Idem, p.62

où les deux communautés se livreront une véritable concurrence pendant toute la période du mandat.

3.2. Paupérisation et nationalisme arabe

Ce n'est qu'à partir de la révolte de 1929, avec le soutien croissant des autres populations arabes, que le mouvement national arabe de Palestine[627] va commencer à s'organiser et déboucher sur la Grande révolte de 1936-39 considérée, jusqu'à aujourd'hui, par les Palestiniens comme l'acte fondateur du mouvement national. En 1937, le Haut Comité arabe de Palestine, première représentation politique unie des Arabes de Palestine, formule clairement les revendications nationales arabes palestiniennes qu'elle réinscrit dans le mouvement plus général des nationalismes arabes. Enfin, comme pour prouver sa légitimité, ce manifeste s'attache à réinscrire cette cause nationale dans une perspective de temps long. Le manifeste déclare ainsi :

> *« La cause arabe de Palestine est une cause nationale pour l'indépendance qui ne diffère pas dans son essence de celle des Arabes des autres pays. Cette cause n'est pas récente et remonte à bien avant la Grande guerre. […] Très tôt, des personnalités et de jeunes Arabes, dont un grand nombre de Palestiniens, ont embrassé l'idée de l'indépendance et l'ont répandue avec force dans les milieux arabes. Ce courant a œuvré de façon considérable depuis 1908, en particulier à la réalisation de cette idée et ses partisans ont subi en conséquence de dures persécutions et ont consenti de grands sacrifices […] Il est donc naturel que les Arabes de Palestine, qui ont espéré au cours des années passées voir la Grande-Bretagne revenir à une attitude plus équitable, croient maintenant que tout ce qui s'oppose à l'obtention de leur droit sacré à l'indépendance et à la préservation de leur entité nationale dans leur pays provient de l'injustice et que leur devoir est de lutter par tous les moyens légaux*

---

[626] Idem, p.62

[627] Sur le développement du nationalisme arabe palestinien en Palestine mandataire, voir Henry Laurens, *La question de Palestine, Tome 2* : 1922-1947, Fayard, Paris, 2002

jusqu'à ce que cette injustice disparaisse et qu'ils récupèrent leur droit sacré.»[628].

La conscience d'une communauté nationale arabe de Palestine est donc née de la menace que le sionisme faisait porter sur la possibilité même pour cette communauté de se réaliser comme « entité nationale ».

Dans les années qui séparent les deux insurrections, l'arrivée massive d'immigrants juifs avec la montée des idéologies fascistes en Europe, fragilise la communauté arabe en Palestine au point que celle-ci perçoit désormais le sionisme comme une menace existentielle. Le nationalisme arabe, réaction aux manœuvres occidentales dans la région, contribue à l'analyse que les dirigeants palestiniens font, et conserveront, du sionisme comme un avatar de l'impérialisme européen. Ce faisant l'antisionisme prend des accents antisémites qui n'ont rien à voir avec la défiance traditionnelle des musulmans orientaux vis-à-vis des *dhimmi*.

Mais pour les nationalistes arabes, la responsabilité première est celle des Britanniques. Ainsi, Ihsan al Jabiri, un des plus célèbres écrivains nationalistes arabes de l'époque, écrit dans la revue *La Nation arabe* en 1933 :

« La Palestine, le pays arabe, dont la langue, les mœurs, la culture sont arabes, et qui depuis vingt siècles n'a jamais été habitée par plus de quelques milliers de juifs, à côté de centaines de mille Arabes, propriétaires et maîtres du pays, dont la seule faute fut de faire preuve de la plus accueillante hostilité envers leurs frères de race, chassés de tous les pays. Bref, ce pays, couvert des souvenirs historiques des aïeux, pétri de leur sang versé sans interruption depuis treize siècles, est en train d'être ravi des mains arabes pour passer à un bloc d'hommes féroces, portant le nom de Sionistes et la qualité de Juifs, ramassis de toutes les races et résidus de toutes les nations, n'ayant de but commun que la spoliation et l'expropriation forcée du bien d'autrui, par les moyens

[628] Voir le Manifeste présenté par le Haut Comité arabe à la Commission Peel en 1937, cité par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, op.cité, pp.123-124

perfidement ingénieux dont les Arabes en Palestine ont connu la terrible manifestation.

La gravité de la situation ne provient pas uniquement des exploits déloyaux des Sionistes, mais de la complicité coupable des autorités britanniques qui, à mesure que les années de guerre s'effacent dans le passé, et que les promesses faites aux Arabes perdent peu à peu leur empreinte dans les consciences, deviennent plus orgueilleuses et et moins clairvoyantes, et leur aide aux envahisseurs se révèle plus décisive et plus audacieuse. »[629]

A cette époque, se mettent donc en place les perceptions fondamentales de la menace sioniste qui structurent jusqu'à aujourd'hui le discours des islamistes palestiniens et dans une moindre mesure celui du mouvement national palestinien. Dans la charte du *Hamas* de 1988, on retrouve ainsi cette perception du fait sioniste comme produit d'un complot de l'impérialisme européen. C'est également à cette époque, que naît le conflit de légitimité entre Sionistes et Arabes de Palestine sur le droit à la terre : d'un côté, les Sionistes fondent leurs revendications sur une présence plurimillénaire attestée par la Bible; de l'autre, les Arabes y répondent par une présence continue de plusieurs centaines d'années qui a créé des faits accomplis humains et culturels indéniables. Au sein de cette population arabe de Palestine existe une composante confessionnelle juive que le mouvement national palestinien et les islamistes palestiniens continueront toujours de reconnaître et de distinguer du Sionisme.

Le problème n'est donc pas l'identité confessionnelle, ou un quelconque conflit de religion, mais bien un conflit pour le contrôle de la terre, clé de l'indépendance économique de la communauté. Ainsi, le conflit pour la terre refléte à un niveau plus général un conflit d'aspirations nationales. Les violences liées à l'enjeu de la construction d'un Etat-nation et d'une communauté nationale démontrent les défis soulevés par l'entrée de la modernité dans le monde féodal. Dans les deux cas, les projets nationalistes expriment, bien que de manières différentes, une

[629] Voir Ihsan al Jabiri, « La situation s'aggrave en Palestine », *La Nation arabe*, n°1-2-3, janvier-février-mars 1933, pp.23-26, extrait cité par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, op.cité, p.122

volonté d'émancipation collective vis-à-vis d'une marginalisation imposée à la collectivité.

Les aspirations nationales qui émergèrent au tournant du siècle en Palestine sont le reflet des troubles plus généralement suscités par l'irruption de la modernité occidentale dans l'empire ottoman déclinant. Le nationalisme arabe fut une de ces réactions, au même titre que le « maronitisme » ou la pensée des Frères musulmans. C'est à cette époque, qui voit l'intrusion des puissances étrangères européennes dans les affaires ottomanes, que sont jetés les fondements idéologiques des futurs Etats-nations du Proche-Orient.

4. Réactions antioccidentales et nationalismes arabes

A partir de la fin du XIXe siècle, commencèrent à se diffuser dans les sociétés du *Bilad as Sham*, dont faisait partie la Palestine, de nouvelles idées qui allaient contribuer à la formation du discours nationaliste arabe de Palestine. Ces discours « réformistes »[630] constituaient, chacun à leur manière, une réponse aux défis que la modernité occidentale posa aux sociétés traditionnelles du *Bilad as Sham*. La modernité avait fait irruption sous la figure des sionistes ou des puissances européennes dans cet univers encore marqué par le féodalisme et le poids des clans.

4.1 Renaissance arabe et réforme islamique

Cette réaction à la pénétration de l'influence occidentale dans le monde levantin prit tout d'abord la forme d'une « renaissance arabe ». Cette tendance réformiste, que l'on pourrait qualifier de réactionnaire, émergea dans le cadre d'un mouvement de « renaissance » intellectuelle, la *nahda*, qui prit place au Proche-Orient dans la seconde moitié du XIXe siècle. D'abord renaissance islamique, elle deviendra plus spécifiquement arabe vers la fin du siècle. Parmi les figures éminentes de ce renouveau intellectuel arabe, on trouve de nombreux Syriens et Libanais. Formés aux idées occidentales, ils firent le constat de l'incapacité de l'aire

[630] Sur le conflit entre modernité et authenticité à la racine de la renaissance arabe, voir Georges CORM, *Pensée et politique dans le monde arabe*, éd. française, éd. Kindle, LA DECOUVERTE, 2015, locations 1338-2074 et 2773-3020

de civilisation arabe à sortir de son cycle de déclin depuis plusieurs siècles, alors même que l'Occident connait une révolution industrielle, synonyme de progrès technique et scientifique et de modernité politique. Formés dans les écoles européennes, ils retinrent de la modernité politique les concepts d'Etat-nation moderne, de démocratie et de laïcité. Vers la fin du siècle, ces penseurs du renouveau, dont beaucoup étaient chrétiens, prirent leur distance avec la dimension islamique, pour lui substituer une dimension « arabe ». Dans ce contexte, émerge l'idée d'une Grande Syrie qui englobe, outre la Syrie actuelle, le Mont Liban, les régions côtières libanaises et Beyrouth.

Quelques années plus tard, les idées du fondateur de la confrérie des Frères musulmans[631], Hassan al Banna, allaient inscrire ce refus de l'ingérence occidentale dans un cadre islamique plus large. Le mouvement des Frères musulmans est né en Egypte dans les années 1920 en réaction tout d'abord à la présence coloniale britannique. Le génie d'Hassan al Banna consista à diffuser aux masses les idées des penseurs réformistes du XIXe siècle, tels que Jamal al Din al Afghani ou de Shakib Arslan remettant en cause le colonialisme et dénonçant la perte de valeurs subie par les sociétés musulmanes du fait d'une imitation aveugle du modèle occidental. Le point central de son discours porte sur l'absence de cohésion et d'unité de l'*oumma*. La fragmentation de celle-ci, du fait de la multiplication des tensions partisanes, la rendait incapable de faire face à une hégémonie coloniale qu'il disait responsable de l'effondrement de l'empire islamique et de la destruction de l'Etat islamique. La renaissance de l'*oumma* passait donc par la libération des sociétés musulmanes de la présence coloniale dans un premier temps et par l'établissement de l'Etat islamique dans un second temps. Or, ceci ne pourrait être réalisé qu'au sein d'une nation musulmane réhabilitée par un processus de réforme islamique qui commençait par l'individu, puis la cellule familiale, pour s'étendre à l'ensemble de la société. Cette construction idéologique, alliée à la figure du cheikh Izz el Din al Qassam, allait jouer un rôle moteur pour le ralliement des volontaires arabes de la confrérie à la cause palestinienne. Ces derniers allaient constituer une partie significative des combattants qui prendront part du côté palestinien aux affrontements de 1947-1949.

4.2. Le « maronitisme » : aux racines du confessionnalisme libanais

A cette époque, émerge au Mont Liban, une forme de nationalisme « libanais », qui est avant tout un nationalisme « maronite » et met en avant une conception du Liban comme avant-poste, assiégé, de la chrétienté au Proche-Orient. Le maronitisme prend ses racines au mont Liban, qui sert de refuge aux chrétiens maronites et aux druzes. De là, vient la peur ancestrale, et l'hostilité, que les maronites cultivent à l'égard de l'islam. Les maronites s'y sont installés au VIIe siècle. Cette région bénéficia d'un quasi statut d'autonomie pendant toute la période ottomane, les maronites refusant de se soumettre au statut de *dhimmi*. Les relations entre les deux communautés oscillèrent entre conflit et coopération en fonction des menaces extérieures. En 1860, les deux communautés s'affrontent lors de la guerre de la montagne. L'intervention militaire française permet de sauver les maronites et ouvre la porte à son affirmation politique aux dépens de la communauté druze. La période suivante va être témoin de la croissance démographique, économique et de l'emprise territoriale de la communauté maronite. Ces facteurs combinés à l'élévation du niveau d'éducation de la communauté vont permettre à cette dernière d'entreprendre son émancipation politique à travers la construction d'un Etat-nation, le Grand Liban. Ce maronitisme qui aboutira à la création de l'Etat confessionnel libanais se présente donc dès ses origines comme une forme de modernité occidentale au milieu d'un environnement féodal, musulman, dominé par les relations claniques. On voit d'ores et déjà ici la similarité de perceptions qui a pu présider au rapprochement entre les Maronites et les Sionistes au tournant du XXe siècle.

La guerre de la montagne, de 1840 à 1860, a vu l'apparition du maronitisme comme forme d'aspiration politique. A cette époque et sous l'effet des rivalités franco-britanniques dans la région, les communautés druze et maronite se positionnent progressivement en tant que communautés politiques. Cette « politisation » des rapports confessionnels dans la montagne libanaise conduit le clergé maronite à encourager la révolte de la paysannerie, majoritairement maronite,

---

[631] Sur les origines idéologiques de la confrérie des Frères musulmans, voir Azzam Tamimi, *Hamas. Unwritten Chapters*, 2e éd, C. Hurst and Co, India, 2009, pp.3-5

contre les féodaux druzes et maronites. Le moine-paysan Chahine Taninos[632], qui reste jusqu'à aujourd'hui une des figures « résistantes » majeures du corpus symbolique des forces chrétiennes libanaises, incarnera cette révolte paysanne contre le système féodal. Dans les zones sous la férule druze, les jacqueries paysannes maronites sont écrasées de manière très brutale, engendrant des massacres interconfessionnels.

De ces affrontements sortiront le « régime de la *Mutassarifia* », basé sur un protocole signé en 1861 par les puissances européennes et l'Empire ottoman et importeront dans la réalité du Mont Liban l'esprit de modernisation des *tanzimat*. A l'image du système des millets, les communautés ethnico-confessionnelles deviennent la source d'un pouvoir temporel et non plus seulement spirituel. Ainsi, comme le rappelle Georges Corm,

> un *« Conseil administratif créé pour siéger aux côtés du gouverneur ottoman est composé de représentants des six communautés de la montagne (druze, maronite, grecque orthodoxe, grecque catholique, sunnite et chiite). Le gouverneur, nommé par la Sublime Porte, ne peut être libanais, mais il doit être chrétien, ce qui concrétise déjà les aspirations européennes à faire émerger éventuellement un État chrétien dans cette partie de l'empire. De même, la prépondérance chrétienne dans le Conseil est affirmée puisqu'il comprend quatre sièges maronites, trois druzes, deux grecs orthodoxes, un Grec catholique, un sunnite et un chiite. »*[633]

De ce système vont naître les déséquilibres structurels de l'Etat libanais et les multiples tensions communautaires qui jalonneront son histoire. En effet, le confessionnalisme libanais ne constituera qu'une application aux frontières du nouveau Grand Liban du régime de la *Mutassarifia*. Ce régime reflète une forme de conciliation entre les exigences de modernité des *tanzimat*, et notamment les revendications de représentation politique des communautés, en même temps qu'une

[632] Sur les affrontements de la montagne, voir Georges Corm, *Le Liban contemporain*, éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2012, locations 1724-1766
[633] Georges Corm, *Le Liban contemporain*, éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2012, locations 1772-1773

prolongation du système féodal qui hiérarchise les communautés ethnico-confessionnelles au sein de la communauté nationale en fonction de leurs poids démographiques et de l'influence de leurs puissants « patrons ». Toute l'ambiguïté de la réforme du système ottoman réside dans la constitution de ces communautés nationales où les pouvoirs sont distribués en fonction de critères communautaires ethnico-confessionnels et où la répartition est biaisée par les ingérences de puissances étrangères.

Le maronitisme a, ainsi, lié son sort à celui de la France, et dans une moindre mesure à Rome. Ce sera d'ailleurs grâce à cette dernière qu'ils vont obtenir leur Etat indépendant en 1920, revendiqué lors de la conférence de paix d'octobre 1919. Cette revendication d'un Etat national libanais était perçue comme une juste compensation vis-à-vis des injustices subies sous le règne des Ottomans et une réaction contre les tentatives sunnites d'inclure le Liban dans la Grande Syrie. Lors de la conférence de la Paix en 1919, le patriarche maronite qui conduit la délégation libanaise rappelle ainsi que :

> *la « restauration du Liban […] constitue la réparation d'une série d'injustices et de spoliations dont le Liban fut victime de la part de la Turquie. Elle répond à une nécessité vitale pour un pays qui, privé des plaines du nord (Akkar) et de celles de l'Est (Baalbek, Bekaa), serait une chaîne de montagnes improductives et incapables d'assurer l'existence de leurs habitants. L'expérience de la guerre l'a démontré d'une façon péremptoire et douloureuse. Alors que les vilayets voisins ont pu, durant toute la guerre, produire des quantités considérables de blé qui, sur place, ont assuré la vie et une relative aisance des populations, le Liban, bloqué et livré systématiquement à ses propres ressources, sans possibilité d'importer du blé des régions voisines, vit mourir de faim le tiers environ de sa population. C'est là une preuve décisive de la nécessité pour le Liban de récupérer, pour subsister, l'intégralité des territoires qui autrefois lui ont appartenu.»*[634]

[634] Voir le texte des revendications de la Délégation libanaise à la conférence de la paix (Paris, octobre 1919), présidée par le patriarche maronite Elias Pierre Hoyek, extrait cité par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, op.cité, p.80

La délégation obtient donc gain de cause et le Grand Liban rassemble le Mont Liban, les villes côtières de Beyrouth, Tyr, Saïda et Tripoli, ainsi que la vallée de la Bekaa. Les villes côtières sont ajoutées, de même que la vallée de la Bekaa, fertile, afin de donner au jeune Etat les moyens de commercer avec l'Europe et d'assurer son autosuffisance agricole.

Le refus de l'inclusion dans la Grande Syrie tient à la volonté d'autonomie que les Maronites ont manifestée depuis le XIXe siècle et dont le Grand Liban est la réalisation concrète. Cette indépendance du maronitisme vient aussi du fait de la spécificité identitaire que les Maronites reconnaissent au Liban. Les Libanais sont des Arabes mais pas exclusivement ; ils ont également des origines phéniciennes, sans compter l'identité chrétienne prédominante, qui les distingue du reste des peuples arabes. Cette perception d'une spécificité identitaire libanaise va conduire les Maronites à s'opposer à l'inclusion dans le projet de grand royaume arabe dans un premier temps, puis dans la Grande Syrie qui n'en constitue qu'une version modernisée. Cette commune opposition au nationalisme arabe va favoriser les premiers contacts entre les Maronites et les Sionistes.

4.3. Maronites et Sionistes : une communauté de destin ?

Tous ces éléments expliquent le rapprochement et les contacts noués entre les sionistes et les maronites libanais dans l'entre-deux-guerres, puis plus tard. La commune hostilité vis-à-vis de l'environnement arabe, perçu comme menaçant et la proximité avec l'Occident, la volonté de doter une communauté définie par des spécificités religieuses et ethniques d'un Etat-nation moderne, expliquent la perception d'une communauté de destin entre les sionistes et les maronites. Les contacts noués dans la période pré-étatique constitueront la base du rapprochement entre Israël et les Phalangistes dans les années 1970.

La vision du Mont Liban chrétien encouragée par la France répond à celle du Foyer national juif en Palestine des Britanniques. La France, en effet, se méfiait de cette présence juive en Palestine qu'elle ne voyait que comme une manœuvre des

Britanniques[635] pour fragiliser son influence et celle de l'Eglise catholique dans la région. C'est qu'au XIXe siècle, le Levant avait été aussi le témoin des rivalités franco-britanniques dans le domaine religieux comme en témoigne l'installation des très nombreuses missions catholiques et protestantes dans cette région du monde. Celles-ci devaient, par la suite, conserver une influence significative sur les systèmes d'enseignement, au moins jusqu'aux années 1960.

Toutefois, à la suite de la Première Guerre mondiale, les premiers contacts sont établis entre Maronites et Sionistes, et tout d'abord dans le domaine économique. La création du Grand Liban stimule le développement économique, dont les grandes familles maronites et sunnites sont les moteurs, et nécessite des capitaux. Dans ce contexte, de nombreux sionistes se rendent au Liban, qui est depuis la fin du XIXe siècle, un des lieux de villégiature privilégiés des grandes familles bourgeoises levantines. Mais c'est aussi parce que l'Organisation sioniste s'intéresse à cette époque aux terres qui s'étendent du nord de la Galilée jusqu'au fleuve Litani. Chaïm Weizmann considère, en particulier, qu'elle constitue un prolongement naturel du futur territoire de l'Etat juif et doivent y être inclues. Ces terres, situées au Sud Liban, permettront d'agrandir la profondeur stratégique du futur Etat en même temps qu'elles lui offriront un accès aux ressources aquifères du *Litani*. Des projets de colonies agricoles sont mis en place à cette époque dans cette région. Mais la France s'oppose catégoriquement aux revendications sionistes sur le Sud Liban lors de la conférence de Versailles en 1919. Ainsi, en dépit de l'établissement de la ligne de démarcation entre le Liban français et la Palestine britannique, les populations des deux côtés continuent d'entretenir de nombreuses relations : sociales, culturelles, commerciales et même politico-médiatiques[636].

Laura Zittrain Eisenberg rapporte ainsi le sentiment de proximité culturelle et la perception d'une certaine communauté de destin entre Maronites et Sionistes

[635] Georges Corm rappelle ainsi que « *Dès 1840, un consul anglais à Beyrouth verra le danger de cette politique française et écrira au ministère des Affaires étrangères à Londres pour suggérer que le gouvernement anglais tente de convaincre la communauté israélite d'Angleterre de s'implanter en Palestine, afin que l'empire britannique dispose à son tour d'une communauté religieuse qui lui serait dévouée ; ce qui se réalisera au début du XXe siècle, en 1917, avec la Déclaration Balfour (ministre des Affaires étrangères de l'époque) adressée à lord Rothschild pour lui promettre la création d'un « foyer national juif* » en Palestine, voir *Le Liban contemporain*, éd. française, Kindle Edition, La Découverte, 2012, locations 2016-2023

décrite par un de ces premiers immigrants sionistes qui se rend régulièrement à Beyrouth pour affaires :

> *« Non seulement les maronites veulent que les juifs viennent en Palestine et en Syrie, mais ils espèrent que l'afflux de colons sera abondant et rapide, car cela rejoint leurs propres intérêts politiques et économiques en tant qu'Arabes chrétiens. Les chrétiens arabes sont une minorité, comme les juifs. Si chacune de ces minorités croît en nombre, elles peuvent former un bloc qui contrebalancera la supériorité numérique écrasante des musulmans, que les chrétiens redoutent. La supériorité intellectuelle des juifs et des chrétiens peut compenser la suprématie numérique des musulmans […]. Les chrétiens […] réalisent que le capital [juif], les équipements industriels modernes et les méthodes de production de dernière génération vont créer un climat de prospérité, non seulement pour ceux qui les introduisent au Proche-Orient, mais aussi pour la population indigène »*[637].

De cette communauté d'intérêts et de cette perception partagée d'être des «îlots de civilisation » au sein de l'océan musulman, va naître l'alliance entre les Maronites et les Sionistes-Israéliens. De chaque côté, on va tenter de réinscrire cette alliance d'intérêts bien compris dans le temps long de l'histoire et de la justifier par une même exception culturelle. Certains écrivains font même remonter cette alliance à une mythique amitié entre le roi Salomon et le roi phénicien Hiram.

Toutefois, ces sentiments pro-sionistes ne font pas consensus au sein de l'élite de la communauté maronite, d'autant plus que l'augmentation des tensions en Palestine ne fait qu'accroître la force des sentiments nationalistes arabes partout dans la région. Beyrouth, par le rôle de capitale culturelle et médiatique qu'elle occupe déjà à cette époque, n'est pas épargnée par les grands débats qui agitent les opinions

---

[636] Voir la partie intitulée "Le Liban leur souhaite même la bienvenue" dans l'ouvrage de David Hirst, David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, éd. Kindle, EDI8 – Plon, 2011, locations 679-731

[637] Laura Zittrain Eisenberg, *My Enemy's Enemy: Lebanon in the Early Zionist Imagination*, 1900-1948, Wayne State University Press, Detroit, 1994, p.52, cité par David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, éd. Kindle, EDI8 – Plon, 2011, locations 565-572

publiques arabes à cette époque. Dans la communauté maronite, deux courants se font jour : tout d'abord, un courant que l'on pourrait qualifier d' « arabiste » qui pense que les Maronites doivent tenir compte de la solidarité qui s'exprime chez leurs coreligionnaires musulmans et grecs-orthodoxes, favorables dans leur très grande majorité au nationalisme arabe et à la Grande Syrie[638]. Cette frange chez les Maronites, incarnée par Bechara el Khoury, l'un des pères du futur Pacte national, soutient la bonne intégration du Liban dans son environnement arabe. A l'inverse, les pro-sionistes comme Emile Eddé privilégient le rapprochement avec les Sionistes au nom d'une alliance de minorités, première étape vers la constitution d'un Moyen-Orient « mosaïque ». Le clan Gemayel et les Phalangistes libanais continueront jusqu'au milieu des années 1980 à incarner cette tendance pro-sioniste libanaise.

Du fait des tensions grandissantes en Palestine et de la forte capacité d'influence des autorités françaises sur les élites libanaises de l'époque, la tendance arabiste s'impose[639]. Lors de la Grande révolte palestinienne, le Cheikh Amin al Husseini trouve refuge à Zouk, en plein milieu de la périphérie maronite de Beyrouth. Les combattants du Cheikh Amin al Husseini trouvent, quant à eux, refuge au Sud Liban, où ils sont accueillis et aidés par les chiites du *Jebel Amil*. De là, va naître une solidarité historique entre les populations du Sud Liban et leurs compatriotes palestiniens. Dans cette région restée à l'écart de la modernité beyrouthine, les combattants palestiniens, renforcés par des volontaires arabes, lancent des attaques contre les colonies juives de la Galilée et attaquent les convois de marchandises qui traversent le Sud Liban. La situation devient telle que les Britanniques sont obligés d'établir un mur de barbelés, le « mur Tegart », pour tenter d'enrayer cette menace palestino-arabe du Sud Liban. En parallèle, les Britanniques assistent le

---

[638] Le Grand Liban était considéré par les nationalistes syriens, à l'instar de Jamil Mardam Bey, comme une spoliation, bâtie sur une spécificité maronite, qu'il appelle « littorale », artificielle : « *Je suis en mesure d'affirmer que l'influence française dans le Proche-Orient ne survivra pas à la ruine de notre pays. Certains [...] évoquant à grands renforts de sentiments, de pieuses et antiques traditions, tentent d'oppose le littoral à l'intérieur, au grand avantage du littoral. [...] Sur le littoral, nous avons reconnu un Etat séparé, non pas un Etat étranger. Le Liban fera toujours partie de nous-mêmes, malgré lui et malgré nous.*». C'est d'ailleurs cette perception qui a guidée pendant plus de trente ans la politique «étrangère » de la Syrie vis-à-vis du Liban. Extrait de Salma Mardam Bey, La Syrie et la France. Bilan d'une équivoque (1939-1945), L'Harmattan, Paris, 1994, pp.18-20, extrait cité par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, op. cité, pp.113-114

[639] Voir la partie « Le Liban prend la tête du soutien arabe », dans par David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, éd. Kindle, EDI8 – Plon, 2011, locations 797-861

développement des *Night Squads*, commandés par l'officier Orde Wingate, pour contrer les infiltrations en provenance du Sud Liban.

5. L'institutionnalisation des déséquilibres communautaires libanais

La création du Grand-Liban sous l'égide de la communauté maronite et avec le soutien de la France provoque à la fois une crise d'identité pour les populations de cette région aussi bien qu'un déséquilibre dans la répartition traditionnelle des ressources symboliques, économiques et politiques. Ces déséquilibres socio-économiques et politiques, institutionnalisés par le confessionnalisme libanais vont être le moteur des tensions communautaires croissantes que connaîtra le Liban à partir de la fin des années 1950.

5.1. Le Pacte national libanais

Les nouveaux territoires intégrés dans le Grand-Liban appartenaient traditionnellement à l'ensemble géographique de la Grande Syrie, à majorité sunnite. Les Sunnites constituent selon le recensement de 1932[640] la seconde plus grande communauté du Grand-Liban et continuent dans l'ensemble de se considérer syriens. Par ailleurs, la population sunnite, confession majoritaire de l'*oumma* arabe, est urbaine et plutôt traditionnaliste. Les élites de la région sont généralement issues de cette confession. La création du Grand-Liban, qui place la population sunnite sous domination maronite, constitue donc un renversement de l'ordre social traditionnel. Elle s'accompagne au cours des années 1920 et 30 d'une institutionnalisation progressive du confessionnalisme libanais dont l'aboutissement est le Pacte national de 1943. Cette construction de l'édifice politico-institutionnel libanais reflète deux tendances contradictoires : d'un côté, une modernisation et une libéralisation croissante du pays ; de l'autre, une institutionnalisation de la répartition communautaire des pouvoirs. La première étape dans l'institutionnalisation du

[640] David Hirst rappelle ainsi que lors du recensement de 1932, jamais actualisé depuis, la population maronite comptait 351 197 pers. et représentait 33, 57% de la population totale ; la population sunnite, 194 305 pers. et représentait 18, 57% de la population totale, et enfin la population chiite, 166 545 pers., représentant 15, 92% de la population totale ; voir David Hirst, op. cité, location 319

confessionnalisme libanais est réalisée par la promulgation d'une constitution en 1920, dont l'article 95 dispose :

> *« À titre provisoire et conformément aux dispositions de l'article premier de la Charte du mandat, et dans une intention de justice et de concorde, les communautés seront équitablement représentées dans les emplois publics et dans la composition du ministère sans que cela puisse cependant nuire au bien de l'État. »*[641]

Les dispositions de cette constitution, qui dans son fondement n'a pas réellement été modifiée depuis 1920, font de l'Etat libanais un Etat dont l'identité nationale, prioritairement associée à une identité chrétienne maronite, ne recouvre pas la réalité des identités communautaires que rassemblent la communauté nationale. Les articles 9 et 10 institutionnalisent le principe d'une confessionnalisation du statut personnel et de l'enseignement. Cette déconnexion entre l'identité de l'Etat et celles qui constituent la communauté nationale est, selon Georges Corm, le produit de l'esprit des « ***tanzimat****, qui contredit le principe moderne de l'égalité de tous devant la loi et de la suppression de toute institution intermédiaire entre l'État et le citoyen.* »[642]. L'institutionnalisation des communautés libanaises est confirmée par deux arrêtés[643] du haut-commissaire français de 1936 et 1938. Finalement, la prééminence maronite est consacrée par le Pacte national de 1943 qui répartit les pouvoirs institutionnels et les ressources étatiques[644] au moment de l'indépendance du Liban.

---

[641] Voir Georges Corm, *Le Liban contemporain*, éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2012, locations 1947-1950
[642] Voir Georges Corm, *Le Liban contemporain*, éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2012, locations 1952-1953
[643] Georges Corm rappelle ainsi que « *le premier (no 60 L. R. de 1936) institue et établit la notion de communauté historique; le second (no 146 L. R. de 1938) complète et modifie le premier. L'effet de ces deux arrêtés fut suspendu en 1939 pour les communautés musulmanes syrienne et libanaise, suite aux polémiques déclenchées en Syrie par la non-ratification par le Parlement français du traité franco-syrien d'alliance et d'amitié devant mener à l'indépendance. Toutefois, l'arrêté no 3503 de janvier 1926 du gouverneur du Grand-Liban (instituant une juridiction spéciale pour les affaires de la communauté chiite) devait rester en vigueur. »,* voir op.cité, locations 1955-1960
[644] Pierre-Jean. Luizard, *Le Piège Daech*, Cahiers Libres, éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2015, locations 1069-1079

Le Pacte national achève donc d'inscrire dans la nouvelle architecture le renversement de l'ordre traditionnel initié avec l'établissement du Grand Liban. C'est que, comme le souligne Georges Corm,

> *« il consacre donc aussi une prépondérance maronito-sunnite qui reflète certes un nouvel état des forces sociales, mais qui n'est conforme ni aux grandes traditions de la montagne (prépondérance druze avec appui maronite), ni à celles du régime de la Mutassarifia ou du mandat français (périodes de fluidité des forces sociales). »*[645].

De ces déséquilibres institutionnels vont logiquement naître des frustrations sociales qui, amplifiées par les ingérences d'acteurs étrangers, plongeront quelques années plus tard le Liban dans la guerre civile.

Par ce pacte, les maronites, qui constituent une majorité relative, reconnaissent le caractère arabe du Liban et donc son appartenance à la nation arabe, renonçant ainsi à rechercher la protection des puissances européennes. De leur côté, les sunnites approuvent l'irréversibilité de l'accession à l'indépendance de l'Etat libanais[646] et abandonnent ainsi toute revendication de rattachement à la Grande Syrie. Au sortir de l'indépendance, le nouvel Etat libanais s'affirme comme un Etat multiconfessionnel où chaque confession (17 en tout) est plus ou moins associée à une part de territoire. Les maronites se taillent la part du lion et obtiennent la présidence, le commandement de l'armée ainsi que la majorité des postes clés dans les services de sécurité. Les sunnites, qui représentent 18,57% de la population selon le recensement de 1932, obtiennent la présidence du conseil. Les chiites, bien qu'ils représentent la troisième confession du pays, restent largement écartés du partage des pouvoirs. La présidence de la Chambre revient aux grands féodaux chiites qui, à de très nombreux égards, ne représentent pas les intérêts de la communauté comme le montreront quelques années plus tard l'émergence du mouvement des Déshérités. Le pacte national entérine ainsi dans l'architecture politico-institutionnelle libanaise la marginalisation historique dont est victime la communauté chiite libanaise.

---

[645] Voir Georges Corm, *Le Liban contemporain*, éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2012, locations 2106-2110

[646] Voir la déclaration d'indépendance par Ryad al Solh, en 1943, dans Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe – XXIe siècle*, Coll. U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011, p.115-116

5.2. La marginalisation ancestrale des chiites libanais

Les chiites[647], après avoir régné sur la majeure partie du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord jusqu'au Xe siècle ont été persécutés par les *mamlouks* et les ottomans, sunnites. Chassés du comté de Tripoli, puis du Mont Liban, ils se sont réfugiés au *Jebel Amil* (collines entre Tyr et Sidon) et dans une partie de la vallée de la *Bekaa*[648]. Les chiites, qui avaient soutenu le projet de Royaume Arabe défendu par l'émir Fayçal, seront vaincus militairement en 1919 par les troupes françaises, suppléées par les maronites. Les notables et les oulémas chiites reconnaissent la soumission de la communauté au nouveau pouvoir mandataire.

La communauté chiite libanaise vivait depuis des siècles, repliée sur elle-même, dans le *Jebel Amil*, victime de l'hostilité des sunnites. Eloignée des centres de pouvoir de la région, elle est restée relativement isolée pendant toute la période ottomane. Cet isolement a permis aux savants chiites de faire du *Jebel Amil* un haut lieu du chiisme à partir du XVIe siècle.[649]

Le chiisme libanais commence à se diffuser à partir du moment où Ismaël Ier, chah d'Iran de la dynastie Safavide, introduit le chiisme comme religion d'Etat en Iran au début du XVIe siècle. Les religieux et les érudits du *Jebel Amil* sont mis à contribution pour aider à la diffusion de la nouvelle foi et pour stabiliser le pouvoir du Chah sur son nouvel empire. Des dizaines d'érudits du *Jebel Amil* et de la Vallée de la *Bekaa* vont s'installer en Iran. De là se développent des liens spirituels et

---

[647] Le chiisme est né à la suite de la mort du Prophète d'une querelle sur la manière de désigner son successeur à la tête de la communauté, le calife. Les trois premiers Califes de l'islam furent choisis par la majorité de la communauté parmi les compagnons du Prophète. Les partisans d''Ali (*chi'at 'Ali*), gendre et cousin du Prophète, considéraient que c'était aux membres de la famille du Prophète qu'il revenait de diriger l'oumma (communauté des musulmans). Pour cette raison, ils ne reconnaissent pas les trois premiers califes de l'islam (Abu Bakr, 'Omar, 'Othman). La rupture définitive entre ces deux branches de l'islam intervient après l'éviction d'Hassan (fils d''Ali) du califat par le calife Mo'awiyya (fondateur de la dynastie des Omeyyades) et la mort d'Hussein lors de la bataille de Kerbala en 680. Le martyr d'Hussein est commémoré par *l'Achoura* et occupe une place centrale dans la théologie chiite. Les chiites accordent un statut de « quasi » sainteté à 'Ali, du fait de son lien de parenté avec le Prophète, d'où découle le dogme de l'infaillibilité des imams, source de toute autorité spirituelle et temporelle. Les chiites, en majorité duodécimains, reconnaissent 'Ali et ses onze successeurs. Le douzième imam, *al Mahdi al Montazar* (« l'attendu »), aurait été « occulté » (*ghayeb*) au IXe siècle. Le *Mahdi*, invisible aux yeux des croyants, doit revenir dans la période troublée qui précède le Jour du Jugement dernier (*Youm al Qiyama*) pour y imposer par l'épée la justice.Sur les origines de l'identité chiite, voir Rodger Shanahan, *The Shi'a of Lebanon. Clans, Parties and Clerics*, I.B.Tauris, New York, 2005, pp.9-13

[648] Voir en annexe 17 la carte de la répartition géographique des communautés libanaises.

[649] Sur l'installation des clercs chiites au *Jebel Amil*, voir Nicholas Blanford, *Warriors of God. Inside Hezbollah's Thirty-Year Struggle Against Israel*, Random House, New York, 2011, pp.9-13 et Rodger Shahanan, op.cité, pp.13-16

familiaux entre le chiites du Levant et d'Iran qui perdurent jusqu'à aujourd'hui. Progressivement le centre spirituel du chiisme se déplace du monde arabe vers la Perse. Ces étroites connections avec la Perse renforcent l'hostilité ancestrale des Sunnites à l'égard des chiites. A l'hostilité religieuse sunnite vient s'ajouter la suspicion de collaboration avec l'ennemi perse. La défiance ancestrale ottomane vis-à-vis de la Perse survit jusqu'à nos jours.

Les chiites libanais en dépit de leur caractère marginal ne sont pourtant pas des sujets passifs, au contraire, ils sont souvent prompts à la révolte. De cette histoire de révolte, associée au symbole central du martyr d'Hussein qui explique l'inclination naturelle des chiites au sacrifice, va naître un chiisme libanais rénové et combattant. Par ailleurs, l'attachement viscéral des chiites libanais à leur territoire, conscients que toute spoliation de territoire signifierait l'annihilation de la communauté, va constituer l'autre motivation centrale de la résistance chiite libanaise.[650]

La marginalité du *Jebel Amil* aux XVIe et XVIIe vient aussi de la prospérité économique de la communauté, tirée de la culture du coton revendu en Europe et en Afrique du Nord, qui attire les convoitises. Très tôt, la communauté prit conscience de la nécessité de se protéger et mit sur pied au cours des années 1760 une importante force militaire, en même temps qu'elle prit possession des anciennes forteresses croisées qui dominaient les hauteurs de la région. A cette époque, la communauté chiite fait alliance avec un chef de bande palestinien, Dahir, afin d'écouler sa production par le port d'Acre qu'il contrôle. De cette époque date le mélange de valeurs guerrières et paysannes, l'attachement à cette terre ancestrale du *Jebel Amil*, que l'on retrouve chez la Résistance islamique libanaise. C'est finalement par les armes que les chiites du *Jebel Amil* vont gagner leur autonomie auprès des autorités ottomanes[651].

Mais en 1775, après la défaite imposée aux Ottomans par les Russes et avec les Perses attaquant les marges orientales de l'Empire, les Ottomans entreprennent de reprendre en main les territoires syriens de l'Empire, et notamment le *Jebel Amil*. Ahmad Pacha, un chef bosniaque est autorisé par les Ottomans à employer tous les

[650]Voir Nicholas Blanford, op.cité, p.10 et Rodger Shahanan, op. cité, pp.16-25

moyens pour réduire Dahir et restaurer la pleine souveraineté ottomane sur les territoires syriens.

La prééminence religieuse du *Jebel Amil* s'éteint rapidement, la région repasse sous complète souveraineté ottomane et s'isole progressivement des centres de pouvoir.[652] Du fait de la fin des relations commerciales avec la côte palestinienne, la prospérité économique du *Jebel Amil* déclina, de telle sorte qu'au XIXe siècle, la communauté chiite libanaise, majoritairement paysanne, est devenue très pauvre. Enfin, l'établissement du Grand Liban sépare définitivement les populations chiites libanaises de leurs voisins palestiniens et déstructure l'ensemble des réseaux économiques de la région en rompant les principales voies commerciales.

****

Les mouvements idéologiques qui émergent à cette époque ont sans nul doute une portée révolutionnaire, exprimant une volonté de rupture avec un modèle traditionnel. Des deux côtés, la révolution se fait avant tout contre la société dont sont issus les individus qui la portent. La présence d'un Autre amplifie et accélère ce qui se présente au départ comme une révolution sociale et identitaire. Freund nous rappelle à cet égard qu'une collectivité se définit autour d'un consensus de valeurs et d'intérêts et par opposition à une autre collectivité. A travers cette opposition avec l'Autre, la collectivité acquière une existence positive, en ce qu'elle est poussée à définir ses propres valeurs, à se distinguer. De là, découle la place centrale qu'occupe l'ennemi dans la construction sociale et partant étatique.

L'importation de cette volonté de rupture vis-à-vis d'un contexte culturel, politique et social radicalement différent dans le contexte de la Palestine ottomane va faire naître un conflit dont l'enjeu est avant tout l'accession à la modernité. La réaction est donc d'abord tournée contre cette présence allogène et la déstabilisation des structures sociales traditionnelles qu'elle engendre, et non pas justifiée par une question confessionnelle.

---

[651] Voir Nicholas Blanford, op.cité, p.12 et Rodger Shahanan, op. cité, pp.25-29
[652] Voir Nicholas Blanford, op.cité, pp.13-14

Ces nouvelles idées vont fournir un cadre d'interprétation, aussi bien historique que géographique, aux aspirations nationales qui commencent à se faire jour en Palestine au cours du mandat. L'émergence d'autres mouvances nationalistes à la même époque dans la région ne fera que renforcer la détermination de la communauté arabe de Palestine à conquérir une forme de souveraineté. C'est que ces nationalismes concurrents tendent à découper le *Bilad as Sham* en Etats-nations distincts. Les Arabes de Palestine, de même que les chiites libanais, manquant tous deux de représentations politiques à même de porter leurs revendications communautaires, vont être les grands perdants de ces recompositions régionales. *A contrario*, les Maronites libanais, soutenus par la France, vont réussir à transformer leur projet national en un Etat-nation, le Grand Liban. Cet Etat national se veut une réaction tout d'abord à la tentative historique des sunnites de nier la spécificité du Mont Liban chrétien. Comme dans le cas sioniste, le projet national maronite se traduit dans une réalité géographique qui doit permettre à cette communauté de sortir de son isolement. Cette commune perception de la géographie comme atout existentiel présidera au rapprochement entre les Sionistes et les Maronites libanais. Inversement, les ressentiments issus de la spoliation de la terre contribueront à la naissance d'une certaine solidarité entre les Palestiniens et les chiites du *Jebel Amil*.

II. Les nationalismes « étatisants »

A cette première phase, que l'on a appelé la période des nationalismes pré-étatiques, succède, avec la proclamation de l'Etat d'Israël, la période des nationalismes étatiques ou « étatisants ». Israël tend à devenir un Etat sans nation alors que les Palestiniens deviennent une nation sans Etat. Le Liban, qui accède quant à lui à l'indépendance en 1943, devient un Etat aux multiples nations.

1. Le nationalisme étatique israélien

A l'issue de ce que l'histoire officielle israélienne appelle la « guerre d'indépendance », le sionisme devient l'identité d'un Etat. Pour autant, cette nouvelle identité nationale ne va pas de soi. En effet, la nouvelle société israélienne doit affronter le défi de fondre dans un même creuset national des populations immigrées d'origines culturelles très diverses. Les premières vagues d'immigration sont relativement homogènes, venues majoritairement d'Europe de l'Est. Elles partagent une même culture, la culture juive ashkénaze. Or, après la création de l'Etat d'Israël, arrivent des juifs venus d'Afrique du nord ainsi que des survivants de l'holocauste. Leurs parcours de vie n'a rien à voir, sans parler du fait que leur univers de sens et leurs langues sont radicalement différents. Leur relation même au judaïsme est différente. Le judaïsme séfarade est empreint d'une forme de piété populaire, qui fait une grande place aux « saints » et au maraboutisme. Des pratiques qui sont totalement étrangères à la culture juive ashkénaze. Les rescapés des camps de la mort ont, quant à eux, subi un tel traumatisme que beaucoup ont perdu toute foi dans un Dieu qui semble les avoir abandonnés dans l'enfer des camps.

Les populations ashkénazes des premières vagues d'immigration, de même que les rescapés de l'holocauste, sont dans l'ensemble beaucoup plus influencés par les idées socialistes et séculaires. A côté de ce courant majoritaire laïc, on trouve les juifs d'origine orientale et d'Afrique du Nord aux valeurs plus conservatrices de leurs sociétés d'origine, et le courant ultra-orthodoxe. Enfin, à côté de la majorité juive de

la population, subsistent des minorités, ethniques et religieuses, au premier rang desquelles les Palestiniens absorbés dans la nouvelle entité israélienne au moment de sa création.

1.1. Israël : un Etat juif aux multiples nationalités

Lors de la création de l'Etat, la question du rapport des institutions politiques au judaïsme se pose[653]. Israël se veut un Etat juif, puisque c'est le sens même du projet politique sioniste que de donner aux juifs leur propre « toit politique » selon les mots de Theodore Herzl. La déclaration d'indépendance du 14 mai 1948 proclamait d'ailleurs la « création d'un Etat juif en terre d'Israël ». Dans cette déclaration, l'établissement d'un Etat juif en Israël est justifié par le lien spécifique qui relie ce peuple à cette terre. A l'article premier de la déclaration, il est ainsi dit que :

> *« La terre d'Israël est le lieu où naquit le peuple juif. C'est là que s'est formée son identité spirituelle, religieuse et nationale. C'est là qu'il a réalisé son indépendance. C'est là qu'il a créé une culture qui a une signification nationale et universelle, et c'est là qu'il a offert au monde la Bible éternelle. »*[654].

Ce lien spécifique est légitimé de plusieurs manières : tout d'abord, à l'article 3, par la mise en valeur de la terre de Palestine par les juifs au cours des dernières décennies ; ensuite, à l'article 4, par la reconnaissance internationale que constituent la Déclaration Balfour, le mandat britannique « *qui a apporté une reconnaissance internationale formelle au lien historique du peuple juif et à son droit de rétablir son Foyer national.* »[655] et la résolution du 29 novembre 1947 de l'Assemblée générale de l'ONU (article 8); et enfin, aux articles 5 et 6, par les conditions historiques exceptionnelles de la Shoah.

---

[653] Sur le caractère juif de l'Etat d'Israël, voir Alain Dieckhoff, « Un Etat juif et démocratique », dans Alain Dieckhoff (dir.), *L'Etat d'Israël. Les grandes études internationales*, Fayard, 2008, pp.24-38

[654] Voir le discours de David Ben Gourion lors de la "Proclamation de l'Etat d'Israël » (14 mai 1948), cité par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, op. cité, p.134, voir également le discours en annexe 4.

[655] Idem, p.135

La relation spécifique de l'Etat au judaïsme se traduit également par les mesures liées au droit du retour (annoncée à l'article 11 de la proclamation) et par le statut spécifique des organisations sionistes. La loi du retour est adoptée en 1950 et autorise tout juif à immigrer en Israël. Sont considérées comme juifs au titre de cette loi, les personnes *« nées de mère juive ou converties au judaïsme et n'appartenant pas à une autre religion »*[656]. De la reconnaissance de cette identité juive découle l'octroi automatique de la nationalité israélienne[657].

Par ailleurs, les organisations sionistes, permettent d'assurer un lien permanent entre la diaspora et l'Etat d'Israël autant que d'affirmer la primauté de la population juive sur le territoire. Elles donnent ainsi une traduction concrète à l'article 16 de la proclamation de l'Etat d'Israël dont les fondateurs rappellent la solidarité naturelle qui lie l'Etat à la diaspora :

> *«Nous demandons au peuple juif de par le monde de se tenir à nos côtés dans la tâche d'immigration et de développement, et de nous aider dans le grand combat pour la réalisation du rêve des générations passées : la délivrance d'Israël »*[658].

Le caractère juif de l'Etat est également illustré par le statut « national » des organisations sionistes, telles que :

> le *« Keren Hayesod, chargé de collecter les fonds au sein de la diaspora, le Fonds national juif, chargé à l'origine de l'achat des terres (et désormais de la gestion de certaines d'entre elles) et l'Agence juive, chargée d'aider financièrement et matériellement les nouveaux immigrants »*[659].

Cette dernière institution joue un rôle essentiel dans l'aménagement du territoire (création de villages pour les Juifs, raccordement au réseau électrique et

---

[656] Voir Alain Dieckhoff, op. cité, p.30

[657] Depuis 1970, les conditions d'octroi de la citoyenneté ont été élargies aux parents non-juifs (conjoint, enfant, conjoints des enfants, petits-enfants et conjoints) de toute personne juive afin de faciliter les regroupements familiaux. Ce cadre élargi a permis l'accueil de très nombreux immigrants d'ex-URSS à partir de la fin des années 1980.

[658] Voir le discours de Ben Gourion sur la Proclamation de l'Etat d'Israël en annexe 4.

d'eau, développement de l'agriculture et de l'industrie). Ces institutions sont dites « nationales », car si elles sont des entités parapubliques, elles prennent en charge des compétences qui relèvent normalement de l'Etat. Le Fonds national juif est ainsi propriétaire de 13% des terres, dont celles qui ont été achetées avant l'indépendance (4,5%) et celles acquises par l'Etat au titre de la loi sur la priorité des « Absents ». Dans les deux cas, ces terres sont considérées comme propriété incessible de l'Etat d'Israël. Elles sont « *propriété perpétuelle du peuple juif* » et ne peuvent être louées qu'à des juifs.

> Comme le rappelle Alain Dieckhoff, *« Par l'entremise de ces « institutions nationales », l'Etat bénéficie donc d'un moyen idéal de privilégier les Juifs tout en ne violant pas officiellement l'égalité entre les citoyens puisqu'il n'intervient pas directement. […] L'Etat lui-même n'échappe pas à la mise en œuvre de pratiques, indirectes et voilées, favorisant le groupe majoritaire dans différents domaines : aménagement du territoire, distribution des aides publiques, répartition de l'eau.»*[660]

Comme le Liban, l'Etat d'Israël se trouve, lors de sa proclamation, confronté au défi posé par la construction d'un Etat-nation, dont l'identité nationale liée à un déterminant confessionnel ne recouvre pas la réalité des identités ethnico-confessionnelles que rassemble la communauté nationale. Si dans les deux cas, la citoyenneté est unique, l'identité nationale est toutefois associée à la prééminence d'un groupe confessionnel particulier. L'application du modèle de l'Etat-nation européen sur la réalité multiconfessionnelle ottomane en fait, dans les deux cas, des Etats-nations voués à être déchirés par des tensions communautaires structurelles. De ces déséquilibres inhérents à la structure confessionnelle de ces constructions étatiques émergeront des déséquilibres socio-économiques qui avec le temps engendreront, dans ses marges, une violence.

Comme dans le cas libanais, lors de la création de l'Etat d'Israël s'opére un renversement identitaire majeur : les juifs passent du statut de minorité

---

[659] Voir Alain Dieckhoff, op. cité, p.31

confessionnelle à un statut de majorité politique, souveraine, que représente la population à 80% juive d'Israël.

> Comme le rappelle Alain Dieckhoff, l'Etat d'Israël *« assume ouvertement un caractère juif. Cadre d'expression de la souveraineté politique, il est aussi l'instrument pour préserver une identité spécifique. Cette judéité de l'Etat se manifeste de différentes manières (diffusion de la langue hébraïque, valorisation de l'histoire et de la mémoire juive…), mais elle a surtout une traduction institutionnelle à travers deux séries de dispositions »*[661], que sont les mesures qui concernent la place de la religion dans la société israélienne d'un côté et celles qui découlent de l'identité sioniste de l'Etat.

Les premières concernent le compromis établi entre Ben Gourion et le courant ultra-orthodoxe en 1947 sur la place du judaïsme au sein de la société israélienne et l'application d'une législation d'inspiration religieuse dans l'espace public et en ce qui concerne le statut personnel des citoyens juifs israéliens (affaires matrimoniales gérées par les institutions religieuses et tribunaux religieux). De même, Ben Gourion s'engage à conserver une part à l'enseignement religieux, même dans le système laïc.

> Comme le rappelle Alain Dieckhoff, *« La loi sur l'éducation de 1953 établissait un système d'Etat comprenant des écoles « laïques » et des écoles religieuses (rattachées au sionisme religieux) tout en créant un réseau dit indépendant, en dehors du contrôle de l'Etat, et rassemblant les écoles liées à l'Agoudat Israël ultra-orthodoxe. […] Cette présence du judaïsme, même sous une forme édulcorée, jusque dans les écoles « laïques », montre la quasi impossibilité de fonder le lien national en dehors de toute référence à la religion.»*[662]

---

[660] Voir Alain Dieckhoff, op. cité, pp.31-32
[661] Voir Alain Dieckhoff, op.cité, p.26
[662] Voir Alain Dieckhoff, op.cité, p.27

Par ailleurs, le compromis de 1947 confirme la haute-main des religieux sur les juridictions chargées des affaires personnelles et le grand rabbinat. Dans l'appareil institutionnel israélien, le grand rabbinat est bicéphale, ashkénaze/séfarade, et constitue un service public payé par les deniers publics. Si le judaïsme n'est pas officiellement la religion de l'Etat d'Israël, il bénéficie dans les faits d'une place prédominante. *A fortiori*, il s'agit du judaïsme orthodoxe, car les autres courants ne sont pas reconnus. Le religieux, du fait de sa forte institutionnalisation, a une place prépondérante au sein de la société à la fois parce qu'il pèse fortement sur l'espace public mais aussi par les multiples manières dont il impacte la vie des individus (mariage, divorce, éducation, etc.). De cette spécifité du lien entre institutions et religion découle le caractère spécifique de l'Etat d'Israël qui, ce faisant, prolonge les structures sociales établies par l'empire ottoman[663]. Israël, s'il est un régime démocratique, est un régime démocratique confessionnel. Comme tous les autres Etats issus de la décomposition de l'empire ottoman, il ne saurait, à ce titre, être considéré comme un Etat-nation au sens de l'Etat-nation européen. L'identité nationale, associée à une confession principale, comme dans le cas du Liban, ne rend pas compte de l'ensemble des identités ethniques et confessionnelles présentes au sein de la communauté nationale. Dans les autres Etats de la région, c'est le nationalisme arabe qui va bien souvent cacher l'accaparation du pouvoir par une minorité. Ce « creuset » nationaliste va permettre d'effacer les clivages réels qui partagent la société et l'Etat.

S'il y a bien une citoyenneté israélienne unique, il n'existe pas, par contre, d'identité nationale israélienne unifiée.

> Comme le rappelle Alain Dieckhoff, *« Israël serait un authentique Etat-nation s'il organisait politiquement une nation israélienne. Or cette dernière n'existe pas : il y a bien une citoyenneté israélienne « transcendante » (incluant Juifs, Arabes et non-Juifs d'origine soviétique), mais pas de nation israélienne dans laquelle tous les citoyens d'Israël, et uniquement eux, se reconnaîtraient. Israël est donc autre*

[663] En ce qui concerne les autres communautés confessionnelles, l'Etat d'Israël a conservé les juridictions confessionnelles ottomanes, auxquelles se sont ajoutées celles créées par la Jordanie entre 1948 et 1967. Jérusalem compte ainsi pas moins de

> *chose : un Etat national, lié à une nation (juive) définie sur une base ethnoculturelle. L'Etat assume pour ainsi dire une identité ethnique »*[664].

Mais dans le cas israélien, si cette identité ethnico-confessionnelle de l'Etat ne recouvre par les réalités de toutes les identités qui cohabitent au sein de la communauté nationale, elle doit par ailleurs tenir compte de tous les citoyens « potentiels » que représentent les Juifs de la diaspora. Pour cette raison, la communauté nationale de droit et de fait ne coïncide pas.

> Ainsi, comme le rappelle Alain Dieckhoff, *si « les Juifs de la diaspora ne participent pas à l'exercice de la souveraineté populaire dans l'Etat d'Israël, […] ils ne lui sont pas pour autant étrangers : leur inclusion immédiate dans la citoyenneté israélienne, s'ils décident d'immigrer, manifeste concrètement cette proximité. Pour autant, le paradoxe d'Israël tient au fait que bien qu'il soit structurellement l'Etat du peuple juif, l'expression de la souveraineté populaire appartient aux seuls citoyens israéliens, juifs, arabes et autres : Israël est aussi une démocratie. »*[665]

De cette déconnexion entre les contours de la nation et l'identité de l'Etat d'Israël ont émergé des déséquilibres structurels, notamment du fait de l'existence de minorités. Parmi eux, la minorité arabe pose un problème particulier du fait sa filiation directe avec l'ennemi palestinien. En effet, s'ils ont acquis la citoyenneté dès 1948, ils n'en continuent pas moins de se considérer comme des Palestiniens, ceux que le monde arabe appelle les « Palestiniens de 1948 ». Pour cette raison, ils son jusqu'à la fin des années 1960, l'objet de mesures restreignant leurs libertés. La présence des Arabes israéliens pose la question de savoir comment un Etat peut-il tolérer la présence de l'ennemi vaincu en son sein et l'intégrer définitivement à la communauté nationale.

---

8 juridictions compétentes en matière de *chari'a*. Voir Moussa Abou Ramadan, « Les Stratégies des cours de Charia à Jérusalem », dans Alain Dieckhoff (dir.), op. cité, pp.357-367

[664] Voir Alain Dieckhoff, op.cité, p.32

1.2. Les Arabes israéliens, des citoyens à part

150 000 Palestiniens sont restés en Israël à l'issue des affrontements de 1947-48 ; entre 20 000 et 30 000 ont ensuite été expulsés au cours de l'année 1948-1949[666], alors qu'environ 40 000 ont été autorisés à revenir au titre du regroupement familial. Ceux présents lors du recensement de 1949 obtiennent la citoyenneté israélienne en 1952. Mais ceux revenus en Israël par infiltrations ou qui ont échappé au recensement de 1949 sont restés sans statut légal, perpétuellement menacés d'expulsion. Tous les biens mobiliers et immobiliers des réfugiés sont considérés « abandonnés » par ces « absents », et tombent dans le domaine public. Au titre de la loi israélienne sur la *Propriété des Absents* de 1950, pas moins de 400 villages, détruits pendant ou après les affrontements, sont préemptés par l'Etat d'Israël, alors qu'une quarantaine d'autres villages sont privés de tout statut légal et donc des services de base fournis par l'Etat. A l'issue de la guerre, l'Etat hébreu détient à travers l'Autorité pour le développement et le Fonds national juif plus de 90% du territoire. A cette époque, 70% des Arabes israéliens vivent en Galilée : en majorité dans les villes arabes de Nazareth et Shafa 'Amr ; de petites communautés subsistent dans les grands centres urbains tels que Acre, Haïfa, Lydda, Ramallah, Jaffa ainsi que dans le Néguev[667]. Dans les zones rurales, le pouvoir des clans, les *hamulas*, reste prédominant, notamment parce que les autorités israéliennes tentent de les coopter pour maintenir une forme de paix sociale.

Entre 1967 et 1994, l'extension de Jérusalem (24,8 km2) s'est par ailleurs largement faite au détriment des Arabes israéliens[668], 80% des terrains nouvellement bâtis appartenant auparavant à des Palestinens. A partir de 1995, de nouvelles restrictions ont été imposées à la construction de nouveaux logements dans les zones

---

[665] Voir Alain Dieckhoff, op.cité, p.32

[666] Voir en annexe la carte des déplacements de population à l'intérieur de la Palestine mandataire et les mouvements des réfugiés

[667] Les 186 000 Bédouins du Neguev représentent 12% de la population arabe d'Israël. En 1948, ils ont pour la plupart été déplacés à l'intérieur d'Israël. Une grande partie de leurs terres fut spoliée et ils ont été regroupés dans une « zone fermée », représentant 10% du territoire et située dans le nord-est du Néguev. Ils ont comme le reste des Arabes israéliens été placés sous administration militaire jusqu'en 1966. Les Bédouins qui abandonnèrent leurs revendications sur le Néguev furent regroupés dans sept cantons, administrés et équipés par l'Etat. En 1976, Ariel Sharon constitua la « green patrol » pour combattre les implantations illégales des Bédouins ayant refusé le regroupement dans les cantons.

d'habitat palestinien par le Schéma de Planification de ville. Le Ministère de l'Intérieur israélien a par ailleurs promulgué une nouvelle réglementation dite « centre de vie » qui a fait perdre leur citoyenneté israélienne à de nombreux habitants palestiniens de Jérusalem (50 000 personnes). Enfin, le mur de séparation a achevé de décrocher certaines banlieues arabes du Grand-Jérusalem faisant de facto de leurs habitants des citoyens palestiniens. Au final, en presque cinquante ans, l'ensemble de ces mesures a permis d'inverser le rapport démographique à l'intérieur de Jérusalem, où les quartiers arabes ne représentent plus que 7% de la ville.

Les Arabes israéliens ont acquis la citoyenneté israélienne par le droit du sol lors du recensement de 1948 et non par un droit historique comme les citoyens juifs. Les résidents palestiniens en Israël (dont entre 25 000 et 75 000 étaient déplacés), ou Arabes israéliens, ont obtenu le droit de vote avant même la citoyenneté[669]. A la différence des Israéliens juifs, leur nationalité repose sur un droit du sol et non sur un droit historique. Ils furent placés jusqu'en 1966 sous administration militaire, à l'exception de ceux vivant dans les villes mixtes juives/arabes. A ce régime d'exception[670], s'ajoutait toute une série de barrières réglementaires, administratives, économiques et sociales, « déguisées » ou « invisibles », qui confinent les Palestiniens d'Israël dans un statut de seconde zone. Les zones géographiques de peuplement palestinien, dépourvues de financements étatiques, deviennent des zones de relégation et de pauvreté.

La dualité du système légal et les mécanismes institutionnels favorisant la population juive d'Israël ont favorisé le développement de stratégies individualistes et partant la fragmentation sociale, aussi bien qu'une certaine forme de passivité

---

[668] Sur la question de la population palestinienne de Jérusalem, voir Elodie Guego, « 'Quiet transfer'in East Jerusalem in completion », in *Forced Migrations Review*, n°26, août 2006, pp.26-27 et Alain Dieckhoff, *Le conflit israélo-arabe*, Coll. 25 questions décisives, Armand Colin, Paris, 2013, pp.158-163

[669] Voir Laurence Louër : « Les citoyens arabes : un processus d'intégration inachevé », in Alain Dieckhoff (dir.), *L'Etat d'Israël. Les grandes études internationales*, Fayard, 2008, p.190

[670] Henry Laurens rappelle ainsi que « *La population arabe se trouve soumise, dès la création de l'État, aux lois d'urgence (Emergency Acts) héritées du mandat britannique et à l'imposition de la loi martiale (administration militaire) qui ne sera levée qu'en 1966 et qui correspond à un véritable code de l'indigénat. La liberté de mouvement est extrêmement réduite et les autorités ont à tout moment le droit de créer des zones interdites pour des raisons de sécurité. Ces zones deviennent non cultivées, ce qui donne le droit à l'État de les attribuer à des agriculteurs juifs. Outre les motifs de sécurité, l'administration peut invoquer des besoins de développement et d'installation d'immigrants pour se saisir de biens ruraux ou urbains. Ses pouvoirs d'expropriation sans compensation sont particulièrement larges. De plus, l'administration contrôle toutes les transactions économiques, y compris celles concernant la vie quotidienne, comme l'achat ou la vente de produits alimentaires, ce qui lui donne un pouvoir exorbitant sur la population arabe*. », voir Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007, locations 5840-5847.

politique. L'activisme politique palestinien avait quasi été réduit à néant par la dispersion géographique des Palestiniens hors d'Israël et la fuite des élites politiques et sociales en 1947-48. Les autorités israéliennes veillent par ailleurs dès 1948 à étouffer toute dissidence nationaliste palestinienne, en suspendant par exemple les autorisations de voyage aux personnalités connues comme notoirement nationalistes ou en interdisant les publications politiques et la création d'associations. Si l'activisme politique « palestinien » est largement combattu par les autorités israéliennes, les Palestiniens ne sont toutefois pas absents de la vie politique israélienne. Représentant un important réservoir de voix, ils sont dès les premières années de l'indépendance courtisés par les partis politiques israéliens tels que le Mapaï (Travaillistes) et les communistes. Le parti communiste israélien a ainsi un grand nombre de sympathisants parmi les populations des villes et les chrétiens. Mais avec l'émergence des Nassériens et des mouvements panarabes au milieu des années 1950, le vote palestinien israélien tend progressivement à se détourner des partis politiques « israéliens » pour se tourner vers des formations partisanes plus spécifiquement « arabes », telles que le Front Arabe formé en 1958 ou le mouvement *al Ard* (la Terre). Le mouvement, dont on perçoit de manière évidente tout le potentiel subversif, n'est pas reconnu comme parti politique et sera même interdit en 1965. L'activisme politique des Arabes israéliens reste donc limité. La passivité de la communauté arabe israélienne conforte sa marginalisation politique en Israël.

L'exemption du service militaire des Arabes israéliens symbolise également la marginalisation de cette population au sein d'une société où le passage sous les drapeaux est la voie prioritaire d'intégration. Cette exemption prive, également, les citoyens arabes israéliens de certains droits ou aides accordés par l'Etat ; au niveau économique, ils font, par ailleurs, l'objet d'une discrimination à l'embauche, mais aussi d'un moindre accès aux universités, sans parler des emplois publics. Enfin, les citoyens arabes israéliens suivent un enseignement particulier, qui en réalité bénéficie de moyens beaucoup plus réduits et d'une moindre qualité, ce qui explique leur faible chance d'ascension sociale[671].

[671] Sur le système d'enseignement arabe en Israël, voir Georges Solaux, « Regards sur l'école palestinienne. Quelle politique éducative ? », dans Raphaël Porteilla, Jacques Fontaine, Philippe Icard et André Larceneux, *Quel Etat? Pour quelle Palestine ?,* Coll. Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, Paris, 2011

A l'inverse, le cas des druzes israéliens démontre le cas de l'intégration d'une communauté minoritaire réussie. Cette différence tient au fait que les chefs de la communauté ont accepté dès le début des années 1960 que leurs hommes servent dans l'armée israélienne.

> Comme le rappelle Alain Dieckhoff, *« Ce que l'on appelle souvent en Israël le « pacte du sang » passé entre l'Etat juif et ses citoyens druzes a, à bien des égards, constitué l'acte fondateur d'une relation singulière. En créant une nationalité druze en 1961, mais aussi en favorisant la constitution d'un récit mythique mettant en exergue la fraternité naturelle qui lierait les peuples juif et druze depuis l'origine, les autorités israéliennes ont cherché à ancrer l'idée que les druzes ne sont pas des Arabes. »*[672]

En dépit de la levée du régime d'exception au milieu des années 1960, la population arabe israélienne est restée une population discriminée. Une grande partie de la société israélienne a continué de percevoir avec suspicion les Arabes israéliens. Ce sentiment s'est renforcé avec l'éclatement de l'*Intifada* et la polarisation croissante de la société israélienne entre le camp de la paix et les nationalistes.

1.3. Tsahal et la construction nationale

La période qui va de la proclamation de l'Etat d'Israël en 1948 à la guerre des Six Jours en 1967 est marquée par la consolidation de l'Etat et le renforcement des institutions étatiques. Cette période connue sous le nom de « *mamlakhtiout* » (« étatisme »), est associée à la figure centrale de Ben Gourion. Au cours de ces années, l'Histadrout et l'armée jouent un rôle essentiel dans la consolidation de l'Etat à l'intérieur et à l'extérieur. C'est qu'au cours de cette période, l'Etat d'Israël tout juste créé doit faire face à deux défis majeurs : d'un côté, l'intégration d'immigrants venus d'horizons divers et variés; de l'autre, les menaces extérieures qui se traduisent à plusieurs reprises par des confrontations armées qui ne font que resserrer les rangs

[672] Voir Laurence Louër, op.cité, p.190

de la communauté nationale autour de l'Etat. Ainsi pendant des années, la menace extérieure permet de mettre de côté les tensions internes à la société israélienne.

Les différentes vagues d'immigration depuis la fin du XIXe siècle n'ont cessé de créer de nouveaux clivages, appuyés sur des critères culturels et socio-économiques, au sein de la société israélienne[673]. Aux clivages du mouvement sioniste de la période mandataire sont venus s'ajouter avec la création de l'Etat de nouveaux clivages ethniques. Des années 1940 aux années 1960, Israël voit l'arrivée de nombreux juifs « orientaux » dont la présence n'est pas toujours bien acceptée. Par ailleurs, l'arrivée de ces nouveaux immigrés se traduit par des clivages socio-économiques et culturels indéniables. Au cours des années 1950, les « *Sabras* », nés en Israël, sont le reflet de la modernité des classes moyenne et supérieure alors que les *mizrahim* (juifs orientaux), constituent un petit prolétariat, plus conservateur et moins éduqués. Les émeutes qui eurent lieu dans le quartier de Wadi Salib en 1959 et le phénomène des Panthères noires à Jérusalem à la fin des années 1960 soulignèrent les tensions créées par ces clivages sociaux. A partir de la fin des années 1970, le déclin conjugué des mouvements travailliste et *kibbutznik*, symboles de l'élite laïque ashkénaze, accompagne l'ascension sociale des *mizrahim*. L'entreprenariat et l'éducation contribueront à cette émancipation sociale.

Dans la mouvance religieuse, on observe à peu près la même dynamique. Dans l'après-guerre du *Kippour*, une élite religieuse ultra-orthodoxe sépharade se développe dans les *yeshivot*. De nombreux jeunes de la frange la plus défavorisée des juifs orientaux se rapprochent des institutions ultra-orthodoxes, alors qu'au même moment, une partie de l'élite des yeshivot ashkénazes ultra-orthodoxes se dirige vers la mouvance religieuse-nationaliste qu'incarne le *Gush Emunim*. En 1984 est créé le parti *Shas* qui représente les intérêts de la mouvance ultra-orthodoxe sépharade.

Enfin, l'arrivée à la fin des années 1980 de plus d'un million d'immigrés de l'ex-URSS a créé une nouvelle donne. Ceux-ci n'entretiennent qu'un rapport très distant avec le judaïsme, aussi bien en tant que culture qu'en tant que pratiques religieuses. A la fois du fait de la différence de culture et de langue et de leur nombre,

ils se sont moins intégrés qu'ils ont créé des sortes d'îlots russophones au sein de la société. Même au sein de l'armée, on a vu précédemment que des unités entières de soldats russophones avaient été à la fin des années 1990. A ces clivages sociaux, il faut ajouter les clivages idéologiques créé par la victoire de 1967. La nouvelle géographie d'Israël a introduit un clivage entre sionistes travaillistes et religieux-nationalistes, auquel succéde à partir de la fin des années 1980, un clivage entre « camp de la paix » et tenants « du tout sécuritaire ». Au final, sur l'ensemble du siècle, les équilibres socio-économiques au sein de la société israélienne ne cessent de se recomposer autour de ces clivages qu'engendrent l'arrivée de nouveaux immigrants et les évolutions de l'environnement régional.

Dans ce contexte, l'armée se transforme en véritable machine intégratrice pour le compte de l'Etat. Elle est le vecteur privilégié de la socialisation israélienne et contribue à diffuser les pratiques et les valeurs qui fondent l'identité du jeune Etat. L'environnement hostile contribue resserrer la société autour de son armée. Dès la proclamation de l'Etat, celui-ci doit faire face à une attaque des armées coalisées. Les nouveaux citoyens n'ont donc d'autre choix que de prendre les armes pour défendre l'existence du nouvel Etat. Pour cette raison, les forces armées jouent un rôle prioritaire de creuset de la nation. Elles sont le promoteur, mieux que nulle autre, de l'identité nationale. Pour cette raison, elles acquièrent dès la naissance de l'Etat une place considérable dans la société et contribuent à la diffusion d'une culture militaire qui modèlera la psyché nationale israélienne. Le militarisme en Israël se traduit par une présence permanente du militaire au sein de la société : présence des réservistes et des conscrits dans les villes et villages israéliens, en uniformes et en armes; proximité des installations militaires avec les centres de population ; présence des abris et des dispositifs de la défense civile. Partout en Israël, on a toujours le sentiment d'être plus ou moins sur le théâtre d'opérations. Par ailleurs, il ne se passe quasi pas une semaine, sans accrochages à une frontière. La menace terroriste reste constante et l'ouverture d'une confrontation armée est toujours probable. De fait, en Israël, les militaires sont partout présents dans la sphère publique et influencent sans cesse le politique. L'activité opérationnelle permanente des forces armées et la

---

[673] Voir Eliezer Ben-Rafaël, "Les ethnicités juives", dans Alain Dieckhoff (dir.), *L'Etat d'Israël. Les grandes études*

simplicité des pratiques qui règnent au sein de l'institution militaire contribuent au brouillage de la frontière entre temps de paix et temps de guerre.

> *Comme le souligne très justement Alain Dieckhoff, « Le refus arabe d'Israël a, par ricochet, renforcé la solidarité interne, en unissant des Juifs venant d'horizons géographiques, sociaux et culturels très différents face à un ennemi commun. L'opposition à l'existence même de l'Etat d'Israël a, paradoxalement, contribué à sa consolidation. Cette situation s'explique par la prééminence qu'a toujours eue la question de la sécurité nationale et partant le rôle majeur de l'armée dans la société israélienne. Avec l'adoption du modèle de la nation en armes, avec conscription obligatoire des citoyens juifs [...] l'armée est véritablement devenue la productrice par excellence de l'israélité. Cette expérience militaire, largement partagée (seuls les Juifs ultra-orthodoxes en sont dispensés) a incontestablement renforcé, chez les Juifs d'Israël, le sentiment d'avoir un destin national. »*[674]

L'armée contribue ainsi à l'intégration des Sépharades, des Russes et dans une moindre mesure des *Falashas*. Ces contraintes particulières expliquent que même dans un pays doté d'institutions démocratiques comme Israël, un fort militarisme peut exister. *A fortiori*, parce que ce militarisme n'est pas un choix, mais une contrainte imposée par l'environnement hostile régional qui fait peser sur l'existence de l'Etat une menace existentielle. Cette perception, résumée par les Israéliens par la formule « *en brera* », devient un élément central de la psyché collective israélienne, et le signe d'une société modelée par et pour la guerre.

Tous les segments de la population doivent être mobilisables en vue de la guerre, ce qui explique le choix du modèle de la nation en armes qui a présidé à la constitution de *Tsahal*. D'autant plus, qu'Israël se trouve dans une position « relative » d'infériorité numérique vis-à-vis de ses adversaires. En Novembre 1948,

---

internationales, Fayard, 2008, pp.161-174

[674] Voir Alain Dieckhoff, *Le Conflit israélo-arabe*, 2e éd., Coll. 25 questions décisives, Armand Colin, Paris, 2013, pp.164-165

le Premier ministre israélien expliquait ainsi aux officiers diplômés d'un cours d'entraînement de l'infanterie :

> *« We have a unique military problem […]. We are few and our enemies are many. In our recent war we stood seven or eight hundred thousand against thirty millions, and if war awaits us in the future – an no one can tell us that it does not – we must once again face this condition …And even if our numbers triple or quadruple – we will have to stand the few against the many, because there is no objective possibility that our numbers will equal those of our current and potential enemies in the future. And numbers, you know, are powerful force in military matters, and generally decisive. How, then, have we stood until now, and how shall we stand in the future?* ***On, and only on, our qualitative superiority, moral and intellectual.*** *That is the great and precious inheritance that Jewish history, Jewish education, Jewish suffering, and Jewish vision give us – the suffering of despised and persecuted generations, exiled and slaughtered, the education during thousands of years of constant dwelling in the tents of the Torah, and the primordial vision of prophets and sages."*[675]

Bien que sionistes et laïcs, les premiers dirigeants d'Israël n'en recherchèrent pas moins des mythes dans l'histoire biblique sur lesquels appuyer leur combat pour la survie du nouvel Etat. Cette perception du combat du « petit nombre contre la masse » est réinscrite dans une filiation historique beaucoup plus longue qui plonge ses racines dans l'histoire biblique. Ce faisant l'effort de guerre du nouvel Etat est justifié par une histoire plurimillénaire. Un certain nombre de mythes sont remis à l'honneur à travers des commémorations religieuses. La fête de *Hannouka*, qui commémore la lutte des Judéens contre les Séleucides, est ainsi inscrite dans le calendrier civil israélien. De même, certaines histoires bibliques deviennent des *topoï* de l'histoire nationale, telles que celle des cinq rois qui enlevèrent Lot, le neveu d'Abraham, ou bien, la bataille de Gidéon et des Médianites. Les événements du présent à la lumière de ces mythes du passé biblique du peuple juif trouvent leur

justification. On verra ainsi Moshe Dayan, quelques semaines avant la campagne de 1967 publier un article remettant à l'honneur le mythe de David contre Goliath[676]. Dans cet épisode bien connu de la Bible, le jeune David, à qui le roi avait offert une lourde armure qu'il refusa, y combat un géant. Dans ce combat du faible au fort, seul l'esprit divin a pu aider David à dépasser sa peur et à vaincre. La fronde démontre, par ailleurs, pour Dayan que la technique employée intelligemment permet de compenser le différentiel de puissance avec l'adversaire.

Enfin, cette lutte existentielle requiert un esprit de sacrifice sans pareil de la part des combattants israéliens. Dans un discours prononcé en 1955, Ben Gourion se réfère au sacrifice d'Isaac[677], pour justifier le sacrifice inconditionnel des combattants israéliens pour leur patrie. Ceux-ci ne combattent-ils pas pour défendre leur patrie et leurs foyers, qui du fait de l'absence de profondeur stratégique du pays, pouvent se trouver à tout instant sous la menace de l'ennemi ?

De cette perception d'une lutte existentielle imposée (*en brera*) découle le mythe de la pureté des armes et de la supériorité morale des combattants israéliens, deux mythes structurant de la psyché combattante israélienne. Placée dans une situation d'infériorité, l'armée israélienne est condamnée à se surpasser au combat mais aussi à employer la force. Le choix des armes est imposé par l'adversaire. Ce dernier aspect a un revers, car il tend à déconsidérer les capacités de l'adversaire, voire à lui dénier toute légitimité et partant à en faire un criminel. Ce dernier travers contribue à expliquer le recours à certaines méthodes particulièrement brutales vis-à-vis d'adversaires considérés comme « terroristes ». Par ailleurs, le mythe du « petit nombre contre la masse » est en partie faux si l'on considère les troupes mobilisables par Israël : service obligatoire pour les hommes et les femmes, réserves jusqu'à un âge avancé et incorporation des immigrants. Israël est en réalité capable de mobiliser

---

[675] Voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, '*Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998, p.57

[676] Voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, '*Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998, p.58

[677] Voir le discours de David Ben Gourion, « The Spirit of Self-sacrifice in the IDF », in *Unity and Destiny*, Tel Aviv, Ministry of Defense Publishing, 1971, pp.217-218 (Hébreu), cité par Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, *'Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998, p.56,

des ressources combattantes qualifiées importantes, en comparaison du ratio de mobilisation de ses adversaires.

2. La nakba et l'éclatement de la communauté arabe de Palestine

L'affirmation de la collectivité politique israélienne, dont le point d'orgue est la création de l'Etat d'Israël et des Forces de Défense Israéliennes en 1948, a marqué la disparition de la collectivité politique arabe de Palestine[678]. La défaite a provoqué une crise identitaire due à la dispersion des Palestiniens aussi bien qu'à l'effondrement des structures sociales et politiques héritées de la période mandataire.

2.1. La disparition des élites

A l'issue des affrontements de 1947-48, les partis politiques de la période mandataire, représentant les élites traditionnelles arabes palestiniennes, ont disparu. La majorité de ces élites sont désormais exilées et les rivalités personnelles qui les opposaient, empêchent la reconstitution de ces structures partisanes. Par ailleurs, la désorganisation socio-politique causée par la défaite est aggravée par le démantèlement de nombreuses organisations avec la mise en place des tutelles administratives égyptienne et jordanienne. Les principales organisations de jeunesse, paramilitaires, al *Najjada* et *al Futuwwa,* créées en 1945, ont été dissoutes, de même que les comités nationaux (*al lijan al qawmiyya*) et l'Armée de la guerre sainte. Ces dernières structures avaient été créées dans le contexte de la révolte de 1936 et réactivées lors des affrontements de 1947-48. De plus, la défaite a privé les propriétaires terriens de leur principale source d'influence sociale et économique, la terre. Les dirigeants politiques de la période mandataire, al Hajj Husseini et ses partisans, les membres du Haut Comité Arabe et les ministres du Gouvernement de Toute la Palestine, ont tous été expulsés des territoires palestiniens. L'ancienne classe dirigeante est morte, de même que les institutions politiques de la période mandataire.

[678] Sur la dispersion des Palestiniens après 1948, voir Yezid Sayigh, *Armed Struggle and the Search for State. The Palestinian National Movement, 1949-1993*, 2e éd, Institute for Palestine Studies, Oxford University Press, New York, 2011, pp.35-57 et Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2007

La dispersion de la population palestinienne et l'effondrement de l'ancienne classe dirigeante palestinienne handicapent gravement l'émergence d'une nouvelle élite. De plus, durant la période mandataire, la classe moyenne arabe palestinienne a largement souffert des mesures préférentielles britanniques favorisant le secteur économique sioniste. De même, les Arabes de Palestine n'ont qu'été exceptionnellement intégrés à l'appareil bureaucratique mandataire. Au sortir de la guerre, il n'existe tout simplement pas d'élites sociales, politiques ou économiques, à même de représenter les Palestiniens. La *nakba* a brisé l'ensemble des structures sociales palestiniennes, a dispersé géographiquement la population, qui est désormais traversée par de nouveaux clivages opposant les résidents historiques de Cisjordanie et de Gaza aux réfugiés. Enfin, l'hostilité des Etats arabes à la construction d'une entité palestinienne indépendante prive les Palestiniens des ressources institutionnelles, sociales et politiques nécessaires à la construction d'une nation palestinienne.[679] Les Palestiniens échouent ainsi à imposer une délégation indépendante de réfugiés aux Etats arabes lors des négociations d'armistice de Rhodes.

2.2. De la Palestine aux communautés palestiniennes

Du fait de la dispersion territoriale et de la multiplicité des statuts dont bénéficient les Palestiniens, en Palestine, en Israël ou dans les Etats voisins, l'identité palestinienne est réduite en miettes.

Le Liban a accueillit entre 100 000 et 130 000 réfugiés. Il est jusqu'à aujourd'hui le pays qui a imposé les restrictions les plus sévères aux réfugiés. A partir de 1951, ils sont traités comme des étrangers, avec tout ce que cela implique de restrictions[680] sur l'accès au logement, à l'emploi, aux services publics, aux investissements et à certaines parties du pays jugées sensibles. Le nombre de réfugiés palestiniens au Liban est aujourd'hui estimé à 250 000 dont seulement 210 000 sont enregistrés auprès de l'UNRWA. La majorité des Palestiniens du Liban vivent dans

[679] Voir Yezid Sayigh, op.cité, p.35

[680] Sur le statut des réfugiés palestiniens au Liban, voir Shérif al Sayed Ali, « Palestinian Refugees in Lebanon », in *Forced Migration Review*, n°26, août 2006, pp.13-14 et Cynthia Petrigh, « No Freedom – no Future: Undocumented Palestinian Refugees in Lebanon", in *Forced Migration Review*, n°26, août 2006, pp.15-16

douze grands camps de réfugiés, dont une grande partie est située dans le Sud et dans la *Bekaa*. Aux réfugiés de 48 inscrits auprès de l'UNRWA, on doit ajouter entre 10 000 et 40 000 Palestiniens détenteurs de cartes d'identité libanaises et entre 3000 et 5000 personnes sans aucun papier. Ces derniers sont arrivés au cours des déplacements de population qui ont eu lieu en 1967 ou font parti des Palestiniens revenus/restés au Liban après le départ de l'OLP. Les camps de réfugiés du Liban sont caractérisés par une très forte densité de population. La superficie de ces derniers n'a jamais été étendue depuis 1948. La construction de nouveaux logements y est par ailleurs interdite par le gouvernement libanais. En dépit d'un certain assouplissement de la législation depuis 2005, une très grande partie des emplois restent interdits aux Palestiniens.

La Syrie a, quant à elle, accueillit entre 85 000 et 100 000 réfugiés[681]. La population des réfugiés est négligeable en proportion de la population syrienne. Les autorités syriennes, pour qui la présence palestinienne représente un risque modéré, peuvent se permettre d'offrir un soutien matériel et moral aux réfugiés, notamment à travers l'Institution pour les Réfugiés arabes de Palestine établi en janvier 1949, chargée de pourvoir à la création des camps et à la fourniture de services basiques aux réfugiés. Les douze camps officiels que comptent la Syrie sont placés sous le patronage de l'UNRWA et situés majoritairement la périphérie de Damas (Yarmouk et Palestine) et d'Alep, de Homs, sur la route reliant Damas au Mont Hermon et enfin, dans la région de *Dera'a*.

A partir de 1956, les quelques mesures restrictives barrant l'accès des Palestiniens à certaines professions sont levées et ces derniers bénéficient d'un statut et de droits à peu près équivalents à ceux des citoyens syriens. Les institutions gérant les réfugiés sont rattachées à la branche Palestine de la sécurité et aux renseignements généraux. Les Palestiniens peuvent dès lors entrer dans l'armée syrienne, accéder à la fonction publique et à la propriété. Les seuls postes dont ils restent exclus sont les fonctions politiques. De manière générale, ils bénéficient de salaires plus faibles que les Syriens et des tensions apparaissent avec les paysans syriens pauvres quittant les

[681] Sur les Palestiniens de Syrie, voir Valentina Napolitano, « LA Mobilisation des réfugiés palestiniens dans le sillage de la « révolution » syrienne : s'engager sous contrainte », *Cultures et Conflits* [en ligne], mis en ligne le 18 juillet 2012, URL : http://conflits.revue.org/18434

zones rurales pour chercher du travail dans grandes villes syriennes dans les secteurs manuels. Les autorités syriennes leur délivrent par ailleurs des papiers d'identité et de voyage.[682]

Ils sont aujourd'hui un demi-million. Une partie d'entre eux a trouvé refuge au Liban depuis le début du conflit en Syrie. Les Palestiniens, fortement intégrés depuis cinquante dans la vie du pays, se sont divisés entre pro et anti-régime au début du conflit. Un certain nombre de camps sont devenus des bastions de l'opposition armée et ont été assiégés par l'armée syrienne. Les camps Yarmouk et Palestine sont assiégés depuis 2013 par l'armée syrienne et ses alliés du FPLP-CG. Ils ont été pratiquement entièrement détruits par les bombardements, de même que certains situés sur les contreforts du Mont Hermon.

L'Egypte a, de son côté, accueillit 7 000 réfugiés, sans compter les 7000 personnes qui ont été transférées à Gaza et les quelques centaines à Jérusalem en 1950. A cette époque, on compte déjà 200 000 réfugiés à Gaza, en plus des 88 000 résidents (sous administration militaire égyptienne, loi d'urgence de 1949 à 1962). L'administration militaire égyptienne a la haute main sur l'ensemble des affaires locales dans la bande de Gaza ainsi que la délivrance des documents de voyage. Les autorités égyptiennes restreignent de manière drastique l'entrée sur le territoire égyptien à des fins d'étude ou de travail. De nouvelles passes en 1954 autorisent les Palestiniens à pratiquer certaines professions, à obtenir un registre de commerce et à développer des activités commerciales, ou encore à inscrire leurs enfants dans les écoles gouvernementales. La portée de ces mesures reste toutefois limitée à une minorité de résidents palestiniens en Egypte. L'assouplissement de certaines restrictions permet à un plus grand nombre d'étudiants de Gaza d'obtenir des bourses pour aller suivre leurs études dans des universités égyptiennes. Un décret de 1962 autorise plus largement l'accès des Palestiniens à la fonction publique. La portée pratique du décret est toutefois limitée et constitue plus une mesure de propagande politique dans le contexte des rivalités interarabes qu'autre chose.[683] En effet, jusqu'à aujourd'hui les Palestiniens font l'objet de restrictions administratives dans certains secteurs jugés sensibles, comme les institutions politiques ou l'enseignement

[682] Voir Yezid Sayigh, op.cité, p.40

supérieur. Depuis la chute du gouvernement Morsi, ils font l'objet d'une surveillance plus particulière et il n'est désormais pratiquement plus possible de se rendre à Jérusalem depuis le Caire.

En dépit des différences de conditions de vie, en Syrie, comme en Egypte et au Liban, les Palestiniens sont restés écartés de la vie politique nationale. En Egypte, seule une toute petite minorité de Palestiniens, résidents d'avant 1948, avait obtenu la citoyenneté. Toutefois, avec la révolution de 2011, un grand nombre de Palestiniens ont accédé à la citoyennete égyptienne. En Syrie, les Palestiniens ayant des connexions dans l'appareil d'Etat ou ceux bénéficiant de compétences recherchées par l'armée ou la bureaucratie, qui connurent dans les années 1950-60 un essor rapide, furent naturalisés. Au Liban, les Palestiniens seront courtisés par les Chrétiens aussi bien que les Musulmans qui cherchent, chacun de leur côté, à partir de la fin des années 1950 à affirmer leur prééminence démographique. Partout, les Palestiniens non naturalisés ne peuvent accéder à la fonction publique ou aux forces armées, sauf en Syrie après 1956. Les Etats arabes justifient les limites pesant sur l'intégration des réfugiés palestiniens par leur volonté de préserver une identité palestinienne séparée et le refus d'entériner le *statu quo* avec Israël. C'est qu'à la même époque, du côté israélien, on ne cesse d'avancer l'idée que les Palestiniens en tant qu'entité nationale n'existent pas.

Ceci n'empêche toutefois pas les autorités militaires des différents pays de les employer pour des missions de surveillance ou de contrôle de la population des camps par l'intermédiaire des *mukhtars*. Dans tous les cas, ces auxiliaires palestiniens sont payés grâce à des subsides prélevés sur les budgets des agences civiles en charge des réfugiés.[684] Pour les réfugiés, la principale difficulté reste celle de la délivrance des documents de voyage. Devenus apatrides, ils ne sont pas tous reconnus comme « réfugiés » par l'UNRWA. Seuls les réfugiés de 1948, enregistrés auprès de l'UNRWA, ont obtenu des documents de voyage délivrés par celle-ci ; dans les pays d'accueil, ces documents sont délivrés par les officines de sécurité.

---

[683] Voir Yezid Sayigh, op.cité, p.40
[684] Idem, p.40-41

La situation des réfugiés en Jordanie est toute différente[685]. En effet, au titre de l'Acte d'Union de 1950, les territoires conquis par la Légion arabe passèrent sous souveraineté jordanienne. Les 800 000 Palestiniens de Cisjordanie, dont 425 000 résidents originels, en plus des 100 000 réfugiés en Jordanie et des 30 000 résidents d'avant 1948, devinrent citoyens du royaume hachémite. Ils virent s'ajouter aux 340 000 « Jordaniens » d'origine. Ils obtinrent la nationalité au titre de la loi de Novembre 1949, effective en 1954. La stratégie jordanienne consista à intégrer la main d'œuvre palestinienne qualifiée, qui avait travaillé dans les administrations et le secteur commercial pendant la période mandataire, afin de développer/moderniser l'économie et les infrastructures jordaniennes.

Même s'ils ont le droit de vote, en réalité des restrictions informelles pèsent sur les droits politiques et civiques des Palestiniens naturalisés. Du fait qu'ils ne sont pas propriétaires et donc pas imposables, ils ne peuvent voter. Par ailleurs, la stratégie jordanienne consista largement à détourner les investissements et les activités économiques de la Cisjordanie au profit de la Transjordanie. Des mécanismes de contrôle furent mis en place afin de prévenir toute prééminence palestinienne du fait de leur poids démographique par rapport à la population d'origine jordanienne. Dans la pratique toutefois, les élites traditionnelles palestiniennes peuvent accéder aux postes gouvernementaux, politiques et militaires.

Une autre différence d'importance tient au fait qu'en Cisjordanie, une grande partie des propriétaires fonciers et des notables avaient conservé les sources de revenus et donc leur source d'influence sociale. En effet, à la différence de la classe moyenne palestinienne qui était largement concentrée dans les villes côtières avant 1948 et avait eu à souffrir de la guerre et des déplacements de population, les notables de Cisjordanie avaient été en quelque sorte épargnés par les affrontements. La stratégie de la monarchie consista à coopter ces notables afin de mieux contrôler les populations locales et d'incorporer progressivement la Cisjordanie au royaume.[686] La majorité des postes administratifs de la Cisjordanie furent occupés par des Palestiniens, de même le service public jordanien incorpora la majorité des diplômés.

[685] Sur la situation des réfugiés palestiniens en Jordanie, voir Oroub al 'Abed, "Immobile Palestinians: Ongoing Plight of Gazans in Jordan", in *Forced Migration Review*, n°26, août 2006, pp.16-17
[686] Voir Yezid Sayegh, op.cité; p.42-43

Toutefois, les vrais postes décisionnels restèrent dans les mains des Jordaniens. Par ailleurs, en 1948, les sympathisants de Husseini furent soigneusement exclus de toutes fonctions administratives et politiques.

2.3. Marginalisation socio-économique de la classe moyenne

Les politiques administratives et économiques jordaniennes tendirent donc à affaiblir la classe moyenne ou, *a minima*, à exacerber ses divisions. Les autorités jordaniennes favorisèren par certaines mesures, telle que l'allocation de licences d'importations ou de devises étrangères, un groupe de commerçants d'Amman au détriment des entrepreneurs de Cisjordanie. De la même manière, les restrictions mises en place par les autorités jordaniennes concernant l'attribution des marchés publics et les activités industrielles entraînèrent un déclin du secteur économique cisjordanien au profit des acteurs économiques de Transjordanie. L'afflux massif de réfugiés sans ressources aggrava la récession que connaissait la Cisjordanie, désormais privée de débouchés pour les exportations et incapable d'absorber le nouvel afflux de main-d'œuvre. Cette situation économique dégradée entraîna des tensions entre les réfugiés et les résidents cisjordaniens et favorisa les migrations vers la Transjordanie ou les pays du Golfe. Le manque de ressources pour le développement de la Cisjordanie, combinée à l'assistance extérieure fournie par les agences des Nations Unies et aux politiques du gouvernement jordanien, favorisa le développement rapide des zones urbaines de Transjordanie et du secteur des services au détriment des secteurs productifs.[687]

La présence de l'UNRWA permit de soulager les autorités jordaniennes du poids des réfugiés, du fait des aides financières internationales, au moment où la population des camps de Cisjordanie et Transjordanie connaissait une forte croissance du fait de la récession. Les réfugiés représentaient alors à peu près 30% de la population. Ils étaient par ailleurs plus vulnérables que les autres franges de la population, du fait de leur moindre niveau d'éducation. Les services éducatifs offerts par les agences de l'UNRWA permirent d'élever progressivement le niveau général d'éducation. La marginalisation des réfugiés entraîna un renouveau de la solidarité

clanique qui avait eu tendance à décliner dans la dernière partie du mandat du fait des transformations économiques induites par le développement d'une économie productive en Palestine et de l'urbanisation croissante de la société palestinienne.

La population des réfugiés sous tutelle jordanienne résista longtemps à la politique de « jordanisation » de la monarchie. Le refus de cette « jordanisation » fut d'ailleurs un des moteurs de la résistance pacifique en Cisjordanie. Même si les constructions illégales commencèrent à remplacer les tentes au milieu des années 1950 dans les camps, les populations refusèrent de manière générale l'idée d'une installation définitive. L'amélioration des infrastructures dans les camps, même très sommaire, attiraient cependant les réfugiés des villages vers les camps.[688]

L'administration militaire égyptienne, de son côté, mit en place des restrictions sur les activités économiques qui transformèrent peu à peu la bande de Gaza en une plaque tournante du marché noir des biens de luxe notamment, mais pas seulement. A côté de cela, l'absence de matériaux de construction et de biens de première nécessité entrava le développement et renforça la dépendance des réfugiés et des résidents palestiniens vis-à-vis des autorités égyptiennes et de l'UNRWA. Les divers trafics contribuèrent à l'émergence d'une classe commerçante liée à l'administration militaire égyptienne, qui barrait l'accès des Palestiniens aux postes clés de l'administration. Les trafics et les restrictions économiques empêchèrent l'émergence d'une classe d'entrepreneurs locaux. Les camps de réfugiés de Gaza, où le chômage atteignait presque 80%, vivaient essentiellement du soutien de l'UNRWA qui fournissait les biens de première nécessité et employait un grand nombre de Palestiniens. Des projets agricoles furent par ailleurs lancés dans le Sinaï sous le patronage de l'UNRWA. Les services sociaux, sanitaires et éducatifs dans les camps dépendaient également de l'UNRWA. Dans la bande de Gaza, en dépit du départ de l'Egypte, la situation n'a pas réellement changé depuis cinquante ans, l'UNRWA restant le principal soutien de la population.

---

[687] Voir Yezid Sayegh, op.cité, p.43
[688] Idem, pp.43-44

Au sortir de la *nakba*, la classe moyenne palestinienne de Gaza et de Cisjordanie connaît une marginalisation politique et une fragmentation croissante. Elle se détache rapidement des franges les plus pauvres des camps mais ne trouve pas véritablement sa place dans ces univers de relégation[689]. La situation est sensiblement la même pour concerne les classes moyennes établies en Syrie et au Liban. La majorité de la classe moyenne des réfugiés peut compter à son arrivée sur les réseaux de relations familiales ou de travail établis avec des Syriens et Libanais pendant le mandat. Ceci facilite leur installation dans ces pays et leur permet de trouver relativement facilement un emploi. Les familles palestiniennes aisées avaient l'habitude avant 1948 de passer leurs vacances au Liban ou d'envoyer leurs enfants étudier dans les écoles créées par les missionnaires en Syrie et au Liban. Un grand nombre d'Arabes de Palestine, de même qu'un certain nombre de Juifs du *Yishouv*, avaient suivi leurs études à l'Université américaine de Beyrouth. En Syrie, les membres de professions libérales, les employés de bureau et les entrepreneurs palestiniens avaient auront plus de facilité à trouver un emploi dans les grandes villes que les Syriens issus des provinces rurales du pays. Si l'intégration des classes moyennes palestiniennes dans les sociétés d'accueil se fait relativement facilement, elle contribue parallèlement à renforcer la dispersion sociale et géographique des populations palestiniennes.

Au Liban, les Palestiniens rencontrent plus de restrictions qu'ailleurs dans le domaine professionnel. Le pouvoir maronite tente de confiner les Palestiniens d'origine musulmane dans les zones de peuplement musulmanes, de préférence éloignées de la capitale. La classe dirigeante maronite s'ingénie à affaiblir l'entrepreneuriat palestinien, notamment dans la finance et la banque, afin de prévenir l'émergence d'une classe économique concurrente. Les réfugiés pauvres, quant à eux,

---

[689] Dans son livre d'entretiens, Dina Matar rapporte les propres d'une Palestinienne née à Beyrouth en 1948 à propos des difficultés de la classe moyenne palestinienne éduquée à trouver sa place dans la société des réfugiés. Cette femme, Ellen Khoury, explique ainsi les difficultés rencontrées plus spécifiquement par sa mère, issue de la bourgeoisie palestinienne, par rapport à son père d'extraction plus modeste : « *Our socio-economic situation was good compared to others, though my father comes from a humbler origin than my mother – she comes from a very wealthy, sophisticated, Westernized family. […] She attended a good school, and another of her brothers went to university, but all their wealth was, unfortunately in their land and property, so 1948 and the loss of the land meant they lost their source of livelihood. It was a shock, because they had never imagined they would ever have to struggle. My father, in contrast, was a self-made man whose parents died when he has very young. […] I vividly remember the incongruity of my childhood. I had a mother who carried her family's social status with her into exile and who looked down on the backwater that was Amman at the time, and who would lament either the loss of Palestine or how her family went from riches to rags […] I grew up with this bitter sadness […] I had this sophisticated mother tried to bring me up as different and superior to this backwater we found ourselves in*.", voir Dina Matar, *What it Means to Be Palestinian. Stories of Palestinian Peoplehood*, I.B. Tauris, London/New York, 2011, pp.62-63

sont les plus affectés par les déplacements et l'exil. La majorité vient des villages du nord de la Palestine, qui avaient fui entre 1947 et 48 vers le Sud Liban et la Syrie. Parce que les autorités veulent empêcher les infiltrations, elles les tiennent éloignés des frontières ; les zones frontalières sont déclarées zones militaires. Si les autorités maronites tentent d'empêcher dans un premier temps les mouvements de population entre les différents camps et la capitale, les besoins de l'économie libanaise en main d'œuvre bon marché les poussent à assouplir les restrictions. Plusieurs camps sont construits au début des années 1950 aux portes de Beyrouth et deviendront quelques dix années plus les foyers du renouveau nationaliste palestinien.

2.4. Les Palestiniens : à la recherche de la nation perdue

En dépit de la variété des circonstances, les nouvelles pratiques mises en œuvre par les Palestiniens après la *nakba* mettent en lumière des éléments structurants à partir desquels ils vont progressivement se reconstruire comme une communauté imaginée : l'attachement aux liens familiaux et de parenté, au lieu d'origine et à la patrie perdue, à la religion et leur identité arabe.

La dispersion de la population palestinienne dans ce qui reste de l'ancienne Palestine mandataire et dans les pays voisins, combinée aux différences de condition de vie dans lesquelles vivent ces populations, contribue à exacerber la crise identitaire que traverse la population palestinienne depuis la *nakba*. De citoyens ottomans, les Arabes de Palestine, sont devenus un peuple apatride. Réfugiés, citoyens jordaniens, israéliens, syriens ou égyptiens, l'identité palestinienne se reconstruit désormais en fonction des parcours individuels, en essayant de faire coïncider son attachement à la patrie perdue avec les nouvelles conditions de vie dans lesquelles se trouvent les uns et les autres. L'identité arabe palestinienne est à l'issue de la défaite devenue une mosaïque d'identités.

De l'éclatement de la collectivité arabe palestinienne en collectivités palestiniennes dispersées dans les territoires sous administration égyptienne et jordanienne et dans les pays voisins vont naître des déséquilibres structurels. L'attachement à la patrie perdue, qui avec le temps deviendra de plus en plus

mythifiée, va rester le point commun à toutes ces populations. Toutefois, ce lien à la patrie et à l'héritage palestinien donnera lieu à la réinvention de pratiques culturelles cherchant à conserver et à valoriser des mémoires palestiniennes différentes mais qui ont tous en commun d'exprimer une forme d'attachement à la nation, une forme de nationalisme que nous qualifions de primitif car dans le cas palestinien, le rapport à la nation et à l'Etat n'allait pas de soi. Pour l'instant, il s'agit plus d'un patriotisme palestinien (*wataniyya*), que reflète l'attachement sentimental à la patrie ou au lieu d'origine. La nation et l'Etat palestiniens restent à inventer.

Pour l'instant, l'attachement à la nation exprime la volonté de conserver au sein des différentes communautés palestiniennes les formes de solidarité sociale et les pratiques culturelles qui existaient avant 1948 alors même que ces collectivités tentent de s'adapter aux nouveaux contextes légaux, politiques, socio-économiques et culturels dans lesquels ils vivent désormais. Les sociétés arabes voisines sont à des degrés différents traversées par des clivages communautaires et ethniques et connaissent elles aussi des formes de fragmentation. La spécificité du côté palestinien est qu'il n'existait pas de cadre national ou étatique permettant de dépasser par le haut la fragmentation sociale.

2.4.1. L'émergence d'un patriotisme nationaliste dans les camps

Ce patriotisme nationaliste émerge bientôt comme une force dominante qui va permettre la politisation et la mobilisation des camps de réfugiés. Ce patriotisme nationaliste constitue tout d'abord une réaction à la marginalisation politique et sociale des Palestiniens dans les pays d'accueil. Le sursaut patriotique des Palestiniens nait du fait qu'ils sont, dans beaucoup de cas, privés de documents de voyage, voire de statut légal, et empêchés de prendre part à la vie politique des pays d'accueil. Le patriotisme nationaliste reflète également une revendication de justice sociale des classes les plus défavorisées des réfugiés et c'est bien souvent des discriminations socio-économiques dont les Palestiniens font l'objet qu'est née la volonté de ces derniers de s'émanciper politiquement comme nation. Discriminés dans les pays d'accueil et déracinés par l'exil, les Palestiniens entrevoient dans la conquête d'une entité palestinienne indépendante la possibilité de mettre fin à leur

marginalisation. Mais ceci ne peut se réaliser qu'à travers la création d'un cadre politico-institutionnel palestinien à même de défendre et de protéger les intérêts des Palestiniens.[690]

Le sentiment national palestinien est donc une réaction naturelle à la crise identitaire créée par la défaite de 1948. Mais c'est l'expérience de la marginalisation politique et sociale et de la dislocation de la collectivité arabe palestinienne qui transformera ce sentiment naturel et spontané en un patriotisme aux accents nationalistes. Ce protonationalisme émerge tout d'abord dans les camps, où la majorité des réfugiés, issus du monde rural, a été le plus sévèrement affectée à la fois socialement, économiquement et culturellement par la perte de ses terres. Ce protonationalisme parle également aux ouvriers des camps, qui ont conservé des liens forts avec leurs racines paysannes, d'autant plus que ceux-ci ont gardé de fortes rancœurs de la période mandataire où l'acquisition des terres par les sionistes et les besoins de guerre britanniques les avaient poussés à l'exode rural vers les grandes villes côtières et Jérusalem, notamment lors de la récession qu'avait connu le pays entre 1936 et 1939. De cette rupture forcée avec le monde paysan était née la classe ouvrière palestinienne. En 1948, les paysans représentent presque 50% de la population des camps et la classe ouvrière 25%.

Au-delà de la perte de revenus qu'a constitué la perte de leurs lopins de terres pour une grande majorité de réfugiés, c'est surtout le lien identitaire à la terre, incarné par la séquence foyer, famille, clan, communauté, qui a été brisé. C'est l'environnement social incarné par l'organisation du village et qui jouait un rôle central dans la vie de beaucoup de Palestiniens avant 1948 qui a disparu. Mais plus encore, la perte de la terre prive les réfugiés de statut social[691], au sein de leur propre société mais aussi aux yeux de leurs coreligionnaires arabes. En effet, dans beaucoup d'endroits, les réfugiés et les non réfugiés palestiniens doivent subir le mépris, réel et/ou imaginé, des populations rurales locales, mais aussi des citadins, qui regardent de haut la paysannerie sunnite palestinienne qui constitue la majorité de la population pauvre des camps. Les réfugiés d'origine urbaine, désormais forcés de vivre avec leurs coreligionnaires de la campagne, s'installent dans des quartiers séparés au sein

[690] Sur l'émergence du protonationalisme palestinien, voir Yazid Sayigh, op.cité, p.36-37

même des camps, où ils reconstituent les réseaux de sociabilité, de relations commerciales et de travail qui existaient dans leurs villes d'origine. Ce cloisonnement entre les citadins et les ruraux au sein même des camps renforce la tendance des paysans à la ghettoïsation, ceux-ci évitant autant que possible de sortir des camps. Cette vie au sein des camps se veut une sorte de reconstitution de l'espace familier et sécurisant du village. En effet, le traumatisme pour les paysans palestiniens avait été constitué, au-delà de la dégradation dramatique de leurs conditions de vie, par l'effondrement de l'environnement culturel dans lequel ils avaient toujours vécu. C'est pourquoi, ils se rattachent aux structures traditionnelles de la *moukhtara*, source d'influence pour les notables de la campagne, et à l'éducation, comme nouvelle source de dignité, d'identité et de sécurité matérielle.

2.4.2. Marginalisation sociale et reconstruction politique

La marginalisation socio-économique et l'origine sociale des réfugiés influencent également les formes d'organisations politiques. Au départ, la principale préoccupation était de réunir les familles séparées durant l'exode, et de les regrouper par villages ou par clans (*hamulas*). Les réfugiés peuvent ainsi se reconstruire à partir des réseaux de solidarité culturelle et économique, en reproduisant notamment le modèle des conseils des anciens des villages qui était la principe source d'autorité sociale dans le monde rural d'avant 1948. Husseini et ses partisans avaient conservé une certaine influence dans les camps de Syrie, du Liban et au Caire, du fait notamment de la distribution d'aides et de privilèges.

Mais les manières paternalistes de l'ancienne élite rebutent la jeunesse qui se tourne de plus en plus vers les partis de type moderne, à idéologie. Pourtant ces derniers, restent peu présents au sein des camps, à l'exception de l'Islam politique qui est la seule force organisée à avoir une véritable base militante dans les camps dans les années 1950[692]. Ce courant s'appuie sur l'attachement naturel à la religion des paysans et des classes les plus pauvres, souvent très conservatrices socialement. La

[691] Sur la paysannerie « dépaysannée » palestinienne, voir Yezid Sayegh, op.cité, p.47
[692] Sur l'islam politique dans les camps palestiniens au début des années 1950, voir Yezid Sayigh, op. cité, p.49

confrérie des Frères musulmans recrute largement, en particulier en Jordanie, à partir d'un discours appelant au jihad, encourageant les Palestiniens à reprendre leur destin en mains à travers l'action militaire. Elle offre à la jeunesse de nombreuses activités tournées vers le sport, le scoutisme, un entraînement militaire basique ainsi qu'un uniforme gratuit. Le patriotisme de la confrérie palestinienne opère une synthèse entre l'arabisme, l'unité arabe et l'unité islamique. Le principal concurrent de la confrérie est le Parti de la Libération Islamique qui s'oppose à toute forme de nationalisme, qu'il soit palestinien ou arabe, ne reconnaissant que l'islam comme base légitime à la construction étatique. Le Parti avance l'idée que le *jihad* contre Israël ne peut être lancé qu'une fois un état islamique unifié mis sur pied. Mais la primauté donnée à la Palestine dans ce discours attire les populations rurales. Les deux groupes islamistes déploient alors des efforts particuliers pour recruter des militants parmi les élites politiques locales et les gardes nationaux de Cisjordanie.

Les Palestiniens d'origine rurale sont particulièrement réceptifs aux discours islamistes car l'islam et l'arabisme font déjà partie de leur identité. Ils sont par ailleurs naturellement opposés aux partis politiques modernes (*ahzab*) fustigés par les groupes islamistes comme une forme d'innovation « perverse » (*bid'a*) et considérés comme les principaux vecteurs de division au sein de la communauté des musulmans (*fitna*) et de guerre civile (*mihna*), mais aussi parce qu'ils favorisent le pouvoir d'une *'assabiyya* (oligarchie basée sur des intérêts de classe). Le Parti de la Libération islamique bénéficie du soutien financier d'Husseini, du fait d'une certaine proximité idéologique, qui l'aide à s'implanter dans les camps. L'émergence de Nasser comme héraut du panarabisme et son hostilité déclarée aux Frères musulmans à partir de 1954 mettent fin à l'influence de ces groupes parmi les réfugiés. Mais l'hostilité de Nasser vis-à-vis des partis politiques renforce conjointement la méfiance des réfugiés à l'égard des partis politiques modernes.

La situation de l'activisme politique dans les classes moyennes est différente. Le déclin après la révolte de 1939 de l'ancienne élite et de ses institutions marque l'émergence de nouveaux partis comme la Ligue de Libération nationale née de la dissolution du parti communiste juif-arabe en 1943, qui possède un grand nombre de militants dans les syndicats. Le Bloc nationaliste arabe fondé en 1929, est plus petit, mais très influent chez les intellectuels. Il ne se remet toutefois pas du fort coup qu'il

a subi en 1939, et ne compte plus que 300 membres en 1947. Au sein de la classe moyenne, on trouve également des partisans du Parti national syrien. Les Frères musulmans, quant à eux, établissent une branche palestinienne séparée en 1946, avec le soutien d'Husseini, proche d'Hassan Al Banna et sont comme les Frères musulmans opposés aux partis séculaires. Les partis idéologiques avaient été incapables de se développer dans la période pré-1948 du fait de la main mise d'Husseini sur la direction du mouvement national. Par ailleurs, leur base militante est restée limitée du fait en raison d'une surreprésentation des chrétiens parmi les fondateurs et les cadres dirigeants de ces partis. Enfin, beaucoup de ces organisations partisanes sont subordonnées aux décisions des organisations mères dans les autres pays arabes.

2.4.3. Le nationalisme des classes moyennes

L'engagement politique des Palestiniens des classes moyennes dépend largement de leurs relations avec l'Etat dans lequel ils se trouvent et des bénéfices économiques qu'ils peuvent espérer retirer de cet engagement politique. Ceci est particulièrement évident en Cisjordanie où le royaume hachémite tente de coopter les notables et de favoriser les Palestiniens marginalisés de Transjordanie, notamment par l'éducation, afin de réduire la résistance à la « jordanisation » de la population palestinienne. Les familles des classes moyennes supérieures profitent de cette politique de cooptation pour renforcer leur pouvoir à Amman, notamment au sein de la chambre de commerce.

Les partis politiques séculaires, par opposition aux mouvances islamistes, recrutent largement chez les professions libérales, les enseignants, les employés et les étudiants, c'est-à-dire chez les catégories sociales qui sont les plus « conscientes » des effets des discriminations dont ils sont victimes en tant que Palestiniens. La confrérie islamiste, de son côté, recrute parmi des catégories sociales qui sont toutes plus ou moins liées à l'appareil étatique ou cooptés par ce dernier : membres des grandes familles de propriétaires, notables traditionnels, personnalités du monde urbain issues du clergé, commerçants de tout niveau, *mukhtars* nommés par le gouvernement. La confrérie fait ainsi preuve d'une grande loyauté vis-à-vis de la

monarchie jordanienne, notamment dans sa lutte contre les partis d'opposition séculaires. Le Parti de la Libération islamique de son côté voit ses activités limitées, car il appelle au renversement du trône en 1955.

Pour les autorités jordaniennes, la stratégie de cooptation de la classe moyenne permet de la neutraliser politiquement et ainsi de prévenir les tensions ethniques au sein de l'appareil d'Etat ou des forces armées. Dans les autres pays d'accueil, les Palestiniens restent soumis aux agendas des partis politiques nationaux. Dans la plupart des cas, les Palestiniens n'obtiennent que tardivement des sections séparées et sans réelles ressources. Enfin, l'activisme politique palestinien continue de faire l'objet d'une surveillance étroite des services de sécurité des pays d'accueil et les activistes palestiniens peuvent toujours être arrêtés ou expulsés.

Dans tous les cas, le nationalisme palestinien va profiter du développement rapide d'une petite bourgeoisie palestinienne, en Palestine et dans les pays d'accueil. L'élévation générale du niveau d'éducation parmi les collectivités palestiniennes qui accèdent de manière croissante à l'université permet de transformer la population à majorité rurale en employés de bureau ou membres de professions libérales. L'éducation devient un vecteur de mobilité économique et sociale pour les Palestiniens, en attendant de pouvoir s'émanciper politiquement. La petite bourgeoisie est le moteur de la conquête étatique et donc de la transformation d'un patriotisme palestinien en nationalisme palestinien. En effet, celle-ci fournit la majorité des militants des partis politiques modernes dans l'après-1948 ainsi qu'elle donne naissance à une nouvelle génération d'activistes dont sortiront les leaders et les cadres du mouvement national des années 1960. La recherche d'un cadre étatique est en priorité portée par la petite bourgeoisie, et dans une moindre mesure par les classes les plus pauvres des camps, car à la différence des classes moyennes qui voient dans l'intégration ou la naturalisation aux sociétés des pays d'accueil la solution à leur ascension sociale, la petite bourgeoisie est privée de perspectives d'avenir. La petite bourgeoisie ne correspond pas à une classe sociale définie, mais au contraire à un assemblage de situations hétéroclites et donc de visions politiques et de conceptions idéologiques. Mais c'est le refus du « plafond de verre » et la conscience de la

marginalisation[693] qui font converger les individus de cette classe sociale vers le nationalisme palestinien, quelles qu'en soient les formes d'expression ou d'organisation.

Les réfugiés ne constituent pas une force sociale, mais un agrégat social particulièrement disparate, ce qui explique ses difficultés à se transformer en un groupe politique organisé. Par ailleurs, les réfugiés sont principalement préoccupés par la recherche d'opportunités économiques et le maintien de bonnes relations avec les autorités ; le politique est secondaire, quand il n'est pas considéré comme une source de problèmes avec les autorités du pays d'accueil. Ceux qui sont déjà politisés se tournent prioritairement vers des formes de nationalisme basiques comme celui du *Fatah* ou du Front Libération de la Palestine, ou du MNA.

La masse des militants des guérillas palestiniennes sera par la suite constituée par les résidents (après 1967) et non par les réfugiés de Cisjordanie et de Gaza, à l'exception des élites militaires et bureaucratiques. La majorité vient de milieux ruraux, qui avaient eu accès à l'éducation, s'étaient élevés socialement grâce aux organisations militaires, comme les autres élites militaires de la région qui s'empareront du pouvoir dans les années 1960 (officiers libres, officiers baathistes syriens, FLN, cadres et militaires irakiens 1968).

2.5. L'unité par la lutte armée

Toutefois, pour l'heure, la priorité est de rassembler les communautés palestiniennes disparates et d'établir les conditions favorables à la création d'une organisation nationale. La Ligue des Etudiants palestiniens va ainsi permettre dans les années 1950 de tisser des liens entre les étudiants palestiniens venus de tous les communautés en exil. De cette arène politique sortiront les futurs cadres du mouvement national et des organisations qui lui sont associées. Mais c'est la lutte armée qui va permettre de donner une traduction concrète à l' « idée » nationale à travers l'établissement d'organisations structurées, à même de mobiliser les masses

[693] Voir Yezid Sayegh, op.cité, p.55

autour de la communauté palestinienne « imaginée » et de la patrie.[694] Par ailleurs, la lutte nationale permettra aux Palestiniens de rompre avec l'image avilissante du réfugié en reprenant en main leur destin. C'est dans ce contexte que naîtra le Fatah. Le projet politique du Fatah repose sur la question centrale de la destruction de l'entité sioniste, considérée comme un avatar du colonialisme européen. L'objectif de libération de la Palestine n'est envisagé par le *Fatah* et par les autres groupes palestiniens, à l'exception des communistes, qu'à travers le prisme de la lutte armée.

Le *Fatah* explicite les fondamentaux de son combat et de son univers de sens dans un document intitulé la *Structure of Revolutionary Construction* :

> *« Our people have lived, drove out in every country, humiliated in the hands of exile, without a homeland, without dignity, without leadership, without hope, without weapons, without direction, without support, without association, without respect, without existence… In all the long years that have passed we clung to our hopes and waited with great patience, until all hopes had melted away."*[695]

Pour en finir avec l'humiliation et l'injustice fondatrices faites aux Palestiniens, la révolution est la seule voie possible. Le cas échéant, les Palestiniens sont condamnés à accepter en silence leur sort, et donc leur indignité.

L'idéologie et le combat du *Fatah* sont avant tout nés d'un refus des conditions d'existence misérables du peuple palestinien et de l'aliénation des réfugiés déracinés par l'exil, même si une petite minorité de Palestiniens continuent de résider sur leurs terres d'origine.

> *« With revolution we announce our will [hence existence], and with revolution we put an end to this bitter surrender, this terrifying reality that the children of the Catastrophe [of 1948] experience*

[694] Voir Yezid Sayegh, op.cité, p.57
[695] Voir Yezid Sayegh, op.cité, p.88, voir également en annexe 5 la charte amendée de l'OLP de 1968, très inspirée par la vision de la lutte nationale palestinienne (la « révolution palestinienne »)

everywhere. »[696]*, "With revolution we will restore our people's self-confidence and capabilities, and restore the world's confidence in us and respect for us."*

On retrouve donc deux principes cardinaux chez le *Fatah* : tout d'abord, l'indépendance absolue de l'organisation palestinienne ; ensuite, la libération par la lutte armée de la Palestine entendue au sens de la Palestine mandataire. L'attachement à l'indépendance de l'organisation et au fait de vouloir remettre les décisions concernant le sort des Palestiniens entre des mains palestiniennes relève de l'idée que la défaite de 1948 était en grande partie due à la suppression par les armées arabes des organisations armées palestiniennes. L'établissement d'organisations politiques autonomes, ou d'une entité palestinienne autonome, est la clé de la renaissance nationale.

Pour le *Fatah*, la « révolution » signifie avant tout le rejet des conditions matérielles et psychologiques dans lesquelles se trouvent les Palestiniens après 1948, désignées dans le discours du *Fatah* par le concept de « réalité corrompue » (*al waqi' al fasid*). La révolution, *al thawra*, plonge ses racines dans la tradition des révoltes paysannes de la Palestine ottomane. Les autres mouvances nationalistes palestiniennes incluent des dimensions de justice sociale dans leur conception de la révolution. De même, on trouve des différences sémantiques et idéologiques entre les différentes mouvances de la résistance palestinienne en ce qui concerne la définition de l'ami et de l'ennemi et la manière de mobiliser les masses. Enfin, selon le modèle de guérilla auquel se réfèrent les différents groupes, l'équilibre entre politique et militaire varie. Le thème de la lutte armée constitue le point focal de la compétition politique entre les différents groupes de résistance palestinienne pendant les années 1960.

Le *Fatah* se présente comme un mouvement et non comme un parti, capable de rassembler les différentes sensibilités ; cette méfiance vis-à-vis des partis politiques est héritée à la fois des Frères musulmans et du souvenir des luttes intestines des années 1930. Par ailleurs, les rivalités incessantes entre les différentes tendances

[696] Yezid Sayegh, citant le document du *Fatah*, p.88

idéologiques qui traversent le monde arabe à cette époque et les multiples coups d'état qui ont lieu dans la région de la deuxième partie des années 1950 au début des années 1960 renforcent cette défiance du *Fatah* vis-à-vis des organisations partisanes. Conservateurs ou révolutionnaires, les mouvements palestiniens s'accordent tous sur l'objectif de construction étatique dans les frontières de la Palestine « historique ». Le désaccord porte en réalité sur la manière d'y parvenir et sur la relation de cette entité nationale à la région arabe : la lutte armée doit-elle précéder la constitution d'une représentation nationale ou l'inverse. Cette lutte armée doit-elle être menée par les forces nationalistes arabes ou par la guérilla palestinienne ? Cependant, toutes les tendances s'accordent sur la place légitime des Juifs du *Yishouv,* comme communauté religieuse, dans la future entité palestinienne. La société israélienne est, quant à elle et comme les Sionistes avant elle, considérée comme un amalgame de populations allogènes[697].

La renaissance de la collectivité politique palestinienne, c'est-à-dire la reconstitution d'un mouvement national palestinien, s'est donc faite tout d'abord en opposition aux Etats arabes qui entendent conserver l'exclusivité de la définition de la figure de l'ennemi et des moyens de défense. Les Etats arabes, au premier rang desquels l'Egypte, sont considérés par le mouvement national palestinien naissant (à l'exception du MNA), et tout d'abord par le *Fatah*, comme faisant obstacle à l'émergence d'une existence politique palestinienne autonome. Les Palestiniens sont utilisés par les Etats arabes comme mercenaires dans le cadre des rivalités de la guerre froide arabe. Au cours des deux premières décennies suivant la *nakba*, les Palestiniens n'ont pas les moyens de définir de manière autonome les contours de la figure de l'ennemi.

Or Julien Freund, citant Carl Schmitt, nous rappelle à cet égard que :

> *« Tant qu'un peuple existe politiquement, il doit pouvoir distinguer lui-même, ne serait-ce que dans les cas extrêmes – dont il est le seul juge – l'ami et l'ennemi. En cela consiste la réalité de son existence politique. S'il accepte que l'étranger lui impose son ennemi ou lui désigne qui il doit*

[697] Voir Yezid Sayigh, op.cité, p.88

combattre ou ne pas combattre, il n'est plus un peuple politiquement libre : il est intégré ou subordonné à un autre système politique. […] ***Un peuple possédant une existence politique ne saurait renoncer au pouvoir de distinguer lui-même, le cas échéant et à ses risques et périls, l'ami et l'ennemi****. »*[698]

2.6. Le feda'i : la figure de l'identité palestinienne retrouvée

Lutte « existentielle », la lutte armée de la résistance palestinienne exprime le refus d'une dislocation de la nation palestinienne imaginée, après la désintégration réelle de la société arabe de Palestine en 1948. La lutte armée est aussi porteuse d'une nouvelle figure qui vient rompre avec le cycle d'humiliations et de souffrances subies depuis le milieu des années 1930. La figure du *feda'i* se veut une rupture radicale avec celle du « réfugié »[699], privé de sa terre et réduit à accepter l'aide des pays arabes et de l'UNRWA pour subsister.

A travers la lutte armée, le mouvement palestinien renaît. Il acquiert une visibilité internationale et mobilise les masses. La lutte armée est aussi une lutte révolutionnaire car elle vise avant tout à transformer profondément la société palestinienne. Cependant, au début des années 1960, les factions palestiniennes restent divisées sur le modèle de lutte révolutionnaire qu'ils veulent mener[700]. Le *Fatah* est très inspiré par le FLN algérien alors que les mouvements d'obédience communiste ou nationaliste arabe, qui accordent plus d'importance à la forme idéologique des masses et à la justice sociale, sont plus inspirés par les modèles

---

[698] Julien Freund, *L'Essence du politique* – Postface de Pierre-André Taguieff, 3è éd., Dalloz, Paris, 2004, p.446, citant Carl Schmitt, *La Notion du politique*, pp.50-51

[699] Amad Sa'adeh revient ici sur les raisons de son engagement dans la lutte armée aux côtés du *Fatah* à partir de 1967 au Liban : « *We were fired up and there was this whole generation of Palestinians, 16 to 17 years old, who grew up in the camps, in misery, exile and alienation. We wanted to be different and do something. I was not yet 16 when I was arrested at the first time, by the Jordanians. […] It was this background that made me search for an anchor and an identity. We were so fired up with nationalism, particularly after listening to the speeches of Nasser on Sawt al 'Arab ["Voice of the Arab"] radio station and the station's fiery rhetoric. Of course, this rhetoric let us down in the 1967 war. We had not heard much about Fatah until we heard that it had launched a military operation in Gaza. It was an operation that restored our hope and belief. I, along with some of my student friends at school, thought we could form an armed faction on our own and do the same, carry out an operation in Israel. […] I was not a political animal, not interested in positions or ideologies, like many others of my age. I wanted to be given a gun and to go and fight the enemy. Of course, it was romantic; the revolution was a romance, something to fall in love with. I remember listening endlessly to this song, based on a poem by Mahmoud Darwish, Rita was al-Bunduqiya ["Rita and the gun"]. And I knew the gun was a bride to take and to cherish for life*.", voir Dina Matar, *What it Means to Be Palestinian. Stories of Palestinian Peoplehood*, I.B. Tauris, London/New York, 2011, pp.83-84

[700] Sur les débats idéologiques sur la lutte révolutionnaire palestinienne, voir Yezid Sayigh, op. cité, pp. 195-203

vietnamien et chinois. En dépit de ces divergences idéologiques qui reflètent l'ampleur des débats qui agitent le Tiers-monde à cette époque, l'ensemble des factions palestiniennes s'accordent sur l'idée que la supériorité technologique et militaire d'Israël ne leur laisse d'autre choix que celui de la guérilla.

La lutte armée devient le support d'une légitimité politique et d'une nouvelle identité qui vont servir de fondements à la reconstruction du mouvement national. Mais paradoxalement, cette lutte pour la reconquête de la Palestine, va tout d'abord se dérouler en exil. Du fait de l'occupation, l'OLP est jusqu'au début des années 1990, une entité pré-étatique incarnant une collectivité politique en exil, déconnectée du territoire dont elle tire son identité nationale aussi bien que de la nation dont elle prétend incarner les aspirations politiques.

La *bataille de Karameh* marque un tournant. La nouvelle figure du *feda'i* inscrit dans la réalité du rapport de force et dans celle des camps la révolution palestinienne. Elle fait du *feda'i* un nouveau mythe, celui du combattant révolutionnaire prêt à mourir les armes à la main pour reconquérir la nation perdue. Le roi Hussein de Jordanie le reconnaît lui-même, *Karameh* initie un tournant pour la guérilla palestinienne. Il raconte ainsi dans son livre d'entretiens que :

> *« l'enterrement des fedayin tués [lors de la bataille] fut l'occasion d'une grande manifestation pro-palestinienne et sans aucun doute le début d'un noyau de résistance plus ferme et plus structuré. Certes, cela ne fait aucun doute, c'était une remarquable organisation, bien équipée, bien entraînée et qui s'était battue, aux côtés des troupes jordaniennes à Karameh, avec courage et efficacité. »*[701]

La lutte armée devient avec *Karameh* l'essence de la nation palestinienne imaginée. Une littérature de la résistance ou de la guérilla se développe à partir de la fin des années 1960, essayant de tisser une continuité entre le passé « résistant » des Arabes de Palestine (révolte de 1936-39, affrontements de 1947-48) et la guérilla

[701] Voir l'extrait de *Mon métier de Roi*, de Hussein de Jordanie et Freidoune Sahebjam, Robert Laffont, Paris, 1975, p.238, cité par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen, Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe-XXIe siècle*, Coll. U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011, p.171

palestinienne des années 1960-70. Cette littérature ancre cette « tradition de résistance » palestinienne dans l'attachement à la patrie, remettant à l'honneur les traditions et symboles du monde paysan palestinien d'avant-48. Cette culture nationale palestinienne toute imprégnée d'un passé mythifié, et pour une part réinventé, est largement transmise et développée par les organisations combattantes palestiniennes comme moyen de propagande, notamment en direction de la jeunesse. De multiples associations culturelles et même des unités cinématographiques liées aux différentes factions palestiniennes sont créées dans les années 1970, afin de mettre en valeur les combattants et leurs conditions d'existence, mais aussi leurs faits d'armes contre l'ennemi israélien.

C'est à cette époque que le *kefieh* des paysans palestiniens, popularisé par la révolte de 1936, va devenir le symbole des combattants de la résistance palestinienne. La réinvention de ce patrimoine issu du monde rural[702] constitue une forme de revanche sur le déclassement social subi par la paysannerie après 1948. Les multiples formes de *dabkeh*, danse traditionnelle du monde rural, sont remises au goût du jour et théâtralisées. Le folklore palestinien est remis à l'honneur par les formations musicales des différentes factions liées à l'OLP (*Firqat al Markziyya* et *Firqat al Funun al Sha'biyya* par exemple), qui mélangent musique militaire européenne et soviétique et chansons traditionnelles palestiniennes chantant la patrie perdue. Dans ce processus de réinvention de la culture palestinienne, qui sert de base à l'identité nationale, la radio du *Fatah* joue un rôle particulier, en popularisant notamment les discours sur la révolution et la lutte armée. Les répertoires des formations musicales liées à l'OLP et au *Fatah* (Radio Palestine créée à Damas en 1964) consacrent une place prépondérante aux thématiques de la révolution, de la résistance et des martyrs (*shuhada*). Cette radio contribue aussi à la diffusion des œuvres de la nouvelle génération d'écrivains, Arabes israéliens ou des Territoires, qui émergent après 1967. Ce faisant, elle permet de créer un lien entre les communautés palestiniennes de l'exil et celles de l'Intérieur. L'apparition de grandes figures intellectuelles, telles que sont Mahmoud Darwich, Edward Saïd ou Ibrahim Abu-Lughod, accompagnent également le développement de lutte armée.

La guérilla palestinienne apparaît donc comme une véritable révolution à plus d'un titre. Elle est porteuse d'une modernité politique et sociale qui rompt définitivement avec la société traditionnelle d'avant-1948. La lutte armée révèle par exemple le nouveau rôle et les nouvelles libertés qu'acquièrent les femmes dans les factions palestiniennes. Leila Khalid, qui acquiert une véritable célébrité au tournant des années 1960-70 en prenant part à de multiples opérations de détournement d'avions, suggère d'ailleurs cette forme d'émancipation que constitua la lutte armée pour une partie des femmes palestiniennes. Dans un entretien, elle raconte ainsi les raisons de son engagement :

> *« I was at university that I started to be openly involved in political activism and I was, after all, in the company of George Habash and Wadi' Haddad, who were to become the public face of the PFLP. […] I remember telling my mother that I would either come back as a guerilla fighter or in a coffin. And she would insist that only when no more men are left, the door would be open for women to take on different roles. […] It was a time when the fedayeen were beginning to be known and when women were also becoming martyrs. I was personally inspired by Shadi abu Ghazaleh, who was my age when she was martyred, and by 'Aysheh 'Odeh and Rasmiyeh 'Odeh, who both went to prison in Israel. The Algerian revolution against the French was taking place and had given us much hope that we could resist the colonialists too. My dream was to carry out an operation inside Palestine, but I felt this option [aircraft hijack] would be goof enough, for the time being. […] I knew the operation would attract world media attention and raise questions about who the Palestinians are."*[703]

C'est à cette époque que sont apparues les pratiques liées au culte des martyrs de la résistance. L'habitude d'afficher les photos des martyrs dans les rues des camps et dans les officines liées aux mouvements de guérilla date de cette époque. Le culte

---

[702] Sur les différentes formations musicales et de danse du mouvement national palestinien, voir Rowe Nicholas, Raising Dust : A Cultural History of Dance in Palestine, I.B. Tauris, London, 2010

rendu aux martyrs de la résistance est rapidement devenu un outil de propagande des différents groupes de guérillas palestiniens.

En cherchant à reconstruire son l'identité et les contours de la communauté nationale après la « catastrophe » de 1948, la « révolution palestinienne » (*al thawra al filastiyya*) comme on l'appelait à cette époque, introduisit une modernité politique et sociale qui marqua une rupture définitive avec le monde traditionnel d'avant-1948. La lutte révolutionnaire palestinienne, en cherchant à réinventer son passé, fit preuve de beaucoup d'innovation et pour cette raison, elle marqua durablement les résistances islamistes qui allaient émerger au tournant des années 1980.

****

La période étatique correspond donc à la consolidation des institutions étatiques à laquelle l'armée apporte une large contribution. Les multiples expériences de guerre permettent de renforcer la cohésion interne de la société en laissant de côté les débats les plus clivant. A l'inverse, dans la période qui suit l'indépendance, le Liban est, quant à lui, largement spectateur des guerres régionales. Si dans le cas israélien, l'armée permet, en partie, de dépasser les clivages communautaires et d'intégrer les différentes communautés, dans le cas libanais, l'armée se décomposera sous l'effet des rivalités communautaires. L'absence de structures d'intégration nationale au Liban empêche la consolidation de l'Etat libanais, qui reste structurellement fragilisé par les divisions communautaires et les interférences étrangères. Les premiers affrontements civils en 1958 démontrent cette fragilité de la construction étatique libanaise. Cette faiblesse structurelle de l'Etat n'échappera pas aux dirigeants israéliens qui en profitèrent pour nouer une alliance avec certaines franges de la communauté maronite. Les déséquilibres de l'Etat et cette alliance de « minoritaires » vont constituer les conditions favorables au développement de l'Etat palestinien au Liban et à l'émergence du *Hezbollah*.

---

[703] Voir l'entretien de Dina Matar avec Leila Khalid dans Dina Matar, *What it Means to Be Palestinian. Stories of Palestinian Peoplehood,* I.B. Tauris, London/New York, 2011, pp.98-99

De 1948 au début des années 1980, les nationalismes furent donc le moteur de la création étatique. Dans les trois cas, le militaire y joua un rôle modernisateur mais instaura des déséquilibres structurels qui allaient donner naissance à de nouvelles formes de contestations révolutionnaires venues des marges. Parce que les nationalismes « étatiques » ou « étatisants » prétendirent incarner une forme de modernité « laïque », ils rejetèrent dans leurs marges le « religieux ». Pour cette raison, les nouvelles formes de violence qui apparurent au tournant des années 1980 prétendirent toutes s'opposer à cette modernité « laïque » en retournant aux sources de la Tradition. En cherchant à transformer en profondeur la société, elles consistèrent toutes en une réinvention sur un mode révolutionnaire et nationaliste du religieux.

III. Les nationalismes post-étatiques

1967, victoire pour les uns et défaite pour les autres, marque le début du déclin des mouvements nationalistes de gauche qui ont été les fers de lance de la construction étatique. Ils seront progressivement remis en cause par l'émergence de mouvements religieux-nationalistes dont la violence exprime aussi bien une tentative de dépassement du cadre de l'Etat-nation qu'une volonté d'émancipation de groupes marginalisés. L'importation du modèle de l'Etat-nation européen sur la réalité des communautés ethnico-confessionnelles ottomanes a créé des déséquilibres structurels au sein des sociétés levantines. Ces lieux de relégation produisent une violence, qui même si elle se charge d'une dimension nationaliste, est avant tout l'expression de revendications socio-économiques.

C'est parce que la modernisation dans ces sociétés a transformé les rapports de domination traditionnelle d'une nature clanique et tribale et liés à l'ordre féodal, en un rapport de domination économique, basé sur la possession du capital. Ceci fut particulièrement évident dans le cas libanais. Cette exclusion sociale s'est combinée dans les sociétés levantines avec des référents identitaires, ethniques et confessionnels. Les violences des années 1970 sont donc nées des frustrations de communautés en marges de la modernisation. La persistance de la guerre et de la figure de l'ennemi vont être des catalyseurs de ces violences. Pour ces groupes, la thématique religieuse-nationaliste est une médiation qui permet d'exprimer la volonté d'émancipation socio-économique de ces communautés et leur demande d'intégration au sein de la communauté nationale. Comme le rappelle M. Wievorka, les nouvelles formes de violence qui émergent dans les années 1970 doivent être « *pensée[s] en faisant intervenir des médiations* »[704]. Ces formes de violences expriment le refus de la marginalisation socio-économique au profit d'une réintégration au sein de la communauté nationale.

La lutte nationaliste permet donc de dépasser l'exclusion mais elle n'est une qu'un exécutoire à des frustrations d'origine socio-économique. L'existence de ces

[704] Voir Michel Wievorka, « Le Nouveau Paradigme de la violence, partie 2 », *Cultures & Conflits*, 29-30, automne-hiver 1998, p.7

mouvements tend à démontrer la persistance sur l'ensemble du siècle des déséquilibres socio-économiques qu'ont créés l'arrivée des premiers immigrants sionistes en Palestine et l'établissement d'un Grand Liban sous domination maronite. Ces deux projets étatiques ont profondément modifié la nature des rapports de domination traditionnelle dans cette région.

La violence qui s'exprime à partir des années 1970 se veut un dépassement du cadre de l'Etat-nation au profit d'un modèle étatique et de communauté nationale rénové, basé sur des valeurs « vraies », religieuses. La relecture sur un mode « révolutionnaire » de la religion constitue une reconstruction du marqueur religieux. Compte tenu du lien particulier entre nation et confession dans les sociétés levantines, cette réinvention du marqueur religieux-identitaire aggrave la crise sociale que connaissent ces sociétés et affaiblit l'Etat-nation.

Cette relecture de religieux sur un mode révolutionnaire conduit à la déculturation du religieux, c'est-à-dire à placer le religieux en rupture avec son environnement culturel d'origine. C'est pourquoi ces projets expriment aussi bien un rejet de la sécularisation qu'a accompagné la modernisation de ces sociétés[705] que des pratiques religieuses traditionnelles dans ces sociétés.

> Comme le rappelle Olivier Roy *« la déculturation du religieux a des conséquences fondamentales : d'abord elle transforme en barrière l'espace entre le croyant et le non-croyant, qui ne partagent plus ni orthopraxie ni valeurs communes. C'est tout l'espace intermédiaire des croyants non pratiquants, pratiquants nominaux, incroyants culturellement religieux, qui disparaît. »*[706]

[705] Olivier Roy rappelle ainsi que : « *La déconnexion des marqueurs religieux et culturels n'est pas une conséquence de la déterritorialisation, elle va de pair avec elle, mais se fait aussi in situ, car elle obéit à des logiques variables, internes comme externes. La sécularisation amène la religion à prendre ses distances par rapport à une culture perçue désormais comme indifférente, voire hostile. C'est ici que se joue le débat entre « fondamentalisme » et « accommodationnisme », qui sont deux postures plus que deux théologies : le premier assume la rupture culturelle, le second considère que l'incarnation du religieux dans une culture (établie ou en gestation) est une condition de sa présence au monde. Pour le fondamentaliste, le critère de séparation est la foi : on ne partage que dans la foi.* », voir Olivier Roy, *La Sainte Ignorance : Le temps de la religion sans culture,* Coll. La Couleur des idées, éd. française, éd. kindle, Seuil, 2013, locations 538-544

[706] Voir Olivier Roy, idem, locations 559-562

Compte tenu des frustrations liées à la marginalisation socio-économique, le contexte culturel environnant est perçu avec d'autant plus d'hostilité et conduit ces groupes à se placer en confrontation avec leur environnement social. De cette perception obsidionale d'un monde corrompu découle la portée révolutionnaire de ces projets. Parce qu'ils expriment une forme d'alternative à la modernité qu'ont proposée les mouvements de la phase étatique (*mamlakhiut*, nationalisme arabe et idéologies de gauche), ces mouvements peuvent être qualifiés de post-modernes.

Parce que ces mouvements sont profondément révolutionnaires, ils prétendent refonder la société autour de leurs valeurs. Conscients des multiples clivages qui divisent les sociétés levantines, ces groupes mettent en œuvre des approches pragmatiques, qui combinent aussi bien le recours à la violence que la propagande afin d'édifier la sphère sociale. Ainsi, à la différence des mouvances salafistes qui émergent dans ces mêmes années, ces mouvements conservent un lien identitaire avec la communauté nationale et le cadre de l'Etat-nation, même si ces marqueurs doivent désormais s'accommoder d'un marqueur identitaire religieux et d'autres allégeances. Se vivant comme des minoritaires au sein d'une société profane, hostile et corruptrice, ces mouvements ont construit leur base sociale en contre-société « résistantes ».

Pour ces raisons, la contestation révolutionnaire qu'expriment ces mouvements est autant tournée vers un ennemi extérieur que vers des adversaires à l'intérieur. La figure de l'ennemi occupe donc une place centrale dans la vision du monde de ces groupes. La figure de l'ennemi ou de l'Autre menaçant est d'abord un ennemi extérieur, lié à la persistance du conflit israélo-arabe. Mais elle a également des prolongements à l'intérieur de la société du fait de la crise de l'Etat-nation qu'alimente la permanence de la guerre : institutions étatiques et corps sociaux jugés coupables de trahison vis-à-vis de la communauté nationale ou, pire, de compromission avec l'ennemi extérieur. La guerre civile libanaise constitue certainement le paroxysme de cette contestation de l'Etat-nation, puisqu'elle aboutit à l'effondrement des institutions libanaises au profit de multiples organisations miliciennes. La guerre civile exprime le refus du confessionnalisme libanais d'avant-guerre, appuyé sur le principe féodal de la *zou'ama* et le partage des pouvoirs entre les différentes communautés confessionnelles libanaises.

Pour ces mouvements religieux et nationalistes, les multiples figures de l'ennemi servent d'exutoires à une violence qui ne peut s'exprimer à l'intérieur. La thématique nationaliste renvoie ainsi aussi bien à une conquête de leur place au sein de l'espace national qu'à une « libération » du territoire national de la présence d'un Autre menaçant. Dans le cas libanais, c'est la relégation sociale et la domination de la sphère publique par les élites maronites et les factions palestiniennes qui encouragent la cristallisation des revendications socio-économiques de la communauté chiite sur le thème de la résistance à l'ennemi israélien. Du côté israélien, la violence des colons religieux est tenue hors de la sphère sociale israélienne par le fait qu'ils sont de l'autre côté de la « Ligne verte »[707]. Cette violence qui ne peut s'exprimer au niveau infra-étatique du fait de l'Etat de droit israélien s'exprime de manière « extra-étatique », dans les territoires occupés. Enfin du côté palestinien, la traduction des revendications socio-économiques des Palestiniens de l'Intérieur en mobilisation politique est empêchée aussi bien par la présence des forces d'occupation que par la séparation physique avec un Etat en exil, qui domine l'ensemble du champ politique palestinien. Avec le temps et les « résultats » de cette résistance la présence de l'Autre menaçant, s'ajoute à une stratégie de « normalisation » (évolution vers des structures partisanes pour prendre part à la vie politique et institutionnelle) et d'entrisme qui vise à consolider la place de ces mouvements au sein de la communauté nationale.

1. Modernité et marginalité sociale

Les mouvements de la phase post-étatique sont tous nés des frustrations de communautés marginalisées socialement et économiquement par la modernisation que connurent les sociétés levantines des années 1950 aux années 1970. Historiquement, le mouvement religieux-nationaliste israélien est le premier à émerger du fait que la consolidation du jeune Etat hébreu sera paradoxalement plus rapide que celle de ses voisins arabes qui, jusque dans les années 1970, connaissent des coups d'Etat ou des

[707] Ligne de séparation non-officielle entre Israël et la Cisjordanie. La ligne est issue des accords d'armistice de 1949 entre Israël et les pays arabes (Syrie, Liban, Transjordanie et Egypte). Cette ligne de démarcation est considérée comme non officielle car lors des accords d'armistice, il fut convenu à la demande des pays arabes que ces démarcations ne soient pas considérées comme des frontières permanentes ou *de jure* et ne pourraient être opposables aux revendications territoriales

troubles politiques graves. La modernisation économique et sociale y est donc plus rapide et plus homogène que dans le reste des Etats arabes. Le Liban dans années 1950-60 connait un développement économique accéléré, mais qui reste largement centré autour de Beyrouth et du nord maronite. Les faiblesses du développement territorial libanais reflètent les déficiences des institutions étatiques libanaises. A l'opposé, la modernisation économique et sociale israélienne est très largement le fruit du dirigisme économique des trente premières années d'existence de l'Etat hébreu.

1.1. Emancipation sociale

La guerre de 1967 constitue l'affirmation définitive de l'enracinement de cet Etat au sein de son environnement régional. C'est dans ce contexte de victoire, qui modifie la géographie d'Israël, qu'a émergé le mouvement du Bloc de la Foi, le *Gush Emunim*. Les nouvelles frontières d'Israël et l'occupation suscitent toutefois des interrogations au sein de la société israélienne. Pour la première fois, le peuple israélien, qui se perçoit comme un petit peuple tenace qui lutte pour affirmer son existence au sein d'une masse hostile, est perçu comme un « peuple dominateur et sûr de lui » selon les mots très durs du général de Gaulle. La victoire de 1967 entraîne ainsi une rupture des relations avec la France qui est vécue de manière quasi-traumatique par l'institution militaire israélienne. Dans tous les cas, les nouvelles conquêtes territoriales soulèvent des questions sur leur devenir et plus profondément sur leur sens. Amos Oz souligne dès cette époque le clivage fondamental qu'induit la guerre des Six jours et qui déterminera largement les politiques israéliennes au cours des décennies suivantes. La guerre des Six jours, en offrant sa plus belle victoire au projet sioniste, change en même temps son sens ontologique. L'occupation introduit un doute sur le sens du projet national sioniste entre :

> *« Zionism as the liberation of people and Zionism as redemption of Land. If Israel chose the liberation of people, it would have to give up the newly*

---

des parties arabes dans le futur. Il faut toutefois noter en ce qui concerne la Cisjordanie et Jérusalem-Est qu'au titre du traité israélo-jordanien de 1994, la partie jordanienne a abandonné toute revendication sur celles-ci.

acquired territories. If it chose redemption of land, it would end up enslaving people, because there was no way to absorb the huge Palestinian population of the territories except under a permanent occupation regime. »[708].

Ce questionnement fondamental sur le sens du projet sioniste ne peut alors laisser indifférent le monde religieux, d'autant plus que celui-ci commence à cette époque à se faire entendre dans la sphère publique. Cette nouvelle visibilité des religieux dans la sphère sociale israélienne est le résultat de l'émergence d'un courant orthodoxe « moderne », incarné par le mouvement des colons religieux.

Les ultra-orthodoxes sont restés confinés dans leur univers fermé sur la tradition depuis le pacte de 1947[709]. Ils vivent dans une marginalité choisie, dédiée aux études talmudiques. Marginalisés, ils le sont donc avant tout le choix d'une fidélité à des pratiques religieuses qui les tient à l'écart de la société et notamment du service militaire. Le sionisme religieux, de son côté, a toujours été un courant minoritaire en Israël, bien qu'à partir du milieu des années 1950, le jeu politique israélien tende à lui redonner un début de visibilité avec le Parti National Religieux (PNR). Le sionisme religieux profite de la reconstruction des institutions ultra-orthodoxes sur le modèle de l' « école lituanienne » détruite par la guerre. Cette reconstruction se fait à l'abri des regards, dans les *yeshivot*, mais avec le soutien financier de l'Etat. Le sionisme religieux commence à développer ses propres écoles talmudiques autour de la *yeshiva HaKav*, qui s'inscrit dans la filiation d'Abraham Kook le père. Ce monde clos sur la tradition vit dans des conditions matérielles difficiles ; les hommes se consacrant aux études religieuses, alors que les femmes pourvoient largement aux besoins du foyer, en travaillant notamment dans le réseau d'institutions éducatives et sociales développées par la mouvance ultra-orthodoxe. En dépit des financements étatiques, le monde ultra-orthodoxe reste relativement pauvre et est surtout totalement exclu de la modernisation en cours dans le reste de la société.

[708] Voir Amos Oz, "sar habitachon umerchav hamichya" ("The Minister of Defense and Lebensraum"), in *beor hatchelet ha'aza (Under This Blazing Light)* (Tel Aviv: Sifriyat Poalim, 1979), pp. 69 – 73, publié par *Davar* in August 1967, cité par Gadi Taub, *The Settlers*, éd. Kindle, Yale Universtiy Press, locations 88-90.
[709] Voir Maurice Kriegel, "Religieux et laïques : entre confrontation et transaction », dans Alain Dieckhoff (dir.), *L'Etat d'Israël. Les grandes études internationales*, Fayard, 2008

Au même moment, au Liban, la communauté chiite libanaise commence à montrer les premiers signes d'une volonté d'émancipation socio-économique et politique. Les chiites libanais avaient jusqu'au début des années 1950 vécu largement reclus dans leur refuge du *Jebel Amil* qui les avait protégés des persécutions historiques du monde sunnite. Lors de l'indépendance, ils avaient été largement tenus à l'écart du partage des pouvoirs constitutionnels. La communauté vivait dans une grande pauvreté depuis la fin du XIXe siècle qui tenait en partie à la nature des rapports du pouvoir féodal qu'exerçaient les grandes familles sur la paysannerie chiite, avec la bienveillance du clergé chiite. Les grandes familles chiites continuent alors encore d'exploiter la petite paysannerie chiite qui travaille sur leurs terres. Elles distribuent des prébendes et des aides à la populace en échange de sa loyauté sans faille et de son soutien aux élections. Le clergé chiite quant à lui reste fidèle à sa tradition quiétiste, confortant le pouvoir des grandes familles aussi bien que l'exclusion sociale des fidèles chiites. L'encouragement du clergé chiite à accepter les conditions temporelles dans lesquelles vit la communauté empêche pendant longtemps toute mobilisation de celle-ci.

Au cours des années 1950 et 1960, la population chiite quitte en masse la vallée de la *Bekaa* dans le nord et le Sud Liban, qui du fait de cette situation périphérique, est isolée et défavorisée alors que les régions chrétiennes et la capitale connaissent un développement économique rapide[710]. Ces chiites viennent s'entasser dans les faubourgs sud de la capitale. En 1971, environ un tiers de la communauté chiite habite cette « ceinture de misère ». L'exode rural contribue à déstructurer les structures traditionnelles de cette société chiite. Arrachés à leurs racines paysannes et à leur terre à laquelle ils étaient viscéralement attachés, ces chiites constituent un sous-prolétariat exploité. Le déracinement et les frustrations liées à l'exclusion

[710] Rodger Shahanan rappelle ainsi que cet exode rural vers la capitale commença dès la mise en place du Grand Liban au début des années 1920 ; de même qu'à partir de 1880, une partie des hommes du Jebel Amil commencèrent à aller chercher fortune en Afrique ou aux Etats-Unis, notamment à Détroit. Mais il s'accéléra à partir des années 1950, où selon Shahanan : « *tens or even hundreds of thousands of Shi'a abandoned their traditional farming villages for life in the southern suburbs of Beirut. It is estimated that between 1952 and 1964 the residential population of Beirut tripled, due in part to the influx of Lebanese Shi'a. Most of the newcomers settled in the suburbs of Nab'a, Burj al-Barajnih and 'Ayn Rummanah. This influx, which commenced in the late 1950s, is attributed by most scholars to the depression of the agriculture sector. […] the large-scale Shi'a migration to Beirut [was motivated by several factors]: prices for staple commodities were stagnant, state investment in the Shi'a-dominated agricultural sector was miniscule, and there was a shift towards capital-intensive (rather than labour-intensive) citrus farming. Thos who moved to Beirut tended to be the less-well educated: typically farm workers in search of labouring jobs in Beirut's building industry The Palestinian-Israeli conflict, as well as later Israeli incursions into southern Lebanon, exacerbated the movement of Shi'a from the south to the Beirut suburbs*.", voir Rodger Shanahan, *The Shi'a of Lebanon. Clans, Parties and Clerics*, I.B.Tauris, New York, 2005, pp.34-35

sociale les ont rendus réceptifs aux discours révolutionnaires sur l'égalité et la justice sociale des partis laïcs et de la gauche libanaise[711]. Comme dans les cas des immigrés juifs venus d'Europe de l'Est ou des réfugiés palestiniens, c'est partout la figure de la relégation qui fait la fortune des mouvements de gauche. Mais ces partis, dont les cadres sont en général issus des communautés sunnite et druze, représentent les intérêts de classe des communautés dont ils sont issus et qui cherchent à remettre en cause la prééminence chrétienne. L'accès à la modernité reste barré pour la communauté chiite par le système confessionnel et le pouvoir des grandes familles du Sud.

Dans les Territoires palestiniens, c'est paradoxalement l'occupation qui va permettre à la confrérie des Frères musulmans de revenir au centre de la sphère publique et tout d'abord dans la bande de Gaza. Au début des années 1950[712], la confrérie, qui jouissait d'un grand prestige au sein de la Bande du fait des sacrifices et de la bravoure de ses combattants lors des affrontements de 1947-48, est rapidement forcée de se replier sur une action sociale « locale », afin de se distancier de la confrérie égyptienne. Cette prise de distance avec Le Caire va donner naissance à un islamisme palestinien, dont le Jihad islamique palestinien autant que le Hamas sont héritiers. Par peur autant que par l'attraction qu'exerce le nationalisme arabe à cette époque sur les populations de la région, les Gaziotes délaissent peu à peu la confrérie que la propagande nassérienne accuse de décadence et de conservatisme. La jeunesse gaziote lui préfère le *Fatah* et les autres factions du mouvement de libération national. Toutefois, en l'absence de volonté des autorités égyptiennes de prendre en charge les besoins de la population, la société de charité de la confrérie, du nom de *Jama'at al Tawhid* (Société pour l'Unification), apporte un soutien essentiel aux réfugiés des camps.

---

[711] Rodger Shahanan rappelle à cet égard qu'en dehors des stratégies de vote propres aux grandes féodaux chiites, les chiites se sont en général ralliés aux partis de l'establishment maronite (PNL de Chamoun ou *Kataeb*) ou aux mouvements laïcs (communistes de Kamal Joumblatt, nationalistes syriens d'Antoun Sa'adeh, Organisation d'Action communiste, Parti Communiste Libanais), ainsi qu'aux nationalistes arabes (MNA, Ba'ath) ou au *Fatah*. De manière générale, les chiites se sont détournés des grands partis sunnites comme le *Najjada*, à la fois pour des raisons religieuses, mais aussi par conviction que leurs revendications de rattachement à la Grande Syrie était liées à la volonté de rejoindre la majorité sunnite syrienne au sein de la Grande Syrie. Pour plus de détails, voir Rodger Shahanan, op.cité, pp.87-105

[712] Sur l'histoire du mouvement, voir *Azzam Tamimi, Hamas : Unwritten Chapters*, Hurst and Company, 2e Ed., Londres, 2009, chapitres 1 (pp. 10 et 34) et 2 (pp. 35 à 50), voir également Paola Caridi, *Hamas. From Resistance to Government*, éd. Kindle, Seven Stories Press, 2012, locations 503-537

La confrérie va donc jouer un rôle essentiel auprès de la population des camps qui a subi une double marginalisation du fait de l'exil mais aussi du fait de la relégation sociale dont elle est victime au sein de la population gaziote.

> *« The Brotherhood provided a model for the identity of a land that war had transformed utterly, and that needed new ways to imagine itself. Two things happened in Gaza. First, the presence of 200,000 refugees fragmented a society that had relied on the balance of power determined by the local urban and commercial Palestinian nobility. Second, the Muslim Brothers provided immediate answers to the need for identity and for social cohesion— both needs particularly acute in the refugee camps among those who had been twice marginalized, first by the war and then by the camps, and who had lost all their bearings."*[713]

En Cisjordanie, le mouvement suscite par ailleurs une certaine défiance parmi les réfugiés du fait de ses liens avec la monarchie hachémite qui dans le cadre de sa politique de « jordanisation » s'emploie à affaiblir la Cisjordanie au profit de la Transjordanie. C'est ainsi paradoxalement l'occupation à partir de 1967 qui va permettre le renouveau de la confrérie en donnant tout son sens au projet social de la confrérie. Les autorités d'occupation n'entendent pas prendre en charge les besoins des populations et les structures religieuses placées sous l'autorité du Ministère des *Waqf* (Ministère des Cultes), dont une des premières missions est la prise en charge des défavorisés, car elles ont des moyens très limités. L'OLP, qui s'est repliée sur la Jordanie, est de son côté beaucoup plus préoccupée par le lancement de la lutte armée que par la situation des réfugiés dans les Territoires. La population des Territoires est largement laissée à elle-même face à une occupation qui déstructure l'ensemble des structures sociales et économiques. L'occupation a même abouti selon Sara Roy à un « *de-development* »[714]. La confrérie profite alors du champ libre laissé par les autorités d'occupation pour construire à partir des années 1970 un vaste réseau

[713] Paola Caridi, *Hamas: From Resistance to Government*, éd. Kindle, Seven Stories Press, 2012, locations 504-508, 2012

[714] Sara Roy définit ainsi le *de-development* : « *De-development is defined as a process which undermines or weakens the ability of an economy to grow and expand by preventing it from accessing and utilizing critical inputs needed to promote internal growth beyond a specific structural level » (p.56), in "The Gaza Strip: A Case of Economic De-Development*", *Journal of Palestine Studies*, Vol.17, n°1, 1987, pp.56-88.

d'organisations prenant en charge les besoins essentiels de la population gaziote[715]. Les populations des camps et des zones rurales sont particulièrement réceptives à la nouvelle thématique islamiste portée par les institutions caritatives et culturelles de la confrérie. L'occupation contribue ainsi paradoxalement au développement d'une conscience collective chez ces populations marginalisées des Territoires en même temps qu'elle permet de renouer des liens entre Gaza et la Cisjordanie.

1.2. Une relecture révolutionnaire du religieux

Dans les trois cas, c'est de l'accès barré à la modernité et aux frustrations que naîtra une volonté d'émancipation de ces communautés marginalisées. En leur sein, des leaders politico-religieux vont émerger avec des discours prônant un retour à la Tradition qui s'oppose à une modernité « aliénante ». Mais ce qui se présente comme un retour aux valeurs « vraies » est en réalité une réinvention du religieux. En effet, dans les trois cas, on assiste à une réinterprétation du religieux sur un mode « révolutionnaire » par des avant-gardes, qui visent avant tout à émanciper politiquement ces communautés. La lutte révolutionnaire prétend partout remettre en cause la société au nom d'une mission rédemptrice. La relecture « révolutionnaire » que font ces mouvements du religieux se place en opposition aux pratiques religieuses traditionnelles quiétistes. Les autorités religieuses ont en général adopté une position de neutralité ou d'indifférence vis-à-vis des autorités étatiques. Elles encouragent leurs oyes à accepter les difficultés et les injustices du monde temporel en attendant la délivrance et la félicité que promet le royaume de Dieu.

Les autorités ultra-orthodoxes ont adopté une position d'indifférence vis-à-vis des institutions étatiques de l'Etat d'Israël auxquelles elles dénient toute légitimité considérant qu'elles contreviennent au dessein divin qui avait placé le peuple juif en diaspora. Le clergé chiite, de son côté, du fait des persécutions dont les chiites ont été

[715] Sara Roy rappelled ainsi le contexte du développement des institutions sociales de la confrérie : « *During the 1970s and 1980s, the Muslim Brotherhood via the Mujamma and other institutions positioned themselves as critical social actors, at times indispensable so. In addition to their providing a range of social services, I personally remember stories of the role they played in mediating clan disputes (often without charge), which became a key area of focus and means of consolidating ties with the grass roots, particularly with the more marginalized elements of society who had no other source of appeal. Not only did their mediatory role accord to the Islamic institutions great social prestige, especially in a society where customary prevails (in the absence of law); it enabled them to empower the poor and provide them with a geater sense of equity and*

victimes dans le monde sunnite, adopte une position bienveillante vis-à-vis des autorités étatiques libanaises. Enfin, la confrérie palestinienne profite, de son côté, de la bienveillance des autorités d'occupation pour développer ses activités. A l'opposé, ces relectures « modernistes » de la tradition religieuse place le croyant au centre du processus de rédemption. Ce croyant conscient, « éveillé » par le retour aux vraies valeurs religieuses, devient ainsi l'agent de sa propre émancipation d'une modernité jugée aliénante.

1.2.1. Un sionisme religieux « modernisé »

En Israël, au début des années 1950, c'est au sein d'une *yeshiva* de *Kfar Haroeh*, établie dans une communauté agricole religieuse-nationaliste de la plaine du Sharon que nait une mouvance qui révolutionnera le sionisme religieux. Cette *yeshiva* est dirigée par un élève d'Abraham Kook le père, dont l'influence est relativement minoritaire à cette époque au sein de la mouvance sioniste religieuse, *Hapoel Hamizrahi*. En effet, de son vivant, les enseignements du rabbin Kook avaient suscité la défiance du fait de ses prophéties obscures sur le destin national d'Israël. Cette mouvance prétend offrir une alternative « moderniste » au sionisme religieux et ainsi le faire sortir de la marginalité, du « ghetto »[716], que lui impose l'Etat.

> *« Out of the ghetto feeling and of the political and cultural marginality that the new secular state had imposed on religious Zionism in the first decades of the statehood, this yeshiva enhanced the self-awareness of a national-religious and cultural human mission and uniqueness. »*[717]

La tendance « moderniste » qui émerge au sein du sionisme religieux à cette époque prétend donc remettre en cause le caractère séculaire des institutions étatiques israéliennes en remettant au centre de la sphère publique la Torah et ses valeurs. Cette

---

fairness in a system that had extremely limited options.", voir Sara Roy, *Hamas and Civil Society in Gaza. Engaging the Islamist Social Sector*, Princeton University Press, Princeton, 2011, p.75

[716] Un des cadres spirituels de cette mouvance, le rabbin Neriah, déclarait ainsi en 1952 :« *Our problem [is] to relate to the state, which does not allow the Torah of Israel to determine its image. We do not want a ghetto but others are forcing us into one*.", cité par Idith Zertal et Akiva Eldar, *Lords of the Land. The War Over Israel's Settlements in the Occupied Territories, 1967-2007*, trad. anglaise, Nation Books, New York, New York, 2007, p.188

[717] Idem, p.188

tendance exprime un refus de la « religion séculaire » créée par le nationalisme étatique de la période Ben Gourion. Elle se veut une forme d'alternative aussi bien moderniste que nationaliste. Le rabbin Neriah affirme ainsi en 1952:

> *« The entire Torah must be translated into the reality of language of our generation in all the modern pipelines. »*[718]

Au même moment, émerge un groupe clandestin, le « Gahelet », qui signifie la « Braise » (acronyme hébreu d' « avant-garde étudiant la Torah ») ; constitués par des élèves de *yeshivas*. Tous issus de familles ashkénazes traditionnalistes, de la classe moyenne urbaine, ces jeunes religieux sont des produits d'une modernité dont ils refusent les valeurs. Ce groupe se présente comme :

> *« an ember for generations and be the seed of an entire nation that in the future will be observant of all the commandments and God's Torah.»*[719]

Tous les leaders spirituels de ce qui deviendra deux décennies plus tard le *Gush Emunim* sont issus du *Gahelet*. De la rencontre de cette avant-garde avec le fils du rabbin Kook naîtra le centre d'étude talmudique *Merkaz HaRav*, qui deviendra la référence idéologique et lieu de formation de l'élite de la fraction la plus radicale des religieux nationalistes. Celui-ci n'a pas l'érudition religieuse de son père, mais il reprend à son compte le travail de ce dernier en s'imposant comme son exégèse officiel. Surtout, il privilégie les textes de son père liés au *Eretz Israël* (recueil *Orot – Lumières* - publié en 1949). Le rabbin Kook fils développe notamment une interprétation « nationaliste » de la théologie de son père. Sa réinterprétation « religieuse » du projet sioniste le place ainsi en rupture avec la tradition ultra-orthodoxe puisqu'il considère l'exil comme une période de disgrâce du peuple juif, nécessaire sur le chemin du retour vers la Terre d'Israël.

Toute l'exégèse du rabbin Kook fils est sous-tendue par une tension entre mort et vie qui renvoie au clivage entre diaspora et Terre d'Israël-existence nationale et donc par conséquent, sionisme. L'Holocauste, relu à travers ce prisme, devient une

[718] Idem, p. 189

étape, certes immensément tragique, mais nécessaire sur le chemin de la renaissance (*tikkun*). Kook fils voit dans la Shoah, « *a 'heavenly surgery », a « deep, hidden, divine therapy aimed at purging [us] of the impurity of exile », and « the angry blow of the Lord's hand [aimed at] removing us from the nations and their worthless culture* »[720]. Ainsi, la renaissance ne peut advenir qu'à travers une construction nationale, l'Etat d'Israël, dont les frontières doivent à terme s'étendre à l'ensemble du Grand Israël. La renaissance du peuple juif dépend donc de ses efforts en vue de la réalisation de ce projet. Dans cette perspective, les « soldats du Messie » que constituait l'élite du *Merkaz Harav* entendent bien jouer un rôle d'avant-garde dans ce grand plan divin.

La rencontre avec *Gahelet* lui donne une stature d'autorité religieuse qui lui permet d'acquérir au fil des années une influence politique considérable dans le milieu religieux-nationaliste. Cette avant-garde constitue la première tentative de dépassement du sionisme laïc dominant, incarné par les Travaillistes. La colonisation de la Terre n'est, selon le rabbin Kook père[721], qu'une étape sur le chemin de la Rédemption du peuple juif, une renaissance nationale qui sera couronnée par la venue du Messie. Dans ce plan divin, les sionistes laïcs ont joué un rôle sans le savoir. En croyant coloniser la Terre d'Israël pour établir la souveraineté de l'Etat hébreu, ils ont en réalité fourni le cadre nécessaire au développement de la colonisation de la Terre d'Israël. C'est pourquoi la guerre des Six Jours est vécue comme une transcription dans la réalité du plan divin et va encourager certains membres de l'élite du *Merkaz HaRav* à tenter d'accélérer le processus de rédemption en colonisant le Grand Israël. La rencontre entre cette tendance « moderniste », révolutionnaire, du sionisme religieux et la droite nationaliste vont ainsi créer les conditions favorables à l'émergence du mouvement des colons.

---

[719] Idem, p.189
[720] Voir Shlomo Aviner, *Conversations with Rabbi Zvi Yehudah* (Hébreu), Keshet, 1980, cité par Idith Zertal et Akiva Eldar, op.cité, p.198
[721] Idem, p.194

1.2.2. Emergence d'un chiisme « moderniste »

Au même moment, au Liban, la diffusion d'un chiisme « moderniste » sous l'influence de trois figures religieuses[722] opère progressivement un renversement de l'ordre établi en plaçant l'individu chiite au centre d'un processus de renaissance islamique. Sous l'influence de l'Imam Moussa al Sadr, de l'Ayatollah Mohammad Mahdi Shamseddine et de l'Ayatollah Mohammad Hussein Fadlallah, inspirés par les idées « modernistes » qui agitent l'enseignement supérieur chiite à Najaf en Irak, la communauté chiite commence à sortir de sa marginalité. Ce chiisme « moderniste » s'oppose au quiétisme qui caractérise traditionnellement le chiisme libanais, en proposant de replacer l'Islam au centre de la sphère sociale. Cette attitude quiétiste, résultat des persécutions qu'avait subies la communauté chiite libanaise au cours des siècles précédents, plaçait le croyant dans une attente passive de l'Imam du temps (le Douzième Imam occulté). Il acceptait les injustices qui lui étaient faites et qui « l'abêtissaient » selon l'interprétation d'Ali Shariati[723], qui sera l'un des idéologues de la révolution iranienne. Par conséquent,

> *« le croyant épousait une attitude doloriste en s'exilant mentalement dans une Fin des temps qui laissait aux régimes despotiques et injustes tout le loisir de dominer le peuple ici-bas »*[724].

---

[722] Ces trois penseurs ont recherché une voie alternative au capitalisme et au communisme. Ces deux modèles correspondaient à des modèles importés par l'Occident. Ces trois penseurs considéraient à la suite de Mohammad Baqr al Sadr que l'islam devait être le modèle d'organisation politique de la société. La transformation révolutionnaire de la société passait donc par une réislamisation sociale et politique. Sur les influences intellectuelles de ces trois penseurs, voir Roger Shahanan, op. cité, pp.142-147 et sur le développement de l'activisme des oulémas chiites au Liban dans les années 1960-70, voir idem, pp.147-163

[723] Moussa al Sadr fut particulièrement inspiré par l'appel à la rupture avec le quiétisme traditionnel chiite et le passage à l'action pour œuvrer au destin politique de la communauté d'Ali Shariati. Celui-ci disait ainsi que : « *L'action protège l'homme du mysticisme et de la prêtrise, et notamment du mysticisme intellectuel qui limite le penseur à sa seule fonction d'homme pensant et l'entraîne automatiquement à une sorte de particularisme. [Au contraire], les plus grands penseurs et les Imams révolutionnaires étaient des travailleurs […] L'imam Ali, magnifique essence philosophique, intellectuelle et gnostique, travaillait à Yanbu' […] L'action est un immense miracle, elle accorde le don de se débarrasser de toutes les valeurs aristocratiques, de la faiblesse de la bourgeoisie, des coutumes de la classe parasite, opulente et malade, et de se fondre dans la classe des déshérités. C'est par cette voie que l'homme se transforme d'un homme semi-parasite en un homme semi-prophète. […] La lecture de littérature révolutionnaire et progressiste, l'art de l'opposition et de la résistance et la culture offensive sont, pour nous, comme l'eau, indispensables à la vie, l'âme ayant toujours besoin de deux bases : la culture et la foi. […] Malgré notre foi dans l'islam, tout ce qui est enseigné aux gens aujourd'hui et qui tend à montrer la puissance, la sainteté (**wilâya**) de l'imam Ali et le martyre de l'imam Husayn les anesthésie. Cette poésie ne rend pas les gens fidèles à l'imam Ali et à l'imam Husayn, mais les éduque pour être les « chiens du seuil de l'Imam* ». », voir l'extrait d'Ali Shariati, *Construire l'identité révolutionnaire*, Dar al Bouraq, Beyrouth, 2010, cité par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe – XXIe siècle*, Coll. U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011, pp.260-261

[724] Farhad Khosrokhavar, « Le modèle Bassidji (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30, automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 28 octobre 2012. URL : http://conflits.revues.org/680, p.3

Moussa al Sadr arrive d'Iran en 1959. Il devient le successeur désigné de Sayyed Abdel Hussein Sharafeddine, le mufti de Tyr, la plus haute autorité chiite libanaise de son temps. Il s'installe à Tyr, où il devient rapidement une figure charismatique. Il attire les notables de la communauté autant qu'il suscite la curiosité des mouvements de gauche ou d'autres franges de la communauté libanaise. Moussa al Sadr commence à bâtir un réseau d'institutions sociales, tout d'abord à Tyr, afin de prendre en charge les éléments les plus défavorisés de la communauté chiite. Son projet phare est l'Institut du *Jebel Amil*, situé à *Bourj as Shamali*, à la sortie de Tyr. A Beyrouth, il ouvre un hôpital et plusieurs orphelinats. Sadr attire les sympathies de la classe moyenne chiite, qui cherche à échapper aussi bien à la férule des féodaux chiites qu'aux discours laïcs des partis de gauche. Son discours de justice sociale s'adresse avant tout, à la différence des partis de gauche, à la communauté chiite et remet en cause le pouvoir des grandes familles chiites. Sadr tente d'affaiblir leur influence en promouvant la création en 1967 d'un Haut Conseil chiite[725] qui devient la principale représentation des chiites libanais.

L'année suivante, la *Harakat al-Marhummin*, le Mouvement des Déshérités, est créé.[726] Cette plateforme qui se veut œcuménique, regroupe en réalité une majorité de chiites. Sadr parvient ainsi à reconnecter les différentes populations chiites éparpillées sur le territoire libanais autour d'une identité communautaire unique et ce faisant, s'attire l'opposition de l'*establishment* religieux chiite (oulémas).[727] Il est, à la tête du Haut Conseil islamique chiite, assisté par l'*Ayatollah* Shamseddine[728]. Comme l'Imam Sadr, ce dernier a commencé à prêcher dans les mosquées de la banlieue est de Beyrouth (*Dekwaneh*) au début des années 1960, puis s'est installé dans la banlieue sud (*Chiyah*), où il a pris la direction de l'Association culturelle et de charité. Les idées progressistes de Shamseddine sont diffusées auprès du milieu intellectuel et de la jeunesse chiite à travers l'Institution islamique pour les Arts. Si l'influence intellectuelle de Shamseddine sur la communauté chiite est bien réelle,

[725] L'article 1 de la charte du Haut-Conseil proclame ainsi : « *The Muslim Shi'a community ... independent in its religious affairs, endowments and institutions, has representatives from within who speak and act on its behalf according to the prescripts of the honourable* ***shari'a****, and the jurisprudence of the Jafa'ri doctrine within the framework of the* ***fatwa****, issued by the general* ***marji'*** *of the community in the world*. », voir Rodger Shahanan, op. cité, p.164

[726] Voir Nicholas Blanford, op.cité, p.17. Sur l'histoire d'*Amal* et de l'Imam Sadr, voir Joseph Alagha, *The Shifts in Hizbullah's ideology. Religious Ideology, Political Ideology, and Political Program*, Amsterdam University Press, Amsterdam, 2006, pp.26-33

[727] Idem, p.16 et Rodger Shahanan, op. cité, pp.164-171

[728] Voir Naïm Qassem, *Hizbullah. The Story from Within*, version actualisée, Saqi, Londres/Beyrouth, 2010, pp.58-59

elle est toutefois éclipsée par la forte personnalité charismatique de l'Imam Sadr. Alors que ce dernier appelle à une mobilisation armée contre l'occupation israélienne, Shamseddine choisit la voie de la désobéissance civile, qui se solde par un échec.

Dans l'après-guerre des Six Jours, la population chiite libanaise se trouve prise au piège de la confrontation entre les forces israéliennes et la résistance palestinienne qui commence à établir des bases au Sud Liban à partir de 1968[729]. Si les attaques israéliennes contre le territoire libanais n'ont jamais cessé depuis l'armistice de 1949, entre 1968 et 1974, elles connaissent alors une augmentation drastique. Par ailleurs, lors de la guerre de 1967, les forces israéliennes s'étaient emparées des fermes de *Chebaa* et de certaines zones situées sur les flancs ouest et sud du mont Hermon. La politique de « neutralité » des autorités libanaises vis-à-vis des attaques israéliennes laisse les populations du Sud Liban, à majorité chiite, prises en étau par les représailles israéliennes et le comportement souvent agressif des forces palestiniennes. A partir de 1974 pas une journée ne se passe sans échanges d'artillerie entre l'OLP et Israël au « *Fatahland* ». Mais les tensions internes au Liban et la faiblesse de l'Etat libanais empêchent de dégager une position libanaise commune à l'égard de la résistance palestinienne.

C'est dans ce contexte que Moussa al Sadr appelle officiellement le gouvernement à prendre des mesures contre les incursions israéliennes. En dépit de son hostilité affichée à Israël, Sadr souligne par ailleurs la responsabilité de l'OLP dans les souffrances supportées par la population du Sud Liban du fait de la présence armée palestinienne. Au début de 1974, devant l'immobilisme du gouvernement libanais, Sadr en appelle pour la première fois à la lutte armée contre la menace israélienne et pour la conquête des droits des Déshérités. Cet appel à la révolution et à la lutte armée prononcé lors d'un rassemblement dans la *Bekaa* (à *Bidnayil*) constitue l'acte fondateur de ce qui va devenir presque une décennie plus tard la Résistance islamique libanaise.

Un mois plus tard, il prononce un nouveau discours à *Baalbek* où il déclare que les « *armes sont les parures des hommes* ». Il appelle les différents clans chiites

[729] Voir Nicholas Blanford, op.cité, p.17

de la *Bekaa* à dépasser leurs inimitiés pour joindre leurs forces au sein d'une force commune pour défendre le Sud contre Israël. D'autres rassemblements du même type suivent et contribuent à populariser le discours de Sadr et à faire entrer le Mouvement des Déshérités dans l'espace public libanais[730]. Par la suite, Sadr recrutera des combattants pour former l'aile militaire du Mouvement des Déshérités, les *Afwaj Muqawamma al Lubnaniyya* (Bataillons de la Résistance libanaise), *Amal* en arabe. Il recrute largement au sein des universités les deux premières années. Ensuite, les cadres d'*Amal* sont formés secrètement dans les camps du *Fatah* dans l'est de la *Bekaa*. Or, la révélation de la constitution d'une aile militaire décrédibilise le mouvement social de Sadr, qui entame à partir ce moment-là un lent déclin[731].

Au début des années 1960, l'*Ayatollah* Fadlallah va lui aussi contribué à donner une nouvelle visibilité à la communauté chiite au sein de la sphère sociale libanaise. Hussein Fadlallah est le fils d'un ayatollah respecté du Sud Liban. Il a étudié à Najaf en Iraq dans les années 1950. De cette époque, il conservera toute sa vie une défiance vis-à-vis des mouvances communistes et ba'thiste iraquiennes. Au début de 1958, Fadlallah se rapproche du nouveau parti *Hizb al Da'wa al Islamiyya* (« Parti de la Prédication Islamique ») et de Sayyed Mohammed Baqr as Sadr. Ce parti prône une révolution islamique afin de faire contrepoids au développement des partis de laïcs et de gauche. Même si Hussein Fadlallah nie toujours avoir occupé une quelconque fonction au sein du parti, il représente sans nul doute une influence conséquente sur son idéologie, notamment à travers le concept d' « islam dynamique ».

En 1966, il quitte l'Irak pour le Liban. Il s'installe dans le quartier de Beyrouth-Est de *Nabaa*, peuplé en majorité de chiites pauvres du Sud et de réfugiés palestiniens. Fadlallah, avec le soutien financier d'un homme d'affaires local, ouvre l'association socio-culturelle *Osrat al Taakhi* (« La Famille de la Fraternité ») ainsi qu'une salle de prière et une *husseiniyah* (lieu de réunion pour les hommes pratiquants). Il commence à prêcher auprès de la jeunesse chiite désœuvrée des quartiers Est de Beyrouth attirée en masse par les mouvements de gauche. Inspiré par le modèle de *Najaf*, il fonde le *Mahad al Sharia' al Islami* (« L'institut de Droit

[730] Voir Nicholas Blanford, op.cité, p.21

islamique »), seule institution pour les études supérieures islamiques au Liban[732]. Fadlallah acquiert rapidement une solide réputation parmi les pauvres de la banlieue Est de Beyrouth mais aussi parmi les étudiants, notamment du fait de sa vision d'un Islam universel, plus progressiste et en phase avec le monde moderne. Il crée d'ailleurs en 1966 *Al Ittihad al Lubnani lil Talabah al Muslimin* (« Union libanaise des Etudiants musulmans ») qui lui permet de toucher la jeunesse éduquée.

Parmi ses disciples, on retrouve de nombreux fondateurs du *Hezbollah* tels que le Cheikh Ragheb Harb, qui étudia à *Najaf*, ou encore Imad Moughniyeh et Hassan Nasrallah. Ce dernier habitait à la *Karantina*, près de *Nabaa*. Toute sa famille quitta la *Karantina* pour leur village près de Tyr (*Bouzourieh*) juste avant que les *Kataeb* ne s'emparent du quartier, dont ils feront leur QG. *Bouzourieh* est un bastion communiste au milieu des années 1970. Nasrallah[733] y monte un groupe d'études islamiques avec quelques jeunes du village, puis rejoint *Amal* dont il est nommé représentant pour le village. Il part ensuite étudier à *Najaf*, où il rencontre un proche de Baqr as Sadr, Abbas al Mussawi, qui deviendra son mentor. Du fait de la répression des autorités ba'athistes iraquiennes à *Najaf*, Nasrallah rentre quelque temps plus tard au Liban, accompagné de Mussawi.

Cette émergence d'un chiisme « moderniste » créera dans le contexte mouvementé du début de la guerre civile les conditions favorables à une mobilisation de la communauté chiite libanaise. L'attaque du *Fatah* contre un bus sur la route côtière près de Tel Aviv provoque le déclenchement de l'opération *Litani*. A l'issue des affrontements, les forces israéliennes installent une première ceinture de sécurité en territoire libanais, tenue par les miliciens chrétiens de l'Armée du Liban libre du major Saad Haddad, créée deux ans auparavant avec l'aide d'Israël[734]. Puis quelques mois plus tard, Sadr disparaît en Libye. Sa disparition subite et dans des circonstances

---

[731] Voir Nicholas Blanford, op.cité, p.22
[732] Voir Nicholas Blanford, op.cité, p.25-26
[733] Voir l'interview accordée par Hassan Nasrallah au journal libanais *Nida al Watan* du 31 août 1993, où il raconte son enfance, son passage par *Najaf* et sa participation à la création du Hezbollah lors de son retour au Liban accompagné d'Abbas al Mussawi, voir Nicholas Noe, *Voice of Hezbollah. The Statements of Sayyed Hassan Nasrallah*, Verso, New York/Londres, 2007, pp.116-143
[734] En 1976, Shimon Pérès, alors Ministre de la Défense, soutient la création de l'Armée Libre du Liban, formée par un noyau de 400 officiers et soldats dissidents de l'Armée libanaise et originaires du Sud, que viennent renforcer 300 miliciens des Phalanges libanaises et des Gardiens du Cèdre.

obscures fait de lui un mythe, certains le comparant même à l'Imam caché (*Mahdi al Montazar*). La direction d'*Amal* est reprise par Nabih Berri, qui donne une orientation beaucoup plus laïque au parti. Plusieurs activistes influents du parti *Da'wa*, tels que Nasrallah, qui avaient été proches d'*Amal* dans leur jeunesse, rejoignent le mouvement dans l'espoir de renforcer en son sein la fraction islamiste. Cette fraction s'ingénie à organiser de nombreuses activités en vue d'éveiller les masses à l'islam[735]. Le mouvement est la seule organisation politique chiite à proprement parler à cette époque et Nabih Berri est loin de pouvoir combler le vide laissé par la disparition de l'Imam Sadr.

Au même moment, la Révolution islamique iranienne, guidée par l'Imam Khomeiny, fait la preuve du potentiel révolutionnaire de l'islam. Khomeiny avait été exilé d'Iran pour ses critiques contre le régime du Chah en 1964 et s'était installé à *Najaf* où il avait gagné une aura certaine parmi les étudiants et les clercs chiites. Dès le milieu des années 1970 il avait développé une théorie du gouvernement islamique, connue sous le nom de *wilayet al faqih*[736]. Les débats qui agitaient le milieu théologique à *Najaf* portaient sur les moyens concrets de mettre en œuvre la révolution islamique alors que ceux de *Qom* portaient sur les dimensions plus culturelles et intellectuelles de l'islamisation de la société. Ainsi, dès les années 1970, des partisans de Khomeiny ont suivi des formations dans les camps d'entraînement de la résistance palestinienne au Sud Liban. L'influence des idées modernistes de *Najaf* sur le milieu intellectuel chiite libanais, combinée aux premiers contacts avec la direction de la nouvelle République islamique d'Iran, ont créé l'environnement intellectuel propice à l'émergence d'une organisation islamique et nationaliste au sein de la communauté chiite libanaise. Le déclenchement de l'opération *Paix en Galilée* va précipiter le basculement dans la lutte armée des futurs cadres du *Hezbollah*.

[735]Voir Nicholas Blanford, op.cité, p.33 et Rodger Shahanan, op.cité, pp.164-171

[736] Durant ses années d'études et d'enseignement à *Qom*, de 1922 à 1964, date de son exil à *Najaf*, Khomeiny, très critique vis-à-vis du gouvernement du *Chah*, avait développé une théorie du pouvoir chiite autour du concept de Juriste-théologien (*wilayat al faqih*). Ses écrits sont regroupés dans le recueil *Khomeiny et l'Etat islamique* (*Khomeiny wa al-Dawla al Islamiyya*). Cette théorie est en grande partie une réponse à celle de l'*Ayatollah* Abu al Qassem al Khoï, un autre proéminent théologien de *Najaf* qui s'opposait à l'intervention des religieux en politique. La théorie du gouvernement islamique a modelé le système de la République islamique iranienne et influencé la conception du politique du *Hezbollah*.

1.2.3. Une nouvelle génération de Frères musulmans palestiniens

Dans les années 1960, la génération de Frères musulmans palestiniens qui grandit dans l'après-*nakba* émerge progressivement comme une nouvelle force politique au sein des Territoires occupés. Ils tireront profit des nouvelles conditions créées par l'occupation pour mobiliser la population autour d'un islam politique, dont allaient sortir au cours des années 1980 le Jihad islamique palestinien et le *Hamas*. Pour cette nouvelle génération de Frères, la *nakba* est essentiellement liée à l'éloignement de la population palestinienne de l'islam. Le salut national viendrait d'un nouvel homme Palestinien édifié par sa foi en l'islam:

> *« The progressive distancing from Islam and from a conscious and rigorous observance of faith in daily life had, from their point of view, been the principal cause of the nakba. To redress this defeat, it was necessary to start from the pillars upon which a normal society is founded; it was necessary to rebuild ethical foundations, the religious creed, traditional and conservative values. And in order to do this, it was necessary not only to address a perceived lack of religion, but also to encourage a sense of basic social stability: family, health, freedom from poverty, childcare, and the reconstruction of women's traditional role as an element of social cohesion, especially in conditions as degraded as those found in the refugee camps."*[737]

Des jeunes du camp de réfugiés *al Shati* vont se regrouper autour d'Ahmad Yassin, un instituteur handicapé formé en Egypte. Son séjour dans les prisons égyptiennes lors de la répression nassérienne de 1965 lui donne une stature particulière dès son retour dans la bande de Gaza auprès de ces jeunes réfugiés. Ahmad Yassine met à profit la relative liberté laissée par les autorités israéliennes aux institutions non gouvernementales, en particulier les associations de charité islamique, pour ouvrir une première institution en 1973, *al Jama'iyah al Islamiyah* (« l'Association islamique »). Forts de ce premier succès, les Frères créent en 1976, dans le Sud de Gaza-Ville (*Jawrat al Shams*) le *Mujamma' al Islami* (« le Centre Islamique ») afin de fournir des services sociaux, médicaux et éducatifs à la population de Gaza. Fondé grâce à des fonds privés venus de Cisjordanie, le Centre

[737] Voir Paola Caridi, op.cité, locations 675-680

finance la construction de nombreuses mosquées, jardins d'enfants, écoles et cliniques. Rapidement, une deuxième branche ouvre à *Khan Younis*. Déçus par le nationalisme arabe, les jeunes sont le segment de la population le plus influencé par ce renouveau islamique. Dès les années 1970, les Frères palestiniens commencent à recruter parmi les lycéens. L'Association islamique offre à cette jeunesse désorientée par l'occupation un nouveau modèle de vie, islamique, à travers tout un panel de services socio-éducatifs et d'activités de loisirs. Afin de compenser les besoins croissants de financement requis par ces deux institutions, les Frères établissent des comités de *zakat* partout dans les Territoires, qui avec le temps reçoivent également des fonds venus de la diaspora.

L'Association gagne rapidement la sympathie d'une partie des Gaziotes grâce à la réimpression des œuvres de Sayyid Qotb, présenté comme un idéologue révolutionnaire, victime de la répression nassérienne. Deux ouvrages de Qotb auront une influence particulière sur la nouvelle génération de la confrérie : *A l'ombre du Coran* (*Fi-zol al Quran*) et *Jalons sur la route* (*Ma'alim fil Tariq*). Dans ces ouvrages, Qotb appelle de ses vœux la création d'une avant-garde intellectuelle pour porter le projet d'une renaissance islamique qui passe avant tout par une reconstruction identitaire du musulman. Cet islam conscient, centré sur ce que Qotb appelle le « Soi islamique », doit permettre aux musulmans de résister face à la déculturation occidentale[738]. Comme le rappelle Olivier Carré, chez Qotb, le retour à une véritable conscience islamique devient l'instrument de la lutte contre l'oppression :

> *« la souveraineté exclusive de Dieu, Hakimiyya Allah, s'oppose à la tyrannie, al-taghut, entendue comme une impiété, et à la société ignorante, jahiliyya, en référence à la société antéislamique, qu'elle soit occidentale ou qu'elle se dise musulmane. Car, pour Sayyid Qutb, la société*

[738] Sayyed Qotb dit ainsi que « *la société de l'ignorance antéislamique* ***(jâhiliyya)****, c'est toute société autre que la société islamique. […] Le royaume de Dieu sur la terre ne consiste pas en ce que la souveraineté sur terre soit exercée par des hommes considérés comme supérieurs, les hommes de religion, comme lors du pouvoir de l'Eglise, ni non plus par des hommes qui parleraient au nom des dieux, comme dans ce que l'on appelle la « théocratie », c'est-à-dire le pouvoir sacré divin. Il s'agit que ce soit la Loi sacrée qui gouverne et que le recours se fasse à Dieu en conformité avec les lois claires qu'Il a édictées. […] Or cette société n'existera pas avant que ne se forme une communauté d'hommes décidés à servir Dieu et Dieu seul de tout leur cœur, et qui ne servira nul autre que Dieu, qui ne servira que Dieu dans sa foi et sa vue du monde, qui ne servira que Dieu dans sa pratique religieuse, qui ne servira nul autre que Dieu dans l'ordonnance et les lois de la vie*. », voir l'extrait de Sayyid Qotb, *Ma'âlim fi l-tarîq*, Le Caire, 1965, cité par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-

> *égyptienne connaît une phase de décadence, morale et culturelle, du fait de l'occidentalisation des mœurs et des esprits […]. Le combat sacré, jihad, [se transforme alors] en une possible révolte et révolution contre les gouvernements nominalement musulmans eux-mêmes. La guerre classique devient aussi bien une guerre intérieure»*[739]

Le Jihad islamique, qui sera largement influencé par la pensée qotbiste, restera cependant toujours opposé à cette idée de « *fitna* » à l'intérieur de l'islam et c'est pourquoi, il veillera toujours à adopter une position de médiateur au sein de la scène palestinienne. La rupture qu'opère Sayyid Qotb avec le quiétisme traditionnel de la confrérie va ouvrir la nouvelle génération des Islamistes palestiniens à l'idée d'un Islam politique.

L'Association islamique n'est pas la première institution islamique de la Bande[740], mais sa vision de l'Islam diffère de ses consœurs par sa dimension politique. Elle cherche à conscientiser les populations déracinées par l'exil et marginalisées par la vie dans les camps ou dans les zones rurales des Territoires à travers leur retour vers la « vraie » foi islamique. L'éveil de ces défavorisés à la vraie foi doit les éloigner de l'impiété que représente les factions laïques de l'OLP d'un côté et de l'influence des mœurs répréhensibles auxquelles étaient confrontése ces populations lorsqu'elles travaillent quotidiennement en Israël. Pour les Frères, la menace principale reste l'acculturation de la société palestinienne, ce qu'exprime d'ailleurs très bien la fondatrice de la Branche des Femmes du Hamas :

> *«Young people used to go from Gaza to Israel to work, instead of going to school, driving Palestinians toward ignorance. We wanted to avoid*

Jaouen et Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe – XXIe siècle*, Coll. U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011, pp.257-258

[739] Voir Olivier Carré, *L'Utopie islamique dans le Moyen-Orient arabe*, Presses de la FNSP, Paris, 1991, p.23, cité par Wissam Al Haj, Nicolas Dot-Pouillard et Eugénie Rébillard, *De la théologie à la libération ?*, éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2014, locations 998-1004.

[740] Lors de son émergence, l'Association islamique dut faire face à la concurrence des institutions plus conservatrices et déjà établies de longue date dans la Bande telles que *al Jam'iyyat Tahfiz al Qur'an* (« Association pour la mémorisation du Coran »).

illiteracy and ignorance, and therefore we founded associations that promote culture, sports, education, assistance."[741]

Cette troisième génération de Frères musulmans profite des autorisations accordées par les autorités israéliennes aux jeunes des Territoires pour aller poursuivre leurs études dans les universités du monde arabe. Ces facilités poursuivent la politique mise en œuvre précédemment par les autorités égyptiennes pour les jeunes gaziotes. La création d'une section étudiante des Frères palestiniens au Koweït au milieu des années 1970 permet un début d'islamisation de la population étudiante palestinienne et le recrutement de diplômés, dont certains, à l'image de Khaled Meshaal, deviendront des cadres influents du *Hamas*. Par ailleurs, dans les Territoires, la relative liberté en matière d'éducation laissée par les autorités israéliennes se traduit aussi par l'ouverture d'institutions d'enseignement supérieur. A la différence des étudiants qui se rendent dans les universités arabes, ceux qui fréquentent les universités de Cisjordanie et de Gaza sont en général issus des camps de réfugiés et des zones rurales[742]. Ainsi, l'ouverture des universités palestiniennes contribue-t-elle à l'émancipation sociale et politique des classes les plus pauvres des Territoires. En effet, les universités sont les seuls endroits des Territoires où la mobilisation politique est tolérée.

En 1978, le retour dans les territoires d'un nombre croissant de diplômés d'université étrangères encourage la confrérie à créer sa propre université à Gaza, l'Université islamique. Cette institution renforcera l'audience et le prestige des Frères auprès de la population de la bande de Gaza. L'université attire des milliers d'étudiants, jeunes hommes et femmes venus de l'ensemble des territoires, pour suivre un enseignement académique, « islamique », de qualité. Les membres et sympathisants de la diaspora sont mis à contribution pour financer le développement de cette institution, qui participe sans nul doute à renforcer l'aura de la confrérie au sein de la population palestinienne. Les universités palestiniennes, où ont lieu des élections étudiantes libres, vont rapidement devenir le théâtre d'affrontements parfois

[741] Propos d'un entretien de Jamila Abdallah Al Taha Shanti avec Paola Caridi, rapportés par l'auteur dans son ouvrage, *Hamas: From Resistance to Government*, Seven Stories Press, Kindle Edition., 2012, Kindle Locations 684-686.

[742] Sur l'évolution de l'enseignement supérieur dans les Territoires occupés et la création de l'Université islamique de Gaza, voir Vincent Romani, « Université et universitaires palestiniens d'une Intifâfa à l'autre. Une académie en routine de crise. », dans *Egypte/Monde arabe. Deuxième série*, 6/2003 [en ligne], mis en ligne le 8 juillet 2008, URL : http://ema.revues.org/929.

sévères[743] entre l'islamisme politique naissant et les factions nationalistes de gauche. Au début des années 1980, les étudiants liés à la confrérie remportent les élections dans les majorités des institutions techniques de Cisjordanie et la Bande. L'occupation permet en outre, en 1978, la réunification des branches gaziote et cisjordanienne de la confrérie au sein du Comité palestinien de l'Association de la Grande Syrie des Frères musulmans (*Tanzim Bilad al Sham*), qui réunit les Frères de Liban, de Palestine, de Syrie et de Jordanie.

1.2.4. Les Avant-gardes islamiques

C'est dans ce contexte que va se former dans les universités égyptiennes au cours des années 1970 une petite avant-garde intellectuelle, d'où sortira quelques années plus le Mouvement du Jihad islamique palestinien. Dans ces années, la jeunesse palestinienne découvre les idées révolutionnaires de gauche et laïques qui agitent les universités égyptiennes. C'est d'ailleurs dans ces universités que se sont rencontrés les membres fondateurs de ce qui deviendra plus tard le Mouvement du Jihad Islamique palestinien. Comme les futurs leaders du *Hamas* ou les membres fondateurs du *Gush Emunim*, l'avant-garde intellectuelle, d'où sortiront les membres fondateurs du Jihad palestinien, est issue d'un milieu conservateur mais représente une certaine forme de modernité. Pour la plupart, ils se destinent à des professions libérales et constituent donc une élite instruite. Fathi Shiqaqi étudie ainsi la médecine ; Ramadan Shallah, l'économie ; Abdallah al Shami, l'histoire et Taysir al Khatib, la littérature arabe. Seul Abdel 'Azziz al 'Awda étudie la théologie.

Regroupés autour de Fathi Shiqaqi, qui deviendra la figure centrale du mouvement, ces étudiants palestiniens originaires de Gaza ont tous été influencés par le retour à l'islam prôné par la confrérie. Toutefois, le rigorisme de la confrérie s'accommode de plus en plus avec les velléités d'ouverture intellectuelle des étudiants regroupés autour de Shiqaqi. Taysir al Khatib explique ainsi sa rupture intellectuelle progressive avec la confrérie :

[743] Des affrontements éclatent ainsi à l'Université *al Najah* de Naplouse en 1981, à l'Institut Polytechnique d'Hébron en 1982, à l'Université islamique de Gaza et à l'Université Birzeit en 1983. Voir Paola Caridi, op.cité, locations 794-798 et Jean-François Legrain, "Les Islamistes palestiniens à l'épreuve du soulèvement", in *Maghreb-Machrek*, n°121, Juillet-août 1998, p.8

> *« J'ai commencé à avoir une vision critique […]. Les Frères musulmans étaient absolument contre tout ce qui était en dehors du texte religieux. Mais pas n'importe lequel : celui des Frères. Je lisais Naguib Mahfouz, et je ressentais une certaine angoisse. C'est à ce moment que j'ai rencontré Fathi Shiqaqi, accusé par les autres Frères d'avoir des lectures qui enfreignent la conception islamique.»*[744]

Ce rigorisme est d'autant moins bien accepté qu'il s'accompagne d'une acceptation tacite des injustices de l'occupation et d'une dénonciation féroce des « infidèles » du mouvement de libération nationale, alors même que les « succès » de la Résistance au Sud Liban enflamment à cette époque le monde arabe. Ces jeunes sont certes pieux mais en phase avec leur temps, comme le prouve l'influence qu'exercent les écrits de Franz Fanon sur Fathi Shiqaqi. Pour lui, la déculturation des sociétés musulmanes est due, comme dans les autres situations coloniales, à la relation de domination entre colonisateurs et colonisés. De la même manière, la présence d'Israël, qui perçue comme un avatar de l'impérialisme occidental, a logiquement déstructuré la psyché palestinienne.

De ce noyau va naître une petite avant-garde intellectuelle, les Avant-gardes islamiques (*Tala'ih al Islammiyah*) en 1976. Elitiste, la mouvance a dû mal à recruter et ne dépasse pas les 70 membres en 1978. Avec le temps, les Avant-gardes islamiques prendront un positionnement plus politique et qui mènera à leur rupture officielle avec la confrérie au tournant des années 1980. Tout en restant fidèle aux auteurs qui inspirèrent la confrérie, elle en fait une relecture plus politique qui l'amène à questionner l'attentisme de la confrérie vis-à-vis de l'occupation. Anouar Abu Taha résume ainsi les frustrations de ce petit groupe face à une confrérie qui apparait de plus en plus déconnectée des réalités du terrain :

> *« le mouvement des Frères musulmans, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et dans le reste de la Palestine, ne brandissait pas l'étendard du jihad contre l'occupation israélienne, laissant ainsi la résistance et la lutte armée aux mouvements nationalistes. Cela suscita chez nous des*

[744] Propos d'un entretien des auteurs avec Taysir al Khatib, cité par Wissam Al Haj, Nicolas Dot-Pouillard et Eugénie

interrogations […]. Le mouvement des Frères en Palestine ajournait le jihad contre le projet sioniste. C'est cela qui ouvrit le débat parmi nous, un débat critique sur l'expérience des Frères musulmans[745]*».*

1.3. Les multiples facettes de la crise sociale des années 1970

La révolution iranienne, qui allait avoir un rôle de catalyseur sur la formation des organisations libanaise et palestiniennes, est, elle-même, le produit d'une crise sociale issue de la modernisation rapide de l'Iran des années 1950 aux années 1970.

1.3.1. La modernité du Chah et la révolution khomeyniste

L'Iran prérévolutionnaire du *Chah* est caractérisé par une crise sociale qui reflète les déséquilibres introduits par la modernité au sein de cette société.

Comme le rappelle Farhad Khosrokhavar, « *A la veille de la révolution, l'Iran se trouve dans une situation paradoxale : d'un côté, le pays connaît une période de croissance élevée, une intense modernisation mentale et matérielle, une grande ouverture des nouvelles couches urbaines modernisées, surtout de classes moyennes, vers l'Occident et des formes de modernité occidentales, et d'un autre côté, la fermeture quasi-totale du système politique, beaucoup plus nette que dans les années soixante, bloquant totalement l'accès des nouvelles couches modernisées à la scène politique. De cela naîtra un mouvement de contestation qui s'alimentera aussi à la crise du régime impérial (maladie du chah, avènement de Carter aux Etats-Unis et essor du thème des Droits de l'Homme, élimination de toutes les formes démocratiques de représentativité en Iran, discrédit total d'un système politique fondé sur les appareils de répression). L'essentiel est l'alliance malaisée des couches traditionnelles du bazar, de la fraction du clergé radicalisée sous Khomeyni, des intellectuels de gauche et d'extrême gauche et de toutes ces nouvelles couches*

Rébillard, op.cité, locations 744-748.

[745] Propos d'un entretien des auteurs avec Anouar Abu Taha, cité par Wissam Al Haj, Nicolas Dot-Pouillard et Eugénie Rébillard, *De la théologie à la libération ?*, La Découverte, Kindle Edition, 2014, Kindle Locations 800-804.

urbaines en voie de modernisation qui se sentaient spoliées de leur part de la modernité par le régime du chah. »[746]

Ainsi, dans les cas libanais et palestinien, on retrouve cette même crise sociale liée à l'exclusion de certaines classes « dé-paysannées » par l'exode rural, alors que les classes moyennes et supérieures des villes ont été les plus favorisées par la modernisation. Elles constituent à la fois la bourgeoisie économique en même temps que la bureaucratie. Ces classes « dé-paysannées » supportent d'autant moins bien leur exclusion que leur niveau d'instruction s'est amélioré et une grande partie de la génération née au tournant des années 40-50, a désormais accès à l'université, où elle se forme aux idéologies égalitaristes et révolutionnaires de gauche.

La révolution iranienne constitue un tournant majeur pour le *Hezbollah* autant que pour les Avant-gardes islamiques. Elle vient parachever un processus de maturation intellectuelle. Les Avant-gardes islamiques, enthousiasmées par les faits d'armes de la résistance palestinienne au Sud Liban, avaient déjà cherché à opérer une synthèse entre l'héritage intellectuel de la confrérie (Jamal al Din al Afghani, Hassan al Banna, Sayyid Qotb) et les figures « islamiques » des luttes anticoloniales (le cheikh Ben Badis en Algérie, Omar al Mukhtar en Libye, al Qassam en Palestine). Au projet « irréaliste » d'Etat islamique de la confrérie, qui devait régler l'ensemble des dysfonctionnements des sociétés musulmanes, dont la société palestinienne, la révolution islamique en Iran va fournir un contre-modèle, faisant la preuve du potentiel révolutionnaire de l'islam politique.

Fathi Shiqaqi est, à ce titre, particulièrement influencé par le penseur algérien Malek Bennabi[747], qui avait été proche du FLN. L'œuvre de ce dernier souligne la nécessité de développer les sociétés sorties du colonialisme. Cette approche pragmatique, influencée par le tiers-mondisme et dans une certaine mesure le nationalisme arabe, critique l'approche « traditionnelle » de la confrérie arcboutée sur la réislamisation de la société :

[746] Farhad Khosrokhavar, « Le modèle Bassidji (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30, automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 28 octobre 2012. URL : http://conflits.revues.org/680, pp.4-5
[747] Voir l'ouvrage de Malek Bennabi, *L'Afro-Asiatisme*, SEC, Alger, 1992

> *« Malek Bennabi a développé une vive critique de la confrérie à laquelle il reproche de manquer d'une vision globale de la politique et de l'économie. Si le prédicat islamique reste pour Bennabi d'une importance capitale, il ne constitue pas en soi un projet total de société. Il reste en effet à définir précisément le modèle « civilisationnel » à adopter pour les sociétés musulmanes sortant du colonialisme».*[748]

Par ailleurs, l'émergence d'un courant *takfiriste*[749] à Gaza, *Takfir we Hijra*, qui appelle à l'action violente contre Sadate et plus généralement contre tout gouvernement qui n'applique pas une conception *takfiriste* de l'islam, va provoquer des débats au sein des Avant-gardes sur la question du recours à la violence.

La synthèse de l'islam révolutionnaire que représente Khomeiny va encourager le basculement de ces avant-gardes intellectuelles dans la lutte armée. La révolution islamique avait fait la preuve des avantages de l'action de masse religieuse. Avec Khomeiny, les « damnés de la Terre », qu'ils prennent la figure du chiite libanais ou du Palestinien des Territoires, rompent avec la figure de l'opprimé et dépassent leur marginalité :

> *« La force attractive de Khomeini tient dans l'utilisation d'un héritage conceptuel et discursif, où la rhétorique proprement chiite se mêle à des références appuyées au patrimoine anticolonial – pas seulement celui des pays musulmans – tout en dépossédant la gauche de ses thématiques propres. Les mustad'afin (« opprimés ») auxquels Khomeini se réfère y font office de nouveaux agents d'une lutte de classes que l'islamisme sait aussi s'approprier. »*[750]

---

[748] Voir Wissam Al Haj, Nicolas Dot-Pouillard et Eugénie Rébillard, op.cité, locations 1029-1033.

[749] Le takfirisme renvoie, selon Georges Corm, à une conception radicale de l'islam basée sur le principe d'excommunication de toutes les formes de religiosité jugées non conformes à l'islam vrai : «*L'excommunication (dans son équivalent arabe: (takfir), soit le fait de nier l'identité musulmane de celui qui ne suit pas à la lettre les préceptes religieux, est la pratique courante mise en œuvre par cette pensée radicale. […]Le takfirisme préconise ainsi de tuer tout musulman considéré comme « infidèle » à sa religion ou ayant abandonné sa pratique rigoriste sous l'effet des mœurs de l'Occident. Il permet aussi bien sûr de tuer les infidèles non musulmans qui oppriment les peuples musulmans ou leur imposent des mœurs « non islamiques ». On retrouve, à des degrés variables, ces éléments de la doctrine wahhabite dans la littérature des Frères musulmans.* », voir Georges Corm, *Pensée et politique dans le monde arab*e, éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2015, locations 5143-5150

[750] Voir Wissam Al Haj, Nicolas Dot-Pouillard, Eugénie Rébillard, op.cité, locations 845-849

1.3.2. La réinvention du chiisme sur un mode révolutionnaire

La révolution iranienne constitue ainsi une réinvention sur un mode radicalement révolutionnaire de la tradition chiite dont elle interprète les mythes et les grands principes en fonction de concepts largement influencés par les luttes de décolonisation et les idéologies de la gauche marxiste. Le croyant en s'auto-reconstruisant de manière révolutionnaire[751], affirme par la violence le refus de son aliénation. La révolution iranienne se veut ainsi une réactualisation de la lutte d'Ali et de ses partisans contre le tyran *Mo'awiyya*. En acceptant les sacrifices nécessaires à cette lutte contre l'oppresseur, les révolutionnaires iraniens vont hâter la venue de l'Imam occulté. Mais cette fois-ci, le « chiisme d'Ali »[752] a eu raison de la tyrannie du Chah. Cette relecture révolutionnaire de l'islam chiite, qui doit beaucoup au travail conceptuel de Shariati, achève donc la sécularisation de l'islam chiite entamée au début du XIXe siècle en réaction à l'intrusion des puissances impériales russe et britannique en Iran.

> Comme le rappelle Farhad Khosrokhavar, *« Avec l'emprise croissante des puissances étrangères en Iran (la Grande-Bretagne au Sud et la Russie tsariste au nord du pays) à partir du début du XIXe siècle, une rénovation progressive prend place au sein de l'idéologie religieuse et à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, la fonction contestataire s'actualise ; alors que jusque-là, elle se cantonnait à la Fin des Temps (l'Imam du temps allait renverser les pouvoirs injustes avant le Jugement dernier, le croyant n'avait qu'à attendre). Le clergé et une partie des couches urbaines sécularisent la fonction eschatologique du chiisme et donnent un sens intra-mondain à « l'illégitimité du pouvoir » au sein du chiisme. Celui-ci devient l'un des trois pôles majeurs où se construit le rapport au politique, avec le nationalisme, balbutiant au début du XXe siècle, de plus en plus important à partir des années trente, et le marxisme dont l'influence sur les intellectuels iraniens, en particulier du fait de la*

[751] Farhad Khosrokhavar, « Le modèle Bassidji (Partie 1) », Cultures & Conflits [En ligne], 29-30, automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 28 octobre 2012. URL : http://conflits.revues.org/680, p.3

[752] Comme le rappelle Farhad Khosrokhavar, dans l'œuvre de Shariati, le chiisme d'Ali s'oppose à celui des dirigeants safavide, « *chiisme des tenants du pouvoir inauthentique des classes dominantes* ». Le chiisme révolutionnaire hâte la venue de l'Imam occulté et transforme ainsi l'attente du croyant en une attente active

proximité de la Russie et ensuite, de l'Union soviétique, sera extrêmement forte jusqu'à la Révolution islamique »[753].

Sécularisé cet islam révolutionnaire peut être politisé et c'est d'ailleurs la force de la révolution iranienne que d'avoir produit une synthèse du religieux et du politique. Comme dans le cas du rabbin Kook fils, Khomeiny fait du sacré une catégorie politique. Il développe une théorie du pouvoir politique chiite, centrée sur la figure du Juriste-théologien, qui dirige la société ici-bas. Il « *cumule, en sa personne, la dimension politique (il est le promoteur de la révolution) et religieuse (il est grand-ayatollah, promu, depuis la révolution, imam, c'est-à-dire un personnage suréminent doté d'une sacralité sui generis, du fait de sa proximité avec le Douzième Imam occulté)*. »[754] Khomeiny est ainsi un médiateur entre les deux mondes, divin et temporel, d'où sa capacité à exercer le rôle du Juriste-Théologien. C'est toutefois cette théologie du pouvoir chiite qui restera la limite de l'exportation de la révolution khomeyniste au monde sunnite.

Ce religieux politisé deviendra cependant le vecteur d'un anti-impérialisme et d'un panislamisme qui séduira l'ensemble des factions palestiniennes, à l'exception des Frères musulmans. Ceux-ci, par sectarisme vis-à-vis du chiisme, n'arrivent pas à mesurer le renversement majeur qu'a opéré la révolution iranienne aussi bien à l'intérieur de l'Islam que pour la cause palestinienne. Pour les chiites libanais, l'identification à la révolution iranienne et la figure de Khomeiny sont relativement évidents mais pour les islamistes palestiniens, il est nécessaire de dépasser les *aprioris* traditionnels du monde sunnite vis-à-vis du chiisme. L'approche œcuménique ou panislamique de Khomeiny ainsi que la désignation d'Israël comme figure de l'ennemi permettront de dépasser par le haut le clivage chiite/sunnite. L'anti-impérialisme de Khomeiny, qu'illustre avec force l'attaque de l'ambassade américaine à Téhéran, séduit également les factions laïques et de gauche du mouvement national palestinien.

---

[753] Farhad Khosrokhavar, « Le modèle Bassidji (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30, automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 28 octobre 2012. URL : http://conflits.revues.org/680, p.4
[754] Farhad Khosrokhavar, « Le modèle Bassidji (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30, automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 28 octobre 2012. URL : http://conflits.revues.org/680, p.5

Ainsi dès 1979, Yasser Arafat s'était rendu à Téhéran, où il avait déclaré :

> *« Khomeini est notre Imam, notre chef, le dirigeant de tous les **moudjahidin**. Nous serons deux peuples en un seul, deux révolutions en une seule et chaque **fedaï**, chaque moudjahid, chaque révolutionnaire iranien sera l'ambassadeur de la Palestine en Iran. Nous avons libéré l'Iran, nous libérerons la Palestine. Nous continuerons nos efforts jusqu'au moment où nous aurons vaincu l'impérialisme et le sionisme. Le combat mené contre le shah par les Iraniens est identique à celui des Palestiniens contre Israël. »*[755]

Cet islam révolutionnaire qui se prétend « universel » rencontre toutefois des limites dans le monde sunnite. C'est pourquoi, les Avant-gardes islamiques, accusées de « chiisation » par les Frères musulmans, qui finiront par exclure Shiqaqi de la confrérie, tenteront de réaliser une nouvelle synthèse de l'islam révolutionnaire représentée par les deux figures qui ont marqué le XXe siècle selon Shiqaqi : Hassan al Banna et l'Imam Khomeiny. Le premier avait illustré la première version de l'islam politique, représentant une alternative islamique aux idéologies laïques proposées par le colonialisme ; le second offre une alternative à l'échec des idéologies nationalistes à affronter la crise induite par la modernité.

1.3.3. Le mouvement des colons et la crise de la modernité israélienne

De la même manière, le mouvement des colons en général, dont la frange religieuse-nationaliste représente le segment le plus radical, est également le signe de la crise sociale qui s'empare d'Israël à partir des années 70. Amos Oz dans son ouvrage *In the Land of Israel* a très bien rendu les tensions sociales qui divisent Israël au début des années 80. C'est parce que la modernisation d'Israël est largement portée par les sionistes laïques, représentés à la fois par le mouvement *kibbutznik* et le *Mapaï*, qui sont sociologiquement constitués d'une écrasante majorité de juifs d'origine ashkénaze, au détriment des juifs sépharades dont l'accès à la fonction

[755] Voir la déclaration de Yasser Arafat à *Libération*, du 20 février 1979, cité par Wissam Al Haj, Nicolas Dot-Pouillard, Eugénie Rébillard, op.cité, locations 838-843

publique et postes de commandement de l'armée restera longtemps barré. C'est, en partie, en réaction à un clivage « Blancs/Noirs » renvoyant au clivage « Ashkénazes/juifs orientaux » que le mouvement des colonies se développe à partir de l'arrivée au pouvoir de la droite à la fin des années 1970.

Amos Oz rapporte ainsi les propos d'un des habitants de la colonie *Bet Shemesh* qui illustre très bien ces frustrations sociales qui portèrent la droite au pouvoir en Israël à la fin des années 1970 :

> *« «My parents came from North Africa; all right, from Morocco. So what? They had their dignity, didn't they? Their own values? Their own faith? Me, I'm not a religious man. Travel on the Sabbath. But my parents— why did you make fun of their beliefs? Why did they have to be disinfected with Lysol at the Haifa port?" And another man adds, in sadness beyond all anger, "The Mapainiks just wiped out everything that was imprinted on a person. As if it was all nonsense. And then they put what they wanted into him. From that ideology of theirs. Like we were some kind of dirt. Ben-Gurion himself called us the dust of the earth. That's written in Bar-Zohar's book about Ben-Gurion. But now that Begin's here, believe me, my parents can stand up straight, with pride, and dignity. I'm not religious, either, but my parents are; they're traditional, and Begin has respect for their beliefs.»*[756]

Mais ces frustrations sociales qui s'expriment dans un registre communautariste et religieux s'ancrent avant tout dans les déséquilibres structurels socio-économiques qu'a créés la modernisation d'Israël au cours des années 1950-60 :

> *« When I was a little kid, my kindergarten teacher was white and her assistant was black. In training. In school, my teacher was Iraqi and the principal was Polish. On the construction site where I worked, my supervisor was some redhead from Solel Boneh. At the clinic the nurse is Egyptian and the doctor Ashkenazi. In the army, we Moroccans are the*

[756] Voir Amos Oz, *In the Land of Israel (Harvest in Translation)*, éd. Kindle Edition, Houghton Mifflin Harcourt, 1993, p.34.

corporals and the officers are from the kibbutz. All my life I've been on the bottom and you've been on top. "I'll tell you what shame is: they gave us houses, they gave us the dirty work; they gave us education, and they took away our self-respect. What did they bring my parents to Israel for? I'll tell you what for, but you won't write this. You'll think it's just provocation. But wasn't it to do your dirty work? You didn't have Arabs then, so you needed our parents to do your cleaning and be your servants and your laborers. And policemen, too. You brought our parents to be your Arabs."[757]

Pour ces habitants des colonies, qui n'appartiennent pas à la faction des religieux-nationalistes, le retour des Territoires signifiaient un retour au statut de relégation sociale. Pour eux, la colonisation était avant tout motivée par des raisons économiques[758]. Elle avait instauré une nouvelle hiérarchie sociale au sein de la société israélienne qui leur avait permis de s'élever au rang de classes moyennes. Le même colon de *Bet Shemesh* exprime d'ailleurs très bien cette crainte d'une paupérisation en cas de retour des Territoires :

« «But now I'm a supervisor. And he's a contractor, self-employed. And that guy there has a transport business. Also self-employed. Small-scale— lives off the crumbs Solel Boneh leaves— but so what? If they give back the territories, the Arabs will stop coming to work, and then and there you'll put us back into the dead-end jobs, like before. If for no other reason, we won't let you give back those territories. Not to mention the rights we have from the Bible, or security."»[759]

Il est ainsi intéressant de noter comment les arguments religieux et sécuritaires viennent finalement soutenir pour ces colons traditionnalistes leurs revendications socio-économiques. La question de la colonisation et de l'occupation représente donc

[757] Voir Amos Oz, op.cité, pp.35-36.
[758] Idith Zertal et Akiva Eldar rappellent ainsi dans leur ouvrage *Lords of the Land:* "*The connection between the settlers in the West Bank and Gaza and the settlers in Sinai, who were cut from a different cloth, was loose. The interests of the two communities of settlers were not the same. If the settlers in Sinai and the Rafah Salient were less privileged Israelis or adventurers who had gone to the golden sands to find a better life the ideological-messianic settlers of the West Bank were guided by divine command*.", voir *Lords of the Land*, 2 éd., Nation Books, New York, 2007, p.70
[759] Voir Amos Oz, op.cité, p. 36.

pour une grande partie des colons un enjeu social et politique interne à Israël : le refus d'un retour à la relégation sociale dans laquelle les juifs orientaux, les « Noirs/*Schwartz* » avaient été confinés pendant plusieurs décennies. De la même manière que dans les cas iranien, libanais ou palestinien, cette petite classe moyenne des colons est issue d'une classe sociale « déracinée » par l'immigration et que l'intégration par le haut dans un modèle culturel « israélien » a en partie déstructurée.

2. La guerre comme déclencheur

Comme dans le cas des autres mouvements post-modernes, la guerre Iran-Irak sera un facteur de radicalisation de cet islamo-nationalisme, en même temps que cet islamo-nationalisme prolonge la guerre à l'intérieur de la société :

> *« Comme toute forme de populisme, celui de Khomeyni tente de se doter d'une identité, d'abord par la manipulation de l'espérance des uns et des autres, puis par la désignation d'un ennemi commun, l'impérialisme américain, qu'on dénomme selon une terminologie d'origine coranique, l'Arrogance mondiale (estékbâré djahâni), contre laquelle se dirige toute la hargne des uns et des autres. La guerre intervient comme facteur aggravant, mobilisant dans une indistinction lourde de sens le sentiment national et islamique dont le mélange donne naissance à une attitude effervescente, les ressources du sacré islamique nourrissant la conscience nationale et inversement »*[760]

Dans les cas libanais, palestinien et israélien, la guerre, qu'elle soit réelle ou ressentie comme une menace latente, va constituer un événement déclencheur, à la fois pour la mobilisation et la structuration en un groupe militant aussi bien que pour le passage à une violence, plus ou moins ouverte. La synthèse du religieux et politique qu'expriment ces mouvements va donner lieu à des mouvements religieux-nationalistes dont le projet idéologique prétend aussi bien remettre en cause l'ordre social dont ils sont issus que résister à une menace existentielle d'origine extérieure.

---

[760] Voir Farhad Khosrokhavar, « Le modèle Bassidji (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30, automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 28 octobre 2012. URL : http://conflits.revues.org/680, p.5

C'est pourquoi, ces mouvements religieux-nationalistes importent, ou prolongent, selon les cas la guerre à l'intérieur des sociétés dont ils sont issus.

2.1. La guerre des Six Jours et la conquête de la Judée-Samarie

Dans le cas du *Gush Emunim*, c'est la guerre des Six Jours qui ouvre la voie à un retour au *Gush Etzion*. Ce retour sera vu comme la correction d'une « erreur » ou d'une infamie historique. Mais avec le temps, *Kyriat Arba* n'est devenue qu'une ville fantôme, où seules familles de colons fanatiques continuent de vivre dans le dénuement. C'est l'après-guerre d'Octobre et le début des pourparlers de paix avec l'Egypte qui vont réellement convaincre les colons du *Gush Emunim* de monter à l'assaut des collines de Judée et de Samarie. C'est d'ailleurs dans ce contexte que naîtra officiellement le *Gush Emunim* :

> *« Entre nous, nous parlions souvent du fait qu'il y avait "quelque chose" qui n'allait pas avec les chefs, que la direction prise par les kippas au crochet n'était pas la bonne, raconta dix ans plus tard Katzover. Pendant une année entière avant que le mot Emounim [la foi] ne soit prononcé, la décision d'installer un noyau de colonisation de Naplouse fermentait en nous. [...] Nous avons fermé nos livres d'étude juive [Gmarot] et nous avons pris une décision : nous allons nous lancer dans la lutte pour assurer l'emprise des Juifs sur la Samarie. »*[761]

Les négociations avaient créé le risque d'un retour des Territoires occupés, qui aurait signifié la fin du rêve du *Grand Israël*. La création de faits accomplis sur le terrain permettra d'ancrer définitivement la présence juive dans les territoires de la Judée et de la Samarie[762].

[761] Voir Hava Pinhas-Cohen, « Goush Emounim : les premiers jours », *Nekudah*, n °69, 3 février 1984, p. 5, cité par Idith Zertal, Akiva Eldar, *Les Seigneurs de la Terre: Histoire de la colonisation israélienne des territoires occupés*, Essais (H.C.), éd. française, éd. Kindle, Seuil, 2013, locations 1066-1071

[762] Voir la carte en annexe 20 sur l'implantation des colonies après 1967

Deux des premiers colons de *Kiryat Arba*, Benny Katzover et Menahem Felix, sont à l'origine de la création du *Gush Emunim* et du développement de la colonisation en Samarie :

> *« Dans les rangs des premiers colons de Kiryat Arba, l'idée de coloniser la Samarie (c'est-à-dire le nord de la Cisjordanie) prit forme en même temps que fut constitué le groupe d'Elon Moreh (ou Garin Elon Moreh), qui avait pour objectif de fonder une colonie juive du même nom dans la région de « Shehem » (le nom biblique de la ville de Naplouse), et devait être à l'origine de la colonisation massive de la Samarie. »*[763]

Hanan Porat, le jeune leader charismatique du *Gush Etzion* se joint à eux. Ils rassemblent autour d'eux quelques familles de *Kyriat Arba* et décident d'aller s'installer à *Hawara*, dans le sud de Naplouse. Ils profitent de l'arrivée au pouvoir de Yitzhak Rabin pour faire avancer leur cause auprès du gouvernement encore réticent à l'idée de créer des implantations juives au sein de zones de peuplement palestinien. La tentative d'*Hawara* se solde par un échec et les colons sont évacués par l'armée. Ce sera la première et longue série d'épisodes de tensions entre l'armée et les colons. Toutefois, ces jeunes colons gagnent rapidement des soutiens dans la classe politique et notamment celui d'Ariel Sharon, général de réserve et héros de la guerre d'Octobre, qui fait alors ses premiers pas en politique. Entre 1975 et 1976, cette petite avant-garde de colons religieux connait plusieurs succès avec l'implantation de colonies à *Sebastia*, à *Maaleh Adumim*, à *Shilo* et *Ofra*. C'est au cours de ces deux années que les colons d'*Elon Moreh* et du *Gush Emunim* fusionnent sous la bannière du second. La fondation de la colonie d'*Ofra* marque un point tournant puisqu'elle signale la fin des résistances gouvernementales quant à l'implantation de zones de peuplement juif au sein des zones de peuplement palestinien.

Mais c'est surtout le contexte de l'année 1975 qui sera marqué par une série de déclarations émanant de différentes instances internationales condamnant l'occupation des Territoires palestiniens et dénonçant le caractère « raciste » du sionisme. En réaction, le gouvernement et l'Agence juive convoquent fin novembre

[763] Voir Idith Zertal, Akiva Eldar, op.cité, locations 1055-1058.

1975 une conférence de solidarité juive qui proclame le « droit historique du peuple juif » sur la terre d'Israël. Le *Gush Emunim*, qui avait tenté plusieurs fois de s'installer à *Sebastia*, profitera de ce contexte délicat où la classe politique ne saura leur opposer le recours à la force pour les empêcher de s'y installer. En inscrivant leur projet de colonisation dans la droite lignée des colonies sionistes des débuts de l'histoire d'Israël, ils savent pouvoir gagner la sympathie de certaines figures de la classe politique, qui ont conservé une certaine nostalgie de cette période « héroïque ». Les colons du *Gush* décident de profiter d'*Hannouka*, fête au cours de laquelle « *Israël célèbre le combat héroïque de ses ancêtres contre les Gentils* »[764], pour s'installer dans ce lieu hautement symbolique.

Sebastia consacrera la création officielle du *Gush*, celui-ci sortant pour la première fois de sa clandestinité pour appeler les sympathisants du mouvement des colons à le rejoindre :

> *« Nous en appelons à vous, qui voyez comment le peuple juif subit les assauts meurtriers de l'Organisation de libération palestinienne dans les couloirs des Nations unies, comment il essuie l'affront de voir des parties de la terre d'Israël vides de Juifs; vous qui voyez la faiblesse et l'impuissance du gouvernement d'Israël devant le projet d'État palestinien qui fermente en Samarie : Rejoignez-nous. Sortez de chez vous, suspendez vos affaires et rejoignez le grand mouvement de retour chez lui du peuple juif. »*[765]

Le *Gush Emunim* est donc né officiellement de la menace existentielle que constitue, selon lui, la présence des Palestiniens au sein du territoire du Grand Israël. L'engagement des pourparlers avec l'Egypte a rendu la perspective de retour des Territoires possible et a encouragé les colons à se mobiliser sur le terrain pour créer des faits accomplis irréversibles. En 1980 est fondé le Conseil de *Yesha*, une organisation ombrelle rassemblant des représentants des colonies de Gaza, de Judée et de Samarie. Le mouvement se dote également d'une publication, *Nekudah*. Comme le dit un colon d'*Ofra* lors d'une conférence du Conseil dans le contexte de

[764] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, op.cité, location 1297.

l'évacuation de *Yamit*, les colons doivent tirer les leçons de cet événement traumatique, que certains rabbins qualifient de « crime contre la nation » :

> *« We were forced to establish the movement to stop the withdrawal from Sinai because we had neglected continuous work on dissemination of information and policy in ordinary times, and the awakening came only when the sword of evacuation was lying on our necks. So that we will not have to establish another movement to stop a withdrawal, we must awaken, organize, and set work immediately. »*[766]

Cette prise de conscience du danger que feraient porter les négociations sur le futur des colonies et du Grand Israël conduit la frange la plus radicale du mouvement à basculer dans la violence armée. Le meurtre de 6 étudiants appartenant à la *yeshiva* de l'implantation *Beit Hassadah* à Hébron au printemps 1980 constitue un déclencheur. Plusieurs rabbins donnent leur caution religieuse à ces attaques contre les Arabes qui visent avant tout à protéger les colons. Il faut attaquer et marquer les esprits afin de dissuader toute attaque future. Les membres du Réseau juif exécutent quelques attentats contre des leaders du Comité de guidance nationale. Le but n'est pas de tuer, mais de blesser pour laisser la marque de la « punition ». Lors de leur arrestation en 1985 par le *Shin Beth* les membres du Réseau demandent à être considérés, non comme des « terroristes » mais comme des « patriotes », des francs-tireurs. Un des membres fondateurs du Réseau déclare ainsi lors de son interrogatoire:

> *« The State of Israel in a slow and graduated process has become accustomed to the cheapening of Jewish blood. The fight against the terrorists and the population that gives them moral and practical support has taken on the form of passive defense only… The community that lives in Hebron is an 'idealistic' community that feels the pain and the hurt of the people and the nation for every single terror attack anywhere in the*

---

[765] Voir Idith Zertal, Akiva Eldar, op.cité, locations 1300-1304

[766] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Lords of the Land. The War Over Israel's Settlements in the Occupied Territories, 1967-2007*, trad. anglaise, Nation Books, New York, New York, 2007, p.74

> *country. As a result of this, it wants to rectify the situation and prevent more terror attacks throughout the land.»*[767]

Après l'échec du Réseau juif à lancer la résistance contre la menace existentielle que représente la présence des Palestiniens, l'*Intifada* offre une nouvelle occasion aux colons d'engager la lutte. Hanan Porat, représentant le mouvement à la *Knesset*, se déclare même en faveur d'une « expulsion massive » des Palestiniens.

> Comme le rappellent les auteurs de Lords of the Land, désormais, selon lui*, « that coexistence with the Arabs depended on settlers « suppressing with a heavy hand any attempt at terror or damaging our sovereignty. » If not, he argued, the struggle "will reach a stage at which either we will be expelled, or they will. We will have to see to it that they are the ones who will be expelled. »*[768]

L'*Intifada* offre désormais l'occasion aux colons de faire justice eux-mêmes et de mener à bien leur reconquête intégrale du Grand Israël.

2.2. L'opération Paix en Galilée et le basculement dans la lutte armée

Quelques années plus tard, dans le contexte de la guerre civile libanaise, c'est l'opération israélienne Paix en Galilée, qui va constituer l'élément déclencheur de la mobilisation des combattants chiites libanais au sein d'une Résistance islamique dont la naissance officielle ne sera annoncée qu'en 1985 au moment du repli des forces israéliennes vers la zone de sécurité. La désignation de l'ennemi israélien par l'Imam Khomeiny va « autoriser », comme le rappelle le Cheikh Qassem, le basculement de ces militants dans la lutte armée :

> *« «the Jurist-Theologian Imam Khomeyni declared : « Israel is a cancerous gland ». As such, Hizbullah rose to this target and launched Islamic resistance operations against Israel with whatever limited*

[767] Idem, p.87
[768] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, op.cité, p.104-105

numbers of individuals and capabilities were available. […] Priority was therefore awarded to confrontation, which called for employment of all resources towards this end. The training camps set up in the Bekaa area and supervised by the Iranian Islamic Revolutionary Guard constituted the primary source of resistance fighters – or mujahideen – for the 'Islamic Resistance'. These camps were also the source of inspiration for cultural, spiritual, behavioural and jihad qualities, all of which were essential traits in the personalities of Revolutionary Guard members. Many Hizbullah members participated in such trainings irrespective of their functional posts in the Party or their assigned tasks, as training is a pre-requisite for Party membership."[769]

Mais c'est surtout le rapprochement de Nabih Berri, qui succède à la tête d'*Amal* après la disparition de Moussa al Sadr, avec les Forces libanaises de Bachir Gemayel, le Mouvement national de Walid Joumblatt et le Premier Ministre Chafiq al Wazzan, au sein du Comité de Salut National (créé le 20 juin 1982), qui conduit à la scission d'*Amal* islamique, dirigée par Hussein al Moussawi. Au même moment, les premiers contacts sont noués par les responsables d'*Amal* islamique avec la République islamique[770]. Celle-ci envoie des gardes révolutionnaires (*Pasdarans*) pour former les premiers combattants de la Résistance islamique, qui avaient déjà bénéficié pour certains d'un début de formation militaire dans les camps du *Fatah* établis au Sud Liban. Cependant, à cette époque, le futur *Hezbollah* n'est encore qu'une plateforme qui permet d'absorber les différents segments « islamiques » de la communauté chiite (représentation chiite de la *Bekaa*, comités islamiques, *Amal* islamique). Celle-ci annonce les principes de son combat dans le « Manifeste des Neuf »[771], qui reçut l'approbation de Khomeiny :

[769] Voir Naïm Qassem, *Hizbullah. The Story from Within*, version actualisée, Saqi, Londres/Beyrouth, 2010, pp.136-137

[770] Joseph Alagha rappelle que des *Pasdarans* et des clercs iraniens étaient déjà présents dans la *Bekaa* depuis 1978. Mais c'est avec l'arrivée d'Ali Akbar Mouhtashami, qui est considéré comme un des créateurs du Hezbollah que le rapprochement s'est accéléré. Celui-ci deviendra par la suite le Ministre de l'Intérieur de la République islamique. A partir de 1978-79, il profita du vide laissé par l'effondrement de l'Etat libanais pour rencontre les futurs fondateurs du *Hezbollah* (Imad Moughniyeh, Sobhi al Tufayli, Hussein al Moussawi, Abbas al Moussawi., voir Joseph Alagha, op.cité, pp.33-34 ; sur la centralité du *jihad* dans la conception idéologique du *Hezbollah*, voir la *Lettre Ouverte* en annexe 6.

[771] Voir Naïm Qassem, op.cité, p.65

« 1. Islam is the comprehensive, complete and appropriate programme for a better life. It is the intellectual, religious, ideological and practical foundation for the proposed organization.

2. Resistance against Israeli occupation, which is a danger to both the present and future, receives ultimate confrontation priority given the anticipated effects of such occupation on Lebanon and the region. This necessitates the creation of a jihad structure that should further this obligation, and in favour of which all capabilities are to be employed.

3. The legitimate leadership is designated to the Jurist-Theologian who is considered to be the successor to the Prophet and the Imams (PBUT). The Jurist-Theologian draws the general guiding direction for the nation of Islam. His commands and proscriptions are enforceable."[772]

L'entrée des troupes israéliennes dans Beyrouth et l'effondrement de l'appareil militaire de l'OLP seront des catalyseurs de la formation de la Résistance islamique. Certains groupes ou individus liés à la Résistance mèneront des attentats-suicides contre les forces israéliennes ou les forces multinationales à Beyrouth ou à Tyr, alors que dans le Sud, les combattants de la Résistance islamique ont commencé à mener des opérations de guérilla aux côtés du Front national de résistance.

2.3. Occupation et retour de la lutte armée dans les Territoires

L'essor de la résistance islamique au Liban encourage de manière indirecte l'émergence d'une résistance armée palestinienne islamique dans les Territoires. L'effondrement de l'Etat en exil au Liban ouvre paradoxalement la place à l'émergence de nouveaux mouvements sur la scène palestinienne et tout d'abord dans les Territoires. La répression des services égyptiens à l'encontre de la mouvance islamiste en Egypte puis la répression des forces israéliennes permettent aux intellectuels des Avant-gardes islamiques de rencontrer des combattants aux expériences et aux profils idéologiques variés. De cette rencontre de la « plume et du fusil » selon l'expression de Shiqaqi sortira la nébuleuse du Mouvement du Jihad

[772] Voir Naïm Qassem, op.cité, pp.64-65

islamique palestinien au début des années 1980. L'un des premiers tracts diffusés par le mouvement explicitait d'ailleurs cette double filiation du mouvement :

> *« Le Mouvement du Jihad islamique est une expression islamique populaire d'un long dialogue qui a commencé au milieu des années soixante-dix sur la scène politique palestinienne à propos du rôle des islamistes en ce qui concerne la cause palestinienne lorsque la première règle de ce mouvement a été adoptée avec le slogan-stratégie : la cause palestinienne constitue pour le mouvement islamique une cause centrale, pas seulement à l'intérieur de la Palestine mais également pour toutes les tendances islamiques dans la région. L'Etat de l'entité sioniste constitue le fer de lance de l'agression occidentale contre le monde arabe et islamique. Le mouvement contemporain agit pour affronter le défi occidental dans tous ses aspects culturels, économiques et politiques. »*[773]

Mais jusqu'en 1992, le MJIP restera une mouvance aux contours changeants, rassemblant des combattants d'horizons divers. Les premières opérations du MJIP, qui à l'époque ne sont pas revendiquées sous cette appellation, commencent en 1983. Le retour de cette mouvance dans les Territoires occupés crée une concurrence au sein de la mouvance islamique palestinienne, comme le montrent les affrontements entre les sympathisants du futur MJIP et ceux des Frères musulmans lors des élections universitaires en 1982-83.

Les premières opérations revendiquées par la mouvance MJIP divisent profondément la confrérie palestinienne, les éléments de la « nouvelle » génération dirigée par le cheikh Yassin insistant pour s'engager eux aussi dans la lutte armée[774].

---

[773] Manifeste cité par Jean-François Legrain, « Les islamistes palestiniens à l'épreuve du soulèvement », *Magreb-Machrek*, n°121, 1988, p.14

[774] Jean-François Legrain rappelle à cet égard que la confrérie n'a pas tout de suite reconnu le *Hamas*. C'est sous la pression des événements et la concurrence croissante des autres mouvances que la confrérie a fini par reconnaître le *Hamas*: « *S'il ne fait aucun doute, en effet, que des Frères musulmans ont bel et bien participé aux heurts avec l'armée, et ce dès les premiers moments du soulèvement, bien des témoignages ont fait état de fortes tensions internes à l'Association [Association islamique], son commandement refusant de rompre avec son quiétisme traditionnel au profit d'un engagement dans un mouvement aux dimensions encore inconnues. Ce n'aurait été que plus tard, avec la prolongation des heurts et la prise de conscience qu'une réalité nouvelle et durable se mettait en place, en réaction aussi à l'hémorragie de jeunes membres de l'Association qui, refusant l'immobilisme officiel, se tournaient vers d'autres groupes et sous les pressions de jeunes cadres, enfin, que l'Association des Frères musulmans aurait reconnu le MRI [Mouvement de la Résistance Islamique] comme sien* », voir Jean-François Legrain, « Le soulèvement comme rupture avec l'occupation normalisée, l'émergence de leaderships : les données de l'historiographie », dans Jean-François Legrain, *Les Voix du soulèvement palestinien, 1987-1988*, consultable en ligne : http://iremam.cnrs.fr/legrain/voix03.htm#Heading11.

Mais pour le *Hamas*, c'est surtout le déclenchement de la première *Intifada* et le refus de la nouvelle orientation prise par l'OLP qui vont jouer le rôle de déclencheur. En effet, les islamistes palestiniens, du MJIP comme du *Hamas*, refusent le principe des négociations avec l'ennemi israélien sur la base des frontières de 1967, ce qu'ils considèrent comme une « trahison »[775] à la fois vis-à-vis des réfugiés mais aussi l'abandon d'une partie du *Dar al Islam*[776]. Comme on l'a vu précédemment, la très grande majorité de la "nouvelle génération" de la confrérie dont sortiront les cadres du *Hamas* sont des réfugiés ou des enfants de réfugiés. Quelques mois après le déclenchement de l'*Intifada*, le *Hamas* proclame officiellement son existence le 18 août 1988 à travers une charte, *al Mithaq*[777], où il affirme le principe cardinal de la libération de la Palestine par les armes. Comme le rappelle quelques années plus tard la direction politique du *Hamas*, le choix même de l'acronyme *Hamas* reflétait la centralité de la lutte armée :

> *« The Islamic Resistance Movement (Hamas) is a Palestinian Islamic struggle (mujahidah) movement whose supreme frame of reference is Islam and whose goal is the liberation of Palestine. »*[778]

3. Sacralité du territoire, lutte armée et figure de l'ennemi

Dans le cas des mouvements islamistes aussi bien que dans le cas du *Gush Emunim*, on observe que le passage à l'acte est avant tout motivé par une volonté de libérer un territoire, sacralisé, d'une présence étrangère. La terre est d'autant plus sacralisée qu'elle fut le théâtre de violences historiques. Puisque la terre est sacrée, sa libération et sa défense deviennent des impératifs divins. Dans le cas du *Gush*

---

[775] Voir Azzam Tamimi, *Hamas. Unwritten Chapters*, 2e éd, C. Hurst and Co, India, 2009, pp.156-157

[776] Le *Dar al Islam* (« Terre de l'Islam ») renvoie à la conception géopolitique de la guerre développée par les *oulémas* (docteurs de la loi et historiens géographes). La culture islamique de la guerre se représente le monde sous forme de cercles concentriques : « *Au centre se trouve, à La Mecque, la Kaaba. Autour, le territoire* ***Haram*** *est le territoire sacré entourant les villes saintes de la Mecque et de Médine. Au-delà s'étend la péninsule arabique [qui est comme une] vaste mosquée à ciel ouvert. Ensuite s'étend l'ensemble du* ***Dar al Islam*** *(territoire d'Islam) ou* ***Dar al Salam*** *(territoire de paix) qui comprend* ***Al Qods*** *la Sainte, Jérusalem, troisième ville sainte de l'Islam. Au-delà, s'étend le* ***Dar al Kharaj*** *regroupant les principautés vassales, les pays voisins ou acceptant de payer un tribut afin de conserver leur liberté de culte. Ensuite les territoires du* ***Dar al [S]olh****, avec lesquels l'autorité musulmane a passé des traités plus ou moins égalitaires. [Cet espace est également celui de la Da'wa (prédication)] Au-delà, se trouve le* ***Dar al Harb*** *: territoire de guerre. Il comprend les territoires sous domination infidèle hors accord exprès ou tacite. Ce qui peut justifier le passage au jihâd guerrier, défensif ou offensif.* », voir Jean-Paul Charnay, article « La culture arabo-musulmane de la guerre », dans Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, 2e éd., Dicos Poche, Quadrige/PUF, Paris, 2007, p.125

[777] Voir le texte de la Charte en annexe 7.

[778] Voir le Memo de la Direction politique du *Hamas* de 2000, cité en Annexe 2 par Azzam Tamimi, op.cité, p.271

Emunim, cette terre sacralisée renvoie aux frontières du Grand Israël, dont les origines remontent à la Bible alors que dans le cas des islamistes palestiniens, il s'agit de la Palestine mandataire considérée comme un *waqf*. Enfin, pour le *Hezbollah*, la sacralité de la terre vient de l'impératif divin de protéger le *Dar al Islam*, dont le Liban et la Palestine font partie, de toute agression étrangère[779]. De cette sacralité de la terre, arrosée du sang des martyrs, découle la justification du recours à la violence.

3.1. La libération du territoire par le jihad

Du côté des islamistes, ce recours à la violence renvoie au concept de *jihad*. Ce concept, comme le rappelle le cheikh Qassem, se réfère dans son acception militaire à deux notions :

> *« I. Groundwork jihad. This is the confrontation of the Muslims with others and the entry into others' lands for reasons not tied to the reclamation of land or the fighting for aggression." Cette première forme renvoie à la période du « fath al islami »*[780]*,* c'est-à-dire à l'expansion de l'islam dans les premières décennies de son existence.

Dans le monde contemporain, c'est la deuxième forme du *jihad*, le *jihad* défensif qui prévaut. C'est sur cette attitude défensive qui rappelle la légitimité de la guerre des partisans que repose la légitimité islamique du combat de la Résistance islamique libanaise :

> *« This is the defence by Muslims of their land, their people and their own selves upon facing aggression or occupation. This is considered not only legitimate, but a duty. In the words of Ayatullah Khomeini: 'If an enemy*

[779] Voir Naïm Qassem, op.cité, p. 136; Joseph Alagha rappelle à cet égard que: "*Hizbullah reiterated in the Open Letter that it rejects the "land for peace" principle, and does not acknowledge any truce, ceasefire, or peace treaty with Israel, the "enemy". Hizbullah's Open Letter refused to acknowledge the 'so called' Arab/Palestinian-Israeli conflict and totally rejected any negotiations or peace talks with Israel since it would grant legitimacy to its "Zionist occupation of Palestine". Hizbullah blasted the Lebanese government for negotiating with Israel considering the negotiators as enemies who are committing "grave treason" towards Hizbullah: "the negotiations with the enemy can only be regarded as a conspiracy aiming at acknowledging the Zionist occupation and according it legitimacy as well as privilege on the crimes it had committed against the oppressed in Lebanon…" The Open Letter added that Hizbullah would not cease its struggle "until the Zionists evacuate the occupied lands, which is seen as a step in the right direction to obliterate them from the face of the earth*"", voir Joseph Alagha, op.cité, pp.130-13; voir dans la *Lettre Ouverte* en annexe 6.

comes to pass the land of Islam or its borders, one from whom there is a threat to Islam's existence and societies, then such societies are obliged to defend the land in any possible way, dedicating wealth and souls.'"[781]

La centralité de la Palestine tient à la fois à des motivations religieuses et à des motivations anti-impérialistes qui expliquent qu'en dépit de la libération du retrait des forces israéliennes du territoire libanais, le *Hezbollah* s'est engagé à poursuivre la lutte jusqu'à la libération de Jérusalem[782]. De la même manière, le *Hamas* affirme dans sa charte que le patriotisme est :

« un article de la profession de foi religieuse » ; « le jihad, lorsque l'ennemi foule du pied la terre des musulmans, incombe à tout musulman et musulmane en tant qu'obligation religieuse individuelle. »[783]

La Charte poursuit en déclarant qu' « *il n'y aura de solution à la cause palestinienne que par le jihad. Quant aux initiatives, propositions et autres conférences internationales, ce ne sont que pertes de temps et activités futiles*. »[784] La question est d'autant plus évidente dans le cas palestinien car les mouvements islamistes palestiniens (*Hamas* et Jihad islamique) considèrent la Palestine comme un *waqf*. Khaled Hroub rappelle ainsi que :

« Le Mouvement de la Résistance islamique considère que la terre de Palestine est une terre islamique de main morte pour toutes les générations de musulmans jusqu'au jour de la résurrection. Il est illicite d'y renoncer en tout ou en partie, de s'en séparer en tout ou en partie : aucun Etat arabe n'en a le droit, ni même tous les rois et présidents

---

[780] Voir Naïm Qassem, op.cité, p.94
[781] Voir Naïm Qassem, op.cité, p.94
[782] Les liens du *Hezbollah* avec la cause palestinienne trouvent leur origine dans la préoccupation de Khomeiny depuis les années 1960 pour la question palestinienne. Lors de l'invasion du Liban par Israël en juin 1982, le Président de l'Assemblée iranienne, Hashemi Rasfanjani, déclara que « *la route de Jérusalem passe par Kerbala et le Liban* ».
[783] Voir la Charte du Hamas en annexe 6.
[784] Voir Khaled Hroub, *Le Hamas* – Préface de Dominique Vidal, Démopolis, Paris, 2008, paru originalement sous le titre *Hamas, a Beginner's Guide*, Pluto Press, Londres, 2006, p.58

> *réunis ; aucune organisation n'en a le droit, ni même toutes les organisations réunies, qu'elles soient palestiniennes ou arabes. »*[785]

Du fait des soutiens, directs ou indirects, dont bénéficie l'ennemi israélien, pour les mouvements islamistes libanais et palestiniens, la figure de l'ennemi est plurielle. Elle renvoie également aux Etats-Unis, le « Grand Satan » ou l'« Arrogance mondiale » dans la rhétorique khomeyniste. Les Etats-Unis sont également considérés comme une menace existentielle, aussi bien par les islamistes libanais que palestiniens, car ils entendent briser la résistance aussi bien au Liban que dans le reste de la région. La normalisation des relations avec Israël est vue comme une menace existentielle – d'où l'opposition aux accords d'Oslo – pour l'*Oumma*[786] islamique dans son ensemble. De manière plus générale, la figure de la menace renvoie à la question des visées impérialistes, supposées ou réelles, de l'Occident.

De la même manière, Khaled Hroub rappelle que :

> *« pour le Hamas, Israël est un Etat colonial créé par la force. Il représente l'aboutissement de l'attitude impérialiste et colonialiste des Occidentaux envers les Arabes et les musulmans au tournant du XXe siècle. A gauche et à droite de cette interprétation dominante fleurissent d'autres conceptions, qui recoupent parfois l'opinion de groupes palestiniens moins religieux. A ses débuts, le regard que portait le Hamas sur Israël était chargé de rancœur religieuse, Israël représentait à ses yeux l'aboutissement d'une offensive juive contre les musulmans et leurs lieux saints à Jérusalem. La création d'Israël, avec le fort soutien des puissances occidentales, était perçue comme une résurgence des Croisades médiévales. »*[787]

[785] Voir Khaled Hroub, op.cité, p.58, citant la Charte du *Hamas*.
[786] L'*Oumma* est la communauté des croyants. Elle regroupe l'ensemble des musulmans au sein de la grande nation islamique.
[787] Voir Khaled Hroub, op.cité, p.71

Toutefois, avec le temps le *Hamas*, a adopté une position plus pragmatique en reconnaissant, au moins tacitement par la proposition d'une *hudna*[788] (trêve), l'impossible destruction de l'Etat d'Israël. *Hamas* s'est aussi avec le temps détaché de sa Charte (*Al Mithaq)* et notamment des formules les plus grossièrement antisémites de celle-ci.

En effet, depuis la Charte, les dirigeants du *Hamas* ont maintes fois répété qu'ils ne combattaient pas les Sionistes du fait de leur appartenance religieuse, mais du fait de leur projet impérialiste. Le Cheikh Yassin rappelle ainsi dans un discours à l'Université de Gaza en 1997:

> *« I want to proclaim loudly to the world that we are not fighting Jews because they are Jews! We are fighting them because they assaulted us, they killed us, they took our land and our homes; they attacked our children and our women; they scattered us. All we want is our rights. We don't want more."*[789]

Toutefois, il faut noter que dans le langage courant, dans le monde arabe, les vocables « juifs » et « israéliens » ou « sionistes » sont le plus souvent interchangeables, même si avec le temps, et notamment depuis le début des printemps arabes, certaines sociétés semblent avoir redécouvert la composante juive de leur communauté nationale[790]. L'image des juifs reste connotée très négativement et chargée d'un certain nombre de mythes qui renvoient aux protocoles des *Sages de*

---

[788] Khaled Hroub définit la *hudna* comme « *l'équivalent d'une trêve classique dans la religion islamique, mais avec quelques différences. La* ***hudna*** *appartient à la tradition guerrière islamique. La première* ***hudna*** *fut la fameuse* ***Hodaibiya hudna*** *que le prophète Mahomet conclut avec ses ennemis en 628 : pendant un an, les peuples des deux camps vécurent en paix. […] Parmi les spécialistes de l'islam, le débat reste ouvert : s'agit-il simplement d'un banal cessez-le-feu, ou d'une pratique plus complexe visant à préparer le terrain à des solutions non violentes ? […] Il existe selon le Hamas deux grandes différences entre un cessez-le-feu et une hudna. D'abord, une hudna n'est qu'un accord visant à arrêter les hostilités ; il ne s'agit en aucun cas d'un traité de paix incluant d'éventuelles concessions. Ensuite, l'idée de limite de durée ; la* ***hudna****, au contraire, n'est conclue que pour un laps de temps déterminé fixé à l'avance par les deux belligérants.* », voir Khaled Hroub, op.cité, pp.92-93. Azzam Tamimi rappelle cependant que la *hudna* a force obligatoire pour les musulmans ; une fois conclue, elle est considérée sacrée et le respect de ses obligations est une obligation du croyant. Voir Azzam Tamimi, op.cité, p.159

[789] Discours du Cheikh Yassin, cité par Azzam Tamimi, op.cité, p.147

[790] Le phénomène est particulièrement visible en Syrie, et dans une moindre mesure en Egypte. Depuis trois ans, plusieurs séries du mois de *Ramadan* ont été consacrées à ces communautés (*Ya mal as Sham*, *Hara al Yehoud*) ou ont fait apparaître des personnages juifs (*yehoud*) comme une composante bien intégrée de la société du *Bilad as Sham* (*Tala' al fida, Bab al Hara – saison 2015*). Toutefois, les séries consacrées aux communautés juives de Syrie et d'Egypte ont toutes les deux mises en avant l'idée que si la majorité de la communauté juive se sentant prioritairement attachée à son identité d'origine arabe, elle avait progressisement abandonné celle-ci à mesure que l'influence sioniste grandissait. Les « sionistes » restent présentés comme des personnages malfaisants, comme des conspirateurs ayant contribué à créer des tensions entre la population juive et le reste de la société.

Sion, ou d'autres folles rumeurs. D'ailleurs, on remarque que l'absence de contacts favorise cette diabolisation de l'adversaire ; les Palestiniens de la diaspora ont ainsi une perception généralement plus « mythifiée » de l'ennemi israélien que les habitants des Territoires ; on peut même dire qu'il y a une question générationnelle, car ceux qui travaillent en Israël n'ont pas la même perception que la jeunesse palestinienne d'aujourd'hui.

3.1.1. La centralité de la figure de l'ennemi sioniste

Toutefois, la figure de l'ennemi sioniste, avatar du colonialisme européen, reste centrale car l'entité sioniste représente une menace existentielle, qui tient autant à l'occupation de la Palestine qu'à l'identité même du projet sioniste.

> Comme le rappelle le mémorandum du Bureau politique du Hamas de 2000, *« Hamas considers the conflict with the Zionist project a civilizational and existential conflict that cannot be ended without eliminating its cause, which is the establishment of the racist colonial Zionist entity in the land of Palestine.*
> *The movement's view of the Zionist project is based on the following considerations:*
> *1. The Zionist project represents the convergence of Western colonial interests in the region with the interests of the Zionist movement and its ambitions in the land of Palestine, which are often justified in the name of ideological myths espoused by Jewish and Christian Zionists.*
> *2. The Zionist entity is a colonial settlement entity that is based on the idea of uprooting the Palestinian people and driving them away from their land by force to replace them with settlers using all means of terrorism.*
> *3. The Zionist project is an expansionist one; it seeks to impose its hegemony on the entire region and control its resources. As such, it represents a real danger not only to Palestine but also to the entire Arab and Muslim world.*
> *4. This project does not accept coexistence with others; it is dominated by the inclination toward hegemony and imposing control over others to*

serve the interests of the Zionist movement in the region and in the entire world. Therefore, it would be futile to seek to make peace or reach a settlement with it.

5. The Zionist entity constitutes an effective colonial means of breaking the geographic contiguity among the Arab countries in Asia and Africa; it is simply aimed at thwarting any renaissance project in the region. It seeks thus to accomplish the colonial goals of obstructing the project of Arab and Islamic unity."[791]

Découle de cette conception d'une menace « coloniale » sioniste, une stratégie de libération qui se décline en trois cercles de la confrontation. Le premier cercle renvoie au théâtre d'opérations palestinien:

« This is the spearhead in the battle of liberation; its role is summed up in maintaining the jihad and the resistance, continuing to adhere to the national rights and fundamentals and keeping the flame of jihad alight, so as to keep the issue alive within a national program whose basis is resistance and the existential antagonism of occupation, until such time as the two other circles are ready. »[792]

Ainsi, la Palestine mandataire reste l'espace par excellence du *jihad*, mais du fait de la configuration opérationnelle particulière des territoires occupés, la résistance islamique ne peut vaincre sans l'appui de deux autres cercles : le cercle arabe et le cercle islamique.

« Since the Zionist project poses a danger to the entire Arab umma, and in view of what Palestine represents in terms of ideological and nationalist dimensions, the role of the Arab Circle in liberation is fundamental and central; the Arab umma constitutes the potential force upon which the task of liberation depends."[793]

[791] Voir le Document du Bureau politique du *Hamas*, cité par Azzam Tamimi, op.cité, p.279
[792] Voir le Document du Bureau politique du *Hamas*, cité par Azzam Tamimi, op.cité, p.279
[793] Idem, p.279

Le cercle islamique est concerné car la Palestine est un *waqf* mais aussi compte tenu de l'importance religieuse de la Palestine, comme un des principaux centres de l'Islam :

> *« Palestine is an Islamic endowment land that embraces within it the first of the two qiblas and the third most important mosque, which the Prophet, peace be upon him, visited during his night journey to the Upper Heavens. All Muslims, both as individuals as well as communities, shoulder the duty of contributing whatever they can afford to the task of liberating Palestine. The Islamic umma is considered the strategic depth and the reserve to which the Palestinian people and the Arab umma will resort in their endeavor to liberate Palestine and remove the Zionist entity from it."*[794]

3.1.2. Mémoire douloureuse et martyrs

Les figures du combattant et de l'ennemi occupent une place centrale dans l'idéologie et la rhétorique de ces mouvements parce qu'elles renvoient à la sacralité de la terre. Dans cette terre s'enracine une mémoire douloureuse au sein de laquelle le culte des martyrs occupe une place particulière. Paradoxalement, la mouvance islamiste palestinienne et le *Gush Emunim* rattachent tous les deux la légitimité de leur devoir de « résistance » ou de lutte aux événements de la première insurrection arabe en Palestine en 1929. Mais d'un côté, pour le *Hamas* et le Jihad islamique, il s'agit d'entretenir le souvenir des premiers héros et martyrs de la résistance palestinienne alors que pour le *Gush*, il s'agit d'entretenir la mémoire des « massacres » d'août 1929, notamment à *Hébron*, où des affrontements entre les deux communautés ont fait un certain nombre de morts du côté juif. Les affrontements de 1929 ont éclaté autour de la question de l'organisation des cultes au mur des Lamentations. L'escalade a été provoquée par un mouvement de jeunesse de droite (*Betar*) qui a fait le coup de force alors que les autorités sionistes faisaient tout pour éviter les provocations. Puis des contre-manifestations du côté arabe furent

[794] Voir le Document du Bureau politique du *Hamas*, cité par Azzam Tamimi, op.cité, p.279

organisées autour de l'enceinte d'*Al Aqsa* et ce fut l'engrenage. A *Hébron*, des Arabes tuèrent une soixantaine de civils juifs. Puis, les affrontements s'étendirent à tout le pays pendant une semaine. Une quarantaine de juifs furent tués à *Safed* ; en tout, une centaine de morts de chaque côté et plusieurs centaines de blessés.

Ces événements sont décrits par la mémoire israélienne comme des « massacres » ou « pogroms ». Il s'agit du premier choc de cette ampleur entre les deux communautés. Il induit un sentiment d'insécurité à partir de cette date dans la communauté juive de Palestine, surtout dans les villes de peuplement mixte comme *Hébron* ou *Safed*, où résident les juifs religieux, du Vieux *Yishouv*, qui ne s'étaient pas armés comme dans les communautés collectivistes sionistes. Ces religieux sont vus comme des « lâches » par les sionistes qui considèrent qu'ils se sont laissés massacrés sans rien dire et perpétuent ainsi l'ethos du juif de la diaspora. Ces « massacres » seront utilisés par Ben Gourion pour intensifier l'activité politique et consolider l'organisation paramilitaire sioniste (*Haganah*) :

> *« Après quarante ans de sommeil, l'ancienne histoire du massacre d'Hébron se réveilla et devint un catalyseur fondamental entre les mains des colons juifs des territoires qu'Israël avait occupés en 1967. »*[795]

Ce récit est brandi par les colons, alors même qu'il ne fait pas parti de l'histoire officielle d'Israël, histoire sioniste. En effet, comme le rappellent les auteurs de *Lords of the Land* :

> les *« victimes appartenaient à l'ancienne communauté juive non sioniste de Palestine et n'avaient pas de place dans le panthéon des martyrs élevé par le mouvement national juif pour mobiliser ses descendants dans le projet sioniste. Pourtant, ces morts étaient restés présents dans les marges de la mémoire de la jeunesse sioniste nationale religieuse, de cette jeunesse à qui les territoires conquis en 1967 avaient fourni la tribune de*

[795] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Les Seigneurs de la Terre: Histoire de la colonisation israélienne des territoires occupés*, Coll. Essais (H.C.), éd. française, éd. Kindle, Seuil, 2013, location 6506

leur vie, le lieu et les moyens de réalisation de leurs croyances, et la possibilité de conquérir la sphère politique israélienne. »[796]

La réinstallation à *Hébron* exprime donc une volonté de corriger l'Histoire et de manière plus prosaïque, de venger les habitants du vieux *Yishouv*. Le massacre perpétré par Baruch Goldstein en 1994 à la mosquée située non loin du tombeau des Patriarches n'est qu'une autre facette de cette volonté de corriger l'histoire.

Dans ce contexte, l'Histoire et la mort sont instrumentalisées en vue de construire une identité autant que de légitimer un projet politique et culturel. Les « martyrs » d'*Hébron* ont donné lieu à la construction d'une « martyrologie nationale religieuse » qui permet à partir de 1967 d'opposer une autre version de l'histoire nationale aux Sionistes laïques, basée sur la conception de l'*Eretz Israël*. C'est cette version de l'histoire que la direction du mouvement des colons et leur système d'éducation enseignent aux Israéliens habitants de l'autre côté de la « ligne verte »[797]. La nouvelle génération née après 1967 dans les colonies ne connaît ainsi d'Israël que la version de l'histoire du *Grand Israël*. La figure de l'ennemi y joue un rôle central :

« *La martyrologie nationale religieuse a été développée à Hébron dans toute sa complexité : la mort y est créatrice de sens ; elle est à la base et le catalyseur d'un projet de renaissance et de renouveau. Il s'agit à la fois de laver la honte des ancêtres qui n'ont pas su se défendre et se sont laissés massacrer, et de se venger d'ennemis meurtriers dont le visage et le nom peuvent changer, mais qui jamais ne disparaissent.* »[798]

Les vivants sont ainsi pris dans un cycle tragique qui se répète à l'infini et vient expliquer les morts régulières que connaissent les colonies de nos jours. De

[796] Idem, locations 6510-6513

[797] Gabi Taub rapporte ainsi la prise de conscience que constitua le désengagement de Gaza en 2005 pour une jeune élève de la *Yeshiva Ulpana* pour les filles d'*Ofra* qui réalisa, pour la première fois de sa vie, que les Territoires occupés n'étaient pas partie intégrante d'Israël : « *I have realized just now, in civics education class […] that I don't live in territory that's fully part of Israel. I've just understood that the territories have a unique standing, that they have a different legal status than the other parts of Israel, and that my home is not the same as other homes, such as those in Jerusalem or Tel Aviv*.", voir Gadi Taub, *The Settlers*, éd. Kindle, Yale University Press, 2010, locations 194-196

[798] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Les Seigneurs de la Terre: Histoire de la colonisation israélienne des territoires occupés*, Coll. Essais (H.C.), éd. française, éd. Kindle, Seuil, 2013, locations 6532-6535

plus, la répétition de la tragédie renvoie au processus de destruction-rédemption qu'a connu le peuple juif dans l'antiquité.

Mais la répétition de la tragédie permet d'inscrire le présent dans une filiation historique et ainsi de rapprocher les morts et les vivants au sein d'une même entité. Les mondes des vivants et des morts se côtoient au sein des mêmes lieux et inscrivent ainsi la présence juive dans l'histoire et la géographie. Les colonies deviennent des faits accomplis pour l'éternité. Le sang versé dans ces lieux permet de sanctifier le projet de la colonisation et la présence juive acquière ainsi une dimension sacrée. Le culte des martyrs devient le ciment de la communauté. Laver l'affront ou venger les morts reviennent à pérenniser l'affront en l'inscrivant dans une mémoire douloureuse qui continue d'entretenir le culte de morts passées, voire anciennes.

Ainsi, « *dans l'idéologie du Goush, la terre est le lieu où prend racine une mémoire juive immémoriale et primordiale, et les questions liées à la terre soulevaient chez ses membres un mélange complexe de colère et de rancœur refoulées. Ils interprétèrent ainsi l'interdiction faite aux Juifs de résider dans certaines des terres conquises au cours de la guerre de 1967 comme une perpétuation des persécutions, des arrachements, des expulsions et des pogroms dont les juifs avaient été victimes tout au long de leur histoire*. »[799]

Le *Gush Emunim* explique que c'est le silence face à l'Holocauste qui a permis à la barbarie nazie de faire des millions de victimes. Le lien fondamental entre la création d'Israël et l'Holocauste avait par ailleurs été avancé par l'ambassadeur israélien Herzog aux Nations Unies en réponse aux déclarations sur le caractère « raciste » du régime israélien :

> *« Il est symbolique que ce débat, qui pourrait bien être un tournant dans le destin des Nations unies et un facteur décisif pour sa pérennité, prenne justement place un 10 novembre. Il y a trente-sept ans jour pour jour avait lieu ce qui est resté dans l'histoire comme la nuit de Cristal.»*[800]

[799] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Les Seigneurs de la Terre: Histoire de la colonisation israélienne des territoires occupés*, Coll. Essais (H.C.), éd. française, éd. Kindle, Seuil, 2013, locations 5472-5476
[800] Idem, locations 1273-1276.

A fortiori pour le *Gush Emunim*, les juifs, désormais dotés de leur Etat, ne doivent plus rester silencieux et doivent revendiquer leur droit à l'existence, qui passe d'abord et avant tout par celui de posséder une terre. La réalité de l'Holocauste est mobilisée dans les discours du *Gush* aussi bien pour décrire la figure de l'ennemi arabe que celle du gouvernement israélien.

Le *Gush Emunim* reflète, à ce titre, une certaine proximité avec le milieu ultra-orthodoxe, dont Amos Oz a montré qu'il restait largement imprégné par une vision obsidionale et binaire du monde, où Dieu s'oppose à l'horreur nazie[801]. A plusieurs reprises, les dirigeants du *Gush Emunim* comparent les dirigeants israéliens aux nazis. Cette opposition fondamentale soutient de manière plus générale, chez les ultra-orthodoxes comme chez le *Gush Emunim*, une vision messianique du monde, où les Juifs s'opposent aux Gentils :

> *« Le sens de l'interdiction qui nous est faite de passer des contrats d'amour et d'amitié avec les Gentils et de prévenir tout lien excessif avec eux, nous empêche d'apprendre d'eux. Etant donné la situation actuelle du peuple juif, si la paix était officiellement conclue par les Arabes, il s'ensuivrait l'assimilation des parties de la nation à la masse sémite. […] Par conséquent, il est possible de voir dans l'état de guerre entre nous et les Arabes l'intervention de la providence divine, qui veille à la préservation de la complétude du peuple. »*[802]

Le recours à la violence qui s'exprime aussi bien dans les annexions de terres, que dans les attaques contre les villages arabes, est donc justifié par une vision messianique qui partage le monde entre les élus de Dieu et les Autres. De là vient la

---

[801] Amos Oz décrit ainsi l'ambiance des quartiers ultra-orthodoxes de Jérusalem : « *Hitler and the Messiah. The two dominate the walls here, dominate the souls here. Everything else is transitory, bound to be covered by the lush, hungry undergrowth until it is as if it had never been, everything except those two whispering in the depths of agony and rage: Hitler and the Messiah. Because of Hitler you have no right to quarrel with this sort of Judaism. Because of the awaited Messiah this Jewry enchain you and threaten to reconquer what you have wrested from their hands*.", voir Amos Oz, *In the Land of Israel (Harvest in Translation*), éd. Kindle, Houghton Mifflin Harcourt, 1993, p.8

[802] Voir Zvi Freund, « Rêveries autour des guerres d'Israël en général et de la guerre du Kippour en particulier », *Niv Hamidrasha*, vol.11, 1974, p. 172, cité par Idith Zertal et Akiva Eldar, op. cité, locations 5524-5528

définition positive et constructive de soi par rapport à un Autre, dont l'existence n'est conçue qu'en creux :

> *« Dans les discours de Kook et ses élèves, les Arabes jouaient donc plusieurs rôles : d'un côté, rappeler au peuple juif, contre sa tendance à adopter une culture étrangère, qu'il est un peuple unique, qu'il est le peuple élu, et, de l'autre, « préserver l'unité du peuple » par le biais de la guerre constante pour les éliminer. Les Arabes étaient envisagés exclusivement au prisme de leur utilité pour l'existence des Juifs, jamais comme des êtres humains souverains avec des droits égaux et inaliénables. »*[803]

Pour la frange la plus radicale du mouvement, à laquelle appartiennent les membres du Réseau juif, la violence à l'égard des Arabes est justifiée par leur nature propre, primitive.

3.2. Les soldats de Dieu

De cette perception obsidionale du monde, découle également une vision déshumanisée de l'ennemi qui confine à sa diabolisation. Cette vision diabolique de l'adversaire, surtout à partir du moment où ceux-là utilisèrent l'attentat-suicide, s'est progressivement bâtie à partir de la vision orientaliste de l'Arabe[804] chez les Israéliens. Du côté du *Gush Emunim*, les Arabes sont souvent comparés aux nazis[805], c'est-à-dire à un ennemi existentiel, avec qui il ne peut y avoir de négociations. Il faut

---

[803] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, op. cité, locations 5536-5538

[804] Comme le rappelle Sylvain Cypel "*En Israël, à quelques exceptions notoires, […] la vision orientaliste du monde arabo-musulman, jusqu'à ce jour, domine très massivement les études proche-orientales, arabes et islamiques de l'université, facultés qui fournissent traditionnellement, par ailleurs, une majeure partie des cadres des services spéciaux. Toutes aboutissent, d'une manière ou d'une autre, à fournir une justification à la nécessaire domination de l'espace palestinien, et, au-delà, de l'espace proche-oriental, à travers une stigmatisation de l'arriération politique et sociale du monde arabo-musulman et de son agressivité spontanée à l'égard des valeurs de la civilisation occidentale, et donc une accentuation de la menace qu'il représente pour Israël – dont le caractère démocratique, bien que réservé aux seuls citoyens juifs, constitue précisément le signe de sa supériorité civilisationnelle.* », voir Sylvain Cypel, *Les Emmurés. La Société israélienne dans l'impasse*, La Découverte, Paris, 2005, p.108

[805] Amos Oz constate ainsi : *We Israelis […] look at the Arabs, often failing to see them as an oppressed people, victims of colonialism, paralyzed by identity crises and tyrant regimes. What we see is nothing but an incarnation of our past oppressors: Cossacks, pogrom makers, Nazis. They have grown mustaches this time and have wrapped themselves up in kaffiyehs, but they are still out to do the same old thing— cut Jewish throats.",* voir Amos Oz, op.cité, p.253

toutefois souligner qu'au sein du *Gush Emunim* coexistent des visions du monde plus ou moins radicales.

3.2.1. Les martyrs islamistes

Chez les islamistes libanais et palestiniens, des caractéristiques négatives, attribuées à la figure de l'ennemi que Nasrallah compare à une « toile d'araignée », découlent les qualités d'héroïsme, de courage et de détermination, ainsi que de piété, attachées à la figure des combattants. De l'autre côté, le *Hezbollah* tout d'abord, puis les mouvements islamistes palestiniens, ont bien identifié la terreur que ce mode opératoire provoquait chez ses ennemis. Qassem dit ainsi:

> *«The West was astonished at the level of sacrifice demonstrated among Hizbullah's ranks and resorted to such invalid explanations as the submission of youth to the influence of chemicals, their subjugation to peculiar ways of life or complicated psychological training or, alternatively, their enticement through material reward in compensation for their deprivation and in encouragement of martyrdom. Western thinking sanctifies life and attempts to fix the individual to it at all costs. »*[806]

Pour les Occidentaux, la vocation au martyre qui ne peut s'expliquer que par des conditions socio-économiques particulières et leur influence sur état psychologique des individus.

Pour le cheikh Qassem, la terreur des Occidentaux vis-à-vis du martyre démontre qu'ils ne comprennent pas l'intensité de la foi des combattants, ni les conditions de vie dans la société de la Résistance. La société occidentale, du fait de son matérialisme et de son hédonisme, ne peut comprendre l'intensité de la foi qui anime les combattants de la résistance. L'intensité de cette foi est telle que les combattants ont bien souvent l'occasion de bénéficier d'une « protection » divine sur le champ de bataille, qui leur donne un sentiment d'invincibilité. Ainsi, lors de la

[806] Voir Naïm Qassem, op.cité, pp.101-102

guerre de 2006 au Liban, certains combattants du *Hezbollah* ont rapporté avoir ressenti à leurs côtés la présence protectrice de figures divines. Houda Kassatly a étudié la structure et les figures de ces récits qui mettent en évidence le caractère « surnaturel » des expériences vécues par les combattants, et même certains civils, lors de la guerre de 2006 :

> *« ce vécu n'était pas « naturel », mais hors normes, il dépassait le cours ordinaire des choses ; en somme, il relevait d'un « autre » ordre. C'est de état singulier que seraient venues la résolution et la fermeté des jeunes, entourés d'une aura d'invincibilité à peine muse à mal par le décès de bon nombre d'entre eux. Fort divers dans leur contenu, ils viennent conforter la certitude que la victoire des combattants de l'été 2006 fut une victoire divine »*[807].

Le combat prend même une dimension eschatologique, celle d'une lutte des forces du Bien contre le Mal. Dans ce contexte, Nasrallah est même comparé à un personnage phare des récits eschatologiques chez les chiites, *« « le Yéménite », acteur clé du combat final, qui porte l'étendard de la voie droite et combat pour la justice.* »[808] De cet appui divin, les combattants du *Hezbollah* tirent des qualités physiques et morales exceptionnelles qui font leur force par rapport à leurs ennemis :

> *« Selon les combattants du Hezbollah, leur victoire contre une armée aussi puissante que l'armée israélienne est à mettre au compte de leur exceptionnelle condition physique. S'ils ont réussi de hauts faits d'armes, c'est parce que leurs aptitudes ont été démultipliées. Sans minimiser l'importance de l'entraînement qu'ils reconnaissent avoir reçu et qui les a aguerris, sans ignorer non plus l'importance de la discipline qu'on leur avait inculquée et dont ils faisaient grand cas en respectant les règlements appris, ils pensent que ni cet entraînement ni cette discipline ne suffisent à expliquer l'origine de la force peu commune dont ils ont fait preuve au cours des combats. Les armes utilisées et les moyens mis en œuvre par les*

[807] Voir Houda Kassatly, "Des interventions surnaturelles à la « victoire divine ». Le merveilleux dans les récits de la guerre de 33 jours », dans *Sabrina Mervin (dir.), Hezbollah, état des lieux,* 1ère éd., éd. Sindbad, Actes Sud, Paris, 2008, pp. 311-331

> *forces ennemies pour les combattre (avions, chars, missiles, navires…), ainsi que le nombre de soldats engagés, sans commune mesure avec leurs propres effectifs, démontrent que leur victoire ne peut tenir que du miracle. »*[809]

Ces qualités proprement « extraordinaires » inspiraient, selon le cheikh Qassem, aux forces ennemies une terreur telle que ces derniers cherchaient à se barricader dans leurs positions fortifiées ou à se protéger derrière leurs systèmes d'armes technologiques, refusant la confrontation directe avec les combattants du *Hezbollah*.

> *« This was manifested through many occurrences of army desertion and the desire of many to return home with the least delay possible. They were worn out, and lost hope of achieving anything out of their presence in Lebanon."*[810] *Ce dernier cite d'ailleurs à l'appui une déclaration de Yossi Beilin reconnaissant les qualités combattantes exceptionnelles des forces du Hezbollah : "The members of Hizbullah dot not only drive our army mad, but leave the whole of Israel insane. Everyone is concerned by this issue."*[811]

Pour les combattants islamistes, leur supériorité morale trouve son aboutissement dans le martyre, don suprême de soi. Pour les chiites, le martyre à l'image de celui de Hussein[812] représente la victoire du sang contre l'épée et donc de l'oppressé sur le tyran. Ce dernier est justifié en termes opérationnels par le déséquilibre considérable de moyens entre les combattants de la résistance islamique, libanaise ou palestinienne, et les forces israéliennes. Ce serait finalement les forces israéliennes qui n'auraient laissé d'autres choix opérationnels aux combattants

---

[808] Voir Houda Kassatly, "op.cité, pp. 311
[809] Voir Houda Kassatly, op.cité, pp. 313
[810] Voir Naïm Qassem, op.cité, p.111
[811] Voir le journal *Davar*, 7 Juin 1985, cité par Naïm Qassem, op.cité, p.111
[812] Sur la figure du martyre d'Hussein dans l'imaginaire combattant chiite, voir Al Tabarî, « Bataille de Kerbélâ (680). Défaite de Hosaïn et origines du chî'isme », dans Jean-Paul Charnay, *Principes de stratégie arabe*, éd. de L'Herne, 1984, extrait cité par Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire*, Coll. Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1990, pp.476-480 ; sur les thèmes du martyr et du jihad et leurs relations avec la dialectique oppressé/oppresseur, voir Joseph Alagha, op.cité, pp.137-142

islamistes libanais et palestiniens que le martyre. Si les opérations martyres doivent avant tout viser des cibles militaires, le *Hezbollah* n'exclut pas que certains civils puissent être victimes des dommages collatéraux. Dans le cas du Hamas et du Jihad islamique, la discrimination entre civils et militaires est moins claire. La lutte doit être « en principe » dirigée contre des objectifs militaires, mais comme le rappela le Cheikh Yassin:

> *« Hamas does not endorse the killing of civilians, but that is sometimes the only option it has if it to respond to the murdering of Palestinian civilians and the cold-blooded assassination of Palestinian activists."* [813]

Plus encore, ce sont les Israéliens qui forcent les Palestiniens à user de ce type d'approches opérationnelles d'après Khaled Mesha'al :

> *« Martyrdom operations are acts of legitimate self-defense forced on us because the battle between us and Israel is not between equal sides and because the Israeli occupation has not left our land and no one has done us justice. […] Had the Palestinian people found the alternative they would have done without the resistance and without the martyrdom operations. They have been forced to resort to them. Nevertheless, we took the initiative more than ten years ago to propose sparing civilians on both sides of the conflict. We said we were prepare to stop the martyrdom operations, provided Israel also stops killing Palestinian civilians including women, children and the elderly and stop destroying homes. Should Israel stop, we would be ready to stop. But Israel refused."*[814]

Sans parler ensuite de la justification par Qardawi du fait que tous les Israéliens servent dans l'armée, donc ils sont tous des soldats en puissance et à ce titre peuvent être considérés comme des cibles militaires.

[813] Propos de Yassin cité dans le document "What we struggle for?", cité par Azzam Tamimi, op.cité, p.165.

De manière plus générale, comme le rappelle Azzam Tamimi :

> *« Palestinian organizations that use martyrdom operations maintain that they never target children. They insist that they target primarily army personnel, and that any attacks on civilians are either unintended or inevitable, as long as Israel continues to target Palestinian civilians. Additionally, they argue that Israel is a military state where every man and woman, apart from the ultra-Orthodox Jews, serves in the army. They explain that they target buses because soldiers travel in them. When they target bars and nightclubs, it is because they are meeting places for off-duty service men and women who earlier in the day would be actively engaged in military operations in the occupied territories.*
> *Palestinians have reached a broad consensus regarding the military nature of Israeli society. For many Palestinians it remains the means, rather than the target, which has become the subject of theological and jurisprudential investigation. The nature of the operation has been the central issue in the assessment of the legitimacy or illegitimacy of the suicide bomb or martyrdom operation. As always, in the case of the issue of a fatwa on any issue, the difficulty emanates from the fact in Sunni Islam there is no single or undisputed authority to which reference can be made."815*

Le recours au martyre exprime donc une tentative de dépasser l'asymétrie du rapport de force en le re-symétrisant par la terreur que le martyre inspire à l'ennemi en même temps qu'il traduit une tentative de dépassement de soi par l'individu. En effet, on remarque depuis l'invention de ce mode de violence par les *Bassidji* iraniens que son recours représente pour tous les martyrs une tentative de dépasser leur incapacité à se réaliser en tant qu'individu au sein d'une société qui ne leur offre aucun avenir. Ainsi, à travers le martyre, le partisan libère la société et le territoire auxquels il appartient en même qu'il se libère d'une vie vécue comme une aliénation.

---

[814] Voir Azzam Tamimi, op.cité, p.165

Le partisan devient alors « partisan sacrificiel ». Toutefois, si dans le monde chiite, le martyre pouvait être facilement identifié à certaines figures sacrées telles qu'Hussein, dans le monde sunnite, le martyre n'existe pas et suscite d'intenses débats ; certains religieux condamnent le martyre des combattants islamistes palestiniens qu'ils perçoivent comme un suicide, vertement condamné en Islam.

> *« Hamas is believed to have been the first Sunni Muslim group to employ the strategy of suicide bombing, which stirred up an intense debate within Sunni circles. With no single Sunni Muslim authority empowered to issue a decisive fatwa on the matter, and with the spread of the strategy, the controversy is far from over.*
> *The first and most critical question is whether the act is suicide or sacrifice. The second issue relates to the problem of the indiscriminate consequence of suicide bombing, and the inevitability it may, despite all precautions, result in the deaths of innocent civilians, and particularly of children. The third problem concerns the consequences of the strategy for the lives of the community in whose defense such operations are carried out."*[816]

Alors que la jurisprudence traditionnelle considère le suicide comme un acte reprehensible, depuis le development des attentats-suicides de plus en plus de religieux en Palestine et en Arabie saoudite ont eu tendance à essayer de défendre théologiquement ces opérations. Le Cheikh Sayyid Tantawi, le grand mufti d'*Al Azhar*, a adopté la position suivante en 1997:

> *« When the Muslim explodes himself in the midst of combatant and enemies, he only performs an act of self-defense; it is martyrdom because the recompense for an injury is an injury equal thereto. What Israel is doing inside the Palestinian territories would only drive any Muslim to seek revenge and act in self-defense."* [817]

---

[815] Voir Azzam Tamimi, op.cité, p.186
[816] Voir Azzam Tamimi, op.cité, p.171
[817] Voir les propres du Cheikh Sayyid Tantawi dans *Al Hayat* (London), 4 août 1997, cité par Azzam Tamimi, op.cité, p.171

Par ailleurs, au début des années 2000, le cheikh al Qardawi, a émis une *fatwa* légalisant le recours aux opérations martyres contre des civils israéliens en se basant sur l'idée qu'Israël est une société militaire, où chaque citoyen peut être considéré comme un soldat en puissance. Ces différentes positions reflètent les controverses que suscitent les opérations martyres au sein du monde sunnite[818] entre les religieux qui légitiment les opérations martyrs, et ceux qui au contraire les considèrent comme quelque chose de proche du suicide; ces positions ont cependant évolué en fonction des moments.

Les islamistes palestiniens cherchent ainsi à inscrire cette pratique de la violence, étrangère au monde sunnite, dans leur univers de sens traditionnel. Ils reprendront la figure de la résistance palestinienne qu'incarne *Izzedine al Qassam* et qui avait déjà été mise à l'honneur par le *Fatah* dans les années 1970[819]. En effet, celui-ci représentait pour le *Fatah* et les factions de la gauche palestinienne, la volonté d'émancipation des masses populaires de la domination des notables et des grandes familles. Le leader du FPLP, Ghassan Kanafi en fit même un « Guévara palestinien » dans son ouvrage *La Révolte de 1936-1939 en Palestine*[820], réinscrivant ainsi la résistance palestinienne dans la grande histoire des mouvements de guérillas tiers-mondistes. Les combattants du *Hamas* reprirent la figure d'al Qassam afin de réinscrire l'idéologie des Frères musulmans dans une tradition résistante[821] tout en éludant volontairement l'attitude attentiste adoptée par la confrérie de 1948 à 1967[822].

---

[818] Voir Azzam Tamimi, op.cité, pp.180-185

[819] Les auteurs de *De la théologie à la libération ?* rapellent qu' « *À la fin des années 1970, le Fatah commémore, au cours d'événements artistiques et culturels, la mort de ce dernier et de ses partisans dans leur premier combat contre l'armée britannique. Des chansons en l'honneur d'Ezzedin Al-Qassam sont alors composées par le groupe musical officiel du Fatah, Firqa al-'ashiqin, et une série télévisée retrace sa vie* », voir Wissam Al Haj, Nicolas Dot-Pouillard, Eugénie Rébillard, op.cité, locations 620-625

[820] Ghassan Kanafi, *La Révolte de 1936-39 en Palestine*, Ghassan Kanafi Cultural Foundation, 2006, p.20 ; comme le rappellent les auteurs de *De la théologie à la libération ?*, « *Le fait qu'il soit syrien (il est né à Jabala dans la périphérie de Lattaquié) illustre le facteur nationaliste arabe de la lutte, écrit Kanafani. Le fait qu'il soit azhariste (il étudia à Al-Azhar) illustre le facteur nationaliste religieux représenté par Al-Azhar au début du siècle. Le fait qu'il se soit engagé dans une lutte nationale (il prit part à la lutte contre les Français en Syrie à Jabal Huran en 1919-1920 et fut condamné à mort) illustre l'unité de la lutte arabe. […] On dit que lorsqu'il a réalisé qu'il ne pourrait pas étendre la révolte avec ses camarades, il aurait déclaré son fameux slogan : "mourez en martyrs". Nous devons comprendre ce slogan dans le sens "guevariste" […]. La conduite d'Al-Qassam nous montre qu'il était conscient de l'importance de son rôle comme initiateur d'un foyer révolutionnaire avancé.* », op. cité, locations 637-644

[821] L'article 7 de la Charte de 1988 affirme ainsi : « *Le Mouvement de la résistance islamique est l'un des épisodes du djihad mené contre l'invasion sioniste. Il est étroitement lié au soulèvement du martyr 'Izz al-Dîn al-Qassâm et de ses frères combattants du djihad les Frères musulmans en 1936 ; il est aussi lié à un autre épisode, celui du djihad des Palestiniens, des efforts et du djihad des Frères musulmans dans la guerre de 1948 de même que des opérations de djihad menées par les Frères musulmans en 1968 et plus tard.* », voir la charte du *Hamas* en annexe 7.

[822] Khaled Hroub décrivit cette période de l'histoire de la confrérie comme celle d'une « opposition domestiquée », op.cité, p.20

Le Jihad islamique, de son côté, opéra une synthèse entre les figures d'Hussein et celle d'al Qassam, dépassant ainsi le clivage sunnite-chiite au nom d'une même identification aux figures de la lutte des oppressés contre les tyrans. Enfin, il est remarquable que les islamistes palestiniens et libanais aient utilisé les pratiques de la résistance nationale palestinienne laïque consistant à afficher dans les rues des villes et des camps de réfugiés des affiches avec les photos des martyrs de la cause. Ce faisant les morts occupent alors une place centrale dans la vie des vivants.

3.2.2. Le martyr et les soldats de la Rédemption

De la même manière, la figure du combattant martyr a une place essentielle dans la vision du monde des colons extrémistes :

> *« Les soldats de la rédemption n'ont pas besoin de gilets pare-balles, et leur mort « personnelle » n'a pas la moindre importance à en croire Zvi Yehoudah Kook et son discours sur le grand processus messianique de « réparation » (tikkun) ».*[823]

Comme chez les Islamistes chiites libanais, le sacrifice des combattants du mouvement s'appuie sur un processus d'identification au martyre, ici, celui du sacrifice d'Isaac, qui joue un rôle central dans le récit théologico-historique des colons. La figure d'Isaac incarne le dévouement inconditionnel d'Abraham à Dieu ou encore. Une autre figure mythique est celle du sacrifice de la mère dans le 2è livre des Maccabées et qui servit de parallèle à la mort de Rachel Druck, une habitante des colonies tuée par balle en se rendant à une manifestation en 1991 contre Madrid et qui devint une icône. Le lieu de sa mort est un lieu de pèlerinage, une colonie portant son nom y est établie. Un groupe de femmes, indépendantes et mères de familles nombreuses, habitant dans des colonies dangereuses comme *Beit El*, *Elon Moreh* ou *Shilo* et entretenant des liens avec les fondateurs du Goush, lui rend un véritable culte.

[823] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, *Les Seigneurs de la Terre: Histoire de la colonisation israélienne des territoires occupés*, Coll. Essais (H.C.), éd. française, éd. Kindle, Seuil, 2013, location 6582

Dans le récit théologico-historique des colons, la mort est magnifiée, sanctifiée et justifie l'ensemble des actions de « résistance » à cet oubli de la présence historique juive ou à ce qui est perçu comme des tentatives de supprimer cette présence. On retrouve ce processus à la base de la création des avant-postes qui sont souvent installés à l'endroit où fut tué un colon ou un officier, dont ils portent le nom :

> *« Installer des avant-postes est comme une thérapie pour nous, expliquait Yehoshoua Mor-Yosef du conseil des colons de Yesha. C'est la réponse sioniste adéquate, et c'est l'action la plus populaire parmi les colons. Lorsque des colons sont tués, les gens deviennent presque fous, et la seule façon de décharger cette colère et ce désarroi, c'est de construire un avant-poste. Pous nous, un avant-poste est un mémorial vivant, et c'est le seul langage que les Arabes comprennent. Ils savent que nous sommes aussi radicalement attachés à la terre qu'eux. C'est notre meilleure revanche. Pour chaque goutte de notre sang, ils doivent payer en terre. »*[824]

Il faut toutefois noter que ce culte des martyrs n'est pas que le fait des colons extrémistes et touchent l'ensemble des habitants des colonies. De la même manière, le culte des martyrs des mouvements islamistes libanais et palestiniens touche plus largement la communauté chiite libanaise et la société palestinienne. Dans les trois sociétés, les familles des martyrs jouissent d'un statut spécifique, qui leur donne un certain prestige social.

L'enterrement des morts à Hébron et la création de cimetières dans les colonies à partir des années 1980, avec le début de la première *Intifada*, a ainsi permis d'ancrer la présence des colons dans l'histoire et la géographie des lieux. La colonisation est désormais enracinée dans le territoire. Au nom des morts, les colons les plus radicaux d'Hébron et de *Kiryat Arba* légitiment les violences commises contre la population arabe voisine. Les morts engendrent un cycle de vengeance qui prend une dimension politique. Ainsi, après l'assassinat d'un élève d'une *yeshiva* paramilitaire en 1980, Sharon encouragera la colonisation du centre d'Hébron,

[824] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, op.cité, locations 6725-6726,

enclenchant ainsi un engrenage de représailles sans fin entre les colons et les Palestiniens. La mort de cet étudiant qui donna lieu à des funérailles grandioses devint un modèle, depuis maintes fois répété, mettant en scène le combat politique des colons et leur statut de victimes. Durant ces manifestations de masse, les éloges funèbres réaffirment aussi bien la légitimité de la mission des colons qu'ils incriminent le gouvernement ou en appellent aux violences contre la population arabe. Les morts ne sont plus une affaire privée, mais appartiennent à la communauté. Cette mise en scène de la mort et son rôle dans la mobilisation politique atteindront leur paroxysme avec la mort de Baruch Goldstein, qui deviendra une véritable idole pour le mouvement des colons.

3.2.3. La société de la résistance et les martyrs

La culture du martyre qui polarise les discours et les représentations de ces mouvements suggère l'existence de mécanismes d'inculcation de cette culture et de ses références. Le martyre polarise en effet l'ensemble de la société, à la fois parce que ces sacrifices ne peuvent laisser indifférents, mais aussi parce qu'il est savamment mis en scène par les mouvements religieux-nationalistes. Le cheikh Naïm Qassem affirme ainsi que:

> *« The martyrs influenced everyone, and the spirit of martyrdom became present at all levels. People interacted strongly with the notion, to the extent that some felt discontent upon being incapable to provide a family member to this endeavour. Children carried the spirit of freedom fighters until their aspirations for martyrdom became a common and widespread phenomenon. »*[825]

Le sang versé par les martyrs revitalise la communauté:

> *« even though the wind of circumstance was blowing against the course of martyrdom, the influence of martyrs' blood was stronger, a fact which proves that martyrdom carries a vitalizing and lively power which is*

[825]Voir Naïm Qassem, op.cité, p.105

capable of spreading across the nation without hindrance, its movement taking lead with remarkable speed in preparation for investing the nation's potentials."[826]

Dans cette éducation au martyre, les femmes jouent un rôle particulier, et tout d'abord dans la transmission de cette culture du martyr aux enfants. Ce sont elles qui vont diffuser cette propension au sacrifice chez les combattants dès leur plus jeune âge :

« A woman bears the greater share in the recruitment and cultivation role, and this through her various functions as mother, spouse, sister and daughter. Many a mother has raised her child to believe in religion when young, and then sent him to battle when he became of age. Many a wife has supported her husband, bearing with him the sacrifices of jihad. Such is the cultivation and family education that elevates woman to the highest levels of giving and sacrifice."[827]

Elles ont un rôle de transmission de la culture du martyre et à ce titre, elles incarnent le lien qui relie les morts aux vivants. Les femmes sont donc au centre de cette culture, aussi bien comme épouses que comme mères ou sœurs des martyrs. Si leur rôle est incontournable dans la transmission des valeurs guerrières, du courage et du sacrifice, les mouvements religieux-nationalistes refusent toutefois de les intégrer aux unités combattantes. Le *Hezbollah* a adopté une position plus conservatrice que les mouvements islamistes car il considère qu'il n'est pas nécessaire d'engager les femmes au front puisque la Résistance dispose d'un nombre d'hommes suffisant. La place des femmes reste à l'arrière comme soutien aux combattants, éducation des futurs combattants et martyrs. Avec la concurrence grandissante entre les factions palestiniennes, les islamistes palestiniens seront obligés de reconnaître que rien n'interdit au regard du droit islamique qu'elles prennent part aux combats[828]. Les islamistes palestiniens verront des kamikazes féminins dans leurs rangs au cours de la

[826] Idem, p.105
[827] Voir Naïm Qassem, op.cité, p.105
[828] Dans une déclaration au *Khaleej and Times* du 30 janvier 2002, le Cheikh Hassan Youssef du *Hamas* affirma que : « *C'est le droit des femmes musulmanes de combattre contre l'occupation et aucune fatwa ne leur interdit de se joindre au combat.* », cité par Pénélope Larzillière, p.137 ; par ailleurs, l'article 12 de la Charte de 1988 du *Hamas* affirmait qu' *« il n'y a rien de plus fort et de plus profond dans le patriotisme que le djihad qui, lorsque l'ennemi foule du pied la terre des*

seconde *Intifada*, alors qu'avant cela restait un phénomène propre aux factions laïques (FPLP, *Brigades des martyrs d'al Aqsa*). Toutefois, les factions palestiniennes restent mal à l'aise face à ces candidates au suicide qui brouillent les clivages sociaux traditionnels :

> *«L'engagement féminin apparaît comme de seconde main par rapport à l'engagement masculin, supplétif et quelque peu inefficace du fait de son inadéquation avec le rôle social des femmes »*[829]

La présence de tels mécanismes suggère l'idée de valeurs communes aux militants de ces mouvements et donc de manière plus générale, l'existence de contre-sociétés. Nous parlons de « contre-sociétés » car nous faisons l'hypothèse que la vision obsidionale qui porte ces mouvements les place en rupture avec leur environnement social national. Par ailleurs, on a vu que ces mouvements sont issus des marges et qu'ils se sont largement construits en opposition par rapport aux sociétés dont ils sont issus. Ici, on doit mettre à part le cas du Mouvement du Jihad islamique palestinien qui jusqu'en 1992 ne s'est pas constitué officiellement en un parti mais est resté plutôt une sorte de nébuleuse. Par ailleurs, le MJIP a dès le départ fait le choix de ne pas s'investir dans le social et de conserver sa position d'avant-garde militante.

4. Contre-sociétés résistantes

Ces mises en scènes grandioses de la mort plutôt que des morts rappellent que les intérêts du groupe sont supérieurs à ceux des individus et imposent une forme d'ordre interne au sein duquel chacun accepte de mettre ses aspirations personnelles de côté. De là découle un principe d'unicité qui fait que le groupe parle d'une certaine manière d' « une seule voix ». Dans les trois situations, on retrouve l'existence de normes particulières à la communauté qui donnent la prééminence à la « cause » sur les aspirations des individus. En effet, la cause du mouvement étant liée

---

musulmans, incombe à tout musulman et musulmane en tant qu'obligation religieuse individuelle (fard'ayn) ; la femme n'a pas besoin de la permission de son mari pour aller combattre », voir extrait de la Charte du *Hamas* en annexe 7.

[829] Voir Pénélope Larzillière, op.cité, pp.138-139

à des intérêts supérieurs, religieux mais aussi nationaux qui engagent l'avenir de la nation toute entière, les aspirations individuelles font figure en comparaison de revendications bassement « matérielles ». Pour ces raisons, ces mouvements attendent une loyauté totale de leurs membres et une propension aux sacrifices pouvant aller jusqu'à la mort de l'individu. Or, au regard de la mission du mouvement dont une part des fins sont purement et simplement eschatologiques, la mort de l'individu n'est rien. Le dévouement le plus total de chacun est donc requis au risque de faire échouer la cause, ce qui implique par conséquent une forme de culpabilisation des individus.

4.1. L'individu au service la collectivité

Ainsi, comme nous rappellent les auteurs de *Lords of the Land* :

> *« les chefs du mouvement appelaient leurs fidèles à prendre une part active et directe au plan divin, au grand mouvement de rédemption qui prenait forme en substance devant leurs yeux. Le lien immédiat et ostensiblement personnel entre la direction du mouvement et le moindre de ses militants est manifeste dans cet appel direct aux individus. A Sebastia, comme de façon plus générale, Goush Emounim cultivait chez ses membres la tension puissante née de l'attente du Messie. Il s'agissait de nourrir le sentiment d'une obligation absolue et d'une responsabilité personnelle de tous les membres du groupe militant, incités à abandonner la terne routine de la vie quotidienne et à s'élever au-dessus des limitations de l'existence courante pour réaliser soi-même – et non par le biais de représentants – un acte de rédemption collective et individuelle. »*[830]

4.1.1. La société de la résistance : un espace clos

Dans la société de la résistance, chacun œuvre au salut de la collectivité à travers sa participation individuelle. La participation à cette œuvre est donc un

[830] Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, op.cité, locations 4946-4953

engagement au sens le plus absolu et le plus complet du terme. En prenant part au destin de la collectivité, la vie individuelle acquiert un sens. Pour ses membres, elle est un univers de sens qui leur fournit normes et valeurs. La collectivité doit donc être considérée comme un tout holiste, l'individu se fondant au sein d'un ensemble qui le dépasse et le transcende. L'engagement des individus parce qu'il est total et structure l'ensemble des dimensions de la vie personnelle et sociale, confine à une forme d'enfermement. En appartenant à cette contre-société, les individus acceptent de se couper volontairement de la société et vivent une forme de marginalité qui est cette fois-ci choisie. Dans les trois cas, on retrouve une même forme d'enfermement/isolement au sein de ces trois sociétés, justifiée par le combat originel et essentiel ou ontologique de la communauté contre un ennemi, qui est à la fois extérieur et intérieur. De là, découle la forme d'acosmisme dans lequel vivent ces communautés[831]. Cet acosmisme constitue une prolongation de l'acosmisme que vivaient les membres de ces collectivités dans leurs communautés d'origine, toutes marginalisées historiquement. Le concept d'acosmisme fut utilisé par Hannah Arendt pour décrire la vie des juifs de la diaspora en marge des sociétés dans lesquelles ils vivaient jusqu'à l'époque des Lumières, puis plus tard lors de l'émergence du sionisme politique.

Dans la tradition juive, cet acosmisme trouvait sa justification dans la prophétie de *Balaam*[832]. Le *Gush Emunim* prolongea cet acosmisme traditionnel des

[831] Dans la philosophie politique d'Hannah Arendt, l'acosmisme renvoie, comme le rappelle Erwan Sommerer, à la fois au comportement des peuples qui décident de se placer en retrait du monde, de ne pas participer à la vie politique de la Cité : *« La politique, dans sa définition arendtienne, est l'espace con-tradictoire d'un lien et d'un écart. Un lien, car la politique est avant tout un rapport entre les hommes instauré par la loi, une relation qui s'installe à la place du vide occupé par le désert des peuples qui n'ont entre eux aucun contact normé. Un écart, puisque la politique est aussi la création d'un monde com-mun où subsiste la pluralité, où chaque peuple vient enrichir la vie et la connaissance communes en apportant sa façon d'être au monde : la politique est ce qui rassemble et maintient à distance en même temps. Exister au milieu de ses semblables est pour Arendt le propre de la véritable appartenance à l'humanité. Séparés les uns des autres, les peuples qui ne confrontent pas leurs modes de vie sont privés de monde. Et cet acosmisme menace aussi l'ensemble de ceux qui vivent dans l'exclusion de l'altérité.* ». La politique puisqu'elle repose sur un équilibre en évolution constante entre lien et altérité, produit elle-même de l'acosmisme alors même qu'elle cherche à le réduire. La communauté politique cherche à rassembler des identités plurielles au sein d'une même identité commune. Pour cette raison, l'insertion dans la communauté politique est en même temps une forme de réduction de l'altérité. Ce faisant, il advient que la communauté politique produit elle-même des formes d'exclusion, poussant certains groupes qui ne peuvent s'insérer dans cette identité commune vers l'acosmisme. L'acosmisme s'accroît à mesure que le régime politique est autoritaire. Il atteint son paroxysme avec les systèmes totalitaires qui nient toute individualité au profit d'une identité imaginée et d'un nouveau mode d'être de l'individu, qui annihilent toute forme d'existence individuelle. Pour cette raison, nous pensons que l'acosmisme caractérise bien les contre-sociétés construites par les mouvements religieux-nationalistes évoqués ci-dessus. Voir Erwan Sommerer, « L'Espace de la démocratie. Identité et altérité dans la conception arendtienne de la politique », *Le Portique*, n°16, 2005, accessible en ligne : https://leportique.revues.org/729?lang=en

[832] La prophétie de *Balaam* renvoie à la prophétie suivante que l'on trouve dans l'*Ancien Testament* (Nombres, 23, 9) : « *C'est un peuple qui habitera seul, et il ne sera pas compté parmi les nations* ». En contrepartie de leur élection, les Juifs sont donc condamnés à vivre seuls et différents parmi les autres nations. Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, op.cité, locations 5512-5513

juifs de la diaspora en se mettant volontairement en retrait de la société israélienne, montrant une indifférence aussi bien aux Gentils qu'aux lois de l'Etat israélien séculaire et ne répondant qu'à ses propres règles. Depuis la Seconde *Intifada*, la dégénération de la situation sécuritaire a fait des colonies des lieux d'enfermement au sens le plus matériel du terme. Ces colonies reliées aux autres colonies ou à Israël par les routes de contournement, qui forme un réseau protégé de routes séparées qui entaillent le territoire de la Cisjordanie, sont devenues des camps retranchés. Il en était de même pour les colonies de la Bande avant le désengagement. Ces colonies ne doivent leur survie qu'à la présence constante de l'armée, dont les blindés sont déployés autour de ces colonies assiégées.

De la même manière, le *Hezbollah* et le *Hamas*, chacun à leur manière, prolongèrent cet acosmisme dans lequel avaient vécu d'un côté la communauté chiite libanaise et les Islamistes palestiniens de l'autre, en ré-islamisant à marche forcée les contre-sociétés auxquelles ils donnèrent naissance. Au début des années 1980, avec l'aide des *Pasdarans*, le *Hezbollah* imposa un nouveau style de vie « islamique » dans la *Bekaa*, au Sud Liban et dans la banlieue sud de Beyrouth. Les pratiques sociales et vestimentaires jugées non conformes aux valeurs de l'islam y seront interdites. Les magasins et restaurants vendant de l'alcool sont interdits, de même que les établissements où les Libanais avaient l'habitude de se retrouver pour jouer aux cartes. Les bermudas et autres tenues jugées non « correctes » sont prohibés.

A l'issue de la première *Intifada*, et plus encore depuis que le *Hamas* s'est emparé du pouvoir à Gaza, ce dernier a entrepris de ré-islamiser la société palestinienne en imposant des pratiques sociales particulières, que Khaled Hroub qualifie de « code moral religieux »[833].

> Même si le Hamas nie imposer un quelconque mode de vie aux habitants de Gaza et dans certains quartiers de Cisjordanie où il est fortement présent, il n'en a pas moins *« créé un climat qui, dans un certaine mesure, a indirectement imposé les règles du mouvement à ceux à qui il vient en aide. Non contents de voter pour le Hamas aux élections, bien des pauvres*

[833] Voir Khaled Hroub, op.cité, p.111

> *qui reçoivent de manière permanente l'aide et l'enseignement du parti sont également prêts à suivre sur le terrain des traditions et des pratiques religieuses, […] ce que l'on peut considérer comme une forme de contrainte indirecte, de type paternaliste. »*[834]

Depuis, la prise de contrôle de la Bande par le *Hamas*, ce renforcement du contrôle social sur un mode « islamique » vise aussi à affirmer la différence du nouveau pouvoir vis-à-vis de ses anciens rivaux du *Fatah*[835].

Ces communautés constituent dans les trois cas majeurs – le cas du MJIP étant particulier – des contre-sociétés rassemblant des individus au sein d'un même univers de sens, coupés du reste de la société, voire opposés à celle-ci. En effet, le degré et la propension au sacrifice demandé aux membres de la communauté font de ces derniers des éléments à part de la société. Pour cette raison, il est légitime de postuler que ces mouvements ont tous des règles plus ou moins tacites de fonctionnement internes régissant l'ordre interne à la collectivité que reflètent les normes et les valeurs couramment acceptées au sein de ces communautés.

4.1.2. Militants et dirigeants

Tous ces mouvements accordent ainsi une attention particulière à la sélection de leurs membres. Les étapes du processus de recrutement ainsi que les critères reflètent la plus ou moins grande centralisation/institutionnalisation de ces mouvements. Mais dans l'ensemble des cas, on retrouve *grosso modo* le « modèle de l'iceberg de l'extrémisme » développé par Ehoud Sprinzak.

> Selon lui, au sein de ces mouvances, *la « partie immergée de l'iceberg est constituée par le mouvement extrémiste, tandis que sa partie immergée, son infrastructure, est un système social et culturel complet qui n'a rien*

---

[834] Voir Khaled Hroub, op. cité, p.110-111

[835] Beverley Milton Edwards et Stephen Farrell rapportent ainsi les propos d'un des commandants des *Brigades Ezzedine al Qassam* justifiant l'usage de plus en plus courant des forces de sécurité du *Hamas* dans la régulation des pratiques sociales au nom de la lutte contre la corruption des laïcs du *Fatah* : « '*We exposed the security services in order that they repent to Allah and know that there is no room [in Gaza] for apostates and heretics. We are right and they are wrong. Remember that Abu Bakr [a companion of the Prophet Mohammed] fought apostates to prevent violation.' He and his followers saw Fatah*

d'extrémiste et a un fonctionnement normal au quotidien. Entre le groupe extrémiste et son infrastructure, il n'y a pas de séparation, de sorte que le groupe peut, quand le besoin s'en fait sentir, recourir à l'ensemble des ressources immenses de la partie immergée. »[836]

Ce qui confirme l'idée de l'existence d'une contre-société plus ou moins liée au groupe politico-religieux :

« Selon l'analyse de Sprinzak, le Goush n'était pas un petit groupe de fanatiques qui auraient été tout à coup « illuminés » par une vision messianique : au contraire, il représentait l'extrémité visible d'un vaste corps social et culturel profondément enraciné dans la société israélienne et ayant grandi silencieusement en elle pendant des années. A la faveur de circonstances particulières, cette extrémité était soudain devenue apparente. »[837]

Ce qui est intéressant dans l'analyse d'Ehoud Sprinzak, c'est qu'elle permet de cerner la nature et les liens organiques liant le groupe dirigeant à la masse des militants au sein de ces contre-sociétés, mais aussi parce qu'il met en évidence le caractère rationnel de la démarche et des pratiques de fonctionnement de ces mouvements radicaux. Cette différence dans le degré d'intégration du noyau dirigeant et de la masse des militants reflète deux grandes catégories d'organisations : d'un côté, celle de la mouvance, guidée par une avant-garde élitiste, qui renvoie au *Gush* et au MJIP; d'un autre côté, des partis centralisés, hiérarchisés et fortement cloisonnés, à l'image du *Hezbollah* et du *Hamas*.

Dans tous les cas, on trouve un organe collectif dirigeant. En effet, les leaders de ces mouvements connus par le grand public ne donnent qu'une image partielle de la constitution des organes directionnels de ces mouvements. Dans les différents cas,

---

as a threat to the religious fabric of the society that they were intent on creating.", voir Beverley Milton-Edwards, Stephen Farrell, *Hamas: The Islamic Resistance Movement*, éd. Kindle, Wiley, 2013, p. 294

[836] Voir Ehoud Sprinzak, « Goush Emounim : l'iceberg de l'extrémisme politique », in *Medina*, Mimshal Veyahasim Beynleumiim, printemps 1981, p.36, 37, cité par Idith Zertal et Akiva Eldar, op.cité, locations 5376-5377

[837] Idem, locations 5377-5378

les organes directionnels sont structurés autour d'une majorité de « religieux », auxquels viennent s'ajouter des dirigeants « laïques » qui ont toutefois fait la preuve de leur piété. Le leadership est majoritairement composé de religieux car ceux-ci sont les plus aptes, compte tenu de leur connaissance de la *Chari'a* ou de la Torah, à diriger selon les lois divines. Leurs organes dirigeants sont encore constitués en majorité par les membres fondateurs de ces mouvements. Dans le cas du *Gush*, on retrouve une instance dirigeante constituée par les membres fondateurs du mouvement, polarisée par un chef charismatique, Hanan Porat. Diplômé de prestigieuses *yeshivot* et premier colon du *Gush Etzion*, doté d'une autorité et d'un charisme naturels, Porat apparaît dès le départ comme le leader désigné du mouvement. A ses côtés, on trouve Levinger, le premier colon d'Hébron, figure admirée mais controversée et Yohanan Fried, de Jérusalem, directeur de l'Institut de recherches de la *Yeshiva Merkaz HaRav*.

4.2. Structures organisationnelles

Dans les quatre cas, la structure organisationnelle est plus ou moins pyramidale, les orientations définies par l'organe collectif dirigeant étant répercutées à travers différentes institutions intermédiaires dans les territoires sur lesquels « règnent » ces mouvements. Les structures de ces partis ou mouvements ont toutes évolué au cours du temps, démontrant la capacité de ces acteurs collectifs à s'adapter aux circonstances politico-historiques et à se transformer de l'intérieur. Dans les quatre cas, ces évolutions sont le fruit d'une démarche pragmatique, traduisant une évolution vers le politique et l'institutionnalisation de ces structures, bien qu'à des degrés différents.

Dans les cas du *Hezbollah* et du *Hamas*, les structures organisationnelles[838] sont relativement similaires. Au sommet de la pyramide, on trouve le *Majlis al Shura* (Conseil consultatif), constitué de presque dix membres, élus par le *Majlis al Markazi* (Conseil central), qui réunit les membres fondateurs et les cadres du mouvement. Dans les deux cas, le processus d'élection relève plutôt de la désignation, avec

[838] Sur l'organisation interne du *Hezbollah*, voir Ahmad Nizar Hamzeh, *In the Path of Hizbullah*, Syracuse University Press, New York, 2004, pp.44-65; sur l'organisation interne du *Hamas*, voir Khaled Hroub, op.cité, pp.163-186

approbation du *Majlis al Markazi*, que d'une véritable élection. Par ailleurs, les membres proposés à la candidature ne sont pas véritablement représentatifs de la base du mouvement mais sont plutôt sélectionnés en fonction de leurs aptitudes religieuses et politiques. Les membres du Conseil consultatif élisent en leur sein un Secrétaire général et son adjoint, ainsi que les dirigeants des différentes sections composant l'appareil administratif du mouvement. Il s'agit donc plutôt d'un processus de nomination et de distribution des responsabilités que d'un véritable processus électif. Dans les deux cas, la direction du mouvement chapeaute un double appareil : politico-administratif et militaire. Une spécificité doit toutefois être relevée dans le cas du *Hamas* puisque la direction est divisée entre les Territoires et l'Extérieur.

Dans le cas du MJIP et du *Gush*, la direction est assumée par le ou les fondateurs qui, du fait de leur légitimité historique, sont devenus des chefs charismatiques.

> Comme le groupe fondateur du MJIP, *« Les membres du Goush Emounim étaient fiers de leur refus délibéré de se constituer en parti, ou même en groupe établi. Pendant des années, jusqu'à la création du conseil de Yesha au début des années 1980, la désignation des chefs du mouvement se fit sans recours à des élections. Un groupe de fondateurs « naturellement » sélectionnés désignait parmi les membres ceux qui exerceraient les rôles informels de direction. […] Les sources d'autorité informelle étaient multiples : ce pouvait être le fait d'avoir servi dans l'armée, le charisme, une réputation de spiritualité, le fait de disposer d'un réseau de connaissances ou de soutiens susceptibles d'être activé lors des mobilisations, la capacité à s'insinuer jusqu'aux échelons les plus élevés du système politique, ainsi que l'esprit de sacrifice et le dévouement au mouvement, ou encore le talent à lever des fonds. »*[839]

De cette opacité entourant la constitution et le processus de désignation des instances dirigeantes du mouvement, ce dernier a tiré un prestige et une aura de

[839]Voir Idith Zertal et Akiva Eldar, op.cité, locations 5343-5351

mystère. De la même manière, pour les membres fondateurs du MJIP qui mélange aussi bien des intellectuels que des combattants.

Dans le cas du *Hamas* et du *Hezbollah*, le Conseil consultatif est responsable de l'ensemble de l'administration du parti, de la planification et de l'élaboration des politiques. Les décisions finales prises par le Conseil consultatif, par consensus ou vote majoritaire, s'appliquent à tous les membres du parti. Dans le cas du *Hezbollah*, si un désaccord survient entre les membres du Conseil consultatif, la question est soumise à l'arbitrage du *wali al faqih*, ce qui permet à la fois d'éviter les dissensions entre les membres de l'élite du parti et donne légitimité et force exécutoire aux décisions prises. Dans les autres cas, l'arbitrage entre les membres dirigeants est soumis aux fondateurs du mouvement, comme l'était le cheikh Yassin pour le *Hamas*, Hanan Porat ou Levinger dans le cas du *Gush* et enfin, feu Fahti Shiqaqi ou Ramadan Shallah pour le MJIP. Même au sein du *Hezbollah*, on note ces dernières années une tendance au renforcement du pouvoir décisionnel de Nasrallah.

A partir des années 1990, on observe dans l'ensemble des mouvements un moindre renouvellement des instances dirigeantes, qui reflète les difficultés éprouvées par ces mouvements à se politiser. L'intégration au sein du jeu politique national s'est donc accompagnée, dans une certaine mesure, d'une personnalisation du pouvoir au sein de ces organisations. Dans le cas du *Hezbollah*, le poste de Secrétaire général tend à devenir, depuis la nomination d'Hassan Nasrallah en 1992, le centre de gravité du parti, tendant à personnaliser sa direction, à tel point qu'il a même été question un temps qu'Hassan Nasrallah transmette la direction du parti à son neveu. Dans le cas du *Hamas*, Khaled Mesha'al est également devenu une figure centrale du parti, mais du fait de l'éclatement de la direction entre Gaza, la Cisjordanie et les différentes bases de la diaspora, la direction reste plus collective. Par ailleurs, les assassinats dont sont régulièrement victimes les dirigeants du *Hamas* ont de fait imposé une forme de renouvellement, au moins partiel, des instances dirigeantes. Dans le cas du MJIP, à la suite de l'assassinat de Fathi Shiqaqi en 1995, c'est logiquement Ramadan Shallah qui a repris la direction du mouvement.

Ces mouvements représentent donc tous des intermédiaires entre le modèle du parti politique de masse et l'avant-garde militante, où le(s) chef charismatique(s) conserve(nt) un rôle essentiel en tant que gardien(s) des valeurs du mouvement. Dans

les différents cas, la « caution » religieuse est fournie par des figures religieuses extérieures au mouvement : le *wali al faqih* iranien et la *Marja'* chiite libanaise (Sayyed Hussein Fadlallah) dans le cas du *Hezbollah* ; le cheikh Yassin pour le *Hamas* et d'autres cheikhs faisant autorité dans le monde sunnite ; les *Ayatollahs* iraniens et certaines autorités morales sunnites dans le cas du MJIP ; enfin, des rabbins ultra-orthodoxes et nationalistes « *kookistes* » dans le cas du *Gush*.

4.3. Les institutions de la société de la résistance

Le plus ou moins grand degré de centralisation reflète également le périmètre plus ou moins large de la sphère militante sur laquelle s'appuient les différents mouvements. Dans le cas du *Hezbollah* et du *Hamas*, ceux-ci chapeautent directement un très grand nombre d'institutions aussi bien politiques, que socio-éducatives, économiques, médiatiques ou encore combattantes. La division fonctionnelle des structures dirigeantes reflète l'étendue de ces activités. Dans les deux cas, et pour des raisons de sécurité compréhensibles, les structures militaires sont indépendantes du reste des structures des partis. Ces structures regroupent un ensemble de fonctions qui permettent de gérer de manière indépendante l'ensemble des besoins de la société de résistance. Ces fonctions intègrent ainsi des institutions sociales, éducatives, des organes de propagande, des structures sociales et médicales, des activités économiques et enfin des structures quasi-policières et de justice.

Dans le cas du *Gush* et du MJIP, parce qu'elles fonctionnent comme des avant-gardes, elles se greffent sur une société militante qui dispose déjà de ses propres institutions. Les besoins de ces sociétés ne sont donc pas traités « en interne » comme dans le cas du *Hamas* et du *Hezbollah*, mais « externalisés ». Ces avant-gardes profitent des structures existantes et se concentrent sur les dimensions politiques et militantes. Dans les deux cas, leurs bases sociales bénéficient des services fournis par les autorités étatiques présentes sur le territoire où elles opèrent : l'Etat israélien d'un côté [840]; le gouvernement du *Hamas* dans la bande de Gaza ou les

[840] Il faut noter que les rabbins des colonies et des *yeshivot* paramilitaires reçoivent tous un salaire de l'Etat ; par ailleurs, l'Etat israélien prend en charge le développement des infrastructures des colonies et leur entretien. Enfin, les milices de colons sont armées et payées par l'armée. Le journaliste Bruno Philip du *Monde* qui a rencontré un couple de colons du *Gush Katif* en 2000 raconte ainsi que lorsque « *le couple s'est installé [au Gush], il a eu droit à des prêts intéressants pour*

services mis à disposition des réfugiés palestiniens par l'UNRWA et les différents Etats hôtes (Jordanie/Syrie).

Toutefois, le développement du réseau d'institutions sociales et éducatives n'a pas suivi chez les trois le même processus. Le *Hezbollah*[841], de l'aveu même du cheikh Naïm Qassem, a investi dans le social pour soutenir les efforts de la Résistance islamique. L'Iran joua un large rôle, aussi bien idéologique que financier, dans la création et le développement de ces institutions. Il faut, cependant, noter que ce réseau s'inspira largement des efforts déployés dans ce sens au milieu des années 1970 par l'Imam Sadr et Sayyed Hussein Fadlallah par le truchement de l'association *al-Mabarrât* (*Jam'iayyat al-mabarrât al-khayriyya*), fondée en 1978, et le *Maktab al-khidmât al-ijtimâ'iyya* (Bureau des services sociaux), créé en 1983. La société de résistance (*mujtamma' al muqawamma*) s'inscrit ainsi dans le droit fil du discours de Sadr sur « l'Etat humain » (*Dawlat al Insan*), par opposition à l'Etat tyrannique et de classe des Phalangistes. Le *Hamas*, de son côté, a émergé du réseau d'organisations sociales bâties par les Frères musulmans dans les Territoires occupés. Enfin, le *Gush Emunim* a accompagné et encouragé la construction des colonies, qui furent, dans bien des cas, le fruit d'initiatives individuelles soutenues par des institutions religieuses. Chez les trois, les structures permettant de prendre en charge les familles de martyrs, ainsi que la jeunesse, occupent une place particulière au sein de ces dispositifs. Le MJIP, parce qu'il est resté fidèle à la priorité donnée à la lutte armée, ne dispose que de quelques institutions mineures.

Le *Hezbollah*, le *Hamas* ont prioritairement investi dans le « social » en développant d'importants réseaux permettant d'offrir à leurs bases tout un éventail de services sociaux et éducatifs. Cet engagement dans le social, s'il a des motivations « fonctionnalistes » liées à la mobilisation de la contre-société, trouve également ses origines dans la marginalisation sociale des communautés sur lesquelles ces

---

construire la maison. Un terrain leur a été alloué. Avec possibilité de ne pas commencer à le rembourser avant dix ans. Dans les colonies, les immigrants bénéficient d'avantages supérieurs à tout autre juif arrivant en Israël : réduction d'impôts, éducation gratuite pour les enfants dès leur plus jeune âge, prêts avantageux, etc. L'Etat hébreu continue d'ailleurs de définir près de 90% des colonies de peuplement comme zone de priorité numéro un. », voir Bruno Philip, « Youssef et Muriel, colons sans états d'âmes », *Le Monde* du mercredi 13 décembre 2002.

mouvements s'appuient. En effet, comme le rappellent Myrian Catusse et Joseph Alagha dans le cas du *Hezbollah* :

> *« il faut penser le déploiement d'un réseau élaboré et complexe de prestations de services en articulation avec celui de son action armée : les questions de la protection de la Résistance, qu'elles soient sociales ou militaires, jouent un rôle central comme ressource politique et motif de l'engagement ou de légitimation. Mais il importe aussi de lire ces dynamiques in situ, là où elles se jouent, c'est-à-dire notamment dans le contexte du « laissez-faire » du « néolibanisme », où la notion de bien public est ténue, mal défendue par un Etat fragile dont les socles sociaux se réduisent à peau de chagrin. »*[842]

4.3.1. La « sphère » sociale du Hezbollah

Au sein du *Hezbollah*, l'Unité sociale, placée sous la supervision du *Shura al Tanfiz* (conseil exécutif), constitue une des structures les plus importantes du mouvement car c'est elle qui a permis au mouvement d'étendre sa base militante et de renforcer son ancrage territorial et social. Cette unité supervise le travail de 4 fondations semi-autonomes, financées par l'Iran. La première institution fut fondée en 1982, la *Mu'assassat al Shahid*, sous le patronage de l'*Ayatollah* Khomeini, pour venir en aide aux familles des martyrs, aussi bien combattants que civils, ainsi qu'à celles des prisonniers. Plus de 2000 familles et 1400 enfants ont bénéficié des soins et des services d'éducation fournis par cette institution. La fondation *Mu'assassat al Jarih* (Fondation du blessé) fut également créée en 1982 pour prendre en charge les frais médicaux des combattants de la Résistance et des civils blessés pendant les

---

[841] Sur les structures sociales du *Hezbollah* et leurs financements, voir Myriam Catusse et Joseph Alagha, « Les services sociaux du *Hezbollah*. Effort de guerre, *ethos* religieux et ressources politiques », dans Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah, état des lieux*, 1ère éd., éd. Sindbad, Actes Sud, Paris, 2008, pp.117-170

[842] Myriam Catusse et Joseph Alagha, « Les services sociaux du Hezbollah. Effort de guerre, *ethos* religieux et ressources politiques », in Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah, état des lieux,* 1èere éd., Sindbad-Actes Sud, Paris, 2008, p.118

.

combats. Ce système sanitaire s'appuie sur des hôpitaux, comme l'hôpital *al Rassul al A'zam* fondé en 1988 par le *Hezbollah*. Enfin, le Comité islamique de santé (*al-Hay'a al-sahhiyya al-islâmiyya*), fondé en 1988, définit les politiques sanitaires du mouvement et gère ses institutions sanitaires (dispensaires, hôpitaux, centres de prévention).

Ensuite, la *Mu'assassat Jihad al Bina* (Fondation pour la lutte sainte pour la construction), sera fondée en 1985, dans le contexte de la guerre civile libanaise, pour soutenir la reconstruction dans les zones où sont majoritairement présents les chiites libanais, à savoir la *Bekaa*, la banlieue sud de Beyrouth et le sud Liban et prendre en charge la fourniture de l'eau et de l'électricité. L'institution apporte une assistance aux familles nécessiteuses et finance la construction et la rénovation d'infrastructures (eau potable, électricité, etc.). Elle est par ailleurs largement investie dans des projets liés au développement rural et des activités d'ingénierie. Une autre institution, la Fondation pour le « bon prêt » » (*mu'assasat al-qard al-hasan*), également créée en 1982, distribue des microcrédits aux couches défavorisées de la population libanaise, en particulier chiite. Dans le même registre, l'Association *Imdâd (*le comité philanthropique islamique), fondée en 1987, apporte un soutien financier aux familles incapables de subvenir à leurs besoins et qui ne peuvent bénéficier des services fournis par les autres institutions du *Hezbollah*. Le principe de cette association est de fournir à ces familles des microcrédits afin qu'elles créent leurs propres moyens de subsistance. Enfin, dans l'après-guerre de 2006, le Parti a mis en place une entreprise de développement nommée *Wa'ed* (la promesse) pour la prise en charge des projets de maîtrise d'ouvrage dans les zones qui ont été fortement affectées par les bombardements.

Dans le domaine éducatif[843], les institutions chapeautées par le *Hezbollah* s'inscrivent dans le contexte plus général de l'enseignement communautaire libanais. Elles sont dans le prolongement des institutions éducatives développées à partir des années 1960 par *Amal* (*tarbawiyya al islammiya*) et Sayyed Fadlallah (*al Mabarrat*) afin de soutenir l'émancipation de la communauté chiite par l'élévation du niveau

[843] Pour de plus amples détails sur le système éducatif du *Hezbollah* et ses activités, voir Catherine Le Thomas, « Formation et socialisation : un projet de (contre)-société », in Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah, état des lieux,* 1ère éd., Sindbad-Actes Sud, Paris, 2008, pp.147-172

général d'éducation. A cette perspective émancipatrice, le *Hezbollah* a ajouté à partir des années 1990 une dimension « mobilisatrice » qu'incarne l'Unité pour la « Mobilisation pour l'éducation » (*ta'bi'a tarbawiyya*). Cette structure coordonne l'ensemble des dispositifs éducatifs liés de manière directe ou indirecte au *Hezbollah*. Outre les écoles du réseau *al Mahdi*, l'Unité gère des associations de scouts[844], des activités sportives et culturelles à destination de la jeunesse et des étudiants. Elle offre également de nombreuses bourses universitaires. Ce dispositif éducatif du *Hezbollah* permet de diffuser au sein de la communauté chiite les valeurs de la société de la résistance et d'inculquer à la jeunesse ce que les dirigeants du *Hezbollah* appellent la culture de l'*iltizam* (engagement). Au sein de ces réseaux éducatifs, où les manuels et les enseignements sont le fruit d'une attention particulière de l'Unité, les jeunes chiites acquièrent des pratiques sociales, des références culturelles et des expériences communes qui contribuent à leur intégration à la société de la résistance.

Enfin, cet effort d'éducation et de socialisation de la société de résistance s'incarne aussi dans des institutions médiatiques[845]. Il faut noter que dans ce domaine le *Hezbollah* a joué un rôle pionnier, en utilisant tout d'abord ces médias dans la guerre psychologique qu'il mène contre Israël. Dès la fin des années 1980, il commence à travers sa chaîne de télévision (*al Manâr*) à diffuser les images des opérations menées par ses combattants contre les forces israéliennes. La stratégie de communication est quasi née avec le Parti et s'est tout de suite orientée vers deux axes principaux : « parler au monde » et publiciser la cause du mouvement d'un côté ; développer ses propres moyens de propagande de l'autre. Ainsi, dès 1984, le mouvement se dote d'une première publication écrite *al Ahd* (le Serment), suivi d'une radio (*al Nûr*), puis d'une télévision satellitaire (*al Manâr*). A la fin des années 1980, l'Unité de l'information centrale (*Wahdat al-i'lâm al-markazî*) est créée à la tête du parti pour coordonner l'ensemble de ses activités de propagande (outils médiatiques, relations avec les médias libanais et étrangers, cérémonies du parti, campagnes d'affichage, etc.). Les grands axes de la politique de propagande du parti sont définis

[844] Catherine Le Thomas, « Les Scouts Al-Mahdî : une « génération résistance », in Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah, état des lieux,* 1ère éd., Sindbad-Actes Sud, Paris, 2008, pp. 173-179

[845] Pour de plus amples détails sur la stratégie médiatique du *Hezbollah*, voir Olfa Lamloum, « Le Hezbollah au miroir de ses médias », in Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah, état des lieux,* 1ère éd., Sindbad-Actes Sud, Paris, 2008, pp. 21- 45

par le *Majlis al Shura* et soumis à l'approbation du Secrétaire général, preuve du rôle essentiel que le Parti accorde à la communication.

4.3.2. Les institutions sociales du Hamas

On retrouve à peu près le même fonctionnement dans le cas du *Hamas*, où le *Mujamma'* sert de structure « ombrelle » rassemblant de très nombreuses associations de charité, des structures sanitaires ou éducatives, liées à la mouvance des Frères musulmans. Cette structure, que certains tendent à réduire à un « paravent » servant à cacher l'action militaire du *Hamas* reflète, en réalité, une double fonction. Elle sert indéniablement à mobiliser et à « fidéliser » la base sociale du *Hamas* autour de son projet résistant[846] mais elle est aussi, et surtout, un palliatif à l'absence de structures étatiques dans les zones où est implanté le mouvement. L'institution principale et la plus ancienne de ce réseau reste le *Mujamma' al Islammi*. A côté de cette institution historique, symbole du renouveau de la confrérie sous l'influence du Cheikh Yassin, on trouve également la Fondation de la Terre Sainte pour le Secours et le Développement, ainsi que le *Fond al Aqsa* pour l'Education. A côté de ces institutions placées directement sous la tutelle du *Hamas*, sont présentes des organisations « satellites » telles que l'Association islamique pour la Palestine, l'*American Middle Eastern League for Palestine*, la Société de charité *al Islam* et des donateurs, tels que l'*American Muslim Society*, le *Kuwait Joint Relief Committee*, la Haute Commission saoudienne et la Société de charité du Qatar. Grâce à ces associations, le *Hamas* a réussi à gagner en influence au sein des Territoires occupés, en particulier au sein de la Bande, et à transformer ce capital de sympathie en influence politique comme le démontra sa victoire électorale de 2006.

Par ailleurs, comme son homologue libanais, le *Hamas* dispose de médias qui lui permettent de faire connaître ses positions au public palestinien tout en adressant des messages au monde extérieur, et tout d'abord aux Israéliens. Mais dans le cas du

---

[846] Cet objectif est affirmé aux articles 15 et 16 de la Charte du *Hamas* : « *When an enemy usurps a Muslim land, then jihad is an individualn religious duty on every Muslim… That requires that Islamic education be given to the masses locally and in the Arab and Islamic spheres… The education process must involve scholars, teachers, educators, communitcators, journalists, and the educated, especially the youth of the Islamic movement… Fundamental changes must be made in the educational system to liberate it from the effects of the ideological invasion that was brought by the Orientalists and missionaries… We must train the Muslim generation in our area, and Islamic training based on performinfg religious duties, studying God's book very well, and studying Prophetic tradition (sunnah), Islamic history and heritage from its authenticated sources with the guidance of experts and scholars, and using a curriculum that will provide the Muslim with*

Hamas, les médias permettent aussi de dépasser l'éclatement géographique de la direction et de se rapprocher ainsi les directions de l'Intérieur et de l'Extérieur. Le *Hamas*, comme le *Hezbollah*, dispose d'une télévision satellitaire, de plusieurs radios, d'organes de presse ainsi que de très nombreux supports internet. Le Jihad islamique dispose également d'une chaîne satellitaire et d'une radio opérés depuis Damas.

4.3.3. La société des colons

Si le *Gush Emunim*, comme ses contre-modèles islamistes, chercha à ancrer des relais au sein de la société des colons pour les mobiliser et y implanter ses valeurs, il faut toutefois souligner la particularité de l'environnement dans lequel il intervient. Tout d'abord, le mouvement agit dans l'environnement des Territoires occupés, où l'Etat israélien fournit un certain nombre d'aides et de facilités aux colonies, de même que l'armée. Dans ce cas, il s'agit plutôt pour le *Gush* de s'assurer, à travers son influence sur les institutions éducatives et sociales, des relais de mobilisation et de diffusion de ses valeurs et de son projet au sein de la population de la colonie.

La population religieuse-nationaliste représente entre 8 et 10% de la population israélienne. Elle constitue une société fermée, une microsociété en marge. Ses membres se distinguent du reste de la société par le port pour les hommes des kippas en crochet et les femmes couvrent leurs cheveux d'écharpes colorées. Ils constituent selon l'expression d'un des fondateurs du *Gush*, un "public en uniforme"[847], dont les valeurs sont définies et transmises au sein de leurs réseaux d'écoles, de synagogues de *yeshivot* et de mouvements de jeunesse.

Au sein de la mouvance religieuse nationaliste, les *yeshivot HaRav* occupent une place particulière, à la fois comme lieu de définition et de transmission des

---

the correct view in ideology and thought.", extrait cité par Sara Roy, *Hamas and Civil Society in Gaza. Engaging the Islamist Social Sector*, Princeton University Press, New Jersey, 2011, pp.79-80

[847] L'expression est d'Israel Harel, voir International Crisis Group, « Israel's Religious Right and the Question of Settlements », *Middle East Report* n°89, 20 juillet 2009, p.8

pratiques et de l'ethos des colons religieux-nationalistes[848]. Par ailleurs, depuis le milieu des années 2000, sentant ses implantations dans les Territoires menacées, le Conseil de *Yesha* s'est engagé également dans le développement urbain avec le double objectif de renforcer socialement et économiquement les communautés de religieux-nationalistes en même temps que l'identité religieuse juive dans les communautés établies en Israël. Ainsi, le conseil mettra en place des dispositifs d'éducation (structures éducatives et enseignements juifs pour les institutions séculaires) et de sensibilisation partout en Israël afin de promouvoir l'observance religieuse. Le but est d'encourager les juifs à devenir plus religieux (*chazara btshuva*) mais au sens de la doctrine kookiste, qui sanctifie les saintes écritures aussi bien que la trinité constituée par la Terre d'Israël, le Peuple d'Israël et l'Etat d'Israël. De cette éducation religieuse découle un engagement logique contre la partition territoriale et pour la colonisation, un respect des décisions soutenues par la majorité juive d'Israël et un rejet de l'usage de la force comme moyen d'opposition à l'Etat.

Dès ses débuts, le *Gush Emunim* cherche des relais dans les médias afin de publiciser sa cause mais aussi de faire pression sur le gouvernement en s'adressant à l'opinion publique israélienne. Mais jusqu'à 2005, cet effort de mobilisation s'est surtout adressé aux habitants des colonies et aux sympathisants des mouvances religieuse-nationaliste et ultra-orthodoxe. Face aux difficultés pour publiciser ses idées en Israël, le mouvement s'est doté de plusieurs chaînes de radio pirates (*Arutz 7*) ainsi que de plusieurs publications, sans compter les très nombreux sites internet qui permettent de diffuser les messages et les enseignements des rabbins extrémistes des colonies. A partir du désengagement de 2005, le mouvement religieux-nationaliste prend conscience de la nécessité de sensibiliser l'opinion publique à ses revendications dans un effort de pédagogie et de légitimation de leur cause. Il n'est désormais plus question de faire pression sur la population, il s'agit désormais de gagner son soutien. En 2008, le Conseil de *Yesha* crée une unité de promotion afin de

[848] Le *Merkaz HaRav* a été ouvert en 1924 et s'est progressivement développé ; il rassemble désormais sous son ombrelle plus d'une douzaine d'autres institutions éducatives. Comme les autres institutions du système éducatif israélien, ces écoles bénéficient de financements étatiques. Dans leur concurrence pour l'obtention des financements étatiques, elles font face aux écoles des mouvements ultra-orthodoxes également présentes dans les colonies. Les institutions éducatives de la mouvance ultra-orthodoxes se divisent en trois catégories : les écoles indépendantes administrées par l'*Agoudat Israël* ; les *ElMaayan* pour l'étude de la Torah qui bénéficient de financements étatiques mais sont administrées par le *Shas* et les écoles talmudiques dont l'enseignement est yiddish, également financées par l'Etat. Par ailleurs, l'Etat finance par des systèmes de bourses les études talmudiques de quelques 100 000 élèves. Sur le système éducatif religieux-nationaliste et ultra-orthodoxe,

promouvoir sa cause auprès de figures médiatiques israéliennes dans un premier temps, et des médias internationaux dans un second temps. Cette unité a développé un certain nombre d'outils de propagande à destination des médias en faveur du mouvement des colons, ainsi que des dispositifs liés à la défense des droits de l'Homme et à la diplomatie. Ce qui n'est pas le moindre des paradoxes. Désormais, la défense des colonies se fait au nom des droits de l'Homme.

Enfin, comme dans le cas des mouvements islamistes palestiniens et libanais, la mouvance religieuse-nationaliste bénéficie de financements extérieurs, qui viennent s'ajouter à ceux de l'Etat, pour faire ses institutions. Ainsi, la mouvance s'appuie en grande partie sur des réseaux d'associations caritatives à l'étranger mais aussi sur la vente aux membres de la diaspora d'unités de logement dans les colonies. Enfin, les colons ont développé leurs propres activités économiques dans les colonies, à l'image des activités agricoles très dynamiques de la vallée du Jourdain. Du fait des très nombreuses restrictions sur les activités économiques, l'accès à l'eau et sur la liberté de circulation, les productions des colonies sont fortement avantagées par rapport à leurs concurrents palestiniens.

4.4. Contrôle social et intégration de la culture de la résistance

L'intégration des normes, valeurs et de pratiques qui forment la culture de la « résistance » ou de la « rédemption », passe par des moyens d'éducation-endoctrinement et de propagande, aussi bien que par des moyens de coercition, plus ou moins explicites. Khaled Hroub rappelle ainsi à l'égard du *Hamas*, que :

> *« cette tentation de profiter abusivement de son « capital de résistance » pour servir des enjeux et moraux s'explique par l'idée que se fait le Hamas du rôle qu'il a joué. A juste titre, le mouvement se targue d'avoir contribué à réduire certaines dérives de la société palestinienne comme l'usage de la drogue, et il souligne les services considérables qu'il a rendus avec son aide sociale, secourant des milliers de familles dans la*

---

voir International Crisis Group, « Israel's Religious Right and the Question of Settlements », *Middle East Report* n°89, 20

> *misère. Mais ces actions se sont souvent accompagnées de prosélytisme, avec notamment une tendance à cataloguer comme « moral » et « immoral » tout ce qui relève du social. »*[849]

Ces mouvements exercent tous, bien que de différentes manières, une pression sociale qui oblige les individus à adopter des comportements en conformité avec la culture de la société de résistance. Mais cet engagement dans la société de la résistance est un engagement voulu, choisi, il est le fruit d'un devoir religieux. C'est une logique que l'on retrouve dans l'ensemble des discours des militants, hommes et femmes[850]. Par ailleurs, le sang versé par les martyrs fait que les vivants conçoivent leur engagement comme une modeste rétribution du don fait par ces derniers. L'engagement repose donc en grande partie sur une logique qui associe la perception d'une menace existentielle, traduite dans la réalité par les sacrifices des « martyrs », et un sentiment de culpabilité vis-à-vis de ces dons de soi qui dépasse les individus. A ceci s'ajoute, le sentiment de sécurité que procure la société de résistance vis-à-vis d'un extérieur jugé menaçant. Pour cette raison, ce sont les membres de la communauté qui exercent les uns sur les autres une forme de contrôle social en veillant à empêcher l'apparition de tout comportement déviant.

Bien souvent, les femmes prolongent dans la vie quotidienne le processus de mise en conformité des comportements et des mentalités mis en œuvre par les organisations sociales et éducatives de ces mouvements. Elles sont d'utiles relais au niveau le plus local, au sein même de la famille ou des comités féminins, de diffusion des pratiques sociales et des valeurs de la société de résistance. Pour beaucoup de femmes, l'engagement au service de la société de résistance constitue une forme d'émancipation sociale ; elles travaillent, étudient, se forment à un métier ou enseignent. Ce faisant, elles acquièrent une place reconnue au sein de la sphère sociale dont elles retirent une certaine fierté. Elles se rehaussent ainsi à la hauteur des hommes. Ceci est particulièrement vrai des féministes islamistes qui en devenant

---

juillet 2009

[849] Voir Khaled Hroub, op.cité, p.112

[850] On pourra trouver des exemples des motivations à la base de l'engagement des militants dans la société de résistance du *Hezbollah* dans l'article de Kinda Chaib, « Parcours de militantes », in Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah, état des lieux,* 1ère éd., Sindbad-Actes Sud, Paris, 2008, pp. 287-310

détentrices du savoir religieux s'accaparent une ressource de pouvoir jusqu'à très récemment monopolisée par les hommes. Pour cette raison, ces sociétés de résistance peuvent être qualifiées de « modernes » au sens où elles sont, paradoxalement, des vecteurs d'émancipation sociale. Par ailleurs, cette modernité « conservatrice » est reflétée, d'après Olivier Roy, par la sociologique de leurs membres :

> *« structures familiales modernes (c'est-à-dire couples d'âge et d'éducation similaires) mais valeurs conservatrices, lobbying politique pour promouvoir leurs valeurs morales, mais indifférence à l'idéologie politique et à la forme de l'Etat, femmes à la fois militantes et cantonnées à des rôles traditionnels (les nouvelles femmes voilées s'exhibent comme telles), professions modernes (ingénieurs, fonctionnaires) mais discours de la « tradition », insistance sur la norme plutôt que sur l'amour et la compassion, fermeture communautaire mais vision universaliste du religieux, indifférence à la culture traditionnelle et à l'art mais fascination pour la technologie moderne… Les religiosités se ressemblent même si les identités religieuses s'opposent. »*[851]

Ces contre-sociétés représentent toutes des structures sociales holistes, au sein desquelles les individus vivent en marge de l'ensemble national auquel ils appartiennent par leur citoyenneté. De fait, ces contre-sociétés constituent des espaces d'enfermement. Mais la fermeture sur l'extérieur y est un choix, celui de l'engagement. La clôture des sociétés de résistance est donc avant tout mentale, même si elle se prolonge dans la réalité par certains organes chargés de veiller à la protection de la communauté et à toute intrusion étrangère. Cet entre soi rassurant est par ailleurs renforcé et garanti par les processus de sélection des membres de la communauté. Dans les différents cas, et pour des raisons sécuritaires évidentes pour le *Hamas*, le *Hezbollah* et le MJIP, les militants font l'objet de processus de sélection drastiques.

De la nature des liens organiques entre le noyau dur et la sphère militante découlent les règles régissant le recrutement des militants et des sympathisants. Ceci

explique la différence d'exigences entre les deux catégories. Du côté du *Gush* par exemple, la moindre institutionnalisation du mouvement explique l'application d'un double standard dans le processus de sélection des colons, les militants, et des sympathisants. Dans la première catégorie, il n'existe pas de procédure d'affiliation officielle, ni de cotisations, mais des contributions volontaires en fonction des besoins du mouvement. Par ailleurs, cette absence d'affiliation officielle rend impossible l'identification des membres par les autorités, ce qui contribue à l'opacité du mouvement et la difficulté d'estimer la taille et la puissance du mouvement de l'extérieur.

Du côté de la seconde catégorie, celle des partis, le recrutement est beaucoup plus structuré et encadré par des appareils spécifiquement dédiés à cette tâche. Du côté du Hezbollah, on trouve ainsi l'Unité pour l'Engagement et la Coordination (*Wahdat al Irtibat wal Tansiq*) chargé des problèmes de sécurité ordinaires qui ont une incidence directe sur le parti et sur la base. Les problèmes de sécurité complexes, comme les opérations ou le renseignement, relèvent de l'organe de sécurité du Parti et donc de l'aile militaire et de l'appareil de sécurité du Parti. L'Unité pour l'Engagement collecte les informations relatives à des actes pouvant constituer une éventuelle menace pour les intérêts du parti, ses membres et ses propriétés. Sur la base des informations rassemblées, l'unité arrête les individus suspectés pour des actes allant du meurtre au vol, en passant par des offenses/délits politiques comme l'espionnage, la surveillance. Ceux qui sont arrêtés pour des crimes ordinaires sont transférés aux autorités libanaises; ceux qui sont arrêtés pour des crimes politiques sont transférés à l'organe de sécurité du parti et incarcérés dans la plupart des cas. Mais depuis le retrait d'Israël, le parti ne conserve que les suspects étrangers, les Libanais sont transférés, quel que soit le chef d'accusation aux autorités libanaises – preuve des gestes d'apaisement du parti en direction des autorités libanaises.

Par ailleurs, cette unité est chargée de régler les problèmes entre les membres du *Hezbollah* et les autorités libanaises ou d'autres membres de la société libanaise. Les affaires sont réglées en général sur le mode de la médiation. Dans les années

---

[851] Voir Olivier Roy, *La Sainte Ignorance : Le temps de la religion sans culture*, Coll. La Couleur des idées, éd. française,

1980 et 1990, les conflits entre membres du parti et membres d'*Amal* étaient relativement fréquents. Enfin, cette unité est chargée de surveiller les activités publiques du parti et de ses dirigeants ; elle fournit protection aux membres du parti grâce à ses centaines de membres qui agissent de manière officielle ou clandestine. En fournissant informations, coordination et protection, elle agit comme un système d'alerte précoce pour la direction du parti et l'appareil de sécurité, en faisant la lumière sur les potentiels menaces ou dangers. On retrouve à peu près les mêmes dispositifs au sein du *Hamas*, bien que ceux-ci aient pris une dimension institutionnelle sans commune mesure avec celle des structures du *Hezbollah* depuis que le *Hamas* s'est emparé de la bande de Gaza.

5. Pragmatisme et évolutions théologico-politiques

Chez les trois mouvements, voire les 4 si on inclut le Mouvement du Jihad islamique palestinien, on trouve des textes fondateurs, publiés sous forme de manifestes ou de communiqués, qui visent à la fois à faire connaître au monde l'existence des mouvements, en même temps qu'à poser leurs principes fondateurs. Au fil des ans, les mouvements ont tous pris leur distance avec ces premiers manifestes, souvent très radicaux, pour évoluer vers une forme de modération qui correspond à leur évolution vers le politique. En effet, confrontés à la nécessité de rassembler plus largement, ces mouvements ont été obligés de « normaliser » ou disons, d'en modérer les éléments les plus radicaux.

Les évolutions du contexte national et régional ont obligé, à partir du début des années 1980, à développer de nouvelles stratégies pour faire face au risque d'affaiblissement de leur légitimité « résistante ». Du fait de ces évolutions, la légitimité du recours à la violence armée commence à s'effriter et aboutit à deux conséquences : d'un côté, la crispation de la frange la plus radicale de ces mouvements ; d'autre côté, une entrée progressive dans le jeu politique national afin de renforcer le soutien à la cause défendue par ses mouvements en élargissant le

---

éd. kindle, Seuil, 2013, location 563-568

périmètre de leurs sympathisants. Dans le premier cas, la radicalisation d'une frange minoritaire du mouvement a suscité des tensions au sein même des mouvements.

Cette violence minoritaire est devenue une source d'embarras pour les directions des mouvements. Ces dissensions sont d'autant plus délicates à gérer qu'elles remettent en cause la cohésion des contre-sociétés sur lesquelles s'appuient les mouvements. On peut en relever plusieurs exemples. Tout d'abord, celui de la constitution du mouvement terroriste, le Réseau juif, par la frange radicale incarnée par Meir Kahane (*Kach*) ; le massacre de Baruch Goldstein et l'assassinat d'Ytzhak Rabin s'inscrivent dans le prolongement de cette « dissidence » violente qui émerge en parallèle du *Gush Emunim* au tournant des années 1980. Ensuite, la rébellion du Cheikh Sobhi al Tufayli, un des membres fondateurs du *Hezbollah,* qui s'opposait à l'abandon d'une ligne strictement « résistante » au profit d'une entrée dans le jeu politique libanais. Au-delà de la volonté de préserver l'ethos originel du mouvement (projet d'Etat islamique et lutte armée), la révolte du Cheikh Tufayli exprima également un refus de l'arrivée d'Hassan Nasrallah à la tête du parti. Enfin, dans le cas du *Hamas*, la participation du Cheikh Yassin à la conférence de l'OLP dans la période précédant la signature des accords d'Oslo entraîna de vives réactions de la part de la direction en exil.

Dans les différents cas, les directions des mouvements furent obligées de prendre officiellement position contre ces dérives minoritaires afin de préserver une image de cohésion interne aux yeux de leurs bases sociales. Ces prises de position sur les affaires internes des mouvements reflétèrent également la volonté d'intégration de leurs directions au sein des scènes politiques nationales. Avec les évolutions du contexte national, les différents mouvements furent en effet contraints de repenser leurs stratégies en envisageant notamment de rejoindre la compétition électorale. Dans les différents cas, cette plus grande ouverture au politique correspondit à une période de dé-radicalisation.

Dans le cas du *Gush Emunim*, après le désaveu de *Yamit*, le mouvement se trouva dans l'obligation de définir une nouvelle stratégie afin de rallier les politiques et l'opinion publique à leur projet. Ceci se traduisit par l'entrée à la Knesset d'un certain nombre de représentants des colons, aussi bien à travers le Parti national

religieux (PNR) que le *Likoud* ou le Parti *Tehiya*. Parallèlement, l'*Intifada* et la signature des accords d'Oslo entraînèrent une radicalisation de la violence des colons, dont le massacre perpétré par Baruch Goldstein et l'assassinat d'Ytzhak Rabin marquèrent l'apogée. Dans le cas du *Hezbollah*, à la suite des accords de *Taëf* qui avaient abouti à la démilitarisation des milices libanaises, la Résistance islamique se trouva contrainte de justifier la conservation de ses armes par son statut de « national ». Or, il devient rapidement difficile de revendiquer ce statut de « résistance nationale » tout en adoptant une attitude agressive vis-à-vis du gouvernement libanais. Enfin, dans le cas du *Hamas*, sa campagne d'attentats-suicides conduisit à une ferme condamnation de la part de l'opinion publique palestinienne en même qu'à un affaiblissement de ses structures sociales dont beaucoup furent fermées par l'Autorité palestinienne. Dans les trois cas, le recours à une violence « non encadrée » ne faisait plus consensus au sein de leurs contre-sociétés. Pour ces trois mouvements, l'intégration progressive à la scène politique nationale marque une tentative d'élargissement de la base populaire de ces mouvements, qui sera suivie au cours des années 2000 d'une crispation communautaire.

L'ouverture sur le jeu politique national fut dans les trois cas le signe d'un renoncement, au moins temporaire, à l'approche « confrontationnelle » qu'avaient adoptée ces mouvements depuis leur création. Dans les nouveaux contextes politiques créés par les accords d'Oslo et les accords de *Taëf*, le recours à la violence armée tendait à faire de ces mouvements des sources de menace pour l'ensemble de la communauté nationale. Il fallut alors définir de nouveaux moyens pour tenter de convaincre les opinions publiques de la justesse du combat de ces mouvements. L'enjeu fut pour les trois mouvements de savoir comment négocier cette entrée dans le jeu politique sans pour autant renier les valeurs sur lesquelles ils avaient bâti leurs contre-sociétés. C'est à cet exercice difficile que se sont livrés le *Gush Emunim*, le *Hezbollah* et le *Hamas* au cours des années 1990 et 2000 avec plus ou moins de succès. Le MJIP adopta une attitude différente, en s'arc-boutant sur la lutte armée et en refusant d'entrer dans le jeu électoral palestinien. Bien qu'opposé à Oslo, le MJIP, fortement politisé depuis sa création, n'en resta pas moins en dehors de la scène politique palestinienne. Plutôt que d'entrer dans un jeu politique dont il ne cautionnait pas les règles, il fit le choix de participer à la création d'une

représentation politique alternative, celle de la *Tahâluf Al-Quwâ Al-Filastîniyya Al-Achara*[852] (« Alliance des Dix Forces Palestiniennes ») soutenues par Damas. Les leçons retenues de l'*Intifada* en matière de mobilisation des masses, le poussèrent à institutionnaliser la « nébuleuse » qu'il constituait jusque-là en un parti d'avant-garde. Le MJIP tint ainsi au cours de l'année 1992, plusieurs congrès, au cours desquels il définit son programme et ses modalités de fonctionnement interne. Par la suite, fidèle au principe maoïste de la contradiction principale, il refusa toujours de prendre position dans les rivalités inter-palestiniennes.

5.1. L'« infitah » politique du Hezbollah

Dans le contexte de la fin de la guerre civile libanaise, le *Hezbollah* a été contraint pour échapper à la dissolution générale des milices de modérer son discours critique vis-à-vis de l'Etat libanais, jusqu'alors dénoncé comme infidèle et corrompu[853]. Déclaré « résistance nationale libanaise » le mouvement put conserver ses armes. Au même moment, un conclave du Parti permit l'élection, et non plus la nomination, d'un nouveau *majlis al shura* avec à sa tête Sayyid Abbas al Moussawi et le Naïm Qassem, son adjoint. Le conclave définit les nouveaux principes d'un dialogue avec les partis chrétiens. Cette nouvelle ligne directrice du parti, qualifiée d' « *infitah* » (« ouverture »), permit une ouverture du *Hezbollah* au reste du monde politique libanais. Au même moment, le parti lança sa chaîne de télévision, *al Manar*, symbole de sa nouveau politique d'ouverture sur le monde extérieur. Quelques mois plus tard, le *Hezbollah* qui s'était toujours refusé à toute négociation avec Israël procéda à son premier échange de prisonniers avec ce dernier par l'intermédiaire des Nations Unies. Au début de l'année 1992, l'armée israélienne assassina Abbas al Moussawi, à qui succéda Hassan Nasrallah. L'arrivée à la tête du parti du nouveau secrétaire-général correspondit à la reprise du fonctionnement des institutions politiques libanaises. Dans le cadre des accords de *Taëf* et afin d'améliorer la représentativité du parlement libanais, le nombre de sièges fut augmenté. Par ailleurs,

[852] L'*Alliance des Dix* fut créé le 30 septembre 1991 en réponse à la conférence de Madrid et réunit les forces politiques suivantes : FDLP, FPLP, FLP d'Abu Abbas, *Hamas*, MJIP, *Fatah al Intifada*, FPLP-CG, *As Sa'iqa*, Parti Communiste Palestinien Révolutionnaire, Front de Lutte Populaire Palestinien.

[853] Sur les évolutions de la stratégie politique du *Hezbollah* depuis *Taëf*, voir Joseph Alagha, *The Shifts in Hizbullah's ideology. Religious Ideology, Political Ideology, and Political Program*, Amsterdam University Press, Amsterdam, 2006,

la nouvelle loi électorale divisa le Liban en plusieurs gouvernorats au sein duquel le nombre de sièges était réparti entre les différentes confessions. La question de la participation du *Hezbollah* aux élections de 1992 souleva de nombreux débats au sein du parti, tranchés en dernier ressort par Khamenei. Le Cheikh Sobhi al Tufayli s'opposa à la décision du Juriste-Théologien et poursuivit ses attaques à l'encontre du système confessionnel libanais. Cette opposition frontale à la ligne majoritaire du parti conduira le cheikh à organiser une véritable révolte contre la direction du parti.

A l'approche des élections, le parti définit un programme électoral basé sur les grands principes suivant : la libération du Liban de l'occupation sioniste, l'abolition du système confessionnel, l'amendement de la loi électorale en vue d'une meilleure représentation de la population libanaise, la garantie des libertés politiques et d'expression, la promulgation d'une loi de naturalisation basée sur la méritocratie, le retour complet des déplacés et des réformes administratives, éducative, culturelle et sociales. Le premier programme politique du parti démontra avant tout sa volonté de promouvoir les intérêts de la communauté chiite au sein de la nouvelle équation politique libanaise. Les chiites étant désormais le groupe majoritaire, le *Hezbollah* avait tout à gagner à exiger l'abolition de la représentation confessionnelle. De même, ces exigences de réformes sociales et administratives visaient avant tout à engager l'Etat à corriger le sous-développement relatif des zones de peuplement chiites par rapport au reste du pays.

Au cours de l'année 1992, le *Hezbollah* entama un dialogue avec l'ensemble des parties libanaises, et tout d'abord avec les forces chrétiennes, à l'exception des Phalanges et des Forces libanaises proches d'Israël et de l'ASL. Quelques mois plus tard, après une attaque martyre particulièrement meurtrière, les forces israéliennes lancèrent l'opération *Accountability*, qui s'acheva sur la mise en place d'un « gentleman agreement » entre les deux parties, au titre duquel celles-ci s'accordèrent pour épargner les civils des deux côtés. A peu près au même moment, le *Hezbollah* commença à filmer et diffuser ses opérations par l'intermédiaire de sa chaîne de télévision. Cette double dynamique du dialogue sunnito-chrétien et de la guerre

---

pp.41-76 et voir les différentes prises de position politiques du mouvement au cours de ces quinze dernières années dans

médiatique devait lui permettre renforcer le prestige de la Résistance auprès de l'ensemble des fractions de la société libanaise. Au même moment, le *Hezbollah* aplanit ses relations avec le gouvernement libanais et pris *de facto* ses distances avec la thématique de l'Etat islamique inscrite dans la Lettre Ouverte de 1985[854].

Un nouveau conclave permit la réélection de Nasrallah à la tête du parti et la modernisation des structures décisionnelles du parti. Par ailleurs, c'est à cette époque que Khamenei désigna Nasrallah et le cheikh Mohammad Yazbek comme ses représentants religieux au Liban (*wakil shara'i*). Ceci permettait désormais aux leaders du mouvement de diriger de manière plus légitime la communauté chiite en même temps que de collecter le *khum* (impôt religieux). Fort de cette nouvelle légitimité, la Résistance conduisit plusieurs nouvelles opérations martyres qui provoquèrent le déclenchement de l'opération *Raisins de la colère*. Cette opération vit un élan de solidarité sans précédent de la population libanaise avec la Résistance et renforça le consensus national autour de la légitimité de la Résistance. L'opération fut suivie d'un nouvel accord, cette fois soutenue par la France, les Etats-Unis, les Nations Unies et la Syrie, sur l'exclusion des civils du périmètre des opérations. Dans ce contexte de popularité croissante du *Hezbollah*, ce dernier pris la décision de participer aux élections parlementaires de 1996 avec un programme dont les grands principes ne différaient pas réellement de ceux de 1992. Le *Hezbollah* remporta 4 sièges de plus qu'en 1992 (9).

Cet accroissement de la participation du *Hezbollah* à la vie politique libanaise provoqua la révolte des affamés conduite par le cheikh Sobhi al Tufayli dans son fief du *Iqlim al Toffah*. Elle se termina par l'écrasement des partisans du cheikh dissident et son expulsion officielle du parti en 1998. Au même moment, le Parti créa les Brigades de la Résistance libanaise à l'occupation israélienne formées de combattants d'origines confessionnelles variées et marquant la « libanisation » définitive de la Résistance. Fort de cette nouvelle stature nationale, le *Hezbollah* pris la décision de participer aux élections municipales de 1998 afin de représenter les véritables intérêts du petit peuple. Son programme mis en avant des thématiques de justice sociale, de

---

Nicholas Noe, *Voice of Hezbollah. The Statements of Sayyed Hassan Nasrallah*, Verso, New York/Londres, 2007

développement territorial et de réformes administratives. Dans beaucoup de circonscriptions, le parti forma des listes communes avec des candidats chrétiens et réussit à battre *Amal* et les candidats fidèles au gouvernement d'Hariri. Le Parti remporta une grande majorité des municipalités dans la *Bekaa* et le Sud. Désormais, le Parti était devenu la principale force chiite libanaise devant *Amal*. Suite aux élections, le Parti annonça qu'il ne considérait plus la Lettre Ouverte comme sa principale source de référence.

A partir de cette époque, les opérations contre les forces israéliennes et l'ASL s'accélérèrent, annonçant le proche retrait des forces israéliennes. Le 24 mai 2000, les forces israéliennes se retirèrent du Liban offrant une victoire historique au mouvement. Celui-ci acquit une très forte popularité dans l'ensemble du monde arabo-musulman. Sûr de sa victoire et contrôlant bien le Sud, le retrait des forces israéliennes se passa dans un relatif calme, sans violences à l'égard des villages chrétiens jusque-là sous contrôle de l'ASL. Aux élections de l'été 2000, le *Hezbollah* remporta 12 sièges au parlement.

Toutefois, le retrait forces israéliennes posa un défi majeur pour la pérennité de la Résistance. Le 20 mai 2001, Nasrallah annonça ainsi la poursuite des activités de la Résistance dans la zone de fermes de *Chebaa*[855] toujours sous contrôle israélien et considérée par la communauté internationale comme un territoire syrien. Le Président libanais de l'époque, pro-syrien, Emile Lahoud soutint la position du *Hezbollah* en affirmant que le tracé de la « Ligne bleue », qui délimite les frontières entre Israël et le Liban n'était pas conforme aux « vraies » frontières. Le Président syrien, en visite officielle en France en 2001, confirma la position libanaise sur les fermes de *Chebaa*. Ce faisant, le *Hezbollah* était entièrement fondé à poursuivre la

---

[854] Voir la *Lettre Ouverte* en annexe 6.

[855] Les fermes de *Chebaa* (Har Dov pour les Israéliens) sont une zone de 40km2 située sur les contreforts du Mont Hermon, à proximité du point où se rencontrent les frontières israélienne, libanaise et syrienne (village du Ghajar). Elles sont occupées par Israël depuis 1967. Les fermes étaient comprises dans le territoire libanais à l'époque du mandat, mais sont passées progressivement sous contrôle syrien dans les années 1950. Culminant à 1800 m d'altitude, elles constituent un promontoire stratégique qui domine le nord-est de la Galilée et le nord de la zone démilitarisée du Golan. La zone étant passée sous contrôle israélien au moment à partir de 1967 (occupation du Golan), Israël considère qu'elles ne sont pas concernées par la résolution 425 de 1978 qui exige le retrait des forces israéliennes du Sud Liban. La position israélienne s'appuie sur la « Ligne bleue », démarcation de la ligne d'armistice de 1949, qui place la région en territoire syrien. La position libanaise s'appuie sur le fait que des territoires ont été cédés au Liban dans les années 1960 par la Syrie ; les terres des 14 fermes situées dans cette zone étant enregistrées au cadastre libanais.

résistance contre les forces d'occupation israélienne. Dans le contexte tendu de la préparation des élections de 2000, où les forces de la droite maronite ne cessaient de s'opposer à la promulgation d'une nouvelle loi électorale qui avantageait les candidats pro-syriens, le *Hezbollah* définit un programme électoral beaucoup plus « politique ». Les questions de la Résistance et des fermes de *Chebaa* et de la politique étrangère libanaise se trouvaient bien évidemment en tête des préoccupations du Parti, ainsi que la question de la crise économique et de la participation électorale. A ces thématiques qui reflétaient le nouvel rôle qu'entendait jouer le Parti en tant que première force chiite du pays, s'ajoutaient les traditionnelles exigences de justice sociale et de réforme administrative qui avaient caractérisé les programmes politiques précédents. Pour la première fois, le Parti remporta douze sièges et obtint avec ses alliés chrétiens et sunnites le plus grand nombre de votes de tout le pays. Par ailleurs, la sociologie des représentants politiques du Parti avait changé ; cette fois, aucun n'était issu du milieu des clercs.

Un nouveau conclave se tint à cette époque, au cours duquel *Nasrallah* fut élu à vie. Le département média du *Hezbollah* passa sous la tutelle directe du Secrétaire-général reflétant la volonté du mouvement de justifier sa nouvelle politique tout en continuant à médiatiser les « exploits » de la Résistance. Celle-ci réussit au cours des deux années suivantes à obtenir la libération de plusieurs prisonniers de « premier choix » avec les Israéliens. Cette période initia cependant un tournant. Le mouvement devenu littéralement trop puissant pour les fragiles équilibres confessionnels libanais commença à susciter des oppositions croissantes de la part de certains partis de la droite maronite et du Courant du Futur de Rafiq Hariri. Le *Hezbollah* y répondit par une crispation communautaire que refléta la réaffirmation par le Cheikh Qassem de la validité des grands principes de la Lettre Ouverte, dont on retrouve l'inspiration dans le programme pour les élections municipales de 2004. Celui-ci y affirmait la volonté du *Hezbollah* de prendre la défense des opprimés, de quelle que confession qu'ils soient et de restaurer leur dignité. Le programme mettait en avant des mesures détaillées d'assistance sociale aux plus démunis et notamment aux enfants et aux femmes. Ce programme visait sans nul doute à resserrer les rangs de la société de la Résistance. Dans toutes les régions à dominante chiite, le *Hezbollah* emporta quasi l'intégralité des municipalités, infligeant une sévère défaite électorale à *Amal*.

Au mois de mai 2004, des manifestations parties de la banlieue sud s'étendirent rapidement à l'ensemble du pays, les manifestants critiquant la gestion économique du gouvernement. Des heurts opposèrent les manifestants à l'armée. Deux mois plus tard, le mouvement tint un nouveau conclave alors que le Cheikh Sobhi al Tufayli reprenait ses critiques à l'égard de la gestion personnelle et autoritaire du mouvement de *Nasrallah*. Le mouvement diffusa deux documents politiques réaffirmant les grands principes du fonctionnement interne du Parti et annonçant la division du Sud Liban en deux grandes zones administratives[856] : une zone sud allant de la frontière au *Litani* et une zone nord s'étendant du *Litani* jusqu'à la région de Tyr. Cette réorganisation territoriale reflète d'une part le développement de l'infrastructure combattante du *Hezbollah* dans cette région en même temps qu'elle suggère une forme d'autonomisation du Parti vis-à-vis de l'Etat libanais. L'hégémonie acquise par le Parti au sein de la communauté chiite et son poids croissant sur la vie politique libanaise conduisirent l'opposition libanaise à rechercher le soutien des Etats-Unis et de la France. Cette tentative de rééquilibrage de l'équation confessionnelle libanaise se traduisit par la résolution 1559 qui demandait le désarmement immédiat de toutes les milices libanaises et non-libanaises et le retrait des troupes syriennes du Liban. En effet, devant l'autonomie croissante du mouvement, qui n'hésitait plus à user de pressions ouvertes sur ses adversaires, les autres partis avaient commencé à « ressortir leurs canons »[857]. Cette double exigence affaiblissait de manière directe la puissance du *Hezbollah* et pour cette raison allait provoquer une réaction « musclée » du Parti et de ses alliés.

Les quinze dernières années ont donc été témoin d'une profonde évolution des pratiques du *Hezbollah*. Celui-ci a su s'adapter de manière pragmatique aux évolutions du contexte national libanais en combinant ouverture vers le monde extérieur et poursuite de ses activités militaires. Cependant, la puissance acquise par le mouvement au sein de l'équation libanaise s'est retournée contre lui. L'assassinat de Rafic Hariri en 2005, puis le retrait consécutif des forces syriennes et la mise en place d'un tribunal international, suivis de la guerre de l'été 2006 et du bras de fer croissant avec l'alliance du 14 mars, ont profondément réduit sa marge de manœuvre. La question de la préservation de l'appareil militaire du *Hezbollah* est devenue la

[856] Les deux zones renvoient clairement aux deux lignes du dispositif de défense, voir la carte en annexe 24.

problématique fondamentale polarisant l'ensemble de la sphère publique libanaise. Se sentant menacé dans son essence même, en tant que mouvement de résistance, le *Hezbollah* n'a pas hésité à faire usage de ses armes sur la scène nationale libanaise, violant le principe fondamental qui lui avait de ne pas être qualifié de « milice ». La menace « existentielle » que fait porter sur le *Hezbollah* la question de sa régularisation en parti « politique » classique a provoqué son repli sur la communauté chiite. Les élections parlementaires de 2005, les premières après le retrait syrien, ont d'ailleurs vu le mouvement appelé ses électeurs à voter en conformité avec la loi islamique (*taklif al chari'a*), c'est-à-dire pour les candidats parrainés par le mouvement. La communauté chiite est devenue par contrecoup la cible des critiques de certaines franges des autres communautés, le positionnement politique des citoyens continuant largement d'obéir à des réflexes communautaires.

Porté par la confiance de la communauté dans le mouvement et son secrétaire général, qui fait l'objet d'un véritable culte, le mouvement a adopté une stratégie de confrontation vis-à-vis de l'alliance du 14 mars, qu'il accuse de comploter contre le Liban, avec l'aide d'Israël, des Occidentaux et des Saoudiens. De plus en plus suspicieux vis-à-vis du renforcement de l'influence des capitales étrangères au Liban, le *Hezbollah* est devenu aussi beaucoup plus agressif. Parallèlement, sa marge de manœuvre s'est paradoxalement réduite dans le Sud, où sa présence militaire doit rester cachée. Ces facteurs soulèvent la question des possibilités qui s'offrent au mouvement pour gérer son surcroît de puissance à l'extérieur alors même que sa marge de manœuvre à l'extérieur se réduit ?

5.2. La stratégie d'entrisme du Gush Emunim

Au fil des années, avec le désaveu qu'avait constitué *Yamit*, le mouvement fut forcé d'évoluer afin de fournir un nouveau cadre d'interprétation théologico-politique aux événements qui délégitimaient son projet[858]. Jusqu'au milieu des années 1990, le

[857] L'expression est empruntée à un représentant des Forces libanaises rencontré à Paris à cette époque-là.
[858] Sur les évolutions politico-idéologiques de la mouvance religieuse-nationaliste, voir Maurice Kriegel, "Religieux et laïques : entre confrontations et transactions », dans Alain Dieckhoff (dir.), *L'Etat d'Israël. Les grandes études*

mouvement s'était enfermé dans une attitude de plus en plus hostile à l'égard du reste de la société israélienne à mesure que progressait les négociations avec le partie palestinienne. Sa position « extraterritoriale » dans les Territoires avait par ailleurs contribué à l'isoler encore un peu plus de la société israélienne. Les colons appartenaient à une autre réalité, ce proche extérieur qu'était l'autre côté de la « Ligne verte ». Après la mort d'Ytzhak Rabin, la désapprobation était telle du côté de la société israélienne que les revendications des colons « fanatiques » étaient devenues quasi inaudibles. Devant la peur d'être ostracisés, un des fondateurs du *Gush*, le rabbin Bin Nun et le rabbin Amital formèrent une coalition de quelques 800 rabbins (*Tzohar*) pour prévenir tout risque de « guerre civile entre les juifs » et agir de manière plus consensuelle avec le reste de la société israélienne. L'idée était de tenter de nouer des liens avec les laïques afin de faire mieux faire connaître les positions de la mouvance religieuse-nationaliste.

La dégradation du contexte sécuritaire dans les Territoires occupés et en Israël à partir de 1996-1997 joua en faveur de la mouvance religieuse-nationaliste et de la droite israélienne de manière générale. Elle donna aux religieux-nationalistes une nouvelle visibilité dans la sphère publique israélienne. Le moment entama un rapprochement avec la droite nationaliste, majoritairement incarnée par le *Likoud*. Au même moment, les partis représentant les intérêts de la mouvance ultra-orthodoxe commençaient à gagner en influence au sein de la scène politique israélienne (*Shas*). Alors qu'une partie de l'électorat religieux-nationaliste avait déserté le PNR dans la deuxième partie des années 1980 pour le *Shas* ou le *Likoud*, celui-ci connut un nouvel essor à partir de 1996. Mais le PNR, qui refusa de s'opposa au gouvernement lors de la signature des accords de Wye Plantation, restait un parti trop conventionnel pour la majorité des colons. De la même manière, le *Shas*, qui avait voté en faveur des accords d'Oslo et s'était rallié à Ehud Barak, subit une sévère défaite au tournant des années 2000. Ce nouveau contexte encouragea le transfert progressif des voix ultra-orthodoxes et religieuse-nationalistes vers le *Likoud*. Mais jusqu'au début des années 2000, les intérêts des colons restent peu représentés à la Knesset. Ce n'est qu'avec la reconnaissance par Ariel Sharon, à la fin de la Seconde *Intifada*, de la nécessité à

---

internationales, Fayard, 2008, pp.174-188 et International Crisis Group, « Leap of Faith : Israel's National Religious and the

terme d'accepter l'établissement d'un Etat palestinien que le mouvement a pris conscience de la nécessité de renforcer sa représentation politique à la *Knesset*, en tentant d'influence la direction et la composition sociologique *Likoud*.

Les religieux-nationalistes ont tout d'abord choisi d'influencer les débats internes du *Likoud* en essayant de nouer des alliances avec les membres religieux du parti. Ariel Sharon tenta de s'opposer à cette influence croissante des religieux-nationalistes. *Kadima* fut le signe du refus de cette OPA sur le *Likoud* par les religieux-nationalistes. Le *Likoud* compte désormais en proportion beaucoup plus de religieux-nationalistes qu'avant la création de *Kadima*, ce qui a permis au parti de rallier à lui l'électorat religieux-nationaliste qui a déserté les rangs du PNR, décrédibilisé par son incapacité à s'opposer au désengagement de Gaza.

Au départ les autorités religieuses étaient plutôt opposées au fait de délaisser les partis religieux-nationalistes traditionnels pour le *Likoud*. C'est la base du mouvement qui fait le choix pragmatique du *Likoud*, espérant à travers les élections internes au parti influencer la composition de son leadership et son agenda politique. Cependant, la majorité de l'électorat religieux-nationaliste n'en continue pas moins de voter pour les partis religieux-nationalistes aux élections parlementaires. Devant le ralliement croissant de la base religieuse-nationaliste au *Likoud* et l'augmentation du nombre de représentants religieux-nationalistes parmi les représentants du *Likoud* à la Knesset, les autorités religieuses de la communauté ont fini par accepter ce choix. Au sein du *Likoud*, 4 blocs religieux-nationalistes coexistent, apportant des milliers de nouvelles recrues au parti (entre 3000 et 9000 membres selon les estimations). Un mois avant les élections de février 2009, un ancien ministre religieux-nationaliste, Effie Eitam, lança le parti *Achi* (acronyme hébreu d'*Eretz Israël*, Société et Judaïsme) qui vint rejoindre la plateforme électorale du *Likoud*, « Promotion du Sionisme religieux ». Celle illustre bien le tournant pris par le parti. Les primaires de novembre 2012 ont illustré le changement de composition sociologique des membres du parti en faveur des religieux-nationalistes. Les responsables historiques du parti, plutôt pragmatiques et libéraux de droite, ont été relégués au second rang par rapport à une

---

Israeli-Palestinian Conflict », *Middle East Report*, n°147, 21 novembre 2013

direction dont la composition est désormais dictée par la base religieuse-nationaliste. Cette transformation du parti ne va pas susciter des tensions avec son élite traditionnelle qui considère cette évolution comme un dévoiement de son identité historique, le programme politique du *Likoud* accordant désormais une place prépondérante à la question des colonies au détriment des questions socio-économiques. L'hostilité des caciques du *Likoud* vient aussi de leurs doutes quant à la loyauté électorale des religieux-nationalistes aux élections nationales. Enfin, le courant religieux-nationaliste prend souvent des libertés avec la discipline du parti, critiquant ouvertement Netanyahu, ou poussant la direction du parti à outrepasser les décisions de la Cour Suprême sur les implantations illégales.

En parallèle, le désengagement de 2005[859], qui a été vécu comme une véritable trahison par la mouvance religieuse-nationaliste, a conduit à une fragmentation de celle-ci. Trois courants principaux sont alors apparus. A une extrémité du spectre, on trouve la tendance incarnée par les *yeshivot Har HaMor* du rabbin Zvi Tau. La doctrine de cette faction est basée sur la sainteté d'Israël en tant que produit de la volonté divine et pour cette raison, même si les décisions prises par la majorité reflètent des partis pris laïques, elles doivent être respectées. De même, il convient d'adopter une attitude conciliante vis-à-vis des sionistes laïques car ils sont eux aussi l'émanation de la volonté divine en tant que composante du peuple juif. Les *yeshivot HaKav* s'inscrivent également dans cette mouvance idéologique. Cette faction a une grande influence au sein de la mouvance religieuse-nationaliste et une large capacité à influencer les débats publics.

A l'autre bout du spectre religieux-nationaliste, on trouve ceux qui considèrent les juifs non-pratiquants comme des *goyim* (Gentils). Si l'Etat est sacré, car fruit de la volonté divine, son gouvernement n'est pas infaillible. Pour cette raison, le mouvement se considère libre de s'opposer aux décisions gouvernementales jugées non conformes aux préceptes religieux. Toute cette opposition passe par des moyens non violents. Cette tendance est incarnée par le Parti *Tkuma* (Renaissance) qui représente désormais environ un tiers des sièges de la liste religieuse-nationaliste à la

[859] Voir l'implantation des colonies dans la bande de Gaza sur la carte en annexe 27 présentant l'état de Gaza au moment du désengagement. La Bande comptait trois blocs de colonies qui div isaient celles-ci en trois tronçons quasi autonomes les uns des autres.

Knesset. Les figures de proue du mouvement sont les rabbins Dov Lior et Zalman Melamed.

Entre les deux, on trouve une tendance centriste, majoritaire au sein de la mouvance religieuse-nationaliste, *grosso modo* incarnée par le Conseil de *Yesha*. Les *yeshivot HaKav* représentent la ligne idéologique de ce courant centriste et ses figures de proue sont les rabbins Haïm Druckman et Yaacov Ariel. Ce courant représente une voie intermédiaire entre les deux premiers combinant le respect des décisions prises par la majorité des citoyens mais ne refusant pas principe l'opposition pacifique avec le gouvernement. Du fait de cette attitude de compromis, l'*establishment* du mouvement des colons a perdu une grande part de sa crédibilité auprès de la nouvelle génération, qui se retrouve plus volontiers dans la stratégie de confrontation de la faction *Tkuma*. Devant l'immobilisme de la vieille génération, certains éléments dans la jeune génération veulent revenir aux racines du mouvement des colons d'il y a trente ou quarante ans, en initiant un bras de fer avec les institutions comme leurs aînés en leur temps afin de forcer le gouvernement à modifier ses politiques et législations pour avaliser les nouveaux faits accomplis qu'ils entendent créer sur le terrain. Les jeunes des collines entendent ainsi s'opposer aux décisions de la Cour suprême de 2012 et 2013 concernant l'évacuation des implantations illégales construites sur des terres privées palestiniennes. Mais c'est surtout parce que les décisions d'évacuation de ces implantations, somme toute anecdotiques, vont créer un précédent et risque de remettre en cause à l'avenir le sort des implantations plus anciennes. Ce serait ainsi tout le mouvement des colons qui serait menacé.

La jeune génération, surtout en Cisjordanie, se considère engagée dans un combat pour la défense des valeurs fondamentales de la communauté, concevant sa lutte en termes manichéens, celle de pieux défenseurs d'une terre sacrée contre les compromissions d'un gouvernement impie. La jeune génération fustige également l'attitude coopérative vis-à-vis de l'Etat des *yeshivot HaKav* dont l'influence a décliné au sein du courant centriste au profit de *Tkuma*.

Ces évolutions signalent une mutation profonde du mouvement aussi bien que la profondeur de la crise que celui-ci traverse. Si le mouvement religieux-nationaliste apparaît de l'extérieur plus fort que jamais, du fait de sa présence accrue dans la

sphère publique israélienne, il est au contraire de plus en plus fragmenté à l'intérieur. En effet, le gel de la construction des colonies et l'acceptation plus ou moins officielle de la solution des deux Etats par Netanyahu ont donné le sentiment à la mouvance religieuse-nationaliste que la partition du *Grand Israël* était un fait accepté. Cette nouvelle réalité a obligé les différentes factions à l'intérieur du mouvement à redéfinir leurs positions vis-à-vis de l'Etat et de leur socle idéologique original.

L'émergence de voix de plus en plus radicales, à mesure que se profile l'hypothèse d'un retrait des Territoires occupés, hypothèque les tentatives d'unification du camp religieux-nationaliste au sein d'une même plateforme politique comme l'a démontré l'échec d'unification des différentes tendances au sein d'un même parti politique aux élections de 2009. Mais c'est aussi parce que les différentes factions redéfinissent leurs stratégies politiques en fonction de leurs propres intérêts électoralistes. Ainsi, le *Jewish Home* tente depuis quelques années d'élargir sa base électorale au-delà du périmètre de la mouvance religieuse-nationaliste en promouvant le dialogue et la coopération. Le Parti nationaliste religieux tente quant à lui de rassembler à l'extrême de la droite, en ralliant des éléments aussi bien liés à la faction *Tkuma*, qu'au parti séculaire d'extrême droite *Tehyia* (renouveau) ou au parti religieux d'extrême droite non kookiste *Eretz Israel Shelanu*. Il tente désormais de se poser en alternative au courant centriste en proposant des positions plus radicales et une ligne politique plus idéologique ; il a fait des questions liées au devenir de la Cisjordanie son cheval de bataille.

La fragmentation croissante du mouvement religieux-nationaliste après 2005 reflète les difficultés d'une mouvance dont la légitimité repose essentiellement sur une interprétation théologique de la réalité à survivre aux démentis qu'apporte la réalité. A partir de ce moment-là, on observe deux attitudes : la première que l'on pourrait qualifier de « banalisation »/sécularisation du mouvement qui cherche à adopter une attitude pragmatique et conciliante vis-à-vis du reste de la sphère publique ; la seconde, une radicalisation qui confine à une réinvention sur un mode fondamentaliste de la réalité.

5.3. L'élan réformateur du Hamas

On retrouve chez le *Hamas*, le même processus de dé-radicalisation/politisation[860] au tournant des années 1990-2000 que chez les autres mouvements. Celui-ci exprima l'affaiblissement du *Hamas* face à la supériorité militaire de l'Autorité palestinienne et le soutien de la population aux accords de paix dans l'après-Oslo. Sara Roy explique d'ailleurs très bien les motivations de ce délaissement temporaire du registre politico-militaire pour la réforme sociale:

> *« In response (and despite the fact that many in the Islamic political sector remained active and fully committed to political and military action), there was a slow and but steadily shift in emphasis, both ideologically and strategically, away from political and military action to social work and community development. This shift was characterized by more non-traditional and creative approaches, in addition to the propagation of Islamic values and religious practice. […] This approach was, in effect, dual: It represented a search for accommodation and consensus within the status quo and an experiment of sorts in redefining the Islamic social agenda. […] It was this social program – and Hamas's ability to interpret Islam in multiple ways – that no doubt provided the foundation for Hamas's social agenda during the 2004-2005 municipal and 2006 legislative elections. »*[861]

Après son refus des accords d'Oslo le mouvement s'était refusé à participer à tout processus électoral autre que les élections étudiantes et syndicales. Mais le très important niveau de participation aux élections de 1996 avait démontré la participation de l'électorat islamiste palestinien. En dépit des consignes de boycott du *Hamas* et du MJIP, celui-ci avait voté pour les candidats de l'OLP. Prenant acte de cette participation de la base sociale islamiste aux élections, le *Hamas* entreprit, après la mort de Yassin, de définir un programme politique en vue des élections

[860] Sur les évolutions de la stratégie politique du *Hamas*, voir Jean-Pierre Filiu, *Gaza. A History*, Oxford University Press, New York, 2014, pp.277-309 et Azzam Tamimi, *Hamas. Unwritten Chapters*, 2e éd, C. Hurst and Co, India, 2009, pp.209-231

[861] Sara Roy, *Hamas and Civil Society in Gaza. Engaging the Islamist Social Sector*, Princeton University Press, New Jersey, 2011, pp.87-88

présidentielles de 2005, axé sur des thématiques de justice sociale et de réforme administrative. Les élections municipales de janvier 2005 servirent de test au mouvement. Le mouvement remporta 5 des 7 municipalités où il avait présenté des candidats. Mais ceux-ci avaient moins démontré la nouvelle stratégie politique du *Hamas* qu'une pérennité des notables islamistes en poste dans ces municipalités depuis la fin des années 1970. La nécessité de moderniser la représentation politique du *Hamas* pour être plus en phase avec les nouvelles aspirations de sa base poussa le mouvement à se réorganiser en vue des élections parlementaires de juillet 2005.

Toutefois, cette « *infitah* » politique ne faisait pas consensus. Si le leadership local de Gaza et la direction à l'extérieur étaient très enthousiastes à l'idée de participer aux élections parlementaires, ceux de Cisjordanie étaient beaucoup plus mitigés, en particulier les responsables d'Hébron qui étaient opposés à cette rupture avec la ligne dure qu'avait imposée au mouvement depuis plus de dix ans le cheikh Yassin. La question fut soumise à l'arbitrage du *Majlis Isitshari* qui approuva le principe de la participation du mouvement aux élections parlementaires. Un des membres du Bureau politique justifia ainsi la participation du mouvement :

> *« All the movement's leading and institutions and organs inside and outside Palestine were consulted, including the movement's captives inside the prisons of the Zionist occupation. It was agreed that our participation should in no way prejudice our commitment to safeguard our people's legitimate rights and to protect the program of resistance as a strategic option until the occupation comes to an end. The decision was in some respects a response to the popular sentiment and in fulfillment of our people's desire to see all Palestinian factions participate in the political process. It also took in account the outcome of the movement's assessment of the radical changes which have taken place inside Palestine thanks to the resistance, the intifada and the sacrifices of our people have made over the past years."*[862]

[862] Propos recueillis par Azzam Tamimi lors d'un entretien avec Izzat al Rishiq en 2008 à Doha, voir Azzam Tamimi, op.cité, p. 210

L'*infitah* politique du mouvement avait largement été encouragée par l'annonce du désengagement des forces israéliennes de Gaza et la tentative des caciques du *Fatah* de s'approprier cette victoire historique. Par ailleurs, la participation à une élection démocratique n'est pas contraire aux grands principes idéologiques de la confrérie, celle-ci considérant la démocratie compatible avec l'islam. Enfin, le mouvement entendait bien tirer profit de sa nouvelle popularité et de l'affaiblissement parallèle du *Fatah* depuis la mort d'Arafat.

Cette politique d'ouverture en direction de la scène politique palestinienne de l'Intérieur s'accompagna par ailleurs d'efforts pour renouer le dialogue avec l'ensemble des factions palestiniennes, en particulier avec le *Fatah*. La « Déclaration du Caire » signée avec le *Fatah,* sous les auspices de l'Autorité palestinienne et de l'Egypte, permit par ailleurs au mouvement en mars 2005 d'obtenir la reconnaissance officielle de son statut de résistance. Le rôle de la résistance préservé, le mouvement put alors accepter le principe d'une « accalmie » (*tahdi'a*) avec Israël. Cette nouvelle popularité du *Hamas* embarrassa fortement la communauté internationale qui ne savait qu'elle attitude adopter vis-à-vis du mouvement islamiste. Fort de sa nouvelle popularité, le mouvement définit un programme politique pour le deuxième tour des municipales de mai 2005 qui attaquait de front l'OLP et l'Autorité palestinienne. De nouvelles tensions émergèrent lors des élections avec le *Fatah*, qui perdit la majorité des circonscriptions rurales de Cisjordanie au profit du *Hamas*. Le *Fatah*, poussé par Abbas, Israël et les Etats-Unis qui s'inquiétaient de la popularité croissante du *Hamas*, contesta le résultat des urnes. En réaction, le *Hamas* annonça qu'il boycotterait dorénavant tout nouveau processus électoral. Le résultat des élections avait démontré la fin du monopole du *Fatah* sur le processus politique palestinien et augurait mal des résultats des prochaines élections parlementaires.

Début juin 2005, Mahmoud Abbas promulgua un décret ajournant à l'année suivante la tenue des élections parlementaires, démontrant les craintes de la direction du *Fatah* que ces élections tenues avant le retrait effectif des forces israéliennes de la Bande ne voient une large victoire de la mouvance islamiste. Dans ce contexte, le Conseil législatif palestinien composé en majorité de représentants des factions de l'OLP fit passer un train d'amendements à la loi électorale espérant ainsi verrouiller leur mainmise sur la chambre lors des futures élections parlementaires de janvier

2006. La période précédant les élections de janvier vit une augmentation drastique des tensions entre les deux principaux mouvements palestiniens. En réaction au programme « Changement et Réforme » promu par le *Hamas*, le *Fatah* reconnu les erreurs de ces dernières années, tentant de mobiliser les masses autour du souvenir d'Arafat, tout en rappelant que le désengagement était le résultat des efforts entamés par la guérilla depuis la fin des années 1960. Les élections marquèrent une victoire écrasante du *Hamas* qui remporta 74 sièges contre 45 pour le *Fatah*. Si les observateurs avaient envisageait que le *Hamas* devienne la principale force d'opposition des Territoires, peu avaient cependant prévu que le *Hamas* mette fin à la domination historique du *Fatah* sur la scène politique palestinienne.

La victoire électorale du *Hamas* démontra la popularité acquise par le mouvement depuis plus de vingt ans grâce à son travail social, notamment auprès des réfugiés les plus démunis. La fidélité du *Hamas* à l'idéal de la résistance palestinienne et à la reconquête de la Palestine historique fut également un des éléments qui expliqua la popularité du mouvement dans les camps de réfugiés. L'idéologie islamiste était plus en phase avec leurs valeurs de la population des Territoires depuis 1967. Les courants laïques et nationalistes restaient largement associés à la perte des Territoires ainsi qu'à la corruption qui caractérisait les institutions de l'OLP et de l'Autorité palestinienne. Au sein même du *Fatah*, comme l'avait démontré la formation des *Brigades des martyrs* d'*Al Aqsa* au début de la Seconde *Intifada*, une fraction s'était rapprochée des valeurs islamiques du *Hamas*. La victoire du *Hamas* fut enfin l'expression des déceptions de la population vis-à-vis du processus d'Oslo. La victoire électorale du Hamas tint en grande partie à sa plus grande proximité avec les masses palestiniennes et à sa meilleure compréhension des aspirations de celles-ci. Comme lors de la première *Intifada*, cette ouverture politique du *Hamas* à la scène politique palestinienne fit la preuve de son pragmatisme et de sa capacité à capitaliser sur les frustrations d'une population qu'il connaît bien.

Dès sa victoire, le *Hamas* tenta de rassurer ses adversaires politiques et le reste du monde arabe sur ses intentions d'assumer les responsabilités du gouvernement des Territoires dans l'intérêt de l'ensemble du peuple palestinien et ouvrit la porte à la formation d'une coalition gouvernementale avec le *Fatah* et le reste des factions palestiniennes. Il promit d'assurer la gestion du pouvoir avec réalisme, c'est-à-dire en

tenant compte de la situation créée par les accords d'Oslo et de maintenir en place l'ensemble des fonctionnaires de l'AP. Le porte-parole du mouvement, Khaled Mesha'al proposa même de rassembler l'ensemble des factions armées au sein d'une force armée structurée palestinienne, l'armée du futur Etat palestinien. La question de la mainmise sur les services de sécurité de l'Autorité allait provoquer la discorde entre les rivaux palestiniens. La victoire politique du *Hamas* eu donc un revers, celle d'un mouvement devenu trop puissant pour la fragile équation politique palestinienne. La nouvelle popularité du mouvement avait mis fin à quarante ans de mainmise du *Fatah* sur la direction nationale palestinienne et risquait, pour la première fois de son histoire, de le priver de ses forces armées. De ce conflit de légitimité politique allait naître les rivalités inter-palestiniennes qui allaient scinder le mouvement national en deux entités distinctes.

****

Cet aller-retour entre radicalisation-dé-radicalisation reflète une oscillation entre le registre politico/militaire et le social et fait la preuve du pragmatisme de ces mouvances qui n'ont cessé depuis leur création de se réinventer pour faire face aux évolutions du contexte socio-politique et sécuritaire dans lequel elles vivent. Une exception doit toutefois être faîte pour le MJIP, resté inflexible sur sa priorité accordée à la lutte armée contre Israël ; il a, en parallèle, et en fonction des évolutions de la scène intérieure palestinienne, essayé de modérer son discours sur les affaires intérieures, jouant un rôle de médiateur entre les deux principales factions palestiniennes.

Chez tous ces mouvements, la question de l'évolution vers le politique, qui implique une forme de renationalisation de leur combat, implique une nécessaire prise de distance avec la dimension théologique de leur idéologie. Or, ce nécessaire découplage des volets politiques et théologiques est délicat car il touche aux fondamentaux identitaires de ces mouvements.

SECTION III : LES MULTIPLES FACETTES MOYEN-ORIENTALES DE L'IRREGULARITE PARTISANE

La montée en puissance des acteurs dissymétriques depuis deux décennies, et le renforcement corollaire de la position régionale de leurs alliés étatiques, ont conduit à une nouvelle course aux armements régionale qui aboutit à un blocage de l'équation régionale. Les printemps arabes et leur militarisation progressive ont fourni un exécutoire à cette dangereuse accumulation de puissance. Les printemps arabes sont donc à la fois le résultat et la cause d'une évolution des rapports de force dans la région ; mais plus encore, ils reflètent une montée en puissance du phénomène asymétrique dans la région. Le Moyen-Orient contemporain est entré dans une phase de crises en chaîne, ou de crises multiples, qui reflètent une évolution de la nature de la conflictualité dans la région.

I. Caractéristiques de la guerre moderne de partisan

En moins de dix ans, on a vu la région submergée par les acteurs irréguliers. Les dynamiques conflictuelles se sont complexifiées et les conflits interétatiques ont quasi disparu, laissant la place à de multiples guerres de partisans. Les conflits au Moyen-Orient ont révélé une incroyable diversité de figures de l'irrégulier, dont les stratégies politiques et militaires, concurrentes et parfois contradictoires, ne font qu'accroître la fragmentation des territoires. Dans le Moyen-Orient contemporain, l'irrégularité tend à devenir la norme, remettant en cause de fait le principe de la souveraineté des Etats-nations.

Afin de cerner les évolutions de ces multiples formes de guerre de partisans qui bouleversent la région, nous nous proposons de revenir à l'analyse faite par Carl Schmitt des traits fondamentaux de ces figures de l'irrégularité.

Ce dernier retient quatre critères pour caractériser la guerre de partisan moderne **:**

> *« l'aspect spatial, le démantèlement des structures sociales, l'intrication dans les systèmes de politique mondiale, l'aspect technique et industriel. »*[863]

Ces éléments constituent des variables qui permettent de caractériser la situation d'un groupe armé sur un spectre qui englobe les différentes facettes que peut prendre « la guerre de partisan moderne » au sens défini par Schmitt.

> Ce dernier rappelle que ces quatre variables ne constituent pas des *« domaines distincts isolables et indépendants les uns des autres, et que seule leur intense interaction et leur interdépendance fonctionnelle donnent une image d'ensemble, de sorte que toute étude de l'un de ces aspects suppose simultanément les trois autres sous forme de références et d'implications, l'évolution des technique et industrielle constituant le champ de forces qui les rassemble tous. »*[864]

La position des groupes armés sur ce spectre doit donc nous permettre de définir la nature leur irrégularité.

1. L'aspect spatial

Tout d'abord, l**'aspect spatial** rappelle qu'à chaque manière de conduire la guerre correspond un théâtre d'opérations particulier. On ne conduit pas la guerre sur terre comme on conduit la guerre sur mer :

> *« Le combat de partisans créé un nouveau champ d'action, un espace de structure complexe du fait que le partisan ne se bat pas sur un champ de bataille ouvert, ni au niveau des lignes de front de la guerre ouverte. Au*

[863] Voir Carl Schmitt, *La Notion de politique. Théorie du Partisan*, – Préface de Julien Freund, Coll. Champs classiques, Flammarion, 2009, p.275
[864] Voir Carl Schmitt, op.cité, p.275

> *contraire, il force l'ennemi à s'enfoncer dans un autre espace. A l'aire du théâtre des opérations traditionnel et régulier, il ajoute une autre dimension, plus obscure, une dimension de la profondeur, où tout port ostensible de l'uniforme est un danger de mort. Il fournit de la sorte une analogie terrienne inattendue, mais non moins effective pour autant, du sous-marin qui, lui aussi juxtaposa à la surface de la mer, où se déroulait la guerre maritime d'ancien style, une dimension inattendue en profondeur. Du fond de la clandestinité (Untergrund), il bouleverse le jeu conventionnel et régulier de la scène ouverte. Il modifie, en vertu de son irrégularité, les dimensions des opérations tactiques et même stratégiques des armées régulières.»*[865]

De là, on peut tirer un rapprochement avec l'idée défendue par Arjun Appaduraï sur la force de ce qu'il appelle « les petits nombres », c'est-à-dire les acteurs non étatiques, qui tirent parti des bouleversements d'échelle offerts par la mondialisation et parviennent à démultiplier leur puissance, positive ou de nuisance, en « esquivant » le niveau « national ».

Par ailleurs, le progrès technique modifie également le théâtre d'opérations en ouvrant le champ des possibles. Schmitt rappelle ainsi qu'« *avec les structures de l'espace, le progrès industriel et technique modifie également l'ordre qui le régit.* ***Car le droit est cette unité de l'ordre et de la localisation***»[866]. De là découle, la distinction essentielle entre le partisan et le pirate, ce dernier combattant sur un espace où toute localisation « fixe » est impossible, la mer étant nature « mouvante ». Sans localisation, pas de droit.

De cet aspect spatial, Schmitt déduit une distinction d'essence entre le partisan, le pirate et le corsaire :

> Le partisan n'est pas *« un corsaire de la terre ferme. L'irrégularité du pirate est sans référence aucune à une quelconque régularité. Le corsaire, au contraire, court la prise de guerre sur mer et est muni de lettres par le*

[865] Idem, p.277

gouvernement d'un Etat ; son irrégularité à lui n'est donc pas sans lien avec la régularité, et c'est ainsi qu'il resta jusqu'à la déclaration de Paris de 1856 une figure juridiquement reconnue du droit international européen. De ce fait, une certaine comparaison est possible entre le corsaire de la guerre sur mer et le partisan de la guerre sur terre. […] Malgré tout, le partisan d'aujourd'hui est autre chose qu'un corsaire de la guerre sur terre. Le contraste élémentaire entre la mer et la terre ferme demeure bien trop grand. Il se peut que les différences entre les différences traditionnelles concernant la guerre, l'ennemi, les prises de guerre, sur lesquelles s'appuie jusqu'à ce jour l'opposition entre terre et mer dans le droit international, se fondent un jour au creuset du progrès industriel et technique. Pour l'instant, le partisan représente encore une parcelle du vrai sol».[867]

L'aspect spatial reste donc au fondement de la différence d'essence entre le partisan d'un côté et le pirate et le corsaire de l'autre. Toutefois, du fait du lien qui rattache le corsaire à une entité souveraine et donc « terrestre », celui-ci constitue une figure intermédiaire entre les deux extrêmes que représentent le partisan et le pirate.

2. La dimension révolutionnaire de la lutte du partisan

Dans un second temps, C. Schmitt attire notre attention sur **le lien qui relie le partisan à l'ordre public, entendu dans le sens large de structures sociales**. De ce lien négatif découle la portée révolutionnaire du combat du partisan :

« Une unité politique existe sous forme de res publica*, de publicité, et elle est remise en cause s'il se crée en elle un espace de non-publicité qui soit un désaveu effectif de cette publicité. Il suffit peut être de cette allusion pour faire prendre conscience du fait que le partisan, refoulé du champ de la conscience des spécialistes de l'art militaire au XIXe siècle, s'est trouvé*

---

[866] Idem, p. 276
[867] Voir Carl Schmitt, op.cité, p.278

soudain au centre d'une nouvelle espèce de stratégie dont la raison d'être et le but étaient la destruction de l'ordre social établi. »[868]

L'engagement du partisan, quand il se meut en guerre révolutionnaire universelle, peut justifier les pires exactions, prises d'otages, terrorisme, génocide, etc., et perdre progressivement tout lien avec son engagement politique de départ. Lorsque l'ennemi se généralise au nom de la révolution, l'engagement politique du partisan se dénature en s'universalisant. En détruisant les structures sociales, le partisan perd son lien d'affiliation, son ancrage territorial qui justifiait son combat. Il tend à basculer vers une forme d'irrégularité criminelle, en s'éloignant progressivement de toute forme de droit ou de cadre légal dans lequel insérer son combat. De ce lien négatif qu'entretient le partisan avec l'ordre établi, au sens d'un ordre public reflétant une forme de souveraineté, découle la figure du partisan internationaliste, figure intermédiaire entre le partisan et le pirate.

3. Le contexte politique mondial et le tiers intéressé

Carl Schmitt identifie une troisième variable qui est celle du contexte politique mondial :

> Il rappelle ainsi que l'*«intrication dans des fronts et des systèmes de politique mondiale est, lui aussi, entré depuis longtemps dans la conscience collective. Les défenseurs autochtones de la terre natale qui mouraient pro aris et focis, les héros nationaux et patriotiques qui s'enfonçaient dans les bois, tout ce qui était réaction d'une force élémentaire, tellurique vis-à-vis de l'invasion étrangère est tombé entre-temps aux mains d'une direction centrale internationale et supranationale qui apporte son aide et son soutien, mais dans le seul intérêt de ses propres objectifs de nature toute différente, visant à une agression mondiale ; et cette direction, selon le cas, les protège ou les abandonne à leur sort. Dès lors, le partisan cesse d'être essentiellement défensif. Il se fait manipuler en instrument d'une agressivité qui vise la révolution*

[868] Idem, p.280

> *mondiale. Simple matériel sacrifié des batailles, il est dépossédé de tout ce pourquoi il a engagé le combat, de ce en quoi s'enracinait son caractère tellurique, légitimité de son irrégularité de partisan. »*[869]

La variable du contexte politique mondial vient renforcer la distinction entre la figure du partisan et celle du partisan internationaliste et nous rappelle qu'en de nombreuses occasions les grandes puissances se livrent des guerres indirectes, ou guerre de proxy, en instrumentalisant des partisans. La guerre froide arabe des années 1950-1960 en fut une parfaite illustration, les Etats arabes instrumentalisant les *fedayin* palestiniens dans le cadre de leur rivalités.

> Mais c'est parce que *« le partisan dépend toujours en quelque façon de l'aide que lui apporte une Puissance régulière. Cet aspect de l'affaire a toujours existé, a toujours été connu. […] de nos jours, cette relation s'impose bien plus nettement encore à la conscience parce que le progrès ininterrompu des moyens techniques du combat fait que le partisan ne saurait se passer de l'aide constante d'un allié dont la capacité technique et industrielle l'approvisionne et l'équipe en armes et en machines les plus modernes. [Rolf Schroers parle à cet égard] du* ***tiers intéressé****. […] Non content de livrer armes et munitions, de fournir de l'argent, de l'aide matérielle et des médicaments de toute espèce, le tiers puissant procure aussi* ***cette sorte de reconnaissance politique dont le partisan qui combat en irrégulier a besoin pour ne pas tomber, tel le bandit et le pirate, dans le domaine non politique****, ce qui signifie ici : dans le domaine de la criminalité.* ***L'irrégulier devra à plus ou moins longue échéance se légitimer par référence au régulier ; pour ce faire, il n'a que deux possibilités : se faire reconnaître par un régulier existant ou imposer une régularité nouvelle en vertu de ses propres forces.*** *»*[870]

La problématique du soutien d'un tiers puissant est cruciale car de l'existence, ou non, de ce soutien dépend en grande partie la survivance ou la disparition d'un groupe armé et son évolution forcée vers une certaine forme de régularité.

---

[869] Voir Carl Schmitt, op.cité, p.282

4. L'aspect technique

Schmitt retient une dernière variable, l'aspect technique, dont l'influence est prédominante sur les trois premières variables :

> *« Dans la mesure où le partisan se motorise, il se détache de son sol et il dépend davantage des moyens techniques et industriels qui sont nécessaires à son combat. La puissance du tiers intéressé croît en conséquence pour atteindre finalement des proportions planétaires. Il s'ensuit que la totalité des aspects sous lesquels nous venons d'étudier le phénomène partisan de notre époque semble se fondre dans l'aspect technique, qui domine tout. »*[871]

Le partisan s'adapte au progrès technique et notamment aux technologies militaires utilisées par son adversaire afin de mieux les contourner. Sa capacité à manier des armements modernes tout en conservant son caractère rustique et tellurique lui permet de prendre à défaut les systèmes d'armes perfectionnés des armées régulières et explique les difficultés rencontrées par les armées modernes face aux menaces asymétriques.

> Carl Schmitt remarque à cet égard qu'*« Un spécialiste anglais de la marine a dit de la piraterie qu'elle était le « stade préscientifique » de la guerre sur mer. Dans le même esprit, il faudrait dire du partisan qu'il représente le stade préscientifique de la guerre sur terre, en ajoutant que c'est sa seule définition scientifique. Mais cette définition elle-même serait aussitôt dépassée du fait que la différence entre guerre sur mer et guerre sur terre est entraînée, elle aussi dans le tourbillon du progrès technique et est considérée aujourd'hui par les techniciens comme une donnée préscientifique périmée. Les morts vont vite, ils vont encore plus vite s'ils sont motorisés. Le partisan, dont nous maintenons le caractère tellurique,*

---

[870] Voir Carl Schmitt, op.cité, p.284

> *devient en tout état de cause un scandale pour tout esprit rationnel et utilitariste. Le paradoxe de son existence est dévoilé par cette disconvenance : la perfection technique et industrielle de l'équipement d'une armée régulière moderne contre la primitivité agraire et préindustrielle de partisans qui combattent avec succès. »*[872]

Or, la dissymétrie des moyens qui ne peut aller qu'en s'aggravant du fait des progrès de la technique ne peut qu'aggraver la rivalité mimétique et donc la dangerosité de la montée aux extrêmes. Cette variable technique nous semble donc prédominer sur les trois autres car elle reflète, de manière intuitive, la rivalité mimétique qui sous-tend tout mécanisme conflictuel.

5. Les multiples figures de la guerre de partisan

De l'interaction de ces variables résulte une grande variété de possibles qui jalonnent l'ensemble du spectre de la guerre de partisan, polarisé par les deux grandes figures que sont le partisan et le pirate. La figure du pirate représente pour Schmitt le double inversé de la figure du pirate. Le partisan et le pirate combattent tous les deux comme des irréguliers, mais le pirate combat en dehors de toute régularité car il combat sur espace libre de droit. En effet, la mer n'est pas soumise au droit qui est le domaine de la terre. De plus, le pirate, pas plus que le corsaire, n'est lié à un « vrai sol » ou à une population particulière dont il est issu et défend les intérêts. Mais au-delà de cet ancrage dans un « terroir » ou dans une « patrie », c'est surtout la différence de nature des espaces dans lesquels évoluent le partisan d'un côté, le pirate et le corsaire de l'autre, qui marque leur différence essentielle. Schmitt rappelle ainsi que :

> *« le partisan est et demeure distinct non seulement du pirate mais encore du corsaire, tout comme la terre et la mer demeurent distinctes en tant qu'espaces élémentaires différents où se situent l'activité humaine et les affrontements belliqueux entre nations. La terre et la mer ont développé*

---

[871] Idem, p. 284

> *non seulement des véhicules stratégiques différents, non seulement des théâtres d'opérations de types différents, mais encore des concepts de guerre, d'ennemi et de prise de guerre. Le partisan va continuer à représenter un type spécifiquement terrien du combattant actif du moins tant que subsistera la possibilité, sur notre planète, de guerres anticolonialistes. »*[873]

Les « techniques » et les « tactiques » utilisées par les irréguliers (approche indirecte, vitesse, très grande mobilité, etc.) ne sont pas suffisantes pour faire de ceux-ci des partisans au sens défini par Schmitt[874]. Ce qui caractérise le partisan, au-delà des savoir-faire combattants, c'est surtout la nature du combat politique et l'environnement auquel il appartient. Cette appartenance doit être aussi bien comprise comme un lien entre le partisan et le sol, lien d'affiliation, aussi bien que comme l'environnement dans lequel il évolue. **Schmitt insiste donc sur l'idée que l'hostilité du partisan doit s'inscrire dans un cadre géographiquement circonscrit et donc partant juridiquement délimité. Schmitt rappelle, à cet effet, que le caractère tellurique** du partisan met en évidence son « *lien avec le sol, avec la population autochtone et avec la configuration géographique du pays, montagnes, forêts, jungle ou désert* »[875]. De la perte du lien avec un « espace réel » découlerait donc le caractère « apolitique » du pirate et sa différence fondamentale avec le partisan. Le développement de « cyber »-partisans, c'est-à-dire de partisans évoluant dans un monde « irréel » ou dématérialisé, en ferait donc des pirates. Les pirates du web mériteraient donc bien leur dénomination.

---

[872] Voir Carl Schmitt, op. cité, p.285
[873] Idem, pp.223-224
[874] Le partisan est selon la caractérisation de Carl Schmitt un être mobile au sens d'un être mouvant, qui se transforme et s'adapte sans cesse aux nouvelles conditions de la lutte. Son mouvement est entièrement mobilité car il n'a pas de centre de gravité unique, mais une multiplicité de points fixes, plus ou moins temporaires, à partir desquels il opère. Schmitt rappelle ainsi en ce qui concerne la dimension militaire du combat des partisans, que « *La mobilité, la rapidité et l'alternance inopinée de l'offensive et de la retraite, en un mot : un maximum de souplesse, sont aujourd'hui encore un caractère distinctif du partisan et ce caractère se trouve encore renforcé par la technicisation et la motorisation.* » Enfin, le partisan est un être « tellurique » c'est-à-dire caractérisé par un « *lien avec le sol, avec la population autochtone et avec la configuration géographique du pays, forêts, jungle ou désert.* » Le caractère « tellurique » du partisan, c'est-à-dire son enracinement historique et son attachement à une terre, le libère ainsi des contraintes du terrain qui deviennent pour lui un atout et autorise son extrême mobilité. Voir Carl Schmitt, op.cité, p.220 et p.233
[875] Idem, p.223

La question devient plus complexe lorsque l'on considère des groupes armés dont la base de soutien est essentiellement constituée d'internautes ou d'individus recrutés par le truchement des réseaux de communication technologiques (forums djihadistes, réseaux sociaux) tels que les mouvances liées à *al Qaïda* ou à l'Etat islamique (*Da'ech*). En effet, à la différence du monde des « *hackers* », celui des djihadistes liés à *al Qaïda* et *Da'ech* se prolonge désormais dans une réalité matérielle et géographique que sont les théâtres de conflit du Moyen-Orient ou les zones grises d'Afrique où opèrent les combattants d'AQMI (*Al Qaïda au Maghreb Islamique*).

Entre ces deux pôles du pirate et du partisan, nous faisons donc l'hypothèse que se trouverait la figure du corsaire, qui combat comme un pirate mais qui reste lié à une nation souveraine, et la figure du partisan « internationaliste » ou « universaliste », dont le combat s'est tellement généralisé, voire universalisé, qu'il a progressivement perdu le lien avec son ancrage local. Le partisan « internationaliste » serait ainsi un partisan qui, tombé dans l'universalisme, se serait désaffilié. La spécificité du partisan internationaliste, par rapport au partisan, réside dans son idéologie révolutionnaire, qui implique une vision du monde binaire, partagé entre ami et ennemi de la cause. Or, l'ennemi de la cause est toujours un ennemi criminel, car il remet en cause par son existence même la légitimité de la cause. C. Schmitt rappelle ainsi que :

> *« le combattant de la révolution [que nous appelons « partisan internationaliste »] [...] proclame que l'ennemi est un criminel et que les concepts de droit, de loi et d'honneur propres à l'ennemi sont une mystification idéologique. »* [876]

L'identification du combattant révolutionnaire à la cause relève d'un processus intellectuel et par conséquent ne peut être qu'absolue. En effet, ce lien d'identification définit l'intégralité de l'être du combattant révolutionnaire. Tout ce qui n'est pas la cause, n'a aucune valeur positive et doit donc être éliminé de manière totale, car il empêche le projet de refondation que porte en elle la révolution.

[876] C. Schmitt, *Théorie du partisan*, p.234

L'ennemi n'est pas un adversaire dont les intérêts s'opposent aux miens, il est un ennemi par nature. Il est un être par nature criminel et c'est pourquoi il est si facile de le diaboliser. C. Schmitt nous rappelle ainsi que :

> *« si la lutte comporte des criminalisations de l'adversaire dans sa totalité, si la guerre est, par exemple, une guerre civile menée par l'ennemi de classe contre un ennemi de classe, si son objectif principal est de supprimer le gouvernement de l'Etat ennemi, la force explosive révolutionnaire de cette criminalisation de l'ennemi a pour effet de faire du partisan le véritable héros de la guerre. Il est celui qui exécute l'arrêt de mort prononcé contre le criminel, et il risque de son côté d'être traité comme un criminel ou comme un élément nuisible. »*[877]

La logique révolutionnaire, parce qu'elle fonctionne dans un rapport à l'absolu, supporte mal l'épreuve de la réalité des faits et c'est pourquoi, elle finit bien souvent par dégénérer en terreur. Le partisan internationaliste, du fait de sa logique révolutionnaire, fait s'effondrer les règles classiques du *jus in bello* et du *jus ad bellum* car il change la nature de l'adversaire. C'est d'ailleurs ce que nous rappelle Schmitt : « *Telle est la logique d'une guerre à* **justa causa** *qui ne se reconnaît pas de* ***justus hostis***.»[878] Si les modes opératoires ne différencient en rien le partisan du partisan internationaliste, c'est le sens et la nature du lien qu'ils entretiennent avec le clivage ami-ennemi qui les distinguent fondamentalement.

[877] Voir Carl. Schmitt, op.cité, p.235
[878] Idem, p.235

II. La diversité des figures contemporaines de l'irrégularité

La diversité des figures de l'irrégulier au Moyen-Orient aujourd'hui peuvent être catégorisées en fonction de leur plus ou moins grand degré d'irrégularité, c'est-à-dire le rapport qu'elles entretiennent à une forme de normalité représentée par le modèle de l'Etat-nation souverain. Les quatre critères identifiés par Schmitt dessinent donc un spectre de figures de l'irrégularité. Les liens qu'entretiennent les acteurs armés, étatiques ou infra-étatiques, avec ces figures décrivent la nature de leur irrégularité. Nous avons fait le choix de présenter les rapports qu'entretiennent les acteurs étudiés précédemment avec ces figures « *totems* » car elles suggèrent des scénarios d'évolution possibles des mouvements de partisans.

1. Le Moyen-Orient : un laboratoire de l'irrégularité

L'étude du phénomène de l'irrégularité dans le Moyen-Orient contemporain, qui se caractérise par une multiplicité de dynamiques conflictuelles issues de la militarisation des printemps arabes, est particulièrement intéressante car elle offre des cas d'étude qui prolongent la réflexion de Carl Schmitt.

> En effet, comme le disait Julien Freund dans sa préface à la Théorie du Partisan, *« il y a pourtant une expérience qui nous manque pour faire une théorie plus complète du partisan : celle qui opposerait deux systèmes partisans sur un même territoire. Jusqu'à présent, en effet, nous ne connaissons que le combat des partisans contre des gouvernements ou des armées régulières. Que se passera-t-il le jour où deux camps de partisans opposés s'affronteront ? La question mérite au moins d'être posée. Il est à prévoir, à mon avis, que l'on assistera à la plus atroce des guerres civiles. »*[879]

Cette dernière réflexion semble avoir des accents prophétiques si l'on considère l'intensité des violences commises sur le théâtre d'opérations syrien.

[879] Voir Julien Freund, préface de Carl Schmitt, *La Notion de politique. Théorie du partisan*, Champs classiques, Flammarion, Paris, 1992, p.33

Les cas de *Da'ech* (*Etat islamique en Irak et* au *Bilad As Sham*), *Jabhat al Nosra* (*Front al Nosra*) ou des milices chiites irakiennes engagées dans le conflit syrien ont été intégrés au périmètre de notre analyse car ils peuvent apporter des éléments de réponse à cette question soulevée par Julien Freund. Ils peuvent ainsi nous aider à tenter de compléter la typologie des guerres de partisans modernes dressées par Carl Schmitt. Les cas de *Da'ech* et de *Jabhat al Nosra* nous interpellent d'autant plus qu'ils semblent **à première vue** remettre en cause l'affirmation de Freund sur l'impossibilité pour un groupe de partisans étrangers de conduire une guerre irrégulière sur un territoire avec lequel il n'a pas de lien « réel ». Freund disait ainsi que :

> *« Guevara a commis quelques années plus tard en Bolivie la même erreur que Salan et il a subi un échec analogue : un allogène ne peut exercer dans une guerre de partisan une action politique efficace et durable sur une population autochtone.»*[880]

Nous verrons à travers l'étude de ces deux cas, à quel prix ceux-ci arrivent-ils à mener leur guerre de partisan sur un territoire dont ils ne sont ***a priori*** pas issus et ce que cela implique comme limites.

Enfin, Freund soulignait une dernière piste de réflexion sur la guerre de partisan laissée en chantier par Carl Schmitt et que les cas palestiniens et israéliens nous donnent l'occasion d'aborder.

> *Julien Freund attirait ainsi notre attention sur un « autre problème que C. Schmitt n'a fait qu'effleurer ; c'est le fait qu'après la victoire les partisans forment ou bien les cadres d'une nouvelle armée régulière ou bien ceux de la nouvelle administration, étant entendu que les chefs des partisans deviennent les chefs d'un nouvel Etat légitime. Le destin de l'irrégulier n'est donc pas l'irrégularité permanente. Considéré sous ce point de vue, le partisan est certes l'élément qui désagrège une instance juridique et institutionnelle afin de donner libre cours provisoirement à une politique avec accentuation de la relation ami-ennemi, mais son*

[880] Voir Julien Freund, préface de Carl Schmitt, op. cité, p.33

action vise à susciter une nouvelle instance. Le jeu politique devient à la longue impossible. Le partisan est donc une instance en formation, ce qui explique pourquoi il a déjà besoin dans l'irrégularité de la reconnaissance d'instances régulières existantes. »

Les exemples israélien et palestinien sont renvoyés « dos à dos », car ils démontrent qu'un groupe de partisans peut, dans certaines circonstances, s'institutionnaliser et donner naissance à un Etat, appuyé sur des forces armées régulières. Le cas israélien est intéressant car il pose la question de savoir à quelles conditions les irréguliers peuvent-ils se régulariser ? L'existence d'institutions étatiques et de forces armées est-elle suffisante pour postuler une régularisation « définitive » de ces forces nées partisanes ? La nature particulière de l'Etat hébreu, que l'on peut rapprocher du modèle de l'Etat garnison décrit par Samuel Huntington, et la place, par certains aspects, disproportionnée qu'occupe *Tsahal* au sein de la société israélienne, semblent répondre par la négative. Ainsi, l'Etat d'Israël et la société israélienne continuent d'être influencés jusqu'à aujourd'hui par l'irrégularité des origines. Les rapports entre l'Etat d'Israël, la société israélienne et *Tsahal* d'un côté, et les relations entre les colons et l'Etat de l'autre ont été inclus à l'analyse car ils représentent les différentes facettes de l' « irrégularité israélienne ». En effet, le cas des colons démontre une autre facette de cette « irrégularité » israélienne qui est entretenue par l'occupation. Il rappelle le défi que pose toute situation d'occupation d'un territoire « allogène » pour une société démocratique.

Enfin, les cas palestiniens, puisqu'il faut aujourd'hui parler de « cas palestiniens » au pluriel, démontrent les difficultés de la transition des partisans vers la « régularité » politique. Les cas palestiniens reflètent deux facettes différentes du défi que constitue la construction de nouvelles instances et d'un nouvel ordre légal pour les partisans victorieux. La victoire politique pose un défi considérable pour les partisans puisqu'elle leur impose de rompre avec leur nature partisane, c'est-à-dire qu'elle impose une forme de renoncement à son mode d'être politique. Les cas du *Hamas* et du *Hezbollah* démontrent, de deux manières différentes, que bien souvent la victoire militaire confine à une victoire « empoisonnée ».

2. Pirate, Corsaire et Partisan internationaliste

Nous partons de l'hypothèse que *Jabhat al Nosra* et *Da'ech*, tous deux issus de la mouvance *al Qaïda*, se rattachent aux figures de l'irrégularité maritime : corsaire et pirate. Depuis leur création, les deux mouvements ont toutefois subi des évolutions, notamment du fait de leur concurrence dans la conquête des territoires du *Bilad as Sham*. Depuis 2013, date de la scission avec *Da'ech*, *Nosra* aurait eu tendance à délaisser la figure du corsaire pour se rapprocher de celle du partisan. Au contraire, *Da'ech*, encouragé par ses conquêtes, pourrait délaisser la figure du pirate pour celle du partisan internationaliste. Les rapports de négation absolue que le pirate et le partisan internationaliste entretiennent vis-à-vis de toute forme de loi définie par la société des hommes (*jus in bello* ou souveraineté à la base du *jus ad bellum*) pourraient fournir des clés d'interprétation au déchaînement de violence qui caractérisent le phénomène *Da'ech*. La violence de *Da'ech* est d'essence criminelle et reflète ce que Schmitt nomme *l'animus furandi*.

2.1. Jabhat al Nosra et Da'ech : entre corsaire et pirate

Jabhat al Nosra[881] a été créé par un lieutenant d'*al Qaïda* en Irak, *al Golani*, envoyé par Ayman al Zawahiri dès le début de la crise syrienne pour implanter l'organisation en Syrie. Dès la fin de l'année 2011 et le début de l'année 2012, l'envoyé irakien a commencé à recruter des combattants en Syrie en profitant du désordre créé dans certaines régions syriennes par l'insurrection armée. Certaines factions de l'Armée libre syrienne (ALS) ainsi que des groupes armés d'obédience salafiste, radicalisés par le pourrissement du conflit et l'émiettement de l'entité souveraine syrienne, ont rejoint les rangs d'*al Nosra* ou lui ont fait allégeance. Mais par-delà le rejet des luttes de pouvoir qui divisent la coalition nationale syrienne et son bras armé, l'ALS, c'est aussi parce qu'un certain nombre de combattants syriens

[881] *Jabhat al Nosra* ou *Jabhat al Nosra fi Bilad as Sham* signifie en arabe « Front de la victoire pour le peuple du Levant ». Le groupe a pris le nom d'*Al Qaïda fi Bilad as Sham* («Al Qaïda au Levant ») en novembre 2013. Il dispose d'une branche au Liban, liée à la mouvance salafiste tripolitaine, qui a revendiqué l'attentat contre la *Dahiyeh* en janvier 2014. Nous avons préféré l'appelation *Da'ech* (acronyme en arabe de *Dawla al Islammiyya fil Iraq we Bilad as Sham*, « l'Etat Islamique en Irak et au *Bilad as Sham* ») à celle de l'Etat islamique car c'est celle qui est couramment utilisée dans le monde arabe. Sur l'histoire de *Da'ech* et de *Jabhat al Nosra*, voir Haytham Manna, *Le Califat de Da'ech*, adaptation française René Naba, Rapport du Scandinavian Institute for Human Rights, Genève, 2014, accessible en ligne : http://www.haythammanna.net/Articles/Articles%20index.htm; voir également Pierre-Jean Luizard, *Le piège Daech*, Cahiers

ne se retrouvaient pas dans la culture jugée trop « séculaire » de l'ALS, dont le commandement est constitué en majorité d'anciens officiers de l'Armée syrienne. Avec son approfondissement et l'engagement iranien, notamment au travers du *Hezbollah*, le conflit a pris une tournure de plus en plus confessionnelle.

Al Nosra est ainsi né de la rencontre d'un commandement « corsaire », envoyé par *al Qaïda en Irak* pour implanter un Etat islamique en Syrie, et de la radicalisation de certains combattants syriens. Déçus par l'ALS, ils ont cherché à placer leur combat derrière une bannière religieuse, sunnite, qui exprime autant un rejet du régime laïque, *baathiste* syrien qu'une hostilité croissante à l'égard du monde chiite, perçu comme un allié du régime syrien. Cette mouvance regroupant de multiples factions, telles que *Ahrar as Sham*, au sein du Front islamique s'est progressivement détachée de l'ALS pour rejoindre *Al Qaïda fi Bilad as Sham*.

Le basculement confessionnel de la guerre des partisans syriens est donc pour partie dû à la régionalisation du conflit. Mais en adoptant l'idéologie d'*Al Qaïda*, les partisans syriens qui ont rejoint *Al Nosra* ont progressivement rompu avec un caractère « partisan » qui s'accommode mal de l'idéologie globale d'*Al Qaïda*. Leur lien avec le sol s'est distendu. La nature « liquide » du milieu dans lequel ils évoluent, où les frontières ont peu à peu disparues[882], rapproche ces combattants de la figure du corsaire. La logique d'*Al Nosra* reste donc celle de la guerre de course, puisque que ses combattants ont reçu la légitimité de l'autorité suprême de l'organisation, Ayman al Zawahiri, pour conquérir des territoires en Syrie et y installer un Etat islamique. *Al Nosra* est ainsi comparable aux corsaires qui étaient chargés par un gouvernement de mener une guerre de course en son nom. *Al Nosra*, à la différence de *Da'ech*, bénéficie en outre du soutien de plusieurs « tiers intéressés », au premier rang desquels l'Arabie saoudite, et de manière plus ou moins directe, de la Turquie et de certains pays de la coalition. Son action reste donc légitimée et

---

Libres, éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2015 et 'Abdel Bari 'Atwan, *Al Dawla al Islammiyya. Al jouzour, al tawahhoch, al mustaqbal* (« L'Etat islamique. Les racines, l'ensauvagement et le futur »), (en arabe), Dar al Saqi, 2015 ;

[882] Les combattants d'*Al Nosra* conquirent d'abord *Raqqa* dans le nord-est de la Syrie, puis certaines zones dans le nord d'Alep jusqu'à la province d'Alep, dans les montagnes du *Qalamoun* qui séparent la Syrie du Liban et finalement dans la zone frontalière qui s'étend du mont Hermon jusqu'à *Dera'a*. Voir en annexe 33 la carte sur l'implantation des différentes factions armées en Syrie. A partir de 2014, le durcissement des combats dans la zone frontalière avec la Turquie et l'Irak a

soutenue par une organisation et des puissances du « domaine de la terre ». Enfin, le mouvement reste lié au « domaine de la terre » parce que son combat vise à renverser le régime syrien pour le remplacer par un Etat islamique, qui conserverait les frontières de la Syrie actuelle. Bien qu'*Al Nosra* se revendique d'une organisation déterritorialisée, son projet reste délimité par les frontières « internationalement » reconnues de la Syrie. Du fait de ces différents aspects, *Al Nosra* est donc lié à une conception « territoriale » de la souveraineté et du politique.

A partir de l'année 2013, *Da'ech* commence à se différencier d'*Al Nosra*, son commandant, al Baghdadi, refusant de limiter son contrôle à l'Irak[883] comme le lui intime Ayman Zawahiri. En décembre 2013 et janvier 2014, *Da'ech* affronte *Al Nosra* dans son fief de *Raqqa* et finit par s'emparer de la ville. A partir de ce moment-là, un certain nombre de combattants d'*Al Nosra* désertent les rangs de l'organisation pour rejoindre *Da'ech* (on peut penser aussi bien par idéologie que sous l'effet de la contrainte). D'autres groupes armés salafistes, issus du Front islamique, viennent également grossir les rangs de *Da'ech*, ne trouvant pas leur place dans certaines zones contrôlées par *Al Nosra* et l'*ALS*. En effet, ces deux dernières organisations contrôlent ces zones avec l'assentiment, plus ou moins contraint, de la population.

L'expansion de *Da'ech* se fait jusqu'en juin 2014 par des raids au gré des opportunités qui se dégagent sur les différents théâtres d'opérations. Ces opérations, plus proches au départ des raids de bandes armées que de véritables actions offensives en vue de la conquête d'un territoire, créent un assemblage de poches géographiques qui progressivement trouent le territoire syrien. Mais jusqu'à l'été 2014, il n'existe pas de réelle contiguïté territoriale entre les différentes zones contrôlées par *Da'ech*, en Syrie et en Irak.

---

créé une situation d'anarchie qui a progressivement fait disparaître les délimitations entre le territoire syrien et irakien. Voir en annexe 32 la carte sur la progression de *Da'ech* en 2014.

[883] *Da'ech* est né de la rencontre dans les prisons irakiennes après l'invasion américaine de 2003 d'anciens officiers baathistes de l'armée irakienne et de djihadistes de la mouvance *al Qaïda*. La prédominance de la minorité sunnite sur les institutions de pouvoir irakienne sous Saddam Hussein explique la surreprésentation des officiers sunnites à la tête de l'armée baathiste irakienne. Les conflits confessionnels qui ont suivi l'effondrement de l'Etat irakien expliquent par ailleurs le soutien apporté par certains clans de la province à majorité sunnite d'*al Anbar* (frontière syrienne) *al Qaïda* en Irak.

Ce n'est qu'à partir de l'été 2014, qui correspond également au moment de la proclamation du califat par al Baghdadi[884], que l'expansion de *Da'ech* se déploie selon une double dynamique : d'une part, en Syrie dans les régions du Nord-Est, principalement dans les zones situées le long de la vallée de l'Euphrate, et en Irak, des régions frontalières de la Syrie vers le centre de l'Irak, en direction de Bagdad et de *Falloujah*. Les combattants de *Da'ech* s'emparent en quelques semaines des provinces de l'*Anbar*, de *Ninive*, etc. Haytham Manna remarque que la progression militaire de Da'ech a induit une rupture au niveau militaire.

> Selon lui, Da'ech est remarquable en ce *« qu'il a brisé les codes de la guerre asymétrique précédemment en vigueur et en ce qu'il a réussi en une opération éclair (un blitzkrieg), à réaliser en trois semaines la jonction entre la Mésopotamie et l'Euphrate. […] En une vingtaine de jours, sous la bannière de Da'ech, les insurgés sunnites se sont emparés de larges pans de territoire dans le nord et l'ouest de l'Irak. Dans la pure tradition d'une charge de brigades légères, motorisées toutefois, mais sans armement massif, ni aviation ni drones, ils ont ainsi ouvert dans l'ouest du pays une voie vers la Syrie en s'emparant du poste-frontière de Bou Kamal, pendant de celui d'Al Qaïm qu'ils contrôlent déjà, à la faveur d'une entente locale avec Al Qaida. »*[885]

A partir de ce moment-là, on assiste à la consolidation de la mainmise de *Da'ech* sur les régions sunnites d'Irak et une « homogénéisation » des zones passées sous son contrôle en Syrie. L'expansion de *Da'ech* en Syrie s'est faite principalement aux dépends de *Jabhat al Nosra* dans les zones du Nord-Est de la Syrie et dans les montagnes du *Qalamoun*. Mais comme celle de son organisation sœur, elle est avant tout motivée par une logique de prises. C'est la concurrence avec *Jabhat al Nosra* qui a amené *Da'ech* à sanctuariser ses conquêtes territoriales, soit par l'incorporation des combattants de mouvements salafistes concurrents, soit en détruisant les forces adverses et en asservissant les populations civiles.

---

[884] Le 29 juin 2014, premier jour du Ramadan, Abu Bakr al Baghdadi s'est autoproclamé 5e calife de l'Islam. En se proclamant, il se hisse ainsi tout en haut de la hiérarchie des autorités musulmanes et devient le détenteur d'un pouvoir temporel et spirituel supérieur à celui de la monarchie saoudienne (gardienne des lieux saints de l'islam), d'Al Zawahiri ou encore d'al Qardawi, le dirigeant du Condération mondiale des oulémas musulmans.

[885] Voir Haytham Manna, op. cité, pp.16-17

Rien dans les modes opératoires ne semble a priori différencier les deux mouvements. Mais si *Al Nosra* se rapproche de la figure du corsaire, *Da'ech* incarne, quant à lui, la figure du pirate. Son irrégularité, à la différence d'*Al Nosra*, est « apolitique » car sans lien avec toute forme de loi ou de vivre-ensemble temporels. Les combattants de *Da'ech* conduisent une lutte au nom d'une hostilité dont les motivations sont déconnectées de toute dimension territoriale, puisqu'elles s'inscrivent avant tout dans un rapport au divin. Du fait de la dimension eschatologique et messianique, l'hostilité devient absolue et la violence totale, la barbarie ne connaissant aucune autre limite que celles de l'interprétation que *Da'ech* fait de la jurisprudence islamique. *Da'ech* représente une quête de liberté absolue, puisqu'eschatologique, qui passe par la conquête du mythique *Bilad as Sham*[886], lieu de la bataille finale des forces du Bien et du Mal dans le récit islamique de la fin de temps. L'idéologie et le projet portés par *Da'ech*, s'ils relèvent d'une stratégique cohérente, n'en restent pas moins le fruit d'une utopie islamique, qui exprime le refus de tout ordre séculier, même déterritorialisé comme celui d'*Al Qaïda*. *Da'ech* s'est en effet séparé du mouvement *Al Nosra* car il refusait de se soumettre au partage territorial décidé par l'instance suprême d'*Al Qaïda*, Ayman al Zawahiri.

Si l'expansion de *Da'ech* en Syrie et en Irak reflète une stratégie cohérente, elle n'en reste pas moins le fruit d'une utopie. L' « utopie califale » est devenue une réalité qui ressemble, paradoxalement, à la *Libertalia*[887] des pirates du XVIIIe siècle. En effet, *Da'ech* évolue en dehors de tout système de droit ou de souveraineté. Mais surtout, *Da'ech* évolue dans un univers sans frontières, comme la mer. Les frontières de son territoire évoluent sans cesse, de même que celles de sa zone d'influence, comme le démontre la géographie des mouvements armés et des individus qui lui ont

[886] Le *Bilad as Sham* occupe une place particulière dans la théologie islamique puisque c'est là que doit se dérouler la bataille finale contre les forces du Mal. Un des minarets de la Mosquée des Omeyyades (Damas) est même le lieu par lequel doit revenir Jésus sur terre.

[887] *Libertalia* est une République libertaire pirate, une sorte d'utopie socialiste avant l'heure, fondée au XVIIIe siècle à Madagscar par le huguenot français Mission. Dans cette nation « idéale », pirates, flibustiers, esclaves affranchis ont tous les mêmes droits. Cette République idéale, inspirée par le modèle français, s'est dotée de ses propres règles et codes de conduite. Ses mœurs sont libertaires et tous ses citoyens traités avec une stricte égalité (hommes et femmes). Cette République est installée dans la baie de Diego Suarez et protège l'île des flottes corsaires. L'attaque des forces indigènes venues de l'hinterland malgache mettra fin dans un grand incendie à cette utopie pirate. Toutefois, les historiens restent partagés sur le fait de savoir si cette république a réellement existé. Elle a acquis une place centrale dans l' « imaginaire pirate » grâce au livre de Daniel De Foe, *A General History of the Robberies and Murders of the most Notorious Pyrates*, Londres T.1, p.1724. Sur les débats entourant l'existence ou non de Libertalia, voir Sophie Linon-Chipon et Sylvie Requemora, *Les Tyrans de la mer : pirates, corsaires et flibustiers*, CELAT, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, Paris, 2002.

fait allégeance. La conception de la géographie de *Da'ech* est sans lien avec les réalités territoriales existantes. Il refuse les frontières des entités souveraines actuelles, issues des accords de Sykes-Picot, au profit d'une entité territoriale plus étendue, dont les limites renvoient à celles de l'entité des premiers temps de l'Islam.

Da'ech s'impose sur un sol qu'il asservit, dont il pille les ressources, mais ne cherche pas à s'y ancrer, ni même à se mélanger aux populations occupées. Ainsi, les conquêtes de *Da'ech* n'ont pas vocation à créer un Etat-nation, mais à rassembler les croyants au sein d'une même communauté, qui vit sur un territoire qu'elle parasite. Une communauté de croyants, même dotée d'institutions, ne constitue pas une société. La société est par essence politique et c'est pourquoi, la « société pirate » qui a rompu tout lien avec la terre, domaine de la loi, est fondamentalement « apolitique ».

Da'ech, à l'image de la société pirate, constitue une société rassemblant des marginaux venus d'horizons culturels et d'origines socio-économiques différentes : individus en marge des sociétés occidentales, professionnels du *jihad* venus des Balkans ou de Tchétchénie, ou éléments ou tribus en conflit avec le reste de leur environnement. Ces individus, qui ne peuvent, pour différentes raisons, se réaliser au sein de leurs sociétés d'origine, sont attirés par l'espoir d'un destin radicalement différent. Si certains sont attirés par une vie selon les « vrais » préceptes de l'islam, on peut faire l'hypothèse que pour d'autres c'est la liberté criminelle, la violence en toute impunité et le risque qui constituent des leviers d'attraction.

> Haytham Manna souligne par ailleurs que la force de Da'ech tient en grande partie à sa *« parfaite connaissance des Mouhajirines (les migrants de la guerre djihadiste), de leur niveau intellectuel et politique limité de même que de leur conscience religieuse, leurs problèmes personnels et leurs objectifs qui en ont fait des êtres à vocation suicidaire. Da'ech a traité ses migrants à la manière du bétail, leur offrant en guise d'appât l'argent et le sentiment de puissance. L'objectif était simple: viser la tête*

pour que le troupeau suive, et les meilleurs signeront leur ralliement à notre cause. »[888]

Selon lui, les officiers irakiens *baathistes* ont joué un rôle prépondérant dans le recrutement des nouvelles recrues dans la zone, grâce à leurs liens avec les clans de la province *al Anbar* mais aussi à l'étranger.

La cohésion de la société *da'echite* repose uniquement sur la capacité de ses dirigeants à maintenir l'utopie vivante et à imposer par la force et la conviction l'uniformité des comportements. Dans cette logique, les actions de violence spectaculaires, perpétrées sur le territoire syro-irakien ou à l'étranger permettent de donner une certaine matérialité à l'utopie tout en édifiant les membres de cette contre-société. La revendication d'opérations terroristes spectaculaires à l'étranger, comme celles des Koulibali, permet de maintenir un lien entre les membres de la société *da'echite* éparpillés un peu partout dans le monde. Si le centre de l'utopie se trouve aujourd'hui à la frontière syro-irakienne, il n'empêche qu'une grande partie de la base sociale du mouvement vit à l'étranger. La multiplication de ces opérations indique également la concurrence grandissante entre *al Qaïda* et *Da'ech*, dont une partie des membres sont passés par les camps d'entraînement d'*al Qaïda* en Afghanistan et au Yémen. Alors qu'*al Qaïda* n'a pas pu du fait de sa déterritorialisation dépasser le stade du terrorisme spectaculaire, le double d'action de *Da'ech*, qui combine actions terroristes à l'étranger et guérilla à l'intérieur, reflète la tentative du mouvement d'évoluer vers la guerre de mouvement. Or, celle-ci impose de disposer d'une base territoriale solide et d'une population sur laquelle s'appuyer pour offrir refuge, ravitaillement et financements aux combattants.

Au fil de l'expansion de ses conquêtes, l'organisation a donc été obligée d'organiser ses structures de commandement et ses combattants, dont le nombre atteint désormais plusieurs milliers. Les « prises » de *Da'ech,* à la différence de celles des pirates, sont constituées de territoires, sur lesquelles vivent des populations qu'il faut gérer. C'est pourquoi, au fil de son expansion, *Da'ech* a dû créer un certain nombre de corps pour assurer le bon fonctionnement de sa société et gérer les populations sur lesquelles il exerce son autorité. Un pouvoir judiciaire, formé de

[888] Voir Haytham Manna, op.cité, p.21

qadis (juges religieux), a ainsi été créé pour interpréter la *chari'a*. Plusieurs corps de police[889] sont par ailleurs chargés de faire appliquer leur interprétation du droit islamique, et tout d'abord la conformité des pratiques sociales. Par ailleurs, une assemblée consultative, le *Majlis as Shoura*, divisée en deux structures, l'une en Syrie, l'autre en Irak, définit des orientations générales pour le mouvement. Ces conseils sont composés d'imams, de chefs de tribus, de notables des grandes villes et d'ex-officiers *baathistes* irakiens. Toutefois, c'est le commandement, regroupé autour de la personne du Calife et dont la composition reste très opaque, qui décide en dernier ressort.

Mais leur existence prouve que le califat, en dépit de sa vocation mondiale, a besoin de représentants sur qui s'appuyer pour gérer ses territoires au niveau local. L'impératif de pérennisation des conquêtes tend donc à transformer la logique de prises en logique impériale. Comme tout empire dans sa phase d'expansion, *Da'ech* fonctionne comme un système de *Ponzi,* ayant sans cesse besoin de ressources plus importantes. L'exploitation des ressources pétrolières, la création d'une banque et d'une monnaie propres à l'organisation, sont des illustrations des besoins croissants de financement de l'organisation. Or, on peut légitimement se demander si une telle organisation peut continuer à croître et à survivre sans se territorialiser d'une part, et sans obtenir le soutien d'un tiers puissant intéressé.

Par ailleurs, l'expansion territoriale de *Da'ech*, parce qu'elle suit une logique de prises, fonctionne en grande partie sur une logique de chantage, dont les effets sont démultipliés par la stratégie de propagande de l'organisation. Cette dernière est très maîtrisée techniquement comme le démontrent les vidéos d'exécution, dont les mises en scène et la réalisation sont de plus en plus sophistiquées. L'organisation a très bien identifié les leviers de pression[890] sur lesquels elle peut jouer : violences contre les minorités, violences exercées à l'encontre des femmes et des enfants, violations flagrantes des droits de l'homme, destruction du patrimoine de l'humanité,

[889] Voir Pierre-Jean. Luizard, op.cité, locations 1444-1457. La police à la disposition des *qadis* est le corps des *muhtasibin*, dont le nom renvoie la doctrine de l'*hisba*, c'est-à-dire aux comportements conformes/réprensibles. Cette police est chargée de la « promotion de la vertu et répression du vice ». Elle renvoie à la première force mise sur pied par le calife 'Omar au VIIe siècle. A côté de cette force chargée de contrôler les marchés, les magasins, les comportements sociaux, on trouve les *Brigades al Khansa*, du nom de la poétesse perse qui s'est convertie à l'islam à la suite de la bataille de la *Qadissiya* (636), première victoire des Arabes sur les Perses. Celles-ci sont constituées le plus souvent de djihadistes féminines étrangères et veillent à la conformité des mœurs.

etc. C'est parce que l'organisation s'attaque aux valeurs et aux symboles qui fondent ce qu'il y a de plus essentiel dans les sociétés humaines, le vivre-ensemble, qu'elle exerce une telle terreur sur les opinions publiques, en particulier occidentales.

La question de la destruction des sites historiques est particulièrement intéressante. La destruction des sites babyloniens en Irak, en quelques heures et de manière totale, avait démontré la volonté de *Da'ech* d'effacer définitivement de l'histoire toute trace des civilisations qui ont précédé ce que l'organisation imagine être la société islamique des premiers temps. Les destructions du site de Palmyre, progressives et sélectives, montrent au contraire la prise de conscience de l'organisation du chantage qu'elle peut exercer à travers ces destructions. Or, toute logique de chantage finit toujours par atteindre un point critique où la victime n'a plus rien à perdre et où le chantage ne fait plus effet. De la même manière, toute violence, même la plus sauvage, lorsqu'elle est exercée de manière continue, finit par un atteindre un seuil de saturation chez ses victimes au-delà duquel elle ne fonctionne plus. Le chantage n'est toutefois qu'une facette de la logique de provocation de *Da'ech*. P.J. Luizard rappelle ainsi que le « *piège Da'ech* » réside dans sa capacité à entraîner ses adversaires dans des dynamiques conflictuelles confessionnelles, mortifères pour les sociétés multiconfessionnelles du Levant. L'armée libanaise est ainsi tombée dans le piège tendu en intervenant à Arsal et à Tripoli :

> l'organisation a réussi à *« remettre en cause [la] neutralité [de l'armée libanaise] et à la déconsidérer en la faisant percevoir par nombre de sunnites comme un auxiliaire de fait du Hezbollah.»*[891]

Le « *piège Da'ech* » fonctionne pour l'instant car il prend place dans un environnement caractérisé par des vides de souveraineté ou dans des espaces ravagés par la guerre. S'il existe encore des formes de souveraineté, dans certaines régions de Syrie, cette souveraineté reste disputée. Zones de guerre, les régions syriennes sont devenues des zones de non-droit. Le clivage ami-ennemi, que Carl Schmitt considère comme le critère unique du Politique, y reste le critère le plus pertinent. Ces espaces

---

[890] Pierre-Jean Luizard parle d'une « stratégie de provocation », voir Pierre-Jean Luizard, op.cité, location 1134

vides de droit renvoient à un modèle de société que l'on qualifiera de « guerrière radicale». Or, la société « guerrière radicale » constitue une situation extrême qui ne peut perdurer dans le temps. A terme, se pose donc la question de l'évolution de cette société « guerrière radicale » vers une forme de société polémique. En effet, si aujourd'hui *Da'ech* se rapproche de la figure du pirate, on peut se demander si avec le temps, et notamment l'acquisition d'attributs régaliens ainsi que le soutien de certaines tribus dans la zone frontalière syro-irakienne, sa nature ne va pas évoluer. Tout pirate qu'il soit, *Da'ech* pourrait être amené à connaître une forme de régularisation.

Ainsi, on peut penser qu'à terme *Da'ech* est condamné à se rapprocher de la figure du partisan internationaliste en s'ancrant dans un territoire qu'il aménage et organise, tout en conservant son utopie à portée mondiale. La bataille de *Kobaneh* a ainsi démontré que l'organisation était capable de s'engager dans des combats longs et féroces pour défendre un territoire. La croissance des ressources pourrait amener l'organisation à se concentrer sur la protection et la mise en valeur de celles-ci. L'appât du gain pourrait à terme transformer l'organisation en un groupe de partisans, dont la seule motivation est la défense du territoire et des ressources conquises, ou se transformer en organisation purement criminelle. Cette dernière hypothèse marquerait certainement l'effondrement de l'organisation, privant celle-ci de la capacité d'attraction qu'elle exerce à travers son « utopie califale ».

2.2. Le Hezbollah : entre partisan et partisan internationaliste

Le cas du *Hezbollah* est intéressant car il illustre une « tentation » d'évolution vers la figure du partisan internationaliste. Ce désir d'internationalisation de son combat le place à la charnière entre la société polémique et la société « guerrière radicale ». Cette évolution a été initiée au tournant des années 1990-2000 avec le retrait des forces israéliennes et de leurs alliés de l'ASL de la zone de sécurité. Il démontre les difficultés des partisans à évoluer vers un ordre politique stable et à participer à la reconstruction de cet ordre qui implique une rupture ontologique avec

[891] Pierre-Jean Luizard, op.cité, location 1134

leur nature partisane. Placer face au défi de la « régularisation », le *Hezbollah* a choisi la « fuite » toujours plus avant dans la lutte armée plutôt qu'une politisation qui implique l'abandon de ses armes[892]. Cette fuite en avant dans la guerre de partisan en a fait un « partisan internationaliste ».

La fin de l'occupation israélienne a poussé le *Hezbollah* à rechercher les moyens de pérenniser le rôle de la Résistance nationale libanaise, en conservant ses armes et ses combattants. En l'absence de toute menace directe contre le pays du Cèdre, il devenait en effet de plus en plus difficile de justifier l'existence de celle-ci. Le *Hezbollah* a alors pris le prétexte de la présence résiduelle de forces israéliennes dans la zone de fermes de *Chebaa* pour justifier la poursuite de son combat. Le basculement vers une internationalisation/universalisation de son combat a donc commencé avec le déplacement de la lutte vers la zone des fermes de *Chebaa*, qui ne sont pas, selon les frontières internationalement reconnues par la communauté internationale, situées en territoire libanais. Le *Hezbollah* a, par la suite, encore étendu les limites du territoire de la lutte en annonçant vouloir poursuivre le combat jusqu'à la libération de Jérusalem[893]. Ce soutien affiché à la cause palestinienne s'est traduit par un rapprochement public avec le *Hamas* et un renforcement du soutien logistique apporté aux factions islamistes palestiniennes. Toutefois, jusqu'à l'invasion américaine en Irak, cette extension du territoire de la lutte relève en grande partie d'une stratégie déclaratoire.

L'invasion américaine en Irak marqua un tournant puisque pour la première fois, le *Hezbollah* envoya des combattants sur un théâtre d'opérations étranger. Imad Moughniyeh participa ainsi à la création de l'*Armée du Mahdi*[894]. Plusieurs milices chiites ont par ailleurs été créées directement sur le modèle du *Hezbollah* libanais

---

[892] Sur les évolutions du *Hezbollah*, voir International Crisis Group, "Lebanon's Hizbollah Turns Eastward to Syria", Middle East Report, n°153, 27 mai 2014

[893] Naïm Qassem rappelle dans son ouvrage sur le Parti que « Hizbullah believes in the duty of completely liberating all occupied Palestinian and other Arab lands, considering that the implantation of the Zionist in the region is illegitimat », voir Naïm Qassem, op.cité, p.436

[894] *Al Jaysh al Mahdi* (« Armée du Mahdi ») est une milice chiite irakienne qui a émergé sous la direction Moqtada al Sadr, dans les quartiers les plus pauvres de Bagdad (Sadr City) et dans le grand sud chiite irakien, en réaction à l'invasion américaine de l'Irak. Imad Moughniya a contribué à sa création et son organisation à la fois sociale et militaire s'inspire fortement du Hezbollah libanais. Après la vaste offensive lancée par l'armée irakienne, soutenue par les forces de la coalition en 2008, Moqtada al Sadr a annoncé la démilitarisation du mouvement. Les *Kataeb Hezbollah* (« Phalanges Hezbollah ») et *As'aib Ahl al Haq* (« La Ligue des vertueux ») ont fait scission de l'Armée du Mahdi. Sadr a créé depuis une nouvelle organisation militaire, *al Liwa al Youm al Mowa'ed* (« La Brigade du Jour Promis ») ou Moqawimin en novembre 2008. Elle regrouperait entre 5000 et 15000 membres.

avec le soutien de l'Iran : *Asa'ib Ahl al Haq* et *Kataeb Hezbollah*. Cet engagement militaire direct à l'extérieur de la zone d'action traditionnelle du mouvement reflète une évolution identitaire du mouvement – la dimension nationaliste tendant à être remplacée par une dimension confessionnelle- qui s'explique tout d'abord par le raffermissement de l'influence iranienne dans la région depuis le début des années 2000 et les évolutions propres à la scène intérieure libanaise.

A partir de 2004, avec le *Syrian-Lebanese Act*, des pressions s'exercent pour le désarmement du *Hezbollah* et le retrait des troupes syriennes du Liban. Il est intéressant de noter que dès cette époque, Nasrallah affirma, de manière quelque peu prémonitoire :

> *« Today, Syria is subjected to enormous pressure, and threatened with sanctions and an economic embargo. […] We should be prepared to come to Syria's defense at any time and place, and be ready for battle, because this is everybody's battle […] We view the threats against Syria as threats against Lebanon, Palestine, and the elements of strength and hope on which we pin those hopes."*[895]

La scène politique libanaise subit une importante mutation à cette époque, accélérée et radicalisée par l'assassinat de Rafic Hariri - auquel le mouvement est soupçonné d'avoir participé – qui provoque le retrait des troupes syriennes.

Privé du soutien de leur allié syrien dans un contexte politique de plus en plus tendu, la guerre de juillet 2006 a fourni l'opportunité au *Hezbollah* de tenter de renouer le consensus national autour de l'existence de la Résistance nationale libanaise. En réalité, la guerre n'a fait qu'accélérer la crispation du *Hezbollah* sur sa base communautaire chiite. Trop puissant pour les fragiles équilibres confessionnels libanais, il a risqué plusieurs fois de replonger le pays du Cèdre dans la guerre civile[896]. La polarisation croissante des clivages politiques libanais autour de la

[895] Extrait du discours d'Hassan Nasrallah prononcé lors de l'*Achoura* en 2003, dans le cadre de l'intervention américaine en Irak, voir Nicholas Noe, *Voice of Hezbollah. The Statements of Sayyed Hassan Nasrallah*, Verso, New York/Londres, 2007, p.298

[896] Entre 2008, dans le contexte tendu qui a fait suite à l'assassinat de Rafiq Hariri, des affrontements se sont déroulés dans plusieurs régions du Liban entre les combattants du *Hezbollah* et leurs alliés et les milices du 14 mars. Les combats dans Beyrouth-Ouest ont opposé les miliciens chiites aux combattants du Courant du Futur de Saad Hariri. Les affrontements ont été déclenchés par la décision du gouvernement Siniora de fermer le réseau de télécommunication parallèle du *Hezbollah* et

question des « armes de la Résistance » a conduit à une paralysie des institutions libanaises. En retournant ses armes contre les autres factions libanaises, le *Hezbollah* a détruit ce qui restait de consensus national autour de la Résistance nationale libanaise. En devenant une milice confessionnelle et communautaire, il a prouvé que l'internationalisation de la cause en supprime la légitimité. Privé de sa dimension nationale, il n'est plus qu'un mouvement islamique, chiite et libanais. Le tournant confessionnel n'a fait que s'accentuer après les affrontements de Beyrouth en 2008, avec l'émergence de rivaux sunnites radicaux dans le nord du Liban (voir les affrontements de *Nahr al Bared*[897], puis affrontements Tripoli et formation des milices sunnites radicales d'*Assir*[898]*)*. Cette crispation communautaire a atteint son point d'orgue symbolique en 2011 lors de la tenue du Festival de la révolution où le *Hezbollah* a affiché son soutien aux mouvements révolutionnaires dans certains pays du Golfe où la majorité chiite a contesté le pouvoir sunnite.

L'engagement dans le conflit syrien a fait basculer *le Hezbollah* dans le piège de la guerre confessionnelle et de son corolaire, la criminalisation de l'ennemi. Les

---

le limogeage du directeur de la sécurité de l'aéroport de Beyrouth, proche du *Hezbollah*. Pour le *Hezbollah*, il s'agit d'une déclaration de guerre. L'accord de Doha du 21 mai 2008 a mis fin à la crise et permit l'élection d'un président de consensus, Michel Sleiman. Pour de plus amples détails sur la crise de 2008, voir Myriam Catusse, Karam Karam et Olfa Lamloum, *Métamorphose des figures du leadership au Liban : Champs et contrechamps des élections législatives de 2009*, coll. « Contemporain publications », Presses de l'Ifpo, 2011

[897] En mai-juin 2007, des affrontements ont opposé les forces du *Fatah al Islam* aux forces de l'armée libanaise dans le camp de *Nahr al Bared* près de Tripoli. Ce mouvement salafiste est un groupe dissident du *Fatah*, dirigé par Chaker al Absi, qui a été détenu pendant très longtemps par le régime syrien après avoir participé à la révolte islamiste contre le régime du début des années 1980. Le mouvement est accusé notamment des deux attentats commis contre des bus à Aïn Alaq Bikfaya en février 2007. Si le groupe compte des combattants étrangers (saoudiens, pakistanais, syriens, tchétchènes, irakiens), ils regroupent en majorité des djihadistes sunnites de la région du *Akkar* (nord du Liban). Le 8 mars ainsi que de nombreuses factions palestiniennes ont accusé le 14 mars, en particulier le Courant du Futur, d'avoir contribué à l'émergence de ce groupe afin de contrer la montée en puissance du *Hezbollah*. Ces combats se sont déroulés dans le contexte de la mise en place du tribunal spécial sur le Liban et des accusations portées à l'encontre de la Syrie et de cadres du *Hezbollah*, suspectés d'avoir organiser l'attentat contre Rafiq Hariri. Les combats ont pris fin le 7 août 2007 mais la plupart des combattants tentèrent de quitter le camp assiégé par l'armée libanaise le 2 septembre. Son leader, Chaker al Absi aurait été tué au cours des combats. La Syrie a accusé le *Fatah al Islam* de l'attentat suicide commis le 28 septembre 2008 en plein Damas contre Imad Moughniya. Le *Fatah al Islam* a pris part aux combats contre le *Hezbollah* lors de bataille de *Qseir*. Sur l'émergence du courant salafiste au Liban, voir International Crisis Group, « Lebannon's Politics : The Sunni Community and Hariri's Future Current », *Middle East Report*, n°96, 26 mai 2010

[898] Le Cheikh Ahmad al Assir est un imam salafiste de Sidon (*Abra*). Il a gagné en influence au sein de la communauté sunnite libanaise à mesure que le Courant du Futur s'est révélé incapable de représenter les intérêts de la communauté face à l'hégémonie du *Hezbollah*. Il a tout d'abord recruté dans le camp palestinien d'*Aïn Helweh*, profitant de la crise économique et de la relégation des Palestiniens au Liban. Depuis l'assassinat de Rafiq Hariri, il s'est engagé dans une véritable confrontation avec le *Hezbollah* dénonçant « l'occupation iranienne du Liban ». Il mobilise les franges radicales de la communauté sunnite en organisant des provocations contre le *Hezbollah* (sit-in à Beyrouth, fermeture route reliant le Sud à la capitale). A partir de 2011, dans le contexte de la crise syrienne naissante et de l'afflux des premiers réfugiés de l'opposition dans le nord, il encourage la création de milices sunnites radicales afin de s'opposer violemment à la présence du *Hezbollah* à Sidon. Dès 2012, des combats ont opposé ses partisans à ceux du *Hezbollah* et ses alliés. Début 2013, il crée les *Kataeb al moqawamma al hora* (« Phalanges de la Résistance libre ») pour aller soutenir l'ALS dans la région de Homs. Les Phalanges ont pris part à la bataille de *Qseir*. En juin 2013, les milices d'Assir attaquent un barrage tenu par l'armée

rumeurs de son engagement en Syrie sont apparues mi-2012 après que les groupes de l'opposition armée syrienne aient réussi une sérieuse percée dans l'ouest et le sud. Le rôle du *Hezbollah* a commencé à évoluer d'un soutien politique et de conseiller militaire à celui d'allié crucial dans les opérations militaires. La chute du régime aurait en effet eu des conséquences catastrophiques pour le mouvement. Elle aurait coupé les liaisons logistiques du mouvement avec l'Iran et l'aurait privé du soutien politique et des armements fournis par le régime de Damas. Par ailleurs, la chute du régime aurait permis une progression plus aisée des djihadistes sunnites vers les zones chiites situées aux frontières des deux pays. Enfin, elle aurait mené à une recomposition des équilibres régionaux aux dépends du *Hezbollah* et de l'Iran.

Le *Hezbollah* commença donc à cette époque à déployer ses combattants en Syrie et à entraîner des milices d'auto-défense chiites syriennes. Devant l'augmentation des pertes, Nasrallah fut obligé en octobre 2012 de reconnaître à demi-mot la participation du mouvement aux combats en Syrie, qui selon lui, n'était limitée qu'aux zones frontalières proches des régions de peuplement chiite. Progressivement, la rhétorique du mouvement délaissa l'argument du soutien au régime allié pour mettre en avant l'impératif de protection de la communauté chiite libanaise contre les mouvements djihadistes sunnites agissant dans les zones frontalières (*Tel Kalah, Qseir, Arsal*).

Mais ce n'est qu'en mai 2013 que le *Hezbollah* a reconnu officiellement son engagement en Syrie alors même que s'engageait la féroce bataille de *Qseir*[899]. Il a reconnu alors avoir déployé des troupes dans plusieurs régions de Syrie. Par ailleurs, la rupture était officiellement consommée avec le *Hamas*, donc il n'y avait plus lieu de maintenir de faux-semblants. La chute de *Qseir*, à la fin juin 2013, a redonné l'initiative sur le théâtre d'opérations à l'armée syrienne qui s'est alors lancée, avec plus ou moins de succès, dans la reconquête des zones perdues, notamment dans les

---

libanaise à *Abra*. L'armée libanaise rispote et attaque le QG d'Assir. Le Cheik Assir pris la fuite et fut arrêté en août 2015 à l'aéroport de Beyrouth.

[899] La bataille de *Qseir* (village situé dans la région de Homs dans la zone frontalière avec le Liban) a opposé les forces du régime syrien, soutenues par le *Hezbollah* aux forces de *Nosra* et de l'ASL entre le 19 mai et le 27 mai 2013. Des combattants du *Hamas* auraient pris « individuellement » aux combats, de même que les Phalanges d'Assir et d'autres groupes appartenant au Front islamique. La bataille s'est terminée par la défaite de l'opposition armée après un siège de presque trois semaines et d'intenses bombardements de l'armée syrienne.

montagnes du *Qalamoun* qui constituent une frontière naturelle entre la Syrie du Liban au nord de Damas. L'intervention militaire du *Hezbollah* à *Qseir* fut considérée comme une victoire, d'autant plus que pour la première fois était révélée au grand jour la présence de groupes djihadistes liés à *al Qaïda* en Syrie.

Mais la bataille de *Qseir* semble finalement s'être achevée sur ce qui ressemble à une victoire à la Pyrrhus. L'exploitation et la poursuite de l'avantage stratégique dégagé à *Qseir* ont en effet conduit le mouvement à s'engager toujours plus avant dans le conflit syrien. Il s'agissait au départ d'aider le régime à contenir et étouffer la menace révolutionnaire, voire isoler cette dernière dans certaines régions, comme Hafez al Assad l'avait fait au début des années 1980. A partir de la mi-2012, la perte de Homs et des régions frontalières du Liban coupèrent les voies de communication entre la capitale et la côte, réduit stratégique du régime. Désormais, la menace atteignait les proches banlieues de la capitale. Le mouvement prit alors conscience de la nécessité de réviser les objectifs de sa campagne, d'autant plus qu'à partir de la mi-2013, le conflit prit une tournure résolument confessionnelle avec l'émergence de groupes armés se réclamant d'*Al Qaïda*. La protection des bastions du *Hezbollah* situés à proximité de la frontière syrienne est alors devenue la priorité du mouvement. Les groupes armés syriens pourraient créer une zone contiguë à celles contrôlées par les groupes armés sunnites du nord du Liban (*Arsal* et *Tripoli*). La consolidation des positions des groupes armés syriens sunnites risquait de renforcer la hardiesse de leurs coreligionnaires libanais.

A la fin de 2013, du fait de l'internationalisation du conflit, les acteurs engagés sur le terrain combattent essentiellement pour assurer leur survie dans une équation régionale en pleine mutation. L'opposition armée syrienne tend à se diversifier et à se renforcer avec le soutien financier et logistique du Qatar, de la Turquie, et dans une moindre mesure de l'Arabie Saoudite, des Etats-Unis et de la France. Les Russes et les Iraniens s'engagent de manière beaucoup plus officielle aux côtés du régime syrien, cherchant les uns et les autres à protéger ce qui reste de leur dispositif stratégique dans la région. C'est pourquoi la victoire de *Qseir* et la bataille du *Qalamoun* servirent avant tout à rassurer la communauté chiite libanaise sur les capacités du mouvement et à la protéger dans une lutte aux dimensions

eschatologiques. Comme en 2006, la victoire promise par Nasrallah à *Qseir* était bien au rendez-vous.

En février 2014[900], le mouvement annonça avoir envoyé des troupes à *Yabroud* dans les montagnes du *Qalamoun*. Des rumeurs firent également état de la présence de combattants du *Hezbollah* dans les régions de Deraa, d'Alep et d'Idlib, en plus de Damas et sa banlieue. Les batailles de *Qseir* et du *Qalamoun* envoyèrent un message de soutien résolu du mouvement au régime de Damas, en dépit des pertes significatives. Désormais, les oppositions armées libanaise et syrienne n'ont plus aucune raison de ne pas joindre leurs efforts. Par ailleurs, l'engagement du mouvement dans le *Qalamoun* fit l'objet d'une réaction relativement modérée aussi bien au niveau international que national. Les représailles contre les intérêts du *Hezbollah* ou de l'Iran au Liban bien que meurtrières n'ont pas fait basculer le pays dans la guerre civile et ont, a contrario, donné raison au mouvement dans son combat contre les groupes « takfiristes », aux yeux des chiites et des chrétiens libanais.

L'émergence des groupes liés à *al Nosra* et à *Da'ech* a donc indéniablement joué en faveur du régime syrien et de ses alliés, de même que les évolutions du contexte régional. L'année 2013 sera en effet le témoin d'un déclin des forces islamistes sunnites aussi bien en Egypte, qu'au Yémen ou en Tunisie. L'accord sur le désarmement nucléaire du régime de Damas à l'automne 2013 fait, paradoxalement, de ce dernier l'interlocuteur officiel de la communauté internationale, ce qui n'est pas le cas des multiples factions qui constituent l'opposition syrienne.

En engageant ses combattants sur le théâtre d'opérations syrien, le *Hezbollah* a changé la nature même de sa cause, en délaissant l'ennemi israélien pour les ennemis du régime syrien. Le changement de la figure de l'ennemi induit une transformation radicale de la doctrine du mouvement, qui ne va pas sans susciter des tensions au sein même du mouvement. L'augmentation de l'effort de guerre également. Certains cadres du mouvement s'interrogent sur la légitimité de cet engagement qui éloigne le mouvement de sa raison d'être initiale, la lutte contre Israël, mais aussi sur les risques posés par la mobilisation d'une partie des ressources combattantes sur le théâtre

[900] Voir en annexe 33 la carte sur l'implantation des différents groupes armés présents en Syrie (novembre 2015).

syrien au détriment de la ligne de front avec Israël. Le *Hezbollah* affirme à ce titre que son engagement en Syrie n'affecte pas sa capacité de lutte contre Israël, déclarant que seules ses forces spéciales sont déployées en Syrie. Toutefois, si un conflit venait à s'ouvrir avec Israël, on peut douter de la capacité du mouvement à soutenir le combat sur les deux fronts en même temps. Par ailleurs, les conditions sur le front intérieur du *Hezbollah* ont changé. Il est désormais beaucoup plus difficile pour le mouvement de reconstituer ses stocks d'armes, comme l'ont montré les différentes frappes israéliennes contre des convois ou des installations censées abriter des armes à destination du *Hezbollah*. Enfin, le conflit en Syrie a causé de sévères pertes parmi les vétérans de la lutte contre Israël ; les nouvelles recrues qui montent au front en Syrie y acquièrent une expérience et des savoir-faire très différents de ceux de leurs aînés.

Au niveau régional, le délaissement de la lutte contre Israël au profit de la lutte contre les *takfiris* a encouragé le soutien financier et politique, de la part des salafistes aux adversaires du *Hezbollah* et légitimé le *jihad* contre ce dernier. Le *Hezbollah* y répond en menant sa propre campagne de propagande contre l'Arabie saoudite, condamnant ses interventions au Bahreïn et plus récemment au Yémen, et dénonçant ses ingérences dans les affaires intérieures libanaises ; les sunnites libanais faisant de même vis-à-vis de l'Iran.

Par ailleurs, au cours des deux dernières années, des tensions ont commencé à se faire jour avec le commandement militaire syrien. Les combattants chiites, du *Hezbollah* mais aussi d'*Abbas al Fadel*, sont entrés en conflit avec les milices du régime dont ils critiquaient la corruption. Enfin, les pertes croissantes du mouvement et notamment la mort au combat de certains des meilleurs du *Hezbollah* ont suscité des tensions au sein du mouvement, certains cadres refusant de supporter une lente hémorragie de ses capacités combattantes pour une cause qui n'est pas la leur. De ces sacrifices considérés comme illégitimes et trop lourds est né le *Hezbollah syrien*, commandé par des cadres militaires du *Hezbollah* et des Gardes de la Révolution, mais composé de soldats syriens.

A mesure que s'accrut son engagement militaire en Syrie, la figure de l'ennemi s'est universalisée en devenant de plus en plus confessionnelle, elle s'est

progressivement généralisée à tous les ennemis du régime syrien, et au-delà, à tous les groupes sunnites radicaux. Le mouvement mit en avant le danger pour la communauté chiite libanaise que représentaient les groupes armés sunnites harcelant le régime, pour justifier la poursuite de son engagement armé. Avec le temps, les discours sur cette menace supposée ont fini par se transformer en prophéties auto-réalisatrices. La communauté chiite devint ainsi la cible privilégiée des discours hostiles des groupes radicaux sunnites et de l'opposition syrienne de manière plus générale, comme le démontrent les slogans anti-*Hezbollah*, anti-chiites et anti-alaouites de celle-ci. Depuis le début de l'année 2014, les attentats et les attaques contre les positions du *Hezbollah* au Liban se sont multipliés. La lutte dépasse désormais le simple cadre de la défense du régime syrien et a pris la forme d'une lutte apocalyptique entre chiites et sunnites. Chaque côté pensant conduire une lutte du Bien contre le Mal annonçant la proche fin des temps[901]. Toutefois, à la différence de *Da'ech* et des milices djihadistes salafistes, cette thématique apocalyptique constitue plus un discours mobilisateur pour les combattants chiites qu'une véritable grille de lecture stratégique du conflit.

En criminalisant son ennemi au point de le diaboliser, le H*ezbollah* est lui-même devenu la cible des discours diabolisant de son ennemi. Il est devenu cet « être nuisible » dont parle Schmitt. L'aggravation des tensions s'est accompagnée d'une radicalisation des discours des deux côtés. La rhétorique du *Hezbollah* sur ses ennemis, leur inhumanité, leur fanatisme, répond à celle de ses adversaires à son égard. Des deux côtés, les outrances langagières servent également de leviers de mobilisation populaire, terrifiant les populations et encourageant leur engagement dans ce qu'elles perçoivent comme un combat du Bien contre le Mal. Les chiites analysent le conflit syrien comme une répétition de la bataille de *Kerbala* entre les forces de l'Imam Hussein et celles loyales au Calife Yezid[902]. La rhétorique

[901] Dans la théologie islamique, le Bilad as Sham est le lieu où doit se dérouler la bataille des forces du Bien guidée par le *Mahdi* contre celles du Mal conduites par le Sofyani (*al 'Awar al dajal* – la figure maléfique qui prend les habits de l'Islam pour pervertir la communauté des croyants). Pour le *Hezbollah*, la bataille en Syrie annonce les prémisses de cette bataille de la fin des temps et de la réapparition du *Mahdi al Montazar*. Lors de la bataille finale, les forces du Bien viendront de tous les pays du *Bilad as Sham* (Palestine, Liban, Irak). Cette interprétation théologique prolonge celle de la « victoire divine » de 2006 au cours de laquelle Nasrallah fut comparée au *Yemini*, un personnage appartenant également à la mythologie islamique chiite. Voir Jean-Pierre Filiu, « La Bataille de la fin des temps en Syrie », accessible en ligne : http://souriahouria.com/la-bataille-de-la-fin-des-temps-en-syrie-par-jean-pierre-filiu/

[902] Pour leurs adversaires sunnites, le conflit en Syrie représente une répétition de la bataille de la *Qadissiyya*, première victoire des Arabes contre les Perses, rapporté par le théologien al Tabiri. Voir l'extrait « Bataille de Qadisiya (636 ou 637) sous le califat d'Omar : première victoire sur les perses », dans Jean-Paul Charnay, Principes de la Stratégie arabe, éd. de

confessionnelle permet ainsi de recruter de nouveaux militants en même temps qu'elle légitime la violence. La déshumanisation et la diabolisation de l'adversaire ont ainsi ouvert la porte à un cycle de vengeances et de violences sans limites.

Ce faisant, il a fait des discours sur la menace des groupes djihadistes sunnites des prophéties auto-réalisatrices. Les discours sur la menace existentielle pesant sur la communauté sont avant tout le résultat d'une évolution des perceptions. L'hypothèse de la chute du régime de Damas est d'abord présentée comme une menace pour la communauté, puis vécue comme une menace existentielle pour le mouvement et sa base ; les ennemis du régime sont associés, au nom de la commune appartenance sunnite, à ceux du mouvement au Liban. De là, découle le sentiment de plus en plus largement partagé au sein de la communauté d'un environnement national aussi bien que régional hostile au sein duquel le *Hezbollah*, et son allié iranien, restent les derniers remparts. Au fur et à mesure que croissait l'hostilité anti-chiite, le *Hezbollah* a réussi à redessiner le soulèvement populaire syrien comme les prémisses d'un complot ourdi de longue date contre l'axe de la résistance par Israël, les Etats-Unis et les Etats arabes pro-occidentaux qui ont manipulé leurs populations en majorité sunnites.

L'engagement croissant du *Hezbollah* aux côtés du régime syrien a donc aggravé le clivage entre sunnites et chiites au Liban en ajoutant aux tensions existantes les logiques conflictuelles syriennes. Avec le temps et les oppositions grandissantes au mouvement, la rhétorique du mouvement s'est ainsi de plus en plus concentrée sur sa propre défense et sur celle de la communauté chiite à mesure que le périmètre de l'intervention armée s'étendait. L'argument confessionnel est devenu prioritaire sur celui de la résistance. Le *Hezbollah* déclare mener une guerre préventive aux groupes *takfiris* présents en Syrie afin de prévenir toute extension de leurs activités au Liban. Les attentats contre la banlieue sud de Beyrouth seront perçus comme une preuve de la menace que représentent les groupes djihadistes sunnites pour la communauté chiite, et plus généralement le Liban.

---

l'Herne, 1984, cité par Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire*, Coll. Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1990, pp.473-475

En recourant aux mêmes arguments confessionnels que ses adversaires, le *Hezbollah* se met à dos l'ensemble de l'opposition syrienne qu'il rejette en bloc au nom de leur appartenance sunnite. Condamnant toutes les fractions politiques syriennes opposées au régime, qu'il rassemble dans un même amalgame « sunnite extrémiste », il s'attire l'hostilité de la communauté sunnite libanaise et de ses alliés chrétiens et druzes. En faisant l'amalgame entre sunnisme et *qaïdisme* ou *takfirisme*, il s'aliène également le soutien de la majorité des pouvoirs politiques et des opinions publiques de la région.

Alors qu'après la guerre de 2006, il avait gagné un prestige considérable parmi les opinions publiques régionales en dépit de son identité chiite affichée, il est désormais étiqueté comme le « *parti de Satan* ». Par ailleurs, son statut d'acteur régional après 2006 tenait pour beaucoup au soutien des opinions publiques de la région ce qui lui donnait une forme de profondeur stratégique.

En allant combattre en Syrie, les milices chiites comme *Abu Abbas al Fadel* ou le *Hezbollah* exportent leur guerre de partisans vers un théâtre d'opérations étranger. C'est précisément cette déconnexion avec leur espace d'origine qui nous fait rapprocher le mouvement et ses alliés chiites irakiens de la figure du partisan internationaliste. En se désaffiliant et en exportant sa lutte vers d'autres lieux, le combat du *Hezbollah* prend une tournure de plus en plus confessionnelle, qui le place dans un rapport d'hostilité absolu avec ses ennemis. Le basculement vers la confessionnalisation du mouvement reflète la place croissante prise par le clivage ami-ennemi dans la conception politique du mouvement. Elle démontre que l'engagement dans un espace radicalement guerrier influence les perceptions du mouvement, de lui-même et de ses ennemis. C'est d'ailleurs le sens de la remarque de Schmitt ; en proclamant le caractère criminel de l'ennemi, le mouvement dénie toute validité aux concepts de droit, de loi et d'honneur propres à l'ennemi. Le processus de criminalisation de l'ennemi indique un basculement dans la société de non droit. Mais pour le *Hezbollah* et ses alliés chiites irakiens ce basculement n'est qu'une tentation. Ces derniers ont, en effet prouvé, qu'ils n'étaient pas prêts à une rupture définitive avec leur environnement d'origine.

Les milices chiites, libanaises et irakiennes, ont fait la preuve en plusieurs occasions de leur attachement au sol et à leur *justa causa*. Des tensions sont ainsi apparues au sein de la *Brigade Abu 'Abbas al Fadel* initialement commandée par des supplétifs alaouites, proches du clan Assad. Les miliciens irakiens, qui ont quitté leur pays pour venir protéger les lieux saints chiites en Syrie, ont ainsi refusé de continuer à être commandés par des supplétifs syriens à la probité discutable. L'exportation de la lutte sur un théâtre d'opérations étranger étend par ailleurs dangereusement les lignes logistiques et les liaisons avec la base-arrière, au point de risquer de les couper totalement de leur ancrage d'origine. Les combattants d'*Abu al Fadel* ont fait l'expérience de ce risque. Le déplacement des milices chiites irakiennes vers le théâtre syrien a grandement facilité l'invasion de *Da'ech* dans les provinces du nord et du centre de l'Irak. Lors de l'avancée de *Da'ech* vers Bagdad, les combattants d'*Abu al Fadel* ont dû quitter précipitamment le front syrien pour rejoindre la capitale irakienne.

Du côté du *Hezbollah* libanais, l'augmentation des pertes a poussé celui-ci à retirer une partie de ses troupes des zones considérées comme non stratégiques et à créer un *Hezbollah syrien* pour les remplacer. La défense de la patrie et la légitimité du combat restent donc des conditions prioritaires d'un engagement de ces partisans. On a d'ailleurs récemment vu le *Hezbollah*, renforcé par des *Pasdarans*, se déployer dans la zone frontalière du Golan, alors même que des factions affiliées à *Jabhat al Nosra* y sont depuis plus d'un an présentes. Jusque-là, il n'avait pas vu la nécessité de s'engager dans cette région où se situent les fermes de *Chebaa*, qu'il revendique toujours. Les quelques accrochages avec les forces israéliennes dans cette zone ont correspondu à un réchauffement ponctuel de la frontière sud du Liban. Vivement critiqué au Liban, il tente de redorer son blason de résistance nationale en provoquant l'affrontement avec Israël.

Du fait de son engagement dans le conflit syrien, le mouvement se trouve désormais à la charnière entre une société guerrière radicale, la Syrie, et une société polémique, le Liban. Pierre-Jean Luizard fait d'ailleurs remarquer à cet égard que l'engagement du *Hezbollah* en Syrie « *annule symboliquement (et*

matériellement) »[903] les frontières entre la Syrie et le Liban. Le *Hezbollah* est, comme ses adversaires, pris au piège d'un conflit dont on ne voit pas à court terme l'issue. La fragmentation territoriale et politique complexifie les rapports de forces à l'extrême. Au-delà de la perte de légitimité à l'intérieur du Liban, voire au sein même de la communauté chiite libanaise, le *Hezbollah* est désormais perçu à l'extérieur comme un mouvement d'occupation, chiite. L'identité du mouvement s'est donc largement transformée au fil du conflit et à mesure que le mouvement contribue à transformer le conflit. Son discours, historiquement centré sur la lutte contre l'oppression et pour la justice sociale, s'est progressivement déplacé vers une vision manichéenne des choses, divisant le monde entre ennemis et amis. La rhétorique du « avec nous ou contre nous » permet de légitimer l'ensemble des tactiques brutales du régime de Damas. Une forme de *realpolitik* a pris le pas sur l'idéologie dans les discours du mouvement.

En conséquence, le *Hezbollah* ne sortira certainement pas indemne de l'aventure syrienne. Un retour à son statut de Résistance nationale n'est pas envisageable dans les conditions actuelles, d'autant plus que ses capacités militaires et l'allant de ses combattants ont été mis à rude épreuve sur le théâtre d'opérations syrien. Il a en effet montré ses limites face à des groupes qui agissent comme lui sur un mode asymétrique. Les roquettes et les armes antichars ne peuvent avoir que des effets limités sur des forces de guérilla, *a fortiori* lorsqu'elles n'ont rien à perdre ou à défendre (infrastructure, population, économie). Le *Hezbollah* s'est préparé pour affronter une armée classique. Sa transformation dissymétrique se trouve en partie invalidée face à des forces de guérilla, ou des attentats-suicides, surtout lorsqu'ils visent des civils. Ses innovations tactiques et ses approches se sont aujourd'hui retournées contre lui. Les mesures prises pour sécuriser les quartiers chiites de Beyrouth ont déjà affecté la vie sociale et économique de la communauté. Par ailleurs, la présence de plus d'un million de réfugiés syriens au Liban, dont une grande partie dans les quartiers à majorité chiite de Beyrouth et dans la *Bekaa* pose un réel problème de sécurité pour la communauté. Bien qu'une faible minorité de ces réfugiés soit active politiquement ou militairement, leur présence parmi les chiites suscite la suspicion. Ces réfugiés sont en majorité sunnites et pour beaucoup,

[903] Pierre-Jean Luizard, op.cité, location 1120

perçoivent le *Hezbollah* comme un envahisseur. Ces craintes et ce ressentiment trouvent un certain écho dans la communauté sunnite libanaise. La haine contre le *Hezbollah* et par extension les chiites est devenue telle dans certains segments de la population sunnite libanaise que les auteurs des attentats suicides dans la banlieue sud y sont considérés comme des héros, des martyrs ; les pertes imposées au mouvement lors des combats sont devenues des motifs de fierté, de vengeance.

L'évolution vers la figure du partisan internationaliste fut donc une « tentation » pour les milices chiites qui s'explique en grande partie par le rôle de « tiers puissant intéressé » que joue l'Iran auprès de ces mouvements. La militarisation du printemps arabe a ouvert de nouveaux possibles dans la région dont l'Iran entend bien tirer parti. Ainsi, on peut se demander si les nouvelles conditions régionales créées par les révolutions arabes n'offrent pas la possibilité à l'Iran de renouer avec sa tentative ratée d'exportation de la révolution islamique ?

La tentation « internationaliste » du *Hezbollah* a eu des conséquences indéniablement néfastes pour le mouvement et pose aujourd'hui la question de sa survie dans l'environnement libanais. En devenant une milice confessionnelle, il a perdu son prestige et son statut particulier car en internationalisant sa cause, la *justa causa* a disparu. Le *Hezbollah* est finalement tombé dans le piège des politiques confessionnelles après avoir su, pendant presque dix ans, habilement s'en préserver. L'affaiblissement du mouvement crée des tensions qui fragilisent sa cohésion interne, d'autant plus que certaines affaires tendent à éroder son image de probité. La réaction agressive du mouvement aux critiques qui émanent de la communauté chiite démontre que les tensions pourraient aboutir dans un avenir plus ou moins proche à des dissensions ou des purges. A terme, le mouvement pourrait connaître une « banalisation » et un effritement de sa base sociale, comme *Amal* après sa défaite dans la guerre des camps.

3. Irrégularité et pouvoir politique : les cas palestiniens

Dans le cas palestinien, la problématique de la régularisation des partisans renvoie au défi que représente la construction d'un nouvel ordre politique. La construction d'un nouvel Etat, souverain, reste l'objectif final de toute guerre de partisan, qu'il s'agisse d'une création *ex nihilo* ou d'une refondation. Le combattant du partisan vise avant tout la conquête de la souveraineté de l'Etat et c'est pourquoi, son rapport au monopole de la violence légitime sur lequel repose cette souveraineté est d'autant plus problématique. La victoire de partisans par le renversement du régime en place ou la libération du territoire de toute présence étrangère implique que les forces partisanes remettent le monopole de la violence légitime à un pouvoir souverain. Cette cessation du recours à l'usage de la violence en dehors de tout cadre légal implique une régularisation des forces partisanes, que ce soit par leur désarmement ou par leur dissolution au sein de forces armées régulières. La régularisation des partisans signifie donc une mutation profonde de leur nature et de leurs pratiques.

La victoire militaire est d'autant plus difficile à gérer pour les partisans qu'elle signifie l'extinction de la cause sur laquelle est fondée leur légitimité. La question pour les partisans est de savoir comment transformer cette légitimité issue de la lutte armée en une légitimité à gouverner ? Les cas du *Hamas*, de l'Autorité palestinienne et du Jihad islamique sont intéressants à cet égard car ils mettent en évidence les différentes difficultés d'une telle mutation. Le Jihad islamique incarne le choix conscient de ne pas renoncer à la lutte armée et donc de ne pas dépasser le stade de l'organisation partisane.

Dans le cas du *Hamas* et de l'Autorité palestinienne, la difficulté de se séparer des pratiques et des structures élaborées pour la guerre de partisans a conduit à une répétition du modèle de l'Etat en exil de la *République Fakhani*, c'est-à-dire à la construction d'institutions étatiques bâties avant tout pour servir la lutte armée palestinienne. Dans les deux cas et en dépit des différences idéologiques, leur incapacité à « civiliser » leurs pratiques et leurs structures s'est traduite par une dérive autoritaire et la construction d'un appareil étatique défaillant. Les cas

palestiniens montrent également les limites d'un ordre politique souverain, de « nouvelles instances » selon l'expression de Freund, sans la reconnaissance de puissances étrangères. Or, c'est bien aujourd'hui tout l'enjeu du conflit entre Israël et les différentes factions palestiniennes : la reconnaissance de l'existence d'une forme de souveraineté palestinienne.

3.1. L'indépassable modèle de la République Fakhani

Le « système Arafat »[904] a constitué une reproduction du modèle de l'Etat en exil comme le montre l'accaparation des postes décisionnels politiques et militaires par les *returnees*[905] et la création d'une bureaucratie pléthorique (entre 80 000 et 100 000 fonctionnaires). *De facto*, les forces politiques locales, qu'il s'agisse des grandes familles de Cisjordanie ou de Gaza ou des *chebab* de la « génération *Intifada* », ont été écartées du pouvoir. Cette jeunesse palestinienne, qui avait le moteur du soulèvement populaire, s'est trouvée ainsi écartée de la direction des affaires palestiniennes. L'accaparation des postes clés de la nouvelle entité palestinienne par la « génération militante » - les compagnons de route d'Arafat et la bureaucratie du mouvement national – a ainsi construit un Etat en exil au sein même des Territoires. Ce conflit générationnel, qui recouvre un clivage entre résidents et non-résidents, pèsera de plus en plus au fil de la dégradation des accords d'Oslo sur les équilibres internes au *Fatah* et à l'appareil sécuritaire.

Afin de s'assurer la haute-main sur les institutions palestiniennes, Yasser Arafat a créé dès son arrivée dans les Territoires en 1994 un appareil sécuritaire disproportionné, comptant pas moins de dix services distincts. Un des plus importants, la « sécurité préventive », qui sera l'enjeu des affrontements entre les forces de l'Autorité et celles du *Hamas*, est dont les branches gaziote et cisjordanienne sont dirigées respectivement par Mohamad Dahlan et Jibril Rajoub.

---

[904] Sur le « Système Arafat », voir Assem Khalil, « Quel système politique pour la Palestine ? Leçons tirées de la crise politique de l'Autorité Palestinienne et de l'impasse institutionnelle conformément à la Loi Fondamentale » et Bernard Ravenel, « Le système politique bipolaire palestinien. Pour une refondation unitaire du mouvement national », dans Raphaël Porteilla, Jacques Fontaine, Philippe Icard et André Larceneux, *Quel Etat? Pour quelle Palestine ?*, Coll. Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, Paris, 2011, pp.343-356 et pp.369-392. Sur les difficultés du *Fatah* à gérer la période post-Arafat, voir International Crisis Group, « Palestine: Salvaging Fatah », *Middle East Report*, n°91, 12 novembre 2009

[905] Les returnees désigne de manière quelque péjorative les cadres et fonctionnaires de l'AP et de l'OLP rentrés dans les Territoires à partir de 1994 de Tunis.

Arafat les a choisies exceptionnellement parmi les jeunes de l'*Intifada* qui ont été déportés en Israël car il avait besoin d'hommes connaissant le terrain pour diriger ces forces chargées principalement de la répression des mouvements islamistes. Les directions du reste des forces (Renseignements généraux, Sécurité militaire, *Force 17*[906], forces chargées des points de passage avec Israël) ont été distribuées à des hommes de confiance, choisis pour leur fidélité de longue date au leader palestinien. Ce dernier s'est par ailleurs assuré de leur loyauté en leur attribuant des privilèges liés au monopole des importations des biens de consommation (essence, ciment, cigarettes, acier, électronique, etc.)[907].

L'appareil sécuritaire ainsi organisé devient une pièce maîtresse d'un système rentier. Les ressources de l'Autorité palestinienne sont largement dérivées des revenus tirés de l'extérieur (aides étrangères, taxes douanières et sur les revenus des Palestiniens travaillant en Israël ou dans le Golfe). L'existence de ce système rentier, très dépendant du bon vouloir d'Israël en ce qui concerne le versement du produit des taxes perçues aux points de passage, a handicapé le développement d'une économie productive et créatrice d'emploi.

> Ainsi, pendant les années Arafat, s'est mis en place *« un système de pouvoir néo-patrimonial centralisé pour contrôler de près l'application des accords d'Oslo et s'assurer une place prépondérante dans le futur Etat. En même temps, le monopole du pouvoir permet le contrôle total des ressources provenant de l'extérieur – de la rente – et, à partir de là, de maîtriser la redistribution des ressources à la fois matérielles et symboliques à ses bases d'appui transformées en clientèles. »*[908]

De la même manière, dans le cas du gouvernement du *Hamas*, les postes ont été distribués en très grande majorité aux cadres qui avaient été déportés à *Marj al Zuhur* ou à ceux issus de la période jordanienne. L'appareil sécuritaire y occupe également une place disproportionnée : les forces de sécurité exécutive comptent plus de 5000 hommes qui viennent s'ajouter aux 10 000 hommes que comptent les forces

[906] La plupart de ces forces ont été créées à l'époque de la *République Fakhani*.
[907] Voir Bernard Ravenel, op.cité, pp.373-374
[908] Idem, p. 377

Al Qassam. Le *Hamas*, comme l'Autorité palestinienne, est un Etat rentier largement dépendant de l'aide financière et militaire de ses alliés étatiques et des revenus tirés des biens de toute sorte transitant par les tunnels entre le Sinaï et la Bande. Or, à son arrivée au pouvoir le *Hamas* a hérité d'une situation économique problématique, agravée par les destructions des années précédentes, en particulier dans la bande de Gaza. La suspension des aides des donateurs étrangers a placé le mouvement dans une situation d'asphyxie délicate qui a encouragé sa fuite en avant autoritaire. En effet, incapable de subvenir aux besoins de la population, le *Hamas* a entrepris de faire taire les critiques en démontrant que la cause de tous les maux de la population gaziote venait de la corruption et de l'incurie des dirigeants laïques du *Fatah* et de l'OLP.

3.2. Les rivalités inter-palestiniennes

Les dysfonctionnements de ces structures étatiques tiennent en grande partie dans les deux cas à la survivance de l'appareil partisan au sein même de la structure étatique et à la disproportion de l'appareil sécuritaire. Ce dernier, du fait de sa taille et de ses ressources, est un rouage essentiel du pouvoir, tout d'abord parce qu'il permet de gérer les rapports sociaux. C'est d'ailleurs l'enjeu du contrôle des services de sécurité qui est à l'origine des affrontements inter-palestiniens. Le *Hamas*, dès son arrivée au pouvoir à la suite des élections de 2006, chercha à consolider sa mainmise sur les instances dirigeantes[909], véritables sésame d'accès à la rente extérieure, face à la présidence de l'Autorité palestinienne. Il commença ainsi par tenter de prendre le contrôle de l'appareil sécuritaire. Pilier du système Arafat, le *Fatah* n'étendait pas s'en séparer. Le *Hamas* choisit alors de contourner le problème en créant son propre dispositif de sécurité, la « Force exécutive », équivalent de la « Force préventive ». La création de cette nouvelle force rééquilibrait *de facto* le rapport de force entre le nouveau gouvernement élu et la présidence de l'AP.

De ces tentatives de monopolisation de l'appareil sécuritaire sont nés les affrontements entre les forces du *Hamas* et du *Fatah,* qui ont fait pas moins de 350

[909] Voir Beverley Milton-Edwards, Stephen Farrell, *Hamas: The Islamic Resistance Movement*, éd. Kindle, Wiley, 2013, le chapitre "Hamastan", pp.260-281

morts au cours de l'année 2006. En dépit des accords de La Mecque[910] et de la constitution d'un gouvernement d'union nationale, les cadres des deux appareils sécuritaires ne purent s'entendre sur un partage des tâches entre les différents services et des modalités de coordination de leurs opérations. Le contexte d'anarchie qui régnait à l'époque dans la Bande, livrée au pouvoir de bandes rivales, favorisa les politiques jusqu'au-boutistes des deux côtés. Le *Hamas*, craignant une tentative de renversement du *Fatah*, prit l'initiative d'une action préventive et s'empara par la force de Gaza. Comme le rappelle Bernard Ravenel, lors du coup de force à Gaza, les forces du *Hamas* firent preuve d'une particulière violence, qui démontrait leur volonté d'éliminer purement et simplement la présence d'un adversaire, désormais considéré comme un ennemi :

> *« Dans la mise en œuvre du coup de force, il semble que le commandement militaire du Hamas ait outrepassé les ordres, en liquidant non seulement les services de sécurité du Fatah, mais toute trace du Fatah (locaux, radio « la voix de la Palestine » et les radios privées « Chebab » et « Houria », liste de membres du Fatah à exécuter sommairement). Le 14 juin, tous les lieux stratégiques de Gaza, y compris les bureaux locaux de la présidence de l'AP, tombèrent sans coup férir aux mains des islamistes. Au lieu de limiter leurs attaques contre les services de sécurité de M. Dahlan, contre l'axe Dahlan-Dayton en quelque sorte, le Hamas, dans la foulée, a liquidé tout ce qui représentait matériellement et symboliquement le « système Arafat » : drapeau palestinien arraché, portrait de Yasser Arafat piétiné, bureaux de la présidence dévastés, même la statut du soldat inconnu érigée en souvenir des combats de 1956 a été abattue.*

[910] Après presqu'un an d'affrontements entre la Force préventive fidèle au président de l'AP, Mahmoud Abbas et la Force exécutive (*tanfisiyya*) du *Hamas*, l'appel des prisonniers qui regroupe des prisonniers des différentes factions palestiniennes à la reprise du dialogue entre les deux factions palestiniennes débouchent l'accord de la Mecque en février 2007. L'accord prévoit la constitution d'un gouvernement d'union nationale et les modalités de partage du pouvoir entre les deux factions rivales. La principale pomme de discorde était la question du contrôle des services de sécurité. Le *Fatah* et le *Hamas* s'accordèrent pour écarter les responsables de ces forces (Saïd Siyam – *Hamas* et Mohammad Dahlan – *Fatah*) au profit de personnalités plus consensuelles comme Hani Qawasmeh, le nouveau ministre l'Intérieur. Il y avait urgence car la Bande avait sombré dans une anarchie qui avait permis l'émergence de multiples factions armées salafistes. Sous la pression des Etats-Unis et d'Israël, Mahmoud Abbas nomma Mohammad Dahlan à la présidence du Conseil national de sécurité, ce qui allait logiquement mené à l'éclatement du gouvernement d'union nationale et à la reprise des affrontements. En mai 2007, le général Kaith Dayton fut chargé par Washington d'assister Dahlan dans la restructuration des forces de sécurité palestiniens pour assurer la bonne circulation des personnes et des biens entre la Cisjordanie et Gaza et à l'intérieur de la Cisjordanie. Le *Hamas* interpréta cette restructuration comme un signe avant-coureur d'une tentative de coup de force contre son gouvernement.

> *Finalement, une fraction politico-militaire du Hamas dirigée par Mahmoud Zahar et Saïd Siyam avec l'aile militaire représentée par les brigades El Qassam a établi un pouvoir absolu (les milices Tanfisiyeh, sorte de police se situant en retrait.). »*[911]

Le refus de la victoire électorale du *Hamas* par l'Autorité palestinienne et le *Fatah*, puis son coup de force dans la bande de Gaza et l'élimination corollaire des forces adverses par les deux camps sont autant d'exemples de son incapacité à dépasser le stade de l'organisation partisane pour assumer les responsabilités du gouvernement. L'usage de la violence comme mode de gestion des différends politiques ou des tensions sociales, au risque de mettre en danger la cohésion interne de la société, reflète l'incapacité de ces mouvements à se régulariser. Celle-ci est également perceptible dans leur dérive autoritaire, qui tient du côté du *Hamas* aux limites intrinsèques à tout pouvoir politique religieux et du côté du *Fatah*/Autorité palestinienne, aux avatars d'une personnalisation du pouvoir.

Le gouvernement du *Hamas* a rapidement conduit à une islamisation forcée de la société gaziote. Celle exprima aussi bien une tentative pour se distinguer du *Fatah* qu'une manière d'essayer d'enrayer les départs des jeunes militants des *Brigades des Martyrs d'al Aqsa* et des *Forces al Qods* vers les groupes armés salafistes. Ces derniers profitèrent de l'anarchie qui suivit le désengagement de Gaza pour affirmer leur pouvoir et semer la violence au sein de la société gaziote. Le *Hamas* a alors cherché à rester en phase avec la base en imposant de nouvelles pratiques sociales et codes vestimentaires plus conformes à l'islam[912]. Ces éléments l'ont critiqué pour son incapacité à mettre en place un véritable mode de gouvernance islamique mais aussi pour son impuissance face à Israël. Toutefois, la gestion autoritaire religieuse du *Hamas* a atteint ses limites comme le démontre le mécontentement populaire

---

[911] Voir Bernard Ravenel, op. cité, p.386

[912] En dépit de ce tournant religieux, le gouvernement a tenté de dénier tout caractère autoritaire à sa nouvelle politique d'islamisation afin de se distinguer des salafistes. Comme le dit à cette époque un cadre du mouvement interviewé par ICG, «*We made a decision not to Islamise society after we took power. Of course we call the people to Islam. But we do not force them. We are a civilian government with civilian laws*". Cette islamisation de la société gaziote s'est incarnée notamment dans la campagne Na'am lil Fadila (Oui à la vertu) menée par le Ministère des Cultes (*al Awqaf*) en 2009. Celle a consisté comme le rappelle le rapport de l'ICG dans les mesures suivantes : « *Preachers spoke from beachside tents and distributed leaflets calling on the public to attend prayers and abide by Islamic morals. They had no arrest power, but offered unsolicited advice to unmarried couples, men swimming shirtless, a hair salon with male coiffeurs for female clients and a store whose windows displayed posters of half-naked women and female mannequins in lingeri*e'. Voir le rapport ICG, op.cité, p. 31

croissant au sein de la Bande. Le *Hamas* n'a désormais plus la capacité de mobiliser les masses pour aller manifester le long de la clôture et médiatiser internationalement la cause de la résistance palestinienne, ce dernier ayant interdit toutes manifestations, craignant qu'elles se retournent contre son propre gouvernement. Cette crainte des mobilisations populaires apparait clairement au moment des manifestations en Egypte et de l'éphémère mouvement *Tamarod*.

3.3. La violence comme alternative à l'échec du Politique

Depuis le changement de régime en Egypte[913], les conditions dans la Bande se sont fortement dégradées. La circulation des personnes au passage de *Rafah* a été réduite drastiquement. De même, la majeure partie des tunnels a été détruite. Pour compenser ses pertes et continuer de payer en totalité ou de manière partielle les traitements des fonctionnaires du gouvernement de la Bande (au moins ceux des appareils de sécurité), le *Hamas* a relevé les taxes sur les biens à la sortie des tunnels. L'isolement et le mécontentement populaires ont poussé le *Hamas* a accepté, bon gré mal gré, l'accord de réconciliation d'avril 2014 avec le *Fatah*-OLP, dont les termes étaient relativement favorables au *Fatah*. En effet, l'accord préconisait la formation d'un nouveau gouvernement dit d'« union nationale », sans aucun représentant du *Hamas* alors même que nombre de ministres du précédent gouvernement de Cisjordanie y étaient présents. Par ailleurs, au titre de l'accord de réconciliation, les forces de l'AP furent déployées dans la Bande et notamment aux points de passage et le long de la clôture de sécurité, handicapant *de facto* la marge de manœuvre du *Hamas*. En contrepartie, le *Hamas* s'était vu promettre une augmentation des entrées et sorties au passage de *Rafah* ainsi que le paiement des traitements des fonctionnaires de Gaza relevant de l'Autorité par l'Autorité. Il devient rapidement clair que les promesses faites au *Hamas* par le gouvernement d'union nationale resteraient lettre morte, créant une situation sociale explosive dans la Bande fin juin-début juillet 2014.

[913] Sur les évolutions de la situation du gouvernement du *Hamas* depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau régime égyptien, voir International Crisis Group, « Israel and Hamas : Fire and Ceasefire in a New Middle East », *Middle East Report*, n°133, 22 novembre 2012 et International Crisis Group, « The Next Round in Gaza », *Middle East Report*, n°149, 25 mars 2014

La situation socio-économique catastrophique de la bande de Gaza, qui tient pour partie au maintien du blocus et pour partie à l'incurie du *Hamas* l'ont, une nouvelle fois, amené à faire usage de la violence comme moyen de régulation des tensions sociales. L'ouverture d'une nouvelle confrontation au début de l'été 2014 apparue au *Hamas* comme l'opportunité de tenter de modifier le *statu quo* aussi bien avec l'Autorité palestinienne et le *Fatah* qu'avec Israël. Isolé, pieds et poings liés par un accord qui lui était très défavorable, et menacé par la grogne sociale grandissante, à l'été 2014, le *Hamas* a tout intérêt à prolonger la confrontation, même au prix de destructions et pertes importantes, afin de modifier durablement la corrélation générale des forces. Dans ces conditions, il n'a aucun intérêt à un retour au statu quo. Mais plus encore, avant l'escalade du mois de mars 2014 avec le Jihad islamique, Israël avait frappé un certain nombre d'installations militaires sensibles du *Hamas*. Ce dernier pris à la gorge par la dégradation des conditions de vie dans la Bande, fait clairement savoir qu'il considère ces frappes comme un *casus belli*. La destruction d'une partie de son arsenal constituant pour le mouvement une modification significative de la corrélation générale des forces à son désavantage. Le *Hamas* fait alors savoir qu'il est prêt à s'engager dans une confrontation armée de grande ampleur avec Israël, préférant faire usage de ses équipements les plus coûteux plutôt que d'assister en silence à leur destruction.

En dépit du désengagement unilatéral des forces israéliennes, le recours à la violence armée contre l'ennemi israélien reste donc un mode privilégié de régulation des tensions. C'est pourquoi, depuis 2005 les forces du *Hamas* continuent de harceler les forces israéliennes déployées le long de la clôture de sécurité qui entoure la Bande. Les forces palestiniennes, le *Hamas* en tête, continuent de tirer régulièrement des mortiers et des roquettes sur Israël, mais avec parcimonie, de manière à éviter toute escalade. Les forces palestiniennes plantent des mines et des bombes artisanales le long de la clôture et tentent de capturer des otages pour obtenir des compensations en cas d'échanges de prisonniers.

En contrepartie, les forces israéliennes ont continué de mener de brèves incursions punitives dans la Bande, mitraillant depuis l'air les Palestiniens qui entrent dans la zone tampon des 300 mètres séparant Israël de la Bande. Par ailleurs, les forces israéliennes poursuivent le maintien de leur blocus naval contre la bande

côtière gaziote, tirant sur les bateaux s'approchant de la ligne des six miles nautiques. Enfin, les forces israéliennes répondent aux tirs de roquettes par des frappes aériennes sélectives et des tirs d'artillerie sur les positions des combattants palestiniens de la Bande.

Ainsi, en dépit du désengagement, les règles du jeu sont quasi restées les mêmes entre les deux adversaires. La mise à distance des adversaires a toutefois encouragé les forces des deux côtés à privilégier le feu (roquettes, mortiers, artillerie, frappes aériennes). Cette violence de basse intensité est entrecoupée de brèves phases d'escalade, lorsqu'une des deux parties est sur le point de franchir les lignes rouges définies tacitement entre les deux adversaires. Finalement, des deux côtés, les adversaires se comportent comme des alpinistes marchant sur un chemin de crêtes, cherchant en permanence à franchir les lignes rouges, jusqu'au moment où l'un des deux n'est plus en mesure de soutenir ces grignotages. Ils basculent alors dans l'escalade qui leur permet de tenter de modifier la corrélation générale des forces à leur profit, tout en offrant un dérivatif à ses situations politiques internes bloquées.

Les trois rounds successifs d'affrontement ont donc permis au *Hamas* de continuer à se conduire comme un groupe de résistance tout en assumant le gouvernement de la bande de Gaza. Le maintien du blocus et des sanctions internationales ont mené à une nouvelle dégradation des conditions socio-économiques dans la bande de Gaza. Les deux tentatives d'exporter la lutte armée, en Syrie et en Egypte, se sont par ailleurs traduites par des échecs, qui n'ont fait que renforcer l'isolement du *Hamas*. Privé du soutien des « tiers puissant intéressé », il s'est re-radicalisé. Se sentant menacé, il s'est replié sur son appareil résistant en encourageant la résurgence d'une guerre de partisans qui pourrait bien lui échapper.
Pris dans un dilemme entre lutte armée et responsabilités gouvernementales, le *Hamas* a fait le choix de déléguer aux autres factions de Gaza le soin de maintenir la pression sur le front intérieur israélien. Il existe cependant un risque pour le mouvement de se voir dépassé par les factions qu'il a contribué à affermir. Les accrochages armés et les quelques attentats qu'a connus la Bande depuis l'automne 2014 démontrent que les factions armées les plus radicales de Gaza entendent mettre le *Hamas* face à ses responsabilités. Ces provocations armées visent à lui rappeler qu'il doit désormais faire un choix entre ses responsabilités gouvernementales et la

résistance contre Israël. Si le *Hamas*, du fait de ses responsabilités gouvernementales, dispose normalement du monopole de la violence légitime, il n'a pourtant pas la capacité d'empêcher les autres factions armées de Gaza de poursuivre la guerre d'attrition contre le front intérieur israélien. Il risque donc de se laisser entraîner par les multiples factions présentes à Gaza dans un conflit de plus grande ampleur. Il ne peut, pour des raisons logistiques et sécuritaires évidentes, empêcher tous les tirs de roquettes sur Israël, mais aussi pour des raisons politiques claires. Il lui faut réunir autour de lui une vaste plateforme politique afin de contrôler les autres factions de Gaza, et les électrons libres ; mais les échecs de sa gouvernance ne jouent pas en sa faveur.

3.4. Le renforcement du Jihad islamique

Par ailleurs, cette réduction de sa capacité de manœuvre a largement profité au Jihad islamique, qui ne cesse de gagner en popularité. L'isolement/affaiblissement du *Hamas* a joué indéniablement en faveur du Jihad Islamique, notamment depuis la rupture des relations avec la Syrie et l'Iran. Depuis la fin 2012, le *Hamas* tentait ainsi de reprendre langue avec l'Iran, à travers la médiation du Jihad islamique. Depuis 2012, le mouvement a gagné à la fois en popularité du fait de son rôle d'arbitre et de médiateur dans les conflits inter-palestiniens, mais aussi en assurance du fait du soutien de ces alliés régionaux. Au mois de mars 2014, le Jihad islamique a ainsi pris le risque d'entraîner la Bande dans une dangereuse escalade avec les forces israéliennes. Le 11 mars au matin, des combattants du Jihad ont tiré un mortier sur des forces israéliennes stationnées par de la clôture de sécurité, entraînant une frappe aérienne israélienne qui a tué trois combattants du Jihad. Ce dernier répondit dans la soirée par une nouvelle série de tirs de mortiers. Le lendemain, plusieurs dizaines de mortiers visaient le territoire israélien. Finalement, le Jihad revendiqua avoir tiré plus de 100 roquettes et mortiers en moins de 48 heures sur Israël.

Cette opération, baptisée par le Jihad « briser le silence », reflète le nouveau rôle qu'entend jouer le mouvement. En prenant l'initiative de l'affrontement direct avec Israël, le mouvement entend s'élever au rang d'acteur régional, se positionnant en concurrence directe avec le *Hamas*. D'autres groupes participèrent aux tirs sur

Israël, tels que les Comités populaires de Résistance (faction dissidente du *Fatah* créée pendant la seconde *Intifada*), ou les *Brigades de Résistance Nationale* du Front Démocratique, les *Brigades Ali Moustafa* du Front populaire de Libération de la Palestine, les *Brigades des Martyrs d'al Aqsa*, liées au *Fatah*. La participation de ces groupes à une opération coordonnée par le Jihad islamique démontre également sa capacité à rallier sous son commandement d'autres factions plus petites, même si leur contribution fut négligeable. Pourtant, les deux mouvements assurent de la parfaite entente au niveau politique et de la coordination de leurs opérations au niveau militaire. Ils ont en effet annoncé au cours des affrontements de novembre 2012 l'existence d'un commandement conjoint.

Cette opération était le tir de barrage le plus important depuis la fin de *Pilier de Défense* en 2012. En représailles, les forces israéliennes ont frappé pas moins de 29 sites dans la Bande dans la nuit du 12 mars, la plupart liés au Jihad islamique. L'opération du Jihad islamique a suivi l'assassinat par Israël de trois Palestiniens à Gaza et de deux en Cisjordanie deux jours plus tôt. Le 14 mars, l'Egypte annonça avoir négocié un retour au calme et la réactivation du cessez-le-feu de 2012. Ainsi, pour la première fois, le Jihad islamique négocia lui-même un accord avec le médiateur égyptien, signalant ainsi l'évolution de sa place sur la scène politique gaziote, et plus généralement palestinienne.

Certains analystes ont par ailleurs souligné que l'opération lancée par le Jihad faisait suite à l'interception par la marine israélienne d'un chargement de roquettes, artillerie et mortiers en mer rouge en provenance d'Iran le 5 mars. Le 9 mars, Ali Larijani annonçait que les relations entre le *Hamas* et l'Iran avaient été restaurées ; l'Iran assumant pleinement son soutien à la Résistance palestinienne. Or, le Jihad islamique fut sans nul doute l'artisan indispensable de ce rapprochement avec l'Iran.

Le Jihad islamique illustre donc le choix conscient de ne pas dépasser le stade du partisan en continuant la lutte armée. Toutefois, sa nouvelle puissance pourrait bien l'amener à revoir ce choix, comme l'a démontré sa volonté de participer aux prochaines élections palestiniennes. L'attrait qu'exerce le pouvoir sur le partisan le pousse à se transformer et à se politiser. Ce faisant le partisan, même le plus attaché à la dimension révolutionnaire de son combat, se trouve tôt ou tard confronter à la

question de l'abandon de l'irrégularité dont il tire sa puissance. Les différents cas palestiniens illustrent donc les difficultés pour les partisans de transformer leur victoire militaire en victoire politique.

La gestion du pouvoir a constitué un piège, aussi bien que pour le *Hamas* que pour l'Autorité palestinienne. Dans les deux cas, elle s'est traduite par une dérive autoritaire. L'Autorité palestinienne illustre la dérive néo-patrimoniale et policière des régimes arabes laïques de la région. Le *Hamas*, quant à lui, s'est enferré dans une politique d'islamisation forcée qui n'est pas tenable à moyen terme car comme tous les mouvements religieux politiques, il n'a pas de modèle de vivre-ensemble durable à proposer. Le recours croissant aux grandes familles et aux tribus dans la gestion des conflits sociaux quotidiens illustre d'ailleurs la prise de conscience des limites de cette politique. Par ailleurs, le recours à la violence comme mode de gestion des conflits internes le condamne à s'armer toujours plus et donc à renforcer la détermination des Israéliens à éliminer ses structures combattantes. Ce cercle vicieux explique l'impasse dans laquelle se trouvent les gouvernements palestiniens.

Le *Hamas* a gagné en popularité à la suite de la confrontation de l'été 2014. Il a restauré une partie de son prestige comme mouvement de résistance, en donnant l'impression d'avoir remporté une semi-victoire. Il n'avait plus connu cette popularité depuis sa victoire électorale de 2006, fragilisant d'autant le *Fatah* et l'Autorité palestinienne. Mais en réalité, sa victoire à la Pyrrhus n'a fait qu'entériner le fossé qui sépare désormais depuis huit ans les deux entités palestiniennes. Les deux formations politiques sont trop éloignées idéologiquement mais aussi sur le plan des intérêts et des alliances politiques pour parvenir à un quelconque accord de réconciliation dans les conditions actuelles. L'OLP, qui reflète en cela, peu ou prou, la position de la communauté internationale, est réticente à l'idée d'intégrer le *Hamas* dans le mouvement national, en dépit de ce qui avait été préconisé par l'accord de réconciliation signé par les deux parties le 23 avril 2014. Pourtant, le gouvernement « technocratique » formé au début du mois de juin 2014 aurait dû permettre à l'Autorité palestinienne de recouvrer un semblant d'autorité sur la bande de Gaza, notamment à travers la gestion des points d'entrée et de sortie de la Bande, ainsi que le paiement des traitements des fonctionnaires des institutions relevant de l'Autorité palestinienne. En contrepartie, il est convenu de ne pas remettre en cause l'existence

de l'aile militaire du *Hamas*, ce dernier restant le garant de la sécurité de la Bande compte tenu de ses capacités armées sans égal parmi les autres groupes palestiniens.

Toutefois, cet accord reste lettre morte, les deux parties continuant de privilégier leurs intérêts de court terme. Le *Hamas* est préoccupé par la reconstitution de ses capacités militaires, fortement handicapée par la destruction d'une grande partie des tunnels reliant le Sinaï à la Bande et le déploiement des forces de l'Autorité aux points de passage et le long de la clôture de sécurité. L'Autorité palestinienne, de son côté, ne fait rien pour faciliter la reconstruction de Gaza ni même le retour des aides, craignant que l'amélioration des conditions socio-économiques dans la Bande ne soit attribuée par la population aux efforts de résistance du *Hamas*. Dans tous les cas, l'AP et le *Fatah* devront travailler à élargir et consolider leurs soutiens en Cisjordanie s'ils veulent continuer à prétendre représenter l'ensemble du peuple palestinien.

Les populations civiles, palestinienne et israélienne, apprécient sans nul doute le retour au calme, même temporaire, de l'après-guerre. Si un règlement final du conflit, qu'il s'agisse de la solution des deux Etats ou d'un Etat binational, n'est pas à l'ordre du jour, les parties pourraient toutefois trouver un intérêt à négocier un cessez-le-feu plus durable. Mais cela nécessite des deux côtés de modifier les discours et de faire certaines concessions en terme de reconnaissance des revendications de l'adversaire : le *Hamas* devra ainsi se montrer ouvert à la négociation avec l'adversaire israélien, même à travers une médiation, ainsi qu'aux pourparlers de réconciliation avec le gouvernement de Cisjordanie ; de son côté, Israël devra faire la preuve de sa conscience des conséquences délétères du blocus sur la Bande et du fait que le maintien sous pression du *Hamas* et de Gaza ne peuvent mener qu'à une détérioration croissante de la situation, politique aussi bien que socio-économique et sécuritaire.

Si de nouvelles règles du jeu ne sont pas définies entre les deux adversaires, ou, *a minima,* un nouveau *modus vivendi*, la situation va tôt ou tard se ré-embraser. Mais cette fois-ci, elle risque de toucher également la Cisjordanie, si le gouvernement d'Abbas ne parvient pas à mettre en place les réformes nécessaires pour consolider les finances de l'Autorité palestinienne. Au-delà de la consolidation

de son assise politique et financière, l'Autorité doit aussi faire évoluer sa stratégie en direction de Gaza. Mais l'AP qui a accepté aux termes de l'accord de cessez-le-feu d'endosser la responsabilité du maintien de la sécurité dans la Bande et d'empêcher les tirs de roquettes sur Israël, voit la bande de Gaza comme un piège.

Pour l'instant, aucune des trois parties n'a intérêt à l'ouverture d'un nouvel épisode armé, chacun ayant pris conscience de la nécessité de modérer ses exigences. La levée du blocus n'est pas réaliste en l'état actuel des choses ; toutefois, l'asphyxie de Gaza ne peut qu'amener une nouvelle flambée de violences. Les Israéliens doivent abandonner l'idée de trouver une forme de blocus durable et acceptable par la population.

La survie du *Hamas* au pouvoir tient donc en grande partie aux contraintes propres à ses adversaires. Pour l'instant, il peut toujours justifier sa mauvaise gestion de la Bande par les conséquences de l'occupation et la poursuite de l'état de guerre avec Israël. Le blocage de la droite israélienne de toute reprise des négociations et la mauvaise volonté de l'Autorité jouent en sa faveur. Mais à terme, il ne pourra pas se maintenir au pouvoir sans engager de réelles réformes et sans changer ses pratiques de pouvoir. L'Autorité palestinienne, quant à elle, se trouve dans une situation de quasi-faillite qui pose la question de son avenir. Chaque nouvelle confrontation avec le *Hamas* rappelle son incurie. Dans l'hypothèse où un mouvement de contestation émergerait en Cisjordanie, l'Autorité aurait-elle les moyens de gérer la crise? Rien n'est moins sûr.

4. L' « Etat déchiré » israélien : une figure de l'irrégularité étatique

Israël incarne une autre facette des difficultés d'une guerre de partisan à aboutir à la construction d'un Etat souverain, au sein duquel les forces armées occupent une place « normale ». La permanence de la guerre et l'irrégularité des origines ont contribué à faire d'Israël un « Etat déchiré »[914] et une société en guerre.

[914] L'"Etat déchiré" renvoie au concept développé par Samuel Huntington de « *torn country* » dans son ouvrage *The Clash of Civilizations and the Remaking of the World Order*, Simon and Schuster Paperback, 2003. Huntington a développé ce concept pour expliquer les tensions que suscitent au sein d'une société l'adoption de modes de vie « à l'américaine ».

Depuis les années 1970, Israël n'a cessé de connaître des mouvements sociaux qui sont moins des révolutions que des révoltes et qui démontrent la puissance des tensions qui déchirent la société. Ari Shavit décrit ainsi les « déchirements » qui ont mené selon lui à une désintégration de la société israélienne, ou peut devrait plutôt dire du modèle de « *vivre ensemble israélien* »:

> *« In less than thirty years, Israel has experienced seven different internal revolts: the settlers' revolt, the peace revolt, the liberal-judicial revolt, the Oriental revolt, the ultra-Orthodox revolt, the hedonist-individualistic revolt, and the Palestinian Israelis' revolt. In a sense, each and every one of these upheavals was justified: they sought justice for an oppressed minority and addressed latent but vital needs. They all brought to center stage forces that were previously willfully ignored or marginalized. But the outcome of these seven revolts was the disintegration of the Israeli republic. What was fought for during the fifty years prior to statehood and cultivated in the first twenty-five years of statehood was very much eroded in the four decades years following the 1973 war. So while most of the upheavals were just and necessary, their cumulative effect was destructive."*[915]

Aujourd'hui, la société israélienne est à un tournant car elle aspire à se normaliser. Or, cette « normalisation » implique des défis conséquents aussi bien pour l'institution militaire que pour la société. L'occupation qui contribue à la permanence de la guerre et à l'usage de la violence dans la gestion des rapports sociaux, participe également à l'anormalité du cas israélien. Elle contribue au maintien d'une institution militaire disproportionnée d'un côté et à l'existence du mouvement des colons de l'autre. Ce dernier illustre une autre facette de l'irrégularité israélienne, qui se rapproche du partisan internationaliste ou du combattant

---

Huntington suggère trois conditions pour réussir cette redéfinition de l'identité nationale : « *First, the political and economic elite of the country has to be generally supportive of and enthusiastic about this move. Second, the public has to be at least willing to acquiesce in the redefinition of identity. Third, the dominant elements of the host civilization, in most cases the West, have to be willing to embrace the convert. The process of identity redefinition will be prolonged, interrupted, and painful, politically, socially, institutionally, and culturally."* Voir Samuel P. Huntington, op.cité, p.139

[915] Voir Ari Shavit, *My Promised Land: The Triumph and Tragedy of Israel*, éd. Kindle, Scribe Publications Pty Ltd, 2014, locations 5256-5262

révolutionnaire, du fait de sa tendance à criminaliser l'ennemi, aussi bien intérieur – le gouvernement-, qu'extérieur, les Palestiniens. Ce faisant, il menace de faire éclater le cadre de la guerre en important le conflit au cœur même de la société israélienne. Le combat des colons est d'autant plus destructeur qu'il touche aux frontières de l'Etat souverain et qu'il remet en cause les fondements de la communauté nationale en exacerbant les clivages qui traversent « naturellement » la société : laïques/religieux, juifs/Arabes israéliens, camp de la paix/tenants du nationalisme intégral.

4.1. La fin de l'idéal du « pionnier-combattant » et la banalisation du militaire

La place de l'institution militaire a profondément changé depuis 1973, aussi bien du fait des évolutions propres à la société israélienne que de celles du contexte régional. Les changements du rapport de la société au militaire posent la question de savoir dans quelle mesure la société est-elle encore une société de guerre ? Nous entendons par-là, une société où règne un fort militarisme du fait de la présence perçue ou réelle de la menace de guerre au sein de la société.

Les changements de l'après-guerre-froide et l'éclatement des deux *Intifada* ont révélé une profonde mutation de l'institution militaire et du rapport de la société à celle-ci. L'institution au cours de ces années a tendu à se « banaliser ». Comme les autres institutions étatiques de l'Etat hébreu, elle n'est désormais plus à l'abri des critiques des médias et est régulièrement rappelée à l'ordre par la Cour suprême ou le Contrôleur de l'Etat. Les médias, sont comme dans les autres sociétés développées, devenus plus intrusifs et irrévérencieux. Par ailleurs, la société elle-même est moins portée à l'autocensure vis-à-vis de l'institution militaire. Autant de signes qui montrent que *Tsahal* a perdu de son prestige. C'est que depuis la fin de la guerre de 1973, un certain nombre de mythes qui ont fait la légende *Tsahal* sont tombés, au premier desquels son invincibilité et la pureté des armes qui caractérisait l'usage de la force par ses combattants. Depuis la guerre du Liban, les forces israéliennes sont entrées dans l'âge des « guerres sales » et des « petites guerres » sans panache. La geste épique de la petite armée israélienne, créative et tenace, pour assurer la survie

nationale face à une masse hostile a fait long feu. Depuis que l'armée mène des « guerres de choix », les citoyens israéliens voient de moins en moins bien la nécessité de sacrifier leur vie pour des aventures militaires dont la légitimité n'est pas toujours très claire. Israël est désormais un fait accompli et sa survie n'est plus menacée.

En quarante ans, c'est la société israélienne elle-même qui a changé. Israël n'est plus une expérience socialiste, expérience qui s'est, en partie, révélée un échec, si l'on considère la situation des *kibboutz* à la fin des années 1970. La génération née dans les kibboutzim a elle-même largement contribué à remettre en cause le modèle en abandonnant le *kibboutz* pour rejoindre les grandes villes israéliennes. Le *kibboutz* n'est plus un idéal de vie. Le sionisme pionnier n'a pas réussi à transformer la société israélienne, ni à créer un *homo israelicus*. Les évolutions sociales de ces trente dernières années ont relégué à un rang « historique » le modèle du « pionnier-combattant » du *kibboutz*. Le tournant de l'économie de marché de la fin des années 1960 a induit de profonds changements dans les modes de vie. La libéralisation économique et l'intégration à l'économie mondiale dans les années 1980-90 ont accéléré cette tendance. L'américanisation des modes de vie et de la culture, qui a accompagné le développement de l'individualisme, rentre en conflit avec l'esprit de sacrifice requis par le service militaire. Par ailleurs, le développement de l'individualisme qui caractérise le passage à la postmodernité d'une société contribue à une fragmentation de l'identité nationale avec l'émergence d'une pluralité de modes de vie, associés à des figures de référence et des conduites sociales particulières. Israël est donc une société qui produit de plus en plus de clivages et d'exclusion. Les inégalités économiques et sociales n'ont cessé de se creuser avec le développement économique et la bipolarisation croissante de la société. Les discriminations à l'égard des Arabes israéliens n'ont cessé d'augmenter ces dernières à mesure que le camp nationaliste et les colons gagnaient en influence dans la sphère publique[916].

Ces changements ont donc remis en cause les échelons de valeurs dans la société. La réussite sociale ne passe plus par la carrière militaire ou l'appartenance à un *kibboutz*. Le jeune cadre dynamique ou l'entrepreneur sont aujourd'hui les figures

de la réussite sociale israélienne. La société est devenue plus hédoniste et plus matérialiste. La discipline et la rudesse de la vie militaire sont de moins en moins bien acceptées, ce qui explique que de plus en plus de jeunes tentent d'échapper au service militaire. L'armée n'a par ailleurs plus les moyens d'attirer la « crème de la crème » de la jeunesse israélienne. L'institution n'est pas en mesure d'offrir des compensations financières et un prestige social comparables à ceux qu'offrent les multinationales ou des carrières professionnelles à l'étranger. L'institution militaire ne joue plus son rôle d'ascenseur social; le service n'est plus une condition *sine qua non* de l'intégration sociale. Au contraire, échapper au service devient une preuve de non conformisme social, et on voit désormais de plus en plus de stars, chanteurs, sportifs, etc., revendiquer le fait qu'ils n'ont pas fait leur service. Ce qui était dans le passé une honte, un facteur de marginalisation sociale, est désormais devenu une source de fierté.

Tsahal tend à devenir une institution étatique comme une autre, même si des réactions corporatistes au sein de l'armée résistent à cette évolution. L'institution est confrontée aux mêmes problématiques sociétales que le reste de la société : renforcement de la droite et des religieux-nationalistes, questions de genre et discriminations à l'égard des minorités sociales, etc. Certaines femmes n'acceptent plus d'être confinées dans des rôles subalternes et demandent de pouvoir rejoindre des unités combattantes. L'institution militaire doit désormais s'accommoder des impératifs de parité dans la gestion des carrières militaires. En 1995, la Cour suprême a ainsi obligé l'armée à faire entrer les femmes aux formations de pilotes. Enfin, au cours des années 1990, les homosexuels israéliens servant dans l'armée ont fait valoir leurs droits à une certaine reconnaissance.

Comme partout dans la société israélienne, le poids des religieux-nationalistes s'est renforcé au sein de l'institution militaire. Les religieux-nationalistes sont désormais majoritaires dans les unités d'infanterie de l'armée et constitue une bonne partie des unités d'élite. Entre 2000 et 2012, on est passé de 15 à 43% de religieux-

[916] Sur les mesures de discriminations dont sont victimes les familles arabes israéliennes depuis 2000, voir Max Blumenthal, *Goliath: Life and Loathing in Greater Israel*, éd. Kindle, Nation Books, 2013, pp.41-98

nationalistes dans les cours d'entraînement des officiers[917]. En parallèle, le rôle de la direction du rabbinat de l'armée s'est renforcé avec l'introduction de règles religieuses dans la doctrine d'emploi des forces armées. L'influence des *Yeshivot HaKav* du rabbin Tau s'est renforcée dans les cours préparatoires (*mechina kdam tsvait*) d'où sortent les futurs officiers et la direction du rabbinat de l'armée. Par ailleurs, le leadership religieux-nationaliste encourage depuis quelques années l'engagement des jeunes de la communauté dans les autres institutions étatiques, et notamment dans la police où les cours d'entraînement sont très proches de ceux de l'armée.

Enfin, à cet entrisme des religieux-nationalistes dans les forces armées, il faut ajouter les milices armées des colons, qui constituent des forces « quasi » régulières et entretiennent des liens complexes avec l'armée. Ils tendent de plus en plus à privatiser les missions de sécurité, missions que l'armée israélienne ne semblent pas fâchée de leur laisser assumer. Ces unités de la défense territoriale, les *kitekot konekut*, ont connu une forte croissance avec la seconde *Intifada*. Désormais, leur nombre est estimé à plus de 2000 miliciens qui assurent la défense des colonies et des avant-postes illégaux de Cisjordanie. Ils sont tous équipés sur le même modèle : armes automatiques, radio, gilets pare-balles. Les miliciens de ces unités sont parfois même mieux équipés que les réservistes ou les conscrits de *Tsahal* déployés dans les Territoires. L'entraînement et l'équipement des milices sont financés à la fois par le gouvernement et par des donateurs privés à l'étranger. Des compagnies de sécurité privées assurent par ailleurs une partie des tâches de sécurité de la défense des colonies, notamment en ce qui concerne l'entraînement et la construction de systèmes de protection électroniques (capteurs, caméras, etc.). Enfin, cette tendance à l'autonomisation des colons et la privatisation de la sécurité s'accompagne significativement d'une privatisation de la justice dans les Territoires. De plus en plus souvent, les colons s'en remettent aux jurisprudences religieuses des rabbins[918] dont ils suivent les enseignements.

---

[917] Le rabbin Nati Harel, directeur de *Mechinat Ateret Yerushalyim* (collège *Torani* militaire) a ainsi déclaré à ICG : *« in a few years, religious soldiers will make up the majority of brigade commanders in all areas – from F-16 fighter jets to submarines. The religious public is fully aware of its new-found responsibility for the army*", voir International Crisis Group, "Israel's Religious Right and the Question of Settlements", Middle East Report, n°89, 20 juillet 2009, p.21.

[918] Un représentant du Ministère de la justice israélien a ainsi déclaré en 2009 à ICG : *« In the past only the ultra-orthodox operated their own courts, but the Gaza disengagement has increased disaffection with the state and its legal system. There's a whole national-religious public which now has a problem relating to authority and feels the state judiciary is estranged from the Jewish values it holds.* », voir rapport ICG cité, p.26

Israël a connu une révolution culturelle et sociale post-moderne depuis les années 1970 qui a rendu le modèle des forces armées obsolète à certains égards[919]. Le modèle de la nation en armes tend à devenir de plus en plus «théorique » avec le nombre des exemptions accordées par l'institution militaire. La conscription universelle est devenue au fil des années une conscription sélective[920], créant une rupture d'égalité entre les citoyens devant la charge militaire[921].

Face à tous ces facteurs, la question se pose dans les milieux militaires d'abandonner la conscription au profit d'une armée de métier. Pourtant cette question reste un tabou, alors même qu'elle devrait être débattue publiquement compte tenu des transformations sociales majeures qu'elle impliquerait. On atteint ici les limites du processus de normalisation de l'Etat israélien et de son institution militaire. Mais c'est aussi parce que la normalisation du militaire reste un enjeu primordial des tensions qui opposent les différents « camps » israéliens. Israël reste une société hautement polémique, déchirée par de nombreux clivages qui entraînent des tensions sociales très importantes. La question scolaire est tout à fait représentative des enjeux qu'emporte la redéfinition de l'identité israélienne dans ce contexte post-moderne hautement polémique. Le Ministère de l'Education israélien continue de s'opposer à l'intégration d'éléments relatifs à la *nakba* dans les manuels d'histoire des écoles arabes israéliennes. Ceci démontre la persistance de dénis qui contribuent à faire du passé un lieu d'affrontements des diverses communautés qui coexistent tant bien que mal au sein de la société israélienne. En dépit du renouvellement apporté par les nouveaux historiens israéliens depuis les années 1980, les violences de la guerre d'indépendance constituent un « passé qui ne passe pas ». De la même manière, la bipolarisation croissante de la sphère publique israélienne empêche la société de se pencher sur les questions de fond comme la définition d'une véritable constitution, et non pas la série de lois fondamentales qui existent aujourd'hui.

[919] Voir Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, *'Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998, p.108
[920] Idem, pp.112-113
[921] Idem, p.112

4.2. Les religieux-nationalistes, figure de la division nationale

Le rôle de l'armée, en tant que garant de l'existence de l'Etat et symbole de l'unité nationale, est devenu à la fois symbolique de ces clivages en même temps qu'un des enjeux centraux de ces oppositions. Ainsi, dans le contexte du désengagement de Gaza, les tensions qui traversent la société israélienne sont apparues au grand jour entre laïcs et religieux, mais aussi au sein même du monde religieux-nationalistes où différentes tendances coexistent. C'est que la communauté religieuse-nationaliste est loin de constituer un ensemble homogène. Au contraire, elle se présente comme un assemblage de courants et de populations très différents politiquement, socialement et théologiquement, que rassemble un même attachement au *Grand Israël*. Les différentes franges de cette mouvance reflètent une pluralité de positions vis-à-vis de l'Etat et de ses institutions séculaires ; cette pluralité s'est exprimée lors du désengagement de Gaza, allant de la résistance jusqu'au-boutiste au départ volontaire, en passant par la désobéissance civile et l'activisme politique.

De la variété des positions vis-à-vis de l'Etat découle les nombreuses positions vis-à-vis de l'institution militaire et du service militaire. Les diplômés de *yeshivot* qui suivent les enseignements du rabbin Tau (*Yeshivot HaKav*) et les soldats du courant centriste font preuve d'une grande motivation en même temps que d'une grande ferveur qu'ils mettent au service de l'institution militaire ; ils sont nombreux parmi les officiers. Les éléments liés à la faction *Tkuma*, qui ne se conforment pas obligatoirement à toutes les décisions de l'Etat, notamment à la décision de désengagement militaire des colonies, sont logiquement moins intéressés par la carrière militaire, ce qui explique leur moindre présence dans le corps des officiers, même si, en proportion, leur nombre reste plus élevé que celui des laïcs.

A côté de ces courants « institutionnalisés », existe une frange beaucoup radicale composée majoritairement par la jeunesse désabusée de la société des colons[922]. Les jeunes des collines expriment une révolte contre la génération de leurs

[922] Sur les jeunes des collines, voir International Crisis Group, "Leap of Faith: Israel's National Religious and the Israeli-Palestinian Conflit », *Middle East Report*, n°147, 21 novembre 2013 et International Crisis Group, "Israel's Religious Right and the Question of Settlements", *Middle East Report*, n°89, 20 juillet 2009; voir la carte sur les violences des colons en annexe 31.

parents, celle du Conseil de *Yesha*, qu'ils considèrent comme compromis vis-à-vis des institutions étatiques. Ces jeunes des collines (*neearei hagvaot*) s'organisent en petites bandes pour coloniser illégalement les collines de Cisjordanie et notamment les périphéries des villages et villages arabes afin d'empêcher leur extension territoriale. Le phénomène est apparu dans les années 1990 sous forme d'une quête spirituelle, un retour aux origines du judaïsme. Ces jeunes sont influencés par des rabbins charismatiques que l'on pourrait qualifier de fondamentalistes, qui appellent à la désobéissance contre l'Etat et ses institutions. Cette mouvance idéologique dénie toute sacralité à l'Etat et aux juifs non pratiquants. De l'interprétation radicale de la distinction entre Juifs et Gentils, ces jeunes ont tiré une source de légitimation à l'usage de la violence contre les Gentils, notamment afin de les expulser de la terre d'Israël. Une autre référence fondamentale de ces jeunes des collines est le rabbin Meir Kahane, un ancien membre de la *Knesset* qui considère l'Etat d'Israël comme le moyen de réaffirmer la dignité des juifs vis-à-vis des Gentils après l'Holocauste et les souffrances passées. La théologie de ce rabbin est centrée sur les relations « conflictuelles » historiques entre les Juifs et les Gentils. Les positions de ce rabbin restent très polémiques au sein de la mouvance religieuse-nationaliste. Ainsi, la distinction entre Juifs et Gentils est un point commun de la structure identitaire éclectique et anarchique de ces jeunes des collines.

Une seconde génération est apparue en réaction au désengagement de Gaza, plus politisée, entendant défier ouvertement le gouvernement dans sa politique à l'égard des colonies. Elle reflète le conflit générationnel qui traverse la mouvance religieuse-nationaliste autant que le traumatisme de cette jeune génération face à l'impuissance et à la passivité de leurs parents en réponse aux évacuations successives des implantations illégales et au désengagement. Leur nombre reste toutefois relativement limité, les estimations variant de quelques centaines de familles à plusieurs milliers. Si les avant-postes qu'ils ont établis sont insignifiants en termes d'installations et de surface occupée, ils constituent des leviers de pression dont la portée politique et symbolique peut être considérable. Les jeunes s'accrochent à ces postes illégaux en signe de leur résistance à la politique « injuste » de l'Etat. Par ailleurs, ces avant-postes proches des zones d'habitations palestiniennes sont devenus le point de départ d'attaques de représailles contre les Palestiniens au nom d'une responsabilité commune pour les avant-postes évacués. Les exactions ont atteint plus

de deux cents faits entre 2011 et février 2013 et sont en constante augmentation. Ces exactions sont sévèrement condamnées par l'opinion publique israélienne, d'autant plus qu'elles touchent parfois des soldats israéliens, mais surtout menacent de provoquer de dangereuses escalades avec la population palestinienne. Les autorités sécuritaires israéliennes ont tenté de restreindre l'accès de ces jeunes à la Cisjordanie, mais de fait, ces derniers risquent de déplacer leurs actions vers Jérusalem-Est et l'intérieur du territoire israélien.

Le courant étatiste religieux-nationaliste condamne ces exactions mais pour autant ne s'y oppose pas officiellement lorsqu'elles visent les populations arabes. C'est qu'en réalité, les leaders religieux-nationalistes condamnent la violence et le non-respect des lois mais ne voient pas d'un mauvais œil ce foyer d'opposition à l'Etat, ni même la violence à l'égard des Arabes. Tactiquement, la pression qu'exercent ces jeunes sur les institutions étatiques sert les intérêts de la mouvance religieuse-nationaliste sans pour autant exposer le leadership. Toutefois, depuis le milieu de 2012, cette violence s'est également retournée contre les leaders du mouvement. Si un nombre croissant de jeunes font l'objet d'arrestations, ils ne sont presque jamais condamnés. En juin 2013, le conseil des ministres a autorisé le ministre de la défense à déclarer ces bandes de jeunes « associations illégales » sur la base des lois d'urgence de 1945. Par ailleurs, une force spéciale de police a été créée pour lutter contre les exactions à l'encontre des zones de peuplement arabe et désormais, on estime que pas moins d'un tiers des forces présentes dans les territoires sont dédiées à la lutte contre les violences exercées par ces jeunes que certains au sein de l'institution militaire n'hésitent pas à qualifier de « terrorisme juif ». Toutefois, on peut légitimement penser que l'intensification de la lutte contre ces bandes va accroître leur retentissement en les transformant en victimes. L'incendie d'une maison palestinienne au du mois d'août 2015 et la tragique mort d'un nouveau-né ont poussé le gouvernement à condamner officiellement ses exactions. Le choc fut sévère pour la société israélienne qui redécouvrit avec stupeur la violence qui règne de l'autre côté de la Ligne verte. Ces violences à l'encontre des Palestiniens d'un côté et contre la *Gay Pride* de l'autre ont conduit la police israélienne à arrêter le leader du groupe qui n'est autre que le petit fils du rabbin Meir Kahane.

Le mouvement religieux-nationaliste se trouve aujourd'hui dans une situation paradoxale puisque c'est au moment où il semble parvenu au faîte de sa puissance qu'il se trouve face à une impasse. Les colons refusent la solution des deux Etats, mais en même temps, sont obligés de reconnaître que l'occupation n'est pas tenable à moyen terme dans les conditions actuelles. De là découle un certain nombre de questions quant à l'avenir à la fois du mouvement mais aussi des Territoires occupés. La société israélienne peut-elle s'engager dans un processus de négociations sur l'avenir des Territoires occupés sans le soutien, même tacite ou partiel, de la mouvance religieuse-nationaliste ? Comment négocier un accord sur l'avenir de la Cisjordanie sans prendre en compte la position des colons ? Jusqu'où les religieux-nationalistes peuvent-ils sacrifier la dimension religieuse de leur idéologie en faveur du politique ? Comment justifier ces changements positions religieusement ? Enfin, dans l'hypothèse d'un accord israélo-palestinien sur le sort des Territoires occupés, dans quelle mesure peut-on envisager que les religieux-nationalistes s'y conforment ou au contraire y résistent ? Et si résistance il y a, quelles formes peut-elle prendre ? Désobéissance civile, lutte armée ?

La mouvance religieuse-nationaliste est le reflet en même qu'une des causes de la bipolarisation extrême qui caractérise la société israélienne. Cette bipolarisation est le résultat d'un système qui ne cesse de produire des inégalités faute de savoir intégrer ses marges. Cette incapacité est le résultat de l'effondrement de la gauche travailliste depuis 1973 et de la radicalisation de la droite. La difficulté du gouvernement Netanyahu à constituer une coalition aux dernières élections reflète l'impasse dans laquelle se trouve la classe politique israélienne. Le refus annoncé par Netanyahu de l'existence d'un Etat palestinien indépendant démontre l'absence de vision des politiques, de droite comme de gauche, pour l'avenir d'Israël. La radicalisation des clivages qui traversent la société ont contribué à l'émergence depuis la fin des années 1990 d'un « ventre mou ». Celui-ci est constitué d'une grande partie de la classe moyenne israélienne désabusée par les politiques, fatiguée de la violence et des inégalités croissantes qui tendent à la paupériser. Celle-ci est de plus en plus tentée par le départ pour un ailleurs plus stable et plus « normal ». Les appels répétés à l'émigration des juifs de France en Israël sont en partie une manière de combler cette fuite des cerveaux et des forces vives du pays vers l'étranger.

****

Au tournant du XXIe siècle, après plus de soixante d'existence, l'Etat hébreu reste toujours marqué par différentes formes d'irrégularité qui l'empêchent de rompre définitivement avec le militarisme et le modèle de l'«Etat déchiré » et devenir un Etat comme les autres. Toutefois, la question reste posée de savoir si Israël peut devenir un Etat comme les autres sans se déconfessionnaliser d'un côté et trouver une solution négociée au conflit avec les Palestiniens de l'autre. Inversement, les deux gouvernements palestiniens illustrent chacun à leur manière, les limites de la régularisation des partisans ou de la normalisation des partis politiques résistants, *a fortiori* lorsqu'ils se revendiquent d'une forme d'identité religieuse. On voit les limites de cette normalisation aussi bien dans l'échec du *Fatah* à créer un véritable Etat; de l'autre, l'échec du *Hamas* à relever les défis de la bonne gouvernance, sans recourir à la coercition et son incapacité à se départir des structures de résistance.

Dans les deux cas, le poids des forces de sécurité reste le signe de la limite de cette « normalisation ». Dans les deux cas palestiniens, il s'agit d'Etats « difformes » du fait de la disproportion de leurs appareils de sécurité. Les conflits inter-palestiniens sont le signe de la prédominance du sécuritaire et du recours privilégié à la violence pour régler les conflits. De là, on voit les limites de la régularisation de ces systèmes et organisations issus de la guerre des partisans, ce qui explique la nature polémique de ces sociétés.

Plus fondamentalement, l'évolution de ces différents groupes de partisans démontre les difficultés de ceux-ci à sortir de l'état « transitoire » que représente la guerre de partisan pour refonder un nouveau vivre-ensemble. Le cas israélien reste, sans nul doute, en dépit de ses limites, la transition la plus réussie d'un groupe de partisan à un Etat-nation. Toutefois, même dans ce cas, les limites de la « normalisation » de cet ancien groupe de partisans devenu un Etat résident dans la capacité de celui-ci à transformer la victoire militaire en une victoire politique. La persistance du conflit israélo-palestinien jusqu'à aujourd'hui démontre cette incapacité de l'Etat d'Israël à donner une traduction politique à ses succès militaires. L'aboutissement de la « normalisation » de l'irrégulier réside donc dans ce passage

du militaire au politique au cours duquel le partisan disparaît pour laisser place au Politique.

Dans le cas des partisans « religieux », la question est encore plus ardue car ceux-ci, en tant que religieux-nationalistes juifs ou en tant qu'islamistes, n'ont pas de modèle de vivre-ensemble à proposer à la société. En effet, les religions ne peuvent apporter de réponse en ce qui concerne la bonne gestion des affaires de la Cité au risque, le cas échéant, de se séculariser. C'est d'ailleurs ce que tend à prouver l'échec de la « vague verte » dans la période qui a suivi les printemps arabes. Le cas du *Hamas* et du *Hezbollah*, et dans une certaine mesure celui des colons, sont symptomatiques de l'impasse à laquelle se trouvent, tôt ou tard, confrontés les partisans « religieux ». La victoire correspond logiquement à un abandon de la thématique nationaliste, lorsque le territoire a été libéré de la présence étrangère. Alors que reste-t-il à ces partisans une fois que la menace existentielle s'est éteinte ? Ils sont ramenés alors au rang de partis politiques ordinaires et doivent accepter la concurrence, « à armes égales », de leurs adversaires. Un tel scénario signifie à la fois une démilitarisation de ces mouvements ainsi que la fin de leur société de résistance, c'est-à-dire finalement la perte des deux éléments structurants sur lesquels tout partisan construit sa guerre révolutionnaire.

Les mouvements religieux peuvent donc être tentés, comme les Frères musulmans avant eux, de se replier sur le social afin de retenir une partie de leur base militante dans les filets de leur réseau d'institutions sociales. Se pose alors la question de savoir comment rassembler des fonds et faire vivre cette base ? C'est la problématique qu'illustrent, sous deux aspects différents, les gouvernements palestiniens, en grande partie dépendant des aides étrangères.

Les mouvements religieux, nationalistes ou fondamentalistes, seraient « ontologiquement » condamnés à l'échec, incapables de dépasser le stade « transitoire » de la guerre du partisan pour aboutir à la construction de structures étatiques pérennes et à même d'intégrer l'ensemble des composantes de la communauté nationale.

SECTION IV : EVOLUTION DE LA NATURE DE LA CONFLICTUALITE DANS LA REGION

Les évolutions des différentes figures de l'irrégularité, qui sont le produit des Transformations militaires dissymétriques présentées précédemment, suggèrent que la nature de la conflictualité dans la région tend à évoluer. Sous l'influence de ces multiples figures de la guerre de partisan moderne, les formes de violences ont évolué sur le temps du conflit israélo-arabe, au point qu'aujourd'hui ce dernier a perdu de sa centralité dans les rapports de force régionaux. Ces évolutions tendent à confirmer la thèse développée par Charles Tilly, dans son ouvrage *La France conteste de 1600 à nos jours*, selon laquelle chaque époque se caractérise par « « *un « répertoire » spécifique des formes de l'action, et plus particulièrement de la violence.* »[923] Mais c'est aussi le constat qui ressort des différentes expériences de guerre révolutionnaire et de leurs modes d'action présentés par Gérard Chaliand dans son panorama historique des guerres irrégulières (*Les Guerres irrégulières. XXe-XXIe siècle. Guérillas et terrorismes*).

I. Les évolutions des formes de violence sur le temps long du conflit

Les évolutions des approches opérationnelles des acteurs armés, réguliers et irréguliers, sur le temps long du conflit israélo-arabe, nous amènent à faire l'hypothèse qu'elles signalent en tant que modes de production de la violence, une évolution corollaire des formes de cette violence et de ses représentations. Les évolutions des formes de la violence sur le temps long du conflit reflèteraient à un niveau plus général le rapport conflictuel, que les sociétés dans lesquelles elles prennent forme, entretiennent avec la modernité.

[923] Voir Michel Wieviorka, « Le nouveau paradigme de la violence (Partie 1) », *Cultures & Conflits*, 29-30, automne-hiver 1998, p. 2

1. Contestation de la modernité et violences nationalistes

La première période du conflit, que nous qualifions d'étatique, fut caractérisée par une forme de violence politique nationaliste, puisque les formes de violence de cette époque, qui va de la fin de l'empire ottoman jusqu'à la guerre de 1967, renvoient avant tout à la conquête de l'Etat dans le cas israélien, le renversement d'un ordre politique étatique particulier dans le cas libanais et enfin la libération du territoire national dans le cas palestinien. Les formes de violence de cette époque correspondirent à la sortie du féodalisme et à l'entrée dans la modernité, caractérisée par l'établissement – ou les tentatives d'établissement - d'Etats-nations modernes. Au cours de cette phase, le militaire et le nationalisme furent les principaux moteurs de la modernisation de ces sociétés, créant des sociétés dans la guerre et pour la guerre.

La phase suivante, que nous qualifions de post-étatique, fut caractérisée, quant à elle, par l'émergence de formes de violence visant à remettre en question le modèle de ces Etats-nations. Elles reflètent une forme de postmodernité et ne sont plus « purement » politiques au sens où elles opposent à cette modernité étatique des référents identitaires religieux et communautaires. Pour cette raison, la violence, au cours de cette période, abandonne le niveau national, pour se fixer à un niveau infra-étatique, celui des marges. Les mouvements politico-religieux qui émergent dans cette phase peuvent être qualifiés de post-modernes au sens où ils indiquent un dépassement des luttes nationales purement politiques de la période précédente. Toutefois, nous qualifions ces mouvements de religieux-nationalistes car en dépit du marqueur religieux, leurs luttes continuent de s'inscrire dans une thématique nationaliste : la lutte armée contre l'occupation israélienne pour les résistances islamiques libanaises et palestiniennes ; la colonisation du Grand Israël pour le *Gush Emunim*.

Ces mouvements incarnent une forme de contestation de la modernité car ils émergent de manière symptomatique dans les marges de ces sociétés en voie de modernisation au tournant des années 1960 et 1970. Cette tentative de contestation de la modernité ne doit toutefois pas être interprétée comme un pur et simple retour à la période prémoderne ou à la Tradition. Au contraire, ces mouvements de la période

post-étatique reflètent une tentative de dépassement de la modernité en proposant un modèle alternatif, qui si il s'inspire de la Tradition et de la religion, n'en est pas une simple reproduction mais plutôt une réinvention. Le chiisme du *Hezbollah*, inspiré par la révolution islamique iranienne n'est pas un retour au chiisme traditionnel, quiétiste, mais au contraire une réinterprétation révolutionnaire du chiisme. De la même manière, le *Gush Emunim* se place en rupture avec le monde juif traditionnel de la diaspora et les pratiques religieuses ultra-orthodoxes. Malgré une apparente similarité de pratiques, il existe une différence fondamentale dans l'interprétation théologique que donnent les religieux-nationalistes et les ultra-orthodoxes aux textes et à leurs pratiques. De même chez les islamistes palestiniens, s'ils viennent tous de la mouvance des Frères musulmans, ils se sont progressivement détachés du caractère quiétiste du projet d'islamisation de la société porté par la confrérie. Au contraire, ils ont proposé une réinterprétation révolutionnaire de l'islam qui justifie la lutte contre l'occupant.

Les mouvements de la phase post-étatique expriment donc une tentative d'entrée dans une postmodernité, porteuse de nouvelles significations, notamment en ce qui concerne les rapports entre la sphère sociale et le religieux. Ils réinventent tous le religieux sur un mode révolutionnaire et nationaliste. Il n'est dès lors par étonnant que ces mouvements aient émergé dans les segments des sociétés qui avaient été le plus déstructurées par la modernisation de la phase étatique. Leur émergence et leur montée en puissance furent facilitées par la persistance de la guerre et la violence dans ces environnements, qu'il s'agisse de la guerre qui oppose Israéliens et Palestiniens et de son pendant, l'occupation des Territoires, ou qu'il s'agisse de la guerre civile libanaise.

2. L'hyper-modernité de l'après-guerre froide et la violence « religieuse »

La fin de la guerre froide fera évoluer le système régional aussi bien que les systèmes politiques et les sociétés qui le constituent. Les années 1990 et 2000 voient ainsi une évolution du lien entre Etat-nation et violence; les violences politiques, portées par les luttes de libération nationale ou les conflits interétatiques tendent à se

réduire, sans pour autant disparaître, au profit de violences liées à du « pur religieux » qu'Olivier Roy définit comme un « fanatisme », c'est-à-dire un religieux épuré de toute culture et déraciné de tout contexte social. Celui-ci a prend la forme de groupes djihadistes-salafistes ou *takfiristes*, agissant au nom d'une « internationale » islamiste, *al Qaïda*. Ce « pur » religieux, déterritorialisé, s'est traduit par une sorte de « nomadisation » des combattants djihadistes, s'engageant de l'Afghanistan à l'Irak, en passant par les guerres des Balkans, l'Algérie, le Yémen ou le Pakistan, dans des luttes armées au nom d'un *jihad* devenu transnational.

Cette évolution reflète une évolution plus générale des rapports de force dans la région au tournant des années 1990-2000. La dimension nationaliste de la violence des mouvements post-étatiques tend à se réduire du fait des évolutions induites par la fin de la guerre froide. Les accords d'Oslo marquent un tournant dans la région et dans le conflit israélo-palestinien; les Israéliens se retirent du Liban en 2000, puis de Gaza en 2005. De plus en plus privés de la dimension nationaliste de leur cause, ces mouvements subissent une crispation communautaire qui s'accompagne d'une re-radicalisation de leurs discours et de leurs stratégies de violence. Placés en situation de « minoritaires », ces mouvements se sentent menacés par la société qui les entoure et n'hésitent pas à retourner leur violence, autrefois canalisée contre l'ennemi extérieur, à l'encontre de celle-ci. On vit ainsi dans l'après-guerre du Liban de 2006, le *Hezbollah* user de la violence pour protéger ses armes contre les factions libanaises du 14 mars ; dans le cas palestinien, cette radicalisation se traduisit par une guerre fratricide entre le *Hamas* et le *Fatah* et l'éclatement de la Palestine en deux entités gouvernementales distinctes. Enfin, dans le cas israélien, cette violence retournée contre l'intérieur s'incarna dans l'assassinat d'Ytzhak Rabin.

Comme le rappelle Michel Wieviorka, ce glissement vers une violence à motivation religieuse, qu'il s'agisse du nationalisme-religieux ou du fondamentalisme islamique, s'explique par le fait qu'il constitue « *une ressource culturelle éventuellement mobilisée de manière violente à des fins politiques* »[924].

[924] Michel Wieviorka, « Le nouveau paradigme de la violence (Partie 1) », *Cultures & Conflits*, 29-30, automne-hiver 1998, p. 2

> *Ces violences conduites au nom du religieux « alimentent parfois une barbarie homicide allant aux extrêmes, bien au-delà d'enjeux simplement politiques. De telles références [religieuses ou ethniques], lorsqu'elles sont effectivement portées par des acteurs, et non pas imputées abusivement par les médias ou l'opinion à des conduites qui n'ont en réalité rien à voir avec elles, peuvent avoir l'allure de résurgences, comme si l'espace de violences traditionnelles, ou classiques, ne faisait que s'élargir sous l'effet de conditions favorables. En fait, malgré une allure effectivement traditionnelle, voire fondamentaliste, ce sont des constructions historiques souvent récentes, qui n'ont rien de naturel […]. Les identités constituent pour l'essentiel une nouveauté, elles sont produites bien plus que reproduites, invention plus que tradition, et Jean Beaudrillard a raison d'affirmer qu' « au lieu de déplorer la résurgence d'une violence atavique, il faut voir que c'est notre modernité elle-même, notre hypermodernité, qui produit ce type de violence et ces effets spéciaux dont le terrorisme fait partie lui aussi. » »*[925]

La réflexion de Baudrillard tend à confirmer que ces formes de violences politico-religieuses ou « purement » religieuses (chez les fondamentalistes) sont une tentative de dépassement d'une modernité fragile qui exclut dans les sociétés levantines, et donc une volonté de réinventer cette modernité selon d'autres codes.

3. Le tournant de l'année 1979

Ce nouveau « paradigme de la violence » qui correspond à la période de l'après-guerre froide au Moyen-Orient trouve ses origines, selon Hamit Bozarslan[926], dans le tournant majeur que constitua l'année 1979. Cette année vit en effet la conjonction de quatre événements « fondateurs » du Moyen-Orient contemporain : l'intervention russe en Afghanistan, la révolution islamique en Iran, la prise d'otage de la Mecque et enfin, la signature des accords de Camp David. De chacun des ces

[925] Voir Michel Wieviorka, op.cité, p.3
[926] Voir Hamit Bozarslan, *Une Histoire de la violence au Moyen-Orient. De la fin de l'empire ottoman à Al Qaïda,* La Découverte, Paris, 2008

événements ont découlé des formes de violence et des groupes armés qui ont contribué à former les rapports de force du Moyen-Orient contemporain.

La Révolution islamique en Iran a contribué à l'apparition du phénomène chiite sur la scène moyen-orientale après des siècles de persécutions. Cherchant à exporter son modèle révolutionnaire à l'international, l'Iran khomeyniste a soutenu la création de différentes mouvances islamistes armées chiites au Liban tout d'abord, mais aussi en Irak, en Afghanistan et dans le Golfe. Si l'Iran n'a pas réussi à exporter sa révolution, elle n'en a pas moins contribué à la réinvention d'une subjectivité chiite sur un mode révolutionnaire, dont les conséquences déstabilisatrices au niveau régional sont apparues dans toute leur ampleur lors des printemps arabes. La révolution iranienne a par ailleurs contribué à une mutation majeure de la figure du partisan en un « partisan sacrificiel », dont l'exportation dans le monde sunnite allait avoir des conséquences majeures. Associée au développement d'un salafisme internationaliste militant, cette figure du « partisan sacrificiel » allait donner naissance à une nouvelle forme de terrorisme de masse que le monde découvrira avec horreur les premiers effets lors du 11 septembre 2001.

L'Iran révolutionnaire a ainsi contribué, paradoxalement, au développement d'une réaction radicale sunnite, dont *al Qaïda* constituera l'aboutissement «global ». Pour contrer l'écho de la révolution islamique iranienne partout dans le monde musulman, l'Arabie saoudite soutiendra la création et le développement d'un islamisme fondamentaliste sunnite. La prise d'otage de la Mecque en 1979 constitua un tournant puisqu'elle fit la démonstration de la capacité d'autonomisation de cette violence, qui radicalisée, pouvait se retourner contre la monarchie saoudienne. La « vague islamique », créée par les autorités saoudiennes, se traduisit par la création et le développement de multiples organisations « sociales et éducatives » diffusant à travers le monde une version, plus ou moins radicale, du sunnisme wahhabite. De cette « ceinture verte », censée contenir l'expansion de l'islam révolutionnaire chiite, allaient naître les multiples organisations djihadistes-salafistes et encourager la résurgence politique des Frères musulmans dans les pays de la région. De la rencontre de cette mouvance idéologique avec les vétérans d'Afghanistan sortiront le *jihadisme* radical global.

L'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan à la fin de l'année 1979 constitua donc le troisième événement fondateur du Moyen-Orient contemporain. Elle contribua à affaiblir définitivement les mouvements de la gauche laïque dans la région et, ce faisant, elle allait encourager de manière indirecte l'engagement des mouvances islamistes sunnites radicales dans la lutte contre les régimes laïques déclinants. Mais plus encore, la lutte contre les Soviétiques va devenir le modèle fondateur de l'expérience djihadiste. Au nom du *jihad*, des milliers de jeunes, sunnites, venus aussi bien d'Egypte, que de Jordanie, d'Afrique du Nord, ou encore du Yémen, se joignent aux factions armées afghanes qui combattent les Soviétiques avec le soutien des Services pakistanais. Dans ce creuset afghan du *jihad*, naîtra l'idéologie salafiste qui prétend exporter, à partir de la fin des années 1980, sa révolution islamiste au reste du monde. Les vétérans du *jihad* afghan vont tout au long des années 1990 chercher à exporter leur idéologie de la guerre sainte et leurs savoir-faire combattants auprès des mouvances radicales islamistes (Egypte, Algérie, Soudan, Talibans) ou sur différents théâtres d'opérations (Algérie, Bosnie, Tchétchénie, Cachemire). Ces derniers constituent des sortes de nomades du jihad, qui errent d'un conflit à un autre. A côté de ceux-là, d'autres vétérans de l'Afghanistan, sous la houlette d'Abdallah 'Azzam et d'Oussama Ben Laden, vont constituer une avant-garde[927] qui déclenchera dix ans plus tard la révolution djihadiste mondiale sous le nom d'*al Qaïda*.

Enfin, 1979 vit la signature des accords de *Camp David* entre Israël et l'Egypte, qui mènera quelques années plus tard à la signature des accords d'Oslo. Or, ce faisant, la signature de ces accords allait, en remettant en cause la centralité du conflit israélo-arabe dans les équilibres de puissance de la région, contribuer à la décomposition progressive de celle-ci. La signature des accords de Camp David marqua la fin définitive du nationalisme arabe et l'affaiblissement corollaire des régimes qui s'en revendiquaient. Elle initia une recomposition des équilibres de la région au profit du camp arabe « conservateur », favorisant de fait le développement

[927] La création officielle d'*al Qaïda* fut, comme le rappelle Philippe Migaux, annoncée par 'Abdalla 'Azzam en 1998 dans un éditorial de la revue *Jihad* dans lequel il déclarait : «*Tout principe a besoin d'une avant-garde qui le porte le plus loin et, tout en s'introduisant dans la société, accepte de lourdes tâches et d'énormes sacrifices. Aucune idéologie, céleste ou terrestre, ne peut se passer de cette avant-garde qui donne tout ce qu'elle possède, afin de lui assurer la victoire. Elle porte le drapeau tout le long d'un chemin difficile et sans fin, jusqu'au moment où elle atteint concrètement sa destination, puisqu'Allah veut qu'elle y parvienne. C'est* ***al Qaïda Al Sulbah*** *qui constitue cette avant-garde pour la société espérée.* »,

de l'islamisme politique au détriment des idéologies de la gauche laïque et d'inspiration marxiste. Le renforcement de l'influence des monarchies sunnites conservatrices dans les rapports de force de la région entraînèrent, par réaction, l'Iran dans une recherche de puissance qui se traduisit dans les années 1990 par le développement d'un programme nucléaire militaire. Parallèlement, Camp David et la fin de l'aventure palestinienne au Liban ouvrirent la porte aux négociations israélo-palestiniennes qui aboutirent à la signature des accords d'Oslo. Cette étape historique permit à Israël d'entamer un processus de « normalisation » de ses relations avec ses voisins, qui se traduisit par la signature d'accords de paix avec la Jordanie, un rapprochement stratégique avec la Turquie et l'établissement de contacts officieux avec certains pays du Golfe.

Le clivage régional s'est donc déplacé dans l'après-Camp David au sein même du camp arabe, qui avait, de fait, commencé à se fragmenter. Restait toutefois le « verrou arabe » de la région que constituaient la Syrie et l'Irak *baathistes* que la « guerre au terrorisme » lancée par les Etats-Unis dans la région après le 11 septembre allait contribuer à faire imploser. Le *Reshaping Middle-East*, lancé par l'administration américaine en 2006, visait à créer, par un « chaos créatif », un nouveau Moyen-Orient fait d'entités étatiques plus homogènes, basées sur des critères ethnico-confessionnels. D'une certaine manière, cette conception prolonge celle ethno-confessionnelle des Etats qui avait sous-tendu le rapprochement de l'Etat hébreu à partir de la fin des années 1950 avec les milices maronites libanaises. Cette nouvelle conception de la région allait remettre le découpage régional issu de Sykes-Picot au profit d'un retour à un ordre ottoman. Le gouvernement Erdogan ne s'y est trompé comme le montre l'élaboration par Ahmed Daoud Oglo d'une diplomatie néo-ottomane, qui prétend renouer avec le rôle de pont entre l'Orient et l'Occident de la Sublime porte. L'annonce d'un conflit sunnite/chiite par l'Egypte et la Jordanie au début des années 2000 s'est finalement transformée en prophétie auto-réalisatrice, réveillant chez les acteurs régionaux les réflexes ancestraux de l'antagonisme historique entre les mondes perse et ottoman.

---

voir Philippe Migaux, « Le Terrorisme islamiste : idéologies, acteurs et menaces », in Gérard Chaliand, *Les Guerres irrégulières, XXe-XXIe siècle. Guérillas et terrorismes*, Gallimard, Paris, 2008, p.845

Ce contexte de fragmentation régionale a laissé place, suite à la militarisation des printemps arabes, à un continuum de crises, dessinant une nouvelle géographie de la violence. Cet arc de crise, qu'avaient imaginé les néo-conservateurs américains à la suite des travaux de Brezinski, est devenu au tournant des années 2010 une réalité. Des formes de contiguïté de la violence existent désormais, mettant en connexion les différents sous-systèmes de la région : Afrique du Nord, *Machreq* arabe et golfe persique. Une continuité existe entre les différents théâtres de conflit de la région : Libye – Egypte – bande de Gaza – Syrie – Irak – Yémen. Dans ce contexte où les frontières tendent à s'effacer, les « jonctions » entre les anciens espaces de souveraineté se « liquéfient » pour laisser place à des espaces « fluides » aux contours changeants, à l'image de la zone frontalière entre l'Irak et la Syrie. Les acteurs non étatiques ont donc profité de ces espaces « flous » de la souveraineté étatique, qu'ils ont contribué à créer en y faisant régner la terreur, pour s'y incruster ou s'y « enkyster ». Au milieu de cet espace qui ressemble plus à un océan, c'est-à-dire à une zone libre de tout droit et n'appartenant à personne, un groupe comme *Da'ech*, à l'image des pirates, ne se sent tenu au respect d'aucune loi « terrestre » [928].

De ce caractère maritime et donc sans rapport avec un quelconque système normatif, découle le fait que la mer est un espace où cohabitent de manière plus ou moins violente les trois principaux d'activités humaines : le travail, la navigation et la guerre. L'espace maritime est donc un espace où activités civiles et militaires coexistent dans un espace qui ne cesse de se reformer, puisque rien ne se fixe sur la mer.

> Dans cet espace libre de droit, il est, comme le dit Schmitt, aussi bien *« permis au paisible pêcheur de pêcher pacifiquement à l'endroit même où il est permis à la puissance navale belligérante de poser ses mines, et il est permis aux neutres de naviguer librement là même où il est permis aux*

[928] Carl Schmitt nous rappelle à cet érappelle que la mer à la différence de la terre ne connaît pas « d'unité évidente entre espace et droit, entre ordre et localisation. […] On ne peut pas […] planter des champs et tracer des lignes fixes dans la mer. Les navires qui sillonnent la mer ne laissent aucune trace derrière eux. […] La mer n'a pas de caractère au sens originel de ce mot qui vient du grec charassein, graver un sillon, une rayure, une empreinte. La mer est libre. », voir Carl Schmitt, *Le Nomos de la Terre* – Présenté par Peter Haggenmacher, 2e éd., Quadrige/PUF, Paris, 2012, p.48

belligérants de s'anéantir mutuellement aux moyens de mines, de sous-marins et d'avions. »[929]

La mer est donc l'espace par excellence le lieu de l'anarchie et c'est en l'absence de droit, la raison du plus fort qui l'emporte. Dans ces espaces de non-droit du Moyen-Orient, les groupes armés profitent de l'anarchie qui caractérise ces zones où l'Etat a disparu pour s'y comporter comme des « pirates », sans foi ni loi. Comme le rappelle Schmitt : « *la mer est un libre champ de pillage libre. Le brigand des mers, le pirate, [peut] y exercer son sinistre métier en bonne conscience*. »[930].

Carl Schmitt remarquait à cet égard, dès 1950, dans son ouvrage le *Nomos de la Terre*, que l'apparition du phénomène de la piraterie était concomitante d'une époque de transition du système européen qui vit, comme le Moyen-Orient contemporain, s'affronter les principales puissances de l'époque autour d'un conflit d'essence religieuse. Carl Schmitt rappelle, par ailleurs, que l'émergence des partisans renvoie à un aspect typique de la situation juridique et politique née de l'effritement du droit public européen avec la création des grandes instances internationales qui ont, selon Schmitt, contribué à criminaliser la guerre. Or, si la notion d'ennemi juste ou en tout cas de mutuelle reconnaissance entre les ennemis n'existe plus, la guerre risque de devenir totale, l'hostilité ne connaissant plus de limite. La guerre des partisans renvoie donc à une guerre « grise » car elle efface les limites entre les mondes civil et combattant. Dans le contexte de la militarisation des printemps arabes, le brouillage des lignes de démarcation a atteint un tel degré que les acteurs armés, étatiques et non étatiques, se comportent tous en irréguliers. Ces conflits, que certains qualifient d' « hybrides » au sens où ils se placent à la charnière de l'étatique et de l'infra-étatique, ne sont en réalité pas nouveaux. Ils signalent, comme l'Europe du printemps des peuples et des guerres révolutionnaires ou les guerres de décolonisation, l'effondrement de systèmes régionaux basés sur des découpages territoriaux, correspondant à des Etats souverains. L'inflation des partisans et autres pirates dans l'espace moyen-oriental serait donc le reflet de l'incapacité, dans l'après-Camp David, du système régional à se restructurer autour de règles régissant les rapports de puissance et le découpage territorial des différentes

[929] Idem, p.48

entités étatiques. Cet effondrement de l'ordre régional, qu'a accéléré la militarisation des printemps arabes, s'accompagne d'un délitement progressif des communautés « imaginées » que sont les entités nationales et, par conséquent, des identités nationales. Celles-ci tendent à être remplacées par des appartenances confessionnelles ou miliciennes.

L'implosion du « cœur arabe » de la région, suite à l'invasion de l'Irak et à la militarisation des printemps arabes, a encouragé la formation d'îlots de non-droit, où se multiplient les acteurs armés non étatiques et prospèrent les activités criminelles. Ces espaces trouent désormais l'espace géopolitique moyen-oriental de la Libye au Yémen, en passant par l'espace syro-irakien et la zone constituée par le Sinaï et la bande de Gaza. La dilution de l'espace moyen-oriental en fait un espace d'impunité à l'image du milieu marin, où la frontière entre lutte de partisans et violence criminelle pirate tend à se brouiller. De ce creuset régional explosif sortira certainement une nouvelle figure de l'irrégularité dont les pratiques combattantes, la psyché et les valeurs restent à définir.

[930] Idem, p.48

II. Polymorphisme de la violence : conflit, crise et violence hybride

L'impression de chaos qui domine lorsque l'on regarde le Moyen-Orient aujourd'hui s'explique par une accumulation de formes de violence différentes, issues du pourrissement au cours du siècle des dynamiques conflictuelles nées de l'effondrement de l'empire ottoman. La nouveauté réside à la fois dans la radicalisation de certaines d'entre elles et dans l'évolution de la hiérarchisation de ces dynamiques dans les rapports de force régionaux.

1. Le conflit et la crise

Tout d'abord, les formes de violence de la phase étatique n'ont pas disparu. La violence « liée à la notion de conflit » et qui renvoie au conflit interétatique, continue de caractériser les modes de fonctionnement vis-à-vis de la violence des acteurs de la phase étatique : Israël, mouvement national palestinien-Autorité palestinienne, régimes syrien et égyptien. Cette grille d'analyse tend toutefois à devenir secondaire du fait de la perte de centralité du conflit israélo-arabe. En effet, ce conflit, qui a largement influencé la composition des rapports de force dans la région depuis la fin des années 1940, a perdu de sa centralité pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les dynamiques conflictuelles qui lui sont liées se maintiennent à un niveau de basse intensité alors que la région est déchirée par d'autres conflits de haute intensité. L'équilibre de la dissuasion continue de relativement bien fonctionner comme le prouvent le gel du conflit sur le Golan, l'équilibre de la dissuasion qui régule les rapports conflictuels entre Israël et l'Iran, le maintien du *statu quo* avec l'Autorité palestinienne en dépit de l'impasse des négociations. Enfin, les factions armées palestiniennes et le *Hezbollah* sont engagés à défendre leur survie dans d'autres conflits.

L'hostilité vis-à-vis d'Israël a été remplacée par d'autres clivages dans la composition des couples d'alliance/hostilité de la région (clivage sunnite/chiite, clivage pro/anti-Frères musulmans). Ces nouveaux clivages ont d'ailleurs amené Israël à se rapprocher de certains pays arabes, ces rapprochements contribuant à son intégration au sein de l'équation régionale. Israël est ainsi en passe de devenir une

puissance « normale » de la région, aussi bien du fait de ces nouvelles coopérations tacites avec certains Etats arabes que du rééquilibrage de la politique américaine dans la région, initié par le nouvel accord sur le nucléaire iranien.

Une deuxième forme de violence, « *associée à l'image de la crise, et analysée alors comme la conséquence d'un état plus ou moins pathologique du système considéré, par exemple, du système social* »[931], reste présente et renvoie à la violence de la phase post-étatique. Cette figure de la crise permet de rendre compte des dysfonctionnements des systèmes qu'il s'agisse du système arabe ou des régimes politiques de la région. Elle reste valable comme le démontre la déstructuration du système régional aussi bien que l'effondrement des régimes politiques lors des printemps arabes. Ceux-ci ont reflété le degré de crise aigüe des systèmes politiques de la région. La modernisation avait abouti au maintien en place de régimes politiques répressifs et affaiblis par leur manque de légitimité ; bien souvent, la modernisation, essentiellement conduite par le militaire, s'était traduite par une fermeture de l'espace politique et une dépolitisation des sociétés, dont certaines franges s'étaient réfugiées dans le religieux, aussi bien pour des raisons spirituelles qu'économiques. Ces régimes ont fini par se couper de leurs sociétés avec le temps, et c'est moins les rapports de domination sociale, ou la perte de légitimité, que le non-rapport social (exclusion) qui fut le moteur de l'explosion des contestations révolutionnaires du printemps arabe.

Ces deux grilles d'analyse continuent donc de conserver leur pertinence car elles permettent de rendre compte des causes des formes de violence contemporaines. La violence qui s'exprime aujourd'hui dans la région démontre que celle-ci continue d'avoir *« sa place dans les calculs et les stratégies des acteurs partie prenante d'un conflit », en même temps qu'elle traduit « une insuffisante intégration des acteurs dans le système* »[932]. Ceci s'explique tout d'abord par le caractère « polémique » des sociétés de la région, qui sont travaillées par des mécanismes guerriers qui ont contribué à en faire des sociétés formées par et pour la guerre.

[931] Voir Michel Wieviorka, op.cité, p.6
[932] Idem, p.6

> *Dans ces sociétés, « la violence re[lève] d'interactions entre acteurs capables d'en user sur un mode instrumental ; elle [peut] être pensée, dans le contexte d'approche faisant appel à la théorie des jeux, ou à celle des ensembles organisés. »*[933]

Dans ces sociétés « polémiques », le fait d'user de la violence est donc une décision consciente et choisie des acteurs. Elle y participe des moyens de régulation des rapports sociaux ou inter-sociétés. Au niveau régional, on a ainsi vu depuis les années 1950, l'Egypte et la Syrie utiliser les *fedayin* palestiniens dans le cadre des rivalités de puissance interarabes ; puis la Syrie, l'Iran, la Libye et l'Irak recourir à partir de la fin des années 1960 à des guerres de *proxy* ou au terrorisme d'Etat ; enfin, depuis les années 1990, certains Etats de la région, arabes ou non, n'hésitent pas à apporter un soutien financier et politique aux mouvances djihadistes radicales. Le chantage « nucléaire » exercé par l'Iran depuis le début des années 2000 est une autre forme de la persistance de cette dimension instrumentale de la violence dans le Moyen-Orient contemporain.

Au niveau national, les acteurs de la phase post-étatique ont, eux aussi, démontré que la violence peut être « *instrumentale [et] utilisée par un acteur pour tenter de pénétrer à l'intérieur d'un système de relations institutionnalisées* »[934] dont il est, ou se sent, exclu. La violence de ces acteurs fut avant tout l'expression de frustrations sociales collectives vis-à-vis d'un système social et étatique les marginalisant. Qu'il s'agisse de l'émergence du *Hezbollah* dans le contexte de la guerre civile libanaise, prolongation du mouvement des « déshérités », ou bien des islamistes palestiniens, qui ont émergé dans les Territoires occupés, ces territoires qui étaient restés pendant presque trente ans en marge de l'histoire du mouvement national ; ou encore du *Gush Emunim*, produit de la communauté retirée en dehors du monde des ultra-orthodoxes et vivant à la marge d'Israël, de l'autre côté de la Ligne verte, ces mouvements sont tous des figures des marges. C'est pourquoi, leur recours à la violence exprime dans tous les cas une tentative d'émancipation et de correction de déséquilibres socio-politiques anciens. Les formes de violences sacrificielles,

[933] Idem, p.6
[934] Idem, p.6

auxquels ces acteurs donnèrent naissance, expriment de manière radicale ces frustrations vis-à-vis d'une modernité qui ne leur offrait aucun avenir.

Ce modèle de la crise nous semble donc d'autant plus pertinent pour rendre compte de la violence de ces mouvements post-modernes qu'il rappelle que :

> *« même à l'intérieur d'une relation structurelle ou systémique, le propre de la violence est d'avoir toujours une dimension qui déborde le cadre de la seule rationalité instrumentale, une dimension qu'on pourra appeler (un peu rapidement sans doute) irrationnelle, spontanée, ou expressive, et qui va au-delà du conflit »*[935]

Mais n'est-ce pas le propre de toute forme de violence révolutionnaire ou insurrectionnelle que de déborder le cadre politique ? C'est pourquoi, nous soutenons que ce modèle de la crise est également pertinent pour rendre compte des formes de violence qui se sont exprimées à travers les printemps arabes et qui ont révélé le degré extrême de dysfonctionnement du système régional en même temps que l'incapacité des systèmes nationaux à intégrer leurs populations. Dans ces régimes politiques verrouillés, la marge était devenue la règle et non plus l'exception.

2. Dilution du système moyen-oriental et violence « hybride »

Le Moyen-Orient est donc le produit d'une double forme de violence, qui renvoie aussi bien au conflit qu'à la crise. La crise du système régional, née du pourrissement des sous-conflits du conflit israélo-arabe, s'est prolongée au niveau des systèmes politiques par une crise sociale reflétant l'incapacité de ces derniers à gérer les défis de la modernité. L'accumulation des dysfonctionnements, au niveau régional et des Etats-nations, a conduit à un processus de déstructuration régionale qui a pris la forme de crises en chaîne et conduit à la dilution du système.

[935] Voir Michel Wieviorka, op.cité, p.6

Deux types de réaction ont émergé de cette double crise systémique. Tout d'abord, l'existence de crises politiques en chaîne au niveau des sociétés qui se prolongent au niveau régional. Elles sont le reflet de l'incapacité de ces systèmes nationaux à définir de nouvelles règles de vivre-ensemble. Ceux-ci se traduit à la fois par de multiples changements constitutionnels, des coups de force et la criminalisation de certains groupes. Cette dernière est aggravée par le prolongement des clivages régionaux au niveau des scènes politiques nationales : clivages sunnite/chiite dans les pays du Golfe et au Yémen et pro et anti-Frères musulmans en Egypte et dans le conflit inter-palestinien. La Syrie, quant à elle, voit la combinaison des deux clivages. Dans le cas de l'Egypte, la lutte contre les Frères musulmans dans la sphère publique s'accompagne d'un conflit à la frontière libyenne et dans le Sinaï contre des mouvances djihadistes encore plus radicales, qui ont fait allégeance à *Da'ech*.

Ces conflits dans les zones frontalières égyptiennes reflètent un deuxième type de réaction à la crise double crise du système régional et des Etats-nations : la militarisation des acteurs partie prenante de la crise. Or, les connexions qui existent entre les différents acteurs au niveau régional, placent ces conflits à la charnière de l'interétatique et de l'infra-étatique. Le cadre de la guerre tend à éclater sous l'inflation de ces acteurs armés. Les guerres civiles sont complexifiées à l'extrême par l'intervention de tiers puissants, aussi bien étatiques qu'infra-étatiques comme le démontre l'intervention du *Hezbollah* aux côtés du régime syrien, et des combattants étrangers. Celui conduit à une fragmentation des espaces de guerre en une infinité de « petites guerres » miliciennes, à l'exemple de la *Ghouta*, située dans la périphérie de Damas, ou d'Alep et de ses banlieues, ou encore de la zone nord de la Syrie, de la zone montagneuse côtière l'ouest à la région de la *Jezireh* à l'est.

La fragmentation de ces espaces de conflit confine à un effritement sous l'effet de la multiplication des acteurs et de l'importation de luttes étrangères à la zone, *a fortiori* quand ces luttes prétendent nier le cadre même de ces espaces de guerre. Dans la zone nord-est de la Syrie, la présence de *Da'ech* et son utopie califale expriment la négation même des délimitations issues de l'existence des Etats-nations syrien et irakien. La criminalisation de l'adversaire par ces acteurs du fait de leur logique eschatologique fait qu'il n'existe même plus, à proprement parler, de conflit. Ces

zones « grises » sont donc caractérisées par la présence de ce que Michel Wieviorka appelle des « anti-acteurs », c'est-à-dire « *des protagonistes extérieurs à tout système d'action, d'une violence relevant de la seule logique de la force et de la puissance, sans débat ni relation possible avec eux.* »[936]

Dans ces interstices de souveraineté, a émergé une forme de violence « hybride », qui fait éclater le cadre du conflit aussi bien que celui de la crise. Ces formes de violence « hybrides » peuvent être rattachées à deux types de phénomènes : d'un côté, la crispation communautaire des acteurs de la phase post-étatique qui tendent, sous l'effet d'une fragilisation de leur légitimité, à basculer dans une logique de force pour la force que reflète la lutte pour la survie ; d'un autre côté, l'émergence d'acteurs qui n'ont plus rien à avoir avec les sociétés et les conflits de la région. Leur fondamentalisme à portée « globale » les place en rupture aussi bien avec ces sociétés (exculturation) qu'avec le système régional. *Da'ech* révèle ainsi un dépassement de l'ordre régional et la crise du système inter-régional islamique, sous l'influence des conflits entre les multiples tendances islamistes et les différentes branches de l'islam (sunnite/chiite ; alaouite/sunnite ; etc.).

L'analyse faite par Wieviorka à la fin des années 1990 est donc incroyablement prophétique. Ce dernier annonçait, ainsi, avant même le 11 septembre, l'avènement d'une nouvelle forme de violence, que l'on pourrait qualifier d'hypermoderne.

> Il affirme ainsi qu'*« aussi bien comme réalité historique, que comme représentation collective et comme objet d'analyse et de réflexion pour les sciences sociales, la violence contemporaine semble bien modeler un nouveau paradigme. Du point de vue théorique, ce paradigme appelle que la violence soit analysée dans un espace théorique complexe, qui intègre mais déborde aussi bien le champ du conflit que celui de la crise, pour s'élargir, d'un côté vers la prise en compte du sujet, impossible frustré ou fonctionnant hors système et hors normes, et d'un autre côté vers celle de*

[936] Voir Michel Wieviorka, op.cité, p.7

conduites qui, au-delà de la crise, témoignent d'une véritable déstructuration ou de dérives menant au chaos ou à la barbarie. »[937]

Cette nouvelle forme de violence est hypermoderne au sens où elle signale l'irruption de l'individu et de toutes les formes d'incertitudes et de criminalité qui l'accompagnent dans les rapports de force de la région.

Cette violence paraît condenser toutes les autres formes de violence précédentes en en éclipsant tous les degrés intermédiaires. Ce paradigme de la violence renverrait à un retour de logiques de violences pré-modernes (barbarie, esclavage, etc.) sous l'influence d'individus dans un environnement marqué par la post-modernité. L'apparition de mouvements tels que *Da'ech* indique ainsi un dépassement à la fois des formes de violence attachées au conflit et à la crise au profit d'une violence qui « *semble s'autonomiser, devenir une fin en soi, ludique, purement destructrice et autodestructrice* »[938]. Elle indique une évolution de la violence sacrificielle vers une destruction de masse dont la motivation est à la base essentiellement individuelle. Ceci signale l'irruption de l'individu dans les rapports de force nationaux et régionaux et reflète le passage à l'hypermodernité décrite par Baudrillard. Cette hypermodernité serait une sorte de post-modernité déstabilisée par le retour d'une violence qui, en dépit de ses atours technologiques, rappelle la barbarie des pratiques de violence féodales (crucifixion, victimes enterrées vivantes, amputations, décapitations, etc.).

3. Individualisme moderne et nouvelles formes de violence au Moyen-Orient

Les nouvelles formes de violence apparues dans la région à l'occasion des printemps arabes, qu'il s'agisse des soulèvements populaires pacifiques ou de leur version militarisée, ont reflété la dualité de l'individualisme moderne. Cette dualité, Michel Wieviorka l'a décrit en ces termes :

[937] Voir Michel Wieviorka, op.cité, p.8
[938] Idem, p.7

> *« L'individualisme, tel qu'il se manifeste avec une force croissante dans le monde contemporain, présente deux faces, complémentaires et éventuellement opposées. D'une part, l'individu moderne veut participer à la modernité, à ce qu'elle offre, qu'elle promet, qu'elle donne à voir à travers ses médias et les sollicitations d'une consommation de masse dont le spectacle est désormais mondialisé.[…] Et d'autre part, l'individu veut être reconnu comme sujet, construire sa propre existence, ne pas être totalement dépendant de rôles et de normes, pouvoir s'en distancier sans être pour autant obligé de le faire. Il entend par exemple effectuer des choix qui l'autorisent à procéder d'une identité collective, sans lui être totalement subordonné, se produire, et pas seulement se reproduire. »*[939]

Les manifestations populaires et les multiples formes d'expression qui ont fleuri sur les scènes culturelles et médiatiques du monde arabe au cours des années 2011 et 2012 sont le reflet de cette envie des sociétés arabes d'obtenir cette part de la modernité contemporaine dont elles avaient jusque-là été privées.

On a ainsi vu la majorité des soulèvements populaires exiger une vie plus digne, où celle-ci ne se résumerait pas à une quête pour la subsistance. De la même manière, l'immolation du jeune tunisien Tarek Al Bou 'Azizi, qui fut le déclencheur du printemps arabe en Tunisie, visait à exprimer le désespoir ces jeunes diplômés tunisiens réduits au chômage par l'incapacité d'un système économique tunisien, grangréné par la corruption et le népotisme, à offrir à la jeunesse des perspectives d'avenir. De même, les récentes manifestations au Liban, à la fin de l'été 2015, ont exprimé cette invidualisation du rapport au politique des citoyens libanais. Le rejet des leaders confessionnels libanais, suite à l'incapacité de ces derniers à se mettre d'accord sur la répartition du marché du ramassage des ordures à Beyrouth, a démontré qu'une grande partie de la société libanaise, fortement individualisée, entendait dépasser les réflexes communautaristes et se repositionner en fonction d'enjeux politiques trans-confessionnels. De la même manière, la question du mariage civile qui divise la société libanaise exprime cette volonté d'une grande partie des

[939] Voir M. Wieviorka, « Le Nouveau paradigme de la violence (Partie 2) », op.cité, p.7

citoyens de s'émanciper du carcan communautaire en conservant toutefois au niveau individuel un attachement à leur identité confessionnelle.

Or, les choix individuels dans des sociétés polémiques du Levant, où l'identité renvoie avant tout à ces critères ethnico-confessionnels, ne vont pas sans susciter des tensions. C'est que de manière générale, les sociétés du Moyen-Orient ont du mal à gérer leurs marges sans recourir à la violence comme l'ont démontré les mouvements émeutiers chiites dans les pays du Golfe en 2011. Les choix de vie différents, qu'il s'agisse d'une forme de religiosité ou d'une absence de religiosité, signifient une sortie de la communauté et donc une marginalisation de l'individu. Dans bien des cas, ces mises au ban de la communauté contribuent à la radicalisation des invidus et à leur évolution vers le fondamentalisme, qui reflète cette rupture « militante », consentie mais imposée, avec leur environnement culturel. Ces choix de vie individuels, qu'il s'agisse de comportements jugés non conformes aux pratiques sociales, d'une laïcité militante dans les sociétés conservatrices ou de l'évolution vers le fondamentalisme, expriment une forme d'affirmation de soi dans une modernité jugée aliénante et oppressante. Lorsque cette démarche s'allie à un sentiment d'exclusion,

> elle donne lieu à des formes de violence motivées *« par la rage de ne pas être reconnu, par le sentiment d'une injustice vécue, par l'interdiction qui est à l'individu de devenir sujet, et qui peuvent prendre différentes formes : explosion émeutière, mais aussi ludique, ou, pour parler comme David Le Breton, informée[s] par les « passions du risque » qui peuvent alors, à la limite, devenir ordaliques ou autodestructrices, retournement contre soi de l'impossibilité créée par le système ou la situation à être acteur de son existence. »*[940]

Cette mécanique de l'exclusion/affirmation de soi dans les sociétés polémiques de la région explique aussi bien l'engagement des militants dans les mouvements religieux-nationalistes palestiniens, libanais et juif que la rupture radicale avec leur environnement culturel d'origine des salafistes arabes et des

[940] Voir M. Wieviorka, « Le Nouveau paradigme de la violence (Partie 2) », op.cité, pp.7-8

nouveaux convertis radicaux qui rejoignent *Da'ech* ou *al Qaïda*. Cette incapacité de trouver sa place dans la société où l'accès à la modernité semble barré, combinée à une volonté désespérée d'affirmation de sa présence au monde, est également un ressort structurel de l'opération martyre des *bassidji* iraniens aux combattants islamistes palestiniens, en passant par les premiers combattants du *Hezbollah*. On retrouve également cette dialectique vie/mort qui reflète une dialectique affirmation de soi/destruction de soi chez les candidats au suicide appartenant à *al Qaïda* ou à *Da'ech*.

Enfin, selon la maturité des acteurs, leur capital culturel et leur situation socio-économique, cette forme de violence peut emporter un caractère plus ou moins ludique.

> *Ainsi, comme le souligne très justement Wieviorka, « la violence est ici ou bien quête et production de sens, effort pour produire soi-même ce qui était auparavant dispensé par la culture et les institutions, projection de soi-même jusqu'à la mort éventuelle [sacrifice du combattant], ou bien appel à la subjectivité impossible ou malheureuse, expression d'un refus de la personne à continuer une existence où elle se sent niée. »*[941]

****

L'évolution de la conflictualité dans la région signale deux phénomènes qui traduisent les oscillations des sociétés de la région - « ontologiquement » polémiques pour les raisons qu'on a démontrées précédemment - entre deux pôles d'attraction : d'un côté, un basculement dans la société guerrière radicale ; de l'autre, une évolution progressive vers la société politique : modernisation politique, développement économique, libéralisme. Cette double dynamique reflète la dialectique hobbesienne entre anarchie, guerre de tous contre tous, et société politique, car l'enjeu fondamental est le rapport que ces sociétés entretiennent à la violence. Ces sociétés ont d'autant plus de mal à assumer les défis de la modernité politique, qu'elles restent toutes marquées, à un degré ou un autre, par l'irrégularité de leurs origines. La

[941] Voir Michel Wieviorka, « Le Nouveau paradigme de la violence (Partie 1), op.cité, p.8

persistance de celles-ci est alimentée par la persistance de la guerre et du militarisme. Les multiples crises, militaires, politiques et sociales, qui affectent le Moyen-Orient depuis le début du printemps arabe invitent à réfléchir sur les difficultés, voire même la possibilité, du passage à la modernité politique d'une société polémique.

Le basculement dans la société radicalement guerrière implique que l'ensemble des structures sociales soient suffisamment minées par la violence pour s'effondrer. Plus l'attrition des structures sociales progresse, plus le critère ami-ennemi tend à devenir le critère exclusif du politique. La violence des combattants révolutionnaires tend à criminaliser l'adversaire et à se déterritorialiser, en s'exportant à d'autres théâtres d'opérations. Cette évolution est à la fois le moteur aussi bien que le résultat de la dilution de l'espace moyen-oriental.

La dilution de l'espace moyen-oriental résulte donc de l'accumulation de différentes formes de violences : celles relevant du conflit, liées au conflit israélo-arabe ; celles relevant de la crise, liées aux violences des mouvements post-modernes ; et enfin, celles relevant d'une forme hybride, impliquant une multiplicité de guerres miliciennes dans la guerre, au sein desquelles des partisans de différentes natures affrontent d'autres partisans. Ces phénomènes guerriers « hybrides » font éclater le cadre de la guerre, aussi bien étatique qu'infra-étatique. Toutefois, ils tendent paradoxalement à prouver que, pour l'instant, l'Etat-nation reste le cadre indépassable du Politique dans cette région. En effet, les printemps arabes ont démontré des tentatives de renversement de régimes politiques affaiblis et corrompus pour sauver les Etats et leurs communautés « imaginées » de l'implosion. Même *Da'ech*, qui prétend renverser le cadre étatique défini par Sykes-Picot ne semble pour l'instant pas en mesure d'inventer un modèle de vivre-ensemble alternatif à celui de l'Etat-nation.

Le Moyen-Orient contemporain rappelle, par certains aspects, celui l'Europe de l'entre-deux-guerres. L'effondrement du système d'équilibre des puissances suite à la première guerre mondiale avait placé l'Europe face à une impossible pacification, les différents acteurs étant à la fois trop faibles et trop puissants pour réussir à définir un nouvel ordre politique stable. L'effondrement de l'empire ottoman, qui avait été gelé par la guerre froide, a repris et se poursuit comme le prouve la résurgence de

dynamiques conflictuelles anciennes dans les anciennes marges occidentales de l'empire (Crimée-Ukraine). Avec la réactivation de ce processus d'effondrement, la question de la définition d'un cadre politico-institutionnel adéquat pour les nationalismes issus de cet empire, où les identités nationales restent structurées par des marqueurs ethniques et confessionnels, ressurgit. Le projet du Grand Moyen-Orient américain a réitéré l'erreur historique des puissances occidentales au début du XXe siècle qui, par européano-centrisme et du fait de leur vision simplificatrice de l' « Orient compliqué », tentèrent de dépasser par un cadre étatique et national unificateur des réalités démographiques et historiques complexes.

Le Moyen-Orient tel que nous l'avons connu au cours du XXe siècle est moribond, soulignant l'urgence pour les populations de la région d'inventer de nouveaux modèles politico-institutionnels adaptés aux réalités démographiques, historiques, culturelles et géographiques de la région. Il s'agit désormais de définir une troisième voie pragmatique et réaliste entre les deux idéaux-types que constituent l'Etat-nation européen et l'Etat théocratique ou « religieux ». L'un comme l'autre constituent des fictions. L'Etat religieux n'est pas plus une solution à la mosaïque confessionnelle et ethnique proche-orientale que l'Etat-nation car comme le rappelle Olivier Roy :

> *« Il y a une contradiction profonde dans le concept d'Etat religieux : Dieu ne dit rien, ce sont les hommes qui disent ce qu'ils entendent de Dieu. Ce sont les hommes qui définissent ce qu'est une religion. Un Etat religieux n'applique pas une religion qui existe en dehors de lui, il la définit d'abord. »*[942]

Comme l'ont montré les différentes luttes de partisans au cours du siècle de conflit israélo-arabe, la nation n'est pas plus « donnée » de manière absolue que la religion. La nation reste une communauté imaginée et les déterminants de son identité restent à inventer.

[942] Voir Olivier Roy, « L'Islam politique, toujours en échec », *Esprit*, février 2015

Conclusion

Cette relecture du conflit israélo-arabe a démontré comment les rivalités mimétiques sur le temps long du conflit amenaient les acteurs armés, étatiques et infra-étatiques à s'influencer réciproquement. Ces interactions ont conduit les acteurs à mettre en œuvre des Transformations militaires dissymétriques qui expriment une recherche de modes alternatifs permettant de compenser l'infériorité de puissance propre à tout groupe de partisans. Les forces armées, régulière et irrégulières, sont des organisations sociales, vivantes, qui se transforment, à la fois du fait de leur propre dynamique que sous l'influence de leur environnement, qu'elles contribuent également à influencer. La Transformation militaire, quelle que soit la forme qu'elle prenne, MTR, RMA, est un processus graduel et réactif. Elle est le résultat d'une accumulation de séries d'innovations, doctrinales, organisationnelles, technologiques, socio-économiques, qui lorsqu'elle atteint un certain point critique mène à une rupture. L'équilibre entre les deux adversaires est rompu et se traduit par une modification de la corrélation générale des forces. Un nouvel équilibre se met alors en place, qui sera à son tour modifié par de nouvelles transformations.

Ces successions d'équilibres parallèles créent des jeux d'actions-réactions complexes et cinétiques entre les belligérants dont on ne peut cerner les ressorts qu'en les réintégrant dans l'environnement social et culturel au sein duquel ils prennent place. La conduite de la guerre par les forces armées est donc bien le reflet des mécanismes guerriers qui travaillent les sociétés dans la guerre et pour la guerre. Parce que la guerre est avant tout un phénomène relevant des passions et de l'intelligence humaines, elle conserve logiquement sa part d'incertitude que les technologies modernes peuvent contribuer à réduire, mais ne peuvent annuler. Le brouillard de la guerre persiste et ce faisant, confirme le rôle essentiel du soldat et du stratège sur le champ de bataille.

L'analyse des différentes Transformations des acteurs du conflit israélo-arabe a démontré que ces derniers étaient tous marqués par une forme d'irrégularité, qui contribue au caractère polémique des sociétés levantines. Ces sociétés, du fait du caractère cinétique des transformations de ces forces armées, régulières et irrégulières, oscillent entre deux pôles : société guerrière radicale et société politique. Ces oscillations tendent à démontrer que l'évolution des sociétés n'est pas un processus à sens unique. Au contraire, l'évolution des sociétés reflète un équilibre instable, qui peut être rompu à tout moment. Les sociétés du Moyen-Orient vivent donc dans un système d'équilibre ponctué. Leur évolution, comme celle des autres organismes vivants, n'est pas prédéterminée. Ceci démontre l'inanité des solutions « prêtes à l'emploi » de démocratisation des sociétés et doit amener les sociétés occidentales à réfléchir sur leurs modes d'intervention dans cette région du monde.

L'échec des recettes de « démocratisation » des sociétés du Moyen-Orient ne tient pas au fait que ces sociétés seraient fondamentalement « rétives » à la démocratie. Cet échec réside dans la nature « polémique » de ces sociétés et dans la sous-estimation de leurs dynamiques d'évolution propres. Le passage à la démocratie ne peut être l'affaire de quelques jours car l'ont montré les printemps arabes, il faut tout d'abord qu'il existe des structures partisanes, qui se divisent en fonction d'enjeux politiques et qui puissent tolérer un certain degré de pluralisme dans les pratiques sociales, et notamment religieuses. L'évolution des sociétés polémiques levantines vers le politique ne peut passer que par une accumulation d'innovations, réactives, qui seront le produit des interactions conflictuelles de forces progressistes et réactionnaires. A chaque crise, les forces les plus irrégulières – donc portées à l'usage de la violence dans la gestion de leur rapport avec leur environnement – seront éliminées car elles s'effondreront d'elles-mêmes avec le temps. Progressivement elles perdront leur légitimité en se révélant incapables de proposer un modèle de vivre-ensemble viable.

Ces processus de transformations sociales radicales ne peuvent s'inscrire que sur le temps long. Ils sont le produit d'avancées et de retours en arrière, à plus fortes raisons lorsque l'existence des irréguliers en leur sein est entretenue par l'intervention de tiers puissants intéressés. Le déplacement des sociétés polémiques

sur un axe borné à ces extrémités par les idéaux-types que constituent la société guerrière radicale et la société politique ne peut donc fonctionner que par à-coups.

La communauté internationale a, sans nul doute, un rôle à jouer pour favoriser l'évolution de ces sociétés polémiques vers des sociétés politiques. En œuvrant tout d'abord à réduire les abcès de fixation, notamment le conflit israélo-palestinien. L'occupation, les conditions socio-économiques désastreuses, etc., ne peuvent qu'entretenir la violence et l'hostilité des deux côtés. La dimension économique et sociale joue un rôle primordial dans l'évolution de la société vers le politique car la violence prospère sur la misère.

Le monde occidental est d'autant plus encouragé à jouer un rôle positif qu'il ne pourra pas continuer longtemps à maintenir à distance les multiples formes de violence liées à ces crises en chaîne. Le terrorisme djihadiste, la piraterie, les réfugiés – naufrages en méditerranée – ne sont que les prémisses de l'exportation de cette violence multiforme du Moyen-Orient vers les sociétés occidentales. Or, l'extension des violences moyen-orientales à l'autre rive de la Méditerranée ne va pas sans susciter des tensions, tout d'abord au sein des sociétés européennes, compte tenu de leur proximité géographique et culturelle avec cette région. Ces formes de violence sont d'autant plus déstabilisatrices pour les sociétés occidentales qu'elles tendent à remettre en cause leurs principes fondateurs. La mort en mer de ces réfugiés illustre le caractère ontologiquement destructeur des violences qui ensanglantent aujourd'hui le Moyen-Orient. La mer empêche le travail du deuil et le culte rendu aux morts. Ce faisant, elle touche à un des piliers de ce qui fait l'humanité des communautés humaines. Incapables de se reconstruire ces sociétés privées de leur mémoire, de leurs morts, de leur histoire, ne peuvent que se transformer en machines à produire de la violence. Le cas palestinien est une autre facette de ces sociétés qui, privées de mémoire, ne peuvent avoir de futur.

La question des réfugiés interroge ainsi l'Union européenne dans ses fondements même, de même que les menaces terroristes djihadistes. La course à la judiciarisation du système et au renforcement du contrôle ne font en réalité qu'exprimer les peurs que suscitent ces menaces au sein des sociétés occidentales. La faiblesse des sociétés occidentales face à ce type d'ennemi n'est pas sécuritaire, mais

psychologique. Ces derniers profitent de l'absence de résilience de ces sociétés qui ont progressivement rompu avec le militarisme depuis la fin des années 1970 et de leur intolérance à la violence. L'irrégularité tire, avant tout sa force, de la terreur qu'elle exerce sur les imaginaires collectifs occidentaux et de la crispation qu'elle suscite en leur sein. Le piège que tend l'irrégularité aux sociétés occidentales est de les pousser, elles-mêmes, à avoir recours à la violence dans la gestion des rapports sociaux.

Da'ech peut bien être éliminé, cela n'empêchera pas l'émergence d'autres *Da'ech* si on n'identifie pas les causes de l'attractivité qu'il exerce sur certains individus au sein des sociétés européenne. Qu'est-ce qui fait que *Da'ech* est entendu à des milliers de kilomètres du Moyen-Orient, non pas seulement par des individus psychologiquement instables, mais par des familles entières qui quittent leur ville pour rejoindre un pays en guerre, ou par des jeunes filles qui tentent de se rendre en Turquie pour rejoindre l'époux djihadiste qu'elles ont rencontré sur Internet ? L'attraction qu'exerce *Da'ech* sur ces jeunes est proprement sidérante. Quels sont les ressorts de cette attraction si puissante qu'elles poussent des individus, jusque-là « ordinaires », anonymes, à tout quitter pour aller affronter la mort à des milliers de kilomètres ? Qu'est-ce qui pousse ces jeunes gens à s'engager dans une guerre avec laquelle ils n'ont apparemment aucun lien, alors même qu'ils n'ont jamais connu la guerre, ni même cet entre-deux où la paix n'est pas une absence de guerre ? Il est urgent d'identifier les causes de cette attraction afin de savoir comment gérer le retour de ces jeunes candidats au martyr sur le sol européen.

En l'absence d'un tel travail d'analyse des mécanismes psychologiques guerriers de la société *da'echite*, il est fort à parier que les années à venir verront l'émergence d'autres mouvances similaires à l'Etat islamique. Du fait des rivalités mimétiques et des dynamiques propres à la Transformation militaire, on peut faire l'hypothèse qu'ils seront encore plus barbares et plus déterminés. En identifiant les causes du mal-être sur lequel prospère l'utopie califale, on peut espérer identifier certains signes avant-coureurs de ces basculements individuels. Le renseignement humain et une réflexion universitaire transdisciplinaire sur ces sujets permettront certainement d'apporter des réponses et de définir une meilleure approche opérationnelle vis-à-vis de ces menaces.

Les évolutions en cours aujourd'hui au Moyen-Orient démontrent plus que jamais l'actualité de cette phrase que Julien Freund qualifie de concept fondamental de la philosophie schmittienne : « **l'ennemi est la figure de notre propre question ».** En effet, ces menaces mettent en lumière les limites de la construction européenne et les interrogations fondamentales que soulève sa réforme. Schengen doit-il être supprimé et remplacé par des coopérations renforcées entre certains pays ? La crise des réfugiés démontre, après la crise grecque, que certains pays au sein de l'Union ne jouent pas « collectif ». La multiplication de ces « passagers clandestins » pourrait obliger l'Union à évoluer vers une forme multipolaire. La crise des réfugiés syriens a mis au grand jour l'inadaptation des mécanismes de décision dans une Europe devenue trop grande. Or, l'incapacité à décider ne peut que confiner l'Europe à l'impuissance.

Les multiples conséquences des violences moyen-orientales sont autant d'enjeux qui contribuent à la radicalisation des clivages politiques et à tirer les sociétés européennes vers des sociétés polémiques. A plus fortes raisons dans cette période où elles doivent affronter les défis de la réforme de leurs modèles de vivre-ensemble. Les crises sociales qui affectent l'ensemble des sociétés européennes rendent celles-ci d'autant plus vulnérables aux violences venues du Moyen-Orient.

Ce contexte délicat appelle des réponses fortes, aussi bien de la part des politiques que des représentants de la société civile, dans les domaines suivants :
- En matière de sécurité intérieure, la réflexion doit être approfondie sur le renforcement des capacités d'analyse, le renversement de la tendance au primat des moyens technologiques sur les moyens humains. Mais aussi et plus fondamentalement, sur la manière de renforcer la résilience de la société et la cohésion nationale (intégration, etc.).

- A l'extérieur : ces menaces ne s'éteindront pas ; au contraire, on peut raisonnablement envisager qu'elles s'amplifieront si aucune solution n'est trouvée aux multiples crises du Moyen-Orient. Cette région va continuer son basculement dans la société guerrière radicale. Dans ce contexte, la question est de savoir quelles sont les formes que peut prendre l'intervention occidentale, ou *a minima* européenne, dans la région, afin d'y jouer un rôle stabilisateur ? Faut-il encourager une partition

des entités nationales moribondes ? Ou, au contraire, tenter de sauver à tout prix ce qui reste des Etats-nations issus de Sykes-Picot ?

Le processus euro-méditerranéen pourrait être relancé pour gérer en commun les menaces des deux côtés de la Méditerranée. La question des migrants traversant cette mer, qui est devenue un tragique « cimetière marin », montre qu'elle ne peut être réglée sur une seule rive. Dans cette perspective, le partenariat renouerait alors avec sa logique de départ, qui était celle d'une coopération en matière de défense. Cette idée avait émergé à un moment où les pays européens devaient faire face à une recrudescence de menaces irrégulières ; la région était déstabilisée à cette époque par les processus de décolonisation.

Enfin, la France a sans aucun doute un rôle à jouer au Moyen-Orient, et tout d'abord au Levant. Elle ne doit pas abandonner cette région qui continue de regarder vers elle en espérant son intervention forte et stabilisatrice. Certes la France n'a plus les moyens d'avoir une politique proprement régionale, mais elle peut toutefois peser sur les équilibres de la région en intervenant à bon escient dans certaines crises. La France ne manque pas d'atouts dans cette région. Elle doit faire l'inventaire de ce qui lui reste de moyens d'influence et capitaliser sur ces derniers : Liban, conflit syrien, relations avec l'Egypte et coopération avec certains pays du Golfe.

Le manque de clarté de la vision stratégique française l'expose à la concurrence de nouveaux venus dans cette région, tels que l'Allemagne. La crise des réfugiés syriens démontre qu'aujourd'hui l'Allemagne tend à certains égards à remplacer la France dans son rôle traditionnel de médiateur dans la région. Certes l'Allemagne a plus de moyens, mais elle a également une volonté politique plus affirmée et plus sélective. Elle profite de sa position souvent plus prudente et plus pragmatique sur les dossiers de la région.

Enfin, la Russie reste un partenaire incontournable. On ne peut ignorer son pouvoir de nuisance. Mais aussi et surtout, elle est l'un des rares pays européens à avoir une véritable expérience de la contre-insurrection et des forces préparées pour cela. Dans l'hypothèse d'une intervention occidentale de grande ampleur en Syrie, qui impliquerait un déploiement à terre, clé d'une pacification du conflit mais aussi

du traitement de *Da'ech*, les Russes seraient un élément incontournable du dispositif. Leur engagement actuel ne peut permettre de contenir la menace que temporairement. Cependant, sans engagement résolu de la communauté internationale à trouver une solution politique au conflit syrien, les résultats militaires des forces russes d'un côté et des forces aériennes de la coalition de l'autre ne pourront déboucher sur un règlement définitif du conflit syrien. Les échecs de la contre-insurrection israélienne ont démontré tout au long de cette étude que la puissance militaire, si elle n'est pas accompagnée d'un véritable courage politique, ne peut qu'aboutir au pourrissement des situations conflictuelles et produire de nouvelles violences.

L'Europe et la France, par les valeurs qu'elles incarnent et leur attachement à défendre un vivre-ensemble « humain », ont sans nul doute un rôle pionnier à jouer dans la reconstruction des sociétés en crise du Moyen-Orient et dans la gestion responsable des multiples formes de violence qui émergent aujourd'hui dans cette région. La tentation du repli derrière les hauts murs de la « forteresse Europe » est un aveu de faiblesse qui encourage les entrepreneurs de la violence à saper les valeurs de générosité et de tolérance qui fondent le vivre-ensemble européen. Comme l'a démontré Hannah Arendt la tentation de vivre hors du monde, protégé de son tumulte et de ses tragédies, ne peut que produire de l'exclusion. Méfions-nous de l'acosmisme et retrouvons les bases de cet échange civilisationnel si prolifique qui a uni pendant des siècles les deux rives de la Méditerranée.

Bibliographie

Nous avons choisi de ne mentionner ici que les ouvrages qui ont le plus contribué à notre réflexion.

OUVRAGES GENERAUX SUR L'HISTOIRE DU MOYEN-ORIENT ET LE CONFLIT ISRAELO-ARABE

- Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté*, Tomes I et 2, Coll. Folio Histoire, 7e éd., Gallimard-La Découverte, Paris, 2012
- Alain Dieckhoff, *Le Conflit israélo-arabe*, 2e éd., Coll. 25 questions décisives, Armand Colin, Paris, 2013
- Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe – XXIe siècle*, Coll. U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011
- Mohammad Fawzi (Chef d'Etat-major égyptien), *Harb October 1973. Dirassa w Drouss* (« La guerre d'Octobre, 1973. Etude et leçons »), (en arabe), Dar al Karama, Le Caire, 2014
- Henry Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, 2 éd., Fonds classiques Armand Colin Sedes, Armand Colin, Paris, 2005
- Baghat Korany (dir.), *The Changing Middle East. A New Look at Regional Dynamics*, AUC Press, Cairo, 2010
- Pierre-Jean Luizard, *Laïcités autoritaires en terres d'islam*, Fayard, Paris, 2008

- Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict. A History with Documents*, 7e éd.,Bedford-St Martin's, Boston/New York, 2010

ANALYSES MILITAIRES DES CONFLITS ISRAELO-LIBANAIS ET ISRAELO-PALESTINIENS DEPUIS 2000

- CDEF, « Le Hezbollah face aux armées conventionnelles. Perspectives historiques des modes d'action. », *Les cahiers de la recherche doctrinale*, oct. 2008
- Anthony Cordesman (dir.), « Lessons of the 2006 Israeli-Hezbollah War », *Issues Series*, vol.29, n°4, CSIS Press, 2007, accessible en ligne: http://csis.org/files/publication/120720_Cordesman_LessonsIsraeliHezbollah.pdf
- Dossier *Coulée de plomb. L'opération militaire israélienne contre Gaza*, Institut des études palestiniennes, Sinbad/Actes Sud, France, 2010
- Philippe Gros, « Les drones armés israéliens : capacités, bilan de leur emploi et perspectives », *Recherches & Documents* FRS, n°9 ,2013
- International Crisis Group, « Israël/Hezbollah/Liban : éviter un regain de violence », *Rapport Moyen-Orient* n°59, 1er novembre 2006
- International Crisis Group, « Israel and Hamas : Fire and Ceasefire in a New Middle East », Middle East Report, n°133, 22 novembre 2012
- International Crisis Group, « The Next Round in Gaza », *Middle East Report*, n°149, 25 mars 2014
- Matt. M. Matthews, « We Were Caught Unprepared: The 2006 Hezbollah-ISraeli War », *The Long War Series Occasional Paper*,n°26, US. Army Combined Arms Center, Combat Studies Institute Press, Kansas, 2008
- Mohammad Khawagé, *Al Sharq al Awsat, tahawlat istratijia* (« Le Moyen-Orient, transformations stratégiques »), Dar al Farabi, Beyrouth, 2008
- Mohammad Khawagé, *Drouss Harb Lubnan* (« Les leçons de la guerre du Liban »), in *Shu'un al Awsat* (Arabe), n°125, printemps 2007, Markaz al Dirassat al-Istratijia, Beyrouth
- Pierre Razoux, « Après l'échec. Les réorientations de *Tsahal* depuis la deuxième guerre du Liban », *Focus Stratégique*, IFRI, n°2, octobre 2007

- Général Hassan Turkmani, *Al Harb al Saditha. Hala istratijia jedida* (« La Sixième guerre. Un nouvel environnement stratégique »), (en arabe), Oula for Publishing and Distributing, Damas, 2008
- Shlomo Brom, « In the Aftermath of Operation Pillar of Defense. The Gaza Strip, November 2012", *Memorandum,* n° 124, INSS, décembre 2012
- Daniel Sobelman, "New Rules of the Game. Israel and Hizbollah after the withdrawal from Lebanon", *Memorandum* n°69, JCSS, jan.2004

OUVRAGES SPECIALISES SUR LES QUESTIONS DE STRATEGIE ET LES GUERRES IRREGULIERES

Gérard Chaliand, *Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire*, Coll. Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1990

Gérard Chaliand, *Les Guerres irrégulières. XXe-XXIe siècle. Guérillas et terrorismes*, Coll. Folio Actuel, Gallimard, 2008

Hervé Coutau-Bégarie (dir.), *Stratégies irrégulières*, Bibliothèque Stratégique, Economica, Paris, 2010

Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de Stratégie*, Bibliothèque Stratégique, 5e éd., Economica, Paris, 2006

David Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique* – Préface du Général d'armée David H. Petraeus, Coll. Stratégies et doctrines, Economica, Paris, 2008

Thierry de Montbrial et Jean Klein (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, 2e éd., Dicos Poche, Quadrige/PUF, Paris, 2007

Roger Trinquier, *La Guerre moderne* – Préface de François Géré, Coll. Stratégies et Doctrines, Economica, Paris, 2008

OUVRAGES SUR LA TRANSFORMATION, LA REVOLUTION DANS LES AFFAIRES MILITAIRES ET LA TECHNO-GUERILLA

- Dima Adamsky, *The Culture of Military Innovation: The Impact of Cultural Factors on the Revolution in Military Affairs in Russia, the US, and Israel*, éd. Kindle, Stanford University Press, 2010

- Eliot A. Cohen, "A Revolution in Warfare", in *Foreign Affairs*, n°75, Mars-Avril 1996, pp.37-54
- James R. Fitzsimonds et Jan Van Tol, "Revolutions in Military Affairs," in *Joint Force Qarterly*, Spring 1994, pp.24-31
- François Géré, « Alvin et Heidi Toffler. War and Anti War », Compte-rendu, in *Politique étrangère*, vol.59, n°3, 1994
- Daniel Goure, "Is there a Military-Technical Revolution in America's Future?", in *Washington Quarterly*, n°16, Autumn 1993, pp.92-175
- Michel Goya, « Les enseignements militaires de la guerre de Gaza », *Lettres du RETEX- Recherche*, n°20, CDEF-DREX, 3 novembre 2014
- Faribord Haghshenass, « Iran's Asymetric Naval Warfare », *Policy Focus*, n°87, Washington Institute for Near East Policy, septembre 2008
- Stephen Jay Gould, *L'équilibre ponctué*, Coll. Folio Essais, Gallimard, Paris, 2012, paru originalement sous le titre *Ponctuated Equilibrium*, President and Fellows of Harvard College, 2007
- Jean Klein, « Horst Afheldt. Defensive Verteidigung », Compte-rendu, *Politique Etrangère*, Vol.49, n°1, 1984
- Harold P. Klepak et William L. George, « Les tendances de la stratégie conventionnelle de l'OTAN », Études internationales, vol. 20, n° 3, 1989, consultable en ligne URI: http://id.erudit.org/iderudit/702542ar
- Andrew F. Krepinevich, « Cavalry to Computer. The Patterns of Military Revolutions », in *The National Interest*, n°37, Fall 1994, pp.30-43
- Andrew Liaropoulos, « Revolutions in Warfare : Theoretical Paradigms and Historical Evidence: The Napoleonic and First World War Revolutions in Military Affairs", in Gary Sheffield (dir.), *War Studies Reader: From the Seventeeth Century to the Present Day and Beyond*, Continuum, New York, 2010
- Edward Luttwak, «The American Style of Warfare and the Military Balance», *Survival*, vol. XXI, n° 2, mars/avril 1979
- Christian Malis, "(Re)-Thinking The Relationship Between Conventional and Unconventional Forms of War », dans Julian Lindley-French et Yves Boyer, *The Oxford Handbook of War*, Oxford University Press, 2012

- Jean-Max Noyer, « De la notion de guérilla à la notion de techno-guérilla - Évolution technologique et transformation des machines de guerres », Études internationales, vol. 21, n° 2, 1990, consultable en ligne : URI: http://id.erudit.org/iderudit/702662ar
- Clifford J.Rogers (dir.), *The Military Revolution Debate. Readings on the Military Transformation of Early Modern Europe*, Westview Press, Boulder/Colorado, 1995
- Jacques Sapir, « Le discours stratégique soviétique. Élaboration et pertinence d'un langage stratégique », *Mots*, vol.51, n°1, 1997
- Michael J. Thompson, "Military Revolutions and Revolutions in Military Affairs: Accurate Descriptions of Change or Intellectual Constructs?", in *Strata,* Vol. 3, Sept. 2011, University of Ottowa
- Martin Van Creveld, *From 2000 B.C. to the Present*, The Free Press, New York, 1989
- Martin Van Creveld, *La Transformation de la guerre*, Coll. L'Art de la guerre, Editions du Rocher, Paris, 1998, paru originalement en anglais sous le titre *The Transformation of War,* The Free Press, 1991

OUVRAGES DE REFLEXION GENERALE SUR LES RELATIONS ENTRE LA GUERRE, LE POLITIQUE ET LA VIOLENCE

- Benedict Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism,* éd. Kindle, Verso, 2006
- Arjun Appadurai, *Fear of Small Numbers: An Essay on the Geography of Anger*, éd. Kindle; John Hope Franklin Center Book, Duke University Press, 2006
- Pierre Blanc, Jean-Paul Chagnollaud, *Violence et politique au Moyen-Orient*, Coll. Nouveaux débats, éd. française, éd. Kindle, Presses de Sciences Po, 2014
- Gaston Bouthoul, *Le Phénomène guerre*, Petite Bibliothèque Payot, Ed. Payot & Rivages, Paris, 2006
- Julien Freund, *L'Essence du politique* – Postface de Pierre-André Taguieff, 3è éd., Dalloz, Paris, 2004

- René Girard (coll. Benoît Chantre), *Achever Clausewitz*, édition actualisée, Champs essais, Flammarion, Paris, 2011
- René Girard, *La Violence et le sacré*, Coll. Pluriel, Fayard, 2010
- Eric Hobsbawm, *The Invention of Tradition*, éd. Kindle, Canto Classics, Cambridge University Press, 2012
- Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of the World Order*, Simon and Schuster Paperback, 2003
- Olivier Roy, *La Sainte Ignorance : Le temps de la religion sans culture*, Coll. La Couleur des idées, éd. française, éd. kindle, Seuil, 2013
- Georges Simmel, *Le Conflit* – préface de Julien Freund, Circé/Poche, Paris, 2003
- Serge Sur (dir.), *Carl Schmitt. Concepts et usages*, Biblis Inédit, CNRS Editions, Paris, 2014
- Carl Schmitt, *La Notion de politique. Théorie du Partisan*, – Préface de Julien Freund, Coll. Champs classiques, Flammarion, 2009
- Carl Schmitt, *Le Nomos de la Terre* – Présenté par Peter Haggenmacher, 2e éd., Quadrige/PUF, Paris, 2012
- Erwan Sommerer, « L'Espace de la démocratie. Identité et altérité dans la conception arendtienne de la politique », *Le Portique*, n°16, 2005, accessible en ligne : https://leportique.revues.org/729?lang=en
- Max Weber, *Economie et société dans l'Antiquité,* précédé de *Les Causes sociales du déclin de la civilisation antique*, Coll. Sciences humaines et sociales, La Découverte/Poche, Paris, 2001
- Michel Wievorka, « Le Nouveau Paradigme de la violence, partie 2 », *Cultures & Conflits*, 29-30, automne-hiver 1998
- Yves Charles Zarka (dir.), *Carl Schmitt ou le mythe du politique*, Coll. Débats philosophiques, PUF, Paris, 2009

OUVRAGES DE REFLEXION SUR LA VIOLENCE, LE NATIONALISME ET L'ISLAMISME

- Talal Asad, *Formations of the Secular: Christianity, Islam, Modernity*, Cultural Memory in the Present, éd. Kindle, Stanford University Press, 2003
- Hamit Bozarslan, *Une Histoire de la violence au Moyen-Orient. De la fin de l'empire ottoman à Al Qaïda,* La Découverte, Paris, 2008
- Georges CORM, *Pensée et politique dans le monde arabe*, éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2015
- Firouzeh Nahavandi (dir.), *Mouvements islamistes et politique*, Coll. Comprendre le Moyen-Orient, éd. française, éd. Kindle, L'Harmattan, 2013
- Olivier Roy, « L'Islam politique, toujours en échec », Esprit, février 2015
- Samir S. Shehata (dir.), *Islamist Politics in the Middle East: Movements and Change*, éd. Kindle, Taylor and Francis, 2012

OUVRAGES SUR L'HISTOIRE D'ISRAËL, DES FORCES ISRAELIENNES ET DES COLONS

- Jonathan Adelman, *The Rise of Israel. A History of a Revolutionary State*, Coll. Israeli History, Politics and Society, Routledge, New York, 2008
- Max Blumenthal, *Goliath: Life and Loathing in Greater Israel*, éd. Kindle, Nation Books, 2013
- Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, Andrew J. Bacevich, *'Knives, Tanks, and Missiles': Israel's Security Revolution*, Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1998
- Collectif « Breaking the Silence », *Le Livre noir de l'occupation israélienne: Les soldats racontent*, Coll. Essais-document, éd. française, éd. Kindle, Autrement, 2013
- Sylvain Cypel, *Les Emmurés. La Société israélienne dans l'impasse*, La Découverte, Paris, 2005
- Alain Dieckhoff (dir.), *L'Etat d'Israël. Les grandes études internationales*, Fayard, 2008

- International Crisis Group, “Israel’s Religious Right and the Question of Settlements”, *Middle East Report*, n°89, 20 juillet 2009
- International Crisis Group, « Back to Basics: Israel’s Arab Minority and the Israeli-Palestinian Conflict », *Middle East Report*, n°119, 14 mars 2012
- International Crisis Group, « Extreme Makeover ? (I) : Israel’s Politics of Land and Faith in East Jerusalem », Middle East Report, n°134, 20 décembre 2012
- International Crisis Group, “Leap of Faith: Israel’s National Religious and the Israeli-Palestinian Conflict », Middle East Report, n°147, 21 novembre 2013
- Audrea Lim (dir.), *The Case for Sanctions Against Israel*, Verso, Londres/New York, 2012
- Pierre Razoux, *Tsahal. Nouvelle histoire de l’armée israélienne*, 2e éd ., Coll. Tempus, Perrin, 2008
- Shlomo Sand, *The Invention of the Land of Israel. From Holy Land to Homeland*, Verso, London/New York, 2012
- Ari Shavit, *My Promised Land: the triumph and tragedy of Israel*, éd. Kindle, Scribe Publications Pty Ltd, 2014
- Gadi Taub, *The Settlers*, éd. Kindle, Yale University Press, 2010
- Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Coll. L’Art de la guerre, Editions du Rocher, 1998
- Idith Zertal et Akiva Eldar, *Lords of the Land. The War Over Israel’s Settlements in the Occupied Territories*, 1967-2007, trad. anglaise, Nation Books, New York, New York, 2007
- Idith Zertal et Akiva Eldar, *Les Seigneurs de la Terre: Histoire de la colonisation israélienne des territoires occupés*, Coll. Essais (H.C.), éd. française, éd. Kindle, Seuil, 2013

OUVRAGES SUR L'HISTOIRE DES PALESTINIENS, DES FACTIONS PALESTINIENNES ET DES TERRITOIRES OCCUPES

- Applied Research Institute of Jerusalem, *Atlas de l'Arij*, consultable en ligne: http://www.arij.org/atlas40/
- Paola Caridi, *Hamas: From Resistance to Government*, éd. Kindle, Seven Stories Press, 2012
- Mohamed Kamel Doraï, Jalal Al Husseini, *De la lutte armée à la nation palestinienne. Vers une relecture des rapports entre l'OLP et les réfugiés*, Autrepart, IRD éditions / Armand Colin, 2003, pp.91-106, <halshs-00293573>
- Jean-Pierre Filiu*, Gaza. A History*, Oxford University Press, New York, 2014
- Numéro spécial consacré aux réfugiés palestiniens, *Forced Migration Review,* n°26, août 2006
- Wissam al Haj, Nicolas Dot-Pouillard, Eugénie Rébillard, *De la théologie à la libération ?,* éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2014
- Pénélope Larzillière, *Etre jeune en Palestine*, Coll. Voix et regards, Balland, Paris, 2004
- Khaled Hroub, *Le Hamas* – Préface de Dominique Vidal, Démopolis, Paris, 2008, paru originalement sous le titre *Hamas, a Beginner's Guide*, Pluto Press, Londres, 2006
- Henry Laurens, *La question de Palestine: 1922-1947*, tome 2, Fayard, Paris, 2002
- Henry Laurens, *La question de Palestine*, tome 3, éd. française, éd. Kindle, Fayard, 2007
- Henry Laurens, *La question de* Palestine : Le rameau d'olivier et le fusil du combattant (1967-1982), tome 4, éd. française, édition Kindle, Fayard, 2011
- International Crisis Group, « Palestine : Salvaging Fatah », *Middle East Report*, n°91, 12 novembre 2009
- International Crisis Group, « Radical Islam in Gaza », *Middle East Report*, n°104, 29 mars 2011
- International Crisis Group, "Light at the End of Their Tunnels? Hamas and the Arab Uprisings », *Middle East Report*, n°129, 14 août 2012

- Jean-François Legrain, *Les Voix du soulèvement palestinien, 1987-1988*, consultable en ligne : http://iremam.cnrs.fr/legrain/voix02.htm#Heading04
- Dina Matar, *What it Means to Be Palestinian. Stories of Palestinian Peoplehood*, I.B. Tauris, London/New York, 2011
- Beverley Milton-Edwards, Stephen Farrell, *Hamas: The Islamic Resistance Movement*, éd. Kindle, Wiley, 2013
- Ilan Pappe, The Ethnic Cleansing of Palestine, Oneworld Oxford, Oxford, 2006
- Raphaël Porteilla, Jacques Fontaine, Philippe Icard et André Larceneux, *Quel Etat? Pour quelle Palestine ?*, Coll. Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, Paris, 2011
- Sara Roy, *Hamas and Civil Society in Gaza. Engaging the Islamist Social Sector*, Princeton University Press, Princeton, 2011
- Edward W. Saïd, *The End of the Peace Process. Oslo and After*, 2e éd., Vintage Books, New York, 2003
- Adel Samara, Palestine: From Historical De-classing to a Stand-by Regime, août 2007, accessible en ligne sur http://www.kanaanonline.org/articles/01244.pdf
- Yezid Sayigh, *Armed Struggle and the Search for State. The Palestinian National Movement, 1949-1993*, 2e éd, Institute for Palestine Studies, Oxford University Press, New York, 2011
- Azzam Tamimi, *Hamas. Unwritten Chapters*, 2e éd, C. Hurst and Co, India, 2009

OUVRAGES SUR L'HISTOIRE DU LIBAN, DU HEZBOLLAH ET DU CHIISME

- Joseph Alagha, *The Shifts in Hizbullah's ideology. Religious Ideology, Political Ideology, and Political Program*, Amsterdam University Press, Amsterdam, 2006
- Nicholas Blanford, *Warriors of God. Inside Hezbollah's Thirty-Year Struggle Against Israel*, Random House, New York, 2011

- Joshua L. Gleis, Benedetta Berti, *Hezbollah and Hamas: A Comparative Study*, éd. Kindle, Johns Hopkins University Press, 2012
- David Hirst, *Une Histoire du Liban*, éd. française, Kindle Edition, EDI8-PLON, 2011
- David Hirst, *Beware of Small States. Lebanon, Battleground of the Middle East*, Nation Books, New York, 2011
- International Crisis Group, « Lebanon's Politics : The Sunni Community and Hariri's Future Current », *Middle East Report*, n°96, 26 mai 2010
- International Crisis Group, "Lebanon's Hizbollah Turns Eastward to Syria", *Middle East Report*, n°153, 27 mai 2014
- Kâveh le Forgeron (pseudonyme), *Le Hezbollah global. Les réseaux secrets de l'Iran*, Choiseul, Paris, 2012
- Farhad Khosrokhavar, « Le modèle Bassidji (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30, automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 28 octobre 2012. URL : http://conflits.revues.org/680
- Didier Leroy, *Hezbollah, la résilience islamique au Liban*, Coll. Comprendre le Moyen-Orient, éd. kindle, L'Harmattan, 2012
- Alain Ménargues, *Les Secrets de la guerre du Liban*, Tomes I et II, Librairie Internationale, Beyrouth, 2012
- Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah, état des lieux*, 1ère éd., éd. Sindbad, Actes Sud, Paris, 2008
- Vali Nasr, *The Shia Revival: How Conflicts within Islam Will Shape the Future*, éd. Kindle, W. W. Norton & Company, 2007
- Youssef Nasrallah, *La guerre psychologique. Lectures dans les stratégies du Hezbollah*, (en arabe), Dar Al Farabi, Beyrouth, 2012
- Ahmad Nizar Hamzeh, *In the Path of Hizbullah*, Syracuse University Press, New York, 2004
- Nicholas Noe, *Voice of Hezbollah. The Statements of Sayyed Hassan Nasrallah*, Verso, New York/Londres, 2007
- Naïm Qassem, *Hizbullah. The Story from Within*, version actualisée, Saqi, Londres/Beyrouth, 2010
- Rodger Shanahan, *The Shi'a of Lebanon. Clans, Parties and Clerics*, I.B.Tauris, New York, 2005

- Frederic Wehrey (dir.), *The Rise of the Pasdaran. Assessing the Domestic Roles of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps*, Rand, Santa Monica, 2009

RESSOURCES SUR DA'ECH ET LE CONFLIT SYRO-IRAKIEN

- 'Abdel Bari 'Atwan, *Al Dawla al Islammiyya. Al jouzour, al tawahhoch, al mustaqbal* (« L'Etat islamique. Les racines, la sauvagerie et le futur »), (en arabe), Dar al Saqi, 2015
- Pierre-Jean. Luizard, *Le Piège Daech*, Cahiers Libres, éd. française, éd. Kindle, La Découverte, 2015
- Haytham Manna, « Le Califat de Da'ech », *Rapport du SIHR*, Scandinavian Institute for Human Rights, 2014, accessible en ligne : http://www.haythammanna.net/Articles/Articles%20index.htm
- Blog de Pieter Van Ostaeyen sur la Syrie et l'Irak : https://pietervanostaeyen.wordpress.com/
- Rapport « Worsening Violence in Iraq Threatens Regional Security », *Stratfor Analysis*, 11 juin 2014, accessible en ligne : https://www.stratfor.com/analysis/worsening-violence-iraq-threatens-regional-security?utm_source=freelist-f&utm_medium=email&utm_campaign=20140612&utm_term=Gweekly&utm_content=readmore

Table des annexes

Annexe 1 : Le Hatt-i Humayum (1856)..... 780

Annexe 2 : La Déclaration Balfour (1917) 784

Annexe 3 : "La Muraille de fer" (1923) 786

Annexe 4 : La Proclamation de l'Etat d'Israël (14 mai 1948) 791

Annexe 5: La Charte de l'OLP et ses amendements (1964-68)..... 795

Annexe 6: Lettre Ouverte aux Oppressés du Liban et du Monde (Hezbollah - 1985) 804

Annexe 7: La Charte du Hamas (Août 1988)..... 811

Annexe 8: Implantations juives en Palestine mandataire (1914) 818

Annexe 9: Répartition des terres entre les populations juive et arabe en Palestine en au moment du plan de partage de 1947 819

Annexe 10: Offensives de 1947/48 et 1949 et situation d'Israël au moment de l'armistice de 1949..... 821

Annexe 11: Déplacements de population internes et fuite des réfugiés vers les pays voisins (1948-1949) 823

Annexe 12: Opérations de la Campagne de Suez (opérations "Mousquetaire" et "Kadesh" - 1956) 825

Annexe 13: Campagne de 1967 - Front du Sinaï 827

Annexe 14: Guerre des Six Jours (1967) - Cisjordanie et Golan..... 829

Annexe 15: Guerre d'Octobre/Kippour 1973 - Front du Sinaï..... 831

Annexe 16: Guerre d'Octobre/Kippour 1973 - Front du Golan..... 833

Annexe 17: Répartition des différents groupes confessionnels libanais et implantations des principaux camps de réfugiés palestiniens 835

Annexe 18: Zone de sécurité occupée après l'opération Litani 837

Annexe 19: Invasion israélienne du Liban (Paix en Galilée - 1982) 838

Annexe 20: Progression de la colonisation en Cisjordanie entre 1967 et la Première Intifada 840

Annexe 21: 842Evolutions démographiques des populations juive/israélienne et arabe/palestinienne du mandat à nos jours 844

Annexe 22: Organisation territoriale des Territoires occupés après les accords d'Oslo 846

Annexe 23: Le Mur de séparation et les principales colonies (Cisjordanie - 2006) 848

Annexe 24: Le dispositif de défense du Hezbollah au Sud Liban 849

Annexe 25: Frappes israéliennes- guerre de Juillet 2006 851

Annexe 26: Opérations au Sud Liban - guerre de Juillet 2006 852

Annexe 27: Gaza au moment du désengagement de 2005 854

Annexe 28: Localisations des bombardements israéliens contre la bande de Gaza (Plomb Durci - Décembre 2008/Janvier 2009) 856

Annexe 29: Frontière entre Gaza et l'Egypte - Zone des tunnels 857

Annexe 30: Carte de la Cisjordanie (checkpoints et mur) 859

Annexe 31: Cartographie des violences des colons en 2014 861

Annexe 32: Progression de l'Etat islamique en Irak et en Syrie (Juin 2014) 861

Annexe 33: Situation en Syrie (Novembre 2015) 863

Annexe 1

LE HATT-I HUMAYUM (1856)

Le texte ci-dessous est un extrait du Hatt-i Hümayûm de 1856, décret promulgué par le Sultan Abdülmejid Ier (1839-1861). Ce texte est considéré comme un des deux textes fondateurs de la réforme ottomane (tanzimat) au XIXe siècle. Reflet de l'influence occidentale sur la Sublime Porte, ce décret proclame l'abolition du statut de *dhimmi* et met en place l'organisation des différentes communautés de l'Empire en *millet*. Ce faisant, il a jeté les bases d'une organisation politique et institutionnelle qui influence jusqu'à aujourd'hui les structures politiques et sociales levantines.

« (...) Désirant aujourd'hui renouveler et élargir encore les règlements nouveaux institués pour obtenir un état de choses conforme à la dignité de mon Empire et à la position qu'il occupe parmi les nations civilisées ; et les droits de mon Empire ayant aujourd'hui, par la fidélité et les louables efforts de tous mes sujets, et par le concours bienveillant et amical des grandes puissances, mes nobles alliés, reçu de l'extérieur une consécration (...), je veux en augmenter le bien-être et la prospérité intérieure, le bonheur de mes sujets qui sont tous égaux à mes yeux et me sont également chers, et qui sont unis entre eux par des rapports cordiaux de patriotisme. (...) J'ai donc résolu et j'ordonne la mise a exécution des mesures suivantes :

1 - Les garanties promises de notre part à tous les sujets de mon Empire par le *Hatt-i hümayûn* de Gülhane et les lois des *tanzîmât*, sans distinction de classe ni de culte, pour la sécurité de leurs personnes et de leurs biens, et pour la conservation de leur honneur, sont aujourd'hui confirmées et consolidées, et des mesures efficaces seront prises pour qu'elles reçoivent leur plein et entier effet.

2 - Tous les privilèges et immunités spirituelles accordés *ab antiquo* de la part de mes ancêtres et, à des dates postérieures, à toutes les communautés chrétiennes ou d'autres rites non musulmans établis dans mon Empire, sous mon égide protectrice sont confirmés et maintenus.Chaque communauté chrétienne ou d'autre rite non musulman sera tenue, dans un délai fixé, et avec Ie concours d'une commission formée *ad hoc* dans son sein, de procéder, avec ma haute approbation et sous la surveillance de ma Sublime Porte, à l'examen de ses immunités et privilèges actuels, et d'y discuter et soumettre à ma Sublime Porte les réformes exigées par Ie progrès et les lumières du temps. (...)

3 - Le principe de la nomination à vie des patriarches, après la révision des règlements d'élection aujourd'hui en vigueur, sera exactement appliqué, conformément à la teneur de leur bérat d'investiture. Les patriarches, métropolites, délégués, évêques, ainsi que les grands rabbins, prêteront serment à leur entrée en fonction d'après une formule concertée en commun entre la Sublime Porte et les chefs spirituels des diverses communautés.

4 - (...) L'administration temporelle des communautés chrétiennes ou d'autres rites non musulmans sera placée sous la sauvegarde d'un conseil choisi dans Ie sein de chacune des dites communautés, parmi les membres du clergé et des laïcs.

5 - Dans les villes, bourgades et villages ou la population appartiendra en totalité au même culte, il ne sera apporte aucune entrave à la réparation, d'après leur plan primitif des édifices consacrés au culte, ainsi que des écoles, des hôpitaux et des cimetières. En cas d'érection de nouveaux édifices de ce genre, les plans approuvés par les patriarches ou les chefs de communautés devront être soumis à la Sublime Porte qui en ordonnera l'exécution, conformément à l'ordonnance impériale. (...) Dans les villes, bourgades et villages ou les cultes sont mélangés, chaque communauté habitant un quartier distinct pourra également, en se conformant aux prescriptions ci-dessus indiquées, réparer et restaurer ses églises, hôpitaux, écoles et cimetières. (...)

7 - Toute distinction ou appellation tendant à rendre une cIasse quelconque des sujets de mon Empire inférieure à une autre cIasse, à raison du culte, de la langue ou de la race, sera à jamais effacée du protocole administratif. La loi sévira contre l'emploi, entre particuliers ou de la part des autorités, de toute qualification injurieuse ou blessante.

8 - Vu que tous les cultes sont et seront librement pratiqués dans mes Etats, aucun sujet de mon Empire ne sera gêné dans I'exercice de la religion qu'il professe et ne sera d'aucune manière inquiété à cet égard. Personne ne pourra être contraint à changer de religion.

9 - La nomination et Ie choix de tous les fonctionnaires et employés de mon Empire étant entièrement dépendants de ma volonté souveraine, tous les sujets de mon Empire, sans distinction de nationalité, seront admissibles aux emplois publics et aptes à les occuper, selon leurs capacités et leur mérite. (...)
Tous les sujets de mon Empire seront indistinctement reçus dans les écoles civiles et militaires du gouvernement. (...)

10 - De plus, chaque communauté est autorisée à établir des écoles publiques de sciences, d'art et d'industrie. Seulement Ie mode d'enseignement et Ie choix des professeurs dans les écoles de cette catégorie seront sous Ie contrôle d'un conseil mixte d'instruction publique, dont les membres seront nommés par un ordre souverain de ma part.

11 - Toutes les affaires commerciales, correctionnelles et criminelles entre des musulmans et des chrétiens ou d'autres non-musulmans, ou bien entre des chrétiens ou autres de rites différents, seront déférés à des tribunaux mixtes. (...)

17 – L'égalité des impôts entraînant l'égalité des charges, comme celle des devoirs entraîne celle des droits, les sujets chrétiens et des autres rites non musulmans devront, ainsi qu'il a été antérieurement résolu, aussi bien que les musulmans, satisfaire aux obligations de la loi de recrutement. Le principe du remplacement ou du rachat sera admis. (...)

19 - Les impôts sont exigibles au même titre de tous les sujets de mon Empire, sans distinction de cIasse ni de culte. On avisera aux moyens les plus prompts et les plus énergiques de corriger les abus dans la perception des impôts et notamment des dîmes. Le système de la perception directe sera successivement, et aussitôt que faire se pourra, substitué au régime des fermes dans toutes les branches des revenus de I'État. (...).»

Source : Edouard Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimat ou Histoire des réformes dans l'Empire ottoman depuis 1826 jusqu'à nos jours*, Paris, A. Cotillon et Cie, 1882, p.263-270, cité par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe – XXIe siècle*, Coll. U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011, pp.25-27

Annexe 2

LA DECLARATION BALFOUR (1917)

Le texte ci-dessous est le texte de la Déclaration Balfour par laquelle le secrétaire d'Etat au *Foreign Office* a affirmé le soutien du gouvernement britannique à l'établissement d'un foyer national juif en Palestine, à condition que celui-ci ne porte pas atteinte à la coexistence entre les diverses communautés. La déclaration sera intégrée à la Charte du mandat sur la Palestine de 1922. Elle constitue la reconnaissance officielle du mouvement sioniste comme représentant du peuple juif en même que ses aspirations nationales.

Lettre de Sir Balfour à Lord Walter Rothschild, Londres,
2 novembre 1917.

J'ai le grand plaisir de vous adresser de la part du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante de sympathie pour les aspirations sionistes des Juifs, déclaration qui, soumise au cabinet, a été approuvée par lui :

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national (*National Home*) pour le peuple juif et, emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif étant clairement entendu que rien ne sera fait qui pourrait porter préjudice aux droits civils et religieux des collectivités non juives en Palestine, ainsi qu'aux droits et au statut politique dont les Juifs pourraient jouir dans tout autre pays.

Je vous serais reconnaissant de porter cette déclaration a la connaissance de la Fédération sioniste.

Source : Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe – XXIe siècle*, Coll. U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011, pp. 77-78

Annexe 3

« LA MURAILLE DE FER » (1923)

Le texte ci-dessous est un extrait d'un article rédigé par Vladimir Jabotinsky, le leader du mouvement sioniste révisionniste qui s'opposait au courant sioniste général dirigé par Chaïm Weizman. La ligne révisionniste dont s'inspire une partie du courant nationaliste intégral israélien contemporain s'appuie sur trois idées principales : une immigration juive sans limite vers la Palestine, à laquelle serait rattachée la Transjordanie ; la priorité accordée aux questions sociales et à la condition du prolétariat qui ne doivent, cependant, pas remettre en cause la priorité accordée à la cause nationale ; l'usage de la force dans la gestion du problème posée par la population arabe de Palestine. Dans cet article, Jabotinsky, réaliste, souligne que cette dernière n'abandonnera jamais ses revendications sur sa terre. Selon lui, seule la séparation entre les deux communautés peut permettre aux aspirations nationalistes de s'épanouir en Palestine. La position « musclée » de Jabotinsky souleva l'opposition d'une partie de la gauche sioniste.

Le second texte est un extrait d'un second article de Jabotinsky intitulé la « morale de la muraille de fer » dans lequel il répond aux accusations de la gauche sioniste choquée par ses propos en cherchant à justifier la politique de la séparation et la force ; selon Jabotinsky, la réalisation des aspirations sionistes est à ce prix.

« (...) II est inutile d'espérer en aucune façon, un accord entre nous et les Arabes qu'ils accepteraient de leur plein gré, ni actuellement ni dans un avenir prévisible. J'exprime cette opinion d'une manière extrême, non que je souhaite affliger les éléments modérés du gouvernement sioniste, car cela ne devrait leur causer aucune peine, fut-elle légère. Mis à

part les aveugles de naissance, tous les sionistes modérés ont compris qu'il n'y a pas le moindre espoir d'obtenir l'accord des Arabes de Palestine pour transformer cette « Palestine» en un Etat juif où les juifs seraient en majorité.

Tout lecteur a quelque notion de l'histoire des autres pays d'immigration. C'est pourquoi je lui suggère de se souvenir de tous les exemples qui lui sont connus et de tenter de trouver un exemple où cette immigration se soit faite avec l'accord de la population autochtone. Cela ne s'est produit nulle part. Les habitants autochtones d'un pays (fussent-ils civilisés ou sauvages, cela est indifférent) ont toujours combattu avec acharnement les étrangers venus s'y établir, civilisés ou sauvages. (...)

Toute nation autochtone, qu'elle soit civilisée ou primitive, considère son pays comme son «foyer national» où elle veut vivre et dont elle veut rester éternellement le propriétaire exclusif. Elle n'acceptera jamais de son plein gré, non seulement d'autres propriétaires, mais encore le droit de partager son droit de propriété avec d'autres.

Ce principe s'applique également aux Arabes. Les partisans pour la paix parmi nous s'évertuent à nous expliquer que les Arabes sont des pauvres d'esprit qu'il est aisé de tromper par une représentation édulcorée de nos objectifs; qu'ils sont une tribu avide de bénéfices, qui renoncerait volontiers à ses droits de préemption sur la Palestine en échange d'avantages matériels et culturels. Personnellement, je rejette toute représentation de ce genre des Arabes. Leur niveau culturel est bas; ils n'ont ni notre efficacité ni notre volonté; mais ils ont une appréhension de la psychologie tout aussi affinée que la nôtre. Comme nous, ils ont été formés pendant des siècles à la spéculation et aux exercices intellectuels. Nous pouvons bien leur rebattre les oreilles avec nos discours sur nos propres aspirations, cela ne les empêchera pas de comprendre aussi clairement que nous ce qui leur convient. Ils sont attachés à la Palestine par le même amour instinctif et le même désir de possession que les Aztèques pour leur Mexique ou les Sioux pour leur savane. (...)

Peu importe les paroles - herzliennes ou herbert-samueliennes - que nous utiliserons pour expliquer le but de nos efforts en faveur de notre établissement en Palestine. Cet établissement porte en lui-même sa propre signification, inéluctable et compréhensible pour tout Juif et tout Arabe de bon sens : notre effort d'établissement en Palestine ne peut avoir qu'un objectif absolument inadmissible pour les Arabes palestiniens, mais qui est dans la nature des choses, d'une nature que I'on ne peut modifier.

Beaucoup de sionistes trouvent le projet suivant très attrayant : si l'on ne peut obtenir l'accord des Arabes palestiniens au projet sioniste, il faut l'obtenir des Arabes des autres pays, ceux de Syrie ou de Mésopotamie (l'Irak), du Hedjaz (l'Arabie), voire ceux de l'Egypte. Si même on pouvait obtenir leur accord, la situation ne changerait pas fondamentalement : l'état d'esprit des Arabes de Palestine ne changerait pas. (...)

La conclusion doit être que nous n'avons pas les moyens d'assurer une contrepartie plausible, ni aux Arabes de Palestine, ni à ceux des autres pays arabes. Par conséquent un accord de plein gré est inconcevable. C'est pourquoi ceux pour qui un accord avec les Arabes est une condition *sine qua non* de la politique sioniste peuvent se dire, dès aujourd'hui, qu'il est hors de question de l'obtenir et qu'il ne reste plus qu'à renoncer au projet sioniste. Notre action d'immigration en Palestine doit cesser, ou se poursuivre sans s'arrêter à la position des Arabes ; de telle sorte que notre établissement puisse s'y développer sous la tutelle d'une puissance qui ne soit pas dépendante de la population locale, à labri d'une muraille de fer que cette population ne pourra jamais forcer.

Telle doit être notre politique quant à la question arabe. Quelle peut-être, pour nous, la valeur de la Déclaration Balfour? Quelle est l'utilité de la SDN ? Leur importance réside en ce qu'une puissance étrangère a assumé l'obligation de créer en Palestine les conditions de sécurité et d'administration qui permettront d'empêcher toute entrave, de la part de la population locale, à notre action, même si telle était son intention. Tous, sans exception, nous exigeons sans trêve que cette puissance extérieure remplisse ses obligations, de la manière la plus stricte et la plus rigoureuse. De ce point de vue, il n'y a pas de différence entre ceux que l'on nomme chez nous les « militaristes » et nos « végétariens ». Les premiers veulent une « muraille de fer » appuyée sur des baïonnettes juives, les autres préfèrent des baïonnettes anglaises. Les partisans d'un accord avec Bagdad (idée bizarre et dangereuse) sont prêts à se satisfaire de baïonnettes irakiennes; mais tous veulent une « muraille de fer ». Dès lors, nous portons nous-mêmes atteinte à nos intérêts, lorsque nous déclamons nos discours sur un accord avec les Arabes et que nous insinuons dans l'esprit des dirigeants de la puissance mandataire que la « muraille de fer» n'est pas l'essentiel, que seules comptent les discussions interminables. Ce genre de discours ne peut être que nuisible à notre cause. C'est pourquoi ce n'est pas seulement un plaisir, mais c'est un devoir de combattre la phraséologie creuse, de faire la démonstration de ce qu'elle a de purement illusoire et de mettre en lumière sa duplicité.

Mon intention n'est pas de dire qu'un accord quelconque avec les Arabes palestiniens est absolument hors de question. Tant que subsiste, dans l'esprit des Arabes, la moindre étincelle

d'espoir qu'ils pourront un jour se défaire de nous, nulle belle parole, nulle promesse attirante n'amènera les Arabes à renoncer à cet espoir, précisément parce qu'ils ne sont pas une populace vile, mais une nation bien vivante. Or, une nation bien vivante n'est disposée à faire des concessions que lorsqu'elle a perdu tout espoir de « se défaire de nous » et que toute brèche de la « muraille de fer» est définitivement colmatée. Ce n'est qu'alors que les groupements extrémistes et leurs slogans « jamais, au grand jamais ! » perdront leur influence. Alors seulement, ils céderont la place à des groupes plus modérés; alors seulement, ces derniers pourront faire entendre leur voix et proposer des concessions mutuelles. C'est à ce moment-là qu'ils commenceront à négocier avec nous sur les questions pratiques, telles que les garanties contre l'expulsion des Arabes et pour l'égalité des droits civils et politiques. Mon espérance et ma foi sont que nous leur accorderons des garanties satisfaisantes et que les deux peuples pourront vivre en bon voisinage. Toutefois, la seule voie qui puisse nous mener à un tel accord est celle de la « muraille de fer », c'est-à-dire l'existence d'une force, en Palestine, qui ne soit influencée d'aucune façon par les pressions des Arabes. Autrement dit : le seul moyen d'arriver à un accord futur est le renoncement d'arriver à un accord, aujourd'hui.

La morale de la muraille de fer

« Dans la guerre centre le sionisme, on emploie divers slogans populaires : la démocratie, le droit à la majorité, le droit des nations à l'autodétermination. Ce qui veut dire: si les Arabes constituent, aujourd'hui, la majorité en Palestine, c'est à eux que revient le droit à l'« autodétermination », c'est-à-dire le droit de décider que la Palestine sera un Etat arabe. La démocratie et l'autodétermination sont des principes sacrés comme le nom de Dieu qu'il ne faut pas évoquer en vain pour les besoins de la tromperie et pour des vues répréhensibles et contraires à la justice. Le principe de l'autodétermination ne signifie pas que celui qui s'empare à un moment donné d'une parcelle de terre en demeurera le propriétaire pour toujours et que celui qui a été éloigné par la force de sa terre restera un éternel errant. L'autodétermination signifie la révision: une révision du partage du globe entre les peuples, de sorte que ceux des peuples qui possèdent un excédent de terres en cèdent une partie à ceux qui en ont trop peu ou qui en sont dépourvus totalement et faire ainsi que tous les peuples puissent bénéficier du droit à l'autodétermination. Après que le monde civilisé tout entier a reconnu le droit des Juifs à rentrer en Palestine, c'est-à-dire que les Juifs sont les « citoyens » et les « occupants» de la Palestine qui en ont été expulsés et dont le retour doit prendre beaucoup de temps, il est impossible de soutenir que la population actuelle a le droit de les en empêcher : et d'utiliser, pour ce faire, le principe de la « démocratie ». La démocratie de Palestine s'appuie sur deux groupements nationaux : celui des habitants actuels et celui des

habitants qui en ont été expulsés par la force et qui représente le groupement le plus nombreux. (...)

Le monde n'appartient pas exclusivement à Untel qui possède un territoire trop grand pour ses besoins, mais également à ceux qui ne possèdent rien. L'expropriation du territoire d'un peuple qui possède de grands domaines, pour y établir un foyer en faveur d'un peuple errant, est un acte de simple justice. Si le propriétaire s'y oppose (ce qui est parfaitement naturel), il faut l'obliger à accepter. Une vérité sacrée qui nécessite l'utilisation de la force pour être réalisée ne cesse pas moins d'être une vérité sacrée. C'est sur cela que s'appuie notre position unique face à l'opposition arabe. Quant à l'accord, nous n'en parlerons que lorsqu'ils accepteront d'en négocier un. »

Source : « La muraille de fer », suivie de « La morale de la muraille de fer », 1933, Zeev Jabotinsky, *CEuvres completes*, vol 2 : *En marche vers l'Etat*, Jérusalem, éd. Ari Jabotinsky, 1959, p. 255-262 et 263-266; textes cités dans Denis Charbit, *Sionismes, textes fondamentaux*, Paris, Albin Michel, 2010, p. 537-546 ; extraits cités par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe – XXIe siècle*, Coll. U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011, pp.117-120

Annexe 4

LA PROCLAMATION DE L'ETAT D'ISRAEL (14 MAI 1948)

Ce texte reprend le discours prononcé par David Ben Gourion, en sa qualité de chef de l'Agence juive représentant la population juive auprès des autorités mandataires, le 14 mai 1948. Il y proclame la création officielle de l'Etat juif d'Israël. L'absence de mention du périmètre de souveraineté de l'Etat permet de laisser la porte ouverte aux expansions dans le cadre des combats à venir. L'URSS et les Etats-Unis reconnaissent immédiatement le nouvel Etat et les armées arabes, refusant ce fait accompli, attaquent le lendemain.

« Article premier. La terre d'Israël est le lieu où naquit le peuple juif. C'est là que s'est formée son identité spirituelle, religieuse et nationale. C'est là qu'il a réalisé son indépendance. C'est là qu'il a créé une culture qui a une signification nationale et universelle, et c'est là qu'il a offert au monde la Bible éternelle.

Article 2. Contraint à l'exil, le peuple juif est resté fidèle à la terre d'Israël dans tous les pays où il s'est retrouvé dispersé, ne cessant jamais de prier et d'espérer y revenir pour rétablir sa liberté nationale.

Article 3. Motivés par ce lien historique, les Juifs ont aspiré à chaque génération au retour de leur souveraineté sur leur ancienne patrie. Au cours des dernières décennies, ils sont revenus en masse. Ils ont mis en valeur les terres incultes, ont fait renaître leur langue, ont construit des villes et des villages, et ont installé une communauté entreprenante et en développement constant, ayant sa propre vie économique et culturelle. Ils ont recherché la paix tout en étant prêts à se défendre. Ils ont apporté

les bienfaits du progrès à tous les habitants du pays et se sont préparés à l'indépendance politique.

Article 4. En 1897, le premier congrès sioniste, inspiré par la vision de l'Etat juif de Theodor Herzl, a proclamé le droit du peuple juif au renouveau national dans son propre pays. Ce droit a été reconnu par la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 et réaffirmé par le mandat de la Société des Nations qui a apporté une reconnaissance internationale formelle au lien historique du peuple juif avec la Palestine et à son droit de rétablir son Foyer national.

Article 5. La Shoah qui s'est abattue tout récemment sur le peuple d'Israël, anéantissant des millions de Juifs en Europe, a montré à nouveau le besoin de résoudre le problème dû à l'absence de patrie et d'indépendance du peuple juif par le rétablissement en terre d'Israël de l'Etat juif qui ouvrirait ses portes à tous les Juifs et conférerait au peuple juif un statut d'égalité au sein de la communauté des nations.

Article 6. Les survivants du terrible massacre organisé par les nazis en Europe, de même que les Juifs originaires des autres pays, n'ont pas abandonné leurs efforts pour rejoindre Israël. En dépit des difficultés, des obstacles et des périls; ils n'ont cessé de revendiquer leur droit à une vie de dignité, de liberté et de travail honnête sur la terre de leur peuple.

Article 7. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la communauté juive de Palestine a apporté sa pleine contribution au combat des nations éprises de liberté contre le fléau nazi. Les sacrifices de ses soldats et son effort de guerre lui ont valu le droit de figurer parmi les nations qui ont fondé l'Organisation des Nations Unies.

Article 8. Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution recommandant la création d'un Etat juif en Palestine. L'Assemblée générale a demandé aux habitants du pays d'Israël de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'application de cette résolution. Cette reconnaissance par les Nations Unies du droit du peuple juif à établir son Etat indépendant est irrévocable.

Article 9. C'est là le droit naturel du peuple juif de mener, comme le font toutes les autres nations, une existence indépendante dans son Etat souverain. En conséquence, nous, membres du Conseil national, représentant la communauté juive de Palestine et le mouvement sioniste mondial, sommes réunis en assemblée solennelle aujourd'hui, jour de la cessation du mandat britannique en Palestine, et en vertu du droit naturel et historique du peuple juif et conformément à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous proclamons la création de l'Etat juif en Palestine, qui portera le nom d'Etat d'Israël.

Article 10. Nous déclarons qu'à compter de la fin du mandat, à minuit dans la nuit du 14 au 15 mai 1948, et jusqu'à ce que des organismes de l'Etat régulièrement élus entrent en fonction, conformément à une Constitution qui sera élaborée par une Assemblée constituante d'ici au 1er octobre 1948, le Conseil national agira en qualité de Conseil provisoire de l'Etat, et l'Administration nationale fera fonction de gouvernement provisoire de l'Etat juif qui sera appelé Israël.

Article 11. L'Etat d'Israël sera ouvert à l'immigration des Juifs de tous les pays où ils sont dispersés. Il veillera au développement du pays au bénéfice de tous ses habitants. Il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix, ainsi que cela avait été conçu par les prophètes d'Israël ; il assurera une complète égalité sociale et politique à tous ses citoyens, sans distinction de religion, de race ou de sexe. II garantira la liberté de culte, de conscience, d'éducation et de culture; il assurera la protection des lieux saints de toutes les religions et respectera les principes de la Charte des Nations Unies.

Article 12. L'Etat d'Israël est prêt à coopérer avec les organismes et les représentants des Nations Unies pour l'application de la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 29 novembre 1947 et à prendre toutes les mesures nécessaires pour la mise en place de l'union économique sur l'ensemble de la Palestine.

Article 13. Nous demandons aux Nations Unies d'aider le peuple juif à édifier son Etat et d'admettre Israël dans la famille des nations.

Article 14. Victimes d'une agression caractérisée, nous demandons cependant aux habitants arabes de l'Etat d'Israël de préserver les voies de la paix et de jouer leur rôle dans le développement de l'Etat, sur la base d'une citoyenneté pleine et égalitaire et d'une juste représentation dans tous les organismes et les institutions - provisoires et permanents - de l'Etat.

Article 15. Nous tendons notre main en signe de paix et de bon voisinage à tous les Etats qui nous entourent et à leurs peuples, et nous les invitons à coopérer avec la nation juive indépendante pour le bien commun de tous. L'Etat d'Israël est prêt à apporter sa contribution au progrès du Proche-Orient dans son ensemble.

Article 16. Nous demandons au peuple juif de par le monde de se tenir à nos côtés dans la tâche d'immigration et de développement, et de nous aider dans le grand combat pour la réalisation du rêve des générations passées : la délivrance d'Israël.

Confiants en l'Eternel tout-puissant, nous signons cette déclaration en cette séance du Conseil provisoire de l'Etat, sur le sol de la patrie, dans la ville de Tel Aviv, cette veille du shabbat 5 lyar 5708, 14 mai 1948. »

Source : Cité dans Frédéric Encel, *Géopolitique du sionisme*, Paris, Armand Colin, 2" éd., 2009, p. 294-296, extrait repris par Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe – XXIe siècle*, Coll. U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011, pp.134-136

Annexe 5

LA CHARTE DE L'OLP ET SES AMENDEMENTS (1964-68)

Ce texte présente adopté au Congrès National Palestinien du 2 juin 1964 à Jérusalem constitue l'acte fondateur de l'OLP et marque la naissance du mouvement national palestinien.

Le second texte est le texte révisé de la Charte de l'OLP adopté au Ive CNP réuni au Caire en juillet 1968. La modification des objectifs de l'OLP en faveur de la libération nationale par les armes ('amal al fida'i) et la priorité donnée au mouvement national (*watanî*) signale les frustrations et le sursaut nés de la défaite de 1967. Cette nouvelle priorité donnée à la lutte armée « palestinienne », et non plus à l'unité arabe, reflète également l'influence croissante du Fatah sur les institutions de l'OLP. Yasser Arafat sera élu à la tête de l'organisation l'année suivante. Ce texte remanié reste en vigueur, à l'exception des dispositions concernant la destruction d'Israël abandonnées en 1989.

La charte nationale palestinienne, (*al-mithaq al-qawmi al-filastini*) adoptée en juin 1964

Article premier. La Palestine est une patrie arabe unie par des liens nationaux (arabes) solides au reste des territoires arabes dont l'ensemble forme la grande patrie arabe.

Article 2. La Palestine, dans les frontières délimitées lors du mandat britannique, constitue une unité territoriale indivisible.

Article 3. Le peuple arabe palestinien détient le droit légal sur sa patrie; il est une partie indivisible de la nation arabe dont il partage les espoirs et les peines, ainsi que le combat en vue de la liberté, la souveraineté, le progrès et l'unité.

Article 4. Le peuple de Palestine déterminera son destin après avoir réussi à libérer son pays en accord avec ses vœux, de son propre gré et selon sa seule volonté (pour ce qui concerne son statut, sa vie nationale et son avenir politique).

Article 5. La personnalité palestinienne constitue une caractéristique authentique, impérative et permanente ; elle est transmise de père en fils.

Article 6. Les Palestiniens sont les citoyens arabes qui résidaient habituellement en Palestine jusqu'en 1947, qu'ils en aient été expulsés ou qu'ils y soient demeurés, et quiconque est né de père arabe palestinien après cette date, en Palestine ou au dehors, est palestinien.

Article 7. Les citoyens juifs d'origine palestinienne sont considérés comme palestiniens pourvu qu'ils veuillent vivre loyalement et pacifiquement en Palestine.

Article 8. Eduquer la génération palestinienne née hors de Palestine dans un sens arabe et national est un devoir national fondamental. Tous les moyens d'information et d'éducation doivent être requis afin de lui donner de sa patrie une connaissance spirituelle profonde la liant à elle pour toujours de façon solide et inébranlable.

Article 9. Les clivages idéologiques, qu'ils soient de nature politique, sociale ou économique, ne sauraient distraire le peuple de Palestine de son premier devoir qui est la libération de la Palestine. Les Palestiniens tous ensemble forment un front national (*jibha wataniyya*) unique, agissant en vue de la libération de leur patrie par tous leurs sentiments et leurs forces spirituelles et matérielles.

Article 10. Les Palestiniens auront trois mots d'ordre : l'unité de la patrie, la mobilisation nationale (*qawmiyya*) et la libération. Une fois achevée la libération de

la patrie, le peuple palestinien adoptera comme mode de vie général le système politique, économique et social de son choix.
Article 11. Le peuple palestinien croit à l'unité arabe. Afin de contribuer pour sa part à la réalisation de cet objectif, il doit cependant, au stade actuel de sa lutte, sauvegarder son identité palestinienne en renforçant la conscience qu'il a de cette identité et en s'opposant à tout plan étranger qui risquerait de la diminuer ou de l'affaiblir.

Article 12. L'unité arabe et la libération de la Palestine sont deux objectifs complémentaires ; la réalisation de l'un facilite celle de l'autre. Ainsi l'unité arabe mène-t-elle à la libération de la Palestine, et la libération de la Palestine à l'unité arabe. Les actions visant à la réalisation de chacun de ces deux objectifs vont de pair.

Article 13. Le destin de la nation arabe et, à vrai dire, l'existence arabe elle-même dépendent du destin de la cause palestinienne. De cette interdépendance découlent les efforts de la nation arabe tendant à la libération de la Palestine. Le peuple palestinien tient un rôle naturel dans la réalisation de ce but sacré.

Article 14. La libération de la Palestine est, du point de vue arabe, un devoir national, dont la pleine responsabilité incombe à la nation arabe tout entière - peuples et gouvernements - avec, à l'avant-garde, le peuple arabe palestinien. II s'ensuit que la nation arabe doit mobiliser toutes ses ressources militaires, matérielles et spirituelles en vue de la libération de la Palestine et, notamment, offrir au peuple arabe palestinien aide et soutien afin de permettre la libération de sa patrie.

Article 15. La libération de la Palestine, d'un point de vue spirituel, fera bénéficier la Terre Sainte d'une atmosphère de sécurité et de quiétude, ce qui assurera la sauvegarde des Lieux Saints et garantira la liberté de culte en permettant à chacun de s'y rendre sans distinction de race, de couleur, de langue ou de religion. C'est pourquoi les Palestiniens souhaitent l'aide de toutes les forces spirituelles du monde.

Article 16. La libération de la Palestine, d'un point de vue international, est une action défensive rendue nécessaire par les besoins de l'autodéfense telle que la définit la Charte des Nations Unies. C'est pourquoi le peuple palestinien, naturellement

ouvert à l'amitié de tous les peuples, compte sur l'appui de tous les Etats épris de liberté, de justice et de paix afin que ses droits légitimes soient restaurés en Palestine, que la paix et la sécurité y soient rétablies et qu'il puisse exercer sa souveraineté nationale (*al-siyada al-wataniyya*) et sa liberté nationale (*al-hurriyya al-qawmiyya*).

Article 17. Le partage de la Palestine en 1947 et l'établissement de l'Etat d'Israël sont entièrement illégaux, quel que soit le temps écoule depuis lors, parce qu'ils sont contraires à la volonté du peuple palestinien et à son droit naturel sur sa patrie, et en contradiction avec les principes contenus dans la Charte des Nations Unies, particulièrement en ce qui concerne le droit à l'autodétermination.

Article 18. La déclaration Balfour, le mandat et tout ce qui en découle sont nuls et non avenus, Les prétentions fondées sur les liens historiques et religieux des juifs avec la Palestine sont incompatibles avec la vérité historique et une juste conception des éléments constitutifs d'un Etat. Le judaïsme, qui est une religion céleste méritant l'estime et le respect, ne saurait constituer une nationalité indépendante. De même, les juifs ne forment pas un peuple unique doté d'une identité propre, mais sont les citoyens des Etats auxquels ils appartiennent.

Article 19. Le sionisme est un mouvement colonialiste par ses origines, agressif et expansionniste dans ses buts, raciste et fanatique par nature, et fasciste dans ses objectifs et ses moyens. Israël, avant-garde de ce mouvement subversif est une source permanente de tensions et de troubles au Moyen-Orient en particulier, et dans la famille des nations en général. C'est pourquoi les Palestiniens méritent la sympathie et le soutien de la famille des nations.

Article 20. Les exigences de la sécurité et de la paix, autant que celles du droit et de la justice, requièrent de tous les Etats soucieux de maintenir des relations amicales entre les peuples et de veiller à la loyauté des citoyens envers leur patrie, de considérer le sionisme comme un mouvement illégal, d'en interdire l'existence et den proscrire les activités.

Article 21. Le peuple palestinien a foi dans les principes de justice, de liberté, de souveraineté, d'autodétermination et de dignité humaine, et dans le droit des peuples

à les mettre en oeuvre. II approuve les efforts internationaux tendant à établir la paix sur la base du droit et de la libre coopération internationale.

Article 22. Le peuple palestinien croit également à la coexistence pacifique sur la base de l'existence légale, puisque la coexistence pacifique est inconciliable avec l'agression, l'occupation et le colonialisme.

Article 23. Afin de réaliser les buts et les principes de cette charte, l'Organisation de libération de la Palestine est instaurée. Elle sera entièrement dévolue à la libération de la Palestine en accord avec ses statuts organiques.

Article 24. Cette organisation n'exercera aucune souveraineté territoriale sur la rive occidentale du Royaume hachémite de Jordanie, non plus que sur la bande de Gaza ni la zone de Himma ; son action s'exercera au niveau national (*qawmi*) populaire, dans les domaines de la libération, de l'organisation, de la politique, des finances.

Article 25. Cette organisation est responsable du mouvement du peuple palestinien dans sa lutte pour la libération de sa patrie et ce, dans tous les domaines de la libération, de l'organisation, de la politique et des finances et dans tout ce qu'exige la question palestinienne au plan arabe et au plan international.

Article 26. L'Organisation de libération coopérera avec tous les Etats arabes selon les possibilités de chacun. Elle n'interviendra dans les affaires intérieures d'aucun Etat arabe. […]

Texte établi et traduit par Philippe Chevrant-Breton d'après la version arabe reproduite dans *Al-watha'iq al-'arabiyya li-am 1964*, Beyrouth, American University Press, 1965, p. 80-82, et une traduction de I'OLP en anglais reprise par Yehosafat Harkabi, *The Palestinian Covenant*, Londres, 1979.

La charte nationale palestinienne (*al-mithdaq al-watani al-filastini*) révisée en juillet 1968

« Article 4. La personnalité palestinienne constitue une caractéristique authentique, impérative et permanente ; elle est transmise de père en fils, L'occupation sioniste et la dispersion du peuple arabe palestinien, par suite des malheurs (*nakbât*) qui l'ont frappé, ne lui font perdre ni sa personnalité, ni son appartenance palestinienne, et ne peuvent les effacer. […]

Article 7. L'appartenance palestinienne et le lien matériel, spirituel et historique avec la Palestine, constituent des données indiscutables. C'est un devoir national d'éduquer l'individu palestinien dans le sens de la révolution arabe. Tous les moyens d'information et d'éducation doivent être utilisés afin de donner à chaque Palestinien une connaissance spirituelle et matérielle approfondie de sa patrie. II doit être préparé à la lutte armée et au sacrifice de ses biens et de sa vie afin de reconquérir sa patrie jusqu'à la libération.

Article 8. La phase historique que traverse actuellement le peuple arabe palestinien est caractérisée par la lutte nationale (*watanî*) pour la libération de la Palestine. De ce fait, les dissensions entre les forces nationales palestiniennes sont d'une importance secondaire et doivent prendre fin, face à la contradiction fondamentale qui existe entre les forces du sionisme et du colonialisme d'un côté, et le peuple arabe palestinien de l'autre. Sur cette base, les masses palestiniennes, qu'elles vivent sur le sol de la patrie ou en exil, constituent, tant leurs organisations que les individus, un front national unique qui oeuvre à la reconquête de la Palestine et à sa libération par la lutte armée.

Article 9. La lutte armée est la seule voie menant à la libération de la Palestine. II s'agit donc d'une stratégie d'ensemble et non d'une simple phase tactique. Le peuple arabe palestinien affirme sa détermination absolue et sa ferme résolution de poursuivre la lutte armée et de préparer une révolution (*thawra*) populaire armée afin de libérer son pays et d'y revenir. II affirme également son droit à l'autodétermination et à la souveraineté sur ce pays.

Article 10. L'action des commandos (*al-'amal al-fidâ'î*) constitue le centre de la guerre de libération populaire palestinienne, ce qui exige de l'intensifier, de la généraliser, de la garantir et de mobiliser tout le potentiel humain et activiste palestinien en l'organisant et en l'entraînant dans la révolution populaire armée. Ceci exige aussi l'unité de la lutte nationale entre les divers groupements du peuple palestinien, ainsi qu'entre ces derniers et les masses arabes afin d'assurer la continuité, le progrès et la victoire de la révolution.

Article 11. Les Palestiniens auront trois mots d'ordre : l'unité de la patrie, la mobilisation nationale et la libération.

Article 12. Le peuple palestinien croit à l'unité arabe. Afin de contribuer pour sa part à la réalisation de cet objectif, il doit cependant, au stade actuel de sa lutte nationale, sauvegarder son identité palestinienne, renforcer la conscience qu'il a de cette identité et s'opposer à tout plan qui risquerait de la diminuer ou de l'affaiblir.

Article 13. L'unité arabe et la libération de la Palestine sont deux objectifs complémentaires ; la réalisation de l'une facilite celle de l'autre. Ainsi l'unité arabe mène-t-elle à la libération de la Palestine, et la libération de la Palestine à l'unité arabe. Les actions visant à la réalisation de chacun de ces deux objectifs vont de pair.

Article 14. Le destin de la nation arabe et, à vrai dire, l'existence arabe elle-même dépendent du destin de la cause palestinienne. De cette interdépendance découlent les efforts de la nation arabe tendant à la libération de la Palestine. Le peuple palestinien tient un rôle d'avant-garde dans la réalisation de ce but sacré.

Article 15. La libération de la Palestine est, du point de vue arabe, un devoir national ayant pour objet de repousser l'agression sioniste et impérialiste contre la patrie arabe et visant à éliminer le sionisme de la Palestine. La responsabilité entière incombe à cet égard à la nation arabe, peuples et gouvernements, avec, à l'avant- garde, le peuple arabe palestinien. II s'ensuit que la nation arabe doit mobiliser toutes ses ressources militaires, humaines, matérielles et spirituelles afin de contribuer activement, avec le peuple palestinien, à la libération de la Palestine. Elle doit

notamment, dans la phase actuelle de la révolution armée palestinienne, offrir et fournir au peuple palestinien toute l'aide et tout le soutien matériel et humain, et mettre à sa disposition les moyens et les facilités qui lui permettront de continuer à jouer son rôle d'avant-garde dans la révolution armée jusqu'à la libération de sa patrie. […]

Article 17. La libération de la Palestine, d'un point de vue humain, rendra à l'homme palestinien son honneur, sa dignité et sa liberté. C'est pourquoi le peuple arabe palestinien compte sur l'appui de tous ceux qui, dans le monde, croient en l'honneur de l'homme et en sa liberté. […]

Article 21. S'exprimant par la révolution armée palestinienne, le peuple arabe palestinien rejette toute solution de remplacement à la libération intégrale de la Palestine et toute proposition visant à la liquidation du problème palestinien ou à son internationalisation.

Article 22 Le sionisme est un mouvement politique organiquement lié à l'impérialisme mondial et opposé à tout mouvement de libération et à tout mouvement progressiste dans le monde. II est raciste et fanatique par nature, agressif expansionniste et colonial dans ses buts, et fasciste nazi dans ses moyens. Israël est l'instrument du mouvement sioniste et la base géographique et humaine de l'impérialisme mondial, stratégiquement placé au coeur même de la patrie arabe afin de combattre les espoirs de la nation arabe pour sa libération, son union et son développement. Israël est une source permanente de menaces pour la paix au Moyen-Orient et dans le monde entier. Etant donné que la libération de la Palestine éliminera la présence sioniste et impérialiste et conduira à l'instauration de la paix au Moyen-Orient, le peuple palestinien compte sur l'appui des démocrates (*al-ahrâr*) et des forces progressistes et pacifiques du monde et les invite tous instamment, quelles que soient leurs affiliations et leurs croyances, à lui fournir aide et soutien dans son juste combat pour la libération de sa patrie. […]

Article 26. L'Organisation de Libération de la Palestine, qui représente les forces de la révolution palestinienne, est responsable du mouvement du peuple palestinien dans sa lutte pour reconquérir sa patrie, la libérer et y revenir afin d'y exercer son droit à

l'autodétermination, et ce, dans tous les domaines militaire, politique et financier, ainsi que dans tout ce qu'exige la question palestinienne au plan arabe et au plan international.

Article 27. L'Organisation de libération coopérera avec tous les Etats arabes selon les possibilités de chacun. Elle s'en tiendra à une politique de neutralité, à la lumière des exigences de la guerre de libération, et, sur la base de ce principe, n'interviendra dans les affaires intérieures d'aucun Etat arabe.

Article 28. Le peuple arabe palestinien revendique l'authenticité et l'indépendance de sa révolution nationale (*thawra wataniyya*); il repousse toute forme d'ingérence, de mise en tutelle et de satellisation.

Article 29. Le peuple palestinien est le premier et authentique dépositaire du droit de libérer et de reconquérir sa patrie. II détermine sa position envers tous les Etats et forces en présence sur la base de leurs positions à l'égard de son problème et de l'étendue de leur soutien à la révolution qu'il mène pour réaliser ses objectifs.

Article 30. Les combattants et tous ceux qui portent les armes dans la guerre de libération forment le noyau de l'armée populaire qui constituera la force de protection garantissant le succès du peuple arabe palestinien.

Source : Texte français dans *Problèmes économiques et sociaux*, Pans, La Documentation française, n°253, 7 mars 1975, p. 14-16; traduction adaptée par Philippe Chevrant-Breton, sur la base du texte arabe in *Wathâ'iq Filastîn*, Dâ'irat al-thaqâfa, Munazzamat al-tahrîr al-filastîniyya, 1980, p. 343-347.

Source : Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes. XIXe – XXIe siècle*, Coll. U Histoire, Armand Colin, Paris, 2011, pp.161-169

Annexe 6

LETTRE OUVERTE AUX OPPRESSES DU LIBAN ET DU MONDE (HEZBOLLAH 1985)

Le texte ci-dessous est un extrait de la *Lettre Ouverte aux Oppressés du Liban et du monde* par laquelle *Hezbollah* annonça sa création officielle le 16 février 1985 et définit ses grands principe idéologiques et ses objectifs.

1. The text of the Open Letter[2] addressed by Hizbullah to the oppressed in Lebanon and the world

February 16, 1985

The cover page of the Manifesto opens with the following Qur'anic quote: "Whoever takes Allah, His Apostle and those who believe as friends [must know] that Allah's party [Hizbullah] in indeed the triumphant". (5:56)

Dedication

- To the torch that increased in light and brightness, so that it lit, to the oppressed in Lebanon, the path to a free dignified life, and burned, with its pure glittering blood [*jihad* and martyrdom], the strength of the "Zionist Entity" [Israel] and its myth.

- To the leader who confided in and trusted his folk and was the lead for them in *jihad* [Shaykh Raghib Harb]. He sacrificed his soul and died as a martyr or was martyred in order to grant them victory[3], and as a witness to the tyranny and oppression of the world oppressors.

- To the emblem of the victorious Islamic Resistance, and the great uprising (*Intifada*) that our people are still underlining with it the greatest Husayni[4] epics in the South and Western *Biqa'*.

- To the one who shattered the American dream in Lebanon and fought (resisted) the Israeli occupation, raising the banner of action according to the *wilayat al-faqih*, the leader, who liked to be addressed/characterized as the prince of the Muslims, Abdallah (the servant of God) al-Khumayni…

- We [Hizbullah] dedicate this, "Open Letter to the oppressed of the world", to the Shaykh of the martyrs, Raghib Harb (may God's blessings be upon him), consolidating between its lines the Islamic revolutionary-political path that was personified by our happy martyr, with his brothers the martyrs, so that he will become a leading example [to emulate] and a clear guide to all the freedom fighters (*mujahidin*) in Lebanon… We ask God, Glory be to Him and

> highly exalted, to endow us with patience, consolidate our grounds, and make us victorious over the oppressors (*al-qawn al-zalimin*).[5]

The main text of the Manifesto opens with the following Qur'anic substantiation:

> "And say: 'The truth is from your Lord. Whoever wishes, let him believe; and whoever wishes, let him disbelieve'. We have prepared for the wrongdoers a Fire whose canopy encompasses them all. If they call for relief, they will be relieved with water like molten brass which scars the faces. Wretched is the drink and wretched is the resting-place!" (18:29).[6]

1. *Who are we, and what is our identity?*

We, the son's of Hizbullah's *umma*, whose vanguard God has given victory in Iran and which has established the nucleus of the world's central Islamic state, abide by the orders of a single wise and just command represented by the guardianship of the jurisprudent (*wallyy al-faqih*), currently embodied in the supreme Ayatullah Ruhallah al-Musawi al-Khumayni… who has detonated the Muslim's revolution, and who is bringing about the glorious Islamic renaissance.

Therefore, we in Lebanon are neither a closed organisational party nor a narrow political framework. Rather, we are an umma tied to the Muslims in every part of the world by a strong ideological-doctrinal, and political bond, namely, **Islam**, whose message God completed at the hands of the last of His prophets, Muhammad… God has established Islam as a religion for the world to follow… Therefore, what befalls the Muslims in Afghanistan, Iraq, the Philippines, or elsewhere befalls the body of our Islamic nation of which we are an indivisible part and we move to confront it out of a "religious duty" (*wajib shar'i*) primarily and in light of a general political visualisation decided by the leader *wallyy al-faqih*.

The main sources of our culture are the venerable Qur'an, the infallible Sunna, and the rules and religious edicts made by the jurist (*faqih*), the authority of emulation. These sources are clear, uncomplicated, and accessible to all without exception and they need no theorisation or philosophy. All they need is abidance and application.

… Each of us is a combat soldier when the call of ***jihad*** demands it and each of us undertakes his task in the battle in accordance with the "legitimate and religious responsibility" (*taklif shar'i*) of the ***Wilayat al-Faqih***, the leader. God is behind us with His care, putting fear in our enemies' hearts, and giving His dear and resounding victory against them. (Bold is mine). [7]

"You shall find the most hostile people to the believers to be the Jews and the polytheists"(5: 82)[11]

4 & 5 We have no choice except confrontation, Zionist-Phalangist coordination/coalescing

We have no alternative but to confront aggression by sacrifice. The coordination between the Phalangists and Israel continues and develops.

A hundred thousand victims – this is the approximate balance sheet of crimes committed by them and by the US against us. Almost half a million Muslims were forced to leave their homes. Their quarters were virtually totally destroyed in *Nab'a*, my own Beirut suburb, as well as in *Burj Hammud, Dekonaneh, Tel Zaatar, Sinbay, Ghawarina* and *Jubeil*[12] – all in areas controlled today by the 'Lebanese Forces'[13]. The Zionist occupation then launched its usurpatory invasion of Lebanon in full and open collusion with the Phalanges. The latter condemned all attempts to resist the invading forces. They participated in the implementation of certain Israeli plans in order to accomplish its Lebanese dream and acceded to all Israeli requests in order to gain power.

And this is, in fact, what happened. Bashir Jumayyel[14], that butcher, seized power with the help also of OPEC countries and the Jumayyel family. Bashir tried to improve his ugly image by joining the six-member Committee of Public Safety presided over by former President Elias Sarkis[15], which was nothing but an American-Israeli bridge borrowed by the Phalangists in order to control the oppressed. Our people could not tolerate humiliation any more. It destroyed the oppressors, the invaders and their lackeys. But the US persisted in its folly and installed Amin Jumayyel[16] to replace his brother. Some of his first so called achievements were to destroy the homes of refugees and other displaced persons, attack mosques, and order the army to bombard the southern suburbs of Beirut, where the oppressed people resided. He invited European troops to help him against us and signed the May 17th, [1983] accord with Israel making Lebanon an American protectorate.[17]

6 & 7 Our main enemies, and our objectives/goals in Lebanon

Our people could not bear any more treachery. It decided to oppose infidelity – be it French, American or Israeli – by striking at their headquarters and launching a veritable war of resistance against the Occupation forces. Finally, the enemy had to decide to retreat by stages.

Let us put it truthfully: the sons of Hizhallah know who are their major enemies in the Middle East – the Phalanges, Israel, France and the US. The sons of our *umma* are now in a state of growing confrontation with them, and will remain so until the realization of the following three objectives:

a. To expel the Americans, the French, and their allies definitely from Lebanon, putting an end to any colonialist entity on our land;
b. To submit the Phalanges to a just power and bring them all to justice for the crimes they have perpetrated against Muslims and Christians;
c. To permit all the sons of our people to determine their future and to choose in all the liberty the form of government they desire. We call upon all of them to pick the option of Islamic state, which alone, is capable of guaranteeing justice and liberty for all. Only an Islamic state can stop any further tentative attempts of imperialistic infiltration into our country.[18]

8. *Our Friends*

These are Lebanon's objectives; those are its enemies. As for our friends, they are all the world's oppressed peoples. Our friends are also those who combat our enemies and who defend us from their evil. Towards these friends, individuals as well as organizations, we turn and say:

Friends, wherever you are in Lebanon… we are in agreement with you on the great and necessary objectives: destroying American hegemony in our land; putting an end to the burdensome Israeli Occupation; beating back all the Phalangists' attempts to monopolize power and administration.

Even though we have, friends, quite different viewpoints as to the means of the struggle, on the levels upon which it must be carried out, we should surmount these tiny divergences and consolidate cooperation between us in view of the grand design…[19]

You convey ideas that do not originate from Islam… and this does not preclude cooperation with you in order to achieve these goals… especially since we feel that the motives, which exhort you to struggle, are Muslim motives in the first place, originating from the oppression and tyranny that has been practiced and imposed upon you … even if these motives were formed by un-Islamic ideas, they have to converge back to the essence of Islam. Then, you witness that revolutionary Islam spearheads the struggle to confront tyranny and oppression…[20]

9. *We are committed to Islam, but we do not impose it by force*

We are an *umma*, which adheres to the message of Islam. We want all the oppressed to be able to study the divine message in order to bring justice, peace and tranquillity to the world: "There is no compulsion in religion; true guidance has become distinct from error. Thus he who disbelieves in the Devil and believes in Allah grasps the firmest handle [bond] that will never break. Allah is All-Hearing, All-Knowing. Allah is the Supporter of the believers. He brings them out of darkness into light. As for those who disbelieve, their supporters are the devils who bring them out of light into darkness. Those are the people of the Fire in which they shall abide forever" (2:256-7).

This is why we don't want to impose Islam upon anybody, as much as we don't want others to impose upon us their convictions and their political systems. We don't want Islam to reign in Lebanon by force, as is the case with political Maronism today.[21]

We stress that we are convinced of Islam as an ideology, doctrine, political order, and mode of governance. We call all the populace to be conversant with it and its religious imperatives/injunctions. We also call upon the populace to adhere to its teachings at the individual, political, and social levels. If our populace could freely choose the system of government in Lebanon, then they would definitely opt for Islam. From this perspective, we call for the implementation of an Islamic order on the basis of direct and free choice as exercised by the populace, and not on the basis of force, as others might entertain...[22]

10. *The bare minimum of our aspirations in Lebanon*

This is the minimum that we can accept in order to be able to accede by legal means to realize our ambitions, to save Lebanon from its dependence upon East and West, to put an end to foreign occupation [Israeli occupation] and to adopt a regime freely wanted by the people of Lebanon.[23]

11. *Why do we confront the existing regime?*

This is our perception of the present state of affairs. This is the Lebanon we envision. In the light of our conceptions, our opposition to the present system is the function of two factors; (1) the present regime is the product of arrogance so unjust

14. *Our story with the world oppressors*

We reject both the USSR and the US, both Capitalism and Communism, for both are incapable of laying the foundations for a just society.

With special vehemence we reject UNIFIL[30] as they were sent by world arrogance to occupy areas evacuated by Israel and serve for the latter as a buffer zone. They should be treated much like the Zionists. All should know that the goals of the Phalangist regime do not carry any weight with the Combatants of the Holy War [Jihad], i.e., the Islamic resistance. This is the quagmire, which awaits all foreign intervention.

There, then, are our conceptions and our objectives, which serve as our basis and inspire our march. Those who accept them should know that all rights belong to Allah and He bestows them. Those who reject them, we'll be patient with them, till Allah decides between us and the people of injustice.[31]

Source : Joseph Alagha, *The Shifts in Hizbullah's ideology. Religious Ideology, Political Ideology, and Political Program*, Amsterdam University Press, Amsterdam, 2006, pp.223-230

Annexe 7

LA CHARTE DU HAMAS (AOUT 1988)

Ce texte reprend le texte du « Pacte » par lequel le *Hamas* (*Harakat al Muqawama al islamiyya* – « Mouvement de la Résistance islamique »), qui est né quelques mois plus tôt avec le début de l'Intifada, annonce ses objectifs, les principes et les références fondamentales qui structurent son idéologie. Il s'inscrit dans la filiation des Frères musulmans, dont il constitue le bras armé et pour cette raison affiche son attachement aux valeurs islamiques. Par cette Charte (*al Mithaq*), le mouvement désigne clairement la figure de son ennemi. La Charte reste jusqu'à aujourd'hui le texte de référence du mouvement, même si celui-ci a eu tendance au cours des dernières années à prendre de la distance avec les passages les plus antisémites de ce texte.

Pacte du Mouvement de la Résistance Islamique - Palestine,
Palestine: 1 Muharram 1409 Hégirienne
18 août 1988 Chrétienne

« Au nom de Dieu Le Miséricordieux, celui qui fait miséricorde »

« Vous êtes la meilleure Communauté suscitée par les hommes : vous ordonnez ce qui est convenable, et interdisez ce qui est blâmable, vous croyez en Dieu. Si les gens du Livre croyaient, ce serait meilleur pour eux. Parmi eux, se trouvent des croyants mais la plupart d'entre eux sont pervers. Ils ne vous nuiront que faiblement. S'ils vous combattent, ils tourneront vite le dos et, ensuite, ils ne seront pas secourus.

L'humiliation les a frappés là où ils se trouvaient, à l'exception de ceux qui étaient protégés par une alliance de Dieu et une alliance des hommes. Ils ont encouru la colère de Dieu ; la colère les a frappés. II en fut ainsi parce qu'ils ne croyaient pas aux signes de Dieu et qu'ils tuaient injustement les prophètes. II en fut ainsi : parce qu'ils ont désobéi et qu'ils ont été transgresseurs. »
Coran 3, 109-111

« Israël existe et continuera à exister jusqu'à ce que l'islam l'abroge comme il a abrogé ce qui l'a précédé. »
L'imam martyr Hasan al-Banna - que Dieu lui fasse miséricorde !

« Le monde islamique est en feu; il est du devoir de chacun de nous d'y verser de l'eau et pas qu'un peu, pour éteindre ce qu'il est possible d'éteindre, sans attendre un autre. »
Cheikh Amjad al-Zahâwî - que Dieu lui fasse miséricorde !

Au nom de Dieu Le miséricordieux, celui qui fait miséricorde

Introduction

Louange à Dieu à qui nous demandons aide, pardon, indications sur la voie juste et en qui nous plaçons notre confiance ! Nous bénissons et saluons l'Apôtre de Dieu, sa famille, ses compagnons et ses Saints, ceux qui ont porté sa miséricorde et qui ont adopté sa voix ! Prière et bénédiction perpétuelles tant que dureront les cieux, la terre.

Gens:
Au milieu des soucis et de la mer des souffrances, du tréfonds des cœurs palpitants des croyants et par les bras purifiés par les ablutions, par la conscience du devoir et l'acquiescement à l'ordre de Dieu, la mission (*al-da'wa*) a été réalisée de même que la convergence et le rassemblement, l'éducation basée sur la régie de Dieu, la volonté déterminée de tenir son rôle dans la vie, de franchir tous les obstacles et de surmonter les difficultés du chemin, l'entrainement continuel, la disposition à faire un don de soi et de tout ce qui est précieux sur le chemin de Dieu.

C'est alors que le noyau se forma et se mit à se Frayer son chemin dans cette mer démontée d'espérances et d'espoirs, de désirs et de vœux, de dangers et d'obstacles, de souffrances et de défis, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Quand la pensée fut mure, la graine germée et la plante bien enracinée dans la terre de la réalité, loin des sentiments éphémères et de la précipitation blâmable, le Mouvement de la résistance islamique est apparu pour assumer le rôle de combattant du djihad sur Le chemin de son Seigneur. II donne le bras à tous ceux qui mènent le djihad pour la libération de la Palestine. Le souffle de ses combattants du djihad se mêle à celui de tous les autres combattants du djihad qui se sont offerts sur la terre de Palestine depuis sa conquête par les compagnons de l'Apôtre de Dieu - que Dieu lui donne bénédiction et paix - jusqu'à nos jours.

Voici le pacte du Mouvement de la résistance islamique (Hamâs). II va révéler son image, dévoiler son identité, marquer ses positions, mettre en lumière ses aspirations, parler de ses espoirs et demander soutien, assistance, engagement dans ses rangs. Notre combat avec les Juifs est une entreprise grande et dangereuse qui requiert tous les efforts sincères et constitue une étape qui, sans nul doute, sera suivie d'autres étapes, c'est une phalange qui, sans nul doute, sera soutenue par d'autres qui, phalanges après phalanges, viendront de cet immense monde arabe et islamique jusqu'à l'écrasement des ennemis et la victoire de Dieu.
Ainsi les voyons-nous progresser à l'horizon, « Vous en aurez surement des nouvelles dans quelque temps» (Coran, 38, 88). « Dieu a écrit : 'Moi et mes prophètes, nous vaincrons surement !' Dieu est fort et puissant» (58, 21).

« Dis : 'Voici mon chemin! J'en appelle à Dieu, moi, et ceux qui me suivent, en toute clairvoyance. Gloire à Dieu ! Je ne suis pas au nombre des polythéistes. » (12, 108)

Chapitre premier: Définition du Mouvement

Ses bases intellectuelles
Article premier. Le Mouvement de la résistance islamique : l'islam est sa règle de vie; il en tire ses idées, ses concepts, de même que ses points de vue sur l'univers, sur la

vie et sur l'homme ; c'est à lui qu'il se remet pour juger de l'ensemble de ses pratiques et c'est de lui qu'il tire les indications sur la Voie droite sur laquelle mettre ses pas.

Lien du Mouvement de la résistance islamique avec l'Association des Frères musulmans

Article deuxième. Le Mouvement de la résistance islamique est une des ailes des Frères musulmans en Palestine. Le Mouvement des Frères musulmans est un organisme mondial, le plus important des mouvements islamiques de l'époque moderne; (...)

Sa structure et sa genèse (...)

Article quatrième. Le Mouvement de la résistance islamique accueille tout musulman qui embrasse sa profession de foi, adopte ses idées, s'attache à sa règle de vie, garde ses secrets et manifeste son souhait d'appartenir à ses rangs pour faire son devoir. Sa rétribution se trouve auprès de Dieu.

Dimensions temporelle et spatiale du Mouvement de la résistance islamique

Article cinquième. La dimension temporelle et spatiale du Mouvement de la résistance islamique : en adoptant l'islam pour règle de vie, il se situe en ligne directe avec la naissance de la mission (*risâla*) islamique, avec les Pieux Ancêtres. Dieu est son but, l'Apôtre son modèle et le Coran sa constitution. Sa dimension spatiale : partout où se trouvent des musulmans qui adoptent l'islam pour règle de vie, en n'importe quelle partie de la terre. [Le Mouvement] s'enfonce ainsi dans les profondeurs de la terre et atteint les plus hauts cieux. *[Suit citation du Coran, 14, 24-25]*

Spécificité et particularisme

Article sixième. Le Mouvement de la résistance islamique est un mouvement palestinien spécifique qui fait allégeance à Dieu, fait de l'islam sa règle de vie et œuvre à planter l'étendard de Dieu sur toute parcelle de la Palestine. A l'ombre de l'islam, les fidèles de toutes les religions peuvent coexister en toute confiance pour leur vie, leurs biens et leurs droits ; en l'absence de l'islam, les luttes apparaissent,

l'injustice se développe, la corruption se répand, les conflits et les guerres surviennent. (...)

Mondialisme du Mouvement de la résistance islamique

Article septième. (...) Le Mouvement de la résistance islamique est l'un des épisodes du djihad mené contre l'invasion sioniste. Il est étroitement lié au soulèvement du martyr 'Izz al-Dîn al-Qassâm et de ses frères combattants du djihad des Frères musulmans en 1936; il est aussi lié à un autre épisode, celui du djihad des Palestiniens, des efforts et du djihad des Frères musulmans dans la guerre de 1948 de même que des opérations de djihad menées par les Frères musulmans en 1968 et plus tard. (...)

Devise du Mouvement de la résistance islamique

Article huitième. Dieu est son but, l'Apôtre son modèle, le Coran sa constitution, le djihad son chemin, et la mort sur le chemin de Dieu la plus éminente de ses espérances. (...)

Chapitre troisième : La stratégie et les moyens

La stratégie du Mouvement de la résistance islamique : la Palestine est une terre islamique waqf

Article onzième. Le Mouvement de la résistance islamique considère que la terre de Palestine est une terre islamique *waqf* [de mainmorte] pour toutes les générations de musulmans jusqu'au jour de la résurrection. II est illicite d'y renoncer en tout ou en partie, de s'en séparer en tout ou en partie: aucun Etat arabe n'en a le droit, ni même tous les Etats arabes réunis ; aucun roi ni président n'en a le droit, ni même tous les rois et présidents réunis, aucune organisation n'en a le droit, ni même toutes les organisations réunies, qu'elles soient palestiniennes ou arabes. (...)

La patrie et le patriotisme du point de vue de la résistance islamique en Palestine

Article douzième. Le patriotisme (*al-wataniyya*), du point de vue du Mouvement de la résistance islamique, est un article de la profession de foi (*'aqida*) religieuse. Il n'y a rien de plus fort et de plus profond dans le patriotisme que le djihad qui, lorsque l'ennemi foule du pied la terre des musulmans, incombe à tout musulman et

musulmane en tant qu'obligation religieuse individuelle (*fard'ayn*); la femme n'a pas besoin de la permission de son mari pour aller combattre, ni l'esclave celle de son maître. (...)

Les solutions de paix, les initiatives et les conférences internationales
Article treizième. Les initiatives, les prétendues solutions de paix et les conférences internationales préconisées pour régler la question palestinienne vont à l'encontre de la profession de foi du Mouvement de la résistance islamique. Renoncer à quelque partie de la Palestine que ce soit, c'est renoncer à une partie de la religion. (...)
Il n'y aura de solution à la cause palestinienne que par le djihad. Quant aux initiatives, propositions et autres conférences internationales, ce ne sont que pertes de temps et activités futiles. (...)

Les trois cercles
Article quatorzième. La cause de la libération de la Palestine tient à trois cercles : le cercle palestinien, le cercle arabe et le cercle islamique. Chacun de ces trois cercles a un rôle propre à tenir dans la lutte contre le sionisme, chacun a ses devoirs propres. Ce serait une très lourde erreur et [le fruit] d'une ignorance très profonde que de vouloir faire l'économie de l'un de ces cercles. La Palestine est une terre islamique : elle a été la première des deux *qibla* et c'est le troisième Lieu Saint, point de départ de l'Ascension nocturne de l'Apôtre de Dieu - que Dieu lui donne bénédiction et paix. (...)

Chapitre quatrième : Nos positions sur (...)

L'Organisation de libération de la Palestine
Article vingt-septième. L'Organisation de libération de la Palestine est la plus intime des intimes du Mouvement de la résistance islamique. On y trouve le père ou le frère, le proche ou l'ami. Est-il donc possible que le musulman traite avec dureté son père ou son frère, son proche ou son ami? Notre patrie est une, notre malheur est un, notre destin est un et notre ennemi est commun. (...)

Le jour où l'Organisation de libération de la Palestine adoptera l'islam pour règle de vie, ce jour-là nous en serons les soldats et le combustible de son feu qui embrasera

l'ennemi. Jusqu'à ce que ce jour arrive - et nous demandons à Dieu que ce jour soit proche -, la position du Mouvement de la résistance islamique est celle du fils envers son père, du frère envers son frère, du proche envers son proche. (...)

Source : Traduit et cité par Jean-François Legrain, *Les voix du soulèvement palestinien 1987-1988*, Le Caire, Cedej, 1991, pp. 152-163, et http://www.gremmo.momJr/legrain/voix15.htm

Annexe 8

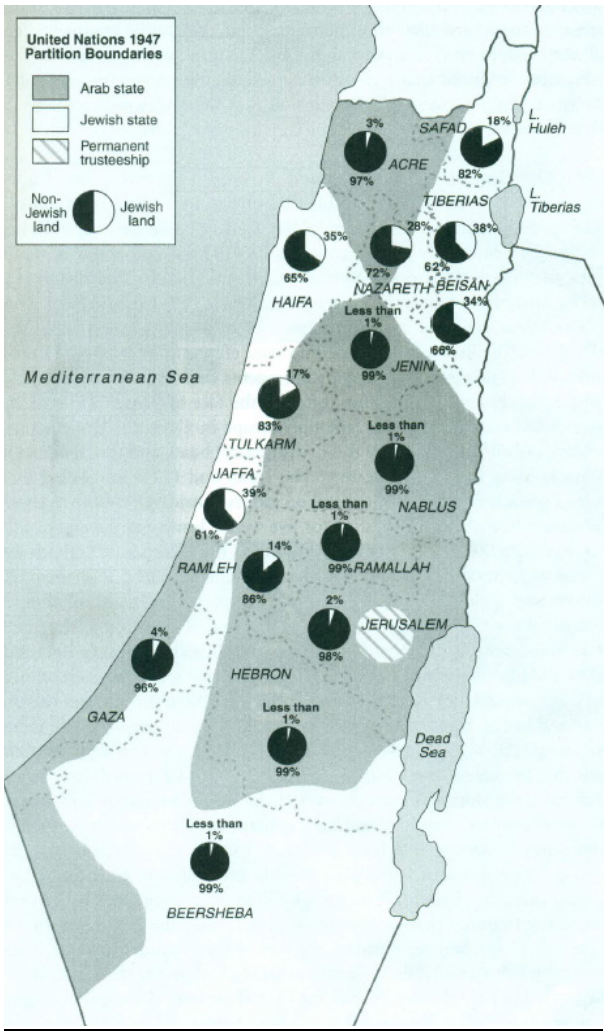
IMPLANTATIONS JUIVES EN PALESTINE MANDATAIRE (1914)

Cette carte montre la répartition géographique des terres détenues par la communauté juive de Palestine à la veille de la Première Guerre mondiale. Elle signale l'implantation des *moshavim* et des *kibbutzim* et la contiguïté territoriale qui existe entre certaines implantations.

Source : Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Coll. L'Art de la guerre, Editions du Rocher, 1998, p.27

Annexe 9

REPARTITION DES TERRES ENTRE LES POPULATIONS JUIVE ET ARABE AU MOMENT DU PLAN DE PARTAGE EN 1947



Cette carte présente la répartition géographique des terres possédées par les communautés juive et arabe en Palestine au moment du plan de partage proposé par les Nations Unies en 1947. Dans l'ensemble des régions, la propriété arabe des terres est dominante. Les régions attribuées à l'Etat juif dans le plan sont celles où est prioritairement implantées la population juive. En

dépit du très faible taux de terres possédées par la communauté juive dans la Néguev, le plan envisage de le rattacher au futur Etat juif afin de lui ménager un accès à la Mer Rouge.

Source : Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict. A History with Documents*, 7e éd.,Bedford-St Martin's, Boston/New York, 2010, p.191

Annexe 10

OFFENSIVES DE 1947/48 et 1949 ET SITUATION D'ISRAEL AU MOMENT DE L'ARMISTICE DE 1949

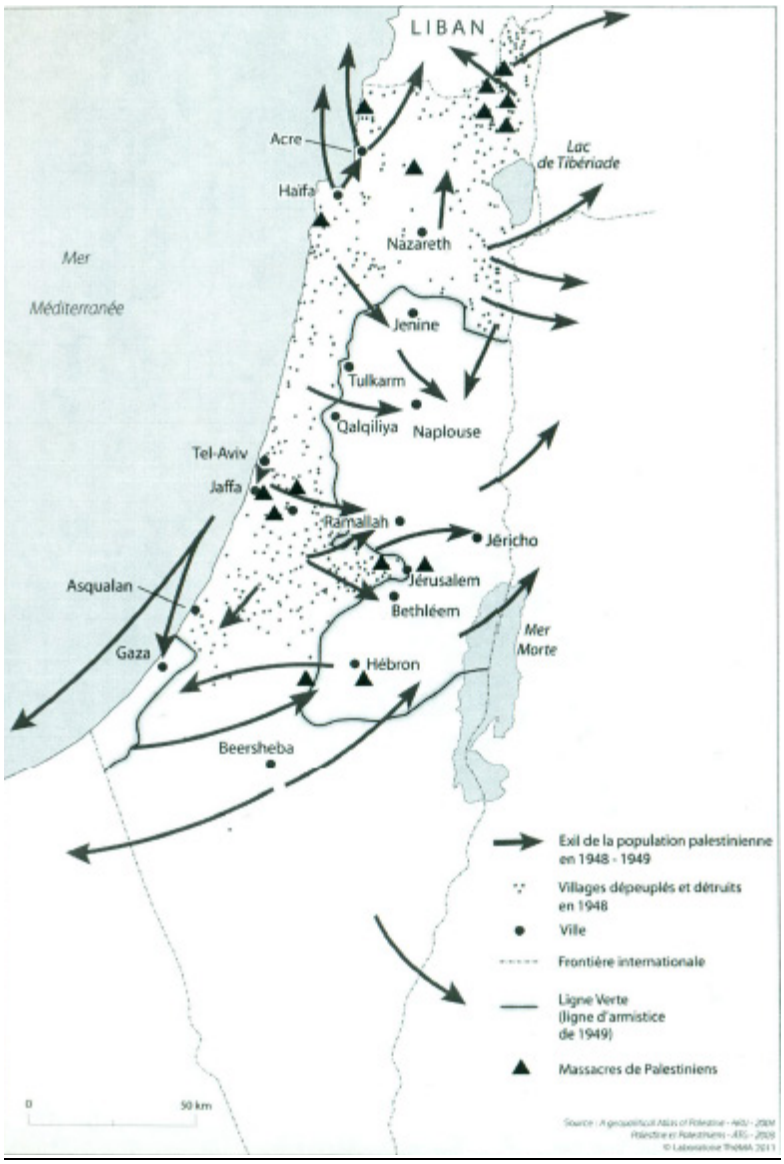
Cette carte présente les mouvements des différentes forces armées, régulières et irrégulières, au cours des affrontements de 1947-1949. Les opérations démontrent que les forces israéliennes ont tout d'abord chercher à sécuriser les régions attribuées à l'Etat juif dans le plan de partage,

puis la progression s'est faite à l'intérieur des zones arabes du plan de partage au cours des offensives de 1948-49 (conquête du Néguev, Galilée, frontière Sud- *Al 'Awja*). La progresssion israélienne a été stoppée dans la région de Jérusalem par les forces de la Légion arabe.

Source : Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict. A History with Documents*, 7e éd.,Bedford-St Martin's, Boston/New York, 2010, p.202

Annexe 11

DEPLACEMENTS DE POPULATION INTERNES ET FUITE DES REFUGIES VERS LES PAYS VOISINS (1948-1949)

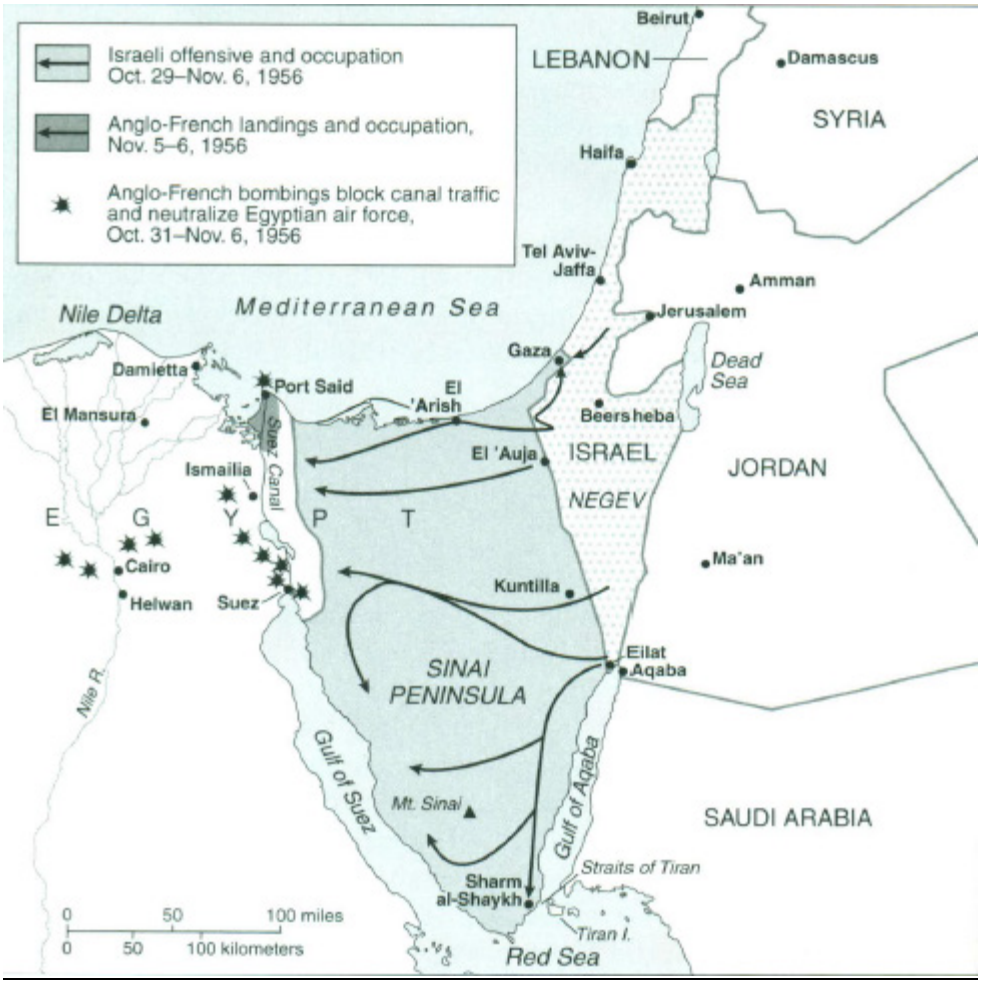


Cette carte présente les mouvements de la population palestinienne à l'intérieur de Palestine et en direction des pays voisins. Elle souligne la corrélation entre les violences (massacres, destructions de villages, villages vidés de leurs habitants) et le départ des populations.

Source : ARIJ 2004/Palestine et Palestiniens ATG 2003 et Laboratoire THEMA, 2011, extrait de Raphaël Porteilla, Jacques Fontaine, Philippe Icard et André Larceneux, *Quel Etat? Pour quelle Palestine ?*, Coll. Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, Paris, 2011

Annexe 12

OPERATIONS DE LA CAMPAGNE DE SUEZ (opérations « Mousquetaire » et « Kadesh » -1956)



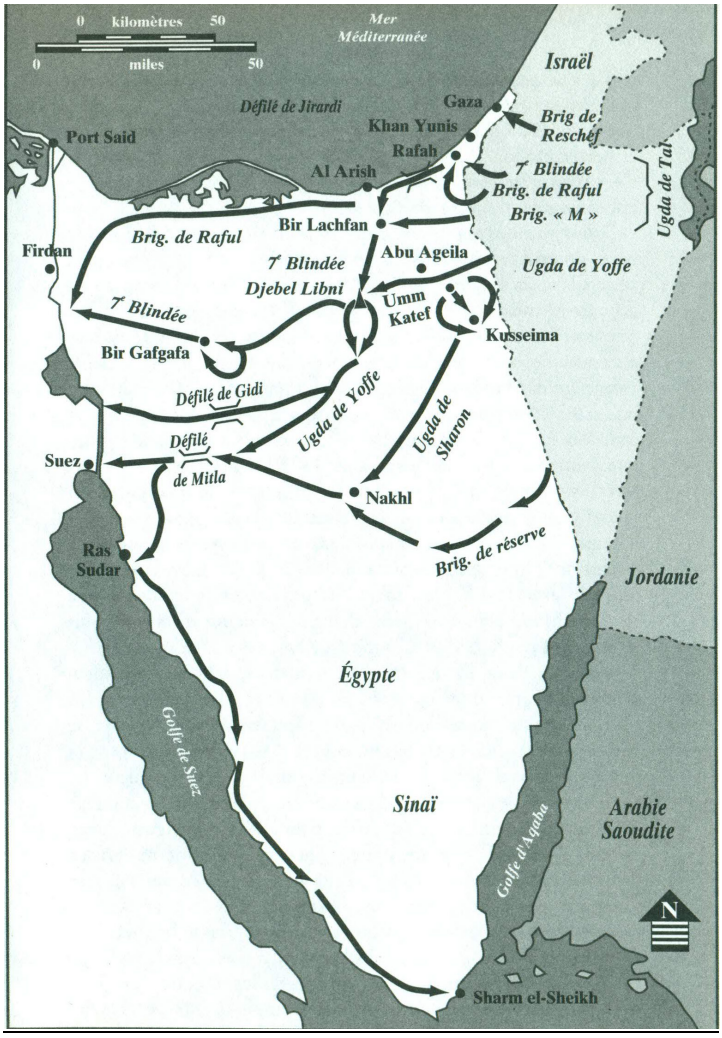
Cette carte montre les différents axes de progression des forces armées israéliennes au cours de la campagne de Suez (opération *Kadesh*) et la concentration des bombardements aériens franco-anglais sur les installations stratégiques égyptiennes (rive occidentale du Canal, Port Saïd et Ismaïlia, région du Caire) autour de la zone de Suez. Les Français ont également bombardé

***Rafah* (non mentionné). Les troupes franco-britanniques ont concentré leurs opérations à terre sur la zone de Port Saïd et l'embouchure méditerannéenne du canal de Suez. Les forces israéliennes, quant à elles, ont progressé sur trois axes de l'est vers l'ouest en direction du Canal (nord – *al 'Arish*/*Abu Agela*, centre –*Bir Gafgafa/Ismaïlia,* sud-défile de *Mlita/Suez/Ras al Sedr*, puis progression vers le Sud) et du nord en Sud en direction de *Charm al Cheikh*), indispensable à la sécurisation du détroit de Tiran.**

Source : Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict. A History with Documents*, 7e éd.,Bedford-St Martin's, Boston/New York, 2010, p.248

Annexe 13

CAMPAGNE DE 1967 – FRONT DU SINAI



La carte présente les axes de progression des forces israéliennes dans le Sinaï entre le 5 et le 10 juin 1967. Les forces ont progressé selon quatre axes principaux :

- dans le nord, la Brigade de *Reshef* a attaqué la bande de Gaza ; au centre la division *Tal* s'est divisée en trois brigades. Les deux premières se sont emparée de *Rafah* au nord. De là, une des brigades a progressé vers *al 'Arish* puis *Ismaïlia*.

- La division *Yoffé* a progressé, quand à elle, vers *Bir Lahfan*, où elle s'est divisée en deux. La première brigade a progressé vers le défilé de *Gidi* et la seconde vers celui de *Mlita*.

- Parallèlement, les forces de la division *Sharon* ont progressé s'est divisée en trois brigades : les deux premières ont progressé vers *Abu Ajeila* et la troisième s'est emparée de *Kusselma*. D'*Abu Ajeila*, les deux brigades ont continué en direction de *Nakhleh* puis ont bifurqué vers *Mlita* pour faire la jonction avec la brigade de la division *Yoffé*.
- Enfin, dans le Sud, la 8e brigade de réserve a progressé vers le centre de la péninsule et bifurqué pour faire la jonction avec les forces de la division Sharon à *Nakhleh*. A partir de *Mlita*, une des brigades de la division *Yoffé* a gagné Suez, où elle a rejoint une des brigades de la division *Tal*, puis elle a ensuite continué sa progression le long de la côte en direction de Charm al Cheikh où elle a fait la liaison avec les commandos parachutistes à *Tor* et Charm.
- La marine a, quant à elle, sécurisé Charm en progressant à partir d'Eilat vers le détroit de *Tiran*.

Source : Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Coll. L'Art de la guerre, Editions du Rocher, 1998, p.275

Annexe 14

GUERRE DES SIX JOURS (1967)
CISJORDANIE ET GOLAN

La carte montre la progression des troupes israéliennes sur les front du Golan au nord et sur le front central, en Cisjordanie du 5 au 10 juin 1967. Sur le front central, les troupes israéliennes ont progressé selon 3 axes :

- un premier axe au sud (brigades *Harel*, *Etzioni*, paras de Gour) ont pris en étau Jérusalem, où ils ont affronté les forces jordaniennes. Puis les forces se sont séparées en deux, l'une refoulant les Jordaniens vers le pont Allenby (Jéricho) et l'autre descendant vers le Sud (Hébron).
- La brigade *Kiryati* est partie du Latroun pour remonter vers le centre de la Cisjordanie (Ramallah) et faire la jonction avec les forces de la Brigade *Alexandroni* parties plus au nord vers Naplouse.

Les forces de la Brigade *Alexandroni* ont progressé vers Naplouse à partir de *Tulkarem* et de *Qalqilya* et ont fait la jonction à Naplouse, d'où elles ont ensuite progressé vers le pont *Damiya* (frontière jordanienne), où elles ont été rejointes par les forces de la division *Peled* partie du Nord (Jénine). Celles-ci ont progressé vers le centre et se sont séparées à *Tubas*, une partie rejoignant le reste des forces à Naplouse et l'autre continuant vers le pont de *Damiya*.

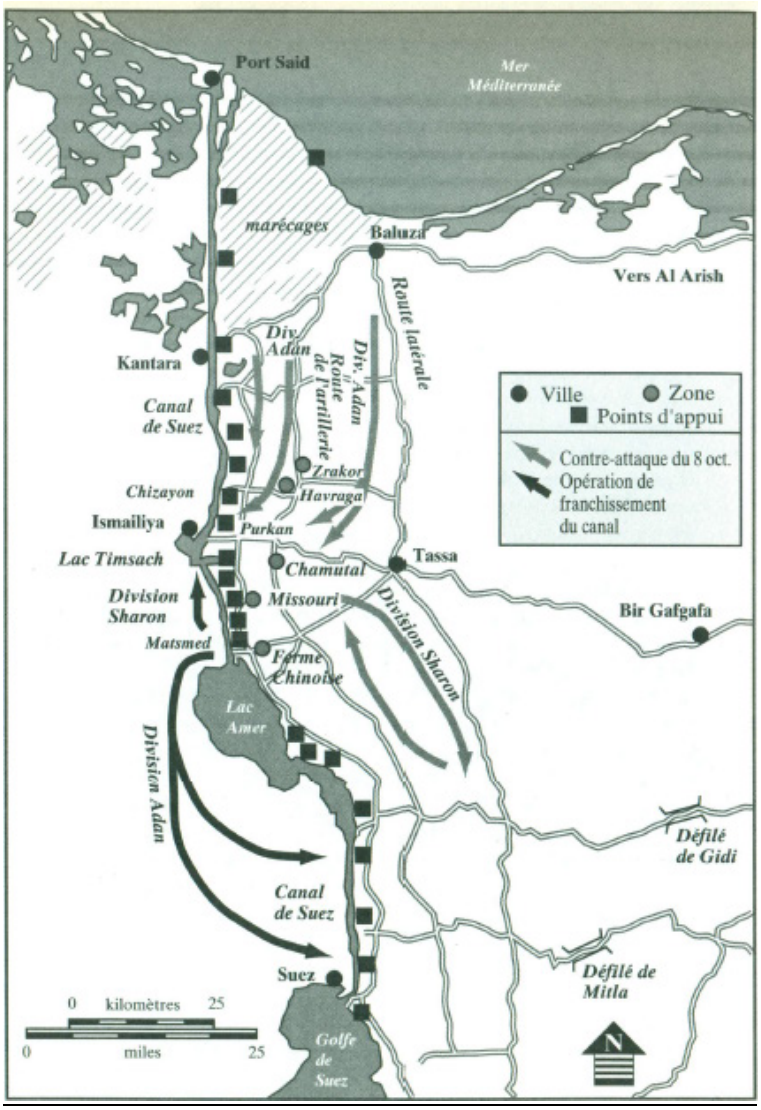
Sur le front du Golan, la division *Peled* est entrée dans le Golan par le sud du Lac de Tibériade pour rejoindre les forces de la division Laner entrées à Rafed. Celles-sont passées par le nord du Lac selon deux axes : une partie des forces a progressé au sud jusqu'à *Nafakh* et s'est ensuite séparée, une partie allant vers *Rafed* et l'autre vers *Quneitra*, où elles ont rejoint le reste des forces de la division venue par le Nord.

Ces dernières ont progressé par le nord et se sont séparées en trois groupes : un au sud allant à *Nafakh*, un autre centre allant vers *Quneitra* et un dernier au nord remontant jusqu'à *Majdal Shams* pour faire la jonction avec les paras.

Source : Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Coll. L'Art de la guerre, Editions du Rocher, 1998, p.285

Annexe 15

GUERRE D'OCTOBRE/KIPPOUR 1973
FRONT DU SINAI



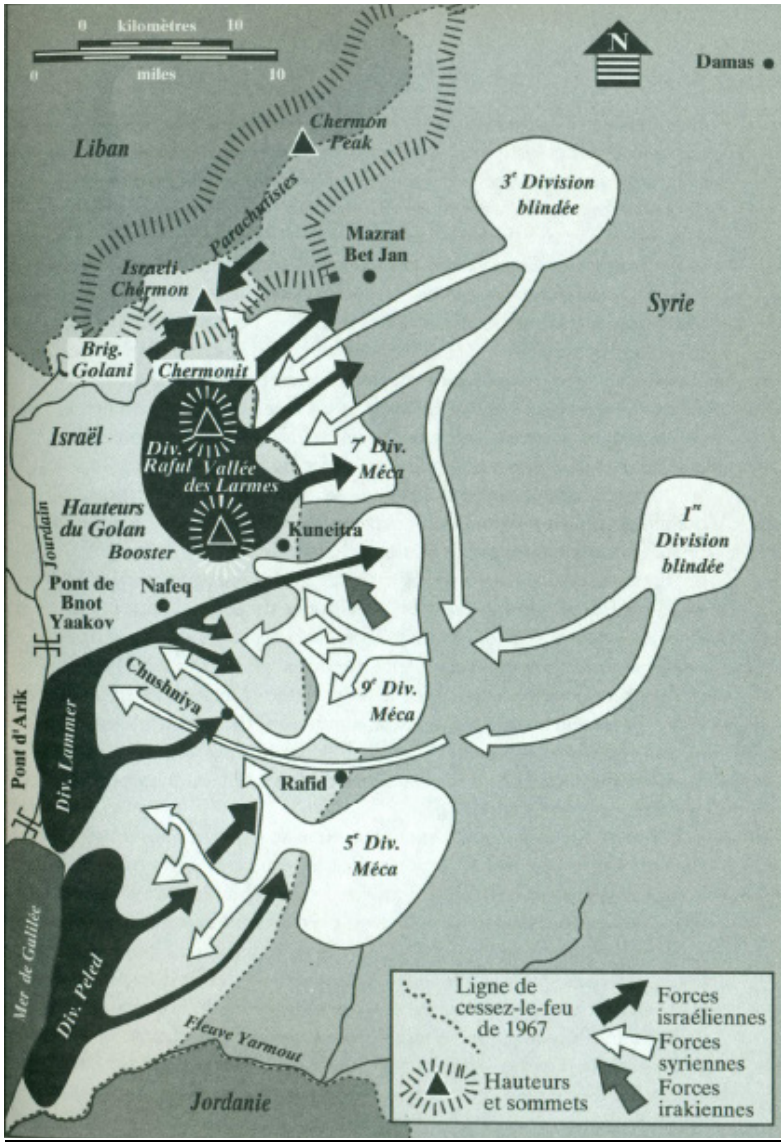
Cette carte signale la localisation des points fortifiés de la *Ligne Bar Lev* située sur la rive orientale du Canal et les mouvements des troupes israéliennes et égyptiennes entre le 6 et le 25 octobre 1973.

- La 2e armée égyptienne a franchi le canal à *Ismaïlia* et au nord, entre *Kantara* et *Port Saïd*, pendant que la 3e armée franchissait le canal à Suez.
- Face à la 2e armée, la division *Adan* a progressé selon trois axes en direction du canal, après que la division *Mendler* tenant les positions en arrière de la Ligne *Bar Lev* ait été pratiquement anéantie.
- La division *Adan* a progressé selon deux axes parallèle du nord (*Kantara*) vers le sud pour se rejoindre à *Ismaïlia*.
- Au centre, la division *Sharon* a progressé de *Tassa* vers la ferme chinoise, où elle a affronté des forces de la 2e armée puis s'est emparée du déversoir. Les forces de la division *Sharon* ont franchi le canal et progressé vers le centre et le nord en direction d'Ismaïlia.
- Les divisions *Magen* et *Adan* ont franchi le canal au déversoir et se sont ensuite dirigées vers le Sud (Suez). Dans le Sud, elles ont parachevé la manœuvre d'encerclement de la 3e armée qui avait franchi le canal à Suez.
-La division *Meron*, venue de la zone comprise entre *Giradi* et *Mlita*, lui avait opposé une contre-offensive qui l'obligée à reculer et elle s'est trouvée encerclée à l'ouest par les divisions *Magen* et *Adan* et à l'est, la division *Meron*.

Source : Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Coll. L'Art de la guerre, Editions du Rocher, 1998, p.334

Annexe 16

GUERRE D'OCTOBRE/KIPPOUR 1973
FRONT GOLAN



Cette carte indique les différents axes de progression des troupes israéliennes, syriennes, irakiennes et jordaniennes sur le front du Golan entre le 6 et le 25 octobre 1973.

L'armée syrienne a commencé par lancer l'attaque dans la trouée de *Rafed* dans le Sud et dans la vallée des Larmes dans le Nord avec pour but de progresser le plus rapidement possible vers le Lac de Tibériade.

Les forces israéliennes ont contre-attaqué tout d'abord dans vallée des Larmes (7e brigade) en stoppant la progression de la 3e division syrienne, puis progresser vers le nord selon deux axes : au nord de Tibériade vers *Nafakh* et au sud vers *Rafed* pour prendre en étau la 5e division syrienne. Les divisions *Peled* (sud) et *Eitan* et *Laner* au centre ont ensuite continué leur progression vers *Quneitra* où ils ont défait la 9e division syrienne et continué en direction de *Sa'ssa'* et des contreforts du mont Hermon.

Les forces irakiennes et jordaniennes ont attaqué les forces de la division *Peled* pendant leur progression sur le côté est de *Quneitra*. La Brigade *Golani* venant du Sud et les paras du nord ont fait la jonction au mont Hermon, qu'ils ont reconquis.

Source : Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Coll. L'Art de la guerre, Editions du Rocher, 1998, p.339

Annexe 17

REPARTITION DES DIFFERENTS GROUPES CONFESSIONNELS LIBANAIS ET IMPLANTATION DES PRINCIPAUX CAMPS DE REFUGIES PALESTINIENS

La carte indique l'implantation géographique des différentes communautés libanaises : dans le nord, la région du *Akkar* autour de Tripoli majoritairement sunnite ; ensuite, le Mont Liban chrétien avec la région nord-est de *Bcharré*, fief des Franjieh; la vallée de la *Bekaa* (*Baalbek*) au nord descend jusqu'au sud Liban et est majoritairement peuplée de chiite, ainsi que la ceinture sud de Beyrouth. Dans la zone chiite, on trouve des enclaves chrétiennes. Dans le sud, Sidon et Tyr sont des zones majoritairement sunnites. Enfin, la région centre-ouest, le *Chouf* majoritairement druze. On voit que la route qui relie Damas-Beyrouth délimite la montagne druze de la montagne chrétienne (moitié Forces Libanaises/moitié CPL - Aoun).Les principaux camps de réfugiés sont situés dans le Sud et autour de Beyrouth.

Source: Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict. A History with Documents*, 7e éd.,Bedford-St Martin's, Boston/New York, 2010, p.367

Annexe 18

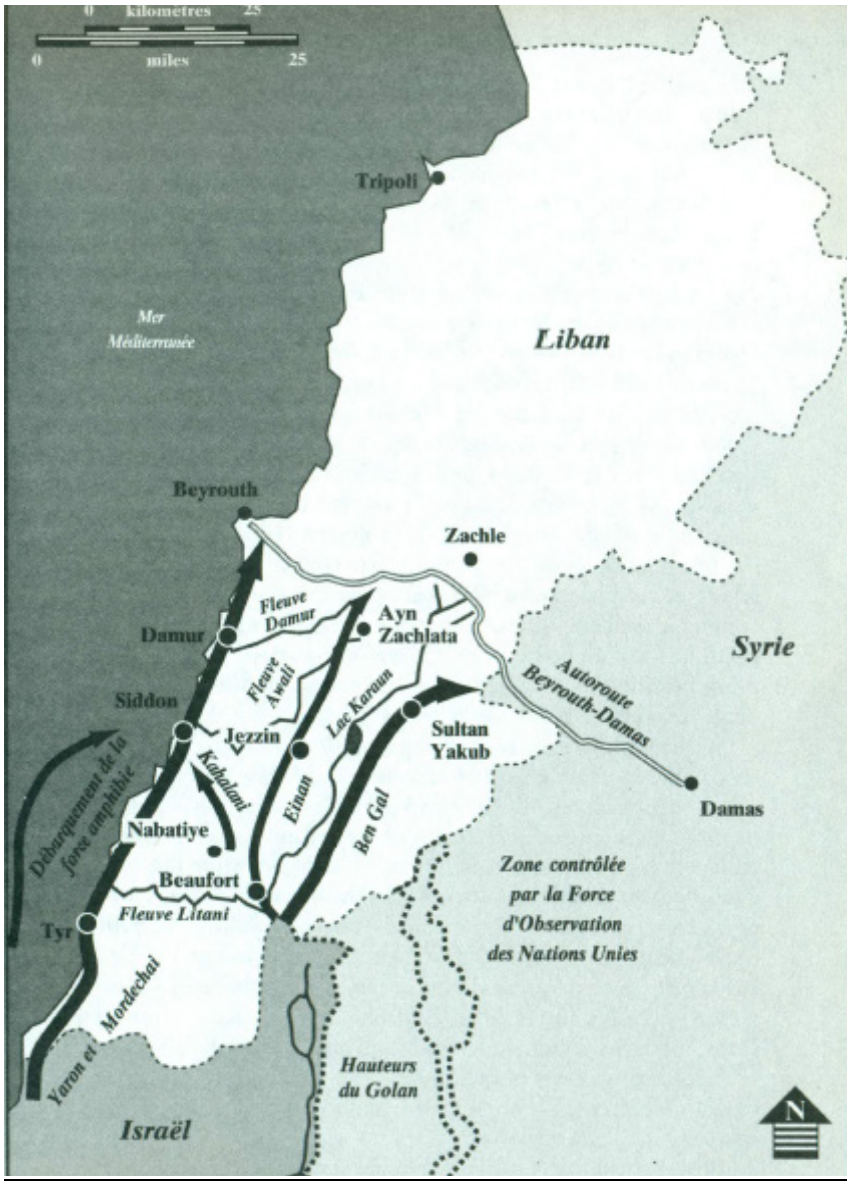
ZONE DE SECURITE OCCUPEE APRES L'OPERATION LITANI

La carte montre la zone occupée par les forces israéliennes et l'ASL à la suite de l'opération *Litani*. Cette zone couvre environ 500 km2 et englobe 61 villages et bourgades.

Source : Naïm Qassem, *Hizbullah. The Story from Within,* version actualisée, Saqi, Londres/Beyrouth, 2010, p.171

Annexe 19

INVASION ISRAELIENNE DU LIBAN (PAIX EN GALILEE – 1982)



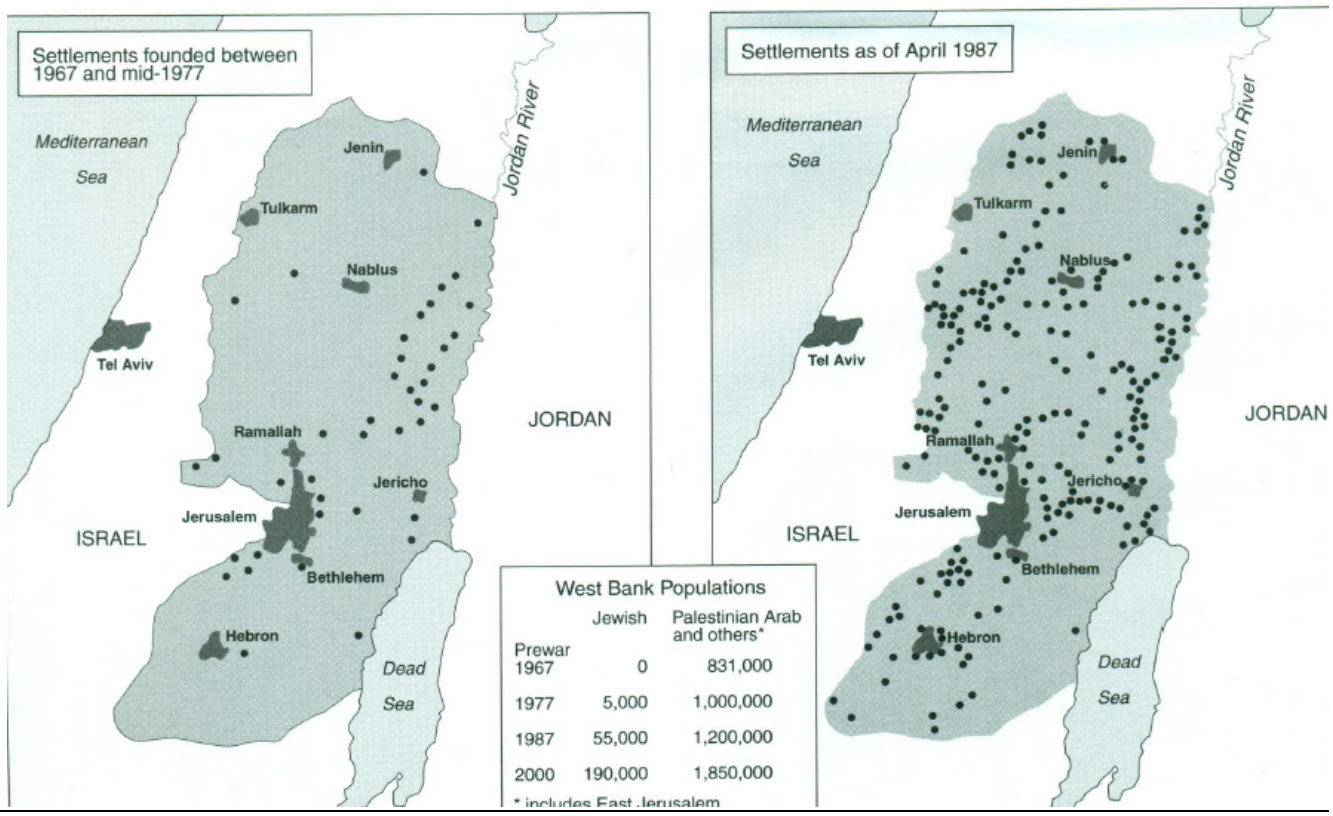
La carte indique les axes de progression de l'invasion israélienne du Liban : à l'ouest, le long de la côte, la division *Mordechaï* conquiert Tyr, Sidon, *Dammour* et arrive à Beyrouth ; au centre,

les divisions *Kahalani* et *Einan* remontent de Beaufort jusqu'à *Nabatiyeh*, puis elles se séparent ; les forces de l'ASL les remplacent dans la zone de sécurité ; la division *Kahalani* fait la jonction avec *Mordechaï* à Sidon et *Einan* continue vers le nord le long de l'*Awali* jusqu'à la route Damas-Beyrouth ; enfin, à l'est, le général Ben Gal remonte le long des contreforts du Mont Hermon en direction de *Sultan Yakoub* et de *Chtaura* (frontière syrienne).

Source: Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Coll. L'Art de la guerre, Editions du Rocher, 1998, p.425

Annexe 20

PROGRESSION DE LA COLONISATION EN CISJORDANIE ENTRE 1967 ET LA PREMIERE INTIFADA



La carte montre le développement des colonies en Cisjordanie dans l'après-guerre de Six Jours jusqu'au début de l'*Intifada.* La progression de la colonisation s'accompagne logiquement d'une augmentation de la population des colons en Cisjordanie, qui a fait plus que doubler de 1967 à 2000.

La comparaison entre les deux cartes illustre la différence de stratégie qui a porté la colonisation à l'ère travailliste et à partir de l'arrivée du *Likoud* au pouvoir en 1977. Sous les

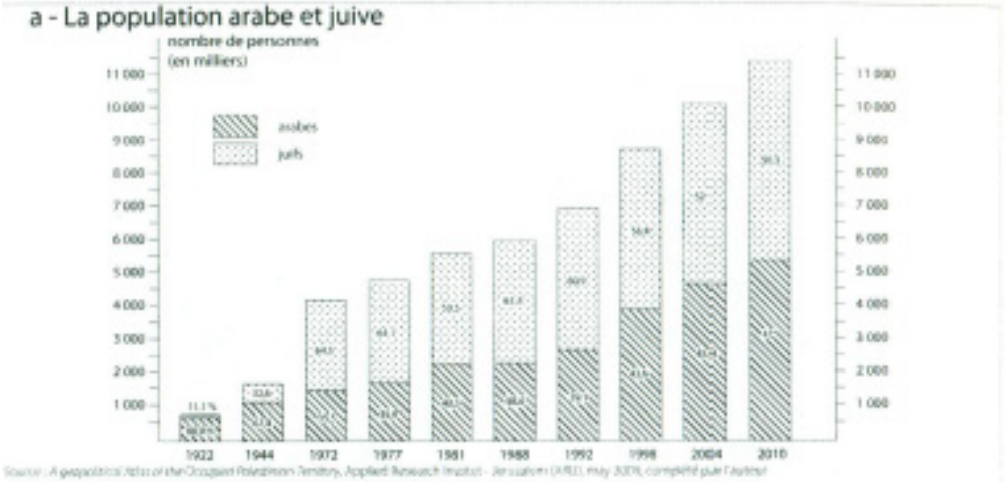
gouvernements travaillistes, la colonisation, Jérusalem mis à part, a surtout consisté à développer un périmètre défensif le long de la vallée du Jourdain. Seulement quelques colonies ont été créées près des grandes villes arabes. La seule exception est *Kyriat 'Arba* fondée par le *Gush* à Hébron. A partir de l'arrivée du *Likoud*, la colonisation a connu un essor considérable, en particulier en direction des zones de peuplement arabe.

Source: Charles D. Smith, *Palestine and the Arab-Israeli Conflict. A History with Documents*, 7e éd.,Bedford-St Martin's, Boston/New York, 2010, p.400

Annexe 21

EVOLUTIONS DEMOGRAPHIQUES DES POPULATIONS JUIVE/ISRAELIENNE ET ARABE/PALESTINIENNE DU MANDAT A NOS JOURS

Figure 5 - L'évolution respective des populations arabes et juives de 1922 à 2010 sur le territoire de la Palestine mandataire

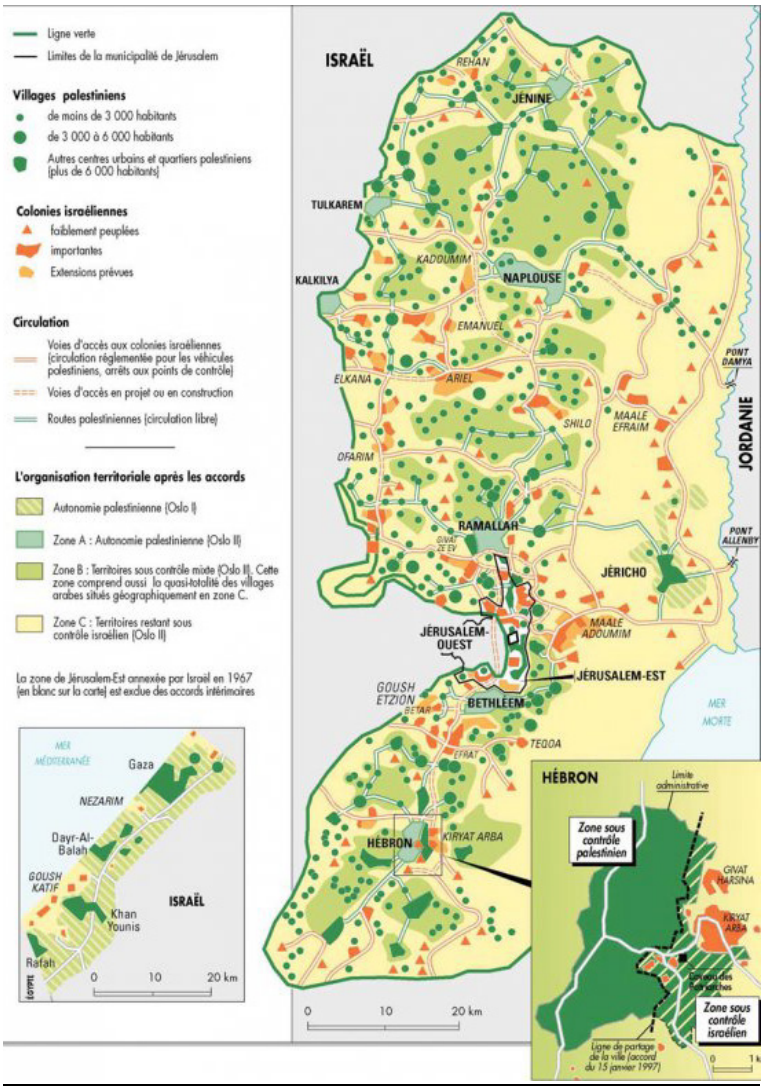


Le premier graphique souligne la croissance démographique parallèle des deux populations avec un taux plus soutenu du côté palestinien.Le second graphique met en évidence la part de la croissance démographique israélienne due aux apports migratoires et l'évolution de cette tendance migratoire en fonction des conditions géopolitiques.

Source : Central Bureau of Statistics, 2010 et Laboratoire THEMA, 2011, extrait de Raphaël Porteilla, Jacques Fontaine, Philippe Icard et André Larceneux, *Quel Etat? Pour quelle Palestine ?*, Coll. Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, Paris, 2011

Annexe 22

ORGANISATION TERRITORIALE DES TERRITOIRES OCCUPES APRES LES ACCORDS D'OSLO



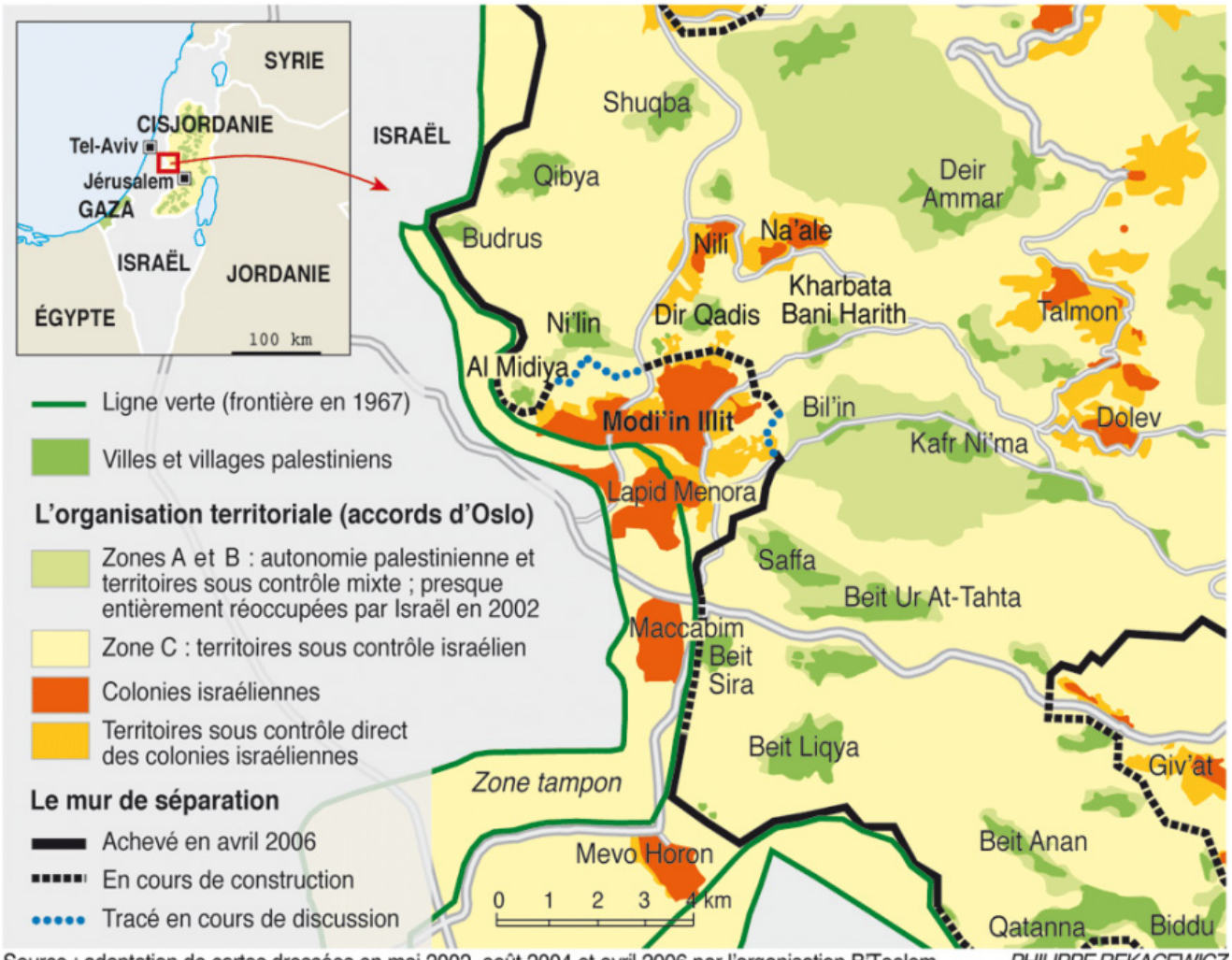
Les cartes présentent le découpage territoriale de la Cisjordanie et de Gaza en trois zones A (vert foncé), B (vert clair) et C (jaune), qui correspondent à des degrés de compétences

administratives et sécuritaires différents de l'Autorité palestinienne. Dans la zone A, l'Autorité exerce complètement son autorité ; dans la zone vert clair, l'AP n'a que des compétences administratives ; la zone reste en pratique sous contrôle israélien. Les points rouges et orange indiquent la localisation des colonies. La carte présente la localisation des routes de contournement qui relient les colonies les unes aux autres et à Israël et signalent un morcellement du territoire cisjordanien.

Source : Jan De Jong et Philippe Rekacewicz, « Les accords d'Olso II (28 septembre 1995) », *Le Monde Diplomatique*, avril 1997, accessible en ligne : http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/cisjordanieoslo2

Annexe 23

LE MUR DE SEPARATION ET LES PRINCIPALES COLONIES (CISJORDANIE - 2006)



Source : adaptation de cartes dressées en mai 2002, août 2004 et avril 2006 par l'organisation B'Tselem (Centre d'information israélien pour les droits de l'homme dans les territoires occupés), www.btselem.org.

PHILIPPE REKACEWICZ

La carte indique le tracé du mur de séparation qui ne suit qu'en de rares endroits le tracé de la Ligne verte. Dans la zone du Grand Jérusalem, le tracé s'enfonce profondément en territoire

cisjordanien afin d'inclure les principales colonies installées dans cette zone. De manière générale, le mur est construit dans sa quasi intégralité en zone C, qui bien qu'elle sous contrôle israélien, appartient aux territoires dévolus à l'Autorité palestinienne.

Source : Philippe Rekacewicz« Un Mur qui croque la Palestine », *Le Monde Diplomatique*, août 2006, accessible en ligne : http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/occupationcisjordanie2006

Annexe 24

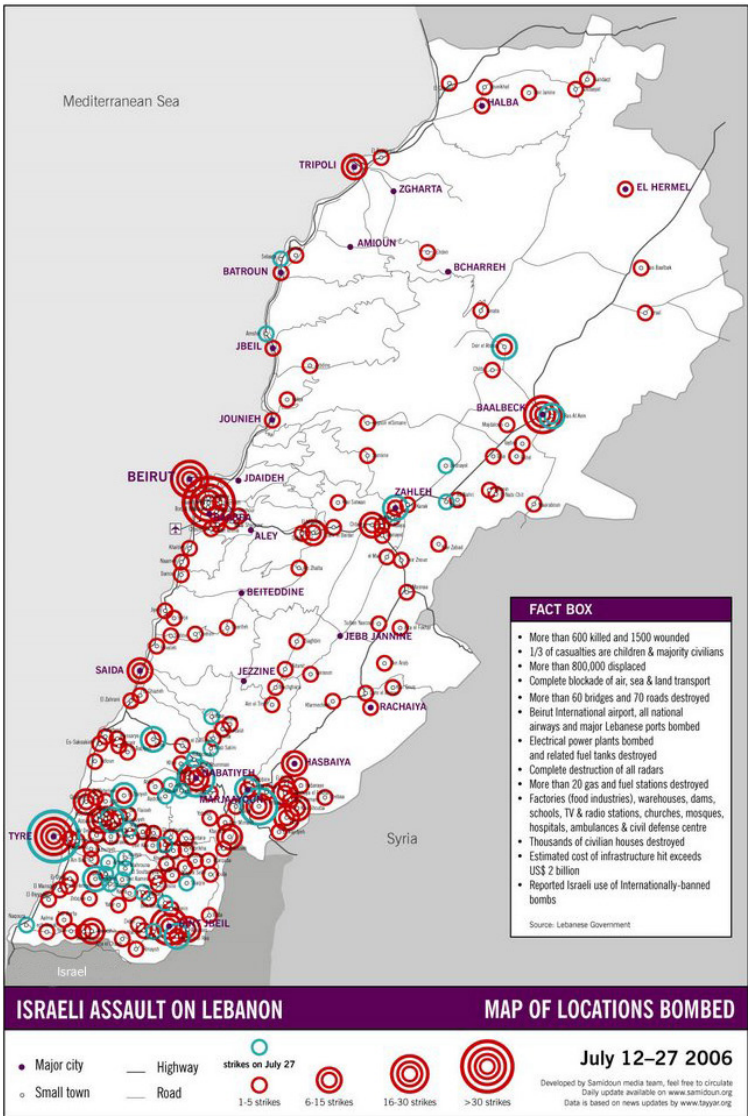
LE DISPOSITIF DE DEFENSE DU HEZBOLLAH AU SUD LIBAN

La carte indique l'emplacement du dispositif de défense du *Hezbollah* au Sud Liban. Le dispositif se concentre principalement dans la zone située en la frontière et le *Litani*. La localisation des drapeaux noirs dessinent plusieurs lignes de défense parallèles : une première située en bordure de la frontière ; une seconde située au niveau du *Litani* ; une troisième reliant Sidon aux contreforts du Golan, dans la zone faisant face aux fermes de *Chebaa* (*Marjayyoun*/*al Khiyam*), en passant par *Nabatiyeh*. La majeure partie des forces pré-positionnées sont situées dans la zone frontalière.

Source: Matt. M. Matthews, « We Were Caught Unprepared: The 2006 Hezbollah-Israeli War », *The Long War Series Occasional Paper*,n°26, US. Army Combined Arms Center, Combat Studies Institute Press, Kansas, 2008

Annexe 25

FRAPPES ISRAELIENNES – GUERRE DE JUILLET 2006



La carte indique la localisation des frappes aériennes israéliennes au cours de la guerre de 2006. Les bombardements israéliens se sont principalement concentrées dans la zone Sud, en particulier autour de *Bint Jbeil* (est) et autour de Tyr plus au nord. Les bombardements ont également visé le dispositif du *Hezbollah* la zone frontalière des fermes de *Chebaa* (contreforts

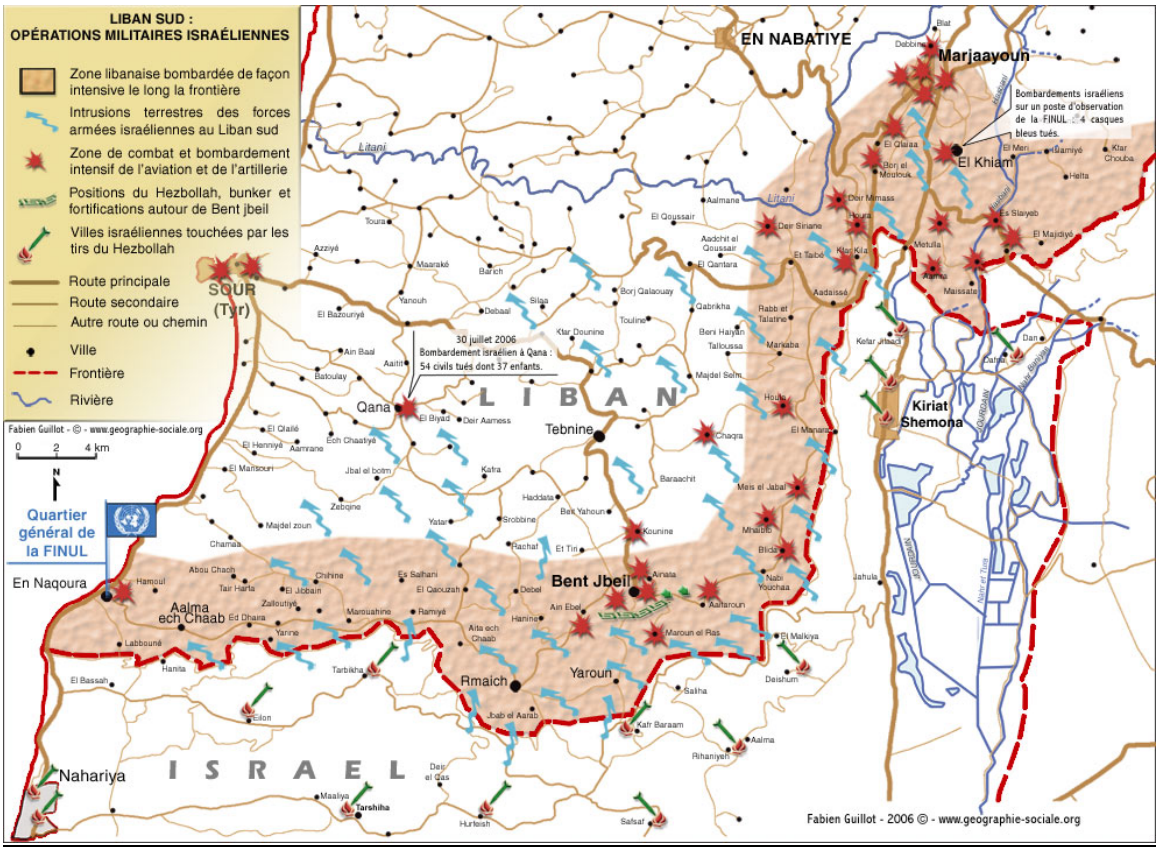
du Golan à l'est) et autour de *Nabatiyeh*. Enfin, les bombardements se sont concentrés sur la partie sud de Beyrouth (*Dahiyeh*) et la *Bekaa*.

Des frappes ont également visé les principales voies de communication reliant le Sud à la capitale d'un côté et à l'axe Beyrouth-Damas de l'autre. Certaines installations stratégiques, comme la centrale électrique de *Jbeil*, ont également été visées.

Source: *Sanayeh Relief Center* (sites visés par les frappes aériennes israéliennes et l'artillerie) du 12 au 27 juillet 2006, accessible en ligne : https://fr.wikipedia.org/wiki/Conflit_isra%C3%A9lo-libanais_de_2006

Annexe 26

OPERATIONS AU SUD LIBAN – GUERRE DE JUILLET 2006

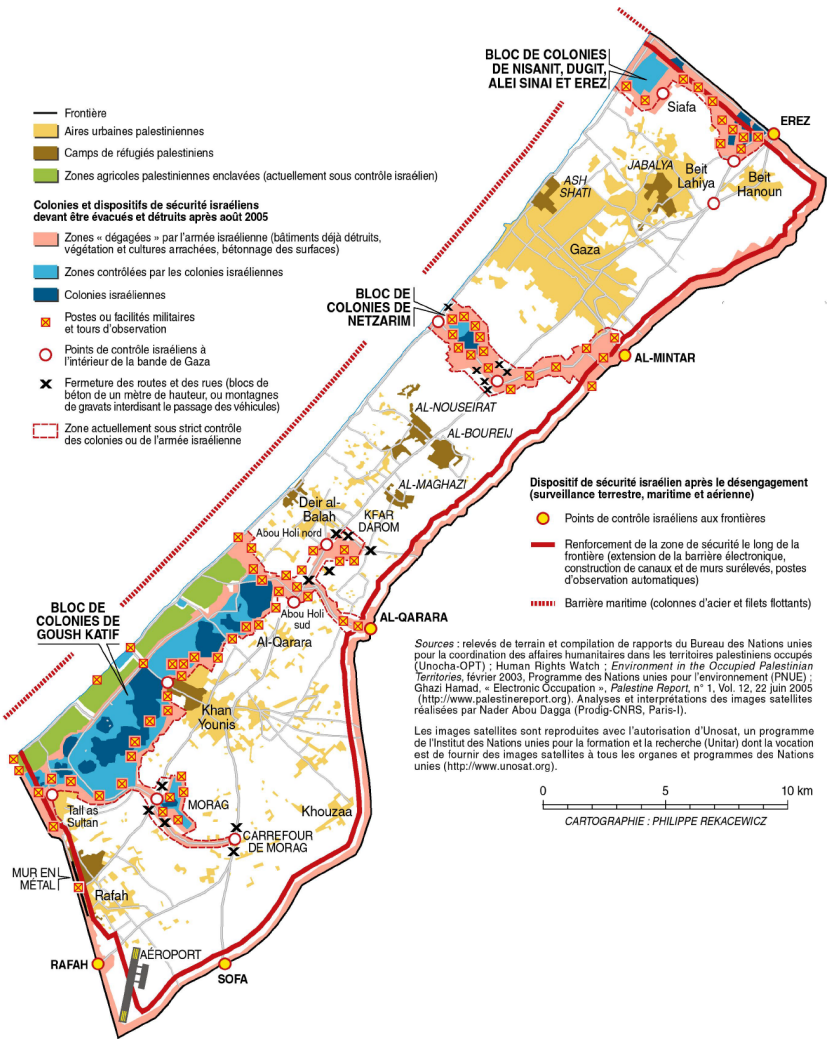


La carte présente les principales zones d'affrontement dans le Sud Liban au cours de la guerre de 2006 ainsi que les principales régions visées dans le nord de la Galilée par les missiles du *Hezbollah* (*Kyriat Shmona*, *Nahariya*). Les principaux accrochages ont eu lieu dans la région de *Bint Jbeil*, où se situe un important dispositif fortifié enterré du *Hezbollah*, et dans la zone nord-est autour d'*al Khiyam* et de *Marjayyoun*.

Source : Fabien Guillot, 2006, consultable en ligne sur : http://www.geographie-sociale.org/carte-liban-sud.php

Annexe 27

GAZA AU MOMENT DU DESENGAGEMENT DE 2005



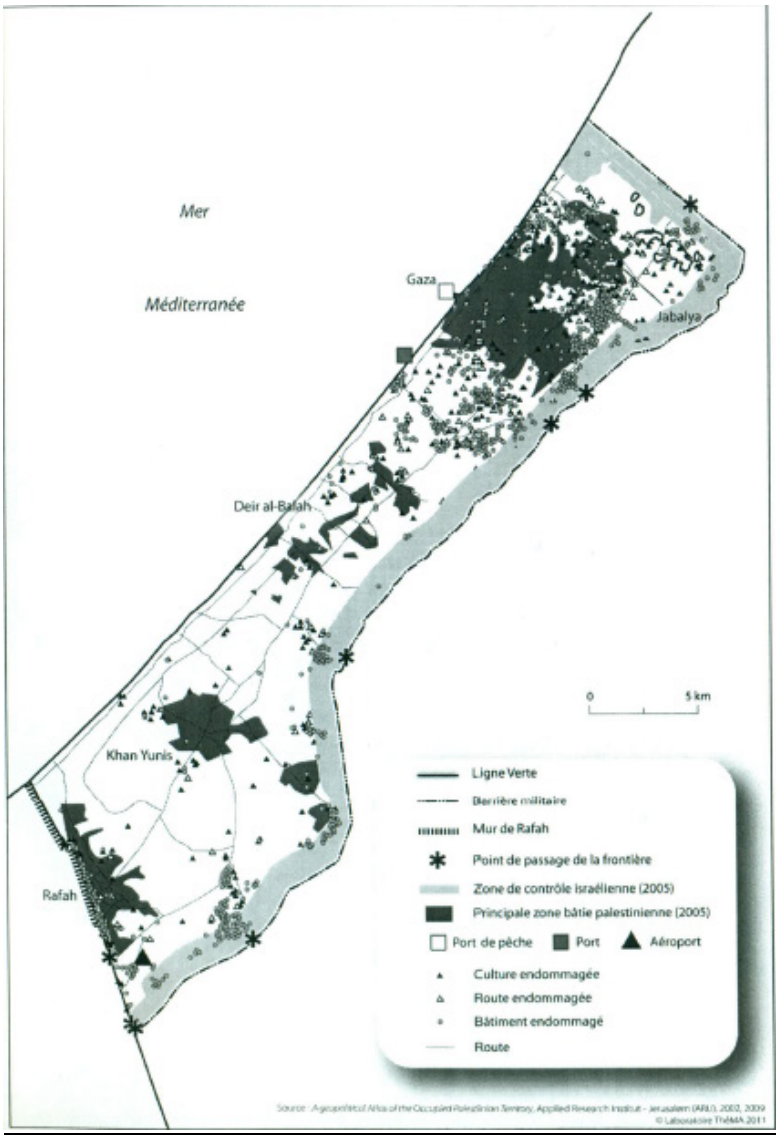
La carte indique le tracé de la barrière de sécurité qui entoure la bande de Gaza et les points d'entrée dans la Bande. En bleu, apparaissent les blocs de colonies de la Bande et en rose les routes de contournement qui permettent de les relier entre eux et aux points d'entrée en Israël. Celles-ci découpaient la bande de Gaza en trois secteurs : une zone sud allant *Rafah*/aéroport à la route reliant le *Gush Katif* au point d'entrée d'*al Qarara*, avec au centre *Khan Younis* ; une

zone centrale, délimitée par la route reliant à *al Qarara* et la route reliant le point d'entrée d'al Mintar au bloc de colonies de *Netzarim* et comprenant la ville d'*al Balah* et les camps d'*al Bureij*, *al Maghazi* et *al Nousseirat* ; une zone nord allant de la route reliant à *al Mintar* à la frontière nord la Bande (point d'*Erez*) où se trouve les colonies de *Nissanit, Erez, Dugit* et *Alei Sinaï*. Entre les deux, se trouvent Gaza-Ville et *Beit Hanoun*, ainsi que les camps d'*al Shati* et *Jabaliyya*.

Source : Philippe Rekacewicz« Gaza, détruite et isolée », *Le Monde Diplomatique*, août 2005, accessible en ligne : http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/gaza2005

Annexe 28

LOCALISATIONS DES BOMBARDEMENTS ISRAELIENS CONTRE LA BANDE DE GAZA (PLOMB DURCI – DECEMBRE 2008 – JANVIER 2009)



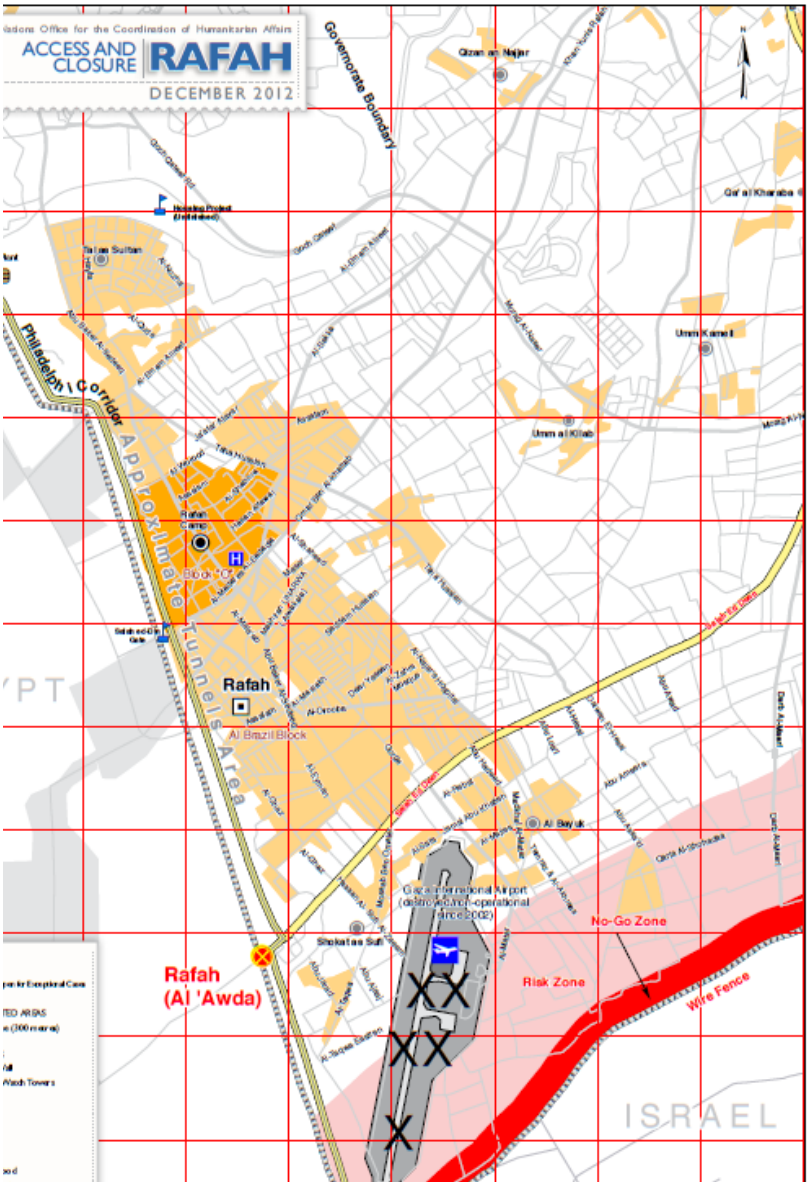
La carte indique la localisation géographique des frappes aériennes israéliennes lors de la guerre de Gaza de décembre 2008-janvier 2009. On observe que la majorité des frappes se sont concentrées sur les centres de population de la Bande, soulignant l'insertion du dispositif de défense du *Hamas* au cœur de ces zones densément peuplées. Les frappes ont également visé l'extrémité sud de la Bande où se trouvent les tunnels reliant la Bande au Sinaï.

Source : Arij et Laboratoire THEMA 2011, extrait de Raphaël Porteilla, Jacques Fontaine, Philippe Icard et André Larceneux, *Quel Etat? Pour quelle Palestine ?*, Coll. Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, Paris, 2011

Annexe 29

FRONTIERE ENTRE GAZA ET L'EGYPTE

ZONE DES TUNNELS

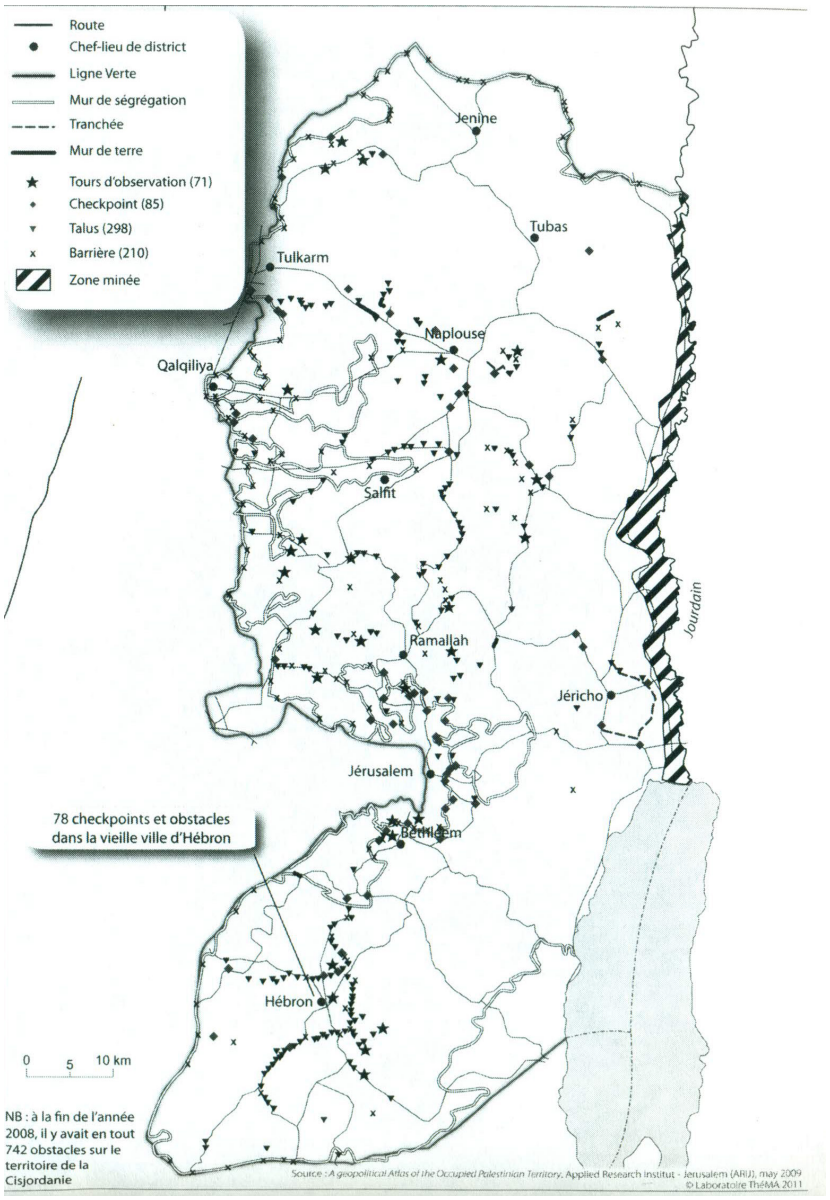


La carte indique la localisation du *Philadelphia corridor* et la zone où se trouvent les tunnels reliant la bande de Gaza à *Rafah*.

Source : *Humanitarian Atlas*, OCHA oPt, Decembre 2012, accessible en ligne : https://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_humaitarian_atlas_dec_2012_web.pdf

Annexe 30

CARTE DE LA CISJORDANIE (CHECKPOINTS ET MUR)



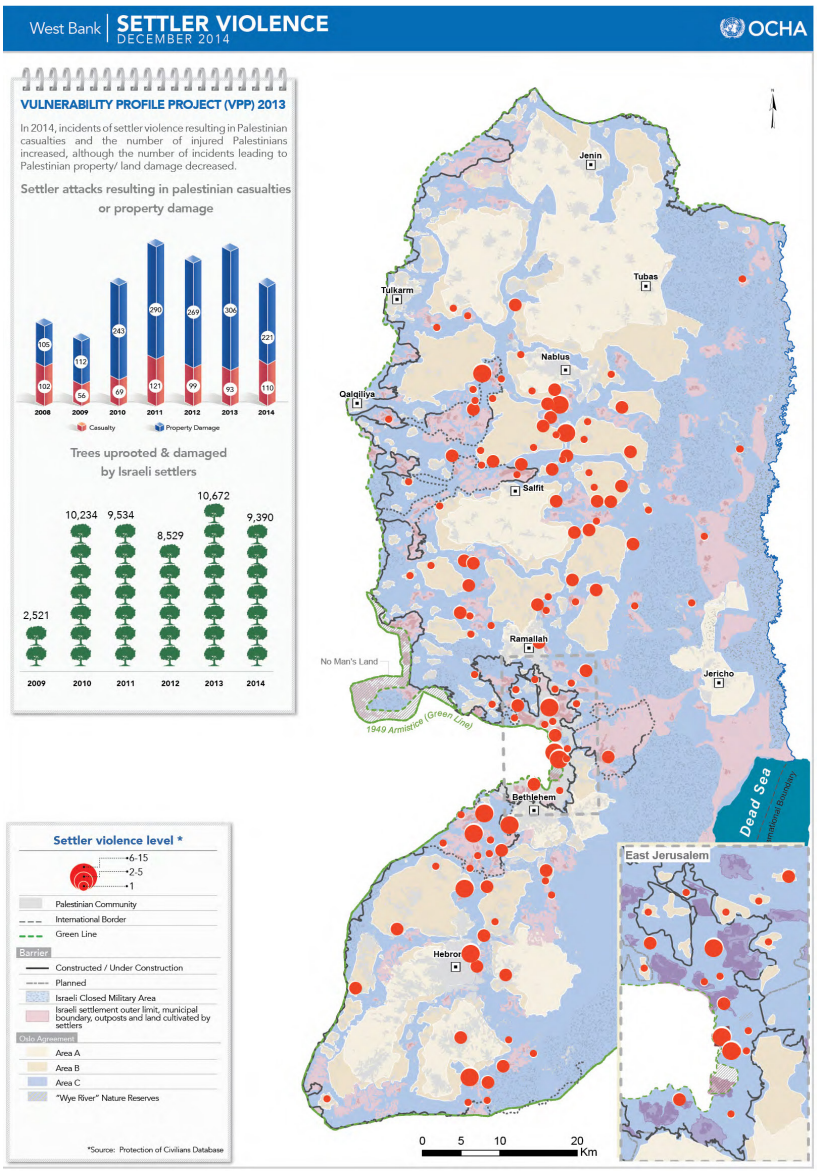
La carte indique les différents dispositifs de contrôle du territoire et de limitation de la circulation à l'intérieur de la Cisjordanie. La carte présente la situation à la fin de l'année 2008,

sachant que depuis la situation est restée relativement similaire. Les dispositifs de contrôle sont principalement situés autour des zones de peuplement arabe et sur les routes utilisées par la population palestinienne pour se rendre d'une ville à une autre ou dans la région de Grand Jérusalem, afin de limiter l'accès des Palestiniens à la ville. Enfin, la vallée du Jourdain est séparée de manière hermétique de la Jordanie par une zone vide, minée.

Source : Arij 2009 et Laboratoire THEMA 2011, extrait de Raphaël Porteilla, Jacques Fontaine, Philippe Icard et André Larceneux, *Quel Etat? Pour quelle Palestine ?,* Coll. Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan, Paris, 2011

Annexe 31

CARTOGRAPHIE DES VIOLENCES DES COLONS EN 2014



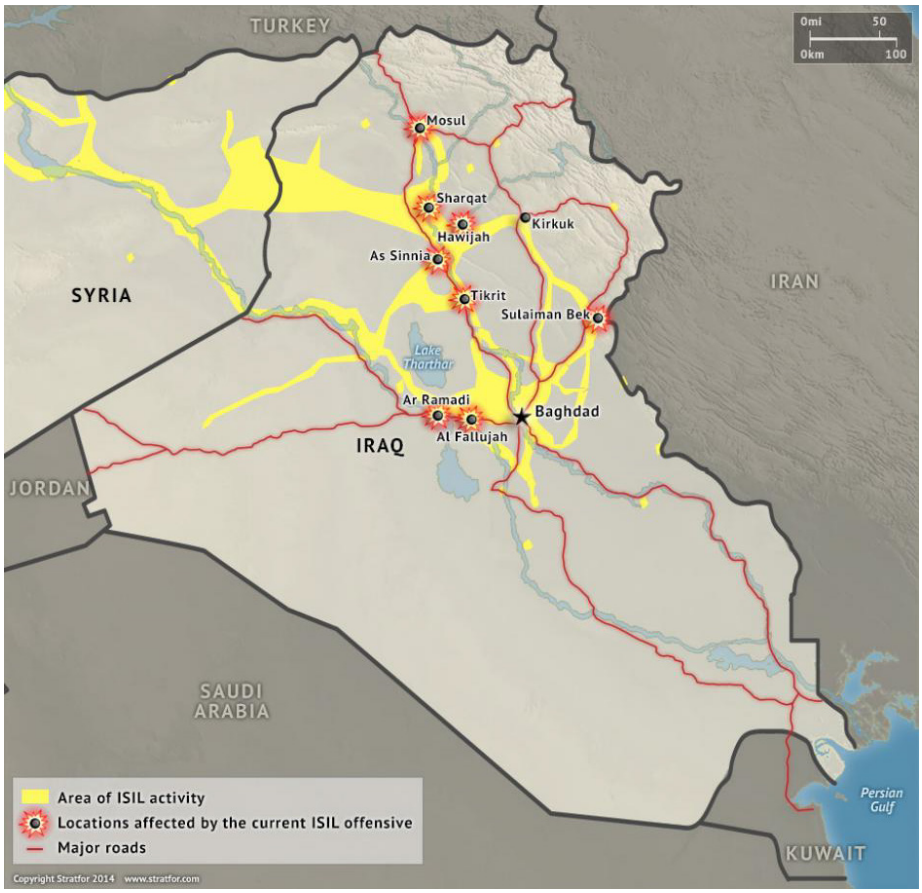
Cette carte indique la localisation géographique des violences commises par les colons en 2014. Les points rouges démontrent que les violences ont lieu dans les zones situées à proximité des

colonies, en marge des zones de peuplement arabe, où sont installées la majorité des avant-postes illégaux. Les graphiques démontrent l'évolution du nombre des violences par année (démolitions et arrachages d'arbres). On remarque une augmentation générale de ces phénomènes depuis 2010.

Source : *Humanitarian Atlas*, OCHA oPt, Octobre 2015, accessible en ligne : https://www.ochaopt.org/documents/atlas_2015_web.pdf

Annexe 32

PROGRESSION DE L'ETAT ISLAMIQUE EN IRAK ET EN SYRIE (JUIN 2014)



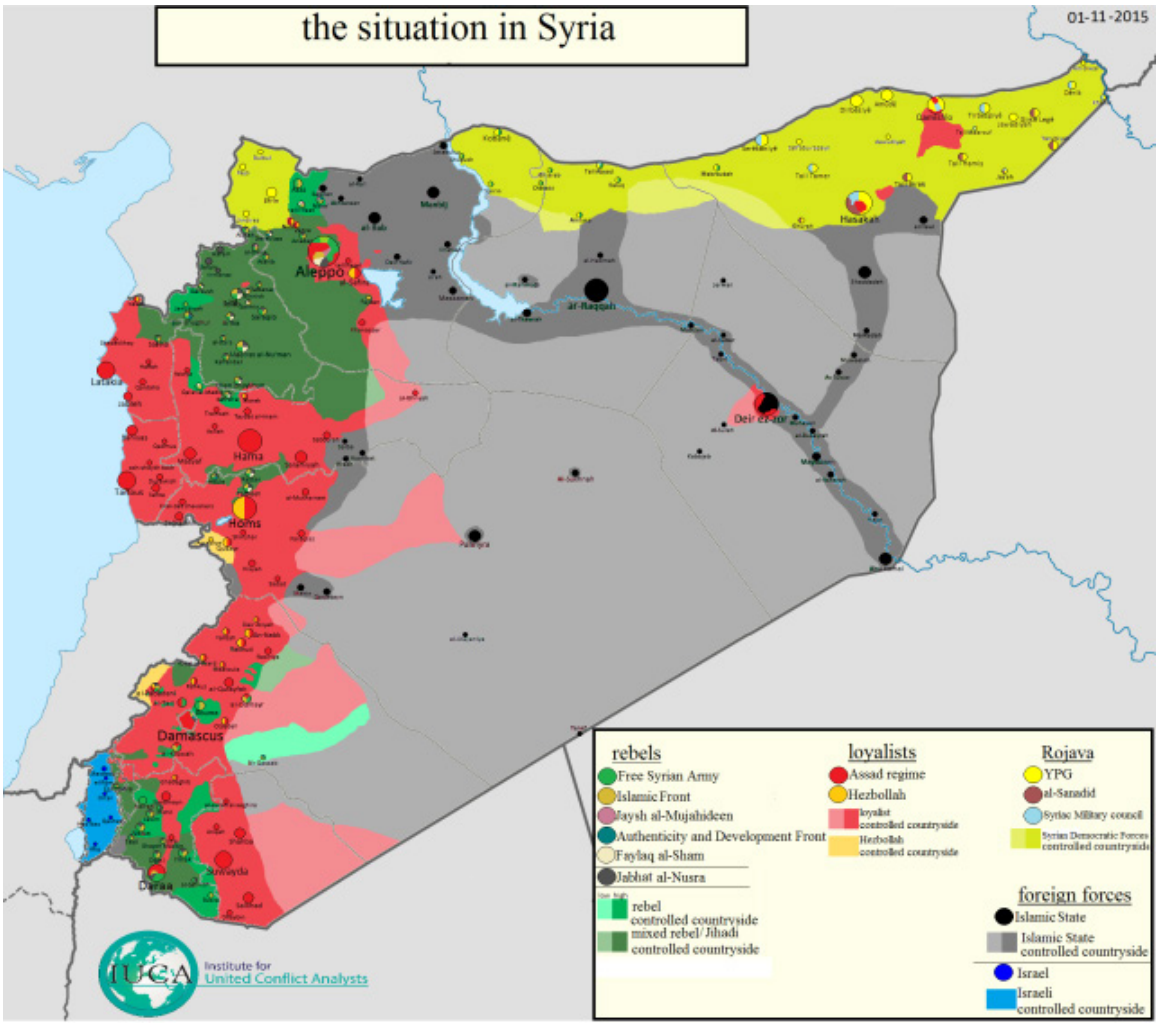
La carte indique les axes de progression des forces de *Da'ech* au cours de l'offensive lancée en juin 2014. Les points rouges indiquent la localisation des combats avec les forces de l'armée irakienne, les forces kurdes et les milices chiites. Les zones en jaune représentent les zones sous le contrôle de *Da'ech*. La progression s'est faite le long de la vallée de l'Euphrate à partir de la zone de Raqqa/Deir ez Zor (principaux puits de pétrole syriens) en direction de l'est vers la frontière irakienne. Il est remarquable que les forces de *Da'ech* n'aient pas rencontré de résistance dans la province d'*al Anbar*, majoritairement sunnite, située à la frontière avec la Syrie. De là, elles ont continué leur progression selon deux axes : un premier axe, au nord, en

direction de Mossoul et des zones kurdes à l'est (*Kirkuk*) ; un second axe, vers le sud, en suivant la vallée de l'Euphrate, en direction de Bagdad. En arrivant dans la région de *Falloujah* et *Ramadi* situées à l'ouest de Bagdad, elles ont ensuite progressé plus à l'ouest en direction de la frontière jordanienne.

Source : Rapport « Worsening Violence in Iraq Threatens Regional Security », Analysis, Stratfor, 11 juin 2014, accessible en ligne : https://www.stratfor.com/analysis/worsening-violence-iraq-threatens-regional-security?utm_source=freelist-f&utm_medium=email&utm_campaign=20140612&utm_term=Gweekly&utm_content=readmore

Annexe 33

SITUATION EN SYRIE (NOVEMBRE 2015)



La carte indique la localisation des différents groupes armés présents en Syrie à l'automne 2015.La carte montre que les forces du régime contrôlent l'ouest du pays, à l'exception de la région de *Dera'a* contrôlée en majorité par les forces de l'Armée syrienne libre. On remarque la présence de quelques enclaves dans cette région contrôlées par *Jabhat al Nosra* (zone démilitarisée du Golan). Le régime contrôle la très grande périphérie de Damas, les montagnes du *Qalamoun* qui longent la frontière libanaise plus nord, la région de Homs et la vallée chrétienne située au nord du *Akkar* (nord du Liban). Le régime contrôle également toute la zone côtière en remontant au nord jusqu'à une ligne allant de Lattaquié au nord de Hama. Le régime contrôle également une partie d'Alep et de sa

grande périphérie, en particulier les zones situées le long de la route militaire qui relie la région de Homs à la rive occidentale du Lac Assad, où sont situées la majorité des industries de défense du régime. Les forces du *Hezbollah* (orange) sont situées dans les montagnes du *Qalamoun*, frontalières de la *Bekaa* et dans la région de Qseir (ouest de Homs). Les forces kurdes contrôlent le nord de la côte et la zone située à l'est de l'Euphrate jusqu'à la *Jezireh* (nord-est du pays). Au sud de cette bande, on trouve la zone détenue *Jabhat al Nosra* et *Da'ech*, qui va d'Abu Kamal à la frontière irakienne jusqu'à la région située au nord et à l'est d'Alep en suivant l'Euphrate. De manière générale, *Da'ech* contrôle villes et les points stratégiques alors que les zones rurales se trouvent sous le contrôle de *Jabhat al Nosra*. Les forces du régime conservent une présence dans la région de *Deir Ez Zor* et vers *Hassakeh* (nord de la *Jezireh*).

Source : Institute for United Conflict Analysts, 1er novembre 2015, accessible en ligne : https://pietervanostaeyen.wordpress.com/2015/11/01/syria-map-update-dd-november-1-2015/

Index

1948 (affrontements), 23, 35, 37, 59, 61, 65, 67, 68, 70, 71, 74, 75, 77, 81, 84, 87, 90, 91, 95, 107, 110, 116, 117, 119, 120, 125, 127, 163, 165, 191, 207, 357, 369, 374, 418, 494, 500, 513, 523, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 535, 538, 540, 542, 543, 546, 548, 549, 550, 552, 553, 555, 556, 558, 560, 561, 562, 625, 789, 791, 792, 813, 820, 821
Abbas al Moussawi, 238, 603, 654
Abu Nidal, 174, 176, 232, 272, 378
Accord de Damas, 268
Accountability (opération), 319, 399, 415, 443, 655
Achoura, 241, 518, 696
Ahmad Jibril, 124, 137, 148, 250, 393, 450
Ajlun, 173
Al Husseini, 91, 95, 127, 773
Al Qaïda, 409, 680, 685, 686, 689, 699, 738, 771
ALA, 7, 211
Ali (Imam), 4, 76, 119, 174, 175, 261, 270, 316, 518, 539, 577, 592, 603, 718
ALL, 7, 214
ALP, 7, 125, 127, 131, 132, 133, 134, 137, 146, 147, 161, 163, 181, 182, 211, 222, 223, 271
ALS, 7, 255, 261, 316, 317, 438, 443, 686, 697
Amine Gemayel, 215, 237, 265
AP, 7, 321, 325, 329, 330, 331, 332, 333, 336, 338, 342, 409, 410, 709, 714, 720, 721, 843
Arafat, 118, 119, 122, 123, 128, 129, 137, 159, 160, 170, 175, 176, 177, 181, 182, 215, 217, 218, 219, 220, 221, 227, 252, 269, 270, 272, 273, 275, 320, 321, 330, 333, 335, 336, 338, 339, 342, 343, 345, 348, 378, 379, 391, 392, 594, 668, 669, 709, 710, 711, 712,793
Assir (cheikh al Assir), 697, 698
Bachir Gemayel, 210, 230, 235, 238, 250, 603
Bassidji, 395, 577, 590, 592, 593, 597, 623, 775
Begin (Menachem), 75, 191, 194, 231, 236, 241, 249, 275, 276, 278, 439, 595
Ben Gourion (David), 61, 64, 71, 75, 79, 90, 109, 174, 496, 523, 524, 526, 532, 537, 575, 614, 789

Bint Jbeil, 177, 178, 271, 469, 847, 849
Brigades al Qassam, 292, 323, 329, 409, 410, 411, 414
Brigades al Qods, 321, 348, 409
Califat, 685, 776
Camille Chamoun, 128, 210, 230
Canal de Suez, 54, 78, 82, 95, 113, 155, 161, 163
CAP, 7, 130, 161
CAU, 7
Chamoun (Camille), 128, 210, 230, 571
Charm al Cheikh (Sommet de), 144, 325, 331, 824, 826
Chebaa, 579, 657, 695, 705, 846, 847
CHEN, 7, 207
CHIM, 7, 66
CHISH, 7, 66
CNP, 7, 127, 133, 168, 171, 176, 230, 793
Comités de Résistance populaires, 410
Commission Kahane, 249
Corsaire, 16, 685
CPL, 7, 834
David Ben Gourion, 61, 71, 79, 523, 537, 789
Deir Yassin, 68, 249
Désengagement, 8
Dhimmi, 42, 46, 47, 491, 493, 504, 508, 778
Elon Moreh, 277, 599, 626
Entebbeh (raid), 201
FAD, 7, 214
FAI, 7, 84, 98, 99, 103
Fatah, 11, 35, 117, 118, 119, 122, 123, 124, 125, 127, 128, 129, 130, 131, 134, 135, 136, 137, 138, 145, 146, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 178, 179, 181, 182, 211, 217, 218, 220, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 239, 252, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 280, 282, 283, 284, 288, 293, 321, 322, 325, 326, 333, 334, 335, 338, 342, 347, 348, 374, 378, 408, 409, 410, 411, 412, 415, 485, 554, 555, 556, 557, 558, 560, 571, 580, 581, 603, 625, 634, 654, 668, 669, 697, 709, 711, 712, 713, 714, 715, 718, 719, 720, 732, 737, 773, 793
Fatahland, 379, 380, 393, 579
FDI, 7, 10, 11, 72, 73, 74, 75, 76, 82, 85, 87, 88, 89, 96, 97, 111, 140, 194, 196, 198, 201, 207, 208, 209, 233, 234, 241, 245, 246, 254, 255, 256, 300, 302, 304, 306, 307, 313, 319, 345, 398, 420
FDLP, 7, 148, 211, 225, 227, 272, 288
FDPLP, 7, 171, 173, 178, 181, 375
FINUL, 7, 214, 233, 262, 448, 449, 455
FL, 7, 211
FLP, 8, 137, 161, 162, 654
FLPP, 8, 177
FM, 8, 118, 123, 283, 284, 331
FMSB, 8, 237, 397

FNUOD, 8
FOSH, 8, 60
FPLP, 8, 148, 166, 170, 175, 177, 210, 211, 225, 226, 270, 272, 282, 293, 436
FPLP-CG, 8, 148, 178, 180, 225, 250, 262, 271, 393, 450
FPSL, 8, 166
FUNU, 8, 186
Georges Habache, 119, 130, 148
GID, 8, 330, 331
Golan, 110, 129, 141, 142, 143, 144, 147, 154, 160, 161, 170, 183, 184, 186, 194, 195, 196, 197, 198, 200, 203, 230, 231, 296, 362, 382, 426, 466, 468, 469, 471, 657, 705, 745, 827, 828, 831, 846, 848, 861
Golda Meir, 173, 174, 190
Guérilla, 371
Gush Emunim, 16, 189, 250, 251, 383, 385, 388, 389, 485, 496, 533, 568, 575, 587, 598, 599, 600, 606, 613, 616, 617, 618, 632, 640, 645, 646, 652, 653, 660, 735, 736, 747
Habache, 119, 120, 130, 148, 164, 170, 176
Hafez al Assad, 129, 132, 133, 137, 150, 267, 273, 699
Haganah, 9, 10, 37, 53, 54, 56, 57, 59, 60, 61, 62, 64, 66, 67, 68, 69, 77, 120, 200, 208, 276, 356, 614
Hamas, 12, 13, 14, 16, 35, 269, 279, 282, 285, 290, 291, 292, 293, 315, 317, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 338, 340, 342, 345, 347, 348, 354, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 435,441, 444, 447, 451, 453, 455, 463, 465, 466, 467, 471, 472, 505, 508, 571, 572, 574, 583, 585, 586, 587, 605, 606, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 622, 624, 625, 629, 633, 634, 635, 636, 638, 639, 640, 644, 645, 647, 649, 651, 652, 653, 654, 666, 668, 669, 684, 695, 698, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 732, 733, 737, 766, 773, 774, 775, 809, 853
Hanan Porat, 384, 599, 602, 636, 638
Hasbara, 310
Ha-Shomer, 52
Hassan Nasrallah, 18, 19, 261, 265, 317, 398, 581, 638, 652, 654, 656, 696, 775
Hezbollah, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 24, 31, 35, 36, 204, 215, 238, 239, 240, 242, 246, 248, 253, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 271, 315, 316, 317, 318, 319, 322, 324, 326, 329, 335, 338, 345, 347, 354, 389, 390, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 402, 403, 404, 405, 406, 408, 411, 412, 414, 415, 423, 428, 435, 445, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 455, 463, 465, 466, 467, 469,

470, 471, 472, 478, 482, 518, 562, 581, 582, 590, 603, 607, 608, 619, 620, 621, 622, 629, 633, 635, 636, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 645, 648, 649, 650, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 684, 686, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 733, 736, 737, 745, 747, 749, 754, 766, 774, 775, 802, 846, 847, 849, 862
Histadrout, 57, 58, 105, 370, 494, 497, 532
Hussein Fadlallah (Ayatollah), 577, 580, 639, 640
Intifada, 12, 144, 148, 165, 190, 208, 211, 248, 262, 279, 284, 286, 288, 289, 291, 293, 294, 295, 308, 311, 312, 313, 314, 316, 320, 321, 323, 326, 331, 334, 335, 336, 337, 338, 340, 341, 343, 348, 356, 385, 386, 387, 406, 431, 436, 437, 439, 441, 442, 443, 444, 447, 532, 602, 606, 627, 629, 633, 653, 654, 661, 669, 709, 710, 718, 723, 726, 809, 838
Intifada al Aqsa, 12, 334, 336, 341, 431, 437, 442
Irgoun, 8, 60, 64, 66, 68
IRGOUN, 8
Jabhat al Nosra, 16, 453, 683, 685, 688, 705, 861
Jaysh al Islam, 409, 410
Jebel Amil, 60, 242, 514, 518, 519, 520, 521, 570, 578
Jihad Islamique, 8, 279, 282, 587, 717
Judée, 15, 50, 189, 346, 384, 387, 598, 600
Julien Freund, 27, 357, 358, 479, 481, 483, 557, 558, 672, 682, 683, 761, 769, 770
Kamel Joumblatt, 211
Karameh, 128, 167, 211, 222, 377, 559
Kataeb, 210, 212, 230, 571, 581, 695, 696, 697
Khaled Meshaal, 586
Khamenei (Ayatollah Ali), 316, 318, 655, 656
Khomeyni (Ayatollah Ruhollah), 394, 395, 396, 589, 597, 602
Kook (Rabin), 496, 569, 574, 575, 576, 593, 618, 626
Kyriat Arba, 144, 598, 599
Lehi, 64, 66
LEHI, 8
Leila Khaled, 170
Liddell Hart, 356, 427, 446
Ligne Bar Lev, 142, 184, 382, 829, 830
Ligne bleue, 657
Ligne verte, 83, 144, 285, 381, 389, 567, 661, 730, 747, 844
Likoud, 190, 231, 251, 653, 661, 662, 838
Mahdi, 518, 577, 582, 643, 695, 702
Majd, 293, 406
MAJD, 8
Martyrs d'al Aqsa, 322, 343, 713, 718
MJIP, 8, 13, 279, 283, 284, 285, 289, 321, 322, 323, 325, 404, 405, 407,

408, 410, 411, 412, 435, 605, 630, 634, 635, 637, 638, 639, 640, 649, 653, 654, 666, 670
MNA, 8, 119, 121, 124, 127, 130, 131, 145, 148, 160, 161, 162, 163, 170
MNL, 8, 211
Mohammad Najjar, 174
Mont du Temple, 334, 384, 444
Moshe Dayan, 63, 90, 98, 99, 101, 190, 213, 287, 437, 537
MTR, 8, 361, 363, 364, 366, 417, 757
Nabih Berri, 239, 267, 582, 603
NACHAL, 8, 87
Netanyahu (Benjamin), 332, 334, 458, 663, 665, 731
Nomos, 742, 743, 770
Nomos de la Terre, 742, 743, 770
OACL, 8, 211
OAS, 9, 349
OCP, 9, 163
OLP, 9, 11, 37, 117, 125, 126, 127, 131, 132, 133, 134, 136, 159, 163, 165, 166, 167, 168, 169, 173, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 217, 218, 219, 220, 222, 224, 226, 227, 229, 231, 232, 234, 235, 251, 252, 269, 270, 271, 272, 273, 275, 283, 288, 289, 312, 320, 321, 326, 327, 333, 336, 350, 374, 378, 379, 380, 391, 454, 555, 559, 560, 579, 585, 604, 606, 652, 668, 669, 709, 773, 793, 797
OPEP, 9
Opération Accountability, 319
Organisation Septembre noir, 173, 174, 175, 270, 436
Osirak (raid), 192, 201, 346
Paix en Galilée (opération), 11, 15, 116, 215, 228, 229, 232, 234, 246, 249, 250, 343, 345, 351, 382, 383, 392, 422, 582, 602
Palmach, 63, 420, 421
PALMACH, 9, 63, 208
Pasdarans, 238, 266, 267, 395, 397, 450, 471, 474, 603, 633, 705
PCJ, 9, 162
PCL, 9
Pirate, 16, 685
PNL, 9, 210, 571
PNR, 9, 661
POUM, 9, 62
PSNS, 9, 210, 258, 262
PSP, 9, 240
Qana, 177, 320
Rabin (Yitzhak), 103, 104, 109, 111, 190, 193, 246, 249, 256, 294, 297, 313, 319, 321, 323, 332, 346, 386, 447, 599, 652, 653, 661, 737
Raisins de la Colère (opération), 399
Rasd, 173, 174
RAU, 9, 185
Réfugiés, 164, 540, 547
Rempart (opération), 13, 14, 343, 345, 415, 445
République Fakhani, 11, 16, 116, 209, 221, 228, 229, 269, 272, 279, 321, 348, 350, 391, 708, 709, 710

Révolution islamique, 13, 279, 393, 394, 395, 582, 593, 739
RMA, 9, 296, 298, 299, 305, 361, 363, 364, 366, 370, 371, 397, 403, 417, 429, 757
Sabra et Chatila, 236, 237, 249, 252, 265, 266, 272, 278, 439
Saja, 271, 279, 281, 284, 321
Samarie, 15, 189, 346, 384, 387, 598, 599, 600
Sayyid Qotb, 584, 585, 590
Schmitt (Carl), 27, 55, 354, 355, 357, 358, 387, 388, 439, 440, 459, 466, 479, 480, 481, 557, 558, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 685, 693, 702, 704, 742, 743, 770
Septembre noir, 152, 171, 173, 174, 175, 222, 270, 378, 379, 436
Shamseddine (Mohammad Mahdi), 577, 578
Sharett (Moshe), 90, 93, 213
Shariati (Ali), 270, 577, 592
Sharon (Ariel), 11, 89, 98, 148, 191, 209, 229, 231, 232, 234, 236, 244, 250, 251, 277, 278, 313, 336, 339, 340, 343, 346, 347, 377, 437, 444, 529, 574, 599, 627, 661, 662, 826, 830
Shiqaqi (Fathi), 279, 280, 281, 284, 321, 325, 326, 587, 588, 590, 594, 604, 638
Six Jours (guerre des), 10, 11, 15, 37, 39, 85, 91, 109, 140, 141, 145, 149, 150, 152, 157, 171, 350, 372, 375, 376, 417, 419, 422, 468, 532, 576, 579, 598, 838
Takfiriste (idéologie), 591
Tanzimat, 781
Techno-guérilla, 17, 767
Tehiya, 251, 653
Tel Za'atar, 210, 212, 222, 380
Territoires, 5, 12, 15, 17, 35, 38, 140, 143, 144, 146, 158, 159, 160, 161, 162, 164, 165, 175, 189, 190, 191, 192, 193, 197, 202, 205, 207, 222, 224, 229, 233, 246, 248, 249, 251, 269, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 279, 281, 282, 283, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 292, 293, 294, 296, 300, 301, 302, 303, 305, 309, 312, 314, 315, 317, 320, 321, 323, 324, 326, 331, 332, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 342, 348, 351, 378, 383, 385, 386, 387, 389, 405, 406, 407, 408, 431, 437, 439, 441, 444, 451, 454, 461, 476, 560, 571, 572, 583, 584, 585, 586, 591, 596, 598, 599, 600, 604, 605, 611, 615, 637, 640, 644, 645, 646, 661, 665, 669, 709, 726, 731, 736, 747, 773
Travaillistes, 75, 189, 251, 383, 531, 576
Tsahal, 10, 15, 18, 19, 35, 37, 49, 50, 71, 78, 206, 207, 209, 233, 249, 250, 252, 258, 310, 314, 350, 351, 357, 372, 390, 399, 414, 428, 429, 434, 445, 532, 535, 684, 723, 725, 726,

766, 772, 816, 826, 828, 830, 832, 837
TSAHAL, 9
Tufayli (Sobhi al), 238, 268, 316, 603, 652, 655, 656, 659
UNRWA, 9, 120, 121, 540, 544, 545, 558, 640
Wadih Haddad, 148, 175, 176
Yémen (conflit), 76, 112, 114, 121, 125, 132, 138, 150, 225, 273, 328, 472, 691, 700, 701, 737, 740, 742, 744, 749
Yesha (Conseil de), 384, 386, 600, 627, 637, 646, 664, 729
Zawahiri (Ayman al), 685, 686, 687, 688, 689

Résumé :

Ce travail de thèse se présente comme une relecture du conflit israélo-arabe depuis ses origines (Palestine ottomane) à travers une analyse des transformations militaires mises en œuvre par les acteurs, parties au conflit. Ces transformations sont motivées par des effets de rivalités mimétiques. Au fil des affrontements, chaque adversaire adapte son système de défense en fonction de celui de son ennemi et inversement. Ainsi, sur le temps long du conflit on peut repérer des formes de continuité entre les différents acteurs armés en dépit des différences idéologiques et des circonstances historico-politiques.

Ces transformations, parce qu'elles visent le plus souvent à re-symétriser le différentiel de puissance avec l'adversaire, privilégient les stratégies alternatives ou dissymétriques. Elles impliquent des innovations qui touchent l'ensemble de la société, suggérant l'existence de mécanismes guerriers travaillant les sociétés dans la guerre et pour la guerre.

De ces mécanismes découle le caractère hautement polémique des sociétés de la région et la survivance en leur sein de différentes formes de combattants irréguliers. A partir de ces formes on peut proposer une typologie des figures contemporaines du partisan, de l'Etat islamique aux groupes armés palestiniens et libanais, en passant par la question de la violence des colons religieux-nationalistes des Territoires occupés.

Cette pluralité de figures de la guerre du partisan moderne fournit des clés pour analyser les évolutions des formes de violence dans la région (crises en chaîne, délitement des Etats-nations, soulèvements révolutionnaires, etc.).

Descripteurs : Transformation militaire, rivalités mimétiques, conflit israélo-arabe, guerre de partisan, société polémique

Title and Abstract:

Mimetic rivalries and military Transformations in the Levant: A re-reading of the Arab-Israeli conflict

This thesis consists in a re-reading of the Arab-Israeli conflict since its origins (in the Ottoman Palestine) through an analysis of the military transformations conducted by actors involved in this conflict. These changes are driven by mimetic rivalries processes. Over the clashes, each opponent adapts its defense system according to his enemy's one and vice versa. Thus, forms of continuity between the different armed groups are perceptible on the long-time conflict in spite of the ideological differences and historical-political circumstances.

These Transformations favor alternative or di-symmetrical strategies, because they aim mostly to symmetrically re-balance the differential of power with the opponent. They involve innovations impacting the whole society, suggesting the existence of war mechanisms which affect societies for and through the war.

The highly polemic nature of the region's societies ensues from these mechanisms as well as the survival of different forms of irregular combatants within them. Based on these forms, it could be proposed a typology of the partisan's contemporary figures, including the Islamic State, the Palestinian and Lebanese armed groups, as well as the issue of the religious-nationalist settlers' violence in the Palestinian Occupied Territories.

This plurality of the modern partisan warfare patterns provides tools for analyzing the evolutions of violence forms in the region (chain crisis, disintegration of nation states, revolutionary uprisings, etc.).

Keywords: Military Transformations, mimetic rivalries, Arab-Israeli conflict, partisan warfare, polemic society

Nota : cette page, dernière de couverture, sera retournée avant reliure.